



HAL
open science

Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives

Simon Luck

► **To cite this version:**

Simon Luck. Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives. Science politique. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2008. Français. NNT: . tel-00338951v1

HAL Id: tel-00338951

<https://theses.hal.science/tel-00338951v1>

Submitted on 14 Nov 2008 (v1), last revised 15 Apr 2010 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Département de science politique (UFR11)
Ecole doctorale de science politique (ED 119)
CRPS – Centre de recherches politiques de la Sorbonne (UMR 8057)

Sociologie de l'engagement libertaire dans la
France contemporaine
*Socialisations individuelles, expériences collectives,
et cultures politiques alternatives*

Thèse pour le doctorat de science politique
sous la direction d'Yves DÉLOYE
présentée et soutenue publiquement par Simon LUCK
le 17 octobre 2008

L'université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.
Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

De nombreuses personnes ont apporté, chacune à leur mesure, leur contribution à ce travail de thèse. Yves Déloye figure évidemment parmi ceux dont je suis le plus redevable. Il a dirigé mes tout premiers travaux de recherche et suivi d'un œil bienveillant mon parcours jusqu'ici. Sa disponibilité, sa rigueur et ses conseils m'ont été extrêmement précieux tout au long de la thèse. Il a en outre su accompagner mon travail tout en respectant mes propres envies et intérêts. Pour tout ceci, et pour son inaltérable gentillesse, je lui témoigne toute ma gratitude.

Mes remerciements vont également à Frédérique Matonti, qui a suivi les développements intermédiaires de mon travail et dont les conseils avisés m'ont permis d'enrichir ma réflexion et d'aller plus loin dans mes recherches.

Les membres de l'équipe du GRAAL du CRPS, jeunes chercheurs comme titulaires, m'ont eux aussi ouvert de nouvelles pistes d'enquête. Si je n'ai malheureusement pas eu l'occasion d'apporter beaucoup au travail collectif, j'ai beaucoup appris lors des réunions et séminaires. Que tous soient ici remerciés.

Parce que cette thèse ne pourrait exister sans tous les militants que j'ai rencontrés et qui ont bien voulu se prêter à l'exercice de l'entretien ou simplement me laisser observer leurs activités, pour le soutien qu'ils m'ont manifesté et pour l'amitié que de nombreux d'entre eux m'ont témoigné, je les remercie chaleureusement.

Toute ma gratitude va également à ma famille, et belle famille, dont tous les membres m'ont apporté un soutien sans faille et ont toujours cru en moi. A tous les amis et toutes les amies aussi, dont l'intérêt pour mon travail n'a jamais faibli et dont les encouragements m'ont été très précieux. A Marie, enfin, pour tout.

Sommaire

Sommaire	5
Introduction	7
Première partie : Des individus aux groupes : devenir militant libertaire	47
Chapitre premier : Des profils libertaires.....	52
I. Origines sociales et socialisations.....	53
II. Les militants libertaires	75
III. Trajectoire, position sociale et engagement	106
IV. Désaffiliation partisane et rapport à la participation politique.....	120
Conclusion.....	129
Chapitre 2 : Le milieu libertaire	131
I. La gauche radicale et anarchiste en France.....	132
II. Les organisations étudiées	163
Conclusion.....	200
Chapitre 3 : Rejoindre un collectif	202
I. Parcours d'engagement et réseaux sociaux de mobilisation.....	205
II. Les motivations de l'engagement	249
III. Des motivations à l'adhésion	281
Conclusion.....	287
Conclusion de la première partie	289
Seconde partie : S'organiser et agir collectivement	291
Chapitre 4 : Organisation et relations internes	301
I. Modes d'organisation et de prise de décision	303
II. Pratiques et lieux de socialisation et de sociabilité militante	343
Conclusion.....	376
Chapitre 5 : L'action vers l'extérieur.....	378
I. Les interventions publiques entre action directe et propagande	379
II. Modes d'action et culture militante	429
Conclusion.....	449
Conclusion de la deuxième partie	451

Troisième partie : Cultures et engagements libertaires.....	453
Chapitre 6 : Cultures, identifications et appartenances	457
I. Rapports à la politique et participation conventionnelle.....	460
II. Les cultures politiques comme matrices d’identifications et de pratiques	510
III. Les collaborations improbables : anarchistes, radicaux, et le problème des mobilisations	574
Conclusion.....	596
Chapitre 7 : Faire collectif.....	598
I. Rapports au collectif et transformation de l’engagement	600
II. Pérennité des engagements et des organisations	627
Conclusion.....	664
Conclusion de la troisième partie.....	666
Conclusion générale	669
Annexes	687
Sources et bibliographie.....	706
I. Sources	706
II. Bibliographie	714
Table des abréviations	728
Index des noms et notions.....	730
Tables des tableaux, graphiques, images	738
Table des matières	740

Introduction

Il y a exactement quarante ans, en France, les événements de mai 1968 ouvraient un cycle de protestation marqué par la réaffirmation d'un horizon révolutionnaire et la remise en cause corrélative d'une société présentée comme inégalitaire et technocratique, engoncée dans ses principes et asphyxiée par une morale traditionnelle. En mai comme dans les années qui ont suivi, les militants anarchistes, leurs idées ou leurs pratiques ont été présents, contribuant à insuffler un esprit antiautoritaire dans les mobilisations contestataires¹. C'est ce même esprit que l'on retrouvait dans les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) qui ont émergé dans toute l'Europe occidentale à partir des années 60. Ceux-ci apparaissaient remettre profondément en question les codes de la politique classique², à travers leur refus d'une société préoccupée uniquement par la croissance économique et la recherche du profit et leur revendication d'une redéfinition de la participation démocratique. Cette exigence se traduisait concrètement par la construction de collectifs autonomes du pouvoir politique, pratiquant l'action directe (actions visant à atteindre des objectifs sans recourir à une médiation politique) et fonctionnant sur des bases égalitaires et selon des principes de démocratie directe³. Tant ces modes d'organisation et d'action que ces revendications renvoyaient à la

¹ « [Les journées de Mai] vont permettre de renouer aussi bien avec des mots d'ordre qu'avec des pratiques que l'on peut sans mal qualifier d'anarchistes ou d'antiautoritaires. En premier lieu, il faut signaler chez les jeunes contestataires l'existence d'une méfiance totale à l'égard des partis traditionnels ainsi qu'envers la manière habituelle de faire de la politique, à commencer par le rejet des élections ou de toute forme de délégation du pouvoir. Le refus de se laisser représenter ou récupérer par les forces politiques ou étatiques occupe une place centrale dans leur démarche [...]. La contestation étudiante s'accompagne d'une redécouverte spontanée de la pratique anarchiste de l'action directe et de l'auto-organisation des masses [...]. Les événements de Mai renouent aussi avec la tradition anarchiste par la radicalité des objectifs affichés par le mouvement étudiant qui ne se limitent plus à dénoncer l'oppression capitaliste mais qui visent à s'attaquer à toute forme de domination, qu'elle soit d'origine étatique ou patriarcale. » CAPDEVIELLE, Jacques, REY, Henri (dir.). *Dictionnaire de mai 68*. Paris : Larousse, 2008, p. 60-61. Si un « souffle libertaire » a bien été présent lors des journées de mai et dans les mois qui les ont suivis, ceci ne signifie pas toutefois que seules les idées et pratiques anarchistes ont eu une influence sur la période. Plus précisément qu'une influence libertaire, il faudrait parler d'une présence des gauchismes : anarchistes, conseillistes, marxistes hétérodoxes ou encore situationnistes, autant de courants épars réunis dans la contestation de l'ordre établi, des hiérarchies et du système politique. Sur ce point, cf. GOBILLE, Boris. « La vocation d'hétérodoxie », in DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique, PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Editions de l'Atelier, 2008, p. 274-291, et SOMMIER, Isabelle. « Les gauchismes », in *idem*, p. 295-304.

² MELUCCI, Alberto. *Challenging codes : collective action in the information age*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996.

³ DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred (eds). *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*. Cambridge : Polity Press, 1990.

tradition militante anarchiste dont les NMS marquaient la réactualisation dans les luttes des années 1970 et 1980. Mais tous les nouveaux militants n'étaient pas, loin s'en faut des disciples de Proudhon et Bakounine ; plutôt que s'inscrire explicitement dans la mouvance anarchiste, ils faisaient partie d'une « famille » plus large de mouvements « libertaires »¹.

Le mot libertaire existe depuis 1857, lorsque Joseph Déjacque, ouvrier et poète français, militant révolutionnaire, adresse à Pierre-Joseph Proudhon un pamphlet intitulé « De l'Être-Humain mâle et femelle ». Il y stigmatise la pensée misogyne du père de l'anarchisme, lui reprochant de ne pas promouvoir l'égalité de tous les êtres humains, de se montrer *libéral* et non *libertaire*. Ce néologisme, d'emblée posé par Déjacque comme synonyme d'« anarchiste », a peu à peu été approprié par la frange de l'internationale ouvrière qui tenait à se démarquer des socialistes « autoritaires » se réclamant pour l'essentiel du marxisme. Les militants de ce courant, partisans de Bakounine et de Proudhon, en sont venus dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle à se qualifier indifféremment d'« anarchistes » ou de « libertaires ». Par la suite, avec l'apparition de nouveaux mouvements contestataires dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, les termes « anarchiste » et « libertaire » ont de plus en plus fréquemment été utilisés pour désigner des réalités partiellement distinctes : le vocable « anarchiste » restait réservé aux partisans de l'abolition de l'Etat, du capitalisme et des religions, alors que l'adjectif « libertaire » était appliqué à l'ensemble des expériences militantes alternatives et anti-autoritaires. Mais il s'agissait là d'une distinction sémantique bien plus que d'une divergence idéologique et pratique puisque l'ensemble des courants se retrouvaient sur des valeurs essentielles, comme l'égalité, l'autonomie, la promotion de l'expression personnelle ou la contestation du fonctionnement de la démocratie.

Le terme « libertaire » et ses appropriations différenciées

Le mot « libertaire » est initialement forgé pour servir la dénonciation d'un anarchisme qui n'irait pas au bout de sa radicalité. C'est en des termes très critiques que Joseph Déjacque fustige en 1857 le traditionalisme de Pierre-Joseph Proudhon : « *Anarchiste juste-milieu, libéral et non LIBERTAIRE, vous voulez le libre échange pour le coton et la chandelle, et vous préconisez des systèmes protecteurs de l'homme contre la femme, dans la circulation des passions humaines ; vous*

¹ DELLA PORTA, Donatella, RUCHT, Dieter. « Left-Libertarian Movements in Context : A Comparison of Italy and West Germany, 1965-1990 », in JENKINS, J. Craig, KLANDERMANS, Bert (eds.). *The Politics of Social Protest : Perspectives on States and Social Movements*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995.

criez contre les hauts barons du capital, et vous voulez réédifier la haute baronnie du mâle sur la vassale femelle ; logicien à bésicles, vous voyez l'homme par la lunette qui grossit les objets, et la femme par le verre qui les diminue [...]. Sur ce terrain de la vraie anarchie, de la liberté absolue, il existerait sans contredit autant de diversité entre les êtres qu'il y aurait de personnes dans la société, diversité d'âge, de sexe, d'aptitudes : l'égalité n'est pas l'uniformité. Et cette diversité de tous les êtres et de tous les instants est justement ce qui rend tout gouvernement, constitution ou contration, impossible. Comment s'engager pour un an, pour un jour, pour une heure, quand dans une heure, un jour, un an on peut penser tout différemment qu'à l'instant où l'on s'est engagé ? — Avec l'anarchie radicale, il y aurait donc des femmes comme il y aurait des hommes de plus ou moins de valeur relative ; il y aurait des enfants comme il y aurait des vieillards ; mais tous indistinctement n'en seraient pas moins l'être-humain, et seraient également et absolument libres de se mouvoir dans le cercle naturel de leurs attractions, libres de consommer et de produire comme il leur conviendrait sans qu'aucune autorité paternelle, maritale ou gouvernementale, sans qu'aucune réglementation légale ou contrative put y porter atteinte.¹ »

L'invention du terme libertaire s'inscrit dans une tendance du mouvement social de l'époque à faire émerger des formes adjectivales en «-taire» («communautaire», «égalitaire», «fraternitaire»...), dont on peut faire l'hypothèse qu'elle n'est pas étrangère à la diffusion du mot «prolétaire» dans le vocabulaire socialiste². L'appropriation du qualificatif par le courant anarchiste du mouvement ouvrier résulte sans doute de sa commodité pour marquer une opposition au courant dit «autoritaire». Il porte en outre des connotations positives et a probablement permis à des militants de se définir publiquement à une époque où mettre en avant son adhésion à l'anarchisme entraînait de sérieux problèmes avec la justice, comme après qu'une «loi scélérate» de juillet 1894 a explicitement interdit tout «acte de propagande anarchique»³.

Si de nombreux groupes ou penseurs (on pense par exemple au philosophe Michel Onfray ou au politiste Philippe Corcuff) peuvent aujourd'hui se définir comme libertaires sans pour autant adhérer aux doctrines anarchistes, le terme «libertaire» demeure assez clairement lié au mouvement anarchiste et ses valeurs. Pour autant, il a pu être à travers l'histoire approprié par des acteurs dont la philosophie était par bien des aspects assez éloignée de celle d'un Déjacque ou d'un Proudhon. Dans les années 1930-1940, aux Etats-Unis, la classe politique arrivée au pouvoir avec F. D. Roosevelt se qualifie de «*liberal*», bien qu'elle mette en place des politiques de *welfare state* opposées à la conception libérale classique en matière d'économie. Face à l'appropriation de leur nom, les libéraux réunis dans l'opposition au «*big government*» cherchent alors à s'affirmer en revendiquant d'autres appellations, récusant généralement le qualificatif de «conservateurs» qui leur est fréquemment attribué. Mais ni le terme de néo-libéralisme ni à l'inverse l'idée de libéralisme classique ne parviennent à s'imposer. En 1947, Leonard Read, initiateur de la *Foundation for Economic Education* et dirigeant de la chambre de commerce de Los Angeles propose «d'exhumer et de récupérer le terme "libertarian", qui appartient depuis longtemps au vocabulaire anglo-américain avec un sens voisin du mot français "libertaire" mais qui tend à tomber alors en désuétude (il a cependant été déjà employé dans un sens proto-libertarien dès 1940 par W. H. Chamberlin [Dans ses *Confessions of an individualist* où il se réclame de «the ideal of individual libertarianism»] ou F. Knight en 1941 dans *The meaning of democracy* par exemple). Il entreprend donc de le recycler en lui conférant une signification nouvelle, nettement moins anarchisante et franchement libre-marchéiste ; et de fait, sans que toutefois son emploi se généralise, "libertarian" tend dès lors à devenir pour un certain nombre de partisans déterminés de la liberté individuelle l'équivalent du terme européen continental "libéral" — "libertarianism" traduit littéralement "libéralisme" au sens qu'il avait historiquement, avec une nuance

¹ DEJACQUE, Joseph. « De l'Être-Humain mâle et femelle. Lettre à P. J. Proudhon », disponible sur Internet, à l'adresse <http://joseph.dejacque.free.fr/ecrits/lettreatpjp.htm>.

² PELOSSE, Valentin. « Joseph Déjacque et la création du néologisme "libertaire" ». *Economies et sociétés* (série S), vol. 6, n° 15, 1972, disponible à l'adresse <http://joseph.dejacque.free.fr/etudes/neologisme.htm>.

³ Cf. MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France. Tome 1 : des origines à 1914*. Paris : Gallimard, 1992 (1975), p. 252 en particulier.

de radicalisation.¹ » Le vocable apparaît toutefois trop radical pour beaucoup de libéraux qui demeurent partisans de la conservation d'un Etat minimal et rejettent par conséquent un terme associé aux libertaires et anarchistes européens. Ce rejet s'accroît lorsque le terme devient davantage associé à un anti-étatisme absolu, avec le développement d'un courant anarcho-capitaliste qui revendique l'exclusivité de l'usage légitime du terme « *libertarian* ». Ce mouvement aboutit à la création, en 1971, du *Libertarian Party* et, deux ans plus tard, à la publication de *For a new liberty – The Libertarian Manifesto* de Murray Rothbard. Le terme « *libertarian* » semble alors s'attacher à un courant politique très spécifique, même si, dans les années 70, bon nombre de commentateurs rangent encore les libéraux américains (néo)classiques dans le *libertarianism*, alors même que leurs principaux représentants (Ludwig Von Mises, Friedrich Von Hayek ou encore Milton Friedman) rejettent le terme². Aujourd'hui, l'adjectif « *libertarian* » est clairement attribué aux Etats-Unis au courant anarcho-capitaliste. Il est traduit en français par le terme « libertarien » qui vise à désigner cette réalité spécifique en la distinguant du vocable « libertaire », toujours associé en France au libéralisme culturel et aux principes anti-autoritaires de l'anarchisme tel qu'il s'est développé dans le mouvement ouvrier socialiste.

Si le cycle de mobilisations ouvert à la fin des années 1960 s'est achevé dans la décennie 1980³, l'esprit libertaire qui avait animé un grand nombre de mouvements à travers différents pays ne s'est pas éteint pour autant. En effet, à la faveur du renouveau des mouvements contestataires depuis la moitié des années 1990, on voit ressurgir des revendications et pratiques militantes qui traduisent un même souci de liberté, d'égalité et de démocratie directe. En France d'abord, la protestation prend fréquemment une coloration libertaire qui n'échappe pas aux observateurs. A l'occasion de mobilisations importantes, les journaux pointent « le retour de l'anarcho-syndicalisme » ou la diffusion des pratiques anarchistes dans le mouvement social⁴. Les analystes de l'action collective, eux aussi, soulignent cette influence diffuse⁵. Ainsi, un « souffle libertaire⁶ » viendrait balayer tout un ensemble d'organisations et de mouvements, inspirant par exemple un discours critique vis-à-vis des dominations et de la délégation dans un syndicat SUD renouant avec les pratiques du syndicalisme révolutionnaire⁷. A l'échelle internationale, ensuite, la « mobilisation de

¹ LAURENT, Alain. *Le libéralisme américain : histoire d'un détournement*. Paris : Les Belles Lettres, 2006, p. 177-178.

² *Ibidem*, p. 178-180.

³ DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred (eds). *Challenging the Political Order... Op. cit.* Sur la notion de cycles de protestation, cf. TARROW, Sidney G. *Power in movement : Social Movements, Collective Action and Politics*. 2^{de} édition. Cambridge : Cambridge University Press, 1998, chapitre 9.

⁴ « Les anars sortent du noir », *Libération*, 28 juin 2003.

⁵ SOMMIER, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris : Flammarion, 2003, p. 176.

⁶ « Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes ». *Contretemps*, n° 6, 2003, p. 11.

⁷ PERNOT, Hélène. « Des thématiques marxistes, un esprit libertaire : l'exemple de SUD-PTT ». *Contretemps*, n°6, 2003, p. 23-35.

mobilisations¹ » que constitue le mouvement « altermondialiste », laisse une place importante aux « groupes anarchistes et libertaires² ». Plus encore, l'influence libertaire se ressent dans une myriade de groupes investis dans la nébuleuse³, qu'ils soient écologistes, anticapitalistes ou tiers-mondistes, et qu'ils se revendiquent de l'anarchisme ou non. Ces collectifs ont pour caractéristiques communes une organisation égalitaire et autonome du pouvoir politique et un fonctionnement au consensus orienté vers la réalisation d'actions protestataires⁴. C'est le cas par exemple du « mouvement d'action directe » britannique qui, s'appuyant sur des groupements souples au mode d'organisation anti-hiérarchique, est pensé comme une alternative à la politique électorale et parlementaire⁵. Ses modes d'action, à travers par exemple des actions de blocage sous diverses formes (*sit-ins*, théâtre de rue, fait de s'enchaîner à du mobilier urbain, etc.), visent à atteindre directement des objectifs concrets, comme empêcher une délégation officielle de se rendre sur le lieu où se tient un sommet international⁶. D'une manière générale, ils traduisent la volonté des activistes d'agir par eux-mêmes « sans la médiation ou le contrôle des bureaucrates ou des politiciens professionnels »⁷. Aux Etats-Unis, des réseaux militants similaires sont investis dans la contestation du capitalisme et de la société de consommation. Les membres du *Direct Action Network*, organisés en groupes d'affinités égalitaires et pratiquant une forme de démocratie participative, connaissent et assument leur héritage anarchiste⁸. Pour David Graeber, anthropologue et militant altermondialiste, l'idéologie du mouvement s'exprime dans ses

¹ AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna. « Aux origines de l'altermondialisme français », in AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005, p. 24

² « Militants de l'altermondialisation ». *Politix*, vol. 17, n°68, 2004, p. 9.

³ « Naomi Klein [auteur de *No Logo*, essai emblématique du mouvement altermondialiste] assure que le mouvement est d'inspiration anar-libertaire. "Ce sont eux qui le contrôlent, dit elle. Ce sont eux qui portent les manifestations de rues. [...] Ils ont réinventé de nouvelles formes d'actions. [...]". Elle va même plus loin : "Les groupes d'affinités, l'information parallèle, le leadership décentralisé, c'est aussi eux. Même le mouvement zapatiste s'en est inspiré." » LOSSON, Christian, QUINIO, Paul. *Génération Seattle Les rebelles de la mondialisation*. Paris : Grasset, 2002, p. 29.

⁴ DELLA PORTA, Donatella, « Démocratie en mouvement. Les manifestations du forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, vol. 17, n°68, 2004, p. 49-79 ; DURAND, Cédric. « Le mouvement altermondialiste : de nouvelles pratiques organisationnelles pour l'émancipation ». *Mouvements*, n° 42, 2005, p. 103-114.

⁵ DOHERTY, Brian, PLOWS, Alexandra, WALL, Derek. « "The Preferred Way of Doing Things" : The British Direct Action Movement ». *Parliamentary Affairs*, vol. 56, 2003, p. 669-686.

⁶ Pour une illustration visuelle d'actions directes de blocage lors de contre-sommets, cf. le récent film sur les événements qui ont émaillé le déroulement du sommet de l'OMC de 1999 : *Bataille à Seattle*.

⁷ DOHERTY, Brian, PLOWS, Alexandra, WALL, Derek. « "The Preferred Way of Doing Things"... ». Article cité, p. 670.

⁸ FINNEGAN, William. « Affinity Groups and the Movement Against Corporate Globalization », in GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. *The Social Movements Reader : cases and concepts*. Malden, (Mass) : Blackwell, 2003, p. 210-218.

formes organisationnelles et ses modes d'action, qui visent à réinventer la démocratie¹. « La notion même d'action directe, rejetant une politique qui consiste à appeler les gouvernants à modifier leur comportement, favorable à l'intervention physique contre le pouvoir d'Etat d'une façon qui préfigure en elle-même une alternative — tout ceci émerge directement de la tradition libertaire. L'anarchisme est au cœur du mouvement, son âme ; la source de tout ce qui fait sa nouveauté et ses promesses.² » L'historien de l'anarchisme Gaetano Manfredonia semble partager ce point de vue lorsqu'il souligne « la présence constante d'attitudes et de comportements de type libertaire au sein des mouvements sociaux qui périodiquement secouent la société européenne. Cette présence atteste l'enracinement de certains aspects de la culture politique et de la doctrine anarchiste devenus une sorte de patrimoine commun à l'ensemble des mouvements de protestation populaire, à commencer par l'utilisation de méthodes d'action directe.³ »

L'origine de cette thèse se trouve dans les interrogations que suscitent ces différents travaux. Ne regroupent-ils pas sous des appellations identiques des réalités différentes ? Si la dimension « libertaire » de nombreuses mobilisations actuelles, largement documentée, ne semble guère contestable, l'homogénéité de ces diverses expériences militantes apparaît en effet plus incertaine. Au-delà des proximités formelles, les différents groupements d'action directe et autres collectifs anarchistes partagent-ils réellement des conceptions similaires de l'action politique et de ses finalités ? Ceci ne va nullement de soi. En effet, il paraît d'abord hasardeux de postuler que l'ensemble des acteurs poursuivent des objectifs explicitement anarchistes (c'est-à-dire orientés vers l'abolition de l'Etat et de toute forme de domination et d'autorité en vue de laisser place à une organisation égalitaire et autogérée de la société). Il semble clair, ensuite, que chez de nombreux contestataires, des pratiques libertaires sont adoptées sans référence consciente à l'anarchisme⁴. Qu'est-ce qui rapproche alors les

¹ GRAEBER, David. « The New Anarchists ». *New Left Review*, n° 13, 2002, p. 70.

² *Ibid.*, p. 62.

³ MANFREDONIA, Gaetano. *L'anarchisme en Europe*. Paris : PUF, 2001, p. 121-122.

⁴ « L'engagement de l'anarchisme au sein du mouvement des mouvements [déborde] largement du strict cadre des cortèges rouges et noirs dans les manifestations ou des événements explicitement anarchistes. Il s'exprime aussi à travers des modes d'organisation comme les groupes d'affinité ou les campements autogérés, parfois repris par le mouvement des mouvements sans que les acteurs politiques soient conscients de leur caractère anarchiste. » DUPUIS-DERI, Francis. « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage », in AGRİKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France... Op. cit.*, p. 209. C'est nous qui soulignons.

différents activistes de la nébuleuse libertaire — organisations anarchistes, groupements d'action directe, écologistes radicaux, altermondialistes, etc. — et les conduit à adopter des modes d'organisation et d'action similaires ?

Penser les similarités

Un certain nombre de recherches portant sur les mouvements sociaux et l'action collective de façon plus générale se sont attachées à rendre compte des mécanismes par lesquels différents groupes d'acteurs imitaient des modèles militants existants, faisant leurs des idées, des tactiques et des formes d'organisation propres à d'autres groupes. Pour Doug McAdam, la transmission de ces différents traits constitue un processus essentiel du développement d'un cycle de protestation, par lequel un mouvement qui fait figure d'initiateur (*initiator movement*) suscite le développement de nouveaux mouvements (*spin-off movements*) qui s'en inspirent directement¹. Si l'émergence du mouvement initial peut être expliqué par le modèle du processus politique, et en particulier par l'ouverture de la structure d'opportunités politiques, la constitution consécutive d'une « famille » de mouvement social constituée de groupes reprenant ses caractéristiques essentielles répond à des phénomènes différents². C'est vers les théories de la diffusion qu'il faut alors se tourner. Ainsi, « les mouvements initiateurs encouragent le développement de mouvements ultérieurs non pas tant parce qu'ils offrent à d'autres groupes une capacité accrue de faire avancer leurs revendications mais parce qu'ils déclenchent des processus complexes de diffusion par lesquels les “leçons” idéologiques, tactiques et organisationnelles des premiers sont mis à

¹ McADAM, Doug. « “Initiator” and “Spin-off” Movements : Diffusion Processes in protest Cycles », in TRAUGOTT, Mark. *Repertoires and cycles of collective action*. Durham : Duke University Press, 1995, p. 217-239.

² *Ibid.* Sur le modèle du processus politique, cf. McADAM, Doug. *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*. 2nde édition. Chicago : University of Chicago Press, 1999 (1982). Le modèle dégage trois facteurs essentiels favorisant le développement d'un mouvement de contestation : la vulnérabilité ou la réceptivité structurelle du système politique aux demandes sociales, les ressources organisationnelles disponibles, la vision que la population mobilisable a de sa capacité à faire avancer ses revendications. Dans son article « “Initiator” and “Spin-off” Movements... » cité, McAdam ne développe que la question de la structure d'opportunités politiques, qu'il juge déterminante dans le cas des mouvements initiateurs. Il estime qu'en revanche elle n'est plus pertinente pour les mouvements ultérieurs, pour lesquels elle peut même être devenue désavantageuse. Sans remettre en cause le rôle des processus de diffusion que le sociologue met en avant, on précisera toutefois que si la question de la structure des opportunités devient moins déterminante une fois le cycle de protestation entamé, les deux autres facteurs ne perdent pas leur validité. Au contraire, l'importance des représentations des acteurs s'en trouve certainement accrue, et l'apparition du mouvement initial peut fort bien jouer un rôle déclencheur et inciter ces nouveaux acteurs à se mobiliser à leur tour.

disposition des suivants.¹ » Plutôt que strictement politique, le moteur de ce processus serait alors « cognitif » ou « culturel »². Ceci signifie deux choses. D'une part, que le mouvement initiateur peut fournir le « cadre dominant » d'interprétation de la réalité dans lequel vont s'organiser les initiatives protestataires successives³. D'autre part, que la diffusion et la réappropriation de modèles militant existants repose sur un phénomène d'« attribution de similarité », c'est-à-dire sur le fait que de nouveaux groupes s'identifient au mouvement initiateur⁴. Parce qu'un groupe va se représenter comme étant dans la même situation qu'un mouvement existant, partageant avec lui les mêmes intérêts ou sensibilités, il sera porté à emprunter et adapter ses tactiques, son mode d'organisation ou des éléments de son idéologie.

La notion de diffusion permet non seulement de penser le développement d'un cycle local de protestation, mais également de rendre compte plus globalement de la reproduction de modèles militants dans différents pays, voire à différentes époques⁵. Le caractère progressif de ce processus, qui peut se dérouler par étapes successives⁶, permet de comprendre pourquoi, au terme d'emprunts successifs et d'un certain nombre d'années, les activistes qui adoptent des pratiques et/ou des idées d'un autre groupe n'ont pas conscience que celles-ci étaient déjà calquées sur un modèle antérieur. Le processus de diffusion entre deux mouvements peut être directe ou indirect. Les liens directs reposent sur des contacts interpersonnels. Ceux-ci peuvent être établis dans le cadre de coalitions, qui mettent en relation différents groupements, ou résulter de la multipositionnalité d'acteurs investis dans plusieurs mouvements, simultanément ou successivement⁷. La transmission indirecte s'opère quant à elle via la télévision, les journaux et les écrits universitaires ou politiques⁸. Selon

¹ McADAM, Doug. « “Initiator” and “Spin-off” Movements... » Article cité, p. 226.

² *Idem*.

³ SNOW, David A., BENFORD, Robert D. « Master Frames and Cycles of Protest », in MORRIS, Aldon, McCLURG, Carol (eds.). *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven : University of Yale Press, 1992, p. 133-155.

⁴ McADAM, Doug. « “Initiator” and “Spin-off” Movements... ». Article cité, p. 232-233.

⁵ McADAM, Doug, RUCHT, Dieter. « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas ». *Annals of the AAPSS*, vol. 528, 1993, p. 56-74.

⁶ On notera par exemple le récit introductif de l'article de McAdam et Rucht, cité, qui relie indirectement le groupe d'action directe américain des années 1970 *Clamshell Alliance* à un militant actif en France à la fin des années 1940 et initié à la non violence par Gandhi en 1937. Nous pourrions encore remonter la chaîne plus en amont en évoquant l'inspiration anarchiste (via Tolstoï ou Kropotkine) de la philosophie de Gandhi (WOODCOCK, George. *Anarchism. A history of libertarian ideas and movements*. Harmondsworth : Penguin, 1963, p. 218).

⁷ MEYER, David S., WHITTIER, Nancy. « Social Movement Spillover ». *Social Problems*, vol. 41, n° 2, 1994, p. 277-298 ; McADAM, Doug, RUCHT, Dieter. « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas ». Article cité.

⁸ McADAM, Doug, RUCHT, Dieter. « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas ». Article cité, p. 71.

Doug McAdam et Dieter Rucht, la diffusion des pratiques et idéologies militantes repose en réalité toujours sur un mélange de canaux directs et indirects¹, dont le poids respectif dépend de la distance qui sépare les mouvements. Si les contacts directs sont potentiellement les plus forts, ils ne sont donc pas les seuls vecteurs de la constitution de familles de mouvements partageant des caractéristiques similaires. Mais quelle que soit la nature des liens entre le groupe modèle et son imitateur, le degré d'identification du second au premier joue un rôle déterminant : plus cette identification est forte et plus la transmission sera complète². Ainsi, une même identification comme activistes peut favoriser l'emprunt d'une tactique initialement utilisée par des adversaires³, mais la réappropriation des éléments essentiels qui définissent un mouvement implique logiquement un fort sentiment de proximité.

Les facteurs identitaires sont donc à prendre en considération lorsqu'on cherche à comprendre la diffusion des pratiques libertaires à l'échelle internationale, mais également dans un cadre strictement national : l'importance des traits communs à différents mouvements français (similitude des modes d'action, des modes d'organisation, des rapports à la sphère politique) suggère en effet que ceux-ci partagent des conceptions, une « compréhension culturelle »⁴ semblables. Les manières de s'organiser et d'agir ne dépendent ainsi ni uniquement ni peut-être même principalement des ressources disponibles⁵ ou d'un souci d'efficacité⁶. Des travaux sur ces questions ont montré l'importance de la dimension culturelle des formes de l'action collective. Elizabeth Clemens a par exemple montré que « les modèles d'organisation ne sont pas uniquement des usages destinés à coordonner les actions, mais également des affirmations de ce que cela signifie pour certaines personnes de s'organiser de certaines façons et dans certains buts.⁷ » Un groupe choisira alors parmi

¹ *Ibid.*, p. 60.

² McADAM, Doug, RUCHT, Dieter. « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas ». Article cité, p. 63.

³ *Idem.*

⁴ SOULE, Sarah, A. « Diffusion Processes within and across Movements », in SNOW, David A., SOULE, Sarah A., KRIESI, Hanspeter. *The Blackwell Companion to Social Movements*. Malden (Mass.) : Blackwell, 2004, p. 297.

⁵ Sur la question des liens ressources-modes d'organisation et d'action, cf. OFFERLE, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt*. 2nde édition. Paris : Montchrestien, 1998. Pour une approche qui met directement en relation le niveau de ressources possédé par un groupe et son mode de structuration, cf. KRIESI, Hanspeter. « The organizational structure of new social movements in a political context » in McADAM, Doug, McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. (eds.). *Comparative Perspectives on Social Movements Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p. 152-184.

⁶ Sur le lien entre Structuration et efficacité, cf. GAMSON, William A. *The Strategy of Social Protest*. Homewood (Ill.) : the Dorsey press, 1990.

⁷ CLEMENS, Elizabeth S. « Organizational Repertoires », in GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. *The Social Movements Reader... Op. cit.*, p. 199. Cf. aussi CLEMENS, Elizabeth S. « Organizational form as frame :

l'ensemble des modèles organisationnels disponibles dans une société la forme qui correspondra le mieux à sa culture spécifique. De même, le choix d'une tactique ne peut pas être réduit à une décision utilitariste fondée sur un simple arbitrage coûts–avantages. Pour Olivier Filleule, au contraire, ce choix est influencé par la culture d'un groupe, qui constitue un filtre à travers lequel les opportunités d'action sont perçues¹. Il définit la notion de culture comme « l'univers des significations, ce qui inclut tout à la fois les croyances, les pratiques rituelles, les schémas narratifs et les visions du monde ; autant de formes symboliques qui servent à informer les stratégies d'action disponibles et peuvent se concevoir métaphoriquement comme une “boîte à outils”.² »

Les différents travaux que nous venons d'évoquer suggèrent que l'adoption de certains types de pratiques par les acteurs d'une mobilisation est fortement influencée par l'« univers de significations » à travers lequel ils se repèrent dans le monde social et l'interprètent. Si l'on prend au sérieux le constat qu'un ensemble de participants des mouvements contestataires contemporains se caractérisent par leurs pratiques libertaires, on est par conséquent conduit à postuler que ceux-ci partagent un ensemble de représentations, une même culture politique. Or l'observation de la nébuleuse libertaire invite à remettre en cause cette hypothèse forte : si l'on constate indéniablement un ensemble de pratiques et de représentations similaires, il apparaît difficile de parler de culture partagée tant les anarchistes et les militants de la gauche radicale et alternative semblent se distinguer du point de vue de leurs objectifs et de leur rapport au monde militant. Le rejet de toute forme de hiérarchie et la promotion de l'autonomie politique et individuelle qui leur sont communs n'effacent pas leur inscription différentielle dans la galaxie militante. Les partisans de Proudhon, Bakounine, Kropotkine et de bien d'autres théoriciens fondateurs, affichent régulièrement leur spécificité en se mobilisant de façon indépendante, et tendent à affirmer leur lien avec le mouvement historique d'émancipation que fut le courant ouvrier socialiste. Les autres libertaires se

Collective identity and political strategy in the American labor movement, 1880-1920 », in McADAM, Doug, McARTHUR, John D., ZALD, Mayer N. (eds.). *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p. 205-226. Sur le lien entre culture politique et choix organisationnels dans le cas des partis politiques, cf. SAWICKI, Frédéric. « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in CEFAÏ, Daniel (dir.). *Cultures politiques*. Paris : PUF, 2001, p. 191-211.

¹ FILLIEULE, Olivier. *Stratégies de la rue : les manifestations en France*. Paris : PFNSP, 1997, p. 209-210. Cf. aussi TAYLOR, Verta, VAN DYKE, Nella. « “Get up, Stand up” : Tactical Repertoires of Social Movements », in SNOW, David A., SOULE, Sarah A., KRIESI, Hanspeter. *The Blackwell Companion to Social Movements*. *Op. cit.*, p. 276-277.

² FILLIEULE, Olivier. *Stratégies de la rue... Op. cit.*, p. 209-210.

caractérisent quant à eux bien davantage par leur ouverture, qui se traduit par leur souci de bâtir des réseaux militants avec de nombreux groupes, et leur volonté de présenter une alternative au mouvement social traditionnel, en prétendant renouveler ses méthodes d'action et s'attaquer à de nouveaux combats. Plutôt qu'une culture commune à tous les militants, c'est bien deux grands univers de significations, à la fois proches et distincts, que l'on peut observer empiriquement. Dès lors s'ouvrent de nouvelles interrogations : quelles sont précisément les dimensions de ces cultures politiques ? Comment des cultures distinctes se construisent et s'acquièrent-elles sur la base de représentations partagées ? Qu'impliquent-elles en ce qui concerne les mobilisations ? C'est à ces trois questions que vise à répondre cette étude. Il convient par conséquent de les préciser quelque peu : envisager l'existence de différentes cultures libertaires, c'est d'abord tenter de les définir et, pour ce faire, se demander ce qu'elles impliquent en termes de rapports à l'action, à la participation et, plus globalement, au politique. Ce travail de définition est indissociable d'une réflexion sur la manière dont de telles cultures se forment mais aussi dont elles sont appropriées et, éventuellement, façonnées par les acteurs ; il s'agit là notamment de réfléchir à la façon dont des militants supposés partager un certain nombre d'aspirations et de valeurs en viennent à développer des systèmes de signification et des sentiments d'appartenance distincts. Enfin, parce que l'existence de représentations et pratiques communes peut favoriser les solidarités entre groupes mais que des cultures politiques différentes sont tout autant susceptibles de séparer ces groupes, il convient de se poser la question des liens qu'entretiennent les libertaires et de leur capacité à collaborer et à se mobiliser conjointement. A travers ces trois axes de réflexion, ce sont les contours d'un engagement libertaire alliant des éléments de cohérence et des facteurs de diversité que l'on cherche à définir : en étudiant la construction et l'actualisation d'identifications et de rapports au politique (rapport aux pratiques et aux fins de l'action, rapport à la démocratie, etc.), on se donne la possibilité tant de mesurer leur similarité que de comprendre leurs divergences.

Appréhender l'engagement libertaire

L'étude de la culture politique développée par des militants ne peut se baser sur un cadre d'analyse unique. Bien que riches en conceptualisations, les théories de l'action collective ne proposent pas un modèle unifié qui permette à lui seul de trouver une réponse à chacune des questions que nous avons dégagées. Beaucoup d'études portent en outre sur des

objets qui ne croisent qu'indirectement nos préoccupations. En effet, il ne s'agit ici ni de faire la simple étiologie d'une mobilisation, en s'interrogeant sur le pourquoi de la contestation¹, ni d'étudier ses facteurs d'émergence² ou les ressources qui lui permettent de se déployer, de durer, et d'atteindre ses objectifs³. Bien que pertinent pour comprendre les mécanismes qui rendent possible la protestation, le modèle dit de la mobilisation des ressources⁴ n'est que peu opérant lorsqu'il convient de réfléchir aux aspects culturels des mouvements sociaux. La question des identités et des valeurs, par exemple n'est que marginalement envisagée par cette approche qui délaisse largement les aspects cognitifs pour se concentrer sur les mécanismes objectifs⁵. Les griefs des populations mobilisées sont considérés comme secondaires par rapport aux facteurs concrets qui rendent possible le développement d'un mouvement. Ceux-ci sont, d'une part, l'existence d'une organisation regroupant les participants individuels et permettant de capitaliser les ressources et, d'autre part, l'ouverture d'opportunités politiques qui permettent d'espérer le succès de l'entreprise. Cette relative indifférence aux aspirations et valeurs qui sont à l'origine de la mobilisation a pour résultat un certain désintérêt pour celles qui naissent, s'expriment et se transforment dans l'action. En outre, dans la mesure où les motivations de l'action ne sont pas supposées faire problème, la question de ce qui fait la solidarité des groupes originels est largement laissée de côté. Si les liens interindividuels et les organisations collectives sont primordiaux, ils tendent à être considérés comme des donnés et non des phénomènes à expliquer en eux-mêmes. Les approches classiques du processus politique de Charles Tilly et Doug McAdam⁶ apportent à ce modèle quelques précisions utiles bien qu'insuffisantes. Tilly définit plus précisément le groupe comme un ensemble d'individus similairement situés dans l'espace social et en relation les uns avec les autres, conjonction qui constitue son identité et va contribuer à déterminer ses intérêts. Si cette

¹ GURR, Ted R. *Why Men Rebel ?*. Princeton : Princeton University Press, 1970.

² OBERSCHALL, Anthony. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs (NJ) : Prentice Hall, 1973 ; TILLY, Charles. *From Mobilization to Revolution*. Reading (Mass.) : Addison-Wesley Publishing, 1978 ; McADAM, Doug. *Political Process...* *Op. cit.* ; CADIOU, Stéphane, DECHEZELLES, Stéphanie, ROGER, Antoine. *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*. Paris, L'Harmattan, 2007.

³ McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. « Ressource mobilization and social movements : a partial theory ». *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, 1977, p. 1212-1241.

⁴ OBERSCHALL, Anthony. *Social Conflict and Social Movements*. *Op. cit.* ; McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. « Ressource mobilization and social movements... ». Article cité. Cf. aussi, pour une revue, JENKINS, J. Craig. « Ressource mobilization Theory and the Study of Social Movements ». *Annual Review of Sociology*, vol. 9, 1983, 527-553, ou plus récemment NEVEU, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. 2^{nde} édition. Paris : La Découverte, 2000, chapitre 4 en particulier.

⁵ Pour une critique de ce biais objectiviste, cf. COHEN, Jean L. « Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements ». *Social Research*, vol. 52, n° 4, 1985, p. 663-716.

⁶ TILLY, Charles. *From Mobilization to Revolution*. *Op. cit.* ; McADAM, Doug. *Political Process...* *Op. cit.*

précision est louable, on voit mal en quoi une identité collective et des intérêts communs naissent nécessairement et spontanément de ces groupes. L'étude de McAdam sur le mouvement des droits civiques américain introduit quant à elle de la subjectivité dans le modèle de la mobilisation des ressources, en prenant en compte les représentations que se font les acteurs de leurs propres opportunités. Il ne montre cependant pas en quoi ces perceptions sont culturellement construites¹.

Si l'on veut étudier des cultures politiques, c'est vers des approches davantage attentives aux identités et représentations des acteurs et à la façon dont celles-ci sont construites qu'il faut s'orienter. Les théories identitaires de l'action collective fournissent une première piste. Elles se sont notamment développées en réaction à l'objectivisme du modèle de la mobilisation des ressources, et offrent une interprétation convaincante des mécanismes de constitution des groupes mobilisés. Selon Alessandro Pizzorno, représentant de cette approche, on ne peut expliquer l'engagement sans prêter attention au besoin d'appartenance et de réassurance identitaire qu'exprime l'acte d'affiliation à un groupe². Cette vision non utilitariste permet d'enrichir la compréhension des processus de mobilisation, tout en résolvant le paradoxe d'Olson et le problème du *free rider* ; mais elle éclaire peu sur la question de la construction de véritables cultures au sein des groupes ainsi formés. D'autres études permettent plus explicitement de faire le lien entre identités individuelles et compréhension collective. Les travaux plus récents portant sur le rôle des réseaux sociaux permettent par exemple de penser les processus de renégociation des représentations qui vont amener des individus à s'agréger à des collectifs. Roger Gould montre ainsi que les liens sociaux préexistants contribuent à donner une saillance nouvelle à certaines identités, à désigner l'identité pertinente par rapport à une mobilisation, et conduire en conséquence à l'action³. Pour Florence Passy, les réseaux jouent — notamment — un rôle de socialisation qui rapproche les militants potentiels d'une entreprise de mouvement social⁴. On n'est guère éloigné là de la perspective en terme d'« alignement de cadres » initialement développée par

¹ McAdam reconnaît lui-même cette insuffisance dans l'introduction à la seconde édition de son ouvrage (*Political Process... Op. cit.*, p. vi sq.).

² PIZZORNO, Alessandro, « Sur la rationalité du choix démocratique », in BIRNBAUM, Pierre, LECA, Jean (dir.). *Sur l'individualisme*. Paris : PFNSP, 1986, p. 330-369 ; « Considérations sur les théories des mouvements sociaux ». *Politix*, vol. 3, n° 9, 1990, p. 74-80.

³ GOULD, Roger. V. *Insurgent Identities. Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*. Chicago, University of Chicago Press, 1995.

⁴ PASSY, Florence. « Social Networks Matter. But How ? », in DIANI, Mario, McADAM, Doug. *Social Movements and Networks, Relational approaches to collective action*. Oxford: Oxford University Press, 2003, p. 21-48.

David Snow et ses collègues¹. Cette conceptualisation résulte d'une volonté de lier facteurs structurels et organisationnels et facteurs socio-psychologiques, et de rendre ainsi sa place à la subjectivité dans l'étude de l'action collective. Elle permet de comprendre comment les organisations de mouvement social développent et manipulent des schèmes d'interprétation afin de convaincre et de recruter. Les mobilisations sont ainsi conçues comme l'effet d'une convergence des cadres d'interprétation de différents acteurs. La théorie des cadres est toutefois plus utile pour appréhender la diffusion de la protestation que pour comprendre le processus concret de construction des schèmes de perception eux-mêmes, dont on ne peut supposer qu'ils se réduisent au simple produit de stratégies délibérées². C'est donc vers d'autres travaux qu'il nous faut nous tourner.

Au croisement des analyses identitaires, des théories des « nouveaux mouvements sociaux » et de l'approche des cadres de l'action collective s'est affirmé dans les années 1990 un courant « culturel » de l'étude des mouvements sociaux. Il ne s'agit pas là d'un modèle unifié mais de tentatives diverses de réaffirmer l'importance des identités et des représentations dans l'action collective, et de les traiter tant comme des éléments explicatifs que comme des phénomènes à expliquer³. Doug McAdam fait partie des auteurs qui ont peu à peu intégré à leurs modèles initiaux, très marqués par l'objectivisme des premiers travaux sur la mobilisation des ressources, des réflexions sur les facteurs subjectifs et les processus de construction du sens⁴. Dans un article sur les liens entre mouvements sociaux et culture, il admet que la question des représentations et schèmes de perceptions se pose au-delà de la phase d'émergence d'un mouvement, qui peut lui-même développer sa propre culture⁵. Il précise que bien qu'originellement façonnée par les origines sociale, générationnelle et géographique du mouvement, cette culture peut évoluer avec le temps, suite au déplacement de la contestation ou encore à l'arrivée ou au départ de nouveaux militants. Autre partisan

¹ SNOW, David A., ROCHFORD (Jr.), E. Burke, WORDEN, Steven K., BENFORD, Robert D. « Frame Alignment Process, Micromobilization and Movement Participation ». *American Sociological Review*, vol. 51, 1986, p. 464-481.

² Pour une critique de l'analyse des cadres de l'action collective et notamment de leur aspect stratégiste, cf. MATHIEU, Lilian. « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux ». *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100.

³ Cf. LARAÑA, Enrique, JOHNSTON, Hank, GUSFIELD, Joseph R. *Social Movements: From Ideology to Identity*. Philadelphie : Temple University Press, 1994 ; JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert (eds). *Social Movements and Culture*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995.

⁴ Sur son approche actuelle de la mobilisation, cf. son article « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005, p. 49-73.

⁵ McADAM, Doug. « Culture and Social Movements », in LARAÑA, Enrique, JOHNSTON, Hank, GUSFIELD, Joseph R. *Social Movements... Op. cit.*, p. 36-57

d'une approche culturelle de l'action collective et analyse du courant des « nouveaux mouvements sociaux », Alberto Melucci a quant à lui bâti une théorie de l'identité collective, dont il donne une définition fort proche de celle d'une culture¹. Selon lui, une identité collective implique notamment « des définitions cognitives concernant les fins, les moyens et le champ de l'action. Ces différents éléments ou axes d'action collective sont définis au sein d'un langage qui est partagé par une portion ou la totalité d'une société ou qui est spécifique au groupe ; ils sont incorporés dans un ensemble donné de rituels, pratiques, et artefacts culturels [...]»² Cette identité collective se construirait dans l'interaction entre les militants. Elle serait le résultat de l'action collective, et non un préalable³.

Plutôt que de donner une clé générale de compréhension et d'analyse, les différentes théories de l'action collective qui se sont développées parallèlement ou successivement au cours des vingt-cinq dernières années traitent de différents aspects des mobilisations et ouvrent de nombreuses perspectives. Pour ce qui concerne notre objet, cette diversité appelle une approche plurielle. Les analyses culturelles suggèrent à la fois que la culture d'un mouvement trouve son fondement dans les représentations de ses initiateurs et qu'elle se construit dans un processus interactionnel nécessairement influencé par des recrutements ou des défections. Il faut par conséquent non seulement prêter attention à ce qui se joue dans l'action collective, mais aussi à ce qui se passe en amont. En effet, comme le soulignent les approches identitaires, les individus se mobilisent sur la base d'intérêts, mais aussi d'identités, et de représentations qui leur sont propres. Si leur engagement résulte d'un alignement de leurs représentations sur celles d'autres acteurs, et quel que soit le processus qui favorise l'alignement, celui-ci ne peut être total et parfait, et le collectif devient alors nécessairement un lieu où vont se confronter des valeurs et aspirations différentes. L'attention aux éléments subjectifs produits et exprimés dans le militantisme mais aussi dans des parcours d'engagement singuliers invite à se concentrer sur des acteurs individuels. Les significations et identifications ne sont pas des phénomènes extérieurs et objectifs, mais résultent des expériences des acteurs et de leurs interactions. Il nous paraît alors opportun d'adopter une

¹ MELUCCI, Alberto. « The Process of Collective Identity », in JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert (eds). *Social Movements and Culture*. *Op. cit.*

² *Ibid.*, p. 44

³ *Ibid.*

perspective semblable à celle de Bernard Pudal lorsqu'il étudie le *Parti communiste français* non pas en tant qu'entité abstraite mais à travers ceux qui le font exister¹. Il se propose de :

« [d]éconstruire l'acteur collectif afin de reconstituer les processus historiques et sociaux par lesquels les acteurs individuels, dans leur diversité, s'agrègent, s'excluent, s'institutionnalisent [...]. Au centre de l'analyse, leurs luttes concurrentielles, les jeux complexes de leurs stratégies, leurs usages du jeu politique, les rétributions matérielles et symboliques qu'ils en retirent, les rationalisations qu'ils se donnent en fonction de leurs dispositions intériorisées, et celles qu'on leur procure en jouant et se jouant de ces mêmes dispositions. Au terme de l'analyse, le type d'entreprise politique à laquelle ils donnent "corps" et qui n'est à maints égards que leur ombre portée. [...] [C]e qu'il importe de reconstituer ce sont des pratiques ouvrières. L'"institution communiste" met en forme, canalise à son profit, exploite ces pratiques mais ne les invente pas. [...] *Les mêmes hommes font le PCF qui les façonne à son tour*, les mêmes hommes se dotent d'un parti politique d'autant plus susceptible d'exploiter en eux ce qu'ils sont qu'il est ce qu'ils sont. Ce changement de perspective explique que nous ayons décidé de procéder à l'analyse sociologique de cette élite ouvrière militante afin de remonter progressivement vers le "PCF", notre projet consistant à *mettre simultanément à jour les rationalités culturelles et sociales de son investissement dans l'aventure communiste et le travail social d'ajustement auquel cette élite dut procéder afin de s'adapter aux exigences et aux règles de fonctionnement de l'institution communiste.*² »

Dans une approche similaire, et parce qu'une culture politique est un construit résultant de l'interaction de multiples acteurs, nous nous proposons d'envisager les différentes formes d'engagement libertaire comme cette « institution communiste » qu'évoque Pudal. Il s'agit d'étudier ces types de rapport au politique dans leur aspect concret et mouvant, comme un ensemble de représentations qui s'incarnent dans des pratiques et qui doivent autant aux dispositions et valeurs que les acteurs investissent dans l'action collective qu'à celles que l'action collective fait naître chez eux. Les cultures libertaires sont donc vues comme le résultat du croisement de représentations individuelles et de représentations collectives qui se nourrissent réciproquement. On peut alors dire, en s'inspirant d'une réflexion de Michel Offerlé, qu'étudier des cultures militantes revient à se demander ce que le militant fait à

¹ PUDAL, Bernard. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris : PFNSP, 1989.

² *Ibid.*, p. 13-14. C'est nous qui soulignons.

l'engagement et ce que l'engagement fait au militant¹. Plus concrètement, ce parti pris invite à porter non seulement l'attention sur l'actualisation *in situ* des cultures à travers des actes et pratiques militants, mais également sur les phénomènes de socialisation qui précèdent, accompagnent et résultent de l'engagement : socialisations qui portent un individu à développer certaines valeurs et aspirations ; socialisations qui favorisent le passage à un investissement politique ; socialisations, enfin, qui résultent de l'activité militante et transforment, renforcent ou remplacent les représentations précédentes. En nous intéressant à des individus, à leur biographie, leur parcours d'engagement et leur militantisme, nous cherchons à rendre compte du développement de cultures militantes spécifiques, d'en tracer les contours et d'en éclairer les effets. Nous voulons donc opter pour une approche sociologique et compréhensive, attentive au sens que donnent les individus à leurs actes ainsi qu'aux valeurs que leurs expériences sociales tendent à leur faire développer. Ces orientations ne sont *a priori* nullement incompatibles avec des analyses plus classiques des mouvements sociaux (mobilisation des ressources, théories des nouveaux mouvements sociaux, approches identitaires, etc.), dont les acquis peuvent être mobilisés pour éclairer divers aspects de l'action collective des libertaires.

Pratiques et représentations au concret

Comment étudier l'engagement libertaire pour appréhender empiriquement la culture des militants ? Notre approche plurielle appelle des méthodes variées. Nous travaillons avant tout sur un ensemble de représentations et de rapports au politique qui s'expriment concrètement à travers des formes de participation. Cette première focale invite à s'intéresser d'abord à des actes. Comme le souligne Clifford Geertz, « [o]n doit prêter attention au comportement, et cela avec une certaine précision, parce que c'est à travers le flux du

¹ « Etudier les partis, c'est se demander ce que le "partisan" fait du parti et ce que le parti fait du "partisan" [...]. » OFFERLE, Michel, *Les partis politiques*. 5^{ème} édition. Paris, PUF, 2006, p. 16. Cette approche va dans le même sens que celle de Daniel Cefaï, pour qui « [l]es cultures politiques se configurent et se propagent moyennant l'entremise d'acteurs qui les reçoivent, les bricolent et les répercutent comme autant de pivots et de relais, qui s'affrontent dans des espaces d'interaction et de communication, sur la définition de biens communs et de biens publics et sur les voies de leur réalisation. Inversement, ces acteurs se constituent eux-mêmes à travers les opérations d'identification et de démarcation, de catégorisation et de classification, d'argumentation et de légitimation qu'ils accomplissent : leur configuration dramatique et narrative est partie prenante des scénarios dans lesquels ils s'empêtrent, des controverses où ils s'engagent et des conflits qu'ils engendrent. Les cultures politiques ne sont pas pensables hors de ce procès d'émergence. » (« Expérience, culture et politique », in CÉFAÏ, Daniel (dir.). *Cultures politiques*. Paris : PUF, 2001, p. 110.

comportement — ou, plus précisément, de l'action sociale — que les formes culturelles s'articulent. Il va de soi que cette articulation est également liée à diverses sortes d'artefacts et à divers états de conscience ; mais ceux-ci prennent leur sens par le rôle qu'ils jouent (Wittgenstein parlerait d'"usage") dans un schéma continu de vie, et non par quelque relation intrinsèque qu'ils entretiendraient les uns avec les autres.¹ » C'est donc « *in vivo et in situ* »² qu'il convient d'étudier les cultures libertaires, en optant dans ce but pour une approche ethnographique³, qui implique une observation, au plus près du terrain, des interactions et des comportements individuels et collectifs.

Mais parce que l'observation seule ne permet pas d'accéder en totalité aux représentations des acteurs, au sens qu'ils donnent à leurs actes et aux valeurs qu'ils expriment à travers leurs pratiques, le recours à des entretiens est indispensable⁴. Il l'est d'autant plus que notre attention porte sur des biographies et récits de parcours individuels qui

¹ GEERTZ, Clifford. « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture ». *Enquête*, n° 6, 1998, p. 89.

² « Les cultures politiques ne peuvent pas être étudiées seulement comme des systèmes symboliques ou fonctionnels. Elles doivent être approchées par des *études de cas*, qui articulent des analyses de *logiques d'action et de situation*, qui montrent *in vivo et in situ* comment les acteurs s'y prennent pour produire du sens, pour se comprendre les uns les autres et collaborer les uns avec les autres, pour exprimer et soutenir des crises et des conflits, pour critiquer ou justifier des discours ou des actions, pour configurer des visions du monde et résoudre des situations problématiques. Ces contextes ont une *structure de temporalisation*. Ils sont l'actualisation, ici et maintenant, d'histoires de personnes et d'objets, d'œuvres et de signes. Pour reprendre l'expression de R. Koselleck, ce sont des champs d'expérience où se profilent des horizons d'attente et de mémoire. Les activités et les interactions qui y ont cours contribuent à l'engendrement de nouvelles situations sociales. Elles se configurent en ré-articulent des territoires et des mémoires, des organisations et des milieux, et du même coup des points de repère, les schèmes de connaissance ou les référentiels d'action requis pour s'y orienter et y intervenir de façon cohérente et pertinente. Les cultures politiques émergent et se transforment dans ces contextes temporels. Ceux-ci ont aussi une *structure d'interaction*. Les acteurs sont des opérateurs de relations de communication, de coopération, de conflit, plutôt que de simples agents de systèmes sociaux et culturels. Si leurs contextes se stabilisent parfois dans des formes routinisées ou ritualisées, régulières et standardisées, ils se décomposent et se recomposent sans cesse à travers les transactions qui y ont cours. L'alignement des pratiques et la congruence des savoirs ne sont pas fixés à l'avance par l'existence de représentations collectives. Ce sont tout autant les interactions qui inventent les cadres, les ressources, les topiques et les enjeux qu'elles requièrent, dans les marges de manœuvre imposées par des contraintes écologiques ou économiques, organisationnelles ou juridiques. Les cultures politiques sont mises en jeu dans ces contextes d'interaction. Ceux-ci ont enfin une *structure de pertinence*. Le travail de définition et de maîtrise de situations est contraint par des cadres interprétatifs et par des cadres pragmatiques qui pèsent sur les choix des acteurs. Ces cadres de pertinence ne s'imposent pas comme des codes culturels qui fonderaient *a priori* un consensus sur les formes d'objectivité et de moralité : ils sont mis à l'épreuve des coordonnées du contexte, donnent lieu à des disputes et à des compromis dont les enjeux sont des qualifications d'objets et de personnes, à travers des épreuves de réalité et de légitimité. » (CEFAÏ, Daniel. « Expérience, culture et politique ». Article cité, p. 94-96. Souligné par l'auteur).

³ « [La méthode ethnographique] permet, dans un souci toujours renouvelé de baser l'analyse sur le recueil du matériel de preuve *in situ*, d'interroger les univers culturels des acteurs, les représentations qui dominent au sein d'un groupe d'acteurs, et enfin de se pencher sur les acteurs eux-mêmes, leurs pratiques et les motivations qui les sous-tendent. » (BOUMAZA, Magali, CAMPANA, Aurélie. « Enquêteur en milieu difficile : introduction ». *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 1, 2007, p. 21).

⁴ BEAUD, Stéphane, WEBER, Florence. *Guide de l'enquête de terrain*. Nouvelle édition. Paris : La Découverte, 2003, p. 176 sq.

ne peuvent être obtenus que par l'interrogation directe des acteurs. Il n'existe pas, dans le militantisme libertaire, de « biographies institutionnelles » qui pourraient être exploitées à travers un travail prosopographique et analysées dans l'optique d'une compréhension du rôle joué par différents processus de socialisation. C'est donc les enquêtés eux-mêmes qui sont pour nous la source première d'information.

Concrètement, le choix d'une méthode ethnographique impliquait de notre part une délimitation précise du terrain étudié. Les cultures des libertaires ne peuvent être cernées que très imparfaitement à travers des actions publiques. En effet, si l'on se limite à l'analyse de ce qui se joue lors des interventions militantes visibles, on perd de vue une part importante de ce qui fait la dimension proprement libertaire de l'engagement, à savoir des relations interindividuelles et des rapports au collectif supposément marqués par le rejet des hiérarchies et de toute forme d'autorité. Il convenait donc de définir précisément ce qui, dans le mouvement considéré, devait faire l'objet de notre attention. On sait qu'un mouvement social n'est pas assimilable à l'agitation spontanée et irrationnelle d'une foule d'individus atomisés. Il s'agit en réalité d'une association d'individus et d'organisations, liés à travers des réseaux informels et partageant une identité collective distincte, qui s'engagent dans une relation conflictuelle avec des adversaires identifiés afin de promouvoir un changement social ou d'y résister¹. Derrière des interventions publiques (en l'occurrence : manifestations, occupations, blocages...), on trouve un ensemble d'acteurs qui se rassemblent et se coordonnent pour atteindre des buts communs. Parmi les premiers, John McCarthy et Mayer Zald ont mis l'accent sur le rôle joué par des organisations dans les mouvements sociaux, dont elles servent les objectifs en concentrant des ressources collectives². De fait, nombre de travaux sur les mouvements sociaux portent en réalité essentiellement sur des organisations, dont ils étudient tant l'activité externe que la structuration interne. C'est une approche de ce type qui nous est apparue la plus appropriée ici, dans la mesure où elle permet d'analyser les différents aspects de l'engagement libertaire, en tenant compte à la fois des interventions publiques et des relations interindividuelles. C'est donc en prenant comme cadre des organisations que nous avons approché les cultures des libertaires.

¹ DELLA PORTA, Donatella, Mario DIANI. *Social Movements. An Introduction*. 2^{nde} édition, Malden (Mass.) : Blackwell, 2006, p. 20-22.

² McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. « Ressource mobilization and social movements... ». Article cité.

La notion d'organisation ne fait pas référence aux seuls groupements hiérarchisés ou centralisés dans lesquels les tâches seraient divisées, voire pour certaines confiées à du personnel rémunéré. Nous appelons organisation tout rassemblement d'individus partageant des objectifs communs, s'étant dotés d'une visibilité et d'une identité publique (un nom, un logo, etc.) et ayant mis en place des procédures de coordination interne (réunions périodiques, moyens de communications collectifs — tels une liste de diffusion électronique interne —, etc.). L'idée d'organisation n'implique nécessairement ni un statut juridique (type association loi de 1901), ni des règles formelles gouvernant l'adhésion individuelle. Tout collectif portant un nom et mettant régulièrement en relations ses membres pour préparer des interventions publiques peut ainsi être qualifié d'organisation. Cette définition répond à la nécessité d'étudier l'engagement libertaire dans sa dimension relationnelle, sans exclure les groupements qui demeurent informels (c'est-à-dire sans statut juridique ni division établie du travail militant). Sur cette base, nous avons délimité les contours des organisations libertaires qui constituent le cadre de notre enquête. Elles se caractérisent par l'absence de *leadership* et de hiérarchie institutionnalisés et, par conséquent, l'égalité formelle entre leurs membres. Ceux-ci recourent principalement ou exclusivement à des modes d'action directs, qui sont collectivement discutés, élaborés et mis en œuvre. Les collectifs peuvent être reliés entre eux par des liens fédératifs, à condition que ceci n'entraîne pas de relation de subordination, mais ils sont indépendants de la sphère politique institutionnelle et des partis.

Les organisations que nous avons prises pour cadre d'étude répondent à ces critères. Elles n'ont pas été choisies en fonction de leurs références idéologiques ou des objectifs qu'elles poursuivent mais de la façon dont leurs militants s'organisent et agissent. Nous ne nous sommes toutefois intéressé qu'aux acteurs, proches de l'extrême gauche, que leurs revendications d'égalité et de justice sociale rattachaient directement ou indirectement à la philosophie anarchiste. Nous avons en outre privilégié les organisations directement investies dans les mouvements sociaux et proprement politiques, à l'exclusion donc des syndicats¹. Dans un souci de diversification des sources, nous avons interrogé et/ou observé les activités de militants de différentes villes françaises : Paris et Strasbourg principalement, mais aussi Rouen et Toulouse. Notre étude s'est concentrée sur le milieu militant français, bien que

¹ Sur les syndicats anarchistes et libertaires (CNT, SUD), cf. la thèse en cours d'Irène Pereira, sous la direction de Luc Boltanski, ainsi que celle de Hélène Pernot, *Un projet de démocratie à l'épreuve du quotidien syndical : enquête ethnographique sur le fonctionnement interne de Sud-PTT*. Thèse de doctorat de science politique, université Lyon 2, 2003.

l'influence libertaire se ressent dans de nombreuses mobilisations à travers le globe. Mais la comparaison internationale de différents groupements dans le court laps de temps d'un travail de thèse faisait courir le risque d'un appauvrissement général de l'analyse. Parce qu'une étude sérieuse des militants français implique une diversification des sites d'observation et que l'approche ethnographique requiert le déploiement d'une enquête de long cours, nous avons préféré acquérir une bonne compréhension relative à un seul pays plutôt que diviser le temps d'enquête entre différents territoires et perdre en interprétation ce qui pouvait être gagné en comparaison. Ce sont tant des collectifs anarchistes que des organisations de la gauche radicale, qu'elles soient altermondialistes, écologistes ou investies dans les luttes autour de la question du logement, qui ont retenu notre attention : tous et toutes ont en commun cet esprit libertaire, cette façon spécifique de concevoir l'investissement politique qui se traduit concrètement par l'indépendance vis-à-vis du pouvoir et des partis, le souci de la démocratie directe, le refus des hiérarchies et la pratique de l'action directe. Même si tous les militants ne se définissent pas comme libertaires, leurs pratiques nous conduisent, à la suite d'autres analystes des mouvements sociaux, à leur attribuer ce qualificatif qui permet d'englober des réalités similaires bien qu'éparses, de rappeler les traits communs sans pour autant postuler l'unité. Nous avons fait un travail d'observation et mené des entretiens dans des groupes de la *Fédération anarchiste francophone* (FA), organisation anarchiste française la plus ancienne et présente en de nombreux points du territoire¹. Le même travail a été effectué dans les groupes *Action Logement*, *Aarrg!*, *Chiche!*, *Crep* et *Vamos!*, qui s'inscrivent quant à eux dans la gauche radicale et alternative. L'ensemble de ces organisations sera présenté en détail dans le 2^{ème} chapitre de cette thèse.

Nos observations ont porté sur l'ensemble des activités réunissant les militants des organisations sélectionnées. Ces activités s'étendaient des assemblées générales aux actions publiques en passant par les réunions en groupes de travail et les rencontres informelles dans des cafés ou au domicile d'un des enquêtés. Notre objectif était à la fois de voir quelles étaient les pratiques des militants et de repérer l'affirmation de valeurs, représentations et références qui constituent l'expression discursive de traits culturels. A travers ces observations, nous voulions saisir tant des processus d'interaction et des expériences socialisatrices que l'actualisation *in situ* d'« univers de significations ». Nos notes ont été consignées dans un

¹ Bien que la FA soit en réalité, selon notre définition, une fédération d'organisations, il nous arrivera, pour des raisons pratiques, de la qualifier elle-même d'organisation. Ce sont toutefois les groupes fédérés qui demeurent l'unité première d'observation.

journal d'enquête, dont la constitution a été inspirée par les recommandations de Stéphane Beaud et Florence Weber (séparation entre observations et indications factuelles d'un côté et analyses de l'autre)¹. Sur l'ensemble des activités étudiées, notre attitude n'a jamais été purement passive : notre rôle peut être assimilé à celui d'un « participant comme observateur », qui implique des moments d'observation formelle aussi bien que des périodes d'investissement personnel dans l'activité « indigène »². Le contenu de ce rôle est directement lié à la manière dont nous avons originellement abordé les collectifs. Nous n'avons pas de connaissance intime du terrain préalable à notre recherche ; nous avons noué les premiers contacts de la même façon que le ferait un nouvel adhérent : par interconnaissance, via une rencontre informelle sur le lieu d'une action ou par l'envoi d'un *e-mail*. Bien que nous n'ayons jamais caché notre statut de chercheur, c'est souvent d'abord comme militant que nous avons intégré les groupes. C'est donc avant tout en tant que participant que nous avons eu accès au terrain³, acquérant peu à peu l'identité de militant-thésard, qui offrait la possibilité d'assister à l'ensemble des activités militantes tout en étant en droit de solliciter occasionnellement des entretiens sans que ceci apparaisse incongru. Il importe ici de clarifier notre rapport à l'objet. L'immersion dans des organisations libertaires n'a pas constitué pour nous une épreuve douloureuse, un acte de contrition strictement nécessaire à l'achèvement d'un cycle d'études. Bien au contraire, nous avons trouvé là l'occasion de faire concorder des actes avec des opinions, d'exprimer nos valeurs, congruentes à celles de nos enquêtés. L'affinité que nous entretenons avec les idées et pratiques libertaires participe sans aucun doute de notre choix de sujet de thèse, et peut-être y avait-il dans notre entreprise un désir à peine caché de nous pencher sur notre propre rapport à la politique. Cependant, notre enquête ne fait nullement office de plaidoyer pour notre chapelle ; nous avons d'autant moins cherché à démontrer sociologiquement la justesse et la légitimité de notre engagement que le milieu de l'activisme nous était étranger jusqu'à l'heure de nos premières recherches. Notre ambition n'a jamais été de témoigner mais toujours de comprendre, et peut-être d'abord de comprendre

¹ BEAUD, Stéphane, WEBER, Florence. *Guide de l'enquête de terrain*. *Op. cit.*, p. 94 sq.

² GOLD, Raymond I. « Jeux de rôles sur le terrain. Observation et participation dans l'enquête sociologique », in CEFALI, Daniel (Textes réunis, présentés et commentés par). *L'enquête de terrain*. Paris : La Découverte/MAUSS, 2003, p. 340-349.

³ Il convient de préciser que ceci n'est pas vrai dans toutes les organisations étudiées. Le groupe *Aarrg!*, qui venait de se dissoudre au moment où nous avons commencé notre enquête, ne pouvait pas être approché ainsi et la recherche s'est donc déroulée de façon classique, par des prises de contact pour entretien. Pour des raisons de temps, nous avons également dû approcher le *Crep* en mettant en avant notre seule identité de chercheur, ce qui ne nous a pas empêché de mener un travail d'observation ethnographique mais nous a fait complètement sortir du rôle de participant.

ce qui poussait certains à l'action quand nous demeurions passif. Bien qu'en empathie avec les enquêtés, c'est sans complaisance que nous avons étudié leurs pratiques et leurs représentations. En outre, il n'a jamais été question pour nous de porter des jugements sur l'efficacité et l'opportunité de l'engagement libertaire ou la désirabilité de ses fins, mais bien, simplement, de rendre compte le plus fidèlement possible des processus et mécanismes qui conduisent des individus à s'investir et par lesquels ils acquièrent une culture politique. Notre « virginité militante » a sans doute constitué un atout dans notre enquête, renforçant notre capacité d'étonnement et nous permettant ainsi de poser un indispensable « regard éloigné » sur notre objet¹. En effet, « [m]ener une enquête de terrain, c'est accomplir des opérations très semblables à celles de l'immigrant, mais sur un mode expérimental. Il faut être capable de se mouvoir à la frontière de plusieurs mondes, comme un déclassé ou un déraciné professionnel, de s'y immerger avec le plus grand naturel et d'avoir ce pouvoir de dénaturalisation qui est le propre de l'exilé et du migrant, de vivre en perpétuel décalage à soi et aux autres et d'en faire une ressource de compréhension et de traduction.² » Parce que nous découvrons un monde nouveau et que nous nous confrontons pour la première fois à des milieux et des pratiques largement méconnus³, l'effort de « dé-familiarisation⁴ » préalable à toute analyse objective, était grandement facilité. C'est cette distance mesurée, cet étonnement ethnographique que nous avons tenté de conserver tout au long de notre « participation observante⁵ », alors que nous passions nous-mêmes par les mêmes expériences que les nouvelles recrues des organisations libertaires. Le fait d'être identifié comme un militant — fût-ce d'un autre groupe⁶ — a présenté d'indéniables avantages et a contribué à instaurer un lien de confiance avec nos enquêtés qui a facilité la relation d'enquête⁷. En même temps qu'elle ouvrait la

¹ CEFAÏ, Daniel. « Postface. L'enquête de terrain en sciences sociales », in CEFAÏ, Daniel (Textes réunis, présentés et commentés par). *L'enquête de terrain. Op. cit.*, p. 476.

² *Idem.*

³ Méconnaissance qui tient tant à notre propre inexpérience qu'à la rareté des études sur la mouvance libertaire contemporaine. Nous y reviendrons plus bas en abordant la question des sources utilisées dans notre recherche.

⁴ ABELES, Marc. « Une anthropologie des mises en scène du politique : les batailles parlementaires », in CEFAÏ, Daniel (dir.). *Cultures politiques. Op. cit.*, p. 141.

⁵ CADIOU, Stéphane, FRANQUEMAGNE, Gaël. « Des chercheurs en colère. Retour (d'expérience) sur une mobilisation émergente », in CADIOU, Stéphane, DECHEZELLES, Stéphanie, ROGER, Antoine. *Passer à l'action... Op. cit.*, p. 204.

⁶ Comme cela a pu être le cas à la *Fédération anarchiste*, où le fait d'être membre d'un groupe nous a donné un accès aisé aux autres groupes.

⁷ « Quelles raisons solides existe-t-il à l'implication directe du chercheur ? Dans nombre de cas, cette implication est le plus sûr moyen d'accéder aux informations qui ont trait aux individus en chair et en os, c'est-à-dire appréhendés au travers de leurs actions et manifestations concrètes, mais aussi dans leur contexte d'existence, leurs liens, certains moments de leur vie et de celle de leur entourage. C'est en devenant suffisamment proche d'eux, en les apprivoisant au fil des rencontres et des engagements communs, qu'il est possible de les amener à

possibilité d'observer les différents moments de l'activité militante, notre participation créait les conditions de possibilité d'une expression sincère et peu retenue des représentations et histoires de vie des militants. Il serait bien sûr naïf et nuisible de ne voir que les avantages de la « participation observante », sans en reconnaître les périls. Le premier d'entre eux est d'investir pleinement le rôle de participant et de perdre toute distance vis-à-vis des données recueillies. Face à ce risque, il faut préserver sa capacité d'étonnement et alterner régulièrement les postures d'observation et de participation. Nous avons été aidé dans cette tâche par nos déplacements perpétuels entre différents groupes étudiés en parallèle, nous empêchant de nous identifier pleinement aux membres de l'un d'entre eux. Un second danger propre à la méthode ethnographique tient à ce que William Labov nomme le « paradoxe de l'observateur¹ » : il est d'influencer les situations observées au point qu'elles deviennent artificielles. Sans pouvoir prétendre n'avoir en rien imprégné notre terrain de notre présence ou encore suscité ou inhibé des comportements ou propos particuliers chez les enquêtés, nous avons tenté de limiter au maximum notre impact sur le terrain. Ceci consiste concrètement à n'être jamais que « suiveur » et à ne pas prendre d'initiative qui engage le collectif. C'est aussi prendre garde à ce que cette neutralité et l'activité d'observation elle-même soient le moins perceptible possible. C'est, en d'autres termes, laisser faire sans pour autant passer pour un passager clandestin ou rappeler trop fréquemment aux acteurs que l'on est aussi observateur. Ces précautions, lorsqu'elles s'insèrent dans le temps long de l'enquête qui tend à « banaliser » ou « neutraliser » la présence de l'ethnographe, rendent possible l'observation de situations faiblement perturbées². D'une manière générale, la mise en avant de notre rôle militant dans la plupart des situations d'observation nous semble avoir souvent permis aux enquêtés d'oublier notre second statut, sans parler des configurations dans lesquelles ils n'en avaient pas (tous) connaissance (observation de congrès, assemblées générales, etc.).

raconter leur parcours, à faire état de certaines expériences et situations, à indiquer leurs façons de faire dans telles circonstances, au-delà des signalements de soi convenus. Se retrouver “dans le même bateau”, fût-ce provisoirement et dans un rôle à part, c'est être confronté en même temps que les autres à des problèmes de diverses sortes, et c'est devoir y faire face en lien avec eux ou en se préoccupant d'eux. Il en résulte quasi mécaniquement un engagement mutuel, aussi bref et ténu soit-il, qui institue comme une “fenêtre de confiance” dont le chercheur peut profiter pour obtenir des informations. » BIZEUL, Daniel. *Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe*. *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 1, 2007, p. 84.

¹ Ce paradoxe soulève la question de la possibilité d'observer la façon dont des individus se comportent lorsqu'ils ne sont pas observés (cité in SCHWARTZ Olivier. « L'empirisme irréductible », postface à ANDERSON Niels. *Le hobo : sociologie du sans-abri*. Paris : Nathan, 1993, p. 271).

² SCHWARTZ Olivier. « L'empirisme irréductible ». Article cité, p. 278 sq.

Les entretiens ont constitué une autre face importante de la recherche. Parce qu'ils s'intégraient dans le cadre d'une réflexion sur les aspects culturels d'une activité militante, ils ont été conçus de manière peu directive. Comme le précise Guy Michelat, une culture, parce qu'elle est intériorisée, est génératrice de comportements¹. On ne peut par conséquent « construire le modèle d'une culture qu'à partir de ses productions² ». Parce qu'on peut par ailleurs considérer qu'« [i]l existe une relation entre le degré de liberté laissé à l'enquêté et le niveau de profondeur des informations qu'il peut fournir³ », l'utilisation de l'entretien non directif a alors « pour but de provoquer les productions verbales des individus de telle façon qu'elles puissent constituer autant d'informations symptomatiques. Celles-ci sont considérées comme révélatrices à la fois de la culture et des sous-cultures propres à chaque individu et de certains mécanismes qui président à leur constitution (utilisation, transformation, organisation des différents "stéréotypes disponibles"). D'une autre façon, [...] nous considérons que chaque individu, appréhendé à travers les informations symptomatiques fournies par l'entretien est une application restreinte de sa culture et de ses sous-cultures. A partir de ces diverses applications particulières, notre but est d'essayer de reconstituer le ou les modèles culturels sous-jacents.⁴ » Permettre la liberté de parole des enquêtés a ainsi constitué un des objectifs des entretiens que nous avons menés. Nous ne pouvons toutefois prétendre avoir abandonné toute directivité, nos préoccupations justifiant que soient impérativement abordées un certain nombre de questions spécifiques, destinées pour la plupart à obtenir des informations factuelles. Les entretiens n'ont donc pas consisté en une expression totalement libre des militants mais plutôt en une discussion, la plus informelle possible, autour de thèmes définis. Quatre grands domaines étaient en effet abordés : 1) les origines sociales, l'histoire personnelle et le parcours d'engagement de l'enquêté ; 2) les motivations et rétributions de l'engagement ; 3) le rapport de l'enquêté à la politique et à la participation ; 4) les liens entre militantisme et vie quotidienne (pratiques culturelles, consommation, etc.). Il s'agissait donc à la fois de recueillir des informations sociographiques et biographiques, l'expression de rapports à l'engagement et à la politique, et des données sur le périmètre de la culture politique, c'est à dire son impact sur divers aspects de la vie des enquêtés. Nos questions visaient à orienter la discussion vers ces thématiques, sans ordre préétabli et sans qu'un

¹ MICHELAT, Guy. « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie ». *Revue française de sociologie*, vol. 16, n° 2, 1975, p. 232.

² *Ibid.*, p. 231.

³ *Ibid.*, p. 232.

⁴ *Ibid.*, p. p. 232-233.

ensemble de questions déterminées à l'avance soient posées. Les entretiens débutaient toutefois généralement par une présentation de l'enquêté et de son parcours¹. Le degré de directivité de l'entretien dépendait principalement de la propension des enquêtés à produire un discours sur leur histoire, leurs socialisations, leurs représentations et leurs pratiques sans qu'il soit besoin de les relancer ou de leur demander des précisions². Le choix des enquêtés s'est opéré en fonction du lien de confiance que nous avons pu précédemment nouer, mais aussi au hasard ou selon les disponibilités de chacun. La prise de contact pour un entretien se passait de façon simple : l'enquêté était à quelques exceptions près un militant qui nous connaissait et que nous avons eu l'occasion de côtoyer à travers des réunions ou des actions militantes. Dans certains cas, la demande d'entretien révélait notre statut d'étudiant-chercheur ; dans d'autres, elle ne faisait que le rappeler. C'est cependant généralement avec facilité et une apparente bonne volonté, voire un intérêt sincère pour notre travail, que les militants acceptaient notre sollicitation. Nous n'avons essuyé que de rares refus, la plupart des enquêtés se prêtant volontiers à l'exercice, tant pour aider un étudiant que parce qu'ils jugeaient l'objet d'étude légitime ou faisaient preuve de curiosité quant aux résultats futurs. Afin de limiter au maximum les biais, nous avons laissé le thème précis de la recherche dans un certain flou. Ainsi, nous ne parlions guère de culture politique, mais plutôt de « militantisme », et nous évitions soigneusement d'évoquer le terme « libertaire » chez les activistes qui ne se définissaient pas comme anarchistes³. De cette façon, nous pensons avoir évité la production de jugements et d'auto-définitions artificiels. Dans certains cas, l'entretien s'est déroulé dans le local qui servait aux réunions militantes ou dans un café. Mais lorsque cela était possible, la rencontre avait lieu chez l'enquêté, ce qui nous permettait de poursuivre notre travail d'observation et constituait ainsi une source supplémentaire d'informations.

¹ La question qui introduisait la plupart de nos entretiens était ainsi du type « Avant de parler spécifiquement de militantisme et de politique, j'aimerais que tu te présente un peu, en me disant d'où tu viens, quel a été ton parcours personnel, scolaire, universitaire et professionnel jusqu'à aujourd'hui ». Cette première consigne conduisait parfois les enquêtés à aborder directement leur parcours d'engagement ainsi que leurs motivations, sans qu'il soit besoin de formuler de nouvelles questions en ce sens.

² De fait, des thématiques comme le rapport à la politique des parents ou les pratiques de consommation venaient rarement spontanément dans les entretiens. Il fallait par conséquent, la plupart du temps, susciter des réponses précises correspondant à nos problématiques.

³ Nous avons pu constater l'intérêt de cette discrétion lorsqu'un militant du groupe *Action Logement* qui savait que nous participions aux activités du *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste* a évoqué à plusieurs reprises en entretien « les libertaires » et sa proximité avec leurs idées. Ceci a confirmé la nécessité pour nous d'éviter au maximum toute forme d'imposition de problématique.

Les matériaux de l'enquête

Notre recherche a constitué un travail de croisement et d'exploitation de données issues de plusieurs sources au statut différent. Ont été pris en compte l'ensemble des supports accessibles susceptibles de permettre de définir les contours de l'engagement libertaire. Puisque l'enquête a porté sur le temps présent et reposé sur une méthode ethnographique, les sources primaires ont été prédominantes. Un premier ensemble d'informations a été recueilli par observation directe. Le travail d'observation a été mené à Strasbourg, Paris et Rouen entre début 2005 et fin 2007. Pour chaque organisation étudiée, des réunions de travail, des actions et des moments de convivialité ont été observés. Dans le cadre de la *Fédération anarchiste*, nous avons également pu assister à des congrès, formations et autres réunions fédérales. Les groupes de *Strasbourg* et *Louise Michel* de la FA ainsi qu'*Action Logement* et *Vamos!* ont été le cadre d'une immersion prolongée, et nous avons participé régulièrement à leurs réunions et actions. Les autres groupes ont fait l'objet d'observations plus ponctuelles et limitées. Les entretiens ont ensuite représenté une source d'informations primordiale. Ils ont permis, de façon marginale, de poursuivre le travail d'observation au domicile des enquêtés. Mais ils ont surtout contribué au recueil d'une somme importante de récits de vie et d'informations sur les représentations et pratiques des activistes libertaires. 83 entretiens ont été réalisés avec des militants organisés appartenant à 15 groupes différents (cf. tableau ci-dessous). Ils ont duré entre 45 minutes et 3 heures, pour une durée moyenne de 80 minutes environ. A une exception près, ils ont tous été enregistrés. Tous ont été retranscrits, pour la plupart dans leur intégralité. Dans le but d'obtenir des données sociographiques complémentaires sur les membres de la *Fédération anarchiste* et de mieux connaître les militants des groupes que nous n'avons pas observés, nous avons fait passer un questionnaire¹ succinct lors du congrès 2007 de l'organisation. Il portait principalement sur la profession et le niveau d'étude des congressistes et de leurs parents, mais intégrait aussi des questions sur le parcours militant des premiers et le rapport à la politique des seconds. La passation de ce questionnaire ne nous a pas tout à fait permis d'atteindre les objectifs fixés à l'origine, dans la mesure où n'étaient présents au congrès cette année qu'une soixantaine de militants, contre plus d'une centaine l'année précédente. Ceci s'explique par le caractère difficilement accessible du lieu du congrès, dans un petit village de l'Hérault. Le taux de retour a cependant été très important, puisque la quasi totalité des questionnaires distribués nous sont revenus remplis. Nous avons

¹ Le questionnaire est disponible en annexe, p. 705.

ainsi pu élargir nos connaissances de l'organisation et confirmer des tendances déjà perçues dans l'échantillon des militants avec qui nous avons mené un entretien.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés par groupes¹

Anarchistes (39 enquêtés)			Autres libertaires (44 enquêtés)		
Organisation	Ville	Nb enquêtés	Organisation	Ville	Nb enquêtés
<i>Groupe Claaaaaash</i>	Paris	6	<i>Aarrg!</i> Paris	Paris	14
<i>Groupe d'Ivry</i>	Ivry s/ Seine	2	<i>Aarrg!</i> Toulouse	Toulouse	2
<i>Groupe de Rouen</i>	Rouen	5	<i>Action Logement</i>	Strasbourg	4
<i>Groupe de Strasbourg</i>	Strasbourg	7	<i>Chiche!</i>	Paris	4
<i>Groupe Idées noires</i>	Paris	4	<i>Crep</i>	Strasbourg	8
<i>Groupe La Rue</i>	Paris	1	<i>Vamos!</i>	Paris	12
<i>Groupe Louise Michel</i>	Paris	7			
<i>Groupe Pierre Besnard</i>	Paris	5			
<i>Liaison Albert Camus</i>	Paris	1			
Individuel*	Paris	1			

* Individu fédéré mais sans groupe au moment de l'enquête

En parallèle de ces premiers éléments, nous avons pu exploiter d'autres sources d'information. Nous avons tout d'abord régulièrement suivi, de fin 2005 à fin 2007, les échanges de messages électroniques sur les listes de discussion interne de la FA (liste générale nationale et liste de la région parisienne) et du groupe *Vamos!*. Le choix de ces deux organisations s'est imposé dans la mesure où ce sont elles qui disposent de tels moyens de communication parmi celles dans lesquelles nous avons mené des observations approfondies. Ouvertes à tous les membres, ces listes nous ont permis d'obtenir des informations pratiques et factuelles, ainsi que de mieux connaître les liens entre différents collectifs. Elles ont également représenté une façon d'accéder à d'autres formes d'expression des représentations et des valeurs des militants². Nous avons en outre cherché à recueillir les différentes productions écrites et iconographiques des organisations. Ces tracts, autocollants et autres affiches constituent des supports d'expression de visions du monde. Essentiels aux processus de cadrage de l'action collective, ils concentrent en quelques mots ou quelques phrases des idéologies et des références culturelles qui nous intéressent directement. Pour la même raison, nous avons prêté une attention particulière à la forme particulière de production écrite que constitue le *Monde Libertaire*, journal publié hebdomadairement par la *Fédération*

¹ On pourra trouver un tableau récapitulatif plus détaillé dans le second chapitre, p. 200.

² Sur une utilisation possible des listes de discussions militantes, cf. DATCHARY, Caroline, PAGIS, Julie. « Regards croisés sur la constitution de trois réseaux altermondialistes ». Communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes », AFSP-GERMM, Paris, 3-5 décembre 2003.

anarchiste. Parce que son contenu est ouvert à l'ensemble des militants de la fédération, il offre une vue élargie sur une population que notre enquête ne pouvait toucher dans son intégralité. Même si tous les militants anarchistes ne participent pas à sa rédaction, beaucoup proposent un article de façon ponctuelle. Il est en outre lu régulièrement par une majorité des membres de l'organisation. L'ensemble des numéros parus entre début 2005 et début 2008 ont été étudiés (soit environ 130 numéros¹). La lecture régulière de ce journal permet de repérer des thématiques récurrentes, des manières typiques de traiter l'actualité et d'aborder certains sujets ; elle représente par conséquent une manière efficace de percevoir et classer les affirmations concrètes d'une culture militante.

Le recueil de l'ensemble de ces sources primaires a été complété par le recours aux sources secondaires que constituent les différentes études sur les mouvements anarchistes et libertaires. Les productions écrites sur l'anarchisme ont été et demeurent fort nombreuses, et ceci d'autant plus que l'avènement d'Internet a permis de multiplier les lieux d'expression. Mais, dans une écrasante majorité des cas, ce sont les militants eux-mêmes qui sont à l'origine de ces productions. On le voit à travers la pluralité de maisons d'édition anarchistes (pour la France seule, et parmi les principales : Atelier de création libertaire, Editions Alternative libertaire, Editions de la CNT, Editions libertaires, Editions du Monde Libertaire, etc.) qui offrent aux différentes organisations une opportunité de diffuser leurs idées. On le constate plus généralement dans la prégnance des œuvres de réflexion théorique, dont la réactualisation est régulière². Ainsi, l'essentiel des écrits portant sur l'anarchisme pourrait s'insérer dans la catégorie « philosophie politique ». Il en va des ouvrages comme des revues. En France, les revues *Divergences* ou *Réfractions* sont portées principalement par des militants ; à l'étranger, bien que fréquemment tenus par des universitaires, les périodiques demeurent axés sur la réflexion théorique et sont eux aussi conçus dans une perspective militante (*Anarchist Studies* en Grande Bretagne, *Perspectives on Anarchist Theory : Newsletter of the Institute for Anarchist Studies* aux Etats-Unis).

¹ Chaque année, le journal interrompt sa parution quelques semaines entre décembre et janvier ainsi qu'aux mois de juillet et août.

² Parmi les reformulations récentes des théories anarchistes, cf. par exemple PURKIS, Jon, BOWEN, James (eds.). *Twenty-first century anarchism*. Londres : Cassel, 1997, ou GRAEBER, David. *Fragments of an anarchist anthropology*. Chicago : Prickly Paradigm Press, 2004.

Au sein de l'ensemble de la littérature traitant de l'anarchisme, les travaux scientifiques sont loin d'être pléthoriques, et ils se caractérisent bien souvent par leur caractère vieillissant. La quasi-totalité des études sont du reste l'œuvre d'historiens — mais aussi parfois de militants¹ — et portent sur le mouvement un regard rétrospectif. L'ouvrage majeur en langue française sur la question est bien sûr *Le mouvement anarchiste en France* de Jean Maitron², magistrale évocation de la construction et du développement d'un courant politique, des premiers écrits de Pierre-Joseph Proudhon à la constitution d'un mouvement ouvrier antiautoritaire international et jusqu'à l'éclatement organisationnel de la fin des années 1960. Nourri d'une impressionnante collection d'archives, ce travail permet de comprendre à la fois la naissance des idées anarchistes, leur contenu et la façon dont des individus s'en sont emparées et ont entrepris de les défendre. Il s'arrête longuement sur la constitution des organisations mais évoque également un grand nombre d'événements ponctuels, de manifestations en insurrections, d'attentats en procès et de conférences en congrès. En plus de permettre au lecteur de se familiariser avec les grandes figures du mouvement, il offre pour nous l'intérêt de comprendre les racines historiques du mouvement anarchiste et d'y repérer des éléments qui peuvent toujours influencer la culture politique des militants actuels : martyrs et autres personnages célèbres, dates marquantes et événements fondateurs, mais aussi modes d'action traditionnels et expériences organisationnelles. Cet ouvrage classique offre donc l'ensemble des clés de compréhension de la philosophie anarchiste et de l'histoire du mouvement hexagonal ; cependant, déjà ancien, il n'offre pas de vue sur les formes actuelles de l'engagement libertaire. L'*Histoire de l'anarchisme* de Jean Préposiet³ constitue un autre classique du genre, davantage axé que le livre de Maitron sur une présentation des théoriciens et construit sur une approche thématique abordant en particulier les différents courants idéologiques du mouvement (individualisme, communisme anarchiste, pacifisme, etc.). Cette orientation n'en fait pas non plus l'outil le plus approprié pour cerner les contours des mouvements présents, même si l'auteur consacre des développements aux « conditions psychologiques » de l'anarchisme, esquissant en ceci une analyse des fondements identitaires et culturels du militantisme libertaire. L'ouvrage plus récent de Pierre Miquel, intitulé

¹ FONTENIS, Georges. *Changer le monde : histoire du mouvement communiste libertaire, 1945-1997*. Toulouse : Le Coquelicot, 2000.

² MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Paris : Gallimard, 1992 (1975). 2 tomes.

³ PREPOSIET, Jean. *Histoire de l'anarchisme*. Nouvelle édition. Paris : Tallandier, 2002.

sobrement *Les anarchistes*¹, est lui aussi tourné vers le passé. Il fait une généalogie du mouvement anarchiste français à travers l'étude des mobilisations de canuts lyonnais et propose un rapide survol de l'histoire de l'anarchisme hexagonal, mais aussi russe, italien et espagnol. Son originalité, et son principal intérêt pour nous, réside principalement dans sa longue conclusion, qui évoque les organisations et activités anarchistes actuelles. Mais celle-ci n'offre malheureusement guère plus qu'une brève évocation des mobilisations altermondialistes et une compilation d'informations factuelles et idéologiques disponibles sur Internet. A l'étranger, les études portant sur l'anarchisme sont également à ranger parmi les travaux historiques. Le travail de George Woodcock², déjà ancien, offre principalement une analyse des idées anarchistes et de leur genèse, à travers notamment l'étude de la vie et de la pensée des principaux théoriciens (dont Godwin, Proudhon, Bakounine ou Tolstoï). Mais il propose également un court récit de l'histoire des internationales ouvrières et de différents mouvements à travers le monde (Europe, Russie, Amériques) jusqu'à la seconde Guerre Mondiale. Si la brièveté du propos, liée à l'ambition de rendre compte dans un seul volume de tant d'histoires nationales différentes, conduit l'auteur à mettre surtout l'accent sur des figures marquantes, elle n'empêche pas la présentation instructive des racines philosophiques et sociales du courant anarchiste de chaque pays. Bien que riche, l'ouvrage ne représente cependant pour notre objet qu'un intérêt limité, en raison en particulier de ses bornes chronologiques. Il en va de même, d'une manière générale, de l'ensemble des travaux sur le courant anarchiste. Que la Chine³, Les Etats-Unis⁴, la Grande Bretagne⁵, ou le Japon⁶ soient étudiés, c'est à chaque fois un retour sur des expériences passées qui est proposé, sans description ni analyse des groupes actuels⁷. En outre, les travaux historiques, français comme

¹ MIQUEL, Pierre. *Les anarchistes*. Paris : Albin Michel, 2003.

² WOODCOCK, George. *Anarchism. A history of libertarian ideas and movements*. Harmondsworth : Penguin, 1963.

³ ZARROW, Peter Gue. *Anarchism and Chinese political culture*. New York : Columbia University Press, 1990.

⁴ AVRICH, Paul. *Anarchist Voices : an oral history of anarchism in America*. Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1995.

⁵ FRANKS, Benjamin. *Rebel alliances. The means and ends of contemporary British anarchism*. Oakland (Cal.) : AK Press, 2006. Cet ouvrage évoque quelques épisodes contestataires récents liés à la mouvance libertaire, mais ne propose pas d'étude réelle de l'engagement libertaire contemporain dans ses dimensions sociologiques et culturelles. La première partie, historique, constitue en fait plus un prétexte aux développements théoriques de la seconde partie, qui constitue une discussion des méthodes libertaires et des bases philosophiques de l'anarchisme.

⁶ CRUMP, John. *Hatta Shuzo and pure anarchism in interwar Japan*. Basingstoke : Macmillan, 1993.

⁷ Ceci est vrai de l'ensemble des ouvrages dont nous avons pu prendre connaissance, à l'exception du travail de András Bozoki et Miklos Sukosd sur l'histoire du mouvement anarchiste hongrois, qui prend en compte les tous derniers éléments touchant ce courant qui a connu une nouvelle jeunesse depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Les auteurs n'offrent pas d'analyse sociologique des militants, mais ils s'efforcent de retracer avec

étrangers, s'intéressent rarement à la sociologie des acteurs engagés dans les mouvements dont ils font le récit¹, rendant plus difficile et plus aléatoire l'analyse des changements qui ont pu affecter leur composition et donc leur culture. Ces différentes études ne négligent toutefois pas nécessairement les questions culturelles². Elles permettent de cerner quelles sont les valeurs fondatrices des mouvements ainsi que les pratiques développées par leurs participants. De surcroît, et par définition, elles suggèrent quelles peuvent être les références historiques (voir les souvenirs) des militants actuels. Leur apport n'est donc pas négligeable, même si on peut regretter la tendance des historiens à se concentrer sur les épisodes antérieurs à la seconde Guerre Mondiale. Celle-ci s'explique toutefois probablement par la faible influence qu'a pu avoir le mouvement anarchiste depuis plus d'un demi siècle. Au vu des travaux qu'il suscite, l'anarchisme des dernières décennies semble être largement un mouvement sans histoire(s).

La sociologie et la science politique se sont très largement désintéressées de l'anarchisme, autre preuve de la marginalité du mouvement. Le sociologue Alain Pessin a consacré un ouvrage aux militants de l'avant Première Guerre³. Il s'agit donc là encore d'une approche historique, mais résolument tournée vers la compréhension de la culture anarchiste, que Pessin qualifie de « rêverie ». Il entend par là « souligner le rôle de l'imagination comme puissance dynamique créatrice dans le sens où elle “déforme” ce qui est fourni par l'expérience intellectuelle et sensorielle et que cette tension active, comme l'établit l'œuvre de G. Durand, s'impose finalement comme “fondement de la vie psychique toute entière”. Pour notre propos, il nous est donc possible de concevoir que c'est au niveau de l'imagination que s'instaurent les axes de pensée, les tournures dans lesquelles viendront se mouler les doctrines, tout comme les styles des hommes et des actes, car c'est elle qui donne forme et sens, c'est-à-dire structure la relation inaugurale de l'homme anarchiste à l'univers qui est le sien.⁴ » L'ouvrage du sociologue permet de penser la construction historique d'un rapport spécifique aux autres et à la politique. Il fait en outre preuve d'un souci de replacer les

précision les thématiques développées par les différents groupements, et mettent notamment en avant l'influence de l'écologisme sur les anarchistes hongrois des années 1990. (BOZOKI, András, SUKOSD, Miklos. *Anarchism in Hungary : theory, history, legacies*. Boulder (Colo.) : Social Science Monographs, 2006 (1994)).

¹ Les études de Jean Maitron constituent une exception, par l'attention qu'elles prêtent à la composition sociale des groupes anarchistes. Les dernières analyses datent cependant des années 1970. Cf. par exemple MAITRON, Jean. « Un “anar”, qu'est-ce que c'est ? ». *Le Mouvement social*, n° 83, 1973, p. 23-45.

² MANFREDONIA, Gaetano, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », in BERSTEIN, Serge (dir.). *Les cultures politiques en France*. Paris : Seuil, 1999, p. 243-283.

³ PESSIN, Alain. *La rêverie anarchiste. 1848-1914*. Lyon : Atelier de Création Libertaire, 1999.

⁴ Ibid., p. 23.

militants dans leur contexte social et s'attarde donc sur leur sociologie. En ceci, *La rêverie anarchiste* est un outil précieux pour la comparaison historique, autorisant la confrontation des traits caractéristiques des activistes d'aujourd'hui à ceux des anarchistes d'hier. Cette comparaison peut être entamée grâce à l'ouvrage de Mimmo Pucciarelli sur les anarchistes lyonnais des années 1990¹, issu d'une thèse dirigée par Alain Pessin. Dans *L'imaginaire des libertaires aujourd'hui*, il s'intéresse aux caractéristiques sociales, pratiques, références et aspirations des militants actuels. S'il repère la survivance de références anciennes, comme l'appel à la révolution, il constate également les nombreux changements, tant sociologiques qu'idéologiques. Le mouvement actuel — observé à travers ses représentants lyonnais — est moins ouvrier, mais aussi moins fasciné par le thème du grand soir. En ceci, il se rapproche sans doute des autres militants de la mouvance libertaire, qui ne sont pas évoqués dans l'ouvrage. Instrument utile de rapprochement avec nos propres données, le travail de Pucciarelli ne fournit pas toutes les clés pour penser l'engagement libertaire aujourd'hui. Toutefois, il constitue probablement l'un des ouvrages sociologiques les plus proches de nos propres préoccupations. On peut également citer deux références plus marginales par leur statut, issues de recherches d'étudiants de maîtrise et de DEA portant directement sur la *Fédération anarchiste* contemporaine : le travail de Thierry Caire sur la sociologie des adhérents², et celui de Guillaume Coton portant sur la question de l'organisation anarchiste, dans une perspective de sociologie des organisations³. Ces deux sources, offrant un bon aperçu de la composition et du fonctionnement de la FA, constituent principalement un moyen pour nous de contrôler les informations que nous avons pu recueillir. L'enquête de Caire va dans le même sens que celle de Pucciarelli et met en avant la faible proportion de militants anarchistes appartenant aux classes populaires. Elle renseigne également sur des éléments touchant à la socialisation des enquêtés (intérêt pour la politique et orientation politique des parents, pratique religieuse, etc.) L'étude de Coton est d'un intérêt tout particulier en ce qu'elle évoque les traits culturels et autres « récits mythiques »⁴, fondés sur l'histoire du mouvement anarchiste et de la FA, qui permettent d'assurer la cohérence et la

¹ PUCCIARELLI, Mimmo. *L'imaginaire des libertaires aujourd'hui*. Lyon : Atelier de création libertaire, 1999.

² CAIRE, Thierry. « Militants à la Fédération Anarchiste ». *L'Homme et la société*, n° 123-124, 1997, p. 91-103, article issu d'un mémoire de maîtrise à l'université Paris 8.

³ COTON, Guillaume. *L'organisation anarchiste : entre autonomie et régulation, le cas de la Fédération Anarchiste*. Mémoire de DEA « Dynamique des organisations et transformations sociales », Université Paris 9, 2002.

⁴ *Ibid.*

continuité de l'action anarchiste. Le fait qu'elle ne soit essentiellement basée que sur des observations dans un seul groupe en limite toutefois considérablement la portée.

D'autres travaux sociologiques offrent des éléments d'information et de compréhension sur les militants faisant preuve aujourd'hui de pratiques libertaires. En France, les récentes études sur le mouvement altermondialiste¹ fournissent de précieuses données sociographiques ainsi que des statistiques concernant les pratiques, parcours et représentations des activistes, même si tous parmi eux ne sont pas rattachés au courant libertaire. Elles mettent notamment en avant l'homogénéité sociale des altermondialistes, qui appartiennent massivement aux classes moyennes instruites et se caractérisent fréquemment par leur jeunesse. Elles renseignent également sur la propension de ces militants à recourir à des formes de participation politique non conventionnelle et à des actions directes. Enfin, les travaux les plus qualitatifs, comme ceux de Donatella Della Porta, offrent de notables éclaircissements sur les représentations, aspirations et modes d'organisations de la frange radicale du mouvement, que l'on peut selon nos critères qualifier de libertaire². La chercheuse montre en effet l'attachement à la démocratie directe et délibérative et les relations égalitaires entretenues par des militants actifs lors de contre-sommets internationaux, dans le cadre de réseaux qui permettent les collaborations d'acteurs issus d'organisations et de traditions politiques très différents. Elle souligne ainsi que ces modes d'organisation et de prise de décision constituent des éléments de convergence, un facteur de cohérence au sein d'une nébuleuse relativement hétérogène politiquement. A l'étranger, c'est l'ouvrage de Francesca Polletta, *Freedom is an Endless Meeting*³, qui traite le plus directement des nouveaux libertaires. La sociologue de l'Université de Californie s'intéresse plus particulièrement à la question de la démocratie participative dans les mouvements progressistes états-uniens, du début du XX^{ème} siècle à nos jours. Elle passe en revue de nombreux groupes, des premiers pacifistes et utopistes anarchisants jusqu'au *Direct action network* actuel. Elle s'attarde en particulier longuement sur les années 1960, avec le mouvement des droits civiques et le *Student nonviolent coordinating committee*, le mouvement des femmes ou la nouvelle gauche.

¹ AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.). *Radiographie du mouvement altermondialiste*. Paris : La Dispute, 2005 ; « Militants de l'altermondialisation ». *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004. Cf. aussi AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005.

² DELLA PORTA, Donatella, « Démocratie en mouvement. Les manifestations du forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, vol. 17, n°68, 2004, p. 49-79.

³ POLLETTA, Francesca. *Freedom is an Endless Meeting : Democracy in American Social Movements*. Chicago : University of Chicago Press, 2002.

Elle permet ainsi de voir en quoi les pratiques d'action directe et les modes d'organisations de certains activistes actuels reposent sur une importante expérience accumulée, marquée par le souci d'améliorer sans cesse les procédures de démocratie interne aux groupes. Bien que ce beau travail ne fournisse finalement que peu de données sociobiographiques qui permettraient de comprendre ce qui motive les engagements et comment se forment des représentations individuelles et collectives, il offre une connaissance appréciable des diverses expériences historiques d'organisation et montre en quoi les militants actuels recherchent dans la démocratie participative non plus une forme de communauté mais un moyen d'exprimer leur individualité.

La rareté des sources traitant de l'engagement libertaire à l'heure actuelle laissait ouvert devant nous un espace d'investigation quasiment vierge. Celui-ci était cependant balisé par les différents travaux portant sur l'action collective et les mouvements sociaux, mais aussi par la littérature sur les partis, riche en analyses de cultures politiques¹. Les diverses études historiques permettaient du reste de définir les contours de ce qui a pu constituer par le passé une culture anarchiste, et dont de nombreuses traces subsistent toujours. C'est en nous basant sur ces quelques acquis, mais aussi et surtout sur les données que nous avons nous-même recueillies, que nous avons pu tirer des enseignements concernant un milieu militant méconnu, ses acteurs, les pratiques qui y ont cours et les valeurs et représentations qui s'y expriment.

Les étapes de la démonstration

Si les pratiques des libertaires sont relativement unifiées, les cultures militantes forgées dans les interactions tendent, elles, à diverger. Nous montrerons en effet que l'engagement libertaire est pluriel, regroupant différentes communautés basées sur des identifications différentes voire potentiellement incompatibles. Comme on l'a déjà évoqué, on peut essentiellement repérer deux ensembles culturels, relativement cohérents, qui constituent les militants anarchistes et ceux de la gauche radicale et alternative en deux groupes distincts. Notre exposé sera ainsi parcouru par une mise en vis-à-vis de ces deux grands groupes qui

¹ Cf. par exemple les quelques articles synthétiques réunis in CEFAÏ, Daniel, *Cultures politiques*. *Op. cit.*

forment la mouvance libertaire ; le recours à la comparaison permettra, à chaque étape, de mettre en avant les facteurs et processus qui contribuent à les séparer. Pour notre démonstration, nous avons choisi une forme d'exposition directement liée à l'approche qui a été la nôtre, et qui consiste à envisager la construction d'une forme d'engagement et de cultures spécifiques comme le résultat d'un ensemble de socialisations individuelles, à l'intérieur des organisations militantes mais aussi en dehors d'elles. C'est donc une présentation quasi chronologique qui a été retenue, en ce qu'elle permet de saisir l'influence d'expériences successives et cumulées sur le développement des cultures politiques. Ceci nous conduit à organiser notre propos en trois temps. La première étape est destinée à rendre compte de ce que l'individu va apporter au collectif, en terme notamment de valeurs et d'aspirations (1^{ère} partie). La seconde étape consiste quant à elle à se demander ce que l'engagement fait au militant, à travers les expériences que ce dernier traverse dans son organisation (2^{ème} partie). Enfin, le dernier temps de l'exposé est consacré à l'analyse des cultures qui sont construites à travers ces étapes, des phénomènes d'identification et des rapports au collectif qu'elles impliquent, ainsi que des solidarités et des collaborations qu'elles rendent possibles ou qu'elles entravent (3^{ème} partie).

S'interroger sur les dispositions, valeurs et aspirations que des individus vont venir investir dans leur engagement implique de revenir sur les mécanismes par lesquels celles-ci se développent chez lui. C'est donc la question des origines sociales et des socialisations primaires et secondaires des futurs militants libertaires qui doit retenir notre attention. L'examen de ces aspects permet de comprendre la constitution de valeurs favorisant le rapprochement des individus avec le milieu libertaire. Il souligne également les premiers traits qui vont contribuer à distinguer les anarchistes des militants de la gauche radicale au sein de la nébuleuse (**chapitre 1**). L'existence de prédispositions à l'engagement ne suppose nullement un nécessaire passage à l'acte. Il convient donc d'étudier la façon dont des individus vont se retrouver en contact avec des organisations qu'ils finiront par rejoindre. Ceci nous invite à planter préalablement le « décor » dans lequel ils évoluent actuellement, qui est aussi le cadre dans lequel leurs aspirations propres ont initialement rencontré l'offre d'engagement de collectifs libertaires. Cette description des organisations de la nébuleuse et l'évocation des liens qu'elles entretiennent donnent en outre l'occasion de présenter plus particulièrement le terrain d'enquête qui a été le nôtre (**chapitre 2**). Ces précisions permettent

de replacer les parcours des futurs militants dans leurs contextes. C'est en effet au cours de cheminements individuels mais aussi à travers l'insertion dans des réseaux sociaux que se négocie et s'opère l'entrée dans le militantisme. Celle-ci suppose des motivations diverses, qui sont souvent fortement liées aux caractéristiques de l'engagement libertaire, dans sa dimension pratique en particulier. Les motivations identitaires revêtent également une importance non négligeable ; elles permettent en outre de saisir ce qui fait la spécificité de l'engagement anarchiste (**chapitre 3**).

Une fois les individus entrés dans une organisation libertaire, s'ouvre une nouvelle dimension de leur socialisation, à laquelle correspond la seconde étape de notre thèse. L'activité militante constitue un ensemble d'expériences par lesquelles chacun va développer des identifications et se bâtir une culture politique sur la base des représentations qui étaient les siennes antérieurement à l'engagement. Le travail interne offre notamment l'occasion de découvrir et de pratiquer des formes d'organisation et des modes de prise de décision particuliers, qui ont chez les libertaires un caractère primordial. Mais si les collectifs tentent de se poser en modèles d'organisation sociale alternatifs, ils sont aussi et peut-être surtout des instances de formation, un cadre d'apprentissage de nouvelles compétences aussi bien que d'acquisition de nouvelles connaissances. C'est à travers de tels processus que se renforcent des références communes, tandis que se construisent des liens d'amitié et de solidarité (**chapitre 4**). Les actions publiques menées par les militants ont également un rôle socialisateur, mais elles contribuent avant tout à identifier, classer et différencier les groupes. L'action directe se décline en pratique en un ensemble disparate de modes d'intervention. Fortement liés à un ensemble de valeurs et de dispositions, ceux-ci viennent parfois s'associer à l'image du collectif pour en constituer un élément de définition. Ils représentent de surcroît une manifestation concrète de cultures militantes déjà bien ancrées ou en voie de consolidation ; en ceci, ils permettent de mesurer l'hétérogénéité de la nébuleuse libertaire (**chapitre 5**).

L'ensemble des socialisations individuelles et collectives participe de la construction de cultures libertaires au sens large. Ce sont les aspects fondamentaux de ces cultures que s'attache à analyser la troisième partie. En dépit de leur nombreuses similarités et de leur attachement commun au principe d'autonomie individuelle, anarchistes et militants de la gauche radicale fondent leur engagement sur des conceptions sensiblement différentes de ce que doit être l'action politique. Ces conceptions résultent largement des apprentissages faits

dans l'activité militante. Elles impliquent des rapports distincts à la participation conventionnelle, mais également des représentations divergentes de ce que doit être l'engagement — qu'il soit entendu comme action collective ou comme pratiques individuelles, telle la « consommation engagée » — et de ses fondements. Là où les anarchistes s'inscrivent dans une culture héritée de l'histoire et basée sur des référents identitaires et doctrinaux forts, les autres libertaires entendent mettre en avant la primauté de l'individu et de ses aspirations face aux déterminations extérieures. Sur ces désaccords se bâtissent des identifications distinctes et contradictoires, qui permettent de comprendre la désunion de la mouvance libertaire et la quasi absence de mobilisations communes (**chapitre 6**). Ces différents rapports à l'engagement et à la politique permettent enfin de comprendre les liens que les activistes entretiennent avec leur organisation. Ils rendent d'abord compte du caractère affranchi des engagements vis-à-vis des contraintes collectives : c'est la liberté des militants qui est valorisée, au détriment parfois de la solidarité de groupe. Mais ils offrent surtout une clé de compréhension des phénomènes de désengagement et du problème de la pérennité des collectifs, à travers la question des rétributions que les individus retirent de leur implication dans le collectif (**chapitre 7**). Ces développements achèvent de définir les contours de l'engagement libertaire. Ils démontrent son caractère pluriel, mais aussi sa dimension culturelle, qui permet de comprendre tant les alliances que les oppositions, la stabilité des investissements individuels comme leur fragilité.

Première partie : Des individus aux groupes : devenir militant libertaire

L'analyse des rapports individuels à l'engagement est indissociable de l'étude des organisations dans lesquelles ces engagements prennent sens. Comprendre une organisation militante implique de « mettre au jour les modalités par lesquelles des individus ou des petits groupes [...] ont pu durablement s'affilier et se reconnaître dans le projet [de l'organisation].¹ » Faire la sociologie de modes d'engagement suppose en effet de ne pas oublier ce qui fait la singularité des individus au profit exclusif d'une analyse de leur action en tant que militants : ce serait se priver d'une dimension essentielle de leur rapport à la politique et à l'engagement que de ne pas s'intéresser à la biographie de ceux qui sont devenus militants, à la façon dont leur parcours particulier les a amené à s'investir en politique. Non seulement les itinéraires et motivations de l'engagement peuvent constituer en eux-mêmes des objets intéressant la science politique, mais ils constituent en outre des éléments permettant de comprendre ce que chaque militant apporte en propre à son collectif. La sociologie du militantisme, européenne en particulier, est riche d'analyses sur les origines sociales, voire les parcours et expériences d'engagement des activistes et autres adhérents d'organisations politiques. Michel Offerlé, dans son ouvrage sur les partis politiques, insiste sur l'importance à accorder aux « prédispositions » et circonstances qui conduisent un individu à militer :

« La probabilité de devenir militant varie en fonction de facteurs sociaux, indicateurs de prédispositions historiquement déterminées à la participation politique et à la construction politique du monde social. Les individus ne se déplaçant socialement pas au hasard, les prédispositions valent pour certains types de militantisme, pour certains types d'entreprises. Accumulées dans les expériences passées des individus, ces prédispositions s'actualisent dans des conjonctures politiques particulières (événements politiques ou sociaux, cycle dans une vie) ou dans des situations obéissant au hasard socialement construit (rencontres, sollicitations) : faire la sociologie du militantisme, c'est faire la sociologie des circonstances, des formes et des lieux de l'adhésion — fête, banquet, lieu de travail, club...² »

C'est bien dans cette perspective que nous entendons nous situer pour aborder l'analyse des dimensions, modalités et conséquences de modes d'engagement politique. La première partie de ce travail sera par conséquent consacrée à l'étude des socialisations, des processus

¹ AGRIKOLIANSKY, Eric. *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945 : Sociologie d'un engagement civique*. Paris : L'Harmattan, 2002.

² OFFERLE, Michel, *Les partis politiques*. 5^{ème} édition. Paris, PUF, 2006, p. 70-71.

de politisation¹ et des itinéraires d'engagement de ces femmes et hommes que l'on retrouve actuellement investis dans la nébuleuse libertaire. Nous ne voulons bien sûr pas suggérer que les engagements actuels seraient les conséquences directes et logiques de cheminements et prédispositions qu'il suffirait de présenter de façon exhaustive ; toutefois, la connaissance et la prise en compte des expériences passées des activistes, de même que leur position dans l'espace social, permettent d'éclairer de façon significative des rapports à la participation politique, en particulier dans sa dimension « non conventionnelle »². Il s'agira donc de s'arrêter en particulier sur deux aspects importants pour la compréhension d'un engagement politique : les dispositions³ de l'acteur et son parcours d'engagement (c'est-à-dire, pour s'en tenir pour l'instant à une définition succincte, les expériences, événements et rencontres qui l'ont conduit, au cours de sa vie, à se rapprocher d'un groupe militant particulier et à s'y investir). On se rapproche ainsi, dans un domaine bien différent, de l'angle d'analyse qui est adopté par Muriel Darmon lorsqu'elle cherche à comprendre comment des jeunes filles deviennent anorexiques⁴. Elle croise une approche en termes de dispositions à une approche en termes de carrière, inspirée de la sociologie interactionniste, afin d'éclairer des logiques qui permettent de rendre compte de l'engagement individuel dans ce comportement « déviant ». De la même manière, notre objectif est de prendre en compte à la fois les éléments propres aux individus — leur position sociale de départ et d'arrivée — et ceux qui leurs sont plus extérieurs — événements et rencontres. A travers ces différents points de focalisation, ce sont leurs différentes socialisations, simultanées et successives, que nous voulons appréhender. Nous espérons ainsi pouvoir offrir une analyse des processus de construction de dispositions au militantisme et des modalités concrètes de l'engagement qui soit plus fine et plus complète qu'une approche, plus traditionnelle, en termes de positions dans la hiérarchie sociale ou de trajectoires intergénérationnelles. Si les socialisations sont

¹ Nous entendons le terme politisation dans un sens large qui signifie à la fois un « apprentissage du politique » qui permet à un individu d'« accéder à la compréhension d'une signification politique de ses actes et des ses préoccupations quotidiennes » (LAGROYE, Jaques, avec FRANCOIS, Bastien et SAWICKI, Frédéric. *Sociologie politique*. 4ème édition. Paris : PFNSP et Dalloz, 2002, p. 311) et le ralliement à un « camp » politique, l'acquisition progressive de son idéologie.

² Nous reviendrons plus tard dans cette thèse sur la notion de participation politique et les distinctions entre participation conventionnelle et non conventionnelle (cf. troisième partie, chapitre six).

³ Une disposition désigne, en l'occurrence, « une *prédisposition*, une *tendance*, une *propension* ou une *inclination* » (BOURDIEU, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris : Seuil, 2000, p. 293, note 39) construites à travers l'histoire de l'individu et qui *contribuent*, en fonction des contextes et situations particuliers, à le faire agir dans un sens donné. Les dispositions qui nous intéressent ici sont donc les éléments, acquis durant la socialisation, qui vont faciliter le rapprochement des enquêtés avec une cause politique et un collectif militant.

⁴ DARMON, Muriel. *Devenir anorexique. Une approche sociologique*. Paris : La Découverte, 2003.

inséparables des contextes (milieu social, familial, professionnel, etc.) dans lesquels elles ont lieu et qui leur donnent leur sens, leur effet ne s'y résume pas. Notre ambition est donc d'aller au-delà de la constatation de régularités statistiques dans des profils sociologiques des militants, et de dégager dans les différentes socialisations l'ensemble des *valeurs* et des *motivations* qui ont favorisé leur engagement. Notre démarche visera, plus précisément, à nous appuyer sur une approche contextuelle ou « structurelle » comme point de départ d'une analyse motivationnelle.

Dans cette partie, nous allons donc tenter de retracer ce qui a influencé l'orientation des individus vers un militantisme libertaire, en espérant ainsi mettre à jour la « contribution » propre de chaque militant à son organisation, c'est-à-dire l'ensemble des motivations, ressources, envies et attentes qu'il y apporte et qui participent à la redéfinition constante de l'identité organisationnelle et des rapports collectifs et individuels à l'engagement. Dans un premier temps, nous allons nous arrêter sur des éléments concernant à la fois la socialisation et la sociographie des 83 enquêtés avec lesquels nous avons mené un entretien, en dégagant aussi bien ce qui les rassemble que ce qui les différencie. Ceci nous permettra de présenter le type de rapport au politique qu'ils étaient susceptibles d'entretenir préalablement à leur engagement (chapitre 1). Dans un second temps, à la lumière de ces premières analyses, nous allons présenter les différentes possibilités d'engagement qui s'offraient à eux, c'est-à-dire offrir un descriptif du milieu militant libertaire. Ceci nous donnera l'occasion de présenter de façon détaillée les organisations qui ont constitué notre terrain d'enquête (chapitre 2). Enfin, nous aborderons les effets des inscriptions des enquêtés dans des réseaux sociaux et les différents événements qui ont émaillé leur parcours d'entrée dans un groupe militant. C'est à l'issue de cette analyse que nous pourrons présenter plus précisément les multiples motivations individuelles qui les ont conduit à transformer en actes des dispositions plus ou moins fortes à l'engagement (chapitre 3).

Chapitre premier : Des profils libertaires

Les modes d'engagement, le rapport à l'action politique des libertaires sont le résultat d'une socialisation politique qui est le fait d'instances variées et s'étale sur l'ensemble d'une vie. Par socialisation politique, nous entendons, avec Annick Percheron « dans son acception la plus globale, les mécanismes et les processus de formation et de transformation des systèmes individuels de représentation, d'opinions et d'attitudes politiques.¹ » Processus continu à travers la vie, la socialisation commence dès l'enfance et contribue à façonner chez les jeunes enfants, les adolescents puis les adultes des perceptions et représentations ainsi que des dispositions relatives au politique et à l'action politique. Lorsqu'ils rentrent dans une organisation militante, les individus ne sont donc pas des pages vierges en attente d'une histoire ou des pâtes molles que l'institution² pourrait modeler à sa convenance. Au contraire, ils intègrent un collectif avec ce qui les définit, avec leurs idiosyncrasies, leurs expériences, leurs goûts et envies propres. Ainsi, si l'action collective a pour effet de transmettre aux individus des références culturelles ou des modes de pensée, de développer chez eux des identifications ou encore de modifier leurs intérêts (au double sens d'intérêt pour et d'intérêt à), cette influence n'est ni totale ni absolue. Comme toute socialisation secondaire, le fait d'évoluer dans un groupe et des réseaux militants ne fait qu'ajouter des expériences nouvelles aux expériences précédentes, sans en annuler totalement les effets mais plutôt en les modifiant ou les réorientant à la marge. Comme le notent Peter Berger et Thomas Luckman, la socialisation secondaire « suppose toujours un processus antérieur de socialisation primaire. C'est-à-dire qu'elle doit traiter avec un moi déjà formé et avec un monde déjà intériorisé. Elle ne peut pas construire la réalité subjective *ex nihilo*. Cela cause un problème dans la mesure où la réalité déjà existante a tendance à persister. Tous les nouveaux contenus qui sont

¹ PERCHERON, Annick. « La socialisation politique : défense et illustration » in Madeleine GRAWITZ, Jean LECA (dir.). *Traité de science politique*. Paris : PUF, 1985, tome 3, p. 165.

² Au sens dans lequel l'utilise Julien Fretel, pour qui « rappeler ce qui est au coeur d'une analyse en terme d'institution c'est s'intéresser prioritairement aux effets de relations entre l'institué (ou l'objectif) et les investissements de ceux qui "rencontrent" cet institué. Appeler un parti politique "institution", c'est dire en un mot que nous nous sommes intéressés au modus operandi par lequel les acteurs ajustent leurs prédispositions aux règles et aux rôles objectivés (institutionnalisés) dont ils doivent tenir compte du fait qu'ils sont membres de ce parti et qu'ils en reçoivent une part de leur identité sociale. C'est réfléchir sur les investissements (ou engagements concrets) des acteurs, qui modèlent ou modifient les usages des règles, et qui contribuent à la transformation ou au maintien de certaines pratiques. C'est enfin porter une attention particulière aux modalités d'intériorisation — voire d'incorporation et/ou de somatisation — des savoirs et des savoir-faire, des croyances et des façons légitimes d'agir qui, pour les membres de l'institution, définissent sa "nature". » (*Militants catholiques en politique: la Nouvelle UDF*. Thèse de doctorat de science politique, Université Paris 1, 2004, p. 555).

maintenant destinés à être intériorisés doivent d'une façon ou d'une autre être superposés à cette réalité déjà présente.¹ » Afin de percevoir et comprendre les effets de la socialisation dans un groupement militant sur la constitution d'un rapport individuel à l'engagement et à la politique en général, il convient par conséquent de savoir avec quel « moi déjà formé » elle doit traiter, pour reprendre les termes de Berger et Luckman. On peut estimer qu'à leur entrée dans un collectif libertaire, les individus ont subi les effets de différents types de socialisation, parmi lesquels et principalement les socialisations familiale et scolaire — qui constituent la socialisation primaire — ainsi que des socialisations — secondaires — par les pairs, lors des études ou dans leur travail.

L'objectif de ce chapitre est de revenir sur ces premières expériences afin de dresser un tableau des différentes influences qui ont façonné une première approche du politique chez nos enquêtés. Afin de procéder dans l'ordre chronologique, nous allons donc aborder en premier lieu la socialisation primaire. Ceci consistera à faire une sociographie des parents des militants mais également à présenter des éléments concernant à proprement parler la socialisation primaire et l'éducation, que ce soit par les parents ou, lorsque nous disposons de données, par l'école ou les autres institutions (comme l'Eglise) avec lesquelles les enfants peuvent rentrer en contact. La suite du chapitre consistera en une présentation des enquêtés eux-mêmes, dont la sociographie permettra d'aborder la question de leur socialisation secondaire. On insistera plus particulièrement alors sur le rapport très homogène qu'ils entretiennent avec la religion. Nous montrerons ensuite que malgré de fortes similarités, les militants libertaires présentent des profils sociologiques parfois hétérogènes, qui n'empêchent pas cependant des rapports très comparables à la politique institutionnelle qui vont contribuer à orienter leur parcours d'engagement.

I. Origines sociales et socialisations

Les données qui vont être présentées dans les développements qui suivent proviennent essentiellement des entretiens que nous avons menés avec 83 militants² issus de différents groupes et de différentes régions géographiques. Ces entretiens ont été l'occasion pour nous

¹ BERGER, Peter, LUCKMANN, Thomas. *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin, 2003, p. 192.

² Tous les prénoms d'enquêtés ou de militants qui seront mentionnés dans cette thèse sont des pseudonymes.

d'obtenir à la fois des informations sur les origines sociales des enquêtés et sur leur socialisation politique. Avant d'aborder les éléments qui concernent explicitement la socialisation, il convient de présenter rapidement quelques données sociographiques concernant les parents des militants libertaires.

A. Sociographie des parents des militants libertaires

Connaître l'origine sociale des militants a plusieurs utilités lorsqu'on cherche à faire la sociologie d'un mode d'engagement. Ces données permettent de mesurer le degré d'homogénéité des militants de ce point de vue et de constater ainsi les éventuelles corrélations entre ce milieu d'origine et un type d'engagement. Elles peuvent également permettre de se faire une idée du type de socialisation politique qu'ils ont reçue. Enfin, elles offrent la possibilité, lorsqu'elles sont croisées avec la position sociale des militants eux-mêmes, de déterminer quelle a été leur trajectoire dans l'espace social (ascendante, stable ou descendante). Les enquêtés proviennent très majoritairement de milieux urbains (grandes villes et leur banlieue mais aussi parfois villes moyennes de province). Ils ne se distinguent pas de l'ensemble de la population par la composition de leur noyau familial (le nombre de frères et sœurs, la proportion de parents divorcés...) mais plutôt par la position sociale occupée par leurs parents. Nous avons classé ces derniers en fonction du type de profession¹ exercée (Tableau 2 et graphique 1).

¹ Ce classement ne recoupe pas celui des professions et catégories socioprofessionnelles de l'INSEE afin de faire plus clairement apparaître les éléments notables, comme par exemple la surreprésentation des enseignants, qui sont inclus et invisibilisés dans deux catégories distinctes dans la nomenclature de l'INSEE. Notre rubrique « Inactif, chômeur » regroupe les chômeurs de longue durée et les personnes au foyer. Nous n'avons pas tenu compte du fait que les personnes étaient ou non en retraite. Par conséquent, les différentes catégories (hors chômeurs et inactifs) regroupent à la fois des actifs et des retraités, en fonction de l'emploi présent ou passé.

Tableau 2 : Répartition des parents des enquêtés par profession¹

Profession	Père		Mère		Population française (INSEE 2005)
	N	%	N	%	
Enseignant (du primaire au supérieur)	12	15%	14	17%	4%
Profession libérale, chef d'entreprise	4	5%	3	4%	2%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	16	20%	2	2%	8%
Profession intermédiaire, technicien	19	23%	24	29%	15%
Artisan, commerçant, agriculteur	5	6%	4	5%	9%
Employé, ouvrier	25	30%	19	23%	47%
Inactif, chômeur	1	1%	17	20%	15%
Total	82*	100%	83	99%	100%

* Le père d'un des enquêtés est décédé lorsque ce dernier était très jeune. Pour les pères, N=82.

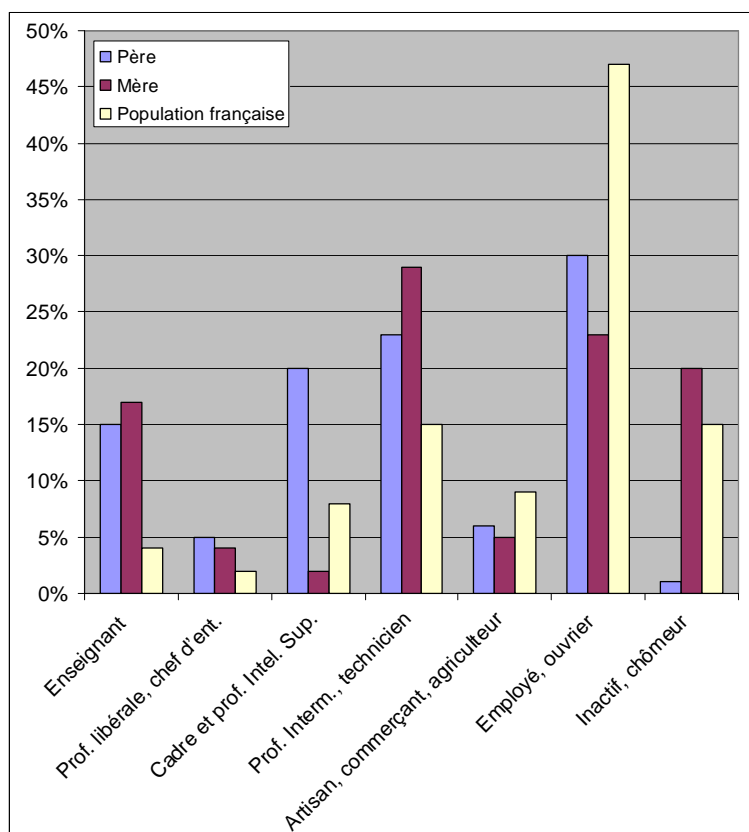
Ce classement permet de constater des attributs saillants de la population des parents des enquêtés lorsqu'elle est comparée à la population française totale² d'après les données 2005 de l'INSEE. D'une part, on constate une surreprésentation marquée des enseignants (du primaire au supérieur) et des classes moyennes en général (professions intermédiaires). La catégorie des enseignants est quatre fois plus représentée chez les parents des enquêtés que dans la population française ; les professions intermédiaires deux fois plus. On constate également une surreprésentation des cadres et professions intellectuelles supérieures, mais uniquement chez les pères, ce qui signifie que le niveau social du père est en moyenne plus élevé que celui de la mère³. De façon corrélative, la proportion d'employés et d'ouvriers, donc des classes les plus modestes, est nettement moins importante chez les parents des militants que dans la population française. Enfin, on constate chez les mères une forte proportion d'inactives, en l'occurrence des femmes au foyer (cf. également tableau 3). Au vu de ces chiffres, on peut donc affirmer que les militants libertaires rencontrés sont majoritairement originaires des classes moyennes et supérieures (professions intermédiaires et de l'enseignement, professions intellectuelles supérieures).

¹ Il va de soi qu'en eux-mêmes, des pourcentages portant sur une population de 83 individus n'a pas beaucoup de sens. Dans ce chapitre, nous mentionnerons les pourcentages à titre indicatif pour faciliter les comparaisons. Les données INSEE sont issues du site insee.fr, dans les données relatives au recensement de la population.

² Il est évident que la faiblesse du nombre d'enquêtés n'autorise que des comparaisons prudentes. Il nous semble toutefois, au vu notamment de travaux sur les activistes altermondialistes qu'on évoquera plus loin, que notre échantillon peut prétendre à une certaine représentativité.

³ Cette disparité se retrouve également au niveau national, puisque en 2005, la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures telle que définie par l'INSEE regroupait 10,2 % des hommes et seulement 5,4 % des femmes.

Graphique 1 : Répartition des parents des enquêtés par profession



Dans le tableau 3, nous présentons une répartition plus détaillée des parents en fonction de leur profession. Cette nouvelle ventilation permet en particulier de constater une forte proportion des enseignants du supérieur chez les pères des enquêtés ainsi qu'une surreprésentation, chez les mères, des professions de la santé et de l'action sociale de même que du métier de bibliothécaire. On verra lorsqu'on abordera la question des professions des enquêtés eux-mêmes que ces particularités se retrouvent chez eux et qu'elles peuvent avoir une influence sur leur rapport au politique. On constate également à travers ces particularités l'importance de l'activité dans le secteur public¹. Les parents des militants appartiennent en effet au secteur public en proportion significativement plus importante que l'ensemble de la population française (tableau 4). C'est particulièrement notable chez les mères qui, lorsqu'elles sont actives, travaillent en majorité dans le secteur public. Dans leur ensemble, les parents des enquêtés occupent des positions impliquant un niveau minimal d'instruction,

¹ Nous regroupons sous le terme secteur public les fonctionnaires mais aussi les agents salariés des services publics, quel que soit leur statut juridique (établissement public industriel et commercial, établissement privé avec une mission de service public...)

appartiennent en forte proportion au secteur public et, au sein de ce secteur, occupent dans une proportion importante des postes d'enseignants.

Tableau 3 : Répartition détaillée des parents des enquêtés en fonction de leur profession

Profession	Père		Mère	
	N	%	N	%
Enseignant du supérieur, chercheur	4	5%	1	1%
Professeur du secondaire	7	9%	7	8%
Professeur des écoles	1	1%	6	7,5%
Profession libérale	2	2%	3	4%
Chef d'entreprise	2	2%	-	0%
Cadre supérieur, prof. intellectuelle sup.	12	15%	2	2%
Ingénieur	4	5%	-	0%
Services médicaux/sociaux	1	1%	9	11%
Bibliothécaire, documentaliste	1	1%	6	7,5%
Cadre moyen	8	10%	8	10%
Commercial	2	2%	-	0%
Technicien, profession intermédiaire	7	9%	1	1%
Employé	9	11%	15	18%
Ouvrier	16	20%	4	5%
Artisan, Commerçant	3	4%	3	4%
Agriculteur	2	2%	1	1%
Chômeur	1	1%	1	1%
Inactif	-	0%	16	19%
Total*	82	100%	83	100%

* Le père d'un des enquêtés est décédé lorsque ce dernier était très jeune. Pour les pères, N=82.

Tableau 4 : Répartition des parents des enquêtés par secteur d'activité (N=83)

Statut	Père	Mère	Population française (INSEE 1999 ¹)
Salariés du secteur public	39%	60%	27%
Salariés et non salariés du privé	61%	40%	73%

¹ Données du recensement général de la population de 1999, disponibles sur le site insee.fr.

Ces différentes caractéristiques sont statistiquement corrélées avec une orientation politique à gauche¹, ce que confirme le tableau 5. : 75% des parents dont les enquêtés connaissent l'orientation politique se situent à gauche, contre 12 % à droite, 6,5% de familles dans lesquelles les orientation du père et de la mère divergent et 6,5% qui se situent plutôt au centre de l'échiquier politique ou n'affichaient pas de préférences. Si l'on ajoute les ménages homogènes du point de vue politique à ceux dont les deux parents ont des orientations divergentes, on compte alors près de 82% de familles dans lesquels un des deux parents au moins est orienté à gauche.

Tableau 5 : Orientation politique des parents (N=75)

Gauche	Droite	Gauche et droite	Centre ou sans orientation/apolitique
75%	12%	6,50%	6,50%

Avant d'aborder en particulier la question de la socialisation politique reçue par les activistes que nous avons rencontrés, il est utile de signaler ici qu'en plus de leur profil particulier, les parents des enquêtés sont ou ont été nombreux à avoir un engagement politique (PS, PC, PSU, groupes d'extrême gauche dans les années 70...), syndical (CGT, CFDT...) ou associatif à coloration politique (droits de l'homme, planning familial...). Le tableau 6 présente la proportion des parents (mère seule, père seul ou les deux parents) qui militent ou ont milité dans une organisation. Il permet de constater que près de la moitié des familles des militants libertaires comptent au moins un parent engagé. Sans surprise, les hommes sont largement plus nombreux que les femmes à militer ou à avoir milité (19% de foyers où le père est le seul à avoir eu un engagement contre seulement 3 cas, soit 4%, de familles dans lesquelles c'est la mère seule qui militait). On constate toutefois un nombre important (21 soit 25%) de foyers dans lesquels les deux parents militent ou ont milité par le passé.

¹ Ces corrélations bien établies par la sociologie électorale (cf. par exemple MAYER, Nonna, SCHWEISGUTH, Etienne. « Classe, position sociale et vote », in GAXIE, Daniel (dir.). *Explication du vote : un bilan des études électorales en France*. 2^{ème} édition, Paris : PFNSP, 1989, p.263-290) se sont encore vérifiées lors de la dernière élection présidentielle. Cf. STRUDEL, Sylvie. « L'électorat de Nicolas Sarkozy : "rupture tranquille" ou syncrétisme tourmenté ? ». *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3-4, 2007, tableau p. 469 en particulier.

Tableau 6 : Militantisme des parents (N=83)

Personne qui milite dans le foyer	Mère	Père	Les deux parents	Total
Nombre de familles	3	16	21	40
%	4%	19%	25%	48%

A ceci, il conviendrait d'ajouter les expériences militantes de frères et sœurs aînés, d'oncles ou de tantes, de grands-parents ou de proches dont ont fait état les enquêtés. En effet, la découverte du militantisme et de l'engagement politique, syndical ou associatif ne passe pas nécessairement et en premier lieu par les parents : d'autres instances de socialisation peuvent exercer des effets notables, et en particulier d'autres membres de la famille avec lesquels les liens des futurs activistes peuvent être forts¹. Pour ce qui concerne nos enquêtés, si l'on prenait en compte ces différents acteurs de la socialisation primaire, le taux de familles « élargies » dans lesquelles on trouve au moins un militant dépasserait sensiblement 50%.

Pour synthétiser les résultats présentés jusqu'ici, on peut dire que les militants libertaires sont majoritairement issus de la classe moyenne éduquée, et en particulier d'une frange composée à forte proportion de salariés du secteur public et très majoritairement orientée politiquement à gauche. La moitié d'entre eux a un parent ou un membre proche de la famille actuellement engagé ou investi par le passé dans une activité militante². Ces quelques caractéristiques dessinent un milieu social assez atypique (par rapport à la population en général) dont il y a tout lieu de penser qu'il constitue un terreau favorable à la transmission de dispositions à l'engagement politique³ à gauche.

¹ « Par rapport au militantisme, si tu veux, moi je viens d'une famille, on va dire de gauche, quoi. Avec surtout ma grand-mère. Ma grand-mère, elle milite au PS depuis 71 je crois. Donc si tu veux j'ai des souvenirs, petite. Je me souviens vachement bien de l'élection de 88, parce que j'allais déjà, je pliais des tracts PS chez ma grand-mère et j'allais arracher des affiches de Chirac. Elle me mandatait comme ça pour que j'aille arracher des affiches dans la rue. » (Nathalie, 23 ans, militante au groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste).

« Il y a des gens qui arrivent dans ton parcours personnel et qui t'expliquent des choses, qui te font voir autre chose que ce milieu un peu prolo. Je parle d'un de mes oncles, là, qui est Cégétiste, et qui commence à t'expliquer d'un autre point de vue les choses, comment il les voit lui, un angle beaucoup plus "laborieux"... Donc lui, il m'a déjà, [...] il m'a appris, parce que lui il était militant au contraire de son frère, à avoir un œil beaucoup plus critique. » (David, 28 ans, militant au groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste)

² Si l'on regroupe les activités militantes selon qu'elles ont ou avaient un caractère politique, syndical ou associatif, sur 40 engagements, on obtient 25 engagements politiques, 12 syndicaux et 3 associatifs. Ceci prend en compte l'activité principale, et celle du père seulement si les deux parents militaient. Ceci signifie, par exemple qu'il pouvait y avoir des engagements multiples, à la fois politiques et syndicaux par exemple, ou encore que le père pouvait avoir un engagement syndical alors que la mère avait un engagement associatif, etc.

³ De nombreux travaux montrent que les niveaux d'intérêt, de compétence et de participation politique des parents se transmettent aux enfants (cf. par exemple VERBA, Sidney, SCHLOZMAN, Kay Lehman, BURNS, Nancy. « Family Ties : Understanding the Intergenerational Transmission of Political Participation », in ZUCKERMAN,

B. La socialisation politique des militants libertaires

La socialisation des enfants, comme celle des adultes, peut résulter d'un travail de transmission conscient et explicite — une véritable « inculcation » —, ou relever d'un effet implicite du contact de l'individu avec les agents socialisateurs — une « familiarisation »¹. En effet, la socialisation politique n'est pas toujours explicite ou intentionnelle². Ainsi, il n'est pas nécessaire pour des parents d'orienter de façon expresse leur enfant pour qu'il adopte les mêmes préférences politiques qu'eux. Les valeurs que mettent en avant les parents (telles que, par exemple, un souci d'aider son prochain, une recherche de justice sociale, etc.) peuvent influencer leurs enfants de façon directe sans pour autant qu'ils leur prodiguent à ce sujet de longues leçons. L'intérêt des parents pour la politique ou leurs activités politiques (participation mais aussi lecture des journaux, fait de regarder des émissions politiques, débats politiques au sein du couple, etc.) sont également des éléments importants dans la transmission d'attitudes semblables chez les enfants. « Le rôle de l'homogénéité parentale, la perception de l'influence familiale, ou encore la place des discussions politiques dans la famille, sont autant d'éléments à prendre en considération pour apprécier l'influence du contexte familial sur les choix et comportements politiques.³ » S'il n'est pas nécessaire de connaître les préférences politiques des parents pour en hériter, dans la mesure où celles-ci peuvent se transmettre même implicitement, la transmission sera d'autant plus efficace que les préférences parentales seront plus visibles et affirmées et plus homogènes⁴. Les données présentées dans la section précédente laissent supposer que de nombreuses familles de militants présentaient un rapport marqué et homogène à la politique : celles dont les deux parents sont ou étaient militants et orientés à gauche présentent des caractéristiques fortement susceptibles de générer chez leurs enfants une orientation politique à gauche et des dispositions à l'engagement. Dans bien des cas, le militantisme des enfants constitue en effet

Alan S., *The Social Logic of Politics : Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, p. 95-114). En outre, l'activisme des parents ou de membres de la famille constitue un prédictif important de l'engagement : cf. RECCHI, Ettore. « L'entrée en politique des jeunes italiens : modèles explicatifs de l'adhésion partisane ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 155-174, et particulièrement p. 169.

¹ PERCHERON, Annick. « La socialisation politique : défense et illustration », article cité, p. 165.

² MUXEL, Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, PFNSP, 2001, p. 69.

³ *Ibidem*, p. 71-72.

⁴ PERCHERON, Annick. *La socialisation politique*. Paris, Armand Colin, 1993, p. 127 et 137.

la continuation ou la radicalisation des choix politiques des parents¹. D'autres expériences de jeunesse peuvent encore orienter les jeunes vers l'action politique. Lilian Mathieu note en effet à ce sujet que

« Le fait d'avoir grandi auprès de parents intéressés par les questions politiques, voire eux-mêmes militants, explique que les individus se tournent, souvent dès l'adolescence, vers l'action collective. Dans cette perspective, l'intérêt pour les questions politiques est largement hérité, et progressivement acquis au cours de la jeunesse au travers d'expériences telles qu'assister aux discussions politiques de parents, regarder avec eux des émissions "politiques" à la télévision ou les accompagner dans certaines de leurs activités militantes (comme, par exemple, les défilés rituels du 1^{er} mai). D'autres univers de socialisation que la famille — mais généralement en lien direct avec elle — peuvent également jouer un rôle important dans l'acquisition de telles dispositions au militantisme. Cela est notamment le cas de l'Eglise, dont on sait que la fréquentation de certains groupes de jeunesse (scouts, par exemple), constituant autant de premières expériences d'activités collectives, mais également l'idéologie attentive aux malheurs d'autrui, peut susciter des dispositions à la contestation. Quel qu'en soit le lieu, la socialisation politique est décisive pour l'engagement, en ce qu'elle dote d'une aptitude à définir certains éléments du monde social ou de sa propre condition comme relevant du registre politique — et non des registres individuel ou moral —, et donc à les concevoir comme susceptibles d'un traitement d'ordre lui aussi politique [...].² »

L'étude des éléments de socialisation qui ont construit un premier rapport à la politique chez les futurs militants libertaires implique donc de s'intéresser à la fois aux expériences

¹ C'est ainsi que Jacques Derville et Maurice Croizat présentent l'influence de l'héritage familial sur les militants communistes. « La socialisation des militants communistes français : éléments d'une enquête dans l'Isère ». *Revue française de science politique*, vol. 29, n° 4, 1979, p. 760-790. Steven Lehuédé constate également ce phénomène chez les militants du syndicat *SUD* dont les parents étaient fréquemment membres de la CGT et du PC. Pour ces syndicalistes, toutefois, l'héritage est partiellement subverti, puisqu'ils rejettent souvent l'engagement partisan et se dirigent vers un syndicat en opposition avec les positions traditionnelles de la CGT, ce qui fait dire à l'auteur que pour ses enquêtés, « telle la situation oedipienne, adhérer à *SUD* c'est tuer symboliquement le père cégétiste » (*Militantisme syndical et socialisation militante. Etude qualitative des rapports entre fédérations à l'Union Syndicale Solidaires et à SUD-PTT*. Mémoire de master de science politique de l'IEP de Paris, 2006). Il nous a été donné d'observer *in situ* un cas d'acceptation et de continuation de l'héritage parental dans le cas de Mickaël, militant de *Vamos!* : alors que nous étions dans un camping autogéré monté en marge d'une mobilisation antinucléaire à Cherbourg, les pieds enfoncés dans une profonde boue à cause de la pluie incessante, nous fûmes quelque peu étonnés d'apprendre que l'homme qui arborait des cheveux longs et des badges *Attac* et anti-OGM qui avait aidé Mickaël à monter sa tente n'était autre que son père. Notre surprise fut plus grande encore lorsque nous l'avons vu rouler une cigarette de cannabis et nous en proposer ainsi qu'à son fils.

² MATHIEU, Lilian. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Textuel, 2004, p. 75-76.

directement vécues au sein de la famille, mais également à d'autres moments socialisateurs et d'autres instances de socialisation.

1) Une éducation politique

La famille demeure bien souvent le lieu principal d'éveil à la politique. Quelques militants ont explicitement évoqué l'influence de l'engagement ou des convictions de leurs parents, des expériences militantes partagées avec leur famille. Bruno, dont le père est proche du PS, raconte ainsi comment son intérêt pour la politique a été stimulé par celui des parents :

« J'ai toujours le souvenir d'avoir eu des discussions, enfin pas moi directement quand j'étais plus petit, mais il y a toujours eu chez moi des discussions autour de la politique. Etant donné que mes parents et même ma famille du côté de mon père et même de ma mère ils sont... Ma mère était adhérente UMP, RPR à l'époque, donc il y a, des deux côtés de ma famille il y a toujours eu des discussions politiques, sur tous les sujets, donc moi j'ai toujours baigné là-dedans, et puis si tu veux à un moment, politiquement, tu es obligé de t'intéresser, c'est inconscient, c'est naturel, je veux dire, bon, quand tu regardes les infos... Déjà tu regardes les infos parce que tes parents regardent les infos, tu écoutes la radio, donc euh... les radios d'information générale, donc tu es obligé un jour ou l'autre de t'intéresser à ça... » (Bruno, 25 ans, militant au *groupe Idées Noires* de la *Fédération anarchiste*).

Bien que le niveau d'intérêt pour la politique et la valorisation du militantisme soient inégalement distribués entre les familles des activistes libertaires, l'ensemble des enquêtés a signalé l'importance que les parents attachaient à la participation politique institutionnelle. Que ces derniers attachent un caractère sacré au vote¹ ou qu'ils aient simplement à cœur d'accomplir leur devoir de citoyen, tous quasiment ont cherché à transmettre à leurs enfants un respect des normes civiques :

« On n'avait pas des grands débats politiques à la maison, mais ils ont quand même une conscience politique, ils votent, enfin... ils sont citoyennistes. » (Charlotte, 27 ans, militante à *Chiche!*).

« — *Tes parents votent régulièrement ?*

¹ « *Ca par contre, c'est un truc qu'ils [mes parents] ont toujours eu, je sais pas pourquoi, c'était de considérer qu'il y a une espèce de dimension sacrée du vote.* » (Alain, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris)

Oui. Ils m'ont toujours appris qu'il fallait voter, que le droit de vote ça s'était acquis après des luttes, etc. » (Lucie, 32 ans, militante au *groupe La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

Dans certaines familles, la socialisation au vote et aux pratiques rituelles de la démocratie représentative a même été assez poussée, contribuant à forger un lien véritablement affectif avec la pratique électorale :

« C'est un truc qui me vient de mes parents, cette espèce de... Enfin voter c'est important. Mais aussi, enfin moi j'aime bien l'ambiance des bureaux de vote, je vais toujours au dépouillement, par exemple [...] Il y a ces histoires de machine de vote électronique qui sont installées, et ça c'est un truc, [...] ouais, ça me terrifie l'idée que [la procédure de dépouillement] puisse disparaître. Alors ça me terrifie pour des raisons rationnelles, intellectuelles, etc., mais il y a aussi un côté affectif quoi de ce... Parce que j'ai toujours été, avec mes parents ouais... accompagner mes parents au bureau de vote, mes parents étaient souvent assesseurs ou en tout cas assistaient au dépouillement... Ils faisaient le tour des autres bureaux de vote pour voir si les scores étaient les mêmes... Il y a quand même un attachement, enfin c'est un truc assez... » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

La socialisation au vote a été une expérience commune aux différents activistes. Mais pour une majorité d'entre eux, l'activité politique familiale ne se limitait pas à une participation périodique au rituel électoral mais recouvrait également l'investissement dans des mouvements politiques, syndicaux ou associatifs. Ce type de rapport parental à la politique et à la participation politique peut avoir valeur d'exemple et n'est donc pas sans influence sur les valeurs et pratiques transmises aux enfants. Que ce soit autour d'un repas, par des discussions informelles concernant l'activité politique des parents, ou en assistant de façon directe à cette activité, les enfants intègrent petit à petit une image familière de l'action collective comme occupation normale voire routinière, ou en tout cas comme une activité envisageable en fonction des objectifs poursuivis¹. En outre, lorsque les parents sont militants

¹ Sophie Maurer et Emmanuel Pierru, dans leur étude sur le mouvement de chômeurs de 1997 en France, mettent eux aussi l'accent sur l'importance des socialisations qui ont convaincu des individus de l'efficacité de la protestation collective et leur ont transmis une culture de l'action collective favorisant leur mobilisation. Ils indiquent toutefois que les socialisations primaires ne sont pas les seules à considérer, mais que le milieu professionnel ou les réseaux amicaux, par exemple, jouent également un rôle (MAURER, Sophie, PIERRU, Emmanuel. « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un "miracle social" ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n°3, 2001, p. 371-407). Nous partageons ce point de vue, et aborderons plus longuement dans le chapitre 3 la question des socialisations secondaires.

et font participer leurs enfants à leurs réunions ou activités politiques, que ce soit par choix ou par nécessité, l'impression laissée au futur militant est d'autant plus forte :

« Je suis né en 68, c'est pas anodin, mes parents étaient soixante-huitards, ma mère était enceinte sur les barricades à Lyon. C'était pas à Paris mais c'était à Lyon, et j'ai été bercé dans le milieu politique tout petit, quoi. Parce que mon père me disait qu'il allait dans des réunions, trotskistes lui, avec moi dans le berceau. Donc j'ai dû entendre parler de politique tout petit quoi. Ce qui fait que moi ben j'ai parlé politique très jeune. » (Gilles, 38 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Vous aviez des discussions politiques dans la famille ?*

Je ne m'en souviens pas. Je devais être gamin... Ben oui. Non, je sais pas si on en discutait tellement. Mais euh... il devait y avoir une ambiance. Au PC au moins il y avait réunion de section, de cellule...

— *Toi tu as fréquenté un peu le PC ?*

Ah ben non, à part les petits gâteaux des réunions de section, j'ai pas fréquenté, j'ai pas vu grand-chose du parti communiste, j'ai pas du tout été dans les organisations de jeunesse et ce genre de trucs. Ils m'ont pas mis là. Disons, ils ont bien fait. Ça a influencé ma vie sur plusieurs trucs, par exemple j'ai fait du russe. C'est pas un hasard. Et, non, non, non, c'était... Après il y a que des histoires de gamin. Mais j'allais aux manif et ce genre de trucs, c'est quelque chose qui a toujours été, c'est normal. » (Renaud, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« [Mes parents] ont quand même cette particularité d'être en politique depuis tout le temps, d'avoir été pour ma mère militante au planning familial, et puis pour mon père syndicaliste, et ils ont tous les deux pris leur carte au PS après 1981. Mon père avant était aux JCR. Donc j'ai quand même pas mal baigné dedans, c'est vrai que les manif en kangourou sur les épaules j'ai pas mal fait, balancer du spermicide sur les murs du planning familial j'ai fait aussi, euh... [...] Donc c'est sûr qu'on ne peut pas nier que ça a participé d'une certaine formation. C'est-à-dire qu'il y avait quand même des mots, des repères, et puis un langage, un phrasé, tout ça, qui ne m'étaient pas complètement étrangers, donc... Et puis des lectures, des mises en situation qui commençaient à m'être familières au bout d'un moment. Donc c'est... C'est en ça, c'est plus une culture, un terreau familial qui était propice à ce que je m'intéresse à ce type de questionnements ou que j'aie envie de ce type d'engagements » (Cécile, 25 ans, militante à *Chiche!*).

« — *Et tes parents discutent, ou discutaient politique quand tu étais jeune ?*

Ouais. Ils nous emmenaient aux manifs, aussi. C'est super on avait des ballons. Ouais, moi je me souviens de manifs... c'était surtout les manifs... A un moment ils faisaient les manifs, c'était un truc avec l'école privée, l'état prenait en charge l'école privée... Ca je sais qu'il militaient beaucoup... mais c'est aussi dans l'entourage, avec les cousins, moi je suis la plus jeune, mais avec les cousins, qui lisaient Charlie Hebdo alors que moi je ne savais pas encore lire, je regardais les images... Je trouvais ça un peu chiant, mais voilà, c'est aussi là... le reste de la famille discutait... tout le monde est globalement à gauche, à part un paria. » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

Cette dernière citation montre l'influence diffuse que peuvent avoir sur l'enfant d'autres membres de la famille que les parents. A travers les expériences politiques vécues avec les proches dès l'enfance, l'individu acquiert un intérêt pour les questions politiques et se familiarise avec les thématiques politiques et les différentes pratiques de participation — conventionnelles et non conventionnelles. Voir ses parents manifester contribue pour certains à rendre très rapidement concrète une politique que d'autres individus issus de milieux moins politisés n'apercevraient qu'épisodiquement à travers le journal télévisé. Pour quelques enquêtés, la participation aux activités politiques des parents a même été réellement active, comme l'exprime ce témoignage :

« Alors, la politique, ben ça pour le coup, ça a toujours été un truc, à la maison, euh, toutes les campagnes, enfin je me souviens, que ce soit les municipales, les cantonales, les législatives, les présidentielles [rire], je me souviens... je sais plus quel âge j'avais, il y avait une photo de Jospin sur la porte de ma chambre... Et donc avec mes parents c'était... je sais pas, on passait des soirées à plier des tracts, euh... Alors là on faisait un truc... Mon père ne nous emmenait pas trop coller des affiches, parce qu'il y avait toujours un risque de se faire casser la gueule, enfin bon. Tu n'emmènes pas forcément tes gosses à cinq ans coller des affiches, mais les manifs du 1^{er} mai sur les épaules de mon père, ça oui. Et puis alors les tractages dans les boîtes aux lettres, le soir, alors ça c'était un truc... Mes parents calculaient que la droite devait être passée à telle heure du soir, donc on y allait après. Alors nous les gamines on avait des petites mains, donc on allait repêcher les tracts des autres pour mettre les nôtres à la place [rire]. Et je me souviens, comme ça, moi j'ai des souvenirs, ouais, petite, de rangées de boîtes aux lettres dans les HLM par exemple, ou... ben mes parents ils mettaient dans les boîtes du haut parce qu'on ne pouvait pas les atteindre et nous on mettait dans les boîtes du bas. Ouais, c'est vraiment... Et donc c'était toujours PS, quoi, évidemment. » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

Les parents ont parfois eu le souci conscient de transmettre à leurs enfants un intérêt pour la politique et d'encourager leur activisme¹. Les faire participer à leurs activités militantes contribue alors à leur donner goût à l'action politique tout en la *naturalisant*, c'est-à-dire en en faisant une activité commune, habituelle, voire parfois perçue comme plaisante, amusante ou excitante. Ce type de socialisation constitue aussi une façon pour l'enfant de se familiariser avec les valeurs, références et les codes d'une famille politique, d'en intégrer les éléments culturels. Outre une familiarité avec l'action protestataire, Agnès a par exemple hérité de ses parents une certaine attirance pour la philosophie anarchiste :

« Je pense que c'est mon milieu... c'est quand même ce milieu-là qui m'a porté vers le militantisme. Un milieu quand même assez politisé, avec des parents qui ont fait 68. On était à Paris en 68. Bon, plus d'autres trucs, mais disons que ça m'a conduit après, tout naturellement, à moi aussi peut-être m'engager et militer. Donc il y a quand même, disons qu'il y a une explication, enfin c'est une partie peut-être de l'explication. [...]

— *Tes parents, tu disais qu'ils étaient militants ?*

[...] Mon père, lui, c'était une génération euh... influencée par Sartre... [...] Donc cette génération là, qui a lutté contre la guerre d'Algérie, et puis bon, après il y a eu quand même... Bon, ben il y a eu 68, donc ils ont milité et à côté, euh... même sur des tas d'autres sujets, sur les trucs anti-nucléaires, enfin bon, même les revendications sociales, il y avait quand même une époque où il y avait des grosses... il y avait des grosses journées d'action syndicales, et euh... bon il y avait des appels, je me souviens il y avait des appels de la FCPE à soutenir, à ce que les parents d'élèves soutiennent en n'envoyant pas les enfants à l'école. Donc nous on n'allait jamais à l'école ces jours-là. [...] On allait dans les manifs. Enfin arrivés à un certain âge, je crois que petite, moi ça me... ça me faisait un petit peu peur tout ça...

— *Et ils étaient dans une organisation ?... Proches d'organisations ?*

Oui, voilà ; je me demande si mon père à un moment n'a pas été proche du PC. Il y a le PSU aussi qui a dû à un moment les influencer. Mais pas encartés vraiment, c'était plus une mouvance, peut-être, mais bon... assez large, on va dire. Parce qu'à côté de ça, on écoutait Ferré chez moi. Donc c'était euh, les anarchistes, c'était quand même la référence un peu,

¹ Ce militant nous expliquait en effet que ses parents souhaitaient voir leurs enfants s'impliquer en politique : « C'est vrai qu'ils ont été, surtout mon père, assez militants. Mon père, il a milité dans le parti communiste d'Espagne pendant la transition, car il était parti faire ses études à Madrid, justement entre 74 et 78, la mort de Franco et la transition. Il a pas mal milité, il a fait même quelques courtes visites en prison. Et c'est vrai que nous sommes, mon petit frère et moi, nous avons toujours été éduqués et ils ont toujours encouragé nos activités politiques... » (Manuel, 23 ans, militant à Vamos!)

comme un idéal absolu, même si bon, dans le quotidien, ils militaient peut-être un peu ailleurs, enfin tu vois ce que je veux dire, il y avait une espèce d'idéal un peu philosophique, pas forcément dans la lutte politique, mais philosophique. » (Agnès, 46 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

Pour certains militants, l'engagement politique se confond avec leur propre histoire familiale. C'est le cas notamment de quelques individus nés dans une famille anarchiste aux valeurs très marquées qui leur a très tôt fait connaître le milieu et les a imprégné de sa culture. Gilbert, militant de longue date à la *Fédération anarchiste* (FA), fait partie de ces individus pour qui l'anarchisme était une vocation familiale :

« Et donc en fait, il se trouve que je suis un peu comme Obélix, je suis tombé dedans quand j'étais petit. Donc en fait euh, mon père a fait la guerre d'Espagne, il est Espagnol Catalan, à la CNT, à la FAI, voilà. Ma mère faisait partie des jeunesses socialistes et syndicalistes plutôt à la gauche de... à la gauche de la gauche. Et sa mère elle était institutrice, directrice d'école, en 36. Extrêmement engagée. Pas libertaire en 36, on va dire plutôt dans la gauche de la gauche, syndicaliste révolutionnaire... Elle était aussi franc-maçonne, libre-penseuse enfin tout ce milieu de la gauche de la gauche. Et puis euh, son mari, son premier mari était cheminot à la CGT, membre de la FSGT, nanana, et son deuxième mari, que j'ai connu moi comme grand père, était Maurice Joyeux, militant libertaire bien connu, extrêmement engagé depuis la fin des années 20 dans le militantisme. Voilà, donc en fait, la question qui se posait à moi d'ailleurs et à mes deux frangines, hein, puisqu'on était trois enfants, c'était pas tellement trop de savoir si on allait être libertaires, mais quel sera le niveau de notre engagement. Voilà, c'est plutôt comme ça, moi je le vois plutôt comme ça. Clairement, pratiquement... J'ai jamais été traîné de force dans les meetings ou les machins comme ça, tu vois, mais euh... Ben quand il y avait des galas ou des fêtes, bon j'ai été voir Ferré, Brassens, Brel, tous ce gens-là au moins une fois par an pour la Gala du *Monde Libertaire*, pour le Gala du *groupe Louise Michel* ou de *La Rue*¹, depuis l'âge de dix ans. Donc forcément, euh, tu arrivais, tu avais bon, les chansons de Brassens, de Ferré, euh, de Brel, de Reggiani, tu vois, qui chantaient du Vian, des trucs comme ça, donc forcément, voilà. Euh, tu allais voir des pièces de théâtre ou tu voyais des trucs de pièces de théâtre un peu dans le même style. Euh, j'allais aux colonies de vacances des *Faucons rouges* [qu'il définit comme un mouvement de jeunesse de type laïc, socialiste, libre-penseur]. Et puis ben voilà, déjà, ça forge quand même une culture de base libertaire

¹ Revue théorique éditée par le *groupe libertaire Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*.

assez présente, on va dire.» (Gilbert, 56 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

Ces exemples montrent de façon claire l'influence décisive que peut avoir la socialisation familiale dans un milieu politisé et engagé sur l'engagement futur d'un individu. Il faut noter toutefois que l'influence familiale sur la politisation des militants libertaires n'a pas eu pour tous ce caractère prégnant. La socialisation, qu'elle concerne ou non la politique est en effet plus souvent non intentionnelle et tacite que volontaire et affirmée¹. Pour une majorité des enquêtés, dont les parents ne militent pas, ou plus, ou seulement sur leur lieu de travail sans que ceci ait d'incidence réelle sur la vie familiale, la transmission des convictions politiques a été beaucoup plus implicite que dans les cas dont nous venons de citer quelques exemples. Moins familiarisés avec l'action militante, les enquêtés qui ont bénéficié de ce genre de socialisation silencieuse n'en héritent pas moins des préférences politiques de gauche et des valeurs de leurs parents :

« Moi j'ai été éduqué par ma mère. Assez humaniste dans l'ensemble. Sans être contestataire non plus, mais... voilà, donc euh... Dans un cadre plutôt aisé. Je ne dirais pas petit bourgeois mais un peu, enfin... mais quand même, humaniste. [...]

Ca veut dire qu'on s'intéresse au sort des autres, notamment des gens qui habitent dans les pays pauvres et qui n'ont pas la chance de vivre dans le confort matériel et sans le souci de la survie au quotidien. C'est aussi élevé dans un certain état d'esprit où on essaye d'éviter le gaspillage, on éteint les lumières, on respecte son prochain, on essaye d'éviter de se mettre en colère... » (Grégoire, 30 ans, militant à *Chiche!*).

« Mon père, il était à l'*UNEF* en 68, 68-69, et un peu près des situationnistes à Strasbourg parce que c'était un peu le cœur du truc. Et après non, il s'est éloigné de ça, même s'il a gardé des idées machin, il n'est plus trop à la page. [...]

— *Quand vous étiez jeunes, ton père ou ta mère discutaient un peu politique entre eux ou avec vous ?*

Non, pas vraiment... Enfin, c'était plus en filigrane... Cela dit j'aurais été très surpris si ma mère m'avait dit je vote oui [au référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen], je n'aurais rien compris. Pour moi c'était évident, inconsciemment c'était évident... Donc en

¹ DARMON, Muriel. *La socialisation*. Paris : Armand Colin, 2006.

cela, oui, on peut dire qu'il y a une culture politique dans ma famille, mais même si elle n'est pas militante au sens où toi tu l'entendrais... » (Xavier, 28 ans, militant au *Crep*).

Si l'acceptation de l'héritage et la continuation ou la radicalisation des valeurs des parents constitue la majorité des rapports à la socialisation familiale qu'on retrouve chez les enquêtés, on ne peut ignorer les cas d'individus qui se sont construits en opposition aux valeurs qui leur étaient transmises. Plusieurs militants ont en effet refusé les orientations politiques ou les valeurs de leurs parents et se sont politiquement construits en réaction contre elles. Pour plusieurs d'entre eux, le choix de la radicalité politique à l'extrême gauche a clairement été un moyen de se distinguer de parents dont ils ne supportaient pas ce qu'ils percevaient comme de l'intransigeance, de l'autoritarisme¹ des préjugés, etc. L'affirmation politique « déviante » par rapport à l'orientation familiale dominante s'opère généralement à l'adolescence. Elle a fréquemment pour premiers symptômes des difficultés scolaires, qui peuvent contribuer à envenimer un conflit déjà latent avec les parents. La radicalisation politique constitue alors une forme de rébellion contre l'ordre rejeté par l'adolescent, une manière « exagérée » de s'affirmer, dans le sens où le souci de se distinguer politiquement de ses parents est inconsciemment — ou parfois volontairement — exacerbé. Le conflit semble parfois ne naître que d'un besoin de l'adolescent d'exprimer sa propre conception des choses en opposition avec les manières de faire de ses parents, mais il est aussi parfois attisé par des socialisations contradictoires qui portent d'autant plus à remettre en cause la philosophie des parents qu'un autre système de valeur est porté par d'autres agents socialisateurs. C'est notamment le cas dans les familles recomposées, comme en témoigne Alban :

« Mes parents... enfin mon beau père, puisque j'ai quand même grandi avec lui plus qu'avec mon père, bon est clairement de droite. On va dire bon, c'est un patron, donc il a sa vision du social, il a sa vision de la politique et de la droiture, il a ses opinions, forcément [...] Il y a eu

¹ Le rejet de l'autorité est fréquemment évoqué par les enquêtés. Marie cite expressément l'autoritarisme de son père comme facteur déclencheur de sa politisation libertaire : « [Mon père] était très autoritaire. C'était des colères... il est très coléreux en même temps. [...] Je supportais assez mal la pression qu'il mettait sur ma mère, même sur ma sœur et moi. Je veux dire on n'avait pas le droit de sortir, on ne faisait pas venir d'amis à la maison, aucun garçon... c'était... ouais, quand je pouvais m'échapper, c'était vraiment la libération. [...] Il est resté sur des schémas très anciens de l'autorité du père et tout ça. Il avait peut-être une espèce de trouille, puisqu'il avait deux filles, et il essayait de nous protéger, mais... Donc ça je pense que je me suis construit aussi largement contre l'autorité du père, ça c'est clair quoi. » (Marie, 45 ans, militante au groupe de Rouen de la Fédération anarchiste). Sur ce rejet du modèle parental ou de l'autorité, cf. aussi les expériences de politisation évoquées par les militants anarchistes dans le livre collectif *Le hasard et la nécessité : comment je suis devenu libertaire*. Paris : Editions du Monde Libertaire, Bruxelles : Editions Alternative Libertaire, 1997.

beaucoup de discussions houleuses. Et à un moment donné — puisque ça devenait systématique tous les soirs, puisque évidemment chez moi on regardait le 20h en mangeant, ça devenait systématique tous les soirs, rarement constructif parce que bon pure réaction généralement, l'un par rapport à l'autre — on avait carrément pris la décision au sein de la famille de ne plus le faire : on se retenait de parler politique, ou on essayait de tenir un discours le plus consensuel possible. [...] En parallèle, mon père était quelqu'un d'assez de gauche en fait. Donc mon père, je le voyais une fois par an pendant longtemps, après je le voyais toutes les deux semaines, quoi, le week-end. Et bref, c'est vrai que lui il a vachement contribué à développer mon esprit critique sur ce qu'on entendait à la télé, sur tout ce qui nous entoure [...]. Et disons que ça doit être un des éléments qui a un peu éveillé mon esprit critique et mes idées politiques aussi. Et euh, c'est vrai que j'entendais des trucs qui me faisaient gerber, par une personne que je n'appréciais pas forcément, aussi. Donc par réaction j'ai développé... ce qui m'a poussé à avoir des idées clairement fausses et clairement connes, et puis avec l'âge, on affine, évidemment. Mais à la base, ouais, c'était une façon de m'affirmer, aussi. C'était un domaine où on pouvait s'affirmer et se démarquer facilement, être un rebelle. » (Alban, 27 ans, militant à *Chiche!*).

On mesure à travers ces différents témoignages, qu'ils relatent l'influence acceptée ou rejetée de l'héritage familial, l'importance de cette socialisation primaire dans la formation des premières préférences politiques du futur militant. Qu'elle contribue à familiariser l'enfant avec la participation politique ou plus modestement à forger un attrait pour les idées politiques radicales, la socialisation familiale a souvent un effet décisif sur le cheminement politique ultérieur des militants libertaires. De façon plus indirecte, et comme Lilian Mathieu nous y invite, il convient de prêter également attention aux différents groupes de jeunesse que peuvent avoir fréquenté les militants, et qui sont souvent bien plus « proposés » par les parents que choisis par les enfants. On ne compte que 10 activistes sur les 83 enquêtés qui ont fréquenté une organisation de jeunesse, mais tous ont évoqué son influence dans leur vie. Seuls deux militants ont évolué dans une organisation laïque (*Les Eclaireurs de France* et *Les Faucons rouges*). Les huit autres ont fréquenté des mouvements liés à la religion chrétienne : *Mouvement rural de la jeunesse chrétienne* (MRJC) et scoutisme. L'aspect religieux de ces mouvements apparaissait toutefois secondaire. Ce que les enquêtés retiennent, ce sont leurs premières expériences d'organisation et d'action collective :

« Moi j'ai... ma première action militante c'était peut-être dans le cadre du MRJC, je ne sais pas si tu connais, mouvement rural de la jeunesse chrétienne. Chrétienne tu peux le mettre

entre guillemets, parce que même moi je ne suis pas baptisée, mais ce qui était intéressant dans ce mouvement-là c'est que ça mettait en relation des jeunes et l'idée c'était ben on ne va pas crever tout seul dans notre patelin, autant se rencontrer, monter des petites actions. Donc on a monté un cinéma en milieu rural, on a monté aussi un journal. Donc là je devais avoir 14 ans, quelque chose comme ça, de 14 à 18, on a pas mal bougé on a rencontré des élus en leur disant ben voilà, on aimerait bien un local, euh, on est capable de se prendre en main, ou on réfléchit sur la gestion des déchets, qu'est-ce qu'on pourrait faire... Donc ça c'est sûr que très tôt ça a créé une certaine sensibilité, ça a facilité une expression... citoyenne, et puis l'idée, le sentiment, ouais, je suis jeune mais je m'intéresse à ce qui se passe autour de moi, j'ai le droit de donner mon avis... Enfin pour moi c'était une période assez importante. » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

« Les camps [scouts] qu'on fait sont super intéressants. Et là je prends du recul. Ils sont vraiment en pleine nature, j'ai fait des... En fait, c'est intéressant de faire des liens avec l'autogestion : on construit notre mobilier, entre guillemets, avec des matériaux de la nature, on fait notre bouffe nous-mêmes avec un feu. Donc c'est pas non plus "fasciste-land" ou... Vraiment, tu participes à la vie collective, et en ça c'était super cool. Et les jeux, en plein air, et même rester une, deux voire trois semaines en plein air, c'était génial. » (Antoine, 24 ans, militante à *Vamos!*).

Les expériences dans les organisations de jeunesse, qu'elles soient ou non religieuses, participent de la socialisation politique des individus en cela qu'elles contribuent à donner le sens du collectif et de l'action collective. Concernant en particulier le passage par le scoutisme, comme le précise Johanna Siméant, il faut y voir « le signe des dispositions acquises, relatives certes à l'entraide et à une indéniable et précoce valorisation de l'aide aux autres, mais aussi à la vie communautaire, [...] ou encore à la "débrouille" et à la capacité à agir dans des contextes informels et mal définis.¹ » Ces différentes activités collectives, et en particulier au MRJC, préfigurent en un sens le militantisme politique et l'activisme au sein d'un mouvement social en rendant anodin le fait de s'organiser collectivement pour agir en vue de fins partagées. En ceci, elles constituent une forme de socialisation politique particulièrement apte à susciter chez les individus des dispositions à l'engagement.

¹ SIMEANT, Johanna. « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 62.

2) Religion et socialisation

La religion, en particulier catholique, occupe toujours dans la société française une place non négligeable dont les effets politiques continuent d'être sensibles¹. Un certain nombre d'études ont montré que la pratique de la religion est corrélée avec une orientation à droite, et inversement². La socialisation religieuse a donc une influence potentielle sur l'orientation politique future des enfants³. Seuls 31 enquêtés sur les 83 avec lesquels nous avons mené un entretien (soit 37%) ont reçu une éducation religieuse par leur famille ou ont dû suivre des cours de catéchisme⁴. Quelques militants (10 sur les 52 qui n'ont pas reçu d'éducation religieuse) ont signalé le fait que leurs parents, croyants mais non pratiquants, ne leur ont pas enseigné ni fait pratiquer une religion, que ce soit par volonté de laisser à leurs enfants une possibilité de s'auto-déterminer (dans la moitié des cas) ou parce que le couple ne partageait pas les mêmes orientations religieuses (parce qu'ils étaient de religion différente (un seul cas) ou parce que l'un des deux était sans religion (cas de quatre enquêtés)). Dans l'ensemble, excepté une vingtaine de familles qui ont donné à leurs enfants une éducation religieuse complète et rigoureuse, le rapport des parents à la religion était, au plus, assez distendu. Plusieurs enquêtés ont ainsi indiqué que leur quelques contacts avec la religion relevaient plutôt d'un souci de conformité de leurs parents que d'une réelle conviction⁵.

« — *Tes parents ou toi avez une religion ?*

Non, pas particulièrement. Ma famille est plutôt inspirée du catholicisme, mais en gros pas pratiquante. En tout cas pour mes parents ils ne sont pas pratiquants. J'ai fait du catéchisme, et passé ma première et seconde communion, mais plus, simplement, par traditionalisme familial

¹ Cf. BOY, Daniel, MAYER, Nonna. « Que reste-t-il des variables lourdes ? » in BOY, Daniel, MAYER, Nonna, *L'électeur à ses raisons*. Paris : PFNSP, 1997, p. 101-138 ; MICHELAT, Guy. « Intégration au catholicisme, attitudes éthico-politiques et comportement électoral » in BRECHON, Pierre, LAURENT, Annie, PERRINEAU, Pascal (dir.). *Les cultures politiques des Français*. Paris : PFNSP, 2000, p. 209-239.

² *Idem*. Comme on le verra plus bas, il s'agit d'une corrélation, et non d'un lien général et absolu.

³ Annick Percheron montre qu'au-delà de la classe sociale, deux ordres d'éléments de socialisation familiale ont une influence sur les orientations politiques des enfants : si les éléments d'ordre culturel (niveau d'éducation des parents, type de résidence) ont surtout une influence sur le degré de libéralisme des mœurs des enfants, les éléments d'ordre idéologique comme le degré de pratique religieuse agissent en particulier sur l'orientation droite-gauche. PERCHERON, Annick. « Préférences idéologiques et morale quotidienne d'une génération à l'autre ». *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 2, 1982, p. 185-209.

⁴ Sur les 31 enquêtés, tous ont reçu une éducation catholique, excepté deux protestants et une musulmane.

⁵ Liliane Voyé relève que les rites religieux (baptême, mariage ou funérailles) relèvent aujourd'hui « bien plus d'un souci de fidélité à une tradition familiale qu'ils ne sont une manifestation d'allégeance ou d'adhésion ecclésiale. » VOYÉ, Liliane. « Mutations normatives dans la socialisation religieuse. De la transmission à l'invention : normes en transaction et paradigme identitaire ». *Education et sociétés*, n° 11, 2003, p. 35.

que véritablement par conviction.... Pour ce qui est de mes parents. C'est simplement parce que ça se faisait encore à ce moment là. Parce que je sais pas si ça se fait encore aujourd'hui. » (Hugo, 25 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« — *Toi et ton frère, vous avez reçu une éducation religieuse ?*

Ouais, ouais, disons que plus ou moins, on a eu droit au baptême, à la communion. Mes parents, bon, ils n'allaient pas trop à l'église. Juste l'année de la communion, parce qu'il fallait bien y aller. Mais sinon, mon père il en avait trop rien à foutre. En plus, lui, il avait passé toutes ses années de lycée dans une école, dans un internat religieux. Du coup, il ne les aimait pas forcément [...]. Mais bon, quelque part, ce serait chiant que le voisin il dise "oh ben il fait pas ci, il fait pas ça", voilà. Vu que tout le monde faisait pareil, on faisait pareil, mais après... [...] Mais à la maison, on ne parlait pas du tout de ça. » (Gaël, 22 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

L'éducation religieuse ne peut produire que des effets limités si elle est portée sans conviction par les parents. Les cours de catéchisme suivis en dehors du foyer ont toutes les chances de voir leur portée diminuée si les discours qui y sont tenus ne trouvent pas de relais dans les foyers respectifs des candidats à la communion¹. Il faut noter que ce rapport distendu à la religion ne se retrouve pas uniquement dans les familles de gauche. En effet, la distanciation vis-à-vis de la religion a aussi été évoquée dans des cas où les parents des enquêtés étaient orientés à droite. Mais au-delà de ce rapport distant, les attitudes parentales fréquemment évoquées par les militants relevaient principalement soit de l'indifférence vis-à-vis de la religion, soit de la défiance, si ce n'est d'une position véritablement anticléricale voire antireligieuse. Ce type de socialisation contribue alors à évacuer totalement la religion

¹ Ce type de conflits de socialisation affecte largement l'efficacité de l'instruction religieuse :

« — Vous avez reçu une éducation religieuse ?

Non. Enfin si... Mélangé, parce que mon père est athée, et bouffeur de curé, et ma mère était croyante mais pas euh... elle n'allait pas à la messe, elle était croyante. Donc euh on a eu une éducation religieuse euh minimale. C'est-à-dire que c'est pas à la maison, on est allé au catéchisme, euh sans grande conviction je dois dire, enfin en tout cas pour moi mais je crois que pour mes frères et sœurs c'est un peu pareil. Mais bon, on a été en gros jusqu'à la communion, voilà, c'est tout, mais on n'a pas eu à proprement parler une éducation religieuse, à la maison on n'en parlait pas, sauf mon père qui, quand on revenait du caté, quelque fois nous disait "alors quelles sont les conneries qu'on t'a racontées aujourd'hui ?" [rire], voilà quoi. Mais ça se passait bien, si tu veux, quoi, il n'y avait pas de conflit, et en fait, moi je pense que c'est pas si mal que ça, parce qu'on a pu choisir...

— Et toi tu as choisi quoi ?

*Ben moi j'ai choisi très vite euh, déjà, bon, si j'ai fait ma communion c'était plus pour voilà, quoi, pour dire... parce que je croyais déjà plus en Dieu quand j'ai fait ma communion [rire], mais c'était le truc voilà, tu ne veux pas faire de peine, et puis tu as les cadeaux, et tout, c'est pas si mal, donc [rire].» (Geneviève, 47 ans, militante à la *Liaison Albert Camus* de la *Fédération anarchiste*)*

de l'univers de l'enfant, quand ne sont pas directement transmises les dispositions antireligieuses des parents :

« — *Tu avais eu une éducation religieuse ?*

Pas du tout. Pas du tout et au contraire, [...] ma grand-mère était très anticléricale. Et ça je crois que c'est quelque chose qui m'a... Parce qu'en fait mes parents n'étaient pas religieux, mais ça s'arrêtait là. Mais ma grand-mère par contre était très anticléricale et je pense que ça, ça a joué aussi, un petit peu, de l'entendre bouffer du curé [rire], régulièrement. Je pense que ça a fait que... Et puis c'est l'idée de la croyance, aussi, ça ne m'a jamais effleuré. Mais ça ne m'a pas effleuré aussi parce que j'étais dans un milieu de non croyants. C'est pas spontanément moi qui ai... Parce que nous on ne parlait pas de religion, quoi, c'était pas... Non, non, c'était pas un milieu religieux du tout. » (Georges, 45 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Je ne suis pas baptisé, et je n'ai jamais fait de religion, ce qui est un peu bizarre, pas dans l'Espagne actuelle mais dans l'Espagne dans laquelle je suis né. En fait, quand mes parents ont décidé ça, c'était possible que depuis deux trois ans, et même il y a eu une pression énorme de ma famille. Et moi je faisais une alternative à la religion à l'école, parce que la religion avant c'était obligatoire puis il y a eu le droit de faire un cours alternatif en même temps que les autres. On était peut-être trois sur une classe de quarante. Ca restait comme ça jusqu'au lycée où il commençait à y avoir des gens qui faisaient comme ça. Mais c'est vrai que quand on était petit on était assez marginalisé et parfois discriminé.

[...] [Mes parents] ne parlaient jamais religion et quand il fallait en parler ils avaient souvent un côté anticléric, antireligieux... » (Manuel, 23 ans, militant à *Vamos!*, originaire d'Espagne).

« Bon, mes parents sont complètement athées, on n'a pas été baptisé... Par contre on nous a quand même appris quelques rudiments de culture religieuse, pour savoir qui c'était Jésus, Marie, mais par contre... Enfin je dirais même, par moment on a peut être limite un intégrisme antireligieux. Et ça c'est quelque chose que je ressens encore maintenant, j'ai été éduqué comme ça. J'ai commencé à me raidir beaucoup par rapport à la religion catholique en fait. » (Alain, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« — *Vous avez reçu une éducation religieuse ?*

Non, non. [...] C'est l'opium du peuple, tu vois ce que je veux dire ? Je me rappelle de mon grand père, quand j'étais petit, tu sais, un vieux PCF, il me prenait sur son épaule, tu sais, de son jardin ouvrier, [...] il me montrait le clocher de l'église en disant "tu vois ça, quand le vent vient du Nord, on ne pourra pas bouffer l'hiver", etc. Et puis il disait, "tout ce qui est en dessous de ça, c'est l'opium du peuple"... je devais avoir sept ans à tout casser. Donc ça m'est vachement resté. » (Martial, 20 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

Une majorité des militants libertaires se caractérise par l'absence totale ou quasi-totale de socialisation religieuse voire pour certains par une socialisation antireligieuse précoce. C'est donc l'ensemble des enseignements et des rites qui structurent les apprentissages et les phases de la vie (en particulier les communions, mariages) des individus élevés dans une religion donnée qui sont absents chez eux et ne revêtent donc aucune signification et, partant, n'ont pas d'effet socialisateur. « L'abandon, par des familles de plus en plus nombreuses, de ces gestes rituels et de ces pratiques, considérées parfois par l'Eglise elle-même comme subsidiaires par rapport aux croyances, s'avère ainsi en fait lourd de conséquences pour ces dernières elles-mêmes et pour la construction de la vision du monde et de ses référents.¹ » L'absence d'éducation religieuse n'est en effet pas sans conséquence sur les représentations et orientations politiques que vont développer les militants libertaires. Nous reviendrons sur cette question un peu plus loin, en abordant en particulier la question du rapport des enquêtés à la religion.

II. Les militants libertaires

Après avoir présenté le milieu d'origine des militants libertaires et évoqué des éléments importants de leur socialisation, il convient maintenant d'étudier les activistes eux-mêmes, afin de montrer leurs spécificités et de réfléchir à ce que celles-ci peuvent nous enseigner sur leur rapport à la politique et à l'engagement. Nous allons donc nous attacher à dresser dans cette section un tableau sociographique général des enquêtés qui va permettre de montrer leur relative homogénéité, renforcée par des rapports tout à fait similaires à la religion. On verra

¹ VOYÉ, Liliane. « Mutations normatives dans la socialisation religieuse. De la transmission à l'invention : normes en transaction et paradigme identitaire ». *Education et sociétés*, n° 11, 2003, p. 36.

cependant que cette homogénéité relative n'empêche pas une certaine diversité, certains groupes se distinguant notamment du point de vue de l'âge de leurs membres et de leur rapport à la classe ouvrière.

A. Eléments de sociographie

Les données qui vont être présentées ici correspondent, comme dans la section précédente, à l'échantillon de nos enquêtés par entretien (N=83). Cet échantillon ne peut prétendre être représentatif au sens statistique du terme, mais il a été constitué avec le souci d'éviter la surreprésentation ou la sous-représentation d'une catégorie ou une autre de militants de la mouvance libertaire. Nous pouvons ainsi raisonnablement affirmer que le tableau dressé par les statistiques concernant ces 83 enquêtés, bien qu'imparfait, donne un bon aperçu d'une réalité plus large. La comparaison avec des études portant sur une population militante proche nous permettra de justifier cette présomption de représentativité.

Le premier élément saillant à signaler est la jeunesse de l'échantillon (cf. tableau 7 et graphique 2) : la moyenne d'âge de la population enquêtée est de 33 ans. L'enquêté le plus jeune avait 18 ans au moment de l'entretien ; le plus âgé avait 65 ans. L'âge médian est de 29 ans et 63% des enquêtés ont entre 18 et 30 ans. Cette jeunesse n'a rien d'exceptionnel. Les données qui existent sur les participants aux différents mouvements de contestation regroupés sous l'appellation « mouvement altermondialiste » se rapprochent de celles que nous avons pu recueillir. Boris Gobille et Aysen Uysal montrent en effet que 50,3% des participants au Forum social européen de Paris-Saint Denis en 2003 ont moins de 35 ans¹ (70% dans notre échantillon). Donatella Della Porta montre quant à elle que 83% des participants au contre-sommet du G8 à Gênes en 2001 avaient 35 ans et moins² (72% dans notre échantillon). Les résultats de l'enquête menée lors du contre-G8 de 2003 à Evian font enfin état de 66% de moins de 31 ans³ (63% pour notre échantillon). Si ces chiffres diffèrent de façon assez importante, ceci est dû principalement à la différence de contexte de recueil des informations : le caractère mouvementé et potentiellement dangereux d'un contre-sommet du G8 (on se

¹ Boris Gobille et Aysen Uysal, « Cosmopolites et enracinés », in AGRİKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.). *Radiographie du mouvement altermondialiste*. Paris : La Dispute, 2005, p. 107.

² DELLA PORTA, Donatella. « Globalisation et mouvements sociaux. Hypothèses à partir d'une recherche sur la manifestation contre le G8 à Gênes ». *Pôle Sud*, n° 19, 2003, p. 182.

³ FILLIEULE, Olivier, BLANCHARD, Philippe, AGRİKOLIANSKY, Eric, BANDLER, Marko, PASSY, Florence, SOMMIER, Isabelle. « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian ». *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 21.

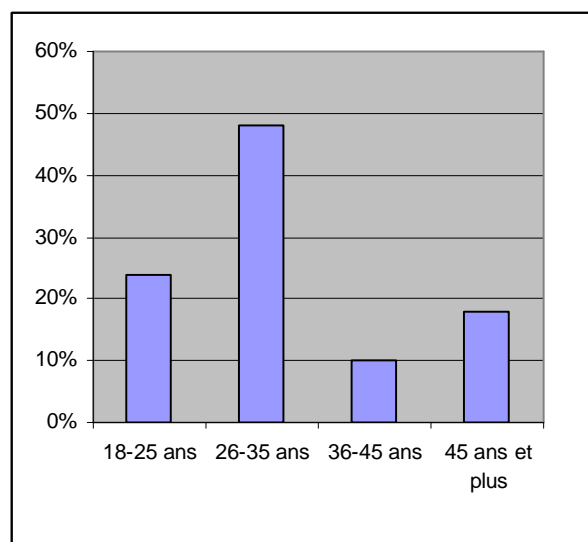
souvent de la mort d'un manifestant à Gênes en 2001) est susceptible de mobiliser en priorité les plus jeunes, alors que l'aspect « colloque » ou « université d'été » d'un forum social, fait de conférences et d'ateliers de débat, va plus facilement attirer un public plus varié du point de vue de l'âge. Nos données nous semblent donc constituer une juste mesure d'un public dont on peut penser qu'il va se retrouver dans les deux types d'événements.

Tableau 7 : Répartition des enquêtés par âge (N=83)

	<i>Enquêtés</i>		<i>G8 2001*</i>
	N	%	%
Moins de 25 ans ...	20	24%	58%
26-35 ans	40	48%	25%
36-45 ans	8	10%	17%
45 ans et plus	15	18%	
Total	83	100%	100%

* Donatella della Porta, « Globalisation et mouvements sociaux. Hypothèses à partir d'une recherche sur la manifestation contre le G8 à Gênes ». Pôle Sud, n° 19, 2003, p. 182. Ces chiffres sont indiqués à titre de comparaison.

Graphique 2 : Répartition des enquêtés par âge (N=83)



En ce qui concerne le genre des militants libertaires, on constate sans surprise que les femmes ne représentent qu'un tiers des militants. Ce taux n'est pas exceptionnellement bas, si l'on connaît la persistance de la division sexuelle du travail qui conduit *de facto* à réserver, dans une certaine mesure, les activités militantes aux hommes¹. Il convient toutefois de souligner que le mouvement altermondialiste se caractérise par son ouverture à une proportion importante de femmes. Olivier Filleule et ses coauteurs rapportent un taux de 40,5% de participantes au contre-sommet du G8 de 2003². En comparaison, les femmes apparaissent légèrement sous-représentées dans notre échantillon. Nous aborderons la question du genre

¹ Sur ce point, cf. notamment MOSSUZ-LAVAU, Janine. « Genre et politique », in PERRINEAU, Pascal, ROUBAN, Luc (dir.). *La politique en France et en Europe*. Paris : PFNSP, 2007, p. 95-121. Cf. aussi ACHIN, Catherine, et al. *Sexes, genre et politique*. Paris : Economica, 2007, sur les transformations du champ politique liées à la loi française sur la parité, qui n'empêche pas une persistance de la relégation des femmes. Enfin, pour un aperçu sur la place des femmes dans le militantisme extra-partisan, cf. ACHIN, Catherine, LEVEQUE, Sandrine. *Femmes en politique*. Paris. La Découverte, 2006, p. 48 sq.

² FILLIEULE, Olivier, et al. « L'altermondialisme en réseaux... ». Article cité, p. 21.

plus en détail dans notre troisième partie. Si les femmes sont en minorité dans les organisations libertaires, elles n'accusent pas de retard sur les hommes quant à leur niveau d'instruction, qui est même supérieur en moyenne (Tableau 8 et Graphique 3).

Tableau 8 : Répartition des enquêtés par diplôme et par genre (N=83)

	Bac ou inférieur	Bac+2 à bac+4	Bac+5 et doctorat	Total	
				N	%
Hommes	19 (34%)	18 (32%)	19 (34%)	56	67%
Femmes	-	19 (70%)	8 (30%)	27	33%
Ensemble	19 (23%)	37 (45%)	27 (32%)	83	100%

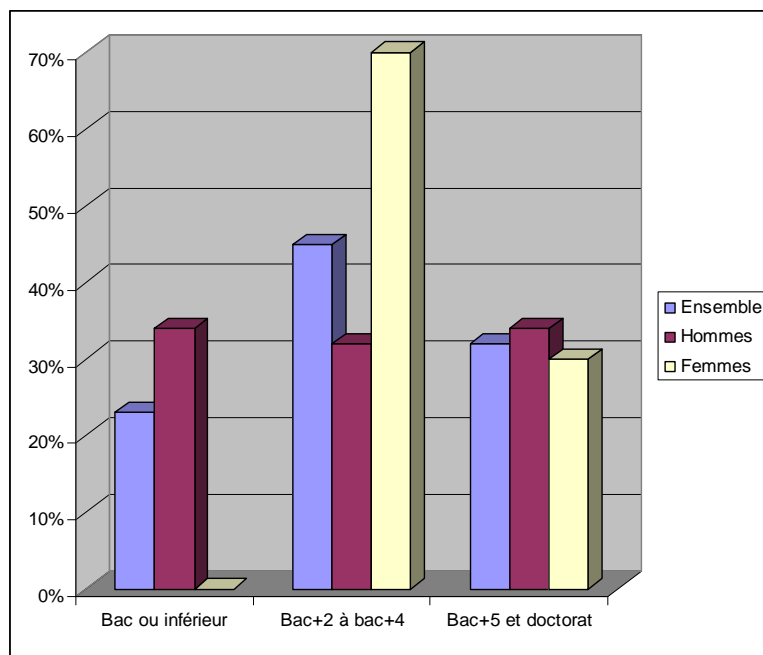
Le tableau 8 et le graphique 3 permettent de constater qu'aucune des femmes présentes dans l'échantillon n'a un niveau de diplôme inférieur à Bac+2, alors que c'est le cas d'un tiers des hommes¹. Les femmes comptent en moyenne 4,1 ans d'études après le baccalauréat contre 3 ans pour les hommes (qui ne sont par ailleurs pas tous titulaires de ce diplôme et n'ont pas tous fréquenté l'enseignement supérieur) pour une moyenne hommes et femmes confondus de 3,3 ans d'études post-baccalauréat. Si le militantisme apparaît corrélé avec le niveau d'étude (de même que sont liés le niveau d'étude et l'intérêt pour la politique ainsi que le sentiment de compétence politique), le niveau d'instruction « exigé » pour entrer en militantisme semble plus élevé pour les femmes que pour les hommes : ainsi, les effets politiquement inhibiteurs de la division sexuelle du travail sur les femmes paraissent nécessiter un niveau d'instruction plus élevé que la moyenne pour être surmontés et permettre l'engagement militant libertaire. Bien que le niveau d'étude moyen soit différent en fonction du genre, il demeure pour l'ensemble des activistes particulièrement élevé par rapport à celui de la population en général². Le niveau élevé d'instruction est, lui aussi, une caractéristique commune à l'ensemble des militants de la nébuleuse altermondialiste³.

¹ Il faut noter toutefois que parmi les « Bac+0 » sont classés des étudiants de première ou seconde année n'ayant pas encore obtenu de diplôme de l'enseignement supérieur.

² Selon l'INSEE, en 2002, un peu plus de 20% d'une classe d'âge sortait avec un diplôme égal ou supérieur à Bac+3 (contre 67% dans notre échantillon). DURIER, Sébastien, POULET-COULIBANDO, Pascale. « Formation initiale, orientations et diplômes de 1985 à 2002 ». *Economie et statistique*, n° 378-379, 2005, p. 29.

³ FILLEULE, Olivier, et al. « L'altermondialisme en réseaux... », article cité, p. 21 ; GOBILLE, Boris, UYSAL, Aysen. « Cosmopolites et enracinés », article cité, p. 107 ; DELLA PORTA, Donatella. « Globalisation et mouvements sociaux... », article cité, p. 182.

Graphique 3 : Répartition des enquêtés par diplôme et par genre



Militants libertaires et militants de l’altermondialisation partagent une autre caractéristique, à savoir une structure socioprofessionnelle dans laquelle sont surreprésentés les étudiants, d’une part (ce qui n’a rien de surprenant compte tenu de la jeunesse de l’échantillon) et, d’autre part, pour les actifs, les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires du secteur public (dont en particulier les enseignants), de la santé et du travail social¹ (Cf. Tableau 9 et graphique 4)

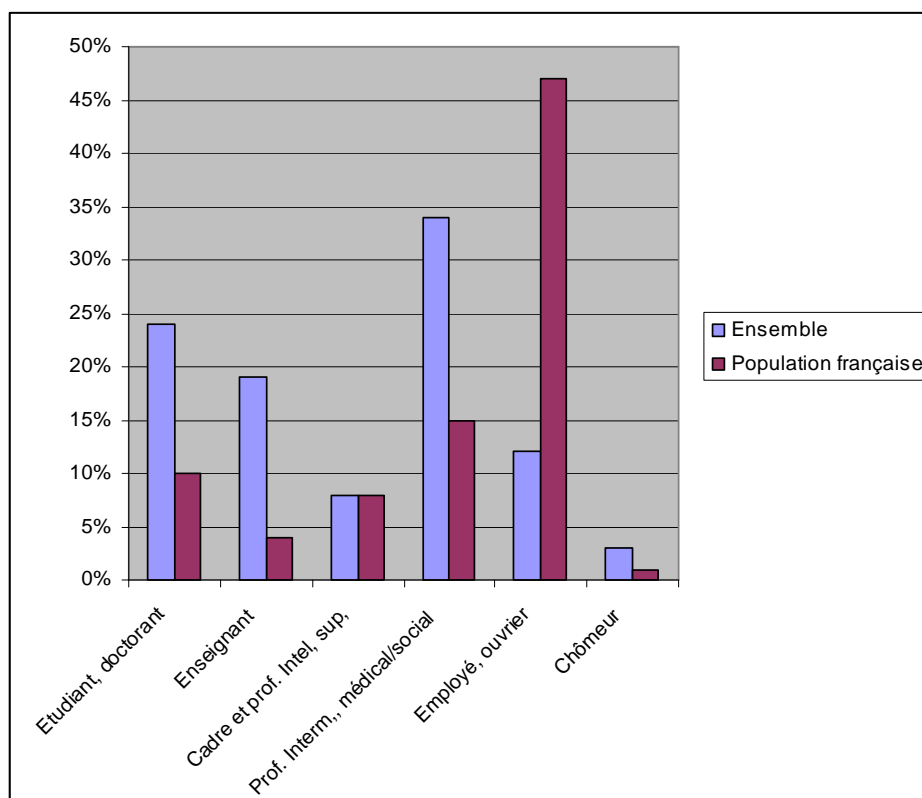
¹ FILLEULE, Olivier, et al. « L’altermondialisme en réseaux... », article cité, p. 21 ; GOBILLE, Boris, UYSAL, Aysen. « Cosmopolites et enracinés », article cité, p. 107-108. Le fait que les militants libertaires affichent des caractéristiques sociologiques proches des altermondialistes dans leur ensemble ne signifie pas *de facto* que le mouvement altermondialiste et la mouvance libertaire sont une seule et même chose. Les libertaires sont une composante du mouvement altermondialiste au même titre que des ONG, des associations écologistes, des partis politiques, etc. Le fait d’avoir un profil sociologique similaire n’implique pas d’entretenir un rapport identique à la politique et à l’engagement. C’est une des raisons pour lesquelles l’analyse sociographique n’est qu’un des éléments d’une étude plus large de l’engagement libertaire, attentive en particulier aux différentes socialisations qui vont développer des rapports différents à l’action politique chez des individus pourtant similairement situés dans l’espace social. Nous reviendrons sur cette question un peu plus loin.

Tableau 9 : Répartition des enquêtés par profession (N=83)

	Ensemble		Population française
	N	%	
Etudiant, doctorant	20	24%	10%
Enseignant (primaire au sup.) ...	16	19%	4%
Cadre et prof. intel. sup.	7	8%	8%
Prof. Interm., médical/social	26	34%	15%
Employé, ouvrier	10	12%	47%
Chômeur*	2	3%	1%

* La catégorie des chômeurs regroupe les individus n'ayant jamais travaillé

Graphique 4 : Répartition des enquêtés par profession



Le secteur public est particulièrement surreprésenté dans notre échantillon puisque 33 enquêtés, soit 54% des actifs, sont soit fonctionnaires, en particulier dans l'éducation¹ mais

¹ L'importance du nombre d'enseignants chez les militants se retrouve dans d'autres recherches, comme celle de Johanna Siméant sur les mouvements de sans-papiers, ce qui lui fait constater que « la posture professorale, dans ce qu'elle suppose de compétence subjectivement ressentie quant à l'intervention au sujet de la chose publique, semble donc avoir des effets certains sur la propension à l'engagement. » En outre, l'appartenance au secteur public « laisse supposer un univers politique ancré à gauche et marqué par l'attachement au service public, au

aussi en bibliothèque, soit travaillent dans une entreprise publique (SNCF). Il faut noter également que parmi les salariés du privé, 8 individus sur 25, soit près d'un tiers, travaillent pour une association à but non lucratif, dans le travail social (éducateurs) pour la moitié d'entre eux. Seuls trois enquêtés exercent une profession indépendante. Conséquence de la présence massive des catégories moyenne et supérieure, la catégorie des employés et ouvriers est très sous-représentée. Au total, on constate une surreprésentation manifeste des étudiants, des classes moyennes et des professions intellectuelles supérieures, et en particulier des professions de l'enseignement à tous niveaux (16 individus sur 63 actifs soit un quart) et les professions du travail social : assistantes sociales, éducateurs spécialisés (7 individus soit 11% des actifs). D'une manière générale, le profil sociologique des militants libertaires et des militants altermondialistes se rapproche, plus globalement, de celui des bénévoles associatifs. En effet, ceux-ci se démarquent également par la surreprésentation des hommes, des plus diplômés, des professions intermédiaires et des cadres¹. Les militants libertaires et altermondialistes se distinguent en revanche par leur jeunesse, qui tranche avec l'importance numérique des retraités parmi les bénévoles des associations (près de 20% de 64 ans et plus parmi les responsables associatifs en 2002 selon Denis Bernardeau-Moreau et Matthieu Hély²). Ceci tend tout de même à prouver l'importance du niveau d'instruction et, dans une moindre mesure, des marqueurs statutaires (position sociale) ou culturels (genre) de la compétence politique dans l'engagement, qu'il soit ou non spécifiquement politique.

B. Un rapport homogène à la religion

L'étude de la variable religieuse dans l'analyse des profils sociologiques des enquêtés est loin d'être sans intérêt. Elle permet en effet de dégager d'importantes régularités statistiques. On l'a vu, les militants libertaires ont été élevés dans des environnements souvent peu religieux. Près des 2/3 de nos enquêtés (52 sur 83) n'ont pas reçu d'éducation religieuse de leurs parents. Pour la plupart d'entre eux, par conséquent, la religion représente un concept relativement étranger :

refus fréquent de certaines caractéristiques du capitalisme libéral. » SIMEANT, Johanna. *La cause des sans papiers*. Paris : PFNSP, 1998, p. 367.

¹ BERNARDEAU-MOREAU, Denis, HÉLY, Matthieu. « Transformations et inerties du bénévolat associatif sur la période 1982-2002 ». *Sociologies Pratiques*, n° 15, 2007, p. 9-23.

² *Ibid.*, p. 19.

« Mes parents [...] ne nous ont aucunement baptisés, estimant que si on devait le faire ça devait venir de notre propre gré, et aucunement imposé à un âge où on était incapable de choisir. [...] Donc je ne baigne pas du tout dans un milieu religieux. [...] Donc sur la question de la religion, déjà, elle n'est pas du tout présente, donc je n'ai pas du tout à m'en détacher en fait. Ca ne fait aucunement partie de mon quotidien. » (David, 28 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

Tous n'ont cependant pas vécu dans l'ignorance de la religion : certains enquêtés ont été baptisés, ils ont suivi quelques cours de catéchisme ou fait leur communion. Toutefois, l'absence de pratique et de réelle croyance de la part des parents a contribué à vider de tout sens les rites accomplis. L'indifférence des parents à la religion s'est dans tous les cas efficacement transmise¹. On ne peut pas en dire autant des convictions religieuses de certains parents. En effet, si 31 enquêtés ont reçu une éducation religieuse plus ou moins stricte, seul un individu se définit encore aujourd'hui comme croyant². Sur les 83 militants libertaires interrogés, 82 se considèrent comme athées ou estiment que la religion n'occupe aucune place dans leur vie ou leur réflexion. On peut alors parler d'un rapport très homogène des libertaires à la question religieuse, dans la mesure où la distinction entre athées et indifférents à la religion n'est au principe d'aucune différence notable d'attitude vis-à-vis des différents cultes. Qu'ils nient l'existence de Dieu ou affirment ne pas se poser la question, tous s'entendent pour refuser que la religion interfère sur la vie publique et notamment la question des libertés

¹ Et ceci en dépit parfois des tentatives des enfants de connaître ou comprendre par eux-mêmes le phénomène religieux. Par conformisme ou curiosité, certains enquêtés ont en effet de leur propre chef suivi une instruction religieuse, de façon plus ou moins sérieuse ou durable :

« *Moi je viens de Moselle, donc en Moselle il y a l'éducation religieuse à l'école, donc j'en ai fait, mais c'est pas parce que mes parents insistaient pour, c'est juste parce que je voulais faire comme tout le monde, parce que mes copines le faisaient. Mais j'ai arrêté en CE2 parce que je ne comprenais pas le sens. Enfin ça ne m'intéressait pas finalement et comme je n'étais pas obligé par mes parents j'ai décidé d'arrêter.* » (Inès, 25 ans, militante au *Crep*).

« *J'ai souvenir de quand j'étais au collège, en 4^{ème} ou en 3^{ème}, donc il y avait le catéchisme à midi, je ne sais plus quel jour c'était et euh, il suffisait de traverser la rue, c'était juste derrière le collège, pendant l'heure de cantine, et donc tous mes copains copines ils y allaient. Et donc moi une fois j'étais allée pour voir comment c'était parce que je me disais merde, je me retrouve toute seule comme une couillonne. Et puis bon, j'avais bien vu que le prêtre, c'était un peu... ça sonnait faux, on voulait nous faire dire des trucs, et puis bon, ça m'a vacciné. C'était juste parce qu'en fait je me retrouvais toute seule et que j'avais l'impression que les autres ils allaient à un truc sympa, mais bon.* » (Agnès, 46 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

² Cette militante, dont le père est Palestinien et a été un collaborateur de Yasser Arafat, a été politisée dans le cadre du conflit israélo-palestinien et a fréquenté les jeunesses du *Fatah*. Elle décrit son engagement comme un prolongement de sa foi musulmane. Son profil est de ce point de vue très atypique. Elle est, par ailleurs, le seul enquêté issu d'un milieu musulman.

individuelles. Les positions exprimées par Joël et Nathalie expriment bien l'état d'esprit des militants libertaires sur la question :

« C'est vraiment pas mon truc. J'ai aucun rapport avec la religion ou avec les religieux. C'est un truc qui au mieux ne m'intéresse pas, au pire me dérange. » (Joël, 22 ans, militant individuel à la *Fédération anarchiste*).

« Voir que tu as des gens, au nom de la religion qui s'opposent au droit à l'avortement... Et puis je me dis qu'on a suffisamment de contraintes pour ne pas s'en rajouter encore, quoi. [...] Non, j'aime pas, toutes les religions, j'aime pas... » (Nathalie, 23 ans, militante au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

L'athéisme constitue une position d'esprit naturelle pour une majorité de militants issus de familles irréligieuses et pour qui la religion a toujours été une idée étrangère. Il n'en est pas de même pour les individus qui ont été élevés dans la foi religieuse, chrétienne et catholique pour la grande majorité d'entre eux. Pour ces derniers, l'athéisme est le résultat d'une forme de conversion en sens inverse, produit d'expériences et de réflexions qui ont remis peu à peu en cause la croyance. Les récits ne manquent pas sur les cheminements, découvertes, évolutions ou déceptions qui ont amené à la mise à distance du dogme :

« On habitait à côté d'une église, je devais avoir douze ou treize ans. Il y avait la maison, il y avait un champ et il y avait l'église. Et dans le champ il y avait les gitans qui se mettaient. Et on allait au catéchisme. Au catéchisme on t'apprenait la charité et tout. Et quand les gitans arrivaient dans le champ, le curé — il avait un potager, un jardin à côté du presbytère — il coupait l'eau du jardin pour pas que les gitans se servent d'eau. Moi ça m'avait... par rapport à l'éducation religieuse que j'avais, la charité, tout ça, je me disais mais pourquoi ? Comment ça se fait que le curé coupe l'eau ? Alors les gitans venaient chez nous chercher de l'eau. [...] Quand j'ai vu ce curé couper l'eau aux gitans, je me suis dit c'est une bande d'hypocrites. Ils te disent il faut partager et en fait ils font tout le contraire. Là ça a été cassé quoi. » (Jean-Luc, 51 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« Bon, ma famille, tout le monde est très catho, et c'est plus par habitude, parce que c'est comme ça, on fait, ça fait des repères dans la vie, on ne peut absolument pas ne pas avoir un dimanche où on ne va pas à la messe, c'est pas possible, sinon, c'est pas dimanche. Eh oui, mais c'est très, très pesant. Parce que dès l'enfance j'ai eu quand même le bon Dieu qui m'a regardée et qui a toujours trouvé que j'étais pas à la hauteur. Enfin c'est l'impression que

j'avais. Et j'ai toujours eu des gros déboires avec la religion. C'est-à-dire... chez nous [en Belgique] le catéchisme est obligatoire, un peu comme en Alsace Moselle. Donc il y a les questions-réponses, donc ma mère elle me faisait répéter. [...] Eh ben en classe, systématiquement, le blanc total. Donc j'ai passé des heures agenouillée — parce que c'était à genou, ma punition — parce que je ne savais pas mon catéchisme. Alors que pour tout le reste je n'avais aucun problème. Et je ne sais pas pourquoi, franchement, je... Je croyais vraiment que j'étais la seule qui se posait des questions. [...] Pour le secondaire c'était en internat, parce qu'il n'y avait pas d'autre possibilité. Et puis là, au début, ça allait, et puis pendant au moins une année, j'ai posé trop de questions. Donc j'avais interdiction absolue de poser des questions. Mais franchement je ne le faisais pas avec l'intention... une mauvaise intention. C'était vraiment un questionnement honnête, pas... comment dire ça ? Pas pour embêter le monde, vraiment honnête. On peut dire ça. Donc OK, je ne pouvais plus rien dire, pas de questions. Mais en fin d'année on m'a viré. Parce que ben... athéisme, c'est une tare. » (Thérèse, 55 ans, militante au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

Le reniement progressif ou brutal de la religion a souvent eu pour principe une réaction à un enseignement jugé trop strict ou aux contradictions perceptibles entre le discours et les pratiques des clercs ou des fidèles. Dans de nombreux cas, c'est également une incompatibilité entre les enseignements religieux et scolaire qui contribue à semer le doute et à éloigner du dogme :

« J'étais huit ans dans une école catholique, à Notre Dame de France à Malakoff. En cinquième j'en suis sorti, parce que je ne bossais pas, parce que ça me faisait chier. [...] Ecole catho, donc catéchisme obligatoire. Alors bien des années avant j'avais posé une question pendant le cours de catéchisme et je me suis fait jeter en fait. J'ai dit "voilà, pendant les cours d'histoire on étudie la préhistoire et la prof nous dit que c'est les premiers hommes et vous, vous nous parlez d'Adam et Eve, donc euh... voilà, quoi". "Oui, si t'es là pour foutre la merde, dehors". C'est là que j'ai commencé à me dire "Ouh, là, pourquoi elle m'a jeté ?" Et j'ai demandé à ma prof d'histoire qui m'a dit ben oui, il y a un antagonisme entre effectivement les scientifiques et les religieux, etc., etc. Et du coup à partir de ce moment-là, ben j'ai commencé à me poser... je me suis posé beaucoup de questions sur la religion, je me suis dit pourquoi elle n'a pas voulu me répondre ? Et j'ai vu que leur but du jeu c'était pas de répondre aux questions mais de dire c'est comme ça, point. Et donc après, effectivement, j'allais au caté pour foutre le boxon. » (Hervé, 35 ans, militant au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Au fur et à mesure que tu grandis tu commences à avoir un... à prendre beaucoup de recul par rapport à ça, à tout ce qu'on t'a enseigné, et surtout par rapport au culte en lui-même. Plus tes connaissances avancent en histoire, de savoir ce qui a été fait dans l'histoire au nom de ce culte-là, euh... Eh ben ça m'a un peu dégoûté et ça ne m'a plus donné envie de... d'y croire je sais pas, je sais pas trop comment je me positionne par rapport à cette croyance au niveau spirituel, mais en tout cas tout ce qui est culte, j'en suis très loin et c'est des choses qui me... je vais pas utiliser le mot dégoûtent, c'est un peu trop violent, mais c'est dans ce registre-là. Et puis euh... et puis voilà, enfin quand tes connaissances avancent, au niveau philosophique, les remises en question, même au niveau spirituel, les choses comme ça, euh... je me suis détaché. » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

Les parcours d'éloignement de la religion sont inséparables d'histoires de vie et d'expériences biographiques qui les singularisent autant qu'ils permettent d'en expliquer les logiques¹. Plusieurs facteurs cumulables peuvent donc rendre compte des conversions à l'athéisme : la réaction contre un enseignement perçu comme trop sévère ou en inadéquation avec une réalité vécue ou constatée, les contradictions intellectuellement perceptibles entre un enseignement laïc et un catéchisme qui ne souffre pas toujours de remises en question, mais aussi l'opposition à des valeurs parentales (qu'elles soient religieuses ou non) qui conduit à une redéfinition de ses propres positions éthico-politiques. La remise en cause des dogmes et des cultes accompagne en effet fréquemment le souci individuel d'émancipation des orientations familiales qui passe par une radicalisation de son discours en opposition à celui des parents². Ceci marque alors une volonté de distinction et d'affirmation ou encore le refus d'une tradition jugée dépassée, contraignante ou inacceptable. C'est le cas par exemple d'Anne pour qui le rejet des normes morales de ses parents a participé au rejet de la religion :

« — *Tu en es où par rapport à la religion ?*

Ben très méfiante et critique, et pas mal de rancunes aussi contre l'Eglise catholique et... C'est lié à plein de trucs mais ouais, entre autres, la position de mes parents sur toutes les questions d'ordre privé et affectif où ils ont été quand même très... très désagréables, enfin plus que désagréables. Ca s'est super mal passé à une époque, à tel point que... Ouais, à un moment, j'étais étudiante, je vivais avec quelqu'un, ça ne leur plaisait pas, enfin en l'occurrence je

¹ Pour d'autres exemples d'abandon de la religion parallèles au processus de politisation, cf. l'entretien avec Pierre Tripier et Claude Dubar : NICOURD, Sandrine. « Parcours d'engagement en sociologie ». *Sociologies Pratiques*, n°15, 2007, p. 25-38 et particulièrement p. 27 et 29-30.

² Sur ce point, cf. *supra*, notre section sur la socialisation

vivais avec une fille, et ça ne leur plaisait pas DU TOUT, mais pas du tout, et donc ils ont décidé de me couper les vivres, par exemple [rire]. Donc j'ai bossé, j'ai fait un emprunt à la banque, mais c'est un truc, c'est quand même... enfin voilà, et... C'était il y a presque 10 ans mais ça m'est resté en travers de la gorge. [...] Alors évidemment ma mère avait raconté ça au curé du coin, qui lui avait prêté des livres... Bref, passons. En tout cas à ce moment-là j'ai senti à quel point ils étaient réacs sur toutes ces questions-là, enfin... En gros mes parents ils en sont encore à dire que voilà, il ne faut surtout pas coucher avant de se marier. Bon... c'est une autre génération, ils sont aussi... ils ont plus de 60 ans tous les deux, et puis voilà, ils viennent de familles où c'est quand même... Mais bon, quand même ça n'excuse pas tout et je pense que le côté catho il a joué vraiment de façon super négative. » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

Que leur athéisme soit le résultat d'une socialisation irréligieuse ou d'une remise en cause progressive de la religion, certains militants ont choisi d'officialiser leur rupture avec le catholicisme en demandant d'être rayés des listes de baptême¹. Il s'agit, pour les uns, de rejeter un acte qui a relevé dans leur enfance d'un conformisme social et non d'une réelle adhésion et, pour les autres, de manifester l'évolution de leur position vis-à-vis de la religion. Dans les deux cas, l'acte est symbolique de leur émancipation vis-à-vis d'un dogme qu'ils rejettent. Le refus de la religion et de son influence dans la vie publique apparaît bien comme

¹ Ceci ne concerne que 5 militants sur les 82 enquêtés, mais la démarche apparaît significative d'un rapport particulier à la religion : « *Ouais, à mon grand regret, j'ai été baptisée à l'âge de deux ans... Plus par pression familiale qu'autre chose. Et après je n'ai jamais été élevée dans un système religieux, enfin mes parents ne sont pas du tout pratiquants. En revanche, au moment du collège, on m'a inscrite dans un collège catholique, parce que dans le collège public de ma ville il y avait du racket [...]. Donc j'ai quand même reçu une éducation religieuse tu vois, dans le sens où j'étais au collège et qu'il y avait des cours de catéchisme pendant lesquels je dormais. Mais voilà, après je ne me souviens de rien honnêtement, donc je pense que j'ai fait une espèce de rejet. Mais voilà, je n'ai pas fait de communion, je n'ai rien fait... [...]. Ça me pose problème quand on me demande ma religion, notamment au Burkina Faso, il faut que tu remplisses des fiches et on te demande ta religion. Donc je barre mais sous la pression du douanier je réponds que je suis de culture catholique pour qu'ils me laissent passer la frontière [...]. Alors que si effectivement j'enlève, que je me retire, je pourrai dire ben non, je n'ai pas de religion quoi. Alors que là le fait d'être baptisée... Ben ouais moi je le sais alors ça m'énerve... Je suis quand même inscrite sur des espèces de registres, donc je dois compter quand ils font leurs calculs. » (Marianne, 27 ans, militante à *Vamos!*)*

« [J'ai été] baptisé, j'ai fait ma communion, profession de foi, tout ça. La messe le samedi soir, à 18h15, j'ai fait plus de messes que de réunions de la FA. [...] »

— Et maintenant, par rapport à la religion, c'est fini ?

Moi ? Ah non, je ne suis pas croyant, je suis débaptisé. J'ai été rayé des registres de baptême. Tu fais une lettre à l'Évêché en disant la date et la paroisse de baptême et on te raye des registres de baptême.

— Et qu'est-ce que ça apporte ?

Ca n'apporte rien, c'est pour dire... Non, moi ce qui me gêne avec le baptême c'est qu'on te baptise alors que tu ne sais même pas parler. C'est par rapport à ça, c'est juste pour marquer le coup. Et puis je suis tombé sur une lettre type que j'ai recopiée et puis voilà, je l'ai envoyée. » (Sylvain, 23 ans, militant au groupe de Strasbourg de la *Fédération anarchiste*)

un élément caractéristique du système de valeurs éthico-politiques des libertaires¹. Le fait d'adhérer ou non à une religion, et plus encore de pratiquer ses rites, n'est pas sans incidence sur l'orientation politique et, plus marginalement, sur le rapport à la participation. Les études de Guy Michelat et Michel Simon ont largement montré le lien statistique entre pratique religieuse et vote à droite, ainsi qu'entre irrégiosité et vote communiste². En 1997, encore, Daniel Boy et Nonna Mayer réaffirmaient le poids de la variable religieuse dans les choix électoraux³. C'est combinée au statut professionnel que la variable religieuse produit les effets les plus forts. Les deux auteurs notaient en effet que « la religion et le statut social restent les principaux déterminants du vote pour la gauche [...] comme pour la droite modérée [...]. L'intégration à la communauté catholique et la propriété de son entreprise ou la possession d'un patrimoine [...] augmentent nettement les probabilités de voter pour la droite, tandis que le détachement à l'égard de la religion et un statut de salarié, tout particulièrement de salarié du secteur public, inclinent à gauche.⁴ » Salariés dans leur grande majorité, nombreux à appartenir au secteur public et athées pour la quasi-totalité d'entre eux, les militants libertaires présentent un profil cumulant les chances statistiques d'être lié à une orientation à gauche, ce qui se confirme dans les faits.

La religion, dans la mesure où elle contribue à fixer chez l'individu une « organisation symbolique⁵ », c'est-à-dire un système d'attitudes, de normes et de représentations, constitue un élément important du rapport à la politique. Le christianisme, en particulier, tend à faire « appréhender la misère ou l'oppression comme des fatalités et des fatalités personnelles, pareilles à la maladie où à la mort », ce qui conduit à rechercher un salut personnel plutôt qu'à envisager dans la politique une manière d'influencer l'organisation sociale⁶. L'adhésion

¹ Martine Barthélémy et Guy Michelat notent que la laïcité a historiquement été construite comme une valeur de la gauche. Elle constituerait aujourd'hui encore « le pivot des systèmes d'attitudes des militants de gauche, détachés du catholicisme, en particulier chez les enseignants. » (« Dimensions de la laïcité dans la France d'aujourd'hui ». *Revue française de science politique*, n° 5, vol. 57, 2007, p. 651) Il n'est par conséquent pas surprenant de constater que nos enquêtés, militants de gauche dont une proportion importante travaille dans l'enseignement, soient des laïcs convaincus. En outre, l'attachement au principe de laïcité est d'autant plus fort que les individus sont plus éloignés de la religion (p. 659-660), ce qui est le cas de nos enquêtés athées.

² MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. *Classe, religion et comportement politique*. Paris : PFNSP, 1977. Cf. aussi « Déterminations socio-économiques, organisation symbolique et comportement électoral ». *Revue française de sociologie*, vol. 26, n° 1, 1985, p. 32-69.

³ BOY, Daniel, MAYER, Nonna. « Que reste-t-il des variables lourdes ? » Article cité. Cf. aussi, pour des enquêtes plus récentes, DONEGANI, Jean-Marie. « Religion et politique », in PERRINEAU, Pascal, ROUBAN, Luc (dir.). *La politique en France et en Europe*. Paris : PFNSP, 2007, p. 61-94.

⁴ BOY, Daniel, MAYER, Nonna. « Que reste-t-il des variables lourdes ? ». Article cité, p. 137

⁵ MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. *Classe, religion et comportement politique*, op. cit.

⁶ BOURDIEU, Pierre. *La distinction, critique sociale du jugement*. Paris : Minuit, 1979, p. 514.

religieuse tend par conséquent à nourrir des rapports particuliers à l'action politique et à l'engagement. Michelat et Simon montrent en effet que pour les catholiques, vouloir changer la nature, envisager une rupture sociale est absurde, car on ne peut modifier l'ordre naturel des choses qui ne peut qu'évoluer de lui-même, dans le temps long¹. Il faut par conséquent respecter l'organisation de la société — et donc le capitalisme et la propriété privée. D'autre part, l'esprit étant supposé supérieur à la matière, les intellectuels constituent naturellement l'élite apte à diriger ; prôner l'égalitarisme est donc illogique car contre nature². A l'extrême, les auteurs montrent que l'organisation symbolique catholique aboutit au rejet de la politique en elle-même — en tant qu'action sur le monde — comme une atteinte à l'ordre de choses :

« Le social, tel qu'il est, est à la fois nature et valeur. A cette plénitude quotidiennement éprouvée, les "idées" ne peuvent opposer que le vide d'utopies dérisoires. Pas plus que le vivant, le social ne peut être reconstruit de toutes pièces, parce qu'il est organisme infiniment complexe et délicat et qu'il fait également partie de l'ordre naturel (le roi l'était de droit divin) : l'homme ne saurait s'égaliser au Créateur. Mais s'il n'a pas pouvoir d'édifier, il peut, s'il cède à la démesure, *dérégler*. Ce n'est donc pas seulement l'idée de révolution, mais toute conception "prométhéenne" de l'action qui suscite, chez les enquêtés [catholiques], au-delà de l'incrédulité, la répulsion en même temps que l'inquiétude. La révolte n'est pas seulement catastrophique par ses conséquences : elle est déjà fautive dans sa motivation.³ »

C'est donc non seulement la prétention à influencer l'ordre social, le modifier, voire le révolutionner, qui est récusée par les valeurs religieuses, mais également toute forme d'action collective orientée en ce sens. Le degré d'intégration au catholicisme, mesuré par la pratique religieuse, est ainsi corrélé avec le rejet des mouvements sociaux et des grèves⁴. En effet, si la religiosité n'empêche pas le civisme et la pratique régulière du vote (à droite en particulier), les études montrent qu'elle est un frein pour les mobilisations contestataires⁵. A l'inverse, une conception athée est indifférente à l'idée d'un ordre quasi immuable des choses et au tabou

¹ MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. *Classe, religion et comportement politique*, op. cit., p. 25

² *Ibid.* p. 31-32.

³ *Ibid.*, p. 28. Souligné par les auteurs.

⁴ Nonna Mayer et Pascal Perrineau notent que les catholiques pratiquants réguliers ont un « potentiel protestataire » beaucoup plus faible que les non pratiquants et, surtout, que les sans religion (*Les comportements politiques*. Paris : Armand Colin, 1992, p. 137). Cf. aussi MICHELAT, Guy. « Intégration au catholicisme, attitudes éthico-politiques et comportement électoral » in BRECHON, Pierre, LAURENT, Annie, PERRINEAU, Pascal (dir.). *Les cultures politiques des Français*. Paris : PFNSP, 2000, p. 209-239.

⁵ NORRIS, Pippa. *Democratic Phoenix : Reinventing Political Activism*. Cambridge : Cambridge University Press, 2002, p. 184.

que peut constituer pour les catholiques l'idée de vouloir agir sur le monde et transformer l'ordre social. Là où le catholicisme valorise la juste mesure et l'évolution progressive, les sans-religion ne voient pas d'obstacle moral ou philosophique à l'action politique dans un but de transformation sociale. Ils tendent par conséquent à opposer l'idée de justice à la charité chrétienne, la volonté d'un monde meilleur ici et maintenant à la promesse d'un hypothétique au-delà.

Il s'agit là, bien évidemment, d'une vision quelque peu réductrice et simplificatrice des « oppositions » entre religieux et irréligieux. Nous pensons toutefois que l'absence — ou le rejet — de conceptions religieuses produit des effets politiques sensiblement différents de ceux nés de l'adhésion à de telles conceptions. D'une manière générale, les études montrent que « les sans religion sont toujours plus orientés à gauche, plus permissifs, plus anti-autoritaires que les religieux.¹ » L'athéisme est clairement lié à des attitudes valorisant la responsabilité personnelle et l'initiative individuelle que l'on retrouve dans le militantisme libertaire. L'anarchisme fait partie des philosophies matérialistes qui ont dès l'origine critiqué le fait religieux et l'idée de révélation, « taxés de superstition dans la mesure où ces phénomènes représentaient une abdication des responsabilités propres à chaque individu.² » L'irréligiosité des individus constitue donc une prédisposition à l'adhésion à une idéologie libertaire ou anarchiste qui nie Dieu pour lui substituer l'homme pensant et agissant. Elle est étrangère à la croyance qui voit dans l'ordre naturel l'origine des inégalités entre hommes et ne s'oppose donc pas à l'idée de changement social ou de révolution. Détachés de toute croyance religieuse, les individus ne rencontrent aucun obstacle moral à des prises de position politiques « extrêmes » ou au fait d'envisager d'agir collectivement afin de modifier le système social, dès lors qu'il est jugé défaillant. Ils tendent en outre à combattre toute croyance qui manquerait de se cantonner à la sphère privée pour faire irruption sur la scène publique : les positions de l'Eglise catholique sur les mœurs ou des questions d'éthique médicale (sur l'avortement, l'euthanasie, etc.) sont d'autant plus combattues par les athées qu'ils les perçoivent comme une imposition illégitime de convictions qui seraient par essence personnelles et de l'ordre de l'intime.

¹ DONEGANI, Jean-Marie. « Religion et politique ». Article cité, p. 93.

² CREAGH, Ronald. « La déférence, l'insolence anarchiste et la postmodernité ». *L'homme et la société*, n° 123-124, 1997, p. 136.

Afin d'éviter que notre propos ne paraisse caricatural, il convient de signaler que la religiosité n'empêche pas l'engagement, qu'il soit de droite ou de gauche. Julien Fretel a bien montré que l'adhésion au catholicisme et l'intégration dans les milieux associatifs confessionnels était au principe de l'adhésion des militants de la nouvelle UDF¹. Dans leur cas, toutefois, le souci de mesure et la réticence « culturelle » à l'engagement décrits par Michelat et Simon se vérifient dans le militantisme lui-même — militer au centre et refuser les extrêmes — et dans les hésitations qui précèdent la décision de rejoindre le parti². La présence d'individus religieux dans les organisations et mouvements de gauche est également largement documentée : en décrivant l'engagement des catholiques au Parti socialiste, Jean-Marie Donegani a montré que l'engagement à gauche n'était pas nécessairement le fait d'individus irréligieux³. En outre, la religion n'est pas toujours un obstacle à l'action politique non conventionnelle, comme en témoignent différentes recherches sur la politisation des associations chrétiennes⁴ ou les « nouveaux mouvements sociaux » des années 70 et 80, et en particulier les mouvements pacifistes d'action directe inspirés des Quakers⁵. Ces différents types de rapports à la politique nuancent l'opposition entre religiosité et athéisme plus qu'ils ne la remettent en cause. Si des formes de laïcisation des organisations confessionnelles⁶ ou des interprétations particulières des préceptes religieux rendent compatibles investissement politique et convictions religieuses, il n'en reste pas moins que le détachement vis-à-vis de la religion apparaît comme un élément facilitateur de l'engagement protestataire, et ce dans ses formes les plus extrêmes ou radicales : projet de révolution globale des structures sociales, recours à l'action directe potentiellement violente, etc. De même, parce qu'il est étranger à l'idée que hiérarchies et inégalités font partie de l'ordre naturel, l'athéisme favorise l'adhésion à des valeurs libertaires marquées par le souci d'autonomie, la remise en cause des *leaders*, des représentants et des porte-parole et la recherche de l'égalité économique.

¹ FRETTEL, Julien. *Militants catholiques en politique...*, *op. cit.* Sur la question de la religion en particulier, cf. aussi du même auteur « Quand les catholiques vont au parti : de la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les "militants" de l'UDF ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, décembre 2004 p. 77-90.

² *Ibid.*

³ Cf. DONEGANI, Jean-Marie. *La liberté de choisir : pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*. Paris : PFNSP, 1993.

⁴ Pour un point de vue synthétique, cf. HATZFELD Hélène. *Faire de la politique autrement : les expériences inachevées des années 1970*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, p 225 sq.

⁵ Cf. EPSTEIN, Barbara. *Political protest and cultural revolution : nonviolent direct action in the 1970s and 1980s*. Oxford : University of California Press, 1991, 327 p.

⁶ HATZFELD Hélène. *Faire de la politique autrement*, *op. cit.*, p. 225 sq.

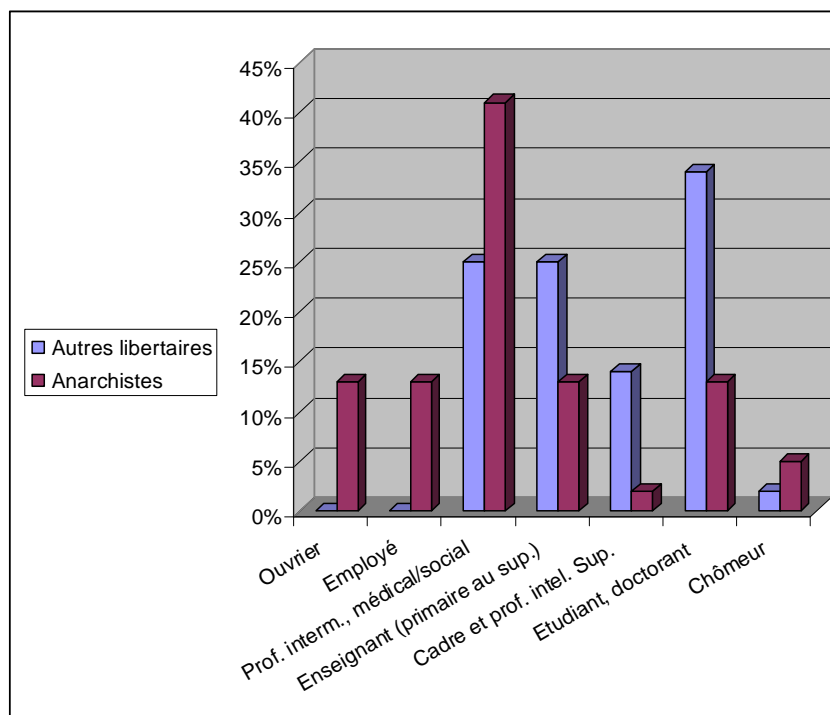
C. De la diversité dans l'unité

Nous avons jusqu'ici montré que les militants libertaires présentaient globalement une forte homogénéité du point de vue de leur appartenance à la classe moyenne salariée, de leur jeunesse, de leur niveau élevé d'instruction ou encore de leur éloignement à la religion. Sans remettre en cause ces constats, il convient de souligner les différences qu'on peut déceler entre différents ensembles de militants parmi les libertaires, au regard en particulier de leur âge et de leur position sociale. Le tableau 10 et le graphique 5 permettent de constater les différences entre deux ensembles de militants, les anarchistes et les autres militants libertaires, au regard de la profession qu'ils occupent :

Tableau 10 : Répartition des anarchistes et autres militants libertaires par profession (N=83)

Profession	Anarchistes		Autres libertaires	
	N	%	N	%
Ouvrier	5	13%	0	0%
Employé	5	13%	0	0%
Prof. interm., médical/social	16	41%	11	25%
Enseignant (primaire au sup.) ...	5	13%	11	25%
Cadre et prof. intel. sup.	1	2%	6	14%
Etudiant, doctorant	5	13%	15	34%
Chômeur	2	5%	1	2%
Total	39	100%	44	100%

Graphique 5 : Répartition des anarchistes et des autres militants libertaires par profession



Les anarchistes se distinguent de façon sensible par la présence parmi leurs rangs d'ouvriers et d'employés, absents des autres groupes libertaires. Ils se caractérisent également par une moindre proportion de professions intellectuelles supérieures. Au total, on constate donc que les militants des groupes anarchistes appartiennent davantage aux classes populaires et moins aux classes supérieures que les autres militants libertaires. Par souci de clarté, nous allons donc désormais distinguer, au sein de la population des militants libertaires, les membres des groupes anarchistes (également appelés par la suite « les anarchistes ») des membres de ce que nous appellerons, faute de nom générique plus adéquat, les groupes de la gauche radicale et alternative (également appelés par la suite « les radicaux »)¹.

Outre leur répartition professionnelle, anarchistes et radicaux se distinguent par la proportion d'étudiants parmi leurs rangs. Les individus en cours d'études sont en effet nettement plus nombreux chez les seconds que chez les premiers. Ceci peut signifier deux choses : d'une part, que les anarchistes font des études plus courtes et occupent par conséquent plus rapidement un emploi. D'autre part, que les radicaux sont en moyenne plus

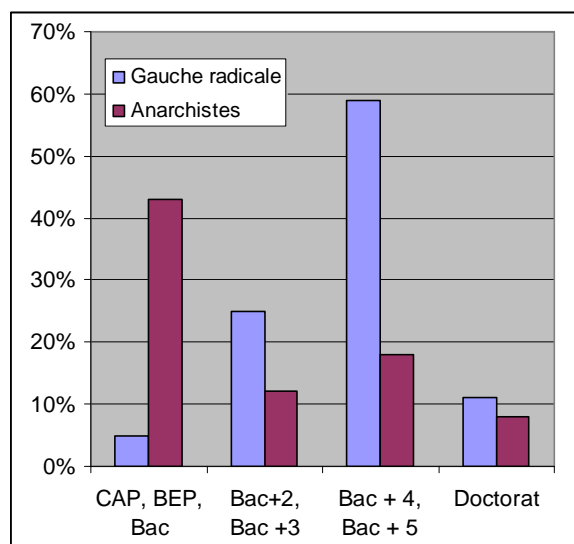
¹ On verra dans la troisième partie que la difficulté de qualifier d'une façon générique les différents groupements de la gauche radicale, altermondialiste et libertaire n'est pas étrangère à la difficulté (ou au refus) des enquêtés eux-mêmes de s'auto-définir.

jeunes que les anarchistes et donc plus nombreux à n'avoir pas achevé leurs études. L'observation de la répartition des radicaux et des anarchistes par âge et niveau de diplôme montre que c'est principalement la première hypothèse qui est vérifiée (Tableau 11 et Graphiques 6 et 7).

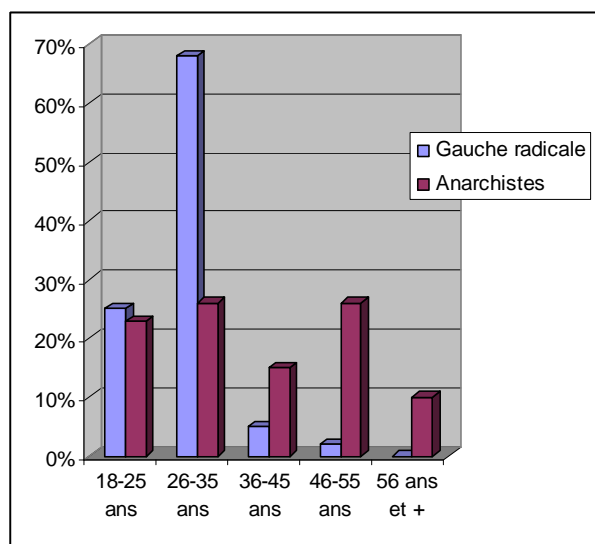
Tableau 11 : Répartition des anarchistes et des militants de la gauche radicale en fonction de l'âge et du niveau de diplôme (N = 83)

	CAP, BEP, Bac		Bac+2, Bac +3		Bac + 4, Bac + 5		Doctorat		Total					
	Anar.	Rad.	Anar.	Rad.	Anar.	Rad.	Anar.	Rad.	Anarchistes		Radicaux			
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%		
18-25 ans	6		1		2		2		1		8			
26-35 ans	2		-		4		7		2		18			
36-50 ans	6		1		2		1		3		-			
51 ans et +	3		-		4		1		1		-			
Total	17	43%	2	5%	12	31%	11	25%	7	18%	26	59%	3	8%
											5	11%	39	100%
													44	100%

Graphique 6 : Répartition des radicaux et anarchistes par niveau d'étude



Graphique 7 : Répartition des radicaux et anarchistes par âge



Du point de vue de l'âge, on constate dans notre échantillon que 93% des radicaux ont moins de 35 ans, contre seulement 49% des anarchistes. La comparaison des moyennes d'âge des deux groupes est significative : elle est de 28 ans pour les radicaux et de 39 ans pour les anarchistes. Pour ce qui concerne le diplôme, on observe également des différences sensibles

entre les anarchistes et les radicaux. Ces derniers font en moyenne 4,4 années d'études après le baccalauréat, contre 2,5 années pour les anarchistes, ce qui n'inclut donc pas les militants FA qui n'ont pas atteint le niveau bac (6 individus dans notre échantillon). Il convient de noter toutefois que l'on compte parmi les anarchistes 4 étudiants qui n'avaient pas encore obtenu de diplôme d'études supérieures au moment de l'entretien, ce qui tend à surreprésenter « temporairement » la catégorie des détenteurs d'un « CAP, BEP, Bac » par rapport aux autres. Malgré cette distorsion dans l'échantillon, on constate avec les tableaux 11 et 12 que la sous-représentation des diplômés de l'enseignement supérieur chez les anarchistes par rapport aux radicaux n'est pas seulement l'effet des différences de répartition par âge entre les deux groupes. En effet, à âge égal, les anarchistes se caractérisent par un niveau d'étude moins élevé que celui des militants de la gauche radicale : 73 % des radicaux de 18-25 ans sont détenteurs d'un bac+4 ou bac+5, contre seulement 11% des anarchistes du même âge (60% contre 20% respectivement pour les 26-35 ans, catégorie non faussé par la présence d'étudiants n'ayant pas encore obtenu leur premier diplôme post-baccalauréat). Au total, on constate donc que les positions sociales des anarchistes, inférieures en moyenne à celle des radicaux, sont corrélées à leur niveau d'étude, lui aussi moindre en moyenne. Il en résulte donc une plus grande diversité sociologique des militants anarchistes.

Tableau 12 : répartition des anarchistes et militants de la gauche radicale en fonction du niveau de diplôme et de l'âge¹ (N= 83 ; Anarchistes=39 ; Radicaux=44)

	CAP, BEP, Bac		Bac+2, Bac +3		Bac + 4, Bac + 5		Doctorat	
	Anar.	Rad.	Anar.	Rad.	Anar.	Rad.	Anar.	Rad.
18-25 ans	67%	9%	22%	18%	11%	73%	-	-
26-35 ans	20%	-	40%	23%	20%	60%	20%	17%
36-50 ans	55%	50%	18%	50%	27%	-	-	-
51 ans et + ...	33%	-	45%	10%	11%	-	11%	-

Le tableau 13 synthétise les données sur les militants anarchistes tirées de nos entretiens. Il permet de constater que les différentes professions sont réparties de façon relativement égale entre les classes d'âge, ce qui élimine l'hypothèse d'un effet d'âge. Ceci signifie que les professions d'employé et d'ouvrier ne sont pas surreprésentées chez les

¹ Là encore, les pourcentages sont indiqués uniquement dans le but de permettre des comparaisons rapides.

militants les plus âgés, mais qu'on trouve également ces catégories parmi les militants plus jeunes, et ce dans des proportions comparables (15% d'ouvriers et 10% d'employés chez les plus de 36 ans, contre 11% et 16% respectivement chez les 18-35 ans). On constate par contre une surreprésentation importante des hommes, en particulier si on compare ces chiffres à ceux concernant les militants radicaux : notre échantillon de membres de la *Fédération anarchiste* compte 74% d'hommes et 26% de femmes, alors que ces dernières sont représentées à hauteur de 39% parmi les militants de la gauche radicale. Nous apporterons des explications à ces différences lorsque nous aurons envisagé les aspects culturels et identitaires de l'engagement libertaire, dans la troisième partie de cette thèse (chapitre 6).

Tableau 13 : Répartition des militants anarchistes par âge, genre, niveau de diplôme et profession (N=39)

	18 à 25 ans	26 à 35 ans	36 à 50 ans	51 ans et plus	TOTAL	
					N	%*
Effectif total	9 (24%)	10 (25%)	10 (25%)	10 (25%)	39	100%
Hommes	8	7	7	7	29	74%
Femmes	1	3	3	3	10	26%
<i>Niveau d'étude :</i>						
CAP, Brevet, Bac	6	2	5	4	17	44%
Bac+2	2	3	1	1	7	18%
Bac+3 et bac+4	-	2	4	4	10	25%
Bac+5 et doctorat	1	3	-	1	5	13%
<i>Profession de l'enquêté :</i>						
Etudiant, doctorant	5	-	-	-	5	13%
Enseignant (primaire au supérieur) ...	-	2	1	2	5	13%
Cadre et prof. intellectuelle sup.	-	-	1	-	1	2%
Prof. intermédiaire, médical/social	2	3	6	5	16	41%
Employé	1	2	2	-	5	13%
Ouvrier	1	1	-	3	5	13%
Chômeur	-	2	-	-	2	5%

A ce stade de notre analyse des caractéristiques des militants libertaires, et en particulier parmi eux des militants anarchistes, se pose la question de la représentativité de notre échantillon. Il peut en effet sembler difficile de bâtir des statistiques et de tirer des analyses valables à partir de données portant sur deux ensembles — les anarchistes et les radicaux — rassemblant respectivement 39 et 44 individus seulement. Toutefois, une comparaison avec d'autres études portant sur les militants anarchistes et altermondialistes laisse penser que nos échantillons sont tout à fait comparables. La proximité déjà signalée des

profils de nos enquêtés avec ceux des militants altermondialistes participant aux forums sociaux et autres contre-sommets n'est pas remise en cause par la distinction au sein des militants libertaires de deux groupes aux caractéristiques spécifiques. La surreprésentation des classes moyennes éduquées est patente, que l'on considère les anarchistes ou les radicaux. Ces derniers affichent cependant le profil le plus proche des militants altermondialistes. La comparaison avec l'étude sur le Forum social européen (FSE) de 2003 montre de fortes similitudes, même si notre échantillon ne compte aucun employé et ouvrier (tableau 14)

Tableau 14 : Comparaison entre les positions professionnelles de nos enquêtés militants de la gauche radicale (N=44) et les militants du FSE 2003 (pourcentage des actifs)

	Enquête FSE¹	Militants radicaux²
Cadres, prof. intel. sup.	42%	42%
Professions intermédiaires	44,10%	55%
Agriculteurs	0,40%	0%
Employés	8,40%	0%
Ouvriers	2,20%	0%

Les militants de la gauche radicale sont donc le sous-groupe de notre échantillon dont les caractéristiques sont les plus proches des militants altermondialistes au sens large : les professions intermédiaires et supérieures y sont très largement surreprésentées par rapport à la population française en général. En ce qui concerne les militants de la FA, la comparaison avec différentes études portant sur les anarchistes tend à prouver la représentativité de notre échantillon (tableau 15)

¹ GOBILLE, Boris, UYSAL, Aysen, « Cosmopolites et enracinés », article cité, p. 107-108

² Afin de permettre une meilleure comparaison, nous avons inclus dans les actifs « cadres et professions intellectuelles supérieures » les doctorants en fin de thèse qui occupent des postes d'ATER, moniteurs ou vacataires. Les chômeurs ne sont pas représentés. Ils comptent pour 3% de notre échantillon.

Tableau 15 : Comparaison entre sources statistiques sur les militants anarchistes

A (N= 39)		B (N=294)		C (N=140)		D (N=119)	
GENRE		GENRE		GENRE		GENRE	
Hommes	74%	Hommes	82%	Hommes	+ de 80%	Hommes	78%
Femmes	26%	Femmes	18%	Femmes	- de 20%	Femmes	22%
CLASSE D'AGE		CLASSE D'AGE		CLASSE D'AGE		CLASSE D'AGE	
- de 25 ans	23%	- de 25 ans	20,7%	20-29 ans	+ de 50%	- de 25 ans	17%
26-35 ans	26%	26-35 ans	25,9%			26-30 ans	13%
36-45 ans	15%	36-45 ans	27,2%	40-49 ans	20%	30-44 ans	50%
46-55 ans	36%	46-55 ans	11,9%			-	-
56 ans et +			56 ans et +	13,3%	-	-	-
PROFESSION ¹		PROFESSION		PROFESSION		PROFESSION ²	
Ouvriers	13%	Ouvriers	7,50%	Ouvriers	8%	Ouvriers	13%
Employés	13%	Employés	8,5%	Employés	8%	Employés	11%
Techniciens, prof. interm.	48%	Techniciens	22,8%	Techniciens	-	Prof. Interm.	40%
Cadres, prof intel. sup.	8%	Cadres	9,9%	Cadres	-	Cadres, prof. Intel. sup.	18%
Indépendants	0%	Indépendants	3,1 %	Indépendants	-	Indépendants	-
Etudiants	13%	Etudiants	17%	Etudiants	26%	Etudiants	-
Chômeurs	5%	Chômeurs	6%	Chômeurs, sans emploi	7%	-	-
-		Retraités	10,9%	-	-	-	-

- **Colonne A** : Chiffres issus de nos entretiens (N = 39)

- **Colonne B** : Sondage du *Monde Libertaire* du début des années 1990 auprès de lecteurs du journal, N=294³.

- **Colonne C** : Questionnaire de M. Pucciarelli sur la culture libertaire, auprès d'anarchistes organisés (FA, CNT, AL, OCL...) ou non, 1995, N=140⁴.

- **Colonne D** : Enquête de Thierry Caire auprès de membres de la *Fédération anarchiste* réalisée en janvier-février 1996, N=119⁵.

Envisagées par rapport aux (rares) études portant sur les militants anarchistes, nos propres données semblent largement convergentes : les anarchistes se caractérisent par une large surreprésentation des hommes (de 75 à 82%) et des professions intermédiaires (plus de

¹ La répartition par profession dans la colonne A ne tient pas compte des retraités et ne considère que la profession exercée actuellement ou dans le passé. Dans les faits, notre échantillon ne compte qu'un seul retraité, ancien ouvrier.

² Les chiffres originels de l'enquête présentée dans la colonne D étaient calculés par rapport à la population travaillant ou ayant travaillé (n = 98), ce qui excluait les étudiants et chômeurs. Pour permettre les comparaisons, nous avons par conséquent recalculé les pourcentages afin qu'ils soient exprimés sur la même base que les autres enquêtes (l'ensemble N représentant la population enquêtée dans son intégralité).

³ PUCCIARELLI, Mimmo. « L'anarchisme, une denrée pour les classes cultivées ? Les libertaires aujourd'hui », in PESSIN, Alain, PUCCIARELLI, Mimmo D. *La culture libertaire. Actes du colloque international, Grenoble, mars 1996*. Lyon : Atelier de Création Libertaire, 1997, p. 397.

⁴ *Idem*. Les cases non remplies correspondent aux données non renseignées par l'auteur.

⁵ CAIRE, Thierry. « Militants à la Fédération Anarchiste ». *L'Homme et la société*, n° 123-124, 1997, pp. 91-103.

40%). Ils comptent en outre une proportion non négligeable de plus de 35 ans (50% des militants environ). Ceci constitue une des principales différences avec les militants de la gauche radicale, avec la présence d'employés et d'ouvriers à hauteur de 15 à 25%. Un questionnaire passé lors du congrès de la *Fédération anarchiste* à Ganges (Hérault) en juin 2007 donne des résultats similaires¹ : on trouvait parmi les délégués 75,5% d'hommes, 21,5% d'enseignants, 11% de professions intellectuelles supérieures, 32% des techniciens et professions intermédiaires, 9% d'employés, 7% d'ouvriers et 12,5% d'étudiants. Le niveau d'étude était assez élevé, puisque 75% des enquêtés avaient un diplôme au moins égal à bac+2 (35% au moins bac+4). Ces chiffres sont comparables à ceux issus de nos entretiens, bien qu'ils soient marqués par une présence accrue des militants très diplômés et occupant des positions professionnelles supérieures. Ceci s'explique sans doute par la forme Congrès dans laquelle les « élites » militantes tendent à être surreprésentées, d'autant plus qu'il s'agit d'espaces de réflexion et d'expression fort différents des lieux dans lesquels a lieu le travail militant quotidien. Assister à des débats longs et s'exprimer devant un large public constituent des exercices dont il y a tout lieu de penser qu'ils requièrent un fort sentiment de compétence politique et un intérêt pour les discussions abstraites, caractéristiques fortement liées au niveau d'instruction et à la position sociale. Ceci tend à nous faire croire que l'échantillon constitué par les militants avec qui nous avons mené un entretien est le plus proche de la réalité sociologique de la FA.

Ce détour par les caractéristiques sociologiques des militants anarchistes et leur distinction des libertaires de la gauche radicale a notamment pour but de montrer le rapport différent qu'entretiennent les deux groupes au monde ouvrier. Le mouvement anarchiste est né au sein du mouvement ouvrier socialiste dans les années 1870. Dans la première *Association internationale des travailleurs*, les socialistes libertaires, partisans de Pierre-Joseph Proudhon et Michel Bakounine, s'opposaient aux socialistes « autoritaires » rassemblés derrière Karl Marx². Depuis lors, le mouvement anarchiste a bien évolué. Sociologue et militant libertaire, Mimmo Pucciarelli montre qu'en dépit de son origine ouvrière, le mouvement a recruté de plus en plus au sein des classes moyennes au fil du

¹ En raison principalement de la situation géographique du congrès 2007, au sud de la France, dans une région mal desservie par les transports en commun, seuls 70 délégués environ ont assisté aux débats (contre plus d'une centaine l'année précédente, sur un total d'entre 250 et 300 cotisants réguliers). 57 questionnaires ont été remplis, ce qui constitue un retour de près de 80%.

² Cf. MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France. Tome 1 : Des origines à 1914*. Paris : Gallimard, 1992, p. 56-85.

temps, jusqu'à ne plus reposer aujourd'hui que très marginalement sur des militants ouvriers¹. Nos propres recherches confirment ces observations : les militants des organisations anarchistes appartiennent très majoritairement aux classes moyennes éduquées et exercent souvent leur activité dans le secteur public. Cependant, on ne peut ignorer les différences sociologiques notables qui distinguent les militants anarchistes (membres de la *Fédération anarchiste*, pour ce qui concerne notre échantillon) des militants de la gauche radicale, et qui les rapprochent sur certains points du monde ouvrier. Guy Michelat et Michel Simon font l'hypothèse que « plus on appartient à un groupe (ou que l'on est en position « centrale » par rapport à lui), plus on participe au système d'attitudes et de représentations qui le caractérise.² » Ceci implique donc que le fait d'être soi-même ouvrier, de provenir ou de fréquenter un milieu ouvrier, confère un ensemble de valeurs, de visions du monde ou de rapports au politique typiques du monde ouvrier. Les deux auteurs établissent un indicateur numérique du « degré d'appartenance à la classe ouvrière » (ou de « classe sociale objective »)³ fondé sur deux critères : appartenance ou non de la personne interrogée au groupe socioprofessionnel ouvrier, appartenance ou non de son père à ce groupe⁴. L'indicateur de classe sociale objective compte donc trois positions : 0 attribut ouvrier, un attribut (l'enquêté ou son père), deux attributs (l'enquêté et son père)⁵. Bien qu'il s'agisse d'un indicateur objectif, il n'est pas sans lien avec le sentiment subjectif d'appartenance à la classe ouvrière. Les auteurs notent en effet que le sentiment d'appartenance augmente avec le nombre d'attributs ouvriers (par ordre croissant d'importance : 0 attribut ; 1 attribut (père ouvrier) ; 1 attribut (enquêté ouvrier) ; 2 attributs)⁶.

¹ PUCCIARELLI, Mimmo. « L'anarchisme, une denrée pour les classes cultivées ?... », article cité, p. 405 sq.

² MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. *Les ouvriers et la politique : permanence, ruptures, réalignements*. Paris : PFNSP, 2004, p. 133.

³ *Ibid.*, p. 134.

⁴ *Idem*. On peut noter que les auteurs proposaient dans leur ouvrage de 1977 (*Classe, religion et comportement politique, op. cit.*) un indicateur intégrant également la profession de la mère et du conjoint de l'enquêté, ce qui n'est pas repris ici.

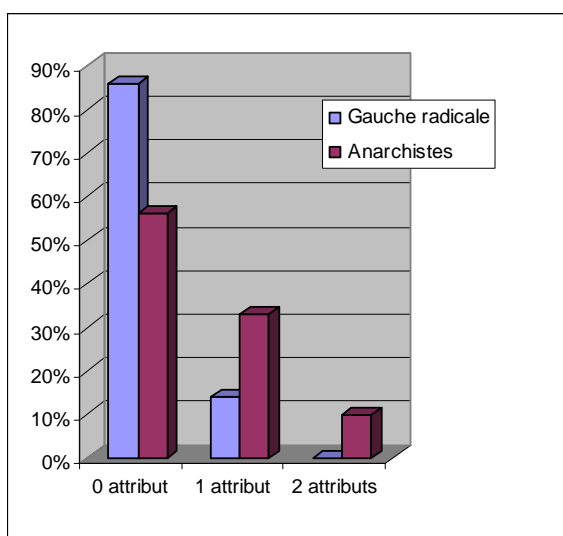
⁵ *Ibid.*, p. 135.

⁶ *Ibid.*, p. 141.

Tableau 16 : Répartition des militants anarchistes et radicaux par nombre d'attributs ouvriers

	Radicaux		Anarchistes	
	N	%	N	%
0 attribut	38	86%	22	57%
1 attribut	6	14%	13	33%
2 attributs	0	0%	4	10%
TOTAL	44	100%	39	100%

Graphique 8 : Répartition des militants anarchistes et radicaux par nombre d'attributs ouvriers



Si l'on compare les nombres d'attributs ouvriers des militants anarchistes et radicaux (Tableau 16 et graphique 8), on constate que les premiers possèdent en bien plus forte proportion un attribut au moins : 43% des membres de la FA contre seulement 14% des activistes de la gauche radicale. De plus, aucun de ces derniers n'exerce lui-même une profession ouvrière, alors qu'on compte 5 ouvriers (soit 13%) parmi les anarchistes¹. Dans les deux cas, toutefois, le lien avec le monde ouvrier se fait principalement par le père.

¹ Seul est compté dans ce chiffre le métier déclaré au moment de l'entretien. Plusieurs militants ont exercé une profession ouvrière avant d'en changer ou de progresser dans la hiérarchie professionnelle.

Tableau 17 : Positions sociales des militants anarchistes et de leur père¹ (Données questionnaire congrès FA 2007)

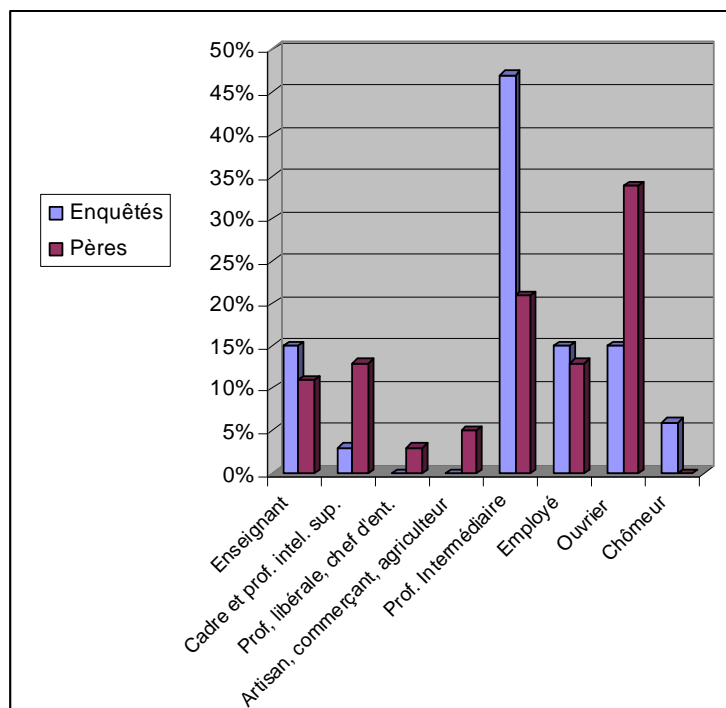
	Enquêtés		Pères	
	N	%	N	%
Total	57	100%	53	100%
Profession				
Enseignant	12	21,5%	6	11,5%
Cadre et prof. intel. sup. .	6	11%	10	19%
Profession libérale	3	5%	3	6%
Artisan, commerçant	0	0%	2	4%
Agriculteur	0	0%	2	4%
Technicien, prof.interm. .	18	32%	6	11,5%
Employé	5	9%	8	15%
Ouvrier	4	7%	15	29%
Etudiant	7	12,5%	0	0%
Chômeur	1	2%	0	0%
Niveau de diplôme				
Aucun, certif. d'études	0	0%	14	26,5%
CAP, BEP	5	9%	14	26,5%
Bac	9	16%	7	13%
Bac +2	10	17,5%	4	7,5%
Bac + 3	13	23%	4	7,5%
Bac + 4	7	12%	3	6%
Bac + 5	10	17,5%	6	11%
Doctorat	3	5%	1	2%

Tableau 18 : Positions sociales des militants anarchistes et de leur père (Données entretiens)

	Enquêtés		Pères	
	N	%	N	%
Total	39	100%	38	100%
Profession				
Enseignant	5	13%	4	11%
Cadre et prof. intel. sup.	1	2%	5	13%
Prof. libérale, chef d'ent.	0	0%	1	3%
Artisan, commerçant, agriculteur	0	0%	2	5%
Prof. intermédiaire	16	41%	8	21%
Employé	5	13%	5	13%
Ouvrier	5	13%	13	34%
Etudiant, doctorant	5	13%	0	0%
Chômeur	2	5%	0	0%

¹ Tous les répondants n'ont pas indiqué la profession ou le niveau d'étude de leur père, ce qui explique les différences entre les totaux concernant les enquêtés et leur parent.

Graphique 9 : Répartition des militants anarchistes actifs et de leur père par profession (Source : entretiens. N=39)



Les tableaux 17 et 18 (reprenant respectivement les données tirées de notre questionnaire passé lors du congrès 2007 de la *Fédération anarchiste* et des nos entretiens) et le graphique 9 (données entretiens), permettent de constater l'importance de l'origine familiale ouvrière chez les militants anarchistes : près d'un tiers des militants de la FA ont un père qui exerce ou a exercé une profession ouvrière (contre 14% des militants de la gauche radicale)¹. Ce constat fait dire à Thierry Caire que la *Fédération anarchiste* semble attirer des individus issus des classes populaires mais qui n'en font pas eux-mêmes partie². Sans exagérer l'origine populaire et ouvrière des militants anarchistes (les parents n'appartiennent pas en plus forte proportion à ces catégories que la population française en général), on peut avancer qu'elle n'est pas sans effet. D'une part, le fait de posséder deux attributs ouvriers

¹ Il faut toutefois noter qu'il y a là un effet d'âge : sur 13 pères ouvriers, 10 sont pères de militants de 36 ans et plus (données échantillon des entretiens avec des membres de la FA, N=39). La proportion de militants liés au monde ouvrier décroît donc nettement avec l'âge : 55% des anarchistes de 36 ans et plus disposent d'un attribut ouvrier au moins, ce qui n'est plus le cas que de 31% des 18-35 ans. Par conséquent, si l'on compare le nombre d'attributs ouvriers des radicaux et des anarchistes de 35 ans et moins, les différences entre les deux groupes s'amenuisent quelque peu : 5 anarchistes sur 19, soit 26% disposent d'1 attribut ouvrier (et un anarchiste seulement en compte 2) contre 5 radicaux sur 41, soit 12% (au lieu de 33% et 14% respectivement sur l'effectif total).

² CAIRE, Thierry. « Militants à la *Fédération Anarchiste* », article cité, p. 103.

constitue un facteur important d'identification à la classe ouvrière. D'autre part, plusieurs enquêtés (7 sur 39 soit 18%) mettent en avant l'importance du contexte ouvrier ou de la culture ouvrière dans leur éducation. Ces références sont en revanche absentes des récits de vie des militants radicaux, même quand leur père occupait un emploi d'ouvrier. La prégnance de la référence au monde ouvrier se mesure parfois dès les premières paroles des enquêtés. L'entretien avec Marcel, 54 ans, militant du *groupe Pierre Besnard* de la FA et ouvrier magasinier depuis plus de 20 ans, commence par cette phrase : « *Ce qu'il me semble important de dire, c'est que je viens d'un milieu ouvrier.* » Georges, 45 ans, aide bibliothécaire, militant du même groupe, débute quant à lui par ces propos : « *J'ai 45 ans, je suis né en 1961. Je suis né dans la banlieue parisienne, à Clichy, à deux pas d'ici... Voilà, dans un milieu très ouvrier, parce qu'en fait mes grands parents travaillaient aux usines Citroën à Clichy.* » Il poursuit un peu plus loin :

« Mes grands parents ont participé aux occupations d'usine en 36. Mon père est né en 36, ma mère en 40, et donc mon père a été technicien dans le bâtiment, il a été métreur dans le bâtiment, et ma mère n'a pas travaillé pendant longtemps, et après elle a travaillé comme vendeuse au BHV de Villeneuve La Garenne. Donc voilà, ils ont bénéficié d'une petite ascension sociale, ils ne sont pas restés... dans les usines. Mais je suis issu, en fait, la culture, le départ, c'est quand même la classe ouvrière. Mes grands-parents, quand ils étaient jeunes, ils étaient militants, plutôt communistes, mais mes arrière grands-parents, que j'ai pas connus, ils étaient très engagés dans le militantisme communiste, et en fait, ma grand-mère, côté maternel, m'a beaucoup raconté euh... le parcours de son père, ça a été un communiste, un élu municipal, dans le Périgord où ils habitaient, et elle m'a raconté aussi les grèves de 36, et toutes ces périodes d'avant guerre et tout, qui quand j'étais adolescent et gamin me passionnaient vraiment quoi. Voilà... Ca a peut être été une amorce... une amorce de prise de conscience, je pense, d'appartenir à une certaine classe sociale, déjà, et puis de la nécessité de se bouger, du militantisme, quoi. C'est... ce qui est d'ailleurs assez marrant, on peut dire que ça a sauté une génération, parce que mes parents n'ont jamais été militants. Ils ne sont absolument pas intéressés.

[...] C'est quand même une référence qui touche, quoi, tu vois c'est, bon... un milieu ouvrier... » (Georges, 45 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Ce témoignage montre, encore une fois, l'importance que peuvent avoir d'autres agents socialisateurs que les parents. Les grands-parents, en particulier, peuvent être des acteurs primordiaux de la transmission d'une mémoire et d'une culture ouvrière et populaire, alors

même que les parents ne prennent pas réellement en charge cet héritage (Georges nous a indiqué que ses parents, bien que de gauche, ont rejeté leur legs communiste). Chez les individus n'exerçant pas eux-mêmes un métier ouvrier, l'imprégnation peut résulter du contact avec des personnes ne relevant pas du strict cercle familial. Il peut s'agir par exemple de la belle-famille ou des amis, lorsque la culture ouvrière ne relève pas de la culture locale elle-même :

« Mes parents sont d'origine ouvrière, tous les deux. [...] »

La famille de ma copine, que je connais depuis très longtemps, parce qu'on est ensemble depuis qu'on est très jeune, eux sont du Pays haut en Lorraine, et de la sidérurgie, etc. Et euh, la culture ouvrière entre guillemets, c'est surtout de là qu'elle me vient.

[...] Dans le Pays haut, la culture ouvrière c'est l'environnement lui-même... Moi j'ai connu Longwy quand il y avait des usines partout. [...] Enfin là-bas il n'y a que des ouvriers, donc c'est... Bon peut-être que... c'est vrai que moi, non issu du monde des usines, enfin moi j'ai jamais connu mes parents dans les usines, c'est-à-dire que mon père a toujours été représentant autant que je m'en souviens, moi je l'ai pas connu... Peut être que je me fais une idée un peu fautive du monde ouvrier, parce que moi je les ai vus le week-end, surtout, les ouvriers, moi j'allais à Longwy le week-end, et... C'est ce côté assez terrible, enfin qui me semblait terrible de l'usine, même si j'y travaillais pas, qu'on me racontait, simplement par la parole, quoi. [...] — *Et la culture ouvrière, c'est un aspect important de ton rapport à la politique, la façon dont tu appréhendes les choses... ?*

Ben moi c'est... ouvrière j'ai pas forcément... Mais le côté prolétaire, la culture de classe, ouais, c'est très important. » (Jacques, 41 ans, militant au *groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste*).

« A Saint-Étienne c'était quand même une ville ouvrière, on parlait quand même... c'était quand même bien marqué, avec la ville bourgeoise Lyon qui n'était pas loin. Et on parlait beaucoup de foot aussi. St Etienne, en plus à la grande époque, les matchs Lyon-Saint-Étienne c'était justement, c'était vraiment le gros truc bourgeois-ouvriers. » (Gilles, 38 ans, militant au *groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste*).

Alors même que leurs parents n'appartenaient pas nécessairement à la classe ouvrière ou ne mettaient pas l'accent sur les références au monde ouvrier, ses pratiques et ses valeurs, les militants ont pu s'imprégner de ces éléments culturels par d'autres biais. Ceci signifie qu'un tableau statistique qui rend compte de la profession des parents ou un classement par

nombre d'attributs ouvriers ne suffit pas à exprimer les liens affectifs qui peuvent lier un individu à un milieu social. Outre le milieu familial, tout l'environnement local peut parfois confronter au milieu ouvrier, comme dans le cas des bassins industriels de Lorraine : les contacts avec les pairs (camarades de classe, collègues issus de milieux ouvriers...) constituent alors pour les militants autant d'occasions de s'imprégner de façon diffuse d'une culture ouvrière. Il en résulte pour eux une affection particulière pour le monde des « travailleurs »¹, un sentiment de solidarité avec les exploités parfois mêlé d'une admiration pour une classe à laquelle ils n'appartiennent pas directement. Issus de milieux souvent populaires ou relativement modestes (fils et filles d'ouvriers ou d'employés, enfants dont la mère est au foyer et le père instituteur...), ils se sont pour la plupart hissés, avec l'ensemble de leur génération, vers les classes moyennes, sans pour autant oublier leurs origines et les récits de leur jeunesse. Ils sont en quelque sorte des ouvriers « par choix »², non pas parce qu'ils auraient choisi d'exercer le métier d'ouvrier (même si c'est le cas de quelques uns³) mais parce qu'en dépit de leur condition objective ils se sentent subjectivement proches de la classe ouvrière. Sans exagérer l'importance de la culture ouvrière chez les anarchistes, on ne peut ignorer l'affection qu'ils portent fréquemment aux « travailleurs » et qui n'est pas étrangère au milieu social dans lequel ils ont grandi, quand bien même leurs parents ne seraient pas eux-mêmes des prolétaires. La proximité plus ou moins grande avec le monde ouvrier (et, parfois, avec le *Parti communiste*) est au principe d'un ensemble de représentations et de valeurs que l'on ne retrouve pas chez les militants de la gauche radicale, du fait notamment de leur plus grande jeunesse et de leurs origines sociales plus « bourgeoises ». Cette différence de rapport aux classes populaires⁴ et au mouvement ouvrier n'est pas étrangère aux choix organisationnels que vont opérer les militants lorsqu'ils

¹ Ce mot est placé entre guillemets afin de montrer qu'en l'occurrence il lui est donné un sens restreint qui est plus proche de celui d'ouvrier que de personne qui travaille, qui exerce un métier.

² L'expression est de Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris : PFNSP, 1989, p. 129.

³ Quelques militants ont en effet choisi d'être ouvriers, et de le rester : « *J'ai pas beaucoup évolué, parce que je n'avais pas envie... j'aurais pu. Maintenant je devrais être agent de maîtrise et tout ça, mais j'ai jamais voulu... Je suis toujours resté... ouvrier. C'est un choix. Politique. Personnel.* » (Bertrand, 52 ans, groupe de Rouen de la *Fédération anarchiste*)

⁴ Autre différence marquante entre les deux populations militantes mais qui n'apparaît pas dans les tableaux que nous venons de présenter, la proportion de mères au foyer est très importante chez les anarchistes (14 mères sur 39, soit 36% d'entre elles) alors qu'elle est nulle chez les radicaux. Bien qu'il soit difficile de repérer des effets univoques dans ces disparités, on peut en conclure que les militants anarchistes ont été élevés dans des familles plus modestes mais aussi plus « traditionnelles » que les militants radicaux (ce qui n'est pas étranger à la moyenne d'âge plus élevée des militants de la FA. La proportion de mères femmes au foyer croît en effet avec l'âge de l'enquêté : 21,4 % de mères femmes au foyer (3 sur 14) chez les moins de 30 ans et 44% (11 sur 25) chez les 30 ans et plus).

décideront de s'engager politiquement. Elle jouera également un rôle non négligeable dans la construction et la différenciation d'identifications collectives au sein de la mouvance libertaire.

III. Trajectoire, position sociale et engagement

L'étude des profils sociologiques des militants ne vaut pas uniquement par les corrélations qu'elle permet de mettre à jour entre des positions dans l'espace social, une éventuelle culture de classe et un engagement politique. Elle contribue également à rendre compréhensibles des parcours de politisation, et donc la construction de valeurs qui vont motiver l'action, en donnant une idée des contextes de socialisation ainsi que des trajectoires biographiques. L'étude des positions sociales présentes peut donner quelques indications quant au rapport au monde des militants. Le tableau 19 montre de façon détaillée comment les enquêtés se répartissent par profession en fonction de leur niveau d'étude. Il permet de voir la place importante des enseignants(-chercheurs) du supérieur parmi les enseignants, de même que le faible nombre de cadres supérieurs et de cadres moyens. Ceci signifie que rares sont les militants libertaires à occuper des positions d'encadrement, alors même que leur niveau d'instruction leur permettrait théoriquement d'occuper ce type de postes. Il est difficile de dire au moyen de ces seules données agrégées s'il s'agit là d'un choix délibéré. On peut toutefois remarquer que les études suivies (dans le domaine des sciences humaines — philosophie, arts, lettres — et du travail social principalement) ne destinent pas à des postes de direction comme peuvent le faire des filières juridiques ou commerciales, par exemple. On peut noter également que les filières d'excellence suivies par certains enquêtés, comme l'Ecole normale supérieure (9 enquêtés), préparent à des postes dans l'enseignement et non l'encadrement. De même, les anciens étudiants de Sciences-Po Paris (3 enquêtés) se dirigent vers la recherche et l'enseignement et non des filières de commerce où la haute administration. Les choix d'orientation des (futurs) militants semblent par conséquent laisser entrevoir un certain désintérêt pour les positions de pouvoir, mais aussi pour les activités les plus rémunératrices. Il est toutefois difficile de déterminer ce qui relève du libre choix et de la résignation plus ou moins consciente à suivre les filières les moins prestigieuses ou porteuses. Ce type d'analyse requiert en particulier une comparaison des positions sociales de départ et d'arrivée.

Tableau 19 : Répartition détaillée par profession selon le niveau d'étude (N=83)

<i>Niveau d'études atteint :</i>	CAP, Brevet, Bac	Bac+2	Bac+3 et bac+4	Bac+5	Doctorat	TOTAL	
						N	%
<i>Profession :</i>							
Etudiant, doctorant	5	-	4	11	-	20	24%
Enseignant sup., chercheur	-	-	-	1	6	7	8%
Professeur du secondaire	-	-	1	-	1	2	2,5%
Professeur des écoles	-	-	7	-	-	7	8%
Profession libérale	-	-	3	-	-	3	4%
Cadre sup., prof. intel. sup.	-	-	1	1	-	2	2,5%
Ingénieur	-	-	-	1	-	1	1%
Services médicaux/sociaux	-	2	6	-	-	8	10%
Bibliothécaire, documentaliste ...	2	1	3	-	-	6	7%
Cadre moyen	2	-	-	1	-	3	4%
Artisan, Commerçant	-	-	-	-	-	-	0%
Technicien, prof. interm.	2	3	2	4	-	11	13%
Employé	3	1	1	-	-	5	6%
Ouvrier	5	-	-	-	-	5	6%
Chômeur	-	1	1	-	1	3	4%
Total	19	8	29	19	8	83	100%

Lorsqu'on rapproche les niveaux d'étude et professions des enquêtés de la profession de leur père (Tableau 20), on constate une corrélation entre la position sociale d'origine et le niveau d'étude et la position d'arrivée : les enfants issus des catégories les plus modestes se retrouvent dans une forte proportion parmi les employés ou les ouvriers et ont un niveau d'étude moins élevé que la moyenne. Les militants ayant le plus haut niveau d'étude sont issus à 8% seulement d'un milieu employé ou ouvrier contre 58% de ceux qui ont le niveau d'étude le plus faible. *A contrario*, les moins diplômés sont issus très marginalement des classes moyennes et supérieures. On note toutefois, chez les moins diplômés, un taux d'appartenance à la classe moyenne en progression par rapport aux parents. Ceci se constate également chez les détenteurs d'un bac+2 à bac+4, qui sont proportionnellement plus nombreux que leurs parents à appartenir à la classe moyenne et aux classes supérieures et ont donc connu une ascension sociale. Plus concrètement, sur 63 enquêtés qui ont achevé leurs études, 29 (soit 46%) ont une position dans la hiérarchie sociale supérieure à celle de leur milieu d'origine, 20 (32%) ont une position équivalente et 14 (22%) ont une position

inférieure à celle de leur milieu d'origine¹. Ce sont donc près des 4/5èmes des militants qui ont connu une trajectoire ascendante ou stable. Le déclassement par le bas, au sens d'une trajectoire descendante qui voit l'individu occuper une position sociale inférieure à celle de son milieu d'origine, ne concerne qu'une minorité d'activistes. Parmi les enquêtés qui sont en cours d'études, on mesure également une tendance à l'élévation sociale (par rapport en particulier au niveau d'instruction des parents²), qu'il ne nous est pas possible de confirmer sans connaître de façon définitive la place qui sera occupée dans la hiérarchie des professions à l'issue des études.

Tableau 20 : Tableau synthétique : les enquêtés et leur milieu d'origine (pourcentages par colonnes)

	Bac ou inférieur		Bac+2 à bac+4		Bac+5 et doctorat		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Effectif total enquêtés	19	23%	37	45%	27	32%	83	100%
<i>Age de l'enquêté :</i>								
18-25 ans.....	7	37%	7	19%	6	22%	20	24%
26-35 ans.....	2	11%	18	48%	20	74%	40	48%
36-45 ans.....	4	21%	4	11%	-	-	8	10%
45 ans et plus.....	6	31%	8	22%	1	4%	15	18%
<i>Profession de l'enquêté :</i>								
Etudiant, doctorant.....	5	26%	4	11%	11	40%	20	24%
Enseignant (du primaire au sup.)..	-	-	8	22%	8	30%	16	19%
Cadre et prof. intel. sup.....	1	6%	4	11%	2	7%	7	8%
Prof. Interm., médical/social.....	5	26%	17	46%	5	19%	28	34%
Employé, ouvrier.....	8	42%	2	5%	1	4%	10	12%
Chômeur**.....	-	-	2	5%	-	-	2	3%
<i>Profession du père* :</i>								
Enseignant (du primaire au sup.)..	-	-	8	22%	4	15%	12	15%
Prof. Libérale, chef d'ent.....	1	5%	1	3%	2	8%	4	5%
Cadre et prof. intell, supérieure....	1	5%	5	13%	10	38%	16	20%
Prof. intermédiaire, technicien.....	4	21%	9	24%	6	23%	19	23%
Artisan, Commerçant, agriculteur.	2	11%	1	3%	2	8%	5	6%
Employé, ouvrier.....	11	58%	12	32%	2	8%	25	30%
Chômeur**.....	-	-	1	3%	-	-	1	1%

* Il manque les données pour le père d'un enquêté, disparu. Pour cette ligne du tableau, N=82

** La catégorie chômeurs regroupe les chômeurs de longue durée ou n'ayant jamais travaillé

¹ Une comparaison entre les positions sociales de deux générations appelle des réserves importantes. Tout d'abord, le milieu social d'origine est généralement déterminé par la position sociale du père en fin de carrière, alors que la position de l'enquêté est souvent mesurée en début de carrière. En outre, suite à l'évolution du marché du travail et de la scolarisation et en fonction de la date d'entrée dans la profession, une même position peut jouir d'un prestige différent, ce qui signifie qu'il faut tenter d'évaluer la position sociale des individus (enquêtés et parents) en fonction de la place de leur profession dans la hiérarchie sociale au moment où ils y sont rentrés et non à un même instant "t".

² Cette élévation sociale est difficile à mesurer dans le cas des étudiants. Toutefois, on peut constater pour un certain nombre d'entre eux (et en particulier les doctorants) un niveau de diplôme acquis ou en voie d'acquisition nettement supérieur à celui de leurs parents, et donc supérieur à l'élévation générale du niveau de diplôme entre les générations liées à la massification de l'enseignement supérieur.

La caractérisation de la pente des trajectoires des enquêtés dans l'espace social n'est pas sans importance. En effet, nombreuses sont les études qui font de la trajectoire sociale des individus un principe d'explication de leur engagement militant. La trajectoire est notamment (mais pas uniquement) présentée comme une source potentielle de frustration qui incite à l'action protestataire¹. Cette approche n'est pas très éloignée des modèles de frustration relative proposés par Ted Gurr², en ceci qu'elles prennent en compte les éventuels décalages entre aspirations et réalisations (entre position espérée et position occupée) et non seulement la privation mesurée objectivement. Pierre Bourdieu voit dans la diminution progressive de la valeur des titres scolaires la cause du développement d'une « humeur anti-institutionnelle³ ». Selon lui, « la déqualification structurale qui affecte l'ensemble des membres [d'une] génération, voués à obtenir de leurs titres moins que n'en aurait obtenu la génération précédente, est au principe d'une sorte de désillusion collective qui incline cette génération abusée et désabusée à étendre à toutes les institutions la révolte mêlée de ressentiment que lui inspire le système scolaire.⁴ » Il ajoute que cette humeur anti-institutionnelle peut conduire à une dénonciation de l'ordre social et une distanciation vis-à-vis de ses valeurs et des pratiques qui le perpétuent⁵. La frustration liée à la remise en cause des aspirations d'élévation sociale liées au diplôme obtenu ou en voie d'obtention serait ainsi au principe d'une remise en cause des fondements de l'ordre social et donc, potentiellement et pour ce qui nous concerne, d'un militantisme libertaire marqué par sa défiance vis-à-vis des institutions. Bernard Lacroix abonde dans ce sens lorsqu'il analyse les trajectoires des individus ayant opté après 1968 pour la vie en communauté⁶. Il constate que les « communards » sont principalement issus des classes moyennes et ont un niveau d'instruction élevé. Mais ce n'est pas directement la position d'origine ou le niveau d'étude qui détermine selon lui l'attrait pour des modes de vies ou des philosophies politiques. En effet, « c'est dans la distance qui sépare les *dispositions*, conditionnées par l'origine sociale, transformées ou confirmées par l'Ecole en fonction de sa

¹ Boris Gobille qualifie cette explication qu'il juge — comme nous — insuffisante de « stricte rationalisation du dépit ». *Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en mai 68*, Thèse de doctorat en sciences sociales, EHESS, 2003, p. 108, cité in BRUNEAU, Ivan. *La confédération Paysanne : s'engager à « juste » distance*. Thèse de doctorat en science politique, Université Paris X, 2006, p. 314.

² GURR, Ted R. *Why Men Rebel ?*. Princeton : Princeton University Press, 1970.

³ BOURDIEU, Pierre. *La distinction, op. cit.*, p. 164.

⁴ *Ibid.*, p. 161-164.

⁵ *Ibid.*, p. 164.

⁶ LACROIX, Bernard. *L'utopie communautaire : Histoire sociale d'une révolte*. Paris : PUF, 1981.

logique propre, et les *prétentions* qu'autorise le verdict scolaire qu'il faut rechercher le principe de la *frustration*, prélude au choix communautaire.¹ » Il en conclut que « les utopies politiques gauchistes ne sont donc rien de plus que l'expression de la revendication des étudiants bourgeois face à la dégradation de leurs perspectives d'avenir.² » C'est aussi une explication par les trajectoires de déclassement qu'avance Gérard Mauger pour rendre compte des engagements contestataires des soixante-huitards, même s'il entend le déclassement au sens large de sortie de son milieu d'origine et non au sens restreint d'une mobilité sociale descendante³. Selon lui, tout décalage entre la position espérée et la position réalisée permet de « rendre compte des différentes formes de luttes, individuelles ou collectives, qui visent l'ajustement des dispositions et des positions.⁴ » *A contrario*, une position ajustée aux dispositions résulterait dans une reproduction « sans à-coups⁵ » des structures sociales et donc à l'absence de mouvement de contestation lié à cette « crise d'identité juvénile⁶ ». La contestation, résultat ici encore d'une frustration, accompagnerait la période de temps nécessaire à un individu pour s'ajuster à sa position, c'est-à-dire au « temps de s'y faire⁷ ». L'engagement contestataire serait donc principalement lié à une période de jeunesse, par définition limitée dans le temps, que l'intégration progressive dans la vie active des adultes conduirait à son terme.

On peut reconnaître à ces approches le mérite de chercher à dépasser une certaine analyse statique des causes de l'engagement et de contourner ainsi l'apparent paradoxe de l'intérêt à la contestation d'individus appartenant aux classes moyennes dont il est souvent difficile de penser qu'ils se mobilisent en réaction à leur pauvreté où à une dégradation marquée de leurs conditions de vie. Avec la prise en compte des trajectoires et des représentations qui y sont liées, c'est le sentiment subjectif de ne pas occuper la place qu'on estime mériter qui est mise en avant, mais aussi, potentiellement, les difficultés liées à l'accession trop rapide ou inespérée à des positions nettement supérieures à celles d'origine.

¹ *Ibid.*, p. 106, souligné par l'auteur.

² *Ibid.*, p. 172.

³ MAUGER, Gérard. « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la "génération de mai 68" » in CURAPP. *L'identité politique*. Paris : PUF, 1994, p. 206-226.

⁴ *Ibid.*, p. 210.

⁵ *Ibid.*, p. 211.

⁶ *Ibid.*, p. 212.

⁷ *Ibid.*, p. 211.

Ainsi, davantage que le déclassement par le bas¹, ce sont les trajectoires trop ou trop peu ascendantes qui pourraient expliquer une forme de mal-être social, un ressentiment vis-à-vis du système, scolaire d'abord, politique ensuite. Il ne fait aucun doute que la confrontation avec un milieu différent du sien peut provoquer chez les individus des prises de conscience ou réactions qui peuvent initier une réflexion politique. Plusieurs militants que nous avons interrogés nous ont fait part de la difficulté qu'il y a à pénétrer dans un monde de classes supérieures. C'est vrai en particulier des individus issus de classes moyennes et modestes et qui ont intégré l'Ecole normale supérieure :

« Je ne suis pas très marqué socialement, je n'ai pas une appartenance très forte à part classe moyenne... Mais très clairement, quand je suis arrivé à l'ENS, là, bas j'étais tout en bas de l'échelle sociale [il rit]. Ca m'a fait pareil quand je suis arrivé à Paris. C'était très, très intimidant, la façon dont les gens s'exprimaient, j'étais pas du tout habitué à ça. C'était un petit peu dur au début. » (Benoît, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« J'avais un petit peu de mal, je les trouvais prétentieux et très immatures. Et puis la plupart aussi venaient, étaient eux-mêmes fils de profs, universitaires, il y avait très peu de fils d'ouvriers. Et bon, je me rendais compte que je n'avais pas grand-chose de commun avec eux non plus. Pour moi c'était pas mon milieu. Alors je ne venais pas d'un milieu très pauvre non plus, mais c'était pas ça... Je sentais bien l'histoire de Bourdieu, tu sais, la reproduction. » (Lucie, 32 ans, militante du *groupe La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

En dépit de son attractivité liée notamment à son adéquation avec certaines situations parfois subjectivement expérimentées par les enquêtés, voire par le chercheur lui-même², l'explication de l'engagement par les trajectoires sociales paraît limitée. D'une part, et bien que les militants libertaires se caractérisent notamment par leur âge moyen peu élevé, une théorie qui met en avant le fait que la contestation correspond à une période d'adaptation durant la jeunesse ne parvient pas à rendre compte des engagements qui perdurent ou qui se déclarent parfois sur le tard (ou, au contraire, très tôt, anticipant alors les éventuelles frustrations). D'autre part, l'appréciation du degré d'adéquation entre dispositions, aspirations

¹ Les effets du déclassement par le bas sont équivoques. Si l'on constate une tendance à adopter les attitudes du groupe d'arrivée, on ne peut établir de lien avec un engagement contestataire à gauche. Au contraire, la mobilité vers les classes populaires tendrait à rapprocher les individus des positions du front national. Cf. PEUGNY, Camille. « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane ». *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 3, 2006, p. 443-478.

² Comme l'avoue Bernard Lacroix à la fin de son ouvrage sur l'utopie Communautaire, *op. cit.*

et positions nous semble au mieux hasardeuse. Outre le fait qu'elle conduit facilement à présumer que tout individu nourrit le même type d'aspirations et a le même niveau d'exigence en terme d'élévation sociale par rapport à son milieu d'origine, l'approche en termes de trajectoire implique de la part du chercheur une dose trop forte d'interprétation et d'évaluation de parcours et de positions individuels : comment juger, en l'absence de déclarations explicites, quelle était la perception des enquêtés de leur milieu d'origine, quelle était leur position sociale espérée et quelle est leur perception de la position qu'ils occupent finalement ? Alors qu'il est déjà difficile d'apprécier la pente d'une trajectoire — qui par définition fait comparer des positions qui, avec le temps et le changement de génération, ne sont plus guère comparables —, comment déterminer si une trajectoire stable est subjectivement perçue avec satisfaction comme un maintien du statut social ou avec frustration comme incapacité à s'élever socialement ? Tenter d'expliquer la contestation par la trajectoire sociale permet certes d'avancer des hypothèses avec pour seul base des statistiques concernant la profession des enquêtés et de leurs parents, mais revient également à occulter tout un pan des socialisations et de la vie des individus dont la connaissance seule permettrait d'apprécier objectivement les aspirations et donc leur réalisation¹.

Parfois croisée à l'approche par les trajectoires, l'explication de l'engagement à gauche par la place occupée par l'individu dans son champ d'activité nous semble plus à même d'exploiter de façon judicieuse des données agrégées sur des militants. La défense de la cause des plus faibles s'expliquerait alors par « l'homologie structurale entre la relation des dominés aux dominants et la relation des fractions dominées aux fractions dominantes² » d'une classe ou d'un champ, homologie qui serait au principe « d'une solidarité vécue et parfois réelle avec les classes dominées³ ». C'est parce qu'ils se sentiraient dominés dans leur champ que des individus (en particulier ceux appartenant aux fractions dominées de la classe dominante : intellectuels, artistes, professeurs⁴) se sentiraient proches des classes dominées et se mobiliseraient afin de défendre leurs intérêts. Daniel Gaxie a expliqué par cette homologie le choix des plus dominés des dominants de représenter les classes populaires ou moyennes dans les partis politiques, les luttes entre fractions de classe (objectivées dans les compétitions

¹ Pour une critique plus approfondie de la notion de trajectoires et de déclassement, cf. BRUNEAU, Ivan. *La confédération Paysanne. Op. cit.*, p. 314-319.

² BOURDIEU, Pierre. *La distinction...*, *op. cit.*, p. 363

³ *Idem.*

⁴ *Ibid.*, p. 513.

entre différentes organisations partisans) jouant d'une certaine manière la lutte des classes¹. Mais l'explication vaut également dans les organisations de mouvement social, comme le montre par exemple Johanna Siméant lorsqu'elle analyse le profil de ses militants soutiens de sans-papiers². Ces derniers ne font pas partie des classes les plus dominées ; ils disposent de ressources mais ne font pas pour autant partie des dominants et ils peuvent trouver dans leur vécu et leur position sociale, leur sentiment subjectif de faire eux aussi partie des « exploités », des éléments les rapprochant de la population des sans papiers qu'ils défendent³. On notera toutefois que l'analyse en terme d'homologies de position suppose souvent une vision assez floue des champs ou des classes sociales et des positions relatives en leur sein et qu'elle n'opère pas des distinctions assez fines entre les niveaux de ressources (ou les différents capitaux) dont disposent les individus et qui pourtant influencent leur position dans l'espace social⁴. De plus, cette approche reste muette sur les facteurs qui vont faciliter chez certains la perception subjective d'une situation de dominé là où d'autres identiquement situés n'auront aucun sentiment particulier de solidarité avec « les exploités ».

Les travaux se situant dans la mouvance des analyses des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) contournent en partie ces problèmes en cherchant à se dégager d'une approche en termes de classes sociales. Le souci de leurs auteurs de se distinguer de la sociologie marxiste longtemps dominante les conduit à cesser d'envisager les mouvements sociaux et l'action politique comme des symptômes de la lutte des classes. Ils s'intéressent alors à ce qui, dans le profil des acteurs, leurs aspirations et leur vécu quotidien, explique leur mobilisation en faveur de causes supposées transcender les clivages sociaux traditionnels, comme les revendications identitaires (mouvements des femmes, mouvement homosexuel...) ou l'opposition à l'énergie nucléaire et la défense de l'environnement. Il ressort de ces études que les activistes proviennent majoritairement des classes moyennes, ne sont pas encore intégrés dans le marché du travail ou travaillent surtout dans le secteur des services⁵. Pour Stephen Cotgrove et Andrew Duff, les NMS sont l'expression d'un « radicalisme de classe

¹ GAXIE, Daniel. « Les logiques du recrutement politique ». *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 1, 1980, p. 5-45. On verra plus loin que la position de Gaxie sur ce type d'explication par les positions s'est affinée.

² SIMEANT, Johanna. *La cause des sans papiers*, *op. cit.*.

³ *Ibid.*, p. 370.

⁴ MATHIEU, Lilian, ROUSSEL, Violaine. « Pierre Bourdieu et le changement social ». *Contretemps*, n° 4, 2002, p. 140-152.

⁵ Cf. par exemple les contributions rassemblées dans DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred (eds.). *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*. Cambridge : Polity Press, 1990.

moyenne¹ » qui est lié à la position marginale des activistes dans le système capitaliste : travaillant majoritairement dans le secteur non productif, à la périphérie des institutions et des opérations économiques centrales des sociétés industrielles, ces individus développeraient un sentiment d'aliénation vis-à-vis des processus de prise de décision politique. Leur engagement serait à la fois une forme de protestation contre cette marginalisation, et l'affirmation des valeurs alternatives que leur position particulière (à l'écart notamment de la recherche du profit et du souci de la croissance économique) les porterait à développer. Les modalités de leur protestation elles-mêmes seraient expliquées par ce rapport particulier au politique : leur position d'en-dehors les inclinerait à rejeter le clivage gauche-droite et à favoriser l'action directe par rapport à la participation conventionnelle². Cette interprétation est séduisante. On voit d'emblée le lien avec les militants libertaires qui, comme les activistes des NMS, appartiennent principalement aux classes moyennes, travaillent majoritairement dans le secteur non concurrentiel et qui, en matière de participation politique, optent pour l'action non conventionnelle et se méfient des médiations institutionnelles. La proximité de nature entre nouveaux mouvements sociaux et mouvements libertaires ne fait pas de doute. Le terme de libertaire fait d'ailleurs partie du vocabulaire utilisé parfois dans la littérature sur l'action collective pour qualifier les individus investis dans les NMS. Herbert Kitschelt qualifie par exemple de libertaires de gauche (pour les démarquer des *libertarians* américains marqués à droite) les individus qui « partagent la méfiance du marché et de l'éthique de la réussite personnelle qu'ont les socialistes traditionnels et, au contraire, se reconnaissent dans une vision égalitaire de la société. S'opposant aux convictions socialistes, cependant, ils sont libertaires et rejettent l'idée que les bureaucraties publiques centralisées aient l'autorité de réguler la conduite sociale à travers la "planification".³ » Ils mettent en outre l'accent sur des valeurs d'autonomie et d'épanouissement personnel⁴. Kitschelt voit, lui aussi, l'origine de ces positions morales et politiques dans la situation socio-économique des individus et en particulier dans ce qu'il appelle leur « expérience du marché » (*market experience*)⁵ et leur

¹ COTGROVE, Stephen, DUFF, Andrew, « Middle-Class Radicalism and Environmentalism » in GOODWIN, Jeff, JASPER, James (eds.). *The Social Movements Reader: Cases and Concepts*. Malden (Mass): Blackwell, 2003, p. 210-218.

² *Ibid.* p. 76-77.

³ KITSCHELT, Herbert, « La gauche libertaire et les écologistes français », *Revue française de science politique*, vol. 40, n°3, 1990, p. 340.

⁴ *Idem.*

⁵ KITSCHELT, Herbert. *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press, 1994, p.15.

expérience organisationnelle au travail (*experiences in the daily environment of work organizations*)¹. L'expérience du marché est déterminée par trois éléments : le fait de percevoir un salaire ou de tirer ses revenus du profit, l'appartenance au secteur public ou privé et l'exposition à la concurrence². L'expérience organisationnelle dépend quant à elle du degré d'autonomie dont l'individu dispose dans son travail (et qui est très liée au niveau d'instruction) et de la part de communication et d'interactions avec d'autres individus que ce travail implique³. L'expérience du marché oriente les préférences individuelles vers des politiques redistributives de type socialiste ou, au contraire, des politiques d'offre favorisant le fonctionnement libre du marché (dimension économique : axe gauche-droite)⁴. La position dans l'organisation du travail influe pour sa part sur la valorisation de la participation et de l'autonomie individuelle, de la créativité et de la réciprocité dans les relations sociales (dimension culturelle : axe libertaire-autoritaire)⁵. Les libertaires seraient donc marqués à la fois par leur statut de salariés du secteur public ou non lucratif, extérieur à la concurrence économique, et par leur degré d'autonomie et l'importance des rapports aux autres et de la communication dans leur travail. La possibilité de s'organiser par soi-même sans devoir constamment répondre aux sollicitations de supérieurs hiérarchiques et la nécessité de collaborer avec des populations diversifiées constituent en effet des éléments prégnants de métiers comme l'enseignement ou le travail social (mais aussi les professions libérales de la santé telles que les orthophonistes) qui concernent 43% des actifs de notre échantillon. Certains enquêtés qui exercent la profession d'éducateur ont mis l'accent sur ces aspects de leur profession :

« C'est un boulot où tu ne produis pas, où tu ne vends pas et où tu es dans de la relation en permanence, et... Et où tu as encore une certaine marge de manœuvre, sur euh... ce que tu portes quoi, comme valeurs. » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*).

« Pour moi l'avantage d'être dans ce métier là, c'est aussi de... ben de rien fabriquer. Que on ne va pas me demander un rendement. Quand je faisais des ménages, il fallait que je fasse trente chambres. Là, on ne peut pas me dire, aujourd'hui tu en as éduqué trois, tu vois. Et ça, ça me plaît bien. Et aussi l'idée du rapport au chef, quoi. J'ai l'impression d'être plus mon

¹ *Ibid.*, p. 16.

² *Ibid.* p. 15-16.

³ *Ibid.* p. 16-17.

⁴ *Ibid.* p. 16.

⁵ *Ibid.* p. 17.

chef à moi, parce que mon boulot c'est... alors bien sûr tu bosses en équipe, etc., mais il y a l'idée c'est moi qui monte le projet. Tu peux le monter avec une personne, et ça j'aime bien quoi. » (Clarisse, 24 ans, militante à *Vamos!*).

Les valeurs d'égalitarisme et de responsabilité personnelle ainsi que le sentiment de compétence affichés par les militants libertaires seraient donc les conséquences de ce type de rapports au travail et dans le travail qui portent à favoriser l'initiative individuelle au détriment de la performance ou du profit. Aussi séduisantes que soient ces analyses, qui trouvent immédiatement dans notre corpus une forme de vérification empirique, il nous faut en souligner au moins une limite qui rejoint la critique adressé aux approches en termes de trajectoires, à savoir l'absence de réflexion réelle sur les orientations politiques développées lors des socialisations antérieures (en particulier lors de la socialisation primaire). On peut en effet se demander dans quelle mesure c'est la position sociale, mesurée par la profession, qui influence les valeurs, ou les valeurs qui vont influencer le choix d'orientation vers une profession donnée. Nous avons déjà abordé plus haut la question des choix d'orientation qui vont influencer la position sociale future. Il apparaît en filigrane dans notre échantillon qu'un certain nombre d'orientations idéelles et morales sont au principe des choix d'études et donc de l'orientation professionnelle. Il est indéniable, par exemple, que le fait de suivre une formation pour devenir éducateur spécialisé ou professeur présuppose souvent une première conception de ses aspirations professionnelles et de sa vie future¹. S'il ne faut pas surestimer la capacité des jeunes adultes à se projeter dans l'avenir et à déterminer avec précision leurs aspirations en matière d'emploi, on ne peut pas pour autant estimer que les individus vont se répartir au hasard dans les différentes professions. Les analyses des facteurs professionnels modelant les préférences politiques gardent leur validité, à condition de ne pas négliger l'importance des valeurs préalablement construites ; celles-ci peuvent alors être renforcées par les rapports au travail et au système économique développés dans les différentes professions. S'inscrivant dans la mouvance de l'analyse des nouveaux mouvements sociaux, les thèses postmatérialistes de Ronald Inglehart ont le mérite de mettre l'accent sur les valeurs

¹ Il faut préciser à ce sujet que la plupart des enseignants de notre échantillon ont déclaré avoir réfléchi par avance à leur projet de travailler dans l'enseignement, et que cette orientation n'était pas présentée comme vécue comme une voie de sortie honorable mais contrainte du système universitaire. Nous reviendrons brièvement sur la question des choix professionnels, en rapport avec les cultures militantes, dans le chapitre 6.

développées dans les expériences de jeunesse¹. Sont qualifiées de « postmatérialistes » les valeurs d'autonomie individuelle, d'épanouissement personnel, de participation à la décision collective, qui contrastent avec les « anciennes » valeurs « matérialistes » liées à la croissance économique, la consommation et la sécurité. Ces valeurs nouvelles sont portées en particulier par les classes moyennes éduquées que leur niveau de vie met à distance des considérations les plus matérielles — dans la mesure où leurs besoins de base sont satisfaits — et que leur éloignement des centres de décision porte à remettre en cause les élites au nom de la participation². L'intérêt des travaux d'Inglehart est de montrer que les conditions dans lesquelles les individus vont grandir sont autant, si ce n'est plus, importantes que celles dans lesquelles ils vont vivre une fois atteint l'âge adulte. En effet, le fait d'avoir été élevé dans un milieu à l'abri des difficultés économiques porte à accorder par la suite moins d'importance aux questions matérielles qu'à des préoccupations d'expression et de valorisation personnelle. La théorie d'Inglehart constitue donc une reconnaissance de l'influence du milieu d'origine sur le développement des valeurs individuelles, qui ne nie pas pour autant l'effet du niveau d'instruction et du type d'emploi. Sa dimension très quantitativiste l'empêche toutefois d'explicitement les liens entre milieu d'origine, position occupée et orientations politiques.

Au terme de cette rapide discussion de quelques théories explicatives des orientations politiques individuelles, on conclura, avec Daniel Gaxie, que les modèles qui tentent d'expliquer les préférences par des appartenances à des groupes sociaux, des positions sociales ou des trajectoires connaissent des limites importantes. Il en va de même des « tentatives de reconstruction de l'espace social à partir du volume et de la structure des différentes espèces de capital, même dans les variantes où le modèle est complexifié par la prise en compte des origines sociofamiliales et des trajectoires.³ » En effet, il convient de prendre également en compte des facteurs contextuels et biographiques, mais aussi l'appartenance à des groupes, des minorités ou des mouvements spécifiques⁴. « Cette diversité et cette hétérogénéité des propriétés pertinentes pour rendre compte de la genèse des

¹ INGLEHART, Ronald. *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton : Princeton University Press, 1977 ; INGLEHART, Ronald. *Modernization and Postmodernization : Cultural, Economic and Political change in 43 Societies*. Princeton : Princeton University Press, 1997.

² INGLEHART, Ronald. *The Silent Revolution...*, *op. cit.*

³ GAXIE, Daniel. « Appréhensions du politique et mobilisation des expériences sociales ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, p. 176.

⁴ *Idem.*

dispositions politiques soulève la question de la construction, voire de la possibilité d'une construction d'une représentation cartographique unifiée du monde social. Elles mettent en question la réduction de la genèse des dispositions aux seuls facteurs "socio-économiques" (trajectoires et positions sociales, conditions de vie, niveau économique et culturel, capital social).¹ » Face au constat de l'incapacité des approches classiques de rendre compte à *elles seules* des orientations politiques (et en particulier des divergences de valeurs parfois importantes entre des individus qui peuvent occuper une position sociale similaire et avoir connu une trajectoire semblable), la sociologie et la science politique sont confrontés à la nécessité d'enrichir leurs modèles de points de vue différents. Une approche qualitative attentive aux socialisations successives des individus constitue un moyen de saisir la multiplicité des facteurs intervenant dans la construction des préférences et valeurs. L'attention aux socialisations primaires des militants libertaires permet d'enrichir l'approche liant position sociale et orientation politique, qui garde un potentiel heuristique² à condition de ne pas être déconnectée des vécus individuels. Il est clair qu'une sociographie, même détaillée, des militants libertaires ne suffit pas à expliquer leur engagement ni les formes qu'il a pu prendre. Mais lorsque les données quantitatives sont basées sur (ou complétées par) une méthode qualitative de recueil d'informations par entretien, les effets politiques des positions passées et présentes ou des autres caractéristiques sociales peuvent être réinterprétés à la lumière des différents témoignages. L'analyse des motivations apparaît plus heuristique que la seule analyse des positions, même si les deux sont inséparables : la connaissance des contextes de socialisation permet de rendre compte des valeurs et des modes de perception du monde développés par les individus et donc, *in fine*, de comprendre leur rapport au politique et les motivations de leur engagement. On pourra citer à ce propos l'exemple d'une militante dont l'emploi dans une association en contact avec les pouvoirs politiques locaux a contribué à forger une défiance vis-à-vis des élus :

« Je me tâtais un peu, là aussi, [pour continuer à travailler dans] le socioculturel, j'avais pas mal de réticences parce que je me suis aperçue que c'est un milieu aussi qui est très instrumentalisé par le politique. Je vois sur la ville de Strasbourg c'est vraiment, oh, édifiant. [Dans notre association], on est autofinancé par des formations, mais on bénéficiait de

¹ *Idem.*

² Il va de soi que le fait d'être chef d'une grande entreprise ou ouvrier à la chaîne, pour prendre des exemples volontairement extrêmes, n'est pas sans effet sur l'orientation politique. Il ne s'agit donc pas de nier les effets propres du milieu d'origine ou de la position sociale et de la profession mais de souligner leurs limites.

beaucoup de subventions publiques et dans le cadre de ces subventions publiques on avait des évaluations, des critères, euh, enfin assez forts, et au bout d'un moment tu te poses la question est-ce qu'on est toujours libre dans notre pratique professionnelle, dans notre vie associative, ça pose vraiment question. Dans quelle mesure on ne nous utilise pas pour faire du contrôle social au niveau des quartiers ? Enfin on subissait certaines pressions qui n'étaient pas toujours très heureuses [...]. Donc nous on se bat, on essaye de soutenir les petites associations qui elles aussi rament parce qu'on leur demande de faire plutôt du contrôle social que de l'éducation populaire [rire]. Donc j'étais pas trop sûre de vouloir mettre les pieds là-dedans, je me tâtais vraiment très fortement, parce que j'avais peur encore une fois de me retrouver dans quelque chose où je me sens pas libre, je me sens manipulée malgré moi. Et puis me sentir écartelée, parce que... finalement je choisis ce métier-là parce que... j'ai certaines valeurs, certaines utopies, je mets toute mon énergie dedans et je me rends compte que c'est utilisé à mon encontre, à l'inverse... Donc je crois que ça, c'est ça qui fait que ça crée des déchirements personnels assez forts, enfin dans le milieu social. » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

Dans ces propos, on constate d'une part de quelle façon les exigences d'une position professionnelle peuvent être perçues par la personne qui l'occupe et comment cette expérience peut ensuite influencer sa vision de la politique. On voit d'autre part que le choix de l'activité (ici, dans le milieu socioculturel associatif) est dès le départ influencé par un ensemble de valeurs ou d'« utopies » qui orientent vers un métier plutôt qu'un autre. Ces valeurs vont elles-mêmes avoir un impact sur la façon dont est vécu le métier et dont ce vécu va être interprété politiquement. Ceci confirme l'hypothèse que le choix d'une formation ou d'un emploi n'est pas nécessairement neutre, et laisse supposer qu'en fonction des valeurs qu'il apporte dans sa profession, l'individu sera disposé à percevoir son travail d'une façon particulière et d'en tirer certains types d'enseignements politiques et de rapports aux institutions. On retrouve là l'idée que les socialisations successives s'appuient nécessairement sur les expériences antérieures qui leur confèrent du sens. Si l'analyse des positions successives occupées par une même personne dans l'espace social au fil de sa vie renseigne sur les différents contextes qui ont pu peser sur la formation de ses préférences politiques, seule une attention fine aux histoires individuelles permet de comprendre l'effet propre de chacune des expériences liées à ces contextes. En d'autres termes, la position sociale n'est un facteur d'explication valable que dans la mesure où l'on observe avec précision l'effet socialisateur qu'elle a sur l'individu au regard de ses précédentes socialisations et en fonction

des différentes instances socialisatrices. L'analyse du rapport de nos enquêtés à la politique préalablement à leur engagement ne peut donc faire l'économie d'une approche globale, prenant en compte à la fois leurs caractéristiques sociographiques et des aspects tenant à leurs expériences personnelles.

IV. Désaffiliation partisane et rapport à la participation politique.

Les rapports distanciés — voire les rapports de défiance — des citoyens ordinaires vis-à-vis des institutions de la démocratie représentative ont été abondamment décrits et commentés au cours de ces dernières années. Le politique serait aujourd'hui largement « désacralisé » sous l'effet de plusieurs facteurs qu'Erik Neveu et Bastien François regroupent en trois processus cumulatifs : une banalisation de la parole des politiques, liée notamment à la concurrence d'autres acteurs civiques ; une professionnalisation et une fermeture croissante du monde des professionnels de la politique ; une impuissance perçue des dirigeants politiques face à des problèmes d'ordre systémique ou à la prééminence des marchés¹. Cécile Péchu, envisageant la participation politique sous son angle non conventionnel, fait elle aussi le constat d'une « crise du champ partisan », qui contribuerait à différencier et autonomiser champ militant et champ politique². Fonctionnant selon des logiques propres, mettant en avant le désintéressement des activistes (« le militantisme pour soi », dans la logique de « l'art pour l'art ») et rejetant la recherche de l'autorité légitime, le champ militant se construirait comme un contre-pouvoir autonome de la sphère politique institutionnelle³. Sans discuter au fond de la justesse de ces analyses, on notera l'écho qu'elles trouvent dans nos propres observations : les militants libertaires constituent en quelque sorte un paradigme du souci d'autonomie vis-à-vis de la politique, du rejet de ses logiques et de ses formes. Il ne s'agit nullement chez eux d'un rejet de l'action politique, mais bien du refus de l'action institutionnelle telle qu'elle s'est imposée depuis la troisième République en France.

Les militants libertaires, largement issus de familles politisées et fréquemment investies dans des formes d'action collective à dimension politique, entretenaient pour la plupart, au

¹ FRANCOIS, Bastien, NEVEU, Erik. « Pour une sociologie des espaces publics contemporains » in FRANCOIS, Bastien, NEVEU, Erik (dir.). *Espaces publics mosaïques : Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 1999, p. 41-42.

² PECHU, Cécile. *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*. Paris, Dalloz, 2006, p. 354.

³ *Ibid.*, p. 479.

sortir de l'adolescence, une familiarité plus ou moins grande avec l'action collective, doublée d'une envie (voire de ce qui était parfois ressenti comme un véritable « besoin ») de s'investir dans la vie collective :

« J'avais un appel de la politique, j'avais envie de faire de la politique, mais c'était pas hyper réfléchi, théorisé, c'était plus instinctif. » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*).

« Je voulais faire un truc, tu vois, je voulais trouver une association, faire quelque chose. Parce que, tu vois, ça c'était un truc aussi dans ma famille, enfin surtout ma mère... il y a toujours eu... tout le monde dans un engagement associatif quel qu'il soit... C'était... enfin voilà, que ce soit un club de voile, [...] une association de quartier, enfin des conneries comme ça, c'était... Et moi j'aidais tout ça, quand j'étais petite, je faisais des tracts pour ma maman, enfin je les distribuais et tout. » (Clarisse, 24 ans, militante à *Vamos!*).

« Je me souviens d'une époque, vers 18, 19 ans, où j'ai dit à mon père "cette année j'ai pris une bonne résolution, je vais essayer de m'engager politiquement" [rire]. Et à ce moment-là, ben j'étais tout seul, je connaissais rien à la vie, je n'étais pas relié avec des groupes politiques ou quoi que ce soit... Mais je m'étais dit ce serait bien que je commence à me bouger et que je fasse quelque chose... Et c'est à partir de là où j'ai commencé à m'intéresser concrètement à ce que je pouvais faire. » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

L'envie parfois confuse d'agir concrètement est à l'origine de nombreux parcours menant au militantisme libertaire. Elle résulte d'un intérêt pour les questions politiques et sociales, souvent hérité des parents. Les exemples ou les récits d'engagements politiques auxquels les militants ont été confrontés enfants alimentent ce désir d'action tout en permettant de le concevoir comme réalisable. Il n'y a néanmoins pas reproduction pure et simple du militantisme parental : c'est davantage le principe de l'action collective en politique qui est repris que sa forme. Même lorsque un de leurs parents était investi dans un parti politique (PS, PC, LO...), les enfants ont choisi la voie de l'action non conventionnelle, rejetant les grosses organisations ou les structures trop formelles :

« Je partais vachement l'été faire du bénévolat, enfin ce qu'on appelle plus ou moins humanitaire, [...] Mais bon, voilà, tu pars un mois, et tu reviens au bout d'un mois et puis voilà, il faut attendre un an pour repartir. Tu as l'impression de n'avoir aucun impact assez profond, en profondeur, donc euh... Donc ben j'avais envie, tu vois, j'avais envie de militer, j'avais envie de m'investir dans des trucs, et en même temps je ne savais pas trop quoi. Je

n'avais pas envie d'une grosse structure, ça c'était clair, parce que je n'avais pas envie de... Parce que j'avais vu, justement, en faisant du bénévolat, comment ça fonctionnait, comme tu pouvais n'être qu'un pion, et... Donc j'avais pas envie de ça, par contre j'avais vachement envie d'être dans le social, tu vois, j'avais envie de faire un truc dans le social, mais je ne savais pas quoi. » (Charlotte, 27 ans, militant à *Chiche!*).

« Je n'avais pas envie de foutre les pieds dans un parti, mais j'avais envie de faire des trucs. » (Olivier, 27 ans, militant *Crep*).

« J'avais envie de m'investir politiquement mais il n'y a aucun parti dans lequel je me reconnais, enfin un peu de tout, mais... Et dans les associations bien réglées, voilà, je trouve qu'il y a une espèce de hiérarchie, il faut monter des échelons et montrer patte blanche. » (Marianne, 27 ans, militante *Vamos!*).

Avant même de faire la connaissance d'un groupement politique, les militants libertaires sont souvent spontanément attirés par des formes d'actions souples et à petite échelle, ce qui tend à exclure les partis politiques du spectre des choix possibles. En matière d'engagement, les choix partisans des parents ne sont donc pas suivis : aucun enquêté dont les parents militaient au PS, au PC ou à *Lutte ouvrière* n'a envisagé d'imiter leur exemple. Plusieurs logiques souvent cumulatives permettent d'expliquer ce désamour des partis. On peut citer en premier lieu la désaffiliation partisane, un déficit de reconnaissance dans les partis qui rend inconcevable le fait de défendre leurs idées :

« — *Il y a un parti avec lequel tu as plus d'affinités ?*

Non. C'est un peu le problème mais non. Non, je crois que de toute façon il y a objectivement un problème de reconnaissance, enfin moi je ne me reconnais pas dans un des projets politiques qui occupe actuellement le devant de la scène, ou même l'arrière de la scène. Euh, même le très derrière de la scène. Donc, non, je ne me reconnais pas dans les partis politiques actuellement. » (Christine, 29ans, militante à *Aarrg!* Paris).

Cette désaffiliation partisane, commune à tous les militants, a différentes causes. Elle tient d'une part à l'autonomisation de la sphère politique (professionnalisation accrue,

fermeture aux profanes...¹) que nous avons déjà mentionnée, et qui alimente un sentiment d'aliénation vis-à-vis de l'activité politique institutionnelle. Ce sentiment est en outre renforcé par les désillusions liées à l'expérience de la gauche au pouvoir. Arrivés pour beaucoup à leur maturité politique pendant ou après les septennats de François Mitterrand, les militants libertaires, souvent imprégnés des idéaux de l'extrême gauche (que ceux-ci leur aient été transmis par leurs parents ou qu'ils les aient construits contre eux) ont rejeté l'héritage de la gauche modérée incarnée par un Parti socialiste qui n'est pas parvenu ou a renoncé à « changer la vie ». D'autre part, le défaut de proximité partisane est lié à la compétence politique des individus et au sentiment subjectif d'être politiquement compétent². Daniel Gaxie note à ce sujet que la « crise de la représentation » présentée comme une désaffection vis-à-vis des programmes politiques est davantage l'expression des insatisfactions d'une frange politisée et compétente de l'électorat que le sentiment des citoyens dans leur ensemble³. La capacité à juger les programmes des partis est en effet inégalement distribuée⁴. Le sentiment de compétence politique, de même que l'intérêt pour la politique, est fortement corrélé au niveau d'instruction, même s'il passe également par d'autres voies, dont celle de la familiarité avec les questions politiques que procure une socialisation dans une famille politisée et militante. La proximité partisane tend donc à diminuer chez les plus instruits dans la mesure où ceux-ci s'estiment capables de se forger leurs propres opinions sur les questions politiques, sans s'en remettre aux partis. Ce phénomène, présent en particulier dans les franges les plus postmatérialistes de la population, a été qualifié dans les années 1980 de « mobilisation cognitive » (*cognitive mobilization*), c'est-à-dire de processus de politisation ne

¹ FRANCOIS, Bastien, NEVEU, Erik. « Pour une sociologie des espaces publics contemporains », article cité, p. 42

² D'après Olivier Fillieule *et al.*, si les militants altermondialistes présents au contre-sommet du G8 à Evian étaient une forte proportion (environ 50 à 60%) à affirmer ne pas se retrouver dans des partis ou des courants politiques, ceci traduisait une compétence politique élevée et, parfois, un refus motivé du clivage gauche-droite, et non une exclusion de la politique (FILLIEULE, Olivier, LANCHARD, Philippe, AGRIKOLIANSKY, Eric, BANDLER, Marco, PASSY, Florence, SOMMIER, Isabelle. « L'altermondialisme en réseaux... » Article cité, p. 23-24).

³ Daniel Gaxie, « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, n° 22, 1993, pp. 138-164

⁴ Le rejet des partis suppose à la fois une connaissance de leur ligne et la capacité à l'apprécier. C'est ce qu'illustre ce témoignage d'un militant du groupe *Aarrg!* : « D'une manière ou d'une autre, dans les différents partis pour lesquels je suis susceptible de voter, c'est-à-dire la gauche du PS, il y a toujours des choses qui m'énervent fortement. La LCR m'énerve, LO me rebute et m'énerve aussi par certains aspects, les Verts m'énervent... [Il rit] J'ai un profond sentiment d'irritation par rapport à tous ces trucs là. Ce qui fait que donc non, je ne me sens pas plus proche de l'un que de l'autre. Après, bon, il y a des thématiques de certains partis qui me touchent d'avantage que d'autres [...] Je sais pas, les Verts peuvent avoir des positions sur les mœurs plus ouvertes que les autres, c'est un exemple. Mais à côté de ça, je ne serai pas d'accord avec leurs positions économiques... » (Benoît, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

reposant plus sur l'adhésion à des idées produites et défendues par un parti auquel on s'identifie, mais sur la construction individuelle d'opinions politiques¹. Dans la mesure où elle procure le sentiment d'avoir le droit à la parole en politique, cette forme de politisation s'oppose à la remise de soi aux autorités et favorise l'action politique autonome. Héritiers d'un intérêt fort pour la politique, les militants libertaires constituent de plus une population très éduquée, en mesure de porter ses propres valeurs et de les confronter aux propositions programmatiques des partis politiques. Leurs convictions politiques, construites au sein de leur famille puis dans leurs socialisations secondaires (et renforcées notamment par leur place particulière dans le monde du travail — travail salarié dans le secteur public non marchand, l'action sociale, l'éducation...) trouvent en général peu d'écho auprès des partis², ce qui les conduit à s'en détourner au profit d'organisations plus conformes à leurs aspirations.

Comme on l'a évoqué plus haut, l'explication de la désaffection des militants libertaires pour les partis politiques ne se limite pas à des considérations proprement idéologiques. En effet, la forme et le fonctionnement des partis sont fréquemment rejetés :

« C'est vraiment un truc qui ne m'est jamais venu. Je sais pas, je ne me verrais pas du tout euh... je ne sais pas, au PS, machin... Je connaissais quelqu'un qui était aux MJS, et quand lui il me racontait comment ça se passait au niveau de leurs réunions, ça ne me donnait pas du tout envie, tu vois...

— *Pourquoi ?*

Parce que, je ne sais pas, tu avais les spécialistes qui étaient là, qui les formaient, et eux ils servaient principalement à distribuer et à coller, je veux dire, ils n'étaient aucunement impliqués, ou très peu, dans les prises de décision, et de toute façon, il n'y avait pas vraiment de décision, ils faisaient ce qui devait se faire. [...] Mais le fait de ne pas rentrer dans une grande structure, c'est aussi le fait de comment ils conçoivent la politique, c'est-à-dire qu'ils bougent principalement avant les élections, toujours avec... ben, ils veulent le pouvoir. Et

¹ « La progression de l'instruction et la sophistication grandissante des masses diminuent généralement la valeur fonctionnelle des liens partisans pour certains secteurs de la société. Cette mobilisation cognitive se concentre sur un groupe de citoyens que leurs plus grandes compétences politiques et leurs ressources permettent d'être fonctionnellement indépendant des réponses partisans (*party cues*) : les plus instruits et les plus investis politiquement. » DALTON, Russel J. « Cognitive Mobilization and Partisan Dealignment in Advanced Industrial Democracies ». *The Journal of Politics*, vol. 46, n° 1, 1984, p. 281.

² On retrouve là les analyses des théoriciens du courant des nouveaux mouvements sociaux qui voient dans leur développement le résultat de l'incapacité des partis traditionnels à prendre en charge les nouvelles valeurs postmatérialistes d'une frange de la population. Cf. par exemple INGLEHART, Ronald. « Values, Ideology and Cognitive Mobilization in New social Movements », in DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred. *Challenging the Political Order...*, *op. cit.*, p. 43-66. Cf. également KITSCHELT, Herbert. « La gauche libertaire et les écologistes français », article cité.

c'est pas une logique qui moi m'intéresse. » (Gaël, 22 ans, militant du *groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste*).

« — *Tu n'as jamais été tenté par militer dans un parti ?*

Non, non. Non parce que je sais comment ils fonctionnent et... Être un petit... soit être un petit soldat de tel ou tel parti, soit avoir les dents longues comme ça et viser les machins pour monter responsable de section... Voilà... [...] soit se servir d'un parti pour des ambitions personnelles, soit vraiment être le militant, ben le petit soldat quoi, on ne peut même plus dire le colleur d'affiches maintenant, parce que certains partis emploient des boîtes privées, des colleurs d'affiche de certaines sociétés... Non, ça ne m'a jamais tenté et puis il y a surtout cette histoire d'électoralisme, hein, [...] je n'ai pas envie d'être dans une cellule dormante du PC qui est réactivée au moment des élections parce qu'on a besoin de force militante à ce moment-là et puis qui se rendort le lendemain. Je ne trouve pas ça très excitant. » (Victor, 40 ans, militant au *groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste*).

« — *Tu avais déjà envisagé de militer dans un parti ?*

Non. Enfin... Je me suis déjà posé la question "tiens, pourquoi tu n'y es pas", et puis j'avais vite résolu la question, ben non, j'ai pas envie... Je suis pas attirée, quoi, enfin... [...]

— *Et pourquoi pas ?*

Ben parce que je voyais ça vraiment comme des machines électorales... Le but c'était vraiment de faire élire des gens, et que c'était pas des espaces de réflexion et de débats... Alors après, je pense que d'un parti à l'autre, ça diverge vraiment, là-dessus... Mais euh, ouais... Et puis je voyais ça, aussi... ce qui me faisait peur vraiment c'était une ligne de parti à devoir suivre, un truc un peu monolithique, comme ça, très... où on te dicte la bonne parole, ce que tu dois penser, ce que tu dois faire. Dans certains syndicats ou certains partis, moi je... ça se retrouve très fortement, hein. Que ce soit l'extrême droite ou l'extrême gauche, hein, c'est... pff... Moi je ne me sens pas libre de penser... Et je trouve que la politique c'est vraiment tout le temps remettre en cause ses idées, ses certitudes, ses opinions, tout le temps douter, tout le temps relativiser, tout le temps mettre en perspective... Et certains partis, disons l'image que j'en avais, ne me donnaient pas du tout cette impression-là. » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

C'est principalement l'idée d'un parti conçu comme une machine à gagner des élections dans laquelle les militants sont tout entiers au service des dirigeants qui est refusée par les libertaires. Ils assimilent les organisations partisanses à des structures dans lesquelles ils ne

seraient pas en mesure de manifester leurs préférences, de faire avancer leurs idées. On retrouve à travers ces propos leur sentiment d'être en capacité et en droit de s'exprimer et de déterminer par eux-mêmes des orientations politiques. Leur souci de pouvoir poursuivre de façon autonome leurs aspirations les conduit à dénigrer une structure dans laquelle ils craignent de devoir faire des compromis insupportables. Il se dessine également dans ces témoignages une vision de la politique qui s'écarte de sa version institutionnelle et traditionnelle : le moment électoral et la conquête du pouvoir politique ne constituent pas l'essentiel du militantisme. Au contraire, une activité politique qui se concentrerait sur la compétition pour les postes de responsabilité leur semble fondamentalement insuffisante¹. L'important réside davantage dans le fait d'agir, au jour le jour, au service de ses convictions. Produit d'une volonté d'autonomie dans la poursuite de ses buts mais également d'une valorisation de l'action concrète, le rejet des partis repose sur une conception réductrice de leur fonctionnement. Comme le suggérait le dernier témoignage, l'opinion que les militants libertaires se faisaient et se font encore des organisations partisans repose souvent sur des images, des impressions et des préjugés :

« J'ai jamais vraiment cherché. En gros, je connaissais plus ou moins différents partis, différents trucs. Si, une fois je suis allé à une réunion d'*Attac*, dans le 10^{ème} arrondissement. C'était que des profs retraités, c'était chiant à mourir, c'était verbeux... Donc je me suis enfuie en courant. Et puis après, tout l'univers un peu militant, pour moi, c'était vachement hiérarchisé, pas très rigolo, ça me plaisait pas trop. Mais de loin, je suis pas allée vérifier, c'était plutôt des préjugés. » (Béatrice, 30 ans, militante à *Aarrg!* Paris).

¹ Le rejet de la compétition politique partisane et de la recherche des positions de pouvoir est également observé par Ettore Recchi chez les jeunes Italiens (« L'entrée en politique des jeunes italiens... ». Article cité, p. 172). Il émet toutefois, pour en rendre compte, une hypothèse qui se situe à mi-chemin entre notre interprétation et une explication en termes de capitaux ou de ressources. Pour lui, en effet, le militantisme dans les partis n'attire pas des jeunes pourtant disposés à l'engagement politique car « il attire seulement ceux qui ont les moyens et les ressources utiles à ce type de projet professionnel », c'est-à-dire au « métier politique » (*idem*). Ces ressources sont, notamment, un niveau d'instruction ou un statut social élevé et un lien avec un « mentor politique » qui facilite l'acquisition de capital social (p. 170). « Puisque ces ressources sont très spécifiques et hors d'atteinte pour la plupart des individus, la masse des jeunes gens tend à exclure l'éventualité d'un engagement et à considérer les partis comme étrangers et lointains. A travers le processus de l'ajustement des préférences par lequel les individus accordent leurs aspirations au champ des possibles, c'est une subtile forme de discrimination qui se dessine dans les modes de recrutement des partis » (p. 172). Bien que certainement en mesure d'expliquer un certain nombre de défiances vis-à-vis des partis, cette approche ne nous semble pas à même de rendre compte de tous les rapports à la politique institutionnelle, et ce notamment dans les cas des militants les plus dotés de ressources (capital culturel et social) mais qui perçoivent leurs valeurs comme incompatibles avec les idéaux défendus par les principaux partis mais aussi, plus globalement, avec le type d'engagement et le rapport à l'action politique qu'implique (supposément) un parti.

« Je ne me vois pas aller au PS pour faire changer les majorités au PS, par exemple, ou à la LCR pour que la LCR puisse écrire partout qu'elle a plus d'adhérents que l'année d'avant... Je ne vois pas ce que je peux y faire, tout simplement... [...]

Ben, déjà, je sais pas trop comment ça se passe, j'ai jamais été dedans, j'ai jamais été voir. Mon premier meeting politique c'était il y a trois mois, c'était un meeting pour le référendum [de 2005 sur le Traité constitutionnel européen], pour le non, où il y avait des partis et *Attac*. C'était la première fois que j'allais à un meeting politique. Comme je dis, j'ai vraiment une méconnaissance absolue des partis. Je m'en méfie. Et en même temps c'est peut-être idiot, parce que je ne sais pas trop comment ça fonctionne, de ce que j'en... ce qu'on m'en raconte des gens qui y sont ou de ce que j'en entends à la radio ou ailleurs, ça me... Ouais, je ne vois pas ce que je pourrais apporter, à part le fait d'être un pion de plus dans une masse et qu'on puisse se compter quoi. Voilà, on se compte, on est beaucoup plus qu'avant, on est moins. »
(Charles, 30 ans, militant au *Crep*).

Qu'elles soient ou non fondées sur des faits, ces opinions sur les partis politiques produisent des effets en décourageant les individus de se rapprocher des partis, malgré leur désir d'engagement politique. Elles sont révélatrices d'un rapport à la politique qui valorise l'expression directe contre la remise de soi à des instances médiatrices. Ces préjugés, dont on peut supposer qu'ils sont souvent alimentés par les médias et le traitement journalistique de la politique, sont parfois le produit de la socialisation familiale elle-même :

« — *Et tu n'as jamais envisagé de rentrer dans un parti politique ?*

Non, mais ça, alors, je pense que c'est tradition familiale. Je te disais que mon père était proche du PS mais qu'il n'avait jamais été encarté, c'est parce qu'il n'a jamais voulu être encarté. Euh, parce qu'il a... même encore plus que moi, il est libre penseur, très proche de la libre pensée, il n'a jamais adhéré à la libre pensée. Euh, donc, parce que, je pense, ouais, c'est le fait de ne pas vouloir être prisonnier de quelque chose. Et ça je pense que ça vient de là, donc je n'ai jamais pensé... et même à mon époque il y avait le PSU qui quand même pouvait être plaisant sur pas mal de trucs, quoi... Avant que je pense, que je sois anar, j'aurais pu être attirée par ce parti-là, parce qu'il y a pas mal de gens quand même, qui y sont allés, mais non, même ça, non, tu vois. Non, mais je pense que c'était... une peur. » (Geneviève, 47 ans, militante à la *liaison Albert Camus* de la *Fédération anarchiste*).

« C'est vrai que j'étais plus de culture familiale, on rentrait dans des cases anarcho-syndicalistes. Enfin c'était le grand truc de mes parents, qui le reste toujours d'ailleurs. Donc

euh, la structure politique, c'était un truc qui a été pour moi douteux. Le parti politique, le mode de fonctionnement du parti politique, c'est... ce que ça implique pour être efficace, tout ça, la manière de concevoir son action dans le cadre d'un parti politique, c'était un truc que de toute façon j'avais pas envisagé. » (Alain, 29 ans, militant au groupe *Aarrg!* Paris).

L'influence familiale dans le rejet des partis peut relever d'une mise en garde plus ou moins explicite contre ce type d'organisation, mais elle peut également s'opérer sous la forme d'un exemple qu'on refuse de suivre. En effet, les expériences des militants dont les parents étaient membres d'un parti ont parfois contribué à décrédibiliser cette forme d'engagement. Certains ont pu par exemple constater à travers le militantisme de leurs parents la hiérarchisation et la rigidité d'un parti comme Lutte Ouvrière. D'autres ont vu dans le fonctionnement du Parti socialiste le modèle de ce qu'ils rejetaient en matière d'action politique. C'est le cas de Cécile dont les parents sont élus socialistes depuis plusieurs années. Elle jette un point de vue extrêmement critique sur ce type d'engagement :

« Surtout quand on connaît la façon dont ça fonctionne un petit peu de près, quoi, où on sait que les décisions vraiment sont prises sur des affinités... Et c'est pas des rumeurs, c'est pas des trucs de barjo d'extrême gauche de dire "ouais, ils prennent des décisions n'importe comment"... C'est que du relationnel, voire de la baise, c'est des stratégies... Même tu vois, hier, on regardait le reportage sur le désarmement nucléaire et sur la politique française d'armement nucléaire Iranien, ben c'est que ça, c'est que des stratégies qui vont toujours beaucoup plus loin, ou qui voient toujours beaucoup plus loin ou qui veulent te faire croire que de toute façon il y a un enjeu derrière beaucoup plus important qui conditionne la petite décision sur le moment... Alors que, voilà, à partir du moment où il y a la possibilité d'avoir du pouvoir sur l'autre, les comportements changent énormément et pff... Enfin bon, [...] il y a une autonomisation du politique, quoi. C'est tout le monde s'en occupe, personne ne s'en occupe, tout le monde voit bien que ça va droit dans le mur, tout le monde essaye de faire en sorte que ça change, mais l'agglomération de ces comportements particuliers elle ne mène pas du tout au changement. Et c'est vicié, c'est vicieux et... ouais... Il faut le faire un tout petit peu pour se rendre compte. Et je ne sais pas ce qui fait rester là dedans. Mais même quand tu y crois un peu et que tu y vas un tout petit peu... c'est vachement dur. » (Cécile, 25 ans, militante à *Chiche!*).

L'influence familiale revêt donc différents aspects — que ce soit en montrant l'exemple à suivre ou la voie à éviter — qui chacun peuvent jouer dans le sens d'un encouragement à

l'action collective extra-partisane. Quel qu'il soit, l'engagement des parents a sans doute sur les enfants un effet démonstratif : il rend concrète et normale aux yeux du futur militant l'idée de s'investir pour défendre ses idées. En outre, il contribue à transmettre efficacement des valeurs alternatives, dans la mesure où celles-ci sont plus visibles et plus affirmées. Mais la nouvelle génération ne reproduit pas de façon fidèle et anhistorique les choix de ses prédécesseurs. Si l'attrait pour l'engagement demeure, il est assorti de conditions différentes, qui tiennent à l'état et à la perception de la sphère politique, à l'évolution des mouvements sociaux ainsi qu'à des dispositions personnelles influencées par des socialisations multiples. Depuis maintenant de nombreuses années, le militantisme dans les partis politiques semble moins attractif que l'action contestataire. Il est difficile de comparer le parcours de parents anciens trotskistes qui ont rejoint le Parti socialiste en 1981 et celui de leurs enfants qui, vingt ans plus tard, rejettent leur exemple et investissent une organisation libertaire : les logiques présidant à ces choix sont aussi différentes que les contextes dans lesquels ils ont été effectués. Reste une même envie de s'impliquer en politique et de ressentir concrètement les effets de ses actes dans la poursuite de ses idéaux.

Conclusion

Au terme de ce premier chapitre, on se contentera de rappeler les principaux éléments abordés dans cette présentation des individus qui vont se tourner vers le militantisme libertaire. Le détour par les origines sociales et la socialisation primaire des activistes a permis de constater leur ancrage dans les classes moyennes salariées proches du secteur public. Issus de familles souvent orientées à gauche, les libertaires ont en outre fréquemment acquis une familiarité avec l'action collective au contact de parents plus ou moins proches qui parfois même les faisaient participer à leur engagement. L'absence de religion dans leur vie, ou son rejet précoce, a en outre facilité l'affranchissement d'un ensemble rigide de valeurs morales, le développement d'opinions politiques radicales et l'orientation vers l'action protestataire. A travers les socialisations primaires (comme héritage généralement accepté mais parfois aussi en opposition à leurs aînés) et dans leurs expériences ultérieures, les militants libertaires ont commencé à développer des idéaux d'extrême gauche les portant à valoriser la justice sociale et l'égalité. Leur niveau élevé d'instruction, parce qu'il contribue à leur conférer un sentiment de compétence politique et leur ouvre des positions sociales marquées par leur autonomie vis-à-vis du marché et des contraintes hiérarchiques, les conduit

à favoriser l'investissement politique dans des structures participatives dans lesquelles leur voix pourra compter. Si les anarchistes se distinguent des militants de la gauche radicale par leur origine sociale moins élevée et leur rapport plus proche à la classe ouvrière, les deux groupes sont marqués par leur désaffiliation partisane et leur envie d'un engagement alternatif.

Arrivés à l'âge adulte, les militants libertaires se caractérisent par un rapport de méfiance vis-à-vis des partis politiques et un attrait pour l'action collective. Il serait impropre toutefois de dire que tous ont dès cet instant à l'idée de rejoindre une organisation libertaire : en effet, l'engagement n'est pas pour tous les futurs militants un aspect naturel de la participation politique et tous ne se sont pas familiarisés avec des expériences d'action collective. Pourtant, ils sont dans leur ensemble disposés, dans une plus ou moins grande mesure, à trouver un intérêt et un attrait au militantisme libertaire. Il nous appartient donc maintenant de montrer comment s'est noué le lien entre des dispositions à l'engagement libertaire et un engagement en acte. Dans la suite de cette première partie, nous allons par conséquent présenter le milieu libertaire au sens large, afin de rendre compte des opportunités d'investissement qui s'offraient à nos enquêtés et de commencer à envisager les réseaux sociaux qui ont contribué à leur engagement, pour d'analyser ensuite comment leur parcours les a amenés à se rapprocher d'entités collectives et à s'y agréger.

Chapitre 2 : Le milieu libertaire

Qu'est-ce qui provoque l'adhésion à une cause, la reconnaissance dans un collectif ? L'engagement dans une organisation politique spécifique n'est ni le pur fruit du hasard, ni le résultat nécessaire de déterminations qui orienteraient inévitablement un individu vers un collectif particulier. Le hasard a certes une place considérable dans des cheminements individuels, mais ceux-ci sont également orientés par des configurations de départ différentes. Une rencontre *décisive* ne relève pas de l'incident aléatoire : c'est un individu socialement situé et socialisé qui est exposé, parfois fortuitement, à des opportunités nouvelles. Ses aspirations et valeurs vont *contribuer* — ou pas — à faire d'une simple rencontre un événement « décisif », c'est-à-dire qui va faire sens pour lui et potentiellement affecter son parcours biographique. Comme le note Daniel Gaxie, « une organisation attire et retient des agents disposés à accorder du prix — du fait de leur âge, genre, appartenances, socialisations, expérience, trajectoire, position, condition et situation sociales, orientations idéologiques, morales, sexuelles ou religieuses — à tout ou partie des rétributions ou opportunités de rétributions que son activité est susceptible de générer. Elle laisse indifférents et éloigne ceux qui ont d'autres dispositions.¹ » Ainsi, par exemple, parmi tous les élèves d'un même lycée qui croisent toutes les semaines à la sortie des cours des militants d'une organisation politique venus leur distribuer des tracts, seuls quelques uns se montreront intéressés et moins nombreux encore seront ceux pour qui ces contacts influenceront un parcours d'engagement. Afin de pouvoir aborder le rôle du hasard, des rencontres et autres événements biographiques qui ont compté dans les parcours d'engagement des militants libertaires (chapitre 3), il est important de présenter dans ce chapitre le milieu libertaire dans son ensemble et les organisations qui ont été étudiées en particulier. Ceci constitue un préalable nécessaire pour comprendre ensuite quels types de rétributions les enquêtés ont pu déceler et rechercher dans ces groupements et comment ils ont pu les rejoindre.

Nous allons nous attacher dans une première section à faire une présentation globale de la nébuleuse des mouvements français que l'on peut qualifier de libertaires en raison de leurs modes d'organisation et d'action. Ceci permettra d'esquisser un tableau des réseaux militants dans lesquels nos enquêtés évoluent et à travers lesquels ils ont pu être recrutés. Les

¹ GAXIE, Daniel. « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective ». *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 179.

groupements qui constituent notre terrain d'enquête feront l'objet d'une description plus détaillée dans une seconde section : nous y aborderons l'histoire de leur formation et de leur développement et présenterons leurs particularités respectives.

I. La gauche radicale et anarchiste en France

Le milieu libertaire français n'a pas de contours précis et les différentes organisations qui le composent n'ont pas nécessairement de lien entre elles. Dans leur ensemble, les groupements et mouvements de gauche, distincts de partis et pratiquant des formes d'intervention directe dans l'espace public (en particulier manifestations, diffusions de tracts, parfois occupations, squats, etc.) s'inscrivent, explicitement ou non, de façon régulière ou ponctuelle, dans ce qui est parfois appelé, au sens large, le mouvement altermondialiste. Toutes les organisations libertaires ne se définissent pas comme altermondialistes, mais elles peuvent toutes participer à des mobilisations qualifiées comme telles par les observateurs¹. Mouvement de mouvements, l'altermondialisme est une nébuleuse de groupements et d'individus épars et sans unité tactique ni idéologique mais que réunissent principalement les contre-sommets internationaux (contre les rencontres du G8, de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale) et une opposition à la mondialisation libérale et ses conséquences sociales et environnementales dans les Pays du Nord comme du Sud. En France, de nombreuses organisations de taille et de notoriété diverses s'inscrivent dans ce mouvement global, que ce soit directement en y apparaissant en tant que telles, ou indirectement en lui fournissant certains de leurs membres qui s'y investissent alors en leur nom propre. Parmi elles, on peut

¹ L'altermondialisme a pu être présenté comme un « cadre dominant » (*master frame*) de l'action collective (cf. pour un tel point de vue MATHIEU, Lilian. *Comment lutter ?... Op. cit.* p. 68) qui permet, dans une certaine mesure, d'aligner les représentations d'acteurs contestataires divers et qui favorise leur mobilisation conjointe autour de thématiques partiellement communes : la contestation du pouvoir des marchés financiers et de la « marchandisation du monde », etc. Il nous semble toutefois que le terme « altermondialiste » relève parfois plus d'une appellation générique commode utilisée par des observateurs pour caractériser un ensemble épars de mouvements que d'un qualificatif que s'appliquent nécessairement les militants eux-mêmes. Il est en effet difficile de savoir si un militant ou un groupe participant à un contre-sommet ou un Forum social se définit pour autant comme altermondialiste. Les frontières du mouvement seraient sans doute fort resserrées si on ne prenait en compte que les groupes se définissant comme altermondialistes. A nos yeux, le terme vaut donc surtout par sa capacité à évoquer des groupements contestataires de gauche et d'extrême gauche, d'inspiration anarchiste, communiste, écologiste, libertaire, socialiste, tiers-mondiste, trotskiste, etc., pour lesquels on ne disposait pas précédemment de qualificatif évocateur et unificateur. Sur les cadres dominants et les cycles de protestations auxquels ils donnent lieu, cf. SNOW, David A., BENFORD, Robert D. « Master Frames and Cycles of Protest », in MORRIS, Aldon, McCLURG, Carol (eds.). *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven : University of Yale Press, 1992, p. 133-155.

citer pour les plus connues *Agir ensemble contre le chômage* (AC!), *Alternative Libertaire* (AL), *Attac*, les *Casseurs de pub*, la *Confédération nationale du travail* (CNT), l'association *Droit au logement* (DAL), *Droits devant !!* (DD!!), la *Fédération anarchiste* (FA), *Greenpeace* ou encore le syndicat *Solidaires unitaires démocratiques* (SUD). Cette liste n'a bien évidemment aucune prétention à l'exhaustivité.

Par-delà leur participation ponctuelle à ces événements protestataires, ces organisations se caractérisent par leur ancrage dans la gauche de la gauche¹ et leur recours (non exclusif pour certaines) à des modes d'action non-conventionnels. Elles sont indépendantes des partis et se tiennent à l'écart du jeu des élections. Elles constituent des structures avec lesquels les (futurs) militants libertaires sont susceptibles de se trouver des affinités et dans lesquels ils peuvent concrétiser leur désir d'engagement. Acteur important des mouvements contestataires français, la *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR) occupe parmi ces organisations une position que l'on pourrait qualifier d'hybride. Bien que relevant de la structure partisane, la LCR peut en effet être perçue comme une organisation susceptible d'attirer les aspirants militants présentant des valeurs libertaires et en recherche d'action concrète. Elle s'est d'abord largement investie dans les divers mouvements sociaux et, depuis le début des années 2000, dans le mouvement altermondialiste². Elle a en outre tenté ces dernières années, avec un certain succès, de modifier son image afin de s'afficher en phase avec l'humeur individualiste et libertaire d'une partie de la jeunesse radicale³. Cette nouvelle image, à la fois produit et facteur d'un renouvellement militant dans le parti trotskiste et d'une diversification des profils qui y sont représentés⁴, contribue à lui donner l'apparence d'un parti à part, plus à même de laisser s'épanouir les nouveaux militants que les « vieux » partis communiste et socialiste. L'annonce, en août 2007, par Olivier Besancenot, porte parole de l'organisation, de

¹ C'est-à-dire d'une façon générale la gauche du PS et du PC. On peut toutefois noter qu'une organisation comme *Attac* (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens) ne revendique aucune appartenance politique. Les thématiques abordées et les propositions avancées placent toutefois l'association à la gauche de l'échiquier politique.

² Sur les investissements des militants de la LCR et leur évolution avec le temps, cf. JOHSUA, Florence, RAISON du CLEUZIQU, Yann. « Entre radicalité et apolitisme », in AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.). *Radiographie du mouvement altermondialiste*, op. cit. p. 239-262 et JOHSUA, Florence. « Les conditions de (re)production de la LCR : l'approche par les trajectoires militantes » in HAEGEL, Florence (dir.). *Partis politiques et système partisan en France*. Paris : PFNSP, 2007, p. 25-63.

³ Cf. BESANCENOT, Olivier, « Ma génération et l'individualisme : la gauche radicale face à de nouveaux défis », *Contretemps*, n°11, septembre 2004, p. 96-105.

⁴ JOHSUA, Florence. « Les conditions de (re)production de la LCR... », article cité. Au début des années 2000, la composition sociale de la LCR est fort proche de celle du groupe des libertaires (surreprésentation des classes moyennes diplômées, etc.). Cf. JOHSUA, Florence. « La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire ». *Cahiers du CEVIPOF*, n° 37, 2004, p. 74-76.

la création d'un « nouveau parti radical et populaire », « mi-guevariste, mi-libertaire »¹ pour remplacer la LCR semble aller dans ce sens. Pourtant, il convient de ne pas assimiler trop rapidement la Ligue à une organisation libertaire. Elle demeure un parti politique structuré, dont la vie est rythmée par les échéances électorales. Cet aspect n'est pas ignoré de nos enquêtés qui, bien que parfois proches des idées qu'elle défend, rejettent généralement son mode d'organisation jugé trop centralisé et hiérarchique. S'ils côtoient la Ligue dans les manifestations ou des réunions militantes ou se mobilisent parfois conjointement à ses adhérents dans divers collectifs locaux et ponctuels, ils lui préfèrent, dans leur ensemble, des organisations plus informelles, horizontales et détachées des problématiques liées à la participation à la compétition électorale².

L'ambition de dresser un tableau de la nébuleuse libertaire dans la France contemporaine se heurte d'emblée à la fragmentation extrême du milieu, qui interdit toute visée d'exhaustivité. On peut toutefois en présenter les principaux acteurs, afin de donner une idée des types de réseaux qu'ils peuvent former et que vont croiser les militants au cours de leur carrière d'engagement. Afin de rendre notre exposé le plus clair possible, nous allons distinguer deux catégories de groupements, dont les temporalités et les logiques d'alliance ou de séparation sont différentes : les organisations anarchistes ou revendiquant l'appellation synonyme de libertaires, d'une part, et, d'autre part, les organisations de la gauche radicale et alternative qui ne se revendiquent pas expressément des doctrines³ anarchistes ou libertaires.

¹ « Olivier Besancenot appelle à la création d'un "nouveau parti radical et populaire" à la place de la LCR », *Le Monde*, 28 Août 2007.

² On verra toutefois plus loin que dans un collectif à coloration libertaire comme *Vamos!* peuvent se côtoyer des opposants irréductibles à tout enrôlement partisan et une petite minorité (de moins en moins présente) de militants LCR multipositionnés qui prolongent dans ce collectif altermondialiste leur engagement politique institutionnel.

³ Le *Petit Robert* indique que la doctrine est l'« ensemble de notions qu'on affirme être vraies et par lesquelles on prétend fournir une interprétation des faits, orienter ou diriger l'action humaine. » Nous utilisons cette notion pour parler du corpus plus ou moins solidifié de principes et préceptes que l'on nomme « anarchisme », sans que le terme ait une quelconque connotation péjorative. Nous réservons le concept d'idéologie à l'ensemble de représentations morales et politiques développées par les enquêtés eux-mêmes et guidant leur action. Si les deux notions peuvent se superposer, et qu'une idéologie peut conduire à adhérer à une doctrine constituée et explicite, ce n'est pas nécessairement le cas.

A. Les organisations anarchistes

Au-delà de l'adhésion de leurs membres à une doctrine anticapitaliste, anti-étatiste et antireligieuse¹, les collectifs anarchistes ont pour caractéristiques principales de refuser tout contact avec les institutions démocratiques (partis politiques, élections, gouvernement...) et de mettre l'accent sur une organisation égalitaire excluant toute hiérarchie. En vertu de l'adage selon lequel « seule la lutte paye », ils valorisent l'engagement dans les mouvements sociaux et la propagande au contact direct de la population en lieu et place d'une participation aux mécanismes traditionnels de représentation politique. Ces organisations constituent souvent des sortes de modèles² à l'aune desquels le caractère libertaire de tout mouvement, anarchiste ou non, est apprécié³.

Le mouvement anarchiste est apparu en tant que tel en 1881 où il a commencé à se distinguer des autres courants du socialisme⁴, et en particulier du communisme marxiste. Il a toutefois d'abord pris les noms de mouvement collectiviste, antiautoritaire, fédéraliste ou encore anti-étatiste avant de prendre définitivement l'appellation anarchiste, initialement revendiquée par Pierre-Joseph Proudhon⁵. Son histoire a été celle des séparations et réunifications entre les différents courants qui sont traditionnellement distingués parmi les anarchistes : les communistes-libertaires (ou communistes anarchistes), les anarcho-syndicalistes et les individualistes. Depuis la fin du 19^{ème} siècle jusqu'à nos jours, le mouvement a été marqué par des phases d'organisation et de désunion, d'expansion et de repli, qui ont conduit à un éclatement inversement proportionnel à son influence réelle. Le nombre d'organisations et de collectifs se définissant aujourd'hui comme « libertaires » ou « anarchistes » est en effet fort élevé si on le compare au nombre total de militants qu'ils représentent. Les différentes organisations de la mouvance libertaire sont désignées par une liste d'acronymes que les militants les plus aguerris parviennent à maîtriser : AL, CNT, FA,

¹ Jean Maitron rappelle que les anarchistes se définissent par leur combat contre l'autorité. Celle-ci, selon Sébastien Faure, célèbre militant anarchiste du début du 20^{ème} siècle, revêt trois formes principales : politique (l'Etat), économique (le capital), et morale (la religion). MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1, *op. cit.*, p.21.

² Modèles souvent abstraits, dans la mesure où beaucoup de militants se font une image — parfois idéalisée — du fonctionnement des organisations anarchistes sans avoir eu l'occasion de l'éprouver par eux-mêmes.

³ Que ce soit par les militants, les médias, les chercheurs et y compris par nous-mêmes, qui appliquons le qualificatif de libertaire aux groupements dont le mode d'organisation et d'action est le plus proche de celui des anarchistes. Cf. introduction générale.

⁴ MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1, *op. cit.*, p. 9.

⁵ *Ibid.*, p. 14-15.

OCL, OLS, RASH, SCALP¹, pour ne citer que celles relevant d'un niveau national. Les organisations principales, tant par le nombre de leurs adhérents que par leur visibilité dans le milieu militant, sont la *Fédération anarchiste* et *Alternative libertaire*, organisations politiques généralistes, et la *Confédération nationale du travail*, un syndicat révolutionnaire. On dénombre en réalité deux CNT : la CNT-AIT, syndicat adhérent de *l'Association internationale des travailleurs* (internationale des syndicats anarchistes) et la CNT dite des Vignoles, en raison de son siège rue des Vignoles à Paris, issue d'une scission de la première qui a provoqué son renvoi de l'AIT. D'un point de vue strictement numérique (elle compte entre 3000 et 4000 membres²) mais aussi de notoriété et d'influence, la CNT des Vignoles est l'organisation dominante.

1) La CNT entre syndicat et organisation politique

La CNT³ n'est pas à proprement parler une organisation politique et ne rentre donc pas directement dans notre champ d'étude. Il convient toutefois de la présenter brièvement, tant ce syndicat s'est imposé comme un acteur majeur de la scène libertaire et mouvementiste française. Née en 1946 à Paris, la CNT se veut la descendante de la CGT-SR (*Confédération générale du travail – syndicaliste révolutionnaire*), héritière du syndicalisme révolutionnaire de la première CGT française. Elle a pris son nom en référence à la CNT espagnole (*Confederación nacional del trabajo*), célèbre syndicat anarchiste qui s'est illustré durant la Guerre d'Espagne aux côtés de son émanation politique, la *Fédération anarchiste ibérique* (FAI), dans la lutte contre les franquistes et dans les mouvements de réappropriation et d'autogestion des terres et de l'économie. La CNT française, ne faisant pas partie des organisations syndicales reconnues par l'Etat comme représentatives et marquée par une identité révolutionnaire et anarchiste peu répandue dans les syndicats nationaux, ne représente pas une force syndicale importante, même si elle participe aux élections professionnelles, contrairement à la CNT-AIT. Elle s'est toutefois imposée comme un acteur notable dans les

¹ Respectivement : *Alternative libertaire*, *Confédération nationale du travail*, *Fédération anarchiste*, *Organisation communiste libertaire*, *Offensive libertaire et sociale*, *Red and anarchist skinheads*, *Sections carrément anti-Le Pen*.

² CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle. Tous les foyers, mouvements, acteurs de la contestation*. Paris : Editions Michalon, 2002, p. 173.

³ Dans les développements qui suivent, lorsque nous ferons référence à la CNT, et sauf précision contraire, il s'agira de la CNT des Vignoles.

mouvements sociaux, et en particulier dans les luttes de « sans » (sans-emploi et sans-papiers en particulier) et les mobilisation anti-fascistes. Si elle préconise l'action directe¹ et défend des valeurs autogestionnaires et un projet de transformation sociale radical², ses militants ne se reconnaissent pas tous dans la doctrine anarchiste³. Conséquence de l'ouverture de l'organisation dans les années 90 et de son investissement dans les mouvements sociaux, elle a attiré de nouveaux membres pour lesquels la référence aux idées anarchistes fait moins sens. La section parisienne de la CNT en particulier se caractérise par ses relations ambiguës avec la FA : si un certain nombre de ses membres se revendiquent de l'anarchisme (voire militent dans une organisation anarchiste et en particulier dans la FA), d'autres se définissent comme syndicalistes-révolutionnaires et rejettent le label anarchiste⁴. C'est toutefois ce label qui continue d'être appliqué à la CNT dans le milieu militant et dans les médias (qui évoquent « les anarchistes de la CNT »). D'un point de vue organisationnel, la CNT demeure fidèle aux valeurs anarchistes en favorisant les décisions prises à la base dont le respect est garanti par des mandats impératifs⁵ et en garantissant l'autonomie des sections locales dans le respect des principes de l'organisation.

¹ « Il est révélateur que l'un de nos principes primordiaux soit un principe d'action, l'«action directe». Que faut-il entendre par ce terme ? Souvent, il est détourné de sa signification subversive, en ne renvoyant qu'à une idée erronée de «violence», cette même «violence gratuite» que l'on nous attribue régulièrement dans les médias. En réalité, si une action directe peut être violente, le plus souvent elle ne l'est pas. L'action directe, c'est une forme de lutte, décidée, mise en oeuvre et gérée directement par les personnes concernées. Grèves, boycott, piquets de grève, occupations, sont des formes d'action directe, celles que nous pratiquons régulièrement dans notre travail syndical. » Présentation du syndicat sur le site Internet de la CNT : http://www.cnt-f.org/article.php3?id_article=12.

² « La petite CNT a une grande ambition, l'émancipation des travailleurs, l'abolition des classes, l'égalité et la justice sociale, la gestion de la société par les producteurs. » *Idem*.

³ « Se référant à l'anarchosyndicalisme et au syndicalisme révolutionnaire, la CNT aujourd'hui oscille entre la reconnaissance d'un projet communiste libertaire et le refus de toute étiquette spécifiquement idéologique : pas d'organisation politique, de quelque obéissance qu'elle soit, comme tutrice de l'organisation syndicale. Une logique d'adhésion qui est basée sur l'appartenance de classe, et non les références idéologiques. Mais une proximité indéniable avec un certain courant du mouvement libertaire, dont la proximité s'explique par le mode de fonctionnement. [...]C'est dans l'action bien plus que dans les dogmes idéologiques que la CNT se construit. » *Idem*.

⁴ Les relations FA-CNT sont plus ou moins cordiales selon les régions géographiques. En effet, nous avons pu constater une collaboration amicale entre la section CNT de Mulhouse et le groupe FA de Strasbourg, alors que les groupes FA de la région parisienne rencontrent un écho moins favorable auprès de la CNT de la capitale. Lors d'une manifestation parisienne de 2006, et alors que militants FA et CNT ont pris l'habitude de défiler ensemble, le cortège FA a été sommé par des militants CNT de ne pas se mêler au leur. Ces incidents s'accompagnent de mises au point périodiques, par les militants de la CNT, sur leur distanciation vis-à-vis de l'idéologie anarchiste, mises au point qui ne manquent pas d'alimenter les débats sur la liste de diffusion électronique interne de la FA.

⁵ « Le mode de fonctionnement de la CNT correspond à la manière dont nous prétendons que la société dans son ensemble peut être gérée. Décisions par la base, mandats impératifs, rotation des tâches. » Présentation du syndicat sur le site Internet de la CNT : http://www.cnt-f.org/article.php3?id_article=12.

Bien que l'étude de la CNT relève davantage de celle du syndicalisme que de l'engagement politique, il est indéniable que le militantisme à la CNT est profondément politique et inspiré de principes qui transcendent largement la défense quotidienne des salariés. De plus, la présence de la CNT dans de nombreuses manifestations et de nombreux mouvements qui n'ont parfois qu'un lien lointain avec le syndicalisme, comme la lutte contre l'extrême droite et l'investissement dans les collectifs antifascistes, contribue à brouiller les frontières entre organisation professionnelle et organisation politique. Par conséquent, dans les régions ou les villes dans lesquelles les organisations anarchistes sont peu ou pas du tout présentes (comme c'est le cas par exemple à Metz ou à Mulhouse), la CNT accueille des militants — souvent étudiants — dont l'engagement est strictement politique et se traduit concrètement par la participation aux différents mouvements sociaux et, parfois, par la propagande des idées anarchistes (à travers des débats, concerts, expositions, etc.).

2) AL et FA ou la permanence du débat sur l'organisation anarchiste

Organisations politiques généralistes, la *Fédération anarchiste* et *Alternative libertaire* sont les deux organisations principales du milieu anarchiste. On peut estimer leurs effectifs à 300 et 200 adhérents respectivement. Ces chiffres ne constituent toutefois que des estimations : ils sont sujets à des évolutions rapides (suite à une vague d'adhésions après un mouvement social, après une perte de militants dans une scission, lors d'une conjoncture de basses eaux militantes...) et rendus incertains par le caractère parfois erratique de certaines cotisations. La faiblesse de ces chiffres ne doit pas faire oublier les cotisants occasionnels, compagnons de route et autres sympathisants qui contribuent probablement à faire doubler ces premières estimations. On peut en outre noter que le lectorat du *Monde Libertaire*, hebdomadaire de la *Fédération anarchiste*, dépasse largement le nombre d'adhérents de l'organisation. On compte en effet un peu plus de 1200 abonnés, auxquels s'ajoutent environ 1000 ventes en kiosques et entre 100 et 200 ventes militantes (dans la rue lors des marchés ou lors de manifestations, ou encore à la Librairie du Monde Libertaire). Au total et en moyenne, ce sont environ 2300 *Monde Libertaire* qui sont vendus chaque semaine, mais les numéros hors série d'été peuvent dépasser les 5000 exemplaires vendus¹. Il n'est toutefois pas possible

¹ Ces données, représentant une moyenne sur l'année 2006 et 2007, nous ont été fournies par l'administrateur du *Monde Libertaire* mandaté par le congrès de la FA pour l'année 2007-2008.

de quantifier, parmi les lecteurs du journal, la part de sympathisants non actifs et la part de militants, qu'ils appartiennent ou non à une organisation libertaire (FA ou autres). Principales vitrines du mouvement anarchiste, la FA et AL sont également en quelque sorte les frères ennemis du milieu libertaire français. La rivalité mêlée de méfiance entre les deux organisations tient largement à des causes historiques liées à leur développement respectif. Un détour rapide par l'histoire peut donc se révéler instructif.

Comme le note Jean Maitron, la question de l'organisation a été pour les anarchistes un « permanent problème » source de bien des débats et de scissions parfois spectaculaires¹. Après s'être regroupés dans les syndicats, autour de journaux ou dans des groupes épars, une partie des militants anarchistes s'est réunie en 1913 au sein de la *Fédération communiste révolutionnaire anarchiste* (FCRA) dont les statuts garantissaient « l'indépendance des individus au sein du groupe et l'autonomie des groupes au sein de la Fédération »². La première Guerre Mondiale a toutefois empêché cette fédération d'exister autrement que sous la forme d'une décision de congrès. Quelques années après la révolution russe et après une tentative avortée de création, en 1919, d'un parti communiste d'inspiration anarchiste-communiste, proche de l'ultra-gauche, dans lequel s'était investi Sébastien Faure³, un débat sur la meilleure forme d'organisation s'est imposé sous l'impulsion d'anarchistes russes en exil qui entendaient tirer les leçons des échecs du mouvement libertaire brisé par les Bolcheviques. Comme l'explique Gaetano Manfredonia, leur « profond travail d'autocritique et de réflexion⁴ » aboutit en 1925 à la publication d'une série d'études consacrées en particulier à la question de l'organisation et de la doctrine anarchiste⁵. Dans ces textes, le groupe des anarchistes russes en exil — parmi lesquels figuraient les personnalités célèbres Nestor Makhno, héros de la résistance libertaire ukrainienne, et Piotr Archinov — mettaient en avant le fait que la répression de Moscou n'avait pas été la seule cause de l'échec des anarchistes mais bien également le caractère vague et indécis qui caractérisait la doctrine et

¹ MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France. Tome 2 : De 1914 à nos jours*. Paris : Gallimard, 1992, chapitre 4, p. 79-122. Le problème de l'organisation ne cesse pas dans les années 70 avec l'étude de Maitron. La dernière scission en date est celle qui en 2002 a vu la FA perdre un grand nombre de ses militants du sud de la France qui, pour des raisons principalement organisationnelles, ont fondé leur propre structure, la *Coordination des groupes anarchistes* (CGA).

² Cité in MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France. Tome 2, op. cit.*, p. 80.

³ Sur cet épisode, cf. KRIEGEL, Annie. *Aux origines du communisme français : contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*. Paris : Flammarion, 1969, p. 67-95.

⁴ MANFREDONIA, Gaetano. « Le Débat "plate-forme" ou "synthèse" », in Collectif. *L'organisation anarchiste : textes fondateurs*. Paris : Les éditions de l'Entr'aide, 2005, p. 7. (Cet article est initialement paru dans la revue *Itinéraire*, n° 13, 1995, p. 33-41).

⁵ *Ibid.*, p. 9.

surtout l'organisation et les tactiques anarchistes¹. « Convaincus que c'était l'état de désorganisation permanent dans lequel était plongé le mouvement qui avait rendu stériles les efforts des libertaires, ils verront dans la constitution d'une organisation cohérente le préalable à toute relance sérieuse de l'activité révolutionnaire anarchiste. Mais, afin d'éviter les errements passés, il leur paraissait nécessaire que les éléments communistes-révolutionnaires se séparent d'une manière nette des autres courants anarchistes [individualiste et anarcho-syndicaliste] et qu'ils s'organisent sur des bases tactiquement et idéologiquement homogènes.² » Ces idées furent mises en forme dans un texte de juin 1926 appelé « Plate-forme organisationnelle de l'Union générale de anarchistes »³ dans lequel les exilés russes prônaient le regroupement des anarchistes-communistes dans une « Union générale » tactiquement et idéologiquement unifiée et fonctionnant sur le principe de la responsabilité collective des militants (c'est-à-dire le fait que les décisions de l'organisation engagent tous les militants, dont les actes individuels engagent en retour l'organisation)⁴.

Après un premier accueil plutôt favorable, la Plate-forme dite d'Archinov a subi de vives critiques. La première fut celle de l'anarchiste russe Voline qui lui reprocha son caractère centralisateur et autoritaire, « déviation » des principes libertaires. Il proposa alors une vision opposée de l'organisation, basée sur une synthèse des différents courants idéologiques de l'anarchisme visant à les dépasser pour les intégrer dans une même organisation⁵. D'apparence opposée à la Plate-forme, la Synthèse de Voline en partage pourtant les prémices. Manfredonia note en effet que les partisans des deux thèses convenaient de la nécessité d'unifier le mouvement dont ils déploraient l'éclatement qui le rendait peu lisible et inefficace⁶. La réelle différence entre eux résidait dans la méthode envisagée pour parvenir à l'unité. Pour ceux qu'on appellera par la suite les « platformistes », qui estimaient qu'il n'existait qu'un seul courant anarchiste véritable, l'anarchisme-communiste (l'individualisme étant considéré comme une déviation bourgeoise de l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme comme une simple méthode d'action), l'unité ne pouvait se faire que par la sélection. A l'opposé, les « synthésistes » estimaient que l'unité ne

¹ *Ibid.*, p. 9-10.

² *Ibid.*, p. 11.

³ Texte reproduit in Collectif. *L'organisation anarchiste...*, *op. cit.*, p. 29-60.

⁴ MANFREDONIA, Gaetano. « Le Débat "plate-forme" ou "synthèse" », article cité, p. 11.

⁵ *Ibid.*, p. 12-13. Les différents textes de Voline sont reproduits in Collectif. *L'organisation anarchiste*, *op. cit.*

⁶ MANFREDONIA, Gaetano. « Le Débat "plate-forme" ou "synthèse" », article cité, p. 14-15.

serait possible qu'au terme d'un travail de clarification idéologique qui impliquait une réflexion collective entre tous les courants composant le mouvement¹.

En 1928, Sébastien Faure publia un texte intitulé « La synthèse anarchiste »² qui délaissait l'aspect dynamique de la synthèse de Voline pour ne plus préconiser que le regroupement des différents courants de l'anarchisme sans qu'un travail idéologique préalable permette de clarifier la doctrine. C'est bien souvent cette dernière conception qui est retenue quand il est fait aujourd'hui référence à la synthèse anarchiste. Le débat entre partisans de la Plate-forme et de la Synthèse ne fut qu'un débat parmi d'autres, mais il a cristallisé les réflexions et les polémiques sur la question de l'organisation et de l'unité idéologique du mouvement anarchiste. Destiné à renforcer le mouvement, il a finalement contribué à le fragiliser en exacerbant les querelles autour des questions organisationnelles et en les érigeant en problèmes identitaires³. Dès les années 20 en France, des scissions ont lieu entre militants anarchistes sur ces questions, l'*Association des fédéralistes anarchistes*, synthésiste, s'écartant de l'*Union anarchiste* (UA, qui deviendra UAC - *Union anarchiste communiste* puis UACR - *Union anarchiste communiste révolutionnaire*) d'inspiration plateformiste⁴. Au sortir de la seconde Guerre Mondiale, avec l'appui et sous l'influence d'anarchistes exilés espagnols, une organisation anarchiste prend à nouveau forme⁵. En octobre puis décembre 1945, le congrès de Paris fait officiellement naître, à côté d'une nébuleuse libertaire peu structurée, une *Fédération anarchiste* dont le mode d'organisation favorise la cohabitation des différentes sensibilités au détriment de l'unité idéologique⁶. La fédération reprend la publication du journal *Le Libertaire*, hérité de Joseph Déjacque puis Louise Michel et Sébastien Faure, qui avait cessé de paraître pendant la guerre. Mais l'enthousiasme de la refondation laisse rapidement la place à la désillusion pour les militants partisans de l'unité du mouvement. Dès le début des années 50, une organisation secrète au sein même de la FA, l'Organisation pensée-bataille (OPB) menée par Georges Fontenis, entreprend de prendre le contrôle de la jeune fédération. Elle y parvient en 1953 et expulse les militants hostiles à sa

¹ *Ibid.*, p. 15-18.

² Texte reproduit in Collectif. *L'organisation anarchiste*, *op. cit.*, p. 135-146.

³ MANFREDONIA, Gaetano, « Le Débat "plate-forme" ou "synthèse" », article cité, p. 21.

⁴ MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*, p. 85-87.

⁵ GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France : 1950-1970*. Mémoire de maîtrise d'Histoire contemporaine, Université Lille 3, 2000, p. 20.

⁶ Cf. GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, *op. cit.*, p. 10-20 et MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*, p. 89-91

ligne communiste-libertaire proche du léninisme¹. Au mois de décembre 1953, la FA devient la *Fédération Communiste Libertaire*, basée sur une conception platformiste poussée au-delà des thèses d'Archinov. Après une tentative peu convaincante de participation aux élections législatives de janvier 1956, elle disparaît, victime de ses contradictions, au courant de l'année 1956².

Dès 1953, les démissionnaires et exclus de l'ancienne FA tels Maurice Joyeux ou Maurice Fayolle entreprennent de remonter une nouvelle *Fédération anarchiste* qui voit le jour lors du congrès de Paris des 25-27 décembre 1953. Près d'un an plus tard, ils lancent un nouveau périodique, intitulé *Le Monde Libertaire*. Les « Principes de base »³ de la nouvelle FA, qui fixent la ligne idéologique, détaillent la structure et font ainsi en quelque sorte office de constitution de l'organisation, mettent en avant son caractère synthésiste affirmé. Ils visent à permettre la cohabitation de tous les courants anarchistes tout en prévenant de futures tentatives de récupération de l'organisation⁴. Symbole de ce souci d'empêcher les ambitions de « politiciens⁵ » ambitieux de prendre la tête de la FA, une coutume institue le principe de l'unanimité dans les prises de décision en congrès. Bien que ce trait particulier des processus décisionnels ne soit pas originellement lié à la conception synthésiste de l'organisation, le temps va contribuer à faire largement assimiler les deux. Par opposition, et en raison notamment de la pratique adoptée par la FCL de Georges Fontenis, le platformisme va devenir associé dans les esprits à la prise de décision à la majorité (simple ou qualifiée).

Les années qui ont suivi la reconstitution de la FA et la disparition de la FCL, de nombreuses organisations, associations, scissions ou tendances ont émaillé l'histoire du mouvement anarchiste. Retracer ces cheminements complexes nous éloignerait par trop de notre propos. On se contentera donc de renvoyer à l'ouvrage classique de Jean Maitron sur le mouvement anarchiste⁶, ainsi qu'à l'étude fouillée de Cédric Guérin sur la période⁷. La présentation de la genèse d'*Alternative libertaire* implique toutefois de dire quelques mots sur les évolutions qu'a connues le mouvement des années 60 à 90⁸. En 1967 apparaît au sein de la

¹ MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*, p. 91-92.

² *Ibid.* p. 92-93.

³ Cf. Annexes.

⁴ MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*, p. 94-95.

⁵ *Ibid.*, p. 95.

⁶ MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*

⁷ GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, *op. cit.*

⁸ Les propos qui suivent sont issus pour une part des informations que nous avons pu nous-même recueillir au contact des militants anarchistes et de celles qu'on peut trouver sur l'encyclopédie collaborative en ligne

Fédération anarchiste une tendance organisée qui prend le nom d'*Organisation révolutionnaire anarchiste* (ORA) et s'inscrit dans l'optique de la Plate-forme. Devenue indépendante en 1970, elle connaît de nombreuses défections et scissions dont la dernière, en 1976, provoque son changement de nom : elle devient l'*Organisation communiste libertaire*, toujours existante aujourd'hui. Les groupes qui quittent l'ORA en 1976 fondent quant à eux l'*Union des travailleurs communistes libertaires* (UTCL) à tendance ouvriériste et syndicaliste révolutionnaire. Cette dernière, contrairement à l'OCL, maintient la référence à la Plate-forme¹. Elle est rejointe en 1979 par Georges Fontenis ainsi que Daniel Guérin, célèbre propagateur des idées anarchistes et promoteur d'une approche hybride marxiste-libertaire. En 1991, dans un contexte d'effondrement du bloc soviétique, un « Appel pour une alternative libertaire » est lancé par un groupe de militants désireux d'offrir un prolongement aux mouvements sociaux de 1986-87 sous la forme d'un mouvement anticapitaliste et autogestionnaire². L'appel réunit l'UTCL, l'OCL et la FA, autour de discussions sur la création d'un nouveau mouvement. Mais ce n'est finalement que l'UTCL qui fournit la base de l'organisation *Alternative libertaire* en s'auto-dissolvant et fusionnant avec son organisation de jeunesse, le Collectif des jeunes libertaires. Cette nouvelle organisation, héritière du platformisme et de la sensibilité communiste-libertaire de l'UTCL, a depuis adopté une stratégie de visibilité consistant à s'investir de façon soutenue dans les mouvements sociaux et les différents collectifs qui se construisent sur des problématiques précises et parfois ponctuelles (coordination contre la vidéosurveillance à Paris, collectif contre l'état d'urgence pendant les émeutes de novembre 2005...). Depuis 2001, AL s'est dotée d'un site Internet puis d'un local parisien (en 2003) et organise annuellement une « fête d'*Alternative libertaire* ».

En dépit d'une collaboration de courte durée lors des deux événements altermondialistes que la France a connus en 2003 (organisation d'un village autogéré lors du contre-sommet du G8 à Annemasse en juin et d'un Forum social libertaire lors du Forum social européen de Paris en novembre), AL et la FA n'entretiennent que peu de rapports. S'agissant de leur projet de société, les deux organisations défendent pourtant des positions similaires : une organisation fédérale de la société basée sur l'autogestion des travailleurs et la

Wikipedia (<http://fr.wikipedia.org>). On trouve également des éléments dans CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 259-261.

¹ Cf. la présentation de l'OCL sur leur site Internet à l'adresse <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article4>.

² CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 260.

rupture avec l'Etat et le capitalisme, avec pour moyens l'investissement dans les mouvements sociaux et les syndicats et la propagande des idées. Si les deux structures se tiennent à l'écart l'une de l'autre, c'est en particulier en raison de l'héritage historique qui les sépare tant du point de vue organisationnel (même si les deux organisations adoptent une structure fédérale et antiautoritaire, la FA représente une forme de synthèse proche des écrits de Sébastien Faure et pratique le vote à l'unanimité alors qu'AL est associée au platformisme et au vote à la majorité) qu'idéologique (la FA restant sur une ligne anarchiste anti-autoritaire pure tandis qu'AL défend une conception communiste-libertaire qui la rapproche sur certains points de la LCR). Les questions organisationnelles et, en particulier, le débat sur une organisation platformiste ou synthésiste, relèvent d'enjeux importants dans le milieu libertaire puisqu'elles touchent à la question de l'efficacité de l'action tout autant qu'au respect des principes anarchistes de liberté et d'autonomie. De plus, le mode de structuration d'une organisation libertaire participe de son image publique et a donc une dimension identitaire importante ; elle contribue à distinguer et classer les différents groupes. La *Fédération anarchiste* est connue pour son organisation accordant une totale autonomie aux entités fédérées (groupes ou individus), quelles que soient les décisions prises en congrès, alors qu'*Alternative libertaire* est marquée par son organisation qui implique de la part des groupes un suivi de la ligne élaborée au niveau fédéral.

D'un point de vue plus pragmatique, il convient enfin de noter que les deux organisations jouissent d'une notoriété et d'une visibilité inégale. Plus ancienne, la FA a pu, en plus d'un demi siècle d'existence (depuis sa refondation en décembre 1953), mettre en place des outils importants et acquérir des locaux qui donnent à la fédération un ancrage et une visibilité locale et nationale. Parmi ces outils, appelés « les œuvres » de la FA, il faut citer en premier lieu l'hebdomadaire *Le Monde Libertaire* qui paraît régulièrement depuis 1954, mais aussi Radio libertaire, qui émet sur Paris depuis 1981 et la Librairie du Monde Libertaire à Paris, vitrine militante et important lieu de diffusion de la pensée anarchiste. On trouve des locaux de la fédération en plusieurs endroits, et notamment à Rennes, Rouen ou dans le 18^{ème} arrondissement de Paris, à la bibliothèque « La Rue ». Organisation plus récente, AL ne dispose comparativement que de peu d'instruments assurant sa visibilité extérieure. Il faut citer en premier lieu son mensuel *Alternative Libertaire*, mais aussi son local inauguré à Paris en 2003. Les deux fédérations disposent en outre de leur structure d'édition respective : les *Editions du Monde Libertaire* et les *Editions Alternative libertaire*.

3) La nébuleuse libertaire et antifasciste française.

Aux côtés de ces deux organisations majeures du mouvement anarchiste évoluent différents collectifs et réseaux qui, s'ils n'ont pas la visibilité dont peut se targuer la FA, constituent des acteurs importants de la scène libertaire française. On peut citer en premier lieu, en raison de son ancienneté historique, l'*Organisation communiste libertaire* (OCL), issue de l'*Organisation révolutionnaire anarchiste* (ORA) qui s'était détachée de la FA en 1970¹. D'abord marquée par sa référence à la Plate-forme d'Archinov, l'ORA s'en était ensuite distanciée pour devenir l'OCL en 1976 (ce qui avait provoqué le départ des groupes qui ont fondé en 1978 l'UTCL aujourd'hui devenue *Alternative libertaire*). Soucieuse de préserver l'ancrage dans les luttes sociales qu'avait voulu développer l'ORA, l'OCL a rejeté les références ouvriéristes pour s'insérer dans les mouvements sociaux sans exclusive. Ses premières années sont marquées par un rapprochement avec les tendances autonomes² et un recours à l'action politique violente, ce qui va fragiliser l'organisation en éloignant les groupes de Paris et de province³. Depuis lors, l'OCL s'est muée en un réseau de groupes locaux communiquant par la voie d'un bulletin intérieur bimensuel et produisant chaque mois un journal appelé *Courant Alternatif*. Ce journal est produit de façon décentralisée : il est rédigé par une « commission journal » qui se réunit un week-end par mois dans une ville différente. Ceci permet une rotation des tâches tout en servant d'organe de liaison entre les groupes, au sein duquel sont prises les décisions concernant l'organisation. A ceci s'ajoute, tous les deux ans, une réunion de l'ensemble des groupes durant laquelle sont décidées les grandes orientations de l'organisation. Il convient enfin de mentionner le camping militant qu'organise chaque été l'OCL et qui est ouvert à tous. L'OCL se caractérise donc par son organisation extrêmement décentralisée qui s'apparente d'avantage à une confédération ou une coordination de groupes autonomes qu'à une fédération. En raison de cette faiblesse organisationnelle, l'OCL jouit d'une visibilité très réduite, qui se limite principalement au

¹ De nombreuses informations peuvent être trouvées sur le site Internet de l'organisation à l'adresse <http://oclibertaire.free.fr>.

² Le mouvement autonome est né en Italie dans les années 70. D'inspiration marxiste, il était marqué par le rejet des structures organisationnelles et le recours à des méthodes d'action directe souvent violentes.

³ CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 259.

Courant Alternatif qu'on peut trouver dans les lieux militants¹. Nous ne sommes pas en mesure d'estimer le nombre de militants membres de l'organisation, mais il y a tout lieu de penser qu'il est (beaucoup) plus faible que celui des militants d'AL ou de la FA. L'OCL s'est récemment rapprochée de deux organisations libertaires nouvellement créées, la *Coordination des groupes anarchistes* (CGA, issue d'une scission de la FA en 2002) et l'*Offensive libertaire et sociale* (OLS, issue d'une scission de 2003 avec le réseau antifasciste No Pasaran), avec lesquelles elle a notamment édité un tract appelant à la grève générale lors du mouvement contre le contrat première embauche au printemps 2006.

La CGA, regroupant principalement des groupes du sud de la France, a été mise en place par des anciens militants de la FA désireux d'adopter un mode de prise de décision en congrès à la majorité qualifiée (majorité des trois quarts des mandatés au congrès), en réaction à la pratique de l'unanimité de la FA, jugée source d'immobilisme. Basée elle aussi sur le principe d'autonomie des groupes, la CGA entend fonder son action sur l'investissement dans les luttes sociales et syndicales². Elle s'exprime via son bimestriel *Infos et analyses libertaires*. Bien que détachée organiquement de la FA, la Coordination entretient encore avec elle quelques relations de collaboration officielle. Ce fut le cas notamment entre septembre 2006 et juin 2007 lorsque la FA, la CGA et le Groupe d'anarchistes de Lille et environs ont mené une campagne commune « Agir au lieu d'élire » contre la participation aux élections présidentielle et législatives de mai-juin 2007.

L'OLS a été fondée par des individus qui ont quitté le réseau antifasciste No Pasaran pour créer une organisation plus généraliste, mais reposant toujours sur des principes antiautoritaires. Elle fédère quelques groupes basés à Paris, Marseille, Tours, Toulouse et dans le Var, qui éditent le journal trimestriel *Offensive*³. Dans l'éditorial de son premier numéro, l'organisation affirmait espérer « apporter quelque chose de nouveau à l'analyse et à la critique sociale, et proposer des alternatives concrètes et radicales »⁴. L'OLS collabore avec l'OCL dans la réalisation de tracts, mais également dans l'organisation annuelle du camping

¹ Durant nos recherches, nous n'avons pas eu l'occasion d'observer une mobilisation de membres de l'OCL apparaissant en tant que tels. Ceci peut signifier plusieurs choses : soit l'OCL n'a pas de présence militante dans les villes dans lesquelles s'est déroulée notre recherche (Strasbourg, Paris, Rouen), soit ses militants ne se mobilisent pas ou très marginalement en public, soit enfin ils ne déploient pas de symboles identitaires (banderoles, drapeaux...) lors de leurs mobilisations.

² Pour de plus amples éléments d'information sur la CGA, cf. son site Internet : <http://www.c-g-a.org>.

³ Sur l'OLS, cf. le site Internet <http://offensive.samizdat.net>.

⁴ *Offensive*, n°1, octobre 2003.

libertaire estival. Les deux organisations ont publié en février 2007 un numéro commun *d'Offensive et Courant Alternatif* sur le thème « Etre libertaire aujourd'hui ».

Aux côtés de ces organisations libertaires généralistes existent des collectifs à coloration antifasciste dont le but principal est de lutter contre les idées de l'extrême droite en leur opposant des analyses et un projet de type libertaire. Une première « *Société contre les amis de Le Pen* » naît à Toulouse en 1984 à l'initiative d'étudiants et de militants libertaires et maoïstes¹. Ses modes d'actions spectaculaires et radicaux, parfois violents, lui permettent d'essaimer au courant des années 1980 : de nombreux groupes reprennent alors l'acronyme S.C.A.L.P. et deviennent les *Sections carrément anti-Le Pen (SCALP)*, qui tentent sans réel succès de se fédérer en une Coordination nationale antifasciste. Insérés dans le milieu de la musique alternative, les *SCALP* sont investis dans la défense des immigrés et les luttes contre les organisations d'extrême droite et les discriminations. Ils fonctionnent de façon anti-autoritaire et horizontale.

En 1992, le groupe *SCALP* de Paris s'associe à la revue antifasciste *Réflexes* et devient le *SCALP-REFLEX* (Réseau d'études sur le fascisme et de lutte contre l'extrême droite et la xénophobie). Après l'échec des premières tentatives de coordination entre les groupes locaux, il lance le réseau *No Pasaran*, reprenant le slogan des républicains espagnols, réseau qui va rassembler différents groupements antifascistes ou évoluant dans la contre-culture². Le but est de répondre à la dérive droitiste de la gauche française et de la société en général en élargissant le combat antifasciste pour englober la dénonciation du système capitaliste, ferment des idées d'extrême droite³. Chaque collectif du réseau est autonome et une structure changeant chaque trimestre assure la coordination de l'ensemble⁴.

Plus anecdotique et moins structuré, le réseau des *Red and anarchist skinheads* (Skinheads rouges et anarchistes – RASH) relie des groupes de skinheads antifascistes à travers le monde⁵. Connus pour leur soutien aux militants incarcérés ainsi que leurs actions de perturbation de manifestations d'extrême droite et réputés pour leurs méthodes musclées, les *RASH* constituent un réseau culturel — avec notamment ses codes vestimentaires particuliers

¹ CRETTIEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 253.

² *Ibid.*, p. 256

³ *Idem.*

⁴ *Ibid.*, p. 257.

⁵ *Ibid.*, p. 255.

— évoluant dans le milieu des fanzines et de la musique alternative. Proches des *SCALP* et de la CNT dont ils sont parfois membres, ils éditent leur propre journal *Baricata*.

L'ensemble des organisations de la mouvance libertaire entretiennent entre elles des liens variables, même si aucune forme de conflit ou d'hostilité n'est à signaler. Les périodiques, et parfois les tracts, des différents réseaux et organisations (OCL, OLS, CGA, *SCALP*, *No Pasaran*, CNT...) sont disponibles à la librairie parisienne de la FA, symbole de la bonne entente globale entre eux. De plus, les militants de l'OLS, de la CNT et parfois du *SCALP* participent au fonctionnement de Radio libertaire où ils animent des émissions militantes. D'une manière générale, on peut donc dire que si les collaborations officielles sont relativement limitées, les relations sont plutôt cordiales entre les différents groupes, dont les membres peuvent par ailleurs se retrouver au sein des mêmes collectifs thématiques¹.

B. La gauche radicale et alternative

A côté des organisations ou réseaux mettant en avant leur attachement aux valeurs et principes libertaires ou anarchistes cohabitent un ensemble de collectifs et associations aux contours idéologiques plus imprécis dont les analyses, les modes d'action et d'organisation recoupent toutefois ceux des libertaires. Nous nous intéressons ici à la galaxie des groupements plus ou moins larges de la gauche « mouvementiste », radicale et alternative² qui

¹ Bien qu'en partie rattaché aux principes anarchistes, le mouvement des *black blocs* (blocs noirs) que l'on peut rencontrer en France et auquel peuvent participer des militants des groupes que nous venons de présenter, ne relève pas de notre objet. Bien plus qu'une organisation libertaire, le *black bloc* est une tactique utilisée lors des manifestations : un certain nombre de militants partageant les mêmes conceptions radicales de l'action politique (qu'ils soient anarchistes ou plutôt autonomes), vêtus de noir et cagoulés ou masqués, forment un bloc noir mobile et n'hésitant pas le cas échéant à recourir à la violence contre les biens (les vitrines de grands magasins « symboles » du capitalisme) ou les personnes (les forces de l'ordre). S'ils peuvent avoir des objectifs ne nécessitant pas l'usage de la violence, c'est bien ce mode d'action qui les a fait connaître et qui contribue à leur stigmatisation par les franges plus pacifistes du mouvement social et altermondialiste. Pour une présentation générale des *black blocs*, cf. DUPUIS-DERI, Francis. « Penser l'action directe des Black Blocs ». *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 79-109 ou DUPUIS-DERI, Francis. *Black Blocs, La liberté et l'égalité se manifestent*. Lyon : Atelier de création libertaire, 2005. Sur l'origine et la diffusion dans le mouvement altermondialiste des stratégies adoptées par les *black blocs*, cf. « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage », in AGRİKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005, p. 199-231.

² Les auteurs de *La France rebelle* définissent cette gauche alternative comme un ensemble d'organisations « éclectiques voire hétérogènes sur le plan théorique, avec l'influence marquée des nouveaux mouvements sociaux issus de 1968 (féminisme, écologie, autogestion), [qui] prétendent faire de la "politique autrement" et proposer une nouvelle forme de militantisme, dégagée de la forme partisane habituelle. » (CRETTEZ, Xavier,

expriment en acte des valeurs antiautoritaires, égalitaires et, bien souvent, anticapitalistes. Les différentes organisations de la scène française ont dans leur ensemble une histoire bien plus courte que le mouvement anarchiste. On peut toutefois trouver des filiations directes et indirectes entre les mouvements post-soixante-huitards et autres « nouveaux mouvements sociaux » et les collectifs actuels : nombre d'organisations actives aujourd'hui dans la nébuleuse radicale et alternative ont vu leur forme ou leur existence même déterminée par l'influence de militants originellement politisés autour de mai 1968. Pour les collectifs les plus jeunes (*Aarrg!*, *Vamos!*, *Crep...*), c'est parfois des enfants des soixante-huitards qui ont contribué à raviver la flamme contestataire et les références à l'autogestion et impulsé des modes d'organisations souples et égalitaires. D'une manière générale, les organisations radicales même les plus récentes ne sont pas des organisations sans histoire : à travers des socialisations politiques se transmettent des principes et valeurs qui orientent significativement la forme des investissements politiques actuels. En dépit du rejet fréquent des « organisations du passé », ce sont souvent des utopies déjà anciennes qui sont remises au goût du jour¹.

Dans la suite de notre présentation, et dans un simple souci de clarté, nous allons distinguer — de façon arbitraire et nécessairement artificielle — parmi les diverses organisations de la gauche radicale et alternative celles dont l'investissement se fait prioritairement dans les mobilisations altermondialistes et celles dont l'engagement demeure principalement ancré dans le local.

1) Les organisations altermondialistes

Le mouvement initialement qualifié d'« anti-mondialisation », puis rebaptisé « altermondialiste », est véritablement né avec les protestations contre le Sommet de l'OMC à Seattle en 1999, qui lui ont donné une visibilité nouvelle, bien que des contre-sommets et

SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 270). Ils rangent toutefois sous cette définition, à laquelle nous souscrivons par ailleurs, des organisations ou collectifs investis localement ou nationalement dans la bataille électorale (*Les Motivé-e-s* ; *Les Alternatifs*). Au contraire, nous donnons ce qualificatif de gauche alternative aux organisations refusant le jeu électoral autant que les partis politiques. C'est notamment la raison pour laquelle nous accolons à l'expression l'épithète « radicale » qui distingue ceux pour qui la dénonciation du système représentatif s'étend à une forme de rejet de la participation aux compétitions électorales. Sur l'analyse du rapport des activistes aux institutions et aux élections, cf. infra, troisième partie de notre thèse.

¹ On peut en particulier essayer de reconstruire l'influence diffuse des idées anarchistes et ultragauchistes dans les mouvements de mai 1968, dont l'influence est toujours sensible aujourd'hui. Sur les anarchistes en 1968, cf. GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, *op. cit.*

mobilisations similaires aient déjà eu lieu précédemment¹. Le mouvement, regroupement de causes diverses rassemblées autour du combat contre la libéralisation mondiale de l'économie et des échanges internationaux, est ensuite monté en puissance avec les mobilisations de Nice en décembre 2000 et surtout le contre-sommet de Gênes en juin 2001, qui fut un événement très médiatisé, durant lequel un manifestant a trouvé la mort. Depuis cette date, chaque réunion du G8 ou de l'OMC réunit des milliers de protestataires lors de contre-sommets qui proposent fréquemment des lieux d'analyses et de débats alternatifs. En opposition au Forum économique annuel de Davos s'est en outre développé un Forum social mondial, annuel lui aussi, qui s'est tenu les premières années à Porto Alegre au Brésil (à partir de 2001) puis dans différentes villes du Sud (Bombay en 2004 puis Caracas, Bamako et enfin Nairobi en 2007) et a donné naissance à des forums sociaux continentaux et même locaux.

Le mouvement altermondialiste français — et désormais international — est marqué par la présence, certes aujourd'hui quelque peu déclinante, de l'organisation *Attac*. L'association est née en 1998 suite à un éditorial d'Ignacio Ramonet paru en 1997 dans le *Monde Diplomatique* et dénonçant les méfaits de la libéralisation financière. L'auteur y proposait de lancer une « action pour la taxe Tobin [du nom de l'économiste qui a à l'origine préconisé une taxation des transactions financières] et l'aide aux citoyens »². C'est finalement une Association pour la Taxation des Transactions et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) qui a vu le jour avec pour ambition première de jouer un rôle d'éducation populaire et d'informer la population sur les conséquences des échanges financiers internationaux dans un cadre de mondialisation libérale. L'association a rapidement connu un succès très important, puisqu'elle comptait en 2002 environ 30 000 adhérents et 280 comités locaux dans un total de 46 pays³. Depuis près de 10 ans, elle s'est investie dans les mobilisations internationales contre les institutions financières comme le FMI ou la banque mondiale, mais elle a également élargi son champ d'action à une dénonciation plus globale des conséquences du libéralisme économique et une lutte pour une alternative économique. On a par exemple pu voir les militants d'*Attac* se mobiliser contre la réforme des retraites en 2003 ou contre le Traité constitutionnel européen en 2005. La structuration de l'association ne relève pas à

¹ Sur les origines du mouvement, cf. AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005.

² CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 399. Sur *Attac*, cf. p. 399-402.

³ CRUZEL, Elise. « Passer à l'*Attac* : éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste ». *Politix*, vol. 17, n° 68, p. 136.

proprement parler de principes libertaires : elle est hiérarchisée avec à sa tête un président, un bureau et un conseil d'administration qui l'éloignent du caractère informel de bon nombre de collectifs de la gauche radicale. Pourtant, nous lui accordons une place dans cette nébuleuse en raison de la diversité des modes d'organisation des groupes locaux qu'elle fédère. Ainsi, bien que fortement hiérarchisée au niveau national (et ayant essuyé entre 2004 et 2007 d'importantes polémiques quant à sa transparence et son caractère démocratique), l'association regroupe des entités locales dont la structuration est libre. Un certain nombre de groupes locaux affichent ainsi un caractère égalitaire marqué. C'est le cas par exemple de la branche estudiantine d'*Attac* appelée *Attac-Campus* (dont la formation a notamment été impulsée par des membres du collectif horizontal *Vamos!*) ou de la section strasbourgeoise, qui a mis en place un système de prise de décision en assemblée générale à laquelle peuvent participer tous les adhérents sans distinction. Ce système laisse une grande liberté aux adhérents, aussi bien du point de vue des thématiques traitées que des modes d'action employés. D'autre part, *Attac* a dès sa création affirmé son souci d'autonomie vis-à-vis des partis ainsi que son refus de toute participation à la compétition électorale¹. Les groupes locaux d'*Attac* constituent donc un modèle hybride entre l'association classique et le collectif de forme libertaire recourant — parfois — à l'action directe. Ils représentent fréquemment pour les nouveaux militants un premier pallier d'accès à la politique contestataire, qui parfois les mène vers des groupements plus radicaux.

La frange radicale et alternative des militants du mouvement altermondialiste français est généralement regroupée au sein d'une multitude de collectifs, souvent de faible taille et faiblement ou pas du tout coordonnés au niveau régional ou national. Ils se rapprochent par leur structuration et leurs modes d'interventions des groupes du Réseau d'action directe américain (*Direct Action Network*), des Désobéissants italiens (*Disobbedienti*), du mouvement anglais de réappropriation des rues (*Reclaim the streets*) ou du Mouvement de résistance global espagnol (*Movimiento de Resistencia Global*)². Les groupements français,

¹ La question de la participation électorale a connu un certain nombre de développements conflictuels au sein de l'association ces dernières années, en raison de la volonté de certains membres de prolonger les « victoires » altermondialistes telles que celle du non français au Traité constitutionnel européen en créant des listes altermondialistes pour les élections. Ces propositions ont suscité une vive polémique au sein de l'association et du mouvement en général, sans que le principe initial de non participation (en tant qu'*Attac* ou membre d'*Attac*) aux élections ne soit finalement remis en cause.

² Pour une brève description de ces mouvements, cf. CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 535-538. Sur les mouvements *Reclaim the Streets* et *Direct Action Network* cf. aussi KLEIN, Naomi. *No Logo, La tyrannie des marques*. Paris : Actes Sud, 2002.

horizontaux et pratiquant l'action directe, n'ont parfois pas de réelle visibilité en dehors de la ville dans laquelle ils sont implantés. Les tentatives de fédérer les différents collectifs dans un réseau permettant leur collaboration a jusqu'à présent connu peu de succès. Le *Réseau G8-illégal*, porté notamment par le collectif *Vamos!* avant le contre-sommet du G8 2003 à Annemasse, n'est pas parvenu à se pérenniser au-delà de cette échéance militante. Sa transformation en *réseau Intergalactique*¹ ne correspond dans les fait qu'à un resserrement sur un partenariat malgré tout assez lâche entre le *Collectif lyonnais après Gênes* (CLAG) et le groupe Parisien *Vamos!*. Ces collectifs sont marqués par leur intérêt pour les problématiques internationales et leur participation aux contre-sommets dans lesquels ils assument souvent un rôle logistique (organisation de transports, de campings, de camps autogérés...). D'un point de vue formel, ils sont parfaitement horizontaux, sans leader ni porte parole. Nous allons présenter le groupe *Vamos!* plus en détail dans la prochaine section, de même que le groupe *Aarrg!* qui participe de la même mouvance du point de vue des thématiques abordées, ainsi que des modes d'action et d'organisation.

Le réseau *No-Vox* (Sans-voix) créé en 2002 à l'occasion du Forum Social Européen de Florence constitue certainement la tentative la plus aboutie de constitution d'une coordination de différents groupes militants au niveau national et, depuis 2003, international². Il met en relations des associations de « sans »³ (sans emploi, sans-logis, sans-papiers, sans terre...) et s'investit dans la construction d'espace de débats et de réflexion autour de ces acteurs dans les forums sociaux. Il participe largement à la visibilisation des thématiques de précarité et d'exclusion en France et à l'étranger. Dans l'hexagone, le réseau regroupe les associations *Agir Ensemble contre le Chômage* (AC!), *Comité des Sans Logis* (CDSL), *Droit Au Logement* (DAL), *Droits Devant !!* (DD!!), et le *Réseau Droit Paysan*. De taille et d'influence inégale, ces associations travaillent sur des thématiques proches. Elles sont indépendantes des partis et se mettent à l'écart de la compétition électorale. Ceci n'empêche pas, pour certaines d'entre elles comme DAL de se muer ponctuellement en interlocuteur des pouvoirs publics lorsqu'il est question, par exemple, de régulariser la situation de squatters et de trouver des solutions

¹ <http://www.intergalactique.org>.

² <http://www.novox.ras.eu.org>.

³ Une abondante littérature existe en France autour des mouvements de sans. On peut citer principalement les travaux de Cécile Péchu sur DAL (*Droit Au Logement... Op. cit.*), de Johanna Siméant sur les sans papiers (*La cause des sans papiers. Op. cit.*) ou de Daniel Mouchard sur les chômeurs (*Les exclus dans l'espace public : mobilisations et logiques de représentation dans la France contemporaine*. Thèse de doctorat de science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2001). Cf. aussi BOUMAZA, Magali, HAMMAN, Philippe (dir.). *Sociologie des mouvements de précaires. Espaces mobilisés et répertoires d'action*. Paris : L'Harmattan, 2007.

d'hébergement pour des populations qui en sont dépourvues. Nous aborderons ces organisations de façon plus détaillée un peu plus loin.

Avant d'en finir avec ce tableau des organisations de la gauche radicale et alternative investies dans le mouvement altermondialiste, il convient de dire un mot sur l'association *Greenpeace*. Cette ONG internationale s'est, elle aussi, illustrée dans le mouvement contre la mondialisation libérale, bien qu'en adoptant à son égard un positionnement distancié destiné en particulier à éviter une politisation trop forte de son discours¹. Acteur important et médiatique de la scène protestataire, *Greenpeace* se rapproche de part ses modes d'action des collectifs désobéissants de la gauche radicale. Toutefois, l'ONG s'en distingue par plusieurs aspects : en premier lieu sa structuration hiérarchique très marquée qui la différencie nettement des groupements informels qui peuplent la nébuleuse altermondialiste. Ensuite, son registre d'action tenant de l'expertise l'éloigne des organisations plus marquées par une idéologie d'extrême gauche que par des prises de position scientifiques qui sont l'objet de notre thèse. Si elle constitue bien un acteur important du mouvement altermondialiste et pratique l'action directe, *Greenpeace* ne peut donc pas être assimilée à un groupement libertaire au sens large que nous donnons au terme.

2) Les acteurs des luttes locales

Il est bien évidemment difficile de tracer une séparation nette entre les organisations investies au niveau transnational et celles agissant davantage dans un cadre local. Comme on vient de le voir, un investissement n'éclipse pas nécessairement l'autre. Plus précisément, on peut dire de manière générale qu'un travail politique régulier au niveau local est souvent complété par la participation à des échéances internationales. La vie de la plupart des organisations protestataires tend généralement à être rythmée par les échéances nationales et locales (relevant de la politique intérieure française et de manifestations ponctuelles, de mouvements sociaux ou syndicaux, etc.) davantage que par les mobilisations transnationales qui constituent un aspect plus marginal de leur activité. Pour faire le pendant de notre évocation de la CNT dans les premières lignes de notre précédente section, nous allons présenter très brièvement, parmi ces acteurs de la contestation multi-niveaux, le syndicat

¹ FREOUR, Nadège. « Le positionnement distancié de Greenpeace ». *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 3, 2004, p. 421-442.

Solidaires unitaires démocratiques (SUD). Organisation professionnelle, SUD étend toutefois son action à des thématiques dépassant largement la stricte défense des salariés. De nombreuses études ont déjà été consacrées à ce syndicat¹ ; nous nous contenterons donc d'en dégager les grandes lignes afin de montrer quels sont ces liens avec la mouvance de la gauche radicale et alternative. Exclue de la CFDT, des militants syndicalistes des PTT créent en 1988 le syndicat SUD pour renouer avec la radicalité de l'esprit 68 perdu par la centrale d'Edmond Maire. Sous l'impulsion de militants trotskistes, maoïstes et anarchistes, le syndicat se monte avec pour ambition de lutter contre le libéralisme économique, le démantèlement et la privatisation des services publics, en maintenant une ligne ferme de confrontation avec le patronat. Le syndicat se construit en référence à la Charte d'Amiens² et au socialisme autogestionnaire porté par la CFDT d'après 1968. Est ainsi mise en place une structure souple et déconcentrée visant à éviter l'accaparement du syndicat par des bureaucraties d'appareil. « Les choix en matière d'organisation et de fonctionnement internes sont marqués par l'inquiétude vis-à-vis de la bureaucratisation, de la dérive oligarchique et de la dépossession de la base, et par un refus des hiérarchies.³ » L'autonomie des syndicats départementaux est garantie, le nombre de permanents limités, et une rotation des tâches et des mandats est instaurée⁴. Depuis la fin des années 1990, des syndicats SUD se sont développés dans d'autres branches : l'éducation (*SUD éducation*), les transports ferroviaires (*SUD Rail*), la santé et le travail social (*SUD santé-sociaux*), le milieu étudiant (*SUD étudiant*)...

Ce syndicat concerne directement notre objet en cela qu'il regroupe en son sein des anarchistes et des radicaux au sens où nous les avons définis. Comptant parmi ses influences fondatrices la sensibilité libertaire⁵, SUD regroupe naturellement des militants mettant l'accent sur l'importance d'une organisation horizontale au service de l'action directe. S'y

¹ Un aperçu très synthétique peut être trouvé dans CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle...* op. cit. p. 174-181. Cf aussi LABBÉ, Daniel, LANDIER Hubert. *L'entreprise face au nouveau radicalisme syndical, les nouvelles formes d'actions militantes*. Rueil Malmaison : Liaisons, 2001 ou SAINSAULIEU, Ivan. « La Fédération Solidaires unitaires démocratiques des PTT (SUD-PTT) : creuset d'une contestation pragmatique ». *Revue française de science politique*, vol. 48, n°1, 1998, p. 121-41.

² Adoptée par la CGT en 1906, et résultat de négociations entre différentes tendances syndicales, la Charte d'Amiens affirme le double objet du syndicalisme : celui-ci doit s'attacher à la défense des revendications quotidiennes des travailleurs ainsi que lutter pour une transformation d'ensemble de la société. Le texte pose également le principe de l'indépendance de l'organisation syndicale vis-à-vis des partis politiques et de l'État.

³ PERNOT, Hélène. « Des thématiques marxistes, un esprit libertaire : l'exemple de SUD-PTT ». *Contretemps*, n°6, 2003, p. 28.

⁴ *Ibid.*, p. 175.

⁵ Cf. en particulier sur cette question PERNOT, Hélène. « Des thématiques marxistes, un esprit libertaire... ». Article cité, p. 23-35.

côtoient, par exemple, des membres d'*Aarrg!*, d'AL, du *Crep*, de la FA, de *Vamos!* mais aussi de la LCR. En outre, les militants de l'organisation sont largement présents dans les mouvements sociaux et altermondialistes, ainsi que dans d'autres mobilisations politiques au niveau national (on a pu, par exemple, les voir dans les mobilisations contre le Traité constitutionnel européen en 2005), aux côtés des différentes organisations politiques de la nébuleuse libertaire. S'il convenait de présenter ce syndicat, acteur important de la scène contestataire et libertaire française, il nous faut maintenant nous recentrer sur les organisations politiques à plus proprement parler.

L'association *Droit au logement* (DAL) fait partie, elle aussi, des acteurs qui se mobilisent tant au niveau local qu'au niveau international. Toutefois, bien qu'elle participe à l'organisation et aux débats des forums sociaux européens à travers son inscription dans le réseau *No-Vox*, son action principale réside dans le suivi local des questions concernant le logement et les actions d'occupation de logements vacants. Sa grande visibilité médiatique et militante lui assure une audience et une influence non négligeables. Né en 1990 d'une scission du *Comité des Mal Logés*, DAL s'est illustré par son mode d'action privilégié, le squat, qui associe les bénéficiaires de l'action (souvent, bien que non exclusivement, des familles africaines) aux militants de l'association¹. Indépendant des partis politiques, DAL figure en bonne place parmi les organisations de la gauche radicale. Il en est assez emblématique par son étendue, d'une part : en fédérant une trentaine de comités DAL locaux, l'association est présente dans différentes villes de France (Marseille, Lille, Mulhouse, Toulouse...), ce qui accroît sa notoriété. Par ses principes de fonctionnement, d'autre part : ses modes d'action directs et le rejet de ses membres de la politique partisane centrée sur les échéances électorales l'inscrivent résolument dans la gauche mouvementiste et alternative. C'est notamment une des raisons pour lesquelles un collectif comme *Vamos!* se mobilise régulièrement aux côtés de DAL, afin de soutenir ses occupations, par exemple. Toutefois, le mode d'organisation de l'association (dotée d'un Président, un bureau, un conseil d'administration...), n'a pas le caractère décentralisé et antihiérarchique des organisations anarchistes et *a fortiori* des petits collectifs horizontaux.

¹ Pour plus d'informations sur l'association qui a fait l'objet de plusieurs études, on se reportera avec profit à l'ouvrage de Cécile Péchu, PECHU, Cécile. *Droit Au Logement... op. cit.* Pour une présentation très synthétique, par l'auteur, cf. CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 281-295.

Emanation de *DAL* en 1993, le *Comité des sans Logis* (CDSL) en reprend les modes d'actions en se consacrant à l'aide aux sans domicile seuls. Forte d'un millier de militants, elle soutient les mouvements de SDF, leur propose une domiciliation administrative ou un service d'accueil de jour¹. Son institutionnalisation progressive liée aux subventions que lui accordent la Ville de Paris² éloignent toutefois le CDSL d'une organisation d'esprit libertaire, même si l'association se veut indépendante des partis.

L'association *Droits devant!!* (DD!!), elle aussi fondée à l'initiative de *DAL*, se rapproche davantage d'une organisation de type libertaire de part son mode d'organisation horizontal extrêmement souple et respectueux de l'autonomie individuelle de ses membres et son mode de prise de décision à l'unanimité³. Elle compterait plusieurs centaines d'adhérents, bien que les militants actifs se réduisent à quelques dizaines. Son ambition est notamment de s'investir dans les mobilisations contre la précarité (mouvements de grévistes de la restauration rapide notamment) et les mouvements de « sans », et en particulier de sans-papiers (occupations d'églises...) ⁴. A travers son action, DD!! trouve naturellement pour partenaire l'association *Agir ensemble contre le chômage* (AC!) qui fait, comme elle, partie du réseau *No-Vox*.

AC! Est née en novembre 1993 suite à un appel « contre le chômage ». Initialement pensée comme un mouvement contre le chômage, le collectif devient un mouvement de chômeurs suite à plusieurs marches contre le chômage en 1994 qui attirent une importante population de sans-emploi. L'association essaime rapidement, créant près de 150 collectifs, et est fortement influencée d'un côté par des initiateurs issus du syndicat *SUD* et d'un autre côté en son sein même par un groupe issu de la mouvance autonome, *CARGO* (Collectif d'agitation pour un revenu garanti optimal)⁵. Il en est résulté une structuration des différents collectifs sur le mode de la coordination horizontale sans existence juridique, un accent mis sur le débat et la recherche de consensus⁶ et un recours à des modes d'action directs comme la « reprise individuelle » (se servir gratuitement dans les supermarchés, actions menées

¹ CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 296-299.

² *Idem.*

³ Sur DD!!, cf. SAPORTA Isabelle. *Un militantisme rénové ? Image réflexive des nouveaux comportements politiques à travers l'étude de quatre associations*. Thèse de science politique, Université de Versailles-St Quentin en Yvelines, 2002, trois volumes.

⁴ CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 300.

⁵ MOUCHARD, Daniel. *Les exclus dans l'espace public... Op. cit.*

⁶ MOUCHARD, Daniel. « "Politique délibérative" et logiques de mobilisation... » article cité.

notamment à l'approche de Noël pour dénoncer l'exclusion des chômeurs tout en leur procurant les produits pour les fêtes).

Autre association axée sur une thématique ciblée, l'association *Act Up (AIDS Coalition To Unleash Power*¹) est un acteur important de la galaxie contestataire. Si son mode d'organisation formellement hiérarchisé l'éloigne a priori de la nébuleuse libertaire, dans la pratique, son fonctionnement interne laisse une grande place à l'initiative et à l'expression de tous, et les décisions sont prises en réunions hebdomadaires dans lesquelles tous les militants peuvent prendre la parole. *Act Up* Paris est née en juin 1989 ; elle vise à lutter contre le sida par la « conscientisation » de la population et l'interpellation des pouvoirs publics. Il s'agit en fait d'un modèle militant importé des Etats-Unis par trois journalistes, Didier Lestrade (qui deviendra le premier président de l'association), Pascal Loubet et Luc Coulavin. La réussite de cette importation tient notamment au savoir faire médiatique de ces trois initiateurs². Dès son origine, l'association est marquée par la figure de l'« homosexuel séropositif » : elle est la première en France à articuler homosexualité et sida et à proposer un mode d'engagement homosexuel contre le sida³. *Act Up* mène principalement des activités de lobbying et d'action publique (manifestations, *zaps*, *picketings*⁴...) pour faire pression sur les autorités politiques et les acteurs chargés de la prise en charge de la maladie. Elle s'est fait connaître par ses actions directes très médiatisées, comme lorsqu'elle a recouvert l'obélisque de la place de la Concorde à Paris d'un préservatif géant. Ses modes d'organisation et son mode de fonctionnement la rapprochent des organisations libertaires avec lesquelles il lui arrive de se mobiliser, et ce d'autant plus que ses thématiques de travail et d'action se sont élargies au fil des ans : elle décline aujourd'hui la question de la lutte contre le sida en différents combats autour des conditions de détention des prisonniers, de la précarité, des droits sociaux, de la toxicomanie, etc.

A côté de ces associations au degré d'institutionnalisation et de hiérarchisation variable (quasiment nul pour AC! et DD!!, plus important pour *DAL* et le CDSL ou *Act Up*) existent

¹ « Coalition pour déchaîner les forces contre le sida ».

² BROQUA, Christophe. *Agir pour ne pas mourir : Act Up, les homosexuels et le sida*. Paris : PFNSP, 2005.

³ *Ibid.* p. 51.

⁴ Les *zaps* consistent en des actions-éclair symboliques visant à dénoncer une situation jugée scandaleuse. Ce type d'action s'inscrit dans le registre de la désobéissance civile (*Ibid.* p. 205 notamment). Le *picketing* consiste en un rassemblement protestataire devant un lieu cible (par exemple le ministère de la santé) avec banderoles et pancartes pour faire passer un message.

des organisations et collectifs plus restreints, souvent moins connus, se mobilisant sur des thématiques souvent différentes et marqués par leur caractère libertaire affirmé qui se traduit en particulier par leur horizontalité revendiquée (et, parfois, l'absence d'existence légale — c'est-à-dire de constitution en association loi de 1901) et leur refus de tout porte-parole et de tout contact avec les pouvoirs publics. Le collectif des *Panthères roses* fait partie de cette mouvance. Organisation identitaire de la scène militante parisienne née en 2002, elle a pour but de défendre les droits des homosexuels et des transgenres. Ses militantes et militants se définissent eux-mêmes comme « Gouines, trans et pédés énervés par l'ordre moral, le patriarcat, le sexisme, le racisme, le tout-sécuritaire, les régressions sociales et tout ça. Outil de résistance et composante politique du combat pour une société alternative.¹ » Bien que constitué en association depuis 2003, le groupe se veut le plus horizontal possible et la participation de tous se fait en fonction des volontés et des disponibilités. Les modes d'interventions privilégiés sont notamment la provocation et la dérision au contact direct du public, des passants, en organisant des sortes de *happenings* chocs ou en participant à des manifestations vêtus de couleurs vives en arborant des slogans du type « Eh non, je ne suis pas hétéro ! » ou « La nature c'est pas ma culture ». Depuis 2005, les *Panthères* se sont rapprochées du collectif *Vamos!* avec qui elles partagent une même conception de l'action et de l'organisation et une commune identification à la mouvance « *pink* », qui regroupe les manifestants pacifistes adeptes de la désobéissance civile qui revendiquent notamment la transgression et la dérision comme outil de contestation de la construction sociale des genres (cf. troisième partie de cette thèse).

Egalement proche des *Panthères roses* et de *Vamos!*, la *Brigade Activiste des Clowns* (BAC), collectif apparu en 2005 sur le modèle de groupes anglo-saxons, constitue une sorte d'objet politique non identifié. Il regroupe quelques dizaines d'activistes que réunit leur goût pour le déguisement (de clown), le bricolage et la dérision. Leurs méthodes d'action consistent à utiliser l'humour, les jeux de mots et les détournements d'idées ou de propos pour dénoncer l'absurdité d'une situation ou d'une politique. La *BAC* s'organise de façon horizontale autour de séances collectives de préparation d'actions qui impliquent généralement la construction d'accessoires et la préparation de chorégraphies ou de scénographies plus ou moins élaborées, la part d'improvisation étant également importante. Les clowns se sont notamment fait connaître en organisant à Paris les 14 juillet 2006 et 2007

¹ Exergue de leur site Internet : <http://www.pantheresroses.org>.

un « défilé mili-terre », parodie du traditionnel défilé militaire du 14 juillet. Ils entendent par cette manifestation symbolique et festive contester la récupération par l'armée d'une journée révolutionnaire. Ce défilé est l'occasion de regrouper la plupart des organisations et collectifs de la mouvance libertaire et radicale, comme *DAL* ou *Vamos!*, formant autant de « bataillons » différents. Les activistes de la *BAC* ont depuis leur apparition fait des émules : des collectifs de clowns se sont montés à Clermont Ferrand, Dijon, Lyon, Marseille ou encore Montpellier¹.

Autre élément de la nébuleuse alternative mais cette fois-ci tourné vers l'écologie politique, l'association *Chiche!* s'inscrit aujourd'hui dans la mouvance écolo-libertaire. Son nom provient de l'appel lancé lors du congrès fondateur, en 1996 : « Tu crois que tu vas changer le monde ? Chiche ! ». *Chiche!* est née de la fusion de différentes associations : les jeunes des Verts (*Écolo-J*), de *Convergences écologie solidarité*, de la *Convention pour une alternative progressiste* et de l'*Alternative rouge et verte* (AREV). L'association se pensait à l'origine comme le mouvement de jeunesse commun de ces mouvements. Elle comptait alors environ 180 membres². En 1998, toutefois, *Convergences écologie solidarité* ainsi que des courants de l'AREV et de la *Convention pour une alternative progressiste* ont fusionné avec *Les Verts* tandis que le reste de l'AREV et une dissidence de la *Convention pour une alternative progressiste* fondaient le parti *Les Alternatifs*. Après avoir constitué de fait une forme de mouvement de jeunesse des Verts et des Alternatifs, *Chiche!* s'est éloignée de ces partis alors même que se créait le parti des *Jeunes Verts* en 2001. D'un statut d'autonomie, *Chiche!* est alors passée à une totale indépendance vis-à-vis des organisations partisans, qu'elle ne se prive pas de critiquer, ainsi que les institutions de la démocratie représentative en général. Sur la base de cette position politique, *Chiche!* a quitté en 2007 la *Fédération des jeunes écolos européenNEs* (FYEG³), dont elle était membre depuis sa création, en raison de la décision prise par celle-ci de devenir le mouvement de jeunesse du *Parti Vert européen*. L'association fédère des groupes locaux (« grouplokos ») dans différentes villes (Bordeaux, Carcassonne, Chambéry, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Paris, Rennes, Toulouse, soit probablement de 100 à 200 militants) dont le fonctionnement est autonome et qui sont chacun organisés de façon horizontale. Héritage des origines, la seule condition pour être membre de l'association est d'être âgé de moins de 33 ans 1/3. De la même manière que les autres

¹ http://www.brigadecloons.org/index.php?title=Brigades_Nationales

² CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 379-380

³ *Federation of Young European Greens.*

organisations de la nébuleuse, les groupes de *Chiche!* pratiquent la désobéissance civile et des formes d'action directe non violente et festive, tout autant que des formes d'action plus classique comme la manifestation — à vélo. Les militants prônent une organisation sociale autogestionnaire et la décroissance maîtrisée et harmonieuse de la production et de la consommation. Nous présenterons de façon plus précise le groupe de Paris dans la prochaine section.

On pourrait ajouter à ce rapide tableau de la gauche radicale française, outre un nombre important de petits collectifs inscrits dans différentes villes et dont la notoriété n'excède pas le milieu militant local, le mouvement des « anti-pub » qui rassemble diverses tendances et organisations de même que différents modes d'action. Bien souvent, toutefois, les actions anti-publicité dans les transports en commun (barbouillage d'affiches publicitaires dans les couloirs du métro, par exemple) ne sont pas le fait d'une organisation en particulier mais plutôt un rassemblement d'activistes sans affiliation ou appartenant à diverses organisations de gauche dont celles que nous venons de présenter. On se contentera donc de mentionner ces actions qui font toutefois partie intégrante de la panoplie des activistes libertaires¹.

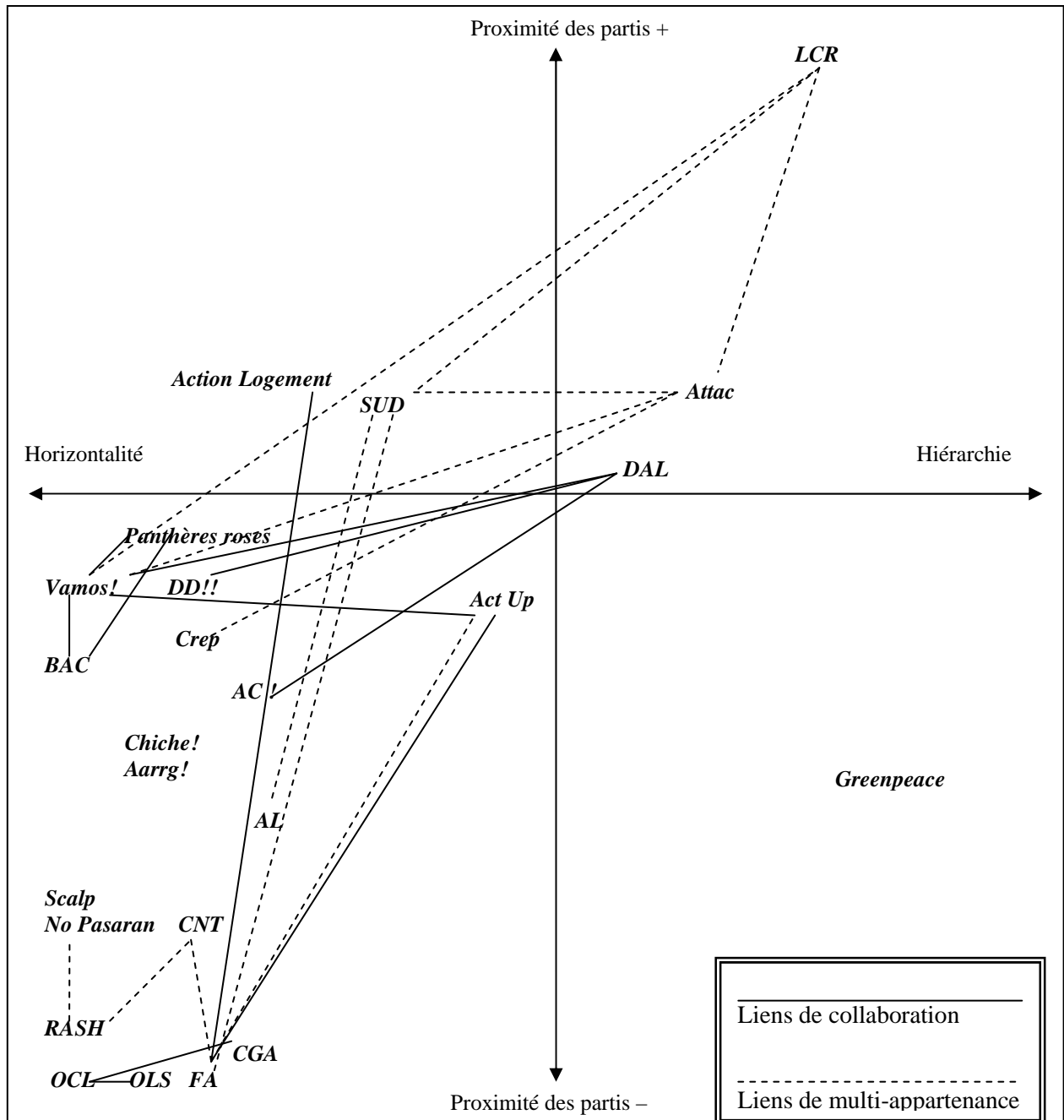
Autres réseaux qui réunissent ponctuellement des militants de différents collectifs de la mouvance radicale et libertaire, les « Festivals des résistances et des alternatives » sont apparus à la fin des années 90, d'abord à Limoges, puis à Rennes et à Grenoble en 1999. Depuis 2001, cette forme de coordination visant à organiser une fois par an sur une dizaine de jours des débats et manifestations sur des thèmes politiques et sociaux s'étend à Angers, Bayeux, Brest, Dijon, Gap, Lyon, Saint-Etienne et Paris, où l'événement prend le nom de *FRAP* (Festival des résistances et alternatives de Paris)². Hostile à toute forme d'action électorale, le *FRAP* est ouvert à toute personne ne soutenant pas un parti ou une candidature. Tous les événements du festival sont préparés et organisés de façon collective et autogérée, au moyen de réunions d'assemblée générale reposant sur les travaux de groupes de travail plus restreints portés par les militants intéressés. Ces modes de fonctionnement, fortement marqués, rassemblent bien évidemment les individus investis dans la nébuleuse libertaire, sans exclusive organisationnelle (*Brigade activiste des clowns, Chiche!, Panthères roses,*

¹ Pour plus d'informations sur les différents groupements anti-publicitaires cf. DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, BARRIER, Julien. « Protester contre le marché : du geste individuel à l'action collective. Le cas du mouvement anti-publicitaire ». *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 2, 2007, p 209-237, CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.* p. 483-489 ou encore GONZAGUE, Arnaud, JAPY, Bruno. *Qui veut la peau de la pub ?*. Paris : Mango Documents, 2002.

² Présentation des FRA à l'adresse <http://frap.samizdat.net/index2006.htm#presentation>.

Vamos!, membres du syndicat *SUD*, etc., mais aussi collectifs d'artistes ou simples individus « non encartés »...). D'une manière générale, on peut constater que les différentes composantes de la gauche radicale et alternative se retrouvent davantage sur des modes d'action spécifiques et des conceptions similaires de l'organisation et de la prise de décision que sur des lignes idéologiques congruentes ou des thématiques politiques semblables. Ceci est en particulier le signe de l'importance de l'individualisme, c'est-à-dire de la centralité de l'individu et de son autonomie, dans ces mobilisations. Ce phénomène conduit en particulier à minimiser le rôle des « idéologies » et à mettre l'accent sur les modalités d'expression individuelle. En d'autres termes, la question des modes d'organisation et d'action tendent à supplanter celle des fins de l'engagement. Nous reviendrons sur ces points dans la suite de cette thèse. Pour l'heure, il convient de présenter de façon plus détaillée les organisations qui ont constitué notre terrain d'investigation.

Graphique 10 : Le milieu libertaire français et les organisations proches¹



¹ L'axe horizontal représente le degré de hiérarchie de l'organisation, du plus horizontal au plus hiérarchisé. L'axe vertical représente la proximité aux partis politiques, c'est-à-dire à la fois l'intensité des liens (de collaboration, d'amitié...) de l'organisation avec un ou des parti(s), l'éventuelle appartenance de ses membres à un parti ou leur proximité idéologique/identification à un parti. La situation des organisations dans l'espace ainsi créé a une visée illustrative et ne repose pas sur des classements quantifiables.

II. Les organisations étudiées

Ce rapide tableau de la nébuleuse libertaire française nous a donné l'occasion de commencer à évoquer les liens qu'entretiennent entre elles les différentes organisations, formant ainsi des réseaux militants plus où moins lâches. Avant d'envisager concrètement la question des parcours qui amènent des individus à s'engager dans tel ou tel collectif, il nous faut maintenant présenter de façon détaillée les organisations qui ont été au cœur de notre étude et de nos observations¹. Il convient en particulier de réfléchir à la façon dont chacune est née et s'est développée. Replacer chaque collectif dans l'espace et dans le temps doit contribuer à le rendre plus concret tout en remettant en cause l'impression que pourrait avoir le lecteur de sa permanence tant dans la forme (ses modes d'organisation et d'action) que dans le fond (les valeurs qu'il défend). Un souci de clarté nous conduira, une fois encore, à distinguer les organisations anarchistes de celles évoluant dans le milieu de la gauche radicale et alternative ne se revendiquant pas de la doctrine anarchiste. Il ne s'agit pas là de justifier des approches différentes, mais bien de structurer le propos. Une conception strictement chronologique nous conduit à présenter en premier lieu les organisations les plus anciennes : les groupes de la *Fédération anarchiste*. Cette présentation faite, nous consacrerons nos développements aux organisations radicales, d'apparition plus récente.

A. La *Fédération anarchiste* et ses groupes

Dans un article récent, John D. McCarthy fait porter son analyse sur ce qu'il appelle des organisations de mouvement social (SMO) fédérées nationalement (*nationally federated SMO*)². Il s'agit en l'occurrence de SMO organisées comme des entreprises franchisées, avec des niveaux nationaux et des antennes locales. Le fait pour un groupe local de pouvoir revendiquer le nom d'une fédération nationale a des intérêts évidents de crédibilité et donne une identité aux activistes, sous la forme notamment d'une image renvoyée à autrui³. McCarthy montre que des procédures peuvent être mises en place pour former les leaders des groupes locaux et garantir la mise en place d'un groupe conforme à l'esprit et au cahier des

¹ On trouvera à la fin de ce chapitre (p. 200) un tableau récapitulatif des organisations étudiées et des militants interviewés.

² McCARTHY, John D. « Persistence and Change Among Nationally Federated Social Movements », in DAVIS, Gerald F., McADAM, Doug, SCOTT, W. Richard, ZALD, Mayer N. (eds.), *Social Movements and Organization Theory*, New York : Cambridge University Press, 2005, p. 193-225.

³ *Ibid.*, p. 208.

charges de la fédération (thèmes et modes d'actions, modes d'organisation, etc.) : il peut s'agir de sessions de formation organisés au niveau fédéral, de la rédaction d'un manuel de création d'un groupe local ou encore de contacts pris par une personne chargée au niveau fédéral de la coordination des groupes et qui se déplace pour assurer la supervision des groupes locaux¹. Ce type de définition convient assez bien à la *Fédération anarchiste* qui rassemble des groupes variés, sur l'ensemble du territoire national, à qui elle procure une visibilité à travers des moyens fédéraux (tracts, affiches, mais aussi potentiellement financement pour l'achat d'un local). La création d'un nouveau groupe peut être supervisée par le secrétaire aux relations intérieures mandaté par le congrès annuel pour s'occuper des relations entre groupes et assurer le développement de la fédération. Il ne s'agit cependant pas là d'une tutelle fédérale, mais d'une intervention visant à faciliter la création du groupe tout en vérifiant que celui-ci se monte bien dans un esprit compatible avec les « Principes de base » de la FA. De plus, cette intervention est rare : la plupart du temps, les nouveaux groupes sont créés par d'anciens membres de groupes fédérés. Une fois mis en place, chaque groupe jouit d'une totale autonomie vis-à-vis des autres groupes et de la fédération dans son ensemble. Ceci constitue un élément important de l'identité de l'organisation, héritage de son origine historique marquée par le choix d'une organisation synthésiste. La *Fédération anarchiste* n'est qu'une des multiples organisations françaises se revendiquant aujourd'hui explicitement de l'anarchisme². Plusieurs raisons plaident cependant pour le choix de cette fédération plutôt qu'une autre et à l'exclusion des autres. On peut classer ces justifications en deux catégories : celles qui tiennent principalement à des considérations pratiques, et celles qui relèvent de choix théoriques.

¹ *Ibid.*, p. 216-219.

² L'emploi de l'adverbe « explicitement » est en réalité quelque peu abusif. Si la *Fédération anarchiste* ne fait évidemment pas mystère de sa référence aux idées anarchistes, on ne peut en dire autant de toutes les organisations : *Alternative libertaire* ou *l'Organisation communiste libertaire* n'affichent pas dans leur sigle même le mot anarchiste. Toutefois, alors que l'OCL affirme clairement sa filiation anarchiste, AL met en avant uniquement l'adjectif « libertaire » — certes largement perçu comme synonyme d'anarchiste dans le milieu militant. Dans ces textes de référence, AL ne fait aucune mention du mot anarchiste. Elle décline ainsi ses combats : « anticapitalisme et anti-étatisme, syndicalisme révolutionnaire, féminisme, anticolonialisme, autogestion, fédéralisme et démocratie directe » (*Alternative libertaire, c'est quoi ?* : <http://www.alternativelibertaire.org/spip.php?rubrique28>). Là où les autres organisations regroupent ces principes sous l'appellation générique d'anarchisme, AL semble s'y refuser. Nous ne saurions donner une explication réellement informée à ce choix de vocabulaire. Cependant, on peut émettre l'hypothèse qu'il s'agit là d'une stratégie consciente de la part des militants d'AL visant à s'ouvrir aux militants et organisations que le vocable libertaire pourrait potentiellement leur aliéner. Cette hypothèse se trouverait notamment confortée par les rapprochements qu'on peut parfois constater entre les militants d'AL et ceux de la LCR.

D'un point de vue pratique, plusieurs éléments plaident en faveur de l'étude de la FA parmi les différentes organisations : pour ce qui nous concerne personnellement, c'est d'abord les quelques contacts que nous avons déjà établis lors d'un précédent travail de recherche sur les mouvements anarchistes. La connaissance de quelques membres du *groupe de Strasbourg* de la fédération nous a encouragé à réactiver ce début de réseau pour entamer nos recherches de thèse. Outre cet aspect tout à fait déterminant dans les premières étapes du travail, il faut ajouter la visibilité de l'organisation, qui fait d'elle une composante quasi incontournable du milieu anarchiste, et sa facilité d'accès : sa librairie, les tables de presse tenues localement par ses militants ou l'existence de locaux dans différentes villes permettent un contact direct avec des membres de la FA et présentent donc un intérêt indéniable par rapport au contact électronique qu'on peut trouver sur un site d'organisation. Le délai peut parfois être très long, en effet, entre l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse de contact officiel d'une organisation et la réponse (éventuelle) qui peut y être donnée, en particulier si l'on annonce d'emblée sa volonté d'effectuer un travail de recherche. Si ces considérations pratiques expliquent pourquoi s'est imposé le choix de la *Fédération anarchiste* comme terrain d'enquête sur l'engagement libertaire, il faut encore expliquer pourquoi on a choisi de se limiter, *in fine*, à cette organisation anarchiste : d'un point de vue strictement empirique toujours, on doit convenir qu'un souci de gestion optimale du temps de la recherche limitait les possibilités de multiplier les organisations observées. L'exigence de diversifier les lieux d'enquête au sein de la fédération et de rencontrer des militants venus d'horizons divers s'accordait mal avec l'ouverture de chantiers du même type dans d'autres organisations, et ce d'autant plus que nous conduisions par ailleurs le même type d'enquête dans des organisations de la gauche radicale et alternative. Nous avons donc préféré nous concentrer sur la *Fédération anarchiste* plutôt que de mener d'autres investigations, nécessairement très partielles au regard de la première, dans d'autres organisations. L'enquête aurait peut-être gagné en richesse à être étendue au-delà de la FA, mais nous croyons que les observations et entretiens que nous y avons réalisés permettent de construire un tableau assez fidèle du mouvement anarchiste actuel. Plusieurs raisons d'ordre théorique plaident dans ce sens.

Au-delà des raisons pratiques qui nous ont conduit à privilégier l'étude des militants de la FA, on peut en effet évoquer des considérations d'ordre plus théorique, qui nous paraissent au final les plus déterminantes. En premier lieu, l'adéquation de l'organisation à notre objet d'étude : nous attachant à analyser les formes, logiques et limites d'un engagement de type

libertaire fondé sur l'autonomie individuelle, le refus de la hiérarchie, et des modes d'expression politique sans médiation, la *Fédération anarchiste* nous a paru constituer le terrain le plus adapté. De par sa structuration, la FA apparaît la plus « libertaire » des organisations anarchistes au sens où l'autonomie des groupes et, au sein des groupes, de chaque militant, n'y souffre aucune restriction. Le principe de l'unanimité qui est mis en place pour la prise de décision tant au niveau fédéré qu'au niveau fédéral renforce ce primat de l'individu dans le fonctionnement organisationnel. Dès lors, les groupes de la FA dans leur ensemble sont comparables aux plus horizontaux des collectifs de la gauche radicale qui ne sont liés entre eux que par un ensemble de valeurs partagées et des relations de collaboration très lâches. Du fait de cette faible cohésion formelle, c'est dans la FA, nous semble-t-il, que se pose avec le plus d'acuité la question des facteurs (idéologiques, culturels ou autres) permettant une action collective et durable. Ensuite, le fait de nous concentrer exclusivement sur cette fédération nous paraît se justifier par son extrême diversité interne : diversité des courants d'une part, puisque l'organisation est fondée sur la volonté de faire cohabiter harmonieusement les différents courants de l'anarchisme¹. Diversité des militants d'autre part, dans la mesure où ceux-ci proviennent d'horizons fort différents² : se côtoient à la FA différentes générations et donc différentes classes d'âge — du retraité au jeune bachelier — mais aussi des profils individuels variés — de l'ouvrier fils d'ouvrier au docteur en science fils de PDG de grande entreprise — et des parcours d'engagement très contrastés. A ceci on peut encore ajouter la diversité géographique liée à l'implantation de l'organisation sur tout le territoire. Cette grande richesse de la fédération en fait une sorte de modèle réduit du mouvement anarchiste dans son ensemble. En diversifiant les sites d'enquête (différents groupes dans différentes villes), nous pensons être parvenu à saisir cette richesse dans ces différents aspects.

¹ Comme nous l'avons déjà précisé, on distingue traditionnellement trois grands courants au sein du mouvement anarchiste : l'individualisme, héritier notamment de la philosophie de Max Stirner ; le communisme-libertaire, issu de la tradition anti-autoritaire du mouvement socialiste ; l'anarcho-syndicalisme, qui envisage le syndicat comme la structure de base de la société future. Gaetano Manfredonia conteste ce découpage qu'il juge éloigné de la réalité des tendances philosophiques qui s'expriment dans l'anarchisme. Il distingue quant à lui trois type-idéaux : l'insurrectionnalisme, basé sur un activisme visant à hâter un Grand soir porté par le peuple tout entier ; le syndicalisme, dont le but est la construction d'une conscience de classe chez les travailleurs ; l'éducationnisme-réalisateur, qui repose sur une vision graduelle du changement social par la diffusion progressive de manière de vivre alternatives. MANFREDONIA, Gaetano. *Anarchisme et changement social : insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur*. Lyon : Atelier de création libertaire, 2007.

² Cf. dans le chapitre précédent la section concernant le rapport des militants au monde ouvrier.

Les choix de Paris, Rouen et Strasbourg comme lieu d'enquête participent de ce souci de diversifier les données récoltées. Il traduit, lui aussi, un ensemble de considérations empiriques et théoriques. Outre le fait qu'elle est notre ville de résidence, Paris est la ville de France qui accueille la plus forte population militante et, en particulier, anarchiste. Plusieurs groupes de la *Fédération anarchiste* cohabitent dans Paris et sa grande banlieue : à Paris même, on compte les groupes *Berneri*, *Claaaaaash*, *Idées noires*, *La Vache folle*, *La Rue*, *Louise Michel*, *Pierre Besnard* et, depuis septembre 2007, le groupe *Béton Armé*. En banlieue, on trouve notamment le groupe *Henri Poulaille*, la *Liaison*¹ *Albert Camus*, la *Liaison Detox* (93), le *groupe libertaire d'Ivry* (94), le *groupe Sacco et Vanzetti* (77), le *groupe Makhno* de Cergy Pontoise (95). Ces différents groupes représentent différentes sensibilités de l'anarchisme : si le *groupe Louise Michel* se veut généraliste, le *groupe Claaaaaash* se concentre davantage sur la lutte contre les discriminations alors que le *groupe Pierre Besnard* a une forte identité anarcho-syndicaliste et que le *groupe La Vache folle* rassemble surtout des artistes. Strasbourg et Rouen ne comptent chacun qu'un groupe de la FA qui est *de facto* plutôt généraliste. Les trois villes présentent un intérêt de par leurs caractéristiques sociologiques propres. Alors que Paris et Strasbourg sont des villes plutôt « bourgeoises » où les classes moyenne et supérieure sont très représentées, Rouen est une ville plus populaire et ouvrière. Parallèlement, si Paris a une tradition de militantisme ancienne, Strasbourg est marqué par la relative petitesse de son milieu militant. Paris, Rouen et Strasbourg constituaient à des degrés divers des sites d'enquête dont l'accès nous était plus facile (proximité géographique, possibilité d'être hébergé ou encore connaissance du milieu militant local) ; leurs caractéristiques propres permettaient en outre de varier les points d'observation en se confrontant à des populations militantes sensiblement différentes.

1) Quelques mots sur l'histoire de l'organisation

Avant de présenter plus particulièrement les groupes étudiés, il convient de revenir rapidement sur l'histoire de la fédération, histoire dont on verra par la suite qu'elle produit

¹ La liaison se différencie du groupe en ceci qu'elle réunit généralement moins de membres et que ceux-ci, souvent dispersés dans un secteur géographique, ne peuvent souvent assumer de travail militant sur une zone localement déterminée mais demeurent en relation afin de coordonner des actions ponctuelles et de s'informer de leur militantisme respectif, dans le cadre de leur travail notamment.

encore aujourd'hui des effets¹. Il ne s'agit pas de faire un récit détaillé de la vie de l'organisation depuis sa fondation mais simplement de retracer les éléments marquants qui ont émaillé son histoire². L'histoire « officielle » de la *Fédération anarchiste* (celle qui est enseignée lors des week-ends de formation de l'organisation, par exemple) place généralement ses origines en 1945. Dès janvier 1944, une charte de la nouvelle fédération est mise au point. Elle est adoptée en octobre de la même année lors des rencontres d'Agen. L'année suivante en octobre se tiennent des assises du mouvement libertaire, premier congrès de la nouvelle *Fédération anarchiste*³. Celle-ci se monte sans que soit réellement tranchée la question organisationnelle. Toutefois, les partisans d'une simple « entente » entre anarchistes restent en dehors de la fédération qui réunit les « partisans d'une certaine organisation », dont Maurice Joyeux, Georges Fontenis, Maurice Fayolle ou Maurice Laisant⁴. Si certains, dont Joyeux, se contentent de cette construction, Fontenis ne tarde pas à estimer que l'efficacité militante nécessite une structure plus rigide. C'est la raison pour laquelle il crée en 1950 l'*Organisation pensée bataille* (OPB). Ce groupement, dont l'existence est maintenue secrète, vise à prendre le contrôle de la FA et à en faire une véritable organisation révolutionnaire. L'OPB forme ainsi une fraction communiste-libertaire s'opposant à la fraction individualiste à qui il est reproché de bloquer toute évolution de l'organisation. Les militants de l'OPB sont recrutés par cooptation et à la majorité des deux tiers. Celle-ci dispose de son propre secrétaire, dit « responsable au Plan », poste occupé par Georges Fontenis, ainsi que d'un secrétaire-adjoint, dit « conseiller » et d'un trésorier. Ce bureau est chargé d'exécuter le « Plan », décidé en assemblée générale⁵. L'OPB parvient rapidement à réunir la majorité des membres de la FA sur la région parisienne, s'assurant ainsi la domination sur les congrès. C'est ainsi que Fontenis, devenu secrétaire général de la FA en 1950, peut faire adopter par le

¹ « Les groupements que l'on se donne pour objet d'étude ne sont pas toujours nés d'hier et ce que l'on observe au moment de l'enquête est aussi le produit d'une histoire dont la connaissance est indispensable à la compréhension du présent. Cette histoire est également celle des individus qui, dans le passé, ont peuplé ces institutions, en ont créé et transformé les structures, l'idéologie et les manières de faire. Plus précisément encore, les logiques qui président à la composition contemporaine d'un groupe ne prennent tout leur sens que si on les rapporte aux caractéristiques antérieures de ce groupe et de ceux qui le composaient, étant donné le travail permanent de sélection et de formation accompli par les groupements à chaque étape de leur existence. » FILLIEULE, Olivier, « Avant propos », in *Idem* (dir.). *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005, p. 11.

² Pour des descriptions plus fouillées, on renverra encore une fois à MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.* et GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, *op. cit.* De plus, l'Internet regorge d'informations sur l'histoire de l'anarchisme, venant compléter une historiographie parfois lacunaire.

³ MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*, p. 90.

⁴ GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, *op. cit.*, p. 10.

⁵ FONTENIS, Georges. *Changer le monde : histoire du mouvement communiste libertaire, 1945-1997*. Toulouse : Le Coquelicot, 2000.

congrès de 1952 un changement du système de vote, qui se fait désormais par mandats. Dès cette année, les opposants à ces changements des principes anarchistes quittent la fédération ou en sont expulsés (Joyeux, Fayolle...)¹. En mai de l'année suivante, après avoir adopté le *Manifeste du communisme libertaire*, « qui rappelle et prolonge jusqu'à ses ultimes conséquences la conception platformiste d'Archinov et de Makhno² », le congrès de Paris de la FA approuve l'idée d'un changement de nom de l'organisation, qui est définitivement adopté par référendum. A la fin de l'année 1953, la FA devient la *Fédération communiste libertaire* (FCL)³.

Les démissionnaires et exclus de la défunte *Fédération anarchiste* restent en lien dès 1952 via un bulletin, *l'Entente anarchiste*. Au congrès de Paris des 25-27 décembre 1953, ils constituent une nouvelle *Fédération anarchiste* dont les « Principes de base » visent en particulier à mettre l'organisation à l'abri d'un éventuel changement de majorité, tout en fixant des principes suffisamment généraux pour garantir un rassemblement le plus large possible du milieu libertaire dans la diversité de ses tendances⁴. La nouvelle FA fait paraître dès le mois d'octobre 1954 un nouveau journal, *le Monde Libertaire*. Si un certain nombre des membres fondateurs de la FA de 1953 furent aussi membres de celle née en 1945, les deux organisations sont donc bien distinctes. Il est par conséquent erroné de mentionner l'année 1945 comme date de naissance de l'actuelle *Fédération anarchiste*. C'est pourtant ainsi qu'est présentée l'organisation, trahissant le souci de certains militants de s'inscrire dans une filiation plus ancienne et de se démarquer de l'épisode communiste-libertaire qui est davantage présenté comme une déviation d'une frange des militants de la FA de l'époque que comme une tendance qui était pourtant rapidement devenue majoritaire au sein du mouvement anarchiste organisé. Bien que minimisée de la sorte, ce qu'il est fréquent d'appeler à la FA

¹ MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*, p. 91.

² *Ibid.*, p. 96.

³ *Ibid.*, p. 92.

⁴ *Ibid.*, p. 95. Un article du *Monde libertaire* consacré à une brochure regroupant des textes de Maurice Joyeux portant sur l'histoire anarchiste évoque ainsi cette reconstruction : « En 1954, donc, l'équipe rescapée de cette déplorable aventure rebâtit une *Fédération anarchiste* laissée en ruines. Les "principes de base" sur lesquels elle va alors se fonder devront bien sûr beaucoup aux mauvais souvenirs que conservent de ce triste épisode ses principaux concepteurs. L'état d'esprit qui présidera à leur élaboration, consacrant le triomphe de l'organisation ultra-souple, sans le moindre embryon de colonne vertébrale, diront certains, sera exploité au maximum par un courant individualiste qui y déposera incontestablement son empreinte. Les anarcho-syndicalistes et les communistes libertaires n'ayant pas appris leurs classiques dans les œuvres complètes de Lénine et Trotski se rallieront alors, victimes eux aussi de l'état de choc du mouvement libertaire après la mésaventure Fontenis, à cette "*solution bâtarde et inapplicable*" [selon les termes de Joyeux] ». « "Histoire de la *Fédération anarchiste* : 1945-1965" Maurice Joyeux », *Monde Libertaire*, hors série n° 10, été 1998.

« l'affaire Fontenis » a constitué une sorte de traumatisme très vif dont l'organisation s'est trouvée très marquée. Il explique notamment la forte réticence qu'ont eu les militants à employer le vocable classique de « lutte des classes » jusqu'à la fin des années 70 et parfois au-delà, l'emploi de cette expression condamnant les militants à être taxés de communisme autoritaire.

Quelques années après la refondation, lors de la guerre d'Algérie, la position officielle de la FA est hésitante. Elle consiste en une condamnation de la guerre et de tout nationalisme, tout en rappelant le droit de chacun de disposer de lui-même¹. En filigrane, c'est la crainte d'une victoire communiste dans la révolution algérienne qui oriente la position des militants. Partagés entre le soutien à un combat d'émancipation et le rejet de la volonté d'un peuple de se donner de nouveaux maîtres, ils se retrouvent principalement dans la condamnation du service militaire et le soutien aux objecteurs de conscience². Après le coup d'Etat du 13 mai 1958, la *Fédération anarchiste* met sur pied un comité d'action révolutionnaire réunissant le Parti communiste internationaliste (trotskiste), le syndicat CGT des charpentiers en fer et le comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière³. Le comité tient un meeting et participe à la manifestation du 28 mai 1958 contre les généraux factieux, qui réunit 200 000 personnes. Du 24 au 26 mai 1958, la FA se réunit à Paris en congrès exceptionnel et proclame que la lutte contre le fascisme et la défense des libertés est « un impératif absolu »⁴. La Librairie du Monde Libertaire, qui diffuse des publications interdites, est détruite en mars 1961, victime d'un attentat perpétré par l'OAS. En 1962, la *Fédération anarchiste*, par l'intermédiaire du *groupe Louise Michel*, est la seule organisation à tenir un meeting contre l'OAS⁵.

La période qui suit l'épisode de la guerre d'Algérie est marquée par les relations ambiguës entre la FA et les autres mouvements révolutionnaires. *L'Internationale situationniste* (IS) se montre critique vis-à-vis de l'organisation anarchiste jugée vieillissante. Elle est en retour stigmatisée par certains militants FA⁶. Un article enthousiaste à l'égard de

¹ GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, op. cit., p. 46.

² *Idem.*

³ Article « Algérie, Indochine : les guerres coloniales & la *Fédération Anarchiste* entre 1945 et 1962 » sur le site « Increvables anarchistes », http://increvablesanarchistes.org/articles/1945_68/fa4553_guerrecolon.htm.

⁴ *Idem.*

⁵ JOYEUX, Maurice. *Historique du groupe libertaire Louise Michel*. Paris, La Rue, s. d., p. 88.

⁶ Maurice Joyeux, en particulier, qualifie l'IS de « chienlit ». JOYEUX, Maurice. « La *Fédération anarchiste* et la révolte de la jeunesse (1966-1968) ». *La Rue*, n° 32, 1983, p. 74.

l'IS rédigé par un membre du comité de lecture du *Monde Libertaire* fait craindre chez les militants historiques de l'organisation un complot situationniste qui rongerait déjà l'organisation, répétition de l'épisode OPB¹. Cette attitude pour le moins frileuse va contribuer à éloigner une partie de la jeunesse de la FA, qui ne jouera qu'un rôle très marginal dans les événements de 1968². En effet, si les idées anarchistes sont très présentes lors des journées de mai, les différentes organisations se montrent en retrait, la rapidité des événements ne laissant guère de place qu'aux initiatives individuelles³. Les militants FA, surpris par l'éclatement de la révolte de la jeunesse et l'ampleur du mouvement social ne parviennent pas à profiter de la vague et à recruter.

En septembre 68 se déroule à Carrare en Italie un congrès international anarchiste, à l'initiative des différentes fédérations anarchistes nationales. Y est notamment représentée pour la France une tendance spontanéiste incarnée par Daniel Cohn-Bendit, qui sera mise en minorité⁴. Lors de ce congrès, l'incompatibilité entre l'anarchisme et le marxisme sont réaffirmés, une partie de la délégation française voulant ainsi clore les débats autour de l'hybridation des deux doctrines. Les discussions aboutissent sur la création d'une *Internationale des fédérations anarchistes* (IFA), structure de liaison entre les différentes organisations dotée d'un secrétariat international tournant.

L'activité de la FA durant les années 70 fait à notre connaissance l'objet de peu de documentation. On peut noter qu'en 1970, l'ORA, tendance platformiste de la FA animée par Maurice Fayolle fait scission pour devenir une organisation indépendante dont les successeurs seront à l'origine de la création d'*Alternative libertaire*. Les années 70 marquent le fonctionnement routinisé de la *Fédération anarchiste*, qui est rythmé par les galas périodiques du *Monde Libertaire* dans lesquels on peut notamment applaudir Léo Ferré. L'année 1981 est une année importante dans l'histoire de l'organisation, puisque son congrès autorise en mai la création de Radio libertaire qui commence à émettre le 1^{er} septembre depuis le sous-sol du local du *groupe Louise Michel* dans le 18^{ème} arrondissement de Paris. Mais l'existence de la radio est rapidement menacée, le nouveau gouvernement socialiste cherchant

¹ GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, op. cit., p. 65.

² Sur les relations entre la FA et l'IS, cf. en particulier BOURSEILLER, Christophe. *Histoire générale de l'ultra-gauche*. Paris : Denoël, 2003. Cet ouvrage a suscité quelques controverses dans le milieu historien et militant ; pour un article critique, cf. GOLDNER, Loren. « Ce que raconte et surtout ce que ne raconte pas l'*Histoire générale de l'Ultra-gauche* de Christophe Bourseiller ». *Agone*, n°34, 2005, p. 237-253.

³ GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, op. cit., p. 90.

⁴ *Ibid.*, p. 100

à réglementer davantage les radio libres, notamment du point de vue des attributions de fréquence d'émission. L'émetteur de Radio libertaire est saisi par les CRS le 28 août 1983 ; mais la radio reprend ses émissions dès le 3 septembre, après une manifestation de soutien qui réunit près de 5 000 personnes¹. Dans les années qui suivent, la radio devient l'instrument de communication privilégié de la FA parisienne, suivant au plus près les actualités les plus brûlantes : mouvements anti-Devaquet en 1986, opposition à la guerre du Golfe en 1991, grèves et mouvements de chômeurs de l'hiver 1995. En perte de vitesse dans les années 1980, comme un grand nombre d'organisations de gauche, la FA retrouve un nouveau souffle à partir des mouvements de 1995 qui marquent un renouveau de sa visibilité dans les luttes sociales.

Depuis ses débuts, la *Fédération anarchiste* a connu des évolutions sociologiques notables. Basée principalement à son origine sur les classes populaires et les militants ouvriers, l'organisation s'est ouverte progressivement aux classes moyennes, comme l'ensemble de la gauche radicale et libertaire². Les années 1960-1970, notamment, ont été marquées par l'arrivée d'étudiants plus diplômés et souvent d'origine sociale moins modeste. Il en résulte aujourd'hui une composition proche de celle des « Nouveaux mouvements sociaux » des années 70 ou du mouvement altermondialiste actuel. On pourrait toutefois difficilement parler d'homogénéité au sein de la FA, le recentrage sur les classes moyennes ayant laissé subsister une frange non négligeable de militants employés et ouvriers ou issus de milieux populaires parfois proches du PC. C'est donc encore dans une certaine mesure la diversité qui domine, diversité qui est également liée à la coexistence au sein de la fédération de différentes générations militantes.

Maintenant que l'histoire de la *Fédération anarchiste* a été retracée à grands traits, il nous faut présenter les groupes que nous avons étudiés, c'est-à-dire dont plusieurs militants nous ont accordé un entretien et dans lesquels on a mené des observations³. Les différents groupes seront présentés dans l'ordre chronologique de leur date de création.

¹ « Historique de Radio libertaire », http://rl.federation-anarchiste.org/article.php3?id_article=85.

² Cf. GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, op. cit., p. 110 et suivantes.

³ Nous avons mené plusieurs entretiens et fait des observations dans six groupes de la FA : *Claaaaaash*, *groupe Idées noires*, *groupe Louise Michel*, *groupe Pierre Besnard*, *groupe de Rouen*, *groupe de Strasbourg*. Les groupes Louise Michel et de Strasbourg ont fait l'objet d'observations de long terme dans tous les aspects de leurs activités (réunions et activité extérieure au sens large, moments de sociabilité informels...). Pour les autres groupes, les observations ont été plus limitées et ponctuelles (nous avons assisté à une réunion, à une manifestation publique...).

2) Le groupe Louise Michel (Paris)

Le groupe libertaire *Louise Michel*, de son nom complet, est né avec la première FA de 1945. Son histoire est intimement liée à celle de la nouvelle *Fédération anarchiste* reconstruite en 1953, au point que les deux se confondent parfois. Le militant anarchiste et syndicaliste Maurice Joyeux fut une figure marquante du groupe aussi bien que de la fédération, qu'il a tous deux contribué à créer. Né en 1910 dans une famille d'ouvriers aisés dont le père était militant socialiste à Levallois, Joyeux s'est rapidement tourné vers les idées socialistes¹. Il participe pour la première fois à une manifestation en 1919, pour la commémoration de l'assassinat de Jaurès. A 14 ans, il quitte Paris pour Deauville où il devient apprenti serrurier. Il fait son service militaire au Maroc où son comportement réfractaire aux ordres lui vaut trois ans de prison. De retour à Paris, suite à la crise économique qui le conduit à la soupe populaire et l'asile de nuit, il s'investit dans le comité des chômeurs avec lequel il monte une action contre le Consulat polonais qui lui vaut une autre année de prison². Militant à la CGTU³, il hésite entre sa sympathie pour les idées anarchistes et celle pour ses camarades communistes. C'est finalement le camp de l'anarchie qu'il choisit en 1936 lorsqu'il rejoint l'*Union anarchiste*⁴. En 1940, il est emprisonné pour avoir refusé d'être mobilisé pour la guerre. Organisateur en 1941 d'une mutinerie de prisonniers qui va échouer, il est condamné à 20 ans de réclusion. Libéré en 1945, Joyeux s'emploie à faire revivre une organisation libertaire, et participe au congrès de création de la *Fédération anarchiste*. Il devient rapidement gérant du *Libertaire*, jusqu'en 1950⁵. Il rejoint également la CGT-FO à sa création en 1947.

Joyeux relate ainsi, dans son *Historique du groupe libertaire Louise Michel*, l'origine du groupe parisien :

¹ Sauf précision, les informations biographiques sur Maurice Joyeux sont tirées du site Internet « Incevables anarchistes » à la page http://inrevablesanarchistes.org/articles/biographies/joyeux_maurice.htm.

² Biographie de Joyeux sur Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Joyeux.

³ La *Confédération générale du travail unitaire* (CGTU) a existé entre 1921 et 1936. Elle est née de la volonté d'une minorité de la CGT de s'affilier à l'Internationale syndicale rouge, proche de l'internationale communiste et du PCF. En 1936, pendant le Front populaire, CGT et CGTU se réunifient.

⁴ Sur la création et la vie agitée de l'*Union anarchiste* de l'entre deux guerres, cf. MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*, p. 80-89.

⁵ GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France...*, *op. cit.*, p. 19.

« On peut faire remonter l'origine du *groupe Louise Michel* à la Libération, en 1945, même si, à cette époque, le groupe portait un autre nom.

L'attitude de l'Union anarchiste avant et pendant la seconde guerre mondiale avait conduit un certain nombre d'anarchistes à se pencher sur le mouvement libertaire afin de remédier aux erreurs que le conflit mondial avait mises en évidence. Parmi les sujets qui se proposaient à notre méditation, la structure comme l'action des groupes furent soigneusement examinées. Ces réflexions nous conduisirent à trois constatations.

La première, c'est la nécessité pour un groupe d'être composé de suffisamment de militants pour être en état d'accomplir un travail pratique et continu et de créer des ressources financières qui rendent ce travail possible.

La seconde, c'est qu'un groupe soit suffisamment cohérent pour que son dynamisme ne se perde pas en vaines querelles d'écoles ou de personnalités qui, en pourrissant le climat intérieur, lui retirent toute efficacité.

La troisième, c'est que le groupe tende à l'universalité de la connaissance, c'est-à-dire qu'il se préoccupe des grands courants de pensée qui sont l'héritage de nos anciens, mais aussi de ceux qui agitent la société moderne, qui l'obligent à l'action, à l'organisation, à la culture, en dehors des tyrannies doctrinales, qui, en créant le dogme, sclérosent le mouvement anarchiste.

Ce sont quelques unes de ces raisons qui, en 1945, pousseront les anarchistes qui avaient échappé à la mort, à la déportation, à la désagrégation intellectuelle et physique inhérentes à toute guerre, et qui s'étaient regroupés à Paris, à se fractionner en trois groupes d'une importance numérique à peu près égale (une quarantaine de militants). Ce furent les groupes de l'Est, du Sud et de l'Ouest dont Suzy Chevet¹ fut l'animatrice et qui, par la suite, prendra le nom de "groupe libertaire Louise Michel".² »

Lorsque entre 1952 et 1953 l'OPB prit le contrôle de la *Fédération anarchiste*, le *groupe Louise Michel* rassembla les opposants à la ligne communiste-libertaire incarnée par Fontenis. Dans sa librairie parisienne, le Château des brouillards, Joyeux accueillait les aspirants anarchistes, en essayant de les rallier à sa cause. Il était, avec sa compagne Suzy Chevet, au cœur de l'Entente anarchiste, embryon d'organisation qui faisait le lien entre les exclus de la FA qui voulaient maintenir une ligne « œcuménique » et antiautoritaire et qui

¹ Suzy chevet (née vers 1915 et morte en 1972), militante anarchiste membre du syndicat Force ouvrière, de la fraternelle maçonnique du 18^{ème} arrondissement, de la Libre pensée ou encore de la Ligue des droits de l'homme, fut une figure importante du mouvement anarchiste parisien et français. Compagne de Maurice Joyeux, elle a participé avec lui à la reconstruction de la FA et au lancement de la revue *La Rue*. (On peut trouver une brève notice biographique en ligne à l'adresse <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article855>)

² JOYEUX, Maurice. *Historique du groupe libertaire Louise Michel*. *Op. cit.*, p. 87. Cette brochure reprend un article paru au début des années 1970 dans la revue *La Rue*.

furent à l'origine de la création d'une nouvelle FA lorsque l'ancienne prit le nom de *Fédération communiste libertaire*. Le groupe fournit alors un siège à la nouvelle fédération ainsi qu'à son nouveau journal.

C'est le *groupe Louise Michel* qui fut à l'origine des groupes d'action révolutionnaires, la coalition des anarchistes, trotskistes et surréalistes de mai 58 contre les généraux et contre de Gaulle. C'est lui également qui organisa en 1962 le meeting contre l'OAS en lien avec les différents mouvements révolutionnaires parisiens. Ces initiatives, additionnées au rôle joué dans la reconstruction de l'organisation, contribuèrent à donner au groupe une certaine aura. En outre Joyeux et Chevet occupèrent de nombreux postes à responsabilité au sein de la *Fédération anarchiste*. Joyeux fut notamment plusieurs années mandaté au comité de lecture (qui deviendra comité de rédaction) du *Monde Libertaire*.

Bien que composé de nombreux militants syndicalistes, le groupe ne s'inscrivait pas selon Joyeux dans une tendance déterminée de l'anarchisme :

« Le *groupe Louise Michel* n'est pas un groupe de tendance au sens où on l'entend généralement. Les trois courants classiques de l'anarchie se retrouvent en son sein, se mêlent étroitement et la prépondérance de l'un d'entre eux dans un moment donné ne relève que de la conjoncture, de la logique des choses. Nous veillons donc à ce que tous les aspects de notre doctrine soient étudiés et, le cas échéant, utilisés au mieux des intérêts de notre propagande.

Si on voulait à tout prix singulariser le groupe, il faudrait dire qu'il est révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il sait que, seul, l'affrontement entre les classes réglera les problèmes économiques et sociaux.

Le groupe est partisan d'une organisation fédérative du mouvement anarchiste, mais contre tout appareil, c'est-à-dire contre toute structure qui ferait écran entre lui et les organismes nationaux qui, entre deux Congrès, administrent la *Fédération anarchiste*. Le groupe a une personnalité très définie par l'histoire du mouvement ouvrier. Il est socialiste libertaire dans sa finalité, anarcho-syndicaliste dans sa lutte économique quotidienne, et individualiste par son souci de protection de l'homme contre tous les systèmes. [...]

Le but essentiel du *groupe Louise Michel* est la construction de l'outil de choc du mouvement révolutionnaire qui, à un moment propice, puisse faire la décision. Le groupe n'a pas pour but de suppléer aux organisations spécialisées pour améliorer le sort des travailleurs dans le cadre du régime capitaliste. Il participe à cette amélioration des conditions de vie, non pas en tant que groupe, mais par ses membres qui appartiennent aux organisations de masses. Et c'est la raison pour laquelle le groupe forme des militants qui, par eux-mêmes, et quelles que soient

les circonstances, peuvent agir rapidement en faveur de la révolution libertaire et cela sans avoir à attendre les "ordres" d'un aréopage quelconque.

Tel le fauve sur la branche qui surplombe un point d'eau attend sa proie, le groupe se constitue de façon à pouvoir bondir contre le système à l'instant approprié.¹ »

L'année 1968 est marquée par la parution du 1^{er} numéro de la revue *La Rue*, sous titrée *Revue culturelle et littéraire d'expression anarchiste*. Entièrement gérée par le groupe *Louise Michel*, elle paraît chaque trimestre jusqu'en 1986. La collection compte 37 numéros qui traitent de sujets variés : actualité, philosophie, histoire, pensée anarchiste, économie, littérature, arts, cinéma, théâtre... C'est en particulier la « commission revue » qui se charge de la rédaction et l'administration du périodique. Dans les années 70, le groupe, fort de plusieurs dizaines de membres, est composé de trois grands groupes de travail, aussi appelés commissions, qui se réunissent régulièrement : outre la commission revue, un groupe travaille particulièrement sur la propagande tandis qu'un autre prépare les formations qui sont régulièrement organisées². Les conférences de formation, un temps animées par des intervenants extérieurs, sont ensuite prises en charge par les membres du groupe qui, un samedi sur deux environ, proposent des exposés sur des thèmes relatifs à l'anarchisme et à ses théoriciens destinés tant aux membres de la FA qu'à toute personne intéressée. Ces dernières ont lieu au local du groupe, dans le 18^{ème} arrondissement.

Après les années 70, bien qu'il connaisse une baisse de ses effectifs, le groupe continue de jouir d'une influence importante au sein de la *Fédération anarchiste* à laquelle il fournit toujours des mandatés pour les différents secrétariats. Il participe aux congrès, proposant et mettant sur pied des campagnes. Une des dernières campagnes importantes en date fut celle de 2000 sur les transports gratuits, lancée par le groupe *Louise Michel* qui a également été à l'origine de la création du Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP). Aujourd'hui, le groupe ne compte plus que 8 membres actifs (un seul militant est adhérent depuis les années 70, les autres ayant adhéré beaucoup plus récemment)³. Il continue toutefois

¹ *Ibid.*, p. 90-92.

² *Ibid.*, p. 93-94.

³ Dénombrer les membres d'un groupe de la FA quel qu'il soit n'est pas tâche aisée. Tout d'abord, les effectifs peuvent connaître des variations rapides, suite à des déménagements, des changements de groupe voire d'organisation ou encore des désengagements temporaires ou définitifs. Ensuite, certains membres régulièrement présents sont de « mauvais » cotisants, tandis que certains membres cotisant régulièrement ne sont que rarement ou jamais présents. Le nombre de cotisations ne traduit donc que très imparfaitement la force militante d'un

à participer de façon importante à la vie fédérale de l'organisation. En 2006, trois membres du groupe étaient mandatés : deux au Comité de rédaction du *Monde Libertaire* (CRML) et un à l'administration de ce même journal. Par ailleurs, depuis plusieurs années, les militants du groupe animent une émission bimensuelle sur Radio libertaire intitulée *Pas de quartiers*¹. En raison de sa faible taille, le *groupe Louise Michel* n'est plus divisé en commissions régulières rassemblées périodiquement en assemblée générale ; il se réunit entièrement (c'est-à-dire en pratique avec tous ceux et celles qui peuvent ou veulent venir) toutes les deux semaines. Son local est prêté au *groupe La Rue* afin d'animer la bibliothèque du même nom, qui propose des ouvrages portant sur l'anarchisme (philosophie, histoire, actualité), les luttes sociales, le syndicalisme, la sociologie, etc.

3) Le groupe de Rouen

Le *groupe de Rouen* de la FA tire ses origines de deux groupes libertaires rouennais actifs à partir de la fin des années 70 : le *Groupe anarcho-syndicaliste*, regroupant des membres insérés dans le monde du travail, et les *Jeunesses libertaires*, réunissant les militants lycéens et étudiants. Théoriquement indépendant, le groupe des *Jeunesses libertaires* était en réalité d'une certaine manière encadré par le *Groupe anarcho-syndicaliste* qui se chargeait souvent de la formation de ses jeunes membres, leur prêtait son local et les aidait à tirer les exemplaires de leur journal *Germinal*.

Les adhérents du *Groupe anarcho-syndicaliste* étaient, pour certains, membres de l'*Alliance syndicaliste*, coordination née en 1970 qui regroupait les anarchistes membres des syndicats non révolutionnaires (FO, CGT, CFDT, etc.). Lorsque l'*Alliance* s'est dissoute en 1981, ils ont éprouvé le besoin de continuer à maintenir des liens avec les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes de France. Comme la *Fédération anarchiste* n'était plus présente à Rouen depuis quelques années, le *Groupe anarcho-syndicaliste* a décidé d'adhérer en tant que groupe à la FA, imitant en ceci la démarche des anarcho-syndicalistes parisiens

groupe. De plus, certains investissements militants peuvent connaître des éclipses plus ou moins longues qui ne laissent pas nécessairement préjuger d'un départ du groupe. Par conséquent, entre les membres présents, ceux demeurant en retrait et ceux nouvellement arrivés dont on ne sait pas si leur engagement sera durable, il est parfois difficile de tracer les contours précis d'un groupe et donc de donner un chiffre incontestable. Compte tenu de ces difficultés, nous allons tenter, autant que possible, de donner des chiffres ne surestimant pas le nombre de militants réellement actifs.

¹ S'il s'agit de l'émission du groupe, dans les faits c'est la plupart du temps un même militant qui prépare et anime *Pas de quartier*.

qui allaient fonder le *groupe Pierre Besnard*. La procédure d'adhésion a été entreprise en 1981. Au mois de mai, peu avant le congrès du Havre de la FA, quelques membres des deux groupes Rouennais rencontrent le secrétaire aux relations intérieures de la FA pour se présenter. Les jeunesses libertaires et le groupe anarcho-syndicaliste fusionnent alors pour devenir le *groupe de Rouen* de la FA.

Celui-ci va connaître des débuts difficiles, fonctionnant pendant certaines périodes sans local. Il parvient toutefois à s'élargir et passe d'une dizaine de membres au début des années 1980 à une trentaine aujourd'hui, de tous âges. Outre les militants jeunes et moins jeunes arrivés depuis 25 ans, plusieurs membres des jeunesses libertaires et du groupe anarcho-syndicaliste sont encore actifs. Certains militants du *groupe de Rouen* ont récemment assumé des mandats fédéraux, dont le poste de secrétaire général et de secrétaire aux relations extérieures. Aujourd'hui généraliste, le groupe a perdu la coloration anarcho-syndicaliste qui était la sienne lors de son entrée à la FA, même s'il compte de nombreux membres investis dans les syndicats (FO et *SUD* en particulier). Depuis 2002, le groupe possède un local public, la librairie L'Insoumise, où les militants peuvent se réunir et où ils tiennent des permanences pour ouvrir la librairie au public et proposer des ouvrages, brochures et journaux traitant de l'anarchisme. Ce local a permis d'augmenter la visibilité du groupe sur Rouen tout en devenant un lieu d'ancrage pour le milieu libertaire de la ville. Le groupe entretient de bonnes relations avec les militants AL et CNT locaux.

4) Le groupe *Pierre Besnard* (Paris)

Le *groupe Pierre Besnard* trouve lui aussi son origine dans le syndicalisme anarchiste et, en particulier, dans l'Alliance syndicaliste, dont la disparition en 1980 va précipiter la constitution du groupe qui a réuni des militants de diverses organisations et tendances. C'est de que nous explique Serge, militant anarchiste depuis le début des années 1970, qui a fait partie des membres fondateurs du groupe :

« En 76 on milite donc à la CNT. Il se crée en 78 ou 79 la *Coordination nationale anarcho-syndicaliste*. La *Coordination nationale anarcho-syndicaliste* [CNAS] essaye de regrouper les anarcho-syndicalistes de l'ensemble de la mouvance libertaire. Dans cette coordination, il va y avoir des copains de la FA [...] des copains de la CNT [...] des copains de l'alliance syndicaliste, [...], et puis des copains du *Groupe anarcho-syndicaliste* de Rouen, [...] des gens de l'UTCL. On a essayé pendant un temps de faire des trucs avec eux [les militants UTCL] et

puis ça a été très rapidement impossible, comme très souvent avec eux, d'ailleurs, et puis il y avait des gens du *Syndicat autogestionnaire des travailleurs de Lyon*, des gens qui donc s'étaient fait virer de la CFDT et qui avaient créé le SAT, le syndicat autogestionnaire des travailleurs, qui a été l'un des lieux à partir desquels redémarrera la CNT Poste [...]. Et donc on crée cette affaire-là, la CNAS. Suite à la CNAS, on quitte la CNT [...] parce que les copains [de la CNT] ne voulaient plus qu'on participe à la CNAS, parce que c'était pas assez ceci ou trop cela, je sais plus. Sans doute pas assez anarcho-syndicaliste... [...] Donc on crée [...] le *GASPAR*, parce qu'on trouvait ça drôle. A Paris, dans l'expression parisienne, un Gaspar c'est un rat, un rat noir. Donc le *GASPAR* c'est le *Groupe anarcho-syndicaliste parisien*. On crée le *GASPAR*, on continue à travailler avec les copains de l'*Alliance syndicaliste* [...]. Et puis on dit qu'il faut absolument qu'on soit organisé, on ne peut pas rester comme ça, on se propose de rejoindre la *Fédération anarchiste*, en groupe, et non pas en tant qu'individus, et donc on engage des pourparlers avec des camarades de la FA qui nous connaissaient, qui nous appréciaient très modérément... Parce que anarcho-syndicalistes peut-être, et puis aussi parce que arrivant en groupe et puis ayant un passé militant pas toujours pro-FA, pour un certain nombre d'entre nous. Certains autres avaient été à la FA [...]. Et donc on rentre en 81, je crois qu'on a adhéré en avril 81 — donc lors de la première élection de François Mitterrand — à la *Fédération anarchiste*. Comme *groupe Pierre Besnard*, et s'inscrivant dans la, comment dire ? dans la sensibilité anarcho-syndicaliste, parce que je ne suis pas pour parler de tendances, ça ne m'intéresse pas, mais cette sensibilité-là. Au sens où on considère que le syndicalisme est sans doute à ce jour — on pourra peut-être trouver autre chose demain — un des meilleurs moyens pour éventuellement transformer le monde et réaliser une société libertaire. Voilà, comme outil quoi. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la FA).

Après 1981, l'histoire du *groupe Pierre Besnard* a été celle de son intégration progressive à la *Fédération anarchiste* :

« Depuis la création du groupe, on a d'abord, on s'est fait connaître dans la *Fédération anarchiste*, on n'était pas considéré comme des ennemis de la fédération, on n'était pas venu y prendre le pouvoir, ce que certains ont pu dire. Même un pensait que j'étais un trotskiste infiltré. Et puis pendant un temps on s'est beaucoup impliqué dans la gestion des œuvres. Il y a une période au *groupe Pierre Besnard* où on avait 5, 6 copains ou copines qui avaient des mandats fédéraux. Donc ça nous a quand même un petit peu fatigué, ça... Ce qui nous a pas facilité la tâche pour développer le regroupement des anarcho-syndicalistes de la FA, même si un temps on avait fait la CMS, la *Coordination des militants syndicalistes*. Alors non pas pour

que la tendance anarcho-syndicaliste prenne le pas sur le reste, mais que quand il se passait quelque chose quelque part on puisse éventuellement avoir des informations et surtout qu'on ait éventuellement des analyses communes des anarcho-syndicalistes pour pouvoir porter des analyses communes dans nos organisations syndicales. Parce que certains d'entre nous étaient à la CFDT, beaucoup, à l'époque, quelques uns à la CGT, très peu à la CNT en ce temps là, encore quelques uns à FO, des choses comme ça. Arriver non pas comme une fraction mais avoir une réflexion commune pour alimenter nos propres organisations syndicales. Ca a duré quand même cinq, six ans cette CMS, au moins. Et puis on a voulu faire créer à la FA un secrétariat aux affaires sociales ou aux affaires syndicales, et puis on n'a jamais pu, l'organisation n'a jamais voulu, il y a eu des oppositions. Alors on n'est pas parti, on n'est pas comme ça, mais c'est vrai que ça nous a... on a un peu lâché la bride sur ces questions de coordination des militants anarcho-syndicalistes... Quand les choses ne marchent pas... Par contre, si, ce qui nous est rapidement apparu comme un excellent outil c'est la radio quoi. Dès 81, quand on rentre à la Fédé, on rejoint deux trois copains du groupe *Bertho-Lepetit*¹ [...] et on commence dès 81 à animer les *Chroniques syndicales* avec eux. Donc on s'implique là-dedans, dans les œuvres, aussi bien le journal que les secrétariats... » (Serge, 54 ans, militant au groupe *Pierre Besnard* de la FA)

Implanté dans l'Est Parisien, le groupe *Pierre Besnard* compte aujourd'hui une douzaine de membres actifs, d'une moyenne d'âge supérieure à 45 ans. En dépit de sa forte identité anarcho-syndicaliste, il ne regroupe pas exclusivement des militants syndiqués, même si ces derniers sont majoritaires. Le groupe continue d'animer chaque semaine les *Chroniques syndicales* sur Radio libertaire.

5) Le *Claaaaaash* (Paris)

L'histoire du *Collectif Libertaire Anticapitaliste Antireligieux Antifasciste Antiautoritaire Antiraciste Antirévisioniste antiSexiste et antiHomophobe* (CLAAAAAASH) est initialement très liée à celle de son fondateur, Claude. Né dans un milieu modeste au milieu des années 1950 en Banlieue parisienne, il grandit dans une famille éclatée et instable². Il doit dès son adolescence faire face au départ de son père et prendre en charge avec sa

¹ Groupe aujourd'hui disparu.

² Les éléments de biographie de Claude (pseudonyme) sont issus de notre entretien avec lui.

grande soeur la garde de ses demi-frères et demi-sœurs. Dans cette période, il découvre Léo Ferré et Jacques Brel et se sent interpellé par les événements de mai 1968. Il participe alors à ses premières manifestations contre la guerre du Vietnam, rencontre des militants maoïstes, le *Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception* (MLAC), le *Front homosexuel d'action révolutionnaire* (FHAR)... Placé chez son grand père militaire, il entre en conflit avec l'autorité. Après avoir rencontré des anarchistes dans son lycée, il rentre à la FA, au *groupe Germinal* (aujourd'hui disparu). Il quitte alors le lycée et s'engage dans la réalisation du *Monde Libertaire* en vivant parallèlement de petits boulots. Appelé sous les drapeaux, il tente de se faire réformer en raison de son homosexualité et de sa toxicomanie, mais sans succès. Il participe avec d'autres militants de différentes obédiences à un mouvement contre la conscription et tente d'obtenir la création de syndicats d'appelés. Il fait des séjours au cachot qui renforcent son aversion pour l'autorité. Sorti de l'armée, il vit de petits travaux et suit en auditeur libre les cours de la faculté de Vincennes. Tenté un moment par l'action politique violente, Claude finit par laisser de côté le militantisme après s'être installé pour quelques années à l'étranger avec son compagnon. De retour en France, il exerce différentes professions mais ne reprend pas d'activité politique. Au début des années 1990, la nouvelle de sa séropositivité change sa vie. Il se bat contre la maladie et s'intéresse à nouveau aux questions militantes, lit le *Monde Libertaire*. Préoccupé par la montée du fascisme qu'il voit dans la progression des scores du FN et les problèmes des sans-papiers risquant l'expulsion, il se rapproche du réseau antifasciste *Ras l'Front* parce que quelques anarchistes y militent dans le 3^{ème} arrondissement de Paris. C'est à cette époque qu'il crée la *revue du Claaaaaash*, antifasciste. Après plusieurs mois de militantisme, Claude et les autres anarchistes de Ras l'Front cherchent à échapper à la mainmise des militants trotskistes sur le collectif. Informés en 1996 qu'une militante du 11^{ème} arrondissement désire adhérer à la FA, ils décident avec elle de créer un nouveau groupe, qui prendra la nom de *Claaaaaash*.

Ce groupe est d'emblée axé principalement sur les luttes visant à la reconnaissance de l'individu et de ses droits et donc sur les thématiques comme l'anti-sexisme et l'anti-homophobie. Ses militants travaillent localement avec des collectifs investis dans les mêmes domaines, comme ceux du réseau No Pasaran. Mais le *Claaaaaash* a aussi développé une activité plus généraliste : il s'est engagé, par exemple dans des actions pour la gratuité des transports publics ou des campagnes anti-électorales. Le collectif est réputé pour la jeunesse et l'activisme de ses membres, qui en fait un important foyer de recrutement et de formation

de militants de la FA parisienne. Il compte aujourd'hui une douzaine de membres actifs, qui diffusent régulièrement leur feuille d'information *L'abstentionniste*.

6) Le groupe de Strasbourg

Le groupe de Strasbourg de la *Fédération anarchiste* a beaucoup changé de physionomie depuis sa fondation à la fin des années 1990. La présence de la FA dans la capitale alsacienne a connu de nombreuses phases de flux et de reflux durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Différents groupes libertaires se sont montés mais ont souvent eu une durée de vie assez courte. Durant les années 60, le milieu militant strasbourgeois a été marqué en particulier par l'activité de l'*Internationale situationniste* avec laquelle le groupe anarchiste a entretenu des liens. Il a notamment contribué à diffuser la brochure situationniste *De la misère en milieu étudiant*. Quelques années après cet épisode, dans les années 70, le groupe FA de Strasbourg a rejoint l'ORA.

La présence de la FA (mais aussi de l'ORA) a été quasi constante à Strasbourg des années 1970 aux années 1990, mais il n'existait plus de groupe à la fin des années 90. Pendant quelques temps ont alors cohabité à Strasbourg un *Groupe Alsace* de la FA et un regroupement Scalp-CNT. Vers 1998, prenant acte des différences de rythmes militants, le groupe Alsace, qui rassemblait des militants de toute la région, s'est scindé en trois : une *liaison Bas-Rhin*, une *liaison Haut-Rhin* et un *groupe de Strasbourg*. Celui-ci ne regroupait que trois membres à ses débuts, mais il s'est peu à peu étoffé, malgré un *turnover* important lié notamment aux déménagements des membres. En 2003, alors que le groupe comptait huit membres actifs, des tensions liées en particulier à une fatigue militante née de la répression policière et judiciaire et aux désaccords tactiques qui ont suivi ont provoqué son éclatement¹. Le groupe s'est scindé en deux pendant que plusieurs membres prenaient leurs distances. Le collectif issu de la scission du *groupe de Strasbourg* a pris le nom de *groupe Juillet 36* et la question de l'héritage de l'ancien groupe s'est posée : le matériel militant et les finances étaient réparties entre les différents militants, rendant impossible pour l'un ou l'autre de réclamer l'intégralité des ressources. Après d'âpres discussions, le *groupe de Strasbourg* s'est dissous et ses militants ont pour la plupart quitté Strasbourg. Le *groupe Juillet 36*, de son côté, a perduré et commencé à recruter de nouveaux membres, tandis que quelques anciens le

¹ Sur cet épisode qui a failli mener à la disparition du *groupe de Strasbourg*, cf. le dernier chapitre de cette thèse.

rejoignaient. Il a donc rapidement repris le nom de *groupe de Strasbourg*, et demeure aujourd'hui le seul groupe FA de la ville.

Bien que généraliste, le groupe s'est depuis 2003 rapproché de la mouvance antifasciste locale (le groupe *No Pasaran* strasbourgeois mais aussi des antifascistes allemands), sous l'impulsion en particulier de nouveaux membres politisés dans ce milieu. Il compte aujourd'hui environ huit membres réguliers qui tiennent chaque samedi une table de presse et vendent *le Monde Libertaire* sur la place centrale de Strasbourg. La moyenne d'âge est peu élevée ; elle s'établit autour de 35 ans environ. Les militants sont en contact régulier avec les organisations anarchistes et antifascistes frontalières, ainsi qu'avec la section CNT mulhousienne avec qui ils ont, par exemple, organisé le défilé libertaire du 1^{er} mai 2005.

7) Le groupe *Idées noires* (Paris)

Le groupe *Idées noires* est le groupe le plus récent de notre corpus. Il est né en janvier 2003 à l'initiative d'un militant anarchiste formé au groupe *Louise Michel* et désireux de fonder une nouvelle entité plus en phase avec ses propres attentes. Initialement constitué de trois personnes, le groupe a été renforcé notamment par l'arrivée des membres de l'union départementale FA des Hauts-de-Seine qui avait été créée en 2004 grâce à une annonce passée dans le *Monde libertaire*. Il compte aujourd'hui une dizaine de membres actifs, habitant différentes villes d'Île-de-France et se réunissant à Paris.

Sur la page Internet du groupe, on peut lire la présentation suivante :

« Synthésiste et affinitaire, *Idées noires* est composé de militants communistes libertaires et d'individualistes. Malgré nos différences, nous savons que notre force vient justement de nos points communs et de notre envie d'agir ensemble.

Les militants du groupe se battent pour la liberté et l'égalité de toutes et tous, de manière générale, et depuis 2003 ont été investi dans plusieurs luttes tel que :

- la gratuité des services publics à travers le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants)
- le mouvement de défense des retraites en 2003
- le Vaaag (village autogéré, anticapitaliste et antiguerre) et l'organisation des manifestations lors du contre sommet du G8 à Evian en 2003
- l'organisation du FSL (Forum Social libertaire) en 2003
- des collectifs antiguerre

- dans la lutte des sans papiers en étant actif auprès du 9e collectif de sans-papiers
- dans la lutte des sans domiciles fixes au travers de l'occupation de l'ex CHU Duranton
- le mouvement anti-CPE
- la lutte contre les corridas
- la lutte anticléricaliste
- la lutte antifasciste et contre les anti-IVG... - etc.

Le groupe édite aussi des brochures (*Chant de la révolution, Catéchisme de l'abbé Meslier*), une feuille de chou supplément au *Monde Libertaire* et organise des apéros libertaires sur différents sujets, diffusant ainsi les idées anarchistes.¹ »

A l'instar du *Claaaaaash*, le groupe *Idées noires* jouit aujourd'hui d'une image de groupe jeune et dynamique, investi dans les luttes locales. La moyenne d'âge y est en effet peu élevée : autour de 30 ans environ. En dépit de sa courte existence, le groupe a déjà eu l'occasion de fournir des mandats aux œuvres fédérales. Plusieurs de ses militants aimeraient maintenant mettre en place une émission régulière sur Radio libertaire.

8) Les autres groupes

Nos recherches nous ont conduit à mener des entretiens avec des militants d'autres groupes dans lesquels nous n'avons toutefois pas effectué de travail d'observation. Il s'agit de la *liaison Albert Camus*, du groupe *d'Ivry* et du groupe *La Rue*. Nous nous contenterons de présenter très brièvement ces collectifs qui ne font pas partie, à proprement parler, de notre terrain d'enquête.

Nous avons mené un entretien avec une militante de la *liaison Albert Camus*. Celle-ci compte quatre membres basés en Seine-Saint-Denis. Autrefois groupe du 19^{ème} arrondissement Nord de Paris, connu sous le nom de groupe de La Villette, le collectif est devenue une liaison dans les années 2000 suite au départ de plusieurs membres et le déplacement des membres restants vers le département 93. Diversement impliqués dans la vie fédérale, les membres de la *liaison Albert Camus* se regroupent sur des affinités plutôt que sur une tendance ou un projet particuliers. Leur moyenne d'âge est de 45 ans environ.

¹ Page du groupe *Idées noires* sur le site de la *Fédération anarchiste* : <http://fa.federation-anarchiste.org/spip.php?article299>

Le groupe *Elysée Reclus*, mieux connu sous le nom de *groupe libertaire d'Ivry*, est né en 1996 suite aux mouvements sociaux de l'hiver 1995. Il est composé d'une dizaine de membres. Il s'agit d'un groupe généraliste très actif dans sa ville où il organise régulièrement des conférences ou projections-débats et des soirées autour de chanteurs proches de la mouvance libertaire.

Le groupe *La Rue*, fondé en janvier 2005, a été constitué suite à la remise en marche de la bibliothèque La Rue en septembre 1998 qui a agrégé quelques militants indépendants ou membres de différents groupes de la FA. Quatre d'entre eux se sont rassemblés pour créer le *groupe La Rue*, afin notamment de constituer une entité fédérée pour permettre le rachat du local par la *Fédération anarchiste*. Le groupe s'occupe de la gestion de la bibliothèque, qui consiste principalement à tenir des permanences et organiser des débats autour d'un livre et son auteur. Il n'a pas d'autre activité extérieure en tant que groupe.

B. Les collectifs de la gauche radicale

Les collectifs militants de la gauche radicale et alternative constituent un ensemble plus disparate et insaisissable que la *Fédération anarchiste* : leur visibilité est moindre, notamment en raison du fait qu'aucune structure fédérative ne les relie (avec l'exception notable de l'association *Chiche!*, dont on verra toutefois qu'elle ne fédère pas que des groupes libertaires). Pour autant, un certain nombre d'entre eux ont su acquérir une certaine notoriété médiatique et se faire connaître dans le milieu militant local. La visibilité des collectifs (qui se traduit concrètement par l'existence d'un site Internet, de comptes-rendus journalistiques faisant mention de leur existence ou encore de leur évocation dans des ouvrages comme *La France rebelle*¹) a bien entendu constitué un élément important dans le choix des organisations qui allaient constituer notre terrain de recherche ; mais nous avons surtout tenté de mettre à profit notre connaissance du milieu militant et nos quelques contacts locaux. La forme du collectif a été déterminante : nous avons choisi, parmi les différentes organisations, celles qui s'inscrivaient le plus clairement dans une mouvance libertaire par leur refus affirmé des hiérarchies et leur indépendance revendiquée vis-à-vis des partis politiques. Le recours à des modes d'action non conventionnels a constitué le second critère. Nous n'avons pas

¹ CRETTIEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle... op. cit.*

cherché à savoir si le collectif mettait explicitement en avant des références à la tradition libertaire, mais si, concrètement, son fonctionnement et son mode d'action constituaient une mise en pratique de ces principes. De la même façon que nous avons procédé avec les groupes anarchistes, nous avons tenté de varier les points de vue et les populations militantes en rencontrant des activistes issus de différentes villes : Paris, Strasbourg et Toulouse. Pour des raisons pratiques liées à l'accès à ce terrain, nous n'avons pas étudié de groupe de la gauche radicale rouennaise, mais nous avons eu l'occasion de rencontrer des militants toulousains résidant temporairement à Paris qui nous ont fourni de précieuses informations sur la scène militante locale, très animée, et qui présente un fort contraste avec le milieu radical strasbourgeois, par exemple.

Nos critères nous ont conduit à retenir cinq organisations : le collectif parisien *Aarrg!*, qui a donné naissance à différents groupes locaux dont le premier et le plus important peut-être à Toulouse ; *Action logement* et le *Crep*, collectifs strasbourgeois ; *Chiche!* Paname, groupe parisien de l'association écologiste du même nom ; *Vamos!*, collectif altermondialiste basé à Paris. Comme précédemment, nous allons présenter successivement ces différents groupes et tenter, lorsque ce sera possible, de retracer leur genèse et leur évolution.

1) Les *Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale* (Paris et Toulouse)

En janvier 2001 s'est monté à Paris un groupe de jeunes militants (25 ans en moyenne) dont l'ambition originelle était de fédérer différents groupements altermondialistes dans un réseau de résistance au niveau national et international. Il avait également pour objectif d'expérimenter de nouvelles formes d'actions, inventives, décalées et festives. C'est cette double aspiration qui est à l'origine du nom des *Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale* (AARRG)¹.

Le collectif est né autour d'un petit nombre d'individus dont la plupart étaient élèves de l'École normale supérieure (ENS) de Fontenay-aux-Roses. A l'initiative de deux militants, une lettre avait circulé dans le réseau des élèves de l'ENS et de leurs proches activistes entre

¹ Pour une analyse détaillée du groupe *Aarrg!* parisien, de sa naissance à sa disparition, cf. notre précédent travail de recherche : LUCK, Simon. *Le militantisme à Aarrg! Paris : Les limites d'un engagement pragmatique et distancié*. Mémoire de DEA de Sociologie Politique, Université Paris 1, 2004.

la fin de l'année 2000 et le début de l'année 2001, appelant à une réunion de création d'un nouveau groupe politique. Envisager la naissance d'une organisation militante comme une entreprise de mobilisation de ressources est particulièrement éclairant dans le cas de *Aarrg!* : ce groupe doit essentiellement sa création à l'action de deux « entrepreneurs politiques » ou *leaders*, c'est-à-dire « des décideurs stratégiques (*strategic decision-makers*) qui inspirent et organisent d'autres personnes en vue de participer à des mouvements sociaux¹ ». Ces deux élèves normaliens ont en effet su profiter d'une fenêtre d'opportunité ouverte par l'enthousiasme que suscitait à cette époque le développement du mouvement « anti-mondialisation » et rassembler autour d'eux diverses compétences afin de créer un groupe cohérent. *Aarrg!* a constitué à ses débuts la « formalisation politique d'un groupe d'amis » qui avaient déjà ponctuellement des activités militantes dans un cadre non organisé, ou à travers le syndicat *SUD* de l'ENS Fontenay :

« Ca s'est fait très naturellement. D'abord parce que ça consistait en fait à formaliser très légèrement quelque chose qui existait déjà. C'est vrai que la plupart des gens qui ont fait *Aarrg!* au départ, c'était des gens qui... On se voyait déjà très souvent. Quand il y a eu la première réunion, je connaissais quasiment tout le monde. Parce qu'on se voyait dans des actions, "tiens il y a une occupation, est ce que tu viens ?" On s'était connus par d'autres biais que militants, bien sûr. Donc ça s'est fait très naturellement. Il y a à peine eu la question du choix. [...] C'était la formalisation politique d'un groupe d'amis, c'était comme ça au départ. » (Benoît, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

Composé d'une vingtaine de membres actifs, le groupe s'est agrégé rapidement autour d'un projet « post-dogmatique et ludique² » — c'est-à-dire centré sur des modes d'action plaisants et innovants plutôt que sur une ligne idéologique définie. Des mouvements comme *Reclaim the Streets*, *Droits devant!!* ou *Droit au logement* ont servi de références inspiratrices. Le groupe a rassemblé des élèves de l'ENS ainsi que quelques amis et contacts militants. Dès le départ, donc, *Aarrg!* a pris la dimension d'un groupe affinitaire réunissant

¹ MORRIS, Aldon D., STAGGENBORG, Suzanne. « Leadership in Social Movements », in SNOW, David A., SOULE, Sarah A., KRIESI, Hanspeter. *The Blackwell Companion to Social Movements*. Malden (Mass.) : Blackwell, 2004, p. 171. Sur les entrepreneurs politiques et la mobilisation de ressources, cf. aussi ZALD, Mayer N., McCARTHY, John D. (eds.). *The Dynamics of Social Movements : Ressource Mobilization, Social Control and Tactics*. Cambridge (Mass.) : Winthrop, 1979.

² Martin, 29 ans, militant *Aarrg!* Paris.

autant des amis que des militants¹. Tant par souci d'égalité entre les membres qu'en raison de cette prégnance des liens amicaux, le groupe a refusé de constituer une association qui aurait impliqué l'élection d'un bureau. Il s'est développé le long d'une ligne libertaire, comme nous l'explique Flora, qui fait partie des deux instigateurs du mouvement :

« Il y a quelques lignes directrices, il y a l'horizontalité, le refus de la hiérarchie, etc., ça c'est important. Il y a justement le refus de l'idéologie préalable, au sens où rien n'est dicté par l'idée que parce qu'on pense telle chose on va faire telle autre chose, et l'idée c'était de se forger des outils, donc comment dire... ouais, c'est un peu... Si on arrive à la classer c'est toujours un peu anarchiste, enfin libertaro-anarchiste dans les méthodes, et après avec un choix d'être sur le terrain des luttes sociales, le plus possible. » (Flora, 31 ans, militante à *Aarrg!* Paris).

Bien que le groupe *Aarrg!* ait nourri à ses débuts l'ambition de contribuer au développement d'un réseau d'organisations « anti-mondialisation », cet objectif a rapidement été mis de côté² au profit de l'expérimentation de modes d'action innovants, basés sur un humour décalé et des bricolages en tout genre.

« Dans l'appel au début, en fait, il y avait deux tendances : il y avait une tendance constitution d'un réseau militant, et il y avait certains, enfin certaines surtout, qui ont vraiment voulu creuser cette voie là, et donc qui essayaient de donner leur avis, qui à *Attac*, qui dans des conditions d'organisation de manifestations, ou des grands rassemblements altermondialisation. Et donc ça c'était les tacticiennes tu vois, du truc, avec l'idée qu'il fallait faire des réseaux, mettre des gens en contact, etc. Donc c'était une des idées qui étaient présentes à l'origine. Et puis en fait à Paris, il y a un des fondateurs, une des pointures qui est parti aux Etats-Unis, et à partir... petit à petit c'est devenu un espèce de laboratoire militant, on essayait de mettre à l'épreuve, euh, des façons de faire, des modes d'actions. C'était en gros des modes d'action directe, non violente, désobéissance civile quoi. Euh, voilà, et petit à petit c'est ça que c'est devenu quoi... » (Thierry, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

¹ Sur les groupes affinitaires et les collectifs d'« amilitants », groupes politiques fondés sur des groupes d'amis et dans lesquels l'amitié revêt plus d'importance que l'idéologie, cf. DUPUIS-DERI, Francis. « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir... », article cité, p. 209-218.

² L'investissement dans les grandes manifestations « anti-mondialisation » a notamment été remis en cause suite à la participation des militants de *Aarrg!* au contre-sommet de Gênes : ils y ont subi de plein fouet une violente répression, sans pour autant avoir eu l'impression d'avoir un apport significatif en termes militants dans ce type de mobilisation.

Le groupe *Aarrg!*, qui hésitait à son origine entre une dimension internationaliste et le souci de devenir un laboratoire militant, a rapidement trouvé son identité, aidé en ceci par le départ rapide (pour des raisons liées à leurs études) des membres les plus attachés à l'idée de construction de réseaux militants. Les activistes restants se sont détournés de l'horizon des contre-sommets internationaux pour consacrer leur investissement à différentes luttes locales, en particulier auprès des travailleurs précaires (grèves de *McDonald's* et de *Pizza Hut* notamment) à qui ils fournissaient leur savoir-faire militant dans le but de rendre leur cause plus visible et plus efficace. Leur usage de modes d'action novateurs, leur capacité à anticiper les attentes des journalistes, a permis aux « Aarrgonauts », comme ils se surnommaient ironiquement, de rencontrer un succès médiatique certain et d'obtenir des résultats concrets. Cependant, au bout de deux ans d'existence et suite à la conjonction de différents facteurs sur lesquels nous reviendrons dans notre troisième partie, le groupe a connu un important essoufflement militant qui a conduit à sa disparition pure et simple. Il n'en demeure pas moins une figure importante du milieu de la gauche radicale française, dans la mesure où il représente un certain renouvellement des modes d'action et, partant, une source d'inspiration pour d'autres collectifs du même type.

L'extinction rapide du groupe *Aarrg!* de Paris n'a pas signifié la disparition totale des apprentis agitateurs. En effet, bien qu'initialement né en région parisienne, le collectif a rapidement essaimé dans différentes villes de province. La première, et sans doute la plus importante, fut Toulouse. Cette ville constituait un terreau propice au développement d'un groupe sur le modèle de *Aarrg!* : d'une part, le milieu de la gauche alternative y est important et dynamique ; d'autre part, Morgane, une activiste qui avait participé à la fondation de *Aarrg!* à Paris, est rapidement retournée à Toulouse d'où elle était originaire et où elle a contribué à monter une antenne locale du collectif, avec l'aide de militants toulousains.

Plus précisément, le groupe *Aarrg!* Toulouse a été constitué par la réunion de deux ensembles militants : le premier était composé du frère de Morgane et de ses amis, adhérents ou proches de la LCR, qui étaient désireux de monter un collectif sur le modèle de *Aarrg!* Paris. Le second groupe était formé de quelques amis étudiants qui cherchaient un cadre dynamique pour militer et ne se satisfaisaient pas de leur fréquentation d'*Attac* Toulouse. Ces derniers ont fait la connaissance des militants parisiens à Montpellier où José Bové était en procès pour avoir démonté un restaurant *McDonald's* à Millau. Le rassemblement de soutien avait donné lieu à une manifestation dans laquelle *Aarrg!* Paris s'était illustré en parvenant à

étendre une banderole « Ca se passe comme ça chez *McDonald's* » sur un arc de triomphe. Les étudiants ont pris contact avec les « Aarrgonautes » dans le but de créer un collectif semblable dans la ville rose. Les militants parisiens ont alors mis en contact les deux groupes de jeunes toulousains afin qu'ils construisent ensemble une nouvelle antenne d'*Aarrg!*. Le nouveau groupe a démarré dès le printemps 2001 sur la base d'une vingtaine d'activistes âgés de 20 à 25 ans.

Aarrg! Toulouse s'est rapidement fait connaître dans le milieu militant local par ses actions spectaculaires et parfois physiques (descendre en rappel d'un pont pour accrocher une banderole...), en lien notamment avec d'autres collectifs comme *Ras l'Front*, sur des thématiques comme la dénonciation des lois sécuritaires de 2001-2002. Il a en outre pris en charge, à partir de 2002, l'animation de l'émission *C'est beau comme une usine* sur la station militante locale Radio FMR. Contrairement à son modèle parisien, le groupe n'a pas renoncé à investir les contre-sommets internationaux et à tenter de tisser des liens avec des mouvements contestataires étrangers. Ceci a notamment été à l'origine de conflits avec l'antenne parisienne qui avait délaissé ces échéances et hiérarchisait différemment ses priorités militantes¹. Suite à divers déménagements liés à des rythmes de vie d'étudiants, le groupe toulousain, peu à peu privé de ses forces vives, a disparu vers l'année 2004.

2) Action Logement (Strasbourg)

Le collectif strasbourgeois *Action logement* est né en 2004 à l'initiative de travailleurs sociaux. La fermeture d'un centre d'hébergement de nuit pendant un mois en été a provoqué l'activation d'un réseau d'action sur la question du logement. Christian, qui travaillait dans ce foyer et refusait de voir mis à la rue au mois d'août les personnes sans domicile dont il s'occupait durant toute l'année, a fait part de la situation à Rémi, futur militant du groupe :

« Un soir, on faisait une soirée près d'une gravière bien arrosée au schnaps, et puis on refaisait le monde... Et puis est venue la discussion, parce que [Rémi] est travailleur social aussi et entre travailleurs sociaux, c'est des choses, des discussions qu'on peut approfondir. Cette discussion-là est venue sur le tapis de la fermeture [du foyer d'hébergement], et puis il m'a dit

¹ Les débats se sont par exemple cristallisés autour de la question de la création d'une association destinée à recueillir de l'argent pour permettre les déplacements des activistes vers des contre-sommets. Les militants parisiens s'y sont toujours opposés, voyant dans cette initiative un début d'institutionnalisation du groupe que l'efficacité militante ne justifiait pas.

c'est insupportable, c'est intolérable. [...] Et il me dit "ben écoute, lui était déjà militant sur d'autres choses", et il me dit "moi je connais des gens qui seraient certainement intéressés par ce que tu racontes là, je connais des réseaux [...]. Je vais appeler untel, untel, on va en parler, je suis sûr que ça va les intéresser". Et c'est comme ça que c'est parti. Donc après on s'est intéressé aux autres groupes qui avaient déjà travaillé la question. [...] On les a recontactés. [...] Et puis on commence à faire des réunions, on trouve des personnes qui ont une réflexion un petit peu proche de la nôtre, qui ont envie de s'investir. Le groupe commence à prendre forme, d'autres groupes dont on ne connaissait même pas l'existence apprennent eux notre existence, viennent nous trouver. Et puis *Action Logement*, le petit réseau se forme. Et puis là-dessus... *Action Logement* est né de cette discussion un soir d'été [2004]. Mais officiellement, on va dire que ce collectif a trouvé son nom vers novembre. Là, on a commencé à voir qu'on était suffisamment nombreux, à partager les mêmes idées pour qu'on puisse créer ce collectif, donner une forme un peu à ce collectif. Donc on lui a donné un nom, et puis chaque personne qui se retrouve dans le problème de logement pouvait venir s'associer, puisque c'était un collectif, ça n'a pas de structure. Et donc on est parti comme ça. » (Christian, 30 ans, militant à *Action logement*).

A l'image du groupe *Aarrg!*, c'est là aussi l'action d'un entrepreneur politique doté de ressources spécifiques (en l'occurrence, des contacts, un réseau de connaissances militantes) qui a permis la création et le développement du collectif. Celui-ci est né dans le but de médiatiser les problèmes liés au logement et dénoncer les mensonges de la municipalité¹. S'ils peuvent recourir au contact avec les autorités pour faire pression sur des questions particulières², les membres d'*action logement* n'hésitent pas à recourir à l'action directe, via l'organisation de manifestations ou d'occupations. Une de leurs premières réalisations, en novembre 2004, fut l'ouverture d'un squat dans un quartier périphérique de Strasbourg pour répondre à la détresse de sans-logis à l'approche de l'hiver. Cette initiative a été à l'origine de

¹ « C'est aussi beaucoup depuis que je fais ce boulot là, je vois des choses lamentables et scandaleuses qui se passent. C'est un peu ça l'idée d'*Action Logement* quand on l'a monté avec Christian. Il y avait le discours des médias, le discours de la presse, le discours politique, qui étaient en complet décalage par rapport à la réalité. C'est assez insupportable ce mensonge qui est dit ouvertement, tu vois. Les élus municipaux qui font des comptabilités d'apothicaires, qui manient les chiffres pour faire croire qu'ils font des choses alors qu'ils font rien du tout. Et toutes ces personnes c'est des personnes qu'on croise tous les jours dans notre boulot. » (Rémi, 32 ans, militant à *Action Logement*).

² Cette dimension institutionnelle d'*Action logement* (qui est notamment liée à la familiarité des membres travailleurs sociaux avec les instances du pouvoir municipal) l'éloigne d'autres groupes de la nébuleuse libertaire qui refusent tout contact avec les pouvoirs publics. Toutefois, à l'image par exemple de *DAL*, le collectif strasbourgeois se veut indépendant des partis politiques, et le lobbying n'est pour lui qu'une stratégie parmi d'autres, qui participe d'une logique d'action directe.

vifs débats dans le collectif nouvellement créé qui voyait toutes ses forces accaparées par la mise en place de ce squat qui a nécessité d'importants travaux. Ces débats ont abouti en 2005 à la décision collective que le groupe allait se recentrer sur une action de médiatisation des problèmes de logement.

Les membres du groupe ont choisi de ne pas se doter de charte de fonctionnement afin de rester libres de leurs mouvements et de leurs initiatives, ainsi que de ne pas devenir une association au sens juridique. Cette décision répondait à deux logiques : la première était d'éviter d'avoir une existence officielle, et en particulier d'être fiché ; la seconde tenait à la liberté individuelle que procure un cadre informel :

« A partir du moment où c'est une association, du coup, tu es fiché, si tu veux, au tribunal, quoi, puisque tu dois déclarer au tribunal le président, enfin les membres du bureau, etc. [...] Parce que si c'est pour que à chaque fois que tu lèves le petit doigt ils regardent les fichiers et tout le monde est convoqué, ben autant apprendre à courir vite, à pas trop se faire remarquer. [...] Il y a aussi le fait que dans une assoce, il faut vraiment trouver les gens qui s'engagent à long terme, pour être président, donc le responsable juridique entre autre, mais aussi secrétaire, trésorier, vice président, le conseil d'administration... Et donc c'est des règles que, du coup, on peut un peu passer outre [...]. En plus, on peut beaucoup plus facilement rallier d'autres personnes, je trouve, lorsqu'on est un collectif que lorsqu'on est une assoce. Ils ont moins l'impression de rejoindre quelque chose d'officiel, tu vois un groupe officiel. Alors ça fait que s'ils font partie d'une autre assoce, pour eux... genre *Attac*, quelqu'un qui est à *Attac*, pour lui ce sera plus simple de refaire une action dans un collectif que dans une autre assoce qui est dans le même plan. [...] Moi c'est surtout l'histoire d'être inscrit au tribunal, d'office, alors qu'on sait qu'on va faire des choses plus ou moins illégales [...].

J'ai déjà assez d'antécédents avec la police et tout ça pour ne pas encore aller me jeter dans leurs bras, annoncer "ça y est, je suis de nouveau là", et ils m'attendent. [...]. Donc on en a discuté, mais là, les gens qu'on était, on était tous pour avant tout faire un collectif quoi. »
(Pascal, 40 ans, militant à *Action Logement*).

Bien qu'il ait pu regrouper plusieurs dizaines de personnes lors de certaines manifestations, le collectif s'est rapidement recentré sur les quelques membres fondateurs. Lorsque nous avons mené nos observations, seules quatre personnes se réunissaient régulièrement pour préparer les prochaines initiatives. Par contre, lors des actions en elles-mêmes, le réseau de soutiens était réactivé et une vingtaine de personnes participaient. Il est à

noter qu'*Action logement* entretient de bonnes relations avec le *groupe de Strasbourg* de la FA, en raison notamment de la présence dans le collectif d'une militante qui a, un temps, fréquenté le groupe anarchiste.

3) Le Collectif de réappropriation de l'espace public (Strasbourg)

Le collectif pour la réappropriation de l'espace public est né à Strasbourg en 2004. Il est issu de la volonté d'un groupe de jeunes adhérents d'*Attac* Strasbourg de se doter d'une structure informelle et libre pour mener des actions différentes de celles menées habituellement par l'association, sur des thématiques environnementales en particulier. Beaucoup de membres du collectif ont connu leur premier engagement à *Attac* pour s'en distancier par la suite (sans nécessairement cesser d'y adhérer) afin de trouver un cadre correspondant davantage à leurs aspirations et leur sensibilité libertaire. C'est le cas de Charles qui a fait partie des initiateurs du nouveau groupe :

« Mon militantisme il a commencé par *Attac*, mais euh... c'est vrai qu'au fur et à mesure... moi je ne suis pas forcément... J'ai un cheminement de pensée qui est de moins en moins d'accord avec ce type d'organisation... de fonctionnement quoi. Qui est quand même archi pyramidal, archi structuré... Dans un cadre malgré tout très classique, quoi, le militantisme. Ca c'est ce que je ne percevais pas forcément au début parce que j'avais l'impression de faire des choses différentes... [...]

— *Et comment ça s'est passé en fait la création du Crep, ou l'idée, comment c'est venu... ?*
Ben ça s'est passé parce qu'on voulait faire des choses qui étaient... sur des problématiques locales qui ne concernaient pas vraiment *Attac*. Sur des choses amusantes, un peu plus provoc. Ca a commencé par un entartage. Des choses un peu plus punk quoi. Et après, je crois, on a fait des actions sur les aménagements publics destinés aux touristes, au tourisme de masse à Strasbourg. [...]

— *C'est-à-dire que vous recherchez un cadre qui serait plus libre ?*

Oui, ou un non cadre quoi. C'est à dire qu'on pourrait mettre une *Crep* à deux mais on peut en faire à 60, 70, il n'y a jamais de mot d'ordre, et voilà, c'est pas... On ne cherche aucun soutien, on ne cherche pas à avoir des amis. Les gens qui viennent, viennent, s'ils ne viennent pas, ils ne viennent pas. C'est jamais un problème, on ne considère pas qu'il y a des actions réussies ou ratées. On fait le bilan de nos actions mais... Si on n'a pas le temps d'en faire, on n'a pas le temps, mais voilà, c'est une manière de militer où on est plus... plus libre quoi. »
(Charles, 30 ans, Militant au *Crep*).

Pensé à l'origine comme un collectif éphémère changeant de nom à chaque action (il s'est d'abord appelé *GLOUP*, puis *VLAN*, avant d'arrêter un nom définitif¹ et de se doter d'un site Internet), le *Crep* est basé sur un groupe d'affinité. Il rassemble une vingtaine de jeunes militants (la moyenne d'âge tourne autour de 30 ans) autour de questions liées à la décroissance et à l'aménagement urbain. Ils ont en commun la volonté de mener des actions ludiques ou provocatrices et différentes des modes d'intervention traditionnels d'une organisation comme *Attac*. Il s'agit en quelque sorte d'une version resserrée, « fluide », « libertaire » et « affinitaire » du groupe strasbourgeois d'*Attac*², même si des militants non membres de l'association altermondialiste l'ont également rejoint. Depuis sa création, le collectif a noué de nombreux liens avec des associations de quartier avec lesquelles il travaille de façon suivie ou ponctuelle sur des thématiques touchant au cadre de vie ou au problème de l'invasion publicitaire. Il organise également chaque trimestre une manifestation à vélo pour promouvoir les modes de transport écologiques et une redéfinition de notre conception de la ville et des déplacements.

4) *Chiche!* Paname (Paris)

Le groupe de Paris de l'association *Chiche!* (le « grouplokal *Chiche!* Paname ») est composé d'environ huit militants qui, en vertu de la règle de l'association, ont tous moins de 33 ans 1/3. En dépit de son apparition récente, *Chiche!* Paris a connu une existence agitée. Une première association parisienne a existé quelque temps puis disparu, remplacée vers 2003 par un collectif plus informel. Basé aujourd'hui sur une organisation horizontale revendiquée, il continue à s'inscrire dans la ligne fédérale en se définissant comme « rouge, vert, noir, alternatif, écolo, autogestionnaire, indépendant, horizontal, non-violent³. » Mais si les différents « grouploko » de *Chiche!* partagent un certain nombre d'orientations générales, l'association nationale présente une hétérogénéité importante. Le groupe parisien affiche en particulier sa spécificité par rapport à d'autres antennes locales :

¹ La stabilisation du nom du collectif n'a pas empêché sa féminisation en septembre 2006, le *Crep* devenant officiellement la *Crep*, pour le jeu de mots principalement. L'article défini féminin n'est cependant utilisé que par les militants et n'est pas repris par la presse, par exemple.

² Selon les propos de Xavier, 28 ans, militant au *Crep*.

³ Grégoire, 30 ans, militant à *Chiche!* Paris.

« C'est une structure fédérale, il y a un *Chiche!* à Toulouse, à Rennes, à Lille, à machin... et tous ces petits groupes locaux-là n'ont pas les mêmes tendances affinitaires et politiques, même pas les mêmes façons d'agir sur le terrain, ils n'ont pas les mêmes champs de lutte. Et il se trouve qu'à Paris, la tendance est plus libertaire que dans d'autres groupes. Et quand on se retrouve tous sur un week-end comme le week-end dernier [lors de rencontres nationales à Paris du 28 au 30 avril 2006 à l'occasion des 10 ans de l'association], c'est vrai que les différences parfois sont un petit peu douloureuses, quoi. Parce que à Paris on est un tout petit groupe, [...] c'est un groupe très soudé, qui s'entend très bien, et qui, voilà, qui aujourd'hui est affinitaire. Qui ne l'a pas été au début. Et donc ce qui est un peu douloureux, c'est de voir des gens qui ont envie de continuer à agir avec les *Verts*, qui ont envie de s'investir au niveau européen et qui ne sont pas d'accord pour aller dans des styles d'action plus directs comme des blocages de trains, comme certains types d'actions plus directe. Et un petit peu mous du genou, un petit peu écolo mollo. Et ça se ressent parce que voilà, sur leur terrain, quand tu vois avec qui ils militent le plus, ils militent plus avec les jeunes *Verts* qu'avec les libertaires et par exemple, pour eux, c'est très important que *Chiche!* soit structuré au niveau national, qu'on ait des subventions, qu'on puisse faire des communiqués de presse, apparaître dans les médias. Ils revendiquent beaucoup le fait que dans les manifs on doit avoir nos logos, nos drapeaux, etc. Alors que... Paris n'est peut-être pas le seul groupe, mais à Paris on n'est pas comme ça. C'est vraiment une rencontre, et on ne peut pas nier que cette rencontre elle s'est faite grâce à la structure de *Chiche!* où on nous a mis en relation les uns avec les autres, mais à l'heure qu'il est, c'est un peu cette double... cette position un peu paradoxale, qui fait que d'un côté on est très content d'appartenir à la structure de *Chiche!* parce que c'est là dedans qu'on s'est retrouvé, c'est là dedans qu'on évolue, c'est là dedans qu'on se sent bien pour ces histoires de rouge et vert et de "politiquement je t'emmerde" et tout ça, mais en même temps, de l'autre côté, le contradictoire c'est de dire qu'on tient très peu aussi à la structure. Dans le sens où jamais on ne sort les banderoles, on ne fait jamais les tables de presse au nom de *Chiche!* on ne signe aucun communiqué au niveau local, et ça ne nous pose aucun problème. Mais l'avantage que ça a eu, c'est que ça nous a mis en relation les uns avec les autres, qu'on est tous un peu partis à droite à gauche dans des secteurs un peu spécialisés, il y en a qui s'occupent plus de la vidéosurveillance, plus de l'antipub, on met tout ça en commun... Mais en même temps on n'a pas envie... on n'a pas envie d'une structure plus formelle quoi. » (Cécile, 25 ans, militante à *Chiche!*).

L'appartenance formelle à la fédération que constitue *Chiche!* n'empêche pas la singularité des groupes. Réunis autour des thématiques écologistes portées par l'association,

les membres du groupe de Paris se sont découvert des affinités à travers leur rapport libertaire à la politique, c'est-à-dire notamment le refus de la politique partisane et la valorisation de l'action directe et désobéissante. En ceci, ils se distinguent d'autres groupes plus portés vers une activité de type plus institutionnel. L'appartenance à l'association ne détermine donc pas l'identité de chaque groupe, qui dépend avant tout des socialisations et des parcours individuels.

5) *Vive l'action pour une mondialisation des solidarités (Paris)*

Fort d'une douzaine de membres actifs pour une vingtaine de militants mobilisables, le collectif parisien *Vamos!* est apparu au printemps 2001. Il est né peu avant le contre-sommet de Gênes d'une volonté de mettre sur pied une plateforme faisant le lien entre différentes organisations en vue de la mobilisation pour les grands rendez-vous altermondialistes. Son existence est notamment le fruit de l'initiative de militants étudiants impliqués dans les mouvements sociaux et proches de la *Ligue communiste révolutionnaire*. C'est le cas de Frank, qui a participé à la création de *Vamos!* et suivi son existence jusqu'en 2006. Issu d'une famille de classe moyenne catholique de gauche, il vit sa première expérience des manifestations de rue en 1986 contre la loi Devaquet. C'est ensuite à *Ras l'Front* qu'il entame sa carrière militante au début des années 1990, avant de rentrer à Sciences-Po Paris en 1994. Il milite au syndicat étudiant *UNEF* lors des grèves de 1995 à l'issue desquelles il rejoint les *Jeunesses communistes révolutionnaires*. Il est resté militant de la LCR jusqu'à aujourd'hui, tout en demeurant très investi dans les mouvements sociaux. Il relate ainsi la genèse de *Vamos!* :

« [En 2001], j'étais allé à Québec pour voir des amis et puis il y avait ces manifs qui étaient là. Je suis très impressionné par le mouvement altermondialiste, ses capacités d'auto-organisation, sa pertinence politique, voilà, tout ça. Et du coup voilà, c'est le moment important. Donc 2001, je participe comme ça un peu à Québec, par contre juste après on revient et on organise la mobilisation pour Gênes, donc création de *Vamos!*. Et puis ensuite les échéances s'enchaînent, il y a Séville, il y a Bruxelles, il y a 2003 le G8, euh, le FSE, et puis un peu la mobilisation contre le TCE, donc voilà [...].

Il y avait un cadre qui préexistait qui avait été créé pour [le Sommet européen de Nice en 2000], qui étaient des collectifs unitaires de mobilisation sur les facs, donc tu avais l'*UNEF*,

[...] SPEB¹, euh... Tu vois, voilà, *SUD*, la CNT, voilà, il y avait des collectifs comme ça qui organisaient des bus pour aller aux mobilisations, et notamment ils avaient fait ça pour Nice. Et l'idée c'était de faire... A Québec [...], tu avais la CLAC CASA² qui était le truc anar qui était très bien, qui marchait très bien, et tu avais aussi des collectifs plus traditionnels qui étaient une coordination d'organisations étudiantes, en gros, ou de la gauche étudiante, plus des individus, c'est à dire que les gens pouvaient participer directement. Et l'idée de *Vamos!* c'était ça au début, c'était un collectif d'organisations ouvert aux individus. C'est-à-dire qui est soutenu par des organisations mais animé par [des individus]. Voilà donc l'idée c'était pas d'avoir un cartel d'organisations mais d'avoir une dynamique militante autour de ça, qui donne de la fluidité, qui donne en gros la puissance que donnent les organisations, parce que pour organiser des bus, pour imprimer des tracts, bon, tu as besoin d'une base logistique et de la puissance que donnent les organisations, mais la dynamique elle ne peut être faite que si tu arrives à péter les [logiques] de cartels et que tu évites les positions figées, donc que tu as une dynamique endogène forte, et c'est l'adhésion des individus. Et c'est cette espèce de cocktail qui a bien marché, au début, qui a lancé le truc. Donc concrètement, comment ça s'est fait ? Ben, voilà, il y avait des réunions du collectif unitaire où il y avait plein de gens comme ça qui assistaient, on a proposé de donner un nom à un collectif, donc *Vamos!* pour "vive l'action pour une mondialisation des solidarités". [...]

L'enjeu c'était en fait de construire un cadre spécifique pour les mobilisations altermondialistes. C'était un cadre, c'était en gros une organisation de masse altermondialiste, si on veut. C'était un peu le modèle AC!, aussi, d'une certaine façon, c'est-à-dire des orgas au début, et puis voilà, un truc sur le mouvement altermondialiste.

— *Orga de masse, pour Vamos!, c'est un peu...*

Oui, maintenant on dit ça, mais au moment du G8 de Gênes on avait envoyé 8 ou 10 bus de Paris, donc ça commençait à être... Ca avait quand même une réalité de masse, limitée, mais euh...

— *Et tu envisageais déjà que ça ait une activité en dehors des mobilisations altermondialistes, sur des enjeux locaux... ?*

¹ *Socialisme par en bas*, groupe de jeunes activistes marxistes préconisant l'organisation par la base.

² Lors du Sommet des Amériques à Québec en 2001, un Carnaval contre le capitalisme était organisé conjointement par la CLAC (Convergence des Luttes Anti-Capitalisme), de Montréal, et le CASA (Comité d'Accueil du Sommet des Amériques), de Québec. La CLAC et le CASA étaient des organisations à tendance anti-autoritaire favorables à la diversité des tactiques, c'est-à-dire acceptant que les manifestants recourent à différents modes d'action et puissent éventuellement faire usage de la violence. Ainsi, la journée d'action du 20 avril 2001 avait prévu trois zones différentes (verte, jaune et rouge), selon le degré de risque des actions (vert pour les manifestations à risque minimal, jaune pour les risques à niveau intermédiaire, rouge pour les hauts risques).

Ben, au début on est parti, non, au début... le mouvement apparaissait, naissait, quoi, donc on a fait, construit ce mouvement-là, autour aussi des zapatistes qui étaient un truc important, euh, voilà, donc construire cette identité politique-là, et autour des échéances altermondialistes, et autour de l'action. Donc il y avait les échéances altermondialistes... l'idée c'était qu'il y avait un consensus idéologique, plus ou moins, qui se créait dans le mouvement, qu'il ne fallait pas qu'on débâte de ce consensus quoi, le but c'était pas d'avoir des débats sans fin pour définir des positions, c'était plus ou moins sentir l'état d'esprit du consensus et puis par contre travailler sur l'action. Donc il y avait la désobéissance et les échéances altermondialistes, hein, mais au début on s'est construit sur les échéances altermondialistes, les mouvements.

— *Et pour les modes d'organisations, modes d'action, ça s'est défini au fur et à mesure, ça s'est pas défini ou c'était... ?*

Ben l'idée c'était d'être tourné vers l'action, de n'avoir pas des trucs figés donc pas de structure stricte quoi, pas de bureau d'animation, pas de truc... ou alors éventuellement des équipes d'animation mais ouvertes, où chacun pouvait venir. Donc voilà, à chaque fois c'est essayer de... de donner le maximum de fluidité pour faire en sorte que toutes les énergies disponibles et même temporaires puissent s'exprimer pleinement. Alors il y a des limites. Une de ces limites c'est qu'il faut qu'il y ait des personnes qui fassent la continuité. J'ai été de ces personnes-là, il y en a eu quelques autres, voilà, mais c'était... c'était pas figé et du coup ça donne... C'est pas des chefs, c'est-à-dire que en gros s'il y a d'autres gens, comme ça s'est passé, qui prennent de l'importance, parce qu'ils sont présents de façon régulière, ben ils ont toute légitimité pour l'être et ils n'ont pas besoin de validation formelle... » (Frank, 31 ans, militant à *Vamos!*).

Depuis sa création en 2001, *Vamos!* a gardé sa vocation première, dans la mesure où ses membres continuent de mettre périodiquement en place des plateformes logistiques (collectifs mettant en lien organisations et individus, organisation de transports...) en vue des mobilisations internationales (contre-G8, forums sociaux européens, etc.). Le collectif a toutefois largement changé de physionomie : d'embryon d'une structure altermondialiste de masse, il est devenu un collectif de taille réduite rassemblant uniquement des individus s'investissant avant tout sur des questions locales, auprès d'autres organisations de la gauche radicale (*les Panthères roses*, *DAL...*). Ces changements sont liés aux différentes générations de militants qui ce sont rapidement succédé en son sein. Les activistes expérimentés membres de la LCR ou proches de l'extrême gauche trotskiste qui ont été à l'origine de la création du

collectif ont rapidement été remplacés par de nouvelles recrues attirées en premier lieu par les modes d'intervention et l'organisation horizontale de *Vamos!*. Alors que les premiers membres entraient dans la vie active, quittaient Paris pour certains ou se recentraient sur leur investissement dans la LCR pour d'autres, les nouveaux arrivés ont contribué à modifier l'identité originelle du collectif. C'est donc peu à peu la question des modes d'organisation (anti-hiérarchie et autogestion) et d'action (désobéissance civile) qui est devenue prégnante dans le collectif, au détriment de l'objectif initial de coordination des mobilisations altermondialistes. Cette évolution a notamment conduit à remettre en cause l'image de *Vamos!* comme collectif lié à la LCR. Les militants récents, dont l'adhésion a notamment été motivée par l'égalitarisme affiché de *Vamos!* et son indépendance des organisations partisans, rejettent cette image qui ne relève plus aujourd'hui de la réalité. En dépit de ces changements générationnels, le collectif demeure un mouvement de jeunesse, ses membres ayant une moyenne d'âge d'environ 26 ans.

Tableau 21 : Les organisations étudiées et les enquêtés

Organisation/groupe	Effectif estimé	Enquêtés
<i>Fédération anarchiste</i>	250 / 97 membres*	39 enquêtés au total
<i>Groupe Claaaaaash</i>	12 membres	6 enquêtés (Brice, Claude, Dimitri, Gilles, Martial, Quentin)
<i>Groupe d'Ivry</i>	10 membres	2 enquêtés (Didier, Patrice)
<i>Groupe de Rouen</i>	30 membres	5 enquêtés (Agnès, Bertrand, Marie, Paul, Thomas)
<i>Groupe de Strasbourg</i>	8 membres	7 enquêtés (André, David, Edith, Gaël, Sylvain, Jacques, Nathalie)
<i>Groupe Idées noires</i>	10 membres	4 enquêtés (Bruno, Hervé, Marina, Sébastien)
<i>Groupe La Rue</i>	4 membres	1 enquêtée (Lucie)
<i>Groupe Louise Michel</i>	8 membres	7 enquêtés (Edouard, Gilbert, Jean-Luc, Nicolas, Roland, Thérèse, Victor)
<i>Groupe Pierre Besnard</i>	12 membres	5 enquêtés (Alice, Claire, Georges, Marcel, Serge)
<i>Liaison Albert Camus</i>	4 membres	1 enquêtée (Geneviève)
Individuels	1	1 enquêté (Joël)
Organisations de la gauche radicale	86 membres	44 enquêtés au total
<i>Aarrg! Paris</i>	20 membres	14 enquêtés (Alain, Amandine, Béatrice, Benoît, Christine, Damien, Flora, Hugo, Luc, Martin, Michel, Renaud, Thibault, Thierry)
<i>Aarrg! Toulouse</i>	15 membres	2 enquêtés (Bérangère, Jérôme)
<i>Action Logement</i>	4 membres	4 enquêtés (Christian, Elisabeth, Pascal, Rémi)
<i>Chiche!</i>	8 membres	4 enquêtés (Alban, Cécile, Charlotte, Grégoire)
<i>Crep</i>	20 membres	8 enquêtés (Anne, Charles, Denis, Ferdinand, Inès, Juliette, Olivier, Xavier)
<i>Vamos!</i>	20 membres	12 enquêtés (Antoine, Audrey, Alexandre, Clarisse, Clémence, Elodie, Frank, Geoffroy, Julien, Manuel, Marianne, Ninon)

* La FA compte environ 250 membres et au total, les organisations dont nous avons interrogé des militants comptent 97 membres.

Conclusion

Nous avons présenté dans ce chapitre la nébuleuse libertaire française au sens large, c'est-à-dire à la fois les organisations anarchistes et les organisations de la gauche radicale et alternative. Ceci nous a donné l'occasion de retracer l'histoire des différents groupes et d'évoquer les liens qu'ils entretiennent entre eux. Par ce biais, nous avons cherché à restituer l'image la plus fidèle possible des groupes tels qu'ils se présentent actuellement, ainsi qu'à donner un aperçu de leurs origines et de ce qu'ils ont pu être par le passé. Cette attention aux différents aspects que peuvent prendre les groupes militants à travers le temps doit permettre à la fois de rendre compte de la façon dont ils ont pu être perçus par leurs membres actuels lorsque ceux-ci les ont rejoint, ainsi que de comprendre en quoi l'histoire de chaque collectif

peut influencer les expériences des activistes en leur sein. Sur la base de ces observations, nous pouvons maintenant nous intéresser aux parcours singuliers qui ont amené nos enquêtés à rejoindre telle ou telle organisation, à un moment donné de son existence, parfois via un autre groupe avec lequel elle entretient des relations. Cette étape sera un préalable à l'étude des effets socialisateurs que peut avoir l'engagement et qui sont inséparables de l'histoire de chaque collectif militant.

Chapitre 3 : Rejoindre un collectif

Le premier chapitre de cette thèse a souligné l'importance des socialisations — primaires en particulier — des militants dans leur adhésion à des valeurs libertaires et, ultérieurement, leur orientation vers un engagement politique actif. Ces socialisations, bien que très liées à des positions dans l'espace social, ne leur sont pas réductibles, dans la mesure où elles n'en constituent pas les conséquences automatiques. Il convient toutefois de préciser et nuancer le rôle joué par les socialisations individuelles. L'engagement ne peut être expliqué par les seules valeurs et dispositions développées à travers les premières expériences sociales. Le « mort » ne saisit pas *nécessairement* le « vif » au sens où un héritage militant s'approprierait l'héritier qui, presque malgré lui, s'inscrirait dans les traces de ces prédécesseurs et reproduirait l'engagement familial pour lesquelles il serait « fait »¹. Si le militantisme des parents ou des proches contribue à faciliter le « passage à l'acte », il ne le rend nullement automatique. On peut trouver un exemple récent de cette absence de passage à l'acte chez les enfants de soixante-huitards rencontrés par Julie Pagis dont une faible proportion seulement se déclarent militants en dépit d'une transmission importante des valeurs parentales². Bert Klandermands et Nonna Mayer notent en outre que l'investissement militant (de l'extrême gauche à l'extrême droite) peut autant être basé sur une continuité biographique que sur une conversion, c'est-à-dire s'inscrire dans l'héritage ou au contraire la rupture avec les socialisations antérieures³. Ceci signifie donc que le militantisme ne constitue pas uniquement une forme de reproduction, mais également une innovation par rapport aux valeurs et dispositions héritées.

Ces observations invitent à opter pour un point de vue élargi des facteurs menant à l'engagement politique. Le modèle général de la participation politique dessiné par Verba,

¹ Cf. BOURDIEU, Pierre. « Le mort saisit le vif ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32-33, 1980, p. 7 et 8 en particulier.

² PAGIS, Julie. « Filles et fils de “soixante-huitards” : quel(s) héritage(s) politique(s) ? ». Communication au congrès de Lyon de l'Association française de science politique, septembre 2005. On peut citer aussi l'absence d'engagement des enfants de certains couples de militants anarchistes que nous avons rencontrés.

³ « La continuité biographique désigne la situation dans laquelle l'appartenance et la participation au mouvement sont la conséquence logique d'une socialisation politique précédente, alors que la conversion rend compte des situations dans lesquelles l'appartenance et la participation au mouvement impliquent une rupture avec le passé. » KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna. « Political demand and supply », in KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna (eds.). *Extreme Right Activists in Europe: Through the Magnifying Glass*. Londres : Routledge, 2006, p. 49.

Schlozman et Brady¹ constitue un premier élément de réflexion permettant d'élargir la focale : ils affirment que « la participation repose sur trois facteurs : les ressources, un attachement psychologique à la politique (*psychological engagement with politics*) et l'accès à des réseaux à travers lesquels les individus peuvent être recrutés dans la vie politique.² » C'est la combinaison de ces trois facteurs qui rendrait possible la participation. Ce modèle est présenté comme applicable à toute forme de participation politique, ce qui inclut l'engagement militant. La notion de « ressources » regroupe des éléments aussi différents que les compétences, le temps ou l'argent, tandis que celle d'« attachement psychologique » recouvre tant l'intérêt pour la politique et le sentiment de pouvoir agir efficacement que l'attachement à des valeurs ou des types de politiques spécifiques. Dans ces deux premiers facteurs, on retrouve d'une certaine manière l'importance de la socialisation et de l'origine sociale des individus en ceci qu'elles influencent largement à la fois leur intérêt pour les questions politiques et sociales, leur niveau et leur sentiment de compétence politique ainsi que leur orientation politique et leur attachement à certaines valeurs. Le troisième facteur, qui tient aux réseaux sociaux fréquentés, est moins lié à l'origine sociale et la socialisation : bien que le milieu d'origine ait une influence indéniable sur l'étendue du carnet d'adresses d'un individu et le type de réseaux dans lesquels il peut évoluer, les rencontres faites et les contacts liés au cours d'une histoire de vie ne sont pas entièrement déterminées par la situation de départ. L'attention aux réseaux sociaux nous invite donc à dépasser une approche strictement dispositionnelle pour réfléchir aux parcours qui amènent des individus dotés de ressources et de motivations propres à rencontrer les personnes qui vont les encourager ou les aider à franchir le pas et s'engager. Si l'on admet avec Daniel Gaxie que « L'entrée en militantisme est le résultat d'une rencontre entre les dispositions de ceux qui franchissent le pas et des propriétés efficaces de situations constituées par le hasard, les rencontres ou les efforts déployés par les organisations pour recruter de nouveaux adhérents.³ », alors il importe de prêter attention aux opportunités et incitations à l'engagement offertes par chaque parcours. Cette attention aux cheminements individuels conduit de plus à prêter attention aux effets des socialisations secondaires, c'est-à-dire à ce que les différentes expériences que fait un individu

¹ VERBA, Sidney, SCHLOZMAN, Kay Lehman, BRADY, Henry E. *Voice and Equality : Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 1995.

² *Ibid.*, p. 267.

³ GAXIE, Daniel. « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective ». *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 175.

au cours de sa vie vont lui apporter en termes de ressources et d'attachement psychologique à la politique, pour reprendre les termes de Verba, Schlozman et Brady.

La socialisation primaire n'explique pas tout. Les parcours individuels, éventuellement marqués par des événements spécifiques, contribuent à forger de nouvelles dispositions et à en renforcer ou en activer d'anciennes. Comme le montre Karl Mannheim, chaque génération d'individus peut être confronté à de mêmes épisodes historiques, intellectuels ou artistiques, qui ont un effet socialisateur et contribuent à faire l'unité de la génération, à rassembler des individus isolés en groupes¹. L'insertion dans le monde social contribue largement à enrichir les premières socialisations, à forger de nouvelles identifications. L'étude de l'acte d'engagement est indissociable de l'analyse du cheminement qui mène à cet engagement et qui confronte chaque individu à des situations qui constituent autant d'étapes préalables². Plutôt que d'envisager la décision de militer comme le résultat nécessaire des dispositions héritées de la socialisation primaire, nous allons donc maintenant prêter attention aux itinéraires et aux inscriptions des militants dans le monde social, c'est-à-dire plus précisément dans des réseaux sociaux qui, au cours d'une vie, contribuent à rapprocher un individu d'un collectif. Ceci consistera, dans un premier temps, à présenter les événements qui ont eu une influence sur le passage des enquêtés à l'activité militante, que ce soit les faits historiquement importants qui marquent les consciences collectives ou les rencontres apparemment anodines qui donnent une inflexion sensible à une trajectoire. Dans un second temps, nous nous attacherons à étudier les motivations qui étaient celles des activistes au moment de rejoindre leur organisation, afin de voir ce que celles-ci devaient aux socialisations, parcours et rencontres précédents, et ce qu'elles peuvent nous apprendre de l'engagement libertaire et du rapport des militants à leur engagement. Nous consacrerons enfin une troisième section de ce chapitre à l'analyse des modalités concrètes par lesquelles un individu rejoint une organisation, ce qui nous amènera à envisager à la fois la dimension de choix que revêt la décision d'engagement (c'est-à-dire de choix entre différentes organisations) et les difficultés pratiques que peut présenter la démarche d'adhésion.

¹ MANNHEIM, Karl. *Le problème des générations*. Paris : Nathan, 1990.

² Comme nous le verrons un peu plus loin, nous ne prenons pas le terme « préalable » comme un synonyme d'« indispensable », ce qui signifie qu'une grande partie des étapes qu'on peut distinguer contribuent à *faciliter* et non pas à rendre possible l'engagement. Il est en vérité difficile d'isoler des étapes ou événements dont la survenance serait nécessaire pour aboutir à la décision de rejoindre un collectif militant.

I. Parcours d'engagement et réseaux sociaux de mobilisation

Si elle n'était pas très répandue en sociologie politique jusqu'à une époque récente, l'attention aux parcours individuels qui mènent à l'engagement politique n'est pas nouvelle et s'inspire de travaux déjà anciens, de l'école de sociologie de Chicago notamment (en particulier les travaux d'Everett Huges et de Howard Becker ou encore d'Anselm Strauss). Dans les années 1990, Eric Agrikoliansky a parmi les premiers en France analysé des trajectoires d'engagement en s'inspirant de la façon dont la sociologie interactionniste américaine étudiait les carrières professionnelles puis les carrières de déviance. Dans son travail sur la Ligue des droits de l'homme (LDH)¹, il remet en cause les analyses de l'engagement en termes de calcul rationnel, incarnées par la théorie de la mobilisation des ressources, qui accordent aux « incitations sélectives » une place disproportionnée au regard de leur faible rendement explicatif² et se pose la question de la façon dont les intérêts inconscients des individus peuvent se transformer en raisons conscientes de militer³. Selon lui, « l'engagement n'est pas plus le fruit de stratégies utilitaristes qu'il n'est le simple reflet de dispositions incorporées. Il dérive à la fois des croyances incorporées et des situations dans lesquelles celles-ci s'actualisent et se traduisent en raisonnements explicites, c'est à dire en raisons d'agir.⁴ » Il entend ainsi dépasser une analyse s'attachant aux seules dispositions à l'engagement en essayant de reconstituer « les cadres de perception de la réalité par lesquels les acteurs se posent le problème de l'engagement et pensent les possibilités qui leurs sont offertes.⁵ » Cette entreprise implique en particulier de rendre compte des conditions objectives de possibilité des significations subjectives⁶ et donc de contextualiser l'analyse des effets des variables structurelles lors des différentes étapes d'une trajectoire sociale⁷. Cette démarche le conduit à recourir au concept de carrière, tel qu'il a en particulier été utilisé par Howard Becker, et de proposer un « modèle séquentiel d'analyse des comportements sociaux⁸ » qui permette en particulier de « s'interroger sur les caractéristiques des trajectoires

¹ Sa thèse a été publiée sous le titre *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945... Op. cit.*

² *Ibid.*, p. 136-140.

³ *Ibid.*, p. 141.

⁴ *Idem.*

⁵ *Ibid.*, p. 142.

⁶ *Idem.*

⁷ *Ibid.*, p. 145.

⁸ *Ibid.*, p. 144.

antérieures qui amènent à choisir une organisation plutôt qu'une autre.¹ » Cette attention aux carrières d'engagement consiste en pratique à mettre en lumière des « itinéraires types qui caractérisent [les militants de la LDH] et qui les prédisposent à adhérer à l'association et aux valeurs qu'elle promeut.² »

Dans un esprit similaire et dans le prolongement de l'approche d'Agrikoliansky, Olivier Fillieule préconise d'opter pour une analyse processuelle de l'engagement militant³. Celle-ci devrait resituer l'engagement dans l'ensemble du cycle de vie, dans la mesure où les attitudes et comportements passés influencent directement le champ des possibles à chaque étape⁴. Fillieule propose d'étendre cette approche à l'étude du parcours de l'individu engagé afin de comprendre les fluctuations de l'investissement et, éventuellement, de pouvoir rendre compte du désengagement⁵. Si cette approche réclame idéalement une analyse longitudinale, il est également envisageable de se contenter d'une analyse rétrospective — qui bien sûr est tributaire des reconstructions liées aux phénomènes de mémoire à l'œuvre dans les récits de vie — basée sur l'articulation entre des questionnaires auprès d'une cohorte de militants et des entretiens complémentaires⁶. L'important demeure de prêter attention aux différentes facettes d'une biographie (afin de pouvoir analyser les interactions entre les différentes sphères d'activité de l'individu — vie personnelle et amoureuse, vie professionnelle, militantisme...), aux contextes politiques et sociaux ou encore aux changements de morphologie du groupe militant et à leur(s) effet(s) sur l'engagement et les rétributions qu'il procure⁷. Cette approche, pour séduisante qu'elle soit, apparaît extrêmement ambitieuse et coûteuse puisqu'en plus de combiner analyses quantitative et qualitative elle exige d'avoir un point de vue total — « panoptique » — sur la vie d'un grand nombre d'individus, mais également sur le contexte général et les micro contextes dans lesquels ils évoluent.

Notre démarche, bien qu'inspirée de ces propositions, a été beaucoup plus modeste. Dans la mesure où le cœur de notre analyse était le rapport à l'engagement des libertaires et la

¹ AGRIKOLIANSKY, Eric. « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 31.

² *Ibid.*, p. 32.

³ FILLIEULE, Olivier. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 199-215. Cf. aussi FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005.

⁴ FILLIEULE, Olivier. « Propositions pour une analyse processuelle... ». Article cité, p. 201.

⁵ *Ibid.*, p. 201 et 207-208.

⁶ *Ibid.*, p. 202-203.

⁷ *Ibid.*, p. 207-214.

question de la spécificité de leur culture militante, nous n'avons pas cherché à obtenir des récits de vie très détaillés qui, seuls, nous auraient permis de croiser les événements dans chaque facette des parcours des enquêtés avec les contextes micro et macroscopiques de l'action. Il serait par exemple particulièrement malaisé de prétendre pouvoir rendre compte avec précision et objectivité des opportunités, envies et systèmes de perception d'un même enquêté aux différentes étapes de son parcours d'engagement. Retenant le dépassement de l'analyse dispositionnelle et l'attention aux expériences biographiques successives auxquelles nous invitent Agrikoliansky et Fillieule à la suite des interactionnistes américains¹, nous avons toutefois prêté une attention particulière aux différentes phases et aux différents événements qui ont jalonné les trajets qui ont mené nos enquêtés à s'investir dans leur organisation. Il en résulte une mise en lumière des épisodes décisifs d'un parcours d'engagement dans une perspective qui se veut attentive à la pluralité des cas individuels.

Le recours au concept de carrière militante présente un attrait non négligeable en ceci qu'il laisse entrevoir la possibilité d'établir une forme de loi générale rendant compte de tous les parcours d'engagement dans une organisation, voire purement et simplement de tous les types d'engagement militants. Dans son célèbre ouvrage *Outsiders*, Becker propose une analyse séquentielle de l'engagement dans la carrière de fumeur de *marijuana*² et distingue en particulier trois étapes successives par lesquelles passent tous les consommateurs réguliers ou occasionnels de cette drogue (apprentissage de la technique de consommation, apprentissage de la perception des effets, apprentissage du goût pour les effets)³. Ces étapes et leur ordre de succession sont nécessaires pour devenir — et être catégorisé comme — un fumeur de cette drogue : chaque étape rend théoriquement possible ou impossible la suivante, de sorte que si une étape manque, on ne devient pas consommateur de *marijuana*⁴. Becker assortit de surcroît

¹ Cf. aussi Doug McAdam qui appelle à dépasser l'analyse structurale de l'engagement : « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. *Op. cit.*, p. 49-73.

² BECKER, Howard, S. *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Paris : Métailié, 1985, p. 64-81. Becker s'inspire là de l'analyse d'Alfred Lindesmith qui avait auparavant dégagé les trois étapes par lesquelles passait nécessairement tout toxicomane (dépendant des drogues opiacées). Cf. BECKER, Howard S. *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Paris : La Découverte & Syros, 2002, p. 304-307 et p. 314 sq.

³ BECKER, Howard, S. *Outsiders... Op. cit.*, p. 70-81. Becker évoque en outre dans les pages qui suivent les divers facteurs qui rendent possible le premier contact avec la drogue.

⁴ Becker précise toutefois qu'il a exclu de son analyse les fumeurs qui, bien qu'ils n'eussent pas pris goût aux effets de la drogue, continuaient à en consommer sous l'effet de la pression de leurs pairs. Il a alors considéré que ceci ne relevait pas de sa définition de la consommation de *marijuana* mais d'une utilisation de la drogue « pour sa valeur de prestige, comme le symbole d'un certain statut social » (*ibid.*, p. 81, note 4). Cf. aussi BECKER, Howard S. *Les ficelles du métier... Op. cit.*, p. 315-316.

son analyse interactionniste et centrée sur les pratiques d'une réflexion sur les contextes de l'action et d'une théorie plus générale du contrôle social¹, fournissant ainsi le modèle d'une analyse globale de l'engagement dans une activité spécifique. Chercher à rendre compte de façon similaire des trajectoires d'engagement dans le militantisme confronte à des difficultés importantes, liées à l'extrême diversité des parcours individuels. Sans prétendre présenter un modèle valable pour tous les types d'activisme, on peut, à la lumière de nos entretiens, tenter de dégager les principaux épisodes qui mènent à l'engagement, en s'inspirant de la « ficelle » de l'induction analytique utilisée par Becker dans *Outsiders*². Ceci implique naturellement de subsumer dans des catégories plus vastes un ensemble de faits et d'événements particuliers. Il est possible de distinguer, dans les récits de parcours d'engagement que nous avons recueillis, six types de faits récurrents qui jalonnent l'ensemble d'une vie, de l'enfance jusqu'au moment de l'entrée dans l'organisation libertaire. (1) Le premier ensemble de faits renvoie principalement aux éléments que nous avons déjà abordés lors de notre étude des socialisations primaires : il s'agit des différents facteurs politisant un individu dès sa jeunesse, que ce soient les activités politiques de ou avec ses parents, l'engagement militant d'un proche, d'un frère, ou d'une sœur, la sensibilité aux mouvements ouvriers ou à la culture ouvrière, etc. (2) Viennent ensuite les éléments liés à une politisation ultérieure et « collective » des individus, à travers notamment des événements importants (comme des mouvements sociaux d'ampleur et/ou médiatiques) mais aussi la rencontre de militants ou d'individus fortement politisés qui contribuent notamment à forger la conscience politique de nos enquêtés et/ou à leur donner envie d'agir par eux-mêmes. (3) On peut parallèlement distinguer des faits concourant à la politisation « individuelle », comme la découverte parfois fortuite et l'intérêt pour la chanson engagée, la presse d'opinion ou la littérature militante. (4) Le quatrième type recouvre les expériences ponctuelles de participation à titre personnel à des manifestations et à d'autres modes de participation politique (comme des occupations de locaux³), lors de mouvements sociaux par exemple. (5) L'activité organisée et collective dans une association (humanitaire ou non) ou un syndicat (étudiant notamment) ou encore l'adhésion à *Attac*, voire à un parti politique, constituent un cinquième ensemble de faits qui reviennent fréquemment dans les récits d'engagement. (6) Reste enfin une catégorie qu'on pourra nommer « mise en contact avec l'organisation », qui consiste principalement en la

¹ BECKER, Howard S. *Les ficelles du métier... Op. cit.*, p. 316

² *Ibid.*, chapitre 5, en particulier p. 301-325.

³ Par exemple lors du mouvement de sans-papiers réfugiés en 1996 dans l'église Saint-Bernard.

rencontre de membres de l'organisation (ou le fait de connaître ces membres parfois avant même leur engagement), mais recouvre aussi la découverte indirecte du groupe et la démarche visant à le rejoindre.

A l'issue de cette énumération, force est de constater que l'on s'est davantage livré à une typologie des éléments significativement importants cités dans des récits de parcours d'engagement qu'à une mise à jour des étapes rendant possible l'activisme libertaire. Si l'on suit la pente logique de l'induction analytique pour établir le modèle le plus épuré possible, on doit chercher à éliminer les types qui n'entrent pas dans l'explication de *toutes* les démarches d'engagement. Ceci conduirait en pratique à ne plus retenir que l'étape (6) de la mise en contact avec l'organisation, qui est la seule qui, sous l'un ou l'autre de ses aspects, est commune à tous les récits d'engagement (la conclusion est la même si l'on se concentre uniquement sur les militants d'une seule organisation). Plus précisément, on peut dire que les parcours d'engagements sont tous marqués par au moins un des faits regroupés dans les types (1) à (5) (politisation à travers la socialisation primaire, politisation individuelle ou collective ultérieure, participation non-conventionnelle individuelle et ponctuelle, action collective associative ou partisane) et dans le groupe (6). De façon synthétique, on pourrait alors affirmer que tout parcours d'engagement d'un militant libertaire a été marqué par un élément politisant ou encore révélateur de la politisation ou de l'intérêt pour les questions collectives et une mise en contact avec le groupe qu'il va rejoindre. On mesure la faible portée de ces résultats qui reviennent peu ou prou au modèle de la participation politique de Verba, Schlozman et Brady et correspondent aux facteurs de l'attachement psychologique à la politique et du recrutement (le facteur des « ressources » tient à d'autres aspects comme par exemple le niveau d'instruction, non pris en compte dans les six « épisodes » que nous avons dégagés). Ces résultats décevants ne doivent pas pour autant nous faire rejeter en bloc l'analyse des parcours d'engagement. Si la diversité des cheminements semble rendre impossible la construction d'un modèle unifié, rigoureux et valable pour l'ensemble des libertaires¹, elle n'empêche pas la mise en lumière de régularités ou de phénomènes saillants.

¹ L'apparente impossibilité de dégager les séquences nécessaires aboutissant à l'engagement militant tend à faire penser que l'analyse en termes de carrières faites d'étapes incontournables s'applique mieux à l'étude de la déviance qu'à celle de la participation politique. Les études de Becker et Lindesmith sur la consommation de drogue (BECKER, Howard S. *Les ficelles du métier... Op. cit.*) ainsi que celle de Muriel Darmon sur l'anorexie (DARMON, Muriel. *Devenir anorexique... Op. cit.*) sont de bons exemples de la pertinence de l'approche en la matière. Ceci n'enlève toutefois rien au caractère heuristique de la notion de carrière en ce qui concerne l'étude du militantisme, à condition d'accepter l'idée qu'il est improbable de pouvoir dégager un modèle séquentiel

Une fois les différents faits émaillant les parcours d'engagement codés et regroupés, on peut en effet en distinguer un certain nombre qui se retrouvent chez de nombreux militants. Ces faits saillants sont au nombre de trois : il s'agit tout d'abord d'un événement exceptionnel (comme un mouvement social important) qui éveille et intéresse à la politique ou renforce une politisation antérieure et qui, éventuellement, pousse directement à la participation politique. Le rôle d'événements marquants a été cité par 39 militants sur 83, soit 47% d'entre eux. Le second fait important est la rencontre ou la connaissance d'individus très politisés ou militants ; ceci concerne 29 enquêtés, soit 35% d'entre eux. Le dernier phénomène remarquable, formellement proche du deuxième mais plus décisif encore, est la rencontre ou la connaissance d'un membre de l'organisation qui va finalement être rejointe. Il a été rapporté par 54 militants soit environ 65% de l'échantillon. Ces deux derniers aspects renvoient au rôle des réseaux sociaux dans lesquels sont insérés les individus. Dans la mesure où les trois éléments que nous venons de citer marquent les parcours d'engagement d'une proportion importante de militants libertaires, ils méritent une attention toute particulière. Nous allons par conséquent les analyser plus en détail, en nous attachant d'abord au rôle des événements, pour ensuite étudier la question des réseaux sociaux. Ce découpage vise uniquement à permettre une réflexion ordonnée sur ces deux types de facteurs ; on verra que les différents types de faits qui ponctuent un parcours peuvent tout à fait être mêlés. Leurs effets, toutefois, peuvent varier en fonction d'éléments tenant aux biographies individuelles. Nous envisagerons donc, dans un troisième et dernier temps, l'impact des différentes étapes de la vie des enquêtés sur leur parcours d'engagement.

A. Le rôle des événements

Dans les développements qui suivent, nous allons nous intéresser au rôle des événements définis de façon spécifique : bien qu'il soit possible de qualifier d'événement tout fait intervenant dans l'histoire ou dans une vie, nous ne retiendrons pour l'instant que les événements particulièrement significatifs d'un point de vue historique et collectif, des macro-événements au regard des micro-événements qui ne concernent qu'un individu en particulier.

valable pour tous les parcours militants. Nous parlerons pour notre part du concept de « parcours », moins solidifié que celui de « carrières » afin de marquer la différence avec les approches séquentielles et l'importance des phénomènes d'apprentissage dégagées dans l'analyse de la déviance (Sur ces points, cf. DARMON, Muriel. *Devenir anorexique... Op. cit.*, p. 77-103).

Olivier Ihl, qui note le « caractère fuyant du concept d'événement » se propose de le définir comme les « faits et récits qui “cristallisent des attitudes”, c'est-à-dire qui stabilisent une posture affective et cognitive par un flux d'informations.¹ » Il note la capacité socialisatrice des événements, celle-ci étant d'autant plus forte que « l'individu se sera trouvé exposé à des sollicitations, immédiates ou diffuses, qui portent sur l'objet même de ses préoccupations.² » Les campagnes électorales ou les mouvements sociaux d'ampleur font partie de ces épisodes dont la médiatisation et donc le retentissement peuvent produire des effets sur les individus. Un exemple extrêmement fort peut être trouvé dans les mouvements de mai 1968 dont il a largement été dit qu'ils avaient contribué à la socialisation et la politisation de toute une génération³. Nos enquêtés ont fréquemment mentionné le rôle d'un événement dans le développement ou le renforcement de leurs convictions politiques ; on rappelle que près d'un militant sur deux (45,8%) a évoqué un événement spécifique dans son parcours d'engagement, et on peut raisonnablement estimer que plusieurs parmi ceux qui n'en ont pas parlé ont tout de même été sensibles à des actualités politiques et militantes marquantes. Les événements cités varient selon les militants et en particulier en fonction de leur âge ; ils ont majoritairement eu lieu durant leur jeunesse, ce qui renvoie à l'idée d'une inertie croissante des socialisations antérieures : les expériences socialisatrices successives perdent de leur force à mesure que l'individu vieillit et est plus installé dans ses habitudes et convictions politiques⁴. Les événements les plus anciens qui aient été évoqués en entretien remontent à l'époque de la Guerre d'Algérie, dont Annick Percheron a pu montrer le rôle socialisateur important⁵. C'est André, militant anarchiste issu d'un milieu politisé proche de l'ultra-gauche qui est revenu sur cet épisode : la guerre d'Algérie a revêtu une importance toute particulière pour lui parce qu'elle l'a conduit successivement à manifester son opposition, fuir la France pour échapper à la mobilisation dans l'armée, faire un séjour en prison pour désertion et militer pour l'objection de conscience. Mais elle lui a aussi fait découvrir pour la première

¹ IHL, Olivier. « Socialisation et événements politiques ». *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, p. 138.

² *Idem.*

³ Cf. sur ce point l'étude d'Annick Percheron sur « la mémoire des générations » (PERCHERON, Annick. *La socialisation politique. Op. cit.* p. 173-189) dans laquelle elle présente un événement tel que mai 68 comme le « producteur d'une estampille généralisable », le « marqueur identitaire » d'une génération (p. 174). Il faut noter toutefois que les effets de socialisation ne jouent pas dans le même sens selon qu'un individu aura été opposé ou en faveur des événements à l'époque de leur survenance (p. 178).

⁴ Cf. IHL, Olivier. « Socialisation et événements politiques ». Article cité, p. 134.

⁵ PERCHERON, Annick. *La socialisation politique. Op. cit.* p. 173-189.

fois les manipulations politiques qui ont conduit comme lui d'autres militants à des positions politiques anti-partisanes et libertaires :

« A 16 ans, c'est 1958, c'est donc mes premières manifs puisque c'est le putsch en Algérie, euh, c'est la prise de conscience que j'allais y être confronté très rapidement, et c'est mon premier contact avec le Parti communiste. Et ça sera le dernier... On fait une réunion de la cité jardin, la cité ouvrière dans laquelle j'habite dans la région parisienne. On se réunit pour voir ce qu'on peut faire, donc il y a élaboration de tract et tout ça. Et quand je retrouve le tract imprimé dans la rue, il est signé Parti communiste. Et pas du tout les jeunes de la cité ou quoi que ce soit comme c'était prévu. Et j'en parle à mon père et mon père me dit "mais enfin à quoi d'autre pouvais-tu t'attendre ?" Et là je comprends beaucoup de choses. Vers 13-14 ans, les communistes c'était quand même, même si ça ne cadrait pas avec l'univers dans lequel je vivais, mais une espèce de sympathie. » (André, 65 ans, militant au *groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste*).

On comprend que des événements qui bouleversent aussi profondément le cours d'une vie que la crise d'Algérie dans l'existence d'André marquent définitivement un individu. Dans ce cas particulier, l'épisode exceptionnel et marquant vient renforcer les convictions et accélérer la politisation d'un jeune issu d'un milieu déjà très politisé. Mais le rôle des événements ne se cantonne pas à cet aspect. Son importance décisive peut justement être liée à sa capacité à remettre en cause des socialisations antérieures ou à donner un sens politique à une vie auparavant indifférente à la question. Les événements de mai 1968 ont été évoqués par plusieurs enquêtés ; ils exemplifient parfaitement les effets différents — bien que concordants — qu'un même épisode historique peut avoir chez différents individus.

« En 68 moi j'ai découvert complètement le monde de la politique, que je connaissais pas du tout. J'étais traditionnellement pour le pouvoir en place, je dirais. Quand 68 est arrivé ça a été le bouleversement total quoi. L'idée, ne serait-ce qu'on puisse réfléchir, c'était pas si évident que ça, et qu'on puisse le faire, à l'époque où les jeunes avaient pas forcément un droit à la parole... donc on s'est frotté à des tas de trucs très nouveaux à ce moment-là... Il y a eu 68 et après 68, c'est-à-dire que j'ai fréquenté tout, les mouvements lycéens, du genre les Comités d'action lycéens, les CAL, à l'époque... Avec, euh, j'ai tenté d'avoir une culture politique, quoi. » (Marcel, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste*).

« Les choses ont beaucoup changé en 68. Et moi, au départ, j'étais con comme un train de balais [il rit]. J'étais en plein dans euh... dans les idées reçues... Ah oui, j'étais con.

Heureusement que 68 est passé par là. [...] Alors en 68, pendant le mouvement du 22 mars, j'étais très, très marqué par le sectarisme, la rigidité — et surtout qu'ils se la pétaient, vraiment c'est le mot — des groupes. D'ailleurs surtout le 22 mars, qui m'a pris à rebrousse poil. J'ai balancé mon verre dans la gueule de Cohn-Bendit au resto U, parce qu'on était dans la même fac à Nanterre, tu vois, et devant [Jean-Pierre] Duteuil, qui était mon collègue, parce que Duteuil à un moment était pion au même collège que moi. Donc Duteuil avait bien vu que je n'avais aucune conviction mais que j'étais... j'observais bien et je me sentais concerné par ça. Je ne savais pas où me mettre, tu vois, et surtout pas au 22 mars. Alors, les anars, à l'époque, tu vois, ma première rencontre avec l'anarchie c'est Duteuil que j'ai trouvé un mec très... très doux, très... ah, moi j'aimais beaucoup ce mec. [...] Moi j'ai fait les barricades, j'ai monté les barricades, j'ai pris du gaz lacrymogène dans la gueule mais j'ai pas du tout été un héros, j'étais... Moi la castagne c'est pas mon truc. Je ne suis pas un castagneur. D'abord je ne sais pas me battre. Ca j'en ai beaucoup voulu à ma mère parce que quand j'étais petit elle ne voulait jamais qu'on descende dans la rue jouer avec les voisins. Alors on y allait mais on avait tant de temps et puis il fallait remonter à l'heure et puis travailler, travailler, travailler. Il fallait toujours travailler avec ma mère. Travailler à l'école. Je me rappelle... c'est ma mère qui m'a appris à lire, ainsi qu'à mon frère ; mais c'était à coup de mornifles. J'ai de très mauvais souvenirs. Alors on en était à Duteuil... Je n'avais aucune conviction. Mai 68 m'a ouvert à la contestation de autorités, et j'ai choisi à l'époque la voie plutôt, on dirait vert aujourd'hui, je veux dire un peu écolo et retour à la terre et autonomie, tu vois. » (Roland, 62 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« Mai 68, j'ai découvert la politique. L'histoire aussi. Je me rappelle, ça devait être en 4^{ème} ou 3^{ème}, on s'est passionné pour l'histoire de la Commune, etc., bon. Et dans la classe il y avait des communistes, des enfants de communistes, et des enfants de royalistes, parce qu'on était près de Versailles, Il y avait de tout. Et ça discutait énormément. C'était hyper actif, ça discutait. Bon moi j'ai appris beaucoup à ce moment-là, je commençais à lire, à m'intéresser, écouter les autres, enfin... Et j'aimais bien l'histoire, de toute façon donc, bon, ça me branchait un maximum, donc je me suis intéressée à plein de choses quoi. » (Claire, 53 ans, militante au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Je pense que je [m']intéressais [à la politique] avant, mais c'est vrai... Il y a 68, moi j'ai 14 ans, je comprends rien du tout à ce qui se passe. En plus il se trouve que mon père qui était à la CGT [et proche du PSU] s'était cassé la jambe quelque temps avant. Donc pendant les événements de 68, au lieu d'être au bureau, il est à la maison avec une jambe dans le plâtre. Donc là je suis un peu coupé du monde du travail. Je ne sais pas ce qu'il aurait fait, je ne sais

pas s'il aurait fait grève ou quoi mais en l'occurrence il était en arrêt maladie. Donc je ne comprends pas grand-chose. Et puis comme mon père travaille à EDF, on partait, ma sœur et moi, en colonie de vacances tous les étés dans le cadre de la CCAS, et là je rencontre d'autres enfants d'agents EDF qui racontaient la grève de leur père ou de leur mère, voilà. Moi je réfléchis un peu, je discute avec mes petits copains de l'époque, et en septembre octobre 68 donc on rentre au lycée, [où] s'était créé, je ne sais pas à quel moment, en 68 ou juste à la rentrée, ce comité d'action lycéen quoi. Et moi assez naturellement, suite à, je sais pas, une lecture d'affiche ou je ne sais pas trop quoi, je m'intéresse à l'activité de ce comité d'action lycéen. Et il se trouve que ce comité d'action lycéen était animé par deux gars de terminale [...] qui étaient des militants des jeunesses anarchistes communistes, qui étaient une scission de la FA. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Toute [ma] famille était communiste. [...] Je ne suis pas allé à l'école beaucoup, parce que... 68, j'étais jeune, hein, j'avais douze ans, mais 68 ça m'a marqué déjà, c'est-à-dire, ça m'a... de voir la révolution à la télé, ça m'a... ça m'a un peu... Et ce qui fait qu'à 13 ans je lisais la cause du peuple. Mon fric passait dans les journaux politiques. Donc j'ai toujours été politisé. » (Bertrand, 52 ans, militant au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

Ces extraits d'entretiens montrent d'une part l'effervescence créée par les mouvements de mai 68 et les processus de politisation qui s'en sont suivis pour un certain nombre d'individus. Ces événements ont sans doute largement contribué à susciter des intérêts pour des phénomènes ou des groupes que les enquêtés auraient peut-être ignorés dans une conjoncture normale¹. Ainsi l'histoire de la Commune de Paris ou le comité d'action lycéen cités par les enquêtés, dont l'attrait résidait sans doute essentiellement dans l'écho qu'ils faisaient aux récents épisodes politiques. Les témoignages permettent d'autre part d'entrevoir la capacité d'un événement à éveiller un intérêt pour la politique chez un individu auparavant peu concerné. Il semble alors fonctionner comme un instrument de rattrapage pour ceux dont l'éducation parentale avait laissé de côté les questions idéologiques. Marcel et Roland mettent en avant leur absence non seulement de convictions mais aussi de réflexion politiques avant l'événement, qui va remettre en cause cette apathie en leur fournissant une grille de lecture nettement politisée ainsi qu'une envie d'agir concrètement, tant sur le moment — sur les

¹ Ivan Bruneau montre également au sujet des militants de la Confédération Paysanne le rôle politisant de mai 68 qui a notamment favorisé chez de jeunes agriculteurs la subversion de leur héritage politique de droite. *La confédération Paysanne... Op. cit.*

barricades¹ — que plus tard, en fréquentant des groupes politiques ou en choisissant la vie en communauté. Ce rôle politisant, cet effet d’interpellation posent cependant la question des dispositions à l’action politique : peut-on estimer que l’événement est en mesure de forger *ex nihilo* des dispositions au militantisme ou, plus modestement, à l’adoption de positions politiques marquées ? Pour Pierre Bourdieu, tenant d’une conception forte de l’influence des socialisations primaires, les actions collectives « sont le produit d’une *conjoncture*, c’est-à-dire de la conjonction *nécessaire* de dispositions et d’un *événement objectif*. La conjoncture politique (e. g. révolutionnaire) ne peut exercer son action de stimulation conditionnelle appelant ou exigeant une réponse déterminée de la part de tous ceux qui l’appréhendent en tant que telle que sur ceux qui sont disposés à la constituer comme telle parce qu’ils sont dotés d’un type déterminé de dispositions qui peuvent être redoublées et renforcées par la “prise de conscience”, c’est-à-dire par la possession, directe ou médiate, d’un discours capable d’assurer la maîtrise symbolique des principes pratiquement maîtrisés par l’habitus de classe.² » Selon cette position, donc, un événement comme un mouvement social ne produirait des effets que sur les individus disposés à être affectés par lui et à agir dans son sens (ou contre lui). Il est difficile de mesurer l’existence d’une disposition avant que celle-ci s’actualise dans la pratique, et défendre ou réfuter l’idée qu’un événement ne fait qu’activer des dispositions existantes plutôt qu’il ne contribue à en créer de nouvelles est par conséquent particulièrement difficile. Tout juste peut-on tenter de repérer, dans des biographies et l’expression subjective des représentations des enquêtés, les éléments qui pourraient nous informer de l’existence chez eux de dispositions latentes à accorder une importance à certains mouvements historiques où à s’y joindre dans l’action. Si l’on revient sur le cas de Roland, en s’appuyant sur l’extrait présenté mais aussi sur le reste de l’entretien³ que nous avons mené avec lui, il semble possible de déceler chez lui des dispositions à la révolte ou à la contestation favorisées par un rapport conflictuel avec un mère trop présente et exigeante.

¹ Il n’est toutefois pas possible de dire avec certitude si la participation à la construction de barricades répond d’emblée à une envie où davantage à une pression sociale diffuse.

² BOURDIEU, Pierre. *Esquisse d’une théorie de la pratique*. Paris : Seuil, 2000, p. 277.

³ « *J’étais le divin enfant pour ma mère. Ce qui fait que j’ai... Elle a fondé tellement d’espoir en moi qu’elle est devenue rapidement tyrannique et je l’ai prise en grippe et... ça n’a pas arrêté depuis... j’ai toujours dé... c’est pas que je déteste ma mère, mais je ne pouvais pas la supporter, je ne pouvais pas la supporter. [...] Du point de vue... études... Mes parents..., ma mère voulait que je fasse des études, donc elle pensait que j’allais finir Président de la république, au moins, au moins. Et elle a été très déçue. Elle a vu que j’étais rétif non seulement aux études mais à toutes les valeurs qu’elle adorait, c’est-à-dire science politique, les ors et les épauettes quoi. Donc je me suis bâti une jeunesse contre ma mère.* » (Roland 62 ans, militant au groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste)

L'expérience de mai 68 a ainsi pu ouvrir pour lui une échappatoire aux obligations que l'ambition maternelle lui imposait. Dans le cas de Marcel, on peut également (a)percevoir les valeurs qui le prédisposaient à investir de l'intérêt et du sens politique dans les événements de 68 : ce militant met en effet en avant son origine ouvrière¹ et son attachement subjectif à la classe laborieuse se ressent tout au long de l'entretien. Ce sentiment d'appartenance de classe paraît en mesure d'amplifier les significations qu'il a pu attacher aux grèves de 1968 et de l'inciter à « choisir son camp ». Il est toutefois difficile de déterminer si l'accent mis sur la classe ouvrière a permis la politisation ou en constitue au contraire principalement le résultat. Nous sommes donc enclin à opter pour une position médiane sur cette question. Au regard de la difficulté de mesurer — surtout rétrospectivement — la présence de dispositions latentes que viendrait activer un événement donné, on doit postuler que l'événement aura un effet d'autant plus fort que l'individu sera plus disposé à être interpellé par lui. Ceci n'exclut pas toutefois qu'un fait historique d'une ampleur particulièrement importante puisse *théoriquement* provoquer des « conversions » chez des individus *a priori* peu ou pas disposés à en subir les effets dans un sens donné². Pour ce qui concerne notre objet, l'exemple de mai 68 tend à prouver qu'un événement politique ou social important contribue à radicaliser ou à pousser à l'action les individus les plus conscients politiquement et à éveiller l'intérêt et révéler les dispositions à l'action politique contestataire des moins politisés.

Mai 1968 et les années qui suivirent font figure de période tout à fait exceptionnelle dans l'histoire Française. Loin d'être un événement très ponctuel, en effet, le mouvement social de mai a eu des répercussions importantes dans le temps : s'il a pu interpellé des individus et les pousser à l'action, il a aussi contribué « à orienter durablement “la jeunesse” “à gauche”³ » Comme le montre Philippe Juhem, la période qui a suivi les événements de

¹ « *Ce qu'il me semble important de dire, c'est que je viens d'un milieu ouvrier* » (Marcel, 54 ans, militant au groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste). Marcel fait partie des quelques militants de notre échantillon qui possèdent deux attributs ouvriers. Dans son cas, l'appartenance objective à la classe ouvrière est renforcée par son appartenance subjective.

² On peut émettre l'hypothèse d'un continuum dans les dispositions à choisir le camp de l'action collective contestataire, qui serait en quelque sorte l'inverse du continuum des dispositions à la « conservation » : l'appel au militantisme constitué par l'événement rencontrera d'autant moins de résistances qu'on sera moins opposé aux idées de l'extrême gauche. Les individus socialisés les plus à droite devraient donc logiquement être les moins réceptifs au pouvoir mobilisateur de l'événement contestataire alors que ceux qui se sont vu transmettre des valeurs de gauche et une valorisation de l'engagement seront les plus prompts à entrer dans le mouvement. On pourrait tirer des conclusions similaires en ce qui concerne les événements « de droite » (comme par exemple les mouvements pour la défense de l'école libre », même si ceux-ci sont probablement moins susceptibles de mobiliser les moins convaincus).

³ JUHEM, Philippe. « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 132.

mai a été « caractérisée par la forte valorisation des attitudes critiques ou militantes.¹ » Ce contexte favorable à l'engagement a largement contribué à susciter — ou révéler — des vocations politiques, et notamment libertaires. Ceci signifie que les effets de l'événement se sont ressentis sur le moyen terme dans la mesure où des militants trop jeunes ou trop éloignés du mouvement pour avoir commencé à militer en mai 68 et qui se sont engagés au courant des années 70 citent tout de même l'épisode comme principal déclencheur de leur intérêt croissant pour la contestation. C'est le cas d'Alice, qui a commencé ses études en Lorraine en 1968 et qui, sans être investie dans le mouvement, y voit un des facteurs majeurs de son attrait pour les idéaux libertaires :

« A l'époque je pense que j'étais portée beaucoup par le mouvement de 68 quand même, qui au niveau idéologique était contre les institutions. Et pourtant moi dans ma province j'ai participé à aucun mouvement ni rien, j'ai pas eu une éducation politique tout de suite, si tu veux, c'est plus tard. Mais quand même je crois que c'était dans l'air du temps, on critiquait les institutions. Mais ça c'était dans l'air de tous les gens qui avaient les oreilles un peu ouvertes sur ce qui se passait dans la société. » (Alice, 58 ans, militante au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

De nombreux autres militants de la *Fédération anarchiste* ont fait leurs premières armes militantes ou se sont tournés vers l'extrême gauche ou la littérature gauchiste en mai 68 et les années qui ont suivi. L'absence de parallèle chez les activistes de la gauche radicale tient à la différence générationnelle, que l'on a soulignée dans le chapitre 1. Mai 68 a principalement pu jouer un rôle pour les militants qui avaient 50 ans ou plus au moment de l'enquête, ce qui n'était le cas que d'un militant radical sur 44, contre 11 anarchistes sur 39. Les militants radicaux font davantage partie de la génération des enfants de soixante-huitards, ce qui produit bien évidemment chez plusieurs d'entre eux des effets en termes de socialisation primaire. Mai 68 ne constitue toutefois pas le seul événement marquant dans les biographies des enquêtés. D'autres mouvements sociaux, en particulier, ont joué un rôle déterminant. Les mouvements lycéens et étudiants, qu'ils aient été très circonscrits ou d'ampleur nationale, ont permis à de nombreux jeunes de participer pour la première fois à des activités politiques et revendicatives.

¹ *Idem.*

« C'est [au lycée] que j'ai eu mon tout premier engagement politique, même si avec le recul il n'est pas si politique que ça... Quand j'étais en première. Le proviseur et proviseur adjoint — qui étaient des gens... prudes... prudes, on peut le dire — avaient décrété, alors on ne savait pas d'où ça sortait vraiment, que les élèves ne devaient plus s'embrasser et se tenir par la main dans les couloirs du lycée et dans la cour du lycée... On trouvait ça un peu con, nous, un peu con et puis un peu attentatoire à nos libertés même si on n'utilisait pas des grands mots comme ça, et donc on a foutu le bordel. Mais à beaucoup, hein, c'était complètement spontané... Bon, c'était gentillet, hein, on s'est assis dans la cour, on a chanté des chansons, on a refusé de monter en cours, jusqu'à ce qu'ils retirent leur règlement. Parce que... ben en plus un lycée de 3000 élèves, ben il y en a aucun qui veut aller en cours, bon, ils n'avaient pas tellement le choix. C'était pas très pensé, c'était pas très mis en perspective politiquement et tout, mais c'est la première fois que j'ai mené une action collective et que ça a marché et ça m'a plu tout de suite quoi. J'ai apprécié vachement... » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*).

« Je devais être en 5^{ème} et en fait il y avait un problème dans le collège, on avait un parking à mobylettes et le proviseur voulait le supprimer. Et donc avec des potes, on était 4, 5, on s'est dit, tiens on va essayer de mobiliser le collège pour gueuler contre la suppression du parking à mobylettes. Et donc on avait organisé, enfin c'est souvent ça qu'on faisait au collège : tu vois, tu mangeais à midi et puis à 2h au lieu de repartir en cours on organisait un sit-in, on disait à tout le monde, on faisait passer le mot entre midi et deux, personne ne repart en cours, on s'assied tous dans la cour et on bouge pas tant qu'ils ont pas dit qu'ils n'enlèveraient pas le parking... Au fur et à mesure des menaces de colles, les gens sont partis... Ca n'a pas marché. Ca s'était le premier truc qu'on a fait. On a fait 2 ou 3 autres trucs comme ça. On a fait une action parce qu'ils voulaient pas nous filer de voyage scolaire. Et après on avait fait d'autres trucs, c'était au moment du SMIC jeune de Balladur, mais là on avait eu des problèmes parce qu'on avait distribué des tracts dans le collège, on n'a pas le droit de diffuser des tracts dans le collège, donc on s'était fait allumer par le proviseur. Bon, bref, ça c'était les premiers trucs. » (Jérôme, 23 ans, militant à *Aarrg!* Toulouse).

« En 86 j'avais 20 ans, et j'ai passé quasiment toute l'année contre les lois Devaquet à aller défiler à Paris, etc. Donc ça c'était les premiers... les premières approches. Je commençais un peu à comprendre. » (Jacques, 41 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« J'ai passé la première année le bac, c'était en 86, donc il y a eu des grands mouvements contre la loi Devaquet, j'étais en terminale C, maths physique. Mais comme j'avais raté quand

même bien 3 semaines de cours en terminale, ce qui était irrattrapable en terminale C, donc j'ai raté le... il me manquait 80 points juste pour aller à l'oral. Donc j'étais pas allé à l'oral... et voilà... Mais c'était quand même un grand souvenir, 86, ouais. » (Gilles, 38 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« Au lycée, il y a eu le CIP et ensuite le plan Juppé. Ca a été les deux grands trucs les plus marquants. C'est vrai que... mine de rien, j'étais... Alors, à ce moment-là tu es plus en suiveur, mais c'est vrai qu'on avait beaucoup, on a pas mal bougé, et que ça a éveillé peut-être une conscience politique, quelque part, tu vois. Là à cette époque j'étais petit, je ne savais pas ce que je faisais, je traînais avec les communistes... [il rit] Mais... Mais ouais, c'était rigolo, je me souviens, on organisait des... on empêchait des gens de rentrer au lycée, on faisait le tour des classes... Et puis alors... Là en seconde, c'était le CIP, c'est la première fois, tu découvres. Tu découvres tout le milieu, tout ce qui peut se passer, les manifestations, les AG, les trucs, donc euh, là tu es beaucoup plus effacé. C'est peut-être aussi parce que tu es en seconde. Et quand tu es en terminale, pour le plan Juppé, tu es beaucoup plus [il rit], tu es beaucoup plus virulent, c'est toi qui organises les AG... Il y avait... j'étais au lycée à Nation, et il y a d'autres lycées aux alentours, et il y en a d'autres qui sont un peu plus loin, qui sont sur le cours de Vincennes... Et souvent on organisait des trucs entre lycées, tu sais, alors... quand on allait dans les manifs, on se rejoignait tous, on venait récupérer tous les lycées, et je me souviens avoir fait, c'était complètement con... le lycée qui est cours de Vincennes, on allait devant et donc on gueulait "avec nous" et tout. Et puis on rentrait, parce que le proviseur bien sûr barricadait la porte et tout, et on rentrait par les fenêtres, on courrait dans les couloirs, de l'autre lycée, c'était marrant. Et là je vois... tu sais parce que en regardant, parce que récemment j'étais à Rennes quand il y a eu les manifestations, là contre le CPE. Et je me dis en fait, à cette époque là, tu n'es pas, à part ceux qui sont vraiment embrigadés, mais tu n'es pas vraiment politisé, tu vois. Tu cherches et tout, mais c'est surtout ce côté fun et cette façon de rencontrer... Tu vois, moi je sais qu'à ce moment-là on connaissait tout le lycée, c'était super sympa. Et on s'organisait, on faisait des trucs mais on les faisait par nous-mêmes. C'était pas du tout... c'était pas les profs qui organisaient la grève ou quoi, tu vois. C'était vraiment fait par nous, on s'organisait avec les autres lycées, on allait les voir et tout. Je ne sais pas, il y avait une espèce de... à ce moment-là, tu sens une espèce de vent de liberté, tu vois. Et j'ai l'impression que c'est ça qui fait triper. [...] Et après, quand tu dois retourner en cours, pff, tu es là... tu reprends cette espèce de train-train quotidien... Alors que là, pendant, je sais pas combien de temps ça peut durer, enfin ça avait duré longtemps le plan Juppé, parce que pendant le plan Juppé tout le monde s'y était mis un peu, mais tu te dis vraiment il y a des tas de trucs qui sont possibles, tu as l'impression de sentir le trip de liberté quoi, le... Ouais,

c'était vraiment marrant quoi... Tu rencontres plein de gens, tu vas dans les manifs... [...] Je pense que c'est ça qui est triplant, parce qu'à ce moment-là tu te dis que tout est possible, tout est possible. Tu crois en tout et puis tu tiens... on peut tout faire... Et puis après, non, tu es rattrapé par la dure réalité décidée... véhiculée par les médias, tout ce que tu veux... » (Nicolas, 28 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

Les mouvements lycéens et étudiants présentent un fort potentiel mobilisateur. Il est tout d'abord difficile de les ignorer à partir du moment où ils prennent localement une certaine ampleur. De nombreux jeunes sont ainsi conduits à assister de façon passive aux grèves, manifestations ou occupations qui accompagnent une mobilisation. Cette proximité et les liens souvent directs qui existent entre les membres d'un même établissement¹ facilitent également le passage de la passivité à l'activité. Dans certains cas, comme en témoigne l'extrait issu de l'entretien avec Jérôme de *Aarrg!* Toulouse sur la protestation contre la suppression du parking à mobylettes, le mouvement peut avoir été initié par l'enquêté lui-même, ce qui traduit la prégnance de ses dispositions à l'action collective. Celles-ci se voient confirmées et renforcées dans le cours de l'événement qui transforme des dispositions à agir en actes. Que l'enquêté ait été à l'origine de la mobilisation, qu'il l'ait rejointe en cours de route ou qu'il l'ait simplement suivie de façon distante, on peut dire que ce type d'événement marque durablement l'individu en le confrontant directement à l'action collective et en lui offrant des points de vue politisés sur la situation.

Pour un certain nombre d'enquêtés, la confrontation avec les mouvements sociaux a été moins directe que dans le cas d'un épisode contestataire qui toucherait leur établissement scolaire ou universitaire. Tout mouvement social médiatisé peut constituer un événement susceptible de « cristalliser des attitudes² », et ce d'autant plus qu'un individu sera sensibilisé aux questions politiques et sociales³. Nombreux sont les conflits sociaux et autres périodes

¹ Pour reprendre des termes de l'approche de Charles Tilly (*From Mobilization to Revolution*. Reading (Mass.) : Addison-Wesley Publishing, 1978), on peut dire concernant les lycéens et étudiants que leur potentiel de mobilisation est élevé parce que leur « *catnet* » est forte : les protagonistes font partie des mêmes catégories « socio-professionnelles » (*category*) et forment un réseau plus ou moins dense d'interrelations (*network*). « L'idée d'organisation suit directement. Plus l'identité commune et les réseaux internes sont forts, plus le groupe est organisé » (*ibid.*, p. 63) La mobilisation dépend ensuite du degré d'organisation, d'une part, et des intérêts à agir, d'autre part (*ibid.*, p. 81).

² IHL, Olivier. « Socialisation et événements politiques ». Article cité, p. 138.

³ Verba, Schlozman et Burns notent que l'existence d'un important mouvement social peut renforcer l'aspect politisant de la socialisation familiale, et ce même dans les milieux peu politisés. Ils citent l'exemple du mouvement des droits civiques dans les années 1960 aux Etats-Unis et montrent qu'il a contribué à l'impression

d'agitation qui ont marqué à différents degrés les enquêtés en fonction de leur génération¹. Ont notamment été cités les manifestations contre la guerre du Golfe de 1991, les grandes grèves de 1995, le mouvement des sans-papiers de 1996, le contre-sommet de l'OMC à Seattle en 1999 ou encore le choc du 21 avril 2002 et les manifestations qui ont suivi entre les deux tours de l'élection présidentielle française.

« Le premier truc que j'ai fait pour militer c'était avec les sans papiers à St Bernard... Donc là j'avais 18 ans, j'étais pas dans un groupe ni rien...

[...] Pourquoi j'étais sensible... Je ne sais pas, je pense... Peut-être que c'est parce que c'est le premier... Enfin le premier thème qui m'a interpellée en tant que citoyenne, en tant que personne qui raisonne, j'ai commencé vraiment à me politiser à cette époque. Enfin je pense... J'avais quand même un terreau à l'époque, mais ouais, c'est un truc qui m'avait vachement choquée, toute cette grosse grève de la faim, et c'est la première fois en fait où je me bougeais pour aller voir sur place ce qui se passait vraiment, après avoir regardé les infos à la télé... Ben le jour de mes 18 ans en fait, j'étais à St Bernard et j'ai fait la grève de la faim... Enfin tu vois, je m'affirmais, je pense aussi, par ce truc-là quoi. Et j'avais pas de contact individuel, et je ne connaissais pas grand-chose. J'y connaissais pas grand-chose, je ne connaissais pas les orgas... » (Clémence, 27 ans, militante à *Vamos!*).

« En 2001, ouais, c'était ça, en 2001... Il y avait les grands mouvements anti... anti-OMC, à partir de 99, avec Seattle et tout ça, et ça m'avait vachement donné envie... J'avais Internet et je regardais les trucs et tout ça, ça me plaisait bien... Donc c'est à partir de là... Je sais que j'ai contacté les anarchistes avant Gênes, avant le sommet de Gênes. J'aurais bien aimé y aller mais je ne connaissais personne enfin je ne connaissais pas vraiment beaucoup de monde. Et c'est à ce moment là que j'ai contacté la *FA* vraiment et je suis rentré au *Claaaaaash* à ce moment-là. » (Brice, 26 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« Quand il y a eu Le Pen là... En 2002. Donc c'est quand il est passé au second tour. Dans ma classe il y avait une fille avec qui je m'entendais super bien. Et puis on était un peu... sur le cul, quoi. On s'est dit ouais, il faut qu'on fasse les manifs, et tout, et puis nous on voyait ça...

qu'ont les noirs américains qui étaient adolescents durant cette période d'avoir grandi dans un milieu politiquement stimulant, stimulation qui se répercute par la suite dans un niveau de participation politique plus élevé que la moyenne. VERBA, Sidney, SCHLOZMAN, Kay Lehman, BURNS, Nancy. « Family Ties... ». Article cité, p. 107-109.

¹ On entend ici génération au strict sens de classe d'âge. La succession relativement rapide des mouvements sociaux d'importance en France voire dans le monde implique que les générations ainsi entendues couvrent une période de deux à cinq ans maximum.

Bon là on était en 4^{ème}, on se disait ouais, c'est trop bien, il y a des manifs. Moi j'en avais déjà fait plein. Elle aussi, parce que sa mère elle est militante à *SUD éducation*. Et bon moi je m'étais... farci les manifs quand j'étais petit... Et puis dans les années 6^{ème}, 5^{ème}, j'en avais plus rien à foutre, ça me saoulait.... Et puis là, je sais pas, il y a eu un déclic. » (Thomas, 18 ans, militant au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

Comme les mouvements lycéens et étudiants, les grands événements politico-médiatiques peuvent interpeller au point d'inciter à l'engagement. En raison de leur plus grand éloignement de l'environnement immédiat des individus, ils tendent à toucher en premier lieu ceux qui sont le plus sensibilisés à la politique. Qu'il s'agisse d'un épisode historique tel que mai 68, de la mort d'un militant chilien opposé à la dictature¹ ou de l'émoi soulevé par l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, l'événement produit des effets variables en fonction des individus et des contextes dans lesquels ils évoluent. Selon la personne, il éveillera l'intérêt, renforcera les convictions, donnera une première occasion d'agir ou provoquera la démarche d'engagement dans une organisation. Les novices de la politique contestataire comme les militants déjà plus expérimentés peuvent voir leur parcours affecté par un événement particulier. En effet, si l'on peut rencontrer des militants pour lequel l'événement a marqué un point de départ, pour d'autres il constitue plutôt une étape importante :

« J'ai jamais adhéré à rien. J'allais à beaucoup de manifs, beaucoup de trucs comme ça avant d'être à l'école à Fontenay, à l'ENS. J'allais à beaucoup de manifs, mais voilà, j'ai jamais rien pris. Et puis voilà, à l'école on a fondé, avec quelques uns, *SUD Fontenay*. [...] Je sais plus si *SUD Fontenay* datait d'avant ou après décembre 95, mais c'est dans la suite [du mouvement social] de décembre que moi j'ai commencé à m'engager... » (Michel, 30 ans, militant à *Aarrg! Paris*).

Ce dernier extrait, s'il témoigne du rôle accélérateur de l'événement, montre aussi que celui-ci est souvent indissociable des effets produits sur l'individu par son insertion dans des réseaux sociaux spécifiques, qui contribuent à donner à l'événement son efficacité. Il est impossible d'envisager *in abstracto* les effets d'un événement singulier, dans la mesure où il

¹ Marie, 45 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*, a en effet cité la mort de Victor Jara, chanteur chilien opposant de Pinochet, comme élément déclencheur de son intérêt pour la politique.

touche des individus enserrés dans des liens divers¹ : sans remettre en cause l'influence des faits qui marquent une histoire de vie, il faut tenter de prendre en compte les contextes d'interaction qui peuvent en restreindre les conséquences ou au contraire leur donner une forte influence.

B. Réseaux sociaux et mobilisation

Certains des extraits d'entretiens précédents faisaient déjà apparaître en creux le rôle des réseaux sociaux dans lesquels un individu est inséré : un mouvement social ne produira pas les mêmes effets selon que l'on sera isolé ou en contact fréquent avec des militants. D'une manière générale, on peut envisager deux types de liens entre événement et « fréquentations » : l'événement peut être la cause de la création de nouveaux liens, tout comme il peut reposer sur des liens existants pour produire des effets politisants ou mobilisateurs. Le témoignage de Didier illustre le premier cas de figure :

« Tu as eu le mouvement de 86, d'énormes manifs, le lycée a été bloqué pendant trois semaines, un mois. Un énorme bouillonnement. J'ai rencontré pas mal de monde. Et c'est là que j'ai rencontré des militants, des trotskistes principalement. Des anars, j'en ai pas vu un, je ne suis pas tombé sur eux. Et notamment un mec de Lutte ouvrière avec qui j'ai beaucoup discuté et ça a continué pendant assez longtemps. Mais à ce moment-là, pendant tout un moment ça bouillonnait, je discutais avec ce mec-là, mais en même temps j'avais plein de relations. » (Didier, 35 ans, militant au *groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste*).

L'événement que constitue un mouvement contestataire représente une occasion peu commune de rencontrer des individus engagés sans avoir à surmonter le coût d'une démarche personnelle de recherche de renseignements ou de prise de contacts. L'ébullition sociale crée des conditions favorisant une insertion dans des réseaux militants qui n'aurait peut-être pas été possible dans une conjoncture routinière. A l'inverse, ce peut être la construction d'un

¹ Anne Muxel note à ce sujet que « La conjoncture historique et politique a un rôle actif dans la construction de l'identité politique. Elle peut agir sur les nombreuses déterminations antérieures produites au cours de la socialisation initiale ou sur les déterminations encore à l'œuvre engendrées par les conditions d'insertion de l'individu dans la société. Ses effets sont le résultat d'une rencontre, et surtout d'une négociation que fait l'individu, à partir de sa situation présente et de l'ensemble de ces déterminations, avec un événement donné. » MUXEL, Anne. « Le moratoire politique des années de jeunesse » in PERCHERON, Annick, REMOND, René (dir.). *Age et politique*. Paris : Economica, 1991, p. 226.

réseau de relations militantes qui constitue un préalable donnant à un événement sa pleine signification et son efficacité. C'est par exemple ce qu'on peut voir dans le récit de Michel de *Aarrg!* Paris, qui s'est engagé suite au mouvement social de décembre 1995 parce qu'il a pu nouer de nouveaux liens avec d'autres élèves politisés de l'ENS. C'est également le cas d'Elodie de *Vamos!* dont l'insertion dans le milieu politisé de Sciences-Po a facilité la décision d'engagement suite au 21 avril 2002 :

« Je pense que j'ai toujours été intéressée par les questions politiques, sociales, quand j'étais au lycée, et j'ai passé ma première année à Sciences-Po, c'était l'année des élections présidentielles 2002. Et donc il y a beaucoup d'assocés, beaucoup de gens qui font de la politique, dans les partis, tout ça. Donc ouais, j'étais pas engagée dans un groupe, mais bon, je discutais souvent et puis j'ai rencontré aussi une copine qui était à *Attac*. C'était avec elle que je m'entendais bien parce qu'on pouvait parler plus des questions politiques. Et on était plus d'accord, aussi, tu vois, sur les thèmes des élections présidentielles et tout. Et en fait c'est plutôt le 21 avril que... J'avais 17 ans, donc je n'avais pas le droit de vote... Et après, j'ai commencé à faire des manifestations, et c'est venu un peu comme ça, je me suis dit, ben je peux pas seulement discuter avec les gens, je veux faire changer les choses, avoir des idées, j'ai besoin d'être dans un groupe. » (Elodie, 22 ans, militante à *Vamos!*).

De nombreux travaux de sociologie et de science politique ont déjà mis l'accent sur l'importance des réseaux sociaux dans les parcours d'engagement. Anthony Oberschall, puis Charles Tilly, avaient dès les années 1970 souligné l'importance des liens sociaux préexistant entre individus dans l'émergence d'une mobilisation¹. Dans les années 1980, ces analyses ont été précisées et détachées d'une stricte approche en termes de mobilisation de ressources : dans son étude du *Freedom Summer*, Doug McAdam a montré l'importance des liens préalables avec des militants, et plus encore avec des militants directement liés au mouvement que l'individu va rejoindre². Cette analyse a été poursuivie, précisée et développée par la suite³. La simple constatation du rôle des connaissances militantes ne constitue pas, en elle-même, un résultat exceptionnel ; l'enjeu réside bien davantage dans l'analyse et la

¹ OBERSCHALL, Anthony. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs (NJ) : Prentice Hall, 1973 ; TILLY, Charles. *From Mobilization to Revolution*. *Op. cit.*

² McADAM, Doug. « Recruitment to High-Risk Activism : The Case of Freedom Summer ». *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, p. 64-90.

³ Sur l'importance des contacts préalables avec une organisation et leur rôle, cf. par exemple MAURER, Sophie, PIERRU, Emmanuel. « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998... ». Article cité.

théorisation des effets concrets des réseaux sociaux sur les individus et donc de la façon dont ils influent sur la décision d'engagement. C'est ce que s'est proposée de faire Florence Passy qui a dégagé trois grandes fonctions des réseaux sociaux : une fonction de socialisation, une fonction de connexion structurelle et enfin une fonction d'influence de la décision¹.

Par fonction de *socialisation*, l'auteur renvoie aux réseaux d'interactions qui contribuent à construire et renforcer les identités individuelles, à éveiller la conscience politique et donc à créer des dispositions à la participation². En ceci, les réseaux offrent les conditions de mise en place d'un processus de cadrage de l'action collective qui va rapprocher l'individu d'un mouvement³. La fonction de *connexion structurelle* fait plus prosaïquement référence aux liens qu'un individu entretient avec des personnes déjà engagées et qui constituent « l'un des principaux canaux à travers lesquels des militants potentiels sont mis en contact avec une opportunité de mobilisation.⁴ » Ils leurs permettent en effet de « transformer leur conscience politique en action.⁵ » La dernière fonction des réseaux sociaux, que Passy nomme « fonction d'influence de la décision » (*decision-shaping function*), consiste à diminuer les coûts subjectivement perçus de l'engagement et donc à faciliter la décision de franchir le pas : à travers ses connaissances, un individu peut se faire une idée de la dangerosité de l'action, de son efficacité ou de sa nécessité. Ces informations jouent un rôle direct dans le choix qui sera fait ou non de participer⁶. Il convient de remarquer que le fait de distinguer ces trois fonctions n'implique pas qu'elles soient chronologiquement séparées : il est difficile d'isoler concrètement dans un récit rétrospectif les trois grands types d'effets et donc d'en donner des exemples délimités⁷. Si nous adhérons à cette conception du rôle des réseaux sociaux dans les parcours d'engagement, nous ne chercherons donc pas à exemplifier par nos

¹ PASSY, Florence. « Social Networks Matter. But How ? », in DIANI, Mario, McADAM, Doug. *Social Movements and Networks, Relational approaches to collective action*. Oxford: Oxford University Press, 2003, p. 21-48. Cet article reprend et prolonge des analyses de l'ouvrage issu de la thèse de Florence Passy, *L'action altruiste, contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*. Genève : Droz, 1998.

² PASSY, Florence. « Social Networks Matter... ». Article cité, p. 23-24.

³ La socialisation à travers les réseaux fonctionne comme un préalable à l'alignement des cadres cognitifs, c'est à dire au rapprochement des schèmes d'interprétation de la réalité des individus et des organisations de mouvement social, rapprochement qui serait le préalable à toute participation. Cf. SNOW, David A., ROCHFORD (Jr.), E. Burke, WORDEN, Steven K., BENFORD, Robert D. « Frame Alignment Process, Micromobilization and Movement Participation ». *American Sociological Review*, vol. 51, août 1986, p. 464-481.

⁴ PASSY, Florence. « Social Networks Matter... ». Article cité, p. 24.

⁵ *Idem*.

⁶ *Ibid.*, p. 24-25.

⁷ Repérer des étapes correspondant aux trois fonctions impliquerait une approche fine telle que celle de l'analyse processuelle proposée par Olivier Fillieule (« Propositions pour une analyse processuelle... ». Article cité), et donc le recours à des récits de vie très détaillés, voire, dans l'idéal, à des études longitudinales.

propres données chaque fonction dégagée par Passy. Nous nous proposons plutôt d'étudier simplement les différents cas dans lesquels les contacts avec des tiers¹ ont eu une influence sur le cheminement de nos enquêtés, sans pour autant négliger les cas dans lesquels la démarche d'engagement a été avant tout individuelle.

1) Les réseaux informels

Dégager les fonctions des réseaux sociaux n'informe en rien sur la façon dont ceux-ci se sont constitués². C'est là que les questions du hasard, des événements, des ressources et dispositions de départ ou encore des différentes phases de la vie personnelle rentrent en compte. La constitution d'un réseau de connaissances militantes ne relève pas de la même logique chez un individu non politisé qui va rencontrer par hasard un activiste ou chez un autre dont les parents sont engagés, qui connaît depuis longtemps des militants et cherche activement à en rencontrer dans les différents milieux qu'il fréquente (lycée, université, lieu de travail...). Notre recherche ne permet pas de dégager un modèle unique de la création des liens pertinents pour rendre compte de l'engagement, mais elle contribue à montrer que, quelle que soit la situation de départ, la rencontre avec des individus politisés ou engagés (ou éventuellement en mesure de faire le lien avec des milieux politisés ou engagés) a joué un rôle déterminant³. On peut citer en premier lieu l'influence d'un ou plusieurs individus qui, en dehors de tout cadre formel, ont contribué à politiser l'enquêté, voire à le faire participer à quelques activités militantes :

« J'ai un ami très proche, qui a été... qui a souvent baigné dans ce bain politique et militant parce que ses parents sont des... aiment bien aller faire des manifs. Donc lui, dès tout petit allait faire des manifs, c'est quelqu'un qui a été souvent très politisé, même s'il n'est pas militant. Peut-être que c'est venu de lui, aussi ce goût, enfin de commencer à parler au lycée

¹ Le terme réseau évoque intuitivement un ensemble de relations nombreuses et denses. On utilisera toutefois ce terme de façon lâche pour désigner toute forme de liens interindividuels, ce qui peut donc recouvrir la connaissance d'un ou deux militants seulement, comme l'appartenance à une association de forte taille. L'idée principale demeure celle du rôle de tierces personnes, quel que soit leur nombre, dans l'orientation du parcours d'engagement.

² Florence Passy associe le rôle socialisateur aux réseaux familiaux et amicaux, tandis que la fonction de connection structurelle serait davantage liée à l'appartenance à des réseaux activistes (*L'action altruiste... Op. cit.*, p. 124-129). Si ce schéma fonctionne tendanciellement dans le cas d'une association de défense des droits de l'homme telle que celle étudiée par Passy, il paraît moins probant pour ce qui concerne le militantisme libertaire dans lequel par exemple les réseaux familiaux, s'ils peuvent être militants, sont souvent très éloignés des groupuscules radicaux et anarchistes.

³ On rappellera que 29 enquêtés soit 35% d'entre eux ont mentionné ces rencontres et connaissances.

de sujets d'actualité, entre guillemets, et puis ensuite d'aller dans des manifs... » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

« Je pense que je me suis toujours plus ou moins senti de gauche, enfin jusqu'à ce que je comprenne que c'était être de gauche. Je sais pas, depuis toute petite, je n'étais pas d'accord avec ce que disaient mes parents... je n'étais pas raciste, ça me choquait ce qu'ils disaient. Et puis je ne sais pas, je pense que j'étais assez sensible à l'injustice, le sort des pauvres, ce genre de choses... Après, euh, je ne sais pas, c'était clair que j'étais de gauche, ben au collège, peut-être. Moi j'avais une copine qui était d'origine argentine, c'était ma meilleure copine, et sa mère, elle, militait. Et donc j'étais allée à la fête de l'Huma avec elle, tout ça, c'était sympa, et c'est vrai qu'elle elle était peut-être plus plongée là-dedans. Elle avait eu une vie difficile, ils avaient vécu dans des squats, tout ça, donc peut-être que ça m'a aussi... je ne sais pas. En tout cas, je pense qu'au collège je savais que j'étais de gauche. » (Marina, 34 ans, militante au groupe *Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« J'ai rencontré un gars, qui était aussi âgé que mon grand frère... qui était, qui allait en *teuf*¹... qui était assez arraché, en fait. On s'est bien entendu, et en fait il a commencé à me parler, juste de ce qu'il pensait. Et ce côté... assez radical, finalement, parce que les *teufeurs* ils ont vraiment un mode de vie assez *trash*, des fois [...]. Et ça m'a vachement intéressé. Et c'est vrai que j'écoutais du punk, et dans les chansons punk, tu vois on parle des choses qui ne vont pas bien, et tout, et donc j'ai fait le lien, quoi, bêtement. [...] C'est... ouais, des rencontres, culturellement, on va dire, par le biais de la musique, que j'ai commencé à me dire voilà pourquoi, des fois, ça me fait chier, quoi, parce qu'il y a un truc qui ne va pas, et voilà. Et encore une fois c'est très... c'est très affectif. C'était sûrement plus pour expliquer un mal-être que pour vraiment changer les choses à la base, et ça s'est vraiment inversé au fur et à mesure quoi. Comment ça s'est inversé ? Ben je suis venu à Paris. [...] C'est là où j'ai rencontré Alexandre, qui m'a fait lire le *Monde Diplomatique*. Donc là aussi après ça a commencé à s'étoffer, tu vois, à aborder les choses dans leur complexité. Une prof, aussi, super intéressante, elle m'a fait faire un dossier sur les altermondialistes, et donc c'est là où j'ai pu voir les choses. » (Antoine, 24ans, militant à *Vamos!*).

« En fait, j'avais un pote qui lui a des parents ultra militants, son père est aux Alternatifs, il est élu dans sa ville, sa mère, enfin bref... c'est des militants de toujours... Enfin lui, par contre, il n'a pas eu de réaction par rapport à ses parents, il était aussi militant qu'eux. Et donc il s'avère

¹ Fêtes où l'on danse sur de la musique techno.

que c'était un de mes meilleurs potes et un jour il m'a dit ce sera sympa, il y aura des couscous maison en face du *McDo*, juste pour les faire chier, quoi, et tout ça. Alors je suis allé voir, et puis voilà. Et puis moi j'aimais bien, c'était ces côtés où tout le monde se réunissait pour défendre une cause qui à mes yeux était noble, enfin légitime en tout cas, et voilà, donc c'est arrivé quelques fois. Et un jour, ce même pote a été mis au courant que *Chiche!* sur Paname se reformait. Et donc ben il a emmené tous ses potes à la réunion quoi. »
(Alban, 27 ans, militant à *Chiche!*)

Les rencontres, qui ont souvent eu lieu dans l'adolescence ou pendant les études, ont participé à la construction politique des enquêtés. Pour ceux dont les socialisations primaires n'avaient pas rendu familier l'engagement politique, la fréquentation de militants a joué ce rôle. Bien que les liens sociaux ne provoquent pas nécessairement ni directement l'adhésion à une cause ou à une organisation, ils constituent une étape sur le chemin de l'engagement. C'est souvent par la mise en contact informel avec de nouvelles personnes qu'un ensemble confus de valeurs et de réflexions se mue en un système plus construit d'opinions, étape préalable à la démarche consistant à envisager de se mobiliser pour défendre ces convictions. On voit donc bien là le rôle socialisateur des réseaux sociaux qui contribuent à préciser chez l'individu une identité politique, voire à forger une conception de soi comme militant potentiel. La capacité d'une rencontre à établir des convictions et stimuler l'intérêt d'un individu pour une doctrine se constate particulièrement chez les militants de la FA. Pour plusieurs d'entre eux, la découverte des idées anarchistes est directement ou indirectement due à une personne en particulier :

« J'avais un pote à l'époque qui se disait anarchiste. Je ne savais pas ce que c'était, et il a bien retourné sa veste depuis. Mais il y avait une idée comme ça, ni Dieu ni Maître, on peut s'organiser tout seul. Et puis je me suis intéressé à ça, je suis tombé sur le site de la FA et j'ai vu qu'eux aussi ils étaient bien organisés, qu'ils avaient un journal, qu'ils avaient même une radio, et tout, c'est bien. Et puis j'ai cherché le *Monde Libertaire*, [...] je l'ai trouvé dans le kiosque de Marie d'Issy, bien caché en dessous, comme ça, il y était. Et j'ai commencé à l'acheter toutes les semaines. » (Sébastien, 20 ans, militant au groupe *Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Un beau jour, euh en fait je faisais une émission sur une radio associative en banlieue parisienne, et j'ai rencontré un type qui faisait une émission de chanson française, où il passait beaucoup de Ferré, de Béranger, des trucs comme ça. Qui n'était pas du tout anarchiste, mais

qui connaissait les anarchistes, lui. Et j'ai fait sa technique parce qu'on a sympathisé très rapidement et parce que les chansons qu'il passait m'intéressaient. [...] Et il m'a parlé un jour du *Monde Libertaire*, que lui connaissait. Il est venu même à une émission avec un *Monde Libertaire* parce qu'il devait y avoir un article sur un chanteur... Et du coup moi j'ai vu ça, j'ai dit "tiens, ça m'intéresse" [...]. Et donc j'ai commencé à acheter le *Monde Libertaire* une ou deux fois et ça m'a un petit peu... ça m'a causé, quoi, on va dire, ça m'a un peu causé, et je me suis mis à l'acheter de plus en plus régulièrement et puis j'ai fini par comprendre que c'était là, quoi, que j'étais dans ces idées-là... » (Georges, 45 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« J'ai un voisin qui lui est militant, sympathisant militant depuis très longue date. [...] Ce voisin est très engagé, enfin il a une grande culture libertaire. Donc je pense que lui il m'a tâté politiquement, il essayait de voir quelles étaient vraiment... parce que je me cherchais politiquement... Et puis c'est vrai que... c'est avec lui que j'ai eu énormément de discussions qui progressivement m'ont amené à... Il m'a fait découvrir, il m'a fait lire des choses, il m'a fait découvrir ce... cette pensée là, en fait. Et donc comme je me cherchais, ça a vraiment correspondu à mes attentes. » (Jacques, 41 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« L'ancien mec de ma mère était un militant anarchiste, mais un vieux de la vieille, il a 70 ans. [...] Du coup... il a beaucoup insisté là-dessus, et sur ce que c'était que... alors il était ouvrieriste, il était anarcho-syndicaliste, il l'est toujours. Un ancien ouvrier imprimeur [...]. Un ancien CGT du livre, tu vois. [...]

Il maîtrisait le sujet. C'est lui qui m'a fait faire mes armes, ce que c'était le mouvement libertaire, ce que ça voulait dire... On va dire sur l'éducation politique, avant d'arriver plus précisément sur le communisme et l'anarchisme. » (Joël, militant individuel à la *Fédération anarchiste*).

« Il y avait un mouvement lycéen, comme il y en avait beaucoup à l'époque, et comme il y en a toujours, et voilà, j'ai dû faire à ce moment là ma première grève et une toute première manifestation, voilà. Et c'est là que j'ai commencé à m'intéresser, voilà, à la politique on peut dire. Ensuite, quand j'étais en seconde, première, les choses se sont plus... se sont concrétisées. Puisque j'avais rencontré un gars qui était anarchiste sur le lycée, qui m'a donné à lire le *Monde Libertaire*, des bouquins, tout ça, on a beaucoup sympathisé. Et puis c'est à partir de là, et puis notamment après la lecture du petit bouquin de Daniel Guérin,

L'anarchisme, qui était un des grands classiques de l'époque. » (Patrice, 49 ans, militant au groupe d'Ivry de la *Fédération anarchiste*).

Le parcours menant de l'éveil aux idées anarchistes à l'engagement à la *FA* a souvent pris une tournure individuelle et personnelle aboutissant, comme on le verra, à une démarche isolée d'adhésion. Ceci n'empêche pas toutefois que différentes personnes y interviennent à divers niveaux avec pour résultat une ouverture à ce corpus d'idées. Cinq militants ont évoqué le rôle d'un individu en particulier dans leur découverte de l'anarchisme. Cette rencontre est à chaque fois intervenue alors que l'enquêté, bien que déjà politisé ou intéressé par la politique, était peu assuré dans ses convictions ou à la recherche d'un cadre idéologique et militant qui lui parût lui correspondre. Ces contacts ont en quelque sorte constitué le déclic qui a permis à des individus possédant des dispositions libertaires de se confronter à des idées susceptibles de leur convenir mais peu visibles dans la sphère politique et militante. En ceci, le caractère *a priori* « sulfureux » ou subversif de l'anarchisme, lié à l'image à la fois négative et romantique que la doctrine et ses partisans ont acquis dans le sens commun, a pu parfois constituer un phénomène accélérateur¹ : c'est parce qu'un ami, aspirant rebelle, se disait anarchiste, que Sébastien a cherché à en savoir plus et a fini par adhérer pleinement aux idéaux anarchistes. Le rôle d'un tiers peut donc être limité ; il n'en est pas moins déterminant.

2) Réseaux formels et socialisation militante

Comme Florence Passy, nous distinguons les réseaux formels, constitués par les liens avec les membres d'une organisation ou association auquel l'enquêté appartient, des réseaux informels, expression qui désigne le type de relations entre individus d'horizons divers que nous venons d'envisager. Le passage par une association, une organisation politique (y compris, dans de rares cas, un parti²) ou un syndicat avant l'engagement dans une

¹ Les propos d'Hervé, militant à la *FA* et à la *CNT*, laissent entrevoir cet attrait pour l'anarchisme qui naît de son caractère à la fois tabou et fantasmé : « *Je suis quelqu'un qui adore lire, j'ai toujours adoré lire, donc j'allais chez les bouquinistes sur les bords de Seine. Et je suis tombé sur des bouquins sur l'anarchisme et je me suis dit tiens... c'était un mot qui me plaisait. Et je me suis dit tiens, je vais voir ce qu'il y a derrière ce mot là. Parce que j'étais comme tout le monde, hein, je connaissais le mot anarchisme, c'est le côté bordel, etc., etc. Et j'ai acheté mon premier bouquin là-dessus, ça m'a plu. Je suis allé en racheter un deuxième.* » (Hervé, 35 ans, militant au groupe *Idées noires* de la *FA*).

² Le passage par un parti politique ne concerne que 4 enquêtés sur 83.

organisation libertaire concerne près de la moitié de nos enquêtés (40 sur 83)¹. Il s'agit donc d'un aspect potentiellement important des parcours d'engagement, qui signifie que, dans près de la moitié des cas, l'engagement libertaire n'a pas été un primo-engagement. Sur les 40 enquêtés ayant connu des expériences préalables d'action collective au sens large, 27 ont fréquenté une organisation à caractère politique (*Attac* ou autre organisation ou parti). Les 13 autres militants ont eu des expériences associatives ou syndicales qui, bien que souvent proches de l'action politique, n'étaient ni explicitement ni exclusivement politiques. L'étude du rôle des réseaux formels dans les cheminements qui mènent au militantisme ne doit pas conduire à expliquer l'engagement actuel par un engagement antérieur. Il convient toutefois de voir, en l'occurrence, en quoi ces expériences passées ont pu influencer l'orientation de nos enquêtés vers le militantisme libertaire, que ce soit par leur effet socialisateur ou par les contacts qu'elles ont permis de nouer avec d'autres militants.

Sans surprise, l'organisation qui a accueilli le plus grand nombre d'enquêtés est *Attac*. 13 militants sur les 83 interrogés ont adhéré à l'association altermondialiste et 6 d'entre eux en étaient toujours membres au moment de l'entretien². Cette forte représentation d'*Attac* parmi les expériences politiques préalables à l'engagement dans une organisation libertaire (le passage par l'association représente près de la moitié des expériences politiques antérieures) s'explique par plusieurs facteurs qui tiennent principalement à la visibilité de l'association et à la faiblesse de son coût d'entrée. Comme l'ont montré respectivement Florence Passy et Doug McAdam, ces deux aspects contribuent à rendre moins important le rôle des réseaux sociaux dans le parcours d'engagement³. La présence d'*Attac* sur tout le territoire et sa vocation première d'éducation populaire la rendent accessible à un large public sans

¹ On rappellera au passage que plusieurs enquêtés ont fait dans leur adolescence un passage par le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne. Cette expérience associative et politique a déjà été traitée lorsque nous avons envisagé la socialisation primaire des enquêtés.

² On peut noter que dans notre échantillon, seuls les militants de la gauche radicale et alternative ont adhéré ou adhèrent encore à *Attac* (30% de radicaux passés par *Attac* et aucun anarchiste). Il ne faut pourtant pas nécessairement voir là l'effet d'une radicalité plus grande des anarchistes ou une autre incompatibilité idéologique qui les ferait boudier cette association « réformiste », et ceci d'autant moins que le parcours qui mène au militantisme anarchiste n'est pas nécessairement court et linéaire : un individu peut fréquenter différentes organisations avant de trouver sa place, pour un moment au moins, dans une organisation anarchiste. L'explication principale de cette disparité doit surtout être recherchée dans la différence générationnelle entre les deux catégories de militants, qui implique qu'au moment de la création d'*Attac*, près des deux tiers des militants FA actuels étaient déjà engagés dans l'organisation ou étaient déjà fortement politisés et n'envisageaient pas de militer ailleurs que dans un groupe anarchiste.

³ Moins une organisation est visible et plus les risques liés à l'engagement sont élevés, plus les réseaux sociaux vont être déterminants dans la participation. PASSY, Florence. « Social Networks Matter... ». Article cité ; McADAM, Doug. « Recruitment to High-Risk Activism... ». Article cité.

expérience militante préalable. Il est possible d'y demeurer indéfiniment spectateur sans jamais assumer de rôle actif. Le facteur premier d'adhésion à l'association semble être l'intérêt pour les questions politiques et économiques internationales et le souci de comprendre mieux les différents enjeux :

« C'est assez facile d'être militant à *Attac*, c'est que... j'enfonçai des portes ouvertes mais il y a des constats assez criants, assez évidents à faire, et c'est pas un truc très... Sauf depuis la campagne du traité constitutionnel où il y a eu des clivages plus importants mais sinon on était assez gentil et finalement on aurait pu se taper dans le dos avec le comité catholique ou le truc humanitaire très gentil, très cool... Donc on... moi je suis rentré sur ces idées-là très faciles de il y a des coins où c'est très riche, il y a des coins où c'est pas du tout et à l'évidence c'est parce qu'il y en a qui en profitent, et euh... [...] Bon, j'étais sans doute intéressé par l'actualité en général, donc on ne passe pas à côté des questions de société, délocalisations et compagnie. » (Denis, 25 ans, militant au *Crep*).

« Je me suis inscrit à *Attac* juste après qu'*Attac* ait vu le jour ; c'est-à-dire six mois après la création d'*Attac*, ça doit être en 98 ou 99. C'est peu après l'AMI¹. Et je me suis très vite inscrit, parce que je pense que j'avais besoin... Ouais, en fait, c'est parce que j'écoutais la radio, dans ma chambre d'étudiant, et il y a énormément de trucs qui me faisaient réagir, et avec des copains on en discutait. On discutait beaucoup mais aucun de nous n'était engagé dans quoi que ce soit. Donc j'avais 22, 23 ans, mais je n'avais jamais été engagé politiquement. Et donc je me suis inscrit à *Attac* [...]. J'avais envie de comprendre, c'était plus une envie de comprendre qui m'avait attiré vers le militantisme. En écoutant les informations, en discutant, on comprenait que les décisions ne se prenaient pas toujours là où on pensait qu'elles se prenaient, qu'il y avait des mécanismes assez complexes qui faisaient que la société était comme elle était, qui généraient des inégalités, etc. Tout ça c'est pas trivial du tout, et j'avais envie de comprendre ces choses-là. » (Geoffroy, 30 ans, militant à *Vamos!*).

La fréquentation d'*Attac* a pu contribuer au moins de deux façons à l'orientation des enquêtés vers un militantisme libertaire : en leur permettant tout d'abord d'acquérir ou de consolider un ensemble de convictions politiques. En les mettant ensuite en relation avec d'autres membres, partageant eux aussi un attrait pour la radicalité, voire déjà engagés dans

¹ Accord multilatéral sur l'investissement, qui fait partie des accords internationaux contre lesquels *Attac* s'est constitué. Cf. MOUCHARD, Daniel. « Le creuset de la mobilisation anti-AMI de 1998 », in AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France... Op. cit.*, p. 317-337.

un groupe libertaire comme nous le verrons un peu plus loin. Même dans les cas où l'association a laissé à l'enquêté une impression négative, on peut estimer qu'elle a influencé son parcours, notamment en l'orientant vers un modèle militant différent¹, plus horizontal et participatif. La création du *Crep* par des membres d'*Attac* Strasbourg témoigne de ce besoin qu'ont pu éprouver certains militants d'évoluer vers une formation politique plus informelle et davantage axée sur l'action directe².

Le passage par le syndicalisme étudiant, et en particulier par l'*UNEF*, a aussi constitué une étape importante, même si elle ne concerne que quatre militants de notre échantillon. Bien qu'elle ait pu constituer un premier contact avec le militantisme, cette expérience a valu davantage pour son rôle repoussoir que pour les contacts militants qu'elle a permis de nouer :

« J'étais à l'*UNEF-ID* qui était proche du MJS mais je ne me retrouvais pas du tout dans le MJS, enfin je n'avais pas envie de cette action-là, quoi. Enfin je...

— *Pourquoi ?*

Ca m'apparaissait plus des machines à élections... il n'y avait pas ce côté cadre de vie, environnement [au sens d'environnement de travail]. Je ne sais pas, je ne faisais pas le lien, je... Les histoires de tendances, de partis, ça, ça me saoulait un peu. Même au niveau du syndicalisme étudiant, j'étais active au niveau de la fac elle-même, et puis au niveau des enjeux universitaires, mais après, les guéguerres entre tendances, machin, ça me saoulait quoi, j'étais pas vraiment là-dedans. » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

« J'ai adhéré à l'*UNEF*, je suis allée aux réunions d'*Attac* à Sciences-Po. [...] Et après, progressivement, ben je me suis impliquée dans l'*UNEF*, dans *Attac*, j'ai vu que ça ne

¹ On peut y voir les signes dans ce témoignage d'un membre d'*Aarrg!* Paris, particulièrement préoccupé par les questions d'autonomie individuelle et de hiérarchie, que l'adhésion à *Attac* et son engagement parallèle dans un collectif de soutien aux sans-papiers ont contribué à orienter vers des formes plus souples d'organisation : « *J'ai participé à ce collectif qui était un lieu assez extraordinaire parce que c'était... ça regroupait des gens de milieux politiques très différents. Il y avait des socialistes, des gens de la ligue des droits de l'homme, des trotskistes, des anarchistes, des anciens de 68, enfin il y avait des gens de tous les âges, et puis c'était organisé en collectif, pas hiérarchisé, il y avait pas de bureau, la parole était extrêmement libre. On pouvait parler énormément. Et puis on était au contact de la réalité sociale de façon directe. [...] Ah, oui, j'ai oublié de te dire que j'étais à Attac au début, enfin j'étais adhérent et au début je trouvais ça pas mal et puis finalement j'ai trouvé ça assez nul. [...] C'est un truc qui m'a fait découvrir des choses, d'un point de vue intellectuel, d'un point de vue de la réflexion, mais alors là, typiquement, [...] on te demandait de ne rien faire, ou de boire les paroles du président et de ses conseillers scientifiques soi-disant. Et voilà aussi après Gênes, on a juste parlé de ce qui s'est passé à Gênes, alors je me suis dit allez, c'est fini ce truc... [...] Gênes ça a été le déclic... [Attac] c'est pas de la merde d'ailleurs. Ca a aussi beaucoup d'idées, mais ça m'apportait plus rien et je trouvais que ça avait aussi des effets très négatifs. » (Luc, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).*

² Sur la création du *Crep*, cf. le second chapitre de cette thèse.

correspondait pas forcément exactement à mes idées d'être à l'*UNEF*... je suis partie de l'*UNEF*, je suis rentrée à *SUD*. [...]

— *Qu'est-ce qui ne correspondait pas à tes idées ?*

En fait, c'était plus des questions de fonctionnement, c'était... Enfin déjà, on n'était pas un grand groupe, dans les réunions, on était peut-être une dizaine ou une quinzaine... Et au début c'était super compliqué, enfin moi je ne connaissais pas du tout, avant, je n'avais pas du tout entendu parler de comment ça fonctionnait, enfin tu sais il y a les tendances. Donc il y avait des gens qui militaient ensemble mais comme ils n'étaient pas de la même tendance, ils faisaient des trucs ensemble mais en même temps, en arrière, dans le dos, ils étaient en luttes de pouvoir, tu vois, et ils racontaient "l'année d'avant, alors il y a machin qui a gagné les élections et qui a pris la tête..." Enfin je trouvais ça super compliqué par rapport à la petitesse de ce qu'on faisait, parce que... On n'était pas super nombreux par rapport à la proportion des étudiants de Sciences-Po... Dans le milieu étudiant, c'est pas une majorité qui sont syndiqués et d'avoir des divisions, comme ça, internes, j'arrivais pas bien à saisir les enjeux. Et après il y a eu le congrès. Enfin j'ai fait un conseil national où il y a eu une scission. Mais tu vois, je venais de rentrer, ça faisait trois mois que je faisais du militantisme, et... Enfin les enjeux, enfin les querelles elles me paraissaient énormes. Enormes et dérisoires, c'était disproportionné. Et après il y a eu aussi le vote local, tu sais, tu votes, il y a les militants qui te regardent et tu mets une croix sur une grande feuille devant tout le monde. J'ai trouvé ça horrible, enfin j'ai trouvé que c'était pas du tout démocratique... [...] Il y avait le mec de la tendance de la majorité qui essayait de me recruter pour que je sois candidate aux élections, pour qu'il y ait plus de monde sur les listes. Ensuite ils se disputaient pour que dans le bureau... tu vois... Enfin il y avait vraiment ces querelles-là qui m'ont dégoûtée parce que j'avais l'impression que les gens passaient plus de temps à chercher à avoir le pouvoir que à faire... à vraiment chercher comment on pouvait faire avancer les choses. » (Elodie, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« La première fois que je suis vraiment rentrée dans quelque chose c'est quand je suis rentrée à l'*UNEF* quand je suis rentrée en fac. Je suis rentrée en fac d'arts plastiques à Paris, et là j'ai adhéré à l'*UNEF*. Pas longtemps. Dès les premières grèves, les premières luttes, l'*UNEF* s'est désolidarisé, je ne sais plus ce qu'ils ont fait mais ils ne se sont pas comportés très bien et j'ai déchiré ma carte. » (Claire, 53 ans, militante au groupe *Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Au contraire des expériences plus ou moins déçues à l'*UNEF* qui ont contribué à orienter les militants vers des structures *a priori* exemptes de luttes de pouvoir, on peut aussi trouver dans les associations fréquentées dans le passé par les enquêtés des sources de satisfaction. L'engagement dans des associations humanitaires, en particulier, a souvent donné le goût du militantisme et permis un apprentissage de l'action autonome¹. L'association parisienne *Autremonde*, par exemple, qui a accueilli trois de nos enquêtés, a été en particulier évoquée comme première expérience d'une organisation horizontale :

« Il y a un truc qui était très important pour moi, c'est le fonctionnement de l'association [*Autremonde*], où l'idée c'était qu'il y ait... au niveau de la prise de décision, c'est que... Donc le bureau était là pour être exécutif, et l'instance décisionnaire c'était le conseil d'administration. Et tels que les statuts étaient fait, c'était chaque adhérent est membre du conseil d'administration, donc au final, les 250 qu'on était étaient au conseil d'administration et donc décisionnaires... Et ça c'est un truc que je trouvais hyper intéressant, qui était statutaire aussi dans l'association. Moi c'est un truc que j'avais jamais vu dans une association quoi. Chaque fois que j'ai vu tu as le bureau élu, machin, qui prend les décisions, etc., et euh... Ca c'était un truc assez important pour moi. » (Clarisse 24 ans militante à *Vamos!*).

« Moi, pour m'investir dans quelque chose, j'ai besoin de pouvoir parler et d'avoir un minimum d'espace d'action quoi. Donc c'est vrai qu'*Autremonde* c'était basé là-dessus, c'est-à-dire que c'était une association de bénévoles, de jeunesse... Il y avait un employé mais toutes les décisions étaient prises en réunion de façon... [...] A la base, quand je suis arrivée au début c'était assez horizontal et on avait tous un pouvoir de décision, proposition. » (Marianne, 27 ans, militante à *Vamos!*).

Les investissements humanitaires et de solidarité, s'ils n'avaient pas un caractère directement politique, ont souvent influencé les parcours d'engagement en permettant aux enquêtés de se confronter à une première forme de militantisme. Ces expériences ont en outre

¹ L'investissement dans l'humanitaire peut ainsi constituer une étape donnant l'envie d'un engagement plus poussé : « *J'étais très proche de tout ce qui était bénévolat, je parlais vachement l'été faire du bénévolat, enfin ce qu'on appelle plus ou moins humanitaire, mais qui n'est pas vraiment de l'humanitaire, parce que je parlais un mois, tu vois. Et que j'allais à l'étranger faire ce que je pouvais pendant ce temps-là. Mais c'est quelque chose qui ne me convenait pas tellement, en fait. Enfin... c'est quelque chose que j'aimais beaucoup, le rapport à la communication. C'était un fonctionnement qui me plaisait bien, ces petits groupes aussi. Mais bon, voilà, tu pars un mois, et tu reviens au bout d'un mois et puis voilà, il faut attendre un an pour repartir. Tu as l'impression de n'avoir aucun impact assez profond, en profondeur, donc euh... Donc ben j'avais envie, tu vois, j'avais envie de militer, j'avais envie de m'investir dans des trucs. » (Charlotte, 27 ans, militante à *Chiche!*).*

souvent suscité des vocations professionnelles en orientant vers les métiers du travail social (assistante sociale, éducateur spécialisé) dont on a vu qu'ils favorisaient le développement — ou le renforcement — des valeurs libertaires.

Il serait vain d'évoquer en détail tous les autres types d'organisations que nos enquêtés ont fréquenté avant de rejoindre la mouvance libertaire ; certaines d'entre elles sont parfaitement inconnues du grand public (collectifs éphémères, associations locales, etc.). Parmi les organisations connues, on peut citer *SUD*, la CNT, la CFDT ou la CGT pour les syndicats ; le *Parti communiste internationaliste* (trotskiste-lambertiste), *Lutte ouvrière*, la *Ligue communiste révolutionnaire* ou *Les Alternatifs* pour les partis ; la *Ligue des droits de l'homme* ou *Act-Up* pour les associations... Ces différentes organisations ont chacune contribué à la formation politique des enquêtés, notamment en amplifiant leur méfiance vis-à-vis des partis ou des appareils¹ ; elles leurs ont souvent permis, également, d'établir des contacts qui ont eu une influence sur leur parcours militant. Par leur multipositionnalité, certains militants ont en effet attiré directement des individus d'une organisation vers l'autre. Ce sont ces contacts directs et décisifs avec des militants de groupes libertaires que nous allons maintenant envisager.

3) Les contacts décisifs

Nous entendons par « contacts décisifs » les liens relationnels anciens ou nouveaux qui mettent directement l'enquêté en contact avec l'organisation libertaire qu'il va finalement rejoindre. Qualifier ces contacts de décisifs ne signifie pas remettre en cause l'importance des liens tissés dans les réseaux, informels en particulier, que nous avons évoqués plus haut. Ces derniers peuvent en effet se révéler déterminants par leur effet socialisateur ; ils ne constituent toutefois pas une mise en rapport directe avec une organisation. Il convient de rappeler que le fait d'avoir connu ou rencontré un membre de l'organisation avant de s'y engager concerne 54 enquêtés sur 83, soit 65% d'entre eux ; il ne s'agit donc pas d'un phénomène marginal. Ces contacts décisifs peuvent recouvrir plusieurs formes : la rencontre d'un militant de l'organisation au sein d'un réseau formel ou informel (ceci concerne 27 militants sur 54) ; la connaissance, généralement dans un cadre informel, d'un individu qui va rejoindre l'organisation (10 enquêtés sur 54) ; le fait de créer ou d'être invité à participer à la création

¹ Le passage par le syndicalisme ou par les partis a beaucoup joué dans le rejet des directions d'appareil et de l'électoratisme. La question de la focalisation sur les élections et les enjeux de pouvoir, en particulier, a été la cause de la rupture de nos enquêtés avec leur parti (trois militants sur les quatre engagés dans un parti).

d'une nouvelle organisation, ce qui implique la connaissance préalable d'un au moins des futurs membres (17 enquêtés sur 54).

La mise en contact avec l'organisation libertaire s'est principalement faite dans le cadre de réseaux informels (43 cas sur 54). Ce faible poids des réseaux formels n'est pas un fait exceptionnel¹. Il peut ici s'expliquer en partie par le faible degré de multi-appartenance des militants libertaires : la participation au groupe constitue l'essentiel de leur activité, même si elle est fréquemment accompagnée d'une adhésion à un syndicat ou, plus rarement, à *Attac*. C'est très majoritairement via *Attac* qu'ont été recrutés les militants (8 cas sur 10) ; les syndicats n'ont jamais été cités parmi les points de contact avec l'organisation. Ceci tient notamment au fait que l'adhésion à un syndicat est généralement postérieure à l'engagement dans un groupe libertaire dont elle constitue le complément. Avant de rejoindre le groupe, les militants n'avaient donc pour la plupart pas d'affiliation syndicale à travers laquelle ils auraient pu être recrutés. Les contacts via des réseaux formels concernent principalement dans notre échantillon les militants de *Vamos!* et du *Crep* (9 cas sur 10). Les enquêtés ont été recrutés directement par un membre du groupe qu'ils ont rencontré pour la plupart dans *Attac*². Trois militants, qui se sont connus dans cette association, ont eux-mêmes été à l'origine de la création du *Crep*, qui a à son tour attiré d'autres adhérents d'*Attac*. Les membres et futurs membres de *Vamos!* se sont quant à eux retrouvés dans *Attac* Campus autour de la préparation du contre-sommet du G8 d'Evian en 2003, où *Vamos!* a joué un rôle important dans l'organisation d'un village autogéré.

La mise en contact par réseau informel recouvre pour sa part à la fois des rencontres dans un cadre militant (lors d'une manifestation, en particulier, mais aussi par le fait d'assister à une réunion publique, etc.), et dans un cadre privé ou détaché du militantisme. Les quelques extraits d'entretiens qui suivent donnent une idée de la variété des circonstances qui aboutissent à la mise en relation d'un individu avec une organisation :

« J'étais allé à une manif et puis j'ai vu Corinne [une connaissance de son frère] que je connaissais, qui était habillée en rose... "Ha ha ha, tu es habillée en rose !" Et puis il manquait du monde [pour jouer dans le groupe de samba de *Vamos!*] et "ben tiens prends le tambourin".
"Ah non, je ne sais pas jouer !" Et finalement ils m'ont convaincu. Et après... Enfin cette

¹ Cf. PASSY, Florence. « Networks Matter... ». Article cité, p. 33.

² Le recrutement via *Attac* concerne 8 militants sur 10. Un autre enquêté a été recruté via une coordination professionnelle et un dernier via un système d'échange local (association locale de troc et d'échanges de services entre particuliers).

manif c'était trop bien... [...] Du coup, ben je suis restée. » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« En fait j'avais rencontré Xavier justement sur un tournage de film. Donc on avait fait connaissance et puis on s'est revu régulièrement. Voilà et puis je ne sais pas comment un jour on en est venu à parler de la *Crep*, enfin il a fait de la pub pour ce qu'ils faisaient et puis voilà, et puis j'y suis allée, j'ai rencontré les autres gens, et puis on est devenus amis... » (Inès, 25 ans, militante au *Crep*).

« Je connaissais très bien Michel, d'*Aarrg!*, qui me racontait un peu ce qu'ils faisaient. Il y a quelque chose qui me plaisait assez dans ce que j'entendais, voilà, et puis j'ai consulté de manière plus précise ces [tracts] qu'ils avaient écrits, notamment sur les OGM. Voilà. Je me suis reconnue, enfin je me suis pas reconnue, j'ai adhéré, si tu veux, à la démarche globale, j'ai trouvé qu'il y avait une certaine intelligence et une certaine rigueur en termes de contenu, qui m'a décidée. [...] J'avais pas vraiment de repères, enfin j'avais très peu de repères en fait. Donc il y a eu aussi un truc de confiance par rapport à Michel, et puis une espèce d'adhésion à un état d'esprit général, une complicité aussi, politiquement. [...]

— *Et comment as-tu rencontré Michel ?*

Par une copine, qui a fait du chinois avec lui, et comme il revenait du Caire et que mon père est Egyptien, du coup, on a sympathisé. » (Christine, 29 ans, militante à *Aarrg!* Paris).

« La rencontre [avec la FA] s'est faite parce que j'ai rencontré Marie [dont il est tombé amoureux] qui vendait le *Monde Libertaire* et puis... ben après d'acheteur du *Monde Libertaire* je suis devenu vendeur du *Monde Libertaire* et puis voilà. Donc c'est la première personne que j'ai rencontrée à la FA. A l'origine je ne voulais pas y rentrer, mais bon, après, quand tu vis avec quelqu'un, c'est plus facile quand même... » (Bertrand, 52 ans, militant au groupe de Rouen de la *Fédération anarchiste*).

« Là où j'ai rencontré pour la première fois les idées libertaires, ça devait être pendant le mouvement contre la réforme des retraites. Et donc, c'était une manif où j'avais été. J'ai rencontré la CNT. Et c'est avec eux que j'ai commencé à parler un peu et... Voilà. J'avais déjà entendu un peu parler d'eux... par... Internet il me semble, en me renseignant. [...] J'ai été voir la CNT euh... plus pour... Déjà parce que je me posais des questions... justement sur qui ils étaient, machin... Tout ça... [...]

— *Et après tu as tout de suite cherché une organisation politique ?*

Hmm, ouais, j'ai fait... Ben c'est la *FA* qui est venue naturellement, parce que je pense que c'est une des plus grosses organisations du mouvement, et... Et par hasard, j'ai rencontré un militant de la *FA*.

— *Comment ça par hasard ?*

Parce que c'était le copain d'une de mes copines. Et donc comme il était à la *FA* ça a concrétisé vraiment le fait d'aller vers la *FA*. Parce que quand tu es tout seul... Je ne me voyais pas forcément débarquer, tu vois, n'importe où... » (Quentin, 20 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

Qu'elle ait lieu de façon informelle ou via un réseau formel, la rencontre avec un ou plusieurs membre(s) de l'organisation militante a deux effets principaux : elle fait découvrir ou mieux connaître l'organisation et facilite le recrutement du nouveau militant qui ne se retrouvera pas en terre inconnue. Même lorsque le contact n'est pas un ami proche, il contribue à réduire les incertitudes et donc à renforcer la confiance de l'adhérent potentiel en lui-même et en l'organisation¹. La connaissance d'un membre joue comme un facteur de réassurance qui permet de mettre un terme à l'hésitation et de franchir le pas de l'adhésion.

La question de la confiance joue également un rôle lorsqu'il s'agit de participer avec d'autres à la création d'une organisation. Cette modalité d'engagement dans l'organisation concerne en particulier les militants de *Aarrg!* Paris, d'*Action Logement* et du *Crep*. *Aarrg!* a été créé à l'initiative de deux entrepreneurs de mobilisation qui ont fait appel à leur réseau de connaissances militantes pour mettre sur pied une nouvelle organisation. Le noyau dur du groupe était constitué d'amis ou de « camarades d'amphi » de l'ENS se connaissant bien ou encore ayant eu l'occasion de se fréquenter dans le cadre du syndicat *SUD Fontenay*. La connaissance des autres protagonistes rendait naturelle la participation au mouvement en train de naître. Certains n'eurent même pas l'impression de s'engager véritablement dans une nouvelle organisation :

« — *Qu'est-ce qui t'avait intéressé, qu'est-ce qui t'avait motivé à rentrer là dedans...*

Je sais pas, le fait qu'on n'avait pas à y rentrer, justement. C'était une liste de diffusion. Pour moi, c'était vraiment un prolongement. Même si je m'étais un peu éloigné de certaines

¹ Florence Passy, à la suite d'autres auteurs, note l'importance des liens amicaux (liens forts) qui contribuent à instaurer la confiance dans la relation à l'organisation (PASSY, Florence. « Networks Matter... ». Article cité, p. 33). Nos résultats montrent que les liens n'ont pas toujours besoin d'être très forts pour faciliter le recrutement : c'est surtout le contact préalable qui permet de lever les dernières hésitations, que la personne avec qui l'on est en contact soit ou non un ami proche.

personnes, c'était aussi un prolongement de *SUD*, enfin tu vois, j'ai du mal à dire que je suis rentré dans le truc. » (Michel, 30 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

La genèse du *Crep* participe de la même logique dans la mesure où le collectif a d'abord été conçu comme un prolongement d'*Attac* Strasbourg permettant à certains de ses membres de mener des actions de type différent et davantage axées sur des thématiques environnementales. La formalisation du groupe a ensuite été progressive à mesure que des individus qui n'étaient pas adhérents d'*Attac* rejoignaient le mouvement et que les membres fondateurs envisageaient la pérennisation de ce cadre alternatif de militantisme.

Le collectif *Action Logement* est également né de la rencontre d'individus se connaissant bien et désireux d'agir ensemble. Peu importe dans ce cas comme dans les précédents que des entrepreneurs aient été à l'origine du processus de mobilisation : c'est essentiellement à travers des liens de sociabilité et d'interconnaissance préexistants que le groupement a vu le jour. Il apparaît douteux qu'une telle entreprise collective serait née en l'absence de ces liens préalables, ce qui tend à confirmer les bases de l'approche dite de la mobilisation des ressources tout autant que l'idée que les réseaux sociaux ont de l'importance. Il convient toutefois de ne pas surestimer cette importance : nombreux en effet sont les exemples d'enquêtés pour lesquels la démarche d'engagement a relevé d'un parcours beaucoup plus individuel.

4) Les démarches individuelles d'engagement

Souligner l'importance de la mise en contact interpersonnelle avec l'organisation ne signifie pas affirmer l'impossibilité d'un autre type de parcours d'engagement. Comme nous y encourageant Bruno Duriez et Frédéric Sawicki, il convient de ne pas surestimer le rôle des réseaux sociaux dans la décision de rejoindre un collectif et de prêter une attention égale aux logiques individuelles qui mènent un individu à se joindre à une action collective organisée¹. La diversité des parcours d'engagement qu'on peut constater dans notre échantillon plaide en ce sens : si une forte majorité des enquêtés (65%) connaissait un ou plusieurs membres avant de rejoindre le groupe, pour près d'un tiers d'entre eux (26 enquêtés soit 31,3% de

¹ DURIEZ, Bruno, SAWICKI, Frédéric. « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale : le cas de la CFDT ». *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, p. 20-21 en particulier.

l'échantillon), la démarche d'engagement a été solitaire et sans aucun lien direct avec l'organisation¹. Elle consiste alors essentiellement à prendre spontanément contact avec une organisation dans laquelle on ne connaît personne mais que l'on connaît à travers les médias, son site Internet, ses tracts ou son organe de presse :

« A une époque, j'écoutais Renaud dans ma jeunesse, avec *Où c'que j'ai mis mon flingue*, enfin toutes les chansons on va dire un peu plus militantes. Après, j'ai connu les Bérurier Noir. J'ai bien aimé les textes et je me suis dit tiens, c'est sympa, l'anarchie, enfin... Le côté musique tout ça. Après, j'ai dû acheter un ou deux *ML*² à l'époque. Après, j'ai écrit sur Rouen, "bonjour, comment on fait pour venir chez vous, euh, comment on peut se voir ?" Et puis j'ai rencontré [des militants] sur le marché d'Elboeuf. Et puis après je suis venu une fois [à Rouen], et puis j'ai adhéré, et puis j'y suis depuis 92. [...]

— *Et le Monde Libertaire, tu t'étais renseigné pour trouver un journal anarchiste ?*

Oui, je l'avais trouvé par l'intermédiaire d'un copain de collège ou lycée, un vieux *ML*. Et puis j'ai pris l'adresse de [la Librairie du Monde Libertaire] sur le journal. [...]

— *C'était un copain qui était anarchiste ?*

Non, non, pas du tout [...] il en avait acheté un seul... c'était peut-être le mot anar qui était bien à l'époque. » (Paul, 34 ans, militant au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« En gros, j'ai découvert *Aarrg!* par la presse, par des articles de presse, voire par Internet et en les contactant comme ça. Donc en gros je suis rentré simplement comme on peut rentrer dans un groupe sans connaître personne.

— *Tu les as juste contactés via Internet et ils ont dit OK, viens nous voir ?*

Ouais, voilà. » (Hugo, 25 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

Ces démarches d'adhésion isolées s'inscrivent dans des parcours d'engagement variés laissant une large place aux événements, qu'ils soient historiques ou anodins, qu'ils impliquent une rencontre importante³ ou une politisation solitaire. Ainsi l'intérêt pour les idées anarchistes ou la volonté de s'engager peuvent être le produit de facteurs nombreux et entremêlés, qu'il s'agisse des effets des socialisations primaires ou d'un événement

¹ Deux enquêtés se classent dans une catégorie spécifique dans la mesure où ils ont créé un groupe qui a par la suite rejoint la *Fédération anarchiste*, ce qui se situe en quelque sorte entre la connaissance préalable d'autres militants et la démarche individuelle d'engagement.

² *Monde Libertaire*

³ Adhésion solitaire ne signifie pas, en effet, absence de contacts avec des individus politisés ou militants mais simplement absence de liens personnels et directs avec l'organisation qu'on va rejoindre

particulier, de la connaissance d'un individu très politisé, de la lecture d'un livre¹ ou de l'écoute de chansons engagées. Différentes occasions peuvent donner lieu à un processus de politisation qui va nourrir une envie d'engagement et finalement conduire à l'adhésion à un groupe. L'exemple de Sylvain, qui s'est penché sur l'histoire de l'anarchisme dans le but de rédiger une nouvelle en cours de français au collège, peut tout à fait illustrer le caractère parfois fortuit de ces occasions :

« A l'époque [au collège], j'aimais bien Renaud, comme chanteur et il y avait "anarchistes du Pays Basque" dans une chanson [...]. Donc je pense que j'ai eu la curiosité d'aller voir dans l'encyclopédie Larousse qu'il y avait chez mes parents, et je pense qu'à peu près, d'après mes souvenirs de l'époque en tout cas, ça a dû se faire un petit amalgame comme ça, et le prof il a pas freiné du tout dans ce truc là.

— *Donc tu as écrit une nouvelle sur l'anarchisme ?*

Ouais, plus ou moins. [...] Donc voilà, c'était une première étape, et après au cours du lycée je me suis intéressé progressivement, de plus en plus à la politique en général et avec un glissement de plus en plus affirmé, en gros, vers l'anarchisme. Mais c'est de façon très, très progressive et c'est pas le fruit de rencontres. Et après au fil du lycée j'ai commencé à chercher les bouquins, à lire les journaux de la presse libertaire et tout ça.

[...] Et puis après j'ai lu de plus en plus de choses. Je pense que j'en ai acheté aussi des bouquins. Ouais, je lisais de plus en plus régulièrement le *Monde Libertaire*, j'étais abonné à *Courant Alternatif*, au moins pendant un an et à *Alternative Libertaire France*. Et... fin terminale, ben j'ai envoyé une lettre à la FA pour adhérer [...]. » (Sylvain, 23 ans, militant au groupe de Strasbourg de la *Fédération anarchiste*).

Ce témoignage, en plus d'illustrer une des situations qui peut donner lieu à un travail de construction personnelle d'une culture politique, est révélateur de l'importance des lectures dans le parcours d'engagement de nombreux militants anarchistes. Ce type de cheminement à la fois littéraire et politique contribue à distinguer les militants anarchistes des militants de la gauche radicale ; ces derniers mettent en effet très rarement en avant leurs lectures politiques dans les entretiens². La distinction entre radicaux et anarchistes est également utile lorsqu'on

¹ Un militant a par exemple expliqué avoir découvert l'anarchisme en lisant dans un livre sur le Japon une note de bas de page renvoyant à un ouvrage de Kropotkine.

² Près d'un tiers des anarchistes (12 sur 39) insistent sur l'importance de leur découverte de la littérature anarchiste dans leur parcours d'engagement. Le rôle d'une politisation par les livres est par contre évoquée par 3 militants radicaux seulement (7%).

compare l'importance respective dans les deux groupes des parcours solitaires d'engagement. En effet, 4 militants, soit 9,1% seulement des enquêtés de la gauche radicale sont arrivés dans leur organisation sans y connaître quiconque, alors que c'est le cas de 22 anarchistes, soit 56,4% d'entre eux¹. La première explication à cette nette disparité peut être trouvée dans le lien que fait Florence Passy entre visibilité d'une organisation et importance des réseaux sociaux. L'auteur précise en effet que « la visibilité publique affecte la fonction de connexion structurelle des réseaux sociaux. Cette fonction est bien plus importante lorsque des membres potentiels rejoignent une organisation moins visible.² » En d'autres termes, plus une organisation est visible, et moins il est nécessaire d'y connaître quelqu'un pour s'y engager. Cette affirmation paraît pouvoir expliquer les importantes différences constatées dans notre échantillon : la rareté relative des liens préalables des enquêtés anarchistes avec des membres de la FA s'expliquerait par la notoriété et la visibilité de l'organisation. Celles-ci rendraient moins nécessaire les contacts personnels pour produire la confiance nécessaire à l'engagement. Au contraire, la petitesse et la faible visibilité des collectifs de la gauche radicale et alternative rendraient plus déterminant le fait d'entretenir des liens directs avec un de leurs membres. Les ressources dont dispose la *Fédération anarchiste* sont en effet bien plus importants que celles dont peuvent se prévaloir les collectifs de la gauche radicale : un nombre de membres nettement supérieur, des ressources financières, un journal hebdomadaire distribué sur toute la France, des éditions, une station de radio parisienne, des locaux, librairies et bibliothèques dans plusieurs villes, etc. Ces moyens rendent l'organisation nettement plus visible que des collectifs ne possédant guère que leur site Internet et l'écho médiatique que rencontrent parfois leurs actions pour faire parler d'eux en dehors d'un cercle militant restreint. Mais cette explication ne nous semble pas épuiser l'ensemble des facteurs qui rendent moins nécessaire les liens personnels avec l'organisation dans le cas des militants de la FA ; l'importance chez les anarchistes des parcours littéraires de politisation semble en particulier jouer un rôle dans l'explication des différences entre les deux ensembles de militants. Verba, Schlotzman et Brady, lorsqu'ils étudient les mouvements anti-avortement, constatent que l'importance des trois facteurs de leur modèle général — motivation,

¹ L'enquête de Thierry Caire auprès de militants *Fédération anarchiste* aboutit également au constat de la fréquence de ce qu'il appelle une « démarche volontaire isolée » d'adhésion. Selon ses chiffres, celle-ci concerne 45% des militants de l'organisation, et davantage en province qu'à Paris, ce qu'il explique par l'isolement géographique qui renforcerait « une motivation plus solitaire ». CAIRE, Thierry. « Militants à la *Fédération Anarchiste* ». Article cité, p. 95. Pour notre part, nous ne constatons pas de différence significative entre capitale et province.

² PASSY, Florence. « Networks Matter... ». Article cité, p. 35.

ressources et recrutement — ne jouent pas tous de façon également importante. Ils montrent alors qu'une forte implication psychologique, un intense attachement à des valeurs ou un point de vue fortement engagé sur une question particulière sont de nature à compenser le manque de ressources ou la faible insertion dans des réseaux de recrutement¹. Transposé au cas qui nous intéresse ici, cette analyse signifierait que le fort attachement à la doctrine et aux valeurs anarchistes favoriserait l'engagement, malgré l'absence de liens personnels avec l'organisation. La formation littéraire et intellectuelle qui a été, pour près d'un tiers des militants de la FA, un préalable à l'engagement est fortement susceptible de constituer à la fois un déclencheur et un signe d'un intérêt élevé pour la cause anarchiste. Cette hypothèse appelle une analyse des motivations qui ont guidé l'engagement des enquêtés. Toutefois, avant de mener cette analyse inséparable des autres facteurs qui ont permis l'engagement, il nous reste à envisager un élément important des parcours d'engagement qui tient à la question du cycle de vie des individus et de leur disponibilité concrète pour l'engagement.

C. Engagement et cycle de vie

L'analyse des différents événements et facteurs extérieurs qui amènent un individu à militer dans un groupe ne doit pas conduire à négliger les aspects tenant aux contraintes de sa vie personnelle. Il convient donc de rappeler que l'on va d'autant plus pouvoir s'engager que l'on en aura la possibilité matérielle, et notamment le temps. Dans une perspective proche de celle du choix rationnel, Doug McAdam qualifie de « disponibilité biographique » « l'absence de contraintes matérielles qui pourraient augmenter les coûts et les risques de la participation à un mouvement, comme un emploi à temps plein, le mariage ou des responsabilités familiales.² » Il souligne ainsi l'influence des différentes sphères de vie d'un individu³ sur la possibilité de s'engager. On peut ajouter que cette disponibilité peut être réelle et objective ou

¹ VERBA, Sidney, SCHLOZMAN, Kay Lehman, BRADY, Henry E. *Voice and Equality...* *Op. cit.*, chapitre 14.

² McADAM, Doug. « Recruitment to High-Risk Activism... ». Article cité, p. 70.

³ Sur la notion de sphères de vie, cf. PASSY, Florence, « Interactions sociales et imbrication des sphères de vie », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. *Op. cit.*, p. 111-130. « La vie de chaque individu est composée de différents espaces qui ont leurs frontières réelles et symboliques, leur logique et dynamique propre. Dans le monde moderne, on peut énumérer un certain nombre de sphères qui composent la vie d'un individu : la sphère du travail, des études (s'il est en phase de formation), la sphère familiale ou affective, la sphère de ses engagements politiques, de ses loisirs, etc. Une sphère de vie a à la fois une dimension objective et subjective. Sa dimension objective peut être saisie par l'appartenance de l'individu à un groupe (ou une structure — travail, étude, famille, etc.), duquel émerge un système d'interaction concret. Sa dimension subjective a trait aux structures de sens qui émergent de cet espace de vie. Chaque sphère de vie constitue un espace de sens qui structure la vie intérieure de chaque acteur. » (p. 115)

subjectivement perçue : c'est le fait pour un individu de s'estimer disponible pour un engagement militant qui va être déterminant, plus que le degré concret de disponibilité¹ (on peut fort bien imaginer que quelqu'un de très occupé s'estimera disponible alors qu'un autre disposant de beaucoup de temps libre et sans attache jugera le coût de l'engagement trop élevé). Les réseaux sociaux influencent cette appréhension subjective en diminuant les coûts perçus de l'engagement et en permettant une évaluation informée du degré de disponibilité que requiert l'activité militante. Au-delà de la disponibilité même, c'est l'ensemble des interactions entre sphères de vie qu'il faudrait analyser pour comprendre pourquoi à certains moments de l'existence un individu est plus exposé — ou plus réceptif — aux contacts avec d'autres militants, aux tentatives de recrutement, à l'effet socialisateur des événements, etc. Notre ambition n'est pas ici de proposer une analyse très détaillée de ces différentes configurations et des différents facteurs qui ont modulé les perceptions subjectives que chaque enquêté avait de sa propre disponibilité, mais plus simplement de montrer que les différentes phases d'un cycle de vie peuvent jouer un rôle non négligeable dans les parcours d'engagement. On peut noter en premier lieu que les différents faits qui émaillent un parcours (événements, rencontres...) se révèlent plus ou moins efficaces en fonction du moment où ils interviennent dans la vie de l'individu. C'est ce que montre l'extrait de l'entretien avec Lucie, militante à la FA, pour qui le mouvement des sans papiers a correspondu à une période d'ouverture à la politique :

« J'ai pas du tout été politisée... [...] Donc vraiment, jusqu'à 20 ans, j'étais complètement nulle en politique. [...] Je n'avais aucune culture politique. Et quand j'ai fait mes études, ben je ne m'impliquais pas en me disant que de toute façon je n'avais pas le temps, j'étais complètement occupée par les études, et puis après, quand j'ai eu un peu de temps, donc en particulier [pendant l'année d'étude à l'étranger], où j'ai eu un peu de temps pour faire ce que je voulais, lire ce que je voulais... Ca m'a un petit peu manqué de ne pas pouvoir m'impliquer un peu plus dans la société. C'était l'époque de St Bernard quand j'étais [à l'étranger] et voir tout ça de loin ça me révoltait parce que je sentais bien qu'il y avait quelque chose de pas normal dans le fait qu'on déloge comme ça des sans papiers et que si j'avais été à Paris c'est sûr, j'aurais été de leur côté. Donc j'ai eu l'envie petit à petit de faire quelque chose, quoi, de ne plus être dans mon coin et de regarder tout ça de haut en me disant je n'y peux rien, c'est la vie, c'est comme ça. Et donc quand je suis rentrée à Paris, j'ai commencé à essayer de faire d'autres choses. », (Lucie, 32 ans, militante au *groupe La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

¹ Cf. PASSY, Florence, *L'action altruiste... Op. cit.*

D'une manière générale, l'entrée dans un groupe militant a lieu dans une période favorable, dans le sens où elle n'est pas marquée par des contraintes personnelles qui pourraient rendre l'engagement problématique. C'est, par exemple, le cas de ceux qui ont commencé à militer jeunes, pendant leurs études notamment, en particulier lorsque celles-ci n'étaient pas trop « prenantes » (comme ça a pu être le cas pour Lucie lorsqu'elle était en classe préparatoire aux grandes écoles). La « jeunesse », marquée par un caractère d'entre-deux qui laisse une liberté accrue à des individus de moins en moins dépendants de leurs parents et pas encore installés de façon stable dans la vie et ses contraintes¹, constitue un moment potentiellement propice à l'engagement. L'exemple des fondateurs de *Aarrg!* est particulièrement parlant : étudiants salariés sortis de l'ENS, ils se sont pour la plupart investis dans le groupe au moment où ils entamaient un travail de thèse (financé) qui leur laissait beaucoup de temps pour militer. Les membres de *Vamos!* se sont eux aussi engagés au courant de leurs études, même si une majorité d'entre eux est aujourd'hui entrée dans la vie active. Mais la jeunesse n'est pas le seul moment de la vie qui peut être favorable à l'entrée dans une organisation militante. Différentes étapes peuvent marquer un tournant biographique qui rend envisageable l'engagement ; elles se traduisent souvent par la sortie d'une période de repli sur soi (sur les sphères sentimentale, familiale et professionnelle en particulier) durant laquelle l'intérêt pour la politique a été laissé entre parenthèses :

« On a acheté une petite bicoque, on a eu pendant un an des travaux tout l'été etc. Et c'était vraiment un investissement personnel, en ce qui me concerne, très lourd. Où vraiment on était, on s'était un peu replié là-dessus, sur ce projet-là et j'avais l'impression de ne plus faire que ça. Il n'y avait pas que les travaux, il y avait... Enfin tu vois ce que c'est qu'une baraque, l'entretien machin bidule, et ça me semblait bien pauvre quoi. Et donc en 99, fin 99, c'est venu assez vite d'une façon assez définitive, quoi. Je me suis dit "là il faut que je fasse quelque chose, j'ai envie d'aller un peu vers l'extérieur". Donc je suis passé [à la Librairie du Monde Libertaire], j'ai demandé les coordonnées des groupes les plus proches. » (Victor, 40 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« Il y a eu toute une période, en fait, au début de mes études ici où il ne s'est pas passé grand-chose [du côté de la politique] [...]. Et alors après la redécouverte de la politique ça a été *Attac*

¹ Gérard Mauger parle à ce propos d'une « parenthèse de relative liberté ». « Les "invariants" de la jeunesse ». *Panoramiques*, vol. 4, n° 16, 1994, p. 184.

pour moi. Bon, je continuais, voilà, à lire Libé, à être abonnée au Monde Diplo, à me poser des questions, et puis voilà, il y a eu le 21 avril 2002 où je me suis retrouvée dans la rue avec tout le monde. Et ouais, à l'époque aussi je vivais avec quelqu'un qui n'était pas super politisé, enfin qui disait même que droite et gauche c'était pareil, tout ça, bon. Enfin c'est curieux, mais c'est aussi... ouais, les étapes d'ordre privé qui jouent aussi sur l'engagement politique ou les questions qu'on se pose, enfin voilà. Et après, ben en 2003, je suis allée pointer le bout de mon nez à *Attac*. Ca faisait un moment que j'avais envie d'aller voir ce qui s'y passait. » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

« Moi mon arrivé à l'université, c'est... c'était aussi ça, c'était rentrer dans un autre milieu que le monde du travail... très harassant, comme ça, où je rentrais à point d'heure, où j'avais pas beaucoup de temps pour moi. Et c'est vrai que le fait d'être fonctionnaire ça me donne un peu plus de temps. Alors c'est pas pour dire que les fonctionnaires ne foutent rien, mais c'est quand même bien réglé, alors que mon boulot d'avant, c'était n'importe quoi au niveau des heures. [...] Quand je bossais dans le privé, j'étais jamais en grève, c'était pas possible, c'était une petite boîte, euh, je ne pouvais pas avoir de vie politique, militante, c'était quasiment pas possible, ou alors ça voulait dire quitter mon boulot. Et dans l'état familial dans lequel je m'étais mis, c'était pas envisageable quoi. Ou ça me mettait devant des problèmes que j'étais pas prêt à affronter, que maintenant je suis peut-être plus prêt à affronter. [...] [P]our moi, ma famille c'est important, je ne voulais pas prendre de risque par rapport à eux, mes enfants étaient en bas âge, je ne voulais pas dire à mon patron "va te faire foutre, j'arrête de bosser demain". [...] Et le fait d'être fonctionnaire ça me laisse cette liberté aussi. C'est-à-dire qu'il y a la sécurité de l'emploi... On peut encore se mettre en grève. » (Jacques, 39 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« Je ne peux qu'être infiniment reconnaissant envers la mère de mes enfants d'avoir pris l'initiative que nous nous séparions, parce que c'était évidemment le meilleure chose à faire. Et puis surtout [...] elle m'a incité à engager un parcours d'analyse, une psychanalyse, qui m'a fait comprendre des choses sur moi et qui est aussi le point de départ de ma compréhension de mes appétences anarchistes. Et je suis venu à l'anarchie, à ce mode de réflexion et d'action à travers le parcours psychanalytique que j'ai fait, émancipateur... [...] Et en même temps que je faisais ce parcours là, donc quand on s'est séparé, je suis resté seul [...] pendant un moment, mais ça me convenait, j'en ai profité pour me dire ben tiens, maintenant je n'ai pas d'autres contraintes, donc quand je rentrais chez moi j'allumais Radio libertaire, parce que j'avais toujours eu un petit fantasme d'écouter Radio libertaire. Et c'était ma radio par défaut, j'ai beaucoup écouté Radio libertaire à différents moments des différentes journées... Donc je me

suis fait ma culture libertaire et anarchiste à travers la radio. En même temps que j'avais ce parcours analytique. Et les deux menés en parallèle se sont vraiment nourris l'un avec l'autre. » (Edouard, 40 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

On voit à travers ces propos quelques exemples des changements qui peuvent amener un individu à se diriger vers le militantisme : le terme d'une période consacrée à consolider une vie de couple ; la fin d'une relation amoureuse ; un changement d'emploi qui laisse davantage de temps libre à un moment où les enfants ont grandi et n'ont plus besoin qu'on leur consacre autant de temps qu'auparavant ; un divorce qu'accompagne une profonde remise en cause de soi... On retrouve derrière ces étapes de transition l'idée du passage de la recherche du « bonheur privé » à l'action publique¹, ou encore celle de « phases interstitielles de la vie sociale » développée par Eric Agrikoliansky, qui définit ainsi les espaces « qu'ouvrent dans une biographie les moments de rupture ou de réorientation professionnelle ou familiale.² » Ces interstices offrent la possibilité de (re)venir à des intérêts et des convictions que l'on avait mis en suspens pour se consacrer à d'autres activités, pour s'investir dans d'autres sphères de vie. Ils constituent à ce titre des étapes essentielles du cheminement qui mène à l'activisme.

L'importance parfois décisive de ces petits ou grands bouleversements biographiques ajoute à la diversité des facteurs qui vont avoir une influence sur un parcours d'engagement. Parmi les facteurs les plus « extérieurs » aux individus, on peut ranger toutes les socialisations qui vont faire naître des valeurs et des convictions et rendre l'investissement militant envisageable d'abord et désirable ensuite. Il s'agit des socialisations primaires, et en premier lieu la socialisation familiale, mais aussi du rôle des événements, des rencontres, et de l'insertion dans des réseaux sociaux politisés. D'un point de vue plus « personnel », les aléas d'une vie qui rendent certaines périodes propices ou au contraire défavorables à l'engagement jouent un rôle que l'analyse ne peut négliger. L'ensemble de ces facteurs se conjuguent en un certain point du temps pour aboutir à la décision de rejoindre un collectif. C'est sur cette

¹ HIRSCHMAN, Albert O. *Bonheur privé, action publique*. Paris : Hachette littératures, 2006 (1982). Albert Hirschman met dans cet ouvrage l'accent sur les déceptions inhérentes à toute activité, qu'elle consiste en un repli sur le privé ou au contraire au choix de l'action publique. C'est la déception qui, à l'issue d'une expérience plus ou moins longue, fait passer de l'investissement dans la sphère publique à la sphère privée et inversement.

² AGRIKOLIANSKY, Eric. « Carrières militantes et vocation à la morale... ». Article cité, p. 39.

décision et ses motivations avouées que nous allons maintenant revenir, afin de voir comment chaque individu tire un sens particulier de cette conjonction de facteurs.

II. Les motivations de l'engagement

L'étude des socialisations et des parcours d'engagement, en plus de rendre compte des voies concrètes par lesquelles un individu devient un militant, fournit des éléments pour comprendre les motivations qui sont les siennes au moment de s'agrèger à un groupe. Les valeurs et croyances, les différentes étapes d'une biographie, les événements marquants ou les rencontres importantes sont des éléments qui contribuent tous à leur façon à forger des types de motivations spécifiques à chaque enquêté. Les justifications que donnent les militants de leur acte d'adhésion sont riches du sens que revêt pour eux cette démarche. On peut certes regretter l'effet déformant du temps sur les mémoires qui les conduit souvent à reconstruire *a posteriori* les éléments qui les avaient initialement incités à s'engager ; ces témoignages n'en perdent pas pour autant tout intérêt. L'exposé des motivations de l'engagement apporte de précieuses informations sur le rapport que les enquêtés entretiennent avec leur groupe ou sur leur rapport à la participation politique en général. Même déformé, il renseigne sur la façon dont peut-être perçu et vécu le militantisme et sur les valeurs et attentes des acteurs. L'analyse de ces motivations nous semble donc particulièrement importante pour approcher une compréhension du rapport à l'engagement des militants libertaires. Notre approche ne consiste pas, à l'instar de Mancur Olson, à juger l'action collective problématique ou irrationnelle et à nous demander quels types d'incitations la rendent possible¹. Convaincu que la rationalité ne se cantonne pas au domaine de l'économie et à une vision utilitaire de l'activité sociale, nous nous attachons au contraire à déceler le sens que revêt l'acte d'adhésion pour chaque militant. En partie inspirées des prémices de la théorie d'Olson, les premières analyses de Daniel Gaxie sur les rétributions du militantisme² ont contribué à élargir considérablement la vision que l'on pouvait avoir des différentes incitations à l'engagement, au-delà des motivations idéologiques et de la poursuite d'intérêts personnels. Il

¹ L'ouvrage classique de Mancur Olson représente la conception utilitariste de l'engagement qui est considéré comme irrationnel dès lors que des résultats pourraient être obtenus sans la participation de l'individu à l'action collective. OLSON, Mancur. *Logique de l'action collective*. Paris : PUF, 1987 (1^{ère} éd. 1965). Pour une critique du modèle rationaliste de l'action collective, cf. PASSY, Florence. *L'action altruiste... Op. cit.*

² GAXIE, Daniel. « Economie des partis et rétributions du militantisme ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154.

convient toutefois de séparer analytiquement les motivations de l'engagement de ses rétributions. En effet, ce qui pousse un individu à entrer dans une organisation n'est pas nécessairement ce qui l'encourage à y rester¹. C'est la raison pour laquelle nous n'aborderons les rétributions du militantisme qu'au terme de notre étude de l'activité au sein de l'organisation. Il convient pour l'instant de s'attacher aux différentes raisons par lesquelles les enquêtés justifient leur décision de rejoindre un groupe. On peut distinguer trois grands types de motivations, non exclusives l'une de l'autre, qui présentent un degré variable d'hétérogénéité : en premier lieu, celles qui tiennent aux valeurs, idées et émotions ; celles ensuite qui sont liées à une auto-identification et à un besoin d'appartenance ; celles enfin qui concernent les formes de l'engagement (modes d'organisations et modes d'action), qui jouent à la fois comme incitation à l'engagement et comme facteur de choix entre différents collectifs.

La distinction ainsi opérée entre les différents types de motivations n'est pas très éloigné de la typologie que dressent Bert Klandermans et Nonna Mayer à propos des militants d'extrême droite. Ils distinguent pour leur part trois registres de motivation qu'ils nomment instrumentalité, identité et idéologie². « Par *instrumentalité*, on entend la participation à un mouvement comme tentative d'influencer l'environnement social et politique ; l'*identité* est la participation à un mouvement comme expression de l'identification à un groupe ; l'*idéologie* est la participation à un mouvement comme une recherche de sens et l'expression d'une opinion.³ » Les motivations instrumentales et idéologiques reposant toutes deux sur un ensemble de valeurs, nous avons choisi de les regrouper au sein d'un même ensemble, bien qu'il soit possible de séparer à l'analyse la simple volonté d'exprimer des idées personnelles de celle de changer le monde. Les motifs tenant à une auto-identification à un groupe se retrouvent également dans notre échantillon, même si on verra que seuls les militants anarchistes les ont mis en avant. Nous ajoutons enfin à la typologie de Klandermans et Mayer une dernière catégorie qui est directement liée aux principes de fonctionnement et d'action des groupes libertaires qui, compte tenu des réticences à l'embrigadement et du rejet des structures traditionnelles affichés par de nombreux enquêtés, constituent souvent des éléments

¹ Johanna Siméant distingue elle aussi « les incitations sélectives favorisant l'engagement et souvent mises en place par les entrepreneurs de mobilisation eux-mêmes, des rétributions susceptibles ensuite de le renforcer. » SIMEANT, Johanna. *La cause des sans papiers*. Paris : PFNSP, 1998, p. 146.

² KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna. « Right-wing extremism as a social movement », in KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna (eds.), *Extreme Right Activists in Europe... Op. cit.*, p. 7-8.

³ *Ibid.*, p. 8.

déterminants pour permettre leur adhésion à un groupe organisé. Ce sont ces trois grandes catégories de motivations que nous allons maintenant successivement étudier.

A. Valeurs, émotions, idées

Présenter les valeurs ou l'idéologie comme motivation de l'action apparaît classique en sociologie¹ et en sociologie du militantisme en particulier. Il apparaît particulièrement légitime pour un acteur de justifier une activité politique par l'attachement à des valeurs. C'est une des raisons pour lesquelles la démarche critique de Daniel Gaxie, consistant à remettre en cause le primat des valeurs et de l'adhésion à une idéologie dans l'engagement, a pu susciter d'importantes réticences et critiques². Pour lui, si les motivations idéologiques existent bel et bien, elles ne sauraient être l'unique déterminant de l'engagement³. Il s'appuie notamment sur le fait que, sur l'ensemble des membres d'un parti, seule une faible proportion maîtrise réellement son idéologie⁴. Là encore il convient de distinguer ce qui relève d'une motivation et d'une rétribution de l'engagement, ce qui pousse à rentrer dans un groupement et ce qui fait y rester. Si les idées portées par le groupe deviennent peu à peu un aspect secondaire des différents éléments qui incitent un militant à rester engagé — parce que la volonté de rester avec des amis, de garder son emploi ou sa position d'influence, etc., aura pris une importance qu'elle n'avait pas à l'entrée dans le mouvement — on ne peut pas nécessairement estimer pour autant qu'elles sont, dès le départ, totalement marginales. De plus, l'argument de la relative incompetence politique d'une partie importante des soutiens de

¹ On pense ici à toute la sociologie d'inspiration weberienne, attentive au sens que chaque acteur donne à son activité et aux valeurs qui guident les actes individuels. Il n'est pas inutile de rappeler que, pour Max Weber, parmi les déterminants de l'activité sociale figurent en bonne place les valeurs, qui ne sont aucunement incompatibles avec la raison. L'action peut en effet être rationnelle en valeur — auquel cas elle consiste dans son type pur à servir une cause sans considération pour les fins prévisibles de l'action — comme elle peut être rationnelle en finalité, ce qui n'exclut pas que l'arbitrage entre les fins puisse être réalisé en fonction de valeurs. WEBER, Max. *Economie et Société*. Tome 1, Paris : Pocket, 1995, p. 55-57. Pour une critique de l'approche weberienne de l'action motivée par les valeurs, cf. SWIDLER, Ann. « Culture in action : symbols and strategies ». *American Sociological Review*, vol. 5, 1986, p. 273-286.

² L'article de Daniel Gaxie de 1977 (« Economie des partis et rétributions du militantisme ». Article cité) a en effet soulevé d'importantes objections sur lesquelles il est revenu près de trente ans plus tard dans un nouvel article portant sur les mêmes questions (GAXIE, Daniel. « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective ». Article cité). Il y montre la difficulté pour des sociologues à double casquette — à la fois chercheurs et militants — à accepter de voir désacralisée la notion d'engagement par le fait de mettre à jour dans l'analyse différents types d'intérêts au militantisme, idéalement incompatibles avec le modèle de l'engagement comme acte désintéressé ou gratuit.

³ GAXIE, Daniel. « Economie des partis et rétributions du militantisme ». Article cité, p. 126.

⁴ *Ibid.* p. 127.

la cause est difficilement transposable dans le cas des collectifs libertaires que nous étudions, composés d'individus au niveau d'instruction élevé et maîtrisant les schèmes de classification proprement politiques. Enfin, la petitesse des groupements et leur structure horizontale censée éliminer tout phénomène hiérarchique et toute domination, laissent peu de place à des ambitions d'acquérir des postes ou des positions de pouvoir qui pourraient *a priori* encourager l'engagement. Ainsi, si les incitations proprement idéologiques (au sens où elles se rapportent à un ensemble d'idées et de valeurs) ne constituent pas la totalité des motivations de l'engagement, on peut estimer qu'elles en représentent une part importante.

Dire que les idées et les valeurs sont importantes dans la décision de rejoindre un collectif ne signifie cependant pas que celles-ci soient toujours mises en avant ou consciemment exprimées. Dans bien des cas, en effet, c'est la volonté d'agir en elle-même qui est avancée et ce n'est parfois qu'en filigrane qu'apparaissent les motivations proprement idéologiques, comme si elles apparaissaient si évidentes ou tellement incorporées qu'elles iraient sans dire¹. Il en résulte une imbrication floue entre une volonté de changer les choses et un besoin d'action exprimé parfois avec ardeur, comme en témoignent ces extraits d'entretiens :

« Je voulais m'investir et faire en sorte de pouvoir faire changer les choses, à mon échelle, si possible quoi. [...]

— *Et quel type de groupe, de militantisme, t'attirait à la base ?*

L'action. L'action, l'action, l'action, l'action. [...]

L'anarchisme ça me plaît moi comme idée, être un peu en marge de la société. Toujours être seul, isolé, la marmite sous le paletot, euh... Se dirigeant vers l'homme à abattre, en disant ça fera changer les choses... Ca aussi ça me plaît vraiment... cet espèce de romantisme un peu libertaire de dire que l'acte isolé de l'homme désespéré seul peut faire changer les choses... Je sais bien que c'est pas vrai mais c'est tellement beau... Je trouve ça formidable, moi j'ai... ah

¹ On peut également voir dans certains silences ou certaines omissions autour des idées et valeurs qui motivent l'engagement l'effet de la relation d'enquête elle-même. La situation de l'observateur participant fait de lui un chercheur tout autant qu'un militant, que les enquêtés apprennent à connaître et dont ils savent, soupçonnent ou imaginent l'affinité avec leurs propres convictions. Il en résulte une complicité utile à la recherche mais qui a pour revers l'usage par les enquêtés de propos fréquemment implicites, à la fois parce qu'ils expriment des sentiments qui vont d'eux-mêmes et parce qu'ils nécessitent d'autant moins d'explicitation qu'ils sont tenus en face de quelqu'un censé partager ces mêmes sentiments. Le caractère largement implicite des motivations idéologiques ou tenant aux valeurs rend difficile un recensement exact des enquêtés dont l'engagement a été motivé par ce type de considérations. On peut toutefois considérer que la volonté de défendre des convictions a joué un rôle plus ou moins grand dans toutes les décisions d'engagement.

ouais, j'ai rêvé des heures là-dessus. J'ai Ravachol dans mon portefeuille, une photo... » (Martial, 20 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« Parmi mes cousins, ouais, il y en a un qui est sur Lille qui est très, très engagé — ça doit être le plus de ma famille — dans le milieu libertaire de Lille. Il a fondé Indymedia Lille... Il est très, très engagé. C'est-à-dire, le fait que je sois arrivée à *Vamos!*... enfin à *Vamos!*, non... Déjà que j'ai vraiment eu envie de trouver quelque chose où j'acte vraiment, c'est quand j'ai passé un petit peu de temps à Lille et qu'on a fait des actions, avec son collectif. Enfin c'est pas un vrai collectif, mais les gens avec qui il est, ça m'a donné envie aussi de faire quelque chose... Il se trouve que c'est au moment où j'ai rencontré *Vamos!*, dont acte. » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« — *Et donc au moment où tu vas frapper à la porte de Louise Michel, c'est quoi ta motivation ?*

Ben je voulais m'engager quoi, je voulais m'engager concrètement. Alors je ne me faisais pas non plus des illusions, enfin justement, peut-être j'avais plus... peut-être qu'il a fallu que j'attende un peu cette maturité-là, j'avais plus 13 ans, donc je m'imaginai bien qu'on n'allait pas refaire la Makhnovtchina¹ dans le 18^{ème} arrondissement. Mais j'avais envie de m'engager dans du concret à mon petit niveau à moi et essayer de faire des choses... Alors bon, notamment dans les mouvements sociaux quoi. » (Victor, 40 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Et donc quelles ont été tes motivations pour rentrer dans Aarrg! à ce moment là ?*

Ben évidemment ouais, comme c'est vraiment les débuts et c'est un espace un peu indéfinissable où bon, est-ce que la mayonnaise va prendre ou est-ce que ça va pas se faire, euh, j'arrive pas à savoir si c'est parce qu'on m'a demandé ou si c'est moi qui suis allé vers le truc mais... Non, ce qui nous a décidé c'est essentiellement que... on avait soif d'action. » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« [Avec deux amis] on disait bon, ben là on fait rien au niveau militant, faudrait qu'on fasse des trucs, on est à Toulouse, il y a sûrement des trucs. En même temps, quoi faire ? On sait pas quoi faire exactement. Et donc on réfléchissait et c'est à cette période là, en fait, qu'on a commencé à aller à des conférences d'*Attac* pour rencontrer du monde. Et aux conférences

¹ En Ukraine de 1918 à 1921, mouvement paysan insurrectionnel d'inspiration libertaire mené par Makhno en résistance aux bolcheviks et aux monarchistes.

d'*Attac*, qu'est-ce qu'on voit, ben qu'il y a que des vieux de plus de 40 ans, qui bougent pas, qui restent assis le cul sur leur chaise et puis qui écoutent le messie – autant aller à la messe quoi – qui dévoile la bonne parole et qui explique que l'OMC c'est pas gentil, le FMI c'est pipi. Bon, nous, ça on le savait, vu qu'on allait à la fac, moi j'étais en économie à l'époque, et donc bon, ça je l'apprenais déjà la journée, j'avais pas besoin de l'apprendre le soir, et c'était plus de l'action que je recherchais, de la réflexion aussi, mais pas de la réflexion comme les gens de 40, 50 ans attendent quoi. » (Jérôme, 23 ans, militant à *Aarrg!* Toulouse).

Le terme « agir » est souvent ambigu dans les propos des enquêtés. Il peut tantôt signifier la mise en acte de convictions qui appellent à ne pas rester passif, et tantôt sembler valoir pour lui-même, l'action devenant alors sa propre fin. On peut toutefois douter qu'un besoin impérieux d'action puisse émerger *ex-nihilo* ; il semble improbable qu'on veuille agir en politique comme on éprouverait le besoin d'avoir une simple activité physique. L'action politique contestataire, de part son statut marginal au sein de l'ensemble des activités sociales et les risques qu'elle peut représenter, n'est pas une activité anodine. Elle implique un degré minimal de politisation qui fasse naître l'envie d'exprimer un point de vue ou d'essayer de faire correspondre la réalité à un idéal. En pratique, si les motivations de l'action ne sont pas toujours clairement exprimées, ou s'il apparaît que les enquêtés ne savent pas toujours exactement ce qu'il veulent, c'est-à-dire ce qu'il défendent ou quel projet de société ils aimeraient promouvoir, ils sentent toujours plus ou moins confusément qu'« il faut agir » pour au minimum montrer son désaccord, son opposition à une situation ou à une mesure perçue comme intolérable, injuste, inhumaine, etc. Si la motivation proprement idéologique de l'action est souvent inexprimable ou difficile à expliciter, c'est parce que son ressort réside dans des valeurs souvent profondément intériorisées, *incorporées*. A travers différentes socialisations simultanées et successives, les enquêtés ont en effet intégré un certain nombre de points de vue, d'idées sur le monde et de valeurs qui guident leur appréhension de la réalité. Bien souvent, et en dépit d'une politisation qui porte à verbaliser et expliciter le rapport aux idées, ils ne peuvent exprimer leurs valeurs « faites corps » (c'est-à-dire devenues une partie d'eux-mêmes) que sur le mode de l'évidence et de l'implicite. L'action politique est nécessaire non pas parce qu'on a démontré qu'elle était juste mais parce qu'on ressent

intensément qu'elle l'est. Bien que ce sens « pratique »¹ du bien et du mal, de ce qui est acceptable ou souhaitable et de ce qui ne l'est pas, puisse amener à l'action sans passer par le stade de l'explicitation, il n'empêche pas, si nécessaire, un retour réflexif sur ce qui motive la participation politique contestataire². Les militants sont tout à fait capables de défendre un point de vue à même de justifier leur action ; leur approche de la politique n'en demeure pas moins très souvent principalement instinctive. La raison de l'action apparaît tellement naturelle qu'elle ne semble pas nécessiter de mention explicite lors des entretiens, en particulier avec un enquêteur supposé en partager les prémices. Ainsi, la raison de l'engagement va sans dire ; elle découle logiquement du fait de tenir à des valeurs dont on sent intuitivement qu'elles sont mises à mal ou ignorées dans la société.

De façon un peu plus expresse, quelques enquêtés ont manifesté une volonté claire de « changer les choses » et non plus simplement de « faire quelque chose ». Cette ambition est souvent, bien que pas toujours, liée à l'idée de révolution ; c'est une des raisons pour lesquelles on la retrouve davantage ainsi formulée chez les militants de la *Fédération anarchiste*, organisation explicitement révolutionnaire au sens où elle se donne pour but une révolution politique et économique :

« — *Et quand tu as commencé à fréquenter le groupe et à adhérer formellement, quelles étaient tes motivations en fait ?*

¹ On s'inspire ici du « sens pratique » analysé par Pierre Bourdieu, action réglée par l'habitus et indépendante de la réflexivité sur la pratique, voire de l'intention consciente. BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Paris : Minuit, 1980.

² L'extrait d'entretien suivant montre que tout en évoquant des aspects concrets qui motivent l'action, le discours reste largement elliptique : l'interlocuteur est supposé de lui-même comprendre ce qui dans les exemples cités justifie, à l'évidence, l'engagement : « *C'est con, mais j'ai l'impression qu'il n'y a pas énormément de gens qui bougent, et je vois qu'il y a des trucs qui posent problème. C'est tout. C'est une réaction, soyons clairs. Le militantisme, c'est quand même... Autrement, il y a le travail, tu peux travailler sur des projets, si tu t'intéresses à l'écologie ben tu vas planter des carottes bio, il y a aussi cette forme là d'action. Euh... Comment on pourrait appeler ça, c'est un truc que j'aimerais aussi défendre... plutôt... C'est plutôt les actions positives, c'est-à-dire, de proposer d'autres choses. Tu vois, des groupes machin, proposer une autre manière de s'organiser si t'es pas d'accord, mais il y a aussi l'obligation de se défendre des agressions. Et donc là, dans cette partie-là, je suis militant, parce que tout simplement, autant quand tu vois qu'il y a certaines personnes qui se font des milliards de bénéfices et quand tu vois autour de toi comment ça se passe, eh ben le chômage, quand tu vois les mecs dans la rue en train de zoner... Quand tu vois la surveillance, ben c'est un état de fait, maintenant on ne règle plus les problèmes en proposant, même au niveau politique, en proposant de l'activité ou en proposant d'autres manières de vivre ensemble. Tout ce qu'on te propose c'est la matraque. Bon ben c'est clair que si tu crois en la démocratie, si tu crois en certaines valeurs de partage, et que tu vois qu'autour de toi ça dérape quand même vers un truc plutôt matraquage et gestion par... par exemple la pauvreté on enlève les bancs, une gestion de ville... Parce que là on est dans le concret, on n'est pas dans la gestion de politiques internationales, là, on est dans le concret. Ben tu as une gestion de la ville qui est très défensive, tu vois, c'est le seul projet qu'on t'offre, pff, caca. C'est tout. Ben là tu dis bon. Et puis autour de toi il n'y a aucune voix. Il n'y a pas de voix qui se font entendre, tu te dis bon, je vais m'y mettre. Mais c'est pas de bon cœur, j'ai d'autres choses à foutre dans ma vie. Par exemple j'aime bien m'amuser, j'aime bien aller aux concerts... » (Ferdinand, 39 ans, militant au *Crep*).*

Ben les motivations c'était de faire quelque chose d'utile, quelque chose qui pourrait apporter un changement... Il y a... bon ça c'est le côté si tu veux altruiste, de vouloir changer le monde, c'est un grand mot, mais au moins préparer, et l'autre motivation que tu ne t'avoues pas vraiment, si le monde il est ce qu'il est et que je l'accepte, c'est invivable. Donc euh... en soi, c'est de se dire je n'accepte pas de vivre dans le monde tel qu'il est donc je vais essayer de faire quelque chose pour le changer même si... c'est pas voué à l'échec mais même si tu ne te fais pas beaucoup d'illusions sur ce que ça donnerait... Mais je m'imagine mal vivre dans un monde qui ne me plaît pas et rien essayer de faire pour le... Soit tu en pars, tu vis ailleurs. Mais bon, j'ai fait l'expérience, apparemment, je suis même pas sûr que même au Pôle Nord tu n'aies pas un type qui vienne te demander tes papiers et ce que tu fais là et que tu es en fait dans son Etat. » (Jean-Luc, 51 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Et qu'est-ce qui t'a motivé à rentrer dans un groupe ?*

Oh, c'est mon exaspération du monde capitaliste, en gros quoi. C'est de voir les proportions que l'ultralibéralisme a pris, et me dire qu'il n'y a aucun contre-pouvoir à ça, et c'est une telle hérésie à tout point de vue que... Voilà, au bout d'un moment tu finis par te dire bon si moi je ne milite pas, si moi je ne fais rien, pourquoi quelqu'un le ferait ? Voilà, c'est juste un engagement... anticapitaliste au départ, pour que les choses changent. C'est le côté révolutionnaire qui me plaît à la FA... Le côté il faut changer les choses. » (Jacques, 41 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« Les motivations ? je sais pas, changer le monde, essayer d'avoir une emprise quelconque sur les événements qui se passent autour de toi. Euh, même si autour de toi on te répond "de toute façon c'est pas toi qui va changer les choses" ou "tu sais, ce que tu fais, c'est bien, mais ça empêche pas machin, ça empêche pas ci, ou quoi..." Enfin moi c'est le genre de réactions qui m'énervait plus qu'autre chose, parce que même si c'est vrai, c'est pas moi qui vais changer les choses, c'est sûrement pas *Vamos!*, si on continue à être 30 pendant toute notre vie [rire], qui allons changer les choses... tu peux pas te dire euh... Enfin si on ne fait rien, c'est pareil, quoi, donc autant faire quelque chose. Tu ne peux pas rester là les bras croisés quand tu vois des choses qui t'énervent. Quand tu vois des voitures dans la rue par exemple, ça m'énervé, ça me rend limite méchant. Quand il y a des choses qui te prennent le bide et qui t'énervent, même si ça n'a pas de portée, au moins je pourrai dire... Je pense qu'il y a une motivation perso, vraiment personnelle... enfin c'est assez ambivalent, c'est-à-dire tu fais les choses pour toi parce que les choses t'énervent, et que si tu ne les fais pas tu deviens encore plus frustré, c'est une sorte d'exutoire, quoi, aller manifester, en plus faire du bruit avec la manif... Euh...

Et puis essayer de faire bouger les choses, les idées... Et ben changer le monde c'est un beau mot, c'est un gros... c'est un gros mot, mais en gros c'est ça, la motivation, c'est qu'au fond de toi, tu y crois. » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

A travers ces derniers témoignages, on constate la limite floue qui sépare les convictions des émotions, autre moteur potentiel de l'action¹. Si les ressorts des différentes émotions humaines (peur, haine, amour, colère, angoisse, surprise...) sont souvent difficiles à cerner, des émotions telles que l'indignation, que Jeff Goodwin, James Jaspers et Francesca Polletta regroupent sous le terme d'« émotions morales »², semblent particulièrement liées aux valeurs des individus. Les auteurs notent que ces affects « proviennent d'entendements cognitifs complexes et d'une conscience morale qui reflètent notre compréhension du monde qui nous entoure et, parfois, de notre place en son sein. Certaines de ces émotions morales reflètent des jugements, souvent implicites, de nos propres actions. [...] D'autres émotions impliquent des jugements sur l'action d'autrui.³ ». Ils ajoutent qu'« une certaine forme de principe ou d'intuition morale semble être derrière la plupart des recrutements militants⁴ ». On peut donc tout à fait concevoir que les valeurs intériorisées soient au principe d'émotions susceptibles d'appeler une certaine action : la contradiction perçue entre la réalité et des principes tenus en haute estime peut susciter énervement, honte, indignation, révolte ou, à la longue, une « exaspération » qui va motiver l'engagement⁵. Les émotions occupent

¹ Max Weber classe en effet les émotions ou « affects » parmi les déterminants de l'activité. Il note que ces actions orientées de façon « affectuelle » comportent des similitudes avec les actions orientées rationnellement, en valeur ou en finalité : « Nous avons affaire à une *sublimation* lorsque l'activité conditionnée par les affects apparaît comme un effort conscient pour soulager un sentiment ; dans ce cas, elle se rapproche la plupart du temps (mais pas toujours) d'une "rationalisation en valeur" ou d'une activité en finalité ou les deux à la fois ». WEBER, Max. *Economie et Société*. Tome 1, *op. cit.*, p. 56 (souligné par l'auteur). Les « émotions mobilisatrices », entendues comme les affects qui poussent à l'engagement politique, constitueraient donc une forme de « sublimation », à la limite entre une action rationnelle et une action purement guidée par les affects.

² GOODWIN, Jeff, JASPER, James M., POLLETTA, Francesca. « Emotional Dimensions of social Movements », in SNOW, David A., SOULE, Sarah A., KRIESI, Hanspeter. *The Blackwell Companion to Social Movements*. Malden (Mass.) : Blackwell, 2004, p. 422.

³ *Idem.*

⁴ *Idem.*

⁵ Différents auteurs ont pu constater *in concreto* le rôle des affects dans des démarches d'engagement. Sabine Rozier, par exemple, repère aussi chez des individus engagés dans l'humanitaire des justifications tenant à une « obligation morale ». « Leur engagement est ainsi présenté comme le prolongement naturel de l'émotion qui est censée saisir quiconque a à connaître ou est le témoin direct d'un événement qui heurte son sens de la normalité ou de l'injustice ». ROZIER, Sabine. « Les justifications de l'engagement », in COLLOVALD, Annie (dir.). *L'humanitaire ou le management des dévouements : Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001, p. 136. Philippe Corcuff, sur la base de ses propres expériences militantes, évoque un mécanisme similaire d'incitation à l'action qui sort selon lui de l'orbite de l'intérêt ou de la motivation rationnelle de l'engagement. On y voit clairement le rôle que joue l'émotion : « Ce n'est pas vraiment un choix, mais une interpellation qui échappe à l'intention, un mouvement

probablement un place importante dans toutes les décisions d'engagement que les enquêtés ne justifient que par une nécessité d'action qui renvoie à des valeurs implicites ; leur rôle affleure toutefois plus clairement dans plusieurs entretiens :

« Parfois j'utilise la définition que m'a donnée mon père sur pourquoi il militait quand il était jeune. Il a dit qu'il ne pouvait pas s'arrêter de faire des choses quand il voyait qu'il y avait des choses qui se passaient dans son entourage, parce que ça le brûlait à l'intérieur s'il ne le faisait pas. Il ne pouvait pas être ailleurs s'il savait qu'il y avait des choses qui se passent à côté. Et moi j'ai senti ça depuis que j'ai 14, 15 ans... les questions sociales, même académiquement les sciences sociales m'ont toujours intéressé, alors j'avais toujours envie d'approfondir, de voir ce que c'était en pratique... Et vraiment je n'ai jamais su comment, pourquoi, vraiment... c'est comme tomber amoureux, on ne peut jamais expliquer. C'est quelque chose assez sensoriel, on ne pourrait pas le rationaliser en cherchant une explication, une définition. Simplement je crois que j'avais envie de faire des choses et quand j'ai vu ce qui s'est passé ou ce qui pouvait se passer, quelque chose me brûlait, il fallait que je participe. » (Manuel, 23 ans, militant à *Vamos!*).

« Il y a effectivement des choses que j'ai envie de défendre. Et puis moi je milite avec mes tripes. J'écoute les infos et hyper souvent je pleure, ça me désespère, je me dis c'est pas possible. Donc je ne vais pas me contenter de me désespérer chez moi. Ça me paraît naturel de faire quelque chose quoi. » (Nathalie, 23 ans, militante au *groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste*).

« Pour moi, le militantisme c'est quand même lié à l'excitation... je trouve ça très excitant quoi, je trouve ça très excitant. Alors des fois tu as des trucs plus ou moins... plus ou moins dramatiques... parce que, je sais pas, un mouvement pour contrer une expulsion, il y a un côté dramatique dedans, hein, c'est quand même des gens, c'est des vies, c'est des destins, donc il y a quelque chose de sérieux qui se passe, mais d'une façon générale, ouais, pour moi, le plaisir et l'excitation c'est euh... et aussi la colère, enfin en tout cas des sentiments, quoi, quelque chose qui te... voilà, qui est là ; c'est quand même ce qui m'anime beaucoup. » (Patrice, 49 ans, militant au *groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste*).

vers, traversant le corps, une *culpabilité* corporéifiée. » CORCUFF, Philippe, *Bourdieu autrement, fragilités d'un sociologue de combat*. Paris : Textuel, 2003, p. 104 (c'est nous qui soulignons).

L'importance du facteur émotionnel dans la motivation de l'engagement se constate dans de nombreux entretiens, même s'il n'apparaît parfois qu'en creux dans les propos des enquêtés. C'est souvent lorsqu'ils évoquent ce qui continue à nourrir leur militantisme qu'ils mentionnent une révolte ou une indignation qui ne les a pas réellement quittés depuis le début de leur engagement¹. Les motivations de type affectif présentent un caractère diffus ; elles sont présentes chez la plupart des militants mais avec une intensité variable selon les individus. Ceci implique qu'elles ne sont pas indépendantes d'autres types de motivations. Bien loin d'être exclusifs, les différents types de motivations se mêlent en effet dans un ensemble de raisons d'agir enchevêtrées². Les émotions et les valeurs peuvent ainsi très bien côtoyer, dans un même système de justification, des arguments d'ordre plus intellectuel tenant à la défense d'idées. On peut remarquer que ce sont surtout les militants de la FA qui ont mis l'accent sur « les idées ». C'est pour eux que la spécificité et la valeur des idées — anarchistes en l'occurrence — semblent les plus grandes et justifient une action organisée autour d'elles. L'importance des lectures est là encore soulignée. Dans ce cas, l'engagement correspond à une mise en accord avec ses idées, une façon de les assumer et les porter, de les rendre concrètes.

— *Et qu'est-ce qui t'a décidé à franchir le pas et à t'engager, enfin à partir du moment où tu t'es dit... Qu'est-ce qui t'a motivé à t'engager vraiment ?*

« Ben... je crois que c'est un peu pareil pour tout le monde, à partir du moment où tu travailles vraiment, que tu t'installes, que tu as un loyer à payer, que tu travailles tous les jours, que tu te rends compte qu'il y a plein de choses qui ne vont pas, partout. Avec les idées qu'on a, quand tu prends conscience des idées que tu as, et de la... après c'est des choses qu'on rejette mais

¹ « — Qu'est-ce qui te pousse à continuer?

Ben pour l'instant, euh, je trouve que je n'ai pas fait grand-chose, mais... Ben je sais pas, il faut bien, il faut le faire... enfin tous les jours tu as des choses qui te mettent en colère, tu te dis on ne peut pas laisser faire les choses. Tous les jours tu as des choses qui te choquent, qui te mettent en colère et... Et c'est pas possible que ce soit toujours les mêmes qui gagnent et à un moment donné il faut se lever, il faut faire des choses pour que ça change. Je pense que tous les jours c'est ça, tu as des petites colères, et ça te motive. Alors des c'est sûr, tu n'es pas bien, machin, tu es un peu moins motivé, tu vas te mettre un peu en retrait, mais ça repart forcément. Il y a forcément quelque chose, une discussion avec quelqu'un, ou bien un truc qui t'énerve, ou je sais pas, tu vas lire un truc dans les journaux, ça va te choquer. Tu dis il faut faire quelque chose. » (Marina, 34 ans, militante au groupe Idées noires de la Fédération anarchiste).

² Il est d'ailleurs parfois difficile de différencier clairement ce qui ressort de valeurs, et qui relève donc de quelque chose d'intériorisé, ressenti plutôt que théorisé, ou des idées, c'est-à-dire de l'ordre d'un engagement plus purement intellectuel : « Je ne me voyais pas ne pas ouvrir ma gueule, ne pas faire quelque chose. J'ai du mal à me dire je vais aller comme un con bosser, je ne vais rien dire, c'est plus fort que moi, il faut que je dise quelque chose. Il fallait que je gueule mes idées, il fallait que je les dise, il fallait que je les défende. Donc déjà, ne rien dire, c'était pas possible. Après, ben je me rends compte que je ne suis pas de droite, je ne suis pas de gauche et puis je suis antiautoritaire donc par défaut ça me mène à l'anarchisme » (David, 28 ans, militant au groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste).

finalement on est bien dedans aussi, et tu prends conscience aussi de ta radicalité par rapport à la majorité, tu te rends compte que... voilà, c'est une espèce de rage intérieure, qui te donne envie de te regrouper avec d'autres pour essayer de faire en sorte que nos idées, enfin les idées des gens avec lesquels tu milites soient visibles, soient... voilà, soient concrètes et qu'elles soient développées. Donc forcément tu ne peux pas le faire seul, ou à deux, c'est très, très difficile. » (Bruno, 25 ans, militant au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Ma première orientation politique c'était le marxisme. De façon très théorique, très idéologique, qui d'ailleurs caractérise mes engagements politiques même maintenant. Enfin j'ai beaucoup plus... j'ai toujours besoin d'un pré-socle idéologique avant de faire la rencontre d'individus et d'un activisme... » (Dimitri, 28 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« J'avais quand même pour une bonne part une volonté de faire des choses. Mais je me méfiais un peu des groupes trop affinitaires et ce côté grande famille qui est assez dangereux en termes militants, parce que c'est des groupes qui se ferment, des groupes qui font finalement pas grand-chose, parce que si c'est juste pour discuter, et ainsi de suite, ou pour boire des bières, il y a pas grand intérêt. [...]

— *Donc toi c'était la volonté de faire quelque chose dans le cadre d'un groupe structuré ?*

C'était l'aboutissement d'une démarche intellectuelle, dans le sens où après avoir lu tous ces articles et tous ces bouquins, il faut peut-être faire quelque chose. » (Sylvain, 23 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Et tu te rappelles ce qui t'avait attirée plus vers les anars et ce qui t'avait donné envie de t'engager dans un... ?*

Là, comme ça, non, je ne me suis pas posé de... je ne sais pas, ça me semblait comme un idéal qui était assez... quelque chose de beau, quelque chose qui me semblait... enfin des idées que j'avais envie de défendre. Je pense que c'est principalement ça. J'avais lu... je me rappelle que j'avais lu les *Ni Dieu ni maître* de Daniel Guérin, là, en petite collection Maspero. Je les ai toujours, enfin je crois qu'il me manque un volume... c'est... Et puis bon, après, plus tard, j'ai lu d'autres trucs, Emma Goldman, ou euh... mais quand même qui te... Enfin je sais pas, ça t'aide à t'ouvrir les yeux, aussi, et à te donner envie de t'engager. » (Agnès, 46 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Et quelles avaient été tes motivations à l'origine pour créer un groupe libertaire, entrer à la FA ?*

Ben, tu te dis tout simplement que... tes idées sont faites pour être mises en œuvre, déjà. Tu as envie. Et là aussi c'est peut-être... C'est peut-être parce que aussi on était à une époque qui n'était pas la même que maintenant, il n'y avait pas autant d'inquiétude pour les jeunes, le chômage était pas aussi important, donc il y avait peut-être une envie plus grande, de façon générale, de foncer. Tu vois, moins de... un caractère peut-être moins prudent, moins... bon, il y avait peut-être un climat qui allait dans ce sens-là. Donc ça nous paraissait évident, pour tout ce qui pouvait nous animer, désir de voyager, euh militer, etc., ça nous paraissait peut-être plus évident de foncer. Donc à partir du moment où on avait des idées anarchistes, où ça nous paraissait évident de militer, on militait avec les anarchistes. Je... je ne pense pas que ça ait été quelque chose... très réfléchi, très élaboré... C'était quelque chose d'assez spontané.» (Patrice, 49 ans, militant au *groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste*).

« Ca c'est aussi un combat qui m'a mené très tôt à l'anarchisme. Parce que je me suis intéressé très tôt au milieu carcéral, et pour défendre les taulards, j'ai trouvé à ce moment là que les anarchistes, contre la prison et pour défendre les prisonniers, il n'y avait que ça, c'était lié. J'étais vraiment condamné à être anarchiste [il rit]. [...]

— *Et c'était plutôt les idées ou plutôt un mode d'organisation et d'action qui t'attiraient dans le militantisme anarchiste... ? Bon, j'imagine que c'est un peu des deux...*

Oui, c'est un peu des deux... Surtout les idées, quand même, au départ. C'est pour ça que je suis venu à l'anarchisme. Mais aussi, oui, par la... ben le militantisme, la propagande, ouais... La propagande, vendre le journal, et la radio, ça fait partie, oui. » (Gilles, 38 ans, militant au *groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste*).

L'importance de la philosophie anarchiste, l'adhésion à ces idées perçues comme très spécifiques et fondamentales, essentielles mais méconnues et donc trop peu partagées, motive une action politique en grande partie axée sur la diffusion des idées. Le caractère idéologique des motivations va donc justifier l'insistance des activistes sur le fait de rendre publiques les idées et de les propager. On verra que c'est un des aspects de l'activité militante qui contribue à différencier les anarchistes des militants de la gauche radicale et alternative. Cette spécificité des anarchistes se retrouve également dans le caractère « identitaire » de certaines démarches d'adhésion.

B. Les motivations identitaires

La distinction de motivation de l'engagement qualifiées d'« identitaires » ou liées à l'« identité » est maintenant ancienne dans la sociologie de l'action collective. Les analyses des « Nouveaux mouvements sociaux » dans les années 1970 et 1980 avaient déjà souligné le caractère « identitaire » des engagements¹. S'inscrivant dans cette perspective, Alessandro Pizzorno a affirmé, en prolongement des théories de l'action collective (l'approche utilitariste Olsonienne et la mobilisation des ressources) qui mettaient en avant les concepts d'incitations sélectives ou d'incitations de solidarité, l'idée que l'individu qui s'engageait manifestait avant tout un besoin d'appartenance et un souci de voir spécifiquement reconnue sa propre identité². Pour Nathan Teske, qui a étudié différents types d'engagement aux Etats-Unis, des activistes défenseurs de l'environnement aux lobbyistes, le militantisme repose sur une construction identitaire : la nécessité d'agir s'imposerait comme une acceptation de son identité³.

Sans que cela remette en question les conclusions et théorisations des approches « identitaires », la notion d'« identité », dont le succès avait tendu à neutraliser le pouvoir explicatif et à rendre le périmètre très flou, a été assez récemment déconstruite⁴. Rogers Brubaker a proposé de diviser la notion en différents concepts beaucoup plus restreints qui puissent garder une expressivité et un caractère heuristique. Il s'agissait en particulier pour lui de trouver un vocabulaire qui permette de conserver l'idée d'une « identité » individuelle sans impliquer nécessairement la fixité ou la durabilité que le mot suppose⁵. Concernant l'aspect subjectif de la notion, lorsqu'elle désigne « la compréhension que chacun a de soi-même », il

¹ Cf. notamment COHEN, Jean L. « Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements ». *Social Research*, vol. 52, n° 4, 1985, p. 663-716 ; OFFE, Clauss. « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics ». *Social Research*, vol. 52, n° 4, 1985, p. 817-868 ; DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred (eds). *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*. Cambridge : Polity Press, 1990.

² PIZZORNO, Alessandro. « Considérations sur les théories des mouvements sociaux ». *Politix*, vol. 3, n° 9, 1990, p. 74-80 et particulièrement p. 78. Pizzorno avait précédemment avancé une idée similaire à propos des choix électoraux en affirmant que « la logique de l'action politique individuelle ne peut être conçue comme une logique instrumentale, une relation moyens-fin, mais doit être conçue comme une logique d'identification ». PIZZORNO, Alessandro, « Sur la rationalité du choix démocratique », in BIRNBAUM, Pierre, LECA, Jean (dir.). *Sur l'individualisme*. Paris : PFNSP, 1986, p. 354.

³ « Le sentiment de la nécessité d'agir que tant de militants ont exprimé en entretien touche à quelque chose de tellement fondamental pour le sens qu'a une personne de son identité, qu'il est ressenti comme ne laissant aucun choix et étant imposé de l'extérieur, mais il en même temps profondément ancré à l'intérieur de soi. » TESKE, Nathan. *Political Activists in America : the Identity Construction Model of Political Participation*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, p. 130.

⁴ Cf. en particulier BRUBAKER, Rogers. « Au-delà de l'«identité» ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 139, sept. 2001, p. 66-85 et AVANZA, Martina, LAFERTÉ, Gilles. « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance ». *Genèses*, n° 61, 2005, p. 134-152.

⁵ BRUBAKER, Rogers. « Au-delà de l'«identité» ». Article cité.

propose le terme d'auto-compréhension, qu'il décline, dans sa version consciente et explicite, en « auto-représentation » et en « auto-identification »¹. « Auto-représentation » et « auto-identification » « suggèrent au moins un certain degré d'articulation discursive et symbolique »² ; l'« auto-identification », potentiellement chargée d'une « dynamique émotive »³, nous paraît particulièrement adaptée pour qualifier le processus qui amène des individus à rejoindre un groupe anarchiste. Il s'agit pour nous ici de décrire le sentiment subjectif qui motive une décision d'engagement qui n'est par ailleurs pas toujours conçue ou comprise à l'origine comme une démarche d'engagement. L'auto-identification comme motivation désigne ici le fait pour un individu de chercher à rejoindre un groupe parce qu'il se perçoit lui-même comme proche de ce groupe, et qu'il désire y rencontrer des personnes qu'il imagine partager une même conception d'elles-mêmes et de mêmes idées et valeurs⁴. Comme la socialisation, l'auto-identification désigne à la fois un processus et le résultat de ce processus ; c'est la raison pour laquelle nous allons présenter dans un premier temps les évolutions qui ont conduit plusieurs de nos enquêtés à se percevoir comme des anarchistes, avant de montrer que c'est cette perception qui a finalement motivé l'approche du groupe et, *in fine*, l'engagement.

1) Révélations idéologiques

L'éveil intellectuel aux idées et valeurs anarchistes a fréquemment pris dans les parcours des enquêtés la forme d'une *révélation*⁵, la découverte plus ou moins subite d'une

¹ *Ibid.*, p. 78.

² *Idem.*

³ *Idem.*

⁴ Patrizia Catelani, Patrizia Milesi et Alberto Crescentini identifient ce type de phénomène chez les militants d'extrême droit italiens : « La vague recherche initiale de réponses à des questions existentielles et sociales s'est ainsi développée progressivement en un processus plus défini d'identification idéologique, qui consiste en la perception d'un lien étroit avec les personnes partageant la même idéologie. Dans la plupart des cas, ce processus d'identification a progressivement mené l'enquêté à entrer dans un parti, à choisir une catégorie politique signifiante à laquelle appartenir. L'approche d'un parti a souvent été décrite comme le résultat d'une "concordance" (*positive match*) entre les valeurs auxquelles l'individu croyait et les valeurs que le parti affirmait respecter. » CATELLANI, Patrizia, MILESI, Patrizia, CRESCENTINI, Alberto. « One root, different branches. Identity, injustice and schism. », in KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna (eds.), *Extreme Right Activists in Europe... Op. cit.*, p. 211.

⁵ Dans le même ordre d'idées, pour Mimmo Pucciarelli, l'adhésion à l'anarchisme naîtrait d'une sensibilité libertaire qu'on découvrirait par hasard et par nécessité, « un désir et un besoin éthique plus que matériel », une révélation spontanée, « au-delà (ou en deçà) d'une idéologie structurée et structurante qu'ils [les anarchistes] rejettent instinctivement [...] ». PUCCIARELLI, Mimmo. *L'imaginaire des libertaires aujourd'hui*. Lyon : Atelier de création libertaire, 1999, p. 146.

concordance évidente entre des valeurs profondément intériorisées et un corpus d'idées jusque là inconnu. 12 militants sur 39, soit près d'un tiers des enquêtés, présentent de cette façon leur cheminement vers l'engagement anarchiste. Pour beaucoup, cette révélation a d'abord été basée sur des lectures :

« Quand j'étais en seconde, première, les choses se sont plus... se sont concrétisées. Puisque j'avais rencontré un gars qui était anarchiste sur le lycée, qui m'a donné à lire le *Monde Libertaire*, des bouquins, tout ça, on a beaucoup sympathisé. Et puis c'est à partir de là, et puis notamment après la lecture du petit bouquin de Daniel Guérin *L'anarchisme*, qui était un des grands classiques de l'époque. Beaucoup découvraient l'anarchisme par ce petit livre-là qui était en poche. Et donc bon, ben là ça a été un peu comme une révélation, vraiment, et là je me suis engagé assez, bon, ben assez pleinement. [...]

— *Et quand tu parles de révélation, tu veux dire quoi ?*

Ben, parce que... si j'emploie le terme de révélation, c'est parce que dans ce bouquin de Daniel Guérin, je me rappelle très nettement que tous les passages qui étaient consacrés notamment à Bakounine, avec des extraits de Bakounine, ça a été pour moi comme un véritable révélateur, quoi. Donc disons que j'ai été très, très sensible à la lecture de ces extraits de Bakounine, et surtout l'aspect révolte, l'aspect radicalité m'a complètement séduit, m'a enflammé littéralement. » (Patrice, 49 ans, militant au *groupe d'Ivry* de la *Fédération anarchiste*).

« Quand j'ai commencé à vraiment travailler — travailler plus de six mois d'affilée quoi — je me suis dit mais... c'est bien mais tu ne vas pas faire ta vie à travailler comme ça, euh, ça ne rime à rien, ça ne mène à rien... Si c'est simplement pour attendre l'âge de la retraite et puis laisser les événements venir... Et là je me suis intéressé à ce que je pourrais faire concrètement dans la société, autre chose que de subir le patronat et... Et comme moi j'avais toujours refusé de lire des bouquins politiques... parce que je voulais me faire mes propres idées quoi, c'était une méfiance que j'avais, je ne voulais pas me faire embobiner, j'avais la hantise de me faire embobiner dans des organisations. Jusqu'à ce que je tombe par hasard sur *Aux jeunes gens* de Kropotkine... parce que tous ces temps-là j'avais réfléchi quand même sur les... et puis je me disais mais c'est bizarre, ce mec il dit ce que je pense beaucoup mieux que je pourrais le formuler moi-même [rire]. Donc j'ai commencé à m'intéresser à l'anarchie et tout ça... » (Jean-Luc, 51 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« Quand j'ai vraiment commencé à me plonger dans les idées libertaires, enfin dans la lecture du *Monde Libertaire*, en fait j'ai eu... Ca m'a fait une espèce de choc, j'ai eu l'impression de

trouver mon identité d'une certaine manière, j'ai vraiment eu l'impression de trouver une réponse à plein de questions que je me posais, quoi. Enfin pas une réponse, si tu veux, je ne découvrais pas la vérité, c'était pas ça, mais je me disais qu'effectivement j'étais dans cette démarche, déjà une démarche contestataire, une démarche de remise en question... Et en fait il me manquait les outils un peu théoriques, que j'ai découverts à la lecture du *Monde Libertaire*, d'une part, et puis après, de fil en aiguille j'ai commencé à aller à [la Librairie du Monde Libertaire], à acheter des livres, à écouter Radio libertaire et tout. Et du coup, après, l'outil intellectuel est venu quoi, et j'ai compris, en fait le... J'ai compris le sens, j'ai mis un nom sur ma révolte, je comprenais les dysfonctionnements de la société, si tu veux, et puis en fait le type de société à laquelle j'aspirais véritablement quoi. » (Georges, 45 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Quand je suis rentré en 3^{ème}, il y a eu la guerre en Irak. Donc là il y a eu des manifs à Rouen, et puis on je les ai toutes faites. C'était tous les samedis, quoi, pendant je sais pas combien de temps. Et puis là ce coup-là j'ai commencé à vraiment m'intéresser aux idées. Je voyais des gens vendre des journaux, des banderoles avec marqué LCR, des trucs comme ça quoi. Donc j'ai commencé à prendre les tracts, à les lire et tout. Bon j'étais toujours réticent un peu aux idées de l'anarchisme, je trouvais ça complètement crétin. Et puis en lisant les trucs je me suis dit merde, en fait c'est eux qui ont raison¹. Enfin je sais pas, j'ai eu, je me suis dit c'est le truc le moins con. Parce que je ne savais pas ce que c'était. Et il y a la librairie de la FA à Rouen. Donc j'y suis allé, j'ai emprunté un bouquin, *L'anarchisme aujourd'hui*. En fait ça explique ce que c'est, enfin quelle organisation pourrait avoir la société, une société libertaire. Et là j'étais sur le cul, je trouvais ça trop bien... Je me rendais compte que c'était réalisable, juste, alors qu'il n'y avait pas d'exemple dans cette brochure-là mais je me faisais mes petites histoires dans ma tête et je me rendais bien compte qu'en fait ça pouvait fonctionner. » (Thomas, 18 ans, militant du *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« Je pense que j'étais anarchiste sans le savoir, j'étais pas du tout euh... L'idéologie anarchiste je ne savais pas du tout ce que c'était et c'est vrai que j'ai pas eu... j'ai pas rencontré de gens qui auraient pu me... Je n'ai pas évolué dans un milieu favorable, mes parents sont de droite, toute ma famille est de droite... [rire] Bon en BTS, il n'y avait personne qui était très sensible à ce genre de choses, et [en fac]... je ne sais pas, j'ai peut-être pas croisé les personnes... [...]

¹ Cet enquêté a pour particularité d'être le fils de deux militants engagés de longue date au *groupe de Rouen* de la FA. Si ces derniers l'ont souvent fait participer à leurs activités politiques, il n'ont pas choisi de l'encourager à se diriger vers les idées anarchistes. Lors de son adolescence, il était très sceptique et critique par rapport à ces idées qu'il connaissait peu et rejetait l'abstentionnisme de ses parents.

Quand j'étais aux Etats-Unis, du fait que je ne travaillais pas, j'avais pas mal de temps pour réfléchir, et je voyais un peu là-bas comment ça se passait, le capitalisme... à outrance, les gens... [...] J'avais l'impression qu'il n'y avait pas de remise en cause, enfin c'était vraiment... Je ne me sentais vraiment pas bien. Ca venait à un point où je me disais il faut... ça va pas, j'étais pas à l'aise, il faut faire quelque chose. Mais je ne voyais pas bien quoi en fait. Et puis finalement j'ai lu *No Logo* de Naomi Klein et là je me suis dit, non, c'est plus possible [elle rit]. Là je ne peux plus faire comme si je ne savais pas ce qui se passe. Et puis je voyais aux Etats-Unis comment ça allait, et c'est ça, c'est capitalisme à outrance, tu as l'impression que ça ne va plus s'arrêter, et je me disais bon en France il y a encore peut-être des trucs qu'on peut sauver, et là je me suis dit bon, il faut agir, quoi. Et puis j'ai lu aussi un roman de Lola Lafon. Bon c'est très romancé, mais finalement elle rentre dans un black bloc, en fait, enfin un groupe de tendance anarchiste mais indépendant. Et alors là je me suis dit tiens, ça a l'air intéressant comme truc [rire]. Et donc de là j'ai commencé, tu sais, à chercher sur Internet ce que c'était l'anarchie et tiens, oh, ils pensent comme moi [rire]. Et donc ben j'ai commencé par lire un petit peu, tu sais, Bakounine, tout ça, machin, enfin j'ai commencé tu sais par l'*Anthologie* [de Daniel Guérin] avec plein de textes. Et puis là, oh lumière, mais c'est ça, je dois être anarchiste en fait [rire]. [...] Au début, c'est vrai que j'étais vachement exaltée, j'en pleurais... » (Marina, 34 ans, militante au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Moi, quand j'ai commencé à lire les recueils de Guérin — je crois que c'est les premiers trucs que j'ai lus, au moment où je cherchais un peu vers quoi je voulais aller — ça m'a vraiment... des fois le livre m'en tombait des mains, tellement c'était des vérités... Ca se rapproche presque de la religion, enfin il ne faut pas dire ça comme ça, mais tu vois, c'est... tu te dis "tiens, je vois la lumière". Tu vois, c'est toutes les choses que j'avais pensées avant ou supputées, etc., qui naissent... Si j'avais lu ça avant, mon engagement aurait été avant, c'est quasiment sûr. » (Jacques, 41 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

La « révélation » politique évoquée par les militants peut être provoquée par le contact avec les idées anarchistes via d'autres supports qu'écrits. La radio de la *Fédération anarchiste* constitue à ce titre une source d'information et un instrument de politisation important :

« J'ai dû écouter Radio libertaire parce que libertaire je trouvais ça joli. Anarchisme, libertaire, je n'avais jamais entendu parler, c'est vraiment un truc qui est complètement... Chez nous on n'en parlait pas, quoi, ça n'existait pas, enfin je crois que mes parents se faisaient vraiment des idées complètement fausses de l'anarchisme. Radio libertaire j'ai écouté par hasard et là je

pense que c'était vraiment une sorte de révélation, parce que tout d'un coup il y avait des gens qui disaient tout haut ce que je pensais tout bas depuis longtemps, vraiment toutes les idées qu'ils disaient j'étais d'accord sur tout, sauf sur la religion, là j'ai mis un peu plus de temps, au début ça me choquait un peu. Mais tout le reste, ça répondait à ce que je pensais depuis longtemps, mais je n'avais jamais pu le formuler comme ça. Et puis donc j'ai été à [la Librairie du Monde Libertaire], j'ai commencé à prendre des brochures, j'ai trouvé ça super, parce que tout s'éclairait. Tout d'un coup j'arrivais à comprendre le monde, tout ce qui était un peu flou jusque là, tout ce qui me révoltait, ben j'arrivais à le mettre en mots, quoi, et ça me semblait plus cohérent. » (Lucie, 32 ans, militante au *groupe La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

Les récits que donnent les militants de leurs premiers contacts avec les idées anarchistes vécus comme une révélation dessinent les contours d'un processus qui apparaît semblable chez chacun d'entre eux : tous étaient en quête de sens, qu'ils aient été soucieux de donner un sens à leur vie ou désireux de mettre en ordre leurs valeurs et leurs aspirations. La pensée anarchiste a rencontré des individus dont les convictions demandaient à s'exprimer, à se formuler clairement. Les révélations ne sont pas intervenues dans des vies individuelles marquées par un désintéret pour la politique ; au contraire, elles ont constitué la concrétisation d'une réflexion personnelle engagée auparavant, que celle-ci ait ou non été très poussée. Les enquêtés présentent cette étape décisive comme une évolution majeure plutôt qu'une conversion ou une révolution. C'est parce que les idées anarchistes ont résonné comme l'écho d'un ensemble de valeurs parfois confusément perçues qu'elles ont eu un effet révélateur ; elles ont mis au jour et en mots ce qui pour les enquêtés n'était encore qu'intuitions, sentiments, questionnements. En apportant de premiers éléments de nourriture intellectuelle susceptibles de calmer l'appétit de sens des enquêtés, ces contacts initiaux avec les idées anarchistes leur ont bien souvent fait éprouver le besoin d'approfondir, de multiplier les lectures et d'aller plus loin dans la connaissance¹. Ce même effet a été ressenti par d'autres

¹ La sociologie historique du PCF a révélé le même type de révélations chez les militants communistes, notamment à travers la socialisation dans les écoles du parti. Nathalie Ethuin montre que « tout se passe comme si le parti communiste avait offert à ses militants les catégories idoines à la compréhension de leur vécu, comme si l'engagement communiste prolongeait un "sens social", acquis dès l'enfance, que l'éducation communiste contribuait à affiner et à mettre en mots. La découverte de l'économie politique, les premières lectures de Marx sont souvent qualifiées de "révélation", de "clés pour comprendre", de "boussoles" guidant l'action. Nombreux sont les anciens élèves communistes qui reconnaissent à l'éducation partisane ce rôle de révélateur de sens qui les incline à approfondir l'étude, voire [...] à "s'empiffrer" de lectures. » ETHUIN, Nathalie. « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) ».

enquêtés via l'intervention de tiers plutôt que directement par des lectures personnelles ou l'écoute d'un programme radiophonique ; dans ce cas, le processus d'identification est né du fait d'être catégorisé comme anarchiste :

« J'ai rencontré des gens qui avaient fait une scission de la LCR qui s'appelait l'*Organisation communiste révolution*. Donc je suis allé avec eux, et puis après ça s'est transformé en organisation communiste des travailleurs, et puis c'est là qu'ils m'ont dit que je n'étais pas marxiste, que j'étais anar. Donc ils m'ont parlé de Kronstadt, euh, de l'Ukraine et tout ça. Moi je ne connaissais pas du tout. » (Bertrand, 52 ans, militant au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« Assez naturellement, suite à, je sais pas, une lecture d'affiche ou je ne sais pas trop quoi, je m'intéresse à l'activité de ce comité d'action lycéen. Et il se trouve que ce comité d'action lycéen était animé par deux gars de terminale [...] qui étaient des *Jeunesses anarchistes communistes*, qui était une scission de la FA sur le Pré-Saint-Gervais ou quelque chose comme ça. Et donc je me retrouve sans le savoir [...] dans ce milieu-là. Et un jour les copains plus âgés du lycée font venir Daniel Guérin et Georges Lapassade. [...] Et je demande à un autre pote "mais pourquoi Daniel Guérin, pourquoi l'anarchisme ?" Il dit "parce que nous sommes anarchistes". Alors bon, s'il le dit ça doit être vrai. Toujours est-il que j'ai lu ce petit livre de Guérin, *L'anarchisme*, grand best-seller par chez nous. Effectivement, j'ai trouvé dans ce qu'il avait pu écrire ou ce qu'il avait pu collecter comme textes, exactement ou à peu près ce que je pensais. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Un jour, dans une réunion du Cercle barricades, il y a un gars de la *Ligue [Communiste révolutionnaire]* qui nous a amené les statuts, ils construisaient les *Jeunesses communistes révolutionnaires*. Alors un truc très carré, c'était écrit de A à Z, et il a dit voilà, vous acceptez ce truc-là, on construit les jeunesses... Et là j'ai pas supporté [rire] l'autoritarisme, j'ai dit non mais c'est pas possible, moi je suis tout à fait capable de faire des statuts, tu ne va pas nous imposer des trucs qui viennent d'en haut. Enfin j'étais anar déjà dans ma façon de réagir, je voulais construire moi-même... mon militantisme. Et puis bon on était un petit groupe de gens qui déjà réfléchissions pas mal quoi. Donc ça je crois que j'ai pas supporté. Il y avait une espèce d'autorité qui s'abattait sur nous, ils étaient plus vieux, donc ils nous imposaient un peu

Politix, vol. 16, n° 63, 2003, p. 150. Bernard Pudal repère les mêmes phénomènes, les révélations s'opérant chez les militants du PC à travers la lecture du *Manifeste communiste* en particulier. PUDAL, Bernard. *Prendre parti...* *Op. cit.*, p. 178-180.

aussi, c'était des mecs. J'ai pas aimé la façon dont ils s'imposaient. Et il fallait reconnaître la *Quatrième Internationale*, moi j'en avais rien à foutre, c'était pas du tout mon truc, moi c'était militer, avoir un petit peu une action politique... au lycée quoi. Et du coup il m'a dit ben écoute, t'as rien à faire ici, tu es anar [rire], donc va voir en face. Et effectivement en face il y avait le *groupe anarcho-syndicaliste* et qui était en train de construire un autre groupe qui s'appelait les *Jeunesses libertaires*. Voilà, donc je suis entrée aux *Jeunesses libertaires*. » (Marie, 45 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« Bizarrement, le terme anarchiste, c'est en cours d'histoire que j'ai découvert ça, donc il y a des bons prof, hein, à l'éducation nationale. Il y a une professeure d'histoire, donc c'était en seconde, qui nous avait parlé... Elle nous avait même fait... il y avait un petit texte de Proudhon, dans un bouquin d'histoire, et... Donc c'était très surprenant. Et puis d'ailleurs, je me souviens qu'à l'époque, j'écrivais moi mes idées sur un cahier, que je faisais lire à mes copains. Et c'est mes copains qui avaient lu ça qui m'ont dit tu vois, par rapport à ce qu'a dit la prof d'histoire, tu es anarchiste. Et moi, à l'époque, le terme anarchiste, comme pour beaucoup de gens je pense, c'était connoté avec terrorisme, poser des bombes. Je disais non, je ne suis pas anarchiste, je suis socialiste révolutionnaire mais je ne suis pas anarchiste. Mais cela étant, ça m'avait titillé, quoi, et puis le texte de Proudhon était quand même pas mal par rapport au pouvoir et à l'Etat, donc à partir de là j'ai commencé à m'intéresser et je me suis dit que oui, j'ai découvert que j'étais anarchiste. » (Gilles, 38 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

On voit dans ces témoignages que l'auto-identification comme anarchiste a pour certains enquêtés été le résultat d'une forme d'assignation identitaire par laquelle ils ont commencé à se définir politiquement. Être désigné par autrui comme un anarchiste a provoqué le déclic qui a ensuite amené les enquêtés à se familiariser avec le corpus officiel d'idées dont ils étaient supposés proches. Cette désignation constitue donc une première étape dans le processus d'auto-identification, mais qui n'est généralement pas suffisante en elle-même ; complétée par des lectures ou, éventuellement, la fréquentation de militants, elle aboutit à une conviction de partager des idées et valeurs avec un ensemble d'individus plus clairement identifié¹. A travers les révélations vécues personnellement et les assignations

¹ Le processus ainsi décrit s'apparente à celui que Birgitta Orfali désigne sous le nom d'« influence minoritaire génétique » qui, à travers différentes étapes, conduit des individus à adopter et intégrer le « message » d'un groupe minoritaire (dans son étude, le Front national). L'adhésion permet alors à ces individus de renforcer leur

identitaires qui sont l'oeuvre de tiers, les enquêtés ont donc pu donner un nom à leurs convictions tout en clarifiant le sens. Ce processus les a conduit à se concevoir comme des anarchistes, dans la mesure où ils adhéraient aux discours ainsi labellisés¹. L'adhésion au groupement a alors suivi l'adhésion aux idées.

2) Rencontrer des semblables

A l'issue d'un processus d'auto-identification comme anarchiste, les enquêtés ont éprouvé le besoin de rejoindre des individus, désormais identifiés, qui partageaient les mêmes convictions. Ce mouvement repose notamment sur le fait que posséder des convictions anarchistes a pu conduire à ressentir une forme d'isolement dans une société au fonctionnement peu compatible avec la philosophie anti-autoritaire et anti-capitaliste de l'anarchisme. Le rapprochement avec des militants est alors conçu dans un premier temps comme un moyen de rompre cet isolement et de rencontrer des « semblables », c'est-à-dire d'autres personnes adhérant à ces idées spécifiques et marginales. Cette démarche n'a donc pas toujours consisté consciemment en une démarche d'engagement, même si les enquêtés avaient à cœur d'exprimer leurs conceptions politiques.

« Rencontrer des gens, qui mettent en mot des choses que je pense être... Des gens que... quand tu leur parles de quelque chose ça fait écho. Parce que c'est quand même... dans les trois quarts des luttes, les gens, quand on leur parle d'un truc, ça ne fait pas écho, quoi. On n'est pas branché sur le même truc, on est... Donc ça fait déjà du bien de rencontrer d'autres

identité personnelle, de la voir reconnue et rendue plus visible. ORFALI, Birgitta. *Sociologie de l'adhésion. Rêver, militer, changer le monde*. Paris : Editions Zagros, 2005, p. 21-23.

¹ Les récits d'engagement de militants anarchistes qui composent le livre collectif intitulé *Le hasard et la nécessité : comment je suis devenu libertaire (op. cit.)*, laissent entrevoir les mêmes phénomènes d'assignation identitaire ou de révélation que mettent à jour nos entretiens. On peut par exemple y lire p. 38 : « Auparavant, j'avais déjà lu quelques livres libertaires et l'anarchie m'avait plu tout de suite. Politiquement, et dans mon profond désir de changer le monde, j'avais déjà perçu que l'anarchisme avec sa revendication de la liberté, rencontrait mes propres aspirations. Cela sonnait juste et sincère dans ma tête de jeune rebelle ! Cette première rencontre avec les milieux libertaires fut tout en actions et ce qui me marqua le plus fut le refus de la soumission et la radicalité de ces membres. Je me trouvais comme un poisson dans l'eau. Ce qui coula de source, à ce moment-là, fut comme une révélation : j'étais anarchiste car mes idées collaient avec cet idéal. » ; ou encore, p. 61 : « J'apprends surtout à mettre mes idées au clair et à les exprimer de façon cohérente. Lors de l'assemblée de fondation de *La Parole au Peuple* (mao spontex), j'interviens : “*Et si on n'élisait pas de direction permanente mais qu'on organisait plutôt une tournante dans les responsabilités*”. Réaction violente d'une vieille militante communiste (aujourd'hui membre de la secte stalinienne PTB [Parti du travail de Belgique]) qui me jette à la gueule, comme une insulte : “*Anarchiste !*”. Révélation. *Anarchiste*, quésako ? Jamais entendu ce mot-là. Intrigué, je découvre Bakounine ; les biographies des “grands” anciens, Durruti et Makhno me fascinent. Incroyable, pour la première fois, ce que je lis, j'ai l'impression de le partager totalement, presque de l'avoir écrit. [...] A 17 ans, j'ai l'impression d'avoir trouvé ma voie. »

personnes, qui sont un peu dans la même mouvance, avec qui je peux parler, échanger, ça fait écho et on peut réfléchir ensemble. Déjà, ça fait du bien, ça rassure... de pas se retrouver toujours toute seule [rire]. » (Claire, 53 ans, militante au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Pourquoi j'ai voulu aller dans un groupe ? Ben déjà c'était pour rencontrer des anars, quoi, pour voir... ce que c'était qu'un anar, en vrai quoi [rire]. Parce que j'ai mis un an, quand même, pendant un an j'ai lu *le Monde Libertaire* sans... sans faire le pas quoi... Tu vois j'ai eu une petite hésitation au début, je me disais bon est-ce que... et puis après j'ai quand même eu envie de rencontrer les gens quoi, de voir ce que c'était que les anarchistes. » (Georges, 45 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« C'est vrai que je me sentais un peu seule, j'avais des idées, toute seule de mon côté, et j'avais un peu l'impression d'être toute seule à penser comme ça, à la limite je croyais même que j'étais asociale [elle rit]. Non mais c'est vrai, quand je discutais avec des gens je me sentais ben... décalée quoi. [...]

Ben mes motivations [à rejoindre la FA], je pense que je l'ai d'abord fait pour moi, au final, il faut être honnête [elle rit]. Enfin pour moi c'était tellement un soulagement de me dire je ne suis pas toute seule à penser comme ça il y a d'autres gens qui pensent comme moi... Déjà il y a ça. » (Marina, 34 ans, militante au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Je me suis abonné au *ML*, et puis un jour il y avait un petit encart en dessous d'un article [...], avec marqué création de l'Union départementale 92 de la *Fédération anarchiste*, pour nous contacter, envoyer un *e-mail* à ça, etc. Je me suis dit tiens, je suis le seul anar dans mon coin, j'aimerais bien rencontrer des anars, et tout, et je suis... Je les ai contactés, je me suis retrouvé dans cette UD 92, qui très, très vite s'est mise au *groupe Idées Noires* qui était plutôt dans mon coin. Et je me suis un peu retrouvé militant sans le vouloir.

— *Sans le vouloir ?*

Ouais, parce que j'étais pas... je ne m'attendais pas à devenir militant, en fait, moi je voulais juste rencontrer des anars à la base. Et donc voilà. Aujourd'hui, je suis renté dans le *groupe Idées Noires*. Je ne sais pas si tu connais Djamel du *groupe Idées Noires*, c'est lui qui m'a pas mal formé. Beaucoup de points, j'ai beaucoup discuté avec lui, on a fait... On a eu l'occasion de faire des réunions, toujours, des collages... Et puis, il a eu ce côté de me dire ben si tu veux faire quelque chose, fais-le, c'est comme ça que ça marche ici, il n'y a pas de chef, c'est... Il suffit de s'y mettre, on peut tous le faire, quoi. Il m'a incité à faire des petits trucs, à faire des collages, à repérer, à aller à des réunions avec d'autres orgas, ou quoi, et puis je me suis

retrouvé militant, sans vraiment m'en rendre compte. » (Sébastien, 20 ans, militant au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

La démarche d'engagement motivée par une auto-identification comme anarchiste remet en cause le modèle de l'action altruiste que peuvent traditionnellement véhiculer de nombreux récits militants. On constate en effet que pour plusieurs enquêtés, avant de se soucier de défendre leur conception de la justice sociale, c'est eux-mêmes qu'ils ont cherché à satisfaire. L'engagement semble ainsi prendre une forme égoïste dans la mesure où il paraît parfois motivé en premier lieu par un besoin d'appartenance et de réassurance « identitaire »¹. La défense des idées et l'envie d'agir concrètement au service de ses convictions n'apparaissent alors consciemment que dans un second temps. Même lorsque différents types de motivations sont simultanément présentes, la dimension « identitaire » demeure importante, et ce d'autant plus qu'un engagement dans un groupe anarchiste est peu envisageable en l'absence d'une auto-identification préalable comme anarchiste. L'adhésion à la *Fédération anarchiste* implique quasi nécessairement un certain degré de sentiment d'être soi-même anarchiste², même si celui-ci peut d'abord relever du doute ou de l'impression plutôt que de la certitude. Un certain nombre de défections peuvent d'ailleurs provenir d'une prise de conscience que l'on ne partage finalement pas les idées et convictions nécessaires pour se définir comme anarchiste et que l'on n'est par conséquent pas à sa place dans l'organisation. A travers les récits des militants anarchistes, on mesure la force et l'importance des auto-identifications dans ce groupe spécifique de notre échantillon. Celles-ci, on le verra, sont au principe d'un sentiment partagé d'appartenir à un même ensemble et de se différencier du reste de la population militante. Ce processus d'identification, préalable à l'engagement, distingue clairement les anarchistes des activistes de la gauche radicale pour qui, bien qu'un certain nombre de présupposés soient tacitement requis (antilibéralisme économique, anti-autoritarisme, égalitarisme...), aucune identification spécifique n'est nécessaire. Comme on l'étudiera plus loin, ces derniers ne partagent pas de définition commune de ce qu'ils sont et ne se retrouvent sous aucun vocable commun qui permettrait de les identifier et renseignerait sur leurs particularités ou donnerait une idée de leurs

¹ On met ici encore le terme entre guillemets pour bien signifier qu'on se distingue de ses acceptions fixistes et essentialistes.

² L'appellation « anarchiste » constitue pour le groupe un marqueur identitaire fort qui, en donnant de lui une image relativement précise vis-à-vis de l'extérieur, contribue à « trier » les individus qui sont susceptibles de le rejoindre. On n'adhèrera *a priori* pas à un groupe d'anarchistes si l'on ne se définit pas comme anarchiste.

convictions. Mais si les motivations qu'on pourrait qualifier d'« identitaires » telles que nous les avons définies concernent les seuls militants anarchistes, nous allons maintenant voir que celles tenant à la forme de l'engagement sont essentiellement mises en avant par les radicaux.

C. Les modes d'action et d'organisation comme motivation

La forme que prenait l'engagement a été pour un bon nombre de militants une motivation aussi importante, si ce n'est plus, que l'idéologie et les valeurs défendues. La nouveauté de la forme, de la manière d'agir, en comparaison au militantisme associatif et partisan classique (distribution de tracts, collages d'affiches...), si elle n'a pas été évoquée par les militants anarchistes, a constitué un élément déterminant pour près de la moitié des militants de la gauche radicale. Ceux-ci mettent l'accent sur leur intérêt pour un engagement différent, novateur, où l'on prend du plaisir, où l'on milite en s'amusant :

« J'ai toujours été relativement allergique à tout ce qui pouvait être MJS... des trucs comme ça... Indépendamment des prises de position politiques, tu vois, c'était vraiment une organisation hiérarchisée. C'est vraiment un trait déterminant, on était tous dans ce cas-là. Après l'autre truc, c'est qu'il y avait [dans *Aarrg!*] une certaine inventivité dans les modes d'action et ça c'était assez séduisant. L'impression qu'on allait passer à quelque chose de concret et qu'on allait pas distribuer des tracts dans la rue avant de... de faire autre chose quoi. Ca c'était assez déterminant. » (Thierry, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« — *Qu'est-ce qui t'a motivé, à l'origine, à rentrer dans Aarrg! ?*

J'en ai déjà un petit peu parlé, il y avait déjà un peu, ce que j'ai dit tout à l'heure, c'était des terrains militants qui faisaient partie de mes préoccupations depuis un moment, il y avait des choses qui étaient beaucoup plus circonstanciées. Le fait que c'était l'occasion de militer, de faire des choses qui m'intéressaient, avec des amis, des gens que je connaissais dans un cadre qui soit pas une organisation où je me serais pas forcément senti très bien. Et puis il y avait aussi l'idée de commencer à faire les choses soi-même, d'apprendre à faire des choses... Le côté un truc tout neuf qu'on va monter, quoi, donc le fétichisme du truc en train de naître, à ce moment là, je pense qu'il y avait aussi de ça. Bon, ça c'est une analyse après coup, j'en avais pas conscience sur le moment... Et puis oui, il y avait le côté très nouveau de la chose, le petit côté étiquette, nouveau, beau, ça avait pas mal de phraséologie sur les réseaux, les nouveaux militants, des choses assez séduisantes, comme ça, qui étaient à l'époque assez nouvelles dans

le milieu militant, qui sont un peu des clichés maintenant. » (Damien, 26 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« Moi c'était d'abord le côté voilà, c'est des copains qui vont faire des trucs marrants, voilà, on va coller des bulles¹ sur des panneaux de pub [rire], il y en a marre de la pub, je trouve ça marrant, enfin... Ouais, au départ c'est vraiment le côté, ouais, amical et sympa et marrant et faire des trucs un peu interdits, et euh... la réflexion elle est venue après, ou en même temps, quoi, elle s'est creusée au fil du temps, enfin... je ne suis pas arrivée à la *Crep* pour sauver la planète [rire]. » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

« — *Et qu'est ce qui t'a motivée à rentrer dans Aarrg! ?*

Ben, pour moi déjà c'était pas rentrer dans *Aarrg!*. On créait *Aarrg!*, puisque... [...] C'était l'idée de réfléchir et d'agir en même temps. Et puis des formes rigolotes, essayer de pas s'embringer dans des trucs de militants hyper sérieux, qui se prennent au sérieux... Voilà. Mais en faisant quand même des choses qui avaient du sens, donc derrière, une réflexion. » (Béatrice, 30 ans, militante à *Aarrg!* Paris).

La recherche de plaisir dans le militantisme a été un leitmotiv pour de nombreux militants que le modèle de l'abnégation, du devoir et de la remise de soi, supposément illustré par certains militants de partis de gauche et d'extrême gauche, faisait fuir. On retrouve dans ces aspirations des jeunes des classes moyennes urbaines la « morale du devoir de plaisir » évoquée par Pierre Bourdieu à propos de la « nouvelle avant-garde éthique » que constitue la « petite bourgeoisie nouvelle »². A travers la recherche du nouveau et du concret, la valorisation de l'agréable, le souci de l'expression personnelle, le rejet de la contrainte, de la routine et de l'aliénation se dessinent deux types d'exigences que les extraits précédents ont permis de saisir : l'insistance sur l'importance des manières de faire se décline à la fois dans la revendication de modes d'actions novateurs et plaisants et dans la recherche de modes d'organisation à la fois non contraignants et permettant l'expression personnelle.

A partir de son étude de l'association Greenpeace, Nadège Fréour a bien montré l'existence de « liens étroits entre le choix d'une organisation comme cadre de l'engagement

¹ Des « bulles » type bande dessinée pour faire « parler » les affiches publicitaires.

² BOURDIEU, Pierre. *La distinction... Op. cit.*, p. 424.

et le répertoire d'action proposé par cette dernière.¹ » Les motivations tenant aux modes d'action tendraient même à jouer un rôle plus grand dans l'engagement et le choix d'une organisation que les motivations tenant aux idées dans la mesure où, au sein du mouvement altermondialiste, on peut constater une forte homogénéisation idéologique². C'est d'avantage par conséquent la façon d'agir que la cause défendue qui finit par importer réellement et qui fait donc la différence. On retrouve très clairement cette idée dans les propos de nos enquêtés membres de la gauche radicale : si l'on a pu constater une large indétermination dans les valeurs, une référence très implicite à des idées mobilisatrices, les modes d'action ont été expressément mis en avant pour justifier un choix d'engagement. Comme le mouvement anti-publicitaire étudié par Sophie Dubuisson-Quellier et Julien Barrier, les groupements libertaires attirent en particulier parce qu'ils proposent une forme de protestation qui ne passe pas par le vote³. Ils opposent à la politique partisane et au système représentatif un activisme basé sur le concret et l'action directe, une insistance sur le faire. Le choix des collectifs de la gauche radicale et alternative traduit souvent un rejet d'une politique basée sur la parole (« le blabla ») ; lorsque les idées passent au second plan, l'urgence est à l'action. Le militantisme est alors avant tout réaction. Mais cette réaction ne doit pas prendre n'importe quelle forme : la nouveauté, la créativité, l'humour ou l'ironie sont privilégiés, parce qu'ils correspondent aux dispositions des activistes davantage que pour leur efficacité supposée ou constatée :

« Quand on a rencontré la *batucada*⁴, [...] ben moi j'ai trouvé un moyen de militer qui me plaisait, parce que... ouais, ça apportait... Ca donnait un autre visage à une manifestation, et puis... C'était aussi apparaître aux yeux des passants, qui sont mine de rien très, très importants, quand on manifeste, c'est apparaître autrement que des râleurs qui ne sont contents de rien, enfin... C'était voilà, c'est la fête, on a des idées... » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« — *Et qu'est-ce qui t'a motivée à franchir le pas ?*

Ben c'est la manière d'agir, en fait, qui m'a vraiment intéressée, le côté ludique, rigolo... [...] La *Crep*, j'aimais vraiment bien la manière d'agir, le fait que... que voilà, je ne sais pas trop comment exprimer ça... ouais, le fait qu'on fasse des choses drôles, et il y a quand même de

¹ FREOUR, Nadège. « Le répertoire d'action collective comme répertoire d'offre d'engagement : un éclairage sur les contraintes liées aux processus de mobilisations contemporains ». Communication au Congrès de l'Association française de science politique, Lyon, septembre 2005.

² *Idem.*

³ DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, BARRIER, Julien. « Protester contre le marché... » Article cité, p. 218.

⁴ Groupe de samba.

l'idée derrière, quoi. Les gens ne s'en rendent pas toujours compte, à l'extérieur, et des fois ils disent "ah, c'est des petits rigolos déguisés en dinosaures sur des vélos", ou des choses comme ça. Et d'ailleurs les articles qui paraissent dans les [Dernières Nouvelles d'Alsace] quand on fait des *Vélorutions*¹, ça montre à quel point on n'est pas pris au sérieux... » (Inès, 25 ans, militante au *Crep*).

« Ce qui m'a plu, c'est... une autre manière de militer. Parce que en fait, quand j'ai décidé de ne pas militer à la LCR, c'est parce que je me suis rendu compte que je ne voulais pas, que je ne me sentais pas bien dans un contexte aussi formel, je ne voulais pas rentrer dans... je ne dis pas que je suis contre ça, mais simplement je ne me sens pas à l'aise avec l'idée de militer dans un parti où voilà, je savais que j'allais avoir du mal à mettre en avant mes idées, mettre en action mes idées. A *Vamos!*, j'ai vu que, peut-être parce que c'était un petit collectif, qu'on pouvait avoir assez rapidement une articulation entre la théorie et la pratique. On pouvait parler et mettre en place des idées à travers la samba, à travers des actions. » (Manuel, 23 ans, militant *Vamos!*).

« — *Et qu'est-ce qui t'a motivé à te lancer là-dedans ?*

Ben, le projet initial... [...] c'était le fait d'avoir un petit labo de lutte, d'expérimenter des techniques, de repomper des choses qui se faisaient à l'étranger, chez les Italiens, c'était la référence au début, les *Tute Bianche* et aussi beaucoup *Reclaim the Streets* en Grande-Bretagne. Donc il y avait l'idée d'essayer, de faire un groupe qui soit un groupe d'activistes où on bricole. » (Renaud, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« — *Et qu'est-ce qui à l'origine t'avait intéressé dans le groupe, t'avait motivé à y rentrer ?*

C'était l'aspect imaginaire, clairement, parce que j'avais été un peu frustrée de cet aspect là avec les sans-papiers, c'est-à-dire que c'était du travail de fond mais je trouvais que les militants avaient un peu tendance à se prendre au sérieux, et donc à développer presque des querelles de chapelle parce qu'untel est à la CNT, l'autre à la CGT... Et ça me lassait un peu. Et donc je voulais savoir s'il était pas possible de concilier une démarche créative avec des sujets de fond aussi importants que les lois sécuritaires, les combats de tous les sans... Et j'en avais marre de faire des manifs derrière des banderoles. » (Bérangère, 26 ans, militante à *Aarrg!* Toulouse).

¹ Manifestations à vélo.

« Qu'est-ce qui m'a fait franchir le pas ? Un désir d'abord de faire ce qu'on appelle de l'action directe. D'arrêter une déception face au militantisme institutionnel, c'est-à-dire qui consiste à être dans une grosse organisation qui va te représenter, plus ou moins bien, face à des pouvoirs publics ou dans les médias. Donc une déception déjà sur les modes d'organisation quoi, et aussi les résultats que ça permettait d'obtenir. Ils étaient faibles. Et puis il y a eu aussi une envie de bouger, de faire des choses, une espèce de pulsion à vouloir faire les choses et agir directement... » (Luc, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

L'impérieuse volonté d'agir qui a motivé de nombreuses décisions d'engagement a naturellement conduit les aspirants militants à se diriger vers des collectifs qui leur permettraient de satisfaire ce besoin. La possibilité de mener des actions directes, d'être personnellement investi dans l'activité extérieure de l'organisation, a par conséquent constitué une motivation importante. Mais comme on l'a vu, le caractère attractif de l'action tenait aussi et surtout à l'originalité de sa forme, à sa nouveauté et sa concordance avec des dispositions personnelles des enquêtés : la recherche du plaisir tout autant que de l'expressivité, le désir de valoriser ses compétences ou de satisfaire ses envies artistiques (en intégrant un groupe de samba, en chorégraphiant des *happenings*, en réalisant des décors ou des costumes, etc.). Le fait que les militants anarchistes n'évoquent pas les modes d'action de leur organisation comme élément qui a motivé leur adhésion reflète à la fois l'effet de leur profil sociologique parfois différent de celui des radicaux et de leurs parcours d'engagement distincts. Du point de vue des caractéristiques sociographiques des membres de la FA, on a vu qu'un certain nombre d'entre eux étaient plus âgés, moins instruits et issus de milieux plus populaires que les militants de la gauche radicale : les enquêtés anarchistes sont d'autant plus étrangers ou indifférents aux motivations tenant à la nouveauté des modes d'action qu'ils sont plus éloignés de la « nouvelle petite bourgeoisie » dont parle Pierre Bourdieu et de son souci d'avant-gardisme¹. S'agissant des parcours de politisation puis d'adhésion, on a pu constater la spécificité de leur engagement, souvent basé sur un processus préalable d'auto-identification et plaçant la défense des idées au cœur de la motivation et de l'investissement militant. La forme de l'expression importe par conséquent moins, pour la plupart des anarchistes, que le fond du message qu'ils espèrent transmettre.

¹ Sur la « petite bourgeoisie nouvelle », cf. Bourdieu, Pierre. *La distinction... Op. cit.*, p. 409-431

Dans les extraits d'entretiens que nous avons cités transparait l'idée que les modes d'action ne sont pas sans lien avec les modes d'organisation. Bien que les deux soient formellement distincts, il n'est guère possible de séparer le mode d'expression d'un groupe de la façon dont il se structure et donc de la place qu'il laisse à chacun. Le fait de permettre une action directe des membres et donc de laisser la possibilité d'agir sans imposer de conditions ou de médiation (en réservant certains rôles aux dirigeants, aux porte-parole, aux militants expérimentés, etc.), est en rapport direct avec les modes d'organisation du collectif. Dans les groupes libertaires — qu'ils soient anarchistes ou radicaux —, l'action n'est directe et ne vaut que parce qu'elle est librement et directement décidée par l'ensemble des militants. Un niveau élevé (ou un fort sentiment) de compétence politique et de politisation favorise un rejet de la délégation et une volonté de s'investir personnellement dans les affaires publiques¹ et, *a fortiori*, dans le collectif militant. Si l'on considère qu'« une organisation attire et retient des agents disposés à accorder du prix [...] à tout ou partie des rétributions ou opportunités de rétributions que son activité est susceptible de générer² », on comprendra alors que les militants libertaires aient été enclins à apprécier en particulier la possibilité que leur offrait l'organisation de s'exprimer personnellement et de rester maîtres à la fois de leur investissement et du fonctionnement de la structure elle-même. On peut donc dire que c'est le mode d'organisation lui-même qui a souvent constitué une incitation à l'engagement, au sens en particulier où le collectif a été choisi parmi d'autres en fonction de la façon dont il fonctionnait et était structuré³. L'horizontalité et donc l'absence de hiérarchie, la liberté de parole et d'initiative dans le cadre de décisions prises au consensus, la référence à l'autogestion, le fonctionnement dénué de contraintes de présence ou de participation ont constitué autant d'incitations à l'engagement :

¹ GAXIE, Daniel. *Le cens caché : Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris : Seuil, 1978, p. VI (Préface à la troisième édition).

² GAXIE, Daniel. « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective ». Article cité, p. 179.

³ On retrouve cette idée chez Elisabeth Clemens qui évoque l'idée que « des modes d'organisation distincts rendent aussi l'activisme attractif pour des militants potentiels différents » (« Beyond the Iron Law : Rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research », in SNOW, David A., SOULE, Sarah A., KRIESI, Hanspeter. *The Blackwell Companion to Social Movements*. Op. cit., p. 157.) Selon Clemens, le mode d'organisation peut fonctionner comme un cadre de l'action collective, encourageant l'engagement lorsqu'il entre en résonance avec les attentes et les expériences organisationnelles des individus (« Organizational form as frame : Collective identity and political strategy in the American labor movement, 1880-1920 » in MCADAM, Doug, McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. (eds.). *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p. 205-226).

« Ce qui m'a plu ben c'est... tout de suite, c'est le côté horizontal, donc organisation en autogestion... Le fait qu'on est rapidement responsabilisé dans la mise en place des actions, tout ça, puisque... ça c'est totalement participatif. Le mode de... et puis la démocratie interne au groupe, l'organisation horizontale, la prise de décision au consensus, l'animodération¹, euh... l'implication de chacun... » (Grégoire, 30 ans, militant à *Chiche!*).

« C'est le premier vrai collectif que j'intègre. Et c'est un collectif flou et c'est pour ça que je l'ai intégré [elle rit]. Euh... Avant, je ne savais pas où aller, il n'y avait jamais rien... Enfin il n'y avait aucun autre collectif, ou orga, ou... qui me convenait... je ne me sentais pas d'intégrer ces choses-là, c'était... je pense, il y a une taille humaine dans *Vamos!* qui m'a fait franchir le pas, on va dire. Enfin le reste je n'avais pas du tout envie. [...] [A] *Vamos!*, ce qui est important, c'est que tu arrives, tu peux parler, tu es écouté... Alors que... j'avais pu aller dans d'autres... j'ai une copine qui s'est mise aux JCR. Je suis allée une fois en réunion... Et voilà... il y a une notion... moi je pense que c'est ça, mais je crois que je n'y pensais pas au début mais c'est la hiérarchie, quoi, tu as trois quatre personnes qui parlent et qui prennent la décision et les autres ils disent oui, ils adaptent leur pensée à ce que dit le groupe, un peu. Et ça, j'ai trouvé... Ce que j'aime bien c'est que tout le monde ne pense pas pareil et que ce n'est pas forcément un handicap, du moment qu'on maîtrise assez, qu'on n'a pas des pensées trop divergentes. » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« Je crois que ce qui m'a mot... je sais pas si ça m'a motivé, mais j'ai jamais supporté les chefs, moi. J'ai jamais supporté qu'on me donne des ordres, je n'ai jamais supporté l'autorité quoi. Je me suis toujours senti suffisamment grand, autonome, pour décider tout seul. Alors ça m'a sans doute permis de faire des conneries, ou donné l'idée, j'en sais rien, mais j'ai toujours eu un rapport à l'autorité extrêmement... difficile et beaucoup, un grand choix d'autonomie quoi. Donc c'est aussi pour ça que je me suis dirigé vers ce mouvement [anarchiste], hein, où à la fois il y a la place de l'individu et la place du collectif. Je ne me sentais pas non plus autosuffisant, hein, je crois que j'ai un rapport à l'autorité... Quand j'avais mes bulletins, même quand j'étais bon élève, il y avait souvent marqué insolent, ou répond, enfin il y avait toujours quelque chose, un espèce de refus de me soumettre, toujours ça ouais ça... "ils ne me soumettront pas ces connards". » (Serge, 54 ans, militant au groupe *Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

¹ Technique d'animation des débats destinée à assurer la participation la plus égalitaire possible des membres du groupe et à faciliter la discussion pour atteindre un consensus. On reviendra sur ces procédures dans le prochain chapitre.

« Alors moi, je savais que des gens [que j'avais rencontrés à *Attac Campus*] faisaient partie d'un truc qui s'appelait *Vamos!*. Je n'ai pas trop compris ce que c'était *Vamos!*, mais visiblement ça leur plaisait et c'était vachement centré sur comment on s'organise. C'était des gens qui considéraient que la façon dont on s'organise, les tâches techniques, le concret, c'était éminemment politique, voir plus politique que bien des idées qu'on peut énoncer quoi. Ca, moi, ça me plaisait bien comme idée, ce truc-là, le côté nos pratiques sont aussi voire plus importantes que nos idées, c'est un truc qui me démangeait quand même pas mal. » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*).

« Une volonté d'agir et puis d'expérimenter d'autres choses, d'autres manières d'organiser. Parce que là aussi quand tu critiques une façon d'organisation sociale, il faut quand même aussi expérimenter. Tu ne peux pas taper sur la gueule de l'autorité et ne pas expérimenter à un moment les groupes de gens qui se mettent ensemble et qui refusent l'autorité. Il faut bien tester. » (Ferdinand, 39 ans, militant au *Crep*).

La forme antiautoritaire des groupements a largement contribué à les rendre attractifs pour des individus marqués par leur forte réticence à l'embrigadement et leur refus de la remise de soi. Bien que les anarchistes soient en principe sensibles à la question de l'autorité, ce sont principalement des membres de la gauche radicale qui ont mis en avant ce facteur dans les motivations de leur engagement. Sans doute doit-on y voir une part d'implicite : il semble en effet aller de soi qu'un groupe anarchiste soit dépourvu de chef :

« C'est vrai que pour moi c'était tellement... enfin c'était évident qu'en rentrant à la *Fédération anarchiste* c'était un truc où il n'y avait pas de chef. La question ne se posait même pas. Mais ça, non, je n'ai jamais été dans aucun parti ou aucune orga, en fait je n'ai jamais milité en dehors du secteur anarchiste.

— *Et tu n'as jamais envisagé de rentrer dans un parti ?*

Non, non, non, c'est quelque chose qui ne m'est jamais venu à l'esprit.

— *Et pourquoi ?*

Peut-être parce que je suis trop individualiste et... je ne supporte pas... En fait j'ai une haine contre toute autorité et je ne supporte pas qu'on me dise ce que je dois faire. Même au travail, hein, heu... même en amour, même en amitié, quand on me dit ce que je dois faire c'est quelque chose que je prends très mal, où je peux réagir très violemment. C'est... je fais ce que je veux, quand je veux, ou je veux, en tout cas le plus possible. » (Gilles, 38 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

Si l'absence d'autorité dans le collectif apparaîtrait évidente pour les anarchistes dont les convictions sont fondées sur le rejet de toute domination, il n'en va pas de même pour les militants de la gauche radicale qui ont pu constater que nombre d'organisations de gauche et d'extrême gauche (qu'ils s'agisse par exemple de la LCR ou d'*Attac*) ne fonctionnaient pas sur un schéma horizontal en dépit de leurs revendications de plus d'égalité. Ceci explique sans doute la différence de poids que donnent les deux ensemble de militants à la question organisationnelle parmi les motivations de leur engagement. Cette différence dans les discours ne traduit donc pas nécessairement une inégale valorisation de l'égalitarisme au sein du groupement dans la réalité. Au contraire, on peut penser que l'anti-autoritarisme est central chez l'ensemble des militants libertaires. C'est en particulier ce sentiment profond d'une égalité fondamentale entre les individus qui fait naître leur attirance pour les organisations horizontales dans lesquelles chacun peut préserver son autonomie. Le refus des contraintes organisationnelles, le rejet de la remise de soi et la défense de sa propre liberté face au collectif, loin d'être un frein à l'engagement, constituent pour les libertaires une motivation première, la *conditio sine qua non* de leur investissement.

Maintenant que nous avons envisagé les différents types de motivations (idéologiques, émotionnelles, identitaires ou pragmatiques) par lesquelles les enquêtés ont justifié leur décision de s'engager, et avant d'étudier leur activité au sein d'un collectif libertaire, il convient d'aborder plus concrètement la phase de l'entrée dans celui-ci. Il s'agit en effet de la dernière étape du parcours d'engagement, étape non dénuée d'importance puisqu'elle peut, dans une certaine mesure, conditionner la bonne intégration de l'individu au groupe.

III. Des motivations à l'adhésion

Deux questions principales se posent lorsqu'on étudie la démarche concrète par laquelle un individu décidé à s'engager a finalement rejoint une organisation : la question du choix de l'organisation et celle de la façon dont il rejoint effectivement le groupe. Ces deux questions ne se posent pas réellement lorsque l'individu a eu des contacts préalables avec l'organisation. Dans ce cas, ce choix est très largement guidé par la connaissance préalable qu'il a de

membres d'une organisation en particulier et l'approche du groupe et l'intégration en son sein est ensuite facilitée par ce lien initial.

Pour les individus qui n'ont pas eu de contact préalable avec un membre du groupe, et pour lesquels l'engagement relève donc d'une démarche volontaire et isolée, la question du choix se pose avec plus d'acuité. On peut en effet considérer que lorsque le « hasard » des événements et des rencontres n'a pas abouti à la mise en contact avec une organisation déterminée, l'aspirant militant est réellement en mesure — ou dans l'obligation — d'opérer un choix entre différentes « offres » politiques. Il est en pratique fort douteux que la décision d'entrer dans un groupe particulier résulte réellement d'un choix, ou du moins ce choix est-il généralement limité : il est peu probable qu'un individu ait une connaissance même approximative de l'ensemble de l'« offre » d'engagement de sa région, en particulier s'il habite dans une grande agglomération comme Paris, Toulouse ou Strasbourg. Son choix va donc être largement déterminé par le spectre restreint d'organisations dont il pourra avoir connaissance. Les aspirations des militants libertaires le rendent plus restreint encore : l'organisation devra, dans l'idéal, défendre des valeurs de justice sociale, de solidarité et d'égalité économique dans un cadre libre et non hiérarchique permettant l'investissement et l'expression personnels¹. Les militants radicaux n'ont pour la plupart pas réellement choisi leur organisation : les quelques rares qui n'y ont pas été guidés par une connaissance ne pouvaient que chercher à rejoindre le collectif qu'ils connaissaient qui correspondait le plus à leurs attentes. Pour leur part, les enquêtés s'auto-identifiant comme anarchistes et désireux de rejoindre une organisation défendant leurs idées avaient théoriquement face à eux plusieurs possibilités d'investissement (AL, la CNT, la FA, No Pasaran, l'OCL, l'OLS...). En pratique, rares sont ceux qui ont réellement hésité entre différentes options. Parmi les 22 militants qui ont adhéré à la FA à l'issue d'une démarche isolée, seuls deux affirment avoir fait un vrai choix, bien que dans leurs propos apparaisse en filigrane l'idée que ce choix a été guidé par des considérations tenant à l'importance de l'organisation (sa taille et ses moyens d'actions et de propagande) par rapport aux autres². Parmi les 20 militants restants, certains ne

¹ L'adéquation nécessaire entre les dispositions et aspirations d'un individu et les propriétés d'un collectif font dire à Frédéric Sawicki que les organisations politiques « choisissent leurs membres autant que ces derniers les choisissent », mettant bien en relief l'aspect restreint de ce choix. « Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE, Jacques (dir.). *La politisation*. Paris : Belin, 2003, p.127.

² « Je m'étais abonné en juin... parce que je ne savais pas dans quelle organisation j'irais, donc je voulais voir un peu leurs journaux. [...] Je me suis abonné au Monde Libertaire, à Courant alternatif et à Alternative

connaissaient aucune organisation anarchiste avant de voir une affiche ou un autocollant de la FA. Pour les autres, le « choix » de la *Fédération anarchiste* s'est imposé comme une évidence essentiellement pour deux raisons : parce qu'ils avaient découvert l'anarchisme via les moyens de propagande de l'organisation (*Monde Libertaire*, Radio libertaire) ou parce qu'elle constituait l'organisation la plus importante et la plus visible, la « vitrine¹ » du mouvement anarchiste². On voit donc que du côté des militants de la FA on ne peut pas plus que chez les radicaux parler réellement de choix ; différents facteurs conjoncturels (rencontres, écho médiatique...) ou structurels (visibilité d'une organisation) viennent dans chaque cas réduire le spectre des possibilités concrètes d'investissement.

Lorsqu'il n'y a pas de contacts directs avec une organisation, une envie d'engagement requiert une démarche volontariste pour se transformer en adhésion. Quelle que soit la visibilité de l'organisation, la rejoindre sans y connaître personne relève toujours quelque peu du saut dans l'inconnu. La prise de contact et l'introduction dans le groupe n'ont jamais été présentées comme ayant posé un problème dans les cas où l'aspirant militant connaissait déjà un de ses membres. Il n'en va pas nécessairement de même dans le cas des démarches

libertaire en juin. *Moi en fait au départ je voulais rejoindre Alternative libertaire, parce que les textes de Guérin m'avaient vraiment marqués, même ce qu'il a écrit lui sur le communisme libertaire, moi j'ai... c'est une doctrine politique que j'aime beaucoup. [...] Cela étant, justement, déjà il y a des trucs qui m'ont gêné, déjà le fait que les mecs appellent à voter Chirac au 2ème tour en 2002, déjà pour moi c'est rédhibitoire, ça veut dire que ce sont des organisations qui son trop promptes à tomber dans l'hystérie. Donc ça c'est un critère net de choix. [...] Mais donc finalement en lisant les journaux, en fait je me suis dit comme je ne connaissais pas du tout le milieu anarchiste, j'allais plutôt aller à la FA qui était visiblement l'organisation où j'aurais le plus de chance de rencontrer des gens. Moi ce qui m'intéressait au départ c'était beaucoup plus de rencontrer des individus. » (Dimitri, 28 ans, militant au groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste).*

« — Et au moment où tu avais écrit cette lettre à la FA, puisque tu avais un peu fréquenté la presse militante de plusieurs orgas, pourquoi est-ce que tu avais finalement jeté ton dévolu sur la FA plutôt qu'une autre ? Alors il n'y avait pas que la presse, il y a aussi le fait que je me retrouvais plus dans le type d'organisation interne de la FA que dans celui des autres, en gros avec l'histoire du synthésisme et du platformisme, pour simplifier, même si après ce sont des choses qui ont été dépassées avec le temps. Mais en gros c'est le synthésisme qui me correspondait le plus, de ce que j'en savais, quoi. [...]

— Et donc c'était en fréquentant la FA ici que tu t'es rendu compte du fonctionnement... ?

C'était la presse et les bouquins, lecture des principes de base. C'était la lecture du Monde Libertaire qui m'avait le plus accroché. Un des trucs qui m'avait... Bon, il y a aussi le fait que ce soit la plus grosse... C'était l'organisation qui avait le discours le moins monolithique, mais c'est aussi dû au synthésisme, enfin c'est des choses qui sont liées... » (Sylvain, 23 ans, militant au groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste.)

¹ « Je suis allé vers la FA parce que c'était le... C'est la vitrine, un peu, la FA. Je ne me suis pas posé la question de savoir s'il y avait beaucoup d'autres groupes. Tu vois, si, j'avais entendu parler de l'AL, et de la CNT, mais la CNT, je ne me sens pas vraiment syndicaliste, je ne suis pas... je ne bosse pas, je ne suis pas du tout un acharné de... tu vois, je me sentais moins proche d'eux. Et puis la FA, j'avais l'impression que c'était, et puis comme ils le disent eux-mêmes, tu vois, qu'ils se veulent un peu la vitrine de tous les courants. Je me suis dit que c'était là, que c'était avec eux que j'étais le plus à même de trouver ce qui me convenait. » (Nicolas, 28 ans, militant au groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste.)

² On retrouve ici l'idée de Florence Passy selon laquelle la visibilité d'une organisation rend moins important le rôle des réseaux sociaux dans l'engagement. Cf. PASSY, Florence. « Networks matter... ». Article cité.

individuelles. La prise de contact elle-même peut se révéler complexe. Les différents groupes possèdent pour la plupart une adresse postale¹ ou, plus fréquemment, une adresse *e-mail*. Lorsqu'il n'est pas possible de rencontrer les militants directement lors d'une action, d'une manifestation, d'une diffusion de tracts, etc., la démarche d'adhésion suppose de prendre contact avec eux par ses voies indirectes, nécessairement tributaires de la capacité et de la volonté de l'organisation de donner suite aux différents messages. Selon les périodes, les événements ou les habitudes, une demande de contact peut être ignorée, oubliée ou perdue, retardant l'adhésion si elle ne la décourage pas simplement². Quelques enquêtés nous ont fait part des difficultés qu'ils ont pu rencontrer dans leur démarche pour rejoindre un groupe libertaire :

« J'avais déjà pris un premier contact avec la FA il y a pff... il y a 10 ans, qui n'avait rien donné. J'étais sur Aulnay à ce moment-là et donc on m'avait dit tu seras en contact avec le groupe *Henry Poulaille* à Saint Denis. Et j'attends toujours des nouvelles... Donc j'avais laissé tombé, je me suis dit bon, il ne doivent pas avoir besoin de moi, j'ai laissé tomber et je suis rentré à la CNT. Et à la CNT, bon, il me manquait quelque chose, je ne trouvais pas ça très satisfaisant. Donc j'ai repris contact avec la FA [il y a quatre ans] et là Djamel m'a contacté en disant ça tombe bien, je vais monter un groupe, sur le sud de Paris. » (Hervé, 35 ans, militant au groupe *Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Ce qui s'est passé c'est qu'ils m'ont proposé simplement de passer à une réunion qu'ils faisaient de toute façon, donc en gros c'est comme ça que je me suis présenté. Mais donc il y avait pas du tout d'organisation, quoi, pour accueillir les gens. C'était un peu compliqué, je me souviens qu'au départ j'ai dû m'y reprendre à plusieurs fois, parce qu'une fois il m'avaient

¹ Au niveau fédéral, la FA reçoit à Paris dans sa librairie parisienne les courriers de demande d'adhésion. Ils sont ensuite normalement retransmis aux différents groupes en fonction du lieu de résidence de l'aspirant militant.

² Nous n'avons pu toucher par notre enquête que les militants qui avaient réussi à contacter effectivement l'organisation et à s'y intégrer par la suite ; il pourrait être intéressant d'étudier les effets des demandes de contact non satisfaites, en cherchant à voir éventuellement ce qui différencie les militants qui ont persévéré et ont fini par rejoindre l'organisation de ceux qui ont renoncé ou rejoint une autre organisation. Cette démarche s'apparenterait à celle de Doug McAdam lorsqu'il étudie les facteurs qui poussent certains inscrits pour le *Freedom Summer* à s'engager réellement ou au contraire à ne pas donner de suite (McADAM, Doug. « Recruitment to High-Risk Activism... ». Article cité). Plus généralement, la prise en compte de ceux qui ne s'engagent pas peut permettre d'éclairer, par la comparaison, les logiques qui favorisent l'engagement. Mais elle n'est pas toujours aisée, dans la mesure où elle pose évidemment la question des personnes à interroger : dans le cadre de notre travail, par exemple, quel type de personne rencontrer pour tenter de comprendre pourquoi elle n'a pas rejoint une organisation libertaire ? La comparaison est plus aisée dans les cas où la population mobilisable est spécifique : une profession donnée, un groupe ethnique ou religieux, les habitants d'un quartier particulier, etc. Sur la comparaison entre une population de chômeurs mobilisés et de chômeurs non engagés, cf. MAURER, Sophie, PIERRU, Emmanuel. « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998... ». Article cité.

envoyé un mail, pour me donner un point de rendez-vous donc pour une réunion, et finalement il s'est avéré que, je ne sais plus exactement ce qu'il s'était passé, mais le lieu avait changé et ils ne m'avaient pas rappelé parce que simplement, j'étais pas... comme tout fonctionnait par des *mailing*¹, comme j'étais pas sur les *mailing*, en fait, j'avais pas accès à cette information de dernière minute, j'y avais pas droit. Donc, en gros, j'avais un peu galéré, et donc j'y suis allé une autre fois. Ca a mis un peu de temps, ça a dû mettre une semaine ou deux semaines pour les rencontrer vraiment. » (Hugo, 25 ans militant à *Aarrg!* Paris).

« Je sais pas, j'ai eu un petit peu de mal, j'ai du envoyer quelques mails sans réponse [rire]. Et puis finalement, je sais pas, il y a quelqu'un qui m'a envoyé tout un petit package, avec euh, tu avais des exemplaires du *Monde Libertaire* euh, tout ça, enfin pour un premier contact en fait. Et puis je ne sais plus pourquoi, ça n'a pas abouti, je ne sais plus trop. Et finalement, alors je suis allée à Mille Bâbords, c'est une médiathèque un petit peu comme La Rue, et euh... ça n'appartient pas à la fédération, c'est à dire Mille Bâbords, c'est toutes les gauches. Donc en fait tu as plein de groupes qui se réunissent là [...]. Et donc je me suis retrouvée face à un type qui lui faisait partie de Mille Bâbords mais qui gérait... bon bref... Et là je ne sais plus ce que j'ai fait, j'ai dû faire comme à [la Librairie du Monde Libertaire], j'ai dû laisser mon adresse pour qu'il la transmette, et ça n'a toujours pas abouti [rire]. Et finalement, je suis allé au CIRA², et donc là, tu as [un membre de la FA], de Marseille, qui lui travaillait pas mal au CIRA. Et donc il m'ont donné son numéro et je l'ai appelé. Et donc là finalement en janvier... donc de août à janvier, fin août à janvier [rire]. » (Marina, 34 ans, militante au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

Lorsque ces difficultés³, propres à décourager des velléités militantes, ont été surmontées, il demeure dans le parcours d'engagement une étape ultime et cruciale qui est

¹ Liste de diffusion électronique.

² Centre international de recherches sur l'anarchisme.

³ Ces quelques difficultés ne sont pas sans rappeler celles que nous avons nous-mêmes connues en cherchant à prendre contact avec le groupe Berneri de la *Fédération anarchiste*, dont la page sur le site Internet de la fédération indiquait que les membres tenaient une permanence chaque mercredi de 19 h 00 à 20 h 00, au bar « Le Métro », à la sortie du métro des Abbesses, dans le 18^{ème} arrondissement de Paris. Arrivé à la sortie du métro au jour et à l'heure indiqués, nous avons eu la surprise d'apprendre que le bar en question n'existait plus depuis longtemps, et nous n'avons trouvé nulle trace du groupe Berneri dans le café qui l'avait remplacé. Après renseignement à la Librairie du Monde Libertaire, nous avons appris que le seul groupe basé dans le 18^{ème} arrondissement était le *groupe Louise Michel* mais que, contrairement à ce qui était indiqué sur leur page Internet, ils ne faisaient plus de vente du *Monde Libertaire* le dimanche dans la rue du Poteau. On nous a par conséquent conseillé d'essayer de rencontrer un des membres du groupe un samedi après midi, lors d'une permanence de la bibliothèque La Rue. Cette nouvelle tentative s'est avérée peu fructueuse puisque aucun membre du groupe n'était présent à ce moment-là, mais un des permanents de la bibliothèque nous a donné le

celle de l'intégration au groupe. Nous en dirons simplement quelques mots ici pour souligner le fait que la forme des groupes libertaires peut potentiellement rendre délicate l'intégration d'un nouveau membre.

« Il y avait des gens qui étaient intéressés, donc dans ce cas là on les invitait à une réunion et puis ben après, si ils voulaient participer à une action, ils participaient quoi. Alors il y avait ceux qui sont restés, il y en a qui sont restés, et puis il y en a d'autres qui ont participé à une ou deux réunions, une ou deux actions et puis qui sont repartis quoi. Ca dépendait. Le fait aussi que c'était une bande de copains ça facilitait pas l'insertion des nouveaux. Moi je plaidais vachement en faveur d'un accueil plus formalisé, tu vois, et du coup les types ils se sentaient là un peu étrangers à toutes les allusions qu'il pouvait y avoir et du coup c'était pas génial... » (Thierry, militant à *Aarrg!* Paris).

« Moi pendant les premières réunions j'étais en position d'observation. Aussi pour pas froisser les gens en fait. Pas arriver en disant j'ai plein d'idées alors que je ne sais pas dans quel groupe je suis... C'était la première fois que je faisais une démarche pareille, à aller dans un groupe très réduit, où les gens se connaissaient très bien...[...]

A la réunion il y avait environ 10-15 personnes, et dans le lot il y avait la moitié qui étaient en plus des amis, donc qui fonctionnaient en autoréférentiel, en fait. » (Bérangère, 26 ans, militante à *Aarrg!* Toulouse).

Les affinités idéologiques et sociologiques entre les militants des différents collectifs et les liens d'amitié qu'ils ont pu nouer à travers leur expérience militante peuvent rendre délicate l'intégration de nouveaux membres. Nous n'avons pas constaté l'existence de procédures spécifiques pour les accueillir : en fonction des groupes, mais surtout en fonction de considérations comme la densité de l'agenda militant ou le bon vouloir de certains, les « anciens » prennent ou non le temps de se présenter aux nouveaux et de répondre à leurs questions. Il est par conséquent possible pour un nouvel arrivé d'assister à une réunion entière sans quasiment parler à personne. Notre premier contact avec le collectif *Vamos!* a été de ce type ; l'expérience provoque un sentiment d'être profondément étranger à ce qui se joue. Le nouveau venu peut se sentir exclu à la fois des marques de familiarité ou d'affection qui s'échangent entre militants et des propos qui sont tenus et qui renvoient à un vocabulaire

numéro de téléphone du local en nous conseillant d'essayer d'appeler un lundi après 19h, parce que le groupe se réunissait là un lundi soir sur deux. Ce n'est donc qu'au bout de la troisième tentative que nous avons pu rencontrer les militants du groupe du 18^{ème} arrondissement.

indigène ou à des souvenirs d'expériences passées et connues des anciens membres seuls. Lors de la deuxième réunion à laquelle nous avons assisté, et alors que nous ne connaissions personne, nous avons choisi de nous intégrer dans un groupe de travail censé préparer une action spécifique autour du sommet de l'OMC. La première réunion de ce groupe a eu lieu au domicile d'un militant, nous donnant l'occasion de rencontrer sa compagne et son bébé, dans la gêne la plus totale. Cette gêne ne s'est guère dissipée lorsque sont arrivés les autres militants, visiblement tous liés par des liens d'amitié déjà anciens. La difficulté d'intégrer une organisation dont les membres se connaissent bien n'est sans doute pas spécifique au militantisme libertaire. La taille des collectifs libertaires et leur organisation informelle, basée sur des affinités politiques et personnelles renforcent toutefois l'embarras que peut provoquer l'entrée dans un microcosme étranger et relativement homogène. L'informalité qui préside à toute forme d'activité ne permet pas, paradoxalement, d'accorder une place particulière au nouveau venu ; en lieu et place d'une intronisation officielle souvent inexistante, le nouveau venu doit souvent se contenter d'un traitement comme « égal » aux autres participants, dans le sens où il ne sera l'objet d'aucune considération particulière. C'est principalement la raison pour laquelle, en l'absence de rite de passage, c'est par la participation concrète à l'activité du groupement (réunions et actions) que va se matérialiser l'adhésion et, bien sûr, que vont se nouer les liens avec les autres militants.

Conclusion

L'étude des parcours d'engagement a permis de dégager différents facteurs intervenant dans la construction d'une décision d'entrer dans un collectif militant, qui ne sont pas nécessairement spécifiques du militantisme libertaire. Quels que soient les individus, différents événements ou rencontres jouent un rôle important dans le chemin qui mène à l'engagement. S'agissant des événements, ce peut être tant un fait d'ampleur, historique ou au moins médiatique, qui interpelle l'individu en faisant affleurer un certain nombre de valeurs intériorisées et de dispositions ; ce peut également être un épisode anodin, comme une lecture ou une rencontre. Les rencontres sont souvent déterminantes à plusieurs titres : parce qu'elles jouent un important rôle de politisation, rapprochent du milieu militant ou mettent directement en contact avec le collectif qui sera finalement rejoint. Bien qu'il ne soit pas possible de dégager de l'étude des biographies un modèle séquentiel qui permettrait de décrire les étapes nécessaires de l'engagement, on peut affirmer que les rencontres ou les événements

interviennent tous à différents niveaux du parcours des les enquêtés. Les militants anarchistes — comme d’ailleurs les militants d’extrême droite étudiés par d’autres chercheurs¹ — ont pour particularité d’avoir souvent été confrontés dans leur cheminement à des événements ou des rencontres qui ont initié chez eux un processus d’auto-identification comme anarchiste qui a *in fine* motivé leur adhésion à un groupe dans lequel ils pouvaient assumer leur identification et fréquenter des semblables. Pour les autres, les motivations de l’engagement ont principalement tenu à l’importance des valeurs auxquelles ils étaient attachés, et au besoin, parfois émotionnellement éprouvé, de les défendre. Si les militants radicaux, jeunes urbains appartenant aux classes moyennes très instruites, se distinguent par leur attirance pour un engagement plaisant et original, l’ensemble des militants se retrouve dans le rejet des structures hiérarchiques et de la remise de soi. Les motivations des enquêtés, produits de leurs socialisations primaires et secondaires (à travers en particulier les événements et rencontres qui ont jalonné leur parcours), donnent un premier éclairage sur le rapport qu’ils peuvent avoir à leur engagement, ce qu’ils y cherchaient ou ce qu’ils croient y avoir cherché. Elles renseignent par conséquent sur ce que chacun apporte comme convictions et comme aspirations dans son organisation.

¹ CATELLANI, Patrizia, MILESI, Patrizia, CRESCENTINI, Alberto. « One root, different branches... » Article cité ; ORFALI, Birgitta. *Sociologie de l’adhésion... Op. cit.*

Conclusion de la première partie

Les développements qui ont composé notre première partie se sont attachés à répondre à quatre grandes questions, qui constituent un prélude à l'étude de l'engagement libertaire dans ses aspects concrets mais aussi dans ses dimensions culturelles : qui sont-les militants ? D'où viennent-ils ? Comment en sont-ils venus à s'engager ? Dans quel milieu évoluent-ils ? Il y a deux manières distinctes de répondre aux deux premières de ces questions. La première consiste à mettre en avant l'homogénéité des libertaires dans leur ensemble, tant du point de vue de leur origine que de leur niveau d'instruction ou de leur position sociale actuelle : ils sont membres des classes moyennes, diplômés, issus des classes moyennes. En ceci, ils ressemblent fortement aux militants altermondialistes tels que les décrivent les premières études qui leur sont consacrées. Un second point de vue revient à mettre l'accent sur les éléments de diversité qui traversent la nébuleuse libertaire : anarchistes et radicaux se distinguent sensiblement à la fois par leur position actuelle et par leurs origines. Sur ces deux plans, le groupe des anarchistes se caractérise, en moyenne, par une plus forte proximité avec les classes populaires, ce qui se retrouve également dans un niveau d'étude plus bas. Sans se placer parmi les plus défavorisés ou les plus dominés, ils sont plus fréquemment issus d'un milieu d'ouvriers ou d'employés et ils sont plus nombreux à n'avoir qu'un faible niveau de diplôme, voire à ne pas posséder de diplôme, et à appartenir aux catégories inférieures de la hiérarchie sociale. Ces disparités ne sont pas sans lien avec des moyennes d'âge différentes, la plus grande jeunesse des radicaux contribuant notamment à expliquer leur niveau de diplôme plus élevé et leur origine ouvrière plus rare. L'écart d'âge fait également partie des éléments qui permettent de comprendre les différences que l'on peut constater dans les parcours qui ont mené à l'engagement. Ceux-ci ont en effet pu prendre place dans des contextes historiques très disparates : il y a peu de points communs entre les configurations politiques et militantes de l'immédiat après 1968 et du début des années 2000. L'attrait de l'extrême et de l'ultra-gauche était alors bien plus important qu'il ne l'est aujourd'hui, et l'on peut comprendre que l'engagement anarchiste constituait dans les années 1970 le même type de refus de la tradition militante que peut représenter aujourd'hui pour les radicaux le rejet d'une extrême gauche jugée dépassée. Mai 68 a constitué un événement important dans le parcours politique de nombreux anarchistes, alors qu'il ne constitue qu'une référence lointaine pour la plupart des militants de la gauche radicale. Pour autant, anarchistes de tous âges et radicaux partagent un

ensemble de motivations à l'engagement, qui semblent avoir traversé les décennies : même souci de faire entendre sa voix pour défendre ses idées, même attachement à des valeurs de justice sociale. Mais d'autres types de motivations tendent à différencier les deux groupes et rendent compte des divers choix parmi les organisations existantes : les partisans de Proudhon et Bakounine mettent souvent en avant leur adhésion à une doctrine qu'ils veulent diffuser et leur souci de s'intégrer dans un collectif d'individus partageant leurs convictions. Les membres des organisations radicales et alternatives, quant à eux, soulignent surtout leur refus des structures politiques lourdes et centralisées et leur volonté de militer de façon innovante. Les divergences que l'on constate tant dans les profils que dans les parcours et motivations d'engagement des libertaires n'ont rien d'anodin. Elles constituent les bases sur lesquelles vont se construire des cultures politiques distinctes, influencées notamment par les histoires propres aux organisations rejointes. C'est la raison pour laquelle une exposition de ces prémices était nécessaire à notre étude des systèmes de signification qui sous-tendent aujourd'hui l'engagement libertaire. Ces premiers développements ont permis de nous familiariser avec le milieu militant et ses acteurs. Ils ont aussi et peut-être surtout souligné le rôle des socialisations dans la sensibilisation des individus à des thématiques sociales et la création chez eux de dispositions au militantisme, voire d'envie d'engagement. Ces socialisations reposent sur plusieurs agents et phénomènes, de l'éducation par les parents aux réseaux militants en passant par les groupes de pairs et les événements historiques. C'est par des processus diffus et généralement individuels que les acteurs en viennent à s'agréger à des groupes politiques dans lesquels ils pourront exprimer les valeurs qu'ils ont développées. C'est ensuite à travers des expériences collectives qu'ils vont développer des systèmes de représentations et des identifications qui viendront nourrir leur culture politique. Ces expériences et les apprentissages qui leurs sont liés feront l'objet de notre deuxième partie.

Seconde partie : S'organiser et agir collectivement

Lorsqu'ils se sont décidés à rejoindre un groupement libertaire, les individus doivent s'y intégrer afin de pouvoir participer à ses activités au titre de membre à part entière. Avant d'envisager concrètement en quoi consistent ces activités, il convient donc de dire quelques mots sur les modes d'adhésion au collectif, non pas au sens d'un accord avec ses positions ou ses actions mais au sens traditionnel d'une « prise de carte » qui fait d'un individu un membre officiel d'une organisation. La question des modalités d'adhésion à un groupement n'est pas anodine. Elle permet d'appréhender les rapports que les adhérents entretiennent avec leur organisation et donc de comprendre leur rapport à l'engagement en général : l'adhésion ne peut avoir la même signification selon qu'elle implique un simple clic sur Internet ou un ensemble d'épreuves de sélection, le passage d'un serment d'allégeance et le versement d'une cotisation. Le degré d'engagement, au sens d'« action de se lier par une promesse ou une convention », d'« obligation »¹, semble directement lié au coût de l'adhésion, à son degré d'exigence : on est d'autant plus engagé, obligé, que l'adhésion requiert un effort particulier, un investissement personnel élevé (en termes de ressources, d'identification, etc.)².

D'une manière générale, devenir membre des groupes de la nébuleuse libertaire est aisé et ne suppose pas de rituel particulier et codifié. L'intégration des nouveaux membres suit une procédure très informelle et peu ou prou identique dans l'ensemble des collectifs. C'est la question des conditions de l'adhésion a proprement parler, c'est-à-dire la façon dont est affirmée concrètement l'appartenance à l'organisation, qui contribue à distinguer deux ensembles parmi les libertaires. Il faut, pour devenir adhérent de la *Fédération anarchiste*, accepter ses « Principes de base » et s'acquitter d'une cotisation mensuelle³. Dans les autres

¹ Définitions du *Petit Robert*.

² Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki montrent dans leur ouvrage sur le Parti socialiste comment celui-ci a tenté de faciliter les recrutements militants en diminuant les exigences de l'adhésion. Alors qu'il fallait traditionnellement de trois à quatre mois pour devenir adhérent du PS (en suivant un parcours d'initiation consistant à « être parrainé par un militant d'une section puis de se présenter devant ladite section au cours d'une cérémonie d'accueil, avant de participer aux réunions et aux assemblées générales »), un nouveau statut, dit de « sympathisant » a été créé pour accélérer et faciliter l'adhésion. Les auteurs citent Michel Morin, un responsable du parti, selon lequel ce nouveau statut entérine le fait que « beaucoup de sympathisants ont envie de faire un bout de chemin avec [le parti], mais n'ont pas envie de connaître [ses] débats internes ou de participer à la logistique. Il faut accompagner cette *démystification du parti* » (*La société des socialistes : le PS aujourd'hui*. Bellecombe-en-Bauges : Editions du Croquant, 2006, p. 165. C'est nous qui soulignons.). On voit là la différenciation du rapport à l'organisation qui se joue dans la question des modalités d'adhésion.

³ Les Principes de base, charte constitutive de la FA, posent explicitement que « l'adhésion à la Fédération Anarchiste repose sur deux facteurs : l'un matériel : le règlement des cotisations, l'autre moral : l'acceptation sans réserve des principes énoncés par la présente déclaration. Il en résulte que leur remise en cause publique consiste par là même le contrat de rupture de l'auteur de cette remise en cause avec la Fédération anarchiste. »

organisations, il n'existe aucune exigence formelle. Qu'est-ce qui permet alors de distinguer les adhérents des non adhérents dans ces collectifs ?

Comme nous l'avons déjà remarqué en fin de chapitre précédent, les militants anarchistes et radicaux que nous avons rencontrés n'ont pas mis en place de procédure particulière d'accueil des « nouveaux ». Le temps qui leur est spécifiquement consacré (pour les laisser se présenter ou pour que le groupe se présente) dépend de l'agenda militant, voire de l'humeur des membres présents¹. Tout juste peut on signaler que le *groupe Louise Michel* de la FA essaye, en règle générale et dans la mesure du possible, de faire venir les aspirants militants en fin de réunion de groupe, lorsque les questions essentielles ont été débattues, afin de disposer de quelques minutes pour pouvoir échanger quelques mots et se présenter. Dans ce cas, les choses se passent à chaque fois de façon différente, signe que la procédure est loin d'être formalisée. Il arrive parfois que seul le nouveau se présente ; parfois, les membres du groupe se présentent eux aussi et évoquent éventuellement leur activité au sein du groupe et de la FA, voire en dehors ; d'autres fois encore on prend le temps d'évoquer les « Principes de base ». Dans l'ensemble des groupes rencontrés (anarchistes et radicaux), le tutoiement est immédiat, et les militants se présentent par leur prénom ou éventuellement leur surnom. Dans la plupart des cas, les membres du groupe ne savent que très peu de choses sur le nouvel arrivé qui lui-même ne sait quasiment rien des individus qu'il rejoint. C'est dans la participation concrète aux activités de l'organisation que tous vont réellement faire connaissance et que les liens vont se tisser. C'est aussi très largement de cette façon que va se marquer l'adhésion au groupe, en particulier chez les militants de la gauche radicale et alternative.

« Il y avait des groupes [de travail] qui étaient à chaque fois différents et qui en même temps permettaient à quelqu'un de très vite rentrer et se mettre à participer à une action sans avoir connu personne. Ce qui était assez intéressant, parce que finalement, le moment où étaient réglés tous les problèmes techniques, où ont été fabriquées un certain nombre de structures en bois, ou ce qu'on avait pu imaginer, c'était des moments aussi où on rencontrait des personnes, et on ne les rencontrait pas autour d'une table en train de discuter, ce qui est souvent un peu ennuyeux et pas très fertile. Mais on les rencontrait avec des vis et des clous,

¹ Les faits présentés ici sont ceux qu'il nous a été donné l'occasion d'observer dans les groupes étudiés. Nous n'avons bien entendu pas la prétention de dire que la procédure est identique pour tous les groupes de la FA ou pour les autres collectifs libertaires. Il y a toutefois de fortes chances pour que les observations faites dans ces groupes soient généralisables, sans négliger toutefois que chacun demeure autonome et donc libre de mettre en place la procédure d'accueil qu'il jugera appropriée.

dans un truc beaucoup plus pratique où le lien est beaucoup plus facile à faire et où on a l'impression de faire quelque chose ensemble et où c'est plus facile de s'amuser, de se sentir bien, de discuter avec les personnes. » (Hugo, 25 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

L'intégration au groupe est le résultat de la participation à ses activités : le fait d'assumer concrètement le rôle d'un membre actif permet *de facto* d'en être un, sans qu'une autorisation ou une habilitation préalable soit nécessaire. Pour reprendre l'expression de Jacques Ion, on peut dire que dans le cas des groupements libertaires et en particulier des radicaux, « le collectif n'est plus la condition mais le résultat de l'action.¹ ». Ceci redéfinit la question de l'adhésion qui ne relève alors pas de la même signification que dans les groupes où elle permet de délimiter une identité ou une appartenance et l'acceptation préalable de l'individu par le groupe. Si la notion d'identification au collectif n'a pas disparu, elle est toutefois éminemment personnelle et subjective. Comme le précise Julien, membre de *Vamos!*, « On n'adhère pas, à *Vamos!*, on se sent y appartenir ou pas² ». Cette absence d'une adhésion formelle souvent ressentie comme une allégeance peut même être perçue comme un aspect séduisant de l'engagement, une incitation à choisir une organisation plutôt qu'une autre :

« On peut dire que c'est la première fois que je suis adhérent entre guillemets à un groupe, même si à *Vamos!* on n'est pas adhérent. Ca c'est quelque chose qui m'a plu, à *Vamos!*, dès le début. Parce qu'effectivement, moi j'ai toujours eu du mal à avoir des étiquettes. » (Manuel, 23 ans, militant à *Vamos!*).

On constate dans les collectifs de la gauche radicale un déplacement « de l'adhésion vers la participation³ ». L'investissement concret permet l'intégration au groupe : dès lors qu'il a fait la démarche de rencontrer le groupe, et qu'il est par conséquent informé de la tenue des réunions et des actions, un individu peut se joindre au mouvement et ainsi montrer son adhésion dans la pratique, qui est aussi une adhésion à la pratique. « Il ne s'agit pas de

¹ ION, Jacques. « Affranchissements et engagements personnels », in ION, Jacques (dir.). *L'engagement au pluriel*. St Etienne : Publications de l'Université de Saint Etienne, 2001, p. 34.

² Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*.

³ HASSENTEUFEL, Patrick. « Pratiques représentatives et construction identitaire, une approche des coordinations », *Revue Française de Science Politique*. vol. 41, n° 1, 1991, p. 11.

faire partie, mais bien de *faire*, tout simplement.¹ » D'une certaine manière, les rites d'entrée qui peuvent exister dans les formes classiques de militantisme² perdurent, mais sous une forme différente : le processus d'adhésion devient implicite ; les procédures formelles sont remplacées par la participation à l'action, qui est aussi acceptation des règles du groupe. On fait partie du groupe lorsqu'on s'y est investi concrètement et non pas parce qu'on a pu, au terme d'un parcours initiatique, obtenir, sur la décision d'autres militants, sa carte de membre. Ce mode d'adhésion implique que l'accord essentiel se fasse sur la pratique et que ce soit la pratique qui définisse le membre ; n'importe qui peut donc virtuellement adhérer à un collectif de la gauche radicale à partir du moment où il s'y investit, ce qui est censé traduire tacitement son acceptation des valeurs et règles du groupe. Il n'y a par conséquent pas de prérequis idéologique et la participation fait office de « profession de foi ». Le caractère très informel de l'adhésion a pour effet de rendre très flous les contours du groupement : de manière générale, même un faible niveau d'investissement permet d'accéder au statut de membre. Mais si tous ceux qui participent sont membres, continuent-ils de l'être lorsqu'ils sont moins engagés, lorsque leur investissement devient plus intermittent ? Sans carte de membre ni cotisation, le dénombrement des adhérents est impossible et il est difficile de déterminer qui en est vraiment un et surtout qui ne l'est plus³.

Les conditions d'adhésion à la *Fédération anarchiste* paraissent relativement différentes de celles qui ont cours dans les groupes de la gauche radicale. Il convient toutefois de ne pas surestimer ou essentialiser ces différences. En effet, dans l'organisation anarchiste, le statut des adhérents n'est pas très différent de celui des radicaux, et il repose aussi

¹ JOSSIN, Ariane. « Se former à l'altermondialisation. Réseaux internationaux et parcours de jeunes ». Communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes », AFSP-GERMM, Paris, 3-5 décembre 2003. Souligné par l'auteur.

² Parmi ces rituels d'adhésion classiques, on peut citer l'exemple quasi idéal-typique de la section de Wattrelos du Parti Socialiste : « Un aspirant socialiste doit être parrainé par deux "camarades" et, si possible, par un "pilier de la section", soit membre du conseil municipal, soit membre de la commission administrative de la section. Les candidatures sont examinées par la commission administrative. "*Les militants et les élus ne veulent pas que l'on entre n'importe comment dans la section, il faut savoir à qui on a affaire, ça se mérite et il faut respecter les règles, il y a encre une culture du secret et un climat de suspicion. Des militants anciens évoquent le temps où les patrons faisaient rentrer des faux militants. De toute façon, les nouvelles adhésions passent par le tissu relationnel des militants, c'est très rare que quelqu'un se présente sans connaître personne et le nouveau militant doit faire ses preuves [...].*" Le militant déclare par écrit "souscrire aux décisions du règlement et des congrès du parti qui régissent sa vie et celle de la section". » LEFEBVRE, Rémi, SAWICKI, Frédéric. *La société des socialistes*. Op. cit., p. 198.

³ Isabelle Saporta fait le même constat en ce qui concerne l'organisation *Droits devant!!*, où ce qui est en groupe ou hors groupe n'est pas une notion pertinente, parce que des membres qui gravitent autour du groupe participent également aux actions. Il n'y a pas de dénombrement des adhérents ou des membres, pas de frontière délimitée... *Un militantisme rénové ?... Op. cit.* p. 93.

principalement sur l'investissement concret. Lorsqu'un aspirant militant se présente dans un groupe (directement ou après avoir pris contact avec le niveau fédéral qui le dirige vers le niveau fédéré), il est implicitement invité à se joindre aux activités du groupe, à intervenir lors des réunions, etc. A notre connaissance, il n'est pas demandé au nouvel arrivant de connaissances particulières, ni de faire preuve de son adhésion explicite à la doctrine anarchiste. En règle générale, plusieurs semaines vont se passer pendant lesquelles on laissera le nouvel arrivé s'intégrer au groupe et participer à ses activités. Pendant cette période, il est considéré comme un membre du groupe à part entière, et par extension comme un membre de la FA. Il peut donc en pratique, s'il le désire, assister aux réunions fédérales (à l'exception des congrès pour lequel il faut être cotisant régulier). Si, à l'issue de cette phase de durée variable, l'individu désire maintenir son activité, il lui sera proposé de commencer à cotiser (il peut bien évidemment, s'il le désire, demander lui-même à commencer à verser des cotisations). Cette adhésion formelle n'est matérialisée par la délivrance d'aucune carte d'adhérent, mais elle a un effet sur la trésorerie fédérale et par conséquent sur le compte du nombre officiel d'adhérents. Dans les groupes que nous avons étudiés, l'acceptation des « Principes de base » par le nouveau membre n'est pas contrôlée. Tout se passe comme si le fait de vouloir militer dans un groupe FA valait implicitement acceptation des « Principes de base » de l'organisation. Dans la pratique, l'acceptation des « Principes de base » est surtout une condition en négatif : il n'est pas demandé une approbation officielle de ces principes très généraux pour être adhérent, mais il est demandé de ne pas agir à leur encontre pour le rester. Les conditions concrètes d'adhésion « officielle » à la *Fédération anarchiste* sont donc le paiement mensuel d'une cotisation¹ et la non violation de ses « Principes de base ».

On constate qu'en dépit de ces conditions formelles, le mode d'adhésion à la FA ne diffère pas beaucoup de celui qui prévaut dans les groupes de la gauche radicale. Dans les deux ensembles, c'est la pratique, la participation, qui témoignent avant tout de l'appartenance, de l'adhésion au projet au sens d'approbation de ses buts et de ses moyens. La question idéologique (l'adhésion à la doctrine du groupe) est toujours tacite, voire secondaire, dans la mesure où elle ne constitue jamais un prérequis explicite de l'acceptation d'un

¹ La cotisation est généralement double : chaque adhérent cotise d'une part pour son groupe et d'autre part pour la fédération. Il arrive parfois que des militants souhaitent être membres d'un groupe sans pour autant adhérer à la FA. Dans ce cas, ils ne s'acquittent que de la cotisation qui sert au fonctionnement du groupe. Ils sont alors membres à part entière de leur groupe, mais pas de la FA. Ils ne peuvent bien évidemment pas, dans ce cas, participer à la vie fédérale, en assistant au congrès ou en étant mandaté.

nouveau militant par le groupe. Cependant, si l'on n'observe pas de réelle différence dans les faits, les deux manières de concevoir l'adhésion sont significatives et peuvent renseigner sur des rapports à l'engagement qui ne sont pas identiques. Bien qu'on retrouve partout le principe d'une adhésion par la participation, on ne peut ignorer l'obligation (devenue implicite) d'adhésion des membres de la FA à un corpus de principes doctrinaux généraux, et l'absence de référence à quelque doctrine que ce soit dans les groupes radicaux. Ceci témoigne en creux de ce qui fait le cœur de chaque type d'engagement : alors que les militants de la gauche radicale placent au centre de leurs préoccupations la pratique et les modes d'action et d'organisation et que ceux-ci contribuent de manière décisive à leur auto-identification et à leur catégorisation¹, les membres de la FA se définissent et sont définis davantage par leur adhésion à une doctrine plus ou moins stabilisée. Cette distinction n'est pas sans conséquence ; elle participe à la relative incompréhension qui sépare, on le verra, anarchistes et radicaux.

L'adhésion à un collectif libertaire implique donc un accord sur ses finalités, mais également et parfois avant tout une participation à ses activités. Mais qu'est-ce concrètement que militer dans un groupe libertaire ? C'est la question simple à laquelle se propose de répondre cette seconde partie. L'étude de l'activité militante au sein des organisations n'a pas seulement un intérêt descriptif ; elle permet plus précisément d'appréhender les relations entre les individus et le collectif, leurs influences réciproques. Plus concrètement, elle offre la possibilité d'envisager les phénomènes d'acculturation qui naissent des interactions entre militants. Tout groupe, même faiblement institutionnalisé, peut être une instance de socialisation secondaire² et donc influencer sur la construction personnelle des individus, qui en retour contribuent à modifier ou renforcer l'auto-identification et la catégorisation du groupe. Nous allons donc nous attacher dans les deux prochains chapitres à étudier les différentes socialisations qui résultent de la participation aux différentes activités que propose le groupe, que ces activités soient internes ou publiques. Michel Offerlé montre bien les différentes dimensions de l'activité partisane qui ont un effet socialisateur sur les militants et qui

¹ C'est-à-dire à leur identification par autrui. Cf. BRUBAKER, Rogers. « Au-delà de l'«identité» ». Article cité.

² DARMON, Muriel, *La socialisation. Op. cit.* p. 97. Ceci est également rappelé par Olivier Filleule qui précise que « la participation, pour peu qu'elle soit soutenue ou intense, est génératrice de socialisation secondaire. » (« Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in FILLIEULE, Olivier. *Le désengagement militant. Op. cit.*, p. 39.)

contribuent à unifier leurs représentations. Il affirme ainsi que les interactions au sein des partis ont notamment pour effet « d'*homogénéiser* les échanges au sein de l'organisation en acculturant une *disposition* relativement unifiée à construire le monde social à partir de catégories de vision politiques et partisans. Cela se réalise à des degrés divers par la médiation d'un *répertoire de technologies partisans* acceptées dans les organes centraux et à la périphérie de l'organisation : un *système de positions et de rôles* (bureaux, comités, militants), un *calendrier propre* (congrès, réunions, banquets), des *rites de passage* (réception d'adhérents), un *système formel de socialisation et de formation* (écoles, stages, universités d'été), des *produits propres* (slogans, mots d'ordre, argumentaires, dossiers de candidats, programmes, voire une ligne), des *emblèmes* (sigles, couleurs, logos), une *subculture* politique, des *offres d'identifications plus ou moins englobantes*, voire des *prestations de services* (lieux de sociabilité, entraide, patronage).¹ »

A travers les différentes expériences vécues au sein des groupes, c'est un rapport particulier au politique et à l'engagement, une culture spécifique, qui sont forgés². On comprend donc l'intérêt pour une sociologie de l'engagement libertaire de s'intéresser à ces aspects qui peuvent se révéler déterminants dans la compréhension des attitudes et des représentations des militants. Le point de vue qui est ici défendu consiste à affirmer que la socialisation au sein des collectifs militants a une importance comparable aux socialisations qui ont précédé l'engagement ; si ces dernières ont mené les individus vers certains types d'investissement politique en forgeant chez eux des valeurs et des aspirations particulières, leur inscription réelle et active dans un collectif les expose à un ensemble d'influences qui orientent à leur tour, de façon déterminante, leur rapport à l'engagement, leurs façons d'être et de faire, leurs représentations de ce qu'est et ce que doit être l'action politique³. Cette

¹ OFFERLE, Michel. *Les partis politiques*. *Op. cit.*, p. 27-28. Souligné par l'auteur.

² « En fonction de son adhésion à une sous-culture privilégiée ou de ses emprunts aux différentes sous-cultures auxquelles il participe, chaque individu acquiert un certain nombre de valeurs et de normes qui décident, dans une large mesure, du choix des symboles et des signes auxquels il aura accès et par là même de la représentation particulière du politique qu'il tend à construire. Il ne s'agit plus ici d'une simple reconnaissance mais de la prise en charge, de l'appropriation d'un ensemble de valeurs qui conduisent chacun à privilégier certains acteurs, certains modes d'action, certains comportements. » PERCHERON, Annick. *La socialisation politique*. *Op. cit.*, p. 73.

³ Karel Yon met l'accent sur les apprentissages liés à la fréquentation d'un collectif militant. Il propose d'envisager l'engagement comme « prise de rôle », approche qui « implique d'accorder toute son importance aux conditions dans lesquelles s'opère la socialisation des militants à l'institution : loin de n'être qu'une simple exposition aux thèmes de l'organisation, la diffusion des pratiques militantes s'opère de multiples manières, des plus formelles (la transmission de l'histoire de l'institution, de son idéologie, de ses façons de militer par la "formation") aux plus insensibles (la fréquentation assidue des camarades qui favorise des façons d'être, de

socialisation secondaire ne remet pas nécessairement en question les représentations précédemment construites¹ : elle tend en général plutôt à les préciser, les renforcer ou les enrichir. Dans tous les cas, elle a un effet qu'il faut essayer de discerner.

Notre étude de l'activité au sein des groupes militants se déroulera en deux grandes étapes. Dans la première, nous nous attacherons à analyser l'activité interne aux groupes, c'est-à-dire les aspects non publics du travail et de la sociabilité² militante (chapitre 4). Ceci nous permettra, notamment, de présenter le déroulement des réunions mais aussi de réfléchir à la question des modes d'organisation et de prise de décision ainsi qu'à celle de la formation militante et des autres occasions de sociabilité. La seconde étape (chapitre 5) consistera donc logiquement à étudier la partie publique de l'activité militante ; il y sera question des modes d'action et des logiques qui président à leur choix.

parler, par imprégnation). » « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 ». *Politix*, vol. 18, n° 70, 2005, p. 141.

¹ Loin de remettre en cause les socialisations précédentes, l'entrée en militantisme peut permettre de les assumer, de confirmer une orientation et donc de trouver un certain épanouissement personnel. « L'expérience quotidienne des militants — leur socialisation institutionnelle, si l'on préfère — leur offre à la fois l'occasion de vérifier que leurs motivations initiales sont légitimes et reconnues, et de découvrir que leur appartenance au groupe est la source de plaisirs qu'ils n'avaient pas anticipés. A l'ajustement aux pratiques de l'institution des attentes inscrites dans leur *habitus* personnel, s'ajoute ainsi l'apprentissage des possibilités de bonheur que celle-ci leur offre. » LAGROYE, Jacques, SIMEANT, Johanna. « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in FAVRE, Pierre, HAYWARD, Jack, SCHEMEIL, Yves (dir.). *Être gouverné, Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 55.

² Par sociabilité nous entendrons les moments d'échange (généralement convivial) entre individus en dehors du travail militant proprement dit.

Chapitre 4 : Organisation et relations internes

Dans des collectifs de faible taille comme les organisations libertaires, l'activité militante est un tout : il n'y a pas de réelle distinction, pas de différence de nature ou de valeur entre une activité interne et une activité externe, dans la mesure où les réunions à l'intérieur de l'organisation ont pour objectif de préparer des actions publiques, et que tous les militants sont investis dans les deux sphères. En outre, ces deux aspects de l'activité militante sont régis par les mêmes principes d'horizontalité¹ et d'autonomie individuelle. Contrairement à de grosses associations — ou des ONG — qui se seraient institutionnalisées et bureaucratisées, il n'y a pas de division du travail militant qui réserverait à certains la tâche d'assurer le fonctionnement interne de l'organisation alors que d'autres se chargeraient d'agir en direction de l'extérieur². Le travail militant comporte cependant toujours deux facettes ; même lorsque la vocation d'une organisation est de réaliser des actions publiques, il y a toujours un temps non public consacré à la préparation des interventions. Ce travail interne ne fait pas systématiquement l'objet d'études spécifiques ; la question des modes d'organisation, du déroulement des réunions, des principes de prise de décision n'est parfois que rapidement évoquée³. L'attention des chercheurs porte souvent davantage sur la cause défendue et l'idéologie développée par les mouvements, ou encore sur la question des modes d'action et des formes concrètes d'intervention dans l'espace public.

¹ Le terme d'horizontalité est employé par certains militants de la gauche radicale pour désigner un mode d'organisation non centralisé et non hiérarchisé dont les membres sont par conséquent tous formellement égaux.

² Ceci est également vrai dans le cas de la *Fédération anarchiste*, même si des militants y sont mandatés pour faire fonctionner les différents secrétariats (sur ces différents secrétariats, cf. les Principes de base en annexe). Dans la pratique, ces tâches ne cantonnent pas les mandatés à un type d'activité en particulier.

³ Parmi les études récentes qui accordent le plus d'intérêt à ces questions, on peut par exemple citer les travaux sur les « nouveaux mouvements sociaux » des années 70 et surtout 80 (cf. pour un aperçu OFFE, Claus. « New Social Movements... ». Article cité.). On peut également évoquer les travaux d'Elizabeth Clemens (par exemple « Organizational form as frame : Collective identity and political strategy in the American labor movement, 1880-1920 » in MCADAM, Doug, McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. (eds.). *Comparative Perspectives on Social Movements...* Op. cit., p. 205-226 ; (avec MINKOFF, Debra) « Beyond the Iron Law : Rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research », in SNOW, David A., SOULE, Sarah A., KRIESI, Hanspeter. *The Blackwell Companion to Social Movements*. Op. cit., p. 155-170 ; « Organizational repertoires », in GOODWIN, Jeff, JASPER, James (eds.). *The Social Movements Reader...* op. cit., p. 187-201.), les études des groupes d'affinité et d'action directe (POLLETTA, Francesca. *Freedom is an Endless Meeting : Democracy in American Social Movements*. Chicago : the University of Chicago Press, 2002 ; FINNEGAN, William. « Affinity Groups and the Movement Against Corporate Globalization » in GOODWIN, Jeff, JASPER, James (eds.). *The Social Movements Reader*. Op. cit., p. 210-218.) ou, en France, les travaux de Jacques Ion (ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militier aujourd'hui*. Paris : Autrement, 2005) ou Daniel Mouchard (MOUCHARD, Daniel. *Les exclus dans l'espace public...* Op. cit.).

L'accent mis par les libertaires sur l'importance d'une organisation égalitaire respectueuse des individus et de leur autonomie implique que l'on se penche de façon sérieuse sur ces aspects du militantisme qui, loin d'en constituer un aspect secondaire et trivial, représentent pour les acteurs un enjeu central et « éminemment politique ». Les groupes libertaires s'inscrivent dans la mouvance de ces collectifs d'individus décrits par Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, qui reposent sur des bases horizontales et dont les membres refusent toute forme d'institutionnalisation¹. Le rapport à l'organisation et à l'engagement qui s'exprime à travers les attitudes des activistes n'est pas sans signification : la structuration du groupement est inséparable de ce qui l'identifie à leurs yeux et aux yeux d'autrui ; elle revêt une dimension politique (c'est-à-dire qu'elle exprime une position politique) et, en ce sens, elle fait d'emblée partie du militantisme en lui-même, s'organiser de façon spécifique étant déjà assimilé au fait d'avoir une action politique. On peut rappeler à ce propos les paroles de Julien, militant de *Vamos!*, pour qui le rapport au collectif et les modes de relations entre militants ont fait partie des facteurs incitatifs de l'engagement :

« [Quand j'ai découvert *Vamos!*], c'était vachement centré sur comment on s'organise. C'était des gens qui considéraient que la façon dont on s'organise, les tâches techniques, le concret, c'était *éminemment politique*, voir plus politique que bien des idées qu'on peut énoncer quoi. Ca, moi, ça me plaisait bien comme idée, ce truc-là, le côté nos pratiques sont aussi voire plus importantes que nos idées. » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*. C'est nous qui soulignons).

Si la question des modes d'organisation et des rapports que les activistes entretiennent entre eux revêt une dimension aussi centrale, elle doit faire l'objet d'une attention toute particulière. Ceci implique de s'intéresser au déroulement des réunions internes, à l'éventuelle division des rôles militants et aux modes de prise de décision. Mais pour être complète, l'étude de l'engagement libertaire doit rester attentive à ce qui se joue en dehors des arènes officielles de débat, à l'écart des réunions où sont prises les décisions et préparées les actions. Partant de l'hypothèse que toutes les interactions entre militants faisaient partie du processus par lequel chacun était socialisé à l'organisation et à travers lequel une culture commune pouvait prendre forme, nous avons choisi de faire porter notre attention sur tous les types d'échanges formels et informels qui avaient lieu entre les différents acteurs. Il s'agit plus concrètement de s'intéresser à tous les moments de sociabilité dans lesquels les individus font

¹ ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. Op. cit., p. 48-55.

l'organisation et sont façonnés par elle¹ — c'est-à-dire, en pratique, par les interactions avec les autres membres. Il peut s'agir d'assemblées générales ou de réunions de formation à caractère plus ou moins « officiel »², mais aussi de rencontres informelles, comme des moments de détente et d'échanges amicaux³.

Le présent chapitre va aborder en deux temps la question de l'activité interne à l'organisation. Dans une première section, il sera question des modes d'organisation et de prise de décision, ce qui nous donnera l'occasion de présenter le déroulement concret des réunions militantes dans les groupes libertaires. Nous chercherons alors à montrer dans quelle mesure les types d'interactions étudiées peuvent constituer une forme de modèle alternatif d'organisation sociale concrétisant le projet politique des activistes. La seconde section sera consacrée à l'étude des autres moments de socialisation et de sociabilité militante. Il y sera d'abord question des processus et procédures de formation internes aux organisations. Nous analyserons ensuite les différentes occasions de sociabilité militante et leurs effets sur la cohésion du collectif et donc sur la formation de rapports spécifiques au groupe et à l'engagement.

I. Modes d'organisation et de prise de décision

Le mode de structuration horizontal et donc antihiérarchique du collectif constitue la base de ce qui fait un engagement libertaire. Ce souci d'organisation égalitaire est censé traduire en actes les valeurs que portent les militants et leur prétention à instaurer de nouveaux rapports entre individus, tout en aménageant un cadre dans lequel chacun peut

¹ « La socialisation à l'institution qui modèle un *habitus* militant spécifique, la docilité des agents dans leur prise de rôle, sont autant d'aspects d'un même processus dont la condition de possibilité est justement la sociabilité. » YON, Karel. « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant... ». Article cité, p. 141.

² Sur le rôle socialisateur des réunions et débats « officiels » entre militants, cf. AGRİKOLIANSKY, Eric. « La démocratie entre valeurs et pratiques : le cas des mouvements altermondialistes lors du deuxième Forum social européen », in NEVEU, Catherine (dir.). *Cultures et pratiques participatives : perspectives comparatives*. Paris : L'Harmattan, 2007, p. 33-53.

³ Daniel Gaxie note que la sociabilité, même dans son aspect le plus informel, constitue une forme de rétribution de l'engagement qui contribue donc à renforcer les liens entre les militants et leur organisation : « la solidarité, la cohésion, la communauté de goûts et de sentiments, l'identification à un groupe, les joies de la victoire, les reconforts mutuels dans la défaite ou dans les malheurs individuels, les risques et les épreuves affrontés en commun, les réunions où se retrouvent les vieux amis, et où s'égrainent les souvenirs, les controverses passionnées, les longues discussions poursuivies au café, l'affection, la complicité, l'amitié des militants procurent des joies que l'on peut juger prosaïques ou accessoires, mais qui constituent pourtant un puissant moyen d'attachement au parti. » (GAXIE, Daniel. « Economie des partis... ». Article cité, p. 137). Cette question revêt donc un caractère central dans l'étude de rapports à l'engagement.

s'investir en préservant sa subjectivité et son autonomie. L'intérêt de ce type de structure est donc double ; il est à la fois nécessité et projet dans le sens où il rend possible l'engagement, d'une part, en assurant la participation et l'expression de chaque militant et qu'il préfigure, d'autre part, un modèle d'organisation sociale alternatif. Avant d'aborder ces différentes dimensions, il convient de présenter de façon détaillée la manière concrète dont se déroulent les réunions militantes et dont se prennent les décisions.

A. Horizontalité et consensus : les réunions dans les groupes libertaires

Les réunions militantes sont un élément central de l'activité collective dans les organisations que nous avons étudiées. Bien que celles-ci mettent fréquemment l'accent sur la primauté de l'action par rapport à la discussion¹, nous avons pu observer qu'en moyenne, davantage de temps est consacré aux réunions et débats internes qu'à l'activité publique. Les actions non routinières ou la rédaction de tracts demandent généralement un temps de préparation important, et ce d'autant plus que le mode d'organisation favorise la participation de tous et exige la recherche, parfois longue, d'une position consensuelle. Les réunions ont traditionnellement trois objectifs : elles visent d'une part à permettre aux militants de se rencontrer, d'échanger sur leurs activités respectives et de se communiquer des informations relatives à l'actualité. Elles ont d'autre part pour objectif de prendre des décisions sur les prochaines actions à mener, les futurs dossiers à suivre, les organisations à contacter. Les réunions sont enfin le lieu où se préparent les actions : on y décide où faire quoi et de quelle façon (selon quelle scénographie ou quel *timing*, avec ou sans tract ou banderole, etc.). Bien souvent, des réunions supplémentaires, réunissant des « groupes de travail » ou « ateliers » particuliers sont organisées *ad hoc* afin de mettre en place une action spécifique. On peut donc distinguer les assemblées générales qui réunissent — où plutôt auxquelles sont conviés — tous les membres de l'organisation et les groupes plus restreints qui ne rassemblent que les militants intéressés par la préparation d'une action donnée. En dépit des différences formelles, ces deux types de rencontres sont qualifiés du terme générique de réunion. Ceci a d'autant plus de sens que les assemblées générales ne rassemblent pas nécessairement plus de militants

¹ Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot (*Militier aujourd'hui. Op. cit.*) parlent à ce sujet d'une « visée pragmatique de l'engagement », qui s'inscrit dans le contexte de « la fin des grands récits qui ont longtemps orienté les pratiques de la militance » (p. 11). La recherche d'efficacité rapide, voire immédiate, ferait préférer l'action aux débats doctrinaux (p. 12).

que les groupes de travail et ne diffèrent guère dans la forme et les procédures de prise de décision¹.

1) Périodicité des réunions et rapport au militantisme

La périodicité des assemblées générales varie grandement selon les groupes ; elle peut être fixée une fois pour toute ou dépendre à chaque fois de la convocation expresse d'une réunion. Les groupes de la *Fédération anarchiste* tendent à opter pour des réunions à intervalles fixes et déterminés à l'avance. Le *groupe Louise Michel* se réunit toutes les deux semaines, le lundi ; il en va de même pour le *groupe Idées noires* ou pour le *groupe de Rouen* (le vendredi). Le groupe de Strasbourg se réunit quant à lui de façon hebdomadaire, chaque lundi, après avoir longtemps tenu ses réunions chaque mercredi. S'il peut donc arriver que le jour de réunion soit décalé, provisoirement ou définitivement, la périodicité tend à demeurer. Ceci n'empêche pas, bien sûr, qu'une réunion puisse être annulée pour cause d'effectif insuffisant (en particulier lors des périodes de vacances, ou durant les fêtes de fin d'année), mais le rythme prévu perdure. Les collectifs de la gauche radicale tendent à se réunir en fonction de plannings moins réglés. Le *Crep* se réunit théoriquement une fois par mois, mais des réunions s'intercalent souvent entre temps et peuvent bousculer ce programme². Les réunions d'*Action Logement* et de *Vamos!* sont assez erratiques ; les rendez vous sont généralement fixés entre une semaine et deux jours à l'avance. Les quelques tentatives de rendre régulières les réunions de *Vamos!* ont été un échec : quelques jours avant Noël 2006, il a été décidé en Assemblée générale que les réunions auraient dorénavant lieu le mardi soir toutes les deux semaines, sauf si un de ces mardis était organisée une projection-débat au bar parisien La Passerelle, auquel cas la réunion aurait lieu le mercredi³. Nous avons pu constater dès février 2007 que cette résolution n'avait pas été suivie d'effets ; l'habitude bien ancrée de prévoir « au coup par coup » les réunions en fonction des disponibilités de chacun a perduré.

¹ Nous utiliserons pour notre part le terme de réunion pour qualifier les deux types de rassemblements, en faisant la distinction, lorsque cela sera nécessaire, entre les assemblées générales, censées réunir l'ensemble des militants, et les groupes de travail.

² Ce qui fait écrire aux militants sur leur site Internet que le groupe se réunit « a peu près chaque troisième mercredi du mois à 20 h » (<http://crep.strasbourg.free.fr/spip.php?page=contact>).

³ Les projections-débat mensuelles de *Vamos!* ont cessé début 2007 en raison d'un essoufflement militant. En outre, le bar a depuis fermé ses portes.

Comment expliquer les différences entre groupes radicaux et anarchistes au regard de la périodicité des réunions ? Il n'est sans doute pas possible de se limiter à une explication univoque. Différentes raisons peuvent être évoquées ; elles constituent autant d'éléments qui informent sur la spécificité de chaque groupe. Des raisons touchant à la sociographie des militants peuvent tout d'abord être évoquées : on peut supposer que le fait que les groupes anarchistes soient composés de militants plus âgés en moyenne joue sur le fait de prévoir des réunions fixes et régulières qui conviennent bien à l'emploi du temps de salariés. A contrario, le fait que les groupes de la gauche radicale soient majoritairement composés de jeunes, souvent étudiants, supposerait un besoin de davantage de flexibilité (pour faire face à leurs emplois du temps et à leur charge de travail variables). Cette explication, bien que pertinente, n'est pas suffisante : un groupe comme *Vamos!*, dans lequel il n'y a pas eu beaucoup de renouvellement militant ces dernières années, tend à être désormais composé en grande majorité de jeunes salariés, sans que les réunions ne deviennent pour autant plus régulières. Peut-être peut-on y voir un effet d'inertie des habitudes militantes ; il nous semble qu'à ceci s'ajoutent des façons de concevoir le militantisme qui contribuent à différencier les anarchistes des radicaux.

En dépit d'une relative permanence dans le temps (c'est-à-dire une continuité qui n'empêche pas des fluctuations inhérentes à tout engagement dans des collectifs autogérés¹), l'activité des militants radicaux est moins routinière et nettement plus liée à l'actualité que celle des anarchistes : sans se caler nécessairement sur l'agenda gouvernemental ou médiatique, les groupes radicaux inscrivent fréquemment leur action dans des opportunités militantes liées aux agissements d'autres groupes : participer à une manifestation à l'appel d'une association, se joindre à une protestation, réagir à une déclaration du gouvernement, travailler sur une thématique soulevée par un activiste par rapport à son travail, etc. Le travail militant à la *Fédération anarchiste* tend à être davantage lissé sur l'année ; il s'agit plus de préparer un travail de propagande régulière que de réagir à certaines situations ou événements ponctuels. Si l'actualité politique peut accélérer ou ralentir l'activité militante, elle ne remet pas en cause la stabilité des réunions des groupes anarchistes ni de leurs activités routinières. A l'inverse, en période d'actualité atone, les groupes radicaux peuvent demeurer pendant plusieurs semaines sans activité autre que des contacts par *e-mail* via une liste de diffusion qui

¹ Nous parlons ici de collectif « autogérés » pour mettre l'accent sur le fait que l'organisation ne perdure que dans la mesure où les militants la font vivre car, sans institutionnalisation, aucune structure n'est chargée d'animer l'organisation en période « creuse ».

fait perdurer les liens entre militants. Cette distinction renvoie à la différence déjà soulignée entre anarchistes et radicaux : le souci de défendre des idées et une conception du monde jugée spécifique et fondamentale induit une stabilité plus forte du militantisme anarchiste fondé sur la propagande, au sens de propagation des idées. L'engagement des radicaux est quant à lui davantage basé sur une sensibilité politique qui porte à réagir à l'actualité et à s'investir dans des causes diverses sans se limiter à une seule et sans adopter de grille de lecture spécifique et unifiante. Nous reviendrons en troisième partie sur ces distinctions.

A travers ces différences se dessine une autre particularité des attitudes des membres de la gauche radicale : leur refus exprès de toute forme de contrainte et leur souci de préserver leur quant-à-soi face au groupe¹. Tout se passe comme si les radicaux, davantage que les anarchistes, cherchaient à se démarquer du collectif et à se départir de ses aspects les plus contraignants. Ceci passe alors dans une certaine mesure par le refus, conscient ou inconscient, de se laisser dicter son emploi du temps par l'organisation : ce n'est pas l'individu qui va s'adapter au programme militant mais le programme militant qui doit s'adapter à l'individu. Ainsi, les activistes rechignent dans leur ensemble à sacrifier un jour spécifique chaque semaine ou toutes les deux semaines ; si les réunions peuvent être nombreuses ou intenses (il arrive parfois qu'un même militant assiste à plusieurs réunions dans la même semaine), il faut qu'elles aient été acceptées par tous et qu'elles ne paraissent pas leur avoir été imposées. Dans la pratique, les réunions de *Vamos!* sont généralement programmées le jour où un maximum de militants sont disponibles : plusieurs jours sont proposés et la date finalement retenue correspond à celle qui convient au plus de monde ; chaque assemblée tend à réunir une proportion importante de militants différents. Une réunion arbitrairement fixée a toutes les chances de ne pas trouver son public. Dire ceci ne revient pas à affirmer que les anarchistes, au contraire des radicaux, se plient très volontiers à des contraintes auxquelles ces derniers se refusent. La périodicité fixe de leurs réunions n'empêche pas les membres de demeurer très libres et les absences ne sont nullement sanctionnées ; mais le principe d'une contrainte régulière n'est pas remis en cause.

¹ Il s'agit là d'une des caractéristiques du militantisme que Jacques Ion qualifie d'affranchi ou de distancié, sur lequel nous reviendrons en troisième partie.

2) Déroulement des réunions

Les réunions que nous avons pu observer dans chacun des groupes étudiés se déroulent de façon relativement similaire¹. Elles se passent dans différents lieux en fonction des ressources du groupe : son propre local (*groupe Louise Michel, groupe de Rouen*), un squat qu'il a obtenu la permission d'investir pour quelques heures, le local d'un syndicat ou d'une association, la Maison des initiatives étudiantes rue des Tournelles à Paris, un bar ou encore le domicile d'un des militants. Les réunions commencent rarement à l'heure prévue, que ce soit à Paris ou en province. Les militants arrivent au compte-goutte, et ces premières minutes sont généralement l'occasion pour ceux déjà présents de discuter de sujets politiques ou personnels. Lorsque tout le monde (c'est-à-dire tous ceux qui avaient annoncé qu'ils viendraient) est présent ou que l'on juge qu'un nombre suffisant de personnes sont arrivées, la réunion commence avec l'adoption d'un ordre du jour. Cet ordre du jour a parfois été déterminé par avance dans ses grandes lignes, lors d'une réunion précédente où par messages électroniques. Ceci n'empêche pas que chaque militant puisse proposer d'ajouter un point à l'ordre du jour ou éventuellement d'en retrancher un, si l'on estime que la question a été traitée ou n'est plus d'actualité. Un militant en particulier s'occupe généralement de dérouler l'ordre du jour, sous le contrôle de l'assemblée. Il peut arriver que la tâche revienne à plusieurs reprises à la même personne ou qu'au contraire à chaque réunion un militant différent se charge de faire respecter l'ordre du jour. En pratique, cette tâche ne confère pas de maîtrise particulière sur le déroulement de la réunion ; cependant, des rôles formels peuvent être distribués pour faciliter les débats, comme nous allons le voir un peu plus loin.

Lors de la réunion, les militants s'installent en cercle plus ou moins large, par terre ou sur des chaises, des canapés ou dans des fauteuils, en fonction du mobilier disponible. L'ambiance est généralement détendue, même si l'on peut parfois noter des moments durant lesquels de la tension se cristallise entre certains participants autour de questions spécifiques ou de désaccords sur des points précis. D'une manière générale, les réunions n'ont rien d'un meeting ou d'une conférence dans laquelle les militants devraient se tenir particulièrement tranquilles et silencieux. En fonction des réunions et surtout des groupes, le silence est plus ou

¹ Nous avons observé les réunions des groupes *Claaaaaash, Idées noires, Louise Michel, Pierre Besnard, de Strasbourg, Action Logement, Chiche!, Crep et Vamos!*. Le travail d'observation a en particulier porté sur quatre collectifs dont nous avons suivi toutes les activités durant plusieurs mois. A Strasbourg, le *groupe de Strasbourg* de la FA (de février à septembre 2005) et *Action Logement* (d'avril à septembre 2005). A Paris, le *groupe Louise Michel* et le collectif *Vamos!* (d'octobre 2005 à juin 2007 pour les deux).

moins respecté lorsque quelqu'un s'exprime. On constate surtout dans les groupes anarchistes des conversations doubles, ou triples, c'est-à-dire qui naissent en même temps entre deux ou trois groupes de militants, instaurant une certaine confusion. Corollaire de cette ambiance relâchée, les déplacements individuels sont libres : chacun peut à loisir entrer et sortir de la pièce ou s'éloigner du cercle des participants pour téléphoner, commander un verre, fumer une cigarette (s'il n'est pas possible de le faire sur place) ou simplement se rendre aux toilettes. Les réunions se déroulant dans un bar sacrifient nécessairement à l'obligation de commander une boisson (la bière trouve généralement la faveur des militants), mais il n'est pas rare que différents breuvages ou de la nourriture circulent entre les personnes présentes dans les autres types de lieu. Lorsqu'il a été décidé que les participants allaient dîner ensemble, on mange généralement durant la réunion elle-même¹. Dans ce cas, les participants apportent chacun de quoi boire et manger, mais il peut arriver également, comme lors des réunions du *groupe Idées noires* de la FA, que les militants aillent collectivement faire quelques courses avant la réunion. S'il arrive à l'ensemble des militants libertaires que nous avons rencontrés de consommer des boissons alcoolisées (de la bière en règle générale, mais aussi parfois du vin qu'un militant particulièrement attentionné aura pensé à rapporter) durant les débats, nous n'avons jamais vu de drogue dans les réunions entre anarchistes ; ce n'est pas le cas dans les réunions des activistes de la gauche radicale dans lesquels il arrive relativement fréquemment qu'un joint de cannabis fasse le tour des participants². Mais ces habitudes de consommation ne constituent pas ce qui différencie les réunions des anarchistes et celles des radicaux de la façon la plus marquante. Afin de mieux dégager les spécificités de chaque côté et de donner un aperçu plus concret du contenu des réunions, il convient d'en faire le récit.

La première réunion de militants anarchistes à laquelle nous avons assisté a eu lieu à Strasbourg le 9 mars 2005, moins d'une semaine après que le groupe local de la *Fédération*

¹ C'est ce que nous avons constaté dans la plupart des réunions où de la nourriture circulait. Toutefois, certains groupes préfèrent passer au repas après la réunion ; c'est le cas du *groupe Pierre Besnard* de la FA dont les réunions paraissent très sérieuses et solennelles au regard du relatif désordre qui règne dans d'autres groupes anarchistes.

² Cette différence peut relever d'un hasard lié à notre terrain d'observation. A notre connaissance, les militants anarchistes dans leur ensemble ne sont pas plus que les radicaux opposés à la consommation des drogues douces. Certains anarchistes refusent toutefois toute forme de produit stupéfiant au motif qu'il serait aliénant. L'explication la plus probante tient sans doute à la différence de profil sociologique entre les deux ensembles de militants : les membres de la gauche radicale qui, en moyenne, proviennent de milieux sociaux un peu plus aisés que les anarchistes, mais qui sont aussi plus jeunes qu'eux et possèdent un niveau d'instruction et un niveau de vie légèrement supérieurs, constituent probablement un public plus typique du consommateur de drogues douces.

anarchiste avait organisé une conférence débat sur les Bourses du travail, avec un intervenant venu de Lyon, historien et militant de l'organisation.

La réunion doit débiter à 20h. Elle a lieu chez David, un militant du groupe. J'arrive à l'heure. Un seul militant, André, est présent en plus de notre hôte. Membre le plus âgé du groupe, il est confortablement installé dans un fauteuil et lit le bulletin intérieur (BI). Deux autres, Gaël et Edith, arriveront quelques minutes plus tard et quatre autres ne viendront pas. Nous parvenons donc tous à nous installer dans un fauteuil ou sur le canapé. Edith a apporté du pain et des fromages pour tous les participants qu'elle dispose sur la table basse au centre de la pièce. On y dispose également une bouteille de vin et de la bière. Cinq points sont mis à l'ordre du jour par David : 1) le compte-rendu de la rencontre avec des anarchistes de Mulhouse ; 2) les deux prochains centres de formation anarchiste (CFA) ; 3) la rédaction du tract sur la décroissance ; 4) le compte-rendu de la manifestation à Ensisheim ; 5) un débriefing de la conférence débat. En pratique, l'ordre du jour ne sera pas abordé dans cet ordre, même s'il sera question de l'ensemble des points. David, qui était présent à Mulhouse où le groupe a organisé, avec la CNT locale, une seconde conférence sur les bourses du travail, rend compte de sa rencontre avec des militants du *Scalp* et de la CNT locale qui sont désireux de rejoindre la FA. Il donne son avis sur leurs motivations, puis annonce qu'il leur a proposé, avec Sylvain qui l'accompagnait mais qui n'est pas présent ce soir, d'assister au prochain week-end de formation (CFA) « Etape 1 : connaître la FA ». Afin de prolonger les liens avec eux et les autres militants mulhousiens, le groupe de Strasbourg organisera prochainement dans la capitale Haut-rhinoise une conférence débat sur l'anarchisme et se joindra aux libertaires locaux lors de la manifestation du premier mai. Ces informations ne donnent pas lieu à un débat. André, plongé dans le BI, semble n'écouter que d'une oreille. Les autres écoutent silencieusement ; Edith prend des notes. David fait ensuite un compte-rendu rapide de la conférence sur les Bourses du travail qui a eu lieu à Mulhouse : il évoque l'ambiance générale, le public, etc. En l'absence de Sylvain, qui devait finaliser le tract sur la décroissance, le sujet est reporté. Gaël fait ensuite le compte-rendu d'une manifestation à laquelle il a récemment participé et qui a eu lieu devant la prison d'Ensisheim pour demander la libération de Georges Cipriani, ancien militant d'Action Directe. Seul David lui pose quelques questions, sur le déroulement des événements, les militants présents, etc. Il est finalement question des prochains CFA, annoncés dans le BI, dont l'un doit avoir lieu à Besançon sur le thème « féminisme et anarchisme » et l'autre à Merlieux, dans l'Aisne (« connaître la FA »). Le formulaire d'inscription pour les deux week-ends circule. Le thème du premier CFA lance un débat sur la question du patriarcat, qui avait provoqué un an auparavant une scission à la FA. Edith défend le principe du féminisme et de la cause des femmes. En raison du faible nombre de personnes, le débat demeure très ordonné ; chacun prend la parole comme il l'entend mais sans couper l'autre. A quelques reprises pendant la réunion, André fait quelques commentaires de sa lecture du BI. Ceci donne lieu à quelques échanges courtois sur la question de l'Europe en raison du débat sur le référendum sur le traité européen. Aucune décision n'est prise durant cette réunion. Gaël et Edith s'engagent toutefois à s'occuper de la prochaine « table de presse » (vente du *Monde Libertaire* et de livres militants sur la place Kléber, devant la Fnac à Strasbourg), le samedi après midi suivant. A l'issue de la réunion, une discussion plus informelle s'engage. Gaël reste dans le petit vestibule entre le salon et la cuisine pour fumer sans déranger les autres. Nous nous séparons après quelques minutes.

Ce type de réunion est assez représentatif des réunions anarchistes que nous avons pu observer : il y est pris peu de décisions (en l'occurrence, il n'en a été prise aucune, puisque le point sur la finition d'un tract a été reporté) et une majorité de points consistent à rendre

compte de l'activité d'un ou plusieurs membres du groupe à titre individuel ou en tant que groupe, ou d'informer sur l'actualité militante ou de la fédération. La plupart du temps, les actions routinières comme la distribution de tracts sont reconduites de façon quasi automatique, en s'assurant que des militants sont prêts à assurer la tâche. L'essentiel des décisions prises porte sur le thème des tracts à rédiger et sur leur fond. La participation à des manifestations ne donne généralement pas lieu à une prise de décision, car chacun peut s'y rendre à titre individuel. Du point de vue de l'organisation des débats, il n'existe pas de président de séance qui orienterait les discussions. Dans les groupes de *Strasbourg*, *Louise Michel*, *Claaaaaash* ou *Pierre Besnard*, la prise de parole est libre, sans qu'il soit nécessaire de la demander au préalable. Ceci implique, parfois, une tendance — souvent dénoncée — de certains militants à couper la parole (aux hommes autant qu'aux femmes), mais surtout à parler en même temps qu'un autre militant, ce qui fait que, parfois, plusieurs débats peuvent avoir lieu au même moment. Ce principe de prise de parole rend potentiellement difficile l'intégration d'un nouveau membre dans les débats du groupe, difficulté accrue par l'usage de références (historiques ou théoriques) et de vocabulaire que ne possèdent pas toujours les novices¹.

La relative désorganisation des débats est parfois remise en cause explicitement, sans pour autant que des effets s'ensuivent.

Le 13 octobre 2006, lors d'une réunion du *Claaaaaash* qui ressemblait plus à une soirée entre amis — avec profusion de nourriture et de boisson — qu'à une réunion militante, la question de l'« autodiscipline » a été soulevée. Martial, qui déplorait le manque de sérieux des débats, a rappelé que les militants avaient pris la résolution de travailler de façon plus posée et rationnelle. Puisque le groupe tendait à s'étoffer (10 membres étaient présents ce soir là dans l'appartement d'un des militants), il fallait recourir aux tours de parole pour éviter la confusion et permettre une meilleure expression de chacun. Brice, d'accord sur le principe, lui a rétorqué qu'il ne fallait pas pour autant que quelqu'un monopolise la parole pendant cinq minutes. On a pu constater l'utilisation des tours de parole pendant quelques minutes, puis, bien vite, le débat s'est enflammé autour de l'opportunité pour le groupe d'essayer d'ouvrir un squat pour abriter des sans domicile fixe. Dès ce moment, la discussion a laissé place à une prise de bec désordonnée dans laquelle tout le monde parlait en même temps. Deux nouvelles arrivées, pour laquelle il s'agissait de la première réunion, n'ont pas dit un

¹ Ainsi, à l'issue d'une réunion du groupe de Strasbourg où il avait été question de la guerre d'Espagne et notamment du rôle qu'y avait joué le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste, proche du trotskisme et des libertaires), nous notions : « *Une certaine aridité, discussion entre militants qui se connaissent (ce soir, surtout entre David et André) => il faut prendre la parole pour l'avoir. Un certain nombre de connaissances idéologiques et historiques semblent être prérequis ou supposées chez le nouveau militant/nouvel arrivant → des concepts, références propres au militantisme anarchiste et son histoire sont constamment employées. + Période où le groupe n'a pas beaucoup d'activité => réunion où on discute concepts (temps, décroissance et anarchie) sans présenter de perspectives concrètes et en employant des termes spécifiques et des références => intégration peu évidente.* » (Notes de terrain, 30/03/2005).

mot. Contrastant largement avec ces observations, la réunion du groupe Pierre Besnard à laquelle nous avons assisté nous a marqué par son sérieux et l'ordre qui y régnait. Un des militants avait apporté le courrier du groupe récupéré à la Librairie du Monde Libertaire et avait distribué à chacun des photocopies des derniers échanges par messages électroniques au sujet d'un conflit entre des membres du groupe et le responsable de Radio libertaire. Les membres en retard de cotisation s'en sont spontanément acquittés auprès de la trésorière. Ceux qui le désiraient se sont inscrits sur le planning de vente du *Monde Libertaire* dans lequel les quatre semaines suivantes étaient déjà pourvues. Alors que les débats auraient pu être mouvementés, la question traitée étant importante et conflictuelle, chacun a pris calmement la parole à tour de rôle sans pour autant recourir aux tours de parole. Bien qu'Alice ait mené les débats, c'est-à-dire amené et orienté la discussion, chacun a pu librement exprimer son point de vue.

Il est important de noter toutefois que, quel que soit le degré de confusion de certaines discussions, il règne en principe une égalité formelle entre les militants : chacun a le même droit à la parole et personne n'est supposé imposer quoi que ce soit aux autres, que ce soit durant les débats ou de manière générale. On remarque durant les réunions que les rôles les plus actifs sont précaires dans la mesure où ils reposent sur l'assentiment du groupe et ne naissent pas d'une prise de pouvoir. L'égalité de tous est rappelée par de petites formules ironiques telles que parler du « chef » ou du « patron » pour qualifier le militant qui tient l'ordre du jour et s'assure qu'il est respecté. Cette imposition discrète et amicale d'une « distance au rôle¹ » constitue un rappel quasi permanent de la norme égalitaire. La question de l'égalité en réunion n'est pas réellement posée par le fait que certains assument un rôle de « maître de cérémonie » et d'autres de simples participants, mais davantage par le déroulement même des discussions, qui sont généralement peu réglementés. Le fait de couper la parole est fréquemment stigmatisé, mais le problème, dans les groupes anarchistes, naît davantage de l'absence de tours de parole qui peut empêcher les militants les moins réactifs ou les moins sûrs d'eux d'intervenir dans une discussion que monopolisent quelques orateurs plus aguerris. Il nous semble qu'il règne une certaine cécité dans la plupart des groupes à ce sujet ; on recourt rarement à des règles procédurales pour permettre l'égalité de tous dans les débats. On peut toutefois trouver des exemples de « prise de conscience » aboutissant à une formalisation plus grande des échanges. C'est le cas au *groupe de Rouen*, comme le montre Marie :

« Je me suis toujours sentie bien au sein du groupe. Alors il y a peu de filles. Donc je pense que... dès le début j'ai eu besoin d'en faire plus que les autres pour m'affirmer. Ils le savent

¹ Sur ce concept, cf. GOFFMAN, Erving. « La “distance au rôle” en salle d'opération ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 143, n° 1, 2002, p. 80-87.

bien [rire]. Et je les emmerde encore un petit peu. Et alors maintenant je pense que... [...] je sais là que mon rôle au sein du groupe c'est que chacun y trouve sa place, puisse s'exprimer, je suis très vigilante à ça. Lors des réunions par exemple, comme on commence à être nombreux... Bon, avant on était très peu organisés, il n'y avait jamais de tours de parole, par exemple. Bon c'est un bordel, et je me suis rendue compte que c'était... ben que c'était un petit peu la loi du plus fort, j'ai jamais supporté ça... Et sûrement qu'à des moments moi aussi je prenais la parole de façon un peu... enfin péremptoire ou je sais pas, quoi. Donc je suis vigilante à ce que chacun puisse s'exprimer, alors je ferme la gueule de, je fais taire les grandes gueules [rire].

— *Vous avez des procédures particulières, des tours de parole ?*

Maintenant on le fait, ouais, et je pense que j'ai participé à instituer ça dans le groupe. »
(Marie, 45 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

Il convient également de nuancer ce constat d'une désorganisation relative des débats en signalant que lors des réunions fédérales ou, par exemple, des assemblées générales des groupes de la région parisienne (AGRP) de la *Fédération anarchiste*, le nombre important de participants, mais aussi parfois la nécessité de pouvoir établir un compte-rendu clair des débats, conduisent à adopter le système des tours de parole. Quelqu'un est par conséquent désigné pour tenir la liste de tout ceux qui, en levant la main, demandent à parler : il accorde ensuite la parole à l'inscrit qui suit celui qui vient de s'exprimer.

Nous avons pu observer dans certains collectifs de la gauche radicale une attention bien plus poussée à la question de l'égalité dans les débats et à la libre expression de tous que dans les groupes anarchistes. C'est le cas en particulier à *Chiche! Paname*, au *Crep* ou à *Vamos!*. Le groupe *Aarrg! Paris* n'avait recours au tours de parole qu'exceptionnellement, quand la réunion devenait trop confuse, alors que le groupe *Action Logement* ne les utilisait pas, mais il faut préciser dans son cas que ses réunions ne rassemblaient généralement que quatre membres se connaissant bien, ce qui limite considérablement l'intérêt de ce type de procédures. Une assemblée générale de *Vamos!* de janvier 2006 illustre assez bien la manière dont peut se dérouler une réunion utilisant les différentes procédures de facilitation des débats qui visent à assurer que chacun puisse s'exprimer dans les meilleures conditions.

L'assemblée a lieu le dimanche 29 janvier dans l'après midi. Le rendez-vous a été donné à 15h, au squat d'artistes appelé « La Générale », dans le quartier parisien de Belleville. Une très grande salle, non chauffée et éclairée par quelques néons, a été mise à disposition du groupe. On y trouve quelques canapés que les premiers arrivants disposent en un cercle assez large. Les militants arrivent au fur et à mesure ; 16 seront finalement présents, avec une parfaite égalité de représentation entre hommes et femmes (8 militantes et 8 militants). Le nombre de présents est assez exceptionnel ; il est rare qu'il dépasse 12 personnes. Mais le jour de réunion semble avoir permis une plus grande disponibilité des « Vamosiens¹ » ; en outre, il est prévu de consacrer une partie de la réunion à la question de l'« horizontalité » et de la façon de la rendre la plus effective possible dans le groupe, sujet qui semble avoir motivé plusieurs participants. Les premiers arrivés s'installent confortablement sur les canapés et discutent entre eux en attendant que tout le monde soit arrivé. Ceux qui ont apporté de quoi boire et grignoter le posent au centre du cercle formé par les participants. Lorsque les retardataires sont présents, on répartit les rôles : quelqu'un se propose de noter les tours de parole ; une militante sera modératrice et un autre « gardien du temps ». Un dernier s'occupera de prendre des notes pour établir un compte-rendu. La modératrice a principalement pour fonction de suivre les débats et de tenter de les synthétiser pour permettre une discussion efficace et préparer la prise de décision. Le « gardien du temps » s'assure quant à lui que le temps prévu pour la discussion de chaque point de l'ordre du jour est respecté, ou propose le cas échéant de redéfinir le *timing*. L'ordre du jour prévoit de parler 1) du prochain Forum social européen (FSE) ; 2) du village autogéré lors de la manifestation antinucléaire de Cherbourg ; 3) d'une projection débat sur la crise des banlieues ; 4) du mouvement zapatiste du Chiapas ; 5) de l'*Euromayday* ; 6) de quelques points divers et, enfin, 7) de la question de l'« horizontalité ».

Chaque point s'ouvre par la présentation de la question en débat par un militant qui en maîtrise les données. Tous ceux qui veulent ensuite réagir, apporter des informations, poser des questions ou critiquer la démarche lèvent la main et sont inscrits sur la liste des tours de parole. Lorsque quelqu'un parle, les autres participants peuvent manifester par des signes de la main leur sentiment par rapport à ce qui est dit sans pour autant perturber l'intervenant. Ainsi, agiter ses mains en l'air les doigts écartés signifie l'approbation, alors que présenter ses deux mains superposées devant soi, paume vers l'avant, ou encore montrer le poing exprime l'opposition. Faire un mouvement de moulinet avec ses bras permet de demander à l'intervenant d'aller plus vite ou de conclure, de cesser de répéter la même chose. Un certain nombre d'autres signes sont utilisés dans certaines situations précises, comme par exemple pour répondre, en sautant les tours de parole, à une question particulière à laquelle on a une réponse précise ou pour informer rapidement les participants d'une question extérieure au débat (« il faudrait bouger les meubles », « il y a le feu »...).² Ces différents signes, inspirés d'une tradition anglo-saxonne³, permettent de respecter les intervenants tout en laissant les autres participants exprimer leur point de vue. La personne qui s'occupe des tours de parole peut également tenter de

¹ Selon le terme qu'ils emploient parfois.

² Sur les différents signes de main utilisés pour faciliter les discussions, cf. en annexe le guide sur l'« animodération » diffusé par *Chiche!*, ainsi que le guide militant *Guerilla Kit*. (BABA, Morjane. *Guérilla Kit, Ruses et techniques des nouvelles luttes anticapitalistes*. Paris : La Découverte, 2003, p. 159-161).

³ Frank, qui fait partie des membres fondateurs de *Vamos!*, voit l'origine de ces pratiques dans celles des mouvements nord-américains :

« — Il y a un truc qui frappe quand on rentre à *Vamos!*, c'est que tout le monde utilise les signes, et tout ça c'est venu d'où ?

*Je crois qu'à Québec déjà, Québec 2001, ils utilisaient ces signes-là. Et du coup on les a... c'est dans les réunions internationales qu'on les a rencontrés quoi. Donc je dirais Québec. A quel autre moment ? A Gênes, aussi, ça devait être présent... Voilà, enfin, c'est des contacts avec les internationaux, c'est très très anglo-saxon, hein, cette tradition-là. Donc c'est passé par les rendez-vous internationaux, Québec, Gênes, Bruxelles... Ça c'est l'année 2001. » (Frank, 31 ans, militant à *Vamos!*). Sur le réseau d'action directe américain (*Direct action network*) et les techniques de facilitation des débats, cf. POLLETTA, Francesca. *Freedom is an Endless Meeting... Op. cit.*, p. 189-201.*

favoriser l'expression de ceux qui interviennent le moins, les femmes ou les plus « timides »¹, en leur donnant la priorité sur les autres inscrits de la liste des tours de parole.

Durant la réunion, des paquets de gâteaux et de chips circulent de main en main. On fait également passer un joint de cannabis. Des membres du collectif gérant le squat La Générale traversent de temps en temps la salle de réunion sans faire de bruit. Le premier point abordé de l'ordre du jour est celui du FSE d'Athènes : la question qui se pose est de savoir comment *Vamos!* peut porter l'idée d'un espace autonome, lieu de vie et de préparation d'actions, qui s'intégrerait dans l'aire « précarité » du forum, avec l'aide du réseau *No-Vox*. Il est évoqué l'idée d'établir une charte de fonctionnement d'un tel lieu. La question doit encore être débattue avec *No-Vox*. On aborde ensuite la question du Village autogéré, anticapitaliste et antinucléaire (VAAAN) qu'un collectif proche du milieu anarchiste a proposé de mettre en place à l'occasion d'une manifestation nationale anti-nucléaire à Cherbourg en avril. Les interventions expriment la crainte des « Vamosiens » que le collectif porteur du projet soit sectaire, trop fermé sur lui-même et exclusif vis-à-vis de ceux qui ne se revendiquent pas anarchistes ou même anticapitalistes. Le VAAAN est-il assez « large » et ouvert pour que *Vamos!* s'y greffe ? La tâche de gérer les contacts *e-mail* sur cette question est confiée aux militants intéressés qui devront suivre les futurs développements autour du projet. Une fois ce point réglé, un militant informe le groupe de la proposition d'*Attac-Campus* Paris d'organiser avec *Vamos!* une projection débat sur les émeutes en banlieue en novembre 2005 en présence du sociologue Gérard Mauger. La proposition ne soulève aucun enthousiasme. Une militante refuse notamment de servir de faire valoir à un sociologue. Au final, tout le monde semble d'accord sur le fait que l'actualité militante est trop chargée et qu'il n'est pas possible de s'investir dans toutes les initiatives et en particulier dans celle-ci. La question de l'EZLN (*Armée de libération nationale zapatiste*) est ensuite évoquée au sujet d'une éventuelle signature de soutien de *Vamos!* à la Sixième déclaration de la forêt Lacandone². Il est décidé de faire des propositions aux zapatistes dans le cadre de la consultation internationale qu'ils ont lancée. Une fois ce point clos, Julien et Clarisse évoquent la question de l'organisation de l'*Euromayday*³ de Paris qu'ils ont jusqu'ici suivie. Ils informent le groupe du fait que les organisateurs attirés semblent assez « bizarres » et ne paraissent pas défendre les mêmes points de vue que *Vamos!* sur la question de la précarité et sur les modes d'organisation. *Vamos!* reste par conséquent dans une position attentiste avant que les militants puissent décider si une participation leur semble intéressante et opportune. Le point sur les questions diverses est ensuite abordé, alors que le temps initialement prévu pour traiter les premières questions a été dépassé de plusieurs minutes. Alors que ces questions ne devaient être que rapidement évoquées, elles vont donner lieu à de longs débats. Un militant présente plusieurs textes issus de réunions entre différents collectifs et demande au groupe s'il veut les signer. Parmi ces textes, il y a notamment une condamnation de la loi faisant mention du « rôle positif de la colonisation ». Elodie annonce aussitôt qu'elle refusera de signer le texte si le *Parti socialiste*, qui a voté la loi, fait partie des autres signataires. La discussion s'engage alors sur l'intérêt pour *Vamos!* de signer les différents textes et appels : quel objectif ? Quel intérêt ? Y cherche-t-on de la visibilité ? Les militants se mettent d'accord sur l'idée qu'il ne faut pas « signer pour signer » comme le ferait selon eux la LCR pour apparaître investie dans toutes les luttes. Il faut que la signature ait vraiment du sens. Mais dans ce cas, comment décider, en dehors des assemblées générales, si le groupe veut signer ? On essaye alors de réfléchir à des procédures de vote électronique : faut-il attendre un certain nombre d'approbations par *e-mail* pour signer un texte ou seulement vérifier qu'après un certain laps de temps il n'y a pas d'opposition ? Que faire si personne ne prend parti pour ou contre la signature ? La question n'est finalement pas réellement tranchée, aucune solution n'apparaissant véritablement satisfaisante. Le débat a toutefois pris beaucoup de temps, et l'on approche de l'heure qui avait été fixée comme celle de la fin de la réunion. On décide

¹ Nous utilisons cet adjectif en guise de raccourci, sans pour autant ignorer les inégalités de ressources, socialement conditionnées, qui sont au principe des inégalités entre individus dans l'aisance à l'oral.

² On peut retrouver cette déclaration datée de juin 2005 sur le site du *Comité de soutien des peuples du Chiapas en lutte* (CSPCL) : http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=204.

³ Manifestations européennes, sur la thématique de la précarité, qui ont lieu le premier mai en marge des défilés traditionnels.

collectivement de remettre à une autre fois la question du débat sur l'« horizontalité », dont l'initiative appartenait à une militante qui a ressenti quelques tensions dans ses rapports avec d'autres membres et aimerait aborder sereinement la question des relations au sein du groupe. D'autres points « divers » sont enfin abordés : les militants sont informés des prochaines journées d'action contre le Contrat première embauche (CPE), de la tenue prochaine d'une réunion internationale des sambas militantes, et du fait qu'il faut renouveler l'inscription de *Vamos!* à la Maison des initiatives étudiantes. Julien va s'en charger : il est le nouveau trésorier de l'association que *Vamos!* a créé pour pouvoir recevoir de l'argent, notamment lorsque le groupe organise des transports vers les contre-sommets. Il est alors près de 18h. Quelques militants commencent à partir. On décide toutefois de clore la réunion par une expression personnelle de chacun et de préparer rapidement la prochaine discussion sur la question de l'« horizontalité ». On procède alors à un « tour de table » : chaque militant présent est invité à s'exprimer tour à tour, aussi longtemps qu'il le désire. Chacun peut donner son sentiment sur la réunion qui s'achève, la façon dont elle s'est déroulée et les décisions prises. Afin d'amorcer la future réflexion, on doit également présenter ses premières idées sur l'« horizontalité », ce que c'est et ce que ça signifie pour soi. Plusieurs axes ou commentaires concernant l'« horizontalité » ressortent de ce tour de table : le concept pose le problème de l'égalité face à l'information, de la différence des niveaux d'implication ; il soulève aussi la question de la gestion des différences de personnalité et des différentes frictions, ainsi que le problème de la soumission volontaire et celui de l'influence de certains, qu'il faut tenter de discuter sincèrement, même si cette question est liée à la pratique et qu'il est difficile d'y réfléchir *in abstracto*. On évoque également des questions pratiques : « horizontalité » oui, mais ça ne doit pas signifier des réunions sans fin ; est-il possible d'expérimenter l'organisation en petits groupes affinitaires où tout le monde devrait participer à la décision avant de confronter les décisions des différents groupes affinitaires ?

Après plus de trois heures de réunion dans une salle de plus en plus froide, nous nous séparons.

Cet exemple révèle plusieurs aspects que l'on rencontre notamment dans les assemblées de *Vamos!* ou encore de *Chiche!*. En premier lieu, la tendance chronophage des réunions militantes : la libre expression de tous a pour corollaire une durée accrue des débats. Mais cet aspect négatif est assumé par les militants qui n'envisagent guère de pouvoir sacrifier cette liberté contre une efficacité en termes de temps. La possibilité pour chacun de trouver sa place fait partie des aspects qui attachent les militants à l'organisation¹ :

« Ca s'est fait comme ça, naturellement, on allait aux réunions parce qu'on en avait envie, parce que... dans ces réunions-là justement, il n'y avait pas un chef qui faisait sa sauce, mais c'était des tours de table où chacun s'exprimait... Dans les réunions d'associatifs, souvent les réunions qui s'éternisent, tout le monde et là en train de se dire allez, c'est bon, quand est-ce qu'on écume l'ordre du jour, et puis là au *Crep*, finalement, on n'avait pas d'ordre du jour... il

¹ Les pratiques délibératives constituent ainsi un moyen de consolider le collectif. Comme le montre Eric Agrikoliansky, « la multiplication des réunions coûteuses en temps et en énergie, qu'implique la nécessité de parvenir à un consensus, constitue finalement moins un obstacle à l'action qu'une étape utile pour que des liens entre les militants puissent se tisser et des formes de coopération se stabiliser. » (« La démocratie entre valeurs et pratiques : le cas des mouvements altermondialistes lors du deuxième Forum social européen », in NEVEU, Catherine (dir.). *Cultures et pratiques participatives... Op. cit.*, p. 51-52).

y avait un ordre du jour, plusieurs questions, mais on prenait le temps de débattre, et puis peu importe si on n'épuisait pas l'ordre du jour, ou si... [En riant :] Ca faisait du bien je trouve de prendre le temps de... ouais, de pas avoir toutes ces obligations, de compte rendus, d'AG, de bazars comme ça. » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

« — *Et tu es rentrée à Vamos! comme ça, tu es venue voir et ça t'a plu ?*

Je suis venue voir, ouais... J'ai vraiment trouvé, déjà à la base les gens super sympa... La première fois que je suis allée, c'est euh... je suis allée à une répèt' [de la samba], j'ai trouvé les gens super accueillants et tout. Donc du coup, ça m'a motivée à retourner voir et après je suis retournée en réunion, j'ai vu le fonctionnement. Déjà, j'étais super surprise, avec les signes, les mode de fonctionnement des réunions, et ça m'a vachement plu. Ce qui m'a plu aussi c'est que ce ne soit pas un gros truc, mais un petit groupe et c'est plus facile de trouver sa place. » (Clémence, 27 ans, militante à *Vamos!*).

On constate généralement dans les réunions un grand respect de celui qui parle, d'une part parce que les participants savent que de leur capacité à écouter dépend leur possibilité d'être écoutés à leur tour et, d'autre part, parce que ce qui fait l'individualité de chacun est très valorisé¹. L'intérêt, apparemment authentique, pour la parole d'autrui se constate dans les pratiques telles que les signes de la main, qui évitent de couper les intervenants, et les « tours de table », qui offrent (voire imposent) à tous la possibilité de parler sans contrainte². A chaque point d'une réunion se manifeste le souci d'assurer l'égalité entre les membres. C'est sur la base du volontariat que se répartissent les rôles (prendre les notes, les tours de parole, la « modération »)³. Tous les intervenants ont droit à une attention égale, et les moins bavards sont invités à s'exprimer comme les autres durant les tours de table. Cette façon de procéder constitue une mise en actes du principe d'« horizontalité ».

¹ Jean-Paul Russier qualifie de « militantisme à la première personne » cette attitude qui consiste à être « très attentif aux personnes, à leur démarche et à ce qui fait la spécificité de leur engagement. » RUSSIER, Jean-Paul. « Le cercle vicieux de la démocratie moderne : l'individu contre le collectif ? ». *Revue du MAUSS*, n° 25, 2005, p. 308.

² Contrairement à ce que pourrait laisser penser notre exemple précédent, la procédure dite des « tours de table » n'est pas utilisée uniquement en fin de réunions. Elle peut être proposée à tout moment si quelqu'un estime que ceci facilitera le débat.

³ « Il n'y a pas de hiérarchie ou quoi que ce soit dans la CREP, il n'y a pas de Président, il n'y a pas de... Et donc à une réunion, on décide comme ça qui va avoir le temps de rédiger un rapport demain, ben toi tu prends les notes tu feras un rapport demain. Qui donne les tours de parole, qui fait ceci, vraiment ça se décide comme ça quoi. Ben c'est l'avantage d'être peu nombreux, et de bien se connaître aussi. » (Inès, 25 ans, militante au *Crep*). Ce témoignage soulève un point important qui est celui du nombre de participants et de la complicité qui règne entre eux. Il est clair que ces facteurs jouent un rôle facilitateur dans une organisation horizontale.

Bien que ces aspects soient davantage présents dans les réunions des organisations de la gauche radicale que chez les anarchistes, les traits les plus saillants des pratiques d'assemblée sont communs aux deux ensembles militants. Elles sont marquées par un esprit égalitaire et surtout fraternel, dans lequel les tensions ou conflits interpersonnels sont rarement profonds et durables, mais aussi par une ambiance relâchée et non contraignante. Les réunions militantes ressemblent bien plus souvent à des retrouvailles entre amis qu'à des séminaires de travail intense, même lorsque des décisions importantes sont prises au terme de longs débats. L'aspect informel des réunions, durant lesquelles sont échangées des marques d'affection entre participants, où l'on boit ou mange souvent, renforce leur côté convivial. On peut ainsi dire, à la suite des observations de Jacques Derville et Maurice Croisat chez les militants communistes, que ces rassemblements sont parfois « moins le lieu d'un enrichissement, d'un approfondissement des connaissances, d'une confrontation de points de vue, qu'un moment privilégié du renforcement des liens communautaires.¹ » « Les réunions apparaissent avant tout comme de véritables réunions de famille, avec la même satisfaction de se retrouver, la même connivence entre ses membres² ».

3) Les modes de prise de décision

Toutes les discussions en réunion ne donnent pas lieu à une prise de décision. Toutefois, lorsque c'est le cas, celle-ci est adoptée selon le principe du consensus — ou de l'unanimité, les deux termes recouvrant généralement le même sens pour les militants. Là aussi, l'application de ces principes se veut la mise en actes d'un mode d'organisation horizontal ou anarchique, c'est-à-dire dépourvu de hiérarchie et donc égalitaire. Il existe des représentations ou descriptions formalisées des procédures de décision dans les groupes libertaires³ ; cependant, nous n'avons jamais constaté qu'il était fait référence à une procédure particulière dans les réunions que nous avons observées. Le principe qui régit chaque décision est qu'elle ne doit léser personne. Le principe du consensus s'oppose à celui de la majorité — même renforcée — et implique la recherche d'une solution approuvée par tous et ne laissant donc pas une minorité mécontente. Qu'il soit ou non fait usage des signes de la main, on peut

¹ DERVILLE, Jacques, CROISAT, Maurice. « La socialisation des militants communistes français... ». Article cité, p. 773.

² *Ibid.*, p. 774.

³ cf. par exemple « La prise de décision par consensus » en annexe, ou le schéma présenté dans *Guerrilla Kit*. (BABA, Morjane. *Guerrilla Kit. Op. cit.*, p. 161).

distinguer trois positions possibles pour un militant vis-à-vis d'une question en débat : l'approbation, l'opposition ou l'abstention. En cas d'approbation, aucun problème particulier ne se pose ; en revanche, si quelqu'un s'oppose, la décision ne peut être prise en l'état et doit être retravaillée afin d'intégrer de nouveaux points de vue ou être purement et simplement abandonnée si ceci se révèle impossible. L'opposition pure et simple (ou veto) est un moyen d'intervention assez radical ; il suppose en théorie que le militant qui en fait usage estime que la décision va à l'encontre de ses valeurs ou de celles du groupe et qu'elle est par conséquent inadmissible. En pratique, on assiste plus souvent à une abstention amicale, ou constructive, qui consiste à dire que la décision n'est pas entièrement satisfaisante, mais qu'on ne s'y opposera pas, afin de laisser agir ceux qui le veulent. Cette dernière possibilité est aisément envisageable dans les organisations libertaires basées sur la responsabilité individuelle, dans la mesure où les décisions du groupe n'engagent pas les militants à titre individuel. Ceux-ci peuvent parfaitement et sans conditions choisir de ne pas soutenir une action à laquelle ils n'adhèreraient pas complètement. De même, rien n'empêche un activiste de participer à une action qui aurait été décidée sans lui, tout comme il n'est pas tenu de participer à une action qu'il aurait pourtant approuvée. Cette conception de la décision et de la façon dont elle engage le militant est typique d'un rapport libertaire ou « distancié¹ » à l'engagement qui laisse une entière autonomie aux différents membres du groupe.

Une décision prise en assemblée générale est théoriquement définitive, et le principe en la matière veut que les présents décident. Par conséquent, les militants absents à une réunion ne peuvent normalement pas justifier de leur absence pour demander une nouvelle délibération. Il n'est cependant pas rare de voir certaines décisions remises en débat lors d'une réunion suivante. On peut y voir plusieurs raisons. La première est que le respect des sentiments et volontés de chacun empêche en pratique d'opposer une simple fin de non recevoir aux éventuelles objections ou précisions qui pourraient être apportées après coup par un militant. La seconde tient à la rotation importante des effectifs : les membres présents à chaque réunion sont souvent en grande partie différents. Il peut arriver que seule une minorité des militants ayant pris une décision soient présents lors de la suivante ; la discussion peut alors être menée à nouveau par les membres présents. Cette seconde raison est liée à une dernière, que l'on pourrait qualifier d'amnésie relative des collectifs libertaires. Ceci est vrai en particulier des groupes de la gauche radicale, qui sont très largement des groupes « sans

¹ ION, Jacques. *La fin des militants ?*. Paris : Les Editions de l'Atelier, 1997.

histoire » dans la mesure où soit il demeure peu de traces écrites des réunions et des décisions prises, soit celles-ci demeurent largement ignorées¹. Les groupes sont donc parfois conduits à rejouer des débats déjà clos, ajoutant ainsi au caractère chronophage des réunions. Un autre cas de figure donne lieu à une rediscussion des décisions prises : il s'agit des moments dans lesquels les membres d'un atelier (ou « groupe de travail ») ayant travaillé sur une question particulière (préparation d'une action ou d'un aspect d'une action, rédaction d'un tract, etc.) présentent leurs conclusions en assemblée générale. Dans ce cas, et bien qu'en théorie le travail en atelier soit fait pour éviter d'avoir à impliquer l'ensemble des militants dans des débats techniques, le groupe de travail peut être sommé de s'expliquer et ses positions peuvent être réexaminées et adaptées. Cette possibilité de relancer les débats sur certaines questions traduit l'attachement des militants au principe de l'unanimité : chaque décision doit recevoir l'assentiment de tous, et toute décision prise en petit groupe est potentiellement suspecte. La transparence, seule garante de l'égalité de tous, est constamment recherchée. Nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion de constater la vigilance des militants face aux activités ou décisions qui paraissaient relever d'une minorité d'individus. Ainsi, un militant de *Vamos!* a pu demander en assemblée générale des informations concernant un groupe de travail préparant une action contre le sommet de l'OMC en 2005 : l'initiative lui paraissait obscure et il s'étonnait qu'elle semble déjà « ficelée » alors que peu de gens savaient quelle en était la teneur. Un autre exemple éloquent peut être trouvé dans une réunion de *Vamos!* avec quelques autres militants : l'année 2006 a été marquée par la participation du collectif à l'ouverture d'un squat dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, « la Serre-volante ». Le lieu abritait plusieurs habitants et accueillait les réunions de *Vamos!* ainsi que de nombreux autres collectifs militants, mais aussi diverses initiatives artistiques ou culturelles. A la fin du mois de mai, l'occupation du lieu a été considérée illégale par la justice et le tribunal a décidé qu'il devait être expulsé. Le 20 juin, le collectif formé par les membres de *Vamos!*, les habitants du squat et les autres individus qui s'étaient investis dans le lieu s'est réuni de façon exceptionnelle pour discuter de la façon dont il fallait gérer les derniers jours avant l'expulsion. Le collectif était alors confronté à la nécessité de trouver de l'argent pour rémunérer son avocat et payer l'amende infligée par le tribunal. Quand ils sont arrivés à la Serre-volante, les militants de *Vamos!* purent constater que le bar qui y était ouvert pendant

¹ Cette amnésie est également soulignée par Isabelle Saporta chez *Droits Devant !! (Un militantisme rénové . Op. cit.)*.

les soirées festives était désormais ouvert de façon permanente et qu'on y vendait désormais des boissons à prix fixe et non plus à prix libre. En réunion, deux militantes de l'organisation s'élevèrent avec véhémence contre la décision d'ouvrir ce bar qui avait été prise sans concertation collective et dans la plus grande opacité. Les habitants, qui avaient pris cette décision, la justifiaient par la nécessité de se financer en urgence. Cette pratique fut stigmatisée comme contraire aux principes de fonctionnement du groupe. Le débat se poursuivit alors sur cette question, et si le principe de l'ouverture permanente du bar fut admis, on remit en cause les prix fixés ; certains militants refusaient de faire une marge bénéficiaire de plus de 50 centimes par produit, même pour répondre aux problèmes financiers du groupe. On décida en outre de privilégier la vente de bière biologique. Ces deux exemples¹ montrent l'attachement des militants au principe de consensus et le contrôle que le groupe fait peser sur les membres qui semblent ou tentent d'y déroger. Il naît d'un attachement à des valeurs spécifiques, celles d'égalité et de participation. Ce sont ces valeurs, largement perçues comme antinomiques par rapport à celles de la société en général et du système politique en particulier, que les militants cherchent à mettre en œuvre à travers leurs modes d'organisation². On peut y voir de leur part une tentative de mettre en place des structures qui préfigureraient la société alternative à laquelle ils aspirent.

¹ La vigilance autour du respect du principe de consensus n'est pas spécifique à *Vamos!*. Les autres groupes étudiés y sont également attachés, même si nous n'avons pas pu y observer d'épisodes aussi exemplaires de contestation de pratiques non-horizontales.

² « *Malheureusement, le fonctionnement de la politique institutionnelle en France, au-delà du niveau local ou municipal, je dirais, est un fonctionnement qui génère des rapports de pouvoir et de domination entre les individus. Et au sein même des partis, on voit bien qu'il y a des luttes de pouvoir très fortes. Alors après j'essaye de ne pas être nihiliste non plus et de ne pas totalement ignorer ce que font les partis, parce que c'est eux qui ont la main, dans une certaine mesure on va dire, sur la vie politique, même si derrière c'est plutôt la finance qui tire les ficelles. Mais... c'est vraiment le milieu associatif, et autour, associatif, alternatif, écolo, libertaire, autogestionnaire qui m'intéresse quoi. Et c'est dans ce milieu là qu'on peut vraiment construire et espérer construire, je trouve. Mais après, euh... Je ne suis pas totalement fermé à une implication au niveau municipal, mais pas dans le cadre d'un parti. Franchement, je ne me vois pas du tout... même les alternatifs ne me bottent pas franchement. Voilà... Mais bon... Je ne parle même pas du niveau présidentiel...*

— Ca fait partie de la cohérence entre les moyens et les fins... ?

La forme de l'engagement ? Ouais...

— Le fait de refuser les structures... de pouvoir...

Partidaires ? Ouais, ouais, je pense. Et puis en plus, on n'a pas... Enfin, on n'a pas les mains libres dans un parti, on est dépendant du point de vue de la majorité si j'ose dire. Ce qui pose le problème de l'échelle. C'est-à-dire qu'à partir du moment où on est un certain nombre dans une structure, les modes de prise de décision... plus une structure est grosse moins les prises de décisions sont démocratiques. Et plus les rapports de pouvoir... Après, ça dépend de l'organisation interne du parti, aussi, mais je crois beaucoup plus en un fonctionnement en réseau de petites assos ou de petites structures et à l'entrecroisement de réseaux de toute nature qui essayent de fonctionner de manière unitaire. Alors après, c'est beaucoup plus compliqué à mettre en œuvre. Mais si on veut préserver la démocratie au sein d'une structure il faut... à un moment donné il faut des limites dans la taille de ta structure, si tu veux. [...]

B. Un modèle d'organisation sociale alternatif ?

Par rapport aux organisations politiques classiques et celles d'extrême gauche en particulier, le militantisme libertaire a pour particularité de reposer sur une vision de l'action politique selon laquelle les moyens doivent être compatibles avec les fins. En d'autres termes, la fin ne justifie pas tous les moyens et une revendication de démocratie et d'égalité absolue ne peut être défendue que dans un respect total de l'égalité de tous et avec une participation de tous à la décision. D'une certaine façon, les méthodes employées dans la lutte politique doivent préfigurer l'objectif recherché. C'est en ce sens qu'on peut avancer l'idée que les organisations libertaires prennent la forme de modèles alternatifs d'organisation sociale. Ils prennent cette forme essentiellement pour trois raisons : tout d'abord parce qu'une organisation horizontale et participative correspond aux valeurs des militants et s'impose donc naturellement à eux. Ensuite, parce que s'organiser de façon spécifique permet d'éprouver la viabilité d'un modèle alternatif. C'est par exemple la raison pour laquelle les militants mettent en place des villages (campings) autogérés ou autres « espaces autonomes », lors de contre-sommets notamment. Enfin, l'organisation se conçoit comme un modèle alternatif dans un but de propagande vis-à-vis de l'extérieur, afin de convaincre, par l'exemple, de la possibilité de fonctionner autrement que selon le modèle dominant de hiérarchie et de délégation des responsabilités. Nous allons maintenant étudier plus spécifiquement les modes d'organisation des collectifs libertaires en essayant de voir dans quelle mesure ceux-ci constituent des modèles alternatifs d'organisation sociale, remettant radicalement en cause les modes de relations existant traditionnellement dans la société et la sphère politique en particulier. Nous nous pencherons dans un premier temps sur le concept de démocratie délibérative, dont les groupes semblent adopter concrètement les procédures fondamentales ; nous verrons ensuite en quoi les organisations libertaires peuvent préfigurer le modèle d'organisation de la société future, pour enfin montrer les limites de ces prétentions et la persistance de logiques inégalitaires qui perturbent l'idéal démocratique défendu.

Vraiment, il y a... Il y a de très, très graves dysfonctionnements, dans... A tous les niveaux, tous les niveaux... Dans les sociétés occidentales... On est dans, on vit dans un régime semi-monarchique et semi-démocratique, on va dire. Donc c'est moitié, moitié, voilà, ouais, c'est semi-monarchique et semi-démocratique. Extrêmement pyramidal. Enfin très pyramidal, parce que extrêmement pyramidal c'est réservé à la Chine. Et... Donc on... étant donné cette donne politique, le but du jeu, c'est de faire en sorte de renforcer la démocratie et de tendre vers un idéal avec les moyens dont on dispose » (Grégoire, 30 ans, militant à Chiche!).

1) Une démocratie délibérative

Le mode de débat et de prise de décision basé sur le consensus que nous avons décrit un peu plus haut est au cœur de ce qui fonde la spécificité du militantisme libertaire. Les procédures mises en place visent à atteindre une participation optimale à travers des modes de délibération basés sur l'expression individuelle et l'écoute, l'échange d'arguments et la construction collective de ce que le groupe percevra comme la décision la plus respectueuse des positions de chacun¹. Bien plus qu'un compromis, la décision est perçue comme le produit d'une co-construction :

« Ca me paraît essentiel dans une organisation, quand tu veux bosser à plusieurs, de laisser un maximum d'espaces de parole pour tous, d'espaces de décision, aussi. Et je trouve ça en plus extrêmement plus créatif, quoi... Enfin, sur les modes de prise de décision, j'aime bien... justement je parlais de ça avec quelqu'un hier qui... derrière consensus il entendait voir le plus petit dénominateur commun entre les gens dans une prise de décision. Alors, moi, ce que je mets derrière consensus c'est l'idée de OK, on a tous des positions, on va essayer à partir de toutes ces positions et de créer quelque chose, en faisant différentes propositions, d'inventer, de voir qui peut faire des concessions sur tel point et d'autres sur un autre et de construire quelque chose. C'est pas voir le minimum qui nous réunit, c'est avec tout ce qu'on est et toutes nos envies de fabriquer quelque chose quoi, une autre proposition qu'on n'avait pas évoquée au départ, et ça je trouve ça extrêmement intéressant. » (Clarisse, 24 ans, militante à *Vamos!*).

Les théories de la délibération se sont largement développées ces vingt-cinq dernières années, tentant de concevoir des systèmes de relations basées sur les échanges et la raison. Dans *Droit et Démocratie*, Jürgen Habermas envisage une « théorie de la discussion » qui est supposée fournir une alternative aux conceptions traditionnelles de la démocratie². Pour

¹ D'après un manuel du manifestant du Direct action network étudié par Francesca Polletta, « le consensus ne signifie pas que tout le monde pense que la décision prise est la meilleure possible, mais que tout le monde a l'impression que son point de vue a été entendu et pris en compte dans la décision. ». Selon l'auteur, l'objectif est plutôt que les gens soient suffisamment d'accord pour pouvoir travailler ensemble ; il n'y pas de meilleure solution, ni de vérité unique. « Dans la mesure où [les activistes] cherchent à préfigurer une société alternative, c'en est une dans laquelle la différence est valorisée plutôt qu'effacée. » POLLETTA, Francesca. *Freedom is an endless meeting... Op. cit.*, p. 192

² « Suivant la conception libérale, le processus démocratique se déroule exclusivement sous la forme d'une série de compromis conclus entre différents intérêts. Les règles selon lesquelles s'établissent ces compromis et qui

Donatella Della Porta et Mario Diani, c'est bien une nouvelle conception de la démocratie qui se développe à travers les pratiques délibératives des mouvements sociaux¹. Celles-ci consistent en des formes de démocratie directe opposées au principe représentatif qui prévaut dans la sphère politique. Selon Bernard Manin, l'adoption de procédures délibératives résulte d'un souci de justice qui implique que les décisions politiques soient acceptables par tous². Parce qu'on ne peut estimer que les individus sont parfaitement informés de tous les choix possibles et donc porteurs d'une volonté totalement déterminée, seule une « délibération à la fois collective et individuelle [permet] que les informations incomplètes du départ se précisent sans pouvoir atteindre cependant la complétude. [...] La décision politique est, par nature, un choix dans l'incertain. Dans l'échange des arguments au sujet des solutions proposées, les individus découvrent des informations qu'ils n'avaient pas d'abord ; ils apprennent que tel choix aurait telle conséquence ; et si ces conséquences contreviennent à l'objectif qu'ils se proposaient de prime abord, ils peuvent être amenés à réviser cet objectif. [...] En réalité, la délibération elle-même est une procédure d'information.³ » Plus encore, elle consiste en un échange d'arguments visant à convaincre autrui de la justesse de son point de vue⁴. Ceci signifie qu'à travers la délibération, les individus peuvent non seulement envisager de

sont appelées à assurer l'équité des résultats, autrement dit le suffrage universel, la composition représentative des corps parlementaires, le mode de décision, le règlement intérieur, etc., se fondent en dernière instance sur les droits fondamentaux d'inspiration libérale. Selon la conception républicaine, en revanche, la formation de la volonté démocratique s'effectue sous la forme d'une entente éthico-politique portant sur l'identité collective au sein de la communauté ; dans ce contexte, la délibération est censée pouvoir s'appuyer, en ce qui concerne ses contenus concrets, sur un consensus culturel établi parmi les citoyens, compréhension préalable qui, en tant que facteur d'intégration sociale, peut se régénérer au moyen du rappel ritualisé de l'acte de fondation républicain. La théorie de la discussion emprunte des éléments à ces deux écoles et les intègre dans le concept d'une procédure idéale de délibération et de décision. Cette procédure démocratique établit un lien interne entre réflexions pragmatiques, compromis, discussions d'entente portant sur l'identité collective et discussions relatives à la justice, tout en fondant la supposition que, dès lors que l'on part d'un afflux d'informations pertinentes et d'un traitement approprié de ces informations, l'on parviendra à des résultats raisonnables ou équitables. Conformément à cette conception, la raison pratique n'investit plus les droits de l'homme universels ou la morale sociale concrète d'une communauté déterminée, mais les règles de discussion et les formes d'argumentation qui empruntent leur contenu normatif à la base de validité de l'activité orientée vers l'entente, et donc en dernière instance à la structure de la communication au moyen du langage et à l'ordre irremplaçable d'une socialisation qui s'est opérée au moyen de la communication. » HABERMAS, Jürgen. *Droit et démocratie : entre faits et normes*. Paris : Gallimard, 1997 (1992), p. 320-321.

¹ DELLA PORTA, Donatella, DIANI, Mario. *Social Movements. An Introduction*. Malden (Mass.) : Blackwell, 2006, p. 239 et suivantes. Cf. aussi KITSCHELT, Herbert. « Social Movements, Political Parties, and Democratic Theory ». *Annals of the AAPSS*, 528, 1993, p. 13-29, et DELLA PORTA, Donatella. « Deliberation in Movement : Why and How to Study Deliberative Democracy and Social Movements ». *Acta Politica*, n° 40, 2005, p. 336-350.

² MANIN, Bernard. « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique ». *Le Débat*, n° 33, 1985, p. 72-93.

³ *Ibid.*, p. 81-82.

⁴ *Ibid.*, p. 84.

nouvelles solutions à un problème donné, mais également modifier leurs préférences de départ¹. Dans cette perspective théorique, la source de la légitimité ne se situe pas dans les volontés individuelles elles-mêmes mais dans la façon par lesquelles elles se seront formées, c'est-à-dire dans le processus délibératif². Or pour qu'elle puisse être considérée comme légitime, une décision doit logiquement résulter d'une délibération ouverte à tous³. A la suite d'autres auteurs, Donatella Della Porta qualifie plus précisément ce type de procédures de « démocratie délibérative⁴ ». Selon elle, on peut parler de démocratie délibérative « lorsque, sous des conditions d'égalité, d'inclusivité (*inclusiveness*) et de transparence, un processus communicatif basé sur la raison (la force du bon argument) est en mesure de transformer les préférences individuelles et de parvenir à des décisions orientées vers le bien public.⁵ » Dans ce cadre et sous ces conditions (chaque participant a le même poids dans la décision, tous peuvent participer au débat et tous disposent des mêmes informations), la recherche du consensus vise à éviter la tyrannie de la majorité et l'influence des mieux organisés⁶. L'objectif est d'assurer le respect des différentes opinions, dans un souci d'ouverture. L'usage de signes de la main ou de règles de procédure spécifiques (les modérateurs, les tours de parole, etc.) est censé garantir ce résultat⁷.

On ne peut qu'être frappé en constatant à quel point les pratiques des groupes libertaires s'approchent formellement des théorisations de philosophes du politique⁸ — et en particulier les travaux d'Habermas sur l'agir communicationnel — dont ils paraissent respecter les postulats fondamentaux (liberté de discussion, égalité des participants, transparence du

¹ *Ibid.*, p. 82.

² *Ibid.*, p. 83. Sur la question de la délibération comme principe de justification réciproque des lois et des politiques, cf. GUTMANN, Amy, THOMPSON, Dennis. « Pourquoi la démocratie délibérative est-elle différente ? ». *Philosophiques*, vol. 29, n° 2, 2002, p. 193-214.

³ « Comme le propre de la décision politique est de s'imposer à tous, on est amené à poser la délibération de tous, ou plus exactement le droit, pour tous, de participer à la délibération comme la condition de légitimité essentielle. » (MANIN, Bernard. « Volonté générale ou délibération ?... ». Article cité, p 83).

⁴ DELLA PORTA, Donatella. « Deliberation in Movement... ». Article cité.

⁵ *Ibid.*, p. 340.

⁶ *Ibid.*, p. 345-346. On peut noter que Bernard Manin n'estime pas pour sa part qu'un processus délibératif aboutit nécessairement à une prise de décision à l'unanimité. « La décision prise résulte d'un processus dans lequel le point de vue qui s'est finalement trouvé minoritaire a été, lui aussi, pris en considération. La décision n'est pas conforme à tous les points de vue mais résulte de leur confrontation. » MANIN, Bernard. « Volonté générale ou délibération ?... ». Article cité, p. 90.

⁷ DELLA PORTA, Donatella. « Deliberation in Movement... ». Article cité, p. 346-348.

⁸ Cf. pour une rapide revue de quelques travaux sur la question SCHLOSBERG, David. « Communicative Action in Practice : Intersubjectivity and New Social Movements ». *Political Studies*, vol. 43, 1995, p. 291-311 ; BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*. Paris : Seuil, 2008 ; MOUCHARD, Daniel. « "Politique délibérative" et logiques de mobilisation... ». Article cité.

processus...)¹. Tout semble se passer comme si les activistes cherchaient à mettre en place les conditions théoriques et idéales rendant possible un mode de prise de décision et de résolution des conflits qui constitue une alternative à la démocratie représentative. La recherche de consensus repose sur une discussion collective dans laquelle la participation de chacun et l'expression de ses sentiments sont valorisées. En permettant l'expression et la prise en compte de tous les avis, les participants cherchent à ne pas reproduire une situation de vote : la procédure du consensus exprime empiriquement ce qu'ils estiment que la politique peut et devrait être². Les témoignages des militants concernant ces procédures montrent à quel point ils y sont attachés et l'intérêt qu'ils trouvent dans la possibilité, parfois présentée comme anarchiste par essence, d'assurer le respect de chacun :

« — *Tu disais qu'au niveau de l'organisation, de la prise de décision, tout ça c'était...*

C'est impec. C'est la démocratie directe, comme je ne... je ne vois pas d'alternative plus juste que celle-là, tu vois. J'ai pas l'imagination en tout cas pour l'inventer. C'est pour ça que j'aime beaucoup le système qui consiste à ne pas adopter quelque chose s'il n'y a pas l'unanimité. Je trouve ça formidable. Même si ça donne lieu à plein de critiques de gens plus... de gens qui cherchent l'efficacité à tout prix... Je pense que c'est le titre de noblesse de la FA, des anarchistes, c'est ces prises de décision à l'unanimité. » (Roland, 62 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« Je pense que c'est mieux de fonctionner sur le consensus et puis euh... la prise de décision à l'unanimité, quoi. Au moins personne ne peut gueuler. Mais peut-être du coup il y a des trucs où on bloque, ouais, c'est sûr mais euh... je trouve ça plus anarchiste en fait.

— *Et alors c'est quoi, entre guillemets, ta définition de anarchiste ? Qu'est-ce qui est anarchiste selon toi ?*

[...] Ben je sais pas, c'est vouloir être libre, vouloir une égalité totale entre tous, quelles que soient les différences, et puis euh... s'entraider tous. Et faire cohabiter tout ça dans une organisation sociale spécifique, qui permet de... qui permet de faire exister ça, et ça permet de faire exister l'organisation sociale. » (Thomas, 18 ans, militant au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

¹ On peut noter que la délibération n'est pas étrangère à la théorie anarchiste, puisqu'elle a été conceptualisée, il y a plus d'un siècle et demi, par Pierre-Joseph Proudhon, avec la notion de « raison publique », qui péfigurait les réflexions d'Habermas. Cf. sur ce point PEREIRA, Irène. « Proudhon pragmatiste ». *Recherches sur l'anarchisme* (http://raforum.info/article.php?id_article=3973&lang=eo).

² SCHLOSBERG, David. « Communicative Action in Practice... ». Article cité, p. 305.

« Pour moi, en tant qu'anar, c'est pas seulement critiquer l'Etat, critiquer la religion. C'est aussi avoir d'autres rapports entre les gens. Et j'entends là aussi des rapports beaucoup moins violents. Et donc c'est un respect de l'autre, une écoute de l'autre, chercher un consensus, toujours. » (David, 28 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Qu'est-ce qui t'a plu dans Chiche!, tout de suite, ou même plus tard ?*

Ce qui m'a plu ben c'est... tout de suite, c'est le côté horizontal, donc organisation en autogestion... Le fait qu'on est rapidement responsabilisé dans la mise en place des actions, tout ça, puisque... ça c'est totalement participatif. Le mode de... et puis la démocratie interne au groupe, l'organisation horizontale, la prise de décision au consensus, l'animodération, euh... l'implication de chacun... » (Grégoire, 30 ans, militant à *Chiche!*).

« — *Quelle est ton opinion ou ton image des libertaires ou anarchistes ?*

Ben... moi je connais surtout le mode de fonctionnement, parce qu'on a quand même à *Vamos!* un mode de fonctionnement très proche, voire totalement équivalent à celui des organisations purement libertaires et anarchistes, donc ça je peux en penser forcément que du bien. Du fait que tout le monde soit à égalité et qu'on ait tous notre mot à dire et que les décisions ne se prennent pas à la majorité qui écraserait une minorité mais au consensus, ça je ne peux qu'en penser du bien. » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

La recherche du consensus, qui constitue un principe de base des organisations libertaires, apparaît ressortir d'une sensibilité commune des militants bien davantage que d'une volonté de se conformer à un modèle théorique idéal. Nous n'avons jamais entendu parler d'aucune référence théorique qui aurait été mobilisée afin de mettre en place les procédures les plus adéquates. Au contraire, ce sont des aspirations spontanées qui guident les comportements militants, la théorisation des pratiques — et le fait de leur donner un nom (autogestion, « horizontalité », unanimité ou consensus) — n'intervenant qu'a posteriori et pas de façon automatique¹. La volonté des libertaires de pouvoir s'exprimer pleinement sans voir leur individualité contrariée par la discipline collective, aspiration qui fonde leur rejet des structures partisans, oriente également leur recherche de modes d'organisation spécifiques. Ceux-ci sont implicitement dictés par les valeurs des militants, tout comme les principes de

¹ Nous avons pu constater, par exemple, que la « démocratie délibérative » n'était pas un concept familier des militants. Ainsi, l'un d'entre eux qualifiait les procédures de délibération avec les signes de la main tels qu'ils sont pratiqués à *Vamos!* de « débat autogéré ».

fonctionnement du système politique qu'ils revendiquent (démocratie directe, participation voire autogestion)¹. Ces valeurs sont elles-mêmes le produit de positions sociales et de socialisations spécifiques. On peut par conséquent dire que les pratiques des libertaires, de même que leurs objectifs, sont ajustés à leurs dispositions et, notamment, à leur sentiment de compétence politique et leur orientation idéologique à gauche (marquée principalement par le souci de l'égalité)². Ceci est vrai quelles que soient les pratiques concernées : les modes d'action comme la façon dont les collectifs sont structurés.

2) L'organisation comme modèle pour la société future

Le refus de la hiérarchie (ou la recherche de l'« horizontalité ») est le trait qui caractérise le plus fortement les organisations libertaires. Ceci signifie une structuration sans séparation des tâches, sans division entre décideurs et exécutants, sans positions d'autorité, mais aussi sans délégation de parole, assimilée à une délégation de pouvoir. En ceci, on peut dire que les activistes rejettent l'idée formulée par Pierre Bourdieu qu'« il faut toujours risquer l'aliénation politique pour échapper à l'aliénation politique³ », et donc que les individus « ne peuvent se constituer (ou être constitués) en tant que groupe, c'est-à-dire en tant que force capable de se faire entendre et de parler et d'être écoutée, qu'en se dépossédant au

¹ On pourrait aussi parler d'idéologie, plutôt que de valeurs (les deux notions étant selon nous intimement imbriquées, cf. chapitre 3, p. 249 *sq.*). En effet, l'idéologie est, selon Pierre Ansart, un « système de significations concernant l'organisation sociale légitime, son fonctionnement et ses finalités. » « Implicite ou explicite, le discours idéologique est discours de légitimation. Il s'agit, en disant les raisons d'être d'une organisation, d'en démontrer la valeur éminente, la conformité à la justice. Pour y parvenir, le discours fait communément appel à un fondement tenu pour absolu et d'autant plus incontestable qu'il est hors de portée de la vérification [...] ». On peut citer en l'occurrence, parmi ces fondements absolus de l'idéologie libertaire, le respect de l'individu. ANSART, Pierre, *Les idéologies politiques*. Paris : PUF, 1974, p.17.

² Eric Agrikoliansky souligne à raison que les procédures délibératives et horizontales comportent une dimension pragmatique voire stratégique autant que simplement idéologique : elles permettent la participation de nombreux acteurs dans le respect de leur diversité et assure ainsi la cohésion d'un groupe ou d'un rassemblement de groupes en assurant la préservation de l'autonomie de chacun. (AGRIKOLIANSKY, Eric. « La démocratie entre valeurs et pratiques : le cas des mouvements altermondialistes lors du deuxième Forum social européen », in NEVEU, Catherine (dir.). *Cultures et pratiques participatives... Op. cit.* Cf. aussi AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER, Isabelle, avec la participation d'Ilhame HAJJI. « Conclusion. Formes et publics de l'altermondialisme », in AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.). *Radiographie du mouvement altermondialiste*. Op. cit., p. 298). Cette remarque semble toutefois moins pertinente dans le cas des collectifs libertaires marqués par une homogénéité importante. Il n'en reste pas moins que ce mode de délibération y est favorisé notamment parce qu'il permet à chacun de préserver son autonomie, mais ce souci d'autonomie fait partie de l'idéologie des activistes elle-même, comme la recherche d'égalité et le respect de l'individualité de chacun qui lui sont consubstantiels. Nous verrons dans le chapitre 7 que les modes d'organisation font partie des rétributions de l'engagement libertaire, en ce qu'ils sont perçus par les militants comme un moyen de se réaliser pleinement.

³ BOURDIEU, Pierre. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris : Seuil, 2001, p. 261.

profit d'un porte parole.¹ » L'attention au caractère totalement égalitaire de l'organisation incite même les militants à éviter la forme associative (type association loi de 1901) afin d'empêcher que la distribution de rôles administratifs (président, trésorier, etc.) ne crée dans les faits des hiérarchies entre les membres². Dans la pratique, toutefois, la nécessité de pouvoir mettre en place une trésorerie peut inciter à la création d'une association qui, dans ce cas, n'existera et ne servira que dans ce but et n'aura pas le même nom que le collectif. C'est le cas par exemple à *Vamos!*, groupe dans lequel il se révèle en réalité difficile de savoir qui occupe quelle fonction dans l'association, tant celle-ci est symboliquement et pratiquement désinvestie.

L'égalité de tous les membres et l'absence de porte-parole figurent au fondement de la structuration des collectifs. Les militants partagent ainsi une même responsabilité et s'expriment à titre individuel ; ainsi, ils gardent le contrôle de leur engagement et de leur auto-compréhension. Une telle structuration n'est possible que sous certaines conditions, et notamment le fait que les collectifs n'aient pas prétention à devenir des interlocuteurs des pouvoirs publics. Cette autonomie par rapport à la sphère politique et la faible taille des organisations garantissent en pratique une indifférenciation des rôles militants. Cet égalitarisme revêt une importance toute particulière pour les activistes ; elle semble s'accorder fondamentalement avec leurs aspirations et leurs conceptions de l'action collective légitime :

« — Et l'horizontalité, c'est un aspect important... à la fois dans *Chiche!* et pour toi dans le militantisme ?

Ouais, ouais, ouais, c'est important pour nous qu'on se sente responsable, c'est-à-dire conscient des responsabilités qu'on a au sein du mouvement quoi, et quelque part on se force à y rester à partir du moment où on fait le choix d'y participer... un peu pousser les gens à la réflexion et à l'action. Et l'horizontalité, quand elle est vraiment là, c'est indispensable parce qu'à partir du moment où il y a un groupe actif, sans dire leader, mais un groupe où les gens font du suivisme, après c'est un schéma qu'on connaît avec tous les travers que ça produit derrière. Et donc oui, c'est un aspect super important pour moi. » (Alban, 27 ans, militant à *Chiche!*).

¹ *Ibid.*, p. 260-261.

² La forme associative peut également être refusée pour des raisons de responsabilité juridique que les militants ne veulent pas assumer. C'est le cas dans le collectif *Action Logement* où les membres ne voulaient pas qu'un président d'association puisse subir des poursuites à cause de l'action des membres.

« Je pense qu'aujourd'hui, s'il y a quelque chose à faire et si on est dans la merde dans laquelle on est, c'est parce que c'est à la base que ça ne va pas, que c'est la base qui fait le truc et que c'est la base qui doit s'organiser... Et que c'est pas par en haut qu'on change les choses. Par en haut, il y a un mécanisme fatal qui fait qu'on se coupe de la base et qu'on s'institutionnalise et qu'on rentre dans des jeux qui sont plus ceux du départ, quoi. [...] Moi, aujourd'hui, je suis dans une position, vraiment, de dire les institutions ça peut être bien, je dis pas que c'est nul et qu'il faut toutes les détruire, mais c'est pas ça qui va faire... ni qui va freiner l'offensive effrayante à laquelle on est soumis aujourd'hui, ni qui va faire changer les choses. Ce qui va faire changer les choses, c'est qu'on retisse des tissus de base très, très forts. Et avant, on en avait. Mais de part la précarité, de part les politiques anti-syndicales qu'il y a eu, et puis de part aussi les pratiques syndicales elles-mêmes, ça s'est défait... Mais voilà. Et donc, c'est pour ça que je me dis anarchiste, vraiment parce que je pense qu'aujourd'hui c'est très important d'être sur des positions anti-hiérarchiques. En tout cas c'est mon cas, et puis en plus il se trouve que d'un point de vue psychologique ça rejoint une personnalité que j'ai, qui est le refus de toute domination, de toute hiérarchie, même implicite, voilà. Et de dire que ce qui compte, c'est de se libérer de toutes les dominations. Toutes les dominations, ça ne veut pas dire que la domination économique, enfin il y a aussi des dominations scolaires, raciales, sexistes... Donc c'est pour ça qu'aujourd'hui, le terme anarchiste, j'y tiens assez. » (Luc, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

Forme la plus adaptée à des dispositions individuelles spécifiques, le mode d'organisation horizontal est aussi une mise en acte d'un projet politique¹ : les organisations libertaires, aussi petites soient-elles, sont pensées dans une certaine mesure comme des microcosmes préfigurant une société future ou idéale, sans lien de domination et dans laquelle chacun agirait de façon responsable, en toute égalité, pour le bien commun. Pour l'activiste et théoricien américain Tim Jordan, « une hiérarchie plate est synonyme de déclaration éthique². » Il voit dans ce mode d'organisation « un futur caché au sein du présent.¹ »

¹ Le slogan de *Vamos!* « Nos utopies en action » est évocateur à ce titre.

² JORDAN, Tim. *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...* Paris : Autrement, 2003, p. 60. L'activiste du *Direct Action Network* David Graeber exprime une conception similaire lorsqu'il affirme que le mouvement altermondialiste nord-américain « constitue une réinvention de la démocratie. Il n'est pas opposé à l'organisation. Il s'agit de créer de nouvelles formes d'organisation. Il ne manque pas d'idéologie. Ces nouvelles formes d'organisation *sont* son idéologie. Il s'agit de mettre en place des réseaux horizontaux au lieu des structures verticales comme les Etats, les partis ou les entreprises ; des réseaux basés sur des principes de démocratie consensuelle, décentralisée et non hiérarchique. Au final, il aspire à être bien plus que cela, puisqu'il aspire au final à réinventer la vie quotidienne. Mais contrairement à bien d'autres formes de radicalisme, il s'est d'abord organisé dans la sphère politique — principalement parce que c'est un territoire que les puissants (qui

L'ambition de montrer l'exemple et d'esquisser de nouvelles voies, ou en tout cas des représentations différentes des relations sociales, est très présente chez les activistes. Elle se retrouve notamment dans leur participation à la mise en place de lieux de vie autogérés qui rappellent d'une certaine manière les expériences communautaires des années 70², que certains anarchistes ont d'ailleurs vécues. Le collectif *Vamos!* a par exemple participé à l'organisation de plusieurs « villages » ou « camps » autogérés³, qui ont laissé à ses militants des souvenirs enthousiastes :

« Moi, [le Village intergalactique⁴ lors du contre-G8 d'Annemasse en 2003] c'est la première — et la meilleure aussi je crois — approche que j'ai eue de l'autogestion, qui était un truc que je ressaisais un peu avant, de façon extrêmement théorique... J'avais lu des trucs sur l'Usine Lipp, enfin... Mais concrètement, je ne savais pas par quoi commencer. L'autogestion, à part en parler, je... Et là on s'est retrouvé à organiser un village qui s'est avéré accueillir jusqu'à 5000 personnes pendant une dizaine de jours. Donc il y avait énormément de problèmes à régler quoi, il fallait qu'on trouve un lieu, il fallait qu'on ait l'autorisation de ce lieu, donc un rapport de force à jouer avec les autorités pour obtenir l'autorisation... Il fallait qu'on assure la bouffe, il fallait qu'on assure la boisson, il fallait qu'on assure les tentes... Enfin, il fallait qu'on assure, il n'y avait pas un contrat de service, mais on s'était responsabilisé pour construire ce truc-là quoi. Donc il fallait qu'on... on a loué des chapiteaux, des machins... Et tout ça avec des organisations dont pas une ne pouvait avancer les ronds quoi. Enfin il ne fallait pas se leurrer. Peut-être un peu *la Souris Verte*⁵ a dû mettre quelques milliers d'euros, mais très peu. [...] Et le fait que en six mois on ait réussi à se démerder... Avec beaucoup de bidouille, beaucoup de retards, beaucoup de trucs qui ont marché moins bien que ce qu'on espérait, on a réussi à monter ça de toutes pièces, avec en, plus un mode d'organisation qui était absolument... ben autogéré, quoi, ou en tout cas horizontal. Chacun avait son mot à dire, même les gens qui n'étaient absolument pas d'accord au départ... On n'a jamais été fermé à qui que ce soit. Et le fait qu'on ait réussi ça... ça a été une expérience assez forte quoi. Je me

ont déplacé toute leur artillerie lourde vers l'économie) ont largement abandonné. » GRAEBER, David. « The New Anarchists ». *New Left Review*, n° 13, 2002, p. 70. Souligné par l'auteur.

¹ JORDAN, Tim. *S'engager !... Op. cit.*, p. 65.

² Sur ces expériences, cf. LACROIX, Bernard. *L'utopie communautaire... Op. cit.*

³ Les groupes de la *Fédération anarchiste* ont aussi contribué à l'organisation d'un Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre (VAAAG) lors du contre-sommet du G8 à Annemasse en 2003. Nous reviendrons sur cette expérience en 3^{ème} partie. Sur les espaces autonomes en marge des Forums sociaux, cf. AGUITON, Christophe, CARDON, Dominique. « De la cooptation à l'agglutination. Culture participative et formes organisationnelles des forums sociaux » in NEVEU, Catherine (dir.). *Cultures et pratiques participatives... Op. cit.*, p. 67-68.

⁴ Camping autogéré que *Vamos!* a participé à mettre en place avec d'autres organisations altermondialistes.

⁵ Organisation de jeunesse des *Verts*.

suis dit ça peut marcher ces conneries. Moi maintenant quand on me dit “l’autogestion c’est bien marrant, dans notre avenir meilleur, non capitaliste et tout, ça marchera jamais et tout”, ben... je ne sais pas si ça marchera à l’échelle de la planète, mais je l’ai vécu là à Annemasse pendant dix jours et six mois avant pour le préparer ce truc-là. Donc c’est pas... Enfin c’est un bout de concret déjà, quoi, qui n’est pas... C’est un truc qui... qui m’a permis d’y croire un peu fermement quoi. » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*).

« Il y a un moment qui a été important pour moi, c’était... J’avais vu l’horizontalité l’an dernier [dans un camping lors du FSE 2004 à Londres], mais voilà, on n’était pas très nombreux, c’est facile et puis c’est pas de la vie quotidienne quoi. Et le G8, cet été [en 2005 à Gleneagles en Ecosse], j’ai trouvé ça vachement intéressant pour ça, de le voir. Là c’était de l’organisation pratique avec des trucs à la con, qui va vider les chiottes, qui va chercher le pain, qui va surveiller ça... et aussi des prises de décisions plus politiques, enfin sur est-ce qu’on laisse les flics venir dans le camp puisqu’ils veulent venir fouiller ou venir voir comment ça se passe, et il y avait 3000 personnes et ça s’est fait, quoi, ça a fonctionné. Et moi j’ai trouvé que c’était une expérience extrêmement intéressante pour moi de le voir aussi dans un contexte de vie en commun, enfin de voir l’autogestion, l’horizontalité à autant de personnes, moi ça m’a plu quoi. Et j’ai vu que c’était pas mal, enfin que ça fonctionnait quoi, enfin que c’est... Je l’ai moins vu simplement comme une idée, quoi, je me suis dit “mais si, ça peut marcher”. L’impression d’avoir pu expérimenter, quoi. Et je trouve ça essentiel qu’à *Vamos!* on se démerde pour essayer de participer à des espaces comme ça et de les développer parce que je crois vraiment que c’est en le faisant et en proposant aux gens de venir voir, parce qu’il ne suffit pas de le faire entre nous, je pense, tu vois, mais je pense que c’est en créant des espaces comme ça et en invitant les gens à venir voir que... ouais, que ça peut ouvrir des perspectives à tout le monde. » (Clarisse, 24 ans, militante à *Vamos!*).

On peut voir dans les pratiques d’organisation des libertaires une forme de « propagande par le fait » au sens premier du terme, c’est-à-dire une façon de faire de son action un exemple politique dans le but d’inspirer au-delà du cercle des militants eux-mêmes. Il y a également une dimension expérimentale qui s’accorde avec le slogan anarchiste « ici et maintenant ! » qui consiste à revendiquer la mise en place d’une société socialiste sans sacrifier à la « période de transition » marxiste et en soutenant tous les projets visant à mettre

en place, au sein de la société capitaliste, des structures solidaires alternatives¹. C'est ainsi qu'Alice, militante du *groupe Pierre Besnard* de la FA qui a été plusieurs années présidente de l'association gérant Radio libertaire, nous a présenté la radio et son fonctionnement comme un espace libertaire au sein d'une société qui ne l'est pas². La *Fédération anarchiste* constitue en elle-même, de par sa structuration et son fonctionnement, une forme de société alternative, à l'image de ce qu'a pu représenter le PCF, autre héritier du mouvement ouvrier socialiste. En effet, bien que l'organisation libertaire représente la parfait opposé du modèle d'un *Parti communiste* « stalinisé », institutionnellement fermé, que tous ses membres devaient servir³, elle peut dans une certaine mesure lui être comparée. La FA ressemble ainsi, toute proportion gardée, au PCF décrit par Annie Kriegel, au sens où celui-ci « se situe à l'extérieur de la société établie. Dès lors, il déborde, par nature, le domaine, *stricto sensu*, du politique qui est celui des partis classiques — majoritaires ou d'opposition : il ne tient pas seulement ses distances par rapport à la société qu'il conteste dans ses fondements. C'est en somme, à lui seul, un parti société, c'est-à-dire un parti porteur d'un modèle social. Ce modèle, pour le rendre convaincant et opératoire, il ne le décrit pas seulement au fil de ses discours et des ses promesses, il en est lui-même une première esquisse : il en est, par son dispositif interne, par ses mécanismes et ses procédures, la version initiale.⁴ » L'organisation anarchiste représente, comme le PCF, une application concrète d'une alternative sociale érigée en organisation. Il s'agit en l'occurrence d'une société fédéraliste, composée de collectivités autonomes et gérant les affaires collectives sur le principe de l'unanimité. En outre, sans atteindre le niveau d'encadrement de l'existence des militants qui a pu être celui du PCF à une certaine période de son histoire, la FA est également en mesure de proposer à ses membres un ensemble non négligeable de produits culturels (littérature à travers ses éditions, presse hebdomadaire, radio, valorisation des productions artistiques des membres et des sympathisants lors d'expositions à la librairie ou dans des locaux de l'organisation...) et d'occasions de sociabilité (fête du livre anarchiste, gala de Radio libertaire, « pots » lors d'occasions diverses...). Cette comparaison contribue à nous montrer qu'à des échelles diverses, du groupe réunissant une poignée de

¹ Cette approche fait partie du répertoire tactique anarchiste depuis fort longtemps, puisque Proudhon déjà préconisait l'expérimentation et la construction de structures fédérales mutualistes comme un moyen de remettre en cause l'ordre étatique et économique sans passer par un Grand Soir marquant l'avènement de la révolution sous la forme d'un coup d'Etat. Cf. sur ce point PEREIRA, Irène. « Proudhon pragmatiste ». Article cité.

² Réunion du *groupe Pierre Besnard*, 17/11/2006.

³ PUDAL, Bernard. *Prendre parti... Op. cit.*, p. 182-183.

⁴ KRIEDEL, Annie. *Les communistes français dans leur premier demi-siècle. 1920-1970*. Paris : Seuil, 1985, p. 143.

militants à la fédération en regroupant plusieurs centaines, les organisations libertaires peuvent être vues comme des modèles, certes réduits, d'une société alternative qui serait à la fois revendiquée et concrétisée. Cette dimension fait sans doute la spécificité d'un engagement libertaire dont la cohérence globale — à travers la correspondance des moyens et des fins — apparaît forte et laisse supposer une grande homogénéité des rapports à l'engagement et à la politique des membres¹. Cependant, il convient de ne pas confondre l'idéal et la réalité. Si les différents collectifs parviennent dans une certaine mesure à mettre en place des procédures et des relations assez égalitaires, un certain nombre de logiques difficilement évitables contribuent parfois à instaurer dans les faits des situations de hiérarchie informelle.

3) Les limites de l'horizontalité

Notre recherche n'a pas eu pour but de déceler les faiblesses du mode d'organisation libertaire en dévoilant la réalité des processus de domination qu'occulterait une structuration formellement horizontale. Cependant, nous ne pouvons que constater, à travers nos observations, un certain nombre de limites du modèle autogéré prôné par les militants, dans la mesure où celui-ci ne parvient pas parfaitement à éliminer toutes les logiques qu'il prétendait combattre et à assurer une parfaite égalité entre les membres. Les remarques qui suivent ne constituent pas pour autant des révélations ou des dénonciations dans le sens où les acteurs ont eux-mêmes assez largement conscience de ces limites.

Avant de présenter les faiblesses pratiques de l'organisation horizontale que nous avons constatées, il convient de préciser que la relative homogénéité sociale des collectifs — en particulier de la gauche radicale — que nous avons étudiés prévient assez largement les dysfonctionnements du principe égalitaire et consensuel. En effet, les différences de capitaux liés à des différences de position sociale entre les membres peuvent entraîner des tensions et des inégalités qui viennent fausser le processus délibératif, comme l'a montré Daniel Mouchard au sujet d'*Agir ensemble contre le chômage (AC!)*². Ces problèmes sont moins saillants chez les libertaires, dont les niveaux de ressources sont moins inégaux, que ce soit

¹ Nous tenterons en troisième partie de mesurer le degré réel d'homogénéité des libertaires dans leur rapport à l'engagement et à la participation politique au sens large.

² MOUCHARD, Daniel. « "Politique délibérative" et logiques de mobilisation... » Article cité.

en raison de leur proximité sociologique de départ (c'est le cas en particulier chez les radicaux) ou des capitaux acquis à travers le travail militant et les formations individuelles et collectives (cf. plus loin). On peut également noter que le principe du consensus est d'autant moins remis en cause que, dans la pratique, il n'implique que rarement la totalité des militants. D'une part, les réunions ne rassemblent presque jamais la totalité des membres du groupe ; d'autre part, la possibilité de s'abstenir, voire de se distancier un temps du groupe et de laisser agir ceux qui le désirent signifie que l'unanimité apparent n'est qu'une façade qui gomme des positionnements différents¹. En pratique, les oppositions à un projet ou une décision sont extrêmement rares, parce que les affinités entre membres les rendent improbables mais aussi et peut-être surtout parce que les plus mécontents peuvent se détacher des décisions prises. Il faudrait par conséquent qu'une décision ou une action heurte de façon particulièrement forte les valeurs d'un militant pour qu'il use de son droit de veto. Ces cas de figure, rarissimes, sont d'ailleurs plus susceptibles de générer une défection définitive qu'une opposition ouverte. On peut dans une certaine mesure y voir une première limite du modèle consensualiste.

Les modes d'organisation, le déroulement des réunions et les procédures mises en œuvre durant les débats sont supposées garantir l'égalité la plus absolue entre les militants des collectifs libertaires, quel que soit leur niveau d'implication :

« Vu qu'on avait pas de statut, qu'on ne se comptait pas, etc., l'idée, c'était de dire que non seulement il n'y avait pas de séparation entre des chefs et des subalternes, mais il n'y avait pas non plus de fait de séparation entre les membres et les non membres... Il n'y avait pas de carte, et puis que tu sois investi à 1% dans *Aarrg!* ou à 100%, ça ne pouvait pas donner d'ascendant de statut, voilà, ça c'est clair. Et si quelqu'un arrivait, était mis dedans et avait une bonne idée, franchement, je pense qu'on l'écoutait, c'était pas... Ça bloquait pas, il n'y avait pas de logique de légitimité non plus... De légitimité, plus ou moins légitime à dire quelque chose parce que c'était un vieux de la vieille. Je crois que ça allait, là-dessus. » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

Ce témoignage semble toutefois traduire une certaine cécité vis-à-vis de phénomènes cachés de domination ou, pour le moins, de hiérarchies informelles. L'observation des

¹ Sur le caractère distancié de l'engagement, la question de l'assiduité et, plus généralement, du rapport des militants au collectif, cf. *infra*, chapitre 7.

activités militantes révèle en effet des distorsions du principe d'égalité, que l'on peut notamment constater parfois dans la prépondérance du rôle des membres fondateurs. Ceci explique sans doute que Martin, qui a fait partie des fondateurs *d'Aarrg! Paris*, puisse affirmer qu'« il n'y avait pas de logique de légitimité non plus... De légitimité, plus ou moins légitime à dire quelque chose parce que c'était un vieux de la vieille. Je crois que ça allait, là-dessus ». Plus qu'un refus d'admettre sa position « dominante » de fait, il faut y voir une incapacité des « dominants » — dont l'attachement au principe d'« horizontalité » est certainement sincère — à concevoir leur « domination » dans un espace supposé égalitaire. Un regard extérieur ou l'expérience d'un « dominé » permet de mettre à jour ces logiques implicites qui se développent même chez les libertaires. Nous avons eu l'occasion de constater en réunion le rôle moteur des membres les plus anciens, fondateurs du groupe, comme Frank à *Vamos!* ou Rémi et Pascal à *Action Logement*. Ils font plus que les autres preuve d'une tendance à s'attribuer plus de travail que la moyenne, à parfois investir les tâches les plus valorisantes (maîtriser l'ordre du jour et le timing en réunion...) ou à essayer d'orienter les discussions et décisions. A ces différences quasi statutaires s'ajoutent celles inévitablement liées à des différences de ressources — une expérience plus longue du militantisme, une aisance plus grande à l'oral — qui contribuent à faire exister de fait des inégalités entre les militants¹. Ces inégalités sont notamment ressenties par les individus les moins dotés de ressources, qui sont souvent les plus susceptibles de percevoir les effets de cette « domination » implicite :

« Je me voyais comme une petite main. Ça paraît un peu incongru, parce que justement toute leur, euh, toute l'idée des autres c'était que tous, on avait quelque chose à apporter. C'est vrai que le terme de petite main il les ferait bondir parce qu'à aucun moment il n'était question pour eux d'avoir des petites mains. Par contre, il y a une autorité de fait, qui est absolument pas volontaire de leur part, mais une autorité en termes d'expérience militante, de discours, de capacité à saisir les choses dans une complexité un peu plus étendue. » (Alain, 29 ans, militant à *Aarrg! Paris*).

¹ Isabelle Saporta constate ce phénomène dans le collectif *Droits Devant !!*, pourtant formellement horizontal. Bien que dénié, le pouvoir existe dans le groupe. Elle fait la différence entre ceux qu'elle appelle les « grands » (les animateurs, informés, participant toujours au conseil d'administration) et les « petits » (nouveaux entrants, ou anciens sans-papiers que l'association a aidés et qui doivent lui être éternellement redevables). Les positions de pouvoir sont celles des membres les plus investis, qui sont en mesure de connaître les dates et heures de réunion, de conseil d'administration. Ce sont également les militants multipositionnés, qui possèdent un réseau, de nombreux contacts et informations et sont le point d'accès obligé à l'association (*Un militantisme rénové ?... Op. cit.*). Thierry Caire note également, dans le cas de la *Fédération anarchiste*, les distinctions qui peuvent exister entre les plus expérimentés et les autres, faisant émerger certaines individualités, en contradiction avec la philosophie anarchiste (« Militants à la Fédération Anarchiste ». Article cité, p. 101-102).

« En réunion on ne m’entendait pas tant que ça. Parce que dans *Vamos!*, il y a des gens qui... je ne m’appête pas à accuser quelqu’un ou à dire celui là c’est un connard ou quoi, mais il y a des gens qui prennent quand même beaucoup de place et qui parlent bien, dont on sent qu’ils sont là depuis longtemps et qu’ils ont l’expérience du militantisme, et... et ils me donnaient l’impression, ce qui est sûrement vrai, d’en savoir beaucoup plus que moi sur les choses et sur les faits. Et donc moi, ça ne me donnait jamais vraiment envie de me lancer dedans et même de prendre des initiatives, parce que tu as un peu le complexe de celui qui ne sait pas. Et puis ça a l’air de bien tourner comme ça. Donc j’y allais, quand même, je suivais, je donnais mon avis de temps en temps, et puis au fur et à mesure, on te demande de faire ci et de faire ça, des bricoles. Mais j’ai jamais fait plus que des bricoles, ou d’aider quelqu’un à faire quelque chose concrètement. C’est pour ça que je dis que je ne suis pas trop impliqué dans *Vamos!*. » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

Ces différences, constatées ou simplement confusément ressenties, laissent alors aux moins dotés de ressources (ou plutôt : à ceux qui se perçoivent comme moins dotés de ressources) le sentiment que certains sont plus écoutés que d’autres :

« Quand on dit quelque chose, on est écouté, enfin... il y a toujours certaines personnes qui sont plus écoutées que d’autres, parce que elles savent mieux s’exprimer, elles ont les idées plus claires. Moi j’ai souvent un peu du mal à m’exprimer et je ne suis pas très, très claire sur mes idées, parce que mine de rien, militer c’est aussi avoir un bagage culturel et un bagage intellectuel. Enfin c’est pas que ça, mais disons que... les gens qui ont un plus grand bagage culturel, un plus grand niveau politique, qui ont plus de lectures, etc., ils ont plus de facilité à exprimer leurs idées et forcément, quand c’est mieux exprimé, les gens disent “ah ouais”... Donc forcément, il y a malgré l’horizontalité, je pense, des gens qui sont plus écoutés, mais même quand tu t’exprimes mal, les gens ils t’écoutent et... ouais, c’est satisfaisant, quoi. On a l’impression vraiment d’être plus acteur. » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

Ces différents constats ont par conséquent fait réaliser à certains militants que l’idée d’une totale absence de meneurs était largement illusoire. Dans des groupes comme *Aarrg!*, qui n’avaient pas recours à des procédures spécifiques de facilitation des débats, ceci appelle par conséquent une formalisation plus poussée des relations afin d’éviter au maximum les logiques de pouvoir informel :

« L'idée qui m'agace un peu c'est l'idée qu'il y a pas de chef. Ce serait bien, mais il y en a, de toute façon, des gens qui sont plus ou moins actifs, plus ou moins investis... Donc quelle part tu fais entre la reconnaissance de ça, qu'il y a toujours des meneurs, et le souci qu'il n'y en ait pas. Voilà, la vieille tension entre libertaire et efficacité. Et je pense qu'il peut y avoir de l'efficacité sans meneur, mais que c'est compliqué. » (Michel, 30 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« Alors il y avait ce truc de vouloir faire sans organisation parce qu'on pensait que c'était plus démocratique. Or, maintenant je pense que c'est pas vrai. C'est-à-dire que quand on est dans un truc non organisé, en fait, de fait, tu as des positions de pouvoir, tu vois, ou des amitiés qui font qu'il y a des distributions... parallèles qui se font, et des groupes de copains parallèles qui s'aiment pas, et tu vois, vont naître de toute façon des conflits, en fait, et cette structure non organisée ne permet pas de les résoudre, les tendances à nier en permanence les conflits qu'il peut y avoir. [...]

Il se trouve que, tu vois, il y a des gens qui avaient plus d'infos que d'autres : ceux qui étaient fondateurs, ceux qui étaient... comme c'était quand même à l'origine un groupe de copains de Khâgne, ceux qui étaient bons élèves, on les écoutait clairement pas de la même façon que les autres... Et puis voilà ce truc de copains ça faisait que de fait il y avait des structures mais elles étaient pas dites. Tu vois, des structures d'affinité. [...]

Donc voilà pour l'organisation. Donc aujourd'hui, par exemple, par rapport à cette question, euh je suis toujours autant anti-centralisation, par exemple l'association classique avec un bureau, un président, un trésorier, etc., je trouve que c'est complètement anti-démocratique et que ça tue tout. Donc ça, si tu veux, j'ai pas changé d'avis là-dessus, par contre, je pense que pour faire des trucs vraiment démocratiques, il faut des règles, il faut des institutions, des commissions, des gens qui ont des mandats qui sont impératifs et contrôlés. Au maximum des AG, un contrôle permanent de la base... Mais faire croire qu'on fonctionne sans aucune structure, c'est une erreur. » (Luc, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

L'absence de procédures comme les tours de parole ou les signes de la main peut accentuer les inégalités entre militants¹. C'est ce que nous avons ressenti en comparant les débats au *groupe Louise Michel* ou au *Claaaaaash* à ceux qui se déroulent à *Chiche!* ou *Vamos!*. Moins la prise de parole est réglementée et plus les mieux dotés en ressources

¹ C'est ce que rappelle Eric Agrikoliansky à propos des réunions de préparation du Forum social européen 2003 en région parisienne. Citant Suzanne Staggenborg, il évoque l'idée que « moins un mouvement est structuré et formalisé, « plus il est sujet à la domination d'individualités ». » (« La démocratie entre valeurs et pratiques : le cas des mouvements altermondialistes lors du deuxième Forum social européen », in NEVEU, Catherine (dir.). *Cultures et pratiques participatives... Op. cit., p. 44*).

peuvent s'imposer, que ce soit de façon consciente ou inconsciente. Mais au-delà d'une certaine dénonciation des dérives inégalitaires du modèle horizontaliste, la lucidité dont font preuve de nombreux militants leur permet de tenter de contrôler ces effets pervers. Comme nous l'évoquions plus haut, les positions les plus en avant sont comme surveillées : on autorise certains individus à acquérir de l'influence dans la mesure où celle-ci demeure sous contrôle. L'idée étant qu'une « soumission » reconnue vaut mieux qu'une « domination » méconnue :

« La personne la plus expérimentée, la plus politisée, qui a le plus d'expérience, ben forcément elle aura plus d'influence que les autres. C'est une autorité de raison, j'ai envie de dire. Je trouve ça normal. Il faut dire ce qui est, au *groupe Idées noires*, la personne la plus expérimentée c'est Djamel. Il était au *groupe Louise Michel* avant, donc il a eu une bonne formation, il s'était beaucoup investi auparavant, donc il savait ce qu'il faisait. Et au jour d'aujourd'hui, quand on agit, c'est lui qui nous donne souvent les meilleurs conseils. Parfois il a tort. Parfois, il y a des polémiques dans le groupe, comme partout, jamais violent, une polémique, ça s'est toujours bien passé. Il m'est même arrivé une fois d'argumenter et de réussir à contre-argumenter, mais généralement, je dirais en gros, c'est Djamel qui mène parce que tout simplement il a le plus d'expérience... Et on est plus à son écoute parce qu'on sait que ce qu'il dit, c'est toujours pertinent. Mais on tâche justement de garder cet esprit critique. [...] Je suis content de pouvoir m'investir et de pouvoir garder mon esprit critique dans mon groupe, mais je pense qu'il y a des autorités de raison. » (Sébastien, 20 ans, militant au groupe *Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

A cette limite du principe d'« horizontalité » liée à l'autorité « naturelle » que peuvent acquérir les militants les mieux dotés en ressources vient s'en ajouter une autre qui tient à la pression du groupe. Celle-ci peut avoir un caractère inhibiteur sur certains militants et par conséquent limiter la possibilité théoriquement laissée à tous d'affirmer son propre point de vue en s'opposant si besoin aux autres :

« On prend la décision tous ensemble, si quelqu'un n'est pas d'accord il ne participe pas à l'action ou soit l'action ne se fait pas. Donc pour moi, je veux dire, tu as plus voix... Tu as voix au chapitre et si tu te bouges pour que quelque chose ne se fasse pas, ben ça ne se fera pas aussi facilement. Après, ben c'est clair que si tu es cinq dans un groupe, c'est pas toujours évident d'aller contre... Quand tu as quatre personnes devant toi, ce n'est pas forcément évident, c'est-à-dire que effectivement d'un côté tu peux avoir une uniformisation qui fait que tu as plus tendance à être d'accord, mais après c'est plus le problème de ne pas réussir à

s'opposer personnellement à une décision, que... Mais je veux dire la possibilité, elle est là. Si tu n'es pas d'accord... après encore faut-il réussir à s'opposer réellement.

— *C'est encore pire si tu es dans un groupe de vingt personnes et que tout le monde est contre toi...*

Après, c'est peut-être plus pareil, parce que je pense que si tu as vingt personnes, nécessairement, les débats ils seront beaucoup plus contradictoires. Plus le groupe il est petit, plus tu as un phénomène d'uniformisation qui se passe. Et c'est beaucoup plus difficile quand tu n'es qu'à cinq, tandis que quand tu es à vingt, il y a beaucoup plus de chances qu'il y ait quelqu'un qui ait une objection par rapport à telle ou telle action. Et déjà, tu as moins une uniformisation au niveau des idées, des types d'actions que tu veux mener. Je veux dire, tu rentres dans un groupe de cinq personnes, il y en a cinq qui pensent que les actions il faut les faire super musclées, ben, forcément, je suis sûr qu'au bout d'une année tu n'as plus la même position qu'au début, et tu auras plutôt tendance à dire aussi qu'effectivement, les actions, il faut qu'elles soient musclées, tu vois. Je pense que plus le groupe il est restreint, plus il est difficile d'avoir un positionnement spécifique et ne pas trop entrer dans une stratégie. Parce que quand tu as cinq personnes, tu les connais tous les cinq, je ne sais pas, tu as quasiment envie d'être d'accord tu vois... Après, les moyens sont là pour dire je ne suis pas d'accord. Il ne faut juste pas se leurrer sur le fait que ce n'est pas parce que les moyens sont là que forcément ça se fait. L'un ne va pas forcément avec l'autre. Tu peux avoir un groupe où il y a le moyen mais tout le monde est toujours d'accord. C'est pas forcément lié. » (Gaël, 22 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

Ces propos témoignent clairement de la dichotomie qui existe entre un droit théorique à s'opposer à une décision en affirmant une position dissidente vis-à-vis du groupe et la possibilité concrète d'user de ce droit et d'aller à l'encontre de l'opinion dominante. Cette affirmation conflictuelle suppose en effet de surmonter la pression tacite du groupe¹, de risquer de passer pour le « mouton noir » en montrant un point de vue contraire à celui des autres. La capacité à s'affirmer en opposition aux autres suppose là aussi la maîtrise d'un certain nombre de ressources et un sentiment de légitimité qui n'est certainement pas l'apanage de tous les militants. Bien qu'il soit difficile, si ce n'est impossible, de mesurer l'ampleur de ce travers du système d'organisation libertaire, on peut estimer que de

¹ Concernant ce type de phénomènes dans les assemblées politiques, Pierre Bourdieu parle de « procédés d'imposition autoritaire qui s'appuient sur l'impossibilité pratique de rompre, *sans inconvenance*, l'unanimité unanimement cultivée » (*Langage et pouvoir symbolique. Op. Cit.*, p. 257. Souligné par l'auteur).

nombreuses abstentions individuelles lors de prises de décisions cachent en réalité la censure d'une position dissidente. Les « tours de table » tels qu'ils sont pratiqués à *Vamos!* ou *Chiche!* visent précisément à réduire ces effets pervers en « forçant » en quelque sorte chaque militant à exprimer son point de vue. Cependant, même dans ce cas, un certain souci de conformité peut peut-être parfois prévenir les oppositions.

Avant de conclure sur les quelques limites du fonctionnement horizontal qu'il est possible de relever dans les collectifs libertaires, il nous faut encore dire quelques mots sur l'utilisation des listes électroniques. Les listes électroniques de diffusion sont mises en place dans une organisation pour permettre à un membre d'envoyer un message électronique (*e-mail*) à tous les membres inscrits sur la liste. Ces listes ont pour but l'échange d'informations, mais peuvent également se transformer en lieux de débats, voire parfois de prise de décision. Nous avons suivi les échanges sur la liste de diffusion générale de la *Fédération anarchiste*, et sur celle du groupe *Vamos!* de l'automne 2005 à l'été 2008. La première ne regroupe pas la totalité des membres de l'organisation, que ce soit parce que certains ne désiraient pas y être inscrits ou parce qu'ils n'ont pas accès à un ordinateur connecté à Internet. Tous les membres de *Vamos!* sont en revanche inscrits sur la liste dite « liste de travail ». Bien que ce mode de communication à distance constitue théoriquement un *medium* égalitaire et donc horizontal, permettant à tous de s'exprimer, on peut constater que son utilisation révèle d'importantes inégalités. Concernant la FA, d'abord, on note en premier lieu que sur les 188 inscrits, seuls 30 (soit 16%) sont des femmes, ce qui est inférieur à la proportion estimée de femmes dans l'organisation. S'agissant de l'utilisation de la liste, elle est très majoritairement le fait d'hommes : entre le 1^{er} mai et le 30 juin 2007, 97% des messages qui ont été envoyés (602 sur 622) l'ont été par des hommes. Seuls 20 messages sur 622 ont été rédigés par des militantes. En outre, seules 7 femmes sur les 30 inscrites, soit 23% d'entre elles, ont écrit sur la liste, contre 83 hommes sur 158, soit 52,5% d'entre eux. Ceci signifie en outre qu'en moyenne les femmes ont envoyé 3 messages, alors que les hommes en ont envoyé 7,2. Ces moyennes trahissent, de surcroît, d'importantes différences dans le nombre de messages envoyés : 75% des messages ont été envoyés par 25% des hommes et 239 messages (soit 38,4%) n'ont été

envoyés que par 8 hommes qui ont rédigé entre 22 et 51 messages, soit une moyenne de 30 messages par personne¹.

Nous ne disposons pas de données aussi précises concernant la liste de travail de *Vamos!*². On peut toutefois noter qu'elle comptait 96 inscrits dont au moins 35 femmes (l'adresse *e-mail* ne permettant pas toujours de déterminer avec certitude le sexe de son propriétaire), ce qui est relativement proche de la composition du groupe (environ deux femmes pour trois hommes). Ce nombre d'inscrits ne correspond toutefois pas à la réalité militante du collectif, et la liste regroupe de nombreux anciens militants qui ne sont pas désinscrits. Sur la période du 1^{er} mai au 30 juin 2006, 32 militants ont utilisé la liste, ce qui correspond *grosso modo* aux militants mobilisables de *Vamos!*. Parmi ces 32 militants, 14 étaient des femmes, soit 43,75%. Durant les deux mois, 285 messages ont été envoyés, dont 119 par des femmes et 166 par des hommes, ce qui représente en moyenne 8,5 messages par femme et 9,2 par homme. On voit là que les femmes investissent nettement plus la liste électronique à *Vamos!* qu'à la FA ; mais ceci traduit plus généralement une implication accrue des femmes dans les groupes de la gauche radicale, fait sur lequel nous reviendrons dans la troisième partie. Au-delà de ces différences genrées, et de la persistance d'une domination masculine quantifiable (mais qui n'est pas spécifique au militantisme libertaire³), on mesure l'inégale implication des membres : certains demeurent muets tandis que d'autres peuvent envoyer jusqu'à 51 messages en deux mois, soit près d'un par jour. Ces résultats traduisent clairement les différences de présence et de participation des militants et dessinent en creux les hiérarchies informelles qui peuvent se mettre en place.

Ces quelques statistiques et les remarques qui ont précédé montrent à quel point les organisations libertaires constituent un modèle imparfait d'une forme alternative d'organisation sociale : en dépit du souci des militants d'assurer l'égalité la plus complète entre eux, des logiques différenciatrices perdurent, tenant à des questions de genre autant qu'à

¹ Calculés sur une période plus longue, ces chiffres sont confirmés : dans le premier semestre 2007, entre le 1^{er} janvier et le 30 juin, 1300 messages environ ont été envoyés sur la liste de la FA. 37 seulement l'ont été par 8 femmes. 83 hommes ont envoyé les 1260 autres messages.

² Ceci est malheureusement dû à une perte d'archives *e-mail* indépendante de notre volonté, qui nous empêche d'affiner les statistiques en mesurant les différences de nombres de messages envoyés par les différents militants. Nous ne disposons donc que des statistiques sur les différences genrées, calculées plus tôt. On peut toutefois affirmer que la répartition des messages entre les militants de *Vamos!* est plus homogène que celle qu'on a pu constater entre les militants de la FA.

³ Sur l'inégalité hommes-femmes dans les mouvements sociaux et le militantisme en général, cf. par exemple ACHIN, Catherine, LEVEQUE, Sandrine. *Femmes en politique*. *Op. cit.*, p. 48-59.

des différences de ressources militantes. Ceci ne remet pas en cause le fait que les collectifs soient basés sur un principe d'« horizontalité » ayant vocation à satisfaire les aspirations des activistes autant qu'à servir d'exemple et de modèle à suivre. Mais les leçons de l'expérience montrent que les volontés de mettre des utopies en action se heurtent toujours à l'inertie des phénomènes inégalitaires.

II. Pratiques et lieux de socialisation et de sociabilité militante

Les activités qui, au sein d'une organisation, sont susceptibles de créer des liens entre les militants, de construire un sentiment commun d'appartenance ou d'homogénéiser des représentations et des rapports à l'action ne se limitent pas aux occasions institutionnalisées et routinières d'interaction que sont les réunions. Les moments de sociabilité et d'apprentissage s'étendent à tout un ensemble d'autres activités, qu'elles revêtent ou non un caractère « officiel », c'est-à-dire inscrit dans le fonctionnement normal d'un groupe politique, ou qu'elles s'apparentent à des relations informelles en apparence détachées de l'activité militante, comme par exemple les moments de convivialité durant lesquels les activistes se retrouvent autour d'un verre. C'est la prise en compte des différents aspects de la vie militante et des relations entre militants qui permet de cerner les contours de leur rapport à l'engagement et à la politique en général¹. Nous avons concrètement distingué deux types de phénomènes susceptibles de construire une communauté de représentations chez les militants : il s'agit, tout d'abord, de façon assez évidente, de tout ce qui ressort de la formation militante (socialisation intentionnelle) visant à la fois à transmettre des compétences et à homogénéiser le groupe ; ce sont ensuite toutes les occasions de sociabilité informelle, les moments de convivialité à travers lesquels les affinités politiques se muent en

¹ Gildas Renou parle lui d'un *ethos* commun. Dans un article sur le syndicat *SUD-PTT*, il montre que « les finalités explicites d'une organisation et ses règles institutionnelles ne sont jamais suffisantes pour déterminer le déroulement de l'ensemble des interactions internes à son fonctionnement. [...] La sociabilité relève plutôt de routines incorporées, non conscientes au moment de l'action. La vie intra-organisationnelle est le produit d'interactions de face-à-face durant lesquelles les acteurs mobilisent certaines des règles et normes explicites de fonctionnement disponibles en les adaptant et en jouant tactiquement de cette pluralité normative. Ces interactions semblent déterminées par un *ethos* commun minimal agençant les registres de sociabilités préconstitués caractéristiques de l'organisation en question. » (« L'institution à l'état vif : sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés ». *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, p. 56). Pour notre part, nous dirions plutôt que l'*ethos* commun dont il est question est autant un donné qu'un construit, les interactions n'étant pas tant déterminées par l'*ethos* que retraduites à travers lui et inversement.

complicités amicales. L'ensemble de ces phénomènes contribuent à transformer les « sociations¹ » initiales en « communalisations² ».

A. Formations militantes

La formation des militants revêt dans bien des organisations une importance déterminante. Comme le rappelle Michel Offerlé, l'acquisition et la maîtrise d'une doctrine « suit l'adhésion bien plus qu'elle ne la précède³ ». De surcroît, en plus de servir à la transmission d'un ensemble de connaissances et de compétences, la formation joue, par son caractère homogénéisateur, un grand rôle dans la construction d'un sentiment d'appartenance à l'organisation, d'une identification des individus au collectif⁴. Mais il ne faut pas nécessairement voir dans la formation des procédures institutionnalisées, réglées et concertées visant à inculquer à chaque militant l'ensemble des savoirs et savoir-faire qui lui seront nécessaires dans son activité au service du collectif. Si des structures formelles peuvent être mises en place dans ce but par les organisations, comme par exemple les écoles du PCF⁵, la formation peut également résulter de processus informels à l'intérieur ou en marge de l'activité militante. Frédérique Matonti et Franck Poupeau estiment même que l'ensemble de compétences et dispositions qu'ils résumant sous le terme de « capital militant » « se transmet de moins en moins dans ses lieux traditionnels et de génération en génération »⁶, ce qui

¹ Selon Max Weber, une sociation est « une relation sociale lorsque, et tant que, la disposition de l'activité sociale se fonde sur un *compromis* d'intérêts motivé rationnellement en valeur ou en finalité ou sur une *coordination* d'intérêts motivés de la même manière. » (*Economie et société*. Tome 1, *op. cit.*, p. 78, souligné par l'auteur.)

² « Une communalisation peut se fonder sur n'importe quelle espèce de fondement affectif, émotionnel ou encore traditionnel, par exemple une communauté spirituelle de frères, une relation érotique, une relation fondée sur la piété, une communauté "nationale" ou bien *un groupe uni par la camaraderie*. » *Ibid.*, p. 79. C'est nous qui soulignons.

³ OFFERLE, Michel. *Les partis politiques*. *Op. cit.*, p. 73.

⁴ « Parler d'identité partisane, c'est s'interroger à un moment ou un autre sur l'ensemble des technologies d'institution mises en œuvre dans les entreprises politiques pour donner "forme" aux agents appelés à représenter et à servir l'institution. C'est aussi sans doute s'interroger sur le travail savant d'identification. » PUDAL, Bernard. « Les identités "totales" : quelques remarques à propos du Front national », in CURAPP. *L'identité politique*. *Op. cit.*, p. 197.

⁵ Sur ces écoles, cf. notamment ETHUIN, Nathalie. « De l'idéologisation de l'engagement communiste... » Article cité ; KRIEGER, Annie. *Les communistes français dans leur premier demi-siècle... Op. cit.* ; PUDAL, Bernard. *Prendre parti... Op. cit.* ; SIBLOT, Yasmine. « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF : la constitution des écoles élémentaires (1925-1936) ». *Politix*, vol. 15, n° 58, 2002, p. 167-188.

⁶ MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck. « Le capital militant, essai de définition ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004 p. 9. Les auteurs définissent ainsi le « capital militant » : « incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement à obéir, il recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi

implique notamment que les compétences scolaires « (re)deviennent le levier de son acquisition¹ ». Par cette formule, ils montrent que les individus peuvent se former sans véritablement être formés, l'appropriation des connaissances et compétences nécessaires au militantisme pouvant être individuelle et basée sur une capacité propre à « apprendre ». Nous avons en effet pu observer, dans les collectifs libertaires, différents modes de formation se déclinant de la forme la plus implicite et personnelle, qui tend à prédominer, à la plus institutionnalisée et collective. Nous allons par conséquent présenter dans cet ordre ces différentes modalités d'acquisition des savoirs théoriques et pratiques et des valeurs et références propres à chaque organisation.

1) Autodidaxie

C'est souvent à titre individuel que les enquêtés ont acquis les « ficelles du métier » et sont devenus des militants à part entière. Mais c'est spécifiquement en matière doctrinale, au contact direct avec des ouvrages théoriques, que le processus de formation peut être le plus solitaire. Dans cette matière, ce sont clairement les militants anarchistes qui ont le plus fait état de leur fréquentation d'une littérature militante qui les a formés intellectuellement. Bien que l'acquisition et la maîtrise de la doctrine soit en règle générale postérieure à l'acte d'engagement, la formation ne commence pas toujours dans l'organisation ; un certain nombre de militants ont acquis une bonne connaissance des idées anarchistes avant de franchir le pas de l'adhésion. Dans leur cas, la plupart du temps, il s'agissait de confirmer un premier sentiment ou d'affiner leur connaissance des idées, en particulier dans le but de savoir où ils s'apprêtaient à « mettre les pieds » :

« Il y avait eu un autocollant dans ma rue, *Fédération anarchiste*. Je me suis dit ça c'est cool *Fédération anarchiste*... Je me renseigne, anarchiste, Ravachol, formidable, Ravachol ! Bonnot, Bonnot ! Dieu soit loué, j'ai enfin trouvé ce que je veux faire, poser des bombes ! Donc j'arrive à la FA comme ça. Mais évidemment je m'étais quand même renseigné, parce que je me disais bien qu'ils ne posaient pas des bombes à la FA. J'avais lu quand même tu sais, les grands, de base, Proudhon, Stirner, Bakounine, quelques bouquins de chaque, histoire

exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines "reconversions". » (p. 8).

¹ *Ibid.* p. 10. Matonti et Poupeau précisent que ce mode d'apprentissage individualisé et non plus institutionnalisé contribue à la fermeture croissante du champ politique aux moins dotés en ressources personnelles

de ne pas arriver ici comme un gland en disant “bon alors, on la pose où et quand, la bombe ?” [rire], la capuche sur la gueule... [...]

Je me suis renseigné pour... pour ne pas me faire prendre pour un mec bidon... Le truc c’est que j’avais vraiment envie de militer et je savais bien que le militantisme avait bien évolué depuis Ravachol. Je me demandais vraiment ce qui se faisait maintenant pour ne pas débarquer et découvrir que ça ne me plaisait pas du tout...

— *Et donc tu as lu Proudhon ?*

Euh, ouais, non, tu sais, il y a *Anarchopédia*, tu sais, il y a quelques textes... Quoi d’autre ? *L’éphéméride anarchiste*... Enfin quelques sites [Internet] qui sont super bien faits qui te permettent en quelques clics de vraiment te renseigner sur l’anarchisme... » (Martial, 20 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Tu as lu des choses sur l’anarchisme ?*

Ouais, tout au début quand je voulais y aller et que j’y allais jamais parce que je loupais les permanences, ou que j’avais la flemme... J’étais à la bibliothèque, j’ai cherché des trucs. Alors j’ai trouvé l’*Anthologie*¹, donc voilà j’ai juste parcouru. Donc c’était bien ce qu’il me semblait que j’avais compris que c’était... Et voilà, et puis d’autres trucs, des petits bouquins divers et variés, et je me rappelle plus, mais je les avais feuilletés. » (Edith, 28 ans, militante au groupe de *Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« J’ai acheté *Qu’est-ce que la propriété* de Proudhon. Parce que j’avais vu en Histoire, on avait un petit peu vu les anarchistes, on avait parlé de Proudhon, j’avais moi aussi fait mes recherches à côté, je me suis dit tiens, c’est... le père de l’anarchisme, je vais voir ce qu’il dit. J’aime bien leur journal, je vais voir ce qu’il dit. Donc j’ai lu *Qu’est-ce que la propriété ?*. Au début c’était compliqué, j’ai essayé de lire, et puis au fur et à mesure ça rentrait tout seul. » (Sébastien, 20 ans, militant au groupe *Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Mais tu avais déjà lu des trucs, ou tu connaissais le mouvement ou les valeurs ?*

Ben très vaguement... Quasiment exclusivement par Internet. Et puis après j’ai lu des petits livres sur l’anarchisme. Et puis là je me suis dit oui, c’est bien [il rit].

— *Tu as lu quoi, par exemple ?*

¹ GUERIN, Daniel. *Ni Dieu ni Maître, Anthologie de l’anarchisme*. Paris : La Découverte, 1999. 2 Tomes. Recueil de textes de théoriciens et militants anarchistes du XIX^{ème} et XX^{ème} siècles.

Euh, *L'anarchie*, de Malatesta¹. *L'ABC du Libertaire*, de je sais plus qui². *Dieu et l'Etat* de Bakounine³, qui est horrible à lire, que j'ai fini avec beaucoup de difficultés, vraiment pour dire que je le finissais, mais celui là je ne le conseille pas en première lecture. » (Quentin, 20 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

Ces premiers contacts avec la doctrine anarchiste ont permis à certains enquêtés de franchir le pas, en confirmant leur attrait pour un mouvement et leur adhésion à un corpus de doctrines. Il s'agissait pour eux d'une entrée en matière qui généralement a appelé d'autres investissements personnels dans des lectures théoriques. La phase qui suit directement l'adhésion dans un groupe anarchiste est fréquemment marquée par une fréquentation accrue de la littérature, qu'elle soit théorique ou historique⁴.

« Au moment où j'ai commencé... Ben j'ai commencé par le, par lire le *Monde Libertaire*. Donc après j'ai voulu lire un peu les grands classiques, Bakounine, Proudhon, et tout. J'ai pas tout lu, hein, je... Je ne peux pas dire que j'ai tout lu. J'ai lu quelques trucs quand même. Et encore maintenant, je lis des trucs... [...] Mais bon, j'essaye quand même de diversifier mes lectures, je ne suis pas non plus... Je pense que je ne suis pas un de ceux, parmi les militants anarchistes, qui a le bagage théorique le plus important. J'ai un bagage théorique de base, en gros, de ce que j'ai pu lire des grands textes et tout. Mais bon, euh, j'éprouve pas le besoin de passer mon temps à lire des trucs sur l'anarchisme, quoi, tu vois, à lire des trucs théoriques et tout.

— *Ca te semble important d'avoir un bagage théorique ?*

Oui. Dans une certaine mesure, euh, oui, parce que ça permet de comprendre un certain nombre de choses. Notamment ça permet... enfin au départ surtout, au départ quand tu arrives, de comprendre les notions de fédéralisme, de comprendre le fonctionnement, l'autonomie des groupes... » (Georges, 45 ans, militant au groupe *Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Est-ce que tu as lu beaucoup d'ouvrages, que ce soit les essais militants plus récents ou bien les grands classiques, euh, les philosophes anarchistes, etc. ?*

¹ Présentation des principes anarchistes par le célèbre militant italien.

² Ouvrage de Jules Lermina et de Jérôme Solal, *L'ABC du libertaire* est un petit livre d'initiation aux idées anarchistes.

³ Brochure critique de l'Etat et de la religion.

⁴ « A "l'engagement révolutionnaire" — dans les cercles marxistes-léninistes de la rue d'ULM comme chez les anarchistes — correspond presque toujours une phase de lectures intensives (philosophiques et politiques). » (MAUGER, Gérard, POLIAK, Claude F., PUDAL, Bernard. *Histoires de lecteurs*. Paris : Nathan, 1999, p. 31). Ce constat, portant sur la période d'intense activisme du début des années 70 semble toujours valable en ce qui concerne les anarchistes actuels.

Ah j'ai tout lu, enfin j'ai pas tout lu en quantité mais j'ai lu de tout. Ah oui, j'ai lu aussi bien Bakounine [...] que les brochures récentes de la fédération anarchiste, là j'ai encore le numéro de *Réfractions*¹, non, non, je continue... Je lis sans doute moins de choses dans ce domaine là parce que je pense que j'ai un bon... j'ai un bon fonds de commerce, mais des fois les choses sont un peu répétitives, on ne réinvente pas la poudre, mais on dit les choses un peu autrement pour les générations qui viennent, donc euh ça ne me paraît pas toujours très riche, même si c'est important que ça se fasse, parce que moi j'ai lu les choses avant, donc il faut qu'on les redise pour passer le relais. Mais... oui, oui, je continue à avoir, oui, une réflexion théorique et puis essayer de glaner des idées, ou de remettre les miennes en cause de temps en temps, parce que je pense que c'est important pour un anarchiste, on ne peut pas être dans la vérité absolue... [...]

J'ai commencé à beaucoup lire sur ces questions-là en 76, donc quand je rentre à la CNT Tour d'Auvergne². [...] Pourquoi j'ai lu ? Oh, je crois que c'est... pour deux choses, à la fois pour connaître le fond culturel dans lequel je m'inscrivais et puis souvent, ça, ça a dû me motiver un peu... Tu sais on avait dans les années 70, 80, il y avait les marxistes cultivés dans la question de la théorie marxiste, cette science économique, en plus dans laquelle ils s'inscrivaient, matérialisme historique, et tout. Donc ils avaient tout un champ théorique qu'ils nous jetaient à la figure à pleins seaux, pour nous montrer que eux ils avaient une vraie solidité, une vraie assise théorique qui leur permettait de penser le monde et que nous anarchistes on était vraiment de pauvres crétins, en gros, parce que vraiment ils nous maltraièrent, intellectuellement aussi, pauvres crétins qui avions pas de théorie, pas de penseur, pas de philosophe, pas de chose comme ça. Et donc c'est sans doute une des choses qui m'a motivé, c'est de pouvoir dire aux marxistes que même si on avait pas eu Karl Marx, il y en avait eu d'autres qui avaient autant ou à peu près autant pensé qu'eux. Qu'on avait aussi un corps de doctrines élaboré à partir non pas du cabinet de Karl Marx mais à partir des pratiques sociales qui nous permettait d'avoir nous aussi des prétentions à réorganiser le monde. Je pense que ça, ça a dû quand même assez me motiver. » (Serge, 54 ans, militant au groupe *Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Quand j'ai découvert l'anarchisme, j'avais soif de... plus j'en découvrais plus j'avais soif de découvrir ce que c'était... oui, je lisais beaucoup.

— *C'était avant d'entrer au groupe ?*

¹ Revue théorique sur l'anarchisme.

² Scission de la CNT aujourd'hui disparue.

Non, en même temps. En même temps que je suis rentré au *groupe Louise Michel*, je me suis documenté sur ce qu'était l'anarchie... j'ai lu pas mal... [...] Parce que je pense que c'est avoir des bases sur lesquelles tu puisses réfléchir, quoi.

— *Et tu t'intéressais aussi à l'histoire du mouvement, des idées ?*

Oui, ben oui, quand je suis rentré dans le mouvement je me suis intéressé à l'histoire... Donc euh... en partant de la... l'histoire, c'est-à-dire comment depuis la Révolution française, la révolte des canuts pour arriver à la Commune de Paris qui pour moi est le commencement de l'anarchisme moderne quoi ; après la Commune de Paris. Et... et j'ai étudié un peu, oui, comment c'était... » (Jean-Luc, 51 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

On constate parfois, dans cette activité d'auto-formation solitaire des militants anarchistes, une véritable « boulimie de lectures » comparable à celle que Bernard Pudal repère chez les militants communistes de l'entre-deux-guerres¹. Certains individus finissent par se forger une culture quasi encyclopédique touchant aussi bien à la philosophie qu'à l'histoire du mouvement. La plupart cependant manifestent dans ce domaine une ambition plus modeste, qui ne signifie pas pour autant un faible investissement. En effet, pour beaucoup, les lectures s'apparentent à une discipline auto-imposée, une tâche ingrate mais nécessaire dont on s'acquitte en sélectionnant les lectures les moins difficiles :

« J'avais lu... je me rappelle que j'avais lu les *Ni Dieu ni maître* de Daniel Guérin, là, en petite collection Maspero. Je les ai toujours, enfin je crois qu'il me manque un volume... c'est... Et puis bon, après, plus tard, j'ai lu d'autres trucs, Emma Goldman, ou euh... mais quand même qui te... ça... Enfin je sais pas ça, ça t'aide à t'ouvrir les yeux, aussi et à te donner envie de t'engager.

— *Tu as lu beaucoup de trucs comme ça ?*

Bon, par... pff... May Picqueray², des trucs comme ça. Bon je sais pas, c'est peut-être venu après ça, quand même. Mais pas de théoriciens, des lectures de théoriciens un peu chiantes, non [rire].

— *Genre ?*

¹ PUDAL, Bernard. *Prendre parti... Op. cit.* p. 119 sq. Mimmo Pucciarelli tire la même conclusion de son questionnaire auprès de militants anarchistes (« L'anarchisme, une denrée pour les classes cultivées ?... », article cité, p. 411).

² Militante anarchiste (1898-1983).

Euh, ben, pff, je sais pas moi, je pense que... je sais pas si Proudhon je l'ai déjà lu... Sûrement un petit peu, mais pas... je ne suis pas non plus allée me fader tous les auteurs... » (Agnès, 46 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

Le choix des lectures les moins exigeantes est en particulier le fait des militants les moins instruits, ou issus des milieux les plus modestes, comme ces enquêtés :

« J'ai lu les grands classiques. Euh, peut-être le premier bouquin que j'ai lu réellement, ça devait être soit Proudhon... *De la capacité politique des classes ouvrières*¹. Ca doit être un des premiers que j'ai lus. Ben j'ai lu pas mal de petites brochures, voilà, j'ai lu un peu Bakounine... et puis le ML, quoi, j'étais abonné, en plus. Oui, un peu de théorie, mais... je ne me suis pas tapé toutes les œuvres de Bakounine encore. Pareil pour Proudhon ou les autres. Hein, je... des fois je trouve ça un peu indigeste... Je ferai ça pour ma retraite, peut-être.

— *Et c'était à quel moment plutôt que tu as lu des ouvrages comme ça ? C'était tout le long de... ?*

Ah, non, c'était plus au début, les deux, trois premières années, quoi. Pour vraiment me former, je dirais, intellectuellement. Pour connaître. Parce qu'à l'époque je n'avais pas lu grand-chose, quand j'ai adhéré, au début simplement. Et donc par la suite, c'est là où j'ai lu beau... beaucoup plus, entre guillemets. » (Paul, 34 ans, militant au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*, animateur socioculturel, bac+2 en formation continue, père routier).

« — *Tu as fait d'autres lectures, depuis les petits bouquins ?*

Hmm, notamment Kropotkine, que je trouve très bien dans sa façon d'écrire. Contrairement à Bakounine. Et à Proudhon.

— *Tu as essayé Proudhon aussi ?*

Proudhon, oui, *Qu'est-ce que la propriété ?*. J'ai pas accroché du tout.

— *On te les a conseillés ou bien tu t'es dit allez... ?*

Ben Proudhon, non, on ne me l'a pas conseillé mais *Qu'est-ce que la propriété ?* c'est quand même un classique, et j'ai voulu le lire, et je m'en mords encore les doigts [il rit]. Sinon, j'ai lu... des livres sur la guerre d'Espagne, notamment ceux d'Abel Paz². Et voilà. Ce sont mes lectures les plus marquantes. » (Quentin, 20 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*, étudiant en DUT, père ancien ouvrier devenu employé PTT).

¹ Œuvre posthume de Proudhon dans laquelle il expose l'idée que la libération des travailleurs ne pourra venir que des travailleurs eux-mêmes, ce qui implique le refus de la représentation politique.

² Nom de plume de Diego Camacho, écrivain espagnol qui a milité à la CNT lors de l'insurrection de 1936.

« Je dirais pas que j'en lis beaucoup. Je connais des gens... Je vois Jean-Luc, par exemple, du *groupe Louise Michel*, il s'est peut-être un peu calmé maintenant, mais à une certaine période, tu pouvais avoir avec lui des conversations sur la littérature, enfin la littérature libertaire... la production, sur les classiques, etc. Moi j'ai assez peu fréquenté Proudhon, Bakounine, Kropotkine... C'est des gens que j'ai lus un peu en diagonale comme ça ou que j'aime bien retrouver dans les bouquins des autres, mais euh... Ca m'est arrivé de me prendre Bakounine, tome 4, pouf sur la table et allons-y. Mais c'est pas... j'ai toujours un petit peu l'impression de me forcer, c'est pas trop mon truc... J'ai lu *L'unique et sa propriété* de Stirner¹. Je dois dire très sincèrement qu'à part les 15 premières pages qui sont assez... qui m'ont touché en tout cas, qui m'ont parlé, après j'ai eu le sentiment de... de faire mon devoir, grosso modo, tu vois. Mais bon... Comme ça je peux dire oui, je l'ai lu. Mais bon d'abord je ne l'ai pas lu jusque au bout et puis je ne l'ai pas vraiment lu, parce qu'il y a plein de trucs qui me passent au dessus. Et... je ne m'y suis pas vraiment mis non plus. » (Victor, 40 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*, bibliothécaire, sans diplôme, père ouvrier cheminot).

« — Tu parlais de Kropotkine, avant, tu as lu des ouvrages, comme ça, les théoriciens... ? Alors de temps en temps, j'ai lu quelques trucs, ouais, ouais. Mais j'ai beaucoup écouté Ferré, moi, Ferré m'a... Mais sinon, oui, j'ai du lire *La conquête du pain*², un truc comme ça, hein, voilà. J'ai dû lire un bouquin ou deux de Bakounine, j'ai lu des fascicules beaucoup. [...] Oui, j'ai lu quelques trucs, oui, oui, bien sûr, mais de temps en temps, ouais, il y a des choses qui me tentent de lire, oui. Mais j'ai du mal parce que les ouvrages théoriques, comme ça, c'est souvent très... très trappu, j'ai du mal à comprendre la lecture, je pense. De temps en temps. Par contre, je vais lire souvent un article du journal. Enfin, c'est pas un apprentissage livresque, c'est plus un apprentissage à travers les journaux, les magazines ou les revues, ouais. Par exemple j'ai pas loupé un numéro du magazine qui s'appelle *Itinéraire*³, il y a les grandes figures du mouvement, et ça, ça m'a, oui, ça j'ai lu, ça. Alors en même temps, forcément, il y a des extraits [rire]. » (Marcel, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*, ouvrier magasinier, sans diplôme, père ouvrier).

Les différents témoignages recueillis montrent la place que prennent pour les anarchistes les lectures et la formation intellectuelle. L'importance de l'auto-formation est

¹ Ouvrage souvent considéré comme fondateur d'un courant anarchiste-individualiste.

² Ouvrage dans lequel Kropotkine préconise la « prise au tas », c'est-à-dire le partage des richesses par libre service des individus et sur une base mutuellement négociée en fonction de la rareté des biens.

³ Revue dont chaque numéro présente un théoricien anarchiste et sa pensée.

d'autant plus remarquable que les lectures théoriques sont souvent difficiles et laborieuses pour les militants, dont certains ont un niveau d'instruction assez modeste et n'ont pas usé de longues années les bancs de l'école ou de l'université. La FA compte ainsi un certain nombre d'autodidactes dont la culture doctrinale, historique et générale peut étonner d'un strict point de vue sociologique ; certains n'hésitent pas à mobiliser la littérature scientifique, de Pierre Bourdieu à Stéphane Beaud et Michel Pialoux, en passant par Robert Castel. Il n'est pas rare d'entendre en réunion des références précises à des événements historiques méconnus qui traduisent une grande maîtrise de ces questions. Mais contrairement à d'autres organisations, en particulier trotskistes, où les lectures font obligatoirement partie de la formation de base de chaque militant¹, il n'existe pas à la *Fédération anarchiste* d'exigence formalisée en la matière. Aucune pression explicite ne pèse sur les membres. C'est donc généralement de façon spontanée qu'ils font ces lectures, pourtant parfois jugées pénibles. Cette difficile formation présente selon eux divers intérêts qui justifient l'investissement personnel. Le premier tient au rôle de l'histoire et des leçons qu'il est indispensable d'en tirer :

« — *Tu penses que c'est important de connaître l'histoire, d'avoir étudié ça un peu ?*

Ben... Moi je crois que... oui, l'histoire elle est importante pour pas... je ne pense pas que l'histoire se répète, c'est pas un cercle. Mais parfois tu pourrais voir ça un peu comme un ressort [il dessine un ressort avec ses doigts] avec des choses qui... Et sans la connaissance de l'histoire, sans une certaine connaissance de l'histoire, tu risques de reproduire des erreurs que tu pourrais éviter. Il faut pas réinventer le gaz à toutes les luttes quoi. C'est... il y en a qui... parce que tout le monde fait des erreurs, ils ont agi, ils ont fait des erreurs, après, quand tu les connais, tu peux dans des situations similaires te dire là ça ressemble, il ne faudrait pas refaire les mêmes erreurs. Si on oublie, et de plus en plus on oublie, si le monde oublie la seconde guerre mondiale, il n'y a pas de raison que des régimes similaires au fascisme ne reviennent pas quoi. » (Jean-Luc, 51 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Et tu penses que c'est important d'avoir un peu des notions, et en particulier d'histoire, de s'y connaître... ?*

Ah ben oui, je pense que si on ne sait pas d'où on vent, on ne sait pas où on va. » (Alice, 58 ans, militante au groupe *Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

¹ La LCR demande par exemple à ses militants de se plier en réunion de cellule au rituel de « l'exposé de formation » qui les amène à fréquenter la littérature militante. Cf. DOLLO, Christine, JOSHUA, Samuel. « Savoirs militants, une approche didactique ». *Contretemps* n° 19, 2007, p. 20.

« — Il est important de, euh, de s'y connaître un peu en histoire, d'avoir des références, des notions, etc., des expériences historiques ?

Ah ben oui, oui [rire]. Oui, oui, si. Oui. Ah oui, oui, si, si, ben si. Si ça sert à quelque chose l'histoire, c'est à ne pas répéter... à analyser les conneries qu'on a faites avant. Pourquoi on a foiré ? Pourquoi on a toujours euh... ? Comme une fois, j'avais dit, je sais plus, j'avais dit Ragon il a écrit *La mémoire des vaincus*¹, ça a eu un succès énorme. Moi j'aimerais bien qu'on écrive la mémoire des vainqueurs. Bon. C'est clair. Tu peux comprendre que les communards ils ont fait tel truc, tu peux comprendre que Makhno, les Kronstadtien, ne pouvaient pas savoir ce qu'allait devenir le bolchevisme, ou l'appréhender avant. Déjà les Espagnols, on peut leur reprocher de pas avoir compris ce que c'était le stalinisme, le bolchevisme, ou d'avoir pas été capable de s'ouvrir sur les autres mouvements libertaires européens pour comprendre ce que c'était le fascisme et le stalinisme. Ils étaient tellement concentrés sur leur truc qu'ils n'ont rien compris, ils se sont fait baiser dans les grandes largeurs. Même si par ailleurs c'est la plus grande expérience libertaire dans le temps et dans la surface et dans ce qu'ils ont fait. Mais euh, la prochaine révolution, si on n'est pas capable de tirer les enseignements de ce qui s'est passé en Espagne, en 68, dans la révolution chinoise, en Amérique Latine, euh... des staliniens ou des fascistes, euh, franchement on est... [...] Non, non, ça c'est extrêmement important de connaître l'histoire du mouvement anarchiste. Pas pour euh... pas pour les défier... » (Gilbert, 56 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« C'est une culture personnelle, si tu veux, c'est de se rendre compte que nos idées, les idées qu'on a sont des idées qui existent depuis des dizaines et des dizaines d'années et que finalement nous on est, j'aime pas le mot, mais une des théories politiques qui a le moins évolué avec le temps, et de se rendre compte aussi qu'il y a des gens qui ont lutté, qui sont morts pour la défense de ce idées-là. Même si je ne veux pas, je rejette tout ce qui est trop, trop, trop la commémoration, trop du souvenir, de ces choses-là, mais c'est quand même assez... Moi quand j'ai lu *La mémoire des vaincus*, c'est un bouquin qui m'a beaucoup plu parce que justement c'est des récits... C'est un roman, un roman historique, mais qui parle des conditions de l'époque, comment ils s'organisaient, qu'est-ce qu'ils ont fait... La guerre d'Espagne c'est pareil, quand tu... quand tu vois le film de Ken Loach, quand tu lis des trucs dessus, c'est des gens qui vraiment, qui ont réussi à s'organiser donc c'est super intéressant. D'essayer après de, pas de le copier, coller, mais de l'adapter à l'époque d'aujourd'hui, d'essayer de prendre ce qui... et puis aussi d'étudier pourquoi ça n'a pas forcément toujours duré. » (Bruno, 25 ans, militant au groupe *Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

¹ Roman sur la vie d'un prolétaire qui a pour toile de fond l'histoire du mouvement anarchiste.

En plus de permettre de tirer les leçons de l'histoire pour pouvoir avancer, les lectures théoriques et historiques sont aussi vues comme un moyen de parfaire ses arguments dans la lutte politique :

« C'est important d'avoir une culture, de... d'une part du mouvement anarchiste parce que c'est nous qui pouvons reproduire. Une culture de l'histoire parce que... l'histoire c'est un outil politique important quand même. On nous dit "ça a toujours été comme ça", enfin je veux dire c'est maquillé, tu peux lui faire dire ce que tu veux à l'histoire, en réalité. Donc si tu ne la connais pas, tu ne peux pas dire non, mais attend, ça ne s'est pas du tout passé comme ça... Ou tu ne peux pas donner d'exemples pour étayer tes débats. Donc ça c'est important, euh... Ben c'est important de connaître quand même l'idéologie parce que je vois mal comment tu peux te dire anarchiste si tu ne connais pas un peu les bases. Et puis sur tout sujet, je veux dire, si tu veux... avant de pouvoir débattre, ou agir, il faut bien savoir de quoi tu parles. » (Marina, 34 ans, militante au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Je lis énormément, mais la théorie politique assez peu, j'ai du mal.

— *Mais pourquoi tu en as lu alors, si ça t'ennuyait ?*

Quand j'en ai lu, je me suis dit bon, merde, il faut quand même que, il faut que je sache un peu. C'est pas tout d'aller chez les anars, il faut que je... Si quelqu'un me pose une question, je dois pouvoir répondre, un minimum, tu vois, même si on n'a pas toutes les réponses, mais au moins avoir un début de réponse et avoir quelques références, je sais pas. Parce que le grand truc c'était "t'es une idéaliste, ce que tu veux ça n'existe pas, ça existera jamais", enfin tu vois, c'est les arguments qu'on entend tout le temps. "Vous les anars vous rêvez, vous êtes à côté de la plaque". Bon, il faut avoir une connaissance minimum pour dire ben oui, peut-être qu'on rêve, mais quand même il y a des choses, on n'est pas que dans le rêve, il y a des choses qui ont existé, qui ont fonctionné, le mouvement anarchiste a une histoire. Quand on nous dit vous les anars vous faites sauter des bombes, je vais pouvoir répondre ben c'est pas que ça. Et si t'as pas lu un peu, tu ne sais pas ce qu'on a fait d'autre. A part dire on ne fait pas que ça, il faut quand même pouvoir dire ce qu'on a fait. » (Claire, 53 ans, militante au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Tu penses que c'est important d'avoir un certain bagage, d'avoir lu un minimum, euh... ?*

Ouais, je pense, parce que... Bon à la fois les idées libertaires c'est... je pense des idées... enfin assez simples, des idées que tout le monde peut avoir, le fait d'être libres, égaux, machin, mais de lire des livres ça permet quand même... Ca développe certains arguments,

certain... Ca dit des idées avec lesquelles on se dit oui, il a raison, mais qu'on aurait pas forcément pensé à... qu'on n'aurait pas développé soi-même... Ca permet d'ouvrir, euh... ouais, l'esprit sur des questions auxquelles on ne pensait pas forcément. Donc je pense que... si on veut être militant et défendre ses idées, ils faut pouvoir répondre à certaines questions, ce qui fait qu'en lisant des livres ça permet de voir ça. » (Quentin, 20 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

Les lectures sont enfin vues comme ayant un rôle directeur, au sens où la connaissance et la maîtrise de la doctrine permettent de savoir concrètement ce que l'on veut, ce que l'on recherche et, dans une certaine mesure, comment y parvenir. C'est ce qui, selon Joël, différencie les anarchistes des jeunes protestataires qui ont une envie de politique mais pas de réel projet :

« Il faut une culture de base. Moi je vois beaucoup de jeunes, de gamins qui sont venus pendant le mouvement CPE, ils ont fait des trucs un peu funky, ils en sont tout émoustillés, tu vois. [...] Mais ils n'ont aucune culture si tu veux, ils ont aucune idée de ce que c'est que... Il y en a beaucoup qui se réclament de l'autonomie, mais ils ne savent pas ce que c'est... [...] Il faut aussi penser derrière quoi. C'est bien d'être là, mais qu'est-ce qu'on fait derrière, quoi, une fois qu'on a rêvé et que la révolution on l'a faite — même si on ne le fera probablement jamais, du moins pas nous — si on y arrive, qu'est-ce qu'on fait ? Comment on s'organise, comment on réfléchit ? C'est ça être anarchiste, et ça c'est des trucs que eux ils savent pas faire parce que eux ils n'ont pas la culture de, ils n'ont pas à un moment... ils se sont pas dit on va réfléchir, on va... pas forcément s'affilier à un grand courant mais euh réfléchir à ce que c'est pour nous être anarchiste, réfléchir à ce que ça veut dire. [...] Il faut qu'ils se demandent pourquoi ils sont là, il faut qu'ils réfléchissent, qu'ils discutent. Même si ça fait gardien du temple, comme l'image qu'on a eue longtemps à la FA du vieux barbu dans ses bouquins... Le vieux dans ses bouquins il sait au moins pourquoi il est là. Il en a au moins une idée. Les autres, ils savent pas trop. » (Joël, 22 ans, militant individuel à la *Fédération anarchiste*).

Les connaissances livresques paraissent importantes aux yeux des anarchistes pour leur utilité dans les luttes politiques, qu'elles fournissent une ligne directrice, un ensemble d'arguments ou un rappel des erreurs passées. Mais il serait sans doute incomplet de ne voir que ces motivations derrière les activités de formation individuelles et solitaires auxquelles se

livrent les militants. On ne trouve pas à la FA de discours institutionnel explicite de promotion de la formation intellectuelle comme cela a pu être le cas au PCF¹. Cependant, le mouvement anarchiste a depuis longtemps accordé une place importante au livre et à la formation intellectuelle des militants. Avant la première Guerre Mondiale, les Bourses du travail, proches du milieu anarchiste, avaient pour fonction la formation technique mais aussi intellectuelle des ouvriers (il s'agissait, selon Fernand Pelloutier, syndicaliste anarchiste secrétaire de la Fédération nationale des Bourses du Travail, d'« instruire pour révolter » en donnant aux travailleurs « la science de leur malheur »²) et mettaient à disposition de tous des bibliothèques³. Quelques années plus tard, durant la Guerre d'Espagne, des affiches proclamaient « Lis des livres anarchistes et tu seras un homme » ou encore « Les livres anarchistes sont des armes contre le fascisme »⁴. L'édition anarchiste est aujourd'hui vivace et le livre garde une aura importante : un salon du livre et une fête du livre libertaire sont organisés annuellement par la *Fédération anarchiste*. Les lectures et les livres sont valorisés, mais sur un mode relativement implicite dans la mesure où aucune obligation n'est faite aux militants de se plonger dans la lecture de quelque ouvrage que ce soit. Bien que tout soit fait (à travers la librairie parisienne et de multiples petites bibliothèques) pour rendre accessible à tous un grand nombre d'ouvrages, la fréquentation de la littérature n'est ni contrôlée, ni par conséquent sanctionnée. La formation personnelle par des lectures devient alors en quelque sorte un choix de conformité, répondant à une pression tacite liée à la forte valorisation de la lecture dans le milieu. De plus, la fréquentation des différentes réunions entre militants peut donner une motivation supplémentaire de lire, dans la mesure où, bien souvent, les discussions qui y ont cours peuvent mobiliser des références historiques ou doctrinales que le

¹ Julian Misch nous apprend en effet que dans les années 1970, au PCF, « le travail de politisation déborde très largement les instances régulières de rencontres militantes, car, en dehors des réunions, l'adhérent est appelé à « élever sa conscience politique » par la lecture de la presse mais aussi des ouvrages diffusés lors des « batailles du livre » et des week-ends consacrés à la « vente du livre marxiste ». Outre les librairies communistes et les sièges des sections qui mettent à la disposition des militants les ouvrages « recommandés » par le parti, de nombreuses cellules hébergent également de véritables bibliothèques avec organisation du prêt, heures d'ouvertures, ouvrages tamponnés, etc. » (« Travail partisan et sociabilités populaires : Observations localisée de la politisation communiste ». *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, p. 95).

² JULLIARD, Jacques. *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*. Paris : Seuil, 1985, p. 244-245.

³ JULLIARD, Jacques. *Fernand Pelloutier... op. cit.*, en particulier p. 245 ; RAPPE, David. *La bourse du travail de Lyon : une structure ouvrière entre services sociaux et révolutions sociale*. Lyon : Atelier de création libertaire, 2004, p. 111 en particulier.

⁴ Collectif. *Espagne 36 : les affiches des combattant-e-s de la liberté*. 2^{ème} édition. Saint-Georges-d'Oléron : Editions libertaires, 2006. On peut remarquer au passage l'aspect sexiste de certains slogans anarchistes de l'époque.

profane ne maîtrise pas nécessairement¹. Le souci de ne pas être exclu des conversations et donc de s'appropriier, à son tour, un certain nombre des connaissances dont font preuve les autres militants, peut alors pousser à surmonter les difficultés ou réticences et à se plonger dans des lectures spécifiques.

Que ce soit en entretien ou dans les activités collectives, les militants de la gauche radicale, de leur côté, mettent rarement en avant leurs lectures militantes. Celles-ci sont généralement éclectiques ; elles portent en outre sur des ouvrages plus récents et moins historiques. La presse militante ou engagée (*Monde Diplomatique*, *Politis*, *Revue Silence!*²) est souvent plus investie que la littérature. Quelques militants nous ont toutefois fait part de leurs lectures engagées :

« Je lis un peu de trucs politiques, mais je parcours souvent, tu vois, je lis les intros, ou des articles par-ci par là. Je trouve que le format livre est un format... il faut être très audacieux pour infliger ça à ses lecteurs...

— *Et tu n'es pas par exemple versé dans les écrits de Negri ou autre... les bibles altermondialistes...*

Si, si, j'ai lu *No-Logo*³, j'ai essayé de lire *Empire*⁴, j'ai lu des trucs [...], je sais pas, moi... Samir Amin, des articles, enfin bon, voilà, j'essaye de lire ce qui s'écrit dans le mouvement... Le bouquin d'Aguiton sur *Le monde nous appartient*⁵, ça c'était un truc bien... » (Frank, 31 ans, militant à *Vamos!*).

« — *Tu lis beaucoup de trucs militants ?*

J'en lis pas mal ouais, ou... militants ou... Ca peut aussi bien être des trucs d'analyse économique, bon, pas super poussés, hein. Analyse économique ou des trucs sur l'environnement, sur la pauvreté...

— *Xavier m'avait parlé de Miguel Benassayag.*

¹ On renverra, pour s'en persuader, au sentiment que nous exprimions à l'issue d'une de nos premières observations d'une réunion du *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste* dans laquelle un certain nombre de références historiques, qui nous étaient inconnues, semblaient nécessaires à la bonne compréhension des débats. Cf. *supra*.

² Revue bimensuelle traitant de la décroissance et des modes de consommation alternatifs.

³ Essai de Naomi Klein sur la publicité, les pratiques de multinationales dans leurs antennes délocalisées et les mouvements de résistance au néolibéralisme.

⁴ Ouvrage de Michael Hardt et Antonio Negri sur l'émergence d'une société de contrôle global. Un deuxième livre des deux auteurs, intitulé *Multitude*, se penche quant à lui sur les possibilités de résistance à l'« Empire ».

⁵ Description du mouvement altermondialiste, ses acteurs et stratégies.

Miguel Benassayag, ouais, c'est un philosophe argentin qui est très connu dans le milieu altermondialiste, tout à fait, ouais. Non, mais un bouquin qui m'a beaucoup plus c'est *Quand la misère chasse la pauvreté*¹ de Majid Rahnema, c'est vraiment très intéressant. » (Olivier, 27 ans, militant au *Crep*).

« Ben j'ai commencé, politiquement, je crois que le *Monde diplomatique* a été une de mes premières lectures entre guillemets politique. Je regarde du côté de mes livres... Noam Chomsky, aussi, j'ai voulu lire ses bouquins, mais malheureusement je les avais acheté en Anglais et du coup ça ne m'a pas trop aidé. Qu'est-ce que j'ai lu politiquement ? Si, des romans, des trucs politiques que tu trouves sous-jacents dans des romans, comme Steinbeck. [...] Romain Gary, aussi [...]. Donc d'abord des romans, je me suis plongé là-dedans. *1984*, un livre super fort, c'est vraiment un truc important. *Le meilleur des mondes*, que j'ai relu récemment, qui est super intéressant, c'est beaucoup plus fort que quelconque théorisation politique, quoi, c'est vraiment... [il se lève pour aller regarder sa bibliothèque.]

— *Calvin et Hobbes* ? [une illustration de cette BD sert de fond d'écran à son ordinateur.]

Oui, donc aussi au niveau de la bande dessinée, je lisais *Calvin et Hobbes*², et dedans, encore une fois il y a des réflexions, que sortent le gamin ou son tigre, qui sont super fortes, et qui ne sont pas politisées du tout, quoi, c'est à toi de voir qu'est-ce qu'il a voulu dire par là, ou bien qu'est-ce que ce dessin ou même cette tête, cette réaction et après réaction verbale qu'il a... enfin ouais, pour moi c'est un BD politique au sens où elle remet en question beaucoup de choses. Après, en lien avec le *Monde Diplomatique*, j'ai essayé de me coltiner des livres de Serge Halimi, expliquant l'ordre néolibéral, là, *Le grand bond en arrière*. J'ai jamais réussi à dépasser la moitié. Pas que ça soit pas intéressant ; c'est que j'avais pas le temps en fait. Mais c'est un bouquin qui est super intéressant, en fait. Donc je me suis mis à des livres, comme ça, en rapport à des auteurs du *Monde Diplomatique*, mais je me suis vite arrêté, parce que c'était des sociologues, des gens très, très, très cultivés qui écrivent, genre Bourdieu, même ayant lu des explications de ses bouquins, c'est vraiment trop pour moi. Je n'arrive pas à lire ça et saisir la subtilité même, la moelle qui en ressort. Après la politique aussi c'est vachement au niveau pédagogique, où tu vois des choses intéressantes dans ce qu'ont écrit des pédagogues comme Freinet, Oury... Et les situationnistes un moment, ça m'a vachement plu. Bien que je n'arrive pas à lire Debord. J'ai essayé de lire le *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes*

¹ Analyse des causes des phénomènes de pauvreté et proposition d'un mode de vie de « pauvreté choisie », préférant la liberté à la consommation.

² Bande dessinée de l'Américain Bill Waterson mettant en scène un petit garçon de six ans et son tigre en peluche. Les différentes histoires offrent l'occasion au garçon de donner sa vision du monde et de la société américaine.

*générations*¹, j'ai pas dépassé deux pages parce que je ne comprends rien quoi... Tu vois, il y a aussi ce rapport à la lecture qui est difficile, parce que dès que c'est un texte où il faut trop avoir fait cinq années d'études ou il faut être trop intelligent, je n'y arrive pas, et que c'est dommage d'ailleurs, parce que je pense que je passe à côté de choses. [...] Un truc qui m'a vachement marqué c'est un mec de la LCR qui a écrit un bouquin de contestation de l'entrée de la marchandisation, enfin du néolibéralisme dans le système éducatif, et puis après des propositions, c'était super intéressant. Il faudrait voir maintenant, avec l'évolution de ma pensée, ce que ça a donné. Donc Michel Onfray, j'ai lu qu'un bouquin, mais j'aime bien son rapport aux choses. [...] Loïc Wacquant sur les théories sécuritaires, un sociologue proche de Bourdieu. [...] En fait je lis pas mal de revues, ouais. Et après, plus récemment... Jacquard, tiens, Albert Jacquard, j'aime beaucoup... Sa remise en cause de choses essentielles qui me paraissent fondamentales. Et donc en ce moment j'essaye d'axer un peu plus sur la pédagogie parce que je constate que c'est un aspect de ma vie dans lequel les vieilles habitudes et les vieux machins restent et sont super forts. [...] Et un dernier bouquin, Philippe Godard, que je qualifierais d'anarchiste, *Contre le travail*² justement. Et donc ça je pense que c'est une lecture on va dire anarchiste type. Et j'ai essayé de lire, je me suis arrêté aux trois quarts, Bakounine, *Dieu et l'Etat*. Et j'ai jamais lu Marx. *Zone autonome temporaire*, de Hakim Bey³... » (Antoine, 24 ans, militant à *Vamos!*).

Cette dernière longue citation montre le caractère très éclectique des lectures de certains radicaux. On peut difficilement dans ce cas parler d'une formation, mais bien plutôt d'une sélection d'ouvrages ou de revues qui alimentent une réflexion personnelle. Nous verrons en troisième partie que les lectures et les loisirs des militants tendent à être politiquement investis, mais ceci ne signifie pas pour autant que les militants cherchent à s'appropriier tout ou partie d'un corpus « officiel » doctrinal ou historique. Les lectures des activistes de la gauche radicale s'apparentent selon nous davantage à des « loisirs politisés » qu'à un réel souci de formation intellectuelle. Il en résulte un phénomène auto-entretenu, opposé à celui que l'on peut observer chez les anarchistes : l'absence de lectures communes entraîne l'absence de références à des théories politiques ou à l'histoire dans les activités collectives des militants radicaux ; en retour, ils n'éprouvent par conséquent pas nécessairement le besoin

¹ Manifeste situationniste de Raoul Vaneigem.

² Ouvrage de Philippe Godard. Critique du travail comme domination des actes humains et de la nature en général.

³ Essai inspiré de la pensée libertaire et de l'histoire de la piraterie qui préconise de remplacer la quête du grand soir par la mise en place de zones temporaires autonomes du pouvoir.

d'approfondir leurs connaissances par la lecture d'ouvrages spécifiques. Cette différence importante et facilement observable avec les anarchistes contribue sans doute à la formation dans chacun des deux ensembles d'une forme de culture militante qui lui est spécifique¹. Il convient toutefois de noter que les lectures solitaires ne sont pas les seules activités susceptibles de participer à la formation des militants et à forger chez eux des représentations communes ; les multiples interactions au sein des collectifs constituent de puissants facteurs de transmission de connaissances et de compétences, mais aussi d'homogénéisation.

2) La formation informelle

Le militantisme représente un ensemble d'activités spécifiques qui supposent pour un certain nombre d'entre elles l'acquisition de compétences particulières. En l'absence ou à côté de lieux de formations prévus à cette fin, la transmission des savoirs et savoir-faire se fait de façon informelle et « sur le tas ». Tout comme la socialisation au sens général est faite de plus de non intentionnel que d'intentionnel², la formation peut se faire sur un mode « mimétique et "silencieux" »³. On pourrait alors risquer la tautologie et affirmer que *de facto*, c'est en militant que l'on devient un militant⁴. Dans le travail politique, au contact des autres activistes, il est possible d'apprendre à maîtriser les différentes techniques ainsi que les connaissances que l'engagement requiert. C'est dans ces moments que sociabilité et socialisation, convivialité et formation se confondent. On peut distinguer, dans les collectifs que nous avons étudiés, deux types de formation « informelle » — c'est-à-dire ne passant pas par des structures *ad hoc* — impliquant des interactions avec les autres militants : on observe,

¹ Cette question sera approfondie en troisième partie

² DARMON, Muriel. *La socialisation. Op. cit.*, p. 17.

³ DOLLO, Christine, JOSHUA, Samuel. « Savoirs militants, une approche didactique ». Article cité, p. 21.

⁴ Les compétences acquises à travers l'activisme sont diverses et potentiellement reconvertibles dans d'autres types d'activité (cf. la notion de « capital militant » de Frédérique Matonti et Franck Poupeau. « Le capital militant, essai de définition ». Article cité.) Un activiste nous a confié avoir l'impression d'avoir plus appris en militant qu'il n'aurait appris en fréquentant l'université : « *J'avais pris mes boulots, en fait, à des horaires qui me permettaient théoriquement d'aller à la fac. Donc comme je n'y allais pas, à la fac, ça me dégageait du temps quoi. Je passais mes journées à aller voir les potes et à aller militer, quoi, en gros. Oui, c'est ça... ma mère a longtemps été désespérée du fait que j'aie perdu quatre ans en fac, mais en fait je ne les ai pas perdus du tout, j'ai créé et tissé un réseau de connaissances et de relations, et un background culturel qui n'est pas du tout celui que j'aurais dû apprendre dans une fac de droit mais qui était de l'ordre quand même de la connaissance, quoi, et même de l'université, de loin. Mais à force de débats, de conférences, de manier des arguments, d'être dans les bouquins pour pouvoir les manier et compagnie, c'est une autre formation, quoi, mais c'est une formation aussi.* » (Julien, 24 ans, militant à Vamos!).

d'une part, ce qui relève de la formation doctrinale par les discussions et, d'autre part, un apprentissage par l'action, au sein du groupe.

Nombreux sont les militants de la *Fédération anarchiste* dont les connaissances théoriques ont été forgées par de longues discussions avec des militants plus expérimentés et « cultivés ». Ce type de formation est d'autant plus important que les individus ont moins fréquenté la littérature théorique et historique :

« Je suis un piètre lecteur [...] Et autour de moi, par contre, la plupart des militants lisent plein de livres, savent plein de choses, alors moi je les écoute et je me fais une petite culture comme ça en les écoutant, mais je ne vais pas à la source directe de l'information. » (Edouard, 40 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Quand tu t'es engagé concrètement dans le mouvement libertaire, est-ce que tu avais fait des lectures, une petite formation anarchiste ?*

Euh, pff... Non, j'avais pas une grande... je ne peux pas dire que j'avais une grande culture. Bon je lisais quand même beaucoup de revues... Mais je ne peux pas dire... Disons que l'essentiel de ma culture elle s'est quand même fondée sur des discussions. Voilà. Le temps que j'ai pu passer à discuter avec des copains ou autres, et tout, ça doit se chiffrer en milliers d'heures, j'imagine, hein, c'est impressionnant. Voilà, je pense que j'ai plus bénéficié de la lecture des autres au travers des discussions que ce que j'ai pu faire moi-même en termes de lectures. Donc euh... la culture que j'ai acquise, euh... bon, les revues, tout ce qui était issu du mouvement, bien sûr... Par contre, en termes d'ouvrages théoriques, très peu, très, très peu. » (Patrice, 49 ans, militant au groupe *d'Ivry* de la *Fédération anarchiste*).

« Je suis assez fainéante, en fait, intellectuellement. [rire] Non, mais c'est vrai. Et même maintenant, hein, je lis très peu de bouquins. Je lis, mais pas des bouquins anars ou des essais des choses comme ça. Je lis juste des romans. [...]. Je fais aussi, si tu veux, tout ce que je sais c'est plus des discussions, des copains, des choses comme ça quoi. » (Geneviève, 47 ans, militante à la *liaison Albert Camus* de la *Fédération anarchiste*).

Les discussions dans des cadres informels, voire les conférences à destination du grand public, peuvent être une source importante de connaissances pour les militants. Il est concrètement difficile de séparer la formation par les lectures personnelles de celle qui s'opère par les discussions. On doit plutôt envisager chaque mode d'apprentissage comme un idéal-type qu'on ne retrouve que rarement dans la réalité : celle-ci est davantage faite de

situations hybrides dans lesquelles les militants complètent un type de formation par un autre. On peut *grosso modo* estimer que les lectures personnelles prédominent chez la moitié des militants, alors que les discussions sont la principale source de connaissances pour une autre moitié. Cette distinction ne recoupe toutefois pas avec exactitude un clivage en termes de niveau d'instruction ou de milieu d'origine, qui séparerait ceux disposant des capitaux nécessaires pour se former par les livres et les autres ; c'est parfois des idiosyncrasies ou le hasard de rencontres qui font privilégier un type de formation par rapport à un autre. Quel que soit le mode d'acquisition des connaissances théoriques, c'est l'ensemble des militants anarchistes qui maîtrise à un degré plus ou moins élevé l'histoire du mouvement et sa doctrine.

La participation aux activités du collectif peut elle aussi fournir des occasions de se former, d'acquérir de nouvelles compétences et ressources. Cet aspect pratique se retrouve tant chez les radicaux que chez les anarchistes. Les militants soulignent en particulier leur apprentissage de la parole en public et du fait de clarifier leurs idées :

« Au début j'intervenais pas trop, enfin surtout pour dire des choses politiques, sinon dire des petites blagues toujours. [...] Je trouve que j'ai appris beaucoup de choses et maintenant j'interviens aussi politiquement en réunion. Et j'ai des idées et j'arrive à les formuler, et j'arrive à... Et ouais, je ne pouvais pas faire ça avant. Déjà parce que j'avais peur de prendre la parole, parce que j'avais tout le temps peur de dire des choses bêtes, aussi. Et puis aussi parce que parfois je ne pensais rien, donc c'était embêtant. Maintenant, j'ai accumulé aussi des informations, de l'expérience etc. Et du coup maintenant j'ai des pensées, et maintenant j'ai pas peur de les exprimer, je me dis j'essaye de penser avant si ça peut être bête ou pas, pour pas le dire, et si j'ai envie de le dire, eh ben tant pis, je le dis et puis voilà. Ca m'a appris aussi beaucoup de choses sur moi, j'ai l'impression. Ca m'a appris à canaliser aussi un peu, peut-être, mon énergie, ma colère, des choses comme ça, parce que... Il y a le mode de fonctionnement de *Vamos!*, qui fait que ben par exemple on ne coupe pas la parole, ben tout ce qui est horizontalité, c'est vraiment politique et c'est vrai que c'est du comportemental aussi. Ne pas avoir de pouvoir sur l'autre. Donc c'est ça, ne pas couper la parole, ne pas parler plus fort que l'autre, essayer de maîtriser sa colère pour parler calmement, avancer, poser ses idées et se comprendre, communiquer. Donc ça m'a appris ça aussi, à savoir un peu gérer les émotions, écouter les autres. Et je suis contente parce que je crois que ça, ça m'a vraiment beaucoup apporté. » (Audrey, 30 ans, militante à *Vamos!*).

« A l'époque au *groupe Louise Michel* on faisait plusieurs conférences par an. Ca, c'était très formateur, quand... euh, je me rappelle, on avait fait à plusieurs une conférence sur "qu'est-ce que l'anarchisme ?". Et l'important, c'est pas la conférence elle-même, l'important c'est la préparation de la conférence. Tu te dis "je vais parler de qu'est-ce que l'anarchisme. Mais d'abord, qu'est-ce que l'anarchisme ?" [il rit]. En plus on avait pris le parti de dire "attends, on ne fait aucune citation, on va dire qu'est-ce que l'anarchisme sans faire de ci... — Alors oui, l'anarchisme, Bakounine ou Sébastien Faure ou... — on va dire ce qu'est l'anarchisme en essayant de dire aucune citation". Faire des réunions comme ça, c'est très formateur. » (Jean-Luc, 51 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

L'avantage des petits groupes affinitaires et horizontaux est également souligné : ce mode d'organisation, marqué par le refus d'une division instituée du travail militant, est présenté comme permettant de toucher à différents domaines et d'acquérir ainsi une formation complète :

« A *Aarrg!*, justement, le truc intéressant aussi qu'on avait voulu instaurer, c'est que justement il n'y ait pas de président, de secrétaire, qu'il y ait aucune hiérarchie... statutaire, quoi, au niveau des statuts. Et aussi essayer de tendre vers... on n'y est pas vraiment arrivé, mais qu'il y en ait aucune dans le fonctionnement. C'est-à-dire que toi tu prends contact avec les médias mais demain ce sera toi, toi tu gères l'argent pour cette action mais demain ce sera un autre qui gèrera l'argent de l'action, il y a pas qu'un trésorier, et donc ça c'était bien intéressant. Ca m'a appris plein de trucs, faire les communiqués de presse... » (Jérôme, 23 ans, militant à *Aarrg!* Toulouse).

« Pour beaucoup d'actions, on se retrouvait finalement à assez peu à préparer, il y avait un groupe de cinq, six personnes qui prenait en main une action du début à la fin, donc ça permettait aussi de toucher à tout, c'est ça qui a été intéressant, cette espèce de formation militante accélérée, parce qu'il a fallu d'un coup se démerder pour imprimer des choses, faire des tracts qu'on lise et qu'on ne jette pas à la poubelle... se demander comment donner une visibilité à quelque chose qui n'en a pas du tout. Ca, pour ça, ça a été intéressant, parce qu'il y avait justement l'idée d'acquérir une expertise dans certains domaines qu'on ne maîtrisait pas du tout, ou d'amener sa propre expertise si on en avait déjà. » (Damien, 26 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

On mesure à travers les différents extraits d'entretiens présentés ici la diversité des circonstances qui peuvent donner lieu à l'acquisition par les militants de connaissances et de compétences spécifiques. La vie d'une organisation offre à la fois des espaces de discussion qui permettent d'enrichir sa propre réflexion, et des moments d'action qui amènent à se confronter à des savoir-faire nouveaux et, parfois, à surmonter ses peurs et à oser s'exprimer en public, que ce soit dans la rue ou lors de conférences et débats que peuvent organiser les collectifs. Le partage des tâches qui caractérise l'action collective libertaire accélère et multiplie d'autant les possibilités de se former ; l'apprentissage du militantisme est alors inséparablement un apprentissage de l'organisation égalitaire et de la responsabilité personnelle¹. Bien que se plaçant explicitement du côté de la transmission, dans une conception davantage *top-down*, les structures de formation que peut mettre en place une organisation comme la FA visent de la même façon à diffuser des valeurs et des pratiques libertaires.

3) Stages et réunions de formation

En matière de formation, il n'existe dans les organisations libertaires rien de semblable aux écoles du PCF qui visaient tant à transmettre la doctrine du parti qu'à assurer la promotion sociale de ses membres et donc le renouvellement de ses cadres². C'est à la *Fédération anarchiste* que l'on retrouve le modèle le plus proche, bien que dans une version considérablement moins hiérarchisée et institutionnalisée. Les structures de formation sont quasiment inexistantes dans les autres collectifs, si l'on excepte, les *trainings* où sont échangées différentes méthodes de lutte³ — principalement dans le cadre de rencontres militantes internationales lors de contre-sommets — et les répétitions de samba du groupe *Vamos!*. Dans les organisations de la gauche radicale et alternative, ce sont les modes d'apprentissage par la participation concrète qui prédominent, pour deux raisons principales : la forte valorisation de l'action par rapport à la théorie ; la faible taille du collectif, qui limite

¹ Cette responsabilisation quasi immédiate des activistes n'est pas sans effet sur leurs représentations de la politique en général et de la participation politique en particulier. Cf. troisième partie.

² Cf. KRIEGEL, Annie. *Les communistes français dans leur premier demi-siècle...* Op. cit., p. 257, et SIBLOT, Yasmine. « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF : la constitution des écoles élémentaires (1925-1936) ». *Politix*, vol. 15, n° 58, 2002, p. 167-188.

³ Pour un exemple d'entraînement à la non violence dans le mouvement d'action directe nord américain, cf. FINNEGAN, William. « Affinity Groups and the Movement Against Corporate Globalization », in GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. *The Social Movements Reader...* Op. cit., p. 217-218.

la pertinence d'une institution spécifique et la possibilité même de recourir aux compétences de formateurs divers. A la FA, le principal outil fédéral de formation se nomme le Centre de formation anarchiste (CFA). Il s'agit en pratique d'un stage de formation étalé sur un week-end, se déroulant dans diverses villes de France à raison de deux à trois CFA par an environ. Ces stages, pris en charge par des militants expérimentés, peuvent accueillir en règle générale une vingtaine de personnes. Ils sont la plupart du temps destinés aux nouveaux adhérents¹, mais ils peuvent également porter sur un thème pointu et concerner potentiellement l'ensemble des militants de l'organisation. L'existence des CFA date de la fin des années 1990. Ils ont été mis en place sur la base de ressources fédérales pour remplacer les conférences de formation qui étaient précédemment réalisées régulièrement par le *groupe Louise Michel* de Paris. Ils visaient donc à combler un vide et étaient perçus comme répondant à un besoin spécifique. L'utilité voire la nécessité des formations est périodiquement réaffirmée à la FA. En avril 2007, le secrétaire général de l'organisation, chargé notamment de faire le compte rendu des réunions fédérales, a envoyé sur la liste de diffusion électronique interne le message suivant :

Sent: Sunday, April 15, 2007 10:38 PM

Subject: [lfa] federation anarchiste - la suite

Bonjour à tout le monde.

Au cours du dernier CRE² nous avons discuté des perspectives fédérales pour l'année prochaine. Et j'ai été chargé d'en faire une synthèse qui puisse servir de base de discussion pour le prochain congrès. Se sont dégagés trois axes.

*** Développement de la FA, partout ***

*** Formation interne ***

Nous souffrons d'un manque de formation interne réel, qu'il concerne la connaissance du fonctionnement de notre propre organisation, qu'il concerne la formation idéologique, qu'il concerne les techniques, les compétences indispensables pour militer (prise de parole en public, création d'affiche, écriture de tract, d'article pour le ML, etc.). Notre fédération est riche de compétences, à nous de nous donner les moyens pour qu'elles soient partagées,

¹ Les CFA peuvent par exemple être proposés aux nouveaux adhérents d'un groupe ou à un groupe de militants désirant adhérer à la *Fédération anarchiste*. Dans ce dernier cas, on est assez proche d'une logique de création de filiale telle que décrite par John McCarthy dans son article sur les organisations de mouvement social fédérées nationalement (« Persistence and Change Among Nationally Federated Social Movements ». Article cité, p. 216-219).

² Comité de relations élargi : organe de rencontre entre les mandatés et les autres adhérents de la FA. Pour une description de leur rôle et leur fonctionnement, cf. les « Principes de base » de la *Fédération anarchiste*, en annexe.

mutualisées. L'idée est que le futur secrétaire aux Relations Intérieures, entouré-e d'une équipe nombreuse, aille au devant des militants, des groupes, pour leur proposer des formations (CFA), en essayant de déterminer les besoins précis de formation.

*** Rencontre fédérale *** [...]

Lors de réunions fédérales comme les Comités de relations ou les Comités de relations élargis, la question des CFA revient régulièrement, les militants les plus expérimentés mettant l'accent sur leur utilité. Il s'agirait notamment de présenter le mouvement anarchiste et la FA elle-même, d'expliquer son fonctionnement en montrant bien aux nouveaux que « quand on est dans l'organisation, on est les décideurs¹ ». La formation serait nécessaire pour faire en sorte que les militants donnent une bonne image de la FA à l'extérieur. Elle serait également indispensable pour apprendre aux militants à s'exprimer en public et leur donner l'envie ou le courage de s'investir dans les œuvres de l'organisation et d'assumer un mandat. En outre, elle constituerait une façon plaisante de découvrir l'organisation et son pluralisme. Au congrès de Ganges de mai 2007, il a été décidé qu'un CFA serait consacré à l'enseignement des techniques d'expression en public et d'écriture (de tracts, d'articles pour le *Monde Libertaire*). En dépit de toutes ces déclarations d'intention, les stages de formation demeurent peu nombreux et pas toujours très fréquentés. Ceci tient notamment au fait qu'ils n'ont aucun caractère obligatoire et n'existent que dans la mesure où des individus sont demandeurs, et on peut dire en l'occurrence que l'offre de formation ne crée pas nécessairement sa propre demande. A notre connaissance, les groupes n'exigent pas de leurs nouveaux membres qu'ils assistent à un CFA, mais il peut arriver que certains le conseillent. Ni imposé ni sanctionné, le passage par un de ces stages ne fonde aucune hiérarchie entre les militants, ceux qui auraient été formés et les autres². Au final, il est difficile de dire quelle proportion de la population militante est touchée par ces stages, mais on peut raisonnablement penser que la majorité des adhérents récents de la FA n'a assisté à aucun CFA, et certains n'en ont probablement même jamais entendu parler, en particulier si eux-mêmes ou les autres membres de leur groupe ne prêtent pas une grande attention aux activités fédérales.

¹ Notes de terrain, 03/09/2006, Comité de relations à Paris.

² Contrairement aux institutions de formation du PCF dans lequel « la compétence théorique certifiée par le passage par les écoles centrales devient donc principe de distinction, au fondement d'une hiérarchie symbolique entre ceux qui ont "vu la lumière" et ceux qui restent prisonniers des "ténèbres de l'ignorance". » ETHUIN, Nathalie. « De l'idéologisation de l'engagement communiste... » Article cité, p. 157.

J'ai eu l'occasion d'observer le déroulement d'un de ces Centres de formation anarchiste en avril 2005 dans le petit village de Merlieux dans l'Aisne, quartier général du *groupe Kropotkine* de la FA. Il s'agissait d'une formation généraliste destinée prioritairement aux nouveaux membres. La formation avait lieu dans un petit local au fond duquel une immense cheminée arborait une fresque représentant Michel Bakounine. Des chaises et des bancs étaient disposés autour d'une longue table de bois. Tout le monde, quelque soit son statut, était assis à table, ou sur une chaise plus en retrait pour les retardataires qui n'avaient plus trouvé de place. La première journée était consacrée à l'histoire du mouvement anarchiste français et de la *Fédération anarchiste*. La seconde était plus spécifiquement dédiée à la présentation de l'organisation, de ses différents secrétariats et de son fonctionnement général. Les deux aspects qui me marquèrent d'emblée furent l'ambiance sympathique et amicale qui régnait (tutoiement immédiat, contact facile avec les militants formateurs, sentiment d'être traité en égal et non pas en élève...¹), ainsi que le nombre disproportionné d'intervenants « formateurs » au regard du faible nombre de nouveaux militants : on comptait plus d'une vingtaine de militants expérimentés pour à peine sept « jeunes ». Ces deux constats, ainsi que les propos de certains participants, montrent que les CFA sont largement conçus comme une occasion de retrouvailles et de sociabilité entre membres de l'organisation, la formation des impétrants n'étant probablement pour certains qu'un prétexte. Les CFA constituent au même titre que les autres réunions fédérales des moments d'échange et de partage², mais ils ont en plus la particularité d'être dépourvus d'enjeux politiques : aucun rapport d'activité n'y est fait, on n'y contrôle pas les mandatés et on n'y prend pas de décision.

Les exposés sur l'histoire du mouvement anarchiste du premier jour mirent en avant ses racines philosophiques et son opposition irréductible aux marxismes (aussi bien la pensée de Marx lui-même que les écrits et actions de Lénine, Staline ou Trotsky). Les épisodes de répression des anarchistes par les trotskistes en URSS furent abondamment commentés et condamnés, de même que la récupération « communiste-libertaire » de la FA des premières années d'après guerre. Le platformisme³ fut présenté comme une façon d'imposer une pensée unique dans le mouvement, le souci d'efficacité venant « pervertir » les principes fondamentaux de l'anarchisme. La présentation historique ne manqua pas de soulever quelques discussions sur les dates et des débats sur des points secondaires, comme la question des femmes et des philosophes aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles. J'ai été particulièrement impressionné par les connaissances dont faisaient preuve les participants, *a fortiori* sur des questions ne relevant pas directement de l'histoire du mouvement ouvrier ou anarchiste. Le récit historique orienté qui fut livré lors de ce CFA semble dans une certaine mesure s'apparenter à un discours officiel, soucieux de diffuser l'orthodoxie de l'organisation. Le stage ne serait en ce sens pas très éloigné des écoles communistes visant à assurer « la transmission et la circulation des archétypes collectifs et de la tradition⁴. » Toutefois, l'absence de centralisation de l'organisation anarchiste remet en cause cette vision stratégique. Il n'y a pas, au niveau fédéral, de volonté délibérée et unifiée de présenter l'histoire de l'anarchisme sous un jour particulier, de faire un « travail symbolique de cohésion » instrumentalisant le passé⁵. Il y a par contre un héritage culturel des fondateurs de la FA

¹ Stéven Lehuédé remarque le même type de rapports dans les stages de formation du syndicat d'inspiration libertaire *SUD-PTT*. Dans ces réunions, comme dans les CFA, toutes les générations se côtoient, les rapports sont souples, animateurs et stagiaires déjeunent ensemble, partagent les mêmes locaux, les mêmes douches de camping... (*Militantisme syndical et socialisation militante...* *Op. cit.*, p. 79).

² Gildas Renou note à propos du syndicat *SUD-PTT* que « se retrouver ensemble est une des finalités non explicites des réunions fédérales. » (« L'institution à l'état vif... ». Article cité, p. 62).

³ Sur le platformisme et le synthésisme, cf. le chapitre 2.

⁴ KRIEGLER, Annie. *Les communistes français dans leur premier demi-siècle...* *Op. cit.*, p. 257.

⁵ Sur ce travail symbolique au PCF, cf. MISCHI, Julian. « Les usages politiques de l'histoire dans la dynamique de mobilisation communiste ». Communication au colloque GERMM-GRHISPO « Protester XIX^{ème}-XX^{ème} Siècle. Histoire et sociologie des mouvements sociaux », Paris, 28-29 septembre 2006.

de 1954 qui perdure dans l'organisation, transmis de génération en génération, et qui porte à rejeter à la fois le communisme et le platformisme. Les CFA constituent un des maillons de la chaîne qui relie les formateurs actuels aux « rescapés » de l'épisode Fontenis et de la Fédération communiste libertaire¹.

Le deuxième jour de stage fut pour les participants l'occasion de présenter ou de découvrir plus précisément la *Fédération anarchiste*. Le principe du fédéralisme proudhonien et le concept de synthèse organisationnelle furent rappelés, ainsi que l'idée que la FA n'était que ce que ses militants désiraient en faire. Les mandatés qui avaient fait le déplacement jusqu'à Merlieux présentèrent ensuite les œuvres et les différents secrétariats de l'organisation. L'intervention du secrétaire aux Relations extérieures lui donna l'occasion de critiquer l'anti-anarchisme de certains membres de la CNT ainsi que d'évoquer les relations distendues bien que cordiales avec *Alternative Libertaire*. Cette seconde journée fut marquée par un débat sur la question de la prise de décision à l'unanimité en congrès, qui avait donné lieu à une scission l'année précédente et suscitait encore des controverses entre les partisans de l'unanimité et ceux qui défendaient la possibilité de surmonter les éventuels blocages par une décision à la majorité qualifiée. Cette discussion, ainsi qu'un débat moins engagé sur le fait de s'abstenir ou de voter non au référendum sur le traité constitutionnel européen, me donnèrent l'occasion de constater que le discours de l'organisation était loin d'être monolithique. Durant les pauses entre deux sessions de formation, des discussions informelles avaient lieu entre vieux amis mais aussi entre anciens et nouveaux militants. Les moments des repas, qui se déroulaient dans la maison d'un des militants du *groupe Kropotkine*, constituaient autant d'agréables occasions de convivialité entre tous les participants.

L'observation de ce Centre de formation anarchiste ne prétend pas épuiser l'ensemble des remarques que l'on peut tirer de l'étude des différents week-ends de formation mis en place par la FA. Elle nous semble toutefois révélatrice de logiques structurantes et transversales. La première leçon tirée de cette expérience est l'importance apparente de ce type de réunions comme occasion de sociabilité qui permet de resserrer les liens entre les militants d'origines géographiques diverses. La seconde remarque concerne l'ambiance particulière que nous avons éprouvée lors de ces deux jours où, bien que ne connaissant encore quasiment personne dans l'organisation, nous avons eu le sentiment de faire partie du groupe et d'être traité en égal. Il faut enfin évoquer l'effet potentiel de ce stage sur la formation de représentations communes aux militants : certaines questions organisationnelles ou stratégiques (sur l'unanimité et le vote) ne font pas toujours consensus, mais l'accord apparent autour d'une représentation de l'histoire de l'anarchisme fortement marquée par celle de l'organisation *Fédération anarchiste* laisse présager une transmission facilitée d'un rapport spécifique à la mémoire. Il ne faut toutefois pas surestimer la capacité homogénéisante des CFA en la matière, en raison principalement du faible public qu'ils touchent, de leur caractère ponctuel et de leur courte durée. Si homogénéisation des

¹ Sur ces épisodes historiques, cf. le chapitre 2, p. 167-172.

représentations il y a, c'est peut-être davantage au travers des relations entre formateurs (et entre formateurs et « élèves ») que dans la formation elle-même, l'essentiel semblant se jouer dans la création et la réaffirmation de liens de sociabilité et d'affection entre les militants.

Parallèlement aux CFA, qui ont une dimension fédérale, un certain nombre de structures ou de moments de formation peuvent être mis en place localement par des groupes ou par des unions locales de groupes de la FA. Le *groupe Louise Michel* a longtemps organisé des réunions de formation sur le mode de la conférence, destinées à aborder l'ensemble des grandes thématiques touchant à l'anarchisme (l'histoire du mouvement ouvrier, l'autogestion, le syndicalisme, le fédéralisme, etc.)¹. Ces conférences, comme l'apprentissage par la pratique, ont été pour de nombreux militants un moyen de découvrir l'anarchisme, mais aussi d'acquérir une assise théorique ainsi qu'une assurance personnelle :

« J'étais le seul lycéen à avoir fait 68, quand je suis arrivé dans ma boîte ; ils avaient fait une demie journée de grève. Et voilà, tu arrives avec des certitudes, je sais pas, sur l'anarchie, la révolution, des trucs comme ça, et puis les mecs ils te parlent remboursement de crédits, patrons, euh, bagnoles, je sais plus trop quoi. Donc là, franchement [rire]. Voilà, c'est un autre monde. Donc ça m'a un peu obligé à me former un peu de manière militante, aussi bien du côté syndical, j'ai tout de suite été syndiqué, voilà. Et puis j'ai commencé, à l'époque le groupe Louise Michel faisait des conférences à peu près une fois tous les quinze jours ou toutes les semaines, ce qu'ils appelaient des sessions de formation, un peu théoriques, un peu sur l'histoire de l'anarchisme... J'ai suivi ça, voilà. [...] Quand tu rentres à la FA, c'est une école de formation, de prise de parole et de militantisme extraordinaire, qui fait qu'après tu n'as peur de rien ni de personne. Assez rapidement, tu acquiers... [...] C'est vrai que la FA, ça m'a dégrossi de manière... extrêmement rapidement. Déjà les cours de formation internes à la FA, enfin ce que je te disais, l'histoire sociale, les trucs comme ça, les machins, les cours théoriques, sur l'anarcho-syndicalisme, l'autogestion, c'est quoi, machin, truc... Tu apprends à avoir des arguments, poser des questions, même si au début tu n'oses pas trop parce que... Tu vois, tu as quand même des gens autour de toi comme [...] Joyeux [rire]. Et puis t'es petit jeune. Mais bon, quand même, ça va très, très vite. » (Gilbert, 56 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

¹ On peut rappeler qu'à son apogée, dans les années 1960, le *groupe Louise Michel* comptait une cinquantaine de membres organisés en plusieurs commissions, dont une « commission formation » chargée de l'organisation des conférences. Celles-ci ont perduré jusque vers la fin des années 1990.

En vertu du principe d'autonomie, chaque groupe peut mettre en place les procédures qu'il souhaite, même si celles-ci peuvent de fait concurrencer directement les CFA. Aujourd'hui, il n'existe plus d'initiatives équivalentes aux réunions de formation publique du groupe *Louise Michel*. Cependant, les groupes de la région parisienne ont mis en place deux types de sessions de formation : la première consiste en un entraînement pratique pour les services d'ordre durant les manifestations ; on y apprend les techniques particulières et les rapports à entretenir avec les autres groupes et les autres services d'ordre. Comme pour les autres types de formation, la participation est basée sur le volontariat. La seconde initiative consiste plus classiquement en une série de réunions mensuelles de formation théorique. Au début de l'année 2007, un militant de la *liaison Albert Camus* a proposé d'organiser des réunions de formation, suite à quoi une assemblée s'est tenue entre tous les militants de Paris et des alentours intéressés pour discuter de la forme qu'elles pourraient prendre concrètement. Les résultats de ces travaux sont présentés dans ce message, envoyés aux abonnés de la liste de diffusion de la région parisienne :

Sent: Tuesday, February 20, 2007 12:29 AM

Subject: [rp] cr réunion formation FA RP

Salut tout le monde

Rapide compte rendu de la réunion (encourageante) de mise en place d'un cycle de formation militante sur la RP [région parisienne].

Nous avons rappelé le projet et sommes convenus de ceci : Tous les quinze jours-trois semaines, un thème est préparé et présenté par qui veut s'en emparer. Ce qui n'exclut pas la préparation éventuelle chacun de son côté pour les autres participants (afin d'éviter la consommation). La présentation se fait par de jeunes militants ou des plus aguerris. Il s'agit de ne pas laisser le boulot au plus savant et la parole au plus aisé dans l'élocution. Par contre, la présence de copains ou de copines du mouvement maîtrisant le sujet sera vivement sollicitée pour renforcer l'échange et l'analyse. Le but est de faciliter et entretenir un espace d'échange régulier par lequel d'une part, on va mieux se connaître et confronter nos pratiques, renforcer nos connaissances historiques et politiques . Et, d'autre part, créer un ancrage militant durable avec une dynamique qui nous permette pas seulement d'apprendre les fondamentaux de l'anarchie et de l'anarchisme mais aussi mieux élaborer nos analyses vis-à-vis des différentes problématiques d'aujourd'hui et investir des terrains de luttes. Nous permettre par exemple tout bête mais fondamental, de nous positionner demain en public dans des réunions ou des manifs... Bref ! propagande et volonté militante à perte de vue et portées par plus de têtes et de

bras que nous sommes aujourd'hui (j'arrête là !). Pour cette raison, nous sommes convaincus que :

- ce cycle devrait s'inscrire dans la durée sur la RP,
- il n'est pas pensé en opposition au CFA actuel mais en parallèle et en particulier sur la RP,
- il peut faire appel à d'anciens supports utilisés par d'autres formations ou des supports plus récents ou autres; films...,
- la participation des camarades anciens et nouveaux est vivement sollicitée,
- si d'autres se joignent au projet pour l'enrichir et l'améliorer ils seront les bienvenus,
- ce projet est largement ouvert et n'est pas la propriété des initiateurs et des seuls camarades présents ce soir.

Dès aujourd'hui, et en attente d'autres idées et suggestions, les thèmes souhaités qui ont été évoqués sont les suivants :

Les lois sécuritaires, L'individualisme, la presse anarchiste, Qu'est-ce que la révolution, Histoires du mouvement ouvrier et anarchiste, la CNT de l'intérieur et la CNT en exil, révolution russe et militarisation de la société, comment faire de l'anti-électorisme (meeting) et toucher ceux qui ne sont pas encore convaincus, le fédéralisme libertaire...

Des camarades intéressés mais absents ce soir vont être invités à présenter certains sujets comme notamment Joseph de *Sacco et Vanzetti* pour sa maîtrise du fédéralisme libertaire. Comme dit plus haut, on ne part pas *a priori* sur une démarche appuyée sur un conférencier mais des spécialistes seront toujours les bienvenus et une préparation personnelle (même parcellaire et interrogative) du sujet de chacun et chacune vivement encouragée. Pour la première séance, Didier d'Ivry nous fera une présentation de "Qu'est-ce que la révolution ?"

Cette réunion débat de militants est fixée à lundi 12 mars à 19:30. Nous fixerons ce jour là et en début de séance le sujet suivant et sa date de présentation. Si erreur de ma part, la précision ou rectification est de mise. Un papier d'invitation sera glissé dans tous les casiers des groupes demain soir.

Fraternellement

Ouverte à tous les adhérents de la FA, les réunions de formation de la région parisienne ont deux fonctions principales : permettre une formation intellectuelle des participants, en enrichissant leur réflexion et leur fournissant des arguments pour le travail militant ; entraîner à la prise de parole, que ce soit en introduisant la séance ou en intervenant durant la réunion. Lors des six premiers mois suivant cette initiative, six réunions ont eu lieu sur six thèmes différents : « qu'est-ce que la révolution ? », « l'autogestion », « le fédéralisme », « la violence », « anarchisme et syndicalisme », « anarchisme et féminisme ». Ces rencontres se

sont toutes déroulées en soirée, dans une arrière salle de la Librairie du Monde Libertaire et selon le schéma suivant : après qu'un thème pour la séance suivante avait été collectivement déterminé et une date fixée, un membre de l'assistance faisait un petit exposé introductif sur le thème de la séance. C'est parfois un « spécialiste » du thème qui en présentait les grandes lignes, alors que d'autres fois cette introduction consistait davantage en un embryon de réflexion présenté par un militant intéressé par le sujet. Les participants qui souhaitaient ensuite réagir, poser des questions, apporter des précisions pouvaient le faire librement, à condition de respecter des tours de parole. Les réunions s'achevaient généralement au bout d'environ deux heures, lorsque la discussion commençait à se tarir. En moyenne, une bonne douzaine de militants étaient présents, dont une large majorité d'hommes (8 sur 10 en moyenne). On a pu constater en règle générale une participation importante aux débats, même si, fréquemment, une ou deux personnes se contentaient d'écouter sans intervenir. Bien souvent, c'est la dimension historique du phénomène étudié qui a été privilégiée, suscitant parfois la frustration des plus jeunes participants, réclamant des clés de compréhension et d'analyse plus concrètes et un discours plus tourné vers le présent voire le futur. Nous avons pour notre part pu observer, comme lors du Centre de formation anarchiste, l'étendue des connaissances de certains militants, et parfois leur étonnante capacité à relater des faits historiques comme s'ils y avaient eux-mêmes participé. Les réunions, qui rassemblaient à chaque fois des gens différents, étaient l'occasion de rencontrer de nouveaux militants ou de se retrouver entre amis. Elles étaient fréquemment prolongées autour d'un verre dans un bar à proximité. Là encore, la dimension humaine et relationnelle revêtait une importance non négligeable. D'une manière générale, les différentes occasions de sociabilité et de convivialité au sein des groupes constituent une dimension importante du militantisme, contribuant sans doute autant à souder les acteurs que leur participation conjointe à des actions publiques. Ce sont ces moments de convivialité que nous voulons maintenant aborder.

B. Les occasions de convivialité

L'activité militante produit un nombre important d'occasions de sociabilité partiellement détachées de l'action politique. Il est rare que les collectifs ne constituent que des « sociations » rationnelles ou utilitaristes que les militants investissent dans un but politique précis et délaissent sitôt le travail militant achevé. Les organisations libertaires tiennent tout autant de la « communalisation » que de la « sociation », et les membres

partagent tant des liens de camaraderie que des buts politiques. Nous avons déjà montré que les réunions de travail pouvaient être également vues comme des retrouvailles entre amis ; il n'est par conséquent pas surprenant qu'une fois ces réunions terminées les militants aiment se retrouver dans un cadre différent afin de prolonger le plaisir d'être ensemble. Nous avons pu observer dans l'ensemble des collectifs étudiés la pratique consistant à se retrouver autour d'un verre à l'issue d'une assemblée générale. Cette pratique n'est pas systématique, et les pots entre amis ne réunissent pas nécessairement l'ensemble des militants, mais le phénomène n'en est pas pour autant négligeable. C'est dans le cadre de ces rassemblements que les affinités politiques personnelles se prolongent en des liens amicaux. On y discute souvent militantisme et politique nationale ou internationale, mais pas exclusivement. A côté de ces *afterwork*, les militants trouvent également un certain nombre d'autres occasions de se réunir, pour fêter un anniversaire ou une pendaison de crémaillère. A la *Fédération anarchiste*, différents « événements » peuvent servir de prétexte à l'organisation d'un pot entre les adhérents : la rénovation de la librairie, la fin de son inventaire, etc. L'ambiance y est toujours chaleureuse et les discussions sont variées, des problèmes de santé d'untel aux dernières positions prises par Michel Onfray sur la campagne présidentielle.

La FA est également à l'origine de l'organisation de manifestations en direction du grand public, telles que la fête du livre libertaire ou le gala de Radio libertaire, qui sont autant de moments durant lesquels les militants peuvent se retrouver dans une ambiance détendue. Tout comme les fêtes du Parti communiste, ces événements affichent un objectif politique, tout en constituant *de facto* des « mobilisations récréatives »¹. Si certains militants s'y investissent au service de la diffusion des idées anarchistes, comme dans toute autre action publique, nombreux sont ceux qui y voient d'abord un moment de convivialité entre amis. Durant ces fêtes sont certes proposés des débats, des lectures ou des projections de films engagés ou militants, mais aussi et peut-être surtout des boissons et des concerts. Cette alliance de la politique et de la fête ou de la convivialité se retrouve d'une manière ou d'une autre dans l'ensemble des organisations libertaires. En effet, les réunions de travail elles-mêmes peuvent parfois être conçues de cette façon, comme dans les cas où les militants

¹ Cf. Julian Mischi qui montre que « si les fêtes permettent une ouverture du parti aux non communistes ainsi qu'une célébration de la cohésion des communautés locales, elles doivent rester centrées autour de la manifestation des liens partisans. » Il cite un rapport de la fédération de la Loire-Atlantique du PCF qui affirme que « le but d'une fête du parti doit rester avant tout politique. C'est-à-dire favoriser la popularisation des idées et de la politique proposée et défendue par le parti dans tous les domaines. » (« Travail partisan et sociabilités populaires... ». Article cité, p. 101).

décident de se réunir un soir ou un week-end chez l'un d'entre eux pour parler militantisme autour d'un repas. Ainsi, la discussion sur l'« horizontalité » que les membres de *Vamos!* n'avaient pas eu le temps de mener dans la réunion que nous avons relatée plus haut s'est finalement tenue un dimanche chez une militante. Après avoir collectivement préparé et dégusté un repas végétarien et biologique, les « Vamosiens » ont passé l'après midi à échanger, dans une atmosphère studieuse bien que conviviale, leurs points de vue sur l'« horizontalité » et la question du pouvoir dans le groupe. Dans le même esprit, le collectif *Chiche!* de Paris a organisé durant l'été 2005 un week-end de camping, à mi-chemin entre un séminaire de remotivation et un séjour de loisirs. Celui-ci a permis d'entretenir voire de consolider les liens déjà forts entre les militants¹. Nous avons également pu assister, avec les militants d'*Action Logement*, à des soirées repas qui constituaient un prétexte à des débats politiques et stratégiques tout autant qu'à des discussions amicales sur les sujets les plus divers.

Comme on l'a déjà suggéré, les réunions fédérales de la FA comme les Centres de formation anarchiste ou les Comités de relations, constituent autant de moments politiques dans lesquels les liens de sociabilité entre militants prennent une grande place. Les congrès annuels, moments majeurs dans la vie de l'organisation, n'échappent pas à cette règle, et ce d'autant moins qu'ils impliquent que les militants se fréquentent durant plusieurs jours, partageant repas et logis. Comme le suggère Gildas Renou à propos des congrès de *SUD-PTT*, les militants font durant ces rencontres « l'épreuve d'une communauté d'appartenance, dont les effets psychiques sur l'investissement au quotidien, rarement aisé, ne sont pas à négliger. Ce sentiment d'appartenance passe tout autant par le travail de délibération collective que par

¹ « Si on s'est rencontré sur des bases militantes, on est vite devenus des amis. Et une des choses importantes qu'on trouve à *Chiche!* c'est qu'on essaye de mêler le politique au personnel. C'est-à-dire que... dans nos réunions, on essaye que quand il y a des personnes qui ont des problèmes personnels, par exemples des trucs aussi bêtes, ou non, quotidiens, que la relation qu'untel peut avoir avec une patiente ou un patient, son patron, ou un client, ou bref, dans un milieu plus ou moins professionnel, d'interactions plus ou moins professionnelles, qu'est-ce que ça veut dire en termes de rapport à l'argent, en termes de rapport à l'autorité, en termes de rapports à l'étranger, à l'inconnu... Pareil pour des questions de couple, pareil pour des questions de... et le rapport à la technique, le rapport à la consommation, le rapport à l'alimentation, le rapport à la sexualité, le rapport à... à l'engagement, tout ça. Il y a quand même une volonté de mêler les expériences personnelles et les expériences politiques... Donc ça c'est très important. [...] On a fait un week-end au mois de juin l'an dernier où on est parti en vélo à la campagne, et on a eu deux jours de discussion assez intenses sur qu'est-ce qu'on aimait à *Chiche!*, pourquoi est-ce qu'on s'y trouvait bien, qu'est-ce qu'on devrait faire de plus, de moins, etc., où on s'est vachement livré les uns avec les autres. Où on est allé chercher loin, dire que voilà, machin ne se sentait pas bien parce que tout le monde avait plus ou moins son domaine de prédilection et puis lui ou elle ne s'y retrouvait pas, et puis que machin parlait mieux, que truc parlait moins bien. Donc ça a été un week-end super dense au niveau relationnel » (Cécile, 25 ans, militante à *Chiche!*).

tout ce qui lui est périphérique et qui n'est qu'apparemment anecdotique : la sociabilité de couloirs.¹ » En outre, c'est l'occasion pour certains militants de sortir de leur isolement géographique et de se réintégrer symboliquement dans le groupe² (on peut penser notamment aux adhérents individuels militant seul dans certaines régions géographiques). Les congrès de la *Fédération anarchiste* se déroulent sur trois journées, dans une ville chaque année différente. Tous les repas y sont pris en commun et des solutions d'hébergement collectif (dans des campings, foyers ou hôtels) sont systématiquement proposées. Un soir est traditionnellement consacré au spectacle vivant, le plus souvent une pièce de théâtre engagé. Les moments de détente comme les repas ont largement tendance à traîner en longueur ; ils sont animés par de nombreux rires, parfois par des chansons de la Commune de Paris et d'autres vieilles chansons anarchistes. L'atmosphère détendue de ces moments de sociabilité contraste avec l'ambiance studieuse qui règne durant les travaux du congrès. A table, les militants se regroupent généralement par origine géographique, les membres du même groupe ayant souvent tendance à rester à proximité les uns des autres, de même que les groupes d'une même région. On constate cependant de nombreux échanges entre groupes éloignés géographiquement, qui sont parfois facilités par la connaissance préalable d'un ancien compagnon militant qui a déménagé et rejoint un autre groupe. L'ensemble de ces à-côtés des congrès permet aux militants de faire mieux connaissance avec leurs compagnons proches et moins proches et d'éprouver de façon concrète un sentiment de commune appartenance. Etre présent au congrès suffit généralement pour être identifié comme un allié, voire un ami³ : après avoir assisté une première fois à cet événement militant en 2006, nous avons aussitôt senti un changement dans nos relations avec les militants rencontrés sur notre terrain : identifié comme l'un des leurs par ceux qui ne nous connaissaient pas auparavant, nous avons eu soudainement l'impression d'être rentré dans la communauté. Preuve peut-être que les moments de sociabilité entre militants jouent un rôle majeur dans l'identification au collectif et l'homogénéisation des représentations, des discussions fédérales ont en 2007 abouti à mettre l'accent sur la nécessité d'offrir aux militants plus de moments de convivialité. Un

¹ RENO, Gildas. « l'institution à l'état vif... ». Article cité, p. 62.

² *Ibid.*, p. 67-68.

³ Il faut toutefois quelque peu relativiser cette affirmation, dans la mesure où les éventuels conflits de personnes dont le congrès peut être le théâtre peuvent conduire à rapprocher certains militants et en éloigner d'autres. On peut cependant aussi constater que de vives controverses politiques ne se traduisent pas nécessairement, en dehors des débats, par une distance personnelle.

document préparatoire du congrès, diffusé par le secrétaire général de la FA, posait la question en ces termes :

[...] *** Rencontre fédérale ***

Nos seuls moments de rencontre entre militants FA d'autres villes sont les CR, les CRE et les congrès. Ils ne paraissent pas suffisants pour créer une fédération unie. Il n'est pas possible de militer correctement de façon fédérale si nous ne nous connaissons pas. D'autre part, il est parfois lourd de se déplacer de plusieurs centaines de kilomètres durant un week-end pour un CFA. L'idée est donc de créer un moment de rencontre convivial des militants de toute la fédération pour échanger sur nos pratiques militantes, pour avoir des débats de fond (sur la décroissance par exemple ☺), pour nous former mutuellement à tout ce qui est nécessaire dans nos quotidiens de militants, pour nous rencontrer tout simplement de visu, base indispensable à un militantisme en commun.

Ce moment de rencontre, dont les aspects pratiques notamment en terme date, reste à définir.

Le congrès de Ganges de 2007 s'est finalement prononcé pour l'organisation d'un camping estival, à l'image de celui mis en place chaque année par *l'Organisation communiste libertaire* et *l'Offensive libertaire et sociale*. Il est censé permettre aux militants qui le désirent de se retrouver dans un cadre agréable et quasiment dénué des habituelles contraintes temporelles. Cette initiative constitue à notre sens un signe de l'importance attachée par les militants aux moments de sociabilité. Ceci est largement concordant avec nos propres conclusions et confirme l'intérêt de prêter à la fois attention au travail militant et aux différentes interactions observables entre les acteurs en marge de l'activité politique. Chez les anarchistes comme chez les radicaux, le rapport à l'engagement et au collectif se forge à travers cet enchevêtrement complexe de relations et d'expériences communautaires.

Conclusion

L'étude du militantisme comme facteur de socialisation des individus a tout à gagner à être attentive aux aspects les plus discrets ou privés de cette activité. Ce qui est en apparence le moins politique n'est pas pour autant sans intérêt pour le chercheur, ni sans effet sur les acteurs. Le militantisme est constitué d'un ensemble complexe de relations internes et d'actions tournées vers l'extérieur, les secondes n'étant pas toujours bien compréhensibles si l'on ne s'intéresse pas aux premières. Dans le cas de l'engagement libertaire, l'attention aux

modes d'organisation et de prise de décision, au déroulement des réunions, s'imposait ne serait-ce que pour confronter les discours à la réalité des faits, mais aussi pour essayer de voir comment se transmet en pratique une conception spécifique de l'agir en politique. Sans ignorer certaines limites que nous avons soulignées, l'ambition des militants d'instaurer entre eux des relations dépourvues d'autorité ou de domination nous semble assez largement réalisée. Individuellement soucieux d'égalité et d'expression personnelle, ils expérimentent dans le collectif des rapports qui satisfont leurs aspirations. On peut dire en ceci que l'expérience militante enrichit et approfondit les socialisations antérieures plutôt qu'elle ne les remet en cause. L'adéquation entre les valeurs des libertaires et leur mode d'organisation, basé sur une démocratie délibérative et consensuelle, les incite à ériger ce dernier en exemple pour le public. Leurs expériences d'autogestion ainsi que le mode de structuration et de fonctionnement de leurs collectifs sont alors censés préfigurer la société qu'ils réclament.

Il convient de souligner que la possibilité de fonctionner de façon autogérée et sur la base du consensus est dépendante d'une proximité fondamentale entre les individus, basée sur des représentations concordantes de ce que doivent être les formes et finalités de l'action collective. Ces accords, qui reposent à l'origine sur les affinités et identifications qui ont favorisé l'engagement, sont renforcés au sein des collectifs à travers deux processus aux effets homogénéisants. D'une part, le travail en commun et les formations, individuelles ou par les aînés, permettent aux militants d'intégrer les « ficelles du métier » et de s'imprégner des façons de faire et de l'idéologie communes. D'autre part l'ensemble des relations qu'ils nouent en marge de leur activité proprement politique favorise entre eux le développement de liens d'affection et de solidarité. Les différents moments de sociabilité et de convivialité jouent un rôle de cohésion indéniable : c'est en particulier par eux que les acteurs transforment leurs affinités politiques de départ en liens d'amitié, les « sociations » initiales devenant peu à peu des « communalisations ». L'activité interne des organisations joue donc un rôle important dans la construction des représentations des militants et dans leur attachement au collectif ; il en va de même des actions publiques que nous allons maintenant étudier.

Chapitre 5 : L'action vers l'extérieur

Blocages de voies ferrées, accrochage de banderole en haute altitude, fauchage de plants OGM... : c'est souvent par leurs interventions publiques, parfois spectaculaires, fréquemment innovantes, que les mouvements sociaux ou les organisations militantes attirent l'attention des médias, du grand public et parfois même des chercheurs. Mais l'intérêt que revêtent pour nous les actions menées par les libertaires ne tient pas principalement à leur caractère attrayant ou novateur. Il réside plutôt dans ce qu'elles peuvent nous apprendre sur le rapport des militants à la politique.

Le lien entre actions et rapports individuels à la politique est double : d'une part, les diverses initiatives collectives constituent autant d'expériences socialisatrices qui viennent enrichir ou transformer les représentations et identifications des militants. Parce qu'elles supposent un travail de collaboration et de coordination, mais aussi le partage de satisfactions ou de déceptions, de moments d'euphorie ou de tension, les actions contribuent à renforcer les liens de solidarité entre les activistes¹. Elles leur offrent en outre une occasion de mettre en œuvre leurs propres compétences, ainsi que d'acquérir de nouveaux savoir-faire, de se forger un « capital militant² ». Ces différentes dimensions en font une source de rétributions potentiellement importante. Au même titre que les relations tissées à l'intérieur des organisations, l'action publique joue donc un rôle socialisateur, et contribue à attacher les individus à leur collectif. D'autre part, les choix tactiques rendent manifeste un ensemble de conceptions de ce que sont les manières adéquates et légitimes d'intervenir dans la sphère publique. L'action directe, mode d'intervention privilégié des militants de la mouvance libertaire, est ainsi porteuse de significations importantes. On peut la définir comme une action visant à atteindre ses objectifs sans recourir à une médiation politique locale ou nationale ou, par extension, comme une manière d'exprimer des préoccupations et revendications directement auprès du public et, éventuellement, des médias. Le choix d'un tel mode d'intervention n'est pas anodin. Il traduit une défiance des activistes vis-à-vis des institutions de la démocratie représentative intimement liée à une volonté de s'exprimer de

¹ Christophe Broqua a ainsi montré comment les actions d'Act Up pouvaient générer des émotions collectives et être à l'origine d'un sentiment durable d'appartenance au groupe (*Agir pour ne pas mourir : Act Up, les homosexuels et le sida*. Paris : PFNSP, 2005).

² MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck. « Le capital militant, essai de définition ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004 p. 4-11.

façon libre et autonome. Il témoigne également d'une aspiration à influencer sur son environnement, que ce soit en emportant la conviction du public et en éveillant les consciences, ou en obtenant des résultats immédiats : empêcher la tenue d'un meeting, loger des sans-abri dans un squat, permettre une régularisation de sans-papiers, etc. Dans tous les cas, l'action directe est l'expression de la prétention de citoyens ordinaires à se réapproprier la politique en devenant eux-mêmes les acteurs du changement social.

Parce qu'étudier des actions concrètes permet d'appréhender la façon dont des rapports au politique se façonnent et s'expriment, notre analyse de l'engagement libertaire ne saurait faire l'économie d'une attention aux diverses tactiques auxquelles recourent les militants pour défendre et promouvoir leur vision du monde. Le présent chapitre vise par conséquent à présenter concrètement les activités publiques des libertaires. Si les développements qui suivent ont d'abord une vocation descriptive, ils permettront tout de même d'entrevoir la dimension culturelle de l'activité militante. Dans une première section, nous donnerons un aperçu des différents types d'actions mis en œuvre, après en avoir rappelé les origines historiques et les justifications théoriques. Nous verrons alors qu'anarchistes et radicaux optent pour des tactiques différentes, tant dans leur forme que dans leurs objectifs. Prenant acte de ces différences, la seconde section visera à expliquer les raisons qui président au choix de modes d'intervention spécifiques. Nous y montrerons que les tactiques employées par les différentes organisations sont en lien direct avec la culture militante qu'elles développent.

I. Les interventions publiques entre action directe et propagande

Avant de présenter concrètement les modes d'action mis en œuvre par nos enquêtés et par les militants libertaires en général, quelques rappels théoriques et historiques s'imposent, qui permettent notamment de rapprocher les pratiques de leur justification intellectuelle et politique et d'en comprendre les logiques.

A. Théories de la pratique

Les modes d'action de nos enquêtés sont principalement rattachables à la notion d'action directe, qui est intimement liée, dans l'histoire, aux mouvements libertaires. Ces pratiques, qui constituent le moyen pour un groupe d'agir de façon autonome, ont notamment

pour but de diffuser des messages politiques à plus ou moins grande échelle. Ce sont ces deux dimensions que nous allons successivement présenter

1) De l'action directe à la désobéissance civile

Pour présenter les modes d'action des libertaires, un détour par l'histoire n'est pas inutile. Il permet en effet de retracer leur genèse et, ainsi, de dessiner les contours d'un rapport à l'action politique qui s'inscrit dans le temps long, puisque les actions d'aujourd'hui reposent largement sur les apprentissages passés. C'est la sédimentation de pratiques protestataires sur le long terme qui façonne les représentations actuelles de l'agir politique, bien que les modes d'action en eux-mêmes aient largement évolué depuis les premiers mouvements libertaires. C'est le cas de ce que l'on appelle l'action directe : si cette appellation définit toujours adéquatement la plupart des interventions des libertaires, ce que recouvre la notion a été variable au cours du temps, et on regroupe désormais sous ce vocable un éventail de modes d'action bien plus large qu'à l'origine.

La notion d'action directe est assez intimement liée au mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire. Selon Jean Maitron, ce serait l'anarchiste suisse James Guillaume (1844-1916), proche de Bakounine, membre de la *Fédération jurassienne de l'Association internationale des travailleurs*, qui aurait évoqué pour la première fois, en 1874, l'idée d'une action autonome des ouvriers réglant directement leurs affaires avec la bourgeoisie sans avoir recours à l'Etat¹. Le terme d'« action directe » aurait été quant à lui prononcé pour la première fois en 1897 par Fernand Pelloutier, alors secrétaire de la Fédération nationale des Bourses de Travail². Cette idée a été dès l'origine, on le voit, liée au mouvement ouvrier³, et en particulier à sa frange syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-

¹ « Au lieu d'avoir recours à l'Etat, qui n'a de force que celle que les ouvriers lui donnent, les ouvriers règlent directement l'affaire [une augmentation de salaire ou une diminution des heures de travail] avec la bourgeoisie, lui posent leurs conditions et, par la force de leur organisation, la contraignent à accepter ». Extrait d'un article de James Guillaume dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 1^{er} novembre 1874, cité in MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1, *op. cit.*, p. 282.

² Pelloutier aurait utilisé l'expression pour la première fois dans une note de la revue créée par lui *L'ouvrier des deux Mondes* : « Le syndicat des employés du département de la Seine, convaincu que le moyen d'opérer des modifications dans les conditions de travail dépend beaucoup plus de l'action directe exercée par les syndicats contre les patrons que des inutiles appels à l'intervention législative ou administrative, vient de décider une campagne de propagande. » Cité in JULLIARD, Jacques. *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*. *Op. cit.*, p. 215.

³ Gaetano Manfredonia souligne également la dimension classiste de l'action directe : « Convaincu que c'est seulement grâce à l'action autonome des travailleurs que le changement radical devient possible, il [le

syndicaliste (l'usage de ces deux termes n'ayant longtemps pas été stabilisé et étant du reste toujours sujet à caution aujourd'hui. Cf. *supra*, sur les relations entre CNT et FA). L'action directe a fait l'objet d'un grand nombre de définitions. Maitron en propose une qui résume bien ce que la notion recouvre, tout en mettant l'accent sur son lien avec le mouvement ouvrier. Après avoir précisé que les anarchistes ont apporté au mouvement syndical à la fois un idéal d'organisation et un rapport spécifique à l'action, il présente l'action directe comme « l'action exercée par les ouvriers eux-mêmes contre le patronat, sans écran parlementaire ou gouvernemental. Elle n'est pas une forme particulière de lutte, elle est plutôt une méthode, l'esprit dans lequel on mène un combat. Cet esprit est susceptible d'animer des formes d'action très variées. Parmi elles, deux en particulier, le boycottage et le sabotage, furent préconisées par les anarchistes.¹ » Cette définition a le mérite de montrer que l'appellation action directe peut s'appliquer à tout un ensemble de pratiques qu'un même esprit rassemble ; elle est par conséquent toujours valable aujourd'hui, même si elle est désormais loin d'être l'apanage du seul mouvement ouvrier.

En dépit de la variété des formes d'intervention qui pouvaient constituer des actions directes, un type d'action en particulier a cristallisé l'ensemble des représentations, devenant le symbole même de l'action directe, de l'autonomie et de l'action ouvrière : la grève. Le syndicalisme révolutionnaire français de la fin du XIX^{ème} siècle considérait que son « objectif essentiel » était « de transformer le prolétariat d'objet qu'il [était] en sujet de sa propre histoire.² » Or ce souci d'autonomie et d'émancipation ne pouvait être atteint que par l'action directe des exploités, la révolution en elle-même pouvant être source d'oppression³ (ceci

syndicaliste anarchiste] se reconnaît pleinement dans la devise de l'Internationale : l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Il est donc essentiel que la classe ouvrière fasse scission avec la société bourgeoise, ce qui implique qu'elle rompe toute politique de collaboration avec ses représentants, y compris avec ses franges les plus progressistes, qu'elle cesse de se battre sur le terrain parlementaire ou qu'elle rejette toute politique qui ne viserait pas directement l'émancipation des travailleurs. [...] De ce qui précède, il apparaît clairement que le militant syndicaliste a une vision explicitement classiste de la société. Pour lui, la classe n'est pas un simple "amoncellement de gens de même condition", mais bien une réalité sociologique agissante. » (*Anarchisme et changement social... Op. cit.*, p. 53-54).

¹ MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1, *op. cit.*, p. 302-303. Le syndicaliste anarchiste Emile Pouget énumère quatre modes d'action directe : « "le boycottage" des produits et des offres d'emplois provenant de "mauvais patrons" ; le "label", mode d'action opposé qui consiste à favoriser les entreprises employant des ouvriers syndiqués ; "la grève" qui permet d'attaquer les profits ; et enfin le "sabotage", aussi bien destruction des machines que grève du zèle. » PECHU, Cécile. « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action ». Communication au congrès de Lyon de l'Association française de science politique, septembre 2005.

² JULLIARD, Jacques. *Autonomie ouvrière : études sur le syndicalisme d'action directe*. Paris : Seuil, 1998, p. 44, souligné par l'auteur.

³ *Ibid.*, p. 45.

rejoignant le point de vue des socialistes libertaires rangés derrière Bakounine et opposés aux socialistes « autoritaires » regroupés derrière Marx). Selon cette conception, l'action directe serait alors une « matérialisation » de la lutte des classes, exprimant la révolte ouvrière et la rupture avec la société existante¹. Ceci fait dire à Jacques Julliard que le syndicalisme révolutionnaire constituait, dans « sa visée essentielle, [...] l'effort le plus systématique mené à l'intérieur du mouvement ouvrier français, et même européen, pour résister à la tentative d'intégration politique dont la classe ouvrière était l'objet de la part de la bourgeoisie républicaine et pour ériger en pouvoir autonome l'exclusion dont les travailleurs manuels se sentaient victimes à l'intérieur de la société.² » Et cette revendication d'autonomie, cette volonté d'affirmer une identité irréductible, étaient exprimées « de la façon la plus spontanée et la plus authentique » par la grève³. « C'est pourquoi pendant un temps, la grève générale a désigné l'apogée de cette aspiration, la forme enfin trouvée de l'autonomie ouvrière.⁴ » Dans la continuité de la philosophie anarchiste, la grève générale, comme modèle d'une action directe d'affirmation des ouvriers en tant que groupe, représentait « leur folle ambition de réaliser la révolution sans recourir aux moyens classiques de la politique : une révolution sans direction centrale, sans délégation de pouvoir, sans confiscation des résultats⁵ ». Plus précisément, elle exprimait « l'aspiration des militants à une révolution sans dictature⁶ ».

La grève générale, action directe susceptible de renverser toute l'organisation sociale par l'organisation autonome des travailleurs, a été théorisée concrètement pour la première

¹ *Idem.* Selon Emile Pouget, militant anarchiste syndicaliste français (1860-1931), l'action directe « matérialise la lutte des classes qu'elle fait passer du domaine de la théorie et de l'abstraction dans le domaine de la pratique et de la réalisation. En conséquence, l'action directe, c'est la lutte des classes vécue au jour le jour, c'est l'assaut permanent contre le capitalisme. » (cité in *idem*).

² *Ibid.*, p. 32. Parce que la naissance du concept d'action directe est intrinsèquement liée à l'émergence d'un Etat aspirant à réguler et intégrer les différents aspects de la vie sociale, on peut affirmer qu'il s'inscrit dans le cadre de ce que Charles Tilly nomme le répertoire « national autonome » de la protestation, qui émerge à partir du XIX^{ème} siècle. Celui-ci est en effet marqué par la différenciation et l'autonomisation des modes d'actions protestataires (les protestataires mettent en œuvre des tactiques distinctes de celles de leurs adversaires et recourent moins à des patrons locaux pour porter leur revendication), qui ont de plus en plus fréquemment pour cible les autorités politiques nationales. C'est précisément parce que l'action devient alors moins locale et vise de moins en moins à permettre aux protestataires de se faire justice eux-mêmes que l'action directe acquiert son caractère exceptionnel et « théorisable ». Ainsi, c'est lorsque l'action tend à être de moins en moins directe que la notion d'action directe tend à émerger et à être revendiquée, face au mouvement de nationalisation et de centralisation de la politique. Cf. TILLY, Charles. *La France conteste de 1600 à nos jours*. Paris : Fayard, 1986 ou « Contentious repertoires in Great Britain, 1758-1834 », in TRAUGOTT, Mark. *Repertoires and cycles of collective action*. Durham : Duke University Press, 1995, p. 15-42.

³ JULLIARD, Jacques. *Autonomie ouvrière... Op. cit.*, p. 30.

⁴ *Idem.*

⁵ *Ibid.*, p. 33.

⁶ *Idem.*

fois par Aristide Briand et Fernand Pelloutier dans un mémoire de 1892¹. L'idée d'une grève généralisée était déjà apparue dans les années 1830 avec le chartisme britannique et reprise en France au moment du coup d'Etat de Napoléon III en 1851 auquel elle était supposée pouvoir parer². Vue par la suite comme un moyen d'action pour s'opposer à la guerre, la grève générale perdit peu à peu son caractère révolutionnaire jusqu'à n'être plus vue que comme un moyen pour les ouvriers de voir satisfaites certaines de leurs revendications. Le syndicat états-unien *American Federation of Labor* (AFL) décida en 1884 de faire du 1^{er} mai une journée chômée dans le but d'obtenir la journée de huit heures³. Cette initiative fut partiellement couronnée de succès en 1886, mais certains ouvriers durent poursuivre la grève pour faire plier leur employeur. C'est alors qu'un attentat à la bombe fit plusieurs morts dans les rangs de la police lors d'une manifestation. Huit syndicalistes anarchistes furent jugés, et cinq d'entre eux condamnés à mort, en dépit de preuves peu solides. L'AFL prit par la suite la décision d'appeler à nouveau à des manifestations pour le 1^{er} mai 1890. Se ralliant à cette initiative, un congrès socialiste international tenu à Paris en juillet 1889 choisit le 1^{er} mai comme journée de grève générale internationale pour l'obtention de la journée de huit heures⁴. Dès la première année, en France, le mouvement fut un succès en termes de participation, mais l'Etat demeura inflexible. Les Guesdistes entreprirent donc de renouveler l'expérience le 1^{er} mai de l'année suivante, rejoints par les possibilistes de Paul Brousse. Mais les anarchistes raillèrent cette décision, eux qui déjà en 1890 critiquaient les manifestations pacifiques et planifiées, seulement destinées à mendier aux pouvoirs publics des droits nouveaux⁵. C'est en réaction à l'affadissement de ces journées internationales revendicatives du 1^{er} mai, souvent marquées par de grandes manifestations sans grèves, que Briand et

¹ JULLIARD, Jacques. *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*. Op. cit., p. 61.

² *Ibid.*, p. 64.

³ *Ibid.*, p. 64-65.

⁴ TARTAKOWSKY, Danielle. *La part du rêve : histoire du 1^{er} Mai en France*. Paris, Hachette, 2005, p. 13 sq.

⁵ *Ibid.*, p. 21 ; RODRIGUEZ, Michel. *Le 1^{er} mai*. Paris : Gallimard/Julliard, 1990, p. 21 sq. « Quant aux anarchistes, ils avaient suivi de près le procès des militants de Chicago, anarchistes eux aussi. Mais ils jugent inutiles les efforts des socialistes pour obtenir les huit heures. A leurs yeux, il faut aller au-delà de cette parodie misérable qui attend tout de la démocratie parlementaire. En 1890, une déclaration anarchiste s'accorde sur une tout autre tactique : *Ne descendez pas dans la rue seulement pour vous agenouiller devant les sergots qui ouvriront leurs rangs pour laisser passer les délégués ambitieux. Ne mendiez pas par délégation car c'est aux délégués seuls que le pouvoir fera la charité [...] Ah ! N'avez-vous pas assez de la blague du suffrage universel ? Vous laisserez-vous aussi prendre à la blague des manifestations pacifiques ? Oui, si vous devez être des pacifiques, nous n'avons pas besoin de votre présence le 1^{er} mai. La révolution ne peut être faite par des mendigots [...] Non pour supplier mais pour menacer. Non pour parler, mais pour agir. Non pour quémander, mais pour prendre. Non pour faire pitié, mais pour faire peur... » (p. 33).*

Pelloutier ont présenté leur projet de grève générale¹. Leur mémoire constituait, selon Julliard, « l'effort le plus appliqué que l'époque ait tenté pour imaginer la révolution sociale la plus radicale qui soit, par des moyens les plus pacifiques. Mieux : pour détruire de fond en comble le principe de propriété et la légalité bourgeoise en se conformant strictement à cette légalité. C'est là l'œuvre de juristes saisis par l'anarchie.² » Dans le texte, les auteurs se réclamaient d'une « tradition ouvrière où le nom de Proudhon voisine avec celui de la Commune, et celle-ci avec l'Internationale³ ». Les Bourses du travail tenaient une place déterminante dans le processus devant permettre l'avènement de la grève générale, en étant chargées de remplir peu à peu les caisses de grève⁴. Parce qu'elle a été refusée dès le début par les guesdistes, l'idée de grève générale a rapidement pris un tournant antipolitique⁵. En outre, la position de Pelloutier a évolué sur le sujet, puisqu'au Congrès socialiste de Nantes il présente sa vision d'une grève générale qui ne serait plus nécessairement un chômage généralisé, mais une grève touchant les secteurs-clés de l'économie et insurrectionnelle, les travailleurs ne devant pas rester passifs mais faire advenir activement la révolution⁶. L'idée d'une caisse de grève destinée à soutenir une action de long cours a donc été abandonnée au profit d'une vision d'un épisode révolutionnaire bref visant à abattre l'Etat⁷. La brochure de Pelloutier, *Qu'est-ce que la grève générale ?*, datée de décembre 1895, constitue la dernière synthèse des positions du militant syndicaliste et anarchiste⁸. Pour lui, la révolution apportée par la grève générale est le résultat de tensions ; si elle ne peut être préparée, les ouvriers doivent eux-mêmes s'y préparer⁹. La vision quasi mythifiée de la grève générale comme révolution a marqué le syndicalisme révolutionnaire de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècles et elle demeure une référence importante du milieu anarchiste actuel. Dans la *Fédération anarchiste*, on voit refluer régulièrement l'idée, notamment lors de grands mouvements sociaux. Le récent mouvement contre le Contrat première embauche au printemps 2006 a par exemple été l'occasion pour le *Monde Libertaire* de titrer « Lycéens-étudiants-salariés. Grève générale. Occupations ! Autogestion ! » (n° 1432 du 30 mars 2006). Dans un autre numéro, on pouvait

¹ JULLIARD, Jacques. *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*. *Op. cit.*, p. 65.

² *Ibid.*, p. 67.

³ *Ibid.*, p. 70-71.

⁴ *Ibid.*, p. 73.

⁵ *Ibid.*, p. 81.

⁶ *Ibid.*, p. 86.

⁷ *Idem.*

⁸ *Ibid.*, p. 87.

⁹ *Ibid.*, p. 224.

lire : « Le réformisme n’obtient que des miettes sans rien régler sur le fond. C’est le capitalisme sous toutes ses formes, petit et grand, libéral ou social-démocrate, privé ou étatique, qui est aberrant et qu’il faut supprimer. Pour cela, la grève générale. » (n° 1428 du 2 mars 2006, p. 10). Ces appels à l’arrêt de travail généralisé conservent le caractère révolutionnaire que leur conférait déjà Pelloutier ; ils réactivent aujourd’hui le traditionnel espoir d’une union solidaire de tous les travailleurs (« A quand une grève générale européenne contre le libéralisme plutôt que d’y aller en ordre dispersé ? Internationale, tu nous manques ! ». N° 1419 du 8 décembre 2005, p. 6). Si le mot d’ordre peut aujourd’hui paraître incantatoire, il semble toujours toucher l’imaginaire de nombreux manifestants lors de mouvements sociaux. On peut noter, en effet, que l’autocollant de la FA le plus diffusé et le plus collé en dehors de ses rangs porte pour slogan « Justice sociale ? Grève générale ! ». La grève générale constitue, aujourd’hui encore, un modèle théorique de la capacité des travailleurs à changer en profondeur la société par leur action directe et autonome ; elle se pose par conséquent en symbole du mode d’action anarchiste, indépendant des partis et orienté vers un bouleversement total de l’ordre établi. Elle incarne en outre le principe de la cohérence des moyens et des fins, l’autogestion généralisée pouvant être atteinte par une action menée par les travailleurs eux-mêmes, en toute indépendance.

Image 1 : Affiche/autocollant « grève générale » de la *Fédération anarchiste*



Date inconnue. Autocollant régulièrement réédité. Source : fonds FA

L'action directe, et plus particulièrement la forme particulière d'action directe que constitue la grève générale, est un mode d'intervention historiquement très lié au syndicalisme et à l'anarchisme. Née dans le mouvement ouvrier, elle s'est toutefois peu à peu diffusée au-delà de ses frontières, perdant son image d'affirmation de classe mais conservant le principe d'une protestation autogérée et autonome. La conception de l'action directe qui nous a été léguée aujourd'hui est mêlée d'éléments empruntés à l'illégalisme pratiqué par des anarchistes à la fin du XIX^{ème} siècle. Ce mouvement voyait dans les actions illégales comme le vol des moyens de parvenir à la révolution¹. La vision contemporaine de l'action directe tend à y intégrer les actions destinées à s'approprier directement un bien revendiqué ou à mettre soi-même un terme à une situation qu'on dénonce, rejoignant les pratiques illégales de certains militants des années 1880-1890 ou de la belle époque. Cécile Péchu montre que le squat comme mode d'action trouve son origine dans les « déménagements à la cloche de bois » de la fin du XIX^{ème} siècle, pratique consistant à quitter son logement lorsqu'on ne peut plus en payer le loyer². Sous l'impulsion notamment des anarchistes, cette pratique d'abord secrète est devenue collective et publique, accompagnée parfois de revendications tournant autour de la question du logement³. Ce premier pas a mené en 1912 à l'invention de l'occupation comme mode d'action lorsqu'un déménageur « à la cloche de bois » ayant réglé son loyer (que le propriétaire voulait doubler) à l'avance laisse une famille de sans-logis occuper son logement jusqu'à la fin du mois payé⁴. On passe alors du déménagement à l'emménagement. A travers ces pratiques, c'est la conception de l'action directe qui s'est enrichie, intégrant peu à peu l'idée d'une action (illégale) visant à arracher une revendication plutôt que la présenter⁵. Le principe initial demeure le même dans la mesure où il s'agit toujours de l'action des « exploités » eux-mêmes contre leurs « exploités », sans recours à une médiation politique⁶ ; mais l'action directe devient aussi un moyen d'obtenir directement satisfaction.

¹ Sur l'illégalisme anarchiste, cf. MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1, *op. cit.*, p. 409-439.

² PECHU, Cécile. « Entre résistance et contestation.... » Article cité.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ « De la même manière que la grève générale est opposée par ses prosélytes au socialisme politique, le «déménagement à la cloche de bois», ainsi que la grève des loyers, sont présentés comme le pendant des démarches parlementaires menées par les guesdistes et les possibilistes au sujet des loyers. » *Ibid.*

Les années 1970 ont vu la notion d'action directe se développer encore et prendre des formes diversifiées, aux Etats-Unis notamment avec les mouvements écologistes et pacifistes pratiquant des types d'action directe non-violente (*nonviolent direct action movements*)¹. C'est par leur intermédiaire que la définition actuelle de l'action directe s'est stabilisée. Reposant notamment sur les occupations comme mode pacifique de protestation, ces mouvements étaient basés sur des groupes d'affinité, c'est-à-dire des petits groupes autonomes d'individus partageant les mêmes intérêts, les mêmes revendications et prêts à affronter le même type de risques². Importé du mouvement anarchiste, ce mode d'organisation s'est diffusé dans l'ensemble du mouvement d'action directe auquel il était supposé apporter cohésion et solidarité³. L'action directe basée sur des groupes d'affinité est toujours pratiquée de nos jours, le *Direct Action Network* américain étant l'exemple le plus connu de mouvement y ayant recours⁴. Des collectifs comme *Vamos!* ou *Chiche!* s'inscrivent également dans cette continuité en préconisant le même type de modes d'organisation et d'action. Aujourd'hui, l'idée d'action directe recouvre l'ensemble des modes d'intervention autonome d'une population, qu'ils visent ou non à s'approprier directement un bien : les illégalismes, les grèves ou les manifestations non autorisées de type « *happening* » sont classés dans cette catégorie générale. Nonna Mayer et Pascal Perrineau donnent de l'action directe une définition large :

¹ Cf. EPSTEIN, Barbara. *Political protest and cultural revolution... Op. cit.*

² « Le groupe d'affinité se distingue de diverses façons d'autres formes d'organisations politiques. Premièrement, le groupe d'affinité est autonome, c'est-à-dire qu'ils n'est pas précédé, dépendant et/ou dirigé par une organisation englobante (le parti, le syndicat, l'association, etc.). L'allégeance des participants à un groupe d'affinité est avant tout dirigée vers l'ensemble du groupe, c'est-à-dire vers les autres participants. Ils décident ensemble des critères d'inclusion et d'exclusion à leur groupe. Deuxièmement, la création et le fonctionnement du groupe d'affinité est en grande partie déterminée [*sic*] par des liens d'amitié » (DUPUIS-DERI, Francis. « Manifestations altermondialisation et "groupes d'affinité". Anarchisme et psychologie des foules rationnelles ». Communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes », AFSP-GERMM, Paris, 3-5 décembre 2003). Le groupe d'affinité est « composé de 5 à 20 individus qui partagent la même sensibilité à l'égard des causes à défendre et du type d'actions à privilégier. Le processus de prise de décision y est anarchiste, c'est-à-dire qu'il est égalitaire, participatif, délibératif et consensuel. » (DUPUIS-DERI, Francis. « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage », in AGRİKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France... Op. cit.*, p. 209).

³ « Le concept du groupe d'affinité a été introduit dans la Nouvelle gauche au milieu des années 60 par le philosophe Murray Bookchin, qui l'avait rencontré dans ses études de l'anarchisme espagnol. ». Ce sont les quakers qui ont introduit le concept dans la *Clamshell Alliance* (groupe écologiste antinucléaire non-violent de la côte est). Le groupe d'affinité offre à ses membres une protection contre le stress et un esprit de communauté. EPSTEIN, Barbara. *Political protest and cultural revolution... Op. cit.*, p. 66. Cf. aussi DUPUIS-DERI, Francis. « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir... » Article cité.

⁴ Cf. FINNEGAN, William. « Affinity Groups and the Movement Against Corporate Globalization », in GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. *The Social Movements Reader... Op. cit.*, p. 210-218.

« [A]ctions collectives qui mobilisent des groupes de citoyens plus ou moins nombreux, au nom de la défense d'intérêts communs. Ce sont des actions directes qui mettent face à face les citoyens et les détenteurs du pouvoir, sans passer par la médiation des élites, les canaux habituels de la démocratie représentative. Ce sont des actions autonomes et expressives qui échappent à la contrainte d'un cadre juridique et institutionnel. L'initiative en revient aux citoyens qui en définissent librement le moment, les modalités et les objectifs. Ce sont des actions contestataires, qui remettent en cause l'ordre établi, les institutions existantes, le cours normal des choses ; elles peuvent éventuellement mais non nécessairement déboucher sur des actions illégales (manifestation ou grève interdite, désobéissance civile), voire violentes (affrontement avec les forces de l'ordre, barricades, pillage, enlèvement, attentat).¹ »

La non-violence de certains mouvements américains des années 1970, comme celle des groupes libertaires que nous étudions aujourd'hui, n'est qu'une façon parmi d'autres d'envisager l'action directe. En effet, comme le montrent Mayer et Perrineau, l'action directe peut être violente, bien qu'elle ne le soit pas nécessairement. L'ensemble des définitions s'accordent sur ce point : l'action directe n'est ni violente ni non-violente par essence. Jacques Julliard montre d'ailleurs que les pratiques de sabotage préconisées par les syndicalistes anarchistes il y a un siècle ont souvent répugné des ouvriers et artisans amoureux du travail bien fait ; de plus, les grèves qu'on a connues sanglantes le furent d'abord à cause d'une répression mal maîtrisée². Les libertaires actuels sont pour la plupart sur une ligne non-violente, bien que la définition de la violence puisse faire débat : la dégradation de biens constitue-t-elle une violence ? Toute action protestataire ne recèle-t-elle pas une violence symbolique ? Si l'on reprend la définition d'Olivier Fillieule, qui considère la violence manifestante comme « toute action dans laquelle la réunion de plusieurs personnes à des fins revendicatives provoque des blessures corporelles et/ou des dégâts matériels dans le domaine public ou privé³ », on peut dire que les actions des collectifs étudiés dans leur ensemble sont rarement, si ce n'est jamais, violentes. On peut toutefois distinguer les anarchistes, qui pratiquent généralement l'action directe non-violente sans toujours exclure la possibilité de recourir à la violence, et les radicaux, qui revendiquent généralement de façon explicite une approche non-violente. D'une manière générale, ce sont cependant les actions pacifistes qui

¹ MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal. *Les comportements politiques*. Op. cit., p. 112.

² JULLIARD, Jacques. *Autonomie ouvrière...* Op. cit., p. 51.

³ FILLIEULE, Olivier. *Stratégies de la rue : les manifestations en France*. Paris : PFNSP, 1997, p. 98.

sont préconisées et mises en place concrètement. De plus, on trouve à la *Fédération anarchiste* un fort courant pacifiste ou non-violent, notamment composé de quelques anciens réfractaires à la Guerre d'Algérie. De façon générale, le souci de faire concorder les moyens et les fins pousse les militants anarchistes à refuser ou éviter les modes d'action violents, au motif qu'une société pacifiée ne pourra pas naître de la violence. Pour autant, beaucoup retiennent d'épisodes historiques comme la Commune de Paris ou la Guerre d'Espagne que la prise des armes risque d'être inévitable pour défendre les acquis de la révolution ; mais il s'agit là d'un usage contraint de la violence et non d'une tactique¹. Les propos de David, militant au *groupe de Strasbourg*, expriment assez bien la position de nombreux anarchistes, qui voient de moins en moins dans la révolution un épisode bref et violent :

« La révolution, je n'y crois en fait pas, ou pas en termes de l'imagerie militante, ça va être sympa, on va couper des têtes... Ca, ça ne m'intéresse pas parce que c'est déjà de la violence qui est déjà à mon sens pas anarchiste. Donc ça, ça ne m'intéresse pas du tout. J'aime de plus en plus l'idée de révolution où il n'y a pas cette idée de révolution. Je m'explique : où justement on a réussi à construire des zones de plus en plus grosses de contre-culture, vraiment alternative, de plus en plus grosses, qui fait que les gens commencent à venir autour, et que le système capitaliste qui est par définition mauvais... [...] ça ne peut pas marcher et donc, au fur et à mesure que grossissent les contre-courants, les contre-cultures, les alternatives, l'autre va devenir désuet. Et à un moment on va basculer, où l'autre ne va plus exister, le monde capitalo n'existera plus et existera cette autre société. Et là, tu vois, on sera passé d'une façon très douce et beaucoup plus constructive à un truc concret. [...] L'idée de révolution me dérange parce que je pense qu'en fait ça va être la violence, les armes. En tant qu'anar ça me

¹ Le refus de nombreux anarchistes de l'usage de la violence peut être vu également dans les controverses qui ont accompagné en janvier 2006 le mouvement de soutien aux prisonniers d'*Action directe*. Si certains militants voulaient revendiquer la libération de Nathalie Ménigon, membre du groupe armé, à cause de ses problèmes de santé et surtout pour une question d'humanité et au nom du refus des anarchistes de l'enfermement, la plupart s'accordaient sur la condamnation de la lutte armée au nom de la non-violence et parfois aussi en raison de l'image négative que le terrorisme a jeté sur le mouvement anarchiste dans l'histoire. On constate généralement dans les rangs militants libertaires une attitude compréhensive vis-à-vis de la violence, qui ne revient pas pour autant à la cautionner : « *Il faut faire bien attention avec ce genre de trucs, il faut bien voir où est la limite, il ne faut pas tomber... bon, là, je sais pas, c'est pareil, on pourrait en discuter pendant des heures, d'un rapport... à l'illégalisme, etc., enfin au fait de par exemple tuer des gens, des trucs comme ça. Enfin moi je suis non-violente, mais euh... Après c'est vrai que des fois tu as du mal à pleurer quand même euh... quand tu as un gros con, tu te dis, qui est à la tête d'une société, et il y a des gens qui meurent tous les jours dans ses usines et puis un jour il se fait descendre pour des raisons politiques, tu as un peu de mal à pleurer sur lui, quand même. Même si je ne me vois pas appuyer sur la gâchette, loin de là... Donc il y a des jours, je pense, enfin moi dans les deux groupes où j'ai été, surtout parmi les plus jeunes, il y a un moment où ils sont prêts à péter les plombs, et c'est important qu'on soit là et qu'on dise non, mais c'est un travail de fond, de fourmi, c'est pas par la violence, c'est pas en imposant aux gens l'anarchie que ça va marcher... Euh, donc des actions illégales mais légitimes oui, mais violentes euh, non. Mais tu es toujours un peu à la limite... tu as toujours la tentation, quoi.* » (Marina, 34 ans, militante au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

dérange. Et sans jouer dans l'angélisme, pas d'armes du tout, parce que malheureusement les autres il les ont, mais d'un autre côté je ne me vois pas prendre les armes. Et puis d'un autre côté ça risque d'être violent, et une fois qu'on a fait la violence, tout ça, c'est qui qui gagne ? Comme d'habitude c'est toujours le plus fort parce qu'il n'y a rien de construit. Et quand il n'y a rien de construit, un *no man's land*, c'est toujours le plus fort qui gagne et généralement on va déboucher sur une dictature encore pire que ce que l'on dénonce. Donc ce genre de truc ne m'intéresse pas.¹ »

Que ce soit pour des raisons pratiques, pour préserver une image publique respectable² ou, plus généralement, pour demeurer en accord avec des conceptions pacifistes et non violentes de l'agir politique³, les libertaires dans leur ensemble ne recourent donc pas à des moyens d'action violents. Ils tendent au contraire fréquemment à adopter des modes d'intervention inspirés de la désobéissance civile. C'est le cas en particulier des militants de la gauche radicale, qui font explicitement référence à ce concept, bien qu'ils ne relient pas nécessairement à des auteurs ou des épisodes historiques particuliers (Henry David Thoreau et son ouvrage *Civil Disobedience* de 1849, Gandhi et la résistance pacifique à l'occupation anglaise...). Pour Isabelle Sommier, « si, par définition, l'acte de désobéissance civile transgresse publiquement et collectivement une norme juridique, et par conséquent la désacralise, c'est au nom de principes moraux supérieurs à l'ordre normatif, mais aussi en vertu de la croyance dans la capacité de changer la société par le droit. C'est aussi une

¹ David, 28 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*.

² Les propos d'Hugo, militant à *Aarrg! Paris*, montrent que la non violence peut résulter de différents types de facteurs ou de considérations, comme le problème de la possibilité pratique de recourir à la violence, le souci de préserver une image favorable du groupe auprès du grand public, ou encore l'absence de réel attrait pour la violence chez les militants : « *De toute façon, quand on est 20, c'est vite vu, à moins de se faire casser la gueule... Donc en gros, il y avait une raison de nombre, avant tout, et puis de toute façon, on n'était pas non plus appelé... Il y avait personne qui était particulièrement violent, qui pensait que ça pouvait fonctionner. Je pense que tout le monde était sur l'idée d'exercer cette violence par les médias, mais justement par l'image, que ça avait plus d'impact, et que c'était la seule manière dont nous nous pouvions contrôler le message qu'on pouvait envoyer. Alors qu'à partir du moment où il y a de la violence physique, on a un problème d'ambiguïté qui est très difficile à résoudre. Finalement, on aurait sans doute pas gagné, donc ça a jamais été envisagé.* » (Hugo, 25 ans, militant à *Aarrg! Paris*).

³ « *On colle la nuit sur les affiches de bus et tout ça pour détourner un peu les affiches publicitaires, sans les détruire, ça aussi je trouve que c'est toujours intéressant, il n'y a pas ce côté destruction quoi. Moi ça m'embêterait, je vois certains collectifs... Je vais prendre un exemple très concret, qui m'avait pas mal choquée... j'étais au Larzac, là, en 2003, je ne sais plus quelle année... Et puis je ne sais plus si c'était la CNT ou la LCR qui avait démonté, détruit le stand du Parti socialiste sous prétexte qu'ils avaient rien à foutre là. Bon, j'ai pas ma carte au PS ni à la LCR, mais moi je trouve que ce genre d'action me choque. De dire, enfin de faire passer des idées en allant détruire quelque chose, enfin je trouve ça complètement... ça fait pas avancer le schmilblick. Ça défoule, mais ça fait pas avancer. Comme aujourd'hui, je me vois pas aller crever le pneu d'un 4x4, parce que je vais m'attirer la haine, c'est tout. Bon par contre envie d'aller un peu les titiller, leur coller une affichette.* » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

manière de symboliser l'opposition entre légalité et légitimité qui fonde, en des circonstances exceptionnelles, le droit des citoyens à enfreindre les règles au nom même des principes de l'ordre politique : l'illégalité des moyens est alors au service d'une fin légitime.¹ » On peut citer le « barbouillage » d'affiches publicitaires (pour réclamer la diminution de la publicité et de la taille des affiches), les « zap » d'*Act Up*², ou encore le fauchage de champs de plantes génétiquement modifiées (pour en interdire la culture) comme des exemples d'actions de désobéissance. Ces modes d'intervention s'intègrent eux aussi dans la notion d'action directe, dans la mesure où, encore une fois, ce sont les citoyens eux-mêmes et de façon autonome qui agissent pour mettre fin à une situation, obtenir un résultat concret, etc.³. Concrètement, les actions menées par les libertaires constituent un mélange de désobéissance civile, d'illégalisme et d'action manifestante plus classique. Ni toujours illégales ni toujours légales, ces actions ne trouvent leur unité que dans leur aspect direct qui exprime le refus des militants de s'en remettre à des représentants ou des intermédiaires pour atteindre leurs objectifs politiques ou défendre leurs idées.

Quelle que soit leur forme, les actions directes recouvrent plusieurs objectifs : l'appropriation d'un bien convoité ou la transgression d'une norme jugée illégitime ne sont pas leur seule fin. Comme le remarque Michel Offerlé, elles sont en effet « bien souvent, comme toutes les actions qui transgressent le seuil de la légalité ou plutôt de la légalité

¹ SOMMIER, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris : Flammarion, 2003, p. 242-243.

² « Le zap est une action-éclair organisée en réaction à un événement ou à un problème spécifique qu'il s'agit de dénoncer : déclarations d'une personnalité, désinformation, mesures discriminatoires, etc. Bruyant, très visuel et souvent bien suivi dans les médias, il ne mobilise que quelques dizaines de militants. Il suppose généralement une situation de confrontation avec une cible. Le plus souvent, son déroulement s'effectue comme suit : rassemblement discret des militants ; irruption brutale ; usage des sifflets et cornes de brume en alternance avec des slogans que lance un responsable et que reprennent les manifestants ; interpellation de la personne incriminée par le porte-parole du groupe ; manifestation et distribution de tracts ; retrait. Un responsable fait appliquer les consignes prévues qui doivent être scrupuleusement respectées par les participants afin d'éviter tout incident. Régi par le principe de "désobéissance civile", le zap répond à une logique d'affrontement où la définition stricte des tenues corporelles proscribit tout contact ou violences physiques, remplacées par une mise en scène de la colère appuyée par des accessoires visuels (pancartes, masques de chirurgien, menottes, sang factice...) et sonores (sifflets, cornes de brume, slogans...). De plus, contrairement aux manifestations de rue, les zaps ne sont pas déclarés à l'avance et sont donc des actions illégales. » BROQUA, Christophe. *Agir pour ne pas mourir... Op. cit.*, p. 205-206.

³ De même, la désobéissance civile comme l'action directe en général suppose un sentiment de compétence politique, une capacité subjective à définir et défendre soi-même un intérêt supérieur : « il convient en effet d'insister sur ce qui caractérise fondamentalement le désobéissant, à savoir la capacité qu'il s'octroie, à travers l'affirmation collectivement construite d'une toute puissance de la conscience individuelle, à juger les normes politiques et sociales afin de définir un étalon du juste et de l'injuste, du vrai et du faux. » PEDRETTI, Mario. *La figure du désobéissant en politique. Etudes de pratiques de désobéissance civile en démocratie*. Paris : L'harmattan, 2001, p. 167.

construite par et pour chaque catégorie d'agents, destiné[e]s à produire par ricochet la mobilisation des journalistes¹ ». Ainsi, chaque action directe ou presque est aussi une action visant à passer un message, à publiciser une revendication, à toucher l'« opinion publique ».

2) Interpeller l'opinion et diffuser des idées

Les actions des libertaires sont quasiment toujours directes et autonomes², refusant la médiation politique pour lui substituer l'expression du groupe mobilisé lui-même. Mais contrairement à une grève dirigée contre des employeurs, ces actions ne sont que rarement en mesure de satisfaire à elles seules les différentes revendications (soit parce que le groupe est trop restreint pour pouvoir obtenir des résultats face aux pouvoirs publics, soit parce que ce qui est visé est un changement social global inaccessible à court terme). Par conséquent, elles ont généralement pour objectif de porter et propager un message. Par ce message, les militants cherchent à la fois à se faire connaître, à convaincre, à faire pression sur les autorités ou à rallier à leur cause. On peut regrouper les messages portés par les militants en deux catégories non exclusives l'une de l'autre : la dénonciation et la propagande. Par dénonciation, on entend le fait d'attirer l'attention sur une situation, une politique ou une loi jugée inacceptable, moralement condamnable, etc. Michel Offerlé classe ce type d'actions dans le registre de la « scandalisation », dans la mesure où il s'agit de construire symboliquement un fait comme scandaleux afin de le condamner et d'alerter l'opinion à son sujet³. Bien souvent, il s'agit moins dans ce cas de propager un programme politique, que de laisser parler sa subjectivité,

¹ OFFERLE, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt*. 2nde édition. Paris : Montchrestien, 1998, p. 108. Dans le même ordre d'idées, Guillaume Garcia note que les actions directes de « sans » revêtent une « double dimension, à la fois pratique mais aussi symbolique. Ces actions étant autant commandées par des besoins concrets (en logement, nourriture, etc.) que par des impératifs de visibilité, elles sont donc souvent pensées et mises en œuvre aussi, voire d'abord, pour les médias — convoqués au préalable —, et les occupations cessent le plus souvent très rapidement une fois le “coup d'éclat” effectué. » (« Les mouvements de “sans” entre précarité et praxis médiatique : investir l'espace public comme ressource compensatoire », in BOUMAZA, Magali, HAMMAN, Philippe (dir.). *Sociologie des mouvements de précaires... Op. cit.*, p. 147).

² On ne peut affirmer sans exagération que les actions des libertaires sont toujours purement directes, dans la mesure où il peut arriver que les militants se posent en interlocuteurs des pouvoirs publics, comme c'est parfois le cas par exemple du collectif *Action Logement*. Dans ce cas toutefois, l'action directe (et le recours aux médias) est souvent perçue comme un moyen de peser sur les négociations.

³ « Scandaliser, ce peut être d'abord soumettre des cas aux jugements des autres par des actions qui font scandale. [...] Scandaliser, c'est aussi dire, énoncer qu'il y a scandale. En prenant la parole indignée en son nom, en le décrivant, en le montrant, en le photographiant, en le télévisant [...]. En appeler à l'obligation morale, au devoir de solidarité, au respect de l'homme et des sans voix. [...] Scandaliser, c'est non seulement affirmer qu'un seuil a été franchi, que ce n'est pas tolérable, supportable, possible c'est aussi trouver les moyens de faire croire que le fait, la situation continue sont bien scandaleux. » OFFERLE, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt*. *Op. cit.*, p. 122-123

son « intuition morale¹ » et ses indignations. Dans ce cas, l'efficacité du message tient à l'émotion qu'il suscite, qui remplace tout discours construit, toute doctrine structurante :

« On pouvait toucher les gens là-dessus, pas en leur disant “tu comprends la société ça fonctionne avec la lutte des classes”, et donc bon, tu vois, un truc déductif. Non, on parlait de faits et de trucs qui faisaient un effet de scandale immédiat quand même, de manière largement partagée. Je me souviens des... de comparer dans les affiches sur l'Afghanistan le coût de la guerre contre l'Afghanistan, j'ai oublié les chiffres, mais l'ordre de grandeur était absolument aberrant par rapport à l'aide au tiers monde ou l'aide au développement. Bon, voilà, ce genre de trucs ça fait un effet de scandale pour tout le monde. Même si après on ne peut pas s'arrêter là dans l'analyse, c'est sûr. Donc on jouait là-dessus et sur des trucs plus concrets, plus précis : le mouvement des chômeurs, [...] l'occupation du CIDJ². [...] Donc on occupe le CIDJ avec le mouvement des chômeurs. Et il y a une AG³ improvisée qui se monte sur place avec les gamins qui sont au CIDJ qui participent à l'AG des chômeurs. Et là c'était vraiment un moment politique incroyable, parce que c'était quand même très, très spontané, et puis les gens racontaient leurs galères terribles, la précarité. Ça allait jusqu'à “ben oui, j'étais dans la rue, je me suis prostitué”, des trucs comme ça. Donc c'était un truc énorme, enfin très, très lourd, en plus quand tu es là directement, on s'est dit “on sait pourquoi on se bat”, quoi. Ça n'a pas de raison d'exister ces situations là. [...] On n'avait pas besoin d'une grande théorie pour se dire que dans ce cas là c'était injuste, c'est un cas où c'était pas normal quoi. Non, il n'y a pas de RMI pour les moins de 25 ans, c'est pas normal, c'est pas possible qu'on foute les gens dans cette situation là. On n'avait pas besoin d'avoir une théorie économique derrière. » (Renaud, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

Lorsqu'une situation est perçue comme inacceptable et qu'il apparaît nécessaire aux militants de la dénoncer, il faut lui donner un écho, « pour permettre au “scandale” de prendre, d'être repris par la mécanique sociale et de se mettre en route.⁴ » Ceci implique d'avertir l'opinion publique, directement ou, parfois, comme on va le voir, via les médias. C'est parce que la dénonciation est publique et met au grand jour une atteinte à des valeurs

¹ SAPORTA Isabelle. *Un militantisme rénové ?... Op. cit.*, p. 176.

² Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (CIDJ), association qui accueille et informe gratuitement les jeunes sur des offres de stages, propose des formations Internet, dispose d'un service de prêt de livres, etc.

³ Assemblée générale.

⁴ OFFERLE, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt. op. cit.*, p. 123.

supposées communément partagées que le scandale peut exister¹. Dans l'absolu, l'idée sous-tendant cette démarche est que la prise de conscience à grande échelle d'un scandale permettrait de peser sur la décision publique, afin qu'un remède soit trouvé à la situation scandaleuse². Dans les cas où c'est une mesure gouvernementale qu'il s'agit de dénoncer, les actions s'apparentent davantage à une « remontrance » qu'à une « scandalisation » : il s'agit alors de pointer du doigt le caractère ou les conséquences nocifs de l'acte en question. D'après Jacques Roux, « faire une remontrance, c'est, au sens étymologique, montrer à nouveau une action pour en dénoncer les effets, c'est revenir dessus, c'est “représenter à quelqu'un les inconvénients d'une chose qu'il a faite ou qu'il est sur le point de faire” (dictionnaire Robert). Il y a, dans cette notion, à la fois l'idée d'un “retour sur” l'action critiquée (on ne laisse pas son auteur indemne d'un droit de regard, de critique, on lui demande des comptes) et aussi l'idée de mise en scène, de représentation, de figuration critique de l'action mise en cause.³ » Il s'agit alors d'actions publiques durant lesquelles une scénographie calculée donne symboliquement à voir les faits incriminés (les *die-in* d'*Act Up* destinés à représenter les morts du sida constituent un exemple bien connu de ce type d'action de remontrance). Comme la désobéissance civile, la dénonciation repose sur le sentiment qu'ont les militants d'être en mesure de juger certains faits et de leur opposer leur conception personnelle du juste et de l'injuste. Parce qu'elles se basent largement sur une mobilisation des émotions, ou plutôt sur des émotions mobilisatrices, ces actions revêtent une dimension individuelle autant que collective, dans le sens où leur intérêt semble parfois résider avant tout dans la possibilité qu'elles offrent d'exprimer son indignation comme une catharsis⁴, davantage que dans leur capacité à interpeller efficacement l'« opinion publique ».

¹ De BLIC, Damien, LEMIEUX, Cyril. « Le scandale comme épreuve. Eléments de sociologie pragmatique ». *Politix*, vol. 18, n° 71, 2005, p. 9-38.

² Philippe Garraud montre que l'action de dénonciation et de construction de problèmes publics entreprise par des mouvements sociaux fait bien partie, via le travail médiatique de publicisation de ces actions, des vecteurs d'inscription d'une question sur l'agenda politique. Le rôle des médias dans ce processus s'avère souvent primordial. GARRAUD, Philippe. « Politiques nationales, l'élaboration de l'agenda ». *L'Année Sociologique*, vol. 40, 1990, p. 17-41. Cf. en particulier p. 29-36.

³ ROUX, Jacques « Mettre son corps en cause : la grève de la faim, une forme d'engagement public », in ION, Jacques, PERONI, Michel (coordonné par). *Engagement public et exposition de la personne*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 1997, p. 121.

⁴ On peut rappeler à titre d'exemple du rôle des émotions les propos de ce militant de Vamos! : « Tu ne peux pas rester là les bras croisés quand tu vois des choses qui t'énervent. [...] Quand il y a des choses qui te prennent le bide et qui t'énervent, même si ça n'a pas de portée, au moins je pourrai dire... Je pense qu'il y a une motivation perso, vraiment personnelle... enfin c'est assez ambivalent, c'est-à-dire tu fais les choses pour toi parce que les choses t'énervent, et que si tu ne les fais pas tu deviens encore plus frustré, c'est une sorte d'exutoire, quoi, aller manifester, en plus faire du bruit avec la manif... » (Alexandre, 26 ans, militant à Vamos!)

Une deuxième catégorie de messages militants peut être résumée sous la notion de propagande. Il s'agit, au sens courant et originel du terme, d'une « action organisée en vue de répandre une opinion ou une doctrine (surtout politique)¹ ». La propagande repose généralement sur une « conscientisation » (faire prendre conscience d'une injustice ou d'un problème donné, notamment via la dénonciation), préalable à la diffusion d'un point de vue ou d'un projet de société alternatif². Faire acte de propagande, c'est chercher à convaincre plutôt qu'à informer, c'est tenter de faire passer ses opinions sur un sujet particulier ou sa représentation du monde de façon générale. Les idées diffusées peuvent tout autant constituer de simples critiques d'un fait, d'une situation ou d'une organisation sociale que l'expression d'un projet politique global.

Dans un but de dénonciation ou de propagande, la mobilisation des médias est parfois perçue comme un objectif primordial, l'écho médiatique que rencontre une action devenant l'étalon de mesure de sa réussite³. Parce que « la taille d'un scandale dépend en effet uniquement de celle de son public »⁴, la portée de toute dénonciation est corrélée à la capacité du dénonciateur à toucher une audience la plus large possible. Patrick Champagne a montré que l'on pouvait trouver dans toute activité manifestante une « visée stratégique » consistant à obtenir un écho médiatique⁵. Les interventions des groupes mobilisés seraient « explicitement conçues et mises en scène pour produire des comptes-rendus dans la presse et produire une

¹ Définition que donne Condorcet en 1792, cité in *Le Trésor de la Langue Française informatisé* (<http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>). Bien que le terme de propagande ait dans le langage courant actuel une connotation péjorative et qu'il soit de surcroît parfois utilisé par les acteurs (les militants anarchistes) eux-mêmes, il nous semble le mieux à même d'exprimer l'idée d'une action orientée vers la diffusion d'idées. La question de savoir si cette pratique constitue en réalité une manipulation (idée traditionnellement attachée à la notion) ne nous intéresse pas ici.

² Par ces aspects, la propagande peut être vue comme un des moyens de cadrage de l'action collective, la diffusion d'un cadre d'injustice étant un préalable à la désignation d'un adversaire et à l'identification du groupe en mesure de changer les choses par son action. Cf. GAMSON, William A. « Constructing Social Protest », in JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert (eds). *Social Movements and Culture*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995, p. 85-106.

³ Sur la focalisation des activistes de Aarrg! sur l'écho médiatique de leurs actions comme signe de leur réussite, cf. LUCK, Simon. *Le militantisme à Aarrg! Paris... Op. cit.*

⁴ De BLIC, Damien, LEMIEUX, Cyril. « Le scandale comme épreuve... ». Article cité, p. 32.

⁵ « On ne peut pas réduire une manifestation de rue à une simple action de protestation collective ; c'est aussi, étant donné les profits qui peuvent résulter en politique de cette focalisation des médias sur un groupe social en lutte, une action stratégique visant à agir sur les journalistes afin d'occuper l'espace médiatique dans le but de déclencher les prises de position des différents agents qui cherchent à peser sur l'"opinion publique", et par là sur le pouvoir. » CHAMPAGNE, Patrick. « La manifestation comme action symbolique », in FAVRE, Pierre (dir.). *La manifestation*. Paris : PFNSP, 1990, p. 339.

maximum d'effet sur les différents médias et, par là, sur la population.¹ » On retrouve cette dimension « spectaculaire médiacentré[e]² » dans de nombreuses actions des activistes de la gauche radicale³, qui font parfois preuve d'une grande inventivité pour retenir l'attention des passants mais aussi et surtout des journalistes. Le recours à la médiatisation permet de compenser la faiblesse numérique des collectifs, en permettant à leurs messages d'être diffusés bien au-delà du cercle restreint de passants que leurs actions de rue pourraient toucher. Il offre de surcroît la possibilité d'atteindre les pouvoirs publics à travers l'interpellation de l'« opinion publique » (c'est ce qui se joue majoritairement dans les manifestations contemporaines, la mobilisation de nombreux manifestants et/ou des médias étant conçue comme un moyen de pression sur les autorités⁴). La pratique consiste donc principalement soit à publiciser des idées, soit à faire pression sur le pouvoir, soit à réaliser les deux en même temps. Quel que soit son objectif premier, elle repose généralement sur une action « perturbatrice⁵ », qui consiste pour un groupe à faire irruption dans l'espace public ou dans un lieu privé afin de rompre le déroulement normal des activités qui y ont lieu (le déplacement des passants, un meeting, une réunion, une conférence, une journée de travail...), transformant l'espace en une zone temporairement autonome⁶ et créant ainsi un événement susceptible d'attirer l'attention. Ces interventions sont parfois annoncées à l'avance par voie de communiqué de presse dans l'espoir de favoriser leur médiatisation. La dimension spectaculaire et/ou symbolique des actions — parfois qualifiées de « *happenings* » pour leur

¹ *Ibid.*, p. 342.

² GRANJON, Fabien. « Les répertoires d'action télématique du néo-militantisme ». *Le Mouvement Social*, n° 200, 2002, p. 15.

³ Les radicaux n'ont pas le monopole du recours aux médias. Un grand nombre de groupes mobilisés recourent de façon régulière ou ponctuelle à ce type de tactiques, depuis les syndicalistes paysans jusqu'aux associations écologistes ou de lutte contre le sida, en passant par les mouvements de « sans ». Cf. notamment BOUMAZA, Magali, HAMMAN, Philippe (dir.). *Sociologie des mouvements de précaires...* *Op. cit.* ; CHAMPAGNE, Patrick. « La manifestation comme action symbolique ». Article cité ; ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui...* *Op. cit.*

⁴ Il s'agit là des deux formes d'action distinguées par Michel Offerlé : le « nombre », qui repose sur la mobilisation d'un nombre important de manifestants pour montrer la force d'une revendication et du groupe qui la porte ; la « vertu » ou « scandalisation » qui consiste, on l'a vu, à alerter l'opinion et culpabiliser les responsables (*Sociologie des groupes d'intérêt. Op. cit.*).

⁵ GARCIA, Guillaume. « Les mouvements de "sans" entre précarité et praxis médiatique... ». Article cité, p. 140.

⁶ Le concept de zone autonome temporaire ou TAZ, développé par l'écrivain libertaire Hakim Bey, désigne une forme d'espace dénué de contraintes, une microsociété éphémère au caractère festif affirmé, vivant et fonctionnant en marge des règles sociales traditionnelles, avec pour seules véritables règles l'autogestion et la liberté. Selon Bey, « la TAZ est comme une insurrection sans engagement direct contre l'Etat, une opération de guérilla qui libère une zone (de terrain, de temps, d'imagination), puis se dissout, avant que l'Etat ne l'écrase, pour se reformer ailleurs, dans le temps ou dans l'espace. » BEY, Hakim. *TAZ, zone autonome temporaire*. Paris : Editions de l'Eclat, 2000, p. 13-14.

brièveté et leur caractère artistique — est supposée garantir un écho auprès du public et des journalistes. Ces actions sont en effet généralement pensées dans le but de susciter un maximum d'attention. Elles sont conçues comme des événements spécifiques, mais peuvent également prendre place dans des manifestations plus classiques, dans le but de contrecarrer l'« insensibilité structurelle des médias nationaux aux défilés de rue »¹.

L'objectif de médiatisation est d'autant plus facilement atteint que les militants sont en capacité d'anticiper les attentes des journalistes et de comprendre quels sont les moyens les plus efficaces d'éveiller l'intérêt du public. On peut faire l'hypothèse que la proximité sociologique des militants de la gauche radicale (jeunes, classes moyennes intellectuelles, niveau d'instruction élevé) et des journalistes facilite leur compréhension mutuelle². En outre, la capacité à attirer l'attention de ses cibles s'acquiert avec l'expérience militante, mais elle résulte également d'une formation individuelle et donc de ressources acquises à travers les études. Les militants de *Aarrg!* Paris, par exemple, ont très rapidement réussi à mettre leurs savoirs et savoir-faire — leurs connaissances théoriques tout autant que leurs compétences artistiques et littéraires — au service de la médiatisation de leurs revendications³ :

« — *Les médias s'intéressaient à vous ?*

Oui, ben je pense qu'on avait quand même un petit peu lu Erik Neveu et Patrick Champagne [il rit] et ce genre de choses et que voilà on savait un petit peu ce qu'il fallait faire. Et voilà, c'en était même drôle dans les premières réactions, les journalistes qui nous disent "ah mais alors vous vous avez tout compris..." [Il rit] C'était hyper frappant, quoi. Effectivement, on avait compris un certain nombre des choses qu'il fallait faire pour être vus. Faire des actions photographiables. Une certaine adéquation. Ca, ce qui me plaisait, c'est qu'on avait donc du succès et une des sources du succès c'était effectivement une adéquation des formes même de

¹ FILLIEULE, Olivier, TARTAKOWSKY, Danielle. *La manifestation*. Paris : PFNSP, 2008, p. 142.

² Les études sociodémographiques montrent la relative jeunesse de la population des journalistes : en 1999, 50% d'entre eux avaient moins de 40 ans et 14% moins de 30 ans (DEVILLARD, Valérie, LAFOSSE, Marie-Françoise, LETEINTURIER, Christine, RUEFFEL, Rémy. *Les journalistes français à l'aube de l'an 2000. Profils et parcours*. Paris : Editions Panthéon-Assas, 2001, p. 37). Ils tendent en outre à être pour la plupart diplômés de l'enseignement supérieur : en 1998 environ 60% des nouveaux journalistes étaient recrutés à Bac+3 ou à un niveau supérieur. En moyenne, le nombre d'années d'études après le bac s'élevait alors à 2,31 dans la presse quotidienne régionale et 3,59 dans la presse quotidienne nationale (RUELLAN, Denis. « A l'entrée dans la profession Les nouveaux titulaires de la carte d'identité professionnelle en 1990 et 1998 », in Direction du développement des médias et CRAP. *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail*. Paris : La Documentation française, 2001, p. 24 et 46).

³ Les membres de *Aarrg!* ont également mis leurs compétences en matière de publicisation des mobilisations au service d'autres groupes, moins dotés en ressources, comme les travailleurs précaires. Ils se sont ainsi mués en véritables « prestataires de services » dans les luttes qu'ils soutenaient. Cf. LUCK, Simon. *Le militantisme à Aarrg! Paris... Op. cit.*

l'action de *Aarrg!* à une attente médiatique, déjà ça c'est clair. » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

Le savoir-faire médiatique dont font souvent preuve les militants ne constitue toutefois pas une assurance de voir leurs idées et revendications reprises par les journalistes. La « banalisation des stratégies de captation de l'attention médiatique¹ » consécutive au développement des modes d'action spectaculaires dans le militantisme contemporain, rend de plus en plus difficile pour les différents groupes de s'insérer dans un espace journalistique souvent saturé. En outre, comme le souligne Erik Neveu, mouvements sociaux et médias sont en quelque sorte les uns pour les autres des « associés rivaux », les militants ayant parfois autant à attendre qu'à redouter d'une couverture médiatique dont le cadrage peut très bien ne pas leur être systématiquement favorable². Les propos d'un ancien président d'*Act Up* montrent bien l'attitude résignée de certains militants qui savent l'importance d'obtenir un écho médiatique mais n'ignorent pas qu'ils n'en maîtrisent guère la teneur :

« Faire venir les médias suppose une stratégie spectaculaire ? le problème d'une telle stratégie est que ce qui passe, c'est avant tout le spectaculaire et pas le discours. Il y a mille moments où l'on s'est fait piéger. Mais ce piège on l'accepte [...].³ »

Le même type d'attitudes se retrouve chez les activistes de la gauche radicale, qui recourent aux médias avec un succès variable. Les anarchistes, quant à eux, tendent à n'accorder que peu de confiance aux journalistes et à ne recourir que marginalement à des modes d'action spectaculaires ou symboliques. On peut y voir plusieurs raisons, parmi lesquelles un certain rejet d'une sphère médiatique qui est perçue comme ayant largement contribué à stigmatiser le mouvement anarchiste à travers l'histoire (notamment suite aux attentats de la période dite de la « propagande par le fait »). On peut également mettre en avant une tradition militante qui pousse à favoriser d'autres modes d'action et qui, couplée à une moindre proximité sociologique des anarchistes par rapport au monde des journalistes,

¹ NEVEU, Erik. « Médias, mouvements sociaux, espaces publics ». *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 28.

² *Ibid.*

³ Philippe Mangeot, président d'*Act Up* Paris, cité in NEVEU, Erik. « Médias, mouvements sociaux, espaces publics ». Article cité, p. 19.

résulte dans l'absence de réel savoir faire dans l'interpellation des médias¹. Il est donc difficile de parler, chez les libertaires dans leur ensemble, d'une focalisation absolue sur les médias. Leur méfiance vis-à-vis de l'écho que les journalistes pourront donner à leurs revendications les conduit en pratique à diversifier leurs moyens de diffuser leurs idées.

La possibilité de susciter un relais médiatique important étant faible ou aléatoire, la plupart des interventions militantes ont d'abord pour ambition de toucher les passants, d'interpeller directement le public qu'elles rencontrent. Ceci permet en outre aux activistes de garder davantage de contrôle sur le discours diffusé. Pour autant, dans ce cas, les actions ne prennent pas nécessairement des formes plus classiques ou moins spectaculaires : les procédés qui sont mis en œuvre pour capter l'attention des médias peuvent être également utilisés pour susciter l'intérêt chez les « spectateurs » d'une action. On peut à ce propos parler de véritables savoir-faire publicitaires appliqués à l'activité militante, comme en témoignent les propos de ce membre du groupe Aarrg! de Toulouse :

« Il y avait un but à chaque action [...] c'était diffuser largement une information, presque un principe d'éducation populaire, faire émerger quelque chose qui nous révoltait quelque part. Comme on avait par exemple beaucoup bossé sur les lois liberticides qu'avait mises en place l'Europe, au niveau du système d'information de Schengen. C'est des choses dont on ne parlait pas du tout dans les médias. Avec nos actions, on pensait qu'on en parlerait un peu plus. Donc là il y avait un gros but là-dessus. Il y avait aussi d'autres buts qui étaient essayer de trouver de nouveaux modes d'action militants intéressants, comme au lieu de faire une manif faire une *street party*², au lieu de défiler avec un drapeau faire un lâcher de banderole et au lieu que ta banderole soit de 2 m sur 2 m autant qu'elle soit de 120 m². Une fois on avait lâché une banderole de 120 m² sur une bibliothèque, ça rend toujours mieux qu'une petite banderole. Au lieu de filer un tract — quand tu regardes les tracts des vieux réseaux militants, où c'est écrit en 10, en *Times*, y a pas d'image et c'est tout moche en noir et blanc — nous on a essayé de mettre des images, des gros logos, des slogans qui tachent un peu, mettre toujours de l'humour... pour qu'on ait un... voilà. Et aussi dans ce principe là, c'est d'essayer de communiquer plus largement. C'est-à-dire que souvent les mecs ils vont parler de la... ils vont trop prendre *Le capital* de Marx et vont te détailler le principe de superstructure, le truc que le commun des mortels ne connaît pas du tout quoi, il comprend pas du tout quoi. Et nous c'était essayer d'avoir un discours clair, et que ça marque les gens sans obligatoirement faire des

¹ Nous reviendrons sur ces différences entre le répertoire d'action des anarchistes et celui des radicaux dans la deuxième section de ce chapitre.

² Fête de rue.

longs textes avec des mots à plus de trois syllabes. » (Jérôme, 23 ans, militant à *Aarrg!* Toulouse).

Dans un certain nombre de leurs actions, les libertaires (et plus particulièrement, nous le verrons, les radicaux), se comportent en véritables publicitaires, cherchant à toucher le public cible avec le slogan juste ou le concept le plus attractif. Le recours fréquent à des compétences artistiques dans la confection d'affiches ou dans la scénographie des actions, la recherche de slogans humoristiques et/ou frappants, le souci de transmettre des messages à la fois simples, clairs et mémorables, sont sans nul doute apparentés aux techniques de la publicité actuelle. Les activistes cherchent ainsi à assurer la diffusion de leur message en captant et en intéressant un public qui ne serait pas préalablement sensibilisé aux questions abordées.

Le souci — ou la contrainte — d'autonomie des militants vis à vis des médias se traduit également par leur recours à des supports alternatifs de diffusion : au-delà des traditionnels tracts, les journaux, radios et sites Internet ont pour objectif et pour intérêt de rendre possible une expression politique indépendante en direction d'une audience potentiellement importante. En déjouant les problèmes classiques de cadrage, ces médias alternatifs permettent en outre aux groupes de contrôler leur image publique¹. Signe de l'importance que relève pour les militants le fait de disposer d'un mode de communication alternatif et autonome, l'ensemble des groupes libertaires que nous avons étudiés s'en sont dotés : ces moyens vont du simple site Internet ou blog, pour les moins pourvus en ressources, à une station de radio et un journal hebdomadaire pour une organisation comme la FA. Bien qu'ils n'offrent pas tous le même degré de visibilité et ne soient pas tous également accessibles², ces différents médias élargissent considérablement le public potentiel que le message militant peut atteindre³. Ils constituent donc un élément important du répertoire d'action et requièrent

¹ Lilian Mathieu note, en citant l'exemple de la Radio « Lorraine cœur d'acier » ou de la radio communautaire des zapatistes mexicains, que « disposer de ses propres moyens de communication [...] permet [...] d'assurer une expression identitaire favorable à la cohésion du collectif » (*Comment Lutter ? Op. cit.*, p. 165).

² L'accessibilité dépend de chaque média et du public lui-même : tous les médias ne sont pas accessibles en tout point du territoire (ceci vaut tant pour une station de radio que pour une presse à faible tirage) ; en outre, la nécessité d'être en mesure de se connecter à Internet constitue toujours une limite certaine à l'accès aux sites militants.

³ On peut rappeler par exemple la différence notable entre le nombre d'adhérents de la *Fédération anarchiste* — entre 250 et 300 — et le nombre de lecteurs du *Monde libertaire* — environ 2300, voire 5000 pour les hors série (chiffres de l'année 2006-2007). Sur les différents procédés d'« auto-médiatisation » des libertaires, et en particulier l'usage d'Internet, cf. MATUSZAK, Céline. *Stratégies cybermédias des mouvements anarchistes*

parfois, au même titre que les autres interventions publiques une importante dépense d'énergie militante.

B. Les actions au concret

Les développements qui suivent sont principalement issus de nos observations et du suivi que nous avons fait des interventions militantes et de leur préparation. Ils viennent illustrer et rendre leur aspect concret aux actions que nous avons jusqu'ici présentées dans leurs grandes logiques. Nous présenterons dans deux paragraphes différents les pratiques des anarchistes et celles des radicaux ; d'une part parce que les deux groupes ont des façons distinctes de mener des activités similaires (comme par exemple participer à une manifestation ou distribuer des tracts) et, d'autre part, parce que chacun d'eux dispose de modes d'actions qui lui sont propres. Un dernier paragraphe récapitulatif visera à comparer de façon systématique les différentes tactiques employées par les libertaires.

1) Diffuser les idées : les modes d'intervention des anarchistes

Les interventions publiques des anarchistes sont de facture relativement « classique », en particulier dans le sens où elles ne se démarquent généralement pas par leur côté spectaculaire. Essentiellement tournées vers la propagande des idées anarchistes, elles reposent sur un travail patient et répété plutôt que sur des événements intenses mais ponctuels. Parmi les actions les plus routinières, on peut citer le travail de « prosélytisme » (vente du *Monde Libertaire*, distribution de tracts, collage d'affiches, organisation de conférences-débats) et le « travail de masse »¹ (participation à des manifestations de rue, aux mouvements sociaux). De façon plus exceptionnelle, l'activité des anarchistes consiste également à mettre en place une fois par an ou tous les deux ans un salon du livre, voire, plus

et nationalistes révolutionnaires : parcours sémiotique dans l'Internet des mouvements transgressifs. Thèse de doctorat de Sciences de l'information et de la communication, université Lille 3, 2006.

¹ Pour reprendre la distinction établie par Stéphanie Rizet dans son article sur la LCR, dont on peut constater que les modes d'action sont fort proches de ceux de la *Fédération anarchiste*. « Qu'est-ce qui fait courir les militants de la Ligue communiste révolutionnaire ? ». *Sociologies Pratiques*, n°15, 2007, p. 69-81.

rarement, un « Forum social libertaire¹ », lieu de débats, d'échanges, et de diffusion des idées anarchistes.

Les actions que nous qualifions de routinières ne sont pas menées avec la même régularité par l'ensemble des groupes de la *Fédération anarchiste* ; le principe d'autonomie de chaque entité fédérée implique que ses membres s'entendent sur les actions à effectuer et sur la façon et le moment de les effectuer. Ainsi, en fonction des affinités ou de la disponibilité de leurs membres, certains groupes passeront davantage de temps à coller des affiches ou à rédiger et distribuer des tracts qu'à vendre le *Monde Libertaire* ou à participer à des manifestations. De même, en fonction de ses ressources, un groupe pourra plus ou moins aisément disposer d'un local pour organiser une conférence. Quelles que soient les différences concernant la fréquence de l'utilisation d'un mode d'action ou d'un autre, nous avons pu constater une importante similarité dans les pratiques des différents groupes.

La vente du Monde Libertaire : Nous avons assisté à plusieurs reprises à la « table de presse » du *groupe de Strasbourg* : il s'agit pour les militants de s'installer sur la place centrale de la ville, munis d'une petite table pliante de camping sur laquelle sont disposés des livres anarchistes proposés à la vente. Deux vendeurs se postent là chaque samedi après midi, au même endroit. En plus des ouvrages et brochures, ils proposent aux passants le *Monde Libertaire* de la semaine. Le choix du lieu est stratégique, et vise à toucher la population la plus large possible. Pour cette raison, d'autres groupes d'extrême gauche sont postés à proximité : des militants de la LCR vendent l'hebdomadaire *Rouge* tandis que des partisans de *Lutte Ouvrière* vendent le journal du même nom. Les militants des différentes organisations se saluent, échangent quelques mots, voire se lancent parfois dans une discussion sur l'actualité politique. Les relations sont plutôt bonnes et détendues ; il peut arriver que l'on partage une thermos de café, un gâteau ou des bonbons. Ces échanges avec d'autres organisations d'extrême gauche ne sont pas propres à la ville de Strasbourg², même si on peut dire d'une manière générale qu'ils sont plutôt représentatifs des milieux militants de province. En effet, la forte concentration de militants de la FA dans Paris tend à y favoriser des

¹ Le dernier forum de ce type a eu lieu en France en novembre 2003 en même temps que le Forum Social Européen de Paris St-Denis. Nous ne disposons malheureusement pas d'observations concernant cet événement.

² Il convient toutefois de noter que la situation strasbourgeoise est un peu particulière dans le sens où le frère d'un membre du groupe FA est adhérent de la LCR, ce qui facilite les échanges entre les deux organisations.

fonctionnements plus autarciques que dans les villes où la population activiste est plus limitée. Dans les zones rurales ou les villes de plus petite taille, les différents groupements sont plus souvent amenés à se fréquenter, voire parfois à collaborer, alors que l'action des anarchistes parisiens peut quasiment être autonome.

Image 2 : Vente du Libertaire au marché aux puces de Saint-Ouen, années 1950



Source : fonds FA

Le principe de la table de presse adopté à Strasbourg suppose une certaine immobilité des vendeurs, debout à côté de la table. Ils présentent les journaux devant eux et ne cherchent guère à attirer l'attention des passants, qui sont d'ailleurs peu nombreux à s'approcher du point de vente. Nous avons toutefois eu l'occasion d'observer d'autres ventes plus dynamiques : les militants du *groupe Louise Michel* ne tiennent pas de table de presse ; le dimanche matin, ils se postent par binôme dans une rue commerçante du 18^{ème} arrondissement et présentent le « ML » de la semaine aux passants, les interpellant parfois d'une petite phrase telle que « demandez le *Monde Libertaire* ! » ou « connaissez vous le *Monde Libertaire* ? ». Quel que soit le style retenu, la vente de la presse ou de la littérature anarchiste donne l'occasion aux militants de converser avec des passants, pas toujours acquis à leur cause. Il s'agit donc d'un moment de rencontre et de contacts, permettant au groupe de se faire

connaître et reconnaître et offrant parfois à ses membres la possibilité de présenter plus en profondeur les idées qu'ils défendent ou leur analyse de l'actualité.

La rédaction et distribution de tracts : Les tracts constituent un instrument de propagande relativement peu coûteux et simple à réaliser. Un logiciel de traitement de texte et une imprimante sont le seul matériel requis ; le problème des photocopies est quant à lui géré de façon différente en fonction de chaque groupe et des ressources auxquelles il a accès : un groupe pourra faire appel à un de ses membres en mesure de reproduire les documents à son travail ou dans son syndicat, tandis que d'autres recourront au fruit des cotisations pour régler la facture dans un magasin de photocopies. Les tracts sont généralement préparés par un ou éventuellement deux militants, puis discutés collectivement en groupe afin d'être amendés. Ils portent généralement sur des sujets d'actualité, mais peuvent aussi avoir plus globalement vocation à présenter un thème anarchiste particulier (l'autogestion, l'anticapitalisme, l'athéisme, etc.). Les deux éléments peuvent être réunis dans certaines conjonctures comme lors des périodes d'élections, dans lesquelles fleurissent un peu partout à la FA les tracts anti-électorales, où lors de mouvements sociaux dans lesquels il est régulièrement fait référence à la grève générale. Lors de manifestations importantes, un tract est parfois réalisé et imprimé avec les moyens fédéraux. Le texte est alors rédigé par le secrétaire aux relations extérieures ou repris ou inspiré du tract d'un groupe. Généralement imprimés en format A4, les tracts peuvent également parfois se présenter comme une feuille A3 pliée en deux (on les nomme dans ce cas un « quatre-pages ») ou comme un format A5 ; le contenu est variable dans la forme comme dans le fond. On constate toutefois, en règle générale, une grande place laissée au texte plutôt qu'à des images ou des slogans¹.

Comme pour tout type d'action, seuls les militants volontaires se chargent de la distribution, aussi appelée diffusion ou « diff' ». Celle-ci a lieu dans la rue, sur un marché, à la sortie d'un métro ou dans une manifestation. Il arrive également que des tracts soient distribués pendant une vente du *Monde Libertaire*. Dans tout les cas, l'activité consiste à donner un papier imprimé aux personnes qui passent à proximité, sans qu'il y ait nécessairement échange de paroles. Il arrive fréquemment que les passants prennent le tract d'une façon machinale et sans avoir au préalable vu de quel type de document il s'agissait ;

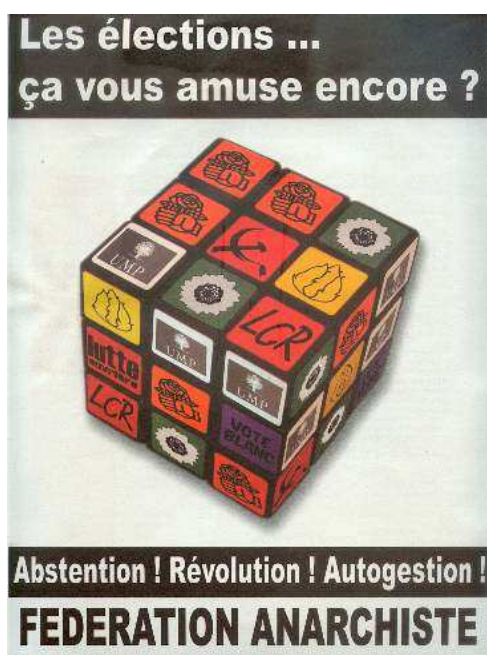
¹ On trouvera des exemples de tracts de la *Fédération anarchiste* en annexe.

certains le gardent en main et le parcourent immédiatement, d'autres le plient et le glissent dans leur poche tandis que d'autres encore, plus rarement, le jettent après y avoir jeté un premier coup d'œil. Comme lors de la vente du journal, la diffusion de tracts peut être l'occasion d'engager des discussions avec sympathisants, adversaires ou simples curieux. La plupart des distributions se font au moins à deux personnes, tant pour rendre la tâche plus « conviviale » que pour garantir un minimum de sécurité au cas où un des militants serait violemment pris à partie. Les distributions lors de manifestations ne répondent pas exactement aux mêmes objectifs que celles ayant lieu dans la rue dans une configuration normale : ces dernières ont pour objectif premier de faire connaître à un public profane les idées anarchistes ou de livrer un point de vue anarchiste sur l'actualité. Lors d'une manifestation, en revanche, c'est un public déjà sensibilisé voire politisé qu'il s'agit de toucher ; c'est la raison pour laquelle le message est souvent plus direct ou plus fort : les appels à la grève générale, par exemple, sont prioritairement dirigés vers les populations déjà mobilisées. En conjoncture normale ou lors d'une mobilisation, toutefois, la logique qui sous-tend la distribution de tracts est la même : il faut faire passer des idées, « conscientiser » et rallier à la cause en donnant de la visibilité à la doctrine anarchiste, généralement méconnue même parmi les rangs des militants de gauche.

Le collage d'affiches : Les groupes ou les secrétariats fédéraux produisent régulièrement des affiches qui consistent généralement en une image (dessin, photo) simple accompagnée d'un slogan : un Rubick's Cube dont les cases colorées ont été remplacées par les logos des partis politiques français avec comme slogan « Les élections, ça vous amuse encore ? – Abstention, autogestion – *Fédération anarchiste* » ; le dessin d'un homme noir escorté par des policiers, accompagné du texte « Vous partez au soleil ? Lui aussi... Non aux Expulsions. *Fédération anarchiste* »... Les différents aspects de la doctrine anarchiste sont déclinés en autant de messages destinés à être placardés sur les murs et à signaler et marquer la présence d'un groupe dans un quartier ou une ville. Les différentes affiches sont souvent reproduites également au format autocollant (A6). Les collages sont généralement des activités nocturnes et commencent alors dans la soirée, mais ils peuvent également être réalisés de bon matin, afin par exemple de disposer les affiches sur le parcours d'une manifestation. Ils réunissent un nombre variable de militants munis de larges pinceaux et d'un ou plusieurs seau(x) de colle à papier peint. Cette tâche quelque peu technique implique

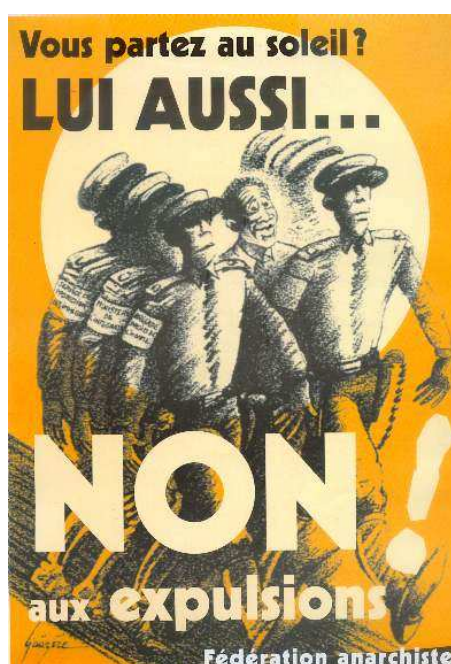
généralement une rapide formation. La pratique s'acquiert surtout par mimétisme mais un militant avec plus d'expérience se charge parfois de montrer aux nouveaux comment enrouler les affiches de façon à pouvoir les prendre une par une, comment appliquer la colle ou quels endroits choisir en priorité pour coller.

Image 3 : Affiche FA anti-élection



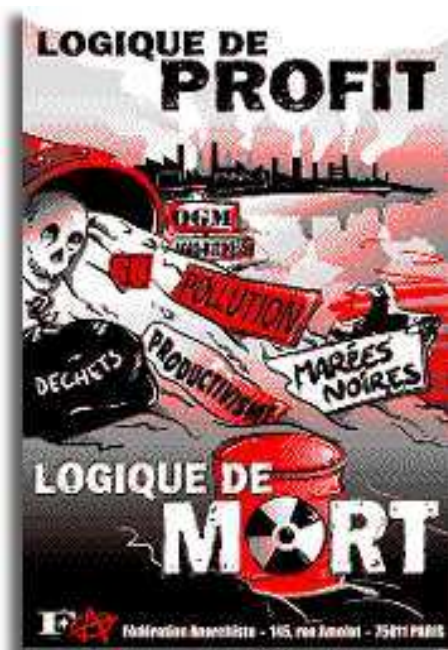
2006. Source : fonds FA

Image 4 : Affiche FA contre les expulsions



2006. Source : fonds FA

Image 5 : Affiche FA décroissance



2004. Source : fonds FA

Image 6 : Affiche FA Antireligion



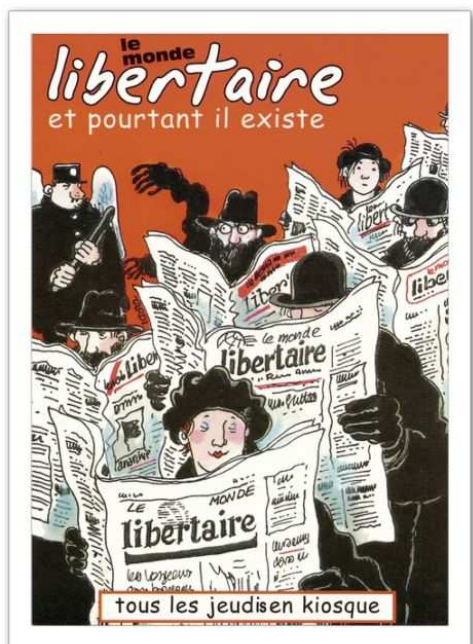
Date inconnue. Source : fonds FA

A la différence des actions présentées jusqu'ici, le collage d'affiches ou d'autocollants peut représenter un coût pour les militants ou pour l'organisation. La pratique est en effet illégale en dehors des espaces autorisés, qui sont rares et souvent mal situés : les colleurs « sauvages » qui sont pris sur le fait risquent un contrôle d'identité, accompagné d'une amende¹ ; l'organisation responsable du collage est, elle aussi, passible d'une amende. Si ceci ne concerne pas directement la *Fédération anarchiste* qui n'a pas d'existence juridique, ce peut être un problème important pour la radio ou le journal, qui disposent d'affiches à leur nom².

¹ Un militant du groupe de Strasbourg a ainsi été condamné en 2005 à verser une amende pour collage d'affiche en dehors des emplacements autorisés. Il convient de noter également que le fait de tenir une table de presse dans la rue n'est pas totalement sans risque, puisque la même année, un autre militant du groupe a été condamné pour occupation illégale du domaine public.

² En 2005, la municipalité de Marines (Val d'Oise), a voulu demander au *Monde Libertaire* une réparation du préjudice causé par le collage sauvage d'autocollants dans la ville. Si la plainte n'avait pas été retirée, l'amende aurait probablement été trop importante pour que le journal puisse perdurer. Cf. « De la censure honteuse », *Libération* du 12 avril 2005.

Image 7 : Affiche FA de promotion du *Monde Libertaire*



2006. Source : fonds FA

Image 8 : Affiche du groupe de Chambéry de la Fédération anarchiste



2006. Source : fonds FA

L'organisation de conférences-débats : Moins régulière que la vente du *Monde Libertaire* ou la diffusion de tracts, la tenue de conférences fait néanmoins partie du répertoire d'action classique et rôdé des anarchistes. Nous regroupons sous le terme « conférence » l'ensemble des *meetings*, projections-débat et autres « rencontres » organisées par les militants et qui consistent à convier un public dans un lieu en général clos et à échanger avec lui sur un sujet déterminé à l'avance. L'échange peut être asymétrique, dans le cas d'une conférence suivie seulement de quelques interventions de l'auditoire, ou plus égalitaire, lorsque les débats prennent l'essentiel du temps de la rencontre. Il est difficile de présenter de façon synthétique le déroulement de l'ensemble de ces conférences, car chacune peut prendre une forme différente ; tout juste peut-on en dégager certains éléments invariants : d'une manière générale, on a un ou plusieurs orateurs « officiels », membres du groupe organisateur ou invités par lui. Ceux-ci ne font parfois que dire quelques mots, pour introduire ou commenter un film qui est projeté, par exemple. Le public est assis, face aux orateurs ou en cercle. La conférence est en général l'occasion de la tenue d'une table de presse où sont proposés divers ouvrages et brochures anarchistes. Principalement organisées en soirée, les

conférences peuvent aussi se décliner sur une journée ou un week-end thématiques. Les questions abordées dépendent dans une certaine mesure de l'actualité¹, mais elles tournent surtout autour de l'histoire du mouvement anarchiste et de ses principes politiques cardinaux : l'histoire de la Guerre d'Espagne ou de la Commune, le féminisme, l'autogestion, l'éducation libertaire, l'antireligion... Lorsque les rencontres s'étalent sur plusieurs jours, un service de restauration est mis en place : des plats végétariens et parfois non végétariens sont proposés, généralement à prix libre. Lors des soirées, les militants tiennent une buvette pendant qu'ont lieu des concerts de rock, de chanson française ou de punk avec des groupes proches de la mouvance libertaire.

Les manifestations : Comme la plupart des groupements contestataires, les collectifs de la FA participent à des manifestations qu'ils contribuent parfois à organiser. Les thèmes sont variés : pour la défense des services publics contre la privatisation, contre les expulsions et pour la liberté de circulation, contre les religions, contre une réforme du droit du travail, contre la guerre, etc. Les militants interviennent fréquemment dans les défilés munis de tracts qui mettent en avant une position anarchiste, souvent plus ou moins en décalage avec la revendication dominante de la mobilisation (contre le salariat et pour la grève générale dans une manifestation contre le CPE, pour des services autogérés dans un défilé pour les services publics...). Certains y vendent le *Monde Libertaire*, qui parfois, pour l'occasion, a fait sa une sur la mobilisation. On peut distinguer deux types de manifestations : celles réunissant de nombreux militants de l'organisation et celles où peu d'entre eux sont présents. Ceci n'est pas nécessairement en rapport avec l'importance de la mobilisation, qui peut tout à fait être très forte mais peu suivie par les anarchistes. En la matière comme pour les autres types d'actions, chaque militant est libre de se joindre au mouvement ; le fait que la *Fédération anarchiste* fasse partie des signataires d'un appel à manifester ou ait elle-même organisé le défilé n'implique pas que ses membres soient tenus de participer. En pratique, on retrouve surtout

¹ Du fait de la durée de préparation d'une conférence pour des groupes ne disposant pas de ressources très importantes, les thèmes abordés peuvent difficilement coller à l'actualité, sauf lorsque celle-ci est faite d'événements incontournables et prévus à l'avance, comme des élections, ou la célébration d'un anniversaire, comme celui de la Charte d'Amiens en 2005 ou celui de la guerre d'Espagne en 2006. C'est la raison pour laquelle une recension des thèmes de conférences annoncées dans *Monde libertaire* pendant un an entre juillet 2005 et juin 2006 donne, par ordre décroissant : Révolution espagnole/guerre d'Espagne ; Décroissance ; Histoire de la Commune ; Zapatisme ; Antimilitarisme ; Education libertaire ; Féminisme ; Antireligion ; Travail et droit du travail ; Autogestion et entreprises récupérées ; Bourses du travail ; Charte d'Amiens...

les militants les plus jeunes dans les manifestations, les plus âgés tendant à faire davantage de sélection entre les différentes offres d'investissement. Les participations se discutent et se préparent en réunion de groupe, dans des réunions entre groupes d'une même zone géographique ou encore via une liste de diffusion électronique : ces échanges permettent aux militants de se coordonner afin de fixer un point de rendez-vous et de se répartir les tâches lorsqu'il est prévu d'apporter du matériel (tracts, journaux, banderole(s), drapeaux...).

Dans les manifestations les moins investies, les quelques militants présents essaient généralement d'apporter avec eux quelques tracts, une banderole, des autocollants à coller et à distribuer ou, *a minima*, d'arborer un drapeau noir afin d'avoir un petit peu de visibilité. Le matériel emporté dépend de considérations pratiques : ce que les militants peuvent facilement transporter, la disponibilité de tracts ou de banderoles adaptés au thème de la mobilisation, le fait pour un groupe de posséder ou d'avoir accès à un mégaphone, etc. Dans le cortège, les anarchistes se positionnent de façon aléatoire ou, lorsque c'est possible, à proximité de la CNT. Les manifestations qui réunissent de « nombreux » membres de la FA (c'est-à-dire plus d'une dizaine) permettent une visibilité considérablement accrue de l'organisation : en plus de prévoir des tracts, des journaux et une ou plusieurs banderole(s), les militants louent parfois une camionnette dans laquelle ils peuvent installer une sonorisation afin de diffuser leurs slogans et leur musique (du rock, du punk, mais aussi des chansons de Léo Ferré et des chants anarchistes). La mise en œuvre de ces moyens suppose la réunion de militants de plusieurs groupes ; elle est par conséquent plus fréquente en région parisienne. Chacun des groupes dont des membres participent à la manifestation contribue financièrement, à sa mesure, à la location d'un véhicule, à l'achat de matériel pour confectionner une banderole ou au paiement des photocopies pour les tracts. Lors des défilés parisiens importants, les anarchistes se placent fréquemment avec leur camionnette sur un point du parcours pour y vendre le *Monde Libertaire* et distribuer leurs tracts et autocollants aux manifestants qui arrivent. Ils se placent ensuite en fin de cortège, généralement à proximité de la CNT. Lorsqu'il n'est pas possible de se placer par avance sur le parcours, ils essaient en général de s'installer au point de départ de la manifestation de façon à pouvoir toucher une majorité de participants, avant de défiler eux-mêmes en queue de cortège.

La façon dont sont abordées les manifestations par les militants anarchistes montre que leur participation est avant tout dirigée vers les autres manifestants : leur action semble en effet avoir pour objectif premier de montrer leur présence et de faire passer leur message dans

le cortège — et éventuellement dans les médias qui couvrent l'événement — et non pas d'obtenir la satisfaction des revendications portées par la manifestation — qui ne sont d'ailleurs rarement ou jamais exactement celles qu'ils portent. Les manifestations, parce qu'elles donnent accès à un public potentiellement réceptif aux thématiques contestataires, sont donc vues davantage comme une tribune permettant de diffuser leurs idées plutôt que comme un moyen d'obtenir un résultat concret et immédiat.

Les anarchistes et le 1^{er} mai

Les traditionnelles manifestations du 1^{er} mai ne font pas réellement exception au principe que nous venons de souligner : comme dans les autres défilés, l'investissement des militants vise avant tout à y affirmer une identité anarchiste et à publiciser un ensemble de positions fondamentales. Parce qu'ils y trouvent une occasion de s'inscrire symboliquement dans la filiation du mouvement ouvrier socialiste, ces événements annuels occupent toutefois pour eux une place particulière¹. Historiquement, les anarchistes furent d'abord sceptiques vis-à-vis des premières manifestations organisées le 1^{er} mai pour l'obtention de la journée de huit heures, parce que le mouvement voulait faire appel aux autorités publiques, mais aussi parce qu'ils estimaient que des résultats concrets ne pouvaient être obtenus par une manifestation ou une grève planifiées, auxquelles ils opposaient la révolte spontanée des masses². Ils se joignirent toutefois à l'événement, cherchant à marquer leur spécificité, en provoquant des affrontements avec les forces de l'ordre à Vienne en Isère en 1890 ou en tentant d'organiser une action antimilitariste l'année suivante³. Ignorant l'appel de Sébastien Faure en 1892 à délaissier cette manifestation « marxiste », « légalitaire » et « officielle », ils choisirent pour la plupart de s'investir dans les mobilisations printanières, espérant « que les travailleurs iraient au-delà des consignes socialistes »⁴. Fondée sur « l'instinct prolétarien qui guidait certains militants vers la masse des travailleurs »⁵, la participation des socialistes libertaires aux manifestations pour la journée de huit heures s'est alors faite régulière.

Signe de l'appropriation de l'événement par les anarchistes, le premier numéro de mai du *Monde Libertaire* nouvellement créé titrait « Premier Mai ! ». On pouvait y lire un article affirmant la dimension révolutionnaire et internationaliste des journées de printemps : « *Autrefois, le Premier Mai*

¹ Cette place particulière est attestée par la couverture que le *Monde Libertaire* fait chaque année de ces manifestations. Ainsi, on pouvait lire en 2007 une brève intitulée : « Le 1^{er} mai avec les anars » : « 200 000 syndiqués dans la rue, bonne présence anar. **Caen** 4000, 30 anars : “on ne veut pas Royal, on veut la guerre sociale” **Metz** 5000, quelques CNT et FA. **Aubenas** 200, petit cortège CNT et FA. **Besançon** 1000, bonne présence anar : “Sarko, Ségo, vous êtes foutus, le peuple est dans la rue”, 200 au repas FA ! **Nîmes** 1000. **Orléans** 800. **Montargis** 70, présence FA, bonne intervention au meeting. **Gien** 20, petite présence anars et sans-paps. **Strasbourg** 2000, dont 250 FA, No-Pasaran et antifas allemands, 100 au repas anar, plus nombreux de l'autre côté de la frontière. **Périgord** 500, petit cortège anar, les Cénétiens [militants de la CNT] ayant filé à Paris. **Panama** 60 000, 3000 au défilé anar matinal, 500 FA : “Ni peste ni choléra, abstention”, Act Up et divers libertaires. **Toulon** 500, 30 anars : “Egalité sociale et économique !” **Saint-Brieuc** 500, présence FA et anars individuels, repas de soutien aux sans papiers. **Marseille** FA, CNT et AL ont quitté la manif syndicale pour faire pression sur les passagers d'un bateau qui expulsait un sans papiers [...]. La FA Marseille a tenu une table de presse... sous la pluie ! Source : groupes de la FA ». *Monde Libertaire* n°1478, 26 mai 2007, p. 6.

² MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1. *Op. cit.*, p. 202.

³ *Ibid.*, p. 196-200.

⁴ *Ibid.*, p. 204.

⁵ *Ibid.*, p. 204-205.

avait une signification symbolique pour tous les travailleurs du monde. Fraternellement unis dans une même espérance, où qu'ils se trouvent, dans une égale foi en leurs destinées révolutionnaires.

Ce jour n'était pas seulement un anniversaire, une réminiscence, un regard sur le passé. C'était surtout, chaque année, un nouveau jalon posé sur le chemin de l'émancipation, un épisode de la lutte incessante pour la libération, un départ allègre vers de nouveaux horizons.

Que d'héroïsme, que de courage, que de sacrifices ont magnifié ce jour depuis un siècle. Et combien de fois le sang de nos martyrs n'a-t-il pas fécondé le champ de l'histoire pour les moissons rouges de l'avenir ?...

Mais qu'ils sont loin les tâcherons de Dorchester, les martyrs de Chicago, de Clichy, de Fourmies !... Qu'elles sont loin ces époques où dénuées de toute hypocrite tolérance, la lutte des classes se déroulait en un impitoyable combat !... [...]

Le Premier Mai a perdu toute sa signification révolutionnaire : châtré au nom de l'ordre, de la discipline et de la légalité, il connaît la dégénérescence qui rend impuissant actuellement tout le monde ouvrier. [...]

Notre Premier Mai n'est plus celui de la revendication de la journée de huit heures, de la semaine anglaise, d'un vague mieux-être et d'un peu de liberté.

Notre Premier Mai doit représenter la volonté consciente d'abolir la vieille société capitaliste, qu'elle soit démocratique ou totalitaire, libérale ou réactionnaire.

Notre Premier Mai doit préparer une société égalitaire, dans l'abondance ou la précarité, mais dans le juste partage des biens de ce monde.

Ce monde qui, enfin, sera celui de la Justice, de la Paix et du Bonheur.

Ce n'est qu'ainsi que seront vengés, un jour, nos martyrs qui ont sacrifié leur vie par un beau jour de Premier Mai. » (n° 8, mai 1955)

L'année suivante, en 1956, un nouvel article, en première page, célébrait le double anniversaire du 1^{er} mai 1886 de Chicago et du 1^{er} mai 1906 en France. L'auteur y rappelait l'inspiration anarchiste de ces journées (qui furent marquées pour la première par la condamnation à mort de militants anarchistes et, pour la seconde, par la volonté d'action directe d'une CGT inspirée par le syndicalisme révolutionnaire) : « [...] Par une coïncidence de l'histoire, il se trouve que cette année se mêle étroitement à son 70^e anniversaire de naissance en Amérique (1886) le cinquantenaire du 1^{er} mai qui, en France (1906), marqua son renouvellement. C'est là matière à ample réflexion. Non pas seulement parce que, dans la période de reflux où nous sommes, la fête lénitive du travail, la fête bucolique du muguet, et la soi-disant fête de « Jésus ouvrier » remplacent momentanément le levée en masse révolutionnaire digne de la plus grande des causes. Mais parce que c'est avant tout l'anarchisme soit à l'état pur, soit sous la forme syndicaliste, qui a imprégné le 1^{er} mai 1886 à Chicago comme le 1^{er} mai 1906 en France. Et c'est pourquoi dans ce journal il importe de mettre l'accent sur ce point. » (n° 18, mai 1956).

De nos jours, chaque 1^{er} mai fournit aux anarchistes l'occasion de se réunir afin de réaffirmer leurs convictions et de rappeler l'histoire et la dimension conflictuelle de la manifestation devenue rituelle. Cet aspect est fréquemment rappelé. Ainsi, en avril 2008, on pouvait lire dans le *Monde Libertaire* : « Dans de nombreux pays, le 1^{er} mai donne lieu à une célébration de la "fête du travail" : fêtes populaires, randonnées cyclistes et surconsommation alcoolique complètent le tableau. Peu de gens prennent part aux rituelles manifestations des syndicats domestiqués. Et bien moins encore connaissent l'origine combative du 1^{er} mai, journée de lutte du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. Un regard historique suffit pourtant à remettre en lumière les objectifs et les espoirs — hélas oubliés — des travailleurs bien au-delà des actuelles revendications salariales. Aujourd'hui, beaucoup de gens ignorent que le 1^{er} mai est né en référence à la mort par pendaison de militants anarcho-syndicalistes à Chicago, au cours d'une campagne pour la journée de huit heures qui a culminé le 1^{er} mai 1886. C'est pour cela que cette journée est pour nous synonyme de luttes sociales et de refus du capitalisme et non pas d'une "fête du travail", notion qui remonte à l'Occupation et au gouvernement de Vichy. » (n° 1514, 24 avril 2008, p. 14).

Chaque année, dans un certain nombre de villes de France, différents groupements et différentes organisations anarchistes (*Alternative Libertaire* parfois, mais surtout la *Confédération*

nationale du travail et la *Fédération anarchiste*) se rassemblent pour participer au défilé du 1^{er} mai dans un cortège libertaire unifié. Bien que chaque organisation conserve ses marqueurs identitaires — drapeaux, banderoles, badges, etc. — les manifestants reprennent en général des slogans communs, propres aux anarchistes et qui les distinguent donc du reste du cortège. Ainsi, en mai 2005, contre la thématique générale du « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen, les anarchistes alsaciens (AL et FA de Strasbourg, CNT Mulhouse) ont essayé de faire prédominer leurs appels à l'autogestion et à la révolution (« Qui sème la misère récolte la colère. Révolution sociale et libertaire ! ») ; de la même façon, en 2007, des slogans tels que « Ni peste, ni choléra, abstention ! » étaient opposés aux appels de nombreux syndicats à « faire barrage » à Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle. Le même souci d'unité, de visibilité et de distinction est présent dans les différentes zones où des militants anarchistes sont présents. A Paris, depuis la fin des années 1970, le 1^{er} mai est l'occasion d'organiser un défilé libertaire indépendant. Il réunit les militants d'AL, des deux CNT, de la FA, de l'OCL, de l'OLS, du *Sclap*, etc. Après s'être réunies préalablement sur la Place des fêtes dans le 19^{ème} arrondissement, les différentes organisations défilent ensemble, chacune arborant ses drapeaux et banderoles et disposant de sa camionnette sonorisée. Le cortège libertaire rejoint ensuite la manifestation syndicale qui part de la Place de la République, mais c'est en général pour s'y dissoudre, la plupart des anarchistes ne poursuivant pas le défilé.

Fidèles à la tradition ouvrière des « réjouissances¹ » du 1^{er} mai, les rassemblements annuels des anarchistes sont souvent marqués par des festivités : les manifestations sont parfois suivies d'un repas de quartier pour lequel chacun apporte sa propre nourriture ; il arrive également que soit organisé un gala, rythmé par des concerts. Ces différentes activités sont aussi fréquemment pensées comme un instrument de propagande. En marge des festivités sont alors organisés des rencontres-débat, des projections ou un meeting, sur des thèmes divers, liés à l'actualité (comme un meeting anti-électoral dans l'entre deux tours de l'élection présidentielle 2007) ou plus généralement au projet anarchiste.

Les manifestations, et a fortiori celles du 1^{er} mai, sont pour les anarchistes autant l'occasion de se faire voir et de faire connaître leurs idées et propositions que de se retrouver et d'entretenir leurs liens de sociabilité. Que ce soit lors de la manifestation elle-même² ou ensuite, lorsqu'ils se retrouvent ensemble autour d'un verre, les militants peuvent échanger à loisir. Les longs parcours offrent le temps de discuter avec des proches ou moins proches, de retrouver des amis perdus de vue ou de prendre des nouvelles d'anciens compagnons. D'une manière générale, l'ensemble des interventions publiques des anarchistes (tractages, collages, ventes du journal, conférences...) ménagent d'importants espaces de sociabilité entre militants et se concluent fréquemment dans un bar, renforçant ainsi la tendance du groupe à constituer une « communalisation » au sens de Max Weber.

¹ RODRIGUEZ, Miguel. *Le 1^{er} mai. Op. cit.*, p. 11.

² « Lorsque la manifestation se déroule, elle procure dans son déroulement même une “rétribution”, le plaisir si souvent évident de faire quelque chose ensemble. » FAVRE, Pierre. « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics », in FRANCOIS, Bastien, NEVEU, Erik (dir.). *Espaces publics mosaïques... Op. cit.*, p. 136.

Salons et fêtes du livre : En plus de la fête du livre du mois d'octobre de chaque année (« Lire en fête ») qui donne lieu à l'organisation de débats, de projections et de concerts à la Librairie du Monde Libertaire, la *Fédération anarchiste* est à l'initiative de l'organisation d'un « Salon du livre anarchiste » qui se tient de façon irrégulière et réunit, pendant deux à trois jours, l'ensemble des éditeurs proches de la mouvance libertaire. En plus de fournir un lieu de rencontre et d'échange aux différents militants, la manifestation a pour objectif d'assurer une meilleure visibilité de la presse militante ; elle est généralement annoncée dans le *Monde Libertaire* et sur Radio libertaire, et les militants des différents groupes sont sollicités pour en faire la publicité via des affiches ou des tracts. A côté des stands où les éditeurs vendent leurs propres ouvrages, différents espaces permettent d'assister à des conférences, des lectures, voire des concerts. Ces événements sont couverts par Radio libertaire qui se délocalise pour l'occasion sur le lieu du salon et retransmet les différents débats qui y sont organisés.

Les différentes activités que nous venons de présenter constituent l'essentiel des interventions publiques des militants de la FA. La liste n'est pas pour autant exhaustive. On pourrait en effet citer également les ouvertures de squat, les rassemblements de soutien à des travailleurs en grève (généralement en face de leur lieu de travail), les manifestations d'opposition à un rassemblement néo-fasciste, la résistance à des tentatives d'expulsions d'étrangers en situation irrégulière, la participation à des occupations de locaux avec des militants sans-papiers, ou encore le fait de perturber un *meeting* de l'UMP en y répandant des boules puantes. Ces différentes interventions, plus ponctuelles, se font toutefois rarement avec l'étiquette *Fédération anarchiste* : elles sont davantage le fait de militants FA investis dans d'autres collectifs et agissant à titre individuel. En dehors de ces actions, il convient d'évoquer une partie importante de l'activité de nombreux membres de la *Fédération anarchiste* qui consiste à faire vivre ce que les militants appellent les différentes « œuvres » : le journal, la radio, la librairie. Le fonctionnement de ces institutions requiert un important travail. Si la librairie recourt à des salariés, ce n'est pas le cas du journal et de la radio qui ne vivent que de l'investissement bénévole des militants, tant pour leur gestion financière et comptable que pour les tâches techniques et la production du fond : articles, émissions, etc. Un nombre important, quoique difficile à évaluer, de membres de la FA participent donc à plus ou moins forte proportion à ce fonctionnement, ne serait-ce qu'irrégulièrement, en

soumettant un article au Comité de rédaction du *Monde Libertaire* (CRML), chargé de confectionner l'hebdomadaire à partir des articles rassemblés. Ces activités peuvent être individuelles ou collectives (travail en comité, rédaction d'un article en commun, etc.). Bien que peu visibles, elles contribuent grandement à la notoriété de l'organisation.

2) « Il faut agir » : les actions des militants de la gauche radicale

La nécessité d'agir est un leitmotiv du militantisme de la gauche radicale. Soucieux de pouvoir ressentir les effets concrets de leur engagement, les activistes dépensent beaucoup d'énergie à préparer et réaliser des interventions publiques pour lesquelles la forme compte autant que le fond. Derrière cette insistance sur l'aspect formel, il y a à la fois l'idée que le militantisme doit être une source de plaisir et d'épanouissement et le sentiment que les messages militants passeront avec d'autant plus d'efficacité qu'ils prendront une forme originale et attractive. Les actions des radicaux sont marquées par une grande diversité, mais elles ont un certain nombre de traits communs, comme le fait de mettre l'accent sur l'humour et la dérision et de reposer sur des mises en scène parfois élaborées. Elles font en outre largement usage de la symbolique. Bien qu'il soit difficile de classer ces actions dans des cases précises et délimitées, nous allons tenter, par souci de clarté, de les regrouper en deux catégories larges et poreuses, recoupant les distinctions théoriques présentées plus haut : les actions de « communication », dont le but vise principalement à faire passer un message (de dénonciation ou de propagande), et les actions directes présentant des objectifs concrets.

Les actions de « communication » : Un nombre important des actions des militants de la gauche radicale sont pensées comme une campagne de communication visant à faire passer avec la plus grande efficacité possible un message particulier. Nous allons tenter de donner quelques exemples de ces interventions parmi celles qui nous ont été relatées ou que nous avons pu observer directement. L'action « Zombies », portée par le collectif *Vamos!* en 2005 et que nous avons suivie depuis la première réunion de préparation jusqu'à sa conclusion, constitue un bon exemple de la façon dont peut se mettre en place une stratégie de communication militante.

C'est Frank, un des fondateurs de *Vamos!*, qui est à l'initiative du projet. L'idée était de manifester une opposition aux négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui

devaient avoir lieu à Hong-Kong en décembre. Comme il n'était pas possible pour les militants de se rendre sur place pour manifester, il s'agissait de mener une action d'envergure en France. La thématique des zombies était liée à l'idée que l'accroissement de la concurrence mondiale, induite par la logique de l'OMC, faisait des individus des morts-vivants, aliénés par leur travail et la course au profit. En septembre 2005, une première réunion de travail rassembla six militants de *Vamos!* intéressés par cette action. Il y fut définitivement arrêté l'idée que l'action consisterait en une représentation d'une insurrection de zombies, dans un lieu symbolique de la mondialisation et du commerce international, au moment du sommet de Hong-Kong. On décida également d'élargir l'action à tous les collectifs et individus qui voudraient s'y joindre. Pour ce faire, il fallait faire passer un large appel dans les réseaux militants et essayer de publiciser au mieux l'initiative. Il fut même envisagé de faire la même action simultanément dans différentes villes, mais le projet n'aboutit pas. A l'issue de cette première réunion, quatre groupes de travail furent mis en place : un groupe « texte », chargé de rédiger un appel ; un groupe « scénographie-costumes » ; un groupe « film », qui devait s'occuper de réaliser un petit film d'appel à l'action ; un groupe « stratégie », censé choisir la cible. En outre, il fut confié à un des militants du collectif, graphiste de profession, la tâche de réaliser une image déclinable en affiches et autocollants pour annoncer l'action. Plusieurs réunions eurent ensuite lieu, réunissant les différents groupes de travail ou l'ensemble des militants travaillant sur l'action. Après quelques semaines, plusieurs nouveaux militants de *Vamos!* avaient rejoint le groupe des Zombies et des contacts avaient été tissés avec des individus intéressés, appartenant ou non à d'autres organisations proches de la mouvance libertaire (*Panthères roses, Brigade activiste des clowns...*). Une fois un site Internet créé, l'appel à la mobilisation rédigé et l'affiche réalisée, un petit film a été tourné par un réalisateur proche d'un des militants, avec la participation de différents activistes réunis pour l'occasion. Il se présentait sous la forme d'un « *teaser* » censé attiser la curiosité et expliquer les raisons essentielles de l'insurrection des zombies. On y voyait notamment des zombies masqués atablés faisant une conférence de presse tandis qu'une troupe d'autres morts-vivants sortaient lentement d'une bouche de métro.

Image 9 : Affiche/autocollant de l'action Zombies contre l'OMC



2005. Source : Archives personnelles.

Après plusieurs semaines de préparation, l'action prit place le 11 décembre dans un supermarché Carrefour, pour dénoncer l'attitude de la firme vis-à-vis de ses salariés et de ses fournisseurs¹. En dépit des communiqués de presse annonçant l'action, aucun journaliste n'était présent. Une bonne trentaine d'activistes se réunit dans un point de rendez-vous loin du lieu de l'action (pour éviter de dévoiler la cible aux éventuels policiers) afin de se préparer, passer leur costume et se grimer en morts-vivants à la peau blafarde et aux yeux cernés de noir. L'ensemble du groupe partit ensuite en métro pour investir le supermarché, muni de tracts et d'instruments de samba. L'entrée dans la grande surface fut mouvementée, mais les vigiles, rapidement débordés, n'opposèrent que peu de résistance. Les zombies firent ensuite le tour du magasin, distribuant des tracts aux acheteurs, et jouant des rythmes vaudou. Ils se réunirent ensuite au centre du magasin pour prier collectivement à la gloire de l'OMC et de la concurrence, sous l'œil attentif des policiers intervenus pour l'occasion. Au bout d'une heure environ, les militants repartirent sans avoir pu parler à la direction de la multinationale, mais avec la satisfaction d'avoir disséminé quelques affiches dans les rayons du supermarché et d'avoir été vus par des clients et filmés par quelques « médiactivistes² » présents sur les lieux. Les militants se retrouvèrent ensuite sur le lieu de départ de l'action pour un débriefing collectif, puis se réfugièrent dans un bar.

La fréquence et l'importance des moments de convivialité ménagés pendant et surtout après les interventions militantes est un trait commun aux radicaux et aux anarchistes ; ils constituent une part importante des phénomènes par lesquels une véritable camaraderie et un sentiment de solidarité s'installent entre les militants. Formes non négligeables de rétributions, ces moments contribuent fortement, on le verra, au renforcement de la pérennité des investissements individuels.

L'action dont nous venons de faire le récit, malgré sa réussite en demi-teinte (elle n'a pas été suivie dans d'autres villes et n'a pas trouvé d'écho dans les grands médias du fait notamment du choix d'une cible « périphérique » — alors qu'une intervention dans un grand magasin du centre de Paris comme les Galeries Lafayette quelques jours avant Noël aurait peut-être suscité un intérêt plus fort) réunit beaucoup des caractéristiques qui font la singularité de nombreuses actions militantes actuelles : elle est pensée comme une action perturbatrice potentiellement gênante pour la cible³ et fait usage du second degré pour

¹ Le communiqué de presse des zombies précisait ainsi : « Cette action de désobéissance non-violente vise un magasin de la chaîne Carrefour car cette multinationale est emblématique de la logique destructrice qui s'organise à l'OMC : précarité et temps partiel imposé pour les salarié-e-s au Nord, politique d'approvisionnement globale ignorant les coûts environnementaux, absence de droits sociaux et salaires de misère pour les travailleur-se-s du Sud... [...] Contrairement à ce qu'essaie de faire croire une communication agressive sur le thème de la responsabilité sociale, cette firme est tout sauf socialement responsable. L'actualité le montre. Au sud, Carrefour a du sang sur les mains. [...] Au nord, Carrefour jette ses salariés. [...] »

² Militants investis dans les médias alternatifs, sur Internet en particulier.

³ En ceci, de nombreuses actions de communication sont aussi des actions directes au sens où elles ont un effet concret sur la cible. C'est le cas par exemple de la plupart des actions qu'a menées le groupe *Aarrg!* Paris pour rendre publiques les mauvaises conditions de travail et dénoncer la répression syndicale dans la restauration

représenter la situation dénoncée et attirer l'attention du public. La distribution de tracts repose alors principalement sur la création d'un « événement » qui capte l'intérêt du public alentours. En outre, elle recourt largement aux médias, et en l'occurrence à Internet (pour l'annonce des réunions de préparation, la diffusion du film et celle du compte-rendu de l'action). On constate à travers cet exemple l'accent mis par les activistes sur la communication via le recours à des méthodes publicitaires (*teasing*, spots de publicité...)¹. Le même type de logique est repérable dans une action pourtant très différente menée en 2003 par le groupe *Aarrg!* de Paris et baptisée « Opération un poil de cul pour Sarkozy ». Cette opération, bien qu'elle n'ait pas été médiatisée, reposait elle aussi sur une stratégie de communication élaborée. Lors de son entretien, Alain, militant du groupe, mettait l'accent sur la capacité de ce type d'interventions à :

« renverser un certain nombre de codes, briser un certain nombre de barrières même culturelles ou sociales ou sociologiques dans l'action... sans tomber non plus dans une certaine idolâtrie ouvrière comme on a pu connaître il y a une trentaine d'années, enfin tu vois...

– *Qu'est-ce que tu entends par des barrières sociologiques ?*

Ben, très concrètement, ce qui me vient, comme ça, spontanément, c'était quand on avait fait l'opération "un poil de cul pour Sarkozy", tu vois, spontanément quand j'en parlais autour de moi, les gens, mais personne n'y croyait, tout le monde disait "mais c'est ridicule, ça vous fait bien rigoler deux minutes mais voilà, politiquement, c'est zéro"... Et surtout, venant, bon, c'est un groupe, il y a quand même beaucoup de normaliens, et de trucs comme ça, tu vois, on se dit les mecs on trop passé de temps dans les bouquins, maintenant ils sont revenus à l'âge pipi-caca. Et en fait non, absolument pas. C'est un truc, si tu y réfléchis un petit peu, c'est

rapide : « Il fallait trouver une cible matérielle. [...] Ca marchait bien par exemple pour tout ce qui était emplois précaires, Pizza Hut, Mac Do, etc., c'était de bloquer l'espace public, sur le trottoir, avec du scotch. Ensuite une saturation visuelle avec des affiches, des affichettes. [...] Et puis faire un peu de raffut, et puis distribuer les notices de l'action, enfin les griefs qu'on pouvait avoir. [...] Et du coup c'était un moyen de lutte efficace parce que ça perturbait le... ça nuisait considérablement au chiffre d'affaire. Par exemple ça flinguait la recette d'un Mac Do le midi, enfin ça représente vachement de fric quoi, et ça, ça les faisait vraiment chier. Ca, ça marchait bien. » (Thierry, 27 ans, militant à Aarrg! Paris)

¹ On peut également noter, à travers la préparation et la réalisation des actions, la valorisation des compétences propres à chaque individu (connaissance en graphisme ou en réalisation vidéo, capacité d'écriture, compétences musicales, etc.). La valorisation, au sein du groupe, des compétences individuelles est un trait marquant des « nouvelles » tendances du militantisme telles qu'elles sont repérées par Jacques Ion. Selon lui, « au lieu que l'individu adhérent ne compte que par le rôle que lui confère le groupement, c'est au contraire son individualité spécifique détentrice de ressources particulières (en informations, en relations, etc.) qui se trouve alors prise en compte. » (*La fin des militants ?*, op. cit., p. 50). Selon cette vision, ce serait donc désormais l'individu qui apporte au collectif ses ressources et non plus l'inverse. Cf. aussi MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck. « Le capital militant... ». Article cité.

aussi bien dans le public que ça pouvait toucher, ça a bien marché au niveau des teufeurs¹, des gens comme ça, il y avait cette idée de pouvoir s'adresser à un public qui n'aurait pas politisé les choses de la même manière, et en même temps de toucher par un truc et de montrer qu'*a priori* quelque chose qui pouvait sembler complètement infantile et sans intérêt pouvait se révéler être quelque chose de porteur, qui porte un message vraiment, quoi... C'était pas que le canular. Effectivement, il y avait peut-être un esprit un peu potache mais ça ne se limitait pas à ça. Et ça, cette manière de briser... Parce que ça me semble assez frappant, tu vois, de casser les règles d'action militante. C'est-à-dire plutôt que de se pointer en faisant un prospectus sur pourquoi les lois Sarkozy sont dangereuses, petit a, petit b, petit c et puis à la fin, "venez tous à la manif, quel scandale", tu te ballades en distribuant un truc avec "un poil de cul pour Sarkozy". Et a priori ça ne semble pas du tout correspondre à un truc de classe culturelle militante, ça passait pas du tout... Je pense que la plupart des militants des grandes structures classiques ne s'y seraient pas reconnus du tout, ou alors ils auraient trouvé ça démagogique. Et là, ça me semblait un peu plus vertical comme mode d'action, c'est-à-dire aller toucher les gens qui n'ont pas forcément les mêmes codes, les mêmes références, tout en ayant un contenu politique qui était justement pas nul, il y avait vraiment quelque chose derrière. Le but c'était pas de s'adresser au sympathisant de gauche dont on sait très bien que qu'il lise ou non le prospectus sur la dangerosité du projet de loi Sarkozy, de toute façon il était d'accord, quoi. » (Alain, 29 ans, militant au groupe *Aarrg!* Paris).

L'idée de l'opération « un poil de cul pour Sarkozy » était de se promener dans la rue en distribuant des petites cartes préimprimées sur lesquelles figurait l'adresse du ministère de l'Intérieur et le texte suivant : « *Monsieur le ministre, désirant moi aussi apporter ma contribution à l'extension incontrôlée du fichage génétique des citoyens, telle que prévue par l'article 15 de la loi sur la sécurité intérieure, j'ai l'honneur de vous adresser un élément de mon anatomie intime. Je vous autorise par la présente à opérer tous les prélèvements nécessaires à ma mise en fichier. Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations les plus profondes.* » Suivait une reproduction de l'article 15 en question et un petit encart où l'on était invité à coller un « poil de cul »². Cette action était destinée à sensibiliser au fichage génétique un public que de longs discours sur les libertés individuelles ou les problèmes liés aux pratiques de fichage policier n'auraient guère interpellé.

¹ « Fêtards », adeptes des soirées de musique techno.

² On pourra trouver le document, ainsi qu'une version scannée de tous les poils recueillis, sur le site <http://www.poildecul.gouv.fr.tc>.

Le même type de démarche se retrouve dans l'action « marché de Noël » menée en décembre 2006 par les militants strasbourgeois du *Crep*. Ceux-ci se sont collectivement promenés dans le marché de Noël de la capitale alsacienne « déguisés » en cabanes pour représenter les petits chalets qui servent de stands sur le marché. Leur but était notamment de :

« faire prendre conscience aux gens que l'esprit marché de Noël initial n'est plus du tout respecté, et maintenant il s'agit seulement d'acheter toujours plus, etc. Et surtout que, à la base, le marché de Noël en Alsace c'était pour vendre des petites choses faites dans la région pour encourager les artisans locaux et maintenant les trois quarts des produits qui sont vendus, c'est fabriqué en Chine ou je ne sais où et ça n'a plus rien à voir avec l'esprit de Noël. [...] [I]ls se sont baladés dans le marché de Noël déguisés en cabanes, et forcément les gens se demandaient "mais que font ces gens ?", donc ça a suscité la discussion, et pas mal de réactions hostiles, d'ailleurs, de la part des commerçants. » (Inès, 25 ans, militante au *Crep*).

Sur les déguisements, des inscriptions telles que « Oh les jolis bonnets de Noël made in China ! » ou « N'ayez pas peur, les sans-abri ont été chassés » (en référence aux démarches de la municipalité qui ont visé à déplacer des SDF hors du centre-ville) étaient destinés à informer le public mais surtout à susciter le débat. Lors de cette intervention, les militants ont distribué des tracts expliquant leurs motivations : intitulés « Noël à Strasbourg, le sens du partage ? » (une version interrogative du slogan adopté par la ville), ils dénonçaient « la magie des jouets fabriqués par des enfants », « la féerie de l'électricité gaspillée », « le royaume merveilleux des cadeaux en trop », « l'enchantement de la surconsommation », ou encore « le décor extraordinaire du centre ville », « un décor folklorisé confisqué à ses habitants » et éloigné de la réalité de la vie strasbourgeoise.

Image 10 : Action « Marché de Noël » du Crep¹



2008. Source : Site Internet du *Crep*

L'importance, dans le répertoire des radicaux, de ces actions spontanées destinées à soulever un problème et à engager un débat avec le public, ne doit pas occulter un pan important de l'activité militante qui consiste à participer aux manifestations de rue. S'il leur arrive de défiler à titre individuel et anonyme au sein d'un cortège, les activistes tendent, lorsqu'ils agissent en tant que groupe, à appliquer à l'action manifestante les mêmes logiques spectaculaires, carnavalesques ou décalées que celles mises en œuvre dans leurs autres interventions. Les manifestations fournissent ainsi une occasion de se déguiser, de jouer de la musique ou de se démarquer d'une façon ou d'une autre, d'attirer le regard en proposant une animation ou des slogans empreints de 2nd degré afin de dynamiser le cortège et le rendre plus visible. Depuis l'année 2003, le collectif *Vamos!* a mis en place en son sein une *batucada*, ensemble de samba militante nommé « *Vamos sambaktivist!* ». Celui-ci s'inspire du groupe européen « *Rhythms of resistance* » qui officie dans les mobilisations altermondialistes au sein de ce qu'on appelle le « *pink bloc* », un rassemblement de « militant-e-s qui entendent faire cohabiter en une seule action la politique, l'art et le plaisir, et qui se costumant de façon fantaisiste et carnavalesque² », généralement en rose ou rose et argent. L'utilisation d'instruments de percussion lors d'une action permet de lui donner un rythme et une ambiance festive tout en attirant l'attention de la foule ; elle est en outre plus difficile à

¹ L'image est tirée du site Internet du Crep (<http://crep.strasbourg.free.fr>). On pourra y trouver d'autres images et documents relatifs à cette action ainsi qu'à d'autres interventions.

² DUPUIS-DERI, Francis. « Penser l'action directe des Black Blocs ». Article cité, p. 105.

contrer pour les forces de l'ordre, dans la mesure où il est moins aisé de faire cesser de jouer plusieurs activistes que de débrancher une sonorisation électrique. La *batucada* de *Vamos!* accompagne donc fréquemment les actions du groupe, et elle est souvent mise à contribution lors de distributions de tracts ou pendant les manifestations. Plutôt que de défiler derrière une banderole, les militants se déplacent en jouant de la samba, habillés de rose et d'argent, généralement sous l'œil intéressé des caméras couvrant l'événement. Dans le même esprit, les membres de *Aarrg!* ou les Clowns de la *BAC* investissent les manifestations déguisés et munis d'accessoires de plus ou moins grande taille bricolés par leurs soins. Les « Aarrgonautes » ont ainsi pu défiler lors du sommet de Bruxelles de décembre 2001 costumés en « Robins des bois » à la conquête de « l'Europe du capital », alors que les Clowns manifestaient en 2006 à Cherbourg contre le réacteur nucléaire EPR munis de leurs « parapluies (nucléaires) de TcherNObourg ». On peut enfin citer l'exemple des militants du *Crep* ou de *Chiche! Paname* dont les manifestations se font souvent à vélo, parfois munis de déguisements variés. Ces « vélorutions », inspirées par et parfois organisées avec le collectif du même nom (Vélorution!), ont notamment pour objectif de revendiquer des modes de transports alternatifs respectueux de l'environnement.

On ne peut conclure ces développements sur les actions de « communication » sans évoquer les différentes interventions publiques des militants radicaux lors de débats, meetings et autres rencontres autour d'un thème particulier. Bien que cette dimension de leur activité politique soit secondaire au regard de leur investissement dans les mouvements sociaux et de leurs actions contestataires et spectaculaires, elle n'en est pas pour autant négligeable. Les activistes de *Vamos!* se sont assez régulièrement impliqués dans l'organisation de projections-débats sur des thèmes tels que la décroissance, la désobéissance civile, l'autogestion, le commerce international ou le mouvement zapatiste du Chiapas. Ils ont également pu contribuer à la tenue de meetings dans des universités, en collaboration notamment avec *Attac Campus*, par exemple lors du mouvement pour le non au référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005. D'une manière générale, l'ensemble des groupements de la gauche radicale participent de façon plus ou moins irrégulière à ce type de rencontres, en organisant ponctuellement une conférence ou en collaborant à la préparation du festival des résistances et des alternatives de Paris (FRAP) qui, chaque printemps, propose un ensemble d'occasions de débats sur des sujets politiques et militants. Ces différentes rencontres prennent des formes similaires à celles organisées par les militants anarchistes ; elles sont

parfois accompagnées elles aussi d'une table de presse proposant des essais divers, généralement en lien avec le thème des discussions.

Les actions avec un objectif concret : A côté des multiples formes d'actions ayant pour but essentiel de faire passer un message, quelle qu'en soit la teneur, certaines interventions des militants de la gauche radicale visent un objectif plus précis et concret. Il peut s'agir, par exemple, de nuire à une cible, comme lorsqu'une action d'*Aarrg!* prive une enseigne de restauration rapide d'une partie de son chiffre d'affaire, ou de permettre le succès d'une opération de squattage de l'association *Droit au logement*, en tentant, avec la samba de *Vamos!*, d'attirer l'attention des forces de l'ordre loin du lieu investi par les sans-logis et leurs soutiens. L'objectif peut également être de faire pression sur une cible (une entreprise, des élus...) pour obtenir quelque chose de sa part : la réintégration de salariés licenciés, l'annulation d'une expulsion, etc.

Nous avons suivi la préparation et le déroulement d'une action de désobéissance du collectif strasbourgeois *Action Logement* qui visait à empêcher la fermeture estivale du Foyer des Remparts, un lieu d'hébergement pour sans-abri. L'intervention avait été préparée longtemps à l'avance. La date de la fermeture du foyer pour un mois était connue : elle devait avoir lieu le 25 juillet 2005 ; elle menaçait de mettre à la rue plus d'une dizaine de personnes en voie de réinsertion, dont plusieurs avaient retrouvé un emploi. Des membres du collectif passèrent à plusieurs reprises aux Remparts pour informer les occupants qu'ils tenteraient d'empêcher la fermeture du lieu et les assurant de leur soutien. Lors des dernières réunions de préparation, il fut décidé que les militants n'occuperaient pas le foyer, car une occupation augmentait les risques d'intervention des forces de l'ordre et menaçait directement la sécurité des personnes hébergées. On choisit par conséquent de se poster devant le lieu, en convoquant les médias et en encourageant les habitants qui le pouvaient et le voulaient à refuser d'en sortir. Deux banderoles furent préparées, l'une qui devait être installée sur le foyer et l'autre sur la route qui passait à proximité afin d'informer les passants de la situation. Les activistes contactèrent les médias locaux (presse, radio et télévision), avec un succès important : France 3 Alsace, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et les journalistes locaux de RFM couvrirent l'événement qui fit la une du journal télévisé local du soir. Dès 7 heures du matin, les banderoles furent mises en place par une quinzaine d'activistes, qui disposèrent également devant le foyer des vieux cartons symbolisant le futur « toit » des habitants. Plusieurs personnes refusèrent de quitter les Remparts, appuyés par les militants réunis à l'extérieur. Après plusieurs heures, les membres d'*Action Logement* obtinrent une réunion à la préfecture avec les pouvoirs publics tandis que les occupants des Remparts obtenaient l'autorisation de rester une nuit de plus. En dépit de la réception officielle d'un comité composé d'activistes et d'habitants du foyer, l'action fut un échec du point de vue de son objectif premier : les autorités refusèrent de maintenir le foyer ouvert plus longtemps, et si elles relogèrent les occupants dans d'autres foyers de la ville, on se rendit rapidement compte que c'était au détriment de certains de ceux qui y étaient déjà hébergés qui en furent expulsés et se retrouvèrent à la rue. Malgré cet insuccès, probablement lié au rapport de force défavorable aux protestataires, qui demeurèrent peu nombreux, cette intervention est exemplaire d'une action directe visant à obtenir sans médiation la satisfaction de ses revendications. Elle est l'expression concrète de la volonté de citoyens organisés de changer par eux-mêmes le cours des choses.

Le squat constitue un autre mode d'action directe typique : il permet à la population mobilisée d'obtenir directement satisfaction de sa revendication¹. Durant notre recherche, les militants radicaux ont eu plusieurs occasions de pratiquer l'occupation sans titre de locaux laissés vacants. Les premiers furent les militants d'*Action Logement* qui aidèrent des sans-logis à occuper un bâtiment vide de la périphérie strasbourgeoise ; les seconds furent les membres de *Vamos!* qui, accompagnés d'autres militants, transformèrent une ancienne usine textile inoccupée du 11^{ème} arrondissement de Paris en un lieu militant autogéré, proche des centres sociaux italiens². Ce squat, baptisé la Serre-Volante, a été ouvert au public entre la fin février et la fin juillet 2006 avant d'être expulsé sur décision de justice. Le collectif qui en assurait la gestion, composé notamment de membres de *Vamos!* et d'habitants du lieu, a mis en place un ensemble d'activités et de services à destination des habitants du quartier et du milieu militant de la gauche radicale. On pouvait par exemple trouver à la Serre-Volante un atelier de réparation de vélos, une salle informatique offrant une connexion à Internet via des logiciels libres, un « magasin gratuit » dans lequel quiconque pouvait apporter ou prendre ce qu'il désirait (vêtements et objets divers), ou encore une bibliothèque proposant des ouvrages de littérature, des essais et de la presse militante. Le lieu abritait également une permanence régulière de l'association *Médecins du monde* et différents services étaient gratuitement proposés par les membres du collectif : cours de danse, de musique ou de langue, ateliers jeu de société... Enfin, pendant ses quatre mois de fonctionnement, la Serre volante a abrité de nombreuses répétitions de troupes de théâtre ou des groupes de musique, et surtout des réunions militantes, que ce soit celles de *Vamos!*, de la *Brigade activiste des clowns*, d'un collectif anti-Contrat première embauche ou de l'association *Chiche!* qui y a fêté son 10^{ème} anniversaire. Des soirées furent en outre régulièrement organisées ; ouvertes aux habitants du quartier, elles proposaient des plats et boissons biologiques à prix libres. Les principes de fonctionnement de *Vamos!* ont été étendus au collectif de la Serre-Volante, qui mettait en avant l'idée d'horizontalité et d'autogestion : le lieu était ouvert à tous et quiconque avait un projet pour le lieu qui convenait au collectif pouvait en faire partie et s'y investir. Le fonctionnement du squat n'a pas toujours correspondu à l'idéal que les militants avaient

¹ Sur ce mode d'action, cf. en particulier PECHU, Cécile. *Droit Au Logement... Op. cit.*

² Sur ces centres, cf. SOMMIER, Isabelle. « Un espace politique non homologué : les centres sociaux occupés et autogérés en Italie », in CURAPP. *La politique ailleurs*. Paris : PUF, 1998, p. 116-129.

imaginé, et ce notamment parce qu'il a rapidement fallu gérer dans l'urgence des questions financières liées à l'assignation en justice des occupants par le propriétaire des lieux. Ce qu'il nous semble important de retenir, toutefois, ce sont moins les imperfections constatées dans la mise en oeuvre de l'autogestion que l'esprit dans lequel cet endroit a été pensé, et qui correspond d'abord à une volonté de mettre en pratique des idéaux. En ceci, l'expérience de la Serre-Volante s'est approchée d'une pratique de « propagande par le fait » censée démontrer par l'exemple la force d'une utopie ainsi que son caractère potentiellement réalisable. L'investissement des militants dans le fonctionnement de ce squat s'apparente donc à celui qui est le leur lorsqu'ils mettent en place des campements autogérés en marge de manifestations ou de contre-sommets (cf. chapitre précédent).

3) Similitudes et divergences pratiques dans la mouvance libertaire

La description des différents modes d'actions des groupes étudiés permet de saisir les logiques qui les sous-tendent : les interventions des libertaires ont avant tout les mêmes deux grands traits communs, que l'on pourrait résumer sous les idées d'expressivité et d'autonomie. Qu'elles servent un objectif de propagande ou aient un but très concret et immédiat, elles visent en effet d'abord à permettre l'expression des valeurs et des aspirations des militants. Elles marquent ensuite leur volonté de rendre cette expression la plus directe et autonome possible, en évitant au maximum les phénomènes de remise de soi à des représentants et des porte-parole. En ceci, ces interventions rendent manifestes de nombreux aspects du rapport au politique qui constitue le fondement de l'engagement libertaire. Elles traduisent en particulier la force du sentiment de compétence politique qui anime les militants et les rend méfiants envers toute forme de représentation, ainsi que le caractère individualiste de leur investissement, qu'ils ne conçoivent que comme maîtrisable de bout en bout. Mais les fondements communs ne peuvent cacher la grande diversité des modes d'action, qui distinguent clairement les anarchistes des radicaux (cf. tableau ci après). L'importance déterminante que revêt pour les premiers la diffusion d'une doctrine marque leur singularité dans la nébuleuse libertaire. En les réinscrivant dans une histoire longue, elle en fait des héritiers de pratiques classiques, là où les militants radicaux aspirent au contraire à redéfinir *ex nihilo* l'agir politique.

Les interventions publiques régulières des anarchistes ont toutes un même objectif de propagande, qui constitue le fil conducteur de leur engagement. Ceci implique un travail constant de production de supports par lesquels la doctrine devra être diffusée — journaux, tracts, affiches — ainsi que de prise de contact avec le grand public, via des salons du livre et des meetings mais aussi, plus simplement, dans la rue, en tenant une table de presse, distribuant des tracts ou vendant le journal. Ces modes d'action sont peu ou pas usités par les radicaux, qui préfèrent des stratégies d'agitation ponctuelles et immédiates sur des thématiques ciblées à un long et patient travail de propagande. Ils s'investissent donc pour leur part dans la réalisation d'actions spectaculaires généralement basées sur la dénonciation de situations spécifiques perçues et construites comme scandaleuses. Les médias sont dans ce cas souvent considérés comme un outil de diffusion du message, qui permet de faire exister le scandale et, éventuellement, d'appeler une réaction de la part des autorités ou du public.

Le souci de convaincre, qui conduit les anarchistes à privilégier des modes d'action propagandistes traditionnels, ne les empêche pas de chercher périodiquement à obtenir des résultats concrets en servant des causes ponctuelles, mais ces activités apparaissent souvent marginales. Si certains militants sont très investis dans des comités de soutien à des sans-papiers ou des collectifs divers, la FA en tant qu'organisation ne s'engage que rarement dans des activités non directement propagandistes. Les collectifs de la gauche radicale, au contraire, associent fréquemment leur image à ce type d'actions, marquant ainsi leur attachement à la réalisation d'objectifs concrets et immédiats.

Tableau 22 : Comparaison des modes d'action des anarchistes et des radicaux

Type d'intervention	ANARCHISTES	RADICAUX
Actions directes à objectif concret	-Peu fréquent, plutôt à titre individuel -Occupations, rassemblements, squats -Objectifs : soutien de sans-papiers, de sans-logis, de travailleurs en grève ou licenciés +création de lieux de vie/espaces politiques autonomes	-Périodicité en fonction des groupes -Occupations, rassemblements, squats -Objectifs : soutien de sans-papiers, de sans-logis, de travailleurs en grève ou licenciés +création de lieux de vie/espaces politiques autonomes
Actions spectaculaires et/ou médiatiques		-Activité régulière, avec utilisation de déguisements et/ou de bricolages -Action d'irruption dans l'espace public et/ou interruption du déroulement normal d'un événement -Recours à la scandalisation -Distribution occasionnelle de tracts -Objectif : alerter/informer le public et/ou les médias sur un problème donné
Collage d'affiches	-Activité occasionnelle ou régulière, selon les groupes -Objectif : diffuser les idées anarchistes et recruter	
Distribution de tracts	-Activité régulière, selon les groupes. Fréquent lors des manifestations -Thème généraliste ou adapté à une mobilisation spécifique -Objectif : faire passer un point de vue anarchiste	-Peu fréquent -Lié à une action spécifique, sur un thème donné -Repose généralement sur une mise en scène -Objectif : soutenir une mobilisation, développer un argumentaire sur un problème à dénoncer
Manifestations	-Participation régulière, à titre individuel ou collectivement -En cas de participation collective, utilisation de drapeaux, banderole(s) voire location d'une camionnette sonorisée -Distribution de tracts fréquente -Objectif : diffuser les idées anarchistes auprès des autres manifestants	-Participation régulière, à titre individuel ou collectivement -Déguisements fréquents voire utilisation de bricolages -Défilé en jouant de la samba brésilienne (<i>Vamos!</i>) -Objectif : s'associer aux revendications de la manifestation
Organisation de conférences-débats/de meetings	-Activité occasionnelle, selon les groupes + débats organisés à la librairie fédérale + meetings périodiquement organisés par la fédération ou par une union régionale de groupes -Objectifs : diffuser les idées anarchistes et recruter	-Activité occasionnelle, selon les groupes -Objectifs : diffuser un point de vue sur un thème donné
Organisation de salons/fêtes du livre	-Environ une fois par an -Objectif : diffuser les idées anarchistes	
Tables de presse	-Certains groupes + initiatives fédérales lors d'événements militants -Objectif : diffuser les idées anarchistes	
Vente de journaux	-Activité régulière chez la plupart des groupes -Objectif : diffuser les idées anarchistes	

Ces distinctions entre objectifs concrets et immédiats et travail de propagande de long terme se retrouvent dans la façon dont anarchistes et radicaux investissent les diverses

manifestations qui rythment la vie militante de chaque ville. Les deux groupes n'attendent en effet pas toujours les mêmes résultats de leur participation aux défilés de rue. Alors que les militants de la gauche radicale participent aux manifestations dont ils partagent l'objectif (ou l'un des objectifs), la présence de la FA dans les rassemblements protestataires traduit souvent plutôt une tentative de toucher des individus disposés à recevoir favorablement le message anarchiste. A titre d'exemple, on peut citer les importantes manifestations du printemps 2006 contre le contrat première embauche : des militants libertaires de toutes organisations s'y étaient impliqués, mais tous n'espéraient pas nécessairement en tirer les mêmes bénéfices. Ainsi, alors que la plupart des participants défilaient pour obtenir l'abrogation du texte, voire éventuellement la démission du gouvernement, la participation des membres de la FA avait au moins autant pour but de parler d'abolition du salariat et d'autogestion¹. Le succès de la manifestation se mesurait alors plus pour eux en termes de nombre de tracts distribués et de journaux vendus que de recul du Premier ministre.

L'étude de l'activité publique des différents collectifs de la mouvance libertaire laisse entrevoir en quoi les objectifs poursuivis influencent le choix des modes d'action : un travail de diffusion d'une pensée riche et complexe n'implique pas les mêmes techniques que la dénonciation d'une situation scandaleuse. Cependant, un grand nombre de pratiques sont susceptibles de servir un même objectif. Par exemple, alors qu'une manifestation, une occupation, un blocage, une émeute, un attentat à la bombe et tout un ensemble d'autres tactiques pourraient permettre à un message d'être largement diffusé, les militants ne mettent effectivement en œuvre qu'un nombre restreint de possibilités. Les radicaux ne recourent ainsi que très marginalement à la distribution de tracts pour publiciser leurs idées, tandis que les anarchistes ne cherchent jamais à exprimer leurs positions sur des sujets spécifiques en attirant l'attention des passants ou des médias par des actions spectaculaires. Ces divergences

¹ On peut citer à l'appui de cette remarque le contenu d'un tract intitulé « Grève générale ! », reproduit en annexe : « La grève générale, si elle ne se décrète pas, elle se prépare et s'organise, par nous-mêmes, dans nos lycées, nos universités, nos quartiers et sur nos lieux de travail, en créant des réseaux de luttes et d'entraides [sic] autonomes, fédérés entre eux, sans leader, organisés dès la base, et en démocratie directe. Nous ne pourrions supprimer la misère et la précarité sans remettre en cause le salariat, qui n'est rien d'autre que le vol organisé, et légalisé, du fruit de notre travail, sans exproprier le patronat. Nous ne pourrions conquérir l'égalité économique et sociale sans supprimer l'Etat, véritable chien de garde des riches et des puissants et garant des privilèges et de l'injustice, sans autogérer la société. ». Le texte se concluait par le slogan « Ni CPE, ni CDI : abolition du salariat ». De plus, le tract était accompagné, au verso de la feuille, d'un court texte de présentation de l'anarchisme et de ses principaux objectifs et revendications.

dans les choix tactiques reposent sur des bases sociologiques, liées à des positions dans l'espace social, mais aussi et parfois surtout sur des apprentissages individuels et collectifs, à travers l'assimilation progressive de cultures militantes spécifiques. Ce sont ces aspects que nous allons maintenant aborder.

II. Modes d'action et culture militante

L'objet de cette seconde section est d'interroger les facteurs qui influencent les options des libertaires en matière de modes d'action. Le choix d'une tactique plutôt qu'une autre ne dépend pas, ou quasiment pas, du hasard. La régularité avec laquelle la plupart des groupes recourent à certains types d'interventions — la manifestation, l'action médiatique, la distribution de tracts, etc. — en est la preuve. Comme on l'a vu, le résultat recherché guide en grande partie la forme prise par l'action, mais il ne la détermine pas pour autant. Au regard de l'ensemble des possibilités envisageables pour servir un même objectif, les actions effectivement mises en œuvre par les libertaires s'insèrent dans un spectre très restreint et qui tend souvent à rester stable dans le temps. Ce sont ces choix concrets qu'il convient de tenter d'expliquer.

L'historien et sociologue américain Charles Tilly s'est penché sur les facteurs qui influençaient le recours à certains modes d'action plutôt que d'autres. Il utilise pour ce faire la métaphore théâtrale et musicale du « répertoire », qui exprime de façon fort appropriée l'idée d'un ensemble de pièces maîtrisées par des acteurs, relativement stabilisé, mais qui autorise aussi l'improvisation sur la base des modèles existants¹. La métaphore permet en outre de concevoir qu'un répertoire puisse éventuellement se resserrer ou s'élargir en laissant de côté certaines pièces ou en en intégrant de nouvelles. C'est en 1978, dans *From mobilization to revolution*, que Tilly systématise pour la première fois le concept de répertoire de l'action collective². Il montre qu'une population tend à utiliser un ensemble restreint de modes d'action qui lui apparaissent évidents et naturels. Parce que les modes d'action familiers sont systématiquement privilégiés, les innovations sont relativement peu fréquentes et généralement marginales. Dans son ouvrage, Tilly distingue cinq types de facteurs qui rendent compte du répertoire en vigueur : 1) les conceptions des droits et de la justice qui prévalent

¹ TILLY, Charles. *La France contestée de 1600 à nos jours*. *Op. cit.*, p. 541-542.

² TILLY, Charles. *From Mobilization to Revolution*. *Op. cit.*, p. 151-166.

dans une population ; 2) les routines quotidiennes de la population (les relations entretenues par les individus, les lieux sur lesquels ils se rencontrent...) ; 3) l'organisation interne de la population (artisanat, industrie...) ; 4) l'expérience d'actions collectives passées ; 5) la répression des actions protestataires exercée par les autorités. La combinaison différentielle de ces facteurs est supposée expliquer les variations que l'on peut constater dans les modes d'action de différentes populations ; leur évolution permet de comprendre les changements de répertoire dans le temps. Cette première présentation de 1978, bien que suggestive, peut laisser subsister une certaine confusion. Tilly évoque en effet indifféremment des « populations » et des « groupes », sans qu'il soit possible de déterminer clairement et définitivement si le concept de « répertoire d'actions » peut s'appliquer à des organisations diverses au sein d'une même population ou s'il n'est adapté qu'à l'appréhension macrosociologique des formes que peut prendre la protestation.

Les développements ultérieurs que Charles Tilly va consacrer à la notion de répertoire vont faire apparaître plus clairement la dimension macro du concept. Il se penche en effet sur les évolutions historiques du répertoire propre à des nations considérées dans leur globalité. En étudiant la Grande-Bretagne¹ et la France², il montre ainsi comment, entre la fin du XVIII^{ème} et le début du XIX^{ème} siècle, les mutations économiques et la nationalisation de la vie politique ont entraîné le passage progressif d'un répertoire localisé et patronné (c'est-à-dire marqué par le recours fréquent à une autorité locale pour représenter la communauté) à un répertoire national et autonome composé de modes d'actions principalement destinés à faire directement pression sur le pouvoir politique. A travers ces analyses, Tilly a affiné et clarifié la notion de répertoire en affirmant son caractère globalisant, ainsi qu'en soulignant qu'un répertoire n'appartient pas en propre à un acteur (individuel ou collectif) mais qu'il ne prend sens que dans une interaction entre deux types d'acteurs au moins (l'initiateur et l'objet de l'action : ouvriers et patrons, protestataires et Etat, etc.)³. Ainsi, il existe au sein d'un même répertoire national (voire commun à plusieurs Etats, comme la France et la Grande Bretagne) des sous-ensembles propres à certaines paires d'acteurs. Ces définitions ont été

¹ TILLY, Charles. « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne ». *Vingtième siècle*, vol. 4, n° 4, 1984, p. 89-108 ; « Contentious repertoires in Great Britain, 1758-1834 », in TRAUGOTT, Mark. *Repertoires and cycles of collective action. Op. cit.*, p. 15-42.

² TILLY, Charles. *La France contestée de 1600 à nos jours. Op. cit.*

³ TILLY, Charles. « Contentious repertoires in Great Britain, 1758-1834 ». Article cité, p. 30.

maintenues dans les derniers travaux de Tilly¹. Ceux-ci sont toutefois marqués par une légère évolution dans le vocabulaire employé (la notion de *performances* — en français « représentations » — remplaçant celle d'actions, pour filer la métaphore théâtrale), et surtout par une simplification de la liste de 1978 des facteurs supposés expliquer les types d'actions qui composent les répertoires. Les conceptions des droits et de la justice (1) ne figurent plus parmi ces facteurs, tandis que les éléments 2) et 3) (routines quotidiennes et organisation interne) sont fusionnés en une seule catégorie et que la question de la répression (5) est remplacée par le concept de « régime », qui intègre l'idée d'une structure des opportunités politiques, empruntée à Sydney Tarrow. Ce sont alors la « connexion entre la revendication et l'organisation sociale quotidienne », la « création cumulative d'un système de signaux par le conflit lui-même » (c'est-à-dire l'expérience accumulée d'actions collectives passées) et le « fonctionnement du régime » qui expliquent les contenus ainsi que l'évolution des contenus des répertoires². Le caractère structurel de la notion de répertoire apparaît ainsi renforcé, en particulier du fait de l'abandon des aspects les plus culturels, tenant aux représentations des acteurs en lutte (ancien facteur (1)).

Le succès de la notion de répertoire de l'action collective dans la sociologie et la science politique contemporaine a très largement abouti à son affaiblissement et à sa dilution. C'est ce que note Michel Offerlé lorsqu'il revient en 2008 sur le concept en soulignant les usages plus ou moins abusifs auxquels il a pu donner lieu : assimilation du répertoire à un moyen d'action, invention de notions telles que les « répertoires d'action partisans », « d'offre d'engagement », « de modèles organisationnels », « d'action administratifs ou étatiques » ou encore « démocratiques », etc³. Il rappelle alors le caractère idéal-typique et général du modèle de Tilly qui s'accommode mal d'une étude microsociologique des façons dont un acteur puise effectivement dans le répertoire en vigueur et contribue éventuellement à son évolution⁴. Un usage rigoureux de la notion de répertoire interdit de qualifier ainsi l'ensemble des moyens d'actions utilisés par un groupe spécifique. Tout juste pourra-t-on dire, par exemple, que tel acteur individuel ou collectif s'approprie ou renouvelle tels éléments du

¹ TILLY, Charles. *Regimes and Repertoires*. Chicago : the University of Chicago Press, 2006 ; TILLY, Charles, TARROW, Sidney. *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris : PFNSP, 2008.

² TILLY, Charles, TARROW, Sidney. *Politique(s) du conflit... Op. cit.*, p. 51.

³ OFFERLE, Michel. « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles) ». *Politix*, vol. 21, n° 81, 2008, p. 182.

⁴ « [O]n ne peut s'attendre à trouver un instrument fin, susceptible d'analyser l'infinité des occurrences concrètes dans lesquelles les pièces du répertoire sont activées, réinventées, remotivées. On ne saurait demander à un type-idéal plus qu'il ne pourrait donner. » (*ibid.*, p. 186).

répertoire du mouvement social propre à certains pays occidentaux. Il serait donc abusif de parler du répertoire d'action des libertaires, des anarchistes ou des radicaux¹. Sans négliger les différents apports du concept, nous allons par conséquent nous en distancier dans les développements qui suivent afin de conserver une focale microsociologique attentive aux pratiques d'acteurs singuliers dans des situations spécifiques et aux représentations qui guident leurs choix. Nous parlerons alors des « modes d'actions » ou de l'« éventail » d'actions ou de tactiques des groupes étudiés pour désigner l'ensemble des moyens qu'ils mettent en œuvre pour atteindre leurs objectifs, étant entendu que ces moyens s'inscrivent dans un répertoire de l'action collective plus large.

Dans leur revue de la littérature Verta Taylor et Nella Van Dyke rappellent les multiples facteurs, tant structurels que sociaux ou culturels, qui influencent les modes d'action d'un mouvement². Elles les regroupent plus précisément en deux grandes catégories : les « conditions macro-historiques externes » et les « processus internes aux mouvements ». Les conditions externes correspondent, d'une part, aux facteurs macrosociologiques dégagés par les travaux historiques de Tilly (nature et portée géographique de l'autorité politique, innovations technologiques — les moyens de communication, en particulier) ou aux changements socio-économiques mis en avant par les théoriciens des « Nouveaux mouvements sociaux » (passage d'une société industrielle à un modèle post-industriel avec développement de valeurs post-matérialistes). Elles renvoient, d'autre part, à des mécanismes moins larges et plus circonscrits dans le temps, tels que la phase du cycle de protestation (selon qu'elle est plutôt favorable à la radicalisation ou à l'institutionnalisation du mouvement) ou les processus de diffusion qu'entraînent les contacts et coopérations entre mouvements³. On pourrait rajouter à cette liste la question de la répression à laquelle les protestataires doivent faire face, qui conditionne dans une large mesure ce qu'il leur est possible d'entreprendre. L'idée de « processus internes aux mouvements » renvoie quant à

¹ On peut en outre noter, avec Michel Offerlé (*ibid.*), le biais « protestataire » du concept de répertoire, qui est réservé à l'appréhension des coups échangés par des groupes en conflit (c'est particulièrement clair dans le dernier travail de Tilly (avec Sidney Tarrow), *Politique(s) du conflit... Op. cit.*). Or, dans un certain nombre de cas, l'activité des groupes libertaires ne constitue pas directement une opposition aux intérêts d'autres acteurs désignés comme des adversaires. Il semble en effet que des pratiques telles que les conférences-débats ou la production d'écrits tiennent peu du conflit et ne sont par conséquent pas réellement susceptibles de susciter la répression.

² TAYLOR, Verta, VAN DYKE, Nella. « "Get up, Stand up" : Tactical Repertoires of Social Movements » in SNOW, David A., SOULE, Sarah A., KRIESI, Hanspeter. *The Blackwell Companion to Social Movements. Op. cit.*, p. 271-278.

³ *Ibid.*, p. 271-274.

elle au niveau d'organisation, ou degré d'institutionnalisation, du mouvement/groupement (qui détermine en quelque sorte le degré de « non conventionnalité » de ses moyens d'action), aux cadres culturels à travers lesquels les contestataires interprètent leur situation et légitiment leurs entreprises collectives (les modes d'actions étant supposés s'accorder aux croyances et idées développées par le groupe) et, enfin, à des aspects concernant plus directement les caractéristiques et dispositions des militants eux-mêmes (leur intégration sociale, leur position dominante ou dominée, leurs ressources, leurs valeurs...)¹. Chacun de ces différents facteurs est supposé jouer un rôle plus ou moins important dans la construction, la consolidation ou le changement des modes d'action d'un groupe ou d'un mouvement. Si l'on s'intéresse spécifiquement à la construction de l'éventail de tactiques d'un groupe particulier, c'est toutefois les explications les plus microsociologiques qui sont les plus directement pertinentes.

C'est en nous basant sur la typologie construite par Taylor et Van Dyke que nous allons maintenant tenter de dégager les facteurs qui permettent d'expliquer pourquoi les libertaires optent pour les moyens d'action que nous avons présentés dans la première section de ce chapitre. Ceci permettra notamment de comprendre ce qui différencie l'éventail de tactiques des anarchistes et des radicaux. On fera alors le lien entre choix pratiques et culture militante, en montrant que le poids de la culture des anarchistes permet de comprendre la stabilité de leurs modes d'action, alors que chez les radicaux, à l'inverse, ce sont les innovations tactiques qui tendent à forger des identifications et systèmes de signification communs. Comme cela a été fait précédemment, nous nous intéresserons d'abord aux modes d'actions des militants de la *Fédération anarchiste*, puis à ceux des membres de la gauche radicale et alternative. Nous récapitulerons dans un dernier paragraphe les différentes logiques qui président au choix des modes d'actions des libertaires.

A. La culture militante de la *Fédération anarchiste*

Les modes d'action des anarchistes semblent s'inscrire dans une filiation longue. La *Fédération anarchiste* compte aujourd'hui plus d'un demi siècle d'existence. Bien qu'on ne dispose pas d'étude des modes d'action de l'organisation dans ses premières années, on peut

¹ *Ibid.*, p. 274-278.

affirmer que ceux-ci n'ont guère évolué jusqu'à nos jours, même si la libéralisation des ondes radiophoniques, l'apparition de l'Internet et la diffusion de l'informatique sont venues les enrichir de façon notable. En effet, le développement et la banalisation des nouvelles technologies n'a pas réellement modifié le travail militant quotidien : la vente du *Monde Libertaire*, la rédaction et distribution de tracts, la participation à des manifestations et l'organisation de conférences marquent depuis les années 1950 l'activité des anarchistes. Dans une large mesure, on peut même affirmer que ces pratiques étaient déjà celles des anarchistes du tout début du XX^{ème} siècle. En effet, si le mouvement était alors bien davantage marqué par son inscription dans le syndicalisme ouvrier, l'action des militants, généralement réunis autour d'un journal, consistait bien souvent à faire progresser, par la propagande, l'idée de la grève générale dans le monde du travail¹. Cette propagande était menée dans les Bourses du travail et au sein de la CGT nouvellement créée. Mais pour les questions ouvrières aussi bien que pour les matières ne relevant pas directement du monde du travail, comme le pacifisme, les anarchistes recouraient également aux moyens de diffusion d'idées qui sont toujours les leurs aujourd'hui : « la brochure, le tract, le journal et les meetings.² »

On constate donc la fidélité des militants à un éventail d'actions traditionnel. Celui-ci est organisé autour de la notion de propagande : l'ensemble des actions menées ont pour objectif de faire connaître les positions anarchistes et de convaincre de leur justesse. Les innovations les plus récentes, qui correspondent à une adaptation aux dernières évolutions technologiques (Internet) et législatives (les radio libres), sont le signe que l'éventail n'est pas absolument figé³. Il jouit toutefois d'une grande stabilité. Ceci est dû à sa faible sensibilité aux évolutions qu'ont pu connaître certains des facteurs, tant externes qu'internes, qui sont supposés guider les choix tactiques des mouvements. D'un point de vue externe, l'intégration progressive d'actions tels que les blocages, squats ou *sit-ins* dans le répertoire national et autonome décrit par Charles Tilly⁴ n'a pas réellement modifié l'action routinière des anarchistes. La question des changements macroéconomiques semble plus problématique : au

¹ Cf. MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1. *Op. cit.*

² *Ibid.*, p. 371.

³ Les militants de la FA ont plutôt fait en la matière preuve d'une réactivité exemplaire : la naissance de Radio libertaire a directement suivi la libéralisation des ondes (son activité a débuté dès septembre 1981), alors qu'Internet à dès le milieu des années 1990 commencé à être utilisé de façon régulière.

⁴ L'insertion progressive de ces modes d'action dans le répertoire américain du mouvement social est décrit dans TILLY, Charles, TARROW, Sidney. *Politique(s) du conflit...* *Op. cit.*, p. 43-49.

cœur de cette hypothèse réside l'idée que le passage d'un système économique générant dans la population des valeurs matérialistes à un système favorisant le développement de valeurs post-matérialistes provoquerait un changement du rapport des individus à l'action politique¹. Or il est difficile d'identifier dans la philosophie anarchiste une dimension spécifiquement et uniquement matérialiste ou post-matérialiste, sans parler d'une évolution de l'une vers l'autre. Si l'on veut adopter ce type d'analyses macro-sociales, on peut cependant estimer que, bien que lié au mouvement ouvrier, l'anarchisme a constitué un mouvement post-matérialiste avant l'heure, dans la mesure où il a toujours, depuis sa naissance à la moitié du XIX^{ème} siècle, défendu l'expression et l'organisation personnelle des individus face à l'emprise de l'Etat, mais aussi remis en cause les formes traditionnelles de domination et de morale. Dans les cinquante dernières années, la FA n'a par conséquent pas été affectée par le développement de ces « nouvelles valeurs », susceptibles d'influencer ses modes d'action². Concernant la répression subie par les militants anarchistes, elle semble n'avoir guère varié en intensité durant les cinq décennies passées : sa faiblesse est à la mesure de celle du mouvement, et ce d'autant plus qu'il se caractérise, depuis de nombreuses années, par sa non-violence. La notion de cycle de protestation n'apparaît ainsi pas plus pertinente : les modes d'action des anarchistes semblent avoir traversé deux cycles importants de renouveau de l'action collective (des années 1960 à la fin des années 1970 et depuis la moitié des années 1990) sans varier fondamentalement. Ceci peut être ramené à la position de la FA dans l'espace des mouvements sociaux, qui n'a jamais cessé d'être très marginale, quel que soit le niveau global d'activisme politique. Si les anarchistes ont parfois cherché à se saisir des opportunités ouvertes par le développement d'un nouveau cycle de contestation, en s'investissant par exemple dans des contre-sommets altermondialistes, il s'agit là d'un aspect très secondaire de leur activité, qui ne bouleverse nullement leurs pratiques routinières. S'agissant enfin de la question de l'appropriation de modes d'actions d'autres mouvements via des processus de diffusion, force est de constater que la FA est demeurée particulièrement hermétique à toute forme d'imitation de nouvelles pratiques. Ainsi, les happenings spectaculaires et colorés ou les actions médiatiques qu'affectionnent de nombreux groupes altermondialistes ne sont pas

¹ Cf. sur ce point les théories des « nouveaux mouvements sociaux » et en particulier l'ouvrage classique de Ronald Inglehart, *The Silent Revolution. Op. cit.*

² On pourra noter que le développement des valeurs post-matérialistes n'a pas non plus réellement augmenté la force militante de l'anarchisme. Il semblerait plutôt que la montée de « nouvelles valeurs » ait davantage profité à la gauche radicale. Nous reviendrons sur ces questions dans la prochaine partie.

venus enrichir son éventail de tactiques, en dépit des contacts qui peuvent être périodiquement noués.

D'un point de vue interne, on constate de la même façon une relative stabilité des facteurs influençant le choix des modes d'action et une importante résistance aux éventuels changements. Le niveau d'organisation et d'institutionnalisation de la *Fédération anarchiste* est resté le même depuis 1954. Elle a gardé sa forme fédérative souple et refusé avec constance tout dialogue avec les autorités politiques. Les idées défendues sont elles aussi constantes : si la doctrine anarchiste est périodiquement remise au goût du jour, ses fondements restent inchangés. Par conséquent, les conceptions que se font les militants de ce qu'est une action légitime n'ont guère connu de variations : l'indépendance (se démarquer d'un pouvoir politique contesté) et la pédagogie (diffuser un message et conscientiser), principes qui ont dès l'origine conduit les militants à favoriser l'action directe et la propagande, demeurent les référents principaux de l'investissement anarchiste. La variable qui a le plus évolué depuis les débuts de l'organisation concerne la position sociale de ses militants. S'il n'était déjà plus possible, en 1954, d'assimiler la FA à une organisation ouvrière¹, ceci est plus vrai encore aujourd'hui : son recrutement s'est, depuis cette époque, de plus en plus ouvert aux classes moyennes diplômées, au point que les ouvriers sont aujourd'hui minoritaires, de même que les enfants d'ouvriers. Cette évolution sociographique ne semble pas avoir modifié les formes de l'action collective², même si elle a certainement modifié les auto-compréhensions des militants³.

La stabilité de l'éventail des actions mises en œuvre par les membres de la FA traduit à nos yeux la prégnance et la permanence d'une culture militante, entendue ici comme l'ensemble des actions routinières issues d'un apprentissage et d'une répétition sur le temps long. Elle est révélatrice de la tendance des militants à reproduire de façon constante des

¹ Sur cette période, nous ne disposons malheureusement que d'informations historiques éparses, mais pas de statistiques systématiques. Les chiffres les plus anciens que nous possédions sont donnés par Jean Maitron, qui étudie en 1972 un groupe de la FA ainsi que les différents secrétaires fédéraux. Ses observations montrent que les ouvriers ne sont pas majoritaires dans l'organisation (MAITRON, Jean. « Un "anar", qu'est-ce que c'est ? ». *Le Mouvement social*, n° 83, 1973, p. 23-45).

² Peut-être l'évolution vers une population militante plus instruite se ressent-elle davantage dans la façon dont le message en lui-même est exprimé que dans les manières de le porter. La lecture régulière du *Monde Libertaire* permet de constater la qualité de certaines de ses plumes et le niveau élevé de connaissance et de réflexion dont font preuve certains auteurs, dont certains sont sociologues ou philosophes et publient des ouvrages par ailleurs. Bien que le journal, vitrine de l'organisation, en constitue un miroir déformant, ceci semble révélateur du niveau culturel général de la FA.

³ Nous verrons dans le prochain chapitre que les références au monde ouvrier sont loin d'avoir disparu dans la FA actuelle, en dépit de la faible proportion de militants appartenant eux-mêmes à cette catégorie.

pratiques connues et maîtrisées. Cette idée renvoie à celle développée par Charles Tilly pour qui « les gens tendent à agir dans le cadre limité de ce qu'ils connaissent, à innover sur la base des formes existantes, et à ignorer tout ou partie des possibilités qui leurs sont en principe ouvertes.¹ » L'inertie de certaines « routines d'action collective² » résulte du fait que les répertoires sont des « créations culturelles apprises », forgées sur le long terme, dans la lutte³. L'exemple de la *Fédération anarchiste* montre qu'il en va des modes d'actions d'un groupe spécifique comme du répertoire de toute une population : sans être figés, les modes d'actions choisis par un groupe sont largement tributaires de son expérience accumulée, qui tend à faire privilégier les tactiques qui apparaissent, avec le temps, comme les plus évidentes parce que les plus familières et donc les plus susceptibles d'aboutir à un résultat satisfaisant. Pour de nombreux activistes, la FA constitue la première organisation dans laquelle ils se sont engagés ; elle est par conséquent celle où ils ont fait l'apprentissage du militantisme et de ses techniques, parmi lesquelles la distribution de tracts, le collage d'affiches, la vente du journal ou la manifestation, qui sont devenues des activités naturelles et évidentes. C'est pour cette raison qu'un jeune militant, formé à la FA dont il est membre depuis plusieurs années, peut annoncer en congrès, à propos d'une campagne en discussion sur l'anti-électorisme, qu'« *il faut rester sur ce qu'on sait faire : des affiches, des autocollants, des tracts, des réunions publiques*⁴ ». Ainsi, c'est d'abord la formation militante qui, en naturalisant un certain modèle de l'action collective efficace et donc en perpétuant une culture propre à l'organisation, contribue à la stabilité des pratiques⁵.

¹ TILLY, Charles. *La France conteste de 1600 à nos jours. Op. cit.*, p. 542.

² TILLY, Charles. « Contentious repertoires in Great Britain, 1758-1834 ». Article cité, p. 27.

³ « Les répertoires sont des créations culturelles apprises, mais ils ne proviennent pas d'une philosophie abstraite ou ne prennent pas forme suite à une propagande politique ; ils émergent de la lutte. » *Ibid.*, p. 26.

⁴ Propos tenus pendant le congrès 2006 de la *Fédération anarchiste*, lors d'une réunion en commission pour préparer les campagnes de l'année 2006-2007.

⁵ Durant notre recherche, nous n'avons pas eu l'occasion d'observer de tentatives déçues de renouveler de façon marquante ou durable les modes d'action des anarchistes. Cependant, il est tout à fait concevable que, parfois, des militants échouent à porter une action dont la forme est novatrice et à laquelle on va préférer une technique rodée. En outre, il est impossible d'avoir une vision globale des activités menées par les différents groupes de la FA sur l'ensemble du territoire, ce qui signifie que certains groupes peuvent très bien, localement, avoir des pratiques que l'on pourrait qualifier d'innovantes ou qui différencieraient de façon notable de l'action traditionnelle de l'organisation.

La culture militante de la FA, qui contribue à la fidélité des militants à des modes d'action éprouvés¹, explique en partie le désintérêt dont ceux-ci font preuve à l'égard des interventions spectaculaires et médiatiques que l'on peut observer chez les radicaux. Il convient toutefois d'envisager d'autres facteurs qui permettent de comprendre l'absence de diffusion de telles tactiques chez les anarchistes. Ceux-ci tiennent tant à des représentations qui se perpétuent avec le temps qu'à des questions proprement sociologiques. Nous avons déjà noté le lien historique fort qui lie le mouvement anarchiste et la pratique de l'action directe. Celle-ci traduit dans les faits la méfiance d'une partie importante du monde ouvrier vis-à-vis des médiations et des représentants de toute sorte²; elle s'accorde avec l'anti-électoratisme qui est la marque du mouvement anarchiste depuis sa naissance. Le souci historique de maîtriser au maximum ses actes et de préserver l'autonomie de sa parole et de ses idées semble se retrouver aujourd'hui dans l'apparente inappétence des anarchistes à recourir aux médias pour diffuser leur message. On ne constate guère chez eux l'attrait bien visible chez les radicaux pour les actions spectaculaires destinées à capter l'attention des médias et à utiliser ces derniers comme une caisse de résonance. Tout se passe plutôt comme si les militants de la FA avaient acquis et intériorisé une méfiance durable vis-à-vis d'une presse « bourgeoise » et de médias « à la botte » du pouvoir³, dont les reportages auraient toujours été et demeureraient nécessairement hostiles au mouvement anarchiste et préjudiciables à son image⁴. D'où en particulier le souci constant des anarchistes de se doter

¹ Ann Swidler développe dans un article l'idée de culture conçue comme une boîte à outils (« Culture in action : symbols and strategies ». Article cité). Selon elle, la culture détermine les moyens plutôt que les fins de l'action. Elle en veut pour preuve le fait que les modes d'actions seraient souvent plus durables que les fins de l'action, la façon de faire perdurant même lorsque les objectifs ont changé. Ceci peut notamment conduire à valoriser les objectifs pour lesquels les moyens auxquels on est habitué sont les plus adaptés (p. 277). Si l'on reprend à notre compte cette réflexion, on pourrait émettre, pour l'objet qui nous intéresse, l'hypothèse que les militants de la FA dévient ou ignorent l'intérêt de l'action spectaculaire parce qu'ils ne sont pas familiers des outils qui permettent de la mener à bien. L'attachement à des modes d'action traditionnels centrés sur l'action de proximité empêcherait alors en quelque sorte de percevoir l'utilité de ce type d'actions médiatisées.

² « L'ouvrier a bien des raisons de s'y fier [à ce qui est proche], car il en a beaucoup de se défier des médiations, des médiateurs... Dans la médiation, action à distance, actions des absents, trop souvent la ruse, la tromperie, ce qui se machine, vous échappe, vous tombe dessus. L'ouvrier préfère le rapport direct, le style direct, l'action directe. » VERRET, Michel. *La culture ouvrière*. 2^{ème} édition. Paris : L'Harmattan, 1996, p. 171.

³ Expressions que l'on retrouve fréquemment dans les pages du *Monde Libertaire*.

⁴ Selon Larry Portis « [l]a presse bourgeoise du début des années 1890 dresse une image essentiellement caricaturale des anarchistes, assimilés au chaos. [...] Considérés comme une menace irrationnelle contre la société, les anarchistes sont dépeints comme des malades mentaux aux pulsions primitives. Cette idée de la folie des anarchistes est alors rarement remise en question. Déments, névrosés ou fourvoyés dans des actes révolutionnaires, les anarchistes sont, selon la presse, des monstres issus d'une société saine. Cette description prédomine dans la majorité des journaux, comme d'ailleurs celle du complot travaillant à la désintégration du corps politique. La terreur anarchiste précipitant les événements et montrant l'urgence d'une situation déjà dégradée par l'émergence du mouvement ouvrier et par la diffusion des théories socialistes. » (« La sociologie

de leurs propres moyens de communication : la presse dès le XIX^{ème} siècle, dans la tradition des mouvements révolutionnaires de la Révolution française, puis la radio dans les années 1980 et, désormais, Internet et la myriade de sites consacrés au mouvement.

Il serait toutefois réducteur de ne voir dans la marginalité du recours anarchiste à l'action spectaculaire et médiatique que le résultat d'une méfiance séculaire envers une presse jugée intrinsèquement partielle. Un autre élément explicatif peut être trouvé dans le profil sociologique des militants de la FA. Nous avons noté plus haut la proximité sociale qui unissait les militants radicaux et les journalistes et rendait possible entre eux une certaine connivence. Celle-ci est plus improbable avec le mouvement anarchiste, dont on a vu que les membres possédaient un profil sensiblement différent : plus âgés en moyenne, les militants sont aussi moins instruits et plus fréquemment issus d'un milieu populaire que les radicaux. On peut alors émettre deux hypothèses : la première est que les militants de la FA ne sont pas dotés des ressources et savoir-faire leur permettant d'« instrumentaliser » aux mieux les médias. La seconde est que les profils des anarchistes tendent à impliquer une conception différente de celles des radicaux, et *a fortiori* des journalistes, de ce qui constitue une action « efficace » : les anarchistes tendraient à privilégier la maîtrise directe et le sérieux¹ de l'activité là où les radicaux favoriseraient l'originalité et le spectaculaire pour médiatiser le message. Que ces hypothèses soient ou non vérifiées, au final, les comportements appris et maîtrisés apparaissent comme les plus raisonnables et les plus efficaces ; l'action spectaculaire n'est pas refusée : elle n'est pas même envisagée. Les anarchistes, peu experts dans l'art de la communication médiatique, souvent méfiants vis-à-vis des journalistes, soucieux de préserver l'autonomie de leur expression publique et habitués à des modes

consensuelle et le terrorisme. De la propagande par le fait à Unabomber ». *L'homme et la société*, n° 123-124, 1997, p. 61-62). Aujourd'hui, nous avons pu observer dans les rangs anarchistes la persistance d'une dénonciation des « grands médias » dans lesquels les anarchistes ne seraient présentés que comme des « casseurs », voire des « poseurs de bombe ».

¹ La perception de la légitimité d'un mode d'action est un aspect non négligeable permettant d'expliquer son adoption. Elle dépend de la culture d'une organisation (qui contribue à déterminer ce qui est bien ou mal, désirable ou indésirable) qui est elle-même liée aux différentes socialisations de ses membres. Il est probable que certains membres de la FA jugent illégitime le recours à un mode d'action spectaculaire et décalé semblable à celui utilisé par les militants de la gauche radicale. Il semble en effet se dégager de certains témoignages de militants l'idée qu'une action de propagande nécessite un certain sérieux, incompatible avec une agitation médiatique ou l'usage du second degré : « [En 1986] Le tout premier tract que j'ai eu, qu'on m'a filé dans une manif c'est un tract de la FA qui s'appelait "Bas les masques", que je dois toujours avoir, un petit papier jaune, comme ça. Mais pareil, là, tu vois, c'est là qu'on parle de communication, ce qui m'a détourné à ce moment-là de la FA, c'est que la nana qui me l'a filé était habillée en clown. C'est con, mais... tu écoutes leur radio, tu as que des histoires de théâtre et d'art moderne ; la personne qui te donne un tract est déguisée en clown, tu te dis c'est des baltringues, quoi, c'est pas possible. » (Didier, 35 ans, militant au groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste)

d'intervention éprouvés et maîtrisés tendent donc à reproduire les stratégies devenues traditionnelles plutôt qu'à risquer l'aventure d'une innovation spectaculaire, potentiellement coûteuse au regard de son efficacité perçue comme douteuse.

B. Les modes d'action, fondements de l'identification de la gauche radicale ?

Pour comprendre le choix des modes d'action des militants de la gauche radicale, on peut commencer par s'intéresser aux facteurs externes que nous avons déjà évoqués. D'un point de vue macroéconomique et macrosocial, on peut probablement déceler dans l'éventail de tactiques des radicaux l'expression de valeurs post-matérialistes marquées par le souci d'autonomie, la méfiance à l'égard des partis et des représentants et donc la volonté d'action directe. Ces valeurs ont sans nul doute favorisé l'appropriation par les militants de modèles développés ailleurs : mouvements d'action directe nord-américains (le *Direct action network* et ses précurseurs : *Students for a democratic society* ou *Clamshell Alliance*) ou britanniques (*Reclaim the streets...*) notamment. La notion de cycle de protestation est quant à elle malaisée à utiliser, en particulier en raison de la difficulté de repérer la phase du cycle dans laquelle on se trouve actuellement. Ceci demande un travail de repérage des événements protestataires et de leur forme qui sort de l'orbite de cette thèse. Il nous est par conséquent impossible de dire si le cycle d'action collective qu'on peut voir débiter dans la moitié des années 1990 (et notamment en France avec les grèves de 1995¹) est aujourd'hui en phase ascendante, descendante ou dans une période de creux. Tout juste peut-on avancer l'idée que la phase de succès médiatique des mouvements sociaux semble être passée, le suivi journalistique des actions spectaculaires tendant à être bien moins fort aujourd'hui qu'au tout début des années 2000². Ce phénomène a sans doute contribué à un recentrage sur des actions dont la réussite ne se mesure pas à l'aune de leur impact médiatique (actions de communication destinées à interpeller le public directement). Sans doute la question de la répression policière influence-t-elle le choix des modes d'intervention des radicaux, qui ne

¹ Cf. AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France...* *Op. cit.*

² Sur l'effet de cette diminution de l'impact médiatique des actions sur le groupe Aarrg!, cf. LUCK, Simon. *Le militantisme à Aarrg! Paris...* *Op. cit.* Concernant les autres groupes de la gauche radicale que nous avons étudiés, nous avons pu constater entre 2004 et 2007 le faible intérêt des journalistes pour leurs actions, alors même que des communiqués de presse étaient réalisés.

seraient pas basés sur l'investissement de l'espace public s'ils s'exposaient systématiquement à la violence d'Etat. Pour autant, la relative bienveillance des autorités à l'égard des groupements non-violents ne permet pas à elle seule d'expliquer les formes d'action privilégiées par les militants.

C'est probablement dans les processus internes aux organisations qu'on trouvera les facteurs explicatifs les plus convaincants. Le degré d'institutionnalisation quasi nul des collectifs n'est pas étranger à leur recours exclusif à des modes d'action non conventionnels et protestataires, encore qu'on puisse se demander dans quelle mesure le degré d'institutionnalisation est une variable explicative ou à expliquer (cf. chapitre précédent). Les cadres de signification (et en particulier les valeurs et l'idéologie) et les facteurs sociaux (position des acteurs dans l'espace social) apparaissent les plus déterminants. Contrairement aux anarchistes, les militants de la gauche radicale et alternative n'ont pas pour objectif principal la diffusion d'un message militant quasi immuable ou, pour le moins, relativement insensible à l'actualité. D'une façon générale, leur investissement ne repose pas sur une adhésion commune à une doctrine fondamentale qu'il faudrait propager ou enseigner, mais sur le sentiment qu'il est moralement nécessaire d'agir et de réagir immédiatement face aux dysfonctionnements de la société. Leur engagement traduit une forme d'« idéalisme pragmatique »¹, l'adhésion à des valeurs et à une vision du désirable ou de l'injuste impliquant en premier lieu le souci d'obtenir des résultats concrets². Il faut en outre préciser que le profil sociologique des radicaux — leur jeunesse, leur appartenance aux nouvelles classes moyennes instruites, employées dans le secteur tertiaire, etc. — tend à leur faire rejeter les formes d'un militantisme perçu comme marqué du sceau du « passé » — le mouvement ouvrier et son imagerie révolutionnaire traditionnelle — et à rechercher dans l'action politique l'expression de leur individualité et les rétributions symboliques de nouvelles formes de distinction. C'est ce qu'expriment ces deux jeunes militants, tous deux issus des classes moyennes et titulaires d'un diplôme de troisième cycle universitaire :

« Nous on a envie d'agir dans les choses qui nous font plaisir, où on s'amuse, où on a l'impression de vivre quoi, et pas de se flageller.... Ca ne veut pas dire qu'on ne va pas râler le

¹ La notion est empruntée à Jacques Ion.

² « L'idéal, même implicite, n'est jamais éloigné de l'intervention. Même si les valeurs ne sont pas affichées explicitement, elles tissent des principes d'action qui concourent à assurer la permanence des engagements à travers la pluralité d'actions parfois ponctuelles. » ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. *Op. cit.*, p. 24.

jour où on va faire les photocopies, mais ça veut dire que c'est vraiment le moteur de l'action, de se faire plaisir quelque part. Ce qui, à mon avis, n'est pas le cas d'un militant de la vieille école qui va faire ses merguez le 1^{er} mai, parce que c'est le 1^{er} mai, même s'il n'a pas envie, ou qui va faire toutes les manifs, tous les machins comme une espèce de routine, et ça devient... une obligation tu vois. Et il n'y a plus de... J'ai vraiment l'impression de voir ça chez des militants de la LCR, c'est un peu les gens qu'on côtoie le plus, de ce type-là, tu vois. Par exemple les gens de LO, tu ne les vois jamais. J'en ai croisé un au défilé du 1^{er} mai, mais j'ai été atterré par son discours sur... Là, tu as vraiment l'impression d'avoir des moines qui se flagellent à coup de, je ne sais pas, de littérature militante, de "il faut penser ça", de "je pense ça", qui sont investis d'une mission quasi divine, sauf que leur dieu c'est la révolution quoi. Et on ne se situe pas du tout là dedans, quoi, ce n'est vraiment pas ça... » (Xavier, 28 ans, militant au *Crep*).

« Avant, je ne savais pas où aller, il n'y avait jamais rien... Enfin il n'y avait aucun autre collectif, ou orga, ou... qui me convenait... Je ne me sentais pas d'intégrer ces choses-là, c'était... je pense, il y a une taille humaine dans *Vamos!* qui m'a fait franchir le pas, on va dire. Enfin le reste je n'avais pas du tout envie. En fait, j'ai intégré début 2004, et en 2003 il y avait eu les manifs contre la réforme des retraites. Je me souviens qu'avec mon frère on y allait et puis on était vraiment dépités par les kilomètres, des kilomètres de défilé CGT et par les non slogans, et les sonos qui prenaient une place de plus en plus importante, et on trouvait ça chiant à mourir. Et on essayait de lancer des slogans, ils n'étaient jamais repris, on se disait mais... les gens... enfin on se demandait où elle était la rage et la joie de vivre des gens. Et en fait, quand on a rencontré la *batucada*, par des amis, Corinne, avec qui mon frère faisait de la musique, ben moi j'ai trouvé un moyen de militer qui me plaisait, parce que... ouais, ça apportait... Ca donnait un autre visage à une manifestation, et puis... C'était aussi apparaître aux yeux des passants, qui sont mine de rien très, très importants, quand on manifeste c'est apparaître autrement que des râleurs qui ne sont contents de rien, enfin... C'était voilà, c'est la fête, on a des idées... » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

Le pragmatisme et le souci de distinction font partie des éléments qui permettent de comprendre pourquoi les radicaux mettent, beaucoup plus souvent que les autres libertaires, l'accent sur l'action au concret et surtout sur sa forme : selon eux, il faut agir plutôt que

débattre sans fin, mais il faut agir de façon novatrice, efficace, amusante et épanouissante¹. Il convient également de souligner la jeunesse des différents collectifs de la gauche radicale, c'est-à-dire leur apparition récente et donc leur histoire courte. Née en 1996, l'association *Chiche!* est la plus ancienne des organisations que nous étudions, et l'actuel groupe *Chiche!* de Paris s'est formé plus tard encore. L'effet d'une culture d'organisation sur les pratiques protestataires est par conséquent peu susceptible de se faire fortement ressentir. Si des militants plus expérimentés peuvent faire profiter les plus jeunes de leurs connaissances et savoir-faire, on n'est jamais en présence de logiques de reproduction ou de continuation d'un héritage militant ancien. Au contraire, avec les organisations que nous avons étudiées, on se trouve face à des ensembles militants qui ont été amenés à définir eux-mêmes, de façon récente, leur identité. Bien que les différentes inspirations et les volontés de distinction² font que l'on ne peut pas parler de construction *ex nihilo*, on ne peut que constater qu'il n'existe pas chez les radicaux de tradition militante longue qui viendrait contraindre leurs choix comme elle contribue à réduire l'espace des possibles des membres de la *Fédération anarchiste*. Face à la quasi absence de telles « objectivations de l'expérience passée des groupes », pour reprendre l'expression de Michel Dobry³, ce sont d'abord les dispositions des militants qui jouent le rôle le plus important dans le choix des modes d'action. On peut alors

¹ Ceci renvoie au principe déjà évoqué que Pierre Bourdieu nomme « la morale du devoir de plaisir » (*La distinction... Op. cit.*, p. 424).

² La forme prise par un groupe comme Aarrg! Paris, par exemple, a été influencée à sa naissance à la fois par le souci des militants de ne pas s'inscrire dans un modèle « classique » et leur volonté de reprendre des formules vues ailleurs : « – Au début c'était des gens qui avaient quand même déjà une idée plus ou moins précise de ce que le groupe pourrait donner ?

Ben j'ai l'impression que c'était plutôt une définition par la négative... Ce dans quoi on n'a pas envie de tomber, ce qu'on n'a pas envie de faire... Donc ouais, c'était... Déjà, moi j'avais pas envie de m'emmerder, j'avais envie de m'amuser quoi. C'est-à-dire que ce soit un peu excitant. » (Thibault, 30 ans, militant au groupe Aarrg! Paris).

« – Au moment de la création vous aviez des références précises, des modèles sur quoi construire ?

Ouais, bien sûr, ah ouais... Les références elles étaient évidemment anglo-saxonnes à ce moment là. Les actions de Reclaim the Streets, ce qui se passait un petit peu aussi en Catalogne mais de façon beaucoup moins développée avec le Movimiento de Resistencia Global. Ca c'était, on va dire, des références instantanées, quoi. A côté de ça, on avait aussi évolué dans une culture qui était celle de l'action. Par exemple dans Reclaim the Streets, il y avait quelque chose de très expressif, vraiment très expressif, [...]. Mais nous il y avait autre chose quand même, derrière, il y avait aussi l'envie... l'envie de réussir des choses, enfin de réussir des choses sociales, ce qui est pas vraiment dans Reclaim the Streets, je pense. Et ça, ça nous vient... ça, ça s'alimentait à d'autres sources, ça s'alimentait aux sources des actions des nouveaux mouvements type DAL, Droits Devant !, etc. qui nous ont aussi vachement, vachement marqué. Ca et Act Up, accessoirement aussi, parce que... enfin sur la façon de faire un coup de poing qui frappe les consciences, on avait aussi la référence d'Act Up. » (Martin, 29 ans, militant au groupe Aarrg! Paris).

³ DOBRY, Michel. « Calcul, concurrence et gestion du sens : quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre décembre 1986 », in FAVRE, Pierre (dir.). *La manifestation. Op. cit.*, p. 363.

dire que ce sont leurs modes d'action qui viennent définir les contours de leur culture militante plutôt que l'inverse.

Plutôt qu'un révélateur d'une culture militante, l'éventail d'actions des militants de la gauche radicale constitue surtout un marqueur identitaire important. James Jasper évoque l'idée d'« identité tactique » pour désigner les identifications collectives basées sur le goût d'un groupe pour des modes d'action spécifiques¹. L'accent mis par les radicaux sur les formes de la contestation se ressent dans le fait qu'ils finissent parfois par être mieux connus pour leurs tactiques que pour les valeurs qu'ils défendent et les thématiques sur lesquelles ils interviennent². Poussée à sa limite extrême, cette logique provoque parfois l'exaspération des militants d'un collectif comme *Vamos!*, dont on sollicite fréquemment les services lors de manifestations diverses et n'ayant de surcroît pas toujours un objet politique, comme des fêtes de quartier : la samba, que le groupe met en avant, tend ainsi parfois à lui donner une image d'amuseur public, attaché à mettre de l'ambiance dans les rassemblements de rue, plutôt que celle d'un collectif militant. Les activistes de la gauche radicale eux-mêmes s'identifient généralement d'abord par rapport à un certain type de rapport à l'action — et à l'organisation — avant de se définir d'un point de vue idéologique. Cette vision du fondement de l'auto-compréhension des militants semble confirmée par les liens de collaboration qu'ils tissent parfois avec d'autres organisations. Ainsi des groupes comme *Aarrg!* ou *Vamos!* se retrouvent dans la mouvance *pink* dont les acteurs se définissent avant tout par leur recours à des modes d'action festifs et carnavalesques et l'usage de l'humour. Lors de manifestations, par exemple durant les contre-sommets internationaux, ces collectifs se rassemblent en un *Pink bloc* en fonction de ces affinités. A Paris, le collectif *Vamos!* a depuis 2006 tissé des liens de collaboration régulière avec les *Panthères roses* et la *Brigade activiste des clowns*, sur la base de leur attachement commun à des modes d'action spectaculaires et décalés ainsi que leur

¹ Cf. POLLETTA, Francesca, JASPER, James M. « Collective Identity and Social Movements ». *Annual Review of Sociology*, vol. 27, 2001, p. 293.

² Ce phénomène a été repéré par d'autres auteurs dans le mouvement anti-publicitaire : « faute d'une structuration de son positionnement idéologique, le mouvement anti-publicitaire se confond directement avec le cadre pragmatique de son répertoire d'action (les barbouillages ou démontages) : il se réduit alors à ces opérations contre les panneaux publicitaires, sans qu'il soit possible d'identifier les lignes précises de ses revendications. » (DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, BARRIER, Julien. « Protester contre le marché... ». Article cité, p. 231). Un constat opposé peut être fait chez les anarchistes, qui nous semblent bien davantage identifiés par la doctrine qu'ils défendent que par les modes d'action qu'ils mettent en œuvre.

recours à des modes de structuration anti-hiérarchiques¹. Une liste de diffusion électronique « *pink* » a été mise en place entre les militants des différentes organisations.

Nonobstant la jeunesse des collectifs, les effets d'apprentissages et l'inertie des pratiques ne peuvent être totalement ignorés. En effet, en dépit de l'indéniable liberté de création des activistes de la gauche radicale, on peut constater que s'installent rapidement des routines d'action. Pour reprendre une expression de Doug McAdam et Dieter Rucht, les militants « ne réinventent pas la roue² » à chaque nouvelle occasion : on constate rapidement une tendance à reproduire des actions déjà expérimentées et qui ont pu faire la preuve de leur efficacité. Nous avons pu observer une tendance des militants à construire les nouvelles interventions sur le modèle des précédentes. Ainsi, lorsque *Vamos!* a mis en place en 2006 une action d'information contre le projet de loi sur la prévention de la délinquance, la forme de l'action (diffuser un « carnet de délinquance » sur le modèle du carnet de santé pour permettre aux parents de déceler rapidement les signes avant-coureurs d'une délinquance future chez leurs enfants en bas âge) a été fortement inspirée par ce qu'avaient réalisé un an plus tôt les militants de la Coordination des travailleurs sociaux contre les lois sécuritaires, dont des membres de *Vamos!* faisaient partie³. De même, nous avons fréquemment entendu les musiciens de *Vamos Sambaktivist!* réfléchir à une façon d'utiliser la *batucada* de façon innovante afin de ne pas reproduire à chaque occasion le même type de schéma (défiler avec les instruments durant les manifestations, jouer de façon statique pour soutenir une occupation de *DAL...*). Enfin, on peut citer l'exemple du *Collectif de réappropriation de l'espace public* dont on a pu observer que les membres, sollicités par une association de quartier pour défendre un projet de réaménagement d'une place strasbourgeoise, avaient naturellement le réflexe d'envisager des solutions déjà utilisées : organiser un cinéma de plein air sur la place, la transformer en « plage » (action dans le style de l'opération parisienne *Paris Plage*, que le *Crep* avait déjà menée sur une place de Strasbourg pour dénoncer le caractère artificiel et temporaire des aménagements censés permettre aux habitants de se réappropriier l'espace

¹ On peut repérer le même type de connivence entre *Chiche!* et le *Crep* qui, bien qu'ils n'entretiennent pas de relations (il n'existe pas de groupe *Chiche!* à Strasbourg), se retrouvent dans l'organisation de « vélorutions », c'est-à-dire de manifestation à bicyclette, en collaboration avec le collectif *Vélorution!*. Il demeure toutefois difficile, dans ce cas, de mesurer un éventuel sentiment identitaire commun.

² McADAM, Doug, RUCHT, Dieter. « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas ». Article cité, p. 58.

³ Ceci confirme l'idée du « déversement », analysée par David Meyer et Nancy Whittier, qui désignent par là les processus de diffusion de tactiques reposant sur les contacts entre groupes, notamment liés à la multipositionnalité d'acteurs qui font office de passerelle (« Social Movement Spillover ». *Social Problems*, vol. 41, n° 2, 1994, p. 277-298).

public)... Ces quelques exemples, que l'on pourrait multiplier, tendent à montrer la stabilité, au moins relative, des modalités d'intervention militante. Même dans les collectifs dont l'histoire est courte et qui ne s'inscrivent pas dans une filiation structurante d'un point de vue identitaire, on constate le poids des comportements appris. Tout se passe comme si les militants cherchaient naturellement à minimiser les coûts de leur action, ce qui les incite à rechercher la facilité en reprenant et adaptant des solutions déjà expérimentées par ailleurs. Il en résulte alors une tendance à adopter de façon durable un éventail limité d'actions qui, avec le temps, deviennent familières et marquent durablement l'image du collectif. La répétition d'actions à la forme spectaculaire ou caractéristique tend donc à faire d'elles un instrument de catégorisation des organisations, mais aussi un élément de l'auto-compréhension des activistes.

C. Des choix tactiques entre tradition et innovation

Les choix tactiques qu'effectuent les libertaires sont le résultat d'une combinaison complexe de facteurs, différents selon les groupes, qu'il convient de récapituler brièvement. Rappelons d'abord l'importance des objectifs poursuivis dans la sélection des modes d'action. Les fins ne justifient pas tous les moyens. Elles restreignent au contraire les possibilités pratiques qui s'offrent aux militants. Ainsi, l'orientation révolutionnaire et propagandiste des anarchistes va guider leur recours à des instruments permettant de diffuser leur doctrine dans sa complexité, dans l'espoir de faire grossir à long terme les rangs des partisans d'un changement sociétal global. Corrélativement, ces objectifs rendent plus marginales les actions destinées à obtenir des résultats concrets et immédiats. A l'inverse, les militants radicaux privilégient leur impact à court terme. Qu'ils veuillent apporter une aide concrète à un groupe ou dénoncer une injustice, ils mettent à chaque fois en place des interventions ponctuelles dont le résultat est immédiatement perceptible : changement de la situation initiale, écho médiatique qui permet de soulever un problème dans l'espace public et médiatique, etc.

L'éventail d'actions menées par les libertaires est également limité du fait même de son inscription dans le cadre plus large mais pas infini du répertoire de mouvement social en vigueur. Charles Tilly notait dès 1978 que des pratiques comme le détournement d'avion, les lynchages ou l'auto-immolation n'appartenaient pas au répertoire de l'action collective

américain¹. C'est vrai également de nos jours en France, et les modes d'action libertaires ne constituent pas une exception. Ainsi, le banditisme, le terrorisme et les attentats à la bombe, qui ont un temps fait partie des tactiques anarchistes², ont aujourd'hui disparu. Mais ceci ne tient pas uniquement aux habitudes collectives en la matière. Il faut y voir également l'effet des valeurs propres au libertaires, qui valorisent aujourd'hui dans leur très grande majorité la non violence. L'ensemble des valeurs, représentations et rapports à la politique des militants joue en fait un rôle déterminant dans la forme prise par leurs actions. Le choix de l'action directe, indépendante des partis et de tout représentant, traduit clairement une conception particulière de l'agir politique qui place l'individu dans une position centrale.

Tableau 23 : Propriétés respectives des modes d'action des anarchistes et des radicaux

Propriétés des modes d'action	ANARCHISTES	RADICAUX
Principaux objectifs recherchés	-Autonomie vis-à-vis des partis et du pouvoir politique -Diffusion progressive de la doctrine anarchiste	-Autonomie vis-à-vis des partis et du pouvoir politique -Expression d'indignations morales ponctuelles -Recherche de résultats immédiats
Degré de stabilité de l'éventail d'actions	-Rigidité -Fermeture à l'innovation	-Flexibilité -Ouverture à l'innovation
Ancienneté de l'éventail d'actions	Eventail ancien, hérité des modes d'action anarchistes traditionnels	-Eventail récent, né avec les organisations -Imitation de modes d'action d'autres groupes (mouvements d'action directe)
Lien entre culture militante et modes d'action	Militants qui intériorisent une culture déjà existante qui dicte le choix des modes d'actions	Construction d'une culture militante à travers le choix de modes d'action spécifiques
Rapport aux médias	-Méfiance voire rejet -Production de médias alternatifs	-Instrumentalisation fréquente des médias pour faire écho à une revendication -Souci d'adaptation aux attentes médiatiques -Proximité sociologique avec le milieu journalistique

¹ TILLY, Charles. *From Mobilization to Revolution*. *Op. cit.*, p. 153.

² Sur ces épisodes, cf. MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1, *op. cit.*

On pourrait estimer que le choix de l'action directe et autonome résulte davantage d'une absence de liens verticaux avec des autorités politiques et donc du manque de ressources relationnelles des groupes¹ que de préférences idéologiques, mais les entretiens tendent à contredire cette hypothèse. C'est bien la volonté d'agir de façon autonome des partis qui motive l'engagement militant, et les positions radicales des enquêtés s'accommodent mal de tractations avec un pouvoir politique souvent contesté dans ses fondements mêmes, considéré comme peu légitime car peu démocratique (cf. le chapitre suivant). La question des ressources organisationnelles joue peut-être un rôle plus important dans le rapport que les militants entretiennent aux médias : les collectifs radicaux, éclatés et comptant peu de militants, peuvent difficilement mettre en place un organe de presse comme celui dont dispose la *Fédération anarchiste* avec le *Monde Libertaire* et qui lui assure la possibilité d'une expression indépendante. Ceci permettrait d'expliquer en partie leur recours à des actions spectaculaires visant à attirer les médias dans le but de diffuser leurs messages. Toutefois, la notion de ressources militantes et organisationnelles ne peut être uniquement pensée comme un donné qui permettrait de classer les groupes selon qu'ils en sont ou non pourvus. L'accumulation de ressources et la construction d'outils tels qu'un journal ou une station de radio dépend également de choix et de stratégies. Dans une large mesure, la faiblesse organisationnelle des radicaux dépend de choix délibérés qui font privilégier la souplesse d'un petit groupe d'affinité très actif aux capacités d'action de structures plus importantes². C'est parce qu'ils estiment qu'ils peuvent être efficaces en étant peu nombreux et en recourant aux médias comme porte-voix que les militants optent pour l'investissement dans des collectifs peu dotés de ressources autres qu'humaines. Ils préfèrent l'action spectaculaire au développement de médias alternatifs parce qu'ils en maîtrisent les codes et considèrent par conséquent qu'elle peut être efficace, mais aussi parce qu'ils y prennent davantage de plaisir.

¹ Nous faisons référence ici à la typologie d'Anthony Oberschall, qui montre que des groupes entretenant des liens réguliers avec des groupes de statut supérieur sont peu susceptibles de faire usage de stratégies protestataires pour défendre leurs intérêts parce qu'ils auront plutôt tendance à procéder par négociation directe avec cette strate dominante. OBERSCHALL, Anthony. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs (NJ) : Prentice Hall, 1973, p. 118 sq.

² « Oui, forcément, au début tu te dis qu'il faut qu'on arrive à faire masse un minimum, il faut que... Et puis on s'est rendu compte que c'est pas quand on était le plus... En fait c'est quand on est allés aux contre-sommets qu'on s'est rendu compte que c'était super compliqué les contre-sommets parce qu'on était rien, qu'on existait pas, enfin tu vois, là c'est vraiment la masse qui comptait, et du coup c'est pas forcément... moi j'ai l'image d'un truc qui est compliqué, qui est lourd à gérer, etc. Mais moi, ce qui m'intéressait — enfin je m'en foutais, en fait, qu'on soit beaucoup ou pas beaucoup — c'était le côté assez réactif, informel, efficace, qu'il y avait dans tous les sens du terme. » (Thibault, 30 ans, militant à Aarrg! Paris).

Le plaisir que peuvent éprouver les militants à agir pour la défense de leurs idées est un élément déterminant de leur engagement. Chez les radicaux, l'opportunité d'innover et de se distinguer des modèles traditionnels constitue une source importante de satisfaction et une condition de possibilité de l'investissement politique. Leur intégration dans des collectifs récents et faiblement institutionnalisés leur permet de laisser libre cours à leur créativité. Ceci ne signifie pas qu'ils réinventent à chaque occasion de nouvelles manières de militer : ils empruntent à d'autres des tactiques éprouvées ou réutilisent des modèles déjà expérimentés ; mais ils ont le souci de ne pas reproduire telles quelles des traditions militantes anciennes. Cette aspiration à la distinction est socialement située et reflète les dispositions d'individus très instruits et détachés de toute allégeance politique et doctrinale. Ces dispositions expliquent l'ouverture de l'éventail d'actions des radicaux, qui tranche avec la rigidité de celui des anarchistes. Ce dernier s'inscrit dans une culture militante fortement ancrée. Loin de chercher à innover, les militants FA reproduisent des routines familières héritées des origines du mouvement socialiste antiautoritaire. La persistance de leurs objectifs depuis le XIX^{ème} siècle a contribué à naturaliser un ensemble d'activités de propagande dont tout militant fait l'apprentissage lorsqu'il s'engage. La stabilité des pratiques offre aux anarchistes une maîtrise de leurs moyens d'expression qui s'accorde bien avec leur volonté de préserver leur autonomie. Elle contribue en outre à unir par filiation les organisations actuelles et les militants des siècles passés.

Quels que soient leurs ressources ou leurs objectifs, les libertaires semblent confrontés à deux options tactiques divergentes : hériter ou innover, reproduire des modèles éprouvés ou tenter d'en bâtir de nouveaux. A travers cette dichotomie se dessinent deux cultures politiques distinctes. L'une basée sur la filiation, c'est-à-dire l'inscription dans une lignée historique qui façonne représentations et pratiques. L'autre fondée sur l'expérimentation de nouvelles tactiques et la redéfinition constante des objectifs et modalités de l'action.

Conclusion

Ce chapitre nous a donné l'occasion de présenter et comparer de façon concrète les modes d'action mis en œuvre par les libertaires. Au-delà de leur diversité apparente, on a pu montrer qu'ils étaient tous le signe de la volonté des militants de s'exprimer pleinement et de façon directe et autonome, c'est-à-dire en gardant un maximum de contrôle sur leurs messages

et en refusant donc de s'en remettre à des porte-parole ou des représentants. En ceci, ils s'inscrivent résolument dans la tradition des luttes anti-autoritaires dans lesquelles l'individu est vu comme le seul acteur possible de son émancipation. Les actions ont en outre pour effet, dans chacun des groupes étudiés, de souder les militants en les exposant à des épreuves communes mais aussi en leur offrant l'occasion de se retrouver dans des moments de convivialité. Mais ces similitudes n'empêchent pas des divergences importantes au sein de la nébuleuse libertaire : anarchistes et radicaux font preuve de conceptions différentes de la forme que doit prendre une action expressive et autonome. Les premiers tendent à privilégier la diffusion d'une doctrine fondamentale et à préférer le didactisme aux slogans, là où les seconds favorisent souvent l'action spectaculaire et décalée au service de messages simples destinés à faire réagir le public. Ceci traduit tant des différences sociologiques et des rapports distincts aux finalités de l'action politique (pour simplifier : proposer un projet alternatif vs. interpeller et questionner l'opinion sur la justesse et la justice du système), que l'effet de cultures militantes spécifiques. Il ne faut ainsi pas négliger, chez les anarchistes, le poids des routines et des comportements appris, qui tendent à assurer la reproduction et la perpétuation dans le temps d'ensembles stabilisés de tactiques ainsi que d'identifications collectives. Les radicaux tendent, pour leur part, à bâtir des compréhensions communes fondées sur l'expérimentation de nouvelles formes d'action qui contribuent à définir leur image publique. Les cultures militantes contribuent donc, chacune à leur manière, à produire un sens commun, à harmoniser représentations et pratiques et par conséquent à homogénéiser des organisations. Ce faisant, elles peuvent aussi classer, différencier et séparer différents groupes.

Conclusion de la deuxième partie

Au terme de ces développements, nous disposons d'une connaissance plus précise de ce que signifie concrètement militer dans une organisation libertaire. Il s'agit d'une activité multiforme, dont les effets ne se réduisent pas aux objectifs affichés des « sociations » politiques. Militer, c'est bien sûr en premier lieu agir, mobiliser ses émotions et ses convictions dans le but de défendre une vision de ce qui est bon, juste et désirable. Mais parce que c'est alors accorder des pratiques et des croyances, des actions et des représentations, c'est aussi, d'une certaine manière, se réaliser personnellement. Les tactiques et modes d'organisation des libertaires constituent une forme d'expression concrète de leurs valeurs et dispositions ; à travers eux, ils expérimentent les relations égalitaires et vivent la liberté de parole et d'action auxquels ils aspirent. La façon de faire revêt une importance aussi déterminante que les finalités mêmes des investissements. Plus encore, il sont confondus : les relations humaines qui se nouent au sein des collectifs constituent des professions de foi plus explicites que n'importe quel tract et les interventions publiques disent d'elles-mêmes la nécessité qu'il y a pour les citoyens de subvertir les codes de la sphère politique en y faisant une irruption directe. La distinction entre moyens et fins n'a guère de sens pour les libertaires, puisque leur manière d'agir, du débat à la prise de décision et jusqu'à la réalisation de leurs interventions publiques, est déjà une fin en soi, dans la mesure où elle rend possible, ici et maintenant, le fait de s'organiser et de faire de la politique différemment.

Mais militer, c'est aussi faire toute une série d'apprentissages. Apprentissages pratiques, de savoir-faire et de techniques, acquisition d'habitudes ou de réflexes, intériorisation d'une faculté à se faire comprendre ou simplement à prendre la parole : le collectif est le lieu où peut s'accumuler un capital militant, potentiellement reconvertible dans d'autres sphères. Apprentissages plus théoriques, également, par l'appropriation de connaissances historiques, la maîtrise progressive de doctrines politiques ou encore la construction d'une capacité à se repérer dans la sphère politique et militante. A travers les différentes expériences militantes, dans les relations nouées avec les autres activistes, par les découvertes, les lectures ou les discussions, c'est une véritable culture politique qui est finalement acquise, faisant naître de nouvelles solidarités et homogénéisant des représentations du monde. Cette culture politique, construite dans l'activité militante, s'y

réinvestit à son tour en façonnant des aspirations nouvelles ou renforçant des dispositions anciennes qui vont s'exprimer dans l'action.

Les formes du militantisme libertaire tiennent donc à la fois à des valeurs développées antérieurement et parallèlement à l'engagement, et au fonctionnement propre des collectifs, qui les reformulent ou les approfondissent. Au croisement de ces différentes socialisations se construit une culture politique originale qui a pour effet à la fois de favoriser des identifications collectives et de séparer des groupes. En effet, sur la base de désirs pourtant similaires, des expériences différentes vont faire s'éloigner des individus, qui vont progressivement s'engager dans leurs propres routines et peu à peu acquérir et développer leur propre système de significations. Bien que proches, anarchistes et radicaux s'inscrivent dans des conceptions divergentes de ce que doit être l'action politique. Ces représentations, largement tributaires des apprentissages qu'ils font dans leur militantisme, vont alors creuser entre eux un fossé d'incompréhension qui va finalement rendre improbable leur collaboration. C'est vers ces questions que nous allons maintenant nous tourner.

Troisième partie : Cultures et engagements libertaires

Les multiples interactions qui ont lieu au sein d'un collectif politique laissent leur empreinte sur l'ensemble des acteurs, qui apprennent à se (re)connaître mutuellement, entretiennent des relations de collaboration ou de concurrence, tissent des liens d'amitié ou de défiance, acquièrent de nouvelles connaissances et de nouveaux savoir-faire et développent ou renforcent des représentations, des dispositions, des aptitudes, etc. A travers ces processus, c'est plus globalement une tendance à l'homogénéisation qui se fait jour, qu'elle signifie alignement des représentations et communion identitaire ou, plus modestement, acquisition d'une commune *illusio*¹ qui rend possible les interactions et rivalités sur la base de conceptions partagées des règles du jeu et surtout de ses enjeux². L'homogénéité naît de la rencontre entre des individus dotés de dispositions et de systèmes de signification initialement dissemblables et constitue donc le résultat de l'action collective ; mais elle est aussi, dans une large mesure, une condition de possibilité de sa perpétuation. La capacité des collectifs à soutenir l'intérêt des acteurs à la participation, à construire et maintenir des identifications communes ou un sentiment de solidarité, intéresse donc directement la science politique, dans la mesure où elle permet de comprendre comment des individus peuvent, plus ou moins durablement, mener de concert des activités politiques.

L'étude de l'engagement libertaire, entendu comme un ensemble relativement unifié de rapports au politique, de représentations et d'identifications résultant de diverses socialisations individuelles et collectives, s'inscrit dans cette perspective : elle constitue en effet également une analyse des conditions qui rendent possibles les mobilisations et préviennent les phénomènes de défection. Ce sont ces deux aspects qui seront au centre de notre réflexion dans cette troisième et dernière partie. Fondée sur les conclusions tirées dans les chapitres précédents, elle visera à exposer les différentes dimensions de l'investissement militant des libertaires, en soulignant en particulier les cultures politiques qui le sous-tendent. Parler de cultures au pluriel n'est pas fortuit : les développements passés, qui ont révélé l'importance des différences sociologiques, idéologiques et tactiques entre anarchistes et radicaux, suggèrent la singularité de leur culture propre. L'étude préalable des parcours individuels et des expériences collectives au sein des organisations permet désormais de tracer

¹ Sur le concept d'*illusio*, développé par Pierre Bourdieu pour remplacer celui d'intérêt trop connoté, cf. BOURDIEU, Pierre. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil, 1994, p. 151 sq.

² Cette vision renvoie à l'idée de l'organisation ou du parti comme champ — de forces et de luttes — à laquelle fait référence Michel Offerlé lorsqu'il évoque l'idée du parti comme relation sociale (OFFERLE, Michel, *Les partis politiques*. *Op. cit.*, p. 13-17).

avec précision les contours spécifiques et distincts des systèmes de significations et de représentations qui guident les actes de nos deux groupes d'enquêtés et nourrissent leurs auto-compréhensions et leurs identifications collectives respectives.

Parce que des cultures partagées entraînent des sentiments d'appartenance communs, les observer et les définir permet de comprendre à la fois les logiques d'union et de divergence entre groupes et les phénomènes d'attachement des individus au collectif. Les développements qui suivent s'attacheront donc à définir l'engagement libertaire dans ces deux dimensions : il s'agira, dans un premier temps (chapitre 6), de réfléchir à la question de la constitution identitaire de groupes spécifiques et homogènes. Pour ce faire, nous nous intéresserons directement aux cultures politiques libertaires, dans ce qu'elles impliquent comme conceptions de l'activité politique et comme identification à des principes, des idées ou des valeurs, autant qu'à des collectifs. Ceci nous conduira à aborder et expliquer concrètement les relations que peuvent entretenir militants anarchistes et radicaux et de questionner leur capacité à se mobiliser de concert. Dans un second temps (chapitre 7), à la lumière de ces conclusions sur les dimensions et effets des cultures développées par les différents groupes, nous nous arrêterons sur ce que signifie « faire collectif » pour les libertaires, c'est-à-dire, en particulier, sur la question des rapports entre l'individu et son groupe et celle, corollaire, de la pérennité des engagements.

Chapitre 6 : Cultures, identifications et appartenances

Au-delà d'une étude empirique des activités militantes, faire une sociologie de l'engagement libertaire consiste notamment à répondre à deux grandes interrogations : quel rapport les libertaires entretiennent-ils à leur militantisme et à la politique d'une manière générale ? Ces rapports permettent-ils de comprendre les relations que les activistes entretiennent entre eux, leur alliance ou leur concurrence ? L'approche culturelle du militantisme apparaît la plus à même de fournir des éléments de réponse. En effet, les cultures politiques sont au cœur de l'engagement, en ce qu'elles permettent d'en saisir les différentes dimensions : les références et valeurs mobilisées, les modes d'organisation et d'action mis en œuvre, l'attachement des individus au groupe. L'acquisition d'une culture politique résulte de la rencontre entre des individus, riches de leur histoire personnelle, et des organisations dans lesquelles ils vont rentrer en interaction avec d'autres militants, assumer de nouveaux rôles et faire de nouvelles expériences. L'étude que nous avons faite des différentes socialisations individuelles (avant l'entrée dans le groupe, hors du groupe et, enfin, en son sein) nous permet par conséquent de nous intéresser maintenant plus spécifiquement aux représentations qu'elles ont contribué à construire et aux liens de solidarité qu'elles ont permis de tisser. Les cultures politiques et les phénomènes d'identification individuelle ou collective sont intimement liés. Que l'on considère que le partage d'une même culture politique favorise l'identification et le sentiment d'appartenance à un groupe¹ ou que l'on estime que la

¹ Les approches culturalistes mettant en avant la notion d'héritage se placent dans cette optique. Cf. CUCHE, Denys. *La notion de culture dans les sciences sociales*. 3ème édition. Paris : La Découverte, 2004, p. 84.

définition de soi et d'autrui sont contenues dans ce qui fait la culture commune¹, les deux notions apparaissent imbriquées et interdépendantes².

L'approche que nous mettons en œuvre dans cette thèse repose sur une vision des cultures politiques semblable à celle de Daniel Cefaï, pour qui elles désignent « *des opérations d'alignement des manières de percevoir, d'agir et de juger hétérogènes, d'articulation des modalités du vivre-ensemble dans des représentations de la collectivité, de justification ou de dénonciation des interventions dans l'espace public, de légitimation ou de critique de règles et d'usages de droit, d'échange d'arguments sur le sens d'événements, de décisions ou d'actions, de confection de biens communs et de biens publics.* »³ C'est cet alignement, cette homogénéisation des rapports aux idées, aux valeurs et à l'action, qui nous semblent être à la base des auto-compréhensions et des identifications collectives qui donnent à différents individus le sentiment de faire partie d'une même communauté. Parce qu'il favorise le développement de liens d'affection et de solidarité entre les individus, ce sentiment d'appartenance peut potentiellement revêtir une dimension émotionnelle⁴ ; il fournit en outre

¹ C'est par exemple l'approche retenue par Stéphanie Dechezelles, qui a étudié les cultures politiques des jeunes des partis de droite italiens. Pour elle, chaque culture militante constitue « un fonds commun d'éléments touchant à la définition des formes spécifiques de sociabilité et d'identité locale, à la *délimitation du "Nous" et du "Eux"*, aux règles de vie commune, à la définition des espaces et des temps de référence, aux hommes et aux événements fédérateurs, aux codes culturels, lexicaux et cognitifs, à la manière de se présenter, ainsi qu'au « style revendicatif » et à l'établissement de hiérarchies. On peut considérer qu'il s'agit de matrices culturelles spécifiques, qui fournissent aux individus amenés à se les approprier (en les modifiant, en les adaptant voire en les contestant), des modes spécifiques d'entendement, de jugement et d'appréciation du monde. » (*Comment peut-on être militant ? Sociologie des cultures partisans et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir*. Thèse de doctorat de science politique, IEP de Bordeaux, 2006, p. 33. C'est nous qui soulignons).

² Ce qui fait dire à Bertrand Badie que cultures et identités peuvent et doivent être analysées conjointement : « ainsi la sociologie comparative des cultures et la sociologie de la construction identitaire tendent à se compléter et à éclairer les deux faces d'une même interaction : la première pour montrer comment les systèmes de sens contrôlent les processus sociaux et politiques, la seconde pour révéler comment ceux-ci recomposent sans fin le réseau de signification. » BADIE, Bertrand, *Culture et politique*, Paris, Economica, 1993, p. 157.

³ CEFĂI, Daniel. « Expérience, culture et politique », in CEFĂI, Daniel (dir.). *Cultures politiques*. Paris : PUF, 2001, p. 99.

⁴ Notre conception rejoint celle d'Alberto Melucci, qui lie son analyse de l'« identité collective » à l'approche culturelle de l'action collective et des mouvements sociaux. Pour lui, l'identité collective est une « définition partagée et interactive produite par plusieurs individus (ou groupes, à un niveau plus complexe) et concernant les orientations de l'action et le champ des opportunités et contraintes dans lesquelles l'action prend place. » Cette définition constitue un processus bien plus qu'un état. Elle comprend trois dimensions : en premier lieu, « des définitions cognitives concernant les fins, les moyens et le champ de l'action. » Ces éléments sont contenus dans un « langage » partagé par un groupe. Ils s'inscrivent dans des « rituels, pratiques et artefacts culturels ». La seconde dimension de l'identité collective est son caractère relationnel ; elle se construit dans l'interaction des individus. L'« investissement émotionnel » constitue une troisième et dernière dimension. Il « permet aux individus de se sentir faire partie d'une unité commune ». MELUCCI, Alberto. « The Process of Collective Identity », in JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert (eds). *Social Movements and Culture*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995, p. 44-45.

une base pour la mobilisation¹ et permet de déchiffrer les logiques de collaboration ou de conflit. S'intéresser aux cultures militantes signifie donc *in fine* tenter de comprendre les dynamiques contestataires en saisissant les liens qui rapprochent ou éloignent différents groupes au sein d'un même mouvement.

Il convient ici de parler *des* cultures des libertaires et non pas d'une culture libertaire. Notre recherche nous a amené à constater la rareté des représentations et références communes à l'ensemble des militants de la nébuleuse. Il est cependant possible d'observer des cultures politiques plus localisées, reposant chacune sur des bases sensiblement différentes. Bien que comparables, elles sont distinctes et impliquent chacune des conceptions spécifiques de soi et des autres. On peut faire l'hypothèse que c'est l'existence même de différentes cultures au sein de la galaxie libertaire qui, parce qu'elle creuse un fossé entre anarchistes et militants de la gauche radicale², est à l'origine d'une certaine désunion du mouvement, et rend difficile la collaboration de ses différentes composantes.

Dans les développements qui suivent, nous allons nous attacher à tracer les contours de la culture politique des anarchistes et de celle des radicaux et à souligner leurs effets en termes d'identifications et de mobilisation. La question de l'auto-compréhension des individus et de leur sentiment d'appartenance à une entité collective sera abordée en trois étapes. La première consistera à envisager les cultures libertaires dans leur rapport à l'action politique conventionnelle, et donc aux dimensions institutionnelles de la participation. Il s'agira d'analyser la conception qu'ont les militants de ce que doit être la participation politique, au-delà des modes d'action protestataire que nous avons étudiés précédemment. Nous montrerons que cette conception de la participation politique légitime revêt en elle-même une dimension identitaire et contribue à différencier et séparer les anarchistes des

¹ Denis-Constant Martin nous rappelle que « [l]es horizons culturels sont des champs de pratiques où peuvent prendre forme des éléments de représentations collectives ; celles-ci reconstruisent le monde, lui donnent symboliquement sens et servent à interpréter son organisation ; elles intègrent des principes éthiques généraux et rendent disponibles des guides d'appréciation des puissants ; elles mettent en mouvement des émotions, elles symbolisent des identités et des appartenances et, par conséquent, offrent des ressources potentielles de mobilisation. » (« Pratiques culturelles et organisations symboliques du politique », in CEFAÏ, Daniel (dir.). *Cultures politiques*. *Op. cit.*, p. 132). Sur la question du rôle des identifications dans les mobilisations, cf. par exemple, pour un aperçu global, POLLETTA, Francesca, JASPER, James M. « Collective Identity and Social Movements ». Article cité.

² Ces deux ensembles ne sont eux-mêmes pas totalement homogènes. Dans le présent chapitre, nous nous attacherons toutefois principalement à analyser les différences culturelles — et par conséquent identitaires — entre anarchistes et radicaux, n'évoquant qu'incidemment les divisions internes à ces deux groupes. Bien qu'il puisse être intéressant d'affiner l'analyse en montrant et expliquant précisément les différences que l'on peut observer entre les différents groupes et organisations anarchistes et entre les différents collectifs et courants de la gauche radicale, cette tâche justifierait à elle seule une autre recherche.

radicaux. Dans un second temps, nous nous intéresserons aux rapports entre identifications individuelles et collectives ainsi qu'aux différents facteurs culturels (rapport aux valeurs, référents théoriques et historiques, etc.) qui contribuent, dans le milieu anarchiste comme dans la gauche radicale, à construire des groupes d'appartenance spécifiques et distincts. Ces deux étapes franchies, nous pourrions dans une troisième section analyser les effets des différents processus d'identification en termes de mobilisation. Nous montrerons en particulier que malgré l'existence de références et valeurs communes, les auto-identifications des libertaires et des anarchistes et l'image qu'ils se font les uns des autres sont trop incompatibles pour permettre une réelle collaboration entre eux.

I. Rapports à la politique et participation conventionnelle

Après avoir étudié les modes d'action des libertaires et commencé à envisager la façon dont les cultures politiques pouvaient les influencer, nous voudrions maintenant nous pencher sur la question de la participation politique au sens large¹. En effet, bien que notre intérêt porte spécifiquement sur des groupements contestataires et donc sur des formes de participation non institutionnelles, il apparaît que les différentes socialisations que nous avons successivement envisagées contribuent à forger chez les enquêtés des représentations spécifiques de ce que doit être l'action politique dans l'ensemble de ses dimensions. A cet égard, on peut dire que les cultures libertaires impliquent aussi, et peut-être avant tout, une conception de l'action.

Il convient avant toute chose de rappeler qu'il y a certes une différence de degré, mais non de nature entre les différentes formes d'expression politique. Ainsi, comme le souligne Olivier Fillieule, la participation politique constitue un *continuum* au sein duquel prennent place les modes d'action illégaux et légaux, l'activisme politique même violent et le vote². Elle englobe donc tant l'action dite « non conventionnelle » ou « protestataire » que l'action « conventionnelle » (ou « institutionnelle »). La seconde a longtemps été étudiée à l'exclusion

¹ Cette première section a fait l'objet d'une publication partielle. Cf. LUCK, Simon. « Entre contestation et participation : l'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire ». *Revue Française de science politique*, vol. 58, n° 2, 2008, p. 231-256.

² FILLIEULE, Olivier. *Stratégies de la rue... Op. cit.*, chapitre 3. Cf. en particulier p. 136.

de la première par une science politique alors normative, plus encore que légaliste¹ : une « théorie prescriptive classique de la démocratie représentative » tendait à délégitimer *de facto* les demandes sociales ne passant pas par le canal de la représentation et du vote². Ainsi, les formes d'expression protestataires n'étaient pas dénigrées parce qu'illégales (ce que ne sont pas, par exemple, la manifestation et la grève), mais parce que non conformes au « mythe démocratique de la participation³ ». Si ces interdits semblent aujourd'hui levés et que l'action protestataire ou directe a été très largement étudiée⁴, force est de constater que l'on continue bien souvent dans les faits à cloisonner les différentes formes d'expression, en négligeant d'étudier la participation politique dans sa globalité. Rares sont les enquêtes qui se penchent réellement sur la participation non institutionnelle des votants ou la participation conventionnelle des militants des mouvements sociaux⁵. De surcroît, celles qui s'y intéressent ont généralement recours à des données de sondages qui ne donnent qu'un aperçu limité du rapport des enquêtés aux différentes formes d'expression⁶. On sait, grâce à ces travaux, que la

¹ MEMMI, Dominique. « L'engagement politique », in GRAWITZ, Madeleine, LECA ? Jean (dir.). *Traité de science politique*. Volume 3. Paris : PUF, 1985, p. 313.

² FILLIEULE, Olivier, PECHU, Cécile. *Lutter ensemble, Les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, 1993, p. 9 sq. Sur l'émergence de l'étude de la participation protestataire, cf. aussi MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal. *Les comportements politiques*. *Op. cit.*, chapitre 4.

³ MEMMI, Dominique. « L'engagement politique ». Article cité, p. 366.

⁴ Certains auteurs semblent d'ailleurs tordre le bâton dans le sens inverse, estimant que la participation non conventionnelle est largement supérieure en valeur et en intensité à la participation occasionnelle aux institutions de la démocratie représentative. C'est le cas par exemple de Nathan Teske, pour qui « une implication active et continue en politique n'est pas au fondement de notre conception de ce qu'est un citoyen et est en réalité difficile à faire rentrer dans le concept de *participation*, tel que le terme est utilisé dans la science politique dominante. Les militants, tout comme les présidents, les législateurs et d'autres encore, vivent des vies profondément politiques, s'engagent quotidiennement dans toute une variété d'activités politiques, et se définissent même comme des individus fondamentalement politiques. Mais il serait peu approprié de dire qu'ils "participent" à la politique. Les militants font plus que participer ; bien d'avantage, ils sont *impliqués* en politique, ils sont *engagés* dans la politique que les citoyens tentent d'influencer par leur simple participation. Ainsi, quand des politistes cherchent le terme juste pour décrire l'activité des militants, ils tombent parfois sur des termes aussi peu appropriés que participation politique "non conventionnelle" ou "agressive". Les militants, en dehors des frontières paradigmatiques de la politique et de la participation, deviennent des citoyens anormaux ou bizarres dont l'engagement n'est pas adéquatement compris par les catégories créées pour décrire une politique définie uniquement par le gouvernement. » TESKE, Nathan. *Political Activists in America... Op. cit.*, p. 150 (souligné par l'auteur).

⁵ Concernant les études américaines, Kay Lehman SCHLOZMAN déplore à ce sujet « l'absence d'intersection entre la recherche sur la participation et la recherche sur les mouvements sociaux. » (« Citizen Participation in America : What Do We Know? Why Do We Care » in KATZNELSON, Ira, MILNEK, Helen V. (eds.). *Political Science: The State of the Discipline*. New York : W.W. Norton & Company, 2002, p. 459).

⁶ Schlozman par le de « tyrannie du sondage dans la recherche sur la participation » (*ibid.*, p. 456-459). On peut trouver des exemples de telles enquêtes dans NORRIS, Pippa. *Democratic Phoenix... Op. cit.*, Eric AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER Isabelle (dir.). *Radiographie du mouvement altermondialiste*. *Op. cit.*, ou bien encore des travaux du Cevipof comme ceux présentés dans MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal. *Les comportements politiques*. *Op. cit.* ou plus récemment l'article de Gérard Grunberg et Nonna Mayer « Démocratie représentative, démocratie participative », in PERRINEAU, Pascal (dir.), *Le désenchantement démocratique*. La Tour-d'Aigues : Editions de l'Aube, 2003, p. 215-230.

participation non conventionnelle (et en particulier la manifestation) a progressé — elle concerne plus de monde et est davantage valorisée qu'auparavant —, sans toutefois venir prendre la place du vote¹. Cependant, on voit aussi apparaître dans ces enquêtes une certaine dévalorisation du vote, qui n'est pas nécessairement accompagnée d'une baisse de la pratique électorale². Au-delà du vote, c'est souvent les différentes institutions de la démocratie représentative (représentants, partis...) qui se trouvent discréditées, alors que l'action collective est valorisée. C'est le cas chez les militants altermondialistes étudiés par Boris Gobille et Aysen Uysal³, qui montrent que les participants au Forum Social européen de Paris de 2003 sont 82% à ne pas faire confiance aux autorités nationales et 72% à se méfier des partis⁴, bien qu'ils votent « toujours » pour 82% et « souvent » pour 11% d'entre eux⁵. Ces différents résultats peuvent nous interroger sur le rapport des militants à la participation politique : la participation institutionnelle garde-t-elle pour eux un sens et une importance ? Comment s'articulent une désaffection vis-à-vis des institutions et la participation conventionnelle ? Quelle est la place du militantisme dans le rapport des activistes à la politique ?

Avec l'approche qualitative qui est la nôtre, nous voudrions revenir sur la dimension institutionnelle de la participation des libertaires, afin de voir quelle place elle prend pour eux et quelles significations ils lui attachent. Nous faisons l'hypothèse que leur rapport à la politique institutionnelle constitue un élément important de leur culture politique et contribue par conséquent à façonner leur auto-compréhension (et donc leur sentiment d'appartenance à des groupes identifiables par leur rapport à l'action politique). Il s'agit donc de prendre au sérieux l'idée du *continuum* de la participation et d'envisager conjointement activisme et vote. Nous avons systématiquement interrogé les militants sur leur rapport aux institutions et leur pratique électorale. Ceci nous a conduit à constater d'importantes divergences, moins dans les représentations que dans les pratiques, entre les radicaux et les anarchistes. En effet, si les

¹ KLINGEMANN, Hans-Dieter, FUCHS, Dieter. *Citizens and the State*. Oxford : Oxford University Press, 2004 ; GRUNBERG, Gérard, MAYER, Nonna. « Démocratie représentative, démocratie participative », article cité, NORRIS, Pippa. *Democratic Phoenix...* *Op. cit.* ; FILLIEULE, Olivier, TARTAKOWSKY, Danielle. *La manifestation*. *Op. cit.*

² TOPF, Richard, « Electoral Participation », in KLINGEMANN, Hans-Dieter, FUCHS, Dieter. *Citizens and the State*. *Op. cit.*, p. 27-51.

³ « Cosmopolites et enracinés », in Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, *op. cit.*, p. 105-126.

⁴ *Ibid.*, p. 115.

⁵ *Ibid.*, p. 116.

deux groupes partagent assez largement des conceptions anti-institutionnelles, ils ne s'accordent pas sur la question de la participation électorale elle-même.

A. Rejet des appareils et anti-institutionnalisme

Le rapport à la politique des libertaires, qu'on pourrait qualifier avec Dominique Memmi de « conception "hyperdémocratique" de la participation¹ », est essentiellement marqué par un fort anti-institutionnalisme, c'est-à-dire une méfiance, voire une défiance, vis-à-vis de l'ensemble des institutions démocratiques : les partis politiques, les représentants (les parlementaires ou les conseillers des collectivités territoriales) et l'Etat d'une façon générale. Ce phénomène est lié au rapport spécifique que les militants entretiennent avec « le pouvoir ». La notion est au cœur de leurs réflexions sur la politique, même si ce n'est pas la conquête du pouvoir qui préoccupe les libertaires mais bien plutôt son abolition. Le rejet du pouvoir semble constituer le cœur de leur engagement, que certains qualifient d'« antiautoritaire ». Bien que l'idée d'anti-autoritarisme soit historiquement liée au mouvement anarchiste, qui s'est dès l'origine défini contre les trois formes de domination jugées fondamentales (celles de l'Etat, du capital et de la religion), le refus de toute forme d'autorité est également très présent chez les militants de la gauche radicale. On le retrouve dans leurs débats sur l'« horizontalité » comme dans leurs propos en entretien :

« Ca c'est un truc que j'ai pioché chez les libertaires, même si je ne suis pas anar, mais il y a pas mal de trucs qui me viennent des anars... le côté, finalement, le principal problème c'est le pouvoir. C'est que certains ont du pouvoir sur d'autres. » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*).

« Je crois vraiment qu'il faut qu'on ait plus de lien, qu'on communique plus, et qu'on arrête tout le temps d'être dans notre... vraiment, c'est la notion de pouvoir, au niveau individuel... [...] La raison pour laquelle je ne suis jamais allée dans un parti politique c'est peut-être juste pour ça. [...] Ben c'est le côté hiérarchisant qui fait que tu as une lutte de pouvoir [...]. Et voilà, c'est aussi pour ça que je suis à *Chiche!*, c'est aussi pour ça que j'essaye d'adapter aussi vachement, tu vois, en dehors du militantisme, je pense que voilà, ça s'applique vraiment dans la vie de tous les jours. Essayer qu'il n'y ait pas de rapports de pouvoir. Je trouve ça hyper dur.

¹ Elle désigne par cette expression des conceptions, notamment véhiculées par « le gauchisme », d'un individu compétent politiquement et n'ayant pas besoin de représentants pour s'exprimer. Ces conceptions s'accompagnent, selon elle, d'une défiance à l'égard des partis comme de toute forme institutionnalisée de lutte politique (MEMMI, Dominique. « L'engagement politique ». Article cité, p. 355).

Enfin c'est pas évident, pas évident de n'être jamais dans des rapports de pouvoir avec les gens. » (Charlotte, 27 ans, militante à *Chiche!*).

On voit avec la dernière citation que la recherche de relations sociales exemptes de toute domination n'est pas étrangère au rejet très marqué des partis qu'expriment les militants. Nous allons voir qu'il s'agit là d'un trait quasi unanimement partagé par l'ensemble des enquêtés et que cette défiance touche également — mais dans une moindre mesure — les appareils syndicaux. Ceci nous conduira ensuite à aborder plus globalement le rapport des libertaires au système politique.

1) Le rejet des appareils

La défiance vis-à-vis des partis politiques n'est pas en France (voire dans le monde¹) un monopole des militants libertaires ; elle se constate en effet dans l'ensemble de la société², et trouve ses racines dans la première moitié du XX^{ème} siècle³. Elle constitue cependant une caractéristique centrale du rapport à la politique de nos enquêtés. Nous avons eu l'occasion de souligner leur désaffiliation partisane, qui a favorisé leur orientation vers une organisation libertaire. La désaffection vis-à-vis des partis, qui précède l'engagement, se trouve largement

¹ Cf. l'enquête *Baromètre mondial de la corruption 2005* de l'ONG *Transparency International*, selon laquelle « Les partis politiques sont perçus comme étant les plus corrompus » dans 45 des 69 pays ayant fait l'objet d'une enquête auprès de 55 000 personnes. » De plus « en Europe occidentale, les partis politiques sont suivis par le pouvoir législatif, ainsi que les secteurs des affaires et les médias. » (« Les partis politiques perçus comme les institutions les plus corrompues ». *Le Monde*, 26 mars 2006. Cf aussi « La défiance des Français vis-à-vis des hommes politiques s'accroît ». *Le Monde*, 25 mars 2006) ou, sur des données moins récentes, DOGAN, Mattei. « Méfiance et corruption : discrédit des élites politiques ». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, n° 3, 2003, p. 415 à 432.

² Cf., pour les années 1980, les données présentées par Nonna Mayer et Pascal Perrineau dans le chapitre intitulé « La crise de la participation politique » qui conclut leur ouvrage *Les comportements politiques* (*Op. cit.*, p. 143-149). Pour des chiffres plus récents, cf. GRUNBERG, Gérard et MAYER, Nonna. « Démocratie représentative, démocratie participative », in PERRINEAU, Pascal (dir.), *Le désenchantement démocratique*. *Op. cit.*, p. 215-230.

³ « La critique des partis politiques qui se développe dans les années 1960 prend sa source dans un courant plus ancien. On le voit dans "l'esprit de la Résistance" (Jean Touchard), empreint d'hostilité à l'égard des partis politiques. On le voit dans les derniers écrits de Léon Blum, qui appelle la SFIO à renouveler et moraliser la vie politique dans ce titre de la revue résistance, "des partis, oui, mais d'autres !". Les débuts de la IV^e République, les désillusions à l'égard du Mouvement républicain populaire semblent amplifier ce courant de désaffection : un sondage réalisé à la fin de 1953 indique ainsi qu'"un quart ou un tiers des sujets interrogés redoute d'être dupe des partis, de se compromettre moralement ou d'investir à perte dans une entreprise stérile". Pour cette fraction de l'opinion, "les partis n'étaient plus considérés comme des moyens permettant aux citoyens de lutter pour le triomphe de leurs conceptions politiques et pour la défense d'intérêts généraux. Ils apparaissent comme des organismes fonctionnant pour le compte exclusif de leurs dirigeants ou de groupes de pression divers." » HATZFELD, Hélène. *Faire de la politique autrement...* *Op. cit.*, p. 47-48.

renforcée par lui. Après qu'ils ont pu faire l'expérience d'une action politique alternative au sein de leurs organisations, c'est à un rejet massif de ces institutions qu'on assiste chez l'ensemble des libertaires¹, quelle que soit leur origine sociale ou leur parcours personnel. Cette défiance, qui repose souvent sur des préjugés, mais également parfois sur un vécu personnel, englobe plusieurs phénomènes imbriqués, à commencer par un rejet des hiérarchies et de l'autorité :

« Un parti jamais. Non, ça ne m'est jamais venu à l'idée... Suivre ou... non, ça ne me disait pas. Et obéir à des directives... C'est pour ça que je suis à la FA, parce que j'aime pas... suivre... suivre un gourou ou un bureau politique, qui te dit... mais ils savent mieux que moi... non, ça ne me disait rien. » (Jean-Luc, 51 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« Quand tu as commencé à cultiver les idées libertaires, bon, tu as quand même engagé une... tu as déjà entamé une rupture relativement déterminée avec d'une part le parlementarisme, et d'un point de vue plus idéologique avec tout ce qu'on peut apparenter à la social-démocratie ou les différents groupes d'extrême gauche liés à une conception autoritaire, léniniste, etc. Donc j'ai... non, j'ai jamais eu ce type de tentation, d'autant plus que mon premier engagement il a quand même été très marqué par l'antimilitarisme, c'est-à-dire un refus de se soumettre, un refus de l'autorité, donc des choses que j'aurais retrouvées dans des partis comme ça. » (Patrice, 49 ans, militant au *groupe d'Ivry* de la *Fédération anarchiste*).

Le rejet des partis exprime également une volonté d'expression individuelle et autonome :

« [Je ne me vois] pas dans un parti parce que j'y trouverais pas mon compte en terme d'expression personnelle, j'y trouverais pas mon compte en terme d'action. Oui, c'est ça, c'est... Dans la LCR, par exemple, je ne me retrouve pas... [...] Et au PS, ben je me sentirais complètement aliéné, parce que, voilà, j'ai pas envie d'être simplement une tendance de

¹ Il convient de noter que deux de nos enquêtés (soit 2,5% de l'échantillon), membres du Crep, ont rejoint début 2007 la section locale strasbourgeoise du parti des *Verts*. Si ceci remet en question « l'anti-partisme » que l'on constate habituellement chez les libertaires, il importe de souligner que cet engagement est marginal et fortement distancié (par exemple, Juliette, nouvellement « encartée » ne prévoyait pas de voter pour son parti lors de l'élection présidentielle 2007. Elle affirmait en outre être en accord avec les positions et méthodes des *Verts* au niveau local mais pas au niveau national) et qu'il prend place dans un parti qui est lui-même marqué par sa diversité, son refus des logiques politiques classiques et sa volonté de « faire de la politique autrement » (cf. sur ce point FAUCHER-KING, Florence. « Les Verts et la démocratie interne », in HAEGEL, Florence (dir.). *Partis politiques et système partisan en France. Op. cit.*, p. 103-142) ou GOMBIN, Joël. « L'influence libertaire chez les Verts français ». Mémoire de l'IEP d'Aix-en-Provence, 2003.

tendance de tendance “les plus à gauche” ou je sais pas quoi. Vraiment, je ne vois pas l’intérêt. J’ai l’impression qu’il y a vraiment toute une génération de gens qui se sont cassé les dents à faire ça, à croire qu’à faire les trucs de l’intérieur ça allait bouger, et puis qui se sont tout simplement épuisés et puis apprivoisés. Voilà. Donc pas partisan. » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« Peut-être qu’au fond de moi je me disais que je ne pourrais pas avoir de possibilité d’action personnelle au sein d’un parti. Parce que les partis c’est quelque chose d’immense, et pour pouvoir agir concrètement dessus, ben... En tant qu’individu c’est dur. Alors que là je suis dans un collectif où... tu peux agir en tant qu’individu. » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

Au-delà du refus d’embrigadement et de la crainte de perdre sa capacité d’initiative personnelle, ce sont aussi les logiques de compétition et les enjeux de pouvoir propres au fonctionnement des partis qui contribuent à en détourner les libertaires. Les deux témoignages qui suivent reposent sur des expériences personnelles des enquêtés qui les ont conduits à prendre leurs distances vis-à-vis de ces organisations. Ainsi, Anne, dont les parents militent de longue date au *Parti socialiste* :

« J’ai vu Ségolène [Royal] l’an dernier, par exemple, j’ai vu Hollande il y a deux ans, enfin bref... J’ai assisté à des meetings comme ça, ou franchement ça donne, enfin moi ça ne m’a pas donné envie, parce que... Ca me... ouais, c’est toujours le même truc, quoi, cette logique d’appareil, ces discours électoralistes... et puis ces discours finalement quand même un peu creux qui... Enfin...

— *Electoralistes, c’est-à-dire ?*

Ben voilà, les promesses n’engagent que ceux qui les croient, enfin... un côté comme ça euh... [...] C’est une méfiance que partagent beaucoup de gens, je crois, mais qui est quand même justifiée, quoi, de... des logiques d’appareil qui font que... il y a quand même beaucoup d’enjeux de pouvoir, de luttes intestines. On voit bien là dans... ce qui s’est passé pour la candidature qui devait être unitaire à gauche de la gauche [pour l’élection présidentielle 2007]... voilà, c’est raté, pourquoi, parce qu’il y a les partis derrière, il y a des enjeux de pouvoir, il y a des personnes. » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

C’est au cours de son engagement militant qu’Alban a pu, quant à lui, mesurer l’écart entre ses aspirations et les logiques de fonctionnement partisans :

« — Tu as déjà envisagé de militer dans un parti ?

Non, jamais. Jamais, et quand je suis arrivé à *Chiche!*, ça m'en a dégoûté tout de suite. On m'en a parlé, on a essayé de monter des trucs avec des gens d'un parti... C'était parti en couille pour des raisons totalement débiles de personnes, de enfin voilà... le seul parti où j'avais des chances de rentrer, si je devais y rentrer... à un moment il y avait la LCR ou les *Verts*. Voilà. La LCR, à l'époque, ils s'étaient maqués avec FO, et les *Verts*, voilà, ça fait longtemps qu'ils ne font plus d'écologie. Enfin j'ai vu la gangrène électoraliste ce que ça a fait à ce parti et moi je ne me voyais pas du tout aller militer chez eux. En plus parce que voilà, c'est des structures énormes, donc on se retrouve, c'est un peu l'entreprise, on se retrouve avec... bon, ben voilà, c'est la forme du militantisme, il faut se greffer à une action déjà existante, donc tu t'intègres dans le groupe, tu donnes tes idées à ce niveau-là, mais jamais, il faut attendre longtemps... tu ne fais pas partie de ce qui se crée. Surtout à cause de la taille et puis surtout des enjeux. Dans un parti il y a des enjeux, c'est-à-dire ben c'est les élections... Pour avoir de l'argent il faut être élu, et puis il faut changer les lois, il faut marquer son temps... Non, ça ne m'a jamais intéressé, je me suis toujours dit que je me ferais plus chier qu'autre chose, que ça m'énerverait trop, et que *Chiche!* c'est parfait. » (Alban, 27 ans, militant à *Chiche!*).

Le refus de l'engagement partisan révèle donc fréquemment l'importance des expériences militantes dans des collectifs alternatifs, qui permettent de s'investir en politique d'une façon différente :

« Je ne veux pas être dans une grosse structure qui prend des décisions dans lesquelles je ne me reconnais pas, et d'autre part le type de militantisme ne me convient pas. C'est quand même une grosse machine à faire fonctionner, il y a des cellules, des réunions de groupe, de cellules, de machins... Il y a beaucoup d'énergie à dépenser pour faire fonctionner la machine, et ce que j'apprécie dans *Vamos!* c'est que c'est super souple, il y a des assemblées générales régulières, dans lesquelles on parle de tout, on discute de tout, et puis voilà, ça marche comme ça. » (Geoffroy, 30 ans, militant à *Vamos!*).

Là encore, un vécu personnel permet parfois la comparaison entre l'action partisane et l'engagement libertaire, qui fait pencher la balance en faveur du second. C'est le cas par exemple chez Elodie, qui a assisté à quelques réunions de partis lorsqu'elle était étudiante à Sciences-Po, ou chez Marianne, à qui la participation à des réunions « unitaires » a permis de rencontrer des militants de partis :

« C'est un peu trop loin de mon engagement, par exemple à *Vamos!*, où j'ai l'impression que c'est une petite structure, où tu maîtrises quand même ce que tu fais, et il n'y a pas des enjeux... Enfin les gens ils essaient de faire des choses, par exemple de prendre leur vélo. Ce qu'il y a c'est qu'on a aussi un regard, enfin... Comme on se connaît on peut dialoguer aussi de ça avec chacun. Dans un parti politique tu ne connaîtras jamais tout le monde et tu ne pourras jamais parler personnellement de quelqu'un qui prend sa voiture et pas son vélo, tu vois... c'est un peu... Non, j'ai pas... je ne suis jamais retournée à des réunions de partis. » (Elodie, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« [Les partis] ne s'écoutent pas. Enfin toutes les réunions que je fais... Par exemple j'étais à la LDH [Ligue des droits de l'homme] où on a essayé de se réunir tous pour avoir un discours commun quand il s'est passé les émeutes, contre l'état d'urgence et tout ça. Et voilà, c'est à celui qui va parler le plus fort, personne ne s'écoute... Ce mode de fonctionnement ne me convient pas du tout. Et genre c'est des bagarres pour qui va signer le tract, enfin... Donc ça m'écoeure plus qu'autre chose. Donc moi je n'ai pas envie de me battre pour euh... Voilà, j'ai envie d'être dans un... enfin de revendiquer de façon... Pour moi, revendiquer, ça ne doit pas me rendre malade, et je n'ai pas envie de revendiquer pour que ma voix soit entendue ou voilà. Donc c'est en ça que vraiment *Vamos!*, ou la coordination des étudiants ou même [l'association humanitaire] *Autremonde*, à chaque fois ça a été des associations où il n'y avait pas besoin de ça, à chaque écoute, même si c'est pour dire des conneries, on respecte la différence de l'autre, on respecte la non connaissance de l'autre, et justement ça fait partie du travail du militant que d'essayer de remettre à égal les informations, donc de rendre l'information accessible, l'accès au droit, on a tous des formations différentes et c'est ça qui est bien... » (Marianne, 27 ans, militante à *Vamos!*).

On pourrait multiplier les citations d'entretien qui témoignent de la défiance des libertaires vis-à-vis des partis. Nourrie par une volonté d'autonomie et d'expression directe, celle-ci est encore exacerbée par l'expérience de l'investissement dans des collectifs qui semblent en tout point construits en opposition au modèle de l'organisation partisane¹.

¹ Les libertaires se rapprochent en ceci des militants de la Confédération paysanne (CP), étudiée par Ivan Bruneau, qui ont construit leur syndicat en opposition aux modèles syndicaux traditionnels : « les dirigeants de la FNSEA ou des FDSEA ont servi et servent encore de figures repoussoir : “avides de pouvoir”, poursuivant des carrières politiques grâce à leurs activités syndicales, ils seraient éloignés du “terrain” et des agriculteurs qu'ils prétendent défendre. *A contrario*, les militants de la CP se perçoivent comme de “vrais militants”, convaincus et désintéressés, et font reposer la progression des idées qu'ils promeuvent sur l'activisme militant, tant individuel que collectif. » (*La confédération Paysanne... Op. cit.*, p. 128).

L'expérimentation d'une activité politique menée dans de petits groupes égalitaires et assurant l'investissement de chacun dans le respect des individualités rend difficilement concevable l'inscription dans des partis qui sont perçus comme fonctionnant selon des logiques opposées. Le militantisme libertaire approfondit donc en quelque sorte le désajustement initial entre les aspirations des enquêtés et les exigences et règles de l'engagement partisan. On voit bien là l'effet socialisateur de l'engagement, qui agit en renforcement des socialisations précédentes.

Le rapport des militants aux syndicats et aux appareils syndicaux se rapproche de celui qu'ils entretiennent avec les partis : c'est la méfiance qui domine largement face à des organisations perçues comme centralisées et hiérarchisées et qui sont supposées jouer le jeu du pouvoir plus que construire une alternative¹. Les syndicats concentrent les critiques d'une part sur leurs modes d'action (et en particulier la manifestation ou la « journée d'action » sans lendemain), qui sont jugés archaïques, ennuyeux ou encore inefficaces voire contre-productifs. On leur reproche d'autre part leur éloignement de leur base qui en fait des appareils incontrôlables ne servant plus l'intérêt de leurs adhérents.

Le traitement de l'activité syndicale dans le *Monde Libertaire*

Très régulièrement, le *Monde Libertaire* se montre extrêmement critique envers les syndicats. De très nombreux articles, rédigés par différents militants, tiennent à leur égard des propos peu amènes. Ils fustigent notamment l'absence de combativité des grandes centrales, voire leur passivité :

« [C]ertes les Arlequins de la CGT, de FO ou de la FSU n'ont pas paraphé le texte [sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires] que ce soit pour tout ou partie. Mais enfin, peut on s'attendre à une "vive réaction de leur part" ? Sauf à considérer qu'une manif traîne-savates de Bastille Nation République tétaniserait de peur le gouvernement et/ou le Medef, autant croire à la poupée qui tousse. » (n°1506, 28 février 2008, p. 5).

« Quand nous serons tous soumis au joug de la flexibilité (exception faite des flics, des ministres, des patrons), il ne sera plus temps de demander des comptes aux Chérèque, Thibault et autres Mailly,

¹ « Les syndicats c'est un peu comme les partis politiques à mon avis, là, en ce moment. Même si ça peut être très utile, effectivement, pour des petits problèmes concrets, des entreprises, à un niveau plus large, à mon avis, ils sont à côté de la plaque aussi. Et d'un certain côté, ils sont utiles aussi au pouvoir. Les mecs qui nous dirigent, à mon avis, ils sont ravis quand ils ont un interlocuteur, quand ils ont quelqu'un qui va dire aux ouvriers ou aux mecs qui bossent bon ça suffit on se remet au boulot... Le jour où il y a un vrai mouvement et que c'est les mecs de la base qui ne sont pas syndiqués et qui prennent le truc en marche, ben à ce moment-là ça va bouger autrement que quand on a un mec qui va dire ah, ben ça y est, on va s'asseoir à la table des négociations et puis on va faire ceci... » (Olivier, 27 ans, militant au Crep).

uniquement préoccupés de conserver leurs ronds de serviette à la table de Matignon » (n°1436, 27 avril 2006, p. 4).

Ces critiques se muent parfois en une accusation de collaboration avec un pouvoir que les centrales seraient pourtant supposées combattre :

« La collusion entre les dirigeants des syndicats et les élus, quelles que soient leurs tendances, est évidente. Un arrangement de classe sur le dos des plus défavorisés. Voilà comment fonctionnent la démocratie parlementaire et les syndicats. Pourtant les syndicats, nous en avons besoin, à condition qu'ils soient autonomes et sans hiérarchie, et qu'ils soient le soutien des travailleurs dans leur lutte, syndiqués ou pas, sans chercher à contrôler leur combat. » (n°1393, 7 avril 2005, p. 20).

[A propos du Service d'ordre de la CGT dans les manifestations anti-CPE :] *« Ces comportements inacceptables dans la situation de crise sociale que nous vivons aujourd'hui confirment le glissement de la CGT vers la collaboration de classe, que nous dénonçons déjà depuis plusieurs années. Pour l'heure, nous conseillons aux membres du service d'ordre de la CGT d'entrer dans la police, ils s'y trouveront très bien. »* (n°1436, 27 avril 2006, p. 14).

En conséquence, certains militants-auteurs réaffirment la nécessité d'un contrôle des syndicats par la base, avec l'instauration de procédures de démocratie directe :

« [A]u moment où les salariés de ce pays cherchent les voies de la résistance [...], l'un des enjeux pour les militants anarcho-syndicalistes est de tout faire pour que la base prenne le plus rapidement possible ses affaires en main, impose le respect des mandats, freine la bureaucratisation. Ce n'est pas vraiment nouveau, mais c'est urgent. » (n°1506, 28 février 2008, p. 4).

Cependant, bien souvent, malgré ces représentations négatives, l'investissement syndical apparaît acceptable aux yeux des militants libertaires :

« Je ne suis pas contre le syndicalisme, je te rassure ! Non, non, je ne suis pas contre. Non, je regrette que... je regrette le si faible taux de syndicalisation en France, enfin c'est une catastrophe, quoi. Je ne sais pas combien c'est, je ne connais pas bien les chiffres, mais dans le secteur privé c'est dérisoire, dans le secteur public c'est pas énorme non plus... Et puis en plus, le fonctionnement d'un certain nombre de syndicats est tout aussi critiquable qu'un certain nombre de partis politiques, où il y a un décalage de plus en plus flagrant entre la base et le sommet, et puis derrière, le problème de l'idéologie productiviste, l'idéologie de croissance... le conformisme économique. Mais vraiment le productivisme est une saloperie dont on a du mal à se défaire. Et les syndicats sont très touchés. » (Grégoire, 30 ans, militant à Chiche!).

« Non, j'ai pas été syndiquée en tant qu'étudiante, mais c'est sûr que si je deviens prof, je vais me syndiquer. Je me renseignerai au moment voulu sur tous les syndicats, parce que je pense que quand on travaille c'est vraiment important quoi, pour pas... Bon, dans l'éducation nationale ça a l'air d'aller plus ou moins mais bon, il y a quand même... Dans le travail il vaut mieux savoir quels sont tes droits et des trucs comme ça... » (Inès, 25 ans, militante au Crep).

Certains enquêtés ont franchi le pas et adhéré à un syndicat dans le cadre de leur emploi. Dans ce cas, ils ont, selon les possibilités offertes, investi une organisation dont les pratiques et les idées étaient proches des leurs, ou tenté de profiter au mieux de l'offre existante :

« Je suis restée longtemps sans être syndiquée, parce qu'aucun syndicat ne me convenait, je trouvais qu'ils étaient tous très... très intégrés et pas... qu'ils ne laissaient pas assez de part à l'individu. [...]. Et en 95, *SUD* éducation s'est construit à Rouen, suite au mouvement de la sécu, contre les lois Juppé, et donc j'ai dû adhérer en 96 ou 97 à *SUD* éducation dans lequel je suis encore. Voilà, ben parce que c'est un syndicat qui me convient dans son fonctionnement, il y a une grande part qui est donnée aux décisions de l'assemblée générale, c'est un fonctionnement qui pour moi est démocratique parce que tout individu a son mot à dire, il a le droit de vote à l'assemblée générale, etc., et puis c'est des gens qui sont issus d'autres syndicats, bon, beaucoup de la CFDT ou du SNI-PEGC, ancien SNI¹, et qui savent très bien ce qu'ils ne veulent pas reproduire dans le syndicat. » (Marie, 45 ans, militante au *groupe de Rouen de la Fédération anarchiste*).

« Oui, moi je suis syndiqué, je suis à FO. Donc je suis à FO parce que ben c'est ceux que je connaissais, d'une part, c'est toujours pareil, et puis après c'est des mecs qui défendent, enfin qui ont leurs tares, comme tous les syndicats [...]. Mais sinon, en général, c'est ceux qui développent les mots d'ordres les plus sains, les moins démagos et les moins fourre-merde. [...] Donc ben j'essaye de construire un peu mon syndicat, mais pareil, pas avec beaucoup d'ardeur, quoi. Parce que de fait... Ok je pourrais encarter plein de gens, mais comme de toute façon je pense que les directions syndicales se valent, a priori, secouer le drapeau de *Force Ouvrière* ça m'inspire qu'à moitié, quoi. Mais cela étant, [...] ça me donne des prérogatives considérables, quoi. Enfin ça me permet de faire des heures d'information syndicale, de poser un préavis de grève, etc., de façon individuelle, donc moi j'utilise ça comme un truc qui me donne un moyen d'activisme qui est quand même particulièrement développé. » (Dimitri, 28 ans, militant au *groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste*).

Malgré leurs réticences et la mauvaise image globale qu'ils ont des syndicats, une proportion importante des militants libertaires salariés en sont adhérents : dans notre

¹ Syndicat national des instituteurs - professeurs d'enseignement général de collège.

échantillon, ceci concerne 45,5% des enquêtés (soit 25 individus sur 55)¹. Ceux-ci surmontent leurs *a priori* et leurs désaccords vis-à-vis de ces organisations soit parce qu'ils estiment avoir trouvé un syndicat adapté à leurs aspirations (c'est le cas en particulier du syndicat « libertaire » *SUD* ou du syndicat « anarchiste » — ou « révolutionnaire » — CNT), soit simplement parce qu'ils estiment utile ou nécessaire d'agir de façon organisée dans leur cadre professionnel, pour faire valoir ses droits ou en conquérir de nouveaux. Dans ce cas, ils s'intègrent généralement dans des centrales traditionnelles (principalement FO et la CGT, réputées plus combatives) en essayant parfois d'y impulser des pratiques libertaires, comme les mandats impératifs ou les relations égalitaires. Le syndicalisme n'occupe toutefois pas la même place chez les anarchistes et les radicaux. 60% des premiers sont syndiqués (soit 18 salariés sur 30)² contre seulement 28% des seconds (7 sur 25). Ceci est le produit de rapports différents au monde du travail, liés à la fois aux profils et parcours individuels et aux socialisations militantes : la présence plus forte de la référence à la culture ouvrière³ et au monde du travail chez les anarchistes n'est sans doute pas étrangère à leur plus grand attachement au syndicalisme. L'origine ouvrière de plusieurs militants de la FA, la présence de militants anarcho-syndicalistes dans l'organisation ainsi que l'intérêt que celle-ci entretient chez ses adhérents (notamment à travers le *Monde Libertaire*) pour les mouvements de travailleurs contribuent ainsi à rendre compte de ces disparités. Les radicaux se caractérisent au contraire par leur plus grand éloignement du monde ouvrier (tant par leurs origines sociales que leur niveau d'étude et leur profession) ainsi que par une volonté de distinction vis-à-vis des modes d'action traditionnellement associés aux mouvements de travailleurs qui tranche avec le caractère très classique du répertoire anarchiste. Enfin, la différence de moyenne d'âge fournit, elle aussi, une partie de l'explication : d'une part, les anarchistes appartiennent

¹ Ne sont comptabilisés dans ce calcul que les enquêtés qui possèdent un emploi fixe et non précaire. Les postes d'ATER, les post-doc ou les « petits boulots » étudiants n'ont par exemple pas été pris en compte. De plus, il faut noter que certains enquêtés ne pouvaient pas être syndiqués en raison, par exemple, de l'absence de syndicats dans leur branche (ou parce que ceci serait hors de propos, comme dans le cas des deux militants FA salariés par la librairie de l'organisation). Certains militants, nouvellement arrivés dans le monde du travail, n'avaient en outre pas encore décidé s'ils allaient adhérer à un syndicat ou n'avaient pas encore décidé lequel au moment de l'enquête.

² Les données issues du questionnaire que nous avons fait passer lors du Congrès 2007 de la *Fédération anarchiste* donnent des résultats similaires : 54,4% des enquêtés sont syndiqués (31 individus sur 57), et 15,8% l'ont été par le passé (9 sur 57), ce qui englobe notamment quelques retraités.

³ « *Ma position théorique : tu es salarié dans une entreprise avec un patron, tu es syndiqué. Enfin pour moi, c'est... bon, il peut arriver que tu ne puisses pas, qu'il y ait des circonstances particulières qui fassent que tu ne puisses pas. Il peut arriver que même en étant syndiqué tu ne puisses pas avoir d'activité, mais le principe c'est... la société elle est divisée en classes. Ta classe, c'est la classe ouvrière, tu t'organises. Bien, mal, tu t'organises. C'est pas... ouais, enfin moi... l'un des premiers trucs que j'ai fait en allant bosser c'est aller voir les syndicats.* » (Didier, 35 ans, militant au groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste).

souvent à une génération plus ancienne dont on peut faire l'hypothèse qu'elle était plus attachée au syndicalisme ; d'autre part, et c'est sans doute là l'explication la plus convaincante, ils ont eu en moyenne plus de temps pour s'installer dans le monde du travail et se syndiquer que les radicaux.

Bien que stigmatisé pour les mêmes raisons que le militantisme partisan (bureaucratique et hiérarchisé...), l'engagement syndical n'est pas rejeté par des militants libertaires qui y voient un moyen potentiel de poursuivre leur engagement politique dans leur milieu professionnel. Plus critiques à l'égard des mouvements de travailleurs que les anarchistes, les radicaux tendent toutefois majoritairement à délaissier les syndicats au profit exclusif de leur engagement politique. S'ils jugent le syndicalisme utile et important, seule une minorité d'entre eux accepte de se plier à ses règles et à adopter ses modes d'action. En outre, bien souvent, qu'ils soient ou non syndiqués, les militants de la gauche radicale tendent à recourir au modèle de la coordination pour mener une lutte spécifique dans le domaine professionnel. Ceci a pu par exemple être le cas lors de mouvements de grève de professeurs des écoles (en mai-juin 2008) ou lors de mobilisations de travailleurs sociaux contre la loi Sarkozy sur la sécurité intérieure en 2003¹. La « forme coordination », basée sur des principes de démocratie directe, d'auto-organisation et d'autonomie des acteurs mobilisés vis-à-vis des représentants ou des appareils², permet aux militants de s'investir sur des questions professionnelles selon des modalités proches de celles qui régissent leur engagement politique, à contre-courant des logiques de fonctionnement traditionnelles des syndicats.

La défiance des libertaires vis-à-vis des organisations de représentation semble d'autant plus forte que celles-ci leurs paraissent plus éloignées d'eux et moins ouvertes à l'expression individuelle. S'il est ainsi envisageable d'avoir une influence sur la marche d'un syndicat et donc de s'y investir, il apparaît improbable de faire entendre sa voix dans les partis politiques qui sont par conséquent rejetés. Ce refus d'une remise de soi au collectif et à des représentants explique que les militants se méfient également très largement des autorités publiques et des institutions représentatives, au niveau national en particulier. Le modèle de l'engagement dans des collectifs libertaires ne s'oppose pas uniquement à celui de l'investissement

¹ Nous ne disposons que de peu d'informations sur ces épisodes protestataires qui ont eu lieu avant et après notre travail de terrain.

² DENIS, Jean-Michel. *Les coordinations : recherche désespérée d'une citoyenneté*. Paris : Syllepse, 1996.

partisan ou, dans une moindre mesure, syndical : il contribue d'une manière plus globale à remettre en cause le principe représentatif lui-même.

2) L'action politique opposée à la représentation

Le rapport des libertaires aux institutions politiques s'apparente à celui qui peut être constaté d'une manière plus générale chez les militants altermondialistes¹, voire, dans une moindre mesure, dans la société française au sens large². On observe chez eux un faible niveau de ce que les sociologues américains des années 70 appelaient le « soutien systémique³ » ou « politique⁴ », c'est-à-dire la croyance en la légitimité des institutions et du pouvoir et une disposition favorable vis-à-vis d'eux. Au contraire d'un soutien, c'est bien une forme d'aliénation politique que l'on peut diagnostiquer, au sens d'un « sentiment d'éloignement par rapport aux institutions, aux valeurs et aux dirigeants politiques.⁵ » Sociologues et politistes invoquent plusieurs causes pour expliquer cette défiance vis-à-vis du système politique : une insatisfaction liée à sa situation personnelle⁶, l'adhésion à une idéologie alternative⁷, l'avènement de valeurs post-matérialistes qui portent à contester les élites⁸ ou encore une augmentation du sentiment de compétence des citoyens¹. Ce sont ces

¹ GOBILLE, Boris, UYSAL, Aysen. « Cosmopolites et enracinés ». Article cité, p. 115.

² Cf. PERRINEAU Pascal (dir.), *Le désenchantement démocratique*. Op. cit. Dans cet ouvrage, Dominique Reynié note que « l'origine démocratique du pouvoir politique ne suffit plus à autoriser son exercice légitime. Tout se passe comme s'il demeurait scandaleux de gouverner, dans un mouvement général de suspicion emportant plus largement tout exercice d'une autorité sur des semblables. Quand le contrat démocratique pose l'égalité en droit des individus, pour prévenir l'arbitraire et la tyrannie, l'égalité des individus conduit à contester la suprématie des gouvernants sur les gouvernés, tandis que le fait d'exercer une autorité sur des semblables devient la marque d'une supériorité problématique dès lorsqu'elle est confondue avec un manquement au principe de l'égalité, comme si l'égalité ontologique consacrée ne pesait plus suffisamment face à l'inégalité constatée des fonctions. L'exercice de l'autorité devient le symptôme de l'excès de pouvoir. » (p. 62).

³ ABRAMSON, Paul R., INGLEHART, Ronald. « The development of systemic support in four western democracies ». *Comparative Political Studies*, vol. 2, n° 4, 1970, p. 419-442.

⁴ EASTON, David. « A Re-Assessment of the Concept of Political Support ». *British Journal of Political Science*, vol. 5, n° 4, 1975, p. 431-448.

⁵ CITRIN, Jack, McCLOSKEY, Herbert, SHANKS, J. Merrill, SNIDERMAN, Paul M. « Personal and Political Sources of Political Alienation ». *British Journal of Political Science*, vol. 5, n° 4, 1975, p. 3.

⁶ *Ibid.* Cette explication s'approche notamment de la théorie de la frustration relative (GURR, Ted R. *Why Men Rebel ?* Op. cit.) ou encore de celle de l'« humeur anti-institutionnelle » (BOURDIEU, Pierre. *La distinction*, op. cit., p. 164) liée au désajustement entre dispositions et positions que nous avons évoquée dans le premier chapitre.

⁷ C'est une des explications que donne David Easton. Il ne dit toutefois pas clairement si l'on adhère à un modèle alternatif de régime parce qu'on se sent aliéné ou si l'on se sent aliéné parce qu'on adhère à un projet de société alternatif (« Theoretical Approaches to Political Support ». *Canadian Journal of Political Science*, vol. 9, n° 3, 1976, p. 431-448).

⁸ INGLEHART, Ronald. *The Silent Revolution... Op. cit.*

deux dernières explications, largement convergentes, qui nous paraissent expliquer pour la plus grande part les attitudes des militants libertaires. Ceux-ci se caractérisent en effet par leur sentiment d'être en mesure et en droit de gérer eux-mêmes les questions politiques et d'affirmer leurs propres positions². Cette compétence politique subjective est liée en particulier à un niveau d'instruction élevé, mais aussi d'une manière plus générale à des socialisations individuelles (primaires et secondaires) qui portent à s'intéresser à la politique ainsi qu'à valoriser l'engagement personnel. En outre, ces différentes socialisations favorisent le développement de valeurs libertaires et d'idéologies alternatives qui renforcent en retour les tendances spontanées des individus à se méfier de la représentation et des institutions.

La conséquence de l'éloignement des citoyens de la politique institutionnelle est que la légitimité dont se paraient traditionnellement les autorités semble s'être déplacée vers les « organisations de la société civile » (ONG, associations de citoyens, etc.)³. Désormais diluée, elle n'est plus le monopole des élus, qui se voient contestés. Plus concrètement, le sentiment d'aliénation politique provoque chez les libertaires une méfiance profonde (et, pour certains, une véritable défiance) vis-à-vis des représentants et de la classe politique ; le mode de fonctionnement du système leur apparaît contraire aux valeurs qu'ils défendent : l'autonomie, l'autogestion, l'égalité des individus, le consensus, etc. Au sein de leurs organisations d'abord, les militants refusent toute forme de délégation de parole, au nom de la préservation de la capacité de chacun à s'autodéterminer⁴. Mais la remise en cause de la délégation ne se

¹ GAXIE, Daniel. « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements » in BRIQUET, Jean-Louis, GARRAUD, Philippe, *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001, p. 217-240.

² « Si la division du travail politique et l'existence de "mécanismes" représentatifs conduisent les citoyens ordinaires à déléguer leurs affaires à des représentants, les modalités même de cette "délégation" vont varier selon le degré auquel les premiers s'estiment en droit et en mesure d'opérer un contrôle sur les seconds. Plus le sentiment d'être autorisé à intervenir dans les questions politiques s'élève (avec l'instruction ou le rang social ou du fait d'une position dominante dans la division du travail entre les sexes et les générations), plus les agents opposent leur propre compétence et leur propre jugement à ceux des représentants. Ils s'accordent alors un *droit d'évocation* des questions que les représentants prennent en charge, voire un droit de substitution à leur personne. Dans certains cas, ils peuvent revendiquer la possibilité d'intervenir plus directement, par exemple par référendum sur les questions les plus importantes, et ils semblent de plus en plus disposés à le faire. Plus leur position sociale s'élève, plus les représentés se sentent en droit et en mesure de dire ce qu'il conviendrait de faire en diagnostiquant l'étiologie des difficultés présentes ou en avançant des propositions d'action, qui consistent, souvent, en une rationalisation de leurs intérêts pratiques. Leurs capacités critiques tendent à se développer et alimentent le désenchantement politique caractéristique de la période actuelle. » GAXIE, Daniel. *La démocratie représentative*. 4^{ème} édition. Paris : Montchrestien, 2003, p. 148-149.

³ GOBILLE, Boris, UYSAL, Aysen. « Cosmopolites et enracinés ». Article cité, p. 115. Cf. aussi CAPDEVIELLE, Jacques. *Démocratie : la panne*. Paris : La Discorde, coll. Textuel, 2005.

⁴ Isabelle Saporta a montré qu'au sein du collectif Droits Devant!!, la croyance était forte dans l'idée que sans représentation, sans remise de soi, la multiplicité des points de vue était préservée et que l'on évitait alors l'idéologie, synonyme d'illusion aliénante (*Un militantisme rénové ?... Op. cit.* Cf. également VERMEERSCH,

limite pas au groupe militant et est étendue à tout le système politique et donc à la démocratie représentative. Dans les entretiens ou les interactions informelles avec les militants, on rencontre fréquemment des opinions sceptiques, voire parfois nettement hostiles, face à la démocratie telle qu'elle fonctionne actuellement. C'est d'abord une remise en cause du principe de représentation qu'expriment les propos des enquêtés :

« Ce système de représentativité me paraît absurde, maintenant, parce qu'il a montré bien des limites. [...] C'est pour ça qu'un mode d'organisation collective où chacun... horizontal, etc., devrait être... [...] Je veux faire confiance à chaque individu et à sa capacité de prendre en main sa vie et de s'auto-organiser, etc. » (Antoine, 24 ans, militant à *Vamos!*).

« Ces gens-là [les élus], ils vont venir, même ceux qui vont prétendre défendre des idées qui sont proches des miennes, ou me défendre moi, ils vont venir essayer de me représenter. Moi je ne laisse pas les gens parler en mon nom. Je ne parle pas au nom des gens, donc les gens ne parlent pas au mien. » (Joël, 22 ans, militant individuel à la *Fédération anarchiste*).

« Je ne crois pas que ce soit une bonne façon d'organiser les choses que d'avoir des gens qui nous représentent et... c'est pas mon truc. Il faut un truc beaucoup plus direct. Et ensuite aussi parce que, quand bien même je croirais qu'on peut avoir des partis et qu'on peut avoir un type qui nous représente, je crois que la façon dont nos élections sont organisées, avec une immense échelle, des tours, des pondérations, des trucs comme ça... ça met de toute façon l'éventuel représentant légitime à une telle distance du citoyen que, quand bien même il serait super, sa légitimité elle est vraiment factice, quoi, à mes yeux. » (Julien, 25 ans, militant à *Vamos!*).

La remise en question du principe représentatif s'accompagne parfois de celle du principe électif : le vote est alors questionné ou rejeté parce qu'inefficace ou inapproprié. Ces réflexions se retrouvent majoritairement chez les anarchistes, qui reproduisent souvent ainsi un discours anti-électoral bien rôdé, mais également chez les radicaux :

« Non, moi je ne crois pas une seule seconde que les élections peuvent changer la vie. Vraiment, j'adhère mais à 100% au slogan, c'est qu'un slogan mais... "si les élections pouvaient changer la vie, ça fait longtemps qu'elles seraient interdites", et depuis longtemps.

Stéphanie. « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole ». *Revue française de sociologie*, vol. 45, n°4, 2004, pp. 681-710).

Moi je crois que c'est un leurre de penser que les élections parlementaires telles qu'elles sont organisées sans du tout de contrôle de mandat vont pouvoir faire que la vie des gens concrètement change vers plus d'égalité sociale, plus d'égalité économique, plus d'égalité politique. Tout est fait pour qu'on soit dépossédé de notre pouvoir de penser et de notre construction collective. » (Alice, 58 ans, militante au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« J'ai tendance en ce moment à remettre énormément en cause l'idée de suffrage universel et de démocratie, donc euh, peut-être que politiquement je me situe plus au niveau euh, libertaire, anarchiste, même si j'y connais quasiment rien. [...]. Je pense que c'est dû surtout au fait que... ben que *Vamos!* n'a pas de ligne claire à ce niveau-là [...] et aussi notre mode de fonctionnement, qui est loin d'être celui d'un parti, ou qui est loin, à une échelle moindre, d'être celui du fonctionnement de la France, par exemple, vu qu'on est tous à l'horizontale et que chacun a le même mot d'ordre, et qu'on ne vote pas, dans *Vamos!*, quand on prend une décision. Ca m'a fait prendre énormément de recul par rapport à tout ce qui est l'idée de vote à la majorité et remettre en cause beaucoup ce qu'était le suffrage universel et les démocraties telles qu'on les connaît actuellement. » (Alexandre, 26 ans, militant *Vamos!*).

Le rejet de la remise de soi à des représentants est explicite. Produit d'une aspiration radicale à l'autonomie individuelle et d'un sentiment de compétence politique, ce sentiment est renforcé par les expériences autogestionnaires de démocratie directe au sein des collectifs militants, comme on peut le constater dans le dernier extrait cité. Il contribue à saper la légitimité des dispositifs représentatifs perçus comme une aliénation. Il est difficile de distinguer d'autres facteurs sociologiques qui permettraient de comprendre les gradations dans ce type d'attitudes et de représentations. Ceux qui contestent le plus le principe des élections ne semblent différer en rien dans leur parcours, leur niveau d'étude ou leur âge de ceux qui continuent à admettre l'importance d'une représentation politique. En pratique, comme on le verra plus loin, c'est la socialisation dans une organisation anarchiste ou radicale qui est la plus clairement prédictive du rapport à la démocratie représentative, les anarchistes se caractérisant par leur rejet radical de toute forme de représentation.

Les interventions directes dans l'espace public, que ce soit par une distribution de tracts ou l'organisation de *happenings*, constituent pour les libertaires une forme d'action politique cohérente avec leurs convictions et ayant à cet égard un caractère démonstratif : c'est en manifestant, en s'exprimant dans la rue, qu'ils entendent montrer que la politique peut se

concevoir et se pratiquer autrement¹. Globalement, la légitimité mais aussi l'efficacité tendent à être davantage placés du côté des mouvements sociaux que des partis, perçus comme le lieu de luttes de pouvoir vaines, stigmatisés pour leur éloignement des préoccupations réelles de la population et relégués au rang de simples relais d'une volonté populaire exprimée à la base. Le vrai lieu de la politique se trouverait idéalement dans l'élaboration collective d'idées, de programmes et de valeurs par les acteurs des mobilisations contestataires eux-mêmes :

« Je pense qu'aujourd'hui, s'il y a quelque chose à faire et si on est dans la merde dans laquelle on est, c'est parce que c'est à la base que ça va pas, que c'est la base qui fait le truc et que c'est la base qui doit s'organiser... Et que c'est pas par en haut qu'on change les choses. Par en haut, il y a un mécanisme fatal qui fait qu'on se coupe de la base et qu'on s'institutionnalise et qu'on rentre dans des jeux qui sont plus ceux du départ, quoi. » (Luc, 29 ans, militant *Aarrg!* Paris).

« C'est une vraie crise, pour moi, de la démocratie représentative. C'est pour ça que je n'irai pas dans un parti, parce que pour moi, la démocratie représentative, c'est carrément une partie infime, enfin pas infime mais une partie mineure de l'action politique en général et de l'efficacité politique en particulier. Quand tu vois quelqu'un comme Bové... [...] ce type d'actions sur les OGM sont bien plus efficaces — et on voit que c'est bien plus efficace parce qu'il y a eu un moratoire, là... — que n'importe quel député, ou député européen ou quoi que ce soit. Même si ces gens-là, à un moment donné, sont un relais politique. Mais c'est bien une prise de conscience d'un nombre croissant de citoyens grâce à des actions qui ne sont pas du tout... qui n'ont pas eu pour finalité l'élection, et qui sont à mon sens bien plus efficaces. » (Xavier, 28 ans, militant *Crep*).

La remise en cause de l'utilité ou de l'efficacité des organisations partisanes connaît des degrés de radicalité variable selon les enquêtés, mais la valorisation de l'action collective fait consensus. Largement délégitimés, les consultations électorales comme les partis politiques et les institutions représentatives perdent leur centralité au profit du militantisme de mouvement social, vu comme plus à même de faire émerger les préférences collectives et individuelles

¹ Jacques Ion et ses coauteurs estiment que la caractéristique principale du type d'actions menées par les militants de la gauche radicale, parfois stigmatisées pour leur pragmatisme de courte vue, est « leur prétention à indiquer une autre façon de faire de la politique. ». « [...] [L]a sphère politique n'apparaît plus comme le prolongement "naturel" des luttes militantes qu'elles soient. La question du "débouché politique" est d'ailleurs de moins en moins bien reçue par de nombreux militants qui pensent leur action comme se suffisant à elle-même ». ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. Op. cit., p. 25 et p. 128 pour les citations.

des militants. Cette croyance en l'efficacité supérieure de l'action non conventionnelle est résumée dans le slogan, très prisé des anarchistes, selon lequel « seule la lutte paye ». Elle contribue très nettement à l'autonomisation d'un espace militant spécifique par rapport au champ politique¹. Elle entraîne également des conséquences en termes de rapport des militants à l'acte électoral². Afin d'aborder plus particulièrement cette question, il convient de distinguer les activistes de la gauche radicale des militants anarchistes, les deux groupes faisant preuve en la matière de représentations et de pratiques différenciées.

B. L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche radicale

Le rapport au vote des militants de la gauche radicale est caractérisé par les tensions entre les effets idéologiques de l'engagement et les acquis d'une socialisation portant à valoriser les comportements civiques et en particulier l'acte électoral, symbole de la participation citoyenne. Individus instruits, issus de milieux relativement favorisés et politisés, ils ont fait l'objet d'une familiarisation au vote précoce et soutenue. Nombreux sont les enquêtés qui mettent l'accent sur le caractère « citoyen » de leurs parents, leur insistance sur l'importance du vote et leur pratique électorale régulière. Le vote fait sans doute partie des normes qui font l'objet de la transmission la plus forte à travers les socialisations primaires. En outre, l'acquisition de cette norme est d'autant plus aisée et plus durable que le vote est valorisé dans la plupart des sphères dans lesquelles évolue l'individu ; son importance se trouve donc renforcée par des expériences cumulatives³. Après la première socialisation au sein de la famille, l'école constitue un lieu de renforcement de l'apprentissage du devoir électoral ; on y apprend, par exemple, à élire les délégués de classe. Enfin, dans les médias,

¹ Sur ce point, cf. PECHU, Cécile. *Droit Au Logement... Op. cit.*, et MATHIEU, Lilian. « L'espace des mouvements sociaux ». *Politix*, vol. 20, n° 77, 2007, p. 131-151.

² « L'importance prise au fil des années par les mouvements sociaux, ciblant des actions citoyennes et démocratiques plus directes, mais aussi, notamment dans les jeunes générations, les mouvements antimondialisation ou encore la préoccupation humanitaire, déplaçant les enjeux politiques sur une scène transnationale, exprime, en même temps que le besoin de faire de la politique autrement, la conviction, à tort ou à raison, d'une plus grande efficacité de ce type de pratique politique. L'efficacité du vote peut s'en trouver quelque peu relativisée, un changement de perception qui pourrait expliquer pour partie l'augmentation régulière de l'abstention dans toutes les démocraties occidentales. » MUXEL, Anne. « La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction » in PERRINEAU, Pascal, YSMAL, Colette (dir.). *Le vote de tous les refus : Les élections présidentielle et législative de 2002*. Paris : PFNSP, 2003, p. 126-127.

³ Alfredo Joignant a rappelé, à travers sa revue de la littérature sur la socialisation, que les expériences cumulatives, c'est-à-dire celles qui sont les mêmes dans la famille, à l'école, au travail, etc., constituaient la socialisation la plus solide (« La socialisation politique: stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche ». *Revue française de science politique*, vol. 47, n°5, 1997, pp. 535-559).

durant les études, au travail ou dans sa vie de tous les jours, chacun est périodiquement exposé à des messages rappelant les échéances électorales et l'importance de la participation. Les différents environnements fréquentés, et donc les différentes socialisations, contribuent à ancrer le sentiment du devoir civique dans les individus, sans toutefois l'accompagner nécessairement d'une adhésion semblable à l'ensemble des institutions de la démocratie représentative (les mêmes médias qui appellent au vote et se félicitent des niveaux élevés de participation peuvent se faire les premiers critiques des partis politiques, dénonciateurs des « affaires » ou d'une certaine « crise de la représentativité »). Il devient par conséquent plus aisé d'adopter une position critique vis-à-vis de la démocratie que de remettre en cause la participation électorale. Le rejet des partis et la défiance vis-à-vis des représentants n'empêche pas, alors, un certain conformisme des militants en matière de pratique électorale¹ : 86% des individus qui constituent notre échantillon (38 sur 44) ont en effet déclaré voter à chaque échéance² ; 12% (5 individus) ont indiqué participer parfois ou souvent ; un seul militant a concédé ne voter que rarement³. Les votants réguliers constituent donc une très large majorité, à laquelle s'ajoutent quelques abstentionnistes « occasionnels ». Mais si le vote demeure la norme, il faut souligner qu'il n'occupe généralement pas une place centrale dans l'investissement politique des radicaux. Leur rapport à l'engagement et leur conception de la participation politique les incitent en effet à reconsidérer et déconsidérer la place du vote dans leurs modalités d'expression et d'exercice de la citoyenneté, en dépit de la valorisation dont cet acte a fait l'objet dans leur socialisation. Le vote, même présenté comme « important », est vu comme un élément secondaire de l'action politique⁴, car il ne permet pas

¹ On voit bien là une apparente contradiction pratique liée à une pluralité de socialisations elles-mêmes contradictoires. Sur ce point, cf. LAHIRE, Bernard. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris : Hachette, 2006, p. 50 notamment.

² Dont 7 individus qui ont déclaré voter parfois ou souvent blanc et 4 toujours blanc.

³ Ces chiffres sont au dessus du taux de participation moyen de la population française dans son ensemble, mais ils sont également élevés par rapport à la participation des classes moyennes instruites et surtout par rapport à la population des 18-30 ans qui constitue l'essentiel de notre échantillon. Cf. MUXEL, Anne. « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements ». *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5-6, 2002, p. 521-544.

⁴ « — Le vote, tu penses que c'est quelque chose d'important ?

Ben oui, oui, je pense que c'est quelque chose d'important... Je dirais... quelqu'un qui ne va pas avoir d'engagement politique, je vais vraiment l'inciter à voter et à participer. Pour moi, c'est devenu super complexe parce que je me suis posé beaucoup de questions et on se pose beaucoup de questions par rapport au système représentatif et est-ce qu'il faut... qu'est-ce qu'il faut voter, est-ce qu'il faut voter blanc parce qu'aucun des partis ne nous correspond vraiment ou est-ce qu'il faut voter au second tour des présidentielles pour la gauche face à la droite, enfin... [...]. Ca dépend si tu demandes juste pour moi...

— Ben juste pour toi.

Ben juste pour moi, c'est un élément, c'est un petit élément dans tout mon engagement politique. C'est-à-dire que... J'irai peut-être voter parce que j'aurai moins d'engagement politique, mais quand je vois ce que je fais

une expression satisfaisante des idéaux et aspirations des individus. C'est la raison pour laquelle il est fortement dénigré dans les discours de la plupart des activistes, qui estiment qu'il doit être dépassé pour tendre vers la démocratie directe. Ces contradictions apparaissant en pratique entre un conformisme citoyen et une radicalité dans la recherche d'alternatives placent les militants face à la nécessité de faire des compromis. Ainsi, différents modes de rationalisation et de réappropriation de l'acte électoral permettent de concilier une défiance vis-à-vis de la représentation politique et une participation aux procédures de désignation des représentants¹. On peut notamment distinguer les rationalisations relevant d'une dimension proprement politique de celles revêtant un aspect plus symbolique².

1) Aspects politiques et symboliques du vote

La principale fonction qu'on peut attribuer au vote est bien évidemment politique. Le bulletin de vote, conformément à la théorie démocratique, représenterait le choix du citoyen, l'expression de ses préférences individuelles. La force expressive du vote peut toutefois paraître faible à des militants qui déplorent l'étroitesse du bulletin de vote comme support de leurs opinions. L'acte électoral réduit les croyances et les choix à un nom, voire éventuellement à un « non » dans le cas d'un référendum³. « Rejaillissant comme l'expression d'un verdict impersonnel, le résultat électoral surplombe de son autorité comptable un océan d'opinions parcellaires. Il se présente comme la face publique et normalisée de toutes les voix personnelles qui se sont, ou ont été, neutralisées au cours du mécanisme de leur agrégation.⁴ »

tous les jours et tous les débats, et tout... [...] c'est une des choses parmi mon engagement... » (Elodie, 22 ans, militante à Vamos!)

« Je ne considère pas que j'ai rempli mon devoir de citoyen une fois que j'ai voté. Au contraire. Je sais qu'on se fout un peu de ma gueule, mais j'essaye de profiter du minimum de liberté qui est là-dedans et puis voilà, je mets mon bulletin. » (Xavier, 28 ans, militant au Crep)

¹ Il s'agit donc ici d'étudier ce que Jean-Marie Donegani appelle des « *stratégies paradoxales* » en tentant de saisir la « plurivocité des significations associées à l'acte électoral » (« Introduction aux modèles de nature qualitative », in MAYER, Nonna (dir.). *Les modèles explicatifs du vote*. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 158.)

² DUCHESNE, Sophie. « Comment appréhender la dimension symbolique du vote ? », in MAYER, Nonna (dir.). *Les modèles explicatifs du vote*. *Op. cit.*, p. 177-199.

³ Le référendum est souvent cité par les enquêtés (qui ont massivement voté, en faveur du non, au référendum sur le traité constitutionnel européen) comme une consultation plus porteuse de sens que l'élection parce qu'ils estiment pouvoir y exprimer plus pleinement leurs convictions. C'est ce que note également Françoise Subileau, (« L'abstentionnisme, apolitisme ou stratégie ? », in MAYER, Nonna (dir.). *Les modèles explicatifs du vote*, *op. cit.*, p. 245-267). Toutefois, certains militants trouvent encore trop restreint ce support d'expression.

⁴ DELOYE, Yves, IHL, Olivier. « Des voix pas comme les autres. Votes blancs et nuls aux élections législatives de 1881 ». *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 2, 1991, p. 143 (repris in DELOYE, Yves, IHL, Olivier. *L'acte de vote*. Paris : PFNSP, 2008).

Face à cette neutralisation de l'expression individuelle, certains enquêtés entreprennent de se réapproprier leur vote¹ en l'investissant d'une signification qui leur est propre, ce qui se traduit dans les faits et dans le droit par un bulletin nul :

« Je vote blanc, je barre mon bulletin régulièrement. [...] »

— *Et tu rayes quel bulletin ?*

Ah, ça dépend des fois... Ceux à qui j'en veux le plus. Généralement je raye la gauche de gouvernement, régulièrement. Alors ça peut être n'importe quelle gauche de gouvernement. Plus souvent les socialistes... Mais voilà.

— *Et pourquoi tu votes nul ? parce qu'il n'y a pas de parti qui te convient ?*

Ouais. Ben parce que... Ouais, non franchement. Des fois je me dis, il faudrait essayer et tout, mais... C'est une goutte d'eau, mais... Je pense vraiment qu'il y a un problème, avec la délégation, la démocratie telle qu'elle existe, etc. Donc si je vote blanc c'est beaucoup à cause de ça, parce que comme je n'arrive pas beaucoup à me reconnaître dans ce système... » (Flora, 31 ans, militante à *Aarrg!* Paris).

En barrant le bulletin de la gauche institutionnelle ou du *Front National*, en y écrivant « merde » pour signifier leur profonde irritation face à l'offre électorale et au jeu des partis², les militants se donnent les moyens de réattribuer un sens politique à un acte qui n'en a parfois plus guère pour eux. Ces bulletins sont le résultat d'un « travail sur soi » de l'électeur, qui tente ainsi de surmonter l'impression de l'inutilité du vote en tentant de faire passer par son intermédiaire un fragment de sa propre volonté³. Les votes blancs et nuls peuvent en effet signifier le refus de la remise de soi aux représentants politiques⁴ et être alors perçus comme une façon d'insuffler un peu de démocratie directe dans le système. Ils font revenir l'électeur sur le devant de la scène parce qu'ils lui permettent de refuser l'anonymat du résultat électoral et de s'imposer, d'une certaine manière, face à l'interprétation extérieure (par les candidats élus ou battus, les médias, les partis...) de la signification de leur vote⁵.

¹ CONTAMIN, Jean-Gabriel. « Le vote réapproprié », in MATONTI, Frédérique (dir.). *La démobilisation politique*. Paris : La dispute, 2005, pp. 145-176.

² C'est ce qu'envisage Grégoire dans l'éventualité d'un deuxième tour des présidentielles 2007 opposant Nicolas Sarkozy à Jean-Marie Le Pen : « Ben, si on a Sarko – Le Pen, là je vote... J'écris merde sur mon bulletin, je vois que ça. Autant Chirac – Le Pen j'ai pu y arriver, autant Sarko – Le Pen, je crois que je n'y arriverais pas. » (Grégoire, 30 ans, militant à Chiche!).

³ CONTAMIN, Jean-Gabriel. « Le vote réapproprié ». Article cité, p. 174.

⁴ DELOYE, Yves, IHL, Olivier. « Des voix pas comme les autres... ». Article cité, p. 150-151.

⁵ Sur la forme d'« abstention civique » (LANCELOT, Alain. *L'abstentionnisme électoral en France*. Paris : Armand Colin, 1968, p. 51) que constituent les votes blancs et nuls et sur leurs significations, cf. aussi

Si le vote peut être réinvesti de significations individuelles et s'imposer simultanément comme une protestation, il peut également rentrer dans le cadre de la pratique politique classique et soutenir un camp face à un autre. Jouer le jeu du vote n'est dans ce cas pas perçu comme un reniement de ses convictions, une approbation des partis ou une remise en cause de son aspiration à la démocratie directe mais au contraire comme une stratégie visant à faire avancer ses idéaux. Le vote, « utile » plutôt que de conviction, s'apparente alors pour certains enquêtés à une manœuvre dilatoire, destinée à accorder plus de temps aux mobilisations pour produire leurs effets :

« Pour moi c'est toujours vachement dur de voter. Je vote toujours, parce que je trouve que c'est important. [...] Enfin je sais pas... tu vois, je commence à avoir une vision un peu différente maintenant. Pour moi c'est quand même vachement une mascarade, mais ça reste important pour moi... Parce que c'est à force de petites associations comme *Chiche!* qui réussissent à gangrener un peu et à inciter les gens à penser autrement qu'ensuite peut-être les choses changeront. [...] Ca passe par ça, en tout cas ça passe en ce moment par ça, c'est vraiment pas un idéal, hein, je ne pense pas que...

— *Par ça, c'est-à-dire par le vote ?*

Par le vote. Ca ne passe pas par... j'ai du mal à expliquer. Dans la société dans laquelle on vit, on n'a aucun autre moyen, tu vois. Enfin on a plein d'autres moyens au quotidien, mais... euh... ça me semble important. » (Charlotte, 27 ans, militante à *Chiche!*).

Cet extrait d'entretien montre parfaitement comment peut s'exprimer la contradiction entre une socialisation initiale (« Je vote toujours, parce que je trouve que c'est important. ») et une politisation dans un cadre contestataire (« Enfin je sais pas... tu vois, je commence à avoir une vision un peu différente maintenant. Pour moi c'est quand même vachement une mascarade [...] »). Face à cette tension (« Pour moi c'est toujours vachement dur de voter »), attribuer au vote une utilité stratégique en lien direct avec une pratique politique alternative permet de rester fidèle à son devoir civique sans renier ses convictions. Dans une configuration électorale normale (c'est-à-dire toutes les élections dans lesquelles la victoire ne se joue pas à quelques centaines de voix près), l'utilité marginale du vote de chaque activiste est si faible que le fait pour eux de désertier les bureaux de vote n'aurait

aucune incidence sur le résultat du scrutin¹. Les enquêtés le savent certainement, mais se rendent aux urnes avec régularité, en dépit de leur sentiment que le système représentatif est un cadre inadapté à la réalisation de leurs idéaux. A travers ce geste, ils affirment opter pour « la politique du moins pire² » et justifient par leur souci de « sauver les meubles³ » leur vote en faveur des candidats les moins éloignés d’eux idéologiquement :

« Ouais, je vote, mais je me pose de plus en plus la question de le faire ou pas. Ma position actuelle c’est que ça sert à rien. Cela dit je ne peux pas me résoudre à ne pas voter au premier tour à cause du FN, quoi. Donc j’ai une sorte de position je me dis je vais voter au premier tour, pour éviter que Le Pen fasse des... Enfin ça veut rien dire, c’est presque au-delà du politique, c’est un truc, je peux pas m’en empêcher, je vote au premier tour, je vote anti-FN, plutôt à l’extrême gauche, et au deuxième tour je voterai pas, je pense. » (Luc, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« — *Est-ce que tu votes ?*

Oui, oui, oui, bien sûr, je vote. Sans problème... Je vote pour des raisons purement tactiques, ou stratégiques, je ne sais pas quel terme employer... Euh, je vote pour éviter que les pires salauds arrivent au pouvoir. Et j’ai voté Chirac en 2002 et j’ai pas honte de le dire, et si c’était à refaire, je le referais [...]. Voter c’est un moindre mal, et ça a une utilité stratégique. » (Grégoire, 30 ans, militant à *Chiche!*).

« Je voterai, bien que je sache et que je sois conscient que ça ne sert à rien entre guillemets, c’est juste pour ne pas justement faire le jeu de [l’extrême droite] qu’on ne veut pas, et d’essayer de... ben juste de faire moins pire, quoi. Tu vois entre... bien que je critique vraiment ce que fait le PS... Entre le PS et l’UMP, ben le PS ira toujours plus lentement dans la destruction des systèmes sociaux et tout ça. Donc je vote en fait pour ça, pour ralentir un peu et qu’on ait le temps de réagir, quoi. Parce que plus ça va être pire, plus ça va être difficile à mon avis. [...] J’ai tendance à croire que ben voilà, il faut limiter la casse pour après avoir une marge d’action qui soit possible. » (Antoine, 24 ans, militant à *Vamos!*).

¹ Alessandro Pizzorno note l’aspect apparemment « irrationnel » du vote individuel, lié à son « utilité infiniment proche de zéro » (c’est-à-dire que « la probabilité qu’une seule voix décide de l’élection d’un candidat est infinitésimale, de même qu’est infinitésimale la probabilité que l’élection d’un candidat décide de l’approbation de la politique désirée »), qui lui fait dire qu’il y a une autre dimension au vote que sa seule utilité concrète (« Sur la rationalité du choix démocratique ». Article cité, p. 335).

² Clémence, 27 ans, militante à *Vamos!*.

³ Propos tenus par une militante de *Vamos!* dans un cadre informel.

Même lorsque les militants sont dans un bureau de vote, c'est fréquemment leur action politique dans le cadre de collectifs qu'ils ont à l'esprit et qui motive consciemment leur geste, leur permettant de concilier devoir civique et conviction politique. Ils justifient leur vote par leur volonté de gagner du temps en tentant de faire accéder au pouvoir le parti le moins éloigné de leurs convictions. Cet acte, rationnel en finalité, est présenté comme un moyen de peser sur la configuration politique nationale et donc sur l'espace d'opportunités dans lequel ils entendent inscrire leur action politique. Cette dimension politique et tactique n'épuise toutefois pas l'ensemble des justifications de la participation électorale que donnent les activistes de la gauche radicale. Au-delà des stratégies et des réappropriations politiques du vote, il convient en effet de répertorier des dimensions plus symboliques.

Autant qu'un acte de choix (ou de refus), le vote est une actualisation, une expression d'un système de valeurs et d'une appartenance collective¹. Voter ne se limite donc pas à désigner son candidat favori mais constitue aussi le cœur du rituel politique par lequel le citoyen réaffirme son appartenance à sa communauté. Si la référence fréquente des électeurs au devoir civique peut passer pour un stéréotype, c'est un stéréotype significatif en cela qu'il montre combien il est important pour les citoyens de prouver par leur vote leur intégration à la communauté politique et leur attachement aux droits qui en découlent². Les radicaux, fortement impliqués en politique, porteurs de valeurs postmatérialistes, s'inscrivent bien dans ce que Sophie Duchesne appelle la citoyenneté universaliste, qui repose moins sur l'idée d'identité nationale que sur celle d'une commune humanité³. Le vote fait pour eux partie de l'activité du citoyen au même titre que le devoir de s'intéresser à autrui et de se mobiliser pour défendre ses idéaux et le bien commun. Malgré leur engagement militant, certains d'entre eux se sentent redevables et comme poussés au vote, parce qu'autour d'eux l'acte électoral demeure le droit politique principal et le seul moyen d'expression. Dès lors, ils se refusent à abandonner un droit politique auquel tant d'autres aspirent⁴ : ils justifient leur vote par leur attachement à un droit dont la valeur est augmentée par le fait qu'il est inégalement partagé. Ainsi, les militants les plus critiques à l'égard du système représentatif, qui

¹ DUCHESNE, Sophie. « Comment appréhender la dimension symbolique du vote ? ». Article cité.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ D'origine Malienne, Amandine met l'accent sur l'importance du droit de vote récemment acquis : « *On se rend compte de la valeur de ça que quand on l'a plus [...]. Au Mali, avant 91, on ne votait pas* » (Amandine, 27 ans, militante à Aarrg! Paris).

soulignent par ailleurs combien il leur semble inadapté ou néfaste, maintiennent leur pratique pour des questions qui tiennent davantage de la morale que de la stratégie :

« En fait je me suis toujours déplacée, tu vois, ça c'était le truc. En fait, si j'ai voté, en 2002, c'était aussi parce que juste avant, on avait fait [une action symbolique] avec des personnes qui étaient à la rue et qui n'avaient pas accès au vote. Et après je me disais putain, ça la fout mal, quoi, d'essayer de militer pour que des gens aient un accès, tu vois au truc de base du citoyen français et toi, alors que tu l'as... c'est con. Et puis moi, on m'a vachement élevée comme ça, aussi, tu vois, quand tu es citoyen il faut participer... Et donc j'y allais, mais tu vois... C'était pour les législatives où tu as des petites listes à la con... je chopais le truc le plus merdique que je trouvais [...]. » (Clarisse, 24 ans, militante à *Vamos!*).

« J'ai toujours été mettre un bulletin blanc dans l'urne, quoi. Je m'en voudrais, je pense, de ne pas aller voter du tout... encore que c'est ça, au fond, j'aurais honte. Mais le côté symbolique de moi, j'ai le droit, j'y vais pas, alors qu'il y en qui n'ont pas le droit qui aimeraient y aller... je suis toujours un peu gêné. Donc j'y vais. Mais pour voter blanc. » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*).

Ces témoignages montrent les scrupules que peut avoir un militant à dénigrer le vote, même lorsqu'il estime plus important de manifester que de voter et qu'il ne vote pas en vue d'obtenir un résultat concret. On peut voir dans ce type d'acte une motivation rationnelle en valeur, dans la mesure où elle exprime bien « la croyance en la valeur *intrinsèque* inconditionnelle — d'ordre éthique, esthétique, religieux ou autre — d'un comportement déterminé qui vaut pour lui-même et indépendamment de son résultat¹ ». Les militants qui fournissent ce type de justifications basées sur le devoir civique et l'obligation de rester fidèles à un droit chèrement acquis affirment, en pratique, la valeur qu'ils accordent à l'institution du vote en dépit de l'inefficacité ou du caractère insuffisant ou inapproprié qu'ils peuvent lui prêter.

En étant autant attentif à l'aspect symbolique qu'à l'aspect politique de l'acte de vote, on parvient à en reconstituer le sens pour les enquêtés et à montrer à la fois la façon dont il peut être rationnellement justifié par certains et la valeur intrinsèque qui peut lui être attribuée par d'autres. Ces deux dimensions ne sont pas pour autant étanches, et c'est bien à la fois un

¹ WEBER, Max. *Economie et société*. Tome 1. *Op. cit.*, p. 55, souligné par l'auteur.

attachement au vote en lui-même et des considérations stratégiques qui permettent à la pratique électorale de se reproduire dans le temps. L'apprentissage du vote et de sa valeur et l'intériorisation de l'idée d'un devoir civique gardent, malgré toutes les « désillusions » politiques et les effets d'une socialisation politique contestataire au sein d'un collectif militant, une forte influence sur les comportements individuels.

2) Du vote « automatique » au désengagement électoral

La plupart des militants exposent sans difficulté en entretien les motivations de leur pratique électorale. Chez les plus impliqués dans la critique du système représentatif, ces arguments visent en général à justifier (pour eux-mêmes et pour l'enquêteur) la constance — d'apparence paradoxale — d'une pratique décriée et à restaurer ainsi la cohérence de leur rapport à la participation politique. Mais il est également possible de repérer chez certains enquêtés des rapports au vote moins assurés ; chez eux, l'obligation morale de voter parvient à subsister et produire des effets, en dépit de toutes les remises en causes conscientes et des rejets assumés, sans pouvoir nécessairement être justifiée rationnellement¹. C'est notamment parmi ces individus que la tentation de l'abstention peut se révéler la plus grande.

Chez une minorité de militants, le vote paraît automatique et dénué de justifications conscientes. Quelques entretiens font en effet apparaître la « défaillance de la conscience discursive² » d'individus qui peinent à expliquer la régularité de leur pratique. Une fois énumérées toutes les raisons pour lesquelles ils ne se reconnaissent pas dans la politique

¹ On constate ces hésitations et ces contradictions dans le témoignage de ce militant de Aarrg! Paris : « *Moi j'ai pas de position dogmatique là-dessus ni dans un sens ni dans l'autre. C'est-à-dire, je ne fais pas de la participation aux élections une obligation. Je considère ça comme une farce. Vu la structure du pouvoir, le fonctionnement des médias, je considère que, pour le dire vite, c'est de la merde, quoi. Mais après, je fais pas non plus de l'abstention une espèce de dogme. Si par exemple sur une élection locale il y a moyen de faire pression sur tel ou tel candidat pour lui faire prendre tel ou tel engagement, voter pour lui, pourquoi pas ? Mais après, bon, moi j'ai l'impression que c'est pas comme ça qu'on fait changer les choses quoi. Pour moi, c'est pas comme ça que ça se passe. Après, bon... C'est-à-dire qu'à titre collectif, ça m'emmerderait d'être dans une organisation qui appelle à voter pour quelqu'un. Je préférerais une organisation qui soit collectivement abstentionniste, mais qui laisse le libre choix à ses adhérents. Moi j'ai vraiment tendance à être sur ce type de positions. A priori, je suis plutôt abstentionniste, mais dans les faits je vais plutôt voter [il rit]. » (Benoît, 27 ans, militant à Aarrg! Paris)*

² Yves Déloye utilise cette expression empruntée à Anthony Giddens pour rendre compte de la difficulté qu'éprouvent les citoyens ordinaires à expliciter les motivations de leur vote, difficulté qui les pousse à mobiliser la double figure rhétorique classique du vote comme moyen d'expression ou comme devoir civique. L'expression nous paraît particulièrement adaptée dans le cas de nos enquêtés ne parvenant pas à énoncer les raisons pour lesquelles ils votent. (« L'élection au village. Le geste électoral à l'occasion des scrutins cantonaux et régionaux de mars 1992 ». *Revue française de science politique*, vol. 43, n°1, 1993, p. 89, repris in DELOYE, Yves, IHL, Olivier. *L'acte de vote*. Paris : PFNSP, 2008).

institutionnelle et rejettent les partis ou les élections, il est difficile de ne pas se demander ce qui les pousse encore à se rendre aux urnes¹. C'est le cas de cette militante de *Chiche!*, très critique à l'égard des partis et des élections, mais dont la pratique électorale a été profondément ancrée au cours d'apprentissages structurants auprès de ses parents, eux-mêmes militants et élus de gauche :

« Je trouve que les partis, si un jour ils doivent couler, ils se seront coulés tout seuls, et les Verts en premier lieu, parce que pour avoir assisté à des congrès, notamment le congrès en 2001 je crois, à Toulouse, des Verts, voilà, quand tu as vu ça, tu as fait le tour de la question, tu as compris les jeux de tendance, tu as compris qu'ils avaient voulu faire de la politique autrement et puis qu'ils ont fait de la politique comme tout le monde et qu'il fallait fuir le pouvoir, qu'il fallait fuir les formes de représentativité électorale. Et que dès qu'il y avait concurrence et possibilité à un moment donné d'avoir du pouvoir sur d'autres, ça créait des comportements humains et collectifs qui étaient très difficiles à maîtriser et qu'il valait mieux les éviter de toute façon... Donc c'est vrai qu'après on se retrouve dans des groupuscules, dans des tout petits groupes, mais... ce qui est important c'est qu'il y en ait plein.

— *Est-ce que tu votes ?*

Oui.

— *À toutes les élections ?*

Je vote à toutes les élections, oui, même que comme je suis disciplinée, je rentre voter [en province], je ne suis toujours pas inscrite sur les listes électorales à Paris depuis deux ans, et que même je tiens le bureau de vote [elle rit].

— *Il y a un parti dont tu te sens plus proche que les autres ?*

Euh, sincèrement, c'est toujours des grands moments de... c'est toujours des moments assez douloureux pour moi les élections, parce que je suis prise... c'est vraiment des moments qui cristallisent énormément de contradictions, énormément d'envies différentes, non, de contradictions. [D'un ton désabusé, voire résigné :] Et que j'ai envie de ne pas voter, mais que je vote quand même. Et que j'ai envie de voter blanc, mais en même temps c'est difficile... J'ai pas envie de voter utile. En général je ne vote pas utile, en général, non, en général je vote Verts ou LCR...

— *Et c'est important de voter, pour toi ?*

Je ne sais pas... [elle rit] Je sais pas. [En détachant chaque mot :] Je-n'en-sais-rien... Et j'étais pas là en 2002, le 21 avril, j'étais [à l'étranger], et j'ai voté blanc, aux deux tours... J'ai voté

¹ Ce type de rapports à la pratique électorale ramène en effet le chercheur à la réflexion de Jean-Luc Parodi selon laquelle « le mystère, en définitive, ce n'est pas l'abstention, c'est le vote. » (« Les mystères de l'abstentionnisme ». *Autrement*, n° 122, 1991, p. 22.)

par procuration les deux fois. Donc voilà, par exemple c'est ça. [...] Moi, franchement, être une bonne citoyenne, pour les résultats que ça donne, ça me fait chier [...]. » (Cécile, 25 ans, militante à *Chiche!*).

Ce long extrait montre toutes les tensions qui sont liées au vote et comment, malgré un rejet très fort des partis et du système de la représentation en général, on peut rester fidèle à la pratique électorale. Les hésitations qu'on décèle dans les réponses traduisent la difficulté que rencontre la militante à mettre en mots ce qui relève en fait d'un acte qui s'accomplit presque sans qu'elle ait à y réfléchir. D'une manière générale, le vote peut en effet être considéré comme une « séquence d'activités routinisées¹ » avec lesquelles l'électeur est familiarisé, ces activités étant alors réalisées quasi « instinctivement »². Une « accoutumance »³ progressive au vote a permis d'en réduire le coût au point que le devoir civique s'accomplit chez certains presque par habitude. Il est singulier de noter que cette activité est si routinisée qu'elle va d'elle-même chez des militants qui font preuve par ailleurs d'une forte réflexivité et remettent constamment en question à la fois leurs modes d'organisation et d'action et la structuration du système politique. Toutefois, on peut y voir les effets des dispositions durablement acquises à travers leur socialisation : en intériorisant l'idée du vote comme un devoir civique, les activistes ont assimilé une forme de sens pratique⁴ du vote, c'est-à-dire une disposition quasi innée à accomplir le geste électoral, qui le met à l'abri des remises en question conscientes et le fait perdurer, en dépit des doutes éventuels. Alain, qui explique que ses parents ont toujours considéré « qu'il y a une espèce de dimension sacrée du vote », parle d'un vrai « dressage » dans le sens de la participation électorale :

« Ca fait très longtemps que... bon, parce qu'on m'a dressé comme ça quand j'étais petit, je vais voter systématiquement, mais je vote tout le temps blanc. Je vote parce qu'on m'a appris que c'était important de voter, j'en suis moins convaincu maintenant, mais ça, il y a des trucs que tu n'arrives pas à effacer complètement, je veux dire. Je ne peux pas m'empêcher de

¹ DELOYE, Yves. « L'élection au village... ». Article cité, p. 87.

² Propos d'un enquêté cité par Yves Déloye, *ibid.*, p. 86

³ *Ibid.*, p. 96.

⁴ BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Paris : Minuit, 1980. Franck Franceries repère le même type de rapport pratique à l'acte électoral chez des électeurs du *Front national* issus de milieu populaire ne parvenant pas à justifier politiquement leur « choix ». Il sous-estime toutefois la dimension symbolique que peut revêtir l'acte électoral alors même que la politique peut être rejetée en elle-même. L'exemple de la pratique de nos enquêtés montre que la réduction du vote à un simple acte plutôt qu'à une forme d'expression ne relève pas tant de l'effet d'une incompétence politique que de l'incorporation réussie de la norme électorale (« Des votes aveugles. L'exemple des électeurs FN en milieu populaire ». *Politix*, vol. 6, n° 22, 1993, p. 119-137).

continuer à faire mes procurations tout en votant blanc. » (Alain, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

Devenu un automatisme presque irrépessible, le vote apparaît désinvesti de toute considération stratégique ou symbolique, puisqu'il peut s'accomplir sans motivation consciente et proprement politique. Toutefois, il traduit en acte le processus de long terme que constitue l'inculcation d'une obligation morale de voter, résultat de la socialisation mais également d'un processus d'éducation plus que centenaire¹. La valeur du vote est ancrée si profondément chez les militants que leurs fortes convictions politiques ne parviennent pas à l'ébranler. Rejeter les partis et la démocratie représentative ne suffit pas, pour la plupart d'entre eux, à les détourner de ce qu'ils ne perçoivent plus comme un devoir mais qui constitue pour eux un acte qui, finalement, va de soi. Au sens de Max Weber, dans ce cas, l'acte de vote tiendrait quasiment de la tradition, constituant « une manière morne de réagir à des excitations habituelles, qui s'obstine dans la direction d'une habitude acquise autrefois.² »

En dépit de la force de leur socialisation au vote, quelques rares activistes ont expressément manifesté leurs doutes et certains leur envie de sortir complètement du système et de « pratiquer » l'abstention. Pour plusieurs d'entre eux, la question s'est posée, même s'ils n'ont pas encore osé franchir le pas :

« — *Sinon, en dehors de la politique à Aarrg! tu participes à la politique en général, je veux dire est-ce que tu votes par exemple ?*

Aha ! [Rire] Ouais, jusqu'à maintenant je vote, ouais.

— *Pourquoi ces rires ?*

Non, je sais pas, enfin, c'est une vraie question quoi. Jusqu'à maintenant, oui, je vote. Je suis toujours inscrit, enfin j'ai... ouais, une espèce de conscience citoyenne qui arrive encore à perdurer quoi.

— *Pourquoi tu dis jusqu'ici ? Tu penses que ça ne va pas durer ?*

Non, mais je sais pas, à chaque... Ca m'est arrivé plusieurs fois de me poser la question et puis j'ai toujours voté. » (Thibault, 30 ans, Militant à *Aarrg!* Paris).

¹ Sur l'enseignement et la diffusion, à partir de la troisième République, d'une « morale civique » sacralisant l'acte de vote et définissant le rôle du « bon citoyen », cf. DELOYE, Yves. *Ecole et citoyenneté : l'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*. Paris : PFNSP, 1994, en particulier pp. 118-140.

² WEBER, Max. *Economie et société*. Tome 1. *Op. cit.*, p. 55.

La question de l'abstention est problématique pour les activistes à plusieurs égards : d'une part, leur socialisation les pousse à y voir un désintérêt pour la chose publique qu'ils ont des difficultés à assumer, malgré leur investissement parallèle dans les mouvements sociaux. D'autre part, si du point de vue de la compétence politique le vote ne représente pas pour eux un coût, le fait de ne pas voter peut en constituer un d'un autre ordre. En effet, dans la plupart des milieux qu'ils fréquentent, la participation électorale est valorisée autant que l'abstention est stigmatisée. Comme toute morale, la morale civique pose des interdits, dont l'abstention fait partie. Celle-ci n'est pas sanctionnée juridiquement, mais condamnée moralement. Ces formes de « sanctions diffuses » contribuent à renforcer naturellement les « comportements civiques »¹. Quelques enquêtés avouent devoir affronter les réprobations de leurs proches lorsqu'ils envisagent de ne pas voter :

« — Tu me disais que tes parents... que ton père était un peu militant, qu'ils étaient politisés... et ils votent ?

Ouais, et ils m'engueulent quand je ne veux pas aller voter... C'est une bonne cause d'engueulade. [En riant :] Les dimanche d'élections, c'est chaud à la maison. » (Clémence, 27 ans, militante à *Vamos!*).

« Le soir du premier tour des élections présidentielles en 2002, ma première réaction c'était "je vais pas aller voter au deuxième tour, je vais pas aller voter pour Chirac et pour Le Pen". Et là je me suis fait engueuler par ma mère "écoute Alexandre, tu vas aller voter, on ne va pas laisser passer Le Pen, et puis voter, c'est un droit, surtout maintenant, c'est important". » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

Il est peu surprenant que des parents jouent le rôle de gardiens de la morale civique auprès de leurs enfants. En revanche, il est moins anodin de voir qu'au sein même du groupe militant, des reproches concernant les choix en matière de pratique électorale soient émis. C'est pourtant ce qui a été ressenti par Martin, abstentionniste régulier, à l'issue de l'élection présidentielle de 2002 : « Ca aussi c'est un truc qui a fait quelques micro remous entre nous, genre entre ceux qui avaient mauvaise conscience d'avoir voté LCR, ceux qui voulaient te mettre mauvaise conscience parce que t'avais pas voté... etc.² » Il faut voir dans ce désaccord entre activistes le résultat de l'absence de position commune sur la question du vote, qui fait

¹ DELOYE, Yves. *Ecole et citoyenneté... Op. cit.*, p. 121.

² Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris.

partie des sujets rarement abordés dans les collectifs de la gauche radicale, dont la vocation n'est pas de se positionner par rapport aux consultations électorales mais d'agir en marge de la politique conventionnelle. Laisée à l'appréciation de chacun, la pratique électorale ne fait l'objet d'aucune norme particulière, contrairement aux modes d'organisation ou d'action. En l'absence d'un travail idéologique sur cette question dans un cadre militant, les valeurs issues de la socialisation primaire tendent à perdurer et, finalement, à s'imposer. Pour les radicaux, l'abstention représente donc un coût potentiel : s'ils parviennent à surmonter l'interdit moral qu'ils ont intériorisé, ils doivent encore affronter les avis contraires de leurs amis, camarades militants et parents. La fidélité à la pratique électorale s'impose alors à eux comme la solution la plus « raisonnable », surtout lorsqu'ils parviennent à la motiver par des raisons stratégiques ou à s'en réapproprier le sens¹. La participation demeure la norme et l'abstention une déviance qu'il est malaisé d'assumer. L'acte électoral peut donc continuer à être accompli avec régularité sans qu'il apparaisse impératif ou qu'il soit investi d'une réelle croyance par le militant électeur.

Il convient tout de même de noter qu'aussi coûteuse qu'elle puisse paraître aux militants, l'abstention reste envisageable pour quelques-uns. Certains se permettent, au coup par coup, de ne pas se rendre aux urnes lors d'une élection². D'autres, poussant au bout leur logique critique des institutions et leur volonté de remettre en question l'organisation sociale, ont déclaré envisager d'arrêter de voter pour de bon :

— *Tu as voté à chaque élection ?*

Ouais. Je crois que peut être j'ai raté une fois, mais encore je ne suis même pas sûre, ouais, j'ai tout le temps voté. Alors, c'est très intéressant que tu me poses cette question, parce que justement il n'y a pas longtemps, je me disais que... que je voulais plus voter. Et que je voulais me retirer des listes électorales, carrément. Parce que... Soit il faut qu'on arrive à se

¹ Daniel Gaxie note que « l'incrédulité et l'agnosticisme politique sont moins enracinés qu'on ne le pense et semblent pouvoir céder dès que des éléments nouveaux donnent des raisons de croire ». Le fait de se détourner de la participation électorale est susceptible d'être aisément remis en cause lorsque de nouveaux paramètres parviennent à redonner un sens au vote (« Les critiques profanes de la politique... ». Article cité, p. 221). La candidature de José Bové à la présidence de la République en 2007 fait partie de ces éléments qui peuvent réconcilier certains déçus de la politique avec le vote : discours anarchisant du candidat altermondialiste et son indépendance des partis (il a été présenté par le philosophe Yanis Youloutas comme « l'élan vital que constitue l'irruption citoyenne dans la chasse jusque-là gardée des partis politiques » dans l'hebdomadaire *Politis* du 5 avril 2007) lui ont permis d'être rallié par quelques militants radicaux qui nous avaient pourtant confié auparavant leur intention de ne pas voter.

² Ceux-ci ressemblent alors aux « abstentionnistes dans le jeu » que décrivent Jérôme Jaffré et Anne Muxel (« S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? » in BRECHON, Pierre, LAURENT, Annie, PERRINEAU, Pascal (dir.). *Les cultures politiques des Français*. Paris : PFNSP, 2000, p. 19-52).

battre pour que le vote blanc soit reconnu, et il y a une association qui existe là-dessus, le parti blanc... soit pour moi c'est une aberration là de continuer à voter et... pff... je ne sais pas.

— *Pourquoi te retirer des listes ?*

Parce que je trouve ça plus fort, comme le vote blanc n'est pas considéré, je trouve ça plus fort... [...]

— *Et tu ne trouves pas que c'est important de voter ?*

Non, c'est pas important pour moi de voter. Enfin... En fait, je sais pas... c'est une question que je me pose alors je ne sais pas quoi te dire... Comment dire ? J'ai l'impression... enfin, moi, ce que je voudrais, c'est qu'il y ait... ben oui, ben, oui, non, voter pour moi c'est un problème. C'est un problème de voter quoi, parce qu'on vote pour quelqu'un... Non, moi je voudrais qu'il n'y ait pas de président, quoi, déjà, enfin oui, non, oui, non. Oui. C'est pour ça, moi je ne veux pas voter, et je ne veux pas qu'il y ait de vote, je voudrais qu'on fonctionne autrement, j'en sais rien. Enfin voilà, on voit bien, c'est n'importe quoi, le vote. » (Audrey, 30 ans, militante à *Vamos!*).

« Là je suis profondément désabusé par le système électoral, et... Et donc je pense que je n'irai pas voter parce que ça ne sert à rien... mais ça me fait mal au cœur de dire ça, en fait, c'est ça le truc. C'est que ça me fait beaucoup de mal au cœur de dire que pour moi ça ne sert à rien, mais j'en suis venu à faire ce constat-là. Et, ben j'espère que je regretterai pas, mais pour l'instant je ne compte pas aller voter [...]

— *Qu'est-ce qui pourrait te faire aller voter, alors, bien que tu penses ne pas le faire, l'an prochain ?*

Franchement, je sais pas.

— *A priori c'est non, quoi...*

Pour l'instant c'est non, quoi, mais ça me fait mal au cœur, quoi, et c'est pour ça que je dis que je me permettrai peut-être de changer. » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

« J'ai voté très sérieusement jusqu'aux dernières élections, et j'ai voté aux dernières élections, et là je vais arrêter de voter, en fait. J'ai décidé d'arrêter de voter, parce que de toute façon... Les deux dernières élections j'ai voté blanc quand même. Enfin voilà, ça sert à quoi ? Ça ne sert à rien... En plus on cautionne un système qui est fondamentalement antisocial, antidémocratique. Donc j'ai décidé d'arrêter de voter, quoi. Aux prochaines élections, je n'irai pas voter quoi... Voilà. On verra ce que ça donne. On verra comment je me sens après. Ça m'étonnerait que ça change grand-chose. » (Alban, 27 ans, militant à *Chiche!*).

Le rejet du système démocratique pousse quelques rares militants à remettre fondamentalement en question leur participation et à envisager de se détourner définitivement du vote lors des prochaines échéances. Toutefois, ces témoignages trahissent le caractère délicat et hésitant et de la démarche abstentionniste. Il est en effet difficile de se départir d'une habitude de voter prise dès les premières années de l'accès à la citoyenneté et qui généralement contribue à fixer le comportement dans la durée¹. Aussi forte que puisse être la conviction des militants que la participation institutionnelle est fondamentalement insuffisante, voire nuisible, aussi persuadés soient-ils que l'action collective représente une alternative crédible au jeu des partis, faillir à accomplir son devoir civique reste un pas difficile à franchir, même si l'on n'exclut pas de faire marche arrière, comme ce militant qui évaluera « comment [il se sentira] après ». La possibilité de se « désinscrire » des listes électorales, si elle apparaît juridiquement problématique, peut alors être envisagé comme un garde-fou contre la tentation de poursuivre une pratique citoyenne décriée. L'abstention électorale, bien que cohérente avec un positionnement et un idéal politique, se révèle donc particulièrement malaisée pour les militants radicaux. C'est le cas non seulement parce qu'elle implique d'affronter la réprobation de ses pairs, mais aussi parce qu'elle nécessite de surmonter ses propres interdits et de remettre en cause ses propres automatismes.

C. L'abstentionnisme anarchiste ou un rapport culturel et identitaire à la pratique électorale

Si l'on peut affirmer que le rapport au vote des militants de la gauche radicale est empreint de conformisme, force est de constater que les anarchistes entretiennent au contraire un rapport anticonformiste à la norme électorale. En effet, l'abstention constitue chez eux la pratique dominante. 77% de nos enquêtés (30 sur 39) ont déclaré s'abstenir à chaque échéance

¹ FRANKLIN, Mark N. *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies Since 1945*. Cambridge : Cambridge University Press, 2004. Cette tentation abstentionniste, qui fait suite à une période relativement longue (de cinq à dix ans en moyenne) d'installation de l'habitude électorale tend à invalider l'hypothèse selon laquelle le rapport ambigu des militants au vote serait un effet du « moratoire politique des années de jeunesse » (MUXEL, Anne. « Le moratoire politique des années de jeunesse », in PERCHERON, Annick, REMOND, René. *Age et politique*. Paris : Economica, p. 203-232). En effet, celui-ci est au contraire marqué par une augmentation graduelle de la participation électorale accompagnant une intégration progressive du jeune dans la société. Il serait donc tout aussi erroné de prédire une normalisation nécessaire du rapport des activistes au vote qu'il est impossible d'affirmer avec certitude que cette défiance va perdurer, voire se concrétiser dans le futur par une baisse de leur niveau de participation électorale.

électorale. Seuls 8% d'entre eux (3 individus) votent régulièrement (blanc)¹ tandis que les 15% restants (6 individus) votent occasionnellement, l'abstention demeurant pour eux la règle. On pourrait qualifier ces derniers de « votants intermittents ». Les théories classiques de la science politique peinent à expliquer l'abstentionnisme des anarchistes. La non participation électorale est généralement considérée comme l'effet d'un défaut d'insertion dans la société et d'une position personnelle instable², mais aussi et surtout comme « la manifestation d'un indifférentisme politique³ », c'est-à-dire de l'absence d'intérêt pour la politique. Daniel Gaxie va plus loin en estimant que l'abstention électorale traduit une véritable exclusion d'une partie des citoyens de la politique, leur faible niveau de compétence ne leur permettant pas de maîtriser (objectivement et/ou subjectivement) les outils intellectuels nécessaires à la participation politique⁴. Ces modèles d'interprétation ne semblent guère utiles à la compréhension de l'abstentionnisme des anarchistes, dont l'intérêt pour la politique et le sentiment de compétence tendent à être élevés. D'autres études ont pu par ailleurs mettre en avant l'aspect « stratégique » de l'abstention, qui peut expliquer en particulier les comportements abstentionnistes intermittents⁵. Le refus du vote traduirait alors une volonté — ponctuelle — de manifester un rejet de l'offre politique et du système partisan. Mais ces analyses laissent elles aussi de côté les attitudes (certes marginales à l'échelle du corps électoral) de rejet radical de la démocratie représentative pouvant aboutir à un comportement abstentionniste⁶. C'est bien ce type de rapport au politique que manifeste l'habitude anarchiste de boycotter les bureaux de vote. L'abstention est pour les militants un moyen d'exprimer leur refus d'un système basé sur la représentation et de montrer leur dédain vis-à-vis de l'institution du suffrage universel⁷. Mais expliquer ces comportements

¹ Il faut noter de surcroît que sur ces trois votants réguliers, un militant de nationalité luxembourgeoise n'a pas d'autre choix que participer, puisque le vote est obligatoire dans son pays.

² C'est par ces facteurs qu'Anne Muxel explique « le moratoire politique des années de jeunesse » (article cité).

³ GAXIE, Daniel. *Le cens caché : Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris : Seuil, 1978, p. 204.

⁴ *Ibid.*

⁵ SUBILEAU, Françoise. « L'abstentionnisme, apolitisme ou stratégie ? ». Article cité. Cf. aussi JAFFRE, Jérôme, MUXEL Anne. « S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? ». Article cité.

⁶ Alain Lancelot notait en 1968 que « l'abstentionnisme de principe » tendait à n'être plus « qu'une exception ou une curiosité » (*L'abstentionnisme électoral en France. Op. cit.*, p. 250).

⁷ « — Et pourquoi ça ne t'intéresse pas de voter ?

Ben dans la mesure où pour moi, ce mode de représentation politique c'est... enfin c'est biaisé et puis... Enfin ça ne me correspond pas. Enfin tu vois, je ne suis pas d'accord avec le fait d'élire quelqu'un pour la durée d'un mandat et après s'en remettre à lui. Ben j'ai pas envie d'y participer, quoi... je préfère lutter autrement. » (Nathalie, 23 ans, militante au groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste).

« Je crois que jamais à aucun moment de ma vie j'ai cru qu'aller voter aux élections allait changer quoi que ce soit. Si, j'y ai cru, j'y ai cru parce qu'on me l'avait dit en 81. J'avais 9 ans, donc ça ne compte pas. Mais c'est ça aussi, j'ai vu en 81, il croyaient tous que ça allait changer et en 83 ils faisaient comme à Varsovie

abstentionnistes par une idéologie et des représentations politiques n'est pas suffisant : on vient de voir que les radicaux, qui nourrissent dans leur ensemble des sentiments similaires, ont une pratique très différente. Comprendre l'abstention anarchiste implique par conséquent de se pencher sur le lien entre les représentations et les actes. Pour ce faire, il convient d'invoquer la notion de culture politique.

1) Un abstentionnisme culturel

Si le refus anarchiste de la représentation est bien un résultat de socialisations multiples, que nous avons déjà abordées, on ne peut y voir un effet d'une socialisation familiale qui porterait les individus à dénigrer le vote. Les parents des militants n'étaient ou ne sont pas particulièrement abstentionnistes : 82% d'entre eux (32 familles d'enquêtés sur 39) votaient régulièrement¹, signe d'un intérêt relativement élevé pour la politique. Il faut donc chercher ailleurs la cause du relâchement apparent de l'obligation morale de voter que l'on constate chez les anarchistes.

[répression des mouvements sociaux], merci bien ! Mais non, mais rien n'a changé. Et ça change rien de voter, rien, rien, rien, nib. Tu vois la gauche au pouvoir et la droite au pouvoir, c'est pareil. Alors que peut-être, au niveau municipal, je suis prêt à croire que dans des petits bleds ça peut changer des trucs. Mais par rapport à la masse de... à la fois à la masse d'illusions que tu répands et par rapport aux chaînes que tu te mets aux poignets... mais c'est très curieux d'ailleurs. Je saurais même pas te dire d'où elles viennent ces chaînes là, mais j'ai l'impression qu'à partir du moment où tu penses... mais c'est ça aussi, j'ai vu mes parents voter régulièrement, et perdre régulièrement aux élections. Chaque fois ils se sont dit "la prochaine fois on gagnera". Jamais ils se sont dit "ben entre temps on va foutre en l'air le gouvernement". Chaque fois que les mecs perdent une élection, ils se disent "ah, j'ai perdu cette partie, je gagnerai peut-être la prochaine". Mais enfin bordel ! la vie c'est pas un jeu ! Soit c'est important et élections ou pas élections le monde il faut le changer, soit ça n'a qu'une importance relative et puis à quoi bon aller... puisqu'on peut supporter la droite pendant encore trois ans avec simplement l'espoir qu'on votera contre la prochaine fois... pourquoi on la supporterait pas 6 et 18 et 24 ? Et pourquoi on peut supporter, une fois qu'on a gagné, que le parti qu'on a élu te pisse à la raie et qu'on revote pour lui après ? » (Didier, 35 ans, militant au groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste)

¹ Les données recueillies lors du congrès 2007 de la FA sont concordantes : 87,7% des enquêtés (50 sur 57) ont déclaré que leurs parents participaient régulièrement aux consultations électorales. Un taux d'abstention de 12 à 18% se situe dans la moyenne de l'abstention nationale constatée lors d'élections législatives et présidentielles par le Cevipof entre 1978 et 1997. Cf. JAFFRE, Jérôme, MUXEL Anne. « S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? ». Article cité, p. 24.

Image 11 : Affiche FA antiélectorale



2006. Source : fonds FA

Image 12 : Une du *Monde Libertaire* n° 1508, mars 2008



Le mouvement anarchiste s'est historiquement construit dans une opposition à la démocratie « bourgeoise » et donc dans le refus du parlementarisme et des élections. C'est notamment ce qui l'a distingué de la branche marxiste du socialisme qui a rapidement mis en place une stratégie de conquête du pouvoir par les urnes. Après avoir été tenté pendant un temps par l'action parlementaire, le père de l'anarchisme, Pierre-Joseph Proudhon, a clairement affirmé la nécessité pour la classe ouvrière de lutter avec ses propres armes et, par conséquent, de rejeter toute participation électorale¹. Depuis la naissance du mouvement, les anarchistes ont défendu avec une grande constance l'action directe et autonome des « exploités » et refusé toute forme de délégation ; ils ont également mené une intense propagande contre les élections, présentées comme une tromperie et une aliénation². L'anti-électorisme, principe fondamental du militantisme anarchiste, fait désormais partie de la définition du mouvement ; en le distinguant du communisme, il s'est érigé en symbole identitaire. L'image de l'anarchisme tend par conséquent aujourd'hui à être liée à l'idée du

¹ MANFREDONIA, Gaetano. *L'anarchisme en Europe*. Paris : PUF, 2001, p. 26. Proudhon écrit ainsi « Qu'ai-je besoin de mandataires, pas plus que de représentants ? Et puisqu'il faut que je précise ma volonté, ne puis-je l'exprimer sans le recours de personne ? M'en coûtera-t-il davantage, et ne suis-je pas encore plus sûr de moi que de mon avocat ? ». Cité in MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 1. *Op. cit.*, p. 35.

² Cf. MANFREDONIA, Gaetano. « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », in BERSTEIN, Serge (dir.). *Les cultures politiques en France*. Paris : Seuil, 1999, p. 243-283

refus des élections et du vote. Bien plus qu'une stratégie, on peut considérer que le rejet de la représentation est devenu un trait culturel du mouvement. Et c'est cette culture qu'acceptent et endossent les militants qui rejoignent la *Fédération anarchiste*. L'engagement dans le mouvement peut alors être vu comme l'aboutissement logique d'une démarche intellectuelle et politique qui a abouti à la remise en cause de la représentation : on se dirige vers l'anarchisme, symbole du refus de la délégation, suite à une rupture préalable avec la croyance en la légitimité et l'effectivité de la démocratie représentative¹. Mais le refus du vote et l'abandon concret de la pratique électorale accompagnent l'engagement davantage qu'ils ne le précèdent ; ils paraissent non seulement être le résultat de l'adhésion à une doctrine mais aussi le produit de l'inscription tant officielle que subjective dans une culture politique :

« Depuis mes 18 ans je n'ai pas voté, puisque je suis anar depuis que j'ai 18 ans. » (Marie, 45 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« [Je ne vote] plus depuis que je suis à la *Fédération*. Avant oui. Mais toujours... alors là, je votais pour des choses... Le parti humaniste [elle rit], enfin des trucs... [...] Plutôt pour dire voilà, euh, il y a d'autres idées qui existent plutôt que de donner sa voix bêtement à quelqu'un. Mais depuis j'ai compris, hein. J'ai compris qu'il ne faut pas voter. » (Thérèse, 55 ans, militante au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« Je ne suis pas inscrit sur les listes électorales, j'ai jamais été inscrit, donc, et je n'ai jamais été voter. Donc de fait...

— *Tu n'as pas été inscrit automatiquement ?*

Non parce qu'à l'époque, ça devait être nous qui faisons la démarche d'aller en mairie... J'ai jamais eu ma carte.

— *Et quand tu avais 18 ans, tu n'avais pas envie de...*

Non, parce que j'ai dû adhérer à la FA à 17 ans, un truc comme ça, à peu près, ouais. [...]

Non, mais j'ai jamais pris de carte d'électeur ni... Non, parce que truc de jeune, préado, tu emmerdes tout le monde au départ, donc euh, bon, on fait ça à 15 ans, 16 ans. Donc après on

¹ « La remise en question du vote, oui, oui, forcément, quel est l'intérêt de voter ? La petite phrase de Renaud, "si les élections pouvaient..." voilà, on la connaît tous. A nous dire que ça va changer tous les cinq ans, tous les sept ans, tous les six ans suivant le mandat, législatif, présidentiel, depuis le temps ça devrait être fini, donc tu n'y crois plus, forcément. Donc quand tu ne crois plus déjà à ça, tu vas voir un peu tout ce qui est encore à la marge et tu arrives encore une fois forcément à la FA, enfin forcément dans un groupuscule anarchiste. » (David, 28 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

lit le ML, on écoute un peu de musique, on se dit ben on ne prendra pas sa carte. » (Paul, 34 ans, militant au groupe de Rouen de la *Fédération anarchiste*).

« — *Je ne sais pas si tu as déjà eu l'occasion de voter ?*

Euh, j'ai voté une fois, et j'ai voté nul en mettant, je ne sais pas, une connerie que j'avais écrite, un texte que j'avais écrit, dans l'enveloppe. Qui crachait un peu sur tout. [...]

C'était pour les régionales. Et c'était... oh, je sais pas... J'étais pas encore à la FA [petit rire]... J'étais pas encore... Mais euh... je pense que c'est l'école qui insiste tellement sur l'importance d'aller voter, justement. Je suis moi-même tombé dans ce panneau. Et justement après je me suis dit "c'était complètement con de croire à un truc pareil", l'importance d'aller voter, surtout pour voter nul, c'était vraiment me déplacer pour rien. Et donc je me suis dit oui, il faut déconstruire cette idée de l'importance d'aller voter, que s'abstenir c'est mal, ça donne des voix à je ne sais qui, aux extrêmes quels qu'ils soient. Voilà, donc maintenant je ne vote plus, je ne voterai plus et je mènerai campagne pour qu'il y ait un maximum de gens qui ne votent pas. » (Quentin, 20 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« Ouais, ouais, ça m'est arrivé [de voter], il y a longtemps maintenant. C'est une maladie juvénile, ça passe. Non, j'ai voté... ouais, j'ai voté dans une période... Ouais, j'ai eu le droit de vote en 84... J'ai dû voter pour la première fois en 88. Je me souviens que j'ai voté au second tour en 88, j'ai voté Mitterrand. Parce que j'avais une aversion pour Chirac. [...] La dernière fois que j'ai voté c'était en 95. [Il s'est engagé à la FA à la fin des années 1990] » (Victor, 40 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

Les propos des enquêtés laissent entrevoir la conversion concrète qui s'opère à partir du moment où le militant commence à s'identifier comme anarchiste. Que ce moment crucial de changement de l'auto-compréhension individuelle précède l'entrée dans l'organisation ou soit simultané, il apparaît correspondre à une modification du rapport à la pratique électorale. L'identification subjective semble alors « se fixer et se densifier » par le fait d'assumer un nouveau rôle¹. L'adhésion à la doctrine anarchiste est donc en quelque sorte vécue comme l'entrée dans une institution, dans la mesure où elle constitue une « *prise de rôle* » au sens que donne Jacques Lagroye à l'expression, « c'est-à-dire d'abord l'acquisition de savoir-faire ou "savoirs pratiques", permettant à l'individu d'accomplir correctement ses tâches et d'identifier

¹ KAUFMANN, Jean-Claude. *Ego, pour une sociologie de l'individu*. Paris : Nathan, 2001, p. 195.

les différents rôles auxquels il a affaire dans son activité habituelle.¹ » Devenir anarchiste suppose de commencer à agir en anarchiste², et par conséquent de cesser de voter. C'est accepter un héritage culturel, qui inclut notamment un ensemble de comportements qui contribuent à forger une identification collective. Les affinités idéologiques (et les différentes socialisations, rencontres, expériences) mènent à l'anarchisme, mais c'est le fait d'assumer cette identification qui induit la pratique accordée. On ne devient pas anarchiste parce qu'on a cessé de voter ; on cesse plutôt de voter parce qu'on est devenu anarchiste.

Devenir anarchiste et se comporter comme tel implique de tourner le dos à la participation politique conventionnelle. Selon l'âge auquel on assume sa nouvelle identification, on cesse de voter ou on ne commence jamais. Comme on l'a vu dans un témoignage ci-dessus, le rejet des élections peut impliquer dans la pratique une non-inscription sur les listes électorales. Certains enquêtés, comme Serge ou Patrice, qui ont commencé à militer très jeunes (généralement dès le lycée), n'ont jamais été inscrits, tandis que d'autres ont fini par perdre le bénéfice de leur inscription suite à des déménagements³. Cette position d'en-dehors symbolise le mépris qu'ils affichent pour les consultations électorales.

« Non. J'ai jamais voté. J'ai jamais eu de carte d'électeur. Jamais. Jamais été inscrit sur les listes. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Non, je ne me suis jamais inscrit... pourtant bon j'ai été dans des époques, il y a eu des... des pressions, dans ce sens-là, je pense par exemple à 81, où... ben évidemment, j'étais moi dans un milieu, ben populaire, ouvrier, où ça représentait un espoir énorme. Donc personne ne comprenait. "Comment, tu ne vas pas voter pour la gauche ? Ca va être le socialisme..." etc. Mais j'étais déjà... j'étais quand même, bon, j'avais déjà réfléchi et j'étais bien acquis quand même aux idées libertaires, notamment en ce qui concerne le parlementarisme, les élections, tout ça... Il y a eu ensuite, bien plus tard, tu sais, le deuxième tour de ces fameuses présidentielles [2002] où il fallait faire barrage à l'extrême droite, etc. Mais là non plus... J'avais... bon, là, depuis, j'avais eu le temps de la cultiver, mais enfin j'avais une grille

¹ LAGROYE, Jaques, avec FRANCOIS, Bastien et SAWICKI, Frédéric. *Sociologie politique*. Op. cit., p. 141.

² On retrouve là ce que Ludger Klein et Bernard Simon appellent un « processus identitaire » de conformité, qui consiste à agir en fonction de l'identité qu'on assume et en conformité avec le groupe auquel on s'identifie : agir comme un "x" parce qu'on est un "x", parce que c'est ce que font les "x" (« Identity in German right-wing extremism. Levels, functions and Processes », in KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna (eds.). *Extreme Right Activists in Europe...* Op. cit., p. 224-247).

³ La non-inscription concerne 11 militants de la FA sur les 39 que nous avons interrogés, soit 28% environ.

d'analyse qui était déjà relativement bien établie sur le sujet, donc j'ai jamais voté. » (Patrice, 49 ans, militant au *groupe d'Ivry* de la *Fédération anarchiste*.)

« Oui. C'est vrai que j'ai déjà voté. J'étais inscrit sur les listes électorales lorsque j'avais 18 ans... La dernière fois que j'ai voté c'était en 88, donc je n'ai pas voté longtemps, donc j'ai voté entre 18 et 20 ans, quelques élections. Mais je n'ai jamais voté pour quelqu'un, j'ai voté blanc, et une fois j'ai voté pour Coluche. La seule fois où j'ai mis un nom c'était Coluche mais à l'époque il n'était pas candidat. C'était moi qui l'avais marqué, donc c'était un bulletin blanc. Mais c'est... sinon... j'ai arrêté, parce qu'à force de déménager, bon il y a un moment où je n'étais plus inscrit, il a fallu que je fasse des démarches pour m'inscrire et puis je n'ai plus voulu. Je ne voulais même plus, effectivement... Comme je rejette les élections, je voulais, c'était même pas la peine... je n'accepte pas les règles du jeu, donc c'est pas la peine que je sois inscrit. Je suis en dehors de règles donc c'est pas la peine que je sois inscrit pour ne même pas me déplacer ou pour voter blanc. Je n'accepte pas les règles du jeu, donc voilà, je les ignore, donc autant qu'elles m'ignorent. » (Gilles, 38 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

Certains estiment cependant que l'abstention est symboliquement plus forte que la non-inscription, parce qu'elle permet de manifester officiellement son refus du système représentatif :

« Ouais, [j'ai été inscrit] de façon un peu automatique, en ayant fait la JAPD [Journée d'appel de préparation à la défense]. Après je crois que je me serais de toute façon inscrit sur les listes électorales ne serait-ce que pour être noté comme abstentionniste... S'il y avait eu 25 papiers à faire, je pense que je ne l'aurais pas fait. » (Sylvain, 23 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« Est-ce que je vote ? Alors, il faut que je me dépêche de m'inscrire, parce que j'ai envie de m'inscrire. Parce que je me suis fait cette réflexion... c'est que... j'ai pas voté aux dernières [l'élection présidentielle de 2002], mais j'ai eu cette réflexion-là bien sûr au moment du vote anti-Le Pen, j'ai donc pas voté parce que j'étais pas inscrit, mais j'aurais voulu être inscrit pour ne pas voter. Contrairement à beaucoup de gens, tu vois... » (Marcel, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Quelle que soit la position adoptée par chaque militant au regard de l'inscription sur les listes électorales, la pratique des anarchistes exprime concrètement une adhésion à une doctrine, une conformation aux idéaux traditionnels du mouvement (refuser la représentation et ne pas « cautionner » par son vote — même blanc — un système qu'on refuse) et un mépris en actes — ou en inaction — du rituel démocratique. En même temps que le boycott des urnes permet de rester cohérent avec ses convictions et son engagement politiques, il manifeste et renforce une appartenance individuelle à une communauté et l'acceptation de ses normes. Mais bien que massive chez les anarchistes, l'abstention électorale ne va pas forcément de soi. Elle résulte finalement moins d'une démarche individuelle que d'un travail collectif.

2) Pratiques individuelles et normes collectives

L'affirmation d'une position abstentionniste n'est pas toujours aisée dans une société dans laquelle le vote demeure valorisé. Tout comme les militants de la gauche radicale, les anarchistes sont exposés à des messages d'incitation à la participation électorale de la part des médias ou de leurs proches. En entretien ou dans des interactions informelles, ils font fréquemment part de leurs conflits ou discussions animées avec leur entourage sur la question des élections. Pour eux, boycotter les bureaux de vote signifie d'abord surmonter une pression à la conformité civique :

« Entre les deux tours [de l'élection présidentielle 2002], il y a mon père qui m'appelle... Il n'y a pas eu que lui à l'époque à avoir ce genre de réflexe. Mon père qui m'appelle pour le simple plaisir de me dire "tu vas bien être obligé d'aller voter là, t'es bien obligé maintenant t'es coincé, là". Alors j'avais mis quelque temps, parce que c'était pas facile pour moi, mais... A ces gens-là, parce qu'ils ont été deux ou trois à me... on a tous connu ça, toi je sais pas, mais enfin bon, à ce moment là, c'est quand même assez courant qu'on nous dise "alors les anars, maintenant vous êtes bien obligés de...". Et moi je répondais non seulement j'irai pas, et la différence qu'il y a entre toi et moi c'est que même si j'étais absolument persuadé que Le Pen fasse 71%, je n'irais pas non plus. Et la deuxième différence, c'est que si Le Pen passe, moi lundi matin je ne vais pas au boulot comme si c'était un jour comme les autres, moi c'est clandestinité et puis les armes quoi. » (Victor, 40 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« — Tu n'as jamais eu envie de t'inscrire sur les listes électorales ?

Après 2002, ouais, peut-être. J'y ai pensé après les élections. Mais plus parce que les proches... j'avais ma copine qui me saoulait sur ça, mais sinon, maintenant... enfin pour moi ça n'a pas d'importance... » (Brice, 26 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« [Mon père] me pousse à aller voter, bien sûr, ouais, ouais, il me pousse à aller voter et il voudrait que je vote... En 2007, s'il y a un deuxième tour Ségo-Sarko, voilà, maintenant, je lui ai dit, je lui ai exposé ma conception politique, il la comprend, mais il l'accepte pas quoi. Après, je lui dis tu fais ce que tu veux, je fais ce que je veux, je suis majeur, bon voilà. Donc pour nous c'est un contentieux, quoi. » (Bruno, 25 ans, militant au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« La dernière fois que j'ai voté c'est pour Chirac [au deuxième tour de l'élection présidentielle 2002], mais alors là je... enfin c'est pas que je le regrette. Je peux dire aussi pourquoi je l'ai fait. C'est-à-dire j'étais consciente à l'époque que c'était compliqué, etc., et puis on a tous réagi un petit peu à chaud, etc., mais j'avais décidé de ne pas voter, et ce qui m'a fait changer d'avis c'est que j'ai rencontré un type dans la rue, on faisait toujours des manifs, des trucs, on était pas mal dehors. Et un jour en rentrant chez moi, un type, un black, qui me dit "bon madame", je ne sais pas pourquoi, on a dû se dire deux mots, il me dit "bon, vous allez voter demain, je compte sur vous, moi je ne peux pas voter, je n'ai pas de papiers, je n'ai pas le droit de vote". Et là je me suis dit je ne suis pas capable d'expliquer à ce type pourquoi je ne vote pas. Entre militants anars, on pouvait en parler etc., je savais pourquoi je ne votais pas, mais je n'arrivais pas à le faire passer, je n'étais pas capable, devant ce type, d'assumer de ne pas voter, c'était trop compliqué. Et du coup, je me suis dit "ben je vais voter pour lui" quoi. "Je vais voter ce qu'il aurait voté, je vais voter pour tous les gens qui n'ont pas le droit de vote". Et donc j'ai voté. Contre le Pen, mais bon, c'était crétin je pense. Je l'ai fait un peu par sentimentalisme, je ne sais pas comment dire. Parce que je n'arrivais pas à assumer ça. » (Lucie, 32 ans, militante au *groupe La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

L'abstention est un acte politique qui peut se révéler délicat ou coûteux, dans la mesure où il implique d'aller à l'encontre de la norme sociale dominante et, souvent, de remettre en cause les incitations de son entourage. Toutefois, comme l'exprime le dernier témoignage, (« Entre militants anars, on pouvait en parler etc., je savais pourquoi je ne votais pas »), la sociabilité militante se différencie clairement des autres formes d'interactions en ce qu'elle offre un espace affinitaire dans lequel ce qui peut être vu ailleurs comme une déviance est

admis et encouragé. On peut ainsi considérer que le groupement anarchiste s'apparente à un « milieu social non conformiste » au sens d'Howard Becker, dans lequel le déviant va apprendre à se distancier vis-à-vis de la norme et assimiler les justifications de la déviance¹. C'est l'insertion dans ce milieu social spécifique qui facilite la prise de rôle de militant anarchiste, puisque la fréquentation des autres abstentionnistes « tendra alors à créer des conditions qui permettent au novice d'échapper à l'influence [des] normes.² » Ceci tend à rappeler, encore une fois, la dimension collective de l'acte électoral. Dans le cas des anarchistes, le groupe constitue un « contre-univers normatif » dans lequel les normes dominantes sont retournées³ : c'est la participation électorale qui devient taboue alors que l'abstention est valorisée. Il s'agit là pour les militants d'une « question de pureté doctrinale⁴ », ce qui signifie en pratique un enjeu de cohérence identitaire. En reprenant l'analogie avec les institutions, il est possible d'envisager l'engagement anarchiste « comme un système d'attentes réciproques dont la stabilité est garantie par des règles et des règlements », ce qui implique que « toute tentative pour sortir de sa place, pour perturber le dispositif, est immédiatement sanctionnée par la réprobation ou par une punition. *Il en va de même pour les actions, calculées ou résultant de l'ignorance, qui menacent la stabilité des rôles ; un "rappel à l'ordre" est adressé* » à l'individu dont la pratique s'écarte de celle qui est attendue de lui en fonction du rôle qu'il assume⁵. De la même façon qu'on attendra d'un membre de la FA qu'il respecte le principe d'égalité et qu'on le stigmatisera comme « petit chef » s'il tente de s'imposer comme leader en instaurant une hiérarchie de fait dans l'organisation, il subira une pression plus ou moins explicite à la conformité en matière de pratique électorale. Le respect de la norme abstentionniste anarchiste est donc avant tout permis par le contrôle du groupe et ses rappels à l'ordre⁶.

¹ BECKER, Howard, S. *Outsiders. Op. cit.*, p. 97-98.

² *Ibid.*, p. 97

³ Sur ces notions, cf. BRACONNIER, Céline, DORMAGEN, Jean-Yves. *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*. Paris : Gallimard, 2007, chapitre 8.

⁴ GUERIN, Daniel. *L'anarchisme, de la doctrine à la pratique*. Paris : Gallimard, 1987, p. 29.

⁵ LAGROYE, Jaques, avec FRANCOIS, Bastien et SAWICKI, Frédéric. *Sociologie politique. Op. cit.*, p. 141. C'est nous qui soulignons.

⁶ On voit un exemple de ces rappels à l'ordre, qui peuvent n'être vécus, sur un mode euphémisé, que comme un conseil ou un « rappel au bon sens », dans le témoignage de Geneviève : « *Moi je suis inscrite sur les listes électorales, puisque j'ai voté une fois, mais j'ai jamais fait de changement, en fait, donc je suis toujours inscrite là où habite mon père, qui reçoit régulièrement ma carte d'électeur. Il me demande "qu'est-ce que j'en fais", et je lui réponds "ben tu la jettes" [rire]. Et donc je... Mais bon, la fois où je me suis posé la question, c'était en 2002, comme beaucoup, au deuxième tour [de l'élection présidentielle]. C'est vrai que la première réaction au soir du premier tour, tu te dis merde, il va falloir que j'aille voter. Et puis, c'était compliqué, parce qu'il fallait que je retourne chez mon père, c'est pas tout près, mais je l'aurais fait, si vraiment... Bon c'est vrai qu'après, tu*

D'une manière générale, l'imposition de la norme est diffuse et relativement continue ; le boycott des urnes est préconisé davantage qu'il n'est sanctionné. Les pressions à la conformité rendent improbables les velléités de participation conventionnelle : il est difficile d'aller voter (et d'assumer son acte) alors que tout le groupe fait campagne contre les élections et développe régulièrement, en réunion ou auprès du public, des argumentaires anti-électorales. On constate peu d'interdits exprès, telles que des injonctions à ne pas voter dirigées vers d'autres militants ; la norme abstentionniste est suffisamment claire pour ne pas nécessiter de rappel explicites entre « compagnons ». On ne demande donc pas aux individus de ne pas voter mais on attend « évidemment » d'eux qu'ils s'abstiennent, et ces attentes suffisent, dans une large mesure, à garantir le respect de la norme. Nous avons pu observer à plusieurs occasions des rappels diffus à la norme anti-électorale et le congrès 2007 de la *Fédération anarchiste* nous a permis d'en constater la prégnance dans l'organisation : en cette année d'élections nationales, qui avait été marquée par une intense campagne anarchiste pour l'abstention (adoptée, comme le veut la coutume militante, à l'unanimité des congressistes), la question était très présente. Une motion a été proposée en vue des échéances nationales de 2012 : elle visait à autoriser l'étude des conditions de possibilité et de l'intérêt de candidatures anarchistes aux élections législatives, dans le seul but d'obtenir un financement public. Cette motion n'a pas suscité de réel débat : chacun semblait sentir plus ou moins confusément qu'on touchait là à un élément essentiel de l'auto-compréhension des anarchistes. En plus d'obscurcir le discours de l'organisation, le fait de présenter des candidats semblait contrevenir radicalement à ce qui définit le mouvement, son combat et ses convictions. Ainsi, alors même qu'il ne s'agissait pas encore d'autoriser ces candidatures mais seulement d'en envisager la possibilité, la motion a été rejetée à la quasi unanimité. Durant ce même congrès nous avons également pu entendre des discussions tournant autour de l'élection présidentielle qui venait de se dérouler, dont celle-là :

« — [Sur le ton de la confiance :] Je suis sûr que certains ont voté Royal...

— Non, quand même pas ! »

discutes avec les copains [d'autres anarchistes], on a parlé, et puis je me suis dit "mais, c'est ridicule quoi". Et donc j'ai pas été voter non plus cette fois-là quoi. » (Geneviève, 47 ans, militante à la liaison Albert Camus de la Fédération anarchiste).

On voit dans ces quelques mots tout l'interdit qui entoure le vote et à quel point il ne peut être chez les anarchistes qu'un acte individuel, secret et un peu honteux¹. Parce qu'elle constitue une forme de reniement de ses convictions et une déviance par rapport à la norme du groupe, la participation électorale demeure chez les anarchistes une pratique marginale. Il convient toutefois d'en dire quelques mots.

Dans le « contre-univers normatif » que constitue la *Fédération anarchiste*, les déviants sont ceux qui votent. Les raisons qu'ils mettent en avant pour justifier leur acte sont proches de celles des radicaux :

« Euh, j'ai voté, oui, déjà. Et j'ai voté Ségolène Royal [rire]. Ben j'ai voté en 81 par exemple. Aux présidentielles et aux législatives, parce que je m'étais dit bon, il faut être cohérent, quoi. Le pire, bon... en 2002 j'ai voté Chirac. Là par contre je m'étais laissé intoxiquer, et ça par contre, c'est pas un truc que je referai. Bon, là, avec Royal, c'est pas pareil, c'était pour se dire qu'il faut que Sarko il ait le plus petit pourcentage possible, quand même, enfin s'il passe quoi (qu'il ne passe pas comme il est passé, d'ailleurs), qu'il passe, mais vraiment... Bon.

— *Tu n'avais même pas l'espoir qu'il ne passerait pas ?*

Pas trop, non. Non. C'est des trucs, ça c'est quelque chose que je fais qui me semble déconnecté du reste quoi. Sans conviction. Sans attendre... bon, si peut-être en 81 il y avait quand même une attente, mais bon, il y avait la peine de mort et des choses comme ça... rien que pour ça, ça valait le coup, je crois. Mais là, là franchement, pff... Si, moi j'ai pensé aux sans-papiers, je me suis dit bon, ce sera peut-être moins dur pour eux si c'est Royal que si c'est Sarko. Mais c'est tout quoi. Il y a rien d'autre qui... Après c'était en me disant, on sait jamais, quoi.

— *Et en dehors de ces trois dates, tu ne votes pas ?*

Ca m'est déjà arrivé de voter localement en me disant ben tiens, bon, on a une mairesse, là, qui... ben qui est odieuse... en me disant ben tiens si on pouvait la saquer ce serait bien. Voilà. Des trucs comme ça. [...] Et puis il y a aussi que je me dis de deux maux, choisissons le moindre, hein, des fois. Ou bien, alors bon, comme localement si on pouvait dégager cette

¹ La question des votes lors de référendums est sensiblement différente de celle de la participation aux élections. En effet, l'interdit qui plane théoriquement sur ces dernières est dans une large mesure levé dans le cas des premiers : expérience de démocratie directe, le référendum est beaucoup mieux accepté par les anarchistes que les procédures de désignation des représentants. Si certains peuvent être dénigrés au nom du fait qu'ils ne proposeraient qu'un « faux choix » (le référendum de 2000 sur le quinquennat ou, dans une moindre mesure, celui de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, en fournissent de bons exemples), les militants tendent à considérer assez favorablement les questions directement adressées à l'électorat. La plupart d'entre eux estiment qu'une question réellement importante (telle un hypothétique référendum sur le rétablissement de la peine de mort) peut justifier leur participation au vote.

nana, ça me ferait plaisir. » (Agnès, 46 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Et toi, tu votes ?*

Moi je peux, selon... de façon tactique, alors ça c'est autre chose... j'ai voté pour Chirac contre Le Pen. Et là, c'est les tripes... [...]

Ou alors si, j'y vais pour accompagner ma compagne, mes filles ou mes fils, je vais avec eux parce que eux ils y vont, et je fous un bulletin nul, j'en fous trois dans l'enveloppe. » (André, 65 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Aujourd'hui, tu votes ?*

Non. Enfin je vote, nul, ou je ne vote pas. Mais je me déplace, je me déplace, souvent...

— *Parce que ?*

Parce que je pense que la meilleure façon de s'abstenir c'est de voter nul et pas de ne pas y aller. Alors je sais que là-dessus je ne suis pas... il y a des collègues qui vont me rentrer dedans, si je leur dis ça, mais je ne sais pas. [...] Parce que si je n'y vais pas c'est comme si j'allais pêcher à la ligne. Alors si j'y vais pour dire "le réformisme, c'est de la merde" ou "votre système c'est le la merde", ou des trucs comme ça.... J'ai l'impression qu'au moins ceux qui dépouillent voient qu'il y a des gens qui ne croient pas à ce système-là. » (Roland, 62 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

A l'instar des militants de la gauche radicale, quelques anarchistes se rendent aux urnes pour des raisons et avec des objectifs variés. Il s'agit parfois pour eux de montrer leur opposition résolue à un camp ou un candidat — il s'agit alors généralement de « faire barrage » à l'extrême droite ou, plus récemment, de montrer son rejet de Nicolas Sarkozy. On retrouve dans ce type de stratégies les dimensions tant politiques que symboliques d'un vote qui marque une préférence ou une défiance mais a également pour but de manifester une présence¹. Les bulletins blancs et nuls sont aussi pour les anarchistes une façon de s'appropriier le sens de leur vote et de tenter de lui donner une portée expressive nouvelle. Le vote est ainsi présenté comme un moyen de publiciser son opposition au système représentatif, quand bien même il entrerait en contradiction avec un positionnement politique anarchiste basé sur le refus de la participation. Ces comportements s'inscrivent dans un débat

¹ DUCHESNE, Sophie. « Comment appréhender la dimension symbolique du vote ? ». Article cité.

plus large sur la signification de l'abstention dans un contexte de baisse de la participation qui n'est en rien lié à une progression des idées anarchistes : le vote blanc et nul peut alors être présenté comme un moyen de protestation plus efficace et plus clair que le boycott des urnes. De telles pratiques sont notamment le fait de militants, comme André et Roland, venus tardivement au militantisme anarchiste. Ils traduisent peut-être alors une forme de conflit entre la nécessité nouvelle d'agir en anarchiste et la fidélité à une pratique qui a eu le temps de s'ancrer. On peut ainsi voir dans le maintien d'une forme — protestataire — de participation conventionnelle un attachement résiduel à l'acte de vote lui-même. C'est ce qui transparaît clairement dans cet entretien :

« — *Et est-ce que tu votes ?*

Ben j'ai voté, la première fois, j'ai voté. J'ai voté en 2001. Je l'avoue sans honte. [En riant :] J'ai même voté en 2002 au deuxième tour. J'étais pas encore très clair dans ma tête. Je ne le regrette pas aujourd'hui, mais... je le referai plus quoi. Après, euh, après, comme je te le disais tout à l'heure, au niveau familial, moi j'ai une conception de la... des journées d'élection. J'adore ça, bizarrement, parce que j'ai toujours traîné là-dedans avec mes parents, ça a toujours été des journées spéciales. Avec mon père, je passais la journée devant les interviews, à regarder ce qui se passe, machin, ça m'a toujours fasciné cette ambiance-là où même dans la rue, tu sais que les gens ils sortent des bureaux de vote, tu sens qu'ils parlent entre eux, tu sais tiens, machin... Donc euh... Moi je vote, depuis quatre ans, je vote blanc, par contre, ou je vote pas, mais généralement je vote blanc, parce que moi ça me plaît d'aller derrière l'isoloir, de... foutre un peu ma merde dans les papiers, d'écrire ce que je veux dessus et qu'ils soient comptés nuls ou blancs. Ca me plaît quoi. Et puis après, euh... voilà... c'est totalement personnel...

— *Et tu penses continuer à voter blanc, alors, ou ?*

Ca j'en sais rien, je me pose la question en ce moment, parce qu'il y a des élections qui arrivent, et j'en sais rien du tout, euh... je pense que je vais aller voter blanc, quand même, mais j'en suis pas entièrement convaincu. Ca dépend de ce qu'on fera, nous [les anarchistes] ce jour là. Il y aura peut-être des trucs de prévu. Donc je ne sais pas... Ouais, certainement, parce que je suis tellement attiré par ça... Encore aujourd'hui, je suis comme un gamin, c'est bizarre, d'ailleurs, devant ce grand bordel, grand bazar médiatique de la journée du dimanche où tu votes, où tout le monde s'inquiète de savoir qui est-ce qui va être au deuxième tour, ou qui c'est qui va gagner, j'ai tendance à me dire que ça me fait marrer d'aller mettre un bulletin qui ne sert à rien dans l'urne quoi. Mais bon.

— *Et si tu votes nul, tu as des petites phrases ou des choses particulières que tu écris sur ton bulletin ?*

Ouais, des trucs à la con, tu fais un A cerclé ou tu déchires le truc du FN. Je l'ai pas fait souvent, j'ai dû le faire une ou deux fois, tu déchires le papier, ou tu prends le truc du FN tu le déchires ou tu mets des trucs dessus... c'est tout con, c'est le truc que tu fais à la limite quand tu es jeune quoi... Alors je sais que bon, mais le gars qui ouvre le papier quand il fait le décompte, il dit "ah ben lui il n'est pas d'accord avec lui". Tu te dis bon, ça sert à rien, objectivement c'est vrai, ça ne sert pratiquement à rien, mais toi ça te fait plaisir à toi. » (Bruno, 25 ans, militant au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

La pression du groupe rend plus aisée la conformité à une doctrine politique prônant l'abstention, mais elle ne semble pas toujours en mesure d'éradiquer tout effet des socialisations antérieures et des différentes injonctions à la participation que peuvent rencontrer les individus. Le recours au vote de certains militants paraît donc traduire un conflit de socialisations et trahir une certaine faiblesse de la culture anarchiste — nécessairement restreinte — par rapport à la culture dominante¹. Les premières socialisations tendent donc à perdurer dans une certaine mesure ; dans ce cas, l'attachement au suffrage parvient à être concilié avec des convictions anarchistes, principalement à travers le recours aux votes blancs et nuls. Individuelle et discrète, si ce n'est secrète, la transgression de la norme abstentionniste s'opère alors sans que paraisse fondamentalement remise en cause la doctrine. Ces cas de déviance, bien que relativement marginaux, montrent que malgré son insertion dans une culture politique bien établie, l'engagement anarchiste ne façonne pas véritablement des « identités totales² » ; les acteurs gardent une marge de jeu vis-à-vis de la règle collective à travers des arrangements idéologiques personnels.

¹ « Les composants de la culture dominante sont plus permanents, plus profondément insérés, plus difficiles à changer, et souvent soutenus par des relations institutionnelles et structurelles. Par contraste, les subcultures de mouvements sociaux sont plus limitées ; elles défient les arrangements institutionnels et ont typiquement des schémas culturels qui, bien que loin d'être spontanés [...], ont des racines qui sont relativement plus limitées dans le temps, dans l'espace et d'un point de vue démographique. Les subcultures de mouvement affichent rarement des composants de socialisation primaire par lesquels les nouvelles générations se nourrissent de conceptions du monde et d'orientations fondamentales. D'un autre côté, les conceptions culturelles largement partagées tendent à être indélébiles, parce qu'elles sont mêlées à des informations concernant les identités de base. » JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert. « The Cultural Analysis of Social Movements » in JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert (eds). *Social Movements and Culture. Op. cit.*, p. 19.

² PUDAL, Bernard. « Les identités "totales" : quelques remarques à propos du Front national », in CURAPP. *L'identité politique. Op. cit.*, p. 197-205.

Ces développements sur le rapport à la participation conventionnelle des libertaires donnent à voir les différences entre radicaux et anarchistes en matière de rapport à la politique institutionnelle : bien que les militants dans leur ensemble partagent une profonde défiance vis-à-vis des institutions de la démocratie représentative, leur pratique électorale les divise nettement. La participation des radicaux contraste fortement avec l'abstentionnisme de principe des anarchistes. Alors que la question des élections est laissée chez les premiers à l'appréciation de chacun — preuve d'une volonté de laisser l'individu libre de fixer ses propres normes, dans le respect des valeurs partagées —, elle a chez les seconds une dimension collective affirmée, qui tient à son caractère identitaire. Plus qu'une norme éthique et pratique, l'abstention est chez les anarchistes un trait culturel, hérité du passé et contribuant fortement à façonner l'auto-compréhension des militants. La question de la participation semble donc révélatrice des contours de deux types spécifiques de culture militante ; elle oppose, d'un côté, un engagement basé sur l'individu et sa liberté absolue et, de l'autre, un militantisme ancré dans l'histoire et dont les codes, largement hérités, assurent la cohérence du collectif et de son idéologie. Ce sont ces deux ensembles culturels que nous allons maintenant explorer plus directement, en décrivant les aspects fondamentaux. Ceci nous permettra d'aborder la question des effets de l'engagement en terme d'auto-compréhension et d'identification collective, ainsi que celle, corollaire, de l'influence des cultures politiques sur les pratiques individuelles.

II. Les cultures politiques comme matrices d'identifications et de pratiques

Les quelques travaux qui se sont penchés sur la question de la culture libertaire, en interrogeant à la fois l'existence et la portée, soulignent que les traits antiautoritaires qui sont à sa base ne suffisent pas à fonder une unité cohérente¹. En d'autres termes, si l'on peut observer des sensibilités communes, il serait abusif de parler d'une culture libertaire,

¹ Solange Couvidou estime que l'anti-autoritarisme, « [c]e dénominateur commun à toutes les pensées anarchistes et libertaires ne permet pas néanmoins de les réunir dans le cadre rigide d'une idéologie univoque. Leurs différences recouvrent la pluralité individuelle, les manifestations de l'unicité... Il ne pourrait y avoir une idéologie anarchiste qui sous-entendrait la confusion des pensées individuelles, leur unification, leur appauvrissement. [...] Cette pensée anarchiste aux mille reflets témoigne donc de la dimension plurielle, duelle, unique et autonome de l'individu lié au tout. » (*L'anarchisme et son fondement: l'esprit libertaire*. Thèse de troisième cycle, Faculté des sciences humaines de Tours, 1981, p. 160).

transmissible de génération en génération¹. Nos propres observations tendent à confirmer cette hypothèse, dans la mesure où l'on a pu constater d'importantes différences entre les acteurs de la nébuleuse libertaire, tant du point de vue de leurs pratiques que de leurs références théoriques ou de leurs rapports à la participation politique au sens large. Cependant, il n'apparaît pas impossible de distinguer des ensembles culturels plus ou moins homogènes au sein de ce mouvement pluriel : les militants de la gauche radicale et alternative d'un côté, les anarchistes de l'autre, constituent deux grands pôles faisant chacun preuve d'une relative unité. La présente section a pour objet de présenter précisément les contours de ces deux ensembles, sous l'angle de leur culture politique et des phénomènes identitaires qui y sont liés. Nous nous intéresserons dans un premier temps au versant collectif et proprement politique de chaque culture en étudiant ce qui fait leur homogénéité et ce qu'elles impliquent concernant les représentations subjectives : nous montrerons que l'unité des collectifs de la gauche radicale est avant tout basée sur une adhésion commune au principe de l'absolue autonomie des individus (A), alors que la culture anarchiste a été principalement façonnée par l'histoire (B). Nous aborderons ensuite la question du périmètre des cultures en interrogeant le lien que peuvent faire les libertaires entre leurs convictions, leurs auto-compréhensions et leurs pratiques quotidiennes (C).

A. La souveraineté de l'individu, fondement de l'unité des radicaux

L'engagement des militants de la gauche radicale et alternative s'apparente à ce que Jean L. Cohen qualifiait dans les années 1980 de « radicalisme auto-limité » (*self-limiting*)

¹ Pour Alain Pessin, la culture libertaire « est une sorte de “personnalité de base”, c'est-à-dire un ensemble de réflexes de l'esprit, ensemble partagé assez spontanément par tous les libertaires du monde depuis le milieu du XIX^{ème} siècle. J'insiste sur les termes “assez spontanément” car ils indiquent déjà que, dans doute, cette culture-là n'est guère affaire de transmission, ni d'apprentissage. » Selon l'auteur, il y a bien de la prévisibilité dans l'anarchisme, parce que les libertaires savent instinctivement, par avance, les refus et révoltes qui les animent les uns les autres face au monde. Mais « [t]out en les rapprochant, tout en les identifiant pour anarchistes, cette prévisibilité muette, due à leur désir commun, ne permet guère la construction explicite d'un lien social identitaire qui est le seul terreau possible d'une culture et qui est normalement renforcé constamment par elle. De plus, pour profondément partagée qu'elle soit, cette commune rêverie n'est promise à aucune pérennité, ou en tout cas ne saurait faire l'objet d'aucun mécanisme de pérennisation, qui est pourtant le mécanisme même d'une culture. Elle reste une sensibilité révoltée, elle ne devient pas une culture au sens où elle ne se transmet pas. [...] On a bien vu, en mai 68 encore, comment c'était la violence d'un désir qui avait lié, un instant, toute une jeunesse à Bakounine, en deçà donc de l'idéologie, dans cette zone dont je parle et qu'il est donc bien difficile d'identifier comme une culture. » (« Problématique de la culture libertaire », in PESSIN, Alain, PUCCIARELLI, Mimmo D. *La culture libertaire... Op. cit.*, p. 13 et 17. Pour un point de vue similaire, cf. dans le même ouvrage, IBÁÑEZ, Tomas. « La culture libertaire ? Non merci ! », p. 19-23).

radicalism)¹. Remettant en question l'objectif révolutionnaire des mouvements passés, ils se mobilisent avant tout « au nom de l'autonomie, de la pluralité et de la différence² ». C'est l'individu et ses droits qui sont centraux dans ce rapport à l'action politique³. Ce n'est donc pas véritablement l'adhésion à un projet global de changement social qui réunit les militants radicaux. Ceux-ci se retrouvent avant tout dans une série de refus communs, qui expriment leur souci de refonder la politique autour des individus : refus des « anciens mouvements », des organisations traditionnelles, des étiquettes politiques ou encore des doctrines et des théories politiques.

1) Le rejet des modèles militants traditionnels

La cohésion des collectifs de la gauche radicale provient largement de la volonté commune de leurs membres de construire des collectifs remettant en cause un modèle militant traditionnel jugé dépassé ou aliénant. S'ils se retrouvent sur des valeurs d'égalité et de justice sociale, c'est d'abord leur conception de l'action politique qui les rapproche. Ils cherchent à se distinguer tant des partis que des syndicats et, d'une manière générale, du mouvement ouvrier et des structures hiérarchiques et centralisées. Selon Nathalie Tenenbaum, le mode de militantisme des altermondialistes, et en particulier de *Vamos!*, constituerait une forme d'« entreprise de disqualification du militantisme ouvrier » s'opposant trait pour trait aux formes d'engagements traditionnelles⁴. Il s'agit là en effet d'une idée que l'on retrouve largement chez les militants radicaux et que nous avons déjà eu l'occasion de souligner. On peut en voir un exemple parlant dans la construction du groupe *Aarrg!*, qui a été explicitement guidée par un souci de distinction plutôt que par un projet clairement déterminé :

« Il y avait très clairement comme une dynamique dans le groupe qui visait à un peu tourner le dos à ce qui existait déjà. D'où aussi le refus initial de s'institutionnaliser, d'aller déposer les statuts etc., et puis de fonctionner en réseau, parce qu'on était ensemble parce qu'on avait des

¹ COHEN, Jean L. « Strategy or Identity... ». Article cité.

² *Ibid.*, p. 669

³ Pour Isabelle Saporta, les mouvements actuels renouvellent « en un certain sens le discours politique de gauche en offrant un radicalisme libéral qui, rompant avec la tradition de contestation globale du système, entend le contester de l'intérieur, l'adapter et le réformer de manière radicale parce qu'à partir de la société telle qu'elle est, en s'appuyant sur l'individu et non sur le collectif. » (« Les idées politiques au secours de la sociologie de la mobilisation ». *Le Banquet*, n° 18, 2003, p. 189).

⁴ TENENBAUM, Nathalie. *Désobéissance non-violente et nouvelles formes de militantisme : enquête au sein du groupe Vamos !*. Mémoire de DEA de sociologie, EHESS, 2003, chapitre 1.

affinités, qu'on aimait bien faire des choses ensemble... Vraiment sur une base qu'on voulait plus naturelle qu'institutionnelle quoi... Donc, est-ce que ça a été un choix ? Il y a eu une dimension de choix, mais plutôt un choix négatif, je dirais. C'est-à-dire qu'on n'a pas pensé un mode d'organisation en tant que tel, on a d'avantage pensé à... refuser. On a davantage refusé toutes les pesanteurs de l'appareil administratif, les partis, les syndicats, tout l'aspect hiérarchique, l'aspect combine. Parce qu'il y avait ça aussi, il y avait l'idée que la vérité fonctionnait bien, il y avait vraiment l'idée de transparence dans les débats internes, etc. C'était aussi l'intérêt de faire quelque chose de nouveau, quoi. Sinon, si ça avait été pour retrouver quelque chose de centralisé, quelque chose de hiérarchique, on n'aurait pas fait ça. » (Benoît, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

Derrière le souci de distinction des activistes, il apparaît clairement une volonté de nouveauté : les modes d'action et d'organisation, la forme du collectif doivent renouveler le militantisme, proposer un « autre modèle » visant à remédier à tous les défauts supposés des mouvements et organisations précédents¹. Peu importe finalement que les solutions adoptées ne soient pas si novatrices, que l'action directe et les groupes d'affinité trouvent leur origine dans le militantisme anarchiste du 19^{ème} siècle ; l'important pour les activistes est d'avoir le sentiment de remettre en cause certaines logiques jugées archaïques, d'agir différemment des militants et organisations qu'ils ont pu observer². Il s'agit concrètement de refuser tant les

¹ Pour Cédric Durand, économiste et militant altermondialiste, « le succès rencontré par le mouvement altermondialiste est également celui du déploiement de *formes organisationnelles innovantes*. Ces *nouvelles pratiques* dans la coordination de l'action collective et de luttes distinctes, émergentes depuis plusieurs décennies dans divers mouvements sociaux, ont au moins partiellement su répondre aux échecs du passé et aux rapides mutations économique-sociales de la fin du XX^{ème} siècle. [...] Pour comprendre la *renovation des pratiques militantes* au sein du mouvement altermondialiste, il importe d'identifier les problèmes spécifiques au contexte historique dans lequel elles apparaissent. Le premier élément incontournable est l'échec des projets émancipateurs au XX^{ème} siècle et les monstres dont ils ont parfois accouché. » Un autre ressort de la « *renovation des pratiques* » résiderait dans « une *nouvelle éthique du militantisme* [qui] semble émerger. Radicalement sceptique à l'égard des promesses de lendemains qui chantent, elle avance deux propositions fondamentales. D'abord, le refus d'un décalage entre posture éthique et pratique militante se traduit par une forte défiance à l'égard de la distinction entre fins et moyens. Comme chez les zapatistes, le présent de la lutte et la possibilité d'un autre futur tendent alors à être réunifiés. D'autre part, le « militantisme sacrifice » est rejeté au profit d'une vision émancipatrice de la pratique militante elle-même, qui valorise fortement la créativité et légitime la dissension pourvu qu'elle ne soit pas sectaire. [...] L'exigence croissante d'autonomie dans l'engagement individuel a finalement pour corollaire une instrumentalisation des cadres de mobilisation qui est manifeste dans la complexification des formes d'implication (multiappartenance, militantisme intermittent, etc.). » (« Le mouvement altermondialiste : de nouvelles pratiques organisationnelles pour l'émancipation ». *Mouvements*, n° 42, 2005, p. 103-104 et 104-105. C'est nous qui soulignons).

² On constate ainsi fréquemment à quel point les interventions des radicaux sont conçues et construites en opposition à d'autres modèles et d'autres groupes. Ceci se remarque par exemple dans la volonté des militants de *Vamos!* de participer à la manifestation de l'Euromayday (défilé européen du 1^{er} mai contre la précarité) avec d'autres organisations de la nébuleuse libertaire, en insistant sur le fait que « ça ne sera pas une manif » avec les

hiérarchies que les enjeux de pouvoir, mais aussi de promouvoir une façon d’agir basée sur l’épanouissement de l’individu plutôt que son sacrifice à la cause :

« Je n’aime pas dire “militier”, je préfère dire “agir”. Justement [Miguel Benassayag] parle de “militant triste de la cause révolutionnaire”. Triste pourquoi ? Parce que justement il accepte tout en attendant “le jour où”... Et en attendant il fait tout dans la tristesse parce qu’il est... parce qu’il sera heureux “le jour où”, et en attendant il fait ça comme un petit fonctionnaire zélé qui est bien obligé de, enfin si c’est pas lui qui le fait, qui le fera ? Il est investi d’une mission quelque part... Mais il ne fait pas ça dans le bonheur, alors que nous on a envie d’agir dans les choses qui nous font plaisir, où on s’amuse, où on a l’impression de vivre quoi, et pas de se flageller.... » (Xavier, 28 ans, militant au *Crep*).

Le « néo-militantisme¹ » prôné par les radicaux n’est pas une négation de l’altruisme mais un refus de l’effacement de l’individu dans la cause défendue ; ce n’est pas tant un dénigrement du mouvement ouvrier qu’une entreprise de redéfinition de l’échelle des valeurs militantes : c’est placer l’autonomie individuelle avant la cohésion du collectif, ou plutôt parier sur l’auto-organisation horizontale des individus pour remplacer les hiérarchies et les dirigeants. C’est, *in fine*, la revendication d’un modèle de relations et d’action fondé sur l’idée d’une souveraineté inaliénable et égale de chaque individu. Pour les radicaux, l’action politique ne peut donc se concevoir que comme affirmation et expression individuelle, ce qui a pour corollaire la remise en cause d’un modèle d’engagement qui serait basé sur la fusion avec le collectif. On serait alors passé d’un individu au service de la cause à la cause des individus.

2) Le refus des hétéro-définitions

L’idéologie de la primauté des individus développée par les militants de la gauche radicale s’accompagne logiquement d’une volonté de maîtriser son identification et donc d’un

orgas syndicales insupportable[s?] » (propos tenus par un militant de *Vamos!* lors d’une réunion de janvier 2006). On peut le repérer également dans le souci des militants de rédiger des tracts accrocheurs ou amusants, et de ne pas produire un « tract des années 30 » austère et illisible (propos de Franck, militant de *Vamos!*, en réunion en décembre 2005). On pourrait multiplier les exemples de propos marquant une volonté de distinction de la part des militants.

¹ GRANJON, Fabien. « Les répertoires d’action télématique du néo-militantisme ». Article cité.

rejet des catégorisations extérieures. Chez l'ensemble d'entre eux, ceci se traduit en pratique par une difficulté, voire un refus, de se définir politiquement¹ :

« Politiquement, difficile de me ranger dans une case. Avoir pris ma carte à un parti, en l'occurrence les *Verts*, ne change rien à cela. Evidemment je me sens écolo de gauche avec tout le flou que ça représente. Si je te disais socialiste, il faudrait qu'on se mette d'accord sur une définition. Je pourrais aussi te dire sur certains aspects libertaire et révolutionnaire, mais toujours pacifiste. » (Juliette 30 ans, militante au *Crep* (réponse à une question posée par *e-mail*)).

« Je me définis comme de gauche car je vote à gauche à chaque fois que j'ai le choix. Mais ces derniers temps, je trouve que la ligne de démarcation n'est pas toujours très claire. Certains me définiraient peut-être comme d'extrême gauche, mais moi, personnellement, je ne considère pas que mes convictions soient extrémistes. Question de point de vue. Je pense être écolo dans ma vie de tous les jours, mais les gens qui se définissent comme écologues peuvent avoir des opinions assez différentes concernant d'autres sujets. Bref, c'est un peu compliqué de se définir soi-même. Je ne suis pas dans une case bien précise, et c'est probablement pour ça que je n'adhère à aucun parti. » (Inès, 25 ans, militante au *Crep* (réponse à une question posée par *e-mail*)).

« — *Idéologiquement, comment est-ce que tu te définirais ?*

... Ca... J'aurais du mal à me définir.

— *Gauchiste, altermondialiste... ?*

J'ai pas pensé en ces termes, je peux te dire que personnellement j'aime bien ce qui est organisé, mais politiquement j'aime pas. Politiquement je me méfie beaucoup des effets de pouvoir et des effets de secret. Mais après, j'aime bien ce qui est un peu carré, et c'est tout ça qui m'attirait dans *Aarrg!*. Des fois on bossait, on était efficaces... Voilà, quoi, je déteste les réunions qui s'éternisent sur un point de discussion gauchiste. Et en même temps je pense qu'il en faut. [...] Contradiction... [...] Mais oui, altermondialiste sans doute, c'est suffisamment flou et vague, et il y a suffisamment de truc différents dans l'altermondialisme... » (Michel, 30 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« — *Tu disais "je ne me définirais pas comme écolo". Comment est-ce que tu te définirais ?*

¹ C'est ce que repère également Ariane Jossin dans son étude sur les groupuscules altermondialistes allemands et français (dont *Aarrg!*). « Se former à l'altermondialisation... ». Article cité.

Aha, tu as de ce questions... Ben sur le thème écolo, pour reprendre ce mot... ben oui, pour reprendre ce mot, oui, évidemment, préoccupée par les questions environnementales... Mais... Ouais, ça, ça se traduit... j'essaye en tout cas de le traduire au niveau de mes choix de vie, ma consommation, entre autres, c'est pas si simple que ça... hem... Après, au niveau politique, certains diraient, mon père dirait gauchiste [rire]. Je déteste ce mot, qui ne veut rien dire, en plus, on est toujours le gauchiste de quelqu'un, enfin bref. Altermondialiste, ouais, évidemment, euh... qu'est-ce que je pourrais mettre ? "Vélorutionnaire", évidemment... Ouais, c'est compliqué parce qu'il n'y a pas de mot [...]. La gauche de la gauche, l'extrême gauche, la vraie gauche ? Enfin pour moi, la rupture par exemple avec la gauche, le parti socialiste, elle est claire, il n'y a pas photo, enfin... Et en même temps comment appeler ces mouvements-là, plus radicaux ? Alors il y a le terme de décroissance aussi, qui a l'avantage et l'inconvénient de mettre les pieds dans le plat et voilà... Est-ce que je suis décroissante ? Je ne sais pas, j'aimerais bien [rire]. » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

La difficulté à se définir politiquement s'accompagne fréquemment d'un souci de ne pas se voir appliquer des étiquettes, jugées nécessairement réductrices :

« Un truc qui me tient à cœur c'est d'éviter de se faire systématiquement étiqueter. Déjà le nom *Crep* c'est presque trop parce que c'est déjà une étiquette qu'on nous colle. » (Xavier, 28 ans, militant au *Crep*).

« J'aime pas les étiquettes. Non, c'est vrai, j'aime pas les étiquettes, j'aime pas qu'on me dise "toi tu es ça". » (Audrey, 30 ans, militante à *Vamos!*).

« Moi j'ai toujours eu du mal, en fait à... je trouve que c'est toujours limité de rentrer dans un groupe. C'est pour ça que très longtemps j'ai eu du mal à faire le pas de rentrer dans un groupe parce que les gens ils ont besoin pour se repérer eux-mêmes de te repérer toi, de te mettre dans des cases, et donc j'ai toujours eu horreur qu'on me mette dans des cases. Et donc maintenant, je gère beaucoup mieux l'idée qu'on me mette dans une case *Vamos!*, *batucada*, altermondialiste, anticapitaliste... Je gère un peu mieux mais je trouve ça quand même assez limité quoi. Avant tout on est des êtres humains, des individus, et voilà. » (Marianne, 27 ans, militante à *Vamos!*).

Qu'ils ne parviennent pas à se définir ou qu'ils rejettent toute forme de catégorisation, les militants radicaux font avant tout preuve de leur souci de préserver leur liberté. En

refusant les catégorisations et les classements¹, ils tentent de se prémunir des attentes extérieures ; ils opposent la détermination autonome de chacun aux assignations identitaires et aux rôles imposés² :

« Je pense qu' [à *Vamos!*] on s'approche quand même un peu d'un groupe libertaire. Mais c'est pas plus mal qu'on n'ait pas cette étiquette...

— *Pourquoi ?*

Hmm, ben c'est pareil, j'ai pas envie qu'on soit dans une case, "on est libertaire donc on doit faire comme ça". C'est vrai que j'ai rencontré aussi pas mal de militants, ben des copains qui... enfin j'avais un peu l'impression que... Voilà, ils avaient leur théorie, et au lieu de réfléchir par rapport à ce que eux pensaient vraiment et ce qu'ils trouvaient intolérable, tolérable, juste, injuste, ils... Ben c'était plus "puisque je suis comme ça, il faut faire comme ça". Et moi je fonctionne un peu à l'inverse en fait... » (Clémence, 27 ans, militante à *Vamos!*).

3) La question des références théoriques et doctrinales

Le refus du classement et de la catégorisation au nom de l'autodétermination est nécessairement lié à une affirmation de la primauté de l'éthique individuelle par rapport à toute théorie politique et toute doctrine. La croyance des militants en la capacité de chacun à déterminer, au cas par cas, ce qui est bon ou juste, implique leur refus des grilles de lectures politiques. L'idéologie est pour eux synonyme de dogme et doit par conséquent être mise de côté pour laisser la pensée libre et favoriser l'action :

¹ On retrouve dans ces attitudes le refus du classement que Pierre Bourdieu repérait dans les années 1970 dans la « petite bourgeoisie nouvelle » : « Si le prosélytisme éthique de ces prophètes éthiques des sociétés bureaucratiques prend naturellement le contrepied de la morale ascétique de la petite bourgeoisie établie, c'est que, comme le choix, qui les définit, de faire leur profession plutôt que d'épouser des professions déjà faites, leur style de vie et leurs prises de positions éthiques et politiques ont pour principe le rejet de tout ce qu'il y a en eux-mêmes de fini, de défini, de définitif, en un mot, de petit-bourgeois, c'est-à-dire le refus d'être rangés en un lieu déterminé de l'espace social, utopisme pratique qui était jusque là le privilège des intellectuels et qui les prédispose à accueillir toutes les formes d'utopie. Classés, déclassés, en travail de reclassement, ils se veulent inclassables "exclus", "marginiaux", tout plutôt que classés, assignés à une classe, à une place déterminée dans l'espace social [...] »

² « Des personnes nouvelles assistent à nos réunions quasiment à chaque fois et nous demandent "vous faites quoi, vous êtes qui ?" Alors on peut leur répondre sommairement, mais en même temps, c'est pas comme une association. Je veux dire, quelqu'un qui va participer à une réunion du DAL, qui va voir le DAL, il a moyen de se renseigner sur ce que c'est, il a des statuts, il va voir le DAL, il sait où il va. Quand on va voir Action Logement, on ne sait pas. Donc on s'est posé la question bon, ben même si on est un collectif, est-ce qu'on ne pourrait pas faire une charte ? Et là aussi on n'a pas réussi parce qu'en fait on trouvait que ça nous enfermait dans... Pourquoi faire une charte ? S'il y a quelque chose qui nous révolte, ça nous révolte... » (Christian, 30 ans, militant à Action Logement).

« Moi je crois que je ne suis pas trop dans l'idéologie. Enfin c'est facile à dire... C'est ce que j'aime bien à *Vamos!*, on n'a pas l'impression qu'on agit dans le cadre d'une idéologie... Alors ce que ça m'évoque... La notion d'idéologie ça m'évoque un cadre de pensée et du coup quelque chose de fermé auquel on adhère ou auquel on n'adhère pas. Et du coup... enfin c'est un mot que je vois comme assez péjoratif en fait. Et j'ai pas l'impression que nous on agit dans le cadre... de façon idéologique. Mais probablement de temps en temps si, quand même, il y a des décisions qui se prennent un peu rapidement, parce qu'on ne réfléchit pas toujours beaucoup, et qu'il y a un fond idéologique qui fait qu'on est amené à prendre telle décision alors que ça mériterait de plus y réfléchir. Je pense qu'on ne peut pas dire qu'on est nu de toute idéologie. Mais une bonne chose serait de se débarrasser des idéologies. Au sens où ça prend très vite l'apparence de cadre de pensées tout faits, et que du coup c'est contraire même à ce qu'on cherche à faire dans le militantisme, à remettre en question, à critiquer, à réfléchir chaque décision... » (Geoffroy, 30 ans, militant à *Vamos!*).

« — *Est-ce que tu dirais qu'il y avait une idéologie dans Aarrg! ?*

Ca certainement pas. [...] On a essayé vraiment de fonctionner au coup par coup en réfléchissant sur des choses concrètes. Je sais que moi j'avais fait un texte sur les OGM, ben voilà, ça me plaît pas, on va essayer de trouver pourquoi ça me plaît pas, pourquoi c'est dégueulasse ce truc là. Il y a l'aspect écologique et l'aspect économique du truc, qui est une sacrée saleté. De même sur la précarité, on n'est pas parti en se disant "bon, l'idéologie, on est marxiste, on réfléchit en marxiste"... Enfin quitte à retomber sur des conclusions marxistes, c'est pas anti-marxiste non plus. On n'avait pas, disons, de dogme politique pour aborder le truc. » (Benoît, 27 ans, militant au groupe *Aarrg!* Paris).

Le refus de l'idéologie répond à deux logiques imbriquées : en premier lieu, il est supposé garantir la liberté de pensée et ne pas assombrir la réflexion par une quelconque « fausse conscience¹ ». Il s'inscrit ainsi dans une affirmation de l'autonomie de l'individu face aux croyances collectives². Il participe également du rejet des « anciennes »

¹ Le concept d'idéologie comme « fausse conscience » a été abusivement attribué à Marx, qui lui-même ne l'a jamais utilisé (cf. McCARNEY, Joseph. « Ideology and False Consciousness ». <http://marxmyths.org/joseph-mccarney/article.htm>). Il symbolise aujourd'hui une vision des idéologies comme idées fausses, illusions, déformations de la réalité.

² Emile Durkheim avait bien noté que l'évolution de la société, marquée par une division croissante du travail social, conduisait à un affaiblissement des croyances et des sentiments collectifs. Dans ce cadre, l'individu est de plus en plus acteur et de moins en moins agi. Ceci ne signifie pas, toutefois, « que la conscience commune soit menacée de disparaître totalement. Seulement, elle consiste de plus en plus en des manières de penser et de sentir très générales et très indéterminées, qui laissent la place libre à une multitude croissante de dissidences

organisations — et particulièrement du Parti communiste, si lié à la doctrine marxiste qu'il en vient à incarner le concept d'idéologie lui-même — qui, supposément contraintes de respecter une ligne idéologique fixée et concentrées sur des débats théoriques sans fin, délaisseraient l'action concrète¹. Les théories politiques sont perçues comme nécessairement dogmatiques et aliénantes ; leur capacité à interpréter le monde est déniée. Les individus « bricolent » alors leur propre théorie ; ils se doivent d'être les seuls artisans de la construction du sens de leur action².

Conséquence de ce primat de la conscience individuelle, les références théoriques sont pratiquement absentes des discours des militants radicaux. Il n'est quasiment jamais fait mention d'auteurs ou d'ouvrages particuliers, que ce soit lors des entretiens ou dans le cadre de l'activité militante. Marx, Proudhon, Bakounine ou même Castoriadis, Debord ou Vaneigem ne sont nullement cités. Si la plupart des militants ont lu quelques ouvrages et essais politiques (de Michel Onfray à Albert Jacquard en passant par Miguel Benassayag ou Jacques Ellul), il n'y font généralement pas référence de façon spontanée. De plus, comme on l'a déjà souligné dans un chapitre précédent, les entretiens ont montré que les militants n'avaient pas fréquenté la même littérature. Alors qu'on aurait pu penser que certaines « bibles » altermondialistes — comme par exemple *No Logo* de Naomi Klein³ ou *Empire* de

individuelles. Il y a bien un endroit où elle s'est affermie et précisée, c'est celui par où elle regarde l'individu. A mesure que toutes les autres croyances et toutes les autres pratiques prennent un caractère de moins en moins religieux, l'individu devient l'objet d'une sorte de religion ». (DURKHEIM, Emile. *De la division du travail social*. Paris : Quadrige/PUF, 1998, p. 142-148 notamment et p. 146-147 pour la citation). On peut rapprocher la conception durkheimienne de la vision de Georg Simmel de la multiplication et du croisement des cercles sociaux. Les cercles d'appartenance des individus tendant à se multiplier et se diversifier, il devient de plus en plus improbable de trouver deux individus partageant la même combinaison d'inscriptions sociales et de plus en plus difficile d'envisager que des principes, valeurs et normes valables dans un cercle soient transposables dans un autre cercle. En conséquence, les individus acquièrent le sentiment croissant de leur irréductible spécificité alors que l'idée d'un système théorique permettant de comprendre l'ensemble de la société (une appréhension holistique du monde social) apparaît de moins en moins concevable. Cf. SIMMEL, Georg. *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*. Paris : PUF, 1999 (1908), chapitre 6, et KAUFMANN, Jean-Claude. *Ego... Op. cit.*, p. 150-153 notamment. Cf. aussi la préface de Louis WIRTH à l'ouvrage de Karl Mannheim *Idéologie et utopie*. Paris : Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956, p. 9-40.

¹ SAPORTA Isabelle. *Un militantisme rénové ?... Op. cit.*, p. 326 sq.

² « L'individualisation du rapport aux valeurs qui se dessine ici, puisque la subjectivité doit être souveraine vis-à-vis des commandements moraux, n'implique pas que les valeurs elles-mêmes soient individualisées et ne se rapportent qu'à l'individu. L'individu a à sa disposition des appareils idéologiques de justification de l'action, morale religieuse laïcisée, grands idéaux généralistes produits par des structures politiques, et plus généralement il est imprégné des valeurs diffusées par toute la société. Cependant, en accord avec la valorisation contemporaine de l'autonomie et de la libre subjectivité, il se doit de construire de la façon la plus indépendante possible la signification de son action. » VERMEERSCH, Stéphanie. « Entre individualisation et participation... ». Article cité, p. 692.

³ KLEIN, Naomi. *No Logo... Op. cit.*

Hardt et Negri¹ — constitueraient des références communes, on a pu découvrir qu'il n'en était rien : les lectures « militantes » sont, elles aussi, profondément individualisées. De la même façon, les militants ne partagent pas de références historiques particulières ; leur engagement se fonde essentiellement sur un rapport immédiat au monde, une volonté d'agir sur l'actualité sans être lié par le passé. S'ils n'ignorent pas l'histoire, elle ne semble pas faire partie des éléments qui façonnent explicitement leurs représentations et guident leurs actions². La culture politique qui rassemble les radicaux et permet leur compréhension réciproque repose par conséquent sur d'autres bases qu'idéologiques et historiques.

4) Les bases ténues d'une auto-compréhension collective.

L'absence de références théoriques ou historiques partagées n'empêche pas les mobilisations communes et la compréhension entre militants. Il faut chercher ailleurs les facteurs qui contribuent à unifier le collectif. L'homogénéité des radicaux est sociale avant d'être culturelle. Elle repose sur des affinités électives, au sens que donne Pierre Bourdieu à ce terme, c'est-à-dire sur les liens de sympathie ou d'amitié qui naissent de la proximité sociale entre des individus³. Il y a, en effet, à la base des solidarités concrètes entre militants, un système d'accords tacites reposant sur une profonde homogénéité dont certains enquêtés sont conscients :

« Pour moi c'est quelque chose d'efficace *Attac*, c'est sur un sujet, une thématique assez large mais une thématique *Attac* et ça doit rester ça quoi. [...] [E]t si j'ai envie de faire des tartes à la crème dans la gueule d'Alexandre Adler, ben je vais avec mes potes. Parce que c'est là que

¹ HARDT, Michael, NEGRI, Antonio. *Empire*. Paris : Exils, 2000.

² On peut citer comme exemple les discussions que nous avons observées en septembre 2006, lors d'une soirée projection-débat organisée par *Vamos!* dans un bar associatif parisien sur le thème des « nouvelles formes de lutte ». Alors que les militants mettaient en avant la notion de désobéissance civile, le débat s'est rapidement orienté sur la question de la violence et de la non-violence dans les mobilisations. De façon surprenante, les attentats anarchistes du XIX^{ème} siècle ou les actions des Brigades rouges, d'Action directe ou de la Fraction armée rouge dans les années 1970 n'ont pas été évoqués. Il n'a pas non plus été fait référence à Gandhi ou Martin-Luther King, bien que la quasi-totalité de l'assemblée fût acquise aux idées non-violentes.

³ « La limite de toutes ces coïncidences de structures et de séquences homologues dans lesquelles se réalise la concordance entre une personne socialement classée et les choses ou les personnes elles aussi socialement classées qui lui sont *assorties* est représentée par tous les actes de cooptation de la sympathie, de l'amitié ou de l'amour qui conduisent à des relations durables, socialement sanctionnées ou non. Le sens social trouve ses repères dans le système de signes indéfiniment redondants les uns par rapport aux autres dont chaque corps est porteur, vêtement, prononciation, maintien, démarche, manières, et qui, inconsciemment enregistrés, sont au fondement des "antipathies" ou des "sympathies" [...]. » BOURDIEU, Pierre. *La distinction... Op. cit.*, p. 267-268.

je vais retrouver... parce que ce sont mes potes et qu'on est d'accord sur ce genre de trucs, on a envie de faire ça ensemble et puis voilà...

— *C'est un peu par affinités que vous vous êtes regroupés...*

Ben ouais, c'est vachement important le fait qu'il y ait des affinités, c'est-à-dire que... quand tu es dans un truc plus cadré, [...] tu es obligé de composer avec des gens avec qui tu as moins d'affinités. [...] Alors que quand tu es avec des gens avec qui tu as plus d'affinités, tu peux te permettre d'avoir un spectre plus large. [...] Ce n'est pas du tout le même degré d'action *Attac* ou le *Crep* quoi. C'est... Il y a des tas de gens dans *Attac* que je ne verrais pas faire avec nous dans le *Crep*. Simplement parce qu'on partage moins de choses avec eux, sur des trucs de vie quotidienne, de goûts, pour certaines... Je ne sais pas si c'est des affinités politiques, si c'est des affinités culturelles, sociales, tout ça. C'est vachement lié, tout ça, tu vois. » (Xavier, 28 ans, militant au *Crep*).

« Je ne savais pas qui contacter, j'allais souvent sur le site de *Greenpeace*, je me disais "ah, pourquoi pas aller voir chez *Greenpeace*" [...]. Et finalement ce truc [*Vamos!*] me tombe sous le nez par hasard, c'est comme si c'était un truc écrit à l'avance quoi. Et c'était vraiment un truc qui me semblait en accord profond avec moi-même, ma façon de voir les choses et tout.

— *Par rapport à quoi, le mode d'organisation, d'action ?*

Le mode d'organisation, le mode d'action festif et pas chiant, parce que tu as beau dire, tu as toujours tes... même avant de rentrer dans le militantisme, tu as le stéréotype des AG staliniennes, tu vois, avec motions, machin, enfin le truc super relou quoi. Et là, tu tombes dans un milieu, dans un milieu, ben je vais pas le redire, très ouvert, qui t'accueille, c'est très amical quoi. » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

« Jamais au moment de préparer [une action] on ne s'est posé là question d'un positionnement idéologique, c'était pas... C'était même pas... C'était jamais la peine en fait. Alors évidemment c'est parce que dans un... Il y avait un point aveugle qui était qu'on était à peu près sur la même longueur d'ondes sur les questions politiques mais il y avait pas besoin de rentrer dans des subtilités byzantines sur "est-ce que tu penses que..." [...]

[*Aarrg!*] C'est au départ une communauté de pairs, on va dire. C'est un peu chiant à constater, mais voilà, c'était tous des gens qui avaient un capital social assez important, qui avaient fait des études relativement brillantes... » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« Qu'est-ce qui me plaît... ? Non, mais, comme j'ai dit... Bon effectivement il y a le fait que les membres... on s'entend bien donc ça forcément ça aide. Et puis que ce soit un petit collectif, ça je trouve ça bien parce que quand je parlais des AG interminables, forcément,

quand tu as 100 personnes dans un amphi qui veulent chacun prendre la parole et dire des choses différentes, c'est difficile d'arriver à quelque chose de concret quoi. Alors que là, à chaque réunion, ben on ressort avec des idées, avec des actions qui vont vraiment être menées jusqu'au bout, et voilà, et puis de toute façon, on est d'accord la plupart du temps. C'est rare qu'il y ait des disputes et que quelqu'un ne soit vraiment pas d'accord pour faire telle ou telle action, donc c'est ça que j'aime bien. C'est qu'on passe moins de temps à discuter et plus de temps à agir, en fait. » (Inès, 25 ans, militante au *Crep*).

On constate à travers ces témoignages à quel point l'unité du groupe est avant tout basée sur une entente profonde entre ses membres. L'action y repose sur un accord essentiellement tacite parce qu'il va de soi, dans la mesure où il résulte d'une proximité sociale, renforcée par les liens de sociabilité tissés dans et en marge de l'action collective. C'est l'« homophilie¹ » qui a rassemblé les militants, mais aussi les socialisations mutuelles qu'ont générées leurs interactions, qui contribuent à un alignement des représentations collectives. L'entente provient ainsi d'une affinité ressentie et non d'une adhésion commune, intellectuelle, à une doctrine. Tout se passe en pratique comme si c'était à la fois la similitude des profils sociologiques et le souci partagé de distinction et de refus des cadres théoriques et des modèles militants anciens qui fondaient l'auto-compréhension collective. Celle-ci se définit donc en quelque sorte *a minima*, sur la base de références négatives et d'accords implicites. Mais ce consensus minimal n'empêche pas une cohérence globale, qui ne naît pas d'un fondement théorique mais s'incarne dans des pratiques².

A la source des différents rejets et refus que mettent en avant les radicaux réside une même volonté de réalisation personnelle, d'affirmation de l'individu, de son irréductible spécificité et de sa créativité. Ces aspirations communes leur permettent de se retrouver sur des modes d'organisation et d'action qui apparaissent spontanément accordés à leurs dispositions et leurs valeurs. La culture des militants de la gauche radicale repose donc sur un

¹ Pour Claire Bidart, cette idée désigne la tendance des individus à nouer des liens d'amitié avec des personnes qui leur ressemblent (BIDART, Claire. *L'amitié, un lien social*. Paris : La Découverte, 1997).

² On retrouve ici l'idée développée par Noël Sturgeon selon laquelle la théorie politique du mouvement d'action directe « s'exprime dans une large mesure à travers ses structures organisationnelles et ses pratiques politiques, qui donnent à de nombreux participants la même compréhension générale de pourquoi ils procèdent comme ils le font, mais qui ne requierent pas de la part de chaque participant une idéologie explicite et identique. » (« Theorizing Movements : Direct Action and Direct Theory » in DARNOVSKY, Marcy, EPSTEIN, Barbara, FLACKS, Richard (eds.). *Cultural Politics and Social Movements*. Philadelphie : Temple University Press, 1995, p. 35-36).

rapport au monde qui trouve sa concrétisation dans une pratique politique ; ils s'identifient à des façons de faire plutôt qu'à des manières de penser, à des actes plus qu'à des idées. Leur projet politique est représenté par leurs façons de procéder, qui préfigurent les bases d'une société future. Parce que l'individu et sa pleine et entière liberté sont centraux dans cette forme d'engagement, l'absence de références historiques et théoriques permet la cohésion plutôt qu'elle ne la limite : elle rend possible l'indépendance voire la dissidence de chacun sans remettre en cause les fondements du groupe. Sans orthodoxie, il n'est point d'hérésie possible ; la culture de la gauche radicale se renforce donc en évacuant les questions idéologiques. Elle se construit sur l'absence de contraintes, le respect des identifications de chacun et la garantie d'une totale liberté des individus¹ ; elle se concrétise dans des rapports sociaux qui assurent l'affirmation de toutes les individualités.

Mais affirmer qu'une culture est fondée sur des dispositions individuelles ne revient pas nécessairement à dire qu'elle ne se construit pas collectivement ou qu'elle serait réductible à des *habitus*. Elle ne naît pas d'une simple coordination spontanée de pratiques similaires dans un cadre militant, mais elle résulte également d'apprentissages collectifs qui contribuent à homogénéiser ces pratiques : les règles du débat démocratique (et en particulier le recours à l'« animodération », l'usage des signes de la main, les procédures permettant la prise de décision à l'unanimité), la construction commune de modes d'action et l'inscription dans un éventail qui tend à se borner et se routiniser sont autant d'expériences vécues dans le groupe qui fondent une culture et sont susceptibles d'être transmis aux nouvelles générations. Il existe donc bien une forme de culture de la gauche radicale au sens où l'on peut constater un alignement de représentations et de pratiques autour de valeurs partagées qui permettent l'action collective d'un groupe et lui servent de support d'identification. Cette culture rassemble des aspirations convergentes en une façon de faire commune, perçue comme légitime et efficace ; elle permet ainsi la compréhension et la collaboration entre des individus soucieux de préserver leur autonomie, tout leur procurant le sentiment d'appartenir à une

¹ Cette absence de contraintes se ressent dans la difficulté qu'ont les militants à mettre en place certaines règles simples, telles que le fait de fixer une périodicité des réunions : les tentatives que nous avons pu observer ont abouti à des échecs. Les dates de réunion sont fixées au coup par coup, en fonction des disponibilités de chacun, et personne n'apparaît prêt à se plier à un calendrier stabilisé. Même lorsqu'il a été convenu en assemblée générale de se revoir toutes les deux semaines le même jour, la décision n'est pas appliquée, le rythme chaotique habituel reprenant rapidement ses droits. On constate d'une manière plus globale une *absence de mémoire* des projets et décisions passés qui est liée, d'une part, à une forte réactivité des militants à l'actualité et, d'autre part, à un refus inconscient de voir sa liberté présente restreinte par des engagements passés.

même mouvance¹. Les anarchistes semblent exclus de cette auto-compréhension collective. Nous allons voir en effet que leur culture repose sur des bases fort différentes.

B. La culture des anarchistes ou l'histoire en héritage

En dépit de nombreuses similarités, la culture des radicaux et celle des anarchistes apparaissent fort distinctes. Alors qu'on constate chez les premiers une mise à distance des références théoriques et historiques pour laisser la plus grande latitude aux initiatives individuelles, les seconds semblent s'inscrire résolument dans une histoire parcourue d'événements structurants et adhérer à une doctrine qui fournit un guide pour l'action. L'histoire du mouvement anarchiste et les théories qui sont à son origine ou qui ont accompagné son développement sont, en effet, les deux principaux facteurs d'homogénéisation de la collectivité, ceux autour desquels la culture anarchiste s'est construite et stabilisée. Il convient bien sûr de ne pas exagérer la permanence de cette culture en postulant son immobilité : on sait qu'une même étiquette politique peut successivement désigner différentes tendances². La culture d'un mouvement ou d'une organisation, influencée par ses origines sociales et historiques, évolue avec le temps et avec les changements sociologiques liés aux défections, ainsi qu'à l'intégration de nouvelles cohortes ne partageant pas nécessairement tous les supposés et les objectifs de leurs prédécesseurs³. Plusieurs cohortes peuvent par ailleurs cohabiter au sein d'une même organisation, accentuant d'autant son hétérogénéité⁴. La *Fédération anarchiste* n'est plus aujourd'hui ni sociologiquement ni idéologiquement la même organisation qu'elle fut après la seconde guerre, et elle était alors différente de ce qu'était le mouvement anarchiste des débuts. Cependant, un important travail

¹ On peut rappeler ici les rapprochements qu'il est possible de constater entre différents collectifs de la gauche radicale, dans le cadre du mouvement *pink* notamment, autour de modes d'organisation et d'action partagés. Cf. chapitre 5. Sur les liens qui peuvent naître du partage de mêmes modes d'organisation, cf. CLEMENS, Elisabeth S. « Organizational Repertoires » in GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. *The Social Movements Reader*, op. cit., p. 187-201.

² GAXIE, Daniel. « Les logiques du recrutement politique ». Article cité, p. 22-23.

³ McADAM, Doug. « Culture and Social Movements », in LARAÑA, Enrique, JOHNSTON, Hank, GUSFIELD, Joseph R. *Social Movements: From Ideology to Identity*. Philadelphie : Temple University Press, 1994, p. 46-47 ; WHITTIER, Nancy. « Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements ». *American Sociological Review*, vol. 62, n° 5, p. 760-778.

⁴ PECHU, Cécile, « Les générations militantes à *Droit au logement* ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 73-103 ; SCHNITTKER, Jason, FREESE, Jeremy, POWELL, Brian. « Who Are Feminists and What Do They Believe ? The Role of Generations ». *American Sociological Review*, vol. 68, 2003, p. 607-622.

de mémoire et de transmission a permis à des éléments de la culture originelle de perdurer¹ ; ce sont eux notamment qu'il nous appartient de présenter ici. Nous allons donc montrer qu'issue de l'histoire, la culture de la *Fédération anarchiste* demeure imprégnée de références au mouvement ouvrier et s'est construite à travers le temps en opposition à d'autres tendances du mouvement socialiste, tentant de s'affirmer en dépit d'une certaine stigmatisation. Bien que basée sur des individualités et donc potentiellement plurielle, elle constitue aujourd'hui un support d'identification important pour les militants.

1) Des origines à aujourd'hui : la filiation historique

Une culture politique est un produit de l'histoire. Son apparition est généralement liée à des contextes temporels précis, et elle se développe en réponse à des problèmes spécifiques². Le mouvement anarchiste s'est construit à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle autour d'une contestation du capitalisme industriel naissant et de la bureaucratie étatique³. On peut considérer Pierre-Joseph Proudhon comme son père fondateur. Il est parmi les tout premiers à s'attribuer, par bravade, le qualificatif d'« anarchiste ». Sous son impulsion, l'anarchisme se développe d'emblée comme un projet de refondation sociale sur une base fédéraliste et mutuelliste. C'est l'atelier qui fournit à Proudhon le modèle permettant de repenser la société⁴ : les valeurs qu'il met en avant sont essentiellement celles des artisans qu'il a eu l'occasion d'observer directement et de côtoyer. Parmi ces valeurs, les deux principales sont le travail et la justice. Ceci ne signifie pas que le travail est pour Proudhon un acte sacré et obligatoire : il s'agit bien plutôt d'un acte de liberté et de volonté individuelle. Sa philosophie

¹ « La mesure dans laquelle le renouvellement de cohortes produit du changement dans des organisations de mouvement social dépend également de la mémoire organisationnelle, ou du caractère effectif du stockage et du retrait d'informations qui permettent aux nouveaux militants de profiter de l'expérience de leurs prédécesseurs. Par exemple, on peut attendre une plus grande continuité, malgré le renouvellement de cohortes, dans les organisations avec une formation minutieuse des nouveaux membres, un archivage effectif de l'histoire du groupe et un accès aisé aux "anciens" pour un avis. » WHITTIER, Nancy. « Political Generations... ». Article cité, p. 775. Sur le lien entre mémoire collective, permanence et identité, cf. LAVABRE, Marie-Claire. « De la notion de mémoire à la production des mémoires collectives », in CEFĂI, Daniel (dir.). *Cultures politiques. Op. cit.*, p. 233-252, et *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*. Paris : PFNSP, 1994.

² BERSTEIN, Serge. « Nature et fonction des cultures politiques », in BERSTEIN, Serge (dir.). *Les cultures politiques en France. Op. cit.*, p. 7-31.

³ « Courant de pensée historiquement daté, l'anarchisme doit être envisagé avant toute chose comme l'expression, au sein des sociétés occidentales, d'une forme de contestation radicale des conditions de vie engendrées par le développement conjoint du capitalisme industriel et des structures bureaucratiques de l'Etat. » MANFREDONIA, Gaetano. *L'anarchisme en Europe. Op. cit.*, p. 5-6.

⁴ ANSART, Pierre. *Naissance de l'anarchisme. Esquisse d'une explication sociologique du proudhonisme*. Paris : PUF, 1970.

de la justice est, quant à elle, une théorisation du système d'organisation des artisans, le mutuellisme, qui est censé assurer à la fois l'indépendance des travailleurs et la réciprocité et l'égalité de leurs échanges. Basée sur la comparaison du travail des petits artisans par rapport à celui des ouvriers d'industrie, la conception proudhonienne oppose l'homme complet, maître de lui-même et de son ouvrage, au travailleur déqualifié, aliéné car coupé de son métier par la parcellisation des tâches induites par la révolution industrielle¹. Dès sa naissance, l'anarchisme se développe comme une doctrine revendiquant la complétude de l'homme et l'affirmation de son autonomie. Contre la tendance du système industriel à ne faire du travailleur qu'un maillon d'une chaîne, elle défend l'initiative individuelle, la responsabilité et l'esprit créateur.

Dans ses premières années, la philosophie anarchiste s'est principalement diffusée dans les milieux avec lesquels elle entretenait une affinité naturelle : chez les artisans (cordonniers, canuts, horlogers...) et les ouvriers sédentaires dont le métier permettait « de “philosopher” tout en accomplissant un travail que l'on connaît bien² ». Il s'agissait donc principalement de travailleurs qualifiés, autonomes mais néanmoins en relation directe avec leurs collègues ou leur clientèle et donc ouverts aux autres³. En intégrant les notions de communisme et de collectivisme⁴, le mouvement s'est par la suite élargi à une frange croissante de la classe ouvrière qui s'est organisée internationalement dès la fin des années 1860, autour de la figure de Michel Bakounine notamment⁵. Il a toutefois toujours gardé en son sein une frange importante de travailleurs très qualifiés et d'intellectuels⁶. Cette composition sociologique n'est pas étrangère aux difficultés qu'ont rencontrées les militants pour se structurer, tout au long de leur histoire. *De facto*, le principe même d'adhésion à un collectif a longtemps été problématique dans le milieu anarchiste⁷, et continue souvent de l'être aujourd'hui. La

¹ Cf. PESSIN, Alain. *La rêverie anarchiste. 1848-1914*. Lyon : Atelier de Création Libertaire, 1999, p. 48 sq.

² MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste*. Tome 1. *Op. cit.*, p. 131.

³ « Ce sont en effet des métiers où — par opposition à la situation des ouvriers “déspécialisés”, rivés à la machine dont il ne sont que des auxiliaires effacés — l'homme travaille de ses mains ou, pour mieux dire, ce sont des hommes dont les mains travaillent. Car ce fut pour les compagnons l'autre face de la grandeur du métier à l'ancienne, outre la qualification complète qu'il supposait, que de “laisser la pensée libre”, d'autoriser le dialogue entre les camarades d'atelier, de laisser les songes chaque jour s'accomplir en un même rêve humanitaire. » PESSIN, Alain, *La rêverie anarchiste*. *Op. cit.*, p. 48.

⁴ Cf. MANFREDONIA, Gaetano. « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », in BERSTEIN, Serge (dir.). *Les cultures politiques en France*. *Op. cit.*, p. 243-283.

⁵ Cf. MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste*. Tome 1. *Op. cit.*

⁶ PESSIN, Alain. *La rêverie anarchiste... Op. cit.*, p. 50 sq.

⁷ Ce qui fait dire à Jean Maitron que l'organisation a été le « permanent problème » du mouvement anarchiste (*Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2. *Op. cit.*, p. 79).

question de l'appartenance à une entité collective est délicate dans la mesure où elle vient potentiellement contrecarrer l'aspiration des individus à conserver une pleine autonomie. Dès les premières années de son essor, l'anarchisme s'est imposé comme une doctrine politique plaçant la question de l'individu au cœur de toutes les réflexions militantes¹. Le souci d'autonomie et d'affirmation de son individualité se retrouve chez de nombreux théoriciens anarchistes². Il résultait notamment de cette préoccupation l'idée que les groupes militants ne pouvaient se former que de façon temporaire et dans un but précis, et qu'ils se séparaient une fois le but atteint ou leur utilité remise en cause³. Conséquence de ces principes individualistes, dans les années 1880, les organisations fédératives étaient rejetées au profit d'« ententes » aux liens lâches, afin de ne pas « annihiler l'initiative individuelle » dans la « centralisation des forces »⁴. Les militants se regroupaient alors notamment de façon informelle, sur la base des affinités qu'ils pouvaient entretenir⁵. La structuration synthésiste⁶ de la *Fédération anarchiste* actuelle est un héritage direct de ces controverses sur

¹ Pour Carlo Cafiero, anarchiste italien partisan de Bakounine, la société anarchiste devait avoir pour base la « pleine et entière liberté de l'individu qui, librement poussé seulement par ses besoins, par ses goûts et ses sympathies, se réunit à d'autres individus dans le groupe ou dans l'association. » Cité in MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste*. Tome 1, *op. cit.*, p. 22. Selon Jean Préposiet, l'individualisme est le trait qui fait l'unité des anarchistes : « les anarchistes ont beau être tous très différents les uns des autres, visiblement, pour eux, le "vrai", c'est l'individuel, l'"unique" (Stirner). Dans la dialectique de l'universel et du particulier, le moment essentiel n'est pas défini par la totalité. L'essence véritable des relations humaines se situe au contraire dans l'individuel concret. » (PREPOSIET, Jean. *Histoire de l'anarchisme*. Nouvelle édition. Paris : Tallandier, 2002, p. 47-48).

² Parmi les tout premiers, Max Stirner a posé les jalons d'un anarchisme individualiste. Dans son ouvrage majeur *L'unique et sa propriété*, il affirme son refus d'être embrigadé, de prendre parti : « l'individu est unique, et non pas membre d'un parti. Il s'unit librement et se sépare à nouveau librement. » (*L'unique et sa propriété et autres récits*. Lausanne : L'Age d'homme, 1972 [1844], p. 279).

³ C'est ce qu'exprime clairement E. Armand (1872-1963), célèbre anarchiste individualiste : « l'anarchiste-individualiste ne considère l'association que comme un expédient, un pis-aller. Il ne veut donc s'associer qu'en cas d'urgence mais toujours volontairement. Et il ne désire passer de contrat, en général, qu'à brève échéance, étant toujours sous-entendu que tout contrat est résiliable dès qu'il lèse l'un des contractants. » (*Petit manuel anarchiste individualiste*, 1911, consultable sur le site Internet <http://www.panarchy.org>). Mais l'association temporaire et limitée n'était pas prônée uniquement par les plus individualistes parmi les anarchistes. Un militant anarchiste-communiste tel que Jean Grave, auteur du journal *Le Révolté*, affirmait également : « nous ne croyons pas [...] aux associations, fédérations, etc., à long terme. Pour nous un groupe ne doit s'établir que sur un point, bien déterminé, d'une action immédiate ; l'action accomplie, le groupement se reforme sur de nouvelles bases, soit entre les mêmes éléments, soit avec de nouveaux. » (cité in MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste en France*. Tome 2, *op. cit.*, p. 79).

⁴ MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste*. Tome 1, *op. cit.*, p. 120.

⁵ A la fin des années 1920, Sébastien Faure écrit dans son *Encyclopédie anarchiste* que le principe d'affinité est « le plus, disons mieux, le seul qui soit conforme à l'esprit anarchiste, puisqu'il ne porte atteinte aux aspirations, au caractère, à la liberté de personne. » (cité in DUPUIS-DERI, Francis. « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage », in AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France... Op. cit.*, p. 215.)

⁶ Cf. chapitre 2.

l'organisation ; elle résulte d'un compromis sur les rapports entre les individus et l'entité collective qui penche nettement en faveur de l'autonomie des militants.

L'histoire du mouvement imprègne encore de bien d'autres façons la culture des militants. Elle leur fournit en particulier une mémoire collective¹ marquée par un ensemble de références et de symboles², qui renforce les sentiments d'appartenance et les solidarités. On a déjà noté l'importance de la doctrine dans le militantisme anarchiste et la façon dont les écrits théoriques des pères fondateurs (Proudhon, Bakounine, Kropotkine...) continuaient à être appropriés de génération en génération, à travers des formations collectives et personnelles ou des conversations informelles³. Cette transmission théorique s'accompagne largement, à travers les mêmes canaux, d'une diffusion des référents historiques et des symboles identitaires de l'anarchisme. La constance de la rhétorique révolutionnaire, l'usage continu du drapeau noir comme signe de ralliement⁴ ou la persistance du vocable « compagnon » pour désigner les autres militants anarchistes⁵ ne sont que les indices les plus visibles d'une

¹ La notion est empruntée à Marie-Claire Lavabre, qui la définit comme un des effets de l'appartenance au groupe sur les souvenirs, un croisement entre des souvenirs individuels et une histoire telle que le groupe en fait le récit (*Le fil rouge... Op. cit.*)

² « L'histoire procure à la culture politique une réserve quasi illimitée de dates clés et de grands hommes, de textes fondateurs et d'événements symboliques qui, avec le recul du temps et la déformation instrumentale du passé, prennent valeur normative. » BERSTEIN, Serge. « L'historien et la culture politique ». *Vingtième siècle*, vol. 12, n° 35, 1992, p. 69.

³ Cf. Chapitre 4, p. 344-372.

⁴ « En 1872, à La Haye, la scission est officiellement consommée entre les socialistes autoritaires et les anarchistes. Au cours des années 1880 se manifeste cependant, chez les anarchistes, le besoin de se différencier des autres groupes révolutionnaires, et l'adoption du drapeau noir est, symboliquement, une étape importante, dans la naissance de l'anarchisme. En effet, le drapeau rouge était jusqu'alors le drapeau de l'Internationale, également choisi par la Commune, ainsi que par le reste du mouvement ouvrier. Or, dès 1882, les anarchistes se prononcent pour l'abandon de celui-ci, au profit du noir, celui de la révolte. Le numéro UN du Drapeau noir du 12 août 1883 s'exprime, en effet, sur ce choix : "Les événements, les faits de tous les jours, nous ont montré clairement que le drapeau rouge, si glorieux vaincu, pourrait bien, vainqueur, couvrir de ses plis flamboyants, les rêves ambitieux de quelques intrigants de bas étages. Puisqu'il a déjà abrité un gouvernement et servi d'étendard à une autorité constituée. C'est alors que nous avons compris qu'il ne pouvait plus être pour nous, les indisciplinés de tous les jours et les révoltés de toutes les heures, qu'un embarras ou qu'un leurre." Le 18 mars, Louise Michel s'exclame salle Favié à Paris : "Plus de drapeau rouge, mouillé du sang de nos soldats. J'arborerai le drapeau noir, portant le deuil de nos morts et de nos illusions." [...] Quelques mois plus tard, pour la fête du 14 Juillet, les anarchistes invitent la population à manifester "un drapeau noir à la main". À cette époque, un article paru dans le Drapeau noir, rappelle que "seul celui-ci peut convenir pour représenter le combat anarchiste, la guerre des partisans et le combat des tirailleurs dispersés". » (« La véritable histoire du Drapeau Noir et du "A cerclé" », <http://increvablesanarchistes.org/>).

⁵ Dans la première Internationale, on interpellait encore autrui du nom de « citoyen ». Bakounine a préféré « patriotes » jusqu'à ce qu'il abandonne les mouvements républicains nationaux et opte pour « compagnons ». Les communistes ont gardé le vocable « camarades » et les libertaires « compagnons ». Le mot s'est ensuite si fortement ancré qu'on savait infailliblement, lorsqu'un intervenant s'adressait à une assemblée en commençant par « compagnons », qu'il était anarchiste. On parlait alors indifféremment d'« anarchistes » ou de « compagnons » (PESSIN, Alain. *La rêverie anarchiste... Op. cit.*, p. 55). Cette spécificité anarchiste semble aujourd'hui un peu diluée : on entend indifféremment parler de « copains », « compagnons » ou « camarades ».

permanence des références au mouvement des origines ; ses figures historiques sont également fréquemment invoquées, et elles donnent leur nom à plusieurs groupes de la FA : *groupe Kropotkine, groupe Louise Michel, groupe Makhno, groupe Proudhon...* Le choix de donner le nom d'une figure du mouvement anarchiste à un groupe peut résulter d'une affinité de ses créateurs avec la personnalité en question ou ses écrits, ou encore traduire un souci de la faire connaître à l'extérieur¹. Il peut également s'agir plus simplement de rappeler une filiation :

« Le nom Pierre Besnard il est venu comment ? J'en sais trop rien, ça a dû être discuté, sans doute autour de... je pense que c'est Jacky et les copains de l'*Alliance [syndicaliste]*. Pierre Besnard, il est cheminot, il quitte comme cheminot la CGT pour rentrer à la CGTU au moment de l'éclatement en 21 de la CGT, et en 1926, après avoir monté un truc qui s'appelait l'*Alliance* — comme Bakounine — dans la CGTU il est mis en minorité, la motion Besnard est mise en minorité dans un congrès. Euh, les bolcheviks commençant à prendre tout le pouvoir dans la CGTU, un certain nombre de camarades anarcho-syndicalistes quittent la CGTU pour créer la CGT-SR. Voilà, et Pierre Besnard est secrétaire général de la CGT-SR et a peut-être bien été le secrétaire général de l'AIT. Et l'un des proches de Pierre Besnard était le père de Jacky Toublet [membre de l'*Alliance syndicaliste*], il s'appelait Julien Toublet. Hein, donc je pense que c'est plutôt comme ça que ça nous est arrivé, et il était anarcho-syndicaliste. Donc là pareil, c'est pour retrouver des filiations d'une certaine manière. Voilà. Ceci dit si je refaisais un groupe maintenant, je ne sais pas si je prendrai un nom de personne, parce qu'il y a toujours le culte de la personnalité qui me chagrine un peu. Alors c'est vrai que c'est important de marquer les filiations, marquer la tradition, éventuellement, rappeler que les anciens nous ont précédé, mais par ailleurs il ne faut pas non plus que ça tombe dans le culte de la personne. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Cet extrait montre bien comme on peut être soucieux de s'inscrire dans une histoire, tout en craignant d'y perdre un peu de sa liberté en sacralisant les symboles. Cette tension ne penche toutefois pas en pratique vers un rejet des références historiques : si de nombreux groupes ne sont pas nommés en référence à des figures de l'anarchisme (*groupe Claaaaaash*,

Certains militants n'emploient toutefois jamais le terme de « camarade ». A l'inverse, il semblerait d'après nos observations que les militants trotskistes et communistes utilisent toujours exclusivement ce mot.

¹ Ce sont les arguments que nous a présentés Patrice pour justifier son choix de baptiser le groupe d'Ivry du nom d'Elisée Reclus.

groupe Idées noires, groupe La rue rôle, groupe de [telle ville]...), ceci ne signifie pas pour autant que ses membres méconnaissent l'histoire ou cherchent à s'en affranchir. Au contraire, les récits des expériences passées du mouvement ou les épisodes célèbres qui ont marqué l'organisation continuent largement à servir de références permettant de penser la réalité contemporaine. On peut ainsi citer la Commune de Paris de 1871, la lutte entre Marx et Bakounine au sein de l'AIT en 1872, la Charte d'Amiens de 1906, le soulèvement de Kronstadt de 1921¹, la « révolution » espagnole de 1936 ou l'«  pisode Fontenis » qui a secoué la *Fédération anarchiste* en 1953². Autour de chacun de ces événements est construit une forme de « récit mythique³ » qui fournit des repères ou sert de leçon et qui permet la compréhension mutuelle des anarchistes ainsi que leur orientation dans le milieu militant — la reconnaissance de leurs alliés ou de leurs adversaires, etc. L'ensemble des récits composent la « mémoire collective » de l'organisation, appropriation sélective du passé qui sert la cohésion dans le pr sent⁴. Cette mémoire est toutefois moins le résultat d'un travail d'institution visant à instrumentaliser le passé —   l'image de l'usage orienté de l'histoire qu'a pu faire le PCF⁵ — que le produit non coordonné des divers apprentissages et des interactions entre militants sur la longue durée : les références historiques se diffusent dans l'organisation sans qu'on puisse y voir l'effet d'un travail délibéré ; elles construisent une histoire certes r appropri e, mais pas ouvertement manipulée. Plutôt qu'un usage du passé marqué par les nécessités présentes, on a un présent contraint par les expériences passées, telles qu'elles ont été intégrées dans la mémoire collective.

La connaissance des étapes importantes de l'histoire du mouvement facilite l'inscription subjective dans une filiation. La sélection d'épisodes spécifiques singularise en outre la culture anarchiste par rapport à d'autres cultures militantes, marquées par des repères

¹ Révolte des marins de la ville ukrainienne de Kronstadt contre le pouvoir bolchevik et pour l'autonomie des conseils du peuple. Le soulèvement a été durement réprimé par l'armée soviétique, sous la direction de Trotski. Cet épisode est à l'origine de la méfiance des anarchistes à l'égard des trotskistes. Les premiers présentent le mouvement de Kronstadt comme libertaire, alors qu'il s'agissait essentiellement pour les seconds d'un mouvement contre-révolutionnaire destiné à remettre en place la bourgeoisie.

² Cf. chapitre 2, p. 167-172.

³ COTON, Guillaume. *L'organisation anarchiste : entre autonomie et régulation, le cas de la Fédération Anarchiste*. Mémoire de DEA « Dynamique des organisations et transformations sociales », Université Paris 9, septembre 2002.

⁴ LAVABRE, Marie-Claire. *Le fil rouge... Op. cit.*

⁵ Cf. la notion de « mémoire historique » chez Marie-Claire Lavabre (*idem*). Cf. aussi MISCHI, Julian. « Les usages politiques de l'histoire dans la dynamique de mobilisation communiste ». Article cité.

historiques différents, en partie liés à leurs orientations idéologiques propres¹. Les dates anniversaires de chacun des événements fournissent alors des occasions de commémoration et de réaffirmation d'une version anarchiste de l'histoire². Les différents récits mythiques donnent également à voir les réalisations et les échecs des prédécesseurs ; en désignant les causes et les conséquences, les militants peuvent en tirer des analyses et des règles de conduite, applicables par analogie aux situations présentes³. Nous avons ainsi pu observer comment un militant du groupe *Louise Michel* analysait la tentative des *Verts* d'acquérir de l'influence dans le réseau associatif *Sortir du nucléaire*, dans lequel la FA était investie, en traçant un parallèle avec l'entreprise de Marx d'exclure les partisans de Bakounine de la première Internationale ouvrière en 1872⁴. De la même façon, chaque fois que des individus

¹ Ceci se constate dans les propos de Didier, passé du trotskisme à l'anarchisme : « *Ben en fait, quand je suis arrivé dans le milieu libertaire... Dans le milieu trotskiste c'est un sujet ignoré, je dirais. On sait que ça a existé, qu'il y a eu la guerre d'Espagne, mais on en parle très, très peu, et voilà, c'est un peu hors sujet, on étudie la révolution russe. Parce que la révolution selon les trotskistes, son archétype c'est la révolution russe. Quand tu arrives dans le milieu anarchiste, tu découvres, "ah bon, en Espagne il n'y a pas seulement eu la guerre, il y a aussi eu une révolution". Franchement, j'étais pas au courant. Je savais qu'il y avait eu la guerre... Que c'était une guerre avec des troubles sociaux, etc., mais j'avais jamais entendu parler qu'il y avait eu une révolution. Je me suis dit "merde, il y a eu une révolution, c'est peut-être un peu intéressant, puisque c'est ce que je veux faire". Donc là j'ai commencé à étudier.* » (Didier, 35 ans, militant au groupe d'Ivry de la *Fédération anarchiste*).

² A l'occasion de l'anniversaire des 100 ans de la Commune de Paris, on pouvait lire dans le *Monde libertaire* les propos suivants : « Nos raisons de célébrer le centenaire de la grande aventure sociale que fut la Commune sont multiples, différentes d'aspects sans doute, mais émanant d'un même esprit et inspirées d'un même idéal. La première est d'ordre moral, d'une morale qui est la nôtre et qui fait le souvenir de ceux qui nous ont précédés, qui nous ont ouvert la voie, qui, à contre-courant de leur temps, en opposition à l'esprit mesquin, étroit et rétrograde de leurs contemporains, ont tenté d'apporter une lumière dans les cerveaux et des rapports plus humains entre les hommes. Il est normal que leur souvenir demeure fidèle à nos cœurs. [...] Un autre motif s'adjoint au premier : celui de rétablir la vérité, de laver nos camarades de tous les mensonges, de toutes les calomnies et même de toutes les déformations propagées, non seulement par leurs adversaires, mais aussi par ceux qui prétendent hypothéquer leur mémoire et qui, sous les plis du drapeau Versaillais, se proclament leurs héritiers. [...] A part Marx et les siens dont la correspondance est édifiante à ce sujet, qui souhaitaient la victoire de Bismarck, qui dénonçaient l'absurdité du principe des communes fédérées, contraires à leur esprit centraliste, combien d'entre nous peuvent se réclamer de la grande aventure de 1871 ? Etant de ceux-là, nous avons le droit et plus encore le devoir de ne pas abandonner au bénéfice des seuls qui devraient observer le silence dans ce domaine, le monopole d'une histoire qui ne leur appartient en rien et la possibilité d'en donner une version de leur cru. [...] La troisième et dernière raison de notre commémoration, intimement liée à la précédente, est celle de la propagande. Nous n'en rougissons pas et nous pensons, tout au contraire, que le plus grand respect que nous pouvons témoigner envers ceux de la Commune est de ne pas la laisser sans descendance, de savoir, comme elle, condamner l'injustice sous toutes ses formes, proclamer la légitimité de la révolte, la nécessité de la remise en question de tous les systèmes et de toutes les théories et, comme elle, si l'occasion s'en présente, de réaliser ou de tenter de réaliser la grande fédération des hommes que la liberté aura faits plus humains et devant qui seront tombées les frontières sociales, morales et religieuses. [...] » « La Commune, Pourquoi nous l'évoquons ». *Monde Libertaire*, n°169, mars 1971.

³ COTON, Guillaume. *L'organisation anarchiste... Op. cit.* On retrouve également cette idée dans le militantisme trotskiste. Cf. YON, Karel. « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant... ». Article cité, en particulier p. 154.

⁴ Jean-luc a ainsi estimé que « les méthodes ne changent pas », se référant à « quelqu'un » (Karl Marx) qui avait créé l'*Association internationale des travailleurs* en 1864 et attendu 1872 pour s'accaparer la direction.

cherchent à se regrouper, au sein de l'organisation, dans un but particulier (favoriser la coordination des militants syndicalistes, monter une association pour gérer les chèques émis ou reçus à l'occasion de l'organisation de tables de presse, etc.) on constate la réapparition du soupçon ou de la crainte d'un complot semblable à celui de l'*Opération pensée bataille* de Georges Fontenis¹.

Image 13 : Affiche de la CNT invitant à une journée de commémoration de la révolution espagnole



2006. Source : *CNT Info* (mensuel de la CNT – Union régionale Parisienne), juin 2006, p. 8.

Outre des événements, la culture anarchiste se compose également de chansons² héritées du XIX^{ème} siècle, que bon nombre de militants connaissent — on peut l'observer lors de manifestations ou durant les soirées conviviales qui accompagnent les congrès —, notamment parce qu'elles sont reprises par des artistes contemporains proches du mouvement ou qu'elles passent régulièrement sur Radio libertaire. La radio a d'ailleurs fait son hymne du *Temps des cerises*, chant associé à la Commune de Paris. Les fêtes du livre libertaire et autres galas de l'organisation sont autant d'occasions de faire se produire des chanteurs qui possèdent à leur répertoire des chansons telles que *La canaille*, *La semaine sanglante* ou encore *Le sang des martyrs*. Ces chants fonctionnent comme des hymnes de ralliement ; en traçant les frontières du groupe tout en l'inscrivant dans une filiation historique, ils

¹ Cédric Guérin appelle « syndrome Fontenis » cette « psychose du complot et du noyautage » des militants FA (GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France... Op. cit.*, p. 57).

² Gaetano Manfredonia a souligné l'importance des chansons anarchistes, aux origines du mouvement, dans la création d'un imaginaire collectif et l'exaltation de la liberté, du grand soir, etc. (« Chansons et identité libertaire : de l'anarchisme historique à l'anarchisme "rêvé" », in PESSIN, Alain, PUCCIARELLI, Mimmo D. *La culture libertaire... Op. cit.*, p. 257-276.

distinguent les anarchistes en même temps qu'ils leur fournissent un moyen de reconnaissance¹.

Ces différentes références, extraites de l'histoire du mouvement socialiste, constituent donc de forts repères identitaires. Elles ont fait l'objet d'une véritable appropriation par les anarchistes, ce qui implique le développement d'un sentiment d'exclusivité : si une personne extérieure au mouvement se revendique de ses symboles, c'est l'auto-compréhension collective des militants qui se trouve attaquée, voire affaiblie. Ceci permet de comprendre que les héritiers de Proudhon et Bakounine voient parfois d'un mauvais œil les commémorations communistes de la Commune de Paris ou qu'ils critiquent sévèrement l'usage d'une figure comme Louise Michel par Philippe Corcuff, Olivier Besancenot, ou Ségolène Royal². L'importance déterminante que revêtent pour les anarchistes la connaissance de l'histoire et l'inscription dans une filiation explique également le rapport que ceux-ci entretiennent avec le temps. On constate à la FA des temporalités très différentes du rythme militant des collectifs de la gauche radicale. Alors que ces derniers sont fermement ancrés dans le présent et le court terme, avec peu ou pas de mémoire des débats et des décisions passées, les anarchistes inscrivent leur action dans le temps long, ce qui se traduit tant par un souci d'archivage des productions écrites, iconographiques ou des débats³ que par un relatif détachement par rapport à l'actualité. Ceci ne signifie pas une indifférence aux événements contemporains ou un désintérêt pour les résultats concrets et immédiats (l'investissement dans les mouvements sociaux ou les luttes de sans-papiers en témoigne), mais l'adoption d'une perspective de long terme. La doctrine anarchiste, si elle peut venir éclairer un épisode récent, est peu soumise aux aléas de l'actualité ; il s'agit moins, *in fine*, de réagir à un événement que d'affirmer avec

¹ Sur la fonction de « conflictualisation » et de « filiation », mais aussi plus généralement sur les effets mobilisateurs et socialisateurs de la musique, cf. TRAÏNI, Christophe. *La musique en colère*. Paris : PFNSP, 2008.

² On en veut pour exemple un message envoyé le 7 avril 2007 sur la liste interne de la Fédération anarchiste : « Dans le journal télévisé de 13 h. du mercredi 4 avril, J.P Pernaut interviewait Ségolène Royal :

- *Qui sont vos personnalités préférées ?*

- *Louise Michel !*

Sans sourciller un instant, comme une évidence... Mais comment cette bourgeoise poitevine peut-elle dire cela sans rougir ? Ca me rappelle une vieille histoire : des communistes vendant un gros bouquin parlant de la Commune de Paris avec en couverture Louise Michel estampillé aux Editions Sociales, les fameuses éditions du PC. Et le vendeur coco, de me dire également sans sourciller, que Louise Michel était une personnalité marxiste de premier plan... J'attends que Le Pen nous dise qu'il vénère Bakounine ! »

³ L'organisation possède un local dans lequel les bulletins intérieurs, les publications, les tracts ou les affiches sont conservés. Un mandat est spécialement dédié à cette tâche (le secrétariat à l'histoire et aux archives). Les débats des congrès sont systématiquement enregistrés et archivés. La FA a jusqu'à récemment conservé les archives du Centre de documentation anarchiste, qui concernent le mouvement ouvrier et anarchiste dans son ensemble. Ce fonds est aujourd'hui déposé au Centre d'histoire du travail de Nantes.

constance la pertinence d'une analyse sociale et d'un projet politique. Le projet révolutionnaire des anarchistes de la *Fédération* s'inscrit ainsi dans une visée « éducationniste », même si la rhétorique insurrectionnelle n'a pas totalement disparu¹ : l'idée de Grand Soir est soit abandonnée, soit conçue comme l'aboutissement d'un long travail de propagande, ce qui entraîne nécessairement l'idée que les résultats de l'action présente ne se feront pas sentir immédiatement. On retrouve ce rapport au temps dans l'institution du congrès annuel. Les actions y sont planifiées sur un an, et parfois plus. Les motions doivent être présentées plusieurs mois à l'avance, dans le bulletin intérieur de l'organisation, afin que tous les adhérents aient pu en prendre connaissance. Lors du congrès 2006, une proposition de modification des « Principes de base » visant à y intégrer la notion d'anti-patriarcat a ainsi été rejetée en raison de sa diffusion trop tardive. Les militants ont par conséquent décidé d'attendre au moins un an de plus pour discuter de la question². On voit à travers cet exemple à quel point la culture anarchiste, qui consiste en une mise en perspective d'un projet politique sur le long terme, se distingue de celle des radicaux, caractérisée par un rapport beaucoup plus immédiat à l'action.

Ainsi inscrite dans le temps long et façonnée par une mémoire sélective, la culture des anarchistes de la FA s'interprète comme une fidélité aux origines du mouvement et à ses valeurs fondatrices. Ceci explique la persistance d'une certaine vision classiste de la société ainsi que des références au monde ouvrier.

2) Culture ouvrière et lutte des classes

Née et progressivement façonnée dans un milieu ouvrier, la doctrine anarchiste en exprime et développe les valeurs essentielles : amour du travail bien fait mais refus des excès de zèle³, défiance vis-à-vis de la religion, symbole de soumission⁴, méfiance à l'égard du

¹ Sur les notions d'« insurrectionnalisme » et d'« éducationnisme », cf. MANFREDONIA, Gaetano. *Anarchisme et changement social... Op. cit.*

² Il faut souligner que dans ce cas précis, l'objet de la proposition avait déjà suscité d'intenses débats et une scission lors d'un congrès précédent et que les militants avaient par conséquent à cœur qu'une nouvelle discussion soit préparée avec sérieux (ou, pour certains peut être, que la proposition soit enterrée définitivement). Cet épisode nous semble tout de même significatif de l'inscription des militants dans le long terme.

³ HOGGART, Richard. *La culture du pauvre: étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre.* Paris : Minuit, 1970.

⁴ VERRET, Michel. *La culture ouvrière. Op. cit.*

pouvoir et des représentants¹, etc. La place des ouvriers est aujourd'hui marginale dans le mouvement anarchiste ; cependant, les références au « monde du travail », aux « ouvriers », aux « classes populaires » ou aux « exploités » perdurent, et la notion de lutte des classes, inscrite dans les « Principes de base » de la *Fédération anarchiste*, permet toujours de penser la société. Bien qu'atténuées, on retrouve les thématiques ouvriéristes et antibourgeoises du mouvement socialiste, qui ont été longtemps repérables aussi dans le Parti communiste². Le mouvement anarchiste s'inscrit résolument dans la filiation du mouvement ouvrier, dont il a constitué la branche anti-autoritaire. Ceci explique que les militants actuels demeurent attachés au chant de l'*Internationale*, que les anarchistes avaient fait leur dès 1892³. Celui-ci est toujours entonné — parfois *in extenso* — lors de leurs manifestations du 1^{er} mai, autre héritage du mouvement ouvrier et symbole de l'affirmation de toute une classe.

De part l'attachement à ces racines historiques, mais aussi à travers la thématique de l'autogestion, le travail et l'usine sont de façon constante au cœur des préoccupations anarchistes, ce qui se traduit notamment par une couverture régulière des mouvements syndicaux dans le *Monde Libertaire*. On constate dans la *Fédération anarchiste* une prise en charge rhétorique des catégories ouvrières et populaires, sans commune mesure avec leur poids démographique dans l'organisation. Leur importance est donc avant tout symbolique ; elle s'insère dans un ensemble de représentations influencées par la culture politique. La question des classes sociales et de leur lutte revêt donc une importance déterminante pour les militants de la FA, en dépit de l'hétérogénéité de leurs profils : alors qu'on trouve dans l'organisation aussi bien des ouvriers sans aucun diplôme que des docteurs ès sciences ou ès lettres, l'ensemble des membres apparaît adhérer à une vision duale de la société. Ceux qui ne se sentent pas appartenir objectivement à la classe dominée lui affirment ainsi malgré tout leur solidarité. C'est la cas de Claire, institutrice, comme de Serge, maître de conférences :

« Moi je ne pense pas faire partie de cette classe ouvrière comme [Marcel]. Je pense que lui il en fait partie, il a raison. Moi j'en fais pas directement partie, parce que je suis issue d'un milieu plus bourgeois, mais en même temps, économiquement on est dedans, tu vois. Les instits, c'est quand même la classe ouvrière de l'Education nationale, quoi. Hein, c'est les moins payés, c'est la base. D'ailleurs quand je dis ça à des collègues, elles sont horrifiées, parce qu'elles ne veulent pas se faire traiter de classe ouvrière et elles ont tort, c'est très bien

¹ *Ibid.* ; HOGGART, Richard. *La culture du pauvre... Op. cit.*

² LAZAR, Marc. *Le communisme, une passion française*. Paris : Perrin, 2002, p. 152-166.

³ MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste*. Tome 1, *op. cit.*, p. 476.

d'être la classe ouvrière de l'Education nationale, il n'y a pas de honte. Moi je pense qu'on est un peu la base de l'Education nationale, les moins payés, le plus d'heures, c'est nous, bon. Et je trouve que c'est bien d'en avoir conscience et puis de travailler avec ça. Donc moi... Alors, je suis, comme Marcel, persuadée qu'il y a bien des classes sociales, quoi qu'en disent certains qui aimeraient bien qu'on n'en parle plus. Non, non, les classes sociales, elles existent, on pourra mettre les ouvriers en cols blancs, ils resteront des ouvriers, des exploités. » (Claire, 53 ans, militante au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« Ah mais je suis très lutte de classes moi. De plus en plus guerre de classe. Je pense qu'il faudrait buter un certain nombre de ces salopards.

— *C'est une dimension importante de ton engagement l'appartenance à une classe ?*

Moi, alors c'est compliqué, parce que je viens plutôt d'une classe moyenne, de la classe moyenne. Alors c'est vrai que la classe moyenne c'est la classe des travailleurs, *grosso modo*, faut pas rêver, on a toujours été utilisé comme classe moyenne pour faire tampon contre un prolétariat qui autrefois était organisé, radical, et puis les dominants, mais euh... je ne peux pas dire que je me... Je ne me sens pas appartenir, si tu veux, au groupe des ouvriers. Non pas que je les méprise ou autre mais c'est vrai que... mon père était plutôt un intellectuel, même si c'est vrai que c'est plutôt relatif, mais plutôt quelqu'un qui travaillait avec sa tête qu'avec ses mains. Oui, on ne peut pas dire que je me sens de la classe ouvrière. Je me sens de la classe des dominés, ça oui, et des gens qui sont utilisés par les dominants pour éventuellement servir de régulateur à cette société injuste. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Le sentiment de solidarité avec les « dominés » et l'appropriation d'un discours de lutte des classes dépendent moins des origines sociales que d'un apprentissage militant. Ainsi, Dimitri, issu d'un milieu bourgeois et lui-même enseignant dans le supérieur a acquis, à travers son expérience dans un parti trotskiste avant de rejoindre la FA, un vocabulaire très marqué :

« Je me désigne plutôt comme militant ouvrier même si ça fait un peu archaïque ou enfin très connoté, mais je ne sais pas trop comment me définir autrement. Bon après je peux dire que je suis un anarchiste, ça en général ça résume bien les choses [...]

— *Tu as le sentiment d'appartenir à une classe ?*

En tant que telle, pas vraiment... Disons que si on regarde les statistiques, j'appartiens à la classe moyenne [...]. Donc sentiment d'appartenance pas vraiment. Si j'ai un sentiment d'appartenance, au niveau professionnel c'est plutôt d'appartenir au corps enseignant. [...] Le

seul sentiment d'appartenance, effectivement... grosso modo socioprofessionnel, que j'ai, c'est celui là. C'est un sentiment, enfin ce qu'on appelle de façon un peu vulgaire l'esprit de corps quoi.

— *Classes laborieuses ?*

Pff... Non parce que, de fait, il ne faut pas déconner...

— *Donc d'un côté tu peux t'estimer militant ouvrier et de l'autre côté pas...*

Ah non, mais je me dis militant ouvrier parce que je pense que mes intérêts à long terme, mes intérêts globaux sont solidaires, effectivement des masses laborieuses. » (Dimitri, 28 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

Les propos de Paul, animateur socio-culturel issu d'un milieu populaire mais peu politisé, laissent entrevoir l'effet de l'engagement sur l'appropriation de notions telles que celle de lutte des classes :

« — *Est-ce que tu as le sentiment d'appartenir à une classe ? Classe sociale...*

Je me reconnais plus du côté des ouvriers que des patrons, et euh... Oui, je pense, plus le côté classe ouvrière, ça c'est clair. Je vais pas te faire le coup de Bourdieu, capital social, économique... mais on voit bien que j'ai les mêmes intérêts qu'eux et... oui, je me reconnais plus, je me sens déjà plus à l'aise par rapport à, allez, je vais dire un public comme ça que... Et puis... oui, je ne suis pas du côté des exploités, enfin entre guillemets quoi.

— *Et c'est une dimension importante ou accessoire de ton militantisme et de ton rapport à la politique ?*

Ah, importante, importante. Je serais né avec une cuiller d'argent dans la bouche, je ne serais peut-être pas à la FA. Et... oui, je ne penserais peut-être pas... au monde ouvrier, je sais pas.

— *Non, ça d'accord, mais l'idée de lutte des classes, c'est quelque chose de structurant pour toi ? Ça t'a fait venir vers la FA ou est-ce que c'est quelque chose que tu as découvert ou compris dans ton engagement ?*

A l'époque, je n'appelais peut-être pas ça lutte des classes. A l'époque ou j'ai adhéré à la FA, c'était plus le côté ouvriers contre patrons, quoi, je pense. A l'époque, je n'avais pas un discours lutte des classes... C'est pas que j'ai découvert ça 15 ans après, mais... voilà. » (Paul, 34 ans, militant au groupe de *Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

La prégnance des références au monde ouvrier et aux classes sociales traduit la solidarité subjective qui lie les militants à l'ensemble flou mais significatif des « dominés ». Si cette solidarité peut naître, pour certains militants, d'une appartenance objective et

subjective, même indirecte, à la classe ouvrière¹, elle procède principalement de l'adhésion à une doctrine et de l'inscription corrélatrice dans une culture marquée par son origine ouvrière. On rejoint la FA sur un accord autour de valeurs qui ne traduisent pas nécessairement un sentiment d'appartenance de classe², mais la vie militante dans l'organisation — et donc l'acquisition progressive de sa culture — impose comme une évidence la pertinence et l'importance des conflits dans le monde du travail. Le souci global de lutte contre l'autorité et les dominations est largement retraduit par les anarchistes en termes économiques et sociaux.

L'omniprésence des références — voire des identifications — à la classe ouvrière semble parfois aboutir à une certaine cécité quant à la composition sociale réelle de l'organisation et aux ressources ou capitaux qui facilitent voire rendent possible l'engagement. Certains militants semblent ainsi souvent oublier que le mouvement anarchiste s'est notamment construit et développé autour d'une certaine « aristocratie ouvrière », plus instruite et individualiste que le milieu ouvrier dans son ensemble, et qu'il n'a pas cessé à travers l'histoire d'attirer les franges les plus élevées des classes dominées (artisans qualifiés, petits fonctionnaires³, intellectuels, puis par la suite classes moyennes). D'où leur étonnement face à des statistiques qui montrent la faiblesse de la composante ouvrière dans la *Fédération anarchiste*⁴ ou devant l'absence de groupe FA dans une ville ouvrière comme Montbéliard⁵. Ceci est le signe d'une certaine croyance en l'affinité quasi naturelle entre le monde ouvrier et le mouvement anarchiste, que l'observation tend à démentir. Elle provient du relatif

¹ Cf. chapitre 1, p. 98 *sq.*

² Même si elles peuvent éventuellement résulter d'une « homologation de position » avec les classes dominées.

³ On peut rappeler par exemple que Louise Michel était institutrice, issue d'un milieu plutôt aisé. Cf. par exemple sur ce point MICHEL, Louise. *Mémoires*. Bruxelles : Editions Tribord, 2005.

⁴ Une telle réflexion est apparue sur la liste de diffusion électronique de la FA suite à notre restitution des résultats du questionnaire que nous avons fait passer lors du congrès 2006 : « *Un grand merci à Simon pour nous avoir envoyé ces statistiques. Si elles valent ni plus ni moins que ce que valent des stats, elles ont, celles-ci, le grand avantage de nous tendre un miroir dans lequel nous pouvons voir ce à quoi nous ressemblons. Cette vision n'est pas forcément agréable, nous pouvons casser le miroir, mais nous pouvons nous en servir aussi pour voir un peu plus loin que le bout de notre nez. Simon, possède-tu quoi que ce soit qui ressemblerait à ton enquête mais sur la FA d'il y a cinquante ans?? A première vue, la FA d'aujourd'hui ne ressemble pas à celle des années cinquante. Que s'est-il passé, où sont passés les ouvriers? J'ai parfois l'impression que nous avons gardé le discours de cette époque. J'ai parfois l'impression qu'il y a comme un décalage entre ce que nous sommes aujourd'hui et ce que nous "causons". Ces statistiques montrent que nous avons changé (+ de 50% sont à la FA depuis moins de 5 ans, près de la moitié des enquêtés font partie des classes moyennes et moyennes supérieures et proviennent de cette origine) et que donc conséquemment le monde a changé. La QUESTION est cela a-t-il ou pas des conséquences sur notre praxis (théorie + pratique) ? »*

⁵ Lors du Congrès 2006, pendant un débat sur le développement de l'organisation, un militant du groupe Proudhon de Besançon affirmait que Montbéliard étant une cité ouvrière, il n'était pas normal que la FA n'y soit pas présente. De la même façon, certains militants, attachés à la culture ouvrière, estiment parfois que la FA se détourne des ouvriers, les oublie : Victor, du groupe Louise Michel, critiquait ainsi l'initiative d'organiser un salon du livre anarchiste dans le 4^{ème} arrondissement de Paris où l'on ne toucherait que les « bobos ».

découplage entre une culture politique, fidèle à des racines historiques, et une population militante qui a suivi les macroévolutions tendanciennes touchant à l'engagement politique, qui en font, de plus en plus — bien que non exclusivement —, un phénomène lié aux classes moyennes instruites. Ce découplage n'annule toutefois pas les effets de l'acquisition d'une même culture : la diversité sociologique des anarchistes ne semble pas être un obstacle à leur sentiment d'appartenir à une même communauté.

3) Les ressorts culturels d'une identification collective

« Unis dans la diversité et face à l'adversité ». Tel pourrait être le slogan des anarchistes, ou plutôt celui des militants de la *Fédération anarchiste*. En effet, le mouvement socialiste anti-autoritaire, qui s'est d'abord différencié de son rival communiste, est lui-même depuis subdivisé en différentes tendances qui ont chacune développé une culture spécifique.

Le mouvement anarchiste s'est historiquement construit en opposition au communisme d'inspiration marxiste, fustigé pour son autoritarisme et sa volonté d'instrumentaliser les gouvernements plutôt que de les détruire¹. Il a affirmé sa spécificité dans ce qui le

¹ Michel Bakounine a très tôt affirmé la spécificité du mouvement « socialiste révolutionnaire » (anarchiste) par rapport aux communistes : « Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédéralisées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat. C'est là le point qui divise principalement les socialistes ou collectivistes révolutionnaires des communistes autoritaires partisans de l'initiative absolue de l'Etat. Leur but est le même ; l'un et l'autre partis veulent également la création d'un ordre social nouveau fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiques égales pour tous, et sur l'appropriation collective des instruments de travail. Seulement les communistes s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, à l'aide du radicalisme bourgeois, tandis que les socialistes révolutionnaires, ennemis de tout alliage et de toute alliance équivoques, pensent, au contraire, qu'ils ne peuvent atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance non politique mais sociale et, par conséquent, antipolitique des masses ouvrières tant des villes que des campagnes, y compris tous les hommes de bonne volonté des classes supérieures qui, rompant avec tout leur passé, voudraient franchement s'adjoindre à eux et accepter intégralement leur programme. De là, deux méthodes différentes. Les communistes croient devoir organiser les forces ouvrières pour s'emparer de la puissance politique des Etats. Les socialistes révolutionnaires s'organisent en vue de la destruction, ou si l'on veut un mot plus poli, en vue de la liquidation des Etats. Les communistes sont les partisans du principe et de la pratique de l'autorité, les socialistes révolutionnaires n'ont de confiance que dans la liberté [...]. Les socialistes révolutionnaires pensent qu'il y a beaucoup plus de raison pratique et d'esprit dans les aspirations instinctives et dans les besoins réels des masses populaires que dans l'intelligence profonde de tous ces docteurs et tuteurs de l'humanité qui, à tant de tentatives manquées pour la rendre heureuse, prétendent encore ajouter leurs efforts. Les socialistes révolutionnaires pensent, au contraire, que l'humanité s'est laissée assez longtemps, trop longtemps gouverner, et que la source

différençait de l'autre branche du socialisme. La scission de 1872, au sein de l'AIT, entre Marxistes et partisans de Bakounine, fait par conséquent partie des mythes fondateurs de la culture des anarchistes et constitue la base de leur identification collective. Avec le temps, cette distinction originelle et essentielle s'est de plus en plus muée en une forme d'anticommunisme¹. Les suites de la Révolution d'Octobre 1917, en premier lieu, ont attisé le « sérieux contentieux² » entre les deux mouvements : la remise en cause de la souveraineté des soviets au profit de l'autorité de l'Etat bolchevik ont profondément déçu les anarchistes, tandis que la répression par Trotski des révoltes de Kronstadt du début des années 1920 a contribué à les éloigner durablement des trotskistes³. La guerre d'Espagne, ensuite, a vu s'affronter les conceptions anarchistes et stalinienne, les communistes appuyés par Moscou étant réputés avoir cherché à contrecarrer le déroulement d'une révolution libertaire qu'ils ne contrôlaient pas. Cet épisode a fortement marqué les militants français qui, accompagnés des anarchistes espagnols exilés, ont fondé la *Fédération anarchiste* en 1945⁴. L'« affaire Fontenis » de 1953 a enfin achevé d'alimenter l'aversion des membres de l'organisation pour toute forme de marxisme : la tentative réussie de l'*Organisation pensée bataille* de transformer la FA en une organisation communiste libertaire a définitivement imprimé dans de nombreux esprits l'idée que le communisme était nécessairement lié à des méthodes autoritaires, à la manigance et aux trahisons.

de ses malheurs ne réside pas dans telle ou telle autre forme de gouvernement, mais dans le principe et dans le fait même du gouvernement quel qu'il soit. C'est enfin la contradiction, devenue déjà historique, qui existe entre le communisme scientifiquement développé par l'école allemande et acceptée en particulier par les socialistes américains et anglais, d'un côté, et le proudhonisme largement développé et poussé jusqu'à ses dernières conséquences, de l'autre, accepté par le prolétariat des pays latins. » (Cité in GUERIN, Daniel. *Ni Dieu ni Maître, Anthologie de l'anarchisme*. Paris : La Découverte, 1999. Tome 1, p. 166-168).

¹ Les manifestations de cet anticommunisme sont nombreuses à la FA. On les observe lors des week-end de formation mis en place par l'organisation (cf. chapitre 4) ou dans les discussions informelles entre militants, comme cet échange de propos lors d'une réunion du groupe Louise Michel : « — Il y a des gens de LO [Lutte ouvrière] qui sont passés dans notre local.

— Est-ce que tu as désinfecté après ? [rires] »

² GOTTRAUX, Philippe, VOUTAT, Bernard. « Anarchisme et marxisme : vrai contentieux et faux clivage ». *Contretemps*, n° 6, 2003, p. 176.

³ Willy Pelletier note l'étonnante persistance du contentieux opposant anarchistes et trotskistes, selon lui basé sur une « analyse dé-historicisée et indifférente aux différences » qui essentialise le trotskisme, fait abusivement postuler son unité et sa permanence et fige dans l'opposition deux traditions politiques (« Les anarchistes et la reproduction de l'anarchisme ». *Contretemps*, n° 6, 2003, p. 164-173 dont p. 165). Philippe Gottraux et Bernard Voutat remarquent quant à eux que les marxistes stigmatisent également l'anarchisme en lui attribuant une substance invariable et réductrice (« Anarchisme et marxisme ... ». Article cité). Ces visions sont corroborées par les propos de Dimitri, ancien trotskiste converti à l'anarchisme : « *Quand tu es trotskard, tu tombes sur un écrit anarchiste, c'est bon quoi, tu le lis pas quoi, tu fais "pff..." Non, non, mais normal quoi. De la même façon, enfin, les anarchistes, tu leur mets un texte de Trotski entre les mains, si tu veux, ils vont le pourrir dès la première ligne, c'est évident. Il y a des réflexes institutionnels super conditionnés.* » (Dimitri, 28 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

⁴ GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France... Op. cit.*, p. 20.

Appuyé sur des expériences historiques, le « récit identitaire » anarchiste repose sur une distinction entre libertaires et communistes qui est d'autant plus importante qu'elle n'allait pas de soi à l'origine, étant donné les racines communes des deux mouvements. Il fonctionne donc largement sur la base d'une occultation des éléments qui les rapprochent et d'une accentuation des différences¹. Si ceci est toujours vrai aujourd'hui, il convient de ne pas surestimer le contentieux qui sépare héritiers de Proudhon et marxistes : il n'y a pas de guerre ouverte entre les deux, mais beaucoup de méfiance et de préjugés réciproques, alimentés par des cultures politiques qui se sont développées l'une contre l'autre et englobent des conceptions différentes de l'action. Les inimitiés n'empêchent pas, localement, les collaborations ponctuelles avec des militants eux aussi héritiers du mouvement historique d'émancipation qu'est le socialisme², mais elles semblent prévenir toute alliance durable.

L'épisode de la *Fédération communiste libertaire*, qui a marqué en 1953 la fin de la première FA, constitue un des points de départ de la subdivision des cultures anarchistes en France. Elle a durablement séparé les partisans de la synthèse, anticommunistes, regroupés dans la *Fédération anarchiste*, et les platformistes, davantage enclins à tenter l'hybridation

¹ MARTIN, Denis-Constant. « Identités et politique. Récit, mythe et idéologie » in MARTIN, Denis-Constant (dir.). *Cartes d'identité. Comment dit-on "nous" en politique ?*. Paris : PFNSP, 1994, p. 13-38.

² « — Est-ce qu'il y a des critères qui font que vous collaborez plutôt avec certains mouvements ou d'autres, ou c'est plutôt s'il y a une organisation qui est intéressée par la même chose que vous ?

Alors, pour moi, les critères, il y en a plusieurs. Il faut d'abord qu'ils ne soient pas totalement éloignés de nous en termes de... je dirais plus en termes de culture politique que nécessairement de fond... C'est relativement facile de travailler avec la LCR, par exemple, s'ils ont envie de le faire, s'ils peuvent bien nous voir à ce moment-là. Il n'y a pas trop de problèmes, même si par rapport à l'État on n'a pas du tout la même conception des choses. Ou LO, c'est la même chose. C'est encore plus important par rapport à l'État, mais par exemple avec LO il n'y a pas de problèmes pour bosser pendant une grève. Parce qu'on a à peu près la même analyse du mouvement, et tant que eux ne sont pas en situation d'avoir le pouvoir au sein des AG, il n'y a pas de problème. [...] Le mouvement anarchiste s'inscrit pour une bonne part dans le mouvement socialiste, historiquement. Donc c'est clair que avec la LCR, on a déjà ne serait-ce que les moyens d'action qui sont relativement proches, entre la FA et la LCR, le tractage, la table de presse, la vente du journal de l'organisation, la participation à des collectifs, c'est l'habitude, on se côtoie sur des thèmes qui ne sont pas éloignés, même si on ne les aborde pas nécessairement de la même façon. C'est pas toujours les mêmes thèmes, mais on a des thèmes qui sont proches. Donc on se croise régulièrement parce qu'on va vendre le journal au même endroit. Et il y a aussi des gens qui passent d'une organisation à l'autre... » (Sylvain, 23 ans, militant au groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste).

« Un truc qui m'horripile dans tous les groupes politiques c'est l'intolérance, le manque d'œcuménisme, les querelles de chapelle... ça je ne supporte pas. "Ah, oui mais lui il est trotskiste, il a fait ci..." "Et alors ?" Je dis, "il est trotskiste, et alors ?" »

— Et tu as des amis trotskistes ?

Euh, oui, j'en ai... Des amis pas très proches mais oui, des gens que j'aime beaucoup, oui. Oui bien sûr.

— Mais tu n'as quand même pas choisi d'aller chez les trotskistes...

Ah oui, c'est sûr que j'irai jamais. Leur façon de militer, je crois qu'elle juxtapose tout ce dont j'ai horreur : la discipline, le travail obligatoire... la dictature du prolétariat au bout du fusil. Non. Mais ce que j'aime chez ces gens là, c'est que ce sont des gens qui se révoltent contre le pouvoir en place. On ne peut pas jeter tout chez un individu. Je suis plus proche d'un trotskiste que d'un colleur d'affiche UMP, tu vois. Ou même d'un socialiste. » (Roland, 62 ans, militant au groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste).

entre marxisme et anarchisme, qui pour certains se retrouvèrent plusieurs années plus tard dans l'*Alternative libertaire* (AL) ou, plus marginalement, dans l'*Organisation communiste libertaire*. L'identification collective des militants de la FA s'est par conséquent construite aussi en partie contre ces branches nouvelles du mouvement français, autour de cultures politiques différenciées. Les propos des enquêtés expriment clairement les incompréhensions et incompatibilités, liés à ces différences culturelles, qui séparent la FA d'une organisation comme *Alternative libertaire* :

« [Avant de m'engager à la FA,] j'avais rencontré une militante d'AL et moi, personnellement, j'avais été très déçu par son discours qui était pour moi beaucoup trop bureaucra, enfin... Ouais, beaucoup trop structuré justement, beaucoup trop bureaucratisé, beaucoup trop à la recherche d'adhérents, et moi ça m'a tout de suite, j'étais tout de suite très réticent et... Aujourd'hui j'ai pas spécialement changé d'avis par rapport à ça. Parce qu'avec [un autre militant] on a rencontré des gens d'AL sur le 20^{ème}, et c'est pas des gens avec qui on accroche véritablement. Peut-être que politiquement il y a un fond qui est un peu similaire, mais après, sur la forme et sur la manière de militer, et... moi je m'y retrouve pas spécialement, donc ça ne m'intéresse pas spécialement... » (Bruno, 25 ans, militant au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« — Tu disais qu'avec l'UTCL [ancêtre d'*Alternative libertaire*] c'était impossible de travailler...

Ben oui, UTCL, depuis UTCL, *Alternative Libertaire*, c'est très souvent comme ça. D'une part ils ont... ils ont des pratiques léninistes si tu veux. A la fois c'est des bons copains, mais ils visent toujours à vouloir construire leur organisation au détriment des organisations libertaires, à tirer la couverture à eux, je trouve ça absolument insupportable.

— C'est léniniste ?

C'est léniniste, oui. C'est ce que fait la *Ligue communiste*. Quand la *Ligue communiste* crée SOS racisme, quand la *Ligue communiste*... [...] même dans le MLAC ils ont fait ça les trotskistes, quand il y avait les comités de soldats toujours la même chose, c'est-à-dire que, ou même *Ras l'front* dans les dernières années, là. Des structures sociales comme ça se créent. Les militants de la *Ligue* arrivent, sur ordre de l'organisation bien souvent, essayent d'aller à la pêche à la ligne des éléments qui leur semblent les plus susceptibles de rejoindre leur propre organisation et éventuellement après ils cassent l'outil, quoi. Les camarades de l'*Alternative Libertaire*, bon, pas tous, certains, ont un petit peu cette tendance-là. Alors ça, ça ne me plaît pas, je trouve que ce n'est pas des pratiques anarchistes. Et puis la deuxième chose qui ne me plaît pas chez les camarades de l'*Alternative Libertaire* c'est que, particulièrement dans le

syndicalisme, ils prennent des postes, et moi et quelques autres, même si on a eu des responsabilités, on n'a jamais pris des postes pour prendre des postes, c'est-à-dire qu'on prenait des postes ou on essayait de prendre des postes quand il y avait un minimum de gens qui d'abord savaient qu'on était anarchiste. Mais c'est sans doute vrai pour les camarades de l'*Alternative* qui se disent anarchistes pour quelques uns, et d'autres se diraient simplement libertaires, même si je ne crois pas à ce genre de sornettes, moi, de dichotomie à la con, là... Tu vois, ils essaient de prendre des places dans l'appareil comme les militants de la *Ligue* prennent des places dans l'appareil. » (Serge, 54 ans, militant au groupe *Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« La FA s'est imposée déjà parce que [je connaissais Martial qui] était à la FA, donc c'était plus naturellement la FA. Parce que tel qu'il m'en parlait ça semblait être une organisation qui correspondait à mes attentes. Et puis je pense que ça a été un bon choix, parce que les autres organisations, ou alors elles sont minuscules ou alors il y a AL... AL, c'est un peu différent, parce que... c'est un peu l'union du marxisme et de l'anarchisme. Et... je ne suis pas pour unir le marxisme et l'anarchisme. Surtout quand on voit leurs appels à voter, leur vision un peu des institutions, aussi, c'est bizarre.

— *C'est-à-dire ?*

Ben j'ai parlé avec des militants d'AL où... Enfin ils ne sont pas tout à fait... On n'est pas d'accord sur tous les points. Enfin ils sont un peu LCR, je trouve. Et ça fait chier. » (Quentin, 20 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

L'auto-compréhension collective des membres de la *Fédération anarchiste* apparaît donc particulièrement lié à des processus historiques de distinction au travers desquels leur culture politique s'est peu à peu définie, en réaction ou en opposition à d'autres. Aujourd'hui encore, une partie de ce qui fait la cohésion des militants tient au fait qu'ils estiment parfois nécessaire de s'imposer face à la persistance des préjugés que le grand public entretiendrait à leur rencontre¹. Se sentant, dans une certaine mesure, stigmatisés en raison notamment de leurs

¹ « Au début de l'année on avait plein d'idées d'actions [...] pour faire de la pub, pour dire voilà, on est là, on existe, on a telles idées et on va vous les montrer... Mais sur des idées qui étaient beaucoup plus concrètes mais qui étaient super intéressantes, quoi, qui nous auraient permis d'une de nous faire voir, de nous faire entendre et de dire on existe. Parce qu'on est quand même ultra marginal. On est marginaux... Le mot libertaire c'est un fantasme pour les gens. Un anarchiste pour eux c'est un mec qui s'entraîne à faire des bombes dans des caves ou qui pose des bombes. C'est ça ou pour les autres c'est des vieux avec la barbe grisonnante qui lisent des bouquins toute la journée, alors que c'est ni l'un ni l'autre. » (Joël, 22 ans, militant individuel à la *Fédération anarchiste*).

opinions minoritaires et « déviantes » ou de l'image violente qui demeure attachée à l'anarchisme, ils doivent tenter de surveiller et de contrôler leur image¹. Ceci explique la satisfaction que peut représenter le fait de se retrouver entre anarchistes, sans risquer de faire face à des incompréhensions ou sans avoir à se soucier de l'image que l'on donne de soi. De surcroît, l'affrontement du stigmaté, le fait de parcourir le même « itinéraire moral² », sont des facteurs importants dans la construction de liens de solidarité. Mais l'identification des militants à une même communauté ne repose pas uniquement sur une affirmation négative, marquée par une opposition à d'autres courants, d'autres organisations ou l'opinion publique de manière générale. Le partage de valeurs communes (autonomie, égalité sociale et économique), l'adhésion à un même projet de société autogestionnaire et antiautoritaire ainsi que l'inscription dans une filiation historique valorisée et marquée par des repères identitaires forts contribuent à fonder une identification en positif.

Les éléments qui rapprochent les militants autant que ceux qui les éloignent des autres mouvements favorisent une commune identification à l'organisation FA ainsi que, plus globalement bien qu'avec des nuances, au mouvement anarchiste. La culture anarchiste entraîne une homogénéisation des représentations individuelles, qui ne s'apparente toutefois pas à une uniformisation : elle est assimilée différemment par chaque militant³ qui y puise des ressources pour se situer par rapport au groupe sans perdre ce qui fait sa spécificité. Fondée initialement sur une revendication d'autonomie, elle implique la possibilité pour chaque individu de préserver son quant-à-soi et de s'approprier les éléments historiques et idéologiques qui lui conviennent le mieux. Les plus jeunes militants, s'ils demeurent

¹ GOFFMAN, Erving. *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Minuit, 1975, p. 26 en particulier. On peut voir une tentative de maîtriser son image, basée quelque peu paradoxalement sur un retournement du stigmaté, dans la manifestation volontairement pacifique et festive organisée à Annemasse en marge du contre-sommet du G8 de 2003 avec pour slogan « On est très méchant, on mange les enfants ». Cf. Collectif. *Annemasse. Contre les seigneurs du G8 28 mai - 3 juin 2003. Expériences libertaires. Village alternatif anticapitaliste et anti-guerres, Textes collectifs et témoignages*. Paris : Editions No Pasaran, Editions du Monde Libertaire, 2003, p. 129 sq.

² « Les personnes affligées d'un certain stigmaté acquièrent en général une même expérience de leur sort et connaissent des évolutions semblables quant à l'idée qu'elles ont d'elles-mêmes, parcourent, en d'autres termes, un même "itinéraire moral", cause en même temps qu'effet de leur implication dans une même suite d'adaptations personnelles. » GOFFMAN, Erving. *Stigmaté... Op. cit.*, p. 45-46.

³ « De ce que les croyances et les pratiques sociales nous pénètrent aussi du dehors, il ne suit pas que nous les recevions passivement et sans leur faire subir de modification. En pensant les institutions collectives, en nous les assimilant, nous les individualisons, nous leur donnons plus ou moins notre marque personnelle ; c'est ainsi qu'en pensant le monde sensible chacun de nous le colore à sa façon et que des sujets différents s'adaptent différemment à un même milieu physique. C'est pourquoi chacun de nous se fait, dans une certaine mesure, sa morale, sa religion, sa technique. Il n'est pas de conformisme social qui ne comporte pas toute une gamme de nuances individuelles. » DURKHEIM, Emile. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris : Flammarion, 1988 (1895), p. 90.

intéressés par l'histoire du mouvement, tendent à se détacher davantage des écrits des pères fondateurs. Cette tendance à « l'anarchie-buffet » dans laquelle « les militants prennent, chez les uns et les autres, ce qui les arrange, quand cela les arrange, sans pour autant se sentir obligé d'adhérer à telle ou telle école de pensée »¹, fait la grande diversité d'une organisation comme la FA, renforcée par sa pluralité sociologique et le mélange générationnel. Cette variété au sein d'une même ensemble culturel n'est pas un obstacle au développement d'un sentiment d'appartenance, voire à la solidarité : ce qui rassemble apparaît en général plus important que ce qui divise ; au-delà des différences, des divergences ou des désaccords, une même volonté de poursuivre un combat historique contre toute forme d'autorité lie les militants :

« Il y avait des gens qui m'étaient profondément antipathiques dans le groupe, mais quand ils sont partis, ça m'a fait de la peine comme si je perdais quelqu'un de très proche, tu vois. A la FA il y a un peu ça, c'est à dire que sans apprécier vraiment une personne, elle est ton frère, un peu, quand même, elle est ton frère ou ta sœur. C'est pour ça que je pense, ça c'est bien à la FA, on peut ne pas s'apprécier et faire des choses ensemble, et être solidaires même si on ne s'apprécie pas. Enfin il y a des exceptions mais pas beaucoup. Il y a des prises de bec mais il y a une solidarité quand même. » (Roland, 62 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

Nous avons nous-mêmes pu expérimenter le sentiment de proximité avec les autres militants (et le sentiment d'être considéré comme un des leurs) que procure l'adhésion à la *Fédération anarchiste* et la participation aux activités fédérales. L'aspect fraternel des relations entre la plupart des membres semble naître dès l'entrée dans l'organisation ; il se renforce avec le partage de références acquises au cours de la vie militante. Les anarchistes se comprennent d'abord parce qu'ils poursuivent essentiellement les mêmes objectifs et s'accordent sur les moyens pour les réaliser. Mais cet entendement découle également de leur familiarisation avec un fonds d'éléments culturels (littéraires, historiques, théoriques...) qui permettent de penser la réalité et procurent à chacun une conception similaire de sa situation dans le monde social et le milieu militant.

¹ MANFREDONIA, Gaetano. *Anarchisme et changement social... Op. cit.*, p. 11.

Au moment de conclure cette section portant sur la culture anarchiste et, en particulier, celles des militants de la FA, il n'est pas inutile d'interroger la profonde différence que l'on peut constater entre celle-ci et la culture militante de la gauche radicale et alternative. Tout ou presque semble les opposer, de l'adhésion à une doctrine au poids de l'histoire sur les représentations, en passant par les références livresques communes. La culture anarchiste peut apparaître infiniment riche, voire saturée d'une excessive révérence vis-à-vis de l'histoire, à côté d'une culture radicale singulièrement modeste, ou dépouillée. Comment expliquer cette disparité, et comment comprendre que l'individualisme des uns ne puisse s'exprimer que dans une autonomie quasi absolue lorsque celle des autres semble ne s'épanouir que réinscrite dans l'histoire longue d'un mouvement d'émancipation aux contours bien délimités ? Il faut sans doute d'abord revenir sur les profils sociologiques, qui fournissent une partie des réponses : l'origine et la position sociale modeste d'une frange non négligeable des militants de la FA¹ est susceptible de s'accompagner d'une faiblesse de leurs ressources personnelles (capital culturel et social en particulier) qui les attache davantage à l'organisation en les rendant potentiellement plus dépendants des ressources collectives qu'elle offre. A l'inverse, le parcours scolaire² et la position des radicaux dans le monde social favorise leur revendication d'autonomie vis-à-vis de toute forme de structure. D'autres éléments restent alors à trouver pour expliquer pourquoi l'on trouve également à la FA des militants très diplômés et issus des classes moyennes instruites, mais aussi pourquoi ceux-ci ne rejettent pas le carcan historique pesant, quasi religieux³, que constituerait une culture anarchiste qui semble encadrer

¹ 46% des enquêtés anarchistes (18 sur 39) avaient un père ouvrier ou employé et 26% (10 sur 39) appartiennent eux-mêmes à ces catégories, contre respectivement 16% (7 sur 44) et 0% des radicaux. Il faut ajouter à ceci un niveau d'études plus faible chez les premiers, qui sont 44% (17 sur 39) à avoir atteint — au moment de l'enquête — au maximum un niveau baccalauréat, contre seulement 5% (2 sur 44) des seconds.

² Selon Pierre Bourdieu, l'école encourage l'individualisme en organisant le travail de façon individuelle et en encourageant chez les élèves la distinction, privilégiant l'originalité. En outre, en portant les acteurs à faire le pari d'un salut personnel basé sur les mérites individuels, elle développe chez eux des dispositions à revendiquer une expression personnelle et à remettre en cause toutes les formes de délégation (*La distinction... Op. cit.*, p. 486-487).

³ On peut envisager la culture anarchiste comme une religion au sens que donne Danièle Hervieu-léger au terme. Elle dissocie en effet la religion du contenu de la croyance. Pour elle, « [c]e n'est pas le fait de "croire en Dieu" qui fait l'homme religieux [...] La croyance se dessine comme "religieuse" dès lors que le croyant met en avant la logique de l'engendrement qui le conduit aujourd'hui à croire ce qu'il croit. Si l'invocation formelle de la continuité de la tradition est essentielle à toute "religion" instituée, c'est parce que cette continuité permet de représenter et d'organiser, dès lors qu'elle est placée sous le contrôle d'un pouvoir qui dit la mémoire vraie du groupe, la filiation que le croyant revendique. Celle-ci fait le membre d'une communauté spirituelle qui rassemble les croyants passés, présents et futurs. La lignée croyante fonctionne comme référence légitimatrice de la croyance. Elle est également un principe d'identification sociale : interne, parce qu'elle incorpore les croyants à une communauté donnée ; externe, parce qu'elle les sépare de ceux qui n'en sont pas. Une "religion" est, dans cette perspective, un dispositif idéologique, pratique et symbolique par lequel est constitué, entretenu, développé

fermement les auto-compréhensions des individus. Les socialisations, les valeurs ainsi que différents événements qui viennent émailler un parcours de vie peuvent rendre compte de leur décision d'engagement¹. Leur assimilation de la culture du groupe revêt peut-être quant à elle une dimension plus libératrice que contraignante ; on avancera ici l'idée qu'en permettant de construire une auto-compréhension valorisante, celle-ci constitue une rétribution qui permet de surmonter le poids de l'engagement plutôt qu'elle n'en constitue un elle-même. Parce qu'il implique logiquement une rupture au moins intellectuelle ou psychologique avec la société établie, une contestation de son fonctionnement, de ses normes et de ses institutions fondamentales, le militantisme anarchiste représente pour les acteurs un coût important². Dans ce contexte, l'identification à un groupe partageant les mêmes aspirations et traversant les mêmes épreuves ainsi que la conscience de s'inscrire dans une lignée militante et de pouvoir bâtir sur les expériences, les succès et les échecs passés, peuvent représenter une condition de possibilité de l'engagement.

La question de la rupture psychologique avec l'ordre social est intimement liée à l'engagement anarchiste, et, dans une mesure différente, au militantisme libertaire d'une manière générale. Elle implique une éthique et un rapport à la politique qui ont potentiellement une influence sur la vie de tous les jours des individus.

C. Le périmètre des cultures politiques : militantisme et style de vie

Parce qu'on peut affirmer qu'elles constituent des « systèmes organisés de représentations, d'attitudes, de normes, affectivement valorisés³ », les cultures s'apparentent à

et contrôlé le sens individuel et collectif de l'appartenance à une lignée croyante particulière. » HERVIEU-LEGER, Danièle. *La religion en mouvement : le pèlerin et le converti*. Paris : Flammarion, 1999, p. 23-24.

¹ Cf. chapitre 3.

² « *Ma prise de position, mon choix... mon choix d'une société libertaire — enfin mon choix... malheureusement je ne choisis pas — mon engagement vers une société libertaire, si tu veux, il est effectivement pas de me dire comme certains, on aménage... Quand on fait le choix d'une lutte libertaire, on n'aménage pas sa vie pour euh, comment dire... le contraire serait les gens qui s'engagent, enfin devenir permanent syndical et adapter finalement ton discours à tes intérêts. Là, le choix libertaire, quand tu le fais, je veux dire, pff, dans le système tu es presque toujours en contradiction avec les obligations, le pragmatisme, le quotidien, les... qui font que tu es toujours en position de critique vis-à-vis de ce que tu... Donc c'est l'inconfort total quoi, le choix de la... le choix de cette lutte-là c'est l'inconfort total.* » (Marcel, 54 ans, militant au groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste).

³ MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. « Déterminations socio-économiques... ». Article cité, p. 32.

ce que Guy Michelat et Michel Simon appellent des « organisations ou systèmes symboliques¹ ».

« Ces organisations incluent, certes, la perception de l'univers politique au sens restreint du terme, mais ne s'y réduisent pas. Il s'agit, bien plus largement, de systèmes (inégalement structurés) de représentations du champ social, de convictions (et de sentiments) relatifs au légitime et à l'illégitime, au pensable et à l'impensable, au réel et à l'illusoire, voire aux problèmes de destinée et d'existence. [...] [C]es organisations demeurent dans une large mesure implicites. [...] [E]lles structurent, sur le mode de l'évidence, perceptions, valorisations, convictions et conduites, qu'il s'agisse de la sphère domestique et privée, voire intime, du domaine professionnel (et, au-delà, des conduites à incidences économiques) ou des attitudes, opinions, et comportements à signification plus ou moins immédiatement politique.² »

Les cultures revêtent donc potentiellement un caractère global, mettant en relation et unifiant dans une certaine mesure les activités menées dans différentes sphères d'existence. Chercher à déterminer dans quelle mesure une culture politique peut « déborder » dans d'autres aspects de la vie individuelle revient en quelque sorte à observer hors de l'activité politique les manifestations de « déformations militantes » — comme on pourrait parler de « déformations professionnelles »³. C'est postuler qu'il n'y a pas nécessairement de frontière étanche entre la politique et la sphère privée⁴. Ceci a déjà pu être établi par les recherches sur les « nouveaux mouvements sociaux » — féministes notamment —, qui ont montré la façon dont l'« identité collective » de ces mouvements englobait notamment un phénomène de « politisation de la vie de tous les jours » par lequel les activistes tentaient, à travers leur mode de vie, de « résister aux systèmes de domination existants et de les redéfinir.⁵ »

¹ *Idem.*

² *Idem.*

³ Pour Marcel Maget, observer la culture d'un artisan ou d'un agriculteur, par exemple, implique d'être attentif à « tout ce qui manifeste dans le langage, dans l'interprétation du monde et de la conjoncture en dehors de l'exercice immédiat de la profession, le transfert de façons de penser et de sentir attachées à cet exercice et à ses difficultés propres, ce qui est désigné, en général péjorativement, sous le nom de déformation professionnelle (dont l'aspect physiologique est le plus manifeste) de mentalité ou d'esprit, etc... » (*Guide d'étude directe des comportements culturels*. Paris : Civilisations du Sud, 1953, p. 137).

⁴ MICHELETTI, Michele. *Political Virtue and Shopping : Individuals, Consumerism and Collective Action*. New York : Palgrave Macmillan, 2003.

⁵ TAYLOR, Verta, WHITTIER, Nancy. « Analytical Approaches to Social Movement Culture : The Culture of the Women's Movement », in JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert (eds). *Social Movements and Culture... Op. cit.*, p. 173 sq.

Nous voudrions à notre tour explorer les frontières des cultures politiques en cherchant à déterminer dans quelle mesure elles influencent des aspects non directement politiques de la vie des enquêtés. Bien que ces cultures soient fortement ancrées dans des dispositions et des valeurs à travers des apprentissages parfois longs, on ne peut postuler la transférabilité des schèmes culturels sans chercher à l'observer de façon empirique¹. Nous allons donc aborder cette question en étudiant successivement et concrètement différents secteurs d'activité des enquêtés, des plus liés au militantisme à ceux qui en sont d'apparence le plus éloigné, et des plus publics et collectifs aux plus intimes.

1) Visibilisation et collectivisation des convictions individuelles

Nous entendons par visibilisation des convictions individuelles le fait de rendre visible sur soi ou chez soi ses convictions et son engagement politiques, et par collectivisation le fait de les faire connaître et/ou de les rendre effectives dans ses relations sociales en dehors du militantisme. Nous avons pu observer deux manières principales pour les militants de rendre visible leur engagement. La première consiste, de façon évidente, à arborer des signes physiques (vêtements, insignes, tatouages). La seconde, touchant déjà à la sphère de l'intime, consiste à manifester, à travers la décoration de son logement, ses convictions. La dimension physique des signes d'appartenance ou d'expression de convictions politiques est quelque chose de relativement classique, en particulier dans le cadre de manifestations². Lors de ces défilés, les militants adoptent fréquemment (mais pas systématiquement) un habillement spécifique et des signes de ralliement qui les distinguent. Il peut s'agir des vêtements roses des militants de *Vamos!* ou noirs des militants anarchistes, de l'usage de drapeaux ou du recours à des autocollants et autres badges. Cette symbolique politique peut aussi sortir du cadre de l'activité militante proprement dite et s'immiscer dans la vie quotidienne. Si, dans les organisations que nous avons étudiées, on n'observe pas de tenue vestimentaire typique ou spécifique qui permettrait de façon claire de reconnaître les militants de l'un ou l'autre groupe³, on peut parfois repérer des signes plus discrets : chaussures noires à bandes rouges

¹ LAHIRE, Bernard. *L'homme pluriel... op. cit.*, p. 136-154.

² SOUTRENON, Emmanuel. « Le corps manifestant : la manifestation entre expression et représentation ». *Sociétés Contemporaines*, n° 31, 1998, p. 37-58.

³ Il n'y a clairement pas de tenue standard du militant de la gauche radicale, et nous n'en avons pas repéré non plus dans les rangs de la Fédération anarchiste, même si on trouve sans doute dans les deux ensembles une proportion plus forte de style « hippie » ou « rasta » que dans la population française en général. Il apparaît en

chez certains militants anarchistes, T-shirts imprimés avec des messages engagés (« La lutte continue » « anti-fascist »...), pièces de tissu portant des slogans (« No-G8 », « Food not bombs »...) cousues sur un sac à dos, badges (étoile noire ou noire et rouge, chez les anarchistes) ou bien encore tatouages. Ces marques physiques traduisent l’empreinte des convictions sur les auto-compréhensions des individus, sur la façon dont ils se définissent et veulent apparaître aux yeux des autres. Même si certains militants affirment porter une étoile noire comme moyen d’engager des discussions sur des sujets politiques, cette dimension instrumentale ne peut occulter l’attachement psychologique à des idées ou une culture que traduisent ces différents signes¹.

Les convictions militantes transparaissent également dans un autre aspect de la vie quotidienne des acteurs, à savoir la décoration de leur logement. Lorsque cela nous était

revanche que les militants de la CNT adoptent plus fréquemment un *look* spécifique, dans lequel prédomine le noir avec, parfois, quelques marques de rouge. Chez une partie des plus jeunes surtout, proches de la mouvance antifasciste, on peut repérer un style semblable à celui des milieux *skinheads* (dont certains font partie) : cheveux très courts, rangiers, vêtements noirs, veste *bomber*.

¹ « — Tu t’habilles souvent en noir ou en noir et rouge ? [Il porte un sweat-shirt militant noir sur un T-shirt rouge]

Euh, non, assez rarement...

— C’est pour moi ?

Non, non, non. Non, non, heu... Non, parce que j’ai des nouvelles chaussures. Alors il faut bien que ça aille avec. [Il me montre ses chaussures noires streetwear].

— C’est un hasard qu’elles soient noires ?

Non, non. Non, parce que les autres étaient blanches et que le blanc ça salit trop vite.

— D’accord, non, mais je veux dire...

Ah non, non, non... non, je m’habille assez rarement en noir.

— Et euh, tu as pas mal de T-shirts militants ?

Ouais, ça par contre j’aime bien... J’aime bien c’est un peu... parfois j’ai remarqué, ça peut engager des conversations... Des pins, un petit badge, une connerie, un petite babiole quoi... Ça aide, parfois, à engager quelque chose.

— Genre le pin’s étoile noire ou...

Voilà, ce genre de trucs...

— Tu en as un ?

Ouais, un de chaque [petit rire]. [...]

— C’est pour quoi, qu’est-ce que ça représente pour toi, qu’est-ce que tu... ?

Ca prouve mon attachement politique à un courant du socialisme si tu veux, enfin... Pour moi c’est pas du tout...

— Parce que par exemple il y en a qui n’en portent pas et qui sont quand même attachés à...

*Oui, oui, c’est vrai... ben... Non, et puis j’aime bien, je trouve ça pas forcément moche... Et puis si, enfin... Tu sais, par exemple, à la fac, là, je sors de cours, et puis quelqu’un me dit ah, c’est quoi ? et puis tu sais... Voilà... » (Martial, 20 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).*

« — Au sujet de ton (ou tes) tatouages: qu’est-ce qu’ils signifient pour toi et pourquoi tu as voulu les faire?

*Bien en fait c’est très simple, j’aime les tatouages (sur une femme je trouve ça super sensuel). Le premier représente le gavroche qui se trouvait sur le billet de 100 F, avec comme tu l’a aperçue la devise “Vivre libre ou mourir”. Les anars espagnols l’avaient inscrite sur leurs drapeaux, il l’avaient reprise des sans-culotte. Quand à l’autre c’est un bracelet tribal de type celte, avec entrelacs et triskèles. Juste parce que j’aime bien. » (Propos de Hervé, 35 ans, militant au groupe *Idées noires* de la *Fédération anarchiste*. Réponse à une question posée par e-mail)*

possible, nous avons observé les marques de militantisme dans les intérieurs des enquêtés¹. Une majorité d'entre eux ont disposé chez eux des éléments qui rappellent leur engagement, que ce soit dans plusieurs pièces ou dans une en particulier. Plus ou moins discrètes, ces marques trahissent inmanquablement les convictions de l'occupant des lieux. Chez les anarchistes, nous avons à plusieurs reprises retrouvé une photo célèbre sur laquelle on voit côte à côte Léo Ferré, Jacques Brel et Georges Brassens enregistrant une émission de radio. On peut aussi trouver des affiches, autocollants ou cartes postales de la *Fédération anarchiste* ou de Radio libertaire et autres affiches appelant à des manifestations ou datant de la révolution espagnole ou du soulèvement de Kronstadt. On rencontre aussi des autocollants ou cartes qui ne sont pas directement liés à l'anarchisme mais plutôt au syndicalisme et à la lutte des classes (avec par exemple de petites phrases humoristiques telles que « l'avenir appartient à ceux qui ont des ouvriers qui se lèvent tôt » ou « si le travail avait une telle valeur, les riches ne l'auraient pas laissé aux pauvres » (citation approximative)). L'intérieur des militants de la gauche radicale est lui aussi fréquemment décoré de la même façon, les affiches du groupe ou encore, par exemple, du réseau *Sortir du nucléaire* ou d'*Act Up*, venant remplacer celles de la FA. On peut aussi trouver des tracts placardés sur un mur ou des déguisements et bricolages confectionnés pour une action passée entreposés dans un coin du salon.

Si certains affichent dans leur entrée même des posters militants, d'autres leur réservent une place plus modeste, généralement dans les toilettes. Il est rare de ne pas voir au moins dans ces endroits un peu moins fréquentés du logement un élément de décoration politique (en général, tracts, petites affiches, autocollants, caricatures issues de journaux, etc.). Le degré de décoration semble principalement lié au fait que le militant ou la militante vive ou non en compagnie d'autres personnes qui ne sont pas elles-mêmes engagées. Si c'est le cas, la décoration militante apparaît plus réduite.

En dehors d'un cadre militant, les convictions politiques peuvent également acquérir une visibilité et trouver à s'exprimer dans les rapports interpersonnels. Elles viennent alors colorer la façon dont sont conçues et vécues les relations sociales. L'anti-autoritarisme et l'égalité sont particulièrement mis en avant par les enquêtés, sans distinction de position

¹ N'ayant pas visité les logements de chacun des enquêtés (un entretien sur deux environ s'est déroulé chez le militant), nous ne pouvons pas établir de statistiques précises concernant la décoration militante.

sociale, même si ce sont souvent les femmes qui sont le plus explicitement attachées aux questions d'égalité des sexes¹.

« Egalité, solidarité, autorité, voilà, ça c'est en permanence des points autour desquels je réfléchis ma vie. » (Marcel, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« En fait, être anar, c'est une éthique, il y a tout un tas de choses par rapport aux autres, par rapport à soi, et oui, oui... Etre anarchiste, c'est pas rien quoi, c'est pas juste... c'est pas, comment dire, tu milites pour l'anti-racisme et puis tu rentres chez toi, non. Etre anar, c'est dans la vie de tous les jours. Et donc effectivement ça se ressent quoi, c'est... Il y a des choses que tu n'acceptes pas. Il y a des choses que normalement tu ne dois pas faire avec les autres. Tu dois être plus... moins autoritaire, par exemple. C'est une chose... primordiale. Oui, oui, non, mais pour moi, être anar, c'est, en fait, c'est plus dans la vie de tous les jours. Ce qui n'est pas toujours facile à vivre... Il faut accepter des choses... » (Bertrand, 52 ans, militant au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« C'est un peu les sens qui restent en éveil, quand tu vois des situations de discrimination, enfin j'en parle quand même pas mal avec les gens, de ces questions de relation de genre, hommes-femmes [...]. » (Elodie, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« Avec les copains, on a toujours considéré que notre vie d'homme ou de femme devait être en adéquation avec notre courant idéologique. [...] Euh dans mes rapports avec par exemple le concierge de cet immeuble j'essaie d'avoir des rapports d'égalité, oui... Bon, j'aurais les moyens de le faire financièrement, mais il ne me viendrait pas à l'idée de prendre une femme de ménage. Ou alors si j'avais quelqu'un qui faisait le ménage chez moi, ce qui pourrait arriver parce qu'il y a des choses que je ne sais pas faire, il faudrait que son heure de travail de ménage soit l'équivalent d'une heure de mon travail, tu vois, dans le cadre d'un SEL [système d'échange local], par exemple, tu vois. Si moi je lui donne des cours de français à elle ou à quelqu'un d'autre, une heure de mon travail vaut une heure de son travail. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Conformément à leurs convictions, les libertaires tentent de réaliser, dans leurs relations avec autrui, des rapports égalitaires. Ceux-ci ne prennent donc pas place uniquement dans le

¹ Sur la question des femmes dans les organisations libertaires, cf. infra, section 3, p. 584-589.

groupe militant mais sont réadaptés aux autres activités sociales. S'il n'est pas nécessairement possible de mettre en place des procédures de démocratie délibérative dans la vie de tous les jours, celle-ci doit tout de même s'inspirer de ces principes. Mais cette adaptation n'est pas toujours aisée, tant elle va parfois à l'encontre du modèle de relations sociales institué dans certaines sphères sociales : le milieu de l'entreprise et du travail, en particulier, est souvent un cadre dans lequel il est difficile de vivre ses convictions en favorisant la coopération, la délibération et les échanges égalitaires plutôt que de subir (ou donner) des ordres et de s'inscrire dans une hiérarchie.

« Les principes qu'on va défendre en tant que militant, bon je vais pas dire qu'on va tout appliquer, mais forcément... Bon dans sa vie personnelle si on vit avec quelqu'un avec des idées similaires, on va dire que ça va être relativement plus simple pour essayer de faire en sorte de se conduire en conformité avec ses idées. Bon, là où c'est le plus dur c'est le boulot. Parce que... parce que c'est pas si simple que ça quoi. Parce qu'en fait, moi, dans mon boulot, euh, je suis amenée à encadrer des gens... [elle rit] [...]

Le concours que j'ai passé en fait c'est ça quoi. Quand je l'ai passé, je savais pas moi que c'était ça, donc bon... Sauf qu'une fois que je me suis retrouvée nommée, bon, ben voilà, c'est comme ça. Bon, je n'ai pas toujours fait d'encadrement. Mais disons que là ça m'est arrivé à plusieurs reprises d'encadrer une équipe. Donc moi j'ai, enfin bon, j'ai fait une expérience [...], enfin je me suis rendue compte en fait que l'autogestion ça ne marchait pas, quoi. Ben non, parce que je me suis rendue compte que les gens ils n'arrivaient pas. Quand bien même bon, tu dirais bon, allez, enfin on ne peut pas dire on fait comme si on était tous égaux parce qu'on n'a pas la même paye, donc ça c'est clair, mais sans même allez jusqu'à de la démagogie de ce genre-là, les gens ils sont dans un système... Alors c'est vachement hiérarchique les bibliothèques en plus. Ils sont dans un système où ils attendent que le chef ben il décide et puis ceci et puis cela. Donc pff, donc c'est pas facile je trouve, ça. Donc là après il faut arriver à... ben il faut arriver à faire avec, quoi. » (Agnès, 46 ans, militante au *groupe de Rouen de la Fédération anarchiste*).

Les rapports des militants libertaires à leur travail sont divers. Tous ne cherchent pas à rendre publiques leurs convictions auprès de leurs collègues de travail, mais tous, lorsqu'ils le peuvent, tentent de les mettre en pratique dans l'exercice de leur profession. Ceci peut amener en premier lieu à choisir un métier en fonction de ses valeurs :

« Je voulais faire illustratrice avant, mais quand j'ai vu que ça menait à la publicité, je ne l'ai pas fait. » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« [Je suis] magasinier, c'est-à-dire plus généralement c'est ouvrier qualifié, voilà. Alors ça, ça m'allait très bien, quoi, ça me convenait [...]. Alors personnellement le choix c'est de faire l'équilibre entre l'autonomie : financière — qui me permet d'élever la petite, mes filles, euh... — ; personnelle — bon, la recherche d'un statut social qui soit un truc avec un petit profil moyen quoi, dans lequel j'exploite personne. J'ai réussi à trouver cet hosto, ça me semblait important puisqu'en... c'était un endroit où je ne fabriquais pas d'armes, ou je ne travaillais pas pour l'Etat puisque c'était un... c'est un hôpital qui est géré par une association, donc à but non lucratif, donc je ne travaillais pas, même dans le cadre de la mission publique de santé, je ne travaillais pas pour l'Etat... Ca me semblait être le cadre d'un boulot qui... qui me permet, si tu veux, de supporter mon statut, enfin je n'exploite pas et je peux me permettre en même temps d'essayer de me battre, de lutter, de faire progresser un petit peu la situation sociale, quoi. Et mon appartenance à la classe ouvrière reste marquée, quoi. » (Marcel, 54 ans, militant au groupe *Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« La Croix rouge ouvrait à ce moment-là un foyer d'accueil d'urgence pour des mineurs clandestins. [...] Donc je me suis retrouvé veilleur de nuit, en fait, là-bas, parce que j'avais pas de diplôme d'éducateur spécialisé, mais c'est la première fois que j'ai bossé avec un guide éducateur, en fait. [...] Et c'est là que je me suis dit que... ben pour le coup, [ce travail] m'intéresse. C'est un travail où... qui a un sens politique. Alors qui n'est pas exclusivement politique, hein, mais qui a un sens social, qui me parle... Donc j'ai passé mon concours. » (Julien, 24 ans, militant à *Vamos!*).

L'expression des valeurs libertaires dans un cadre professionnel peut également conduire à refuser les hiérarchies, en rejetant les promotions et les postes de direction :

« Dans le boulot, par exemple, c'est pas facile. C'est pas facile parce que... C'est pas facile... Parce que, par exemple, refuser une augmentation au prétexte, comme ça m'est arrivé, que j'étais délégué syndical, ils s'en sont toujours par remis. Tu vois, ils n'avaient jamais vu ça [...]. Refuser des postes parce que tu refuses des rôles d'encadrement hiérarchique, c'est pareil. » (Gilbert, 56 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« J'ai refusé de donner mon dossier d'avancement à l'université. C'est-à-dire que tous les ans il y a une liste de gens qui peuvent être promus à l'avancement et je suis absolument contre ce système et je n'ai pas donné mon dossier, c'est-à-dire que je n'ai aucune chance d'avancement. Je préfère stagner que participer à cette mascarade de promotion sociale, voilà. Alors là, tout

de suite, c'est le... on te prend pour un extraterrestre, "jamais personne n'a fait ça, pourquoi... ?" Et puis il y a toujours cette ambiguïté, "t'es pas content ? ben va ailleurs". "T'es pas content du système comme ça fonctionne..." On pourrait dire la même chose sur "t'es pas content de la société, va sur une île déserte..." le nombre de fois que tu entends dire ça... » (Jacques, 41 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

Enfin, ceux qui le peuvent parce qu'ils disposent d'une marge de manœuvre suffisamment étendue et sont au contact direct de différentes populations (c'est le cas en particulier des travailleurs sociaux et des enseignants) cherchent à donner une dimension militante et une portée politique à leur travail :

« Ce que moi je fais en classe, je pense que je leur donne une éducation libertaire, le droit de parler tout le temps à condition de respecter la parole des autres, créer des lois ensemble. [...] Je leur ai expliqué la décroissance déjà. [...] Comme [les élèves] tombent dans tous les panneaux de la consommation, surtout quand ils n'ont pas d'argent... Quand on voit 100% gratuit, ils foncent, les parents surtout, ils se font avoir. C'est pour ça, je te dis, ça c'est militer, je trouve. Parce qu'ils vont être adultes. Donc pour moi c'est ça militer, avoir un impact sur le monde pour qu'il soit meilleur. » (Elisabeth, 53 ans, militante à *Action Logement*).

« Alors c'est vrai que quand je suis prof au lycée, j'essaye pas du tout de parler de l'anarchisme parce que c'est pas possible, quoi, ils sont trop loin, c'est des idées qui ne leur disent rien. En plus j'ai pas envie de les influencer. Ce que je voudrais leur apprendre, c'est à penser par eux-mêmes et pas... [...] Donc j'essaye de ne jamais leur parler de mes idées, etc., mais par contre, j'essaye vraiment que dans mon cours il y ait le plus possible de... parole. J'allais dire démocratie mais c'est pas vrai, enfin les cours ne sont pas démocratiques puisque c'est moi qui ai le pouvoir, mais ils le savent, ça, j'essaye au moins de leur parler, de le mettre en évidence, ça, de ne pas leur faire croire que c'est la démocratie dans une classe. Donc j'essaye de faire passer des trucs comme ça, ou alors qu'ils puissent toujours s'exprimer, que toutes mes décisions soient justifiées. Ils savent qu'il faut se révolter contre l'arbitraire, que si je dis quelque chose avec lequel ils ne sont pas d'accord ils peuvent toujours réclamer, etc. Donc c'est des petites pratiques, comme ça, j'aimerais bien qu'ils apprennent ça dans mes cours. Le respect, aussi, c'est-à-dire que j'essaye de ne jamais leur manquer de respect, de considérer tout le monde de la même façon, d'aider ceux qui sont en difficulté, de ne laisser personne en route... Et voilà. Après, il y a des... En fait c'est ça, mon militantisme dans le travail c'est ça. C'est aussi de faire, bon, évidemment, d'essayer de leur faire lire des œuvres qui vont les faire réfléchir. » (Lucie, militante au *groupe La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

« Moi je l'entends, mon boulot [d'éducateur spécialisé dans une association d'aide aux toxicomanes], comme un boulot militant aussi. [...] Ca ne fait pas longtemps qu'on y réfléchit, à la toxicomanie, avec un peu de pragmatisme. Ca a toujours été des discours idéologique, moraliste, hygiéniste, médical, où tu ne retrouves pas la personne. Et là je suis dans une boîte qui prend un petit peu le contre-pied de ça, qui prend vraiment la personne comme premier élément de boulot, comme élément moteur de sa démarche, et sans volonté *a priori*. » (Rémi, 32 ans, militant à *Action Logement*).

On voit à travers ces différents extraits d'entretien qu'il n'est pas possible de séparer les convictions politiques des libertaires des autres aspects de leur vie, de leurs activités non spécifiquement militantes. Le rapport au travail est pénétré des mêmes idéologies et représentations qui sont à l'origine de l'inscription des militants dans des cultures spécifiques qui semblent donc déborder le strict cadre de l'action politique. La proximité des témoignages des radicaux et des anarchistes tend à révéler, en dépit des différences constatées par ailleurs, le fonds commun de valeurs qui les réunit : souci de favoriser l'autonomie des individus, volonté de garantir l'égalité et le respect de tous à travers une lutte contre toutes les formes de domination. Mais l'étude des aspects extra-politiques de l'engagement libertaire ne révèle pas uniquement des points de convergence entre anarchistes et radicaux. Les deux prochaines sections vont en effet montrer qu'il demeure entre eux une forme de désaccord sur la portée de l'action individuelle.

2) Politisation de la vie privée et de l'intime

Différents aspects de la vie privée des militants sont influencés par leur engagement. Celui-ci prend ainsi une dimension véritablement individuelle, mais dans une mesure différente selon que l'on observe les pratiques des anarchistes et des radicaux. Ces derniers tendent en effet davantage à croire en l'efficacité politique de leurs actes individuels, tandis que les premiers envisagent la coloration politique de leur vie intime sous un angle éthique plutôt que stratégique. Avant d'aborder plus particulièrement cette question, nous allons présenter les différentes formes que revêtent les pratiques privées des militants et en quoi elles sont influencées par leur engagement.

Les pratiques culturelles des libertaires semblent directement influencées par leur engagement militant. Sans surprise, ils se tiennent pour la plupart informés des nouvelles du monde via la presse généraliste (*Le Monde*, *Libération*, voire *Le Figaro*) sur papier ou sur Internet, mais fréquentent aussi la presse militante : le *Monde Libertaire* chez les anarchistes, *Politis* ou le *Monde Diplomatique*, plutôt dans la gauche radicale. Plus rarement, certains, essentiellement parmi les radicaux, mentionnent les revues *La Décroissance* ou *Silence!*, qui traitent de pratiques de consommation alternatives et écologiques. Les libertaires ont un usage restreint de la télévision : un quart d'entre eux n'a pas de téléviseur et les autres affirment majoritairement regarder peu la télévision et de façon sélective, préférant les programmes culturels ou les documentaires aux autres types d'émissions. Ils favorisent en outre la presse et la radio (les différentes stations de Radio France de façon quasi exclusive, et en particulier France Inter et RFI) comme source d'information immédiate. Les entretiens ont révélé des goûts communs en matière d'émission de radio : *Là-bas si j'y suis* de Daniel Mermet sur France Inter a été citée par plusieurs enquêtés, aussi bien chez les radicaux que chez les anarchistes. Emission engagée, proche du mouvement altermondialiste et de l'extrême gauche, elle s'inscrit parfaitement dans le cadre de ce qu'on pourrait appeler une consommation culturelle engagée. On peut y ajouter l'écoute de Radio libertaire, qui concerne environ la moitié des anarchistes de la région parisienne. De façon plus large, on peut dire que les lectures, les choix musicaux ou cinématographiques des libertaires portent très souvent l'empreinte de considérations sociales ou politiques. C'est en particulier le cas des anarchistes, quelle que soit leur position ou leur origine sociale :

« — *Comme lectures, c'est quels styles de livres ?*

Beaucoup trop militants. J'essaie un petit peu de bouger, là je me suis... J'ai acheté pas mal de BD depuis une année, j'ai un copain, on a beaucoup emprunté de bouquins, de la BD, à la bibliothèque municipale. Bon, ben on s'est tourné vers du Tardi, donc on ne peut pas dire que ça ne soit pas totalement militant. Je me suis fait l'intégrale de Léo Malet¹, il y a un ou deux mois, on ne peut pas dire que ce ne soit pas totalement militant. » (David, 28 ans, militant au groupe de Strasbourg de la *Fédération anarchiste*).

« Alors les bouquins que j'aime bien lire : je vais quand même toujours avoir tendance, parmi les bouquins que tu lis pour le plaisir, des romans, tu vois, des choses comme ça... Mais je

¹ Tardi est un dessinateur auteur de BD proche du mouvement anarchiste. Léo Malet, auteur des *Nestor Burma*, est lui aussi proche de la mouvance libertaire.

vais quand même avoir tendance, alors c'est par manque de temps, mais je vais avoir tendance à lire des livres qui vont dans le sens d'une... d'un questionnement d'ordre militant. C'est-à-dire, je sais pas, par rapport à un phénomène de société qui m'intéresse, je vais avoir tendance à essayer de lire quelque chose, je vais avoir tendance à lire quelque chose dessus, enfin à chercher des éléments. Ensuite, euh... alors par centre d'intérêt, par conviction et tout ce qu'on veut, c'est vrai que je vais avoir tendance à lire beaucoup de choses qui ont rapport avec le mouvement ouvrier, sous différents angles, que ce soit historique et aussi sociologique, j'ai lu pas mal de bouquins intéressants là-dessus. [...] Voilà, tant au niveau théorique qu'au niveau d'essais divers, j'ai quand même tendance à lire en fonction d'un questionnement ou d'une réflexion qui m'est personnelle. Donc je dirais que mes lectures, hormis celles qui sont liées au plaisir tout simplement, vont quand même être... c'est quand même une certaine urgence qui va solliciter mes lectures.

— *Et pour le plaisir alors ?*

Alors pour le plaisir, des romans... des romans, des romans divers et variés, tout simplement... Voilà, mais c'est un petit peu comme pour la militance. Pour moi, la réflexion est aussi une source de plaisir. Tu vois, quand je lis un bouquin... je sais pas, par exemple de sociologie... je sais pas, en ce moment je suis en train de lire *Retour sur la condition ouvrière*, par deux sociologues, je ne sais pas si tu les connais, c'est sur les usines Peugeot de Sochaux. Euh... la satisfaction que j'ai à lire ce bouquin, parce que j'y trouve vraiment plein d'éléments que je n'avais pas, euh, c'est aussi une source de plaisir tout simplement. Alors pour moi, voilà, la stimulation intellectuelle est une source de plaisir, voilà, c'est... je le ressens pas du tout, je le ressens pas comme du lourd. » (Patrice, 49 ans, militant au *groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste*).

« J'essaye d'aller voir des films qui sont quand même un peu rattachés à certaines idées ou idéologies, mais j'essaye d'ouvrir aussi un peu. On ne peut pas dire que *Match Point*¹ ce soit un film idéologiquement marqué. » (Victor, 40 ans, militant au *groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste*).

« — *Qu'est-ce que tu vas voir comme style de film en particulier, que tu affectionnes ?*

Ben écoute c'est vrai, tu sais, je me rends compte, hein, c'est souvent quand il y a... il y a rien à faire, c'est souvent quand il y a... enfin je vais dire, un sujet qui me touche, forcément, il y a toujours un fond social dans les films que je vais voir [elle rit], il n'y a rien à faire... Mais sinon, je vais quand même voir de tout, aussi, ben aussi pour faire plaisir, avec mon frère,

¹ Film de Woody Allen sur le thème de l'infidélité et du mensonge.

ou... Mais c'est vrai qu'il y a des... j'aime pas trop les gros films d'action américains, les *blockbusters*, tout ça, c'est pas trop mon truc, ça c'est sûr... Voilà. J'aime bien le théâtre...

— *Pour le même type de pièces ?*

Ouais, c'est vrai que j'aime bien souvent quand même quand il y a... c'est autour d'un sujet qui me touche, quand même. Bon j'aime bien quand même aussi aller voir des comédies. [...]

— *Tu écoutes de la musique ?*

Oui. Moi j'aime bien... tu veux savoir ce que j'aime comme musique ? Ben c'est pareil, hein, depuis que je suis ado c'est un peu les mêmes trucs, ce que j'appelle moi rock alternatif. Ben quand j'étais ado c'était la grande période Bérurier Noir¹, Mano Negra, Négresses vertes, tout ça, et puis en fait ben je reste... pas mal... ce genre de musique. [...] J'aime pas Utgé-Royo² ! [elle rit]. Ouais, j'aime bien les Amis d'ta femme³, dans la chanson militante, les trucs comme ça. » (Marina, 34 ans, militante au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

Si les radicaux font preuve d'une plus forte tendance à l'éclectisme dans leurs consommations culturelles, celles-ci sont également souvent marquées par des considérations politiques et sociales. Les films ou romans sérieux ou engagés sont ainsi souvent privilégiés :

« J'aime les films qui véhiculent de l'humain ou parlent de rapports sociaux... pas ceux qui mettent dans une bulle de guimauve et font ressortir avec le sourire, je trouve qu'ils sonnent creux. » (Geoffroy, 30 ans, militant à *Vamos!*).

« Evidemment, quand on écoute des trucs, on a tendance à essayer de chercher le machin un peu indépendant... C'est pour ça que c'est un peu un mode de vie, tous ces trucs-là. C'est pas être militant, c'est vraiment un mode de vie de se dire que tu vas être content de découvrir un groupe qui te fait plaisir, qui chante des choses qui te parlent un peu...[...]

— *Tu écoutes des trucs français aussi ?*

Oui, ben comme tout le monde, des Têtes raides aux machins...

— *Comme tout le monde... ?*

Ouais, enfin, comme tout le monde dans ce cercle de gens que tu dois rencontrer quoi.

— *Ouais... Les Têtes Raides, les Ogres de Barback...*

Voilà, tout ça. » (Xavier, 28 ans, militant au *Crep*).

¹ Groupe de rock français de la scène alternative-punk, proche des anarchistes.

² Chanteur anarchiste.

³ Groupe proche de la CNT.

« Les bouquins que j'achète sont des bouquins notamment militants. Je ne lis presque pas de romans, je ne lis presque que des essais, en sciences sociales, notamment sur des questions de développement. Et j'aime bien les films qui ont un sujet social ou politique, et j'aime bien avoir des discussions autour d'une bière sur des thèmes politiques, sociaux ou militants... [...] Ca tend à devenir obsessionnel, les journaux, les bouquins et les revues que je lis c'est ça, mon travail je voudrais que ce soit le plus proche possible de mon militantisme, la musique parfois que j'écoute, j'apprécie quand il y a des paroles militantes, alors oui, [mes convictions] c'est assez central. » (Manuel, 23 ans, militant à *Vamos!*).

Les loisirs et activités culturelles des militants libertaires sont marqués, d'une part, par un certain élitisme intellectuel et un souci de distinction (lire la presse plutôt que regarder la télévision, aller voir des documentaires plutôt que des films d'action, lire de la grande littérature plutôt qu'un roman de gare...) qui est principalement lié à un niveau d'instruction élevé en moyenne. Ils se caractérisent, d'autre part, par l'importance qu'y prend la politique, qui porte fréquemment à rechercher des œuvres culturelles qui soient en lien avec une problématique sociale. Ceci se retrouve même dans les « lectures plaisir » à première vue sans lien avec un engagement libertaire. Encore une fois, c'est le cas en particulier chez les anarchistes qui sont nombreux à apprécier le « polar noir » à la française¹ qui est « porteur d'une dimension radicale de critique de l'ordre politique et social² » et marqué par « son parti pris de réalisme social, d'un ancrage dans la quotidienneté qui s'accompagne chez les auteurs de la revendication de saisir et publiciser les maux de la société française.³ » La librairie de la *Fédération anarchiste* possède d'ailleurs un rayon dédié à ce type de littérature.

L'aspect très militant des loisirs anarchistes constitue probablement un signe du fait que c'est à travers l'engagement politique que ceux d'entre eux les moins dotés en capitaux culturels ont eu accès à des biens culturels exigeants, au contraire des radicaux dont le profil sociologique plus homogène est associé à une consommation culturelle naturellement variée et « élitiste ». On peut ainsi noter que les militants anarchistes les moins instruits et ayant les origines sociales les plus modestes ne sont pas nécessairement exclus des lectures les plus

¹ « Alors je suis beaucoup dans les polars, voilà, puisque ça me permet d'avoir à la fois le côté suspense du roman et le côté social. Il y a toujours des histoires accrocheuses quoi, et des thèmes qui m'intéressent. » (Marie, 45 ans, militante au groupe de Rouen de la *Fédération anarchiste*).

² COLLOVALD, Annie, NEVEU, Erik. « La critique du "néo-polar" » in BRIQUET, Jean-Louis, GARRAUD, Philippe. *Juger la politique... Op. cit.*, p. 194.

³ *Ibid.*, p.193.

difficiles (sociologie, histoire), prouve que les socialisations militantes, notamment, en ce qu'elles permettent de se forger un capital militant¹, remettent en question les règles sociologiques générales en matière de consommation culturelle. En effet, « la relation entre instruction et lecture n'est ni étroite ni définitive, l'envie de lire, de connaître, dépend de circonstances, de rencontres qui interviennent au cours de la vie et peuvent modifier, détourner, atténuer les effets du capital culturel et scolaire acquis ou hérité.² »

Si les anarchistes comme les radicaux ont un rapport engagé à la culture, les deux groupes ne fréquentent pas nécessairement les mêmes œuvres. Ceci se vérifie en littérature, comme on vient de l'évoquer avec le roman noir qui est surtout lu par les anarchistes (sans parler de la littérature théorique ou historique anarchiste), mais aussi dans les goûts musicaux. Alors que les radicaux tendent largement à partager un goût pour le rock français indépendant et engagé incarné par les Têtes raides ou les Ogres de Barback, proches d'une mouvance libertaire et altermondialiste, les anarchistes citent plus fréquemment des chanteurs assez clairement liés au milieu anarchiste : Léo Ferré, Georges Brassens, Bernard Lavilliers, Alain Léprest, Serge Utgé-Royo... Il est parfois surprenant d'entendre un militant de vingt ans citer Brassens ou Ferré parmi ses goûts musicaux (ce qui ne l'empêche pas toutefois d'écouter des chanteurs et groupes plus actuels) alors que ces deux artistes paraissent très liés aux générations antérieures. Il faut y voir l'effet de l'assimilation réussie d'une culture anarchiste dans laquelle la chanson constitue un élément identitaire important, l'appartenance de Ferré et Brassens au mouvement anarchiste étant fréquemment rappelée (ainsi que la participation du premier aux galas de la fédération dans les années 1970 et le fait que le second était militant de l'organisation dans les années 1950). Les goûts musicaux communs des radicaux semblent quant à eux moins directement liés à une culture politique qu'à des affinités sociologiques. En tout état de cause, aucun chanteur ou groupe n'est à notre connaissance directement ou indirectement lié à — ou « revendiqué » par — un collectif militant de la gauche radicale.

Les autres pratiques de consommation des libertaires sont également marquées par l'influence de leurs convictions. C'est toutefois surtout le cas dans la gauche radicale. Ces

¹ Tel qu'il est défini par Frédérique Matonti et Frank Poupeau (« Le capital militant, essai de définition ». *Article cité.*)

² HORELLOU-LAFARGE, Chantal, SEGRÉ, Monique. *Sociologie de la lecture*. Paris : La Découverte, 2003, p. 84.

influences s'observent d'abord dans des pratiques alimentaires : une tendance à privilégier la nourriture biologique, l'attrait pour le végétarisme, la recherche de produits locaux provenant de petits producteurs, etc. Ces pratiques participent de l'affirmation concrète d'une conscience écologique. Elles constituent ce que certains auteurs qualifient de « consumérisme politique¹ », c'est-à-dire un acte de « choix de producteurs ou de produits basé sur des considérations politiques ou éthiques² ». Cette activité englobe les actions de boycott de produits, mais aussi celles de « *buycott* », qui consistent à acheter certains biens qui sont conformes à une norme éthique ou à certains objectifs³ (par exemple, en France, les produits portant le label « agriculture biologique » ou « commerce équitable »). Bien que nouveau en apparence, le « consumérisme politique » n'est pas un phénomène récent ; on en retrouve des traces dès le XVIII^{ème} siècle, dans le boycott américain des produits anglais⁴, et la période allant de la fin du XIX^{ème} au début du XX^{ème} siècle a été marquée par la mise en place de campagnes d'achats sélectifs visant à favoriser les produits fabriqués par des salariés syndiqués ou les entreprises garantissant de bonnes conditions de travail à leurs employés⁵. La tendance actuelle serait cependant à une augmentation de ce type de pratiques, marquant une évolution dans la participation politique des citoyens vers une action plus centrée sur les pratiques individuelles face aux carences de l'Etat régulateur⁶. Les pratiques des militants de la gauche radicale vont généralement plus loin qu'une simple consommation éthique ; leur ambition est de mettre en cohérence leurs convictions anti-productivistes et anti-consuméristes ; il s'agit pour eux de consommer moins pour consommer mieux, de tenter dans la mesure du possible de vivre une vie simple avec un impact minimal sur la nature et donc, *in fine*, sur autrui (on parle parfois dans ce cas de « simplicité volontaire »). Derrière la

¹ MICHELETTI, Michele. *Political Virtue and Shopping... Op. cit.* ; STOLLE, Dietlind, HOOGHE, Marc, MICHELETTI, Michele. « Politics in the Supermarket: Political Consumerism as a Form of Political Participation ». *International Political Science Review*, vol. 26, n°3, 2005, p. 245-269.

² STOLLE, Dietlind, HOOGHE, Marc, MICHELETTI, Michele. « Politics in the Supermarket... ». Article cité, p. 246.

³ *Ibid.*

⁴ MICHELETTI, Michele. *Political Virtue and Shopping... Op. cit.*, chapitre 2.

⁵ GLICKMAN, Lawrence B. « Consommer pour réformer le capitalisme américain : le citoyen et le consommateur au début du XX^e siècle ». *Sciences de la société*, n° 62, 2004, p. 16-43 ; CHESSEL, Marie-Emmanuelle. « Consommation et réforme sociale à la Belle Epoque : la Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs en 1908 ». *Sciences de la société*, n° 62, 2004, p. 44-67.

⁶ MICHELETTI, Michele. *Political Virtue and Shopping... Op. cit.* ; STOLLE, Dietlind, HOOGHE, Marc, MICHELETTI, Michele. « Politics in the Supermarket... ». Article cité.

revendication de la décroissance¹, il y a une aspiration antiautoritaire qui consiste à refuser d'imposer à d'autres les conséquences d'actes écologiquement irresponsables. Outre le fait de tenter, dans la mesure du possible, de consommer des produits respectueux de l'environnement (issus de l'agriculture biologique ou exempts de produits chimiques, que ce soit des produits alimentaires ou des produits d'entretien, de beauté, etc.²), cette démarche consiste donc à essayer de manger moins de viandes et de poisson, à réparer et recycler plutôt que jeter, à limiter ses achats au strict nécessaire ou encore à économiser l'eau³. Cette approche implique également de réduire voire supprimer l'usage de la voiture et d'autres modes de transports polluants⁴, ainsi que de chercher à consommer des produits locaux qui ont nécessité peu de transports⁵. Poussée au bout de sa logique, elle implique donc de ne plus fréquenter les supermarchés (qui, de surcroît, imposent à leurs fournisseurs des prix trop bas et à leurs salariés des salaires trop peu élevés) :

« Est-ce que je suis décroissante ? Je ne sais pas, j'aimerais bien... [rire]... j'aimerais bien, non, ou... j'essaye pour certains trucs, et... évidemment, mon mode de vie, enfin je ne fais plus mes courses en supermarché, j'essaye d'acheter le maximum de trucs au marché, j'essaye de ne pas acheter des produits suremballés, de ne pas acheter une tonne de gadgets... Voilà... j'essaye de réparer les trucs au lieu de les jeter et d'en racheter d'autres, de ne pas... de pas prendre l'avion tous les quatre matins. » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

« — *Tes convictions ont une influence sur ta vie de tous les jours ?*

Ah ben oui, nous on n'a pas de voiture, par exemple. On en avait une, à un moment, et puis on l'a revendue. On l'a même donnée. Et puis là on est à Autotrement [service de location partagée de voitures], on partage les voitures. Et puis on fait avec le train, et puis on... on a un

¹ Sur cette idée, cf. notamment NELSON, Michelle R., RADEMACHER, Mark A., PAEK, Hye-Jin. « Downshifting Consumer = Upshifting Citizen ? An Examination of a Local Freecycle Community ». *Annals of the AAPSS*, vol. 611, 2007, p. 141-156.

² On a pu par exemple constater chez plusieurs militants qu'ils utilisaient du produit vaisselle écologique ou du savon 100% naturel.

³ En marge d'un entretien réalisé chez un militant de *Vamos!*, nous avons par exemple pu constater que celui-ci récupérait l'eau du lavabo pour remplir le réservoir de la chasse d'eau de ses toilettes.

⁴ L'ensemble des militants de la gauche radicale se déplacent régulièrement à vélo, même si les parisiens prennent aussi fréquemment le métro.

⁵ Ceci conduit notamment à s'abonner à un panier de fruits et légumes produit par un agriculteur de la région, dans le cadre d'un accord assurant des livraisons hebdomadaires, des produits de saison, des prix fixes et des revenus fixes. Cf. DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, LAMINE, Claire « Faire le marché autrement : l'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs ». *Sciences de la société*, n° 62, 2004, p. 44-67.

panier de légumes par une Amap¹ du coin. On essaye d'acheter bio. Pas complètement, mais... les produits essentiels. Pas acheter n'importe quoi. Faire certains choix aussi, pour les vacances. Faire le tour de la Tchéquie à vélo, par exemple, ce genre de choses... Quand on s'est marié, par exemple on a dit hop, on prend de la bière bio, pas de gobelets en plastique, on a essayé de ne rien faire en jetable, que tout soit réutilisé, pour pas jeter. On essaye pas mal de faire avec de la récup. Ca c'est aussi un peu le côté paysan, et puis aussi un souci écologique. » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

« Euh, moi je dirais que je suis plutôt libertaire. Mais c'est embêtant, c'est encore mettre une étiquette. [...]

— *Qu'est-ce que tu entends par libertaire ?*

Ben libertaire... [elle rit]. Alors c'est ce que j'entends moi. Qu'est-ce que j'entends par libertaire ? Ben je ne sais pas, la défense des libertés de tous, et notamment des plus pauvres, de tous les "sans", toutes les personnes qui sont complètement marginalisés dans notre société [...]. Voilà, donc ce serait ça. Et puis c'est aussi un mode de vie. Ben c'est des valeurs aussi qu'on retrouve beaucoup à *Vamos!*, je trouve, tout ce qui est autogestion, horizontalité, tout ça pour moi c'est des fonctionnements libertaires. Qui font qu'il n'y a pas de prise de pouvoir. Enfin personne ne peut avoir de pouvoir sur quelqu'un d'autre.

— *En termes de mode de vie, c'est quoi ?*

En termes de mode de vie ? Eh ben c'est essayer de... Il ne faut pas que j'aie le pouvoir sur mon voisin donc ça veut dire que je ne vais pas... par exemple, je vais essayer de ne pas polluer. Enfin c'est le respect aussi des libertés de tous, donc de la planète, que... Je ne sais pas comment dire... Ouais, ce serait une sorte de consommation un peu égalitaire. Enfin du coup pour moi ça se rapprocherait de la décroissance, ce qu'on appelle en ce moment la décroissance, parce qu'en fait, on lui donne un nom, mais ça ne devrait pas en porter, ça devrait être naturel. [...] Donc je pense que c'est ça aussi, être libertaire... Penser aux autres, dans sa façon de consommer et sa façon de vivre. » (Audrey, 30 ans, militante à *Vamos!*).

Aussi libertaire que soit cette consommation engagée, elle est surtout le fait des militants de la gauche radicale. En effet, bien que les membres de la *Fédération anarchiste*

¹ Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, mettant en relation consommateurs et producteurs locaux sur le principe du panier de fruits et légumes (cf. DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, LAMINE, Claire « Faire le marché autrement... ». Article cité).

mènent depuis plusieurs années des campagnes pour la décroissance¹, ce type de pratiques apparaît marginal. Quelques anarchistes ont opté pour le végétarisme, se sont inscrits dans des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne ou cherchent à consommer local ou bio, mais dans leur majorité, les militants conservent des modes de consommation relativement classiques. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin (paragraphe 3).

Comme on a déjà commencé à l'envisager, la consommation engagée ne s'arrête pas à l'alimentation ; elle concerne aussi par exemple le choix des modes de transports et s'étend à l'ensemble des domaines dans lesquels il est possible d'envisager une alternative aux logiques du système capitaliste : l'habillement, en évitant les grandes enseignes faisant travailler les enfants ou ne rémunérant pas suffisamment leurs employés ; les banques, avec le choix d'organismes coopératifs reversant leurs profits à des associations² ; l'informatique, en favorisant les logiciels libres de droits (le système d'exploitation Linux) contre les monopoles du secteur. Les militants tentent de privilégier ce type de consommations, en fonction notamment de leur temps et de leurs revenus. Ces différentes pratiques revêtent un aspect culturel, dans la mesure notamment où elles accompagnent ou suivent souvent l'engagement, sans lui préexister. Elles s'inscrivent donc dans une auto-compréhension nouvelle des individus lorsqu'ils deviennent militants et sont transmises à travers les interactions au sein des collectifs, qui permettent la mise en commun de « recettes » pour adopter un style de vie alternatif.

Un certain nombre de pratiques relèvent enfin davantage du domaine de l'intime et font donc moins l'objet de discussions entre militants. Elles n'en sont pas nécessairement toutes moins marquées par l'influence des convictions, signes d'une transférabilité des schèmes culturels dans différentes sphères de la vie sociale. Il s'agit en l'occurrence du rapport à la famille et des relations au sein du couple (et notamment la question de la division sexuelle du travail domestique). La question du rapport à la famille peut d'abord être envisagé sous l'angle du rapport au mariage. Il s'agit d'une institution, historiquement refusée par une

¹ Sur la position anarchiste sur le sujet, cf. TERTRAIS, Jean-Pierre. *Du développement à la décroissance : de la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme*. Paris : Éditions du Monde libertaire, 2006.

² Le Crédit coopératif est choisi par certains militants à titre individuel et *Vamos!* et la *Fédération anarchiste* sont clients de cette banque en tant qu'associations.

frange importante du mouvement anarchiste¹, que les militants libertaires dans leur ensemble sont loin de plébisciter². Ils la contestent notamment au nom de l'autonomie individuelle ou du refus de l'immixtion de l'Etat dans la vie privée. Cependant, on constate que la majorité des individus qui vivent en couple depuis plusieurs années ont fait le choix du mariage. Il l'expliquent principalement par des questions légales, pratiques ou financières (permettre une reconnaissance officielle de paternité³, bénéficier d'un rapprochement de conjoint lors d'une mutation, profiter d'allocations, etc.) qui ne remettent pas en question leur rapport distancié au mariage : ils acceptent cette institution comme un moindre mal. L'effet des convictions des militants libertaires en matière familiale se retrouve également dans leurs principes d'éducation des enfants. Ceci concerne essentiellement les anarchistes, plus âgés en moyenne que les radicaux qui pour l'immense majorité d'entre eux (42 militants sur 44 soit 95%) ne sont pas encore devenus parents. Les militants que nous avons interrogés affirment à la fois refuser d'« endoctriner » leurs enfants en cherchant à faire passer leurs idées politiques (même si les enfants sont amenés de temps en temps à participer aux activités militantes de leurs parents : manifestations, congrès, etc.), et tenter de faire d'eux des adultes responsables et conscients, des « révoltés lucides » et « des esprits libres »⁴. Ils n'adoptent pas des méthodes spécifiquement libertaires et précisément théorisées, mais mettent l'accent sur l'apprentissage de l'autonomie et de la responsabilité. Cette approche n'exclut pas nécessairement l'autorité, mais bannit l'arbitraire : il faut expliquer les interdits. L'autorité

¹ Cf. BEAUDET, Céline. *Les milieux libres : vivre en anarchiste à la belle époque*. St Georges d'Oléron : les Editions Libertaires, 2006, p. 120 sq.

² « Politiquement, le mariage c'est pas trop mon truc, me faire marier par un guignol avec une banderole bleu, blanc, rouge, c'est pas trop mon délire, donc déjà à la base ça m'intéresse pas. » (Bruno, 25 ans, militant au groupe Idées noires de la Fédération anarchiste).

« Je dirais que je ne me sens obligée de rien (ni de vivre en couple, ni d'avoir des enfants, ni de me pacser, ni de me marier, ni d'être hétéro) donc ce ne sont pas des objectifs que je me fixe dans la vie ; mais si ça m'arrive et qu'à ce moment là j'en ai envie, je ne me l'interdis pas non plus. Une sorte de "un jour, pourquoi pas ?" (ça ne m'empêche pas de penser que le mariage est une institution sexiste et homophobe qui a longtemps permis en France et permet dans de nombreux pays de faire persister en droit la soumission et l'oppression des femmes et les discriminations à l'égard de tous ceux qui ne se conforment pas à la norme hétérosexuelle ...). » (Propos d'Elodie, 22 ans, militante à Vamos!, réponse à une question posée par e-mail).

³ « On s'est marié, alors je t'explique, parce qu'on voul... Bon moi je voulais avoir un enfant, Marcel a accepté par amour, comme il dit, mais par contre à l'époque, si on ne s'était pas marié, le père n'avait aucun droit, hein, légalement, il ne pouvait rien faire, il n'est pas reconnu. Donc Marcel m'avait dit, "si on a un enfant on se marie parce que si je suis père je veux être reconnu comme père". Donc on s'est marié, un petit mariage, on a fait des fêtes bien mieux après...

— Et sinon, vous ne vous seriez pas mariés ?

Ah je ne pense pas non, enfin moi je ne voyais pas l'intérêt. Bon quand Marcel m'a dit ça, OK, il n'y a pas de raison. Et en plus, je comprends, je n'aurais pas aimé ne pas être reconnue mère de mes enfants, mais sinon, maintenant on n'aurait peut-être plus eu besoin. Les lois ont changé depuis. On ne se serait peut-être pas marié. » (Claire, 53 ans, militante au groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste.

⁴ Propos de Marcel, 54 ans, militant au groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste.

doit être juste ; elle est vue comme nécessaire pour fixer des règles de vie et des repères que l'enfant doit comprendre et accepter, afin de favoriser son autonomie.

Du point de vue des relations au sein du couple, on constate un souci général d'assurer l'égalité et l'autonomie des partenaires dans tous les domaines ; ce point semble aller de soi pour les militants, signe notamment du fondement individualiste des cultures libertaires. Si les statuts légaux sont divers (mariage, PaCS, union libre...), les rapports entre membres du couple varient peu. Toutefois, les individus les plus jeunes et les plus instruits tendent à mettre largement en avant l'indépendance de chaque partenaire. C'est le cas de Juliette, titulaire d'un DESS et directrice de MJC, ou de Lucie, docteur en lettres et professeur dans un lycée :

« On a fait un mariage républicain, ce qui était aussi un engagement assez fort, c'est pour ça que j'en parle, enfin quand on a choisi de se marier... on a fait une cérémonie, qui n'est pas religieuse, mais une cérémonie laïque, qui a duré une heure et demie [rire], où on a dit des choses, où on s'est engagé l'un envers l'autre, mais aussi on s'est engagé tous les deux sur des valeurs qui nous paraissaient phares, en disant ben voilà, quoi. Pour moi me marier c'était vraiment me dire tiens, qu'est-ce que... c'est un espace de liberté. Autant on peut dire "ouais, se marier, c'est bon, le fil à la patte, au secours, ça y est, tu es casé", et puis finalement, moi ça s'est passé l'inverse... je ne me suis pas décidée tout de suite, j'ai mis huit ans à me décider, on a été longtemps ensemble avant. Mais c'est un moment où on s'est donné la liberté de revisiter notre relation, de se dire tiens, quelle relation, quel couple on a envie de vivre ? Et puis l'envie d'avoir des enfants aussi, qu'est-ce qu'on a envie de leur transmettre, quel mode de vie on a envie de choisir ? Si on choisit vraiment de s'engager à deux, d'avoir des enfants, ça suppose quand même un certain accord, une certaine cohérence sur des choix de vie. Donc ça nous a permis de mettre à plat, de discuter, aussi... est-ce qu'on s'accorde la liberté sexuelle par exemple, indépendamment des pressions morales ou des codes moraux qui pouvaient être véhiculés dans la tradition même du mariage. Par exemple, le fait de prendre le nom du mari, c'était bien enfin pour moi une soumission de la femme à l'homme, c'était créer une dépendance que moi je voulais pas. [...] Donc moi le petit que je porte il aura le nom du papa, en l'occurrence il se trouve que ce sera celui de mon mari, il aura pas mon nom, parce que je trouve que c'est normal qu'il ait le nom du papa, pour reconnaître cette paternité, je trouve que c'est intéressant, mais en même temps moi j'ai envie de garder mon nom de jeune fille, si on peut dire. Parce que je ne sais pas, peut-être qu'un jour on ne sera plus ensemble et je n'ai pas envie de changer d'identité comme ça. Ca ne remet pas en cause qui je suis. A

trente ans, j'ai pas envie de changer de nom parce que j'ai décidé de faire ma vie avec quelqu'un. » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

« — Avec ton copain, vous êtes en union libre ? J'ai vu deux noms sur la boîte aux lettres...

Ouais. On a deux lignes de téléphone aussi. Non, mais ça va aussi avec mon engagement. C'est-à-dire que moi j'ai vécu 10 ans toute seule, donc déjà très indépendante, j'ai pas envie de faire beaucoup de compromis, j'aime bien être libre de mes mouvements, j'aime bien aller à des réunions militantes quand je veux sans rendre de comptes, enfin ça, ça me paraît essentiel. Et quand on a habité ensemble, on a emménagé ici en 2002, il y avait des conditions, hein, mais qui étaient partagées par lui et par moi, parce que bon, il est anar aussi donc c'était plus facile. Les conditions, c'était... on s'était dit pour rire qu'on ne serait jamais un couple. Et ça voulait dire quoi ? Ça voulait dire qu'on n'était pas scotché l'un à l'autre, qu'on était capable d'avoir chacun ses amis, sa vie, qu'on n'était pas obligé de se déplacer tous les deux ensemble tout le temps. Pour moi c'était essentiel d'avoir deux lignes de téléphone, c'est une question de vie privée. Je n'ai pas envie non plus de poireauter s'il est au téléphone et que moi j'ai envie d'appeler quelqu'un. Enfin ça me semblait essentiel. Ca c'est un truc que personne... enfin les gens ont du mal à comprendre. Et puis qu'on ait chacun notre chambre et dans notre chambre on fait vraiment ce qu'on veut, c'est-à-dire que l'autre n'a pas à faire de remarques, etc. On a chacun un lit dans notre chambre, aussi, parce qu'on n'a pas forcément envie de dormir tous les deux ensemble toutes les nuits et de supporter l'autre s'il se lève tôt, s'il est malade à crever, ou des choses comme ça. C'est con, mais c'est des idées qui choquent les gens. Les gens disent "ah, mais, c'est pas possible, mais vous ne vous aimez pas". » (Lucie, 32 ans, militante au *groupe La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

Pour ce qui concerne le rapport à la fidélité dans le couple, nous ne disposons que de peu de données, ayant hésité à enquêter de façon poussée sur les aspects les plus intimes de la vie des enquêtés. On peut toutefois observer d'une manière générale un rapport classique au lien amoureux : qu'il réunisse deux personnes de sexe opposé ou de même sexe, le couple apparaît généralement durable et exclusif. L'amour libre, vieux principe anarchiste¹, n'est officiellement revendiqué par quasiment aucun enquêté². S'ils comprennent et acceptent le

¹ BEAUDET, Céline. *Les milieux libres... Op. cit.*, p. 120 sq.

² Seul serge, militant FA, a concrètement évoqué en entretien son rapport libéré au couple : « *Je vis seul mais j'ai des relations très régulières avec des femmes.*

— Des femmes ?

principe, ils ne s'en montrent pas partisans pour eux-mêmes, préférant la fidélité à un(e) seul(e) partenaire. On semble donc toucher là à la limite de l'empiètement des cultures politiques sur la vie quotidienne des militants. Pour reprendre les termes de Hank Johnston et Bert Klandermans, on peut dire que la « subculture » des libertaires n'est pas assez forte et profondément ancrée pour remettre en cause une norme aussi établie dans la « culture dominante » que le principe de fidélité amoureuse et sexuelle¹.

3) La question des rapports entre l'acteur et le système

L'étude de la façon dont les cultures politiques pénètrent les différents aspects de la vie des enquêtés a révélé d'importantes convergences entre les militants², mais également des

Des femmes. Les hommes c'est pas mon truc encore. Ça viendra peut-être hein, il y a des hommes que ça prend sur le tard. [...]

Je ne suis pas monogame. La monogamie, par exemple, même quand je vivais avec [la mère de mes enfants], d'ailleurs, n'a jamais été mon truc, même si j'ai... J'ai des relations qui sont généralement très durables, mais qui peuvent être, comment dire, plurielles. Parce que je considère que tu n'as pas forcément qu'une forme d'amour avec une seule femme pendant toute ta vie.

— Mais ça implique de trouver des partenaires qui soit ignorent soit sont d'accord...

Voilà, c'est selon les périodes et les moments, soit elles l'ignorent, soit elles le partagent, soit elles l'acceptent. Parce qu'il y a des fois, elles n'ignorent pas, elles ne partagent pas vraiment, mais elles l'acceptent. Et inversement. Ça peut aussi aller dans l'autre sens. Je ne fréquente pas toujours, à tout moment, que des femmes qui sont de leur côté monogames. J'ai aussi rencontré des femmes qui avaient plusieurs amants, on va dire ça comme ça. » (Serge, 54 ans, militant au groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste).

¹ JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert. « The Cultural Analysis of Social Movements ». Article cité. Cette idée transparait également dans la communication de Julie Pagis sur les héritiers des soixante-huitards, qui montre que ceux-ci héritent d'une partie des valeurs et des engagements de leurs parents, mais pas de la libération sexuelle. PAGIS, Julie. « Filles et fils de "soixante-huitards"... » Article cité.

² Les deux extraits d'entretiens qui suivent montrent les similitudes entre positions des radicaux et des anarchistes : « *Je déménage, je vais avoir un jardin potager, machin, voilà, et pour moi c'est une forme d'engagement... Non, c'est pas une forme d'engagement, c'est un style de vie qui doit, qui correspond à mes engagements. Je pense que c'est important que nos modes de vie, nos vies évoluent avec nos idées. Qu'on soit pas tous à penser différemment et avoir tous le même type de vie standardisée de militant de gauche qui va militer le soir mais qui ne fait que manger des kebabs parce qu'il n'a pas le temps de se faire à manger, et militer après pour la culture paysanne. Tu vois, il y a une espèce de non-sens qui... qui des fois m'exaspère un peu. » (Charles 30 ans, militant au Crep).*

« Ben moi je me dis que les idées que je défends, je les défends pour de vrai, je ne milite pas pour m'amuser ou parce que... pour moi militer c'est pas un hobby, c'est pas "t'as quoi ce soir ?" "j'ai militantisme", tu vois. Ou... c'est pas un boulot, je fais pas 8h-16h... Enfin je fais pas midi-20h à la boulangerie, 20h-24h au militantisme et puis le dimanche repos, non, parce que c'est une façon de vivre. Une façon de dire "moi je refuse le système". Alors avec des tas de contradictions, parce que on en a tous, mais c'est une façon de vivre, une façon de dire "moi, ce système là, j'en veux pas, je le refuse et je le combats". Plus ou moins efficacement, plus ou moins souvent, plus ou moins fort selon les périodes, les machins, les trucs, avec plus ou moins de contradictions, plus ou moins de compromissions aussi. Parce que... ceux qui disent moi je vis en dehors du système sont soit des ermites ou c'est des menteurs, mais euh... Même les autonomes que je connais, les plus à fond dedans, ils en font, des compromissions, on en fait tous, hein. Mais... c'est quelque chose quoi, c'est quelque chose auquel tu crois, les idées que tu défends. » (Joël, 22 ans, militant individuel à la Fédération anarchiste).

points de divergence notables. Le rapport aux pratiques de consommation, en particulier, contribue à distinguer les radicaux des anarchistes. Les premiers attachent une importance particulière aux pratiques de consommation alternative et écologique, alors que les seconds sont moins investis dans ce type d'actions individuelles¹. Ces différences trouvent d'abord leur explication dans des profils sociologiques différents : les radicaux, en moyenne plus jeunes, plus instruits et provenant de milieux sociaux plus aisés, sont davantage que les anarchistes portés à la distinction et aux pratiques alternatives². Ils disposent aussi parfois de ressources financières plus importantes qui leur permettent une consommation engagée coûteuse (produits bio et écologiques). Mais cette explication n'est véritablement éclairante que combinée à une autre qui prend en compte des rapports individuels au politique et la question des cultures — et donc des socialisations — militantes. Si l'on est attentif aux propos et actes des enquêtés, on peut observer deux conceptions divergentes de l'action politique : une dimension plus individualiste chez les radicaux, basée sur la croyance en l'efficacité de l'action individuelle, et une dimension d'abord collective de l'engagement et du changement politique chez les anarchistes. Ces deux types distincts de rapport à l'action politique transparaissent parfois dans les entretiens. Les deux extraits qui suivent expriment bien la position de nombreux radicaux sur le sujet :

« Pour moi militer c'est pas forcément faire partie d'une association ou d'un collectif, je pense qu'on peut militer dans la vie de tous les jours. Si par exemple je milite pour la protection de la planète, je peux le faire dans ma vie de tous les jours, par mon mode de vie, par le fait de ne pas utiliser de voiture, de ne pas gaspiller, de ne pas acheter tout le temps... Donc euh, je pense que je suis aussi un peu militante sur d'autres points... » (Inès, 25 ans, militante au *Crep*).

« Ce qui est important c'est que chacun se batte pour sa propre... oui, pour son propre truc qui le touche là où il est. C'est quand chacun fait ça que ça change. Ce n'est pas signer des

¹ Les anarchistes ne délaissent toutefois pas tous les pratiques alternatives de consommation. Une minorité se retrouve sur des positions plus proches de celles des radicaux. C'est le cas de Nicolas, qui se rapproche également des militants de la gauche radicale par son profil : jeune, titulaire d'un diplôme de troisième cycle, issu des classes moyennes intellectuelles : « *Tu peux être à la FA et avoir un quotidien comme ton voisin, tu vois. Et ça c'est ce que je dis tout le temps. Tu peux aller militer derrière ton drapeau noir dans les manifestations en disant "on veut pas de CPE" ou je ne sais pas quoi, mais après ça si tu vas à la banque, si tu vas chez Franprix ou Leader Price et si tu fais ci ou ça, enfin tu vois, tu n'inquiètes absolument pas le système, absolument pas. Non seulement ça, mais tu le fais vivre, justement.* » (Nicolas, 28 ans, militant au groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste).

² BOURDIEU, Pierre. *La distinction...* *Op. cit.*, notamment p. 204 *sq.* sur les consommations alimentaires et p. 428-429 sur le mode de vie des nouvelles classes moyennes.

pétitions pour dire je soutiens le Chiapas qui va changer grand chose au Chiapas, même si ça a un impact, quand même. Par contre c'est beaucoup plus important d'avoir des observateurs internationaux au Chiapas à tel moment. Mais en même temps ce n'est pas en faisant des pétitions que tu vas sauver le monde. C'est vraiment en changeant... Oui, tu ne signes pas des pétitions pour enlever les produits chimiques dans les parfums si tu continues à acheter les parfums en question. C'est vraiment ça l'idée, d'agir à chacun son échelle et... C'est tout con, c'est mathématique, si tout le monde le fait, voilà... Tout le monde arrête de rouler en bagnole... C'est l'an zéro, tu vois, on arrête tout, on recommence. » (Xavier, 28 ans, militant au *Crep*).

Les anarchistes expriment quant à eux des conceptions sensiblement différentes :

« Je pense être relativement intégrée. Y compris dans le mauvais sens du terme, je consomme, tu vois, je ne suis pas non plus... Après, ce que j'essaie de faire... C'est plutôt quand on est plusieurs que là ça peut avoir un vrai sens d'être libertaire. Mais dans la vie de tous les jours, quand tu fais tes courses [c'est difficile]... » (Geneviève, 47 ans, militant à la *liaison Albert Camus* de la *Fédération anarchiste*).

« Effectivement, il y a des trucs qui vont influencer [mes pratiques] mais qui sont beaucoup plus... alors où finalement c'est une conception idéologique beaucoup plus large en fait que la conception politique et dans laquelle l'anarchisme est une partie prenante. C'est-à-dire qu'effectivement, je vais pas, par exemple, devenir proxénète, je vais pas vendre de la drogue, enfin tu vois, pas forcément d'un point de vue légal mais parce que éthiquement pour moi c'est quelque chose qui entrerait en contradiction avec un certain nombre de principes. Je ne vais pas taper sur ma copine par exemple, je vais faire tout pour que les tâches ménagères soient partagées et donc soient les deux individus équitables, euh... Je fais beaucoup de propagande en cours pour l'autonomie intellectuelle de mes élèves, ça c'est clair [...]. Mais par contre c'est vrai que je ne me fais pas un devoir... par exemple je ne consomme pas de produits bio, ça me fait chier, j'en ai rien à foutre du commerce équitable, tu vois, je ne me fais pas un devoir de culpabilisation, type consommateur tu vois. Je ne pense pas que le nœud du problème, c'est un gros truc idéologiquement répandu aujourd'hui, je ne pense pas que le nœud du problème c'est le consommateur. Ca c'est un truc répandu par les altermondialistes qui disent que le nœud du problème c'est le consommateur, c'est-à-dire c'est la façon dont tu consommes qui peut... changer la façon dont le système fonctionne. Pour moi, ça, c'est pas vrai, c'est un mensonge éhonté, parce que ce qui conditionne le système c'est le rapport au travail, c'est des rapports d'exploitation, et donc c'est la façon dont tu es exploité qui

conditionne le truc.» (Dimitri, 28 ans, militant au groupe *Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

On retrouve dans ces deux conceptions divergentes la distinction que font certains auteurs entre « ethos » et « projet » anarchiste¹ ou entre « anarchisme de style de vie » et « anarchisme social »², c'est-à-dire entre un engagement centré sur les modes de vie et les expérimentations individuelles et un militantisme fondé sur un projet de transformation des structures sociales. Il s'agit plus de deux types idéaux de rapports à l'action politique qu'un clivage absolu : la séparation entre radicaux et anarchistes sur ce point n'est pas totale. Elle dessine toutefois les contours de deux cultures politiques distinctes. On a, d'un côté, des formes d'« action collective individualisées »³, c'est-à-dire de pratiques individuelles dont l'agrégation est supposée conduire peu à peu au changement social, et, de l'autre, une volonté d'agir collectivement sur les institutions afin de modifier en retour les situations individuelles. C'est donc à la fois une conception de l'efficacité des actes individuels et la question de savoir si l'on peut ou non changer la situation des individus sans contester, directement, radicalement et de façon solidaire, « le système », qui séparent les deux ensembles de militants. Au-delà de ces questionnements est en jeu une vision des finalités de l'action politique, qui doit nécessairement être révolutionnaire pour les anarchistes alors qu'elle est largement conçue par les radicaux comme réformiste, c'est-à-dire tournée vers des changements progressifs⁴. L'action individualisée entretient une affinité forte avec la culture

¹ ADAMO, Pietro, « L'anarchisme entre ethos et projet », in PESSIN, Alain, PUCCIARELLI, Mimmo D. *La culture libertaire. Op. cit.*, p. 181-201.

² BOOKCHIN, Murray. *Social Anarchism or Lifestyle Anarchism : an Unbridgeable Chasm*. San Francisco : AK Press, 1995. Dans cet ouvrage, Bookchin, à l'image de Dimitri dans la citation qui précède, critique sévèrement l'attitude individualiste de ces militants qui sont davantage centrés sur leur mode de vie que sur la recherche d'un réel changement social.

³ MICHELETTI, Michele. *Political Virtue and Shopping... Op. cit.*, p. 24-34.

⁴ « Alors évidemment un patron il a un pouvoir très concret et de la propriété sur ses ouvriers, mais à côté de ça il y a aussi des relations de pouvoir dans un couple, dans une classe d'école, dans un groupe de potes et je ne crois pas que la révolution va améliorer ça, quoi. J'ai aussi l'impression [...] que militer pour un avenir meilleur au sens on fera la révolution et après ça ira mieux, pour moi ça recoupe vachement une dimension religieuse qui est de dire il y a un monde meilleur plus tard, souffre maintenant. [...] Et comme je ne crois pas qu'un grand soir ou une révolution pourraient — puisque le pouvoir n'est pas identifiable — nous débarrasser de ça et que éventuellement on pourra se débarrasser d'une certaine classe, se débarrasser peut-être d'un certain fonctionnement mais à mon avis on tomberait dans d'autres travers très similaires très vite. La révolution française ça a été très bien, mais on n'est pas sorti des relations de pouvoir, quoi, il ne faut pas non plus... la révolution russe, on n'est pas sorti des relations de pouvoir. Et donc je... Enfin, après j'en fais pas... je ne milite pas contre les gens qui militent pour la révolution, je pense qu'il y a des trucs à faire avant quoi. Mais moi, c'est pas mon truc. Et donc moi ça m'intéresse pas trop. Je crois qu'il faudra de toute façon, quoi qu'il arrive, des gens qui militent et qui se battent et qui s'opposent et que c'est un truc qui n'aura jamais de fin et

de la gauche radicale, fondée sur l'autonomie de chacun comme principe organisateur de la société. La culture anarchiste, en revanche, héritière des combats anticapitalistes et anti-étatistes des débuts, alimente des représentations basées sur une révolution collectivement construite et centrée sur le renversement de l'ordre social et donc des institutions existantes¹. L'influence du courant anarchiste individualiste, qui mettait en avant les expérimentations concrètes dans les milieux libres, s'est exercée sur le mouvement sans remettre en cause ces fondements premiers. Si le militantisme anarchiste n'est nullement incompatible avec les modes de vie alternatifs, il ne s'y résume pas, et ces pratiques passent auprès de la plupart des militants pour insuffisantes dans une visée révolutionnaire. Chez les radicaux, dont l'engagement ne repose pas sur des analyses sociales et économiques systémiques, cette forme de participation semble devenir centrale, parce qu'elle s'insère assez naturellement dans leurs conceptions anti-institutionnelles et leur souci de trouver des alternatives individuelles à l'embrigadement que représente pour eux le militantisme traditionnel.

En guise de conclusion de cette section portant sur les modes de vie des libertaires, on peut affirmer que leur culture politique a une influence indéniable sur leur façon de concevoir leur engagement, leur mode de participation politique et leur vie quotidienne. On constate donc assez largement une transférabilité des schèmes culturels du domaine de l'action militante proprement dite à d'autres domaines de la pratique. Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas de schèmes de perception et d'action spécifiquement individuels, basés sur des valeurs propres à chacun, mais bien de matrices de comportements influencées et redéfinies par des cultures collectives. Les visions du monde et les rapports à l'action politique, dont les pratiques étudiées sont révélatrices, sont au moins en partie acquis à travers les expériences militantes. Ces socialisations au sein des collectifs s'ajoutent aux socialisations antérieures pour créer des dispositions et valeurs nouvelles, tout en contribuant à les homogénéiser. Elles

que croire qu'il y aura une fin et qu'il y aura un monde meilleur c'est pas productif, finalement. Ça mériterait des heures de discussion... mais... Mais donc non, je suis pas révolu... Enfin je suis révolutionnaire, ça dépend quel sens tu donnes au mot révolution. Après, si tu dis la révolution c'est changer le monde, changer les choses, oui, je suis révolutionnaire, j'ai envie que ça bouge. Après, je n'ai pas envie qu'un jour il y ait la révolution et qu'après, tout soit beau dans le meilleur des mondes. J'y crois pas. » (Julien, 24 ans, militant à Vamos!).

¹ On peut voir une illustration de ces différences de conception dans le rapport des militants à la décroissance, qui est prônée tant par les anarchistes que par les radicaux : alors que pour les premiers, la décroissance implique avant tout de remettre en cause le capitalisme et de mettre en place l'autogestion, les seconds y voient d'abord des pratiques individuelles de « simplicité volontaire » censées remettre en cause le principe capitaliste de croissance et d'accumulation.

permettent ainsi la compréhension entre militants. Ceci n'est toutefois plus tout à fait vrai lorsqu'on traverse les frontières culturelles qui séparent, au sein du milieu libertaire, les anarchistes des radicaux.

III. Les collaborations improbables : anarchistes, radicaux, et le problème des mobilisations

L'étude des cultures et des identifications collectives libertaires fournit une vue d'ensemble sur les auto-compréhensions des militants. Elle permet notamment d'envisager la façon dont les autres groupes sont perçus, en fonction de l'image que chaque collectif a de lui-même¹. On a repéré dans la culture des radicaux et celle des anarchistes au moins autant d'éléments de distinction que de points de convergence ; quels en sont les effets en termes de mobilisation ? La collaboration entre les deux groupements est-elle facilitée par leurs points communs ou au contraire rendue problématique par ce qui les sépare ? Ces questionnements seront au cœur de la présente section.

D'un point de vue pratique, on pourrait estimer que la similarité des modes d'organisation des anarchistes et des radicaux devrait les rapprocher et faciliter leur collaboration². L'accent mis, d'un côté comme de l'autre, sur l'absence de hiérarchie et l'autogestion pourrait fournir une base de compréhension commune permettant de se mobiliser dans le respect de principes partagés. Cependant, il n'apparaît pas clairement que les deux groupes mettent les mêmes significations derrière les mêmes mots, lorsqu'ils n'utilisent pas des mots différents pour désigner les mêmes concepts : l'égalitarisme dans

¹ Les organisations de mouvement social fonctionnent comme « [l]es partis politiques [qui] mettent en effet en œuvre des discours et des pratiques spécifiques qui visent à une unification culturelle et symbolique du groupe en disant ce qui est juste et injuste, bon et mauvais, interne et externe, ordonné et désordonné, élevé et petit, relatif et absolu. Les membres du groupe disposent alors de critères d'identités et de principes explicites d'appartenance qui leur permettent de circonscrire ce qui les rassemble et ce qui les distingue d'autres groupes. Cet ensemble d'éléments inclusifs et exclusifs d'appartenance entre dans la "culture militante". » DECHEZELLES, Stéphanie. *Comment peut-on être militant ?... Op. cit.*, p. 28.

² « Les modèles d'organisation ne sont pas seulement des moyens de coordonner l'action mais aussi des affirmations de ce que cela signifie pour certaines personnes de s'organiser de certaines façons, pour certaines raisons. » « Lorsqu'un groupe se structure d'une manière particulière, qu'il adopte un modèle spécifique d'organisation, il signale son identité à la fois à ses propres membres et aux autres. Les modèles d'organisation font partie de la boîte à outils culturelle de toute société et ils remplissent des fonctions expressives ou communicatives, aussi bien qu'instrumentales. De plus, l'adoption d'une forme organisationnelle particulière influence les liens qu'un groupe organisé tisse avec d'autres organisations. Le choix d'un modèle d'action collective façonne les alliances avec d'autres groupes, et les relations aux institutions politiques. » CLEMENS, Elisabeth S. « Organizational Repertoires » in GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. *The Social Movements Reader, op. cit.*, p. 199 et 196.

l'organisation sera considéré comme anti-autoritaire ou anarchiste chez les uns, alors qu'il s'appellera horizontalité chez les autres, signe de deux cultures distinctes n'utilisant pas le même vocabulaire. La notion partagée d'autogestion se révèle quant à elle polysémique¹ : banalisée et mise à tous les parfums dans le milieu libertaire au sens large (« pique-nique autogéré » ; « camping autogéré », « cuisine autogérée »...), elle ne prend pas toujours chez les radicaux le sens d'un projet d'organisation sociale opposé à la démocratie représentative qu'elle a chez les anarchistes.

Bien que proches, les deux sous-ensembles de la galaxie libertaire apparaissent donc distincts, et ceci particulièrement aux yeux des acteurs eux-mêmes. Les militants se perçoivent essentiellement différents de ceux de l'autre groupe, ce qui pose des obstacles difficilement surmontables à leur mobilisation commune².

A. Anarchistes et radicaux : images publiques, catégorisations réciproques et incompréhensions mutuelles

Le développement d'une culture spécifique tend à construire dans un groupe une image positive de lui-même et une image dépréciative et homogénéisante des autres³. Ce phénomène ne s'observe pas uniquement chez des adversaires politiques ; on le retrouve aussi chez les partenaires potentiels que sont les différents groupes de la mouvance libertaire. Anarchistes et radicaux tendent en effet à avoir une image souvent négative les uns des autres, qui tient principalement à des différences culturelles, mais également à des stéréotypes : les uns sont perçus comme violents et sectaires ; les autres comme irrésolus, naïfs et inefficaces. C'est dans une large mesure ces catégorisations qui permettent de comprendre pourquoi les femmes sont moins représentées chez les anarchistes que dans la gauche radicale. Ces perceptions clivantes constituent *in fine* des obstacles aux mobilisations communes des libertaires.

¹ Le terme a recouvert des significations diverses dès son implantation dans la société française dans les années 70, lorsqu'il était défendu par la CFDT, le PSU, le PCF ou les anarchistes. Sur ce point cf. HATZFELD, Hélène. *Faire de la politique autrement, op. cit.*, chapitre 4, ou DESBROUSSES-PELOILLE, Hélène. « Représentations de l'autogestion ». *Revue française de science politique*, vol. 36, n° 5, 1986, p. 606-632.

² Pour une approche semblable à la nôtre, qui consiste à étudier les conditions culturelles des coopérations militantes, cf. PAGIS, Julie. « Derrière un refus partagé des OGM, des motivations qui divisent... Conditions sociales de l'accord dans un contexte d'action collective », in NEVEU, Catherine (dir.). *Cultures et pratiques participatives... Op. cit.*, p. 75-94.

³ VINSONNEAU, Geneviève. *L'identité culturelle*. Paris, Armand Colin, 2002, p. 198 sq.

1) Les anarchistes face à la mouvance radicale et altermondialiste

On peut faire une analogie entre les anarchistes et les « déviants sociaux » dont parle Erving Goffman, qui refusent « délibérément et ouvertement d'accepter la place sociale qui leur est allouée et qui agissent de façon irrégulière et plus ou moins rebelle à l'égard de nos institutions les plus fondamentales »¹. Regroupés en un milieu spécifique, ils forment une « communauté déviante² ». Ils sont tolérés tant qu'ils demeurent dans leurs « limites écologiques³ ». Marginalisés, « les défiants sociaux ont souvent le sentiment d'être non seulement égaux, mais supérieurs aux normaux, et que la vie qu'ils mènent vaut mieux que celle des personnes qu'ils auraient pu être. » On retrouve en effet chez les anarchistes cet aspect un peu fermé, rebelle et alternatif, qui soude la communauté et la conduit à se penser comme supérieure aux autres⁴. Ceci se traduit par une haute estime de soi et une dévalorisation des actes et idées des autres groupes. On le constate nettement dans la vision

¹ GOFFMAN, Erving. *Stigmaté... Op. cit.*, p. 165.

² *Ibid.*, p. 166.

³ *Ibid.*, p. 168.

⁴ On retrouve un peu cette idée dans les propos d'un militant passés en juin 2007 sur la liste électronique interne de la *Fédération anarchiste* qui font suite à des messages de militants rappelant le plaisir qu'ils ont eu à participer au congrès de l'organisation : « *Merci à Quentin, Christian et les autres d'oser simplement dire le bonheur d'être, de se battre pour la révolution sociale libertaire et d'y participer dans le cadre de la FA. Tout cela est tellement évident qu'on peut légitimement se demander pourquoi on n'avait pas commencé par là ! Car, c'est clair, sans amitié, sans confiance, sans camaraderie, sans plaisir, sans bonheur... notre révolution sociale serait un non sens total. Reste, juste, à faire partager notre bonheur d'être ce que nous sommes. Et c'est facile. Il suffit juste de dire. D'être là où on lutte, et de dire. De dire sans cesse. Ce que l'on pense. Ce que l'on fait. De faire ce que l'on dit. De dire ce que l'on fait ! Personne ne peut résister à cela ! Hier, j'étais à La Rochelle pour enregistrer, pour France Culture, 20 minutes sur Bonaventure [école libertaire], une mauvaise aventure avec la police anti-terroriste, les éditions Libertaires... J'ai juste causé simple et vrai. A la sortie de tout cela, la journaliste de France Culture s'est lâchée et nous a dit, comme ça, merci les libertaires, vous ne pouvez pas savoir à quel point vous êtes un rayon de soleil dans la situation présente. Ça fait chaud au coeur. Bref, nous sommes des gens incroyables. A une poignée, nous faisons des choses incroyables. Un hebdo de la qualité du ML avec zéro permanent, personne n'y croit. Une librairie fédérale, magnifique, avec deux permanents aussi fabuleux [...], c'est impensable. L'Insoumise, l'Autodidacte, La Commune de Rennes... [locaux et bibliothèques militants], mais d'où ils sortent tout ça. Les éditions du ML. Radio libertaire qui tient de plus en plus le coup depuis 25 ans, Creuse-Citron [journal du groupe FA de la creuse], et encore cinquante trucs du même tonneau. Putain, à quelques centaines on fait un boulot phénoménal ! A gauche et à l'extrême gauche, ils pensent que nous ne pouvons qu'être des milliers, voire davantage, pour faire ce que nous faisons. Laissons les penser cela ! Mais imaginons également ce que nous pourrions faire si nous étions un peu plus ! Notre force réside dans nos idées et dans la manière dont nous les vivons. C'est à dire dans le bonheur. Et le plaisir. C'est tout cela, nos idées comme le bonheur de les vivre, qu'il convient de propager. Nous ne sommes rien. Quelques centaines. Et sur cette base, nous irradiions à plusieurs centaines de milliers voire à quelques millions. Pourquoi ? Parce que nos idées sont justes, dans l'air du temps et tout simplement tragiquement nécessaires. Parce nous avons aussi plaisir à les vivre. Alors, soyons fiers de nous ! Et allons-y de la confrontation avec le reste du monde ! Allons partout où il se passe quelque chose. Disons ce que nous pensons et ce que nous faisons ! Rêvons tout haut ! »*

qu'ont de nombreux anarchistes des militants de la gauche radicale. Certains les qualifient par exemple de « libertoïdes » afin de souligner chez eux la dilution des idées libertaires :

« — *Qu'est-ce que tu entends par libertoïde comme tu utilises le mot ?*

Euh, comment dire ? Tous ceux qui ont une culture libertaire ou un petit point de vue... qui sont attirés par des pratiques libertaires ou culture libertaire et qui l'utilisent ou la mettent en place sur un tout petit point de vue, sans volonté réelle de transformer... sans faire la révolution quoi. Donc il y a beaucoup de bobos par exemple dedans. C'est pas forcément négatif. [...] Un mec qui est intello, qui est chanteur, qui est culturel, qui agit dans le culturel, des trucs comme ça, s'il veut être à la fois en rupture avec le milieu ambiant, un petit peu mais pas trop, faire celui qui pense à quelque chose, un truc comme ça, ben il dit qu'il est libertaire. [...]

Tu vois, par exemple, typiquement dans *Télérama*. Ils vont dire que c'est un film libertaire d'un film qui est un peu en rupture avec la société ambiante et qui propose des valeurs humanistes, des trucs comme ça, légèrement altermondialistes, euh, tu vois, des trucs comme ça. Donc ils vont dire c'est un film libertaire, ou c'est un disque libertaire, ou c'est un livre libertaire, hein, ou... Voilà. Mais ça c'est en partie lié à [l'influence de Radio libertaire], et à l'effondrement des idéaux, des idées marxistes. Des idées marxistes, hein, pas des organisations. Même les trotskistes, regarde Besancenot. Il est libertoïde. Non ? Très clairement. Et donc, ben voilà, Besancenot est très libertoïde. » (Gilbert, 56 ans militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

Aux yeux des anarchistes, les autres libertaires sont donc des militants à qui il manquerait un réel projet politique, qui ne transformeraient pas leurs dispositions antiautoritaires en conscience révolutionnaire :

« Le libertaire il va avoir spontanément des pratiques qui vont être... très libertaires. Ils vont se réunir, je sais pas, un groupe de copains, il ne va pas y avoir un chef qui va dire ci, ça, ça. Un collectif, il ne va pas y avoir un chef. C'est ce que j'appellerais des pratiques libertaires. Mais il n'y a pas de réelle conscience politique derrière. Ils ne vont pas dire "mais ça, ça, ça pourrait être plus grand". Et c'est là où il devient anar, au sens où il va essayer de conscientiser ce qu'il fait quasiment naturellement, on va dire, en mettant des guillemets. Donc c'est là que je fais la différence, je ne suis pas libertaire, parce que si je le fais, c'est qu'il y a déjà la conscience derrière, politique, et c'est pour ça que je me dis anarchiste. » (David, 28 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

Même les militants qui expriment le plus de sympathie pour les mouvements de la gauche radicale émettent envers eux des réserves, qui expriment clairement l'opposition entre des cultures politiques différentes :

« — *Et qu'est-ce que tu penses de tous ces mouvements plus récents, altermondialistes, les petits groupe d'activistes de ce type là... ?*

Ben je pense qu'il y a des côtés extrêmement intéressants. Je pense que c'est très confus mais je pense qu'il se dessine dans la société quelque chose de nouveau, qui est de l'ordre d'une rupture avec le monde politicien, avec les partis politiques. Donc l'émergence de plein de petits groupes, *Droit au logement*, AC!, toute la nébuleuse altermondialiste, etc., qui présentent indéniablement quelque chose d'intéressant, puisque je le ressens quand même comme un désir de rupture avec tout ce qui pourrait être de l'ordre de la tentation politicienne. Euh, c'est une prise de conscience aussi envers des notions, je dirais, assez anticapitalistes. Je ne pense pas qu'on puisse dire que l'anticapitalisme soit quelque chose de massif, mais il y a une espèce de prise de conscience de cet ordre-là, qui n'est pas forcément prononcée, énoncée clairement, mais je pense qu'il y a quelque chose qui se manifeste dans ce sens-là, bon, à travers le mouvement altermondialiste. Concernant des mouvements comme *Droit au logement*, AC!, etc., c'est plutôt une... c'est plutôt des formes de mouvements de base, un petit peu d'action directe, qui existent, qui sont... qui ont une certaine défiance vis-à-vis du monde politique, mais voilà, c'est quelque chose d'assez confus qui se... Enfin en tout cas il y a une voie, une voie qui a été ouverte. Alors après, ce dont il faut être conscient, c'est que sur ces mouvements-là bon ben il y a des grosses récupérations politiques, il y a une mainmise politique dessus. Ce qui me paraît évident. Mais il n'en reste pas moins qu'il se passe quelque chose dans la société et je pense que nous, il faut y être attentif. Je pense que si les gens commencent à s'engager plus avec un certain nombre d'associations qui militent sur des revendications très concrètes, c'est une rupture de ce genre-là. En même temps, où il faut être prudent, c'est aussi une rupture avec je pense l'idée qu'on peut transformer la société. C'est-à-dire, on va se défendre au quotidien, mais toutes ces idées, ces programmes, pour changer globalement la société, on n'y croit plus. Donc il y a en même temps refus de formes d'exploitation et en même temps abandon d'un espoir de changer plus globalement les choses. » (Patrice, 49 ans, militant au *groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste*).

On retrouve notamment à travers ces différents propos les clivages culturels soulignés plus haut entre des conceptions collectives et révolutionnaires de l'action politique et une approche plus individualiste portée vers les changements de mode de vie prioritairement aux

changements institutionnels globaux. D'une manière générale, les différences culturelles semblent peser de façon considérable sur l'opinion que les anarchistes se font des radicaux, qu'ils les stigmatisent pour leur rupture imparfaite avec le système politique — notamment autour de la question de la participation électorale¹ — ou estiment qu'ils doivent mûrir pour adopter des positions politiques plus affirmées et réellement radicales². Les altermondialistes sont fréquemment dénigrés pour leur réformisme incapable de changer la société de façon positive. Leur fer de lance, *Attac*, a par exemple été présentée comme une association recrutant « parmi les néo-petits bourgeois intellectuels dont le souci, en manifestant de manière pacifique contre les “maîtres du monde” est d'éviter de remettre en question la légitimité du capitalisme pour en dénoncer le seul dévoiement financier, et dont le programme se résume à entraver la spéculation internationale, à taxer les revenus du capital, à sanctionner les paradis fiscaux, à empêcher la généralisation des fonds de pension. Il faudra beaucoup moins de crédulité et beaucoup plus de détermination pour faire trembler le patronat.³ »

Ces conceptions ne sont pas faites pour faciliter les collaborations entre les membres de la FA, majoritairement attachés à un certain purisme doctrinal et au maintien d'une identification historique, et les militants de la gauche radicale. Ceci est d'autant plus vrai que ces derniers tendent également à avoir une image négative des anarchistes.

2) L'image stigmatisante des anarchistes dans la gauche radicale

De la même façon que les membres de la FA tendent à avoir une image excessivement homogénéisante et réductrice des autres groupes, les militants de la gauche radicale ont généralement des anarchistes une vision déformée et lointaine, faite d'amalgames et de raccourcis. Les anarchistes eux-mêmes évoquent souvent la mauvaise image qu'ils estiment avoir dans l'opinion ; ils sont en outre généralement conscients du fait qu'ils peuvent, par

¹ Le conflit entre abstentionnistes et participationnistes que l'on constate au sein de la mouvance libertaire oppose également les anarchistes aux marxistes (cf. PELLETIER, Willy. « Les anarchistes et la reproduction de l'anarchisme ». Article cité, p. 166).

² « Ca par exemple, effectivement ça m'a désagréablement surpris [à la FA]. Cette espèce de désintérêt... même une espèce de... une espèce d'esprit de supériorité comme ça quoi : “les alter c'est des branleurs, nous on a derrière nous un passé tellement...” ». (Victor, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*). Ce type d'attitude de dédain est ancienne à la FA puisqu'on la retrouve par exemple dans le rapport de certains membres au mouvement étudiant de mai 68 ou aux idées situationnistes, qualifiées de « chienlit » produite par une « poignée de bourgeois qui jouaient au révolutionnaire » (JOYEUX, Maurice. « La Fédération anarchiste et la révolte de la jeunesse... ». Article cité, p. 74)

³ *Monde Libertaire* n°1480, 31 mai 2007, p. 18.

certain aspects, lors de manifestations, donner d'eux une impression négative¹. Cette image est notamment liée à celle des groupes autonomes qui gravitent autour du milieu anarchiste ou à celles de certains militants de la CNT aisément reconnaissables par leur style *skinhead* ; elle est celle de militants vêtus de noir exprimant par leurs attitudes une posture « rebelle ». Même si nous n'avons pas pu observer dans les rangs FA d'attitudes menaçantes lors de manifestations, il semble tout de même se dégager parfois des défilés anarchistes (FA, CNT et autres anarchistes inclus) une ambiance de rassemblement de « mauvais garçons ». Bien que cette image reflète mal la diversité militante du mouvement, elle n'en produit pas moins d'effets sur les groupes qui peuvent côtoyer des anarchistes à l'occasion de mobilisations. En effet, en dépit des contacts occasionnels, lors de manifestations notamment, les radicaux connaissent très mal les anarchistes et tendent à avoir d'eux une image globalisante ou à les assimiler sans nuance à la mouvance autonome. Le rejet de la violence, très partagé chez eux, contribue fortement à leur faire prendre leurs distances vis-à-vis de groupements aux pratiques stigmatisées :

« Très souvent, chez les anars, il y a une certaine forme de... d'immatunité, dans le sens où un certain nombre d'entre eux confondent radicalité et modes d'action violents. C'est-à-dire que dans l'esprit de certains anarchistes, l'émeute est plus radicale que l'action de désobéissance civile non violente. Là je pense qu'ils se trompent. Je pense qu'une action non violente bien menée — même pas forcément de désobéissance civile, ça dépend du contexte — est beaucoup plus efficace politiquement que le fait de détruire une banque ou que de dynamiter

¹ « C'était pendant les grandes grèves de 2003 que je me suis fait connaître en tant qu'anarchiste et militante CNT, parce que j'étais de toutes les assemblées générales et que j'intervenais. [...] C'était bien, en un sens ces grandes grèves de 2003 ont fait connaître la CNT et qu'à la CNT il n'y avait pas que des voyous, qu'il y avait des instits, des gens... parce que c'est vrai que dans les manifs, des fois, le look des mecs de la CNT, tu peux pas savoir le nombre de collègues instits qui m'ont dit "mais tu es là-dedans ?" Mais t'as vu, mais tu vas avec les gens ? Ils te cassent pas la gueule ?" [Rire] Ils sont impressionnants, les mecs qui arrivent tout en noir, bottés, ils donnent une image de la CNT. Alors moi, j'arrête pas de leur dire "il y a plein de gens comme moi à la CNT, il n'y a pas qu'eux, c'est le service d'ordre, c'est normal, c'est les costauds". » (Claire, 53 ans, militante au groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste).

« C'est bien de dire oui, nous on ne veut pas recruter, on ne veut pas être un grand parti, ouais, mais le jour de la révolution, les gens il faut bien qu'ils se tournent vers quelque part, donc euh... Dans un sens ou dans un autre, oui, il faut quand même qu'on arrive... à avoir une influence assez importante sur la population quand même pour... pour que les gens se tournent plus vers nous que vers la CGT ou la LO, quoi. [...] Evidemment que le mec va se tourner vers là où c'est le plus... plus carré quoi. Et ça, je pense que ouais, on a du boulot à faire. Comme pour les manifs. Tu vois, c'est con, mais la manif où on est quinze... on est habillé tous en noir, on fait tous la gueule et... et il y a trois mecs qui boivent et qui vomissent sur le camion, bon ben non, ça donne pas envie à la femme avec ses gosses qui travaille à Prismic de se joindre à nous et de dire ouais... machin, de discuter, tiens, qu'est-ce que c'est que l'anarchisme, nanana, l'anarchosyndicalisme... Comment est-ce qu'on peut s'organiser contre le capital etc. Comment tu veux parler de ça alors que le mec il te vomit sur les pompes ? Enfin tu vois, c'est... Non je pense qu'il y a des choses qui doivent changer tu vois, qu'on doit être un peu plus... Sérieux quoi. » (Martial, 20 ans, militant au groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste).

une station de ski [ce que font certains anarchistes écologistes aux Etats-Unis]. » (Grégoire, 30 ans, militant à *Chiche!*).

« Même s'il y a des idées anarchistes qui sont... qui sont belles, mais vraiment je ne me verrais pas dans un cadre comme ça. Je les trouve justement trop... Enfin, il y a l'action violente que je ne partage pas du tout, ça c'est clair... Qu'on retrouve dans leur façon de s'exprimer et puis la façon d'agir ou je... Ouais, je serais plutôt dans une thématique de non violence, donc euh, ouais, c'est sûr que là ça diverge beaucoup. Même si on peut avoir la même utopie, on n'a pas les mêmes moyens pour y arriver. Ouais, et puis je trouve que c'est un peu sectaire, des fois, et puis je trouve que ça me gêne.

— *Dans quel sens ?*

Ben euh... Ben des gens qui pensent détenir la vérité ou la juste vision des choses et puis les autres c'est des cons quoi. Et puis dans le sens où... finalement, au bout d'un moment, tu ne te sens plus libre d'exprimer tes doutes ou tes convictions, parce que... ce serait complètement, pas anti-chrétien mais anti-anarchiste, tu te ferais taxer d'individualisme ou de matérialiste ou de je sais pas quoi, enfin on en vient à tenir des langages puristes et puis finalement être totalement décalé avec le quotidien, enfin je sais pas, c'est... Mouais. Et puis ce côté de guéguerre, les uns contre les autres. Je vois bien dans les défilés, dans les manifestations, moi je... moi j'ai jamais défilé derrière une banderole. Même si j'avais ma carte à l'*UNEF-ID*, j'étais pas derrière la banderole *UNEF-ID*. Même aujourd'hui avec *Attac*, j'ai jamais défilé derrière la bannière d'*Attac*. Avoir le badge ou l'autocollant, mettons, mais... pas côté discipline. Par contre, la CNT, ils sont tous habillés en noir, tous avec leurs drapeaux, leurs machins, ho, ça, ça me fiche la trouille, je sais pas comment dire... Il y a un côté embrigadement, là, enfin une impression, hein, je dis pas que c'est ça, j'ai jamais vu vraiment de l'intérieur, je connais juste des copains assez proches qui sont... Avec qui j'aime bien discuter hein. Mais ce côté on ne se mélange pas avec les autres, ça je ne comprends pas. Vraiment, c'est... C'est pour ça que je parle de sectaire, un peu mais... Ouais, on fait vraiment une distinction, entre les bourgeois et je ne sais pas quoi. Enfin... je les trouve très communautaristes finalement et je trouve que moi, ce qui me gêne dans notre société c'est ces cloisonnements, les gens dans une certaine classe sociale, dans une religion... Mais l'identité c'est pas ça, moi je trouve que ça nous dessert, ça crée des clivages qui sont certes réels, je veux dire, il y a des clivages sociaux qui sont énormément importants, mais je veux dire c'est pas pour ça qu'il faut mettre les gens dans des boîtes. [...] Enfin je bon... je me méfie un peu de certains discours, certaines idéologies qui sont empruntées d'histoire. L'histoire c'est important mais attention quoi. Je trouve que ça nuit à la liberté de penser, à la liberté de conscience. Et ça je trouve ça vraiment gênant. » (Juliette, 30 ans, militante au *Crep*).

« Les anars, on les croise dans les manifs, ils viennent en général aux Vélorutions, etc., mais... Là pour le coup c'est des gens avec qui il y a vraiment des divergences profondes, pour moi en tout cas, et j'ai pas spécialement envie de me confronter... Ben j'ai eu, si, j'ai eu des discussions, machin, mais justement, très vite, je me rends compte quand même qu'il y a un fossé [...].

— *C'est quoi les divergences dont tu parlais ?*

Ben c'est essentiellement sur les modes d'action... En même temps, je ne les connais pas bien, donc c'est peut-être un peu des *a priori*, mais le peu que j'en ai vu, ça ne m'a pas donné envie, enfin... Je me rappelle de la première Véloration par exemple, qu'on n'avait pas déclarée, donc on n'était pas encadrée par les flics, et où euh... ben voilà, les quelques anars qui étaient là, ils cherchaient un peu la merde par rapport aux automobilistes, quand on bloquait un carrefour, voilà, tu n'es pas obligé d'insulter les gens, tu n'es pas obligé de te mettre tout contre leur bagnole, et plusieurs fois ça a failli dégénérer parce qu'il y a des gens, enfin des anars en l'occurrence, qui étaient là un peu pour en découdre, quoi. Et de même, je ne sais pas, la manif stop EPR il y a un mois, au moment où il y a eu un *die in*, on s'est tous couché par terre, ben non, eux il faut qu'ils restent debout. Voilà, il y a ce côté-là qui me gonfle profondément, quoi, et... ouais, la façon aussi dont... je ne sais pas, même par rapport à leur méthode de collage, quoi, le fait de placarder tous les poteaux de toute la ville avec leur machin et de recouvrir tous les trucs, ça me gonfle, quoi, c'est un truc... Même si il y avait, enfin... Ouais, et puis après il y a le côté aussi au niveau de l'engagement politique ou le... je ne suis pas sur la même longueur d'ondes qu'eux, quoi, et puis euh... Ouais, c'est aussi, au niveau de leurs modes d'action, comme ça, ce côté un peu chercher l'affrontement pour l'affrontement, ça ne m'intéresse pas, je trouve ça un peu con... Bon, voilà. Mais voilà, ceci dit, ils ont sûrement des choses intéressantes à dire sur certains sujets, maintenant, il y a quelques personnes comme ça qui étaient à la *Crep* à un moment, qui sont maintenant plus du côté des anars et qu'on voit moins à la *Crep*, enfin je pense que... On n'a quand même pas la même façon de voir les choses, profondément, même s'ils parlent peut-être de décroissance et nous aussi, ouais, c'est pas la même culture. » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

Comme le soulignent ces derniers propos, l'image que se font les radicaux des anarchistes et la distance qu'ils perçoivent entre eux semble largement reposer sur des facteurs culturels. Si la réputation violente des anarchistes provient moins — d'après ce que nous avons pu observer — des actes des militants FA que des attitudes de certains membres

de la CNT ou de la mouvance *skinhead* et autonome¹, l'esprit communautaire, le purisme idéologique ou le souci d'affirmer sa spécificité semblent bien être des traits culturels de l'organisation et du milieu plus généralement. On constate donc dans les propos des enquêtés que ce qui apparaît séparer les deux ensembles de libertaires tient justement à ce qui différencie leurs cultures politiques respectives. Il s'agit, en particulier, d'un rapport opposé aux étiquettes politiques et aux références doctrinales. Les anarchistes, fiers de leur appartenance et des racines historiques et théoriques de leur mouvement, cherchent à les mettre en avant quitte à exclure ceux qui ne se retrouvent pas dans une commune identification. De leur côté, les radicaux perçoivent ces attitudes comme un repli identitaire sectaire et le résultat d'un dogmatisme idéologique. Ils tendent à assimiler la doctrine anarchiste à une survivance folklorique d'un passé dépassé². Ces divergences culturelles, elles mêmes liées en partie à des différences sociologiques³, favorisent les incompréhensions entre les deux groupes. Celles-ci sont renforcées par un autre aspect stigmatisant du militantisme anarchiste, qui réside dans l'attitude viriliste et irrespectueuse de certains de ses membres :

« Je pensais que... on avait à peu près les mêmes idées [avec la CNT et le milieu libertaire]... C'est vrai que j'allais aux concerts [punk] du 21 ter rue Voltaire aussi à l'époque, donc ouais, trop bien... [...] Je m'étais dit pourquoi pas. Et sur Lille, bien sûr c'est des questions de personnes, mais sur Lille, il avait des copains de la CNT qui étaient sympa et tout. Et en fait, à Paris, j'ai pas l'impression que c'était la même chose, enfin les types que j'ai vus quoi, euh... Ouais, je me souviens, outre l'attitude viriliste disant "on va se battre, ouais, on va se battre"... Quand le rassemblement est parti, tu avais des monceaux de canettes et de papiers partout. Enfin je sais pas, moi c'est des trucs qui me choquent aussi, ça ne correspond pas du tout avec

¹ La réputation violente des anarchistes tient aussi à leur image traditionnelle, née avec les attentats du XIX^{ème} siècle, ainsi qu'à celle que donnent parfois d'eux les médias (à travers notamment la couverture des actions des *black blocs* lors des manifestations altermondialistes). Le propos n'est pas ici de nier la violence anarchiste, dont on peut trouver des exemples aussi bien en France qu'à l'étranger, mais de montrer qu'elle tend souvent à définir auprès du public une identité anarchiste qui ne reflète qu'imparfaitement la diversité du mouvement, dont nous tendons à penser qu'il est, en France, majoritairement non-violent.

² « Ben moi, je fréquente un petit peu la Fédération anarchiste, mais c'est un mouvement que je trouve un peu... moi j'aime bien parce que ça permet d'entretenir un peu l'idéologie des théoriciens, mais je trouve que c'est un mouvement qui est un peu commémoratif. » (Benoît, 27 ans, militant au groupe *Aarrg!* de Paris).

³ Les différences entre anarchistes et radicaux en terme d'âge et de position sociale ne sont sans doute pas étrangères au sentiment d'étrangeté qui les sépare. Ceci se constate, chez les premiers, dans la stigmatisation des « petits-bourgeois » altermondialistes. Chez les seconds, ce type de distance sociologique est illustré par les propos de ce militant du Crep, ingénieur et issu d'un milieu aisé : « A la Crep j'ai... finalement, je disais que c'était homogène en parlant des idées, mais c'est bigrement homogène, et à Attac aussi, en termes de catégories socioprofessionnelles, enfin machin comme ça. Chez les anarchistes il me semble que c'est d'autres gens. Donc peut-être que, ben je me rends compte maintenant, peut-être qu'inconsciemment, je me sentais moins aussi d'aller vers ces groupes-là, tout simplement. » (Denis, 25 ans, militant au Crep).

le fait de militer... Enfin pour moi c'est un tout, le respect des gens qui vont balayer la rue, bon, le respect de la nature, l'écologie, tout ça, ça va ensemble. Et de dire "je vais niquer les fachos", enfin non, moi ça ne me correspondait pas, le vocabulaire. "Niquer" ou "casser du facho", ça ne me correspondait pas du tout. » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

Bien qu'il soit ici encore plutôt question de la CNT que de la FA, on touche à un sujet qui concerne le mouvement anarchiste dans son ensemble et qui renvoie autant à des divergences culturelles qu'à des différences (en moyennes) de profils sociologiques entre les militants radicaux et anarchistes. Ces différences contribuent à éloigner les deux groupes sur des questions comme le rapport individuel à l'écologie, que nous avons déjà évoqué, mais aussi celle du genre dans le militantisme.

3) La question du genre dans le militantisme libertaire

La place des femmes dans le groupe et la question du genre de façon plus générale apparaissent particulièrement révélateurs de ce qui distingue et contribue à séparer anarchistes et radicaux. Rappelons qu'on compte dans notre échantillon environ 25% de femmes chez les premiers contre 40% chez les seconds. Un groupe comme *Vamos!* peut revendiquer un nombre à peu près égal de militants et de militantes, tandis que le groupe *Louise Michel*, par exemple, ne compte qu'une femme sur huit membres. Ces disparités sont liées à des cultures politiques, mais aussi à des catégorisations qui contribuent à détourner les femmes de l'engagement anarchiste.

L'image violente des anarchistes n'est pas étrangère au faible nombre de militantes à la FA. En effet, le genre est un facteur de différenciation dans l'usage de certains modes d'action. D'après l'enquête sur le Forum social européen de 2003, les femmes altermondialistes tendent à moins recourir à la violence et se disent moins disposées à l'exercer que les hommes¹. Peu importe alors que les modes d'action violents ne fassent pas partie du répertoire de la *Fédération anarchiste* en tant qu'organisation (des militants peuvent éventuellement y recourir à titre individuel, s'ils choisissent de participer à un rassemblement

¹ COULOUARN, Tanguy, JOSSIN, Ariane. « Représentations et présentations de soi des militants altermondialistes », in AGRİKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.). *Radiographie du mouvement altermondialiste*. *Op. cit.*, p. 145.

antifasciste, par exemple) ; l'image que renvoient les anarchistes, voire leur réputation même, tend à détourner du mouvement en général, et de la FA en particulier, les individus les plus rétifs à l'usage de la violence et donc en majorité les femmes. Le rapport à l'action peut également affecter la composition genrée des organisations à travers la question de l'« action collective individualisée » et des « *lifestyle politics* ». Les pratiques de « consumérisme politique » tendraient en effet à attirer en majorité les femmes¹. Comme on l'a vu, ce type de pratiques est clairement lié à la gauche radicale plutôt qu'aux anarchistes.

A ces explications s'ajoutent d'autres facteurs sociologiques et culturels. Si l'on donne crédit à l'hypothèse selon laquelle le niveau d'étude élevé des militantes — en moyenne nettement supérieur à celui des hommes à la FA² — est le signe que l'engagement féminin suppose un surcroît d'instruction pour surmonter un sentiment d'incompétence politique statutaire (liée à la division sexuelle du travail)³, on peut envisager l'idée que les disparités de niveau social et de capital culturel entre hommes et femmes chez les anarchistes freinent le recrutement de ces dernières. Les femmes se dirigeraient prioritairement vers des groupements plus proches d'elles sociologiquement, comme les collectifs radicaux, marqués par le niveau d'étude élevé et l'homogénéité globale de leur population militante. En d'autres termes, si les femmes « mobilisables » sont en majorité très instruites, on peut supposer qu'elles préféreront s'engager dans un mouvement qui leur ressemble, et donc plutôt dans la gauche radicale. De plus, la prégnance d'une culture ouvrière à la FA, même exagérée par rapport à la réalité sociologique de l'organisation, peut constituer un obstacle à l'engagement

¹ MICHELETTI, Michele. *Political Virtue and Shopping... Op. cit.* ; STOLLE, Dietlind, HOOGHE, Marc, MICHELETTI, Michele. « Politics in the Supermarket... ». Article cité.

² Dans notre échantillon, 90% des femmes (9 sur 10) ont atteint un niveau bac + 3 ou supérieur, alors que 80% des hommes (23 sur 29) ont atteint au maximum un niveau bac + 2, et n'ont pas le bac pour 20% d'entre eux (6 sur 29).

³ Danièle Kergoat définit la division sexuelle du travail comme « la forme de division du travail social découlant des rapports sociaux de sexe ; cette forme est modulée historiquement et socialement. Elle a pour caractéristiques l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.) » (Cité in FALQUET, Jules. « Trois questions aux mouvements sociaux "progressistes". Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, n° 3, 2005, p. 21). Selon Pierre Bourdieu, « [c]'est à travers le dressage des corps que s'imposent les dispositions les plus fondamentales, celles qui rendent à la fois *enclins et aptes* à entrer dans les jeux sociaux les plus favorables au déploiement de la virilité : la politique, les affaires, la science, etc. (La prime éducation encourage très inégalement les garçons et les filles à s'engager dans ces jeux et favorise davantage chez les garçons les différentes formes de la *libido dominandi* [...]) » (*La domination masculine*. Paris : Seuil, 2002, p. 81, souligné par l'auteur).

de femmes évoluant dans des milieux socioéconomiques plus éloignés du monde ouvrier¹. Elle introduit également une forme de décalage entre le discours égalitaire et antiautoritaire de l'organisation et un fond de sexisme latent qui tend à perdurer en son sein. En effet, la FA semble, dans une certaine mesure, faire partie des « mouvements et collectifs militants [qui] peuvent se profiler comme “défenseurs des femmes”, “de l'égalité”, voire “du féminisme” sans pour autant transformer radicalement les rapports sociaux de sexe en leur sein.² » Ainsi, bien qu'on ne repère pas de discriminations aboutissant, par exemple, à une sous représentation des femmes dans les secrétariats, on peut estimer que l'organisation est influencée par l'attachement de ses membres à une certaine culture ouvrière, emprunte de virilité, qui se ressent dans son fonctionnement et dans les échanges entre militants. Ceci a pu être ressenti en particulier par certaines militantes :

« Il y a des choses qui me déplaisent dans [la FA]... avec les autres militants, par exemple sur la question du féminisme, je trouve qu'il y a des réactions qui sont complètement injustifiables pour moi. Enfin il y a un manque de prise en compte du féminisme, par exemple. [...]

Et le *Monde Libertaire*, pareil, ouais, je trouve ça souvent chiant. Les illustrations je trouve ça absolument phallocrate. » (Lucie, 32 ans, militante au groupe *La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

De la même façon, Marina du groupe *Idées noires*, avec qui nous discutons hors entretien de la question du faible nombre de femmes à la fédération, estimait que l'image de l'organisation pouvait parfois être un peu « difficile », avec un côté « macho » et « un peu viriliste », qu'elle retrouvait, par exemple, dans le projet de Hervé, militant du même groupe, de participer à un rassemblement antimilitariste dans la Creuse où l'on pourrait « se bourrer la gueule entre mecs ». Le « sexisme » de la FA, entendu notamment comme un ensemble d'attitudes susceptibles de heurter l'aspiration des femmes à être considérées en égales, semble donc s'incarner d'abord dans la façon dont l'attachement à une culture ouvrière et à l'image d'un mouvement social viril et sûr de sa force³ se fait ressentir dans l'organisation, à

¹ Précisons que les militantes FA sont 78% (7 salariées sur 9) à appartenir à la catégorie des professions intermédiaires ou supérieures contre 52% des militants (13 salariés sur 25).

² ROUX, Patricia, PERRIN, Céline, PANNATIER, Gaël, COSSY, Valérie. « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, n° 3, 2005, p. 11.

³ Sur la question de la virilité dans la culture ouvrière, cf. SOMMIER, Isabelle. « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT ». *Cultures et Conflits*, n° 9-10, 1993, p. 341-366. Voir aussi MOSSE, George. *L'image de l'homme : l'invention de la virilité moderne*. Paris : Abbeville, 1997, qui

travers une iconographie (par exemple, l'autocollant « grève générale » qui met en avant un homme en colère, musclé, brandissant le poing¹) ou dans certaines réunions entre compagnons qui peuvent parfois donner lieu à des plaisanteries sexistes ou autres références du même type². Cet aspect est bien évidemment facilité et renforcé par la présence de militants issus de milieux ouvriers dans les rangs de la FA. Bien que ces formes d'affirmations viriles ne paraissent pas impliquer de mépris conscient pour la gent féminine, elles peuvent facilement rebuter des militantes attachées à l'égalité des sexes et à la déconstruction des rapports de genre.

L'indifférence relative aux problèmes de genre³ se retrouve également dans d'autres aspects culturels : la visée révolutionnaire des anarchistes, qui tend partiellement à les faire se désintéresser des questions individuelles relatives aux styles de vie pour se concentrer sur les changements institutionnels globaux, a aussi pour conséquence de rendre prioritaires les luttes contre l'Etat et le capitalisme, voire, chez certains militants, de reléguer la question du patriarcat à un problème lié aux structures socio-économiques actuelles, que seule la révolution pourra remettre en cause. Cette position est loin d'être partagée par tous les militants⁴, mais elle contribue, pour partie, à détourner l'attention des phénomènes de

montre que l'exaltation des valeurs de la masculinité n'est pas propre aux classes populaires, mais que ces attitudes y sont ancrées, en dépit de l'ambition des socialistes de créer un homme nouveau.

¹ Cf. chapitre précédent, p. 385.

² On peut évoquer dans cette thématique les polémiques qui naissent parfois entre militants (les reproches ne proviennent pas nécessairement de femmes) au sujet d'un vocabulaire sexiste qui serait utilisé sans considération (« se faire enculer » ou « se faire baiser », par exemple, pour exprimer l'idée de s'être fait berner). Les propos tenus dans le *Monde Libertaire* ou certaines de ses illustrations font ainsi relativement régulièrement l'objet de débats. Le journal a par exemple publié, lors du mouvement contre le Contrat première embauche en avril 2006, une caricature qui stigmatisait la collaboration de François Chérèque avec le gouvernement. Un personnage y affirmait que le leader de la CFDT avait « oublié ses couilles en partant au boulot » (*Monde Libertaire* n°1435, 20 avril 2006, p. 3). L'assimilation du courage politique à la possession de « couilles » a choqué plusieurs militants qui ont exprimé leur sentiment sur la liste de diffusion interne. Le fait que ce type d'illustration passe inaperçu auprès de la plupart des militants, dont ceux qui réalisent le journal, nous apparaît être un signe d'une faible sensibilité à la question du vocabulaire ou des métaphores sexistes.

³ On peut voir une marque de l'indifférence relative aux questions féministes à la FA dans le fait qu'une réunion de formation du 2 juillet 2007, qui portait sur le thème « anarchisme et féminisme », n'a réuni que 7 militants (6 hommes et 1 femme ; deux autres militants se sont excusés de ne pas pouvoir venir), contre une bonne douzaine lors des autres réunions. Il est difficile de savoir si la baisse de fréquentation dans ce cas précis est due davantage au thème de la formation qui n'aurait pas suscité l'enthousiasme, ou à la date, correspondant au début des vacances d'été. On peut toutefois supposer que les deux ont joué, et que le choix, pour cette réunion, d'une date peu susceptible de pouvoir mobiliser en nombre les militants n'est pas étranger au désintérêt relatif que le thème inspirait.

⁴ « *Quand je vois qu'on n'arrive pas à mettre dans les statuts de base l'anti-patriarcat, moi ça me fait chier [...]. C'est bêtement des positionnements que Lutte Ouvrière peut avoir, c'est-à-dire la révolution comme pfft !, éponge magique, tous nos problèmes disparaissent. Le problème du sexisme : la révolution, plus de problème. Le racisme pareil. Je veux dire, c'est profondément ridicule.* » (Gaël, 22 ans, militant au groupe de Strasbourg de la *Fédération anarchiste*).

domination intériorisée dans les relations hommes femmes. Ce problème est renforcé par la croyance des militants dans la capacité de leurs modes de structuration et de prise de décision à assurer l'égalité de tous et toutes ; l'organisation anarchiste historique est pensée comme source d'émancipation alors qu'elle ne remet pas fondamentalement en cause les phénomènes d'auto-exclusion des femmes et ne permet donc pas nécessairement à chacune d'entre elles d'oser intervenir dans les débats dominés par les hommes¹. De leur côté, les militants de la gauche radicale cherchent davantage, dans leurs débats, à assurer la participation des militant(e)s les moins sûr(e)s d'eux (elles), en mettant plus systématiquement en place des procédures très codifiées de prise de parole qui donnent la priorité à ceux ou celles qui interviennent le moins sur ceux ou celles qui parlent le plus. Bien qu'imparfaites et forcément limitées, ces procédures traduisent une plus grande attention aux phénomènes de domination dans les échanges entre militants².

Cette spécificité des radicaux, associée aux questions d'image viriliste ou sexiste que nous avons évoquées, permet dans une certaine mesure de comprendre que les groupes de la gauche radicale attirent davantage les femmes que la FA. La question du genre et de l'égalité entre hommes et femmes dans le militantisme permet plus généralement d'éclairer le point de vue des radicaux sur les anarchistes et ainsi de saisir les logiques de collaboration qui peuvent ou non se mettre en place. Le témoignage qui suit, d'une militante de *Vamos!* montre combien la question de la place des femmes peut être un aspect important qui va déterminer les affinités entre les activistes de différents groupes :

« Ce qui est important et qui m'a interpellé souvent c'était la question du pouvoir. Et du coup ça touche à plein de trucs. Ça touche aussi au sexisme, par exemple. Au niveau des groupes politiques... Je suis contente parce que je ne l'ai pas vu à *Vamos!*, parce que j'avais vu des groupes, notamment quand j'étais sur le truc de la LSI [mobilisation contre la loi sur la sécurité intérieure], ça m'insupportait, parce qu'il y avait le côté pour être une femme émancipée il fallait avoir une paire de couilles, quoi, tu vois. C'était un peu cette image-là. Tu vois, pour montrer que je suis une femme libérée, il faut que je montre que je suis comme

¹ Pour s'en convaincre, on rappellera par exemple les chiffres de l'utilisation de la liste de diffusion électronique de la *Fédération anarchiste* sur laquelle chacun(e) peut théoriquement intervenir librement : entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2007, 1300 messages environ ont été envoyés sur la liste de la FA. 37 seulement (soit moins de 3%) l'ont été par des femmes, qui représentent pourtant environ 16% des abonnés.

² Ces procédures sont le résultat d'un long travail de réflexion sur la façon d'assurer l'égalité entre participants à la décision, qui a été mené dans les collectifs de la nouvelle gauche américaine depuis les années 1960, et peu à peu appropriée par les organisations européennes. Cf. sur ce point POLLETTA, Francesca. *Freedom is an Endless Meeting... Op. cit.*

un... que je sois la caricature du mec viril, que je prenne des attributs de virilité pour être une fille émancipée. Et ça, ça me rendait folle, c'est d'une connerie, tu vois, genre le truc "moi je peux être bourrin, je peux boire de la bière"... Je sais pas, des trucs trop con.

— *Où est-ce que tu as ressenti ça ?*

Ben en voyant certains collectifs, notamment lorsque j'étais sur la LSI, il y avait plein de groupes anars, de loin, et j'avais un peu cette impression, voilà, quand tu étais une fille, tu avais intérêt à montrer que tu étais un bon homme, en gros, pour être accepté. [...] Après, je tombais peut-être particulièrement sur des gros cons, enfin... mais les gars que j'avais vus c'était pas forcément des organisations, c'était juste des gars que j'avais vus qui étaient un peu cons, et puis voilà quoi. Mais c'est un truc que j'avais trouvé étrange. Voilà quoi... » (Clarisse, 24 ans, militante à *Vamos!*).

L'image que les militants et surtout les militantes de la gauche radicale se font de la place des femmes dans les organisations anarchistes, même si elle ne repose que partiellement sur la réalité d'une organisation comme la FA, prend de l'importance lorsqu'il s'agit d'envisager des collaborations entre collectifs. La question du genre, comme les autres différences culturelles qui divisent la mouvance libertaire, empêche bien souvent les mobilisations conjointes.

B. Sur l'improbabilité des mobilisations communes

S'inscrire dans une même mouvance libertaire et antiautoritaire, partager des modes d'organisation et certains modes d'action ne suffit pas à permettre à différents groupes de se mobiliser de façon conjointe. Les cultures organisationnelles, qui assurent la solidarité entre les membres d'un même collectif, sont souvent à l'origine de différends ou d'incompréhensions avec les autres groupes. Les différences entre anarchistes et radicaux que nous avons étudiées constituent un obstacle majeur à leur collaboration ; si celle-ci ne semble pas nécessairement impossible, elle apparaît plutôt difficile et donc improbable¹.

¹ Il convient de rappeler que les observations qui suivent sont principalement basées sur notre connaissance des milieux militants strasbourgeois et parisiens. Il se peut que des variations sensibles soient constatables localement. Nous ne pensons toutefois pas nous tromper en affirmant de façon générale que les collaborations entre FA et groupes radicaux sont marginales.

1) Incompatibilités militantes et mobilisations parallèles

Les militants de la gauche radicale, qui ont construit une culture en opposition aux formes organisationnelles traditionnelles et aux étiquettes politiques contraignantes, apparaissent d'une manière générale disposés à travailler avec la plupart des organisations qui se retrouvent sur des mêmes valeurs ou qui sont prêtes à laisser de côté une identification trop forte. Ils se retrouvent fréquemment dans de larges collectifs unitaires, généralement montés sur une thématique précise, qui peuvent regrouper aussi bien des militants de la LCR que des adhérents de la Ligue des droits de l'homme ou des membres d'associations humanitaires catholiques. Un groupe comme *Vamos!*, par exemple, met fortement en avant l'intérêt et la nécessité de tisser des liens larges, avec des organisations provenant d'horizons différents, si cela peut servir un but commun¹. Les militants espèrent en outre pouvoir ainsi diffuser leurs modes d'organisation et l'idée d'autogestion auprès de leurs partenaires.

La position de la *Fédération anarchiste* est sensiblement différente ; si elle ne rejette pas forcément l'implication dans les luttes sociales auprès d'autres groupes, elle mise d'abord sur ses propres ressources pour propager les idées anarchistes et mener son activité éducationniste. Sa culture, construite historiquement à travers un travail de distinction des autres courants du mouvement socialiste, la pousse à mettre en avant ses spécificités plutôt qu'à les laisser de côté pour favoriser les collaborations avec d'autres groupes. La fidélité à une culture à l'histoire longue constitue pour les militants un impératif identitaire : ignorer certains principes serait renier le fondement de leur engagement. Ceci explique l'intransigeance de la plupart des militants agissant sous l'étiquette FA sur des questions comme l'anticapitalisme, l'antiétatisme ou l'antireligion, intransigeance qui peut conduire à

¹ « Il faut réfléchir à comment est-ce qu'on construit la mobilisation [...]. Donc du coup ce qui me plaît dans *Vamos!* par rapport à ça, c'est euh... le fait qu'on agit, on essaye de mettre en lien différents groupes politiques ou on essaye d'agir pas nous tout seuls mais souvent en lien avec d'autres groupes, que ce soit des groupes de sans papiers, ou que ce soit les groupes... le DAL, pour des questions de logement, les Panthères roses, de temps en temps ou... [...] Je trouve que *Vamos!* est très... Alors, c'est un petit groupe politique, mais on a vraiment les deux pieds dans les luttes, dans l'actualité des luttes. [...] On connaît bien les gens du 9^{ème} collectif de sans-papiers et on peut travailler sans problème avec eux. Avec le DAL il y a des liens assez forts qui se sont construits petit à petit, c'est-à-dire qu'on se connaît personnellement, on peut s'appeler facilement, se filer des informations facilement, se retrouver facilement ensemble sur les mêmes actions, etc. Donc en fait on construit, j'ai l'impression qu'on construit du lien politique avec différents groupes. [...] Il y a les réalisations concrètes type GLAD [espace autogéré de Globalisation des Luttes et des Actions de Désobéissance porté entre autres par *Vamos!* au moment du FSE de Paris], Village intergalactique, etc. Il y a le fait d'être un petit peu un... bon, d'agir au niveau des convergences de luttes, mais de créer du liant, oui, c'est ça, entre différents groupes politiques. Et on le voit aussi avec les No Vox dans le cadre du FSE. » (Geoffroy, 30 ans, militant à *Vamos!*).

refuser de travailler avec des groupes ne partageant pas ces principes¹. D'une manière générale, l'action des anarchistes se veut révolutionnaire, et se pose donc comme incompatible avec les approches réformistes². Ceci explique notamment la position de la FA vis-à-vis du mouvement altermondialiste dont elle doute du caractère révolutionnaire ; son refus de s'y investir pleinement tient à une crainte d'y perdre sa spécificité en menant une lutte qui l'éloigne de son réel objectif et de ses valeurs premières³. Ce sont aussi des obstacles culturels qui font que les militants FA inclinent peu à se mélanger avec des organisations se déclarant pourtant anarchistes ou libertaires. Ils tendent en particulier à avoir assez peu de contacts avec *Alternative libertaire*, qui représente une sorte de frère ennemi. En région Parisienne, les militants FA sont suffisamment nombreux pour se mobiliser indépendamment des autres organisations tout en affichant une présence visible, ce qui est moins vrai en province et pousse donc les petits groupes à y entretenir davantage de liens militants, avec AL

¹ En 2005, le secrétaire aux Relations extérieures de la FA a ainsi dû subir les foudres de nombreux militants parce que le bruit courait qu'il avait signé, au nom de l'organisation, un appel contre l'état d'urgence commun à différentes organisations, qui prévoyait l'envoi à Matignon d'une délégation de représentants des signataires. On peut voir un autre exemple de ce « purisme » dans le refus de militants du *groupe de Strasbourg* de manifester contre le *Front national* en avril 2005 aux côtés de manifestants arborant une banderole pour le non au référendum sur le Traité constitutionnel européen. Soucieux de ne pas s'associer à un rassemblement prônant la participation à une consultation référendaire, ils ont quitté les autres manifestants.

² « Pour moi au départ c'était quand même une évidence qu'on se rapproche des gens avec qui on milite, peu importe qu'ils soient dans un groupe ou dans tel autre. Et donc les contacts que j'ai en ce moment c'est pas mal avec *Quilombo* [librairie libertaire parisienne], tous les débats, chaque fois qu'il y a un débat avec *Quilombo*, j'adore y aller [...]. Donc tous les gens qui sont autour de l'OLS, là, enfin le journal *Offensive Libertaire et Sociale*, voilà, c'est des libertaires de qui je me sens extrêmement proches, même si on n'est pas dans la même organisation. Et dès qu'ils sortent leur revue ils me l'envoient pour *La Rue*, dès qu'on se croise dans les manifs, oui, on se connaît, enfin on est toujours ensemble, de toute façon. Donc il y eux... Sinon, sur Paris là... c'est un peu tout, mais après j'ai aussi pas mal de copains, quand bon... là, on a fait pas mal de manifs et de réunions et d'AG au lycée contre le CPE pour essayer d'organiser un petit peu le mouvement. Les gens de qui je suis le plus proche là-bas c'est LO, Lutte ouvrière. Il y a trois militants avec qui je m'entends très bien. On a des grandes discussions. Même si on n'est pas d'accord et on sait très bien pourquoi chacun on est dans nos organisations respectives... Ca ne nous empêche pas de faire des trucs ensemble. J'ai pas mal de copains à la LCR aussi. Donc c'est vrai que moi, bon, il y a plein de gens, effectivement... Ah, oui, dernièrement, j'ai parlé, oui, c'était un copain de LO qui me disait, "tu es sympa pour une libertaire, parce que la plupart nous disent, ils ne veulent même pas discuter avec nous quand ils savent qu'on est à LO", comme s'il n'y avait pas de dialogue possible, comme si on ne s'entendait sur rien, alors que quand même on a plein d'idées communes, effectivement. Enfin les révolutionnaires en France ils ne sont pas nombreux, donc pour moi c'est quand même ça qui fait la différence. Il y a d'un côté les révolutionnaires, avec qui je peux m'entendre sur plein de points, et puis les autres, les réformistes. » (Lucie, 32 ans, militante au *groupe La Rue* de la *Fédération anarchiste*).

³ On constate là le même phénomène que celui repéré par Nadège Fréour dans le cas des militants de *Greenpeace*, qui craignent de « perdre leur âme » dans le mouvement altermondialiste (« Le positionnement distancié de *Greenpeace* ». Article cité). En septembre 2006, à l'occasion d'un débat sur la liste interne de la FA au sujet de la construction d'un réseau de convergence des mouvements sociaux, un message électronique de Victor du *groupe Louise Michel* exprimait clairement le souci anarchiste de distinction par rapport aux altermondialistes : « Petite précision, mais de taille: ce n'est pas parce que nous n'avons pas été invités au FSE en 2003 que nous avons monté le FSL [Forum social libertaire]. C'est parce qu'on avait envie de faire autre chose, autrement. Aurions-nous été invités que nous aurions, j'espère, refusé. A moins que la FA n'ait tout compte fait décidé d'adhérer à Attac. »

ou la LCR en particulier. Les collaborations sont toutefois généralement peu nombreuses et peu intenses ; elles se font d'une manière générale dans le cadre de l'extrême gauche, dont les groupes partagent certains traits culturels, parmi lesquels des modes d'action et une vocation révolutionnaire affichée.

Les liens entre militants de la gauche radicale et anarchistes sont ténus. Du côté des premiers, on se méfie d'organisations vues comme très idéologisées et sectaires, aux méthodes parfois violentes et au fonctionnement patriarcal. Les seconds sont quant à eux rétifs à toute collaboration avec des réformistes qui confondent pratiques antiautoritaires et projet politique. Il arrive toutefois à des radicaux de se retrouver dans des réunions unitaires aux côtés de militants d'*Alternative libertaire*, très présents dans les mouvements sociaux et sur les questions sécuritaires. Ca a été le cas à Paris, autour notamment de problématiques comme la contestation de l'état d'urgence, déclaré pendant la crise des banlieues de novembre 2005, ou les réactions à opposer aux rafles de sans papiers. Ce type de réunions ne rassemble quasiment jamais la *Fédération anarchiste* et des organisations de la gauche radicale. Ceci ne signifie pas toutefois que la FA et les radicaux ne participent jamais aux mêmes manifestations. Qu'il s'agisse de soutenir la lutte des sans papiers, de refuser une loi sécuritaire ou de défendre les services publics (ou une certaine conception des « services au public »), les différents groupes peuvent être vus dans le même défilé. Il s'agit là toutefois de co-présence et non de collaboration. Anarchistes et radicaux n'ont généralement pas de contacts les uns avec les autres et ne sont pas situés à proximité les uns des autres. Ils se mobilisent de façon parallèle, sans se rencontrer. Les premiers s'insèrent parfois de façon aléatoire dans le cortège, mais ils cherchent la plupart du temps à se placer aux côtés de la CNT (ou, localement, du *Scalp* ou de *No Pasaran* par exemple), souvent en fin de cortège. Les seconds se retrouvent fréquemment à proximité de *SUD* et tendent à rester entre organisations de la mouvance radicale et alternative ; par exemple, à Paris, *Vamos!*, *Droit au logement*, *la Brigade activiste des clowns* et *les Panthères roses*.

Les points de contacts entre FA et gauche radicale se retrouvent plutôt dans les différents collectifs tournés vers l'action dans lesquels les militants s'impliquent à titre individuel, sur des thématiques particulières. On peut penser notamment aux interventions du *Réseau pour l'abolition des transports payants* (RATP), originellement initié par des anarchistes, mais dont les actions (opération « portes ouvertes » dans le métro, information sur les dispositifs de surveillance et de traçage liés aux cartes d'abonnement à puce

électronique...) réunissent des activistes venus d'horizons différents, qui n'agissent pas en tant que membre d'une organisation mais comme simple individu intéressé par la cause. Le 9^{ème} collectif de sans-papiers parisien constitue également un réseau dans lequel se côtoient membres de la FA et de *Vamos!* autour de la préparation d'actions de soutien aux sans-papiers. Dans chacun de ces cas, les participations sont individuelles, l'objectif est clairement délimité et les appartenances organisationnelles s'effacent au profit de l'action, ce qui permet une forme de collaboration. Lorsqu'il s'agit au contraire de faire travailler des organisations identifiées sur des problématiques larges, l'entente peut se révéler impossible, comme on a pu le constater dans la préparation du contre-sommet du G8 d'Evian en 2003.

2) La rupture entre anarchistes et radicaux lors du G8 2003

Du 1^{er} au 3 juin 2003 s'est tenu à Evian un sommet du G8. Ce type de réunions de dirigeants politiques fait régulièrement l'objet de contestations importantes de la part de la nébuleuse militante qu'on désigne désormais sous le nom d'altermondialiste. L'année 2003 ne devait pas faire exception, et des milliers de manifestants se rassemblèrent de fin mai à début juin autour d'Evian pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme la mainmise de huit chefs d'Etat sur le sort de la planète. Dans la perspective de ces mobilisations, dès la fin de l'année 2002, se monta à l'initiative du réseau *No Pasaran* un collectif anarchiste qui prit le nom de *Convergence des luttes antiautoritaires et anticapitalistes contre le G8 (Claaac G8, ou Claaac)*. Ce collectif réunissait dès janvier 2003 *Alternative libertaire*, la *Fédération anarchiste*, *No Pasaran*, l'*Organisation communiste libertaire*, l'*Organisation socialiste libertaire*¹, et des syndicats de la *Confédération nationale du travail*. Construite sur des bases clairement anarchistes, la *Claaac* s'était fixé deux grands objectifs : « faire exister un pôle politique et syndical anticapitaliste, antiautoritaire, antipatriarcal et révolutionnaire qui soit autonome des courants réformistes, des ONG et de tous ceux et celles qui veulent simplement humaniser le capitalisme ; permettre au mouvement libertaire de se présenter comme une alternative politique et sociale au système de domination et d'exploitation actuel.² »

¹ Organisation anarchiste suisse romande.

² « Evian 2003 : contre les seigneurs du G8, construisons une alternative anarchiste », http://increvablesanarchistes.org/articles/2000_apres/2003G8-evianvaaag.htm.

Il fut rapidement décidé de mettre en place un village autogéré pour accueillir les manifestants contre le sommet du G8. Ce village se voulait « un espace autonome de réflexion et d'action qui permette l'expression politique et surtout l'affirmation de nos propositions alternatives. L'action pourra se refléter dans la mise en place d'actes de désobéissance et/ou de résistance. Elle sera également le fait de la mise en place d'alternatives concrètes, de pratiques antiautoritaires, de démocratie directe et d'autogestion. Nous voulons que ce lieu, au-delà de la visibilité nécessaire, soit un espace d'expérimentation sociale et politique en rupture avec le capitalisme et avec les formes de représentations classiques et/ou institutionnelles.¹ » Le village était également pensé comme « un lieu autonome qui puisse devenir un véritable espace de convergence des résistances à la mondialisation capitaliste au sein duquel différents axes ou stratégies de luttes seront représentés et pourront s'exprimer. Ce sera ainsi une occasion de tisser des liens entre les différents individu-e-s, réseaux ou associations.² » Cet espace autonome devait prendre le nom de Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres (VAAAG). Conformément au souci de tisser des liens entre différents réseaux militants, les réunions de préparation s'ouvrirent à différentes organisations en dehors de la *Claaac* : les *Jeunesses communistes révolutionnaires* (JCR), des associations écologistes, *SUD* étudiants, *Vamos!*, *Attac Campus*, etc. Mais les rencontres tournèrent rapidement à l'affrontement entre deux conceptions antagonistes : pour les uns, le village devait clairement affirmer son refus du capitalisme et son autonomie face à toute institution ou parti ; pour les autres, il fallait éviter d'adopter une position trop intransigeante et sectaire et se concentrer sur l'aspect autogéré du village afin de ne pas s'aliéner les militants et organisations qui pourraient être intéressés par l'expérience mais ne se définiraient pas comme anticapitalistes. Ces divergences aboutirent rapidement à une rupture qui conduisit à l'organisation de deux villages distincts, le VAAAG, réunissant les anarchistes, et un Village intergalactique (VIG) ouvert à l'ensemble de la gauche radicale et altermondialiste.

Chacun des deux camps a une vision qui lui est propre des raisons de la rupture. Du côté des anarchistes, on stigmatise le refus des « altermondialistes regroupé-e-s au sein d'*Attac*, des groupes d'extrême gauche, des sociaux démocrates et des humanitaires³ » d'adopter une position claire sur la question du capitalisme et de l'autonomie politique, ce qui

¹ « Affirmation politique et sociale du projet Vaaag. Texte adopté les 8 et 9 février à Lyon à la Duende », in Collectif. *Annemasse. Contre les seigneurs du G8...* *Op. cit.*, p. 23.

² *Idem.*

³ Collectif. *Annemasse. Contre les seigneurs du G8...* *Op. cit.*, p. 8.

est assimilé à un soutien implicite au système et aux « enjeux politiques »¹. Selon des militants d'*Alternative libertaire* que nous avons rencontrés, ce désaccord aurait été artificiellement accentué par les JCR, qui souhaitaient bâtir leur propre espace, indépendamment des anarchistes. Les militants de la gauche radicale mettent en avant des motifs opposés :

« — *Tu parlais du VAAAG et du VIG, très rapidement. C'était sur quoi que ça avait clashé ?*
C'était, le point précis, qui à mon avis était un prétexte, était que... nous on voulait qu'il n'y ait pas d'*a priori* sur qui peut venir, c'est-à-dire peut venir qui veut, du moment qu'il y a accord sur le mode d'organisation et de fonctionnement du village, alors qu'une partie des copains du VAAAG, pas tous, mais c'est ceux qui ont gagné la bataille, voulaient qu'il y ait des clarifications politiques avant de venir, de participer à l'organisation. En particulier ça a clashé sur la possibilité qu'*Attac* puisse venir. En disant "ben voilà, les gens d'*Attac*, ils ne sont pas clairs sur leur rapport au PS, donc nous on n'est pas pour que les gens d'*Attac* puissent coorganiser le village". Voilà, ça a été ça principalement, parce que même sur le texte qui était quand même assez restrictif sur quel était le contenu politique du village, on avait réussi à faire venir tout le monde... Il y en a qui n'étaient pas satisfaits avec ça et puis du coup ils ont fait monter la sauce autour de ça... C'est ma lecture hein...

— *J'avais entendu dire que c'était l'anticapitalisme. Il y avait ceux qui voulaient l'exiger de base et ceux qui pensaient que ce n'était pas grave si des non-anticapitalistes venaient sur le lieu.*

Ouais. Le problème c'est est-ce que tu demandes aux gens de dire qu'ils sont anticapitalistes, ou s'ils sont d'accord pour signer un truc qui dit qu'ils sont contre le capitalisme tu acceptes qu'ils viennent. Nous on était pour laisser le terme anticapitaliste et dire que les gens qui sont d'accord pour signer le texte ils viennent, quoi, peu importe qu'ils le soient. Mais il y en avait qui disaient "oui mais s'ils le signent alors qu'en fait ils ne le sont pas vraiment c'est pas possible..." Voilà, c'était ça le fond de l'affaire. Et puis je pense qu'il y avait un autre projet

¹ « No Pasaran invite large (des milieux trotskistes, écologistes, etc.) pour les premières réunions mais la rupture est inévitable. Effectivement, sous prétexte d'unité, de la nécessité de créer un front commun, de ne pas apparaître comme de vilains petits sectaires, plusieurs organisations et mouvements refusent de se prononcer pour un réel anticapitalisme et refusent une rupture avec la gauche institutionnelle. Le refus de se positionner clairement de manière anticapitaliste consiste à défendre implicitement que le capitalisme peut se réformer et être "humain". [...] Cette rupture n'est pas le résultat d'une pratique sectaire, du refus du débat, mais d'un besoin de clarté au risque de revivre les illusions du communisme autoritaire ou de la social-démocratie. [...] Deuxième point de rupture : les mouvements altermondialistes refusent une réelle rupture avec le capitalisme et donc avec les organismes, institutions et partis politiques le gérant. Or il est impossible d'ignorer la volonté hégémonique de la gauche classique. Les luttes, que ce soit au niveau social, sur les retraites, etc., des sans-papiers, du nucléaire, etc., doivent se mener de manière autonome, sans rattachement avec les enjeux politiques, les enjeux de pouvoir et de stratégies et d'échéances électorales. L'autonomie des luttes est une nécessité ! » (*Monde Libertaire* n° 1324 du 12 juin 2003).

qui était plus interne aux libertaires, qui était de réussir ce mouvement d'unité des forces libertaires, qui a réussi par ailleurs, et qui du coup entraînait un peu en concurrence avec cette idée de truc large et plus ouvert. » (Frank, 31 ans, militant à *Vamos!*).

On constate à travers ces deux versions de l'histoire d'une rupture entre anarchistes et gauche radicale la réactivation des divergences culturelles classiques entre les deux ensembles, les uns considérant comme réformistes les autres, qui les taxent en retour de sectarisme. En outre, chaque camp rejette sur l'autre la responsabilité de cette rupture, considérant en particulier que la partie adverse préférerait mener un projet de son côté (union des anarchistes ou espace JCR) plutôt que chercher des points de convergence. Cette expérience montre à quel point la collaboration entre anarchistes et radicaux peut être difficile, en particulier lorsque chacun a à cœur de développer un projet sur la base de ses propres valeurs. Bien que le VIG et le VAAAG aient été en pratique très similaires, aussi bien du point de vue des modes d'organisation que des individus qui les ont fréquentés, une fracture identitaire profonde empêchait l'unité des deux camps et de la mouvance libertaire.

Conclusion

A travers une approche attentive à ce qui constitue une culture libertaire, ce chapitre nous a permis de comprendre plus clairement ce que signifie concrètement être libertaire. Au sein de la mouvance, deux ensembles culturels relativement homogènes se dégagent clairement : les anarchistes et les radicaux. En dépit d'un attachement commun à des principes individualistes, chaque groupement possède un rapport propre à l'action politique et fonde son identification collective sur des bases différentes. Les proximités idéologiques entre radicaux et anarchistes sur la question des institutions et de la démocratie représentative n'empêchent pas des rapports au vote différents, qui constituent les effets concrets de cultures politiques distinctes. Celle des radicaux est fondée avant tout sur le principe de l'autonomie des individus face à toute contrainte structurelle, collective et identitaire. La culture anarchiste repose quant à elle sur une histoire longue ; elle s'inscrit dans la filiation du mouvement ouvrier socialiste dont elle conserve une part importante des références. On constate en outre que les deux cultures s'étendent au-delà de la stricte action politique pour englober divers aspects de la vie quotidienne, des relations de travail aux pratiques de consommation. En ceci,

on peut parler d'une forme de mode de vie libertaire, marqué par un profond engagement autour de valeurs sociales et égalitaires. Mais on retrouve dans ce domaine les clivages qui distinguent les anarchistes des radicaux, qui s'opposent sur la question de la pertinence et l'efficacité de l'action individualisée. Les premiers se veulent révolutionnaires et sont par conséquent essentiellement tournés vers le renversement des institutions et de l'ordre social. Les seconds estiment au contraire que changer l'individu permettra le changement social.

La culture propre à chaque groupe permet de l'homogénéiser et de le souder en développant chez les individus un sentiment d'appartenance. Mais ce qui fait l'unité d'un collectif peut aussi l'éloigner des autres. En effet, l'hypothèse selon laquelle des cultures politiques différentes pouvaient constituer un obstacle à des mobilisations communes apparaît vérifiée. Un fossé important semble séparer anarchistes et radicaux, qui tendent à désapprouver chez l'autre ce qui fait le cœur de sa culture politique : les différences de pratiques, de représentations, de croyances et de références empêchent la compréhension au-delà des frontières culturelles. La nébuleuse libertaire est par conséquent désunie, confrontée à la difficulté de marier des systèmes de significations et des projets divergents. Les collaborations ne semblent alors possibles que si elles sont ponctuelles, ciblées et centrées sur l'action.

La construction des identifications collectives des libertaires a donc pour effet paradoxal de favoriser l'unité et l'action d'un groupe tout en limitant sa capacité à se mobiliser avec d'autres groupes pourtant semblables. Le sentiment individuel d'appartenance à une organisation constitue en ceci à la fois un moteur et, parfois, un frein pour l'action collective. Si cette forme d'identification conduit à se penser comme membre d'un groupe à l'exclusion des autres, elle devrait en outre instaurer entre les militants des liens de fidélité et de dévouement. Or on a souligné à plusieurs reprises les aspects profondément individualistes des engagements libertaires, qui se traduisent notamment dans des structures organisationnelles très souples et décentralisées. On peut par conséquent soulever la question des rapports individuels au collectif, en se demandant dans quelle mesure des cultures et identifications communes parviennent à contrecarrer des aspirations à l'autonomie personnelle. C'est cette interrogation, qui porte *in fine* sur la pérennité des engagements et des organisations, que le chapitre suivant se propose d'aborder.

Chapitre 7 : Faire collectif

L'individualisme contemporain a souvent fait craindre un affaiblissement du lien social et de la capacité des individus à s'associer et à agir collectivement. L'atomisation des travailleurs et l'individualisation de leurs carrières joueraient ainsi un rôle dans le déclin du syndicalisme et l'affaiblissement des capacités revendicatives de la classe ouvrière¹. La baisse tendancielle de la participation électorale, de même que le reflux de l'action collective dans les années 1980 ont suscité les interrogations de nombreux chercheurs. Aux Etats-Unis, le sociologue Robert Putnam a établi un lien direct entre la baisse des pratiques collectives et la diminution de l'engagement civique². Il estime que le déclin du capital social, « défini comme les réseaux qui connectent entre eux les membres d'une société et les normes de réciprocité et de confiance qui en découlent³ », serait la cause de l'affaiblissement des pratiques démocratiques, de l'intérêt pour la politique et de la participation⁴. Bien qu'il ne soit pas toujours aisé de distinguer clairement les causes des conséquences dans l'explication de Putnam⁵, il ressort avec force de sa démonstration que l'engagement civique et politique est d'autant plus faible que le lien social est plus distendu et que les individus sont plus atomisés (et inversement)⁶. Cette thèse rejoint par certains aspects les prémices de l'approche dite de la

¹ Cf. par exemple GROUX, Guy, PERNOT, Jean-Marie. *La Grève*. Paris : PFNSP, 2008.

² PUTNAM, Robert D. « Bowling Alone : America's Declining Social Capital ». *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, 1995, p. 65-78 ; PUTNAM, Robert D. *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon and Schuster, 2000.

³ Cette définition synthétique est donnée par Nonna Mayer dans son article « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français ». *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 10, n° 3, 2003, p. 381.

⁴ On retrouve là l'idée d'Emile Durkheim selon laquelle l'insuffisance des contacts entre les différents segments de la population entraînerait un état d'anomie qui empêcherait le développement d'une solidarité organique (*De la division du travail social*. *Op. cit.*, p. 356 sq.).

⁵ La notion de capital social semble en effet englober tant des causes (l'insertion dans des réseaux sociaux) que des conséquences (le développement de liens de confiance). De même, Si Putnam range le taux d'abstention électorale dans les indicateurs permettant de mesurer le capital social, on peut se demander si le niveau de participation politique ne découle pas du capital social davantage qu'il n'en constitue une composante.

⁶ Des études récentes nuancent cette thèse en montrant que l'appartenance associative a un effet assez faible sur l'intérêt pour la politique et la participation, même si ceux-ci sont d'autant plus élevés que l'on est membre de davantage d'associations (cf. MAYER, Nonna. « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français ». Article cité, et HAMIDI, Camille, MAYER, Nonna. « Capital social, lien associatif et démocratie en France », in PERRINEAU, Pascal. *Le désenchantement démocratique*. *Op. cit.*, p. 131-146). En outre, si le capital social, mesuré par l'appartenance associative, tend à favoriser la confiance à autrui, son lien avec la confiance aux institutions politiques est plus incertain (cf. MAYER, Nonna. « Les dimensions de la confiance », in GRUNBERG, Gérard, MAYER, Nonna, SNIDERMAN, Paul M. (dir.). *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des français*. Paris : PFNSP, 2002, p. 87-107).

mobilisation des ressources, qui mettent l'accent sur l'importance des relations nouées au sein d'un groupe constitué comme support d'une mobilisation¹.

La question du rapport entre individuation des modes de vie et participation politique ou engagement militant a été posée en France au début des années 1990 dans le cadre d'un séminaire du Cévipof qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage collectif intitulé *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*² L'idée centrale développée dans les différents articles qui le composent est que l'engagement subirait moins un déclin irréversible qu'une transformation de ses formes traditionnelles. Cette transformation traduirait deux tendances lourdes : un « élargissement important de la palette des modalités d'engagement politique », d'une part, et, d'autre part, « un profond processus d'individuation et de personnalisation. »³ Ainsi, l'individuation des sociétés contemporaines ne serait pas tant synonyme de fin des engagements que de multiplication et de redéfinition des investissements dans un sens plus compatible avec cette nouvelle donne. On peut y voir un exemple concret dans le développement des coordinations de travailleurs à la fin des années 1980 : celles-ci remettent certes en cause le rôle traditionnel et la force des syndicats, mais elles permettent également l'action conjointe de salariés désireux de préserver leur autonomie et d'affirmer leur identité professionnelle ou personnelle⁴. Elles sont toutefois moins pérennes que les organisations classiques, leur durée se limitant généralement à celle d'un conflit particulier. Ceci soulève alors une question plus générale : les engagements, lorsqu'ils sont marqués par l'affirmation des individus, sont-ils nécessairement limités dans le temps, voire dans leur portée ?⁵

La compréhension des rapports entre individus et groupes est cruciale dans l'étude de l'action collective. En effet, des liens que les militants entretiennent entre eux et de leur attachement au collectif dépendent pour une bonne part la pérennité des engagements et des organisations. Le militantisme des libertaires, fortement marqué par la place dévolue à

¹ On peut notamment renvoyer ici au travail fondateur d'Anthony Oberschall sur les effets des liens sociaux sur les mobilisations (*Social Conflict and Social Movements. Op. cit.*, p. 118 sq.) ainsi qu'au concept de *catnet* développé notamment par Charles Tilly (*From Mobilization to Revolution. Op. cit.*, p. 62 sq.).

² PERRINEAU, Pascal (dir.). *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*. Paris, PFNSP, 1994.

³ PERRINEAU, Pascal. « Introduction », in *ibid.*, p. 18-19.

⁴ HASSENTEUFEL, Patrick. « Pratiques représentatives et construction identitaire... ». Article cité ; DENIS, Jean-Michel. *Les coordinations. Op. cit.*

⁵ La question se pose du reste pour tout type d'engagement, que l'individu y tienne une place centrale ou non : pour Albert Hirschman, tout investissement public est voué à être déçu parce qu'il est coûteux, ne porte pas les fruits espérés ou encore implique trop de compromissions. Ce décalage entre les attentes et les expériences effectives conduit au désengagement. Plutôt que de s'inscrire dans la durée, l'engagement est alors cyclique, les phases de bonheur privé succédant à celles d'action publique jusqu'à ce qu'elles soient elles-mêmes déçues (*Bonheur privé, action publique. Op. cit.*).

l'individu et par une culture de rejet des contraintes organisationnelles ou hiérarchiques est-il particulièrement instable ou éphémère ? L'autonomie des militants par rapport à leur organisation implique-t-elle que celle-ci soit structurellement faible ? Dans le présent chapitre, nous nous proposons d'analyser l'intensité et la durabilité de l'engagement libertaire à travers les rapports que les militants entretiennent avec leur collectif. Pour ce faire, nous reviendrons dans un premier temps sur les théories qui insistent sur la place de l'individu dans les nouvelles formes d'engagement, et en particulier sur le concept d'« engagement affranchi » proposé par Jacques Ion. Ceci nous conduira à réfléchir à la question des mutations du militantisme en nous interrogeant sur la prétendue nouveauté de cette forme d'investissement politique. Dans une seconde section, nous traiterons plus spécifiquement de la question de la pérennité des engagements et des organisations libertaires. Pour ce faire, nous reviendrons sur les rétributions que les acteurs tirent de leur militantisme avant de montrer en quoi celles-ci jouent un rôle important dans les processus de maintien ou de sortie de l'engagement. La section s'achèvera enfin sur quelques conclusions générales sur les liens entre culture politique, rétributions militantes et phénomènes d'*exit*.

I. Rapports au collectif et transformation de l'engagement

L'ouvrage de 1994 dirigé par Pascal Perrineau traitant des mutations de l'engagement politique s'ouvre, après une courte introduction, sur un texte de Jacques Ion diagnostiquant l'avènement d'une nouvelle modalité d'engagement dans l'espace public, qui remettrait en cause les formes classiques d'investissement¹. Dans cet article, Ion offre une première présentation de ce qu'il formalisera plus tard sous l'appellation d'engagement « distancié »² et, plus récemment, d'engagement « affranchi »³. Ces termes désignent un type d'investissement dans lequel l'individu, loin de s'effacer au profit de la cause, s'expose et affirme son identité propre tout en préservant son autonomie vis-à-vis du collectif. Le modèle

¹ ION, Jacques. « L'évolution des formes de l'engagement public », in PERRINEAU, Pascal (dir.). *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*. Paris, PFNSP, 1994, p. 23-39. « [N]ous voudrions suggérer que l'engagement public est moins en train de disparaître que de se transformer et que ce que ce à quoi nous assistons présentement est seulement le déclin d'un mode spécifique, historique et national, d'implication dans l'espace public, celui repérable sous la figure du militant, tandis qu'émergent de nouvelles modalités d'implication dans un espace public lui-même transformé. » (p. 23. C'est nous qui soulignons).

² ION, Jacques. *La fin des militants ?*. Paris : Les Editions de l'Atelier, 1997.

³ ION, Jacques (dir.). *L'engagement au pluriel*. St Etienne : Publications de l'Université de Saint Etienne, 2001 ; ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. Paris : Autrement, 2005.

ainsi décrit par Jacques Ion apparaît fort proche de celui de l'engagement libertaire tel que nous l'avons présenté. Peut-on pour autant dire que l'investissement des libertaires est affranchi au sens que le sociologue donne à ce terme ? Et si tel est le cas, peut on considérer qu'il s'agit d'une nouvelle forme d'engagement, ou, pour le moins, d'un engagement d'actualité au sens où il serait en phase avec les tendances macro-sociales actuelles — l'individuation de la société — et les aspirations des militants d'aujourd'hui ? Dans les développements qui suivent, nous allons montrer que si le concept d'engagement affranchi peut bien être utilisé pour décrire l'engagement des libertaires dans leur ensemble, il est plus contestable de parler en l'occurrence de formes d'investissement nouvelles. La notion d'« actualité » apparaît plus adaptée, même s'il convient, une fois encore, de distinguer le mouvement anarchiste de la nébuleuse radicale.

A. Un engagement affranchi ?

Dans ses différents travaux, Jacques Ion décrit une évolution¹ qui tendrait à faire passer d'un type de militantisme qu'il qualifie d'« affilié » à une forme d'engagement « distancié » ou « affranchi ». Alors que le militantisme affilié serait marqué par la remise de soi de l'individu et l'effacement de son identité propre dans des organisations de masse, dont le *Parti communiste* a pu constituer le paradigme, l'engagement affranchi serait caractérisé par la préservation de son quant-à-soi, la mise en valeur de son identité dans le collectif et une adhésion à géométrie variable, résiliable à tout moment². Ce rapport au groupe serait au principe d'une forme d'engagement limité car maîtrisé, potentiellement éphémère car traduisant la primauté de l'individu par rapport au collectif, et autorisant les militants à préserver leur spécificité et leur vie privée contre une identité collective trop englobante et homogénéisante³. Au-delà de l'affirmation de l'individu, l'engagement affranchi serait également caractérisé par son caractère pragmatique, soucieux d'efficacité et de « coller à la réalité⁴ », détaché des idéologies, même s'il resterait aiguillonné par des idéaux et pourrait se

¹ « [L]e militantisme tel qu'il s'est exercé depuis un siècle n'est peut-être qu'une modalité parmi d'autres de l'engagement et [...] de nouvelles formes de participation sociale sont en gestation, correspondant à l'évolution des rapports entre société et individu. » ION, Jacques. *La fin des militants ?*. *Op. cit.*, p. 12.

² Ion parle de militantisme « à la carte ». ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. *Op. cit.*, p. 58 sq.

³ « Avec l'engagement distancié, le sacrifice de la vie privée sur l'autel de la Cause n'est plus de mise. » ION, Jacques. *La fin des militants ?*. *Op. cit.*, p. 82.

⁴ ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. *Op. cit.*, p. 19.

révéler porteur d'une vision alternative de la société¹. Le militantisme libertaire correspond dans une large mesure à ce modèle, en particulier par la place déterminante que prend l'individu en son sein.

1) Un militantisme marqué par la recherche d'autonomie individuelle

L'engagement affranchi s'inscrit dans une étape avancée du processus d'individuation² qui porte de façon croissante à valoriser un individu abstrait, détaché de ses appartenances singulières, acteur autonome de sa vie et seul décideur des modalités de son investissement public. C'est bien la notion d'autonomie individuelle qui est ici centrale et qui s'exprime à travers les différents traits caractéristiques de l'engagement affranchi : autonomie vis-à-vis du groupement, mais aussi de la communauté d'origine, affirmation et expression personnelle contre une représentation collective, etc³. Comme on a déjà pu l'observer, l'engagement libertaire — qu'il s'agisse du militantisme anarchiste ou radical — est pénétré de logiques individualistes qui se traduisent empiriquement par une très grande autonomie des militants vis-à-vis de leur groupe et un refus explicite de la délégation. Si la culture des radicaux est plus directement fondée sur une conception individualiste de l'engagement que celle des anarchistes, les traits qui caractérisent l'engagement affranchi se retrouvent assez largement, dans une plus ou moins forte mesure, chez l'ensemble des libertaires⁴. C'est le cas en premier lieu du rapport distancié que les militants entretiennent avec leur engagement. Certains ont à cœur de rappeler que le militantisme ne résume pas leur existence. Il peut s'agir d'individus

¹ *Ibid.*, p. 23-29.

² ION, Jacques. « Conclusion : Métamorphoses de l'engagement, espace public et sphère politique » in ION, Jacques (dir.). *L'engagement au pluriel. Op. cit.*, p. 195-217.

³ « Engagement à la carte, éphémère, multiple, à distance : l'existence et la vie du groupement ne constituent plus un enjeu fondamental de l'action. En cela, l'engagement ne saurait être compris comme la confirmation d'un ancrage communautaire déjà présent où comme la manifestation de l'appartenance à une identité collective qui existerait à l'état latent. » « Détachement des appartenances et dégagement des obligations institutionnelles vont de pair ; et aboutissent à mettre l'individu en première ligne, sans possibilité d'abri derrière l'institution : s'engager, c'est alors répondre de soi et non pas se fondre dans un collectif identifiable à une cause. Refusée, limitée — comme dans les coordinations — ou réglementée [...], la représentation du collectif ou d'autres identités est mise en cause. La figure ordinaire du porte-parole, entendue comme incarnation par un de ses membres des valeurs du groupement, est repoussée. » ION, Jacques. « Affranchissements et engagements personnels », in *ibid.*, p. 30 et 31.

⁴ Il suffit d'évoquer, par exemple, la structuration de la *Fédération anarchiste*, basée sur la responsabilité individuelle et l'autonomie de chaque militant vis-à-vis de son groupe et du niveau fédéral. On peut clairement parler de l'autonomie vis-à-vis du collectif comme un trait culturel des libertaires dans leur ensemble. On retrouve le même type d'idée dans la thèse de Stéphanie Dechezelles, qui montre comment les rapport de fidélité ou de dévouement au parti et à ses leaders s'insèrent dans des conceptions propres à chaque culture partisane. DECHEZELLES, Stéphanie. *Comment peut-on être militant ? Op. cit.*, chapitre 5.

dont l'engagement a été relativement tardif, ce qui laisserait alors supposer que le militantisme vient s'intercaler entre d'autres activités bien ancrées dans leur vie personnelle. C'est le cas d'Alban, musicien de 27 ans, militant à *Chiche!* depuis trois ans, ou de Jacques, 41 ans, membre la *Fédération anarchiste*, depuis un an seulement, ce qui constitue son premier engagement :

« Ouais, la musique c'est tout, enfin je ne fais que ça. Genre mon emploi du temps : lundi soir en général je ne fais rien, je reste [chez moi], mardi soir je répète, mercredi soir je répète, jeudi j'ai *Chiche!*, vendredi soir j'ai concert, samedi répète, dimanche répète, voilà en gros mon emploi du temps. Je fais que ça, quoi, de la musique. » (Alban, 27 ans, militant à *Chiche!*).

« Mon engagement non, mon engagement il est... C'est-à-dire que je fais beaucoup de choses dans la vie, donc mon engagement comme militant et syndicaliste à la FA, c'est pas un engagement... je fais pas que ça quoi. Il y a des mecs qui sont à la FA et dont c'est un peu le sens de la vie, c'est leur sens de... leur raison de vivre presque. Mais moi c'est pas du tout mon cas. Pour moi être militant c'est ce qu'on devrait tous être, tu vois, c'est un truc à côté de mon boulot, à côté de ma vie de famille, c'est pas... Je fais de la musique, encore. Alors évidemment j'aimerais bien apporter plus que ça, ou moi m'investir plus, mais j'ai des... les journées ont des limites. Mon engagement est tributaire de ce que je fais à côté aussi, c'est pas mon seul engagement. » (Jacques, 41 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

Mais la distanciation se retrouve également chez les militants engagés très tôt, comme Geneviève et Alice, respectivement quarantenaire et cinquantenaire, toutes deux célibataires, donc sans contraintes familiales, et engagées depuis leur majorité :

« J'ai mis longtemps à adhérer à la FA, donc euh, c'était pareil, c'était le fait d'adhérer à un truc un peu organisé, pour moi, c'est un engagement. Donc euh, tu ne le fais pas sur un coup de tête. [...] Même niveau syndicat, je ne me suis jamais syndiquée. Alors c'est pas contre le syndicalisme, je ne suis pas anti-syndicaliste, mais en fait, c'est pareil, pour moi, si j'étais syndiquée, ça veut dire bosser dans un syndicat, ça ne veut pas dire être syndiquée pour avoir une carte. Ca je sais que j'ai pas envie parce que j'ai pas envie de consacrer du temps à ça quoi, voilà. Donc je me dis que ça ne vaut pas le coup. » (Geneviève, 47 ans, militante à la *liaison Albert Camus* de la *Fédération anarchiste*).

« Alors moi je ne suis pas non plus un petit soldat toujours dévoué et toujours présent, j'ai aussi ma vie et je pense que... ce qui est essentiel, et ça c'est un problème aussi souvent dans le militantisme en général et chez les anarchistes en particulier, les gens qui tout d'un coup s'enflamment beaucoup, se passionnent beaucoup, et comme ils sont déçus parce que effectivement les résultats ne sont pas au bout de l'énergie qu'ils y mettent, alors ils laissent tout tomber, et je trouve que ça c'est très dommage. Moi [...] je dis il faut essayer de comprendre pourquoi c'est compliqué, pourquoi c'est long, pourquoi on n'y arrive pas du premier coup, et de durer, je pense que ce serait important de durer comme militant, ce serait... Bon, moi je ne pense pas m'arrêter, même si je fais moins de choses que j'ai fait et puis que j'en ferai encore moins sûrement dans les années à venir. Parce que je n'ai plus la même force qu'avant. » (Alice, 58 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Le souci de ne pas centrer sa vie sur le militantisme et de s'accorder des moments à soi ne dépend pas de l'âge ni de la durée de l'engagement. On le retrouve chez les radicaux comme chez les anarchistes, quelles que soient leurs origines sociales, leur niveau d'instruction, leur profession ou leur statut matrimonial. Mais il n'implique pas nécessairement une activité allégée. Comme on le verra, il peut fort bien cohabiter avec un investissement intense et coûteux en termes de temps et d'énergie. Mais les phases d'activité soutenue peuvent rapidement succéder à des moments de prise de distance. C'est en effet surtout parce qu'il est « à géométrie variable » ou « à la carte », que l'engagement libertaire peut être considéré comme un engagement affranchi : en fonction de leur disponibilité ou de leurs envies, les militants s'autorisent à consacrer plus ou moins de temps à l'action collective :

« C'était ça que je trouvais séduisant. C'est que finalement ça reposait avant tout sur l'individu. C'était pas parce qu'on était dans *Aarrg!* qu'on devait faire une action, une action qu'on trouvait un peu foireuse ou qui nous intéressait pas particulièrement, ou autre chose, bon, ben voilà, on participait simplement pas à l'action. Et donc il y avait des groupes qui étaient à chaque fois différents » (Hugo, 25 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« Ceux qui ont plus de temps ils font plus de choses, et... moi par exemple, je me suis investie cette année, mais pour moi c'est pas la meilleure année, c'est pas l'année où j'ai le plus de temps pour ça, parce que justement je prépare le CAPES. Donc s'il y a des trucs qui prennent beaucoup de temps comme par exemple s'occuper de la *mailing list*, c'est pas moi qui risque de les faire, parce qu'il faut vraiment avoir le temps de s'investir... de s'investir à fond. Donc

ça se décide comme ça. Celui qui a plus de temps il fait plus de choses... Si on n'a pas envie de participer à une action, personne ne peut nous y forcer... Ca se passe bien, en fait... ça se passe tout seul. » (Inès, 25 ans, militante au *Crep*).

« A l'heure actuelle je ne considère pas être impliqué dans *Vamos!* à fond. Je ne sais pas comment ça se fait, j'y arrive pas à... C'est ce que je disais tout à l'heure, je n'arrive pas à faire les choses jusqu'au bout. Euh, j'ai des périodes où je vais faire pas mal de trucs et puis des périodes où je lâche complètement, je fais plus rien. Et donc mon... ce qui a tendance à me faire culpabiliser un peu... Une fois que tu t'es investi dans un groupe comme ça, qui est très petit et qui repose sur très peu d'énergies, c'est toujours dur de... de lâcher, quoi, même si... enfin même si tu lâches parce que tu... enfin soit tu n'as plus envie, soit tu es malade, soit... enfin bref pour des raisons quelconques... » (Alexandre, 26 ans, militant à *Vamos!*).

« J'essaye de militer sur les moyens humains et par rapport au temps aussi. Des fois, j'ai la flemme de venir aux réunions, parce que je finis à 7 heures, donc le temps que je rentre chez moi il est 7h et demi, et on fait les réunions à 8h, donc j'essaye de venir régulièrement... Et puis pareil pour les collages, euh, c'est le soir... j'essaye d'y aller assez régulièrement, mais... En gros quand je m'engage j'y vais, quand je m'engage pas... je ne suis pas engagé ; donc j'ai souvent la flemme. » (Paul, militant au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

« J'ai toujours milité, enfin depuis très longtemps maintenant, mais avec des implications plus ou moins fortes quand même, hein. Par contre c'est vrai que depuis quelques temps je suis plus sur une militance de type production écrite ou des choses comme ça, qu'être dans les réunions, dans les, tu vois, les [Comités de relation], toutes les assemblées générales, ça j'en ai un petit peu ras la casquette des réunions quoi. Mais bon ça me reviendra peut-être... » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

La variabilité de l'investissement individuel exprime clairement l'absence de contraintes institutionnelles qui pèseraient sur les militants ; ceux-ci sont libres de participer à l'effort collectif dans la mesure qu'ils estiment possible ou suffisante. Cette liberté est un trait partagé par l'ensemble des militants, sans distinction de niveau d'étude ou de position sociale. On ne peut donc pas opposer un modèle d'activiste dévoué à un modèle de militant détaché : l'autonomie de chacun est un trait fondamental et général du milieu libertaire. Si une forme

d'engagement moral pousse chaque individu à sacrifier une portion de bonheur privé pour mener des actions publiques¹, il s'agit d'une démarche avant tout personnelle. Nous avons pu constater en effet que la pression informelle du groupe était faible et généralement mal acceptée². Une norme de réciprocité implicite incite les militants à ne pas exiger des autres ce qu'ils refuseraient eux-mêmes. Tout se passe alors comme si l'absence de contrainte était une condition de possibilité de l'engagement. Cette liberté permet au niveau d'investissement de s'adapter aux fluctuations de la disponibilité biographique ; il autorise l'activisme des uns tout en n'excluant pas la mise en retrait des autres, passagère, prolongée ou définitive. Mais cette mise en retrait n'implique pas nécessairement un désengagement. En ceci, comme on le verra plus loin, le caractère « affranchi » de l'engagement peut favoriser sa pérennité.

L'engagement affranchi, en autorisant le militant à s'autonomiser des catégorisations collectives pour s'affirmer de façon personnelle, permet également d'épouser des causes variées en évitant de se voir cantonné à un rôle ou un combat spécifique. L'aspect généraliste de l'engagement libertaire est ainsi fréquemment mis en avant :

« C'est vrai que j'avais regardé un petit peu si je pouvais... sinon militer un petit peu dans une association, peut-être écologique... mais c'est pas ce que j'avais envie. J'étais pas branchée sur un seul sujet, l'écologie ou le droit des femmes ou... C'était plus global que ça. » (Marina, 34 ans, militante au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Moi ce que j'ai trouvé très bien, au fond, je pense, c'est cette idée de pas créer une organisation supplémentaire. C'est qu'[on ne se reconnaissait pas vraiment] dans des organisations je dirais plus identitaires. Voilà, on n'était pas des précaires, on n'était pas... il y avait quand même beaucoup de profs, de normaliens, tout ça. Et donc moi, ce que j'aimais bien, c'est que c'était moins l'idée de créer une nouvelle organisation qui correspondrait idéologiquement, c'était une manière de militer un peu plus fondée sur le plaisir, et puis l'idée que... l'idéal c'était de servir, de mettre nous ce qu'on savait faire, c'est-à-dire des affiches

¹ HIRSCHMAN, Albert O. *Bonheur privé, action publique*. *Op. cit.*

² « *Moi au début j'étais pris pour un fumiste donc j'ai eu droit à des quolibets quoi, de gens qui sont partis du groupe... [...]*

— Il y avait des injonctions à... à bosser plus ?

Moi je suis anar, je disais, si tu me dis de faire ça je ne le ferai pas, rien que parce que tu me le dis. » (Roland, 62 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

pour certains, des textes, des contacts presses, au service de mouvements qui existaient. » (Michel, 30 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

« J'ai envie, j'ai besoin et je recherche quelque part aussi cet aspect généraliste, de pas être sur un type de lutte en particulier, de ne pas être uniquement sur l'antipub, uniquement sur la vidéosurveillance, uniquement sur les transports gratuits, uniquement sur la lutte OGM, sur la lutte antinucléaire, sur le féminisme, sur les luttes sociales, sur la précarité, sur l'urbanisation et la façon dont on peut stopper cette espèce d'invasion urbaine, bon. Tout ça, c'est des sujets où potentiellement à *Chiche!* tu peux développer une réflexion, et après elle prend la forme que le nombre de personnes impliquées ou l'énergie en présence permettent de développer. Mais d'une part il y a cette possibilité de généralité quoi. Qui moi me plaît, m'intéresse, et dans lequel j'ai pas l'impression de faire... Enfin qui me permet, si à un moment donné j'ai envie de m'investir sur une lutte en particulier, sur l'espace de six mois, un an, dix ans, je sais qu'avec *Chiche!* comme tremplin, je pourrais le faire. Si j'ai envie de rester comme ça éveillée sur plusieurs sujets en même temps sans jamais être spécialisée dans aucun... » (Cécile, 25 ans, militante à *Chiche!*).

L'absence de spécialisation militante est, elle aussi, pensée comme une liberté qui permet l'épanouissement de l'individu. Elle implique que les envies de chacun priment sur les assignations identitaires auxquels s'exposent les groupes identifiés comme promoteurs d'une cause spécifique. Le « papillonnage militant¹ » ainsi permis renforce l'autonomie, la capacité d'autodétermination des militants. Il convient de noter que l'engagement affranchi ne conduit pas nécessairement à remettre en cause toute forme d'identification collective. Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les libertaires entretiennent bien un sentiment d'appartenance vis-à-vis de leur collectif, voire de la mouvance plus large dans laquelle ils s'inscrivent. Ainsi, affirmation d'une singularité et inscription dans un cadre collectif ne sont pas antinomiques ; au contraire, « par son engagement associatif l'individu renouvelle les cadres collectifs qui lui servent à étayer son identité² ». On peut se sentir profondément anarchiste et attaché à son organisation tout en voulant absolument maîtriser son engagement et préserver son autonomie. La possibilité même d'être autonome et d'être reconnu personnellement — c'est-à-dire d'être pris en compte, écouté, en mesure d'influencer la vie du

¹ Sur cette notion, cf. LUCK, Simon. *Le militantisme à Aarrg! Paris... Op. cit.*

² VERMEERSCH, Stéphanie. « Entre individualisation et participation... ». Article cité, p. 686.

groupe... — tout en agissant collectivement contribue à attacher l'individu à son collectif et favorise les identifications.

La dimension d'épanouissement personnel fondé sur l'expression des singularités se retrouve également dans la valorisation, au sein du groupe, des compétences de chacun. Ceci constitue un autre trait marquant de l'engagement affranchi décrit par Jacques Ion : « au lieu que l'individu adhérent ne compte que par le rôle que lui confère le groupement, c'est au contraire son individualité spécifique détentrice de ressources particulières (en informations, en relations, etc.) qui se trouve alors prise en compte.¹ » Ainsi, chaque individu est acteur et apporte ses compétences au groupe, plus que le groupe ne les lui apporte. Ceci se traduit en pratique par le recours régulier ou occasionnel aux connaissances et savoir-faire spécifiques de chaque militant : les artistes, techniciens, comédiens, journalistes, etc., trouvent à reconverter leurs ressources dans l'action collective en apportant personnellement leur contribution à la construction d'une intervention publique (scénographie d'une action, contacts presse, etc.) ou à la réalisation du matériel de propagande (tracts et affiches sont ainsi régulièrement confiés à des graphistes). Ceci se constate surtout chez les militants de la gauche radicale, caractérisés par leur niveau d'instruction élevé², mais on peut l'observer également chez les anarchistes, où de nombreux militants trouvent l'opportunité d'investir leurs ressources personnelles au profit de la cause commune (connaissances juridiques ou comptables, maîtrise de la technique radiophonique, graphisme, etc.).

La notion d'« idéalisme pragmatique » constitue une dernière dimension importante du modèle décrit par Jacques Ion. L'affirmation de l'autonomie individuelle va de pair avec un refus des idéologies, entendues comme visions du monde qui contraindraient l'action. Le souci d'agir de façon pragmatique et non idéologique prend place selon Ion « dans un contexte spécifique, celui de la fin des grands récits qui ont longtemps orienté les pratiques de la militance.³ » Si cette recherche de concret n'empêche pas, *in fine*, l'expression d'idéaux, elle traduit une méfiance vis-à-vis de tout ce qui pourrait limiter la marge d'action des individus. On a vu dans le chapitre précédent le rejet dont le concept d'idéologie faisait l'objet chez les militants radicaux, pour qui elle est fréquemment synonyme de dogme. Il n'en va pas

¹ ION, Jacques. *La fin des militants ?*. *Op. cit.*, p. 50.

² Cf. LUCK, Simon. *Le militantisme à Aarrg! Paris...* *Op. cit.*

³ ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. *Op. cit.*, p. 11.

tout à fait de même chez les anarchistes : ceux-ci rejettent également les systèmes politiques fermés¹, mais il assument, voire revendiquent, leur adhésion à des théories politiques et des visions du monde spécifiques. Selon eux, la doctrine anarchiste ne serait pas assimilable à un dogme : elle serait plurielle et aisément réappropriable ; elle donnerait des directions sans tracer un chemin, posant plus de questions qu'elle ne donnerait de réponses.

Sans doute ne faut-il pas surestimer l'importance des différences entre anarchistes et radicaux dans leur rapport à l'idéologie. Les uns comme les autres refusent de se laisser dicter leur comportement et revendiquent leur libre-arbitre ; les premiers n'ont pas davantage que les seconds le sentiment de se plier à des règles de conduite tirées d'une philosophie politique élevée en modèle. La principale différence entre les deux groupes réside probablement dans le degré de conscience ou d'explicitation des valeurs et objectifs qui motivent et guident les investissements politiques. On note que « le souci de l'action est souvent inséparable de la production d'une réflexion générale qui transforme les façons d'envisager un problème et se trouve donc porteur d'une élaboration théorique apte à renouveler les idéologies militantes et la nature même des causes à long terme² ». L'idéal se cache, en quelque sorte, dans le pragmatisme qui en est le révélateur. En effet, qu'ils se rattachent ou non à des doctrines, les idéaux et les valeurs des libertaires se manifestent dans leurs actes, qui expriment nécessairement une subjectivité et traduisent une certaine vision du monde. Si l'on se réfère à la définition de Pierre Ansart, l'idéologie naît nécessairement dans un contexte spécifique ; elle est en adéquation avec la situation d'un groupe social dont elle va exprimer les aspirations ; elle dit le juste et l'injuste et incite à agir en accord avec ces représentations³. La vision selon laquelle l'effondrement de l'empire soviétique aurait sonné la fin de l'histoire et

¹ « L'idéologie, ça me semble... Ouh, déjà je suis dubitative, dubitative. Je crois que j'aimerais peut-être avoir une idéologie, si ce n'était très, très, très pratique... et peu fatigant, parce qu'on ne doit plus chercher par soi-même. Enfin je ne sais pas, mais ça ne me plaît pas beaucoup. Je ne crois pas que... je ne crois pas avoir une idéologie [...]. Ouais. C'est comme un catéchisme. Sur le portail [Internet] de la FA, il y a un texte d'Elysée Reclus qui dit l'anarchisme ne pourrait jamais avoir un catéchisme. » (Thérèse, 55 ans, militante au groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste).

« Moi tel que je le définis, l'idéologie c'est un système, donc c'est un ensemble d'idées figé, qui n'est pas remis en question et qui fait qu'on a une vision faussée de la réalité. Par exemple, dans l'idéologie communiste, la classe ouvrière était toujours du bon côté, on ne voulait pas voir... si quelqu'un n'était pas avec nous il était contre nous, etc. Ça fait que ces gens là vivaient dans des idées qui les empêchaient d'appréhender correctement ce qui se passait dans le réel. Pour moi c'est ça une idéologie, et pour moi l'anarchisme n'est donc pas une idéologie. » (Caroline, 32 ans, militante au groupe La Rue de la Fédération anarchiste).

² ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. Op. cit., p. 25.

³ ANSART, Pierre, *Les idéologies politiques*. Paris : PUF, 1974 ; ANSART, Pierre. *Idéologies, conflits et pouvoir*. Paris : PUF, 1977.

de tout modèle alternatif à la démocratie libérale¹ et définitivement remplacé les convictions par le pragmatisme, l'idée même de « fin des idéologies² », apparaissent alors contestables. Pour Jean Baechler, « on ne peut agir politiquement sans penser idéologiquement³ ». Nul n'agit sans que ses actes soient inspirés par une vision de ce qui est bon, juste et désirable et de ce qui est à rejeter, vision qui est située socialement et forgée à travers des socialisations personnelles et collectives. Le refus des déterminations idéologiques est alors elle-même une forme de vision du monde, une « idéologie de la fin des idéologies⁴ ».

Anarchistes et radicaux se différencient donc par le fait que les premiers adhèrent de façon explicite à un ensemble — relativement pluriel — d'idées et de théories formalisées et développées à travers l'histoire, tandis que les seconds refusent de rattacher leur idéologie à des corpus doctrinaux existants — ce qui ne signifie nullement que leur action soit basée sur un strict bon sens pragmatique, par définition impossible. L'homogénéité culturelle et sociale des radicaux rappelle à quel point leur sensibilité politique est socialement située. Nul n'échappe à l'idéologie, et la prétention des individus à pouvoir fixer en toute indépendance les lignes de leur conduite est, elle-même, une aspiration idéologique déterminée par des structures sociales et historiques⁵. Hormis ces différences non négligeables entre anarchistes et radicaux dans le rapport aux doctrines politiques — qui n'empêchent pas toutefois un refus commun de se laisser dicter sa conduite par des systèmes théoriques, mais traduisent plutôt des conceptions distinctes du rôle des idées politiques dans l'action collective — les deux groupes affichent les mêmes types de rapport à leur engagement et au collectif : importance attachée aux activités extra-militantes, variabilité de l'intensité de l'investissement, refus de la spécialisation, valorisation des compétences individuelles. Ces caractéristiques font des libertaires des militants « affranchis », au sens que donne Jacques Ion à ce terme

Engagement affranchi, l'engagement libertaire met en avant l'autonomie des individus, parfois au point de susciter l'illusion de la possibilité d'exprimer une subjectivité non située, c'est-à-dire qui ne serait pas influencée par des appartenances et des apprentissages sociaux.

¹ FUKUYAMA, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris : Flammarion, 1992.

² BELL, Daniel. *La fin de l'idéologie*. Paris : PUF, 1997 (1960).

³ BAECHLER, Jean. *Qu'est-ce que l'idéologie ?*. Paris : Gallimard, 1976, p. 182.

⁴ EAGLETON, Terry. *Ideology, an introduction*. Londres: Verso, 1991, p. 4.

⁵ ELIAS, Norbert. *La société des individus*. Paris : Pocket, 1997. Cf. aussi DURKHEIM, Emile. *De la division du travail social*. *Op. cit.*

Mais le souci de répondre de soi et de préserver son quant-à-soi¹ ne signifient-ils pas, in fine, l'absence de réel engagement ? Repérer les logiques par lesquelles les individus prennent leur distance vis-à-vis de leurs investissements politiques et s'affranchissent de leur groupement conduit à s'interroger sur la possibilité même de leur implication réelle. A travers cette question, c'est celle de la portée des engagements qui est en jeu.

2) Sur l'intensité et la portée des engagements

L'autonomisation des individus vis-à-vis du collectif politique n'empêche pas l'engagement. Au contraire, les formes « affranchies » facilitent l'investissement de ceux que l'allégeance à une organisation rebute² en autorisant notamment un niveau variable et individualisé de participation et une prise en compte des singularités³. Mais l'absence de contraintes ne conduit-elle pas tendanciellement à un engagement dilettante, une forme d'implication *a minima* ? Pour Jacques Ion, un investissement individuellement maîtrisé « ne signifie pas forcément un investissement moindre. Dans la mesure précisément où le statut d'adhérent s'efface ou se trouve moins apte à cadrer les pratiques, c'est la personne elle-même, dans toute son épaisseur, y compris affective, qui se voit mobilisée et donc exposée.⁴ » Ainsi, l'individu serait particulièrement impliqué, parce que mis en première ligne. En outre, c'est parce qu'il est maîtrisable que l'engagement peut être intense⁵ : le don de soi est acceptable parce qu'il est librement consenti ; l'individu peut être d'autant plus actif et impliqué qu'il a le sentiment que sa démarche est volontaire et personnelle.

¹ ION, Jacques. « Affranchissements et engagements personnels », in ION, Jacques (dir.). *L'engagement au pluriel*. *Op. cit.*, p. 21-45.

² DUCHESNE, Sophie. « Engagement ou politique. Le paradoxe de la citoyenneté », in PERRINEAU, Pascal (dir.). *L'engagement politique...* *Op. cit.*, p. 185-214 et en particulier p. 201 *sq.*

³ « Globalement, c'est ainsi la participation individuelle qui se trouve favorisée, que ce soit à travers des formules permettant des degrés divers d'intéressement à la cause défendue, ou que ce soit à travers l'attention portée aux singularités de la parole en nom propre. » ION, Jacques. « Individualisation et engagements publics », in CORCUFF, Philippe, ION, Jacques, De SINGLY, François. *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*. Paris : Textuel, 2005, p. 100. Cette idée se retrouve dans le témoignage de cette militante anarchiste : « *Ce qui me convient bien dans les idées anarchistes, c'est l'aspect d'essayer de réfléchir aux individus, dans un collectif, mais où chaque individu continue à conserver son identité, ses prises de position, ses capacités de réflexion ou d'action, mais dans un collectif. Moi je ne suis pas non plus une individualiste à dire c'est chacun chez soi et on ne s'occupe pas les uns des autres. C'est dans un collectif, c'est dans une relation sociale.* » (Alice, 58 ans, militante au groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste).

⁴ ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. *Op. cit.*, p. 83.

⁵ ION, Jacques. *La fin des militants ?*. *Op. cit.*, p. 83.

On constate en pratique, chez les libertaires, toute une gradation dans les niveaux d'implication dans le collectif, qui interdit de tirer une conclusion générale sur l'intensité de ce type d'engagement. Si certains individus semblent véritablement vivre à la fois *pour* et *de* la politique¹ — non parce qu'ils retirent une rémunération de leur activité mais au sens où le militantisme apparaît donner un sens à leur vie² — d'autres ont une participation bien plus limitée en termes de temps et du point de vue de leur investissement psychologique³. Précisons toutefois qu'une faible participation au collectif peut occulter l'importance accordée par certains militants à des pratiques alternatives individuelles — comme le consumérisme politique — qui pour eux prennent pleinement place dans leur activité politique. Si l'on considère l'engagement libertaire comme la somme des investissements collectifs et individuels, son intensité doit être mesurée globalement.

L'intensité de l'engagement collectif n'est pas nécessairement liée au degré d'affranchissement ou d'autonomie vis-à-vis de l'organisation⁴ ; elle dépend essentiellement d'autres facteurs, variables selon les individus. Pour Michel Offerlé, dans le cas du militantisme partisan, « [l]a probabilité de l'engagement continu repose sur des contraintes (sanctions, menaces, mais aussi prédisposition intériorisée à servir et/ou à diriger les autres fortement développée dans certaines conjonctures ou dans certains groupes sociaux) et/ou sur

¹ « Celui qui vit “pour” la politique fait d'elle, dans le sens le plus profond du terme, le “but de sa vie”, soit parce qu'il trouve un moyen de jouissance dans la simple possession du pouvoir, soit *parce que cette activité lui permet de trouver un équilibre interne et d'exprimer sa valeur personnelle en se mettant au service d'une “cause” qui donne un sens à sa vie. C'est en ce sens profond que tout homme sérieux qui vit pour une cause vit également d'elle.* » WEBER, Max. *Le Savant et le politique*. Paris : 10/18, 2002, p. 137. C'est nous qui soulignons.

² « *J'ai commencé à militer en fait assez récemment, enfin de manière active, on va dire, euh... en mars 2004, après une longue réflexion et maturation. Et une fois que c'était parti, ben c'est... on met un doigt dans l'engrenage et puis il y a tout le corps qui part avec derrière. Et voilà, et ça prend aux tripes et ça nous lâche plus. [...] C'était le début d'une expérience extraordinaire, la rencontre avec Chiche!, et avec les anti-publicitaires. Ça ça a marqué vraiment un tournant dans ma vie, à tel point que j'étais passionné de photo à l'époque et que maintenant le militantisme a pris le pas sur la photo. Donc c'est vraiment quelque chose de très fort.* » (Grégoire, 30 ans, militant à Chiche!).

³ Il est difficile d'établir un indicateur de l'intensité de l'engagement qui tienne compte à la fois du temps passé à militer et de l'importance subjective que revêt l'engagement pour l'enquêté. La dimension subjective étant particulièrement délicate à mesurer, nous nous basons essentiellement sur nos propres observations pour classer, de façon approximative, les individus selon qu'ils consacrent une forte part de leur temps au militantisme (par exemple : deux à trois réunions dans la semaine plus une action le week-end, soit au moins huit heures par semaine) ou ont un engagement plus ponctuel et limité. Il convient toutefois de souligner encore une fois la variabilité de l'investissement, un même individu pouvant être très impliqué pendant plusieurs mois, puis prendre du recul pendant quelque temps, avant de revenir éventuellement à un niveau élevé d'activité politique.

⁴ Rémi Lefevre et Frédéric Sawicki notent ainsi qu'au *Parti socialiste*, « il est significatif que les militants qui se disent les plus distanciés sont souvent ceux qui consacrent le plus de temps au parti. Ils refusent la dépossession de soi alors qu'ils donnent beaucoup d'eux-mêmes et de temps au parti. La posture critique permet ainsi de créer les conditions d'une fidélité à soi-même conjuguée souvent au don de soi. » (*La société des socialistes... Op. cit.*, p. 215).

l'obtention de rétributions non seulement collectives, mais surtout individuelles. [...] L'investissement partisan sera d'autant plus fort que l'importance accordée à d'autres activités concurrentes et/ou complémentaires (vie privée, activité de loisirs, accumulation de capital matériel ou symbolique dans un espace social particulier, autres groupes associatifs) sera plus faible [...].¹ » On se rapproche là de l'idée du rôle des réseaux sociaux et des « sphères de vie » développée par Florence Passy². Ceux-ci jouent un rôle d'autant plus important chez les libertaires que les contraintes institutionnelles à la participation y sont faibles ou inexistantes. « L'imbrication des sphères procède d'une double démarche. Tout d'abord, une étroite socialisation de l'individu à l'enjeu de la contestation, qui se fait généralement par l'intermédiaire de l'insertion de l'individu dans des réseaux, l'amène à développer un fort intérêt pour l'enjeu et à lier plus facilement ses sphères de vie les plus importantes avec la problématique de son engagement. Ensuite, une fois que ces sphères sont liées à son engagement politique, se met en place un *champ interactif* qui permet une stabilisation d'un haut niveau d'engagement.³ » *A contrario*, tout ce qui vient perturber ce champ interactif rompt la stabilité de l'engagement et peut donc diminuer son intensité — voire conduire au désengagement. La possibilité que les différentes sphères de vie, en lien avec les réseaux sociaux fréquentés, assurent un niveau d'implication élevé, dépend en particulier du cycle de vie des militants (de leur disponibilité biographique) et peut donc évoluer avec le temps et les transformations qui affectent les biographies individuelles. L'importance de la disponibilité personnelle dans l'engagement se retrouve dans les témoignages des enquêtés :

« Dans la pratique il y avait quand même des gens qui étaient tout le temps sur tout... dont j'étais quoi. Mais euh... vraiment, à part quelques, on va dire 6 – 7 personnes qui étaient vraiment très actives, peut-être du fait d'une, enfin d'un moment dans leur trajectoire personnelle où soit ils étaient célibataire, ou... non, mais c'est vrai c'est énorme... ils étaient célibataires, ils avaient des obligations universitaires faibles, tu vois, ce genre de trucs. Les gens qui remplissaient ces critères, par exemple, étaient surinvestis. » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

¹ OFFERLE, Michel, *Les partis politiques*. *Op. cit.*, p. 73-74.

² PASSY, Florence. *L'action altruiste...* *Op. cit.* ; PASSY, Florence. « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. *Op. cit.*, p. 111-130.

³ PASSY, Florence. *L'action altruiste...* *Op. cit.*, p.230. Souligné par l'auteur.

« Ca change des choses. Depuis que Charles est papa, on le voit moins, par exemple [rire]. Non, mais c'est sûr que le fait d'être plus ou moins célibataire, enfin en tout cas de ne pas vivre avec quelqu'un, de ne pas avoir d'enfants, c'est ça aussi qui fait que j'ai du temps, que je passe un nombre d'heures incroyable dans les cafés, après les réunions, et que... ouais, c'est... Je compte pas mon temps, c'est ça aussi qui fait que je bosse trop [rire]. J'ai pas de gamin à aller chercher à la crèche à 18h, donc je bosse jusqu'à 19h30 et ensuite j'enchaîne avec une réunion, et voilà. Mais c'est sûr que ça donne du temps, et c'est ça aussi qui fait que à côté par exemple j'ai accepté d'être au bureau d'*Attac* et au bureau de mon syndicat, enfin je suis trésorière de mon syndicat, parce que j'ai le temps, je me rends bien compte qu'autour de moi tout le monde ne l'a pas et voilà, ça ne va pas forcément durer toujours, et tant que je peux le faire, ça me fait plaisir, ouais, de prendre ce temps-là... » (Anne, 29 ans, militante au *Crep*).

Si l'explication en termes de sphères de vie et de liens sociaux ne suffit sans doute pas toujours à expliquer les lassitudes militantes qui se développeraient avec le temps, elle permet tout de même de rendre compte de la plupart des disparités dans les niveaux d'engagement individuels : les plus impliqués sont généralement ceux qui mènent une vie de célibataire ou dont le compagnon ou la compagne partage les convictions voire milite également, ceux dont les contraintes familiales, universitaires ou professionnelles sont les moins fortes ou les plus compatibles avec le sens de leur engagement, etc. Ainsi, par exemple, un couple de militants éducateurs spécialisés, sans enfants, qui vivent leur profession comme un prolongement de leur investissement politique, ont toutes les chances de consacrer une partie importante de leur temps à leur activité au sein d'un collectif. Reste que, comme le laisse entendre Michel Offerlé, indépendamment des rétributions ou contraintes liées aux différentes sphères de vie, le niveau d'engagement acceptable peut être variable selon les acteurs : il ne suffit pas forcément d'être profondément intégré dans un groupe et de n'avoir que peu de contraintes en dehors pour partager la vision des plus investis de ce qu'est un degré d'implication maximal. Comprendre les points de vue subjectifs sur ce qu'est un juste niveau d'engagement implique probablement de prendre en compte, en plus des divers réseaux et sphères d'activité des individus, les dispositions au don de soi acquises tout au long de la vie et dès les socialisations primaires. Ceci confirme, encore une fois, l'intérêt d'une sociologie du militantisme attentive à la multiplicité des socialisations et aux valeurs qu'elles conduisent les individus à adopter.

Engagement affranchi ne signifie pas nécessairement investissement *a minima*. Pour autant, ce type de rapport au collectif ne porte-t-il pas en lui ses propres limites ? Plus précisément, l'efficacité d'un militantisme sans contrainte institutionnelle et reposant essentiellement sur l'implication et la bonne volonté individuelle n'est-elle pas remise en cause ? De nombreuses recherches, s'inscrivant en particulier dans l'approche de la mobilisation des ressources, ont souligné l'importance pour un mouvement de disposer d'une organisation structurée afin de durer dans le temps et d'atteindre ses objectifs¹. Pour Hanspeter Kriesi, un processus de structuration interne (formalisation et centralisation, professionnalisation, division du travail, etc.) est ainsi quasiment inévitable². Ces conceptions se trouvent renforcées par certaines expériences militantes, comme celle qui a conduit l'activiste féministe Jo Freeman à dénoncer en 1970 ce qu'elle a appelé « *the tyranny of structurelessness* ». Dans son célèbre article du même nom, elle affirme que « les groupes non structurés peuvent être très opérants pour faire que les femmes parlent de leur vie ; ils ne sont pas très bons pour faire avancer les choses » (*Unstructured groups may be very effective in getting women to talk about their lives ; they aren't very good in getting things done*)³.

L'absence de contraintes institutionnelles et le relatif détachement des militants vis-à-vis de leur organisation, érigés en traits culturels, favorisent l'investissement individuel en encourageant les plus rétifs à franchir le pas de l'engagement. Cependant, ils peuvent également parfois constituer un obstacle à la réalisation des objectifs des collectifs. Le principe tacite selon lequel chacun est libre de ses actes et que personne n'est en droit de demander aux autres des comptes sur leur investissement conduit parfois à des défections (généralement temporaires) imprévues et problématiques. Si les militants qui s'engagent à participer à une activité tiennent généralement parole, il ne s'agit pas d'une règle absolue. Dans le quotidien de l'entreprise collective, on constate fréquemment des problèmes de « discipline » qui font qu'avant l'heure d'une action ou d'une assemblée, il plane une incertitude sur le nombre de personnes qui seront effectivement présentes et donc sur la

¹ Cf. par exemple GAMSON, William A. *The Strategy of Social Protest*. Homewood (Ill.) : the Dorsey press, 1990.

² KRIESI, Hanspeter. « The organizational structure of new social movements in a political context » in McADAM, Doug, McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. (eds.). *Comparative Perspectives on Social Movements Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p. 154-155.

³ Ce texte, paru pour la première fois officiellement dans la revue féministe *The Second Wave*, vol. 2, n° 1, 1972, a été mainte fois reproduit. Il est aujourd'hui librement disponible sur Internet et notamment à l'adresse <http://www.jofreeman.com/joreen/tyranny.htm>.

possibilité même de tenir la réunion ou de mener l'action. Ceci peut également conduire à faire reposer sur quelques-uns tout le poids d'une initiative particulière :

« Je m'étais plaint, et ça c'était une réunion tous ensemble, nationale... Je m'étais plaint que sur le sommet de Bruxelles on était parti là-bas... Enfin les gens étaient prêts à partir là-bas, sans rien savoir de ce qu'était le sommet de Bruxelles, ce qui s'y passait. C'était juste le vieux folklore militant qui revenait, genre ben quand il y a un appel à manifestation on manifeste, quand il y a un sommet on fait un contre-sommet... Et donc moi je m'étais retrouvé... j'étais malade comme un chien quelques jours avant, et je m'étais retrouvé 48 heures avant à dépouiller une littérature sur la question des relations incestueuses entre la Commission européenne et les grandes entreprises, les lobbies de grandes entreprises, etc., au tout dernier moment, et à pondre... Enfin bon voilà, c'est vraiment le truc horrible pour nous, à pondre moi tout seul, enfermé dans mon coin, un texte de *Aarrg!*, ce qu'on appelait un aarrgment, sur la question, et à lui donner du dehors, donner du dehors au groupe une sorte de discours, genre "on n'est pas silencieux, on a quelque chose à dire sur la question". On avait aussi préparé à la hâte et sans que personne, à part le groupe de Paris, en ait envie, des costumes de Robin des Bois, des affiches, des trucs, avec un truc voilà, "à l'assaut de la forteresse Europe"... Donc voilà, c'est ça, improvisé au dernier moment, parce qu'il y avait une sorte d'inertie, genre "ben vous faites quelque chose là-dessus ?" "Ben oh, ouais, peut-être". Enfin, voilà, et ça se passait pas. Et quand je m'étais plaint de m'être retrouvé tout seul à faire le texte on m'avait dit "ben pourquoi tu l'as fait dans ces cas là ?". » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

L'impossibilité pratique d'exiger la participation d'autrui implique parfois que celui ou celle qui ressent le plus fortement l'obligation d'agir se charge seul(e) d'une tâche dont tout le monde s'est dessaisi. Bien que ceci n'arrive pas systématiquement et que le poids de l'action ne repose pas toujours sur les mêmes personnes, on voit bien que ce type de phénomène va à l'encontre d'une dynamique collective, peut susciter des découragements ou des phénomènes de *burn out*¹, et constitue donc une des limites de l'engagement affranchi. Si l'autonomie individuelle n'est pas nécessairement synonyme de désorganisation et d'immobilisme, la liberté laissée à chacun constitue parfois un frein à la réalisation des objectifs du groupe.

¹ Sur cette notion, qui désigne un épuisement psychologique, cf. par exemple BROQUA, Christophe, FILLIEULE, Olivier. *Trajectoires d'engagement : Aides et Act Up*. Paris : Textuel, 2001.

L'engagement libertaire peut dans une large mesure être qualifié d'engagement affranchi. Les traits dégagés par Jacques Ion pour décrire ce type de rapport au collectif et à l'investissement public se retrouvent pour la plupart dans les organisations que nous avons étudiées. Au regard de l'histoire aujourd'hui plus que centenaire du mouvement libertaire, demeure cependant une interrogation : cette forme d'engagement est-elle réellement nouvelle ?

B. Nouveauté et actualité de l'engagement libertaire

En opposant un modèle classique de « militantisme affilié » à une forme nouvelle d'engagement affranchi, Jacques Ion s'est placé dans une perspective évolutionniste qui faisait du processus d'individuation le moteur des changements affectant l'investissement politique et associatif. Cette posture a été critiquée, comme l'avaient été avant elle les théories des « nouveaux mouvements sociaux ». Nous voudrions ici revenir sur la question de la nouveauté des engagements à la lumière de notre étude sur les mouvements libertaires. Peuvent-ils être considérés comme des nouveaux mouvements sociaux ? Incarnent-ils un nouveau rapport à la politique et à l'engagement ? Dans les deux points qui suivent, nous montrerons que si le militantisme libertaire ne peut être présenté comme nouveau, on peut en revanche se demander s'il n'est pas aujourd'hui particulièrement en adéquation avec un certain esprit du temps emprunt d'individualisme et de défiance vis-à-vis des institutions politiques.

1) Une nouvelle forme d'engagement ?

La thématique des nouveaux mouvements contestataires a fait florès. Autonomes de la sphère politique, pratiquant l'action directe festive et décalée, transnationaux, recourant fortement à la médiatisation, les groupements actuels sont fréquemment présentés comme une remise en cause d'un militantisme traditionnel, tourné vers l'influence de la décision politique, agissant dans un cadre national et usant essentiellement de formes classiques d'action protestataire, telles que la manifestation. Présenter ces groupements comme nouveaux ou novateurs revêt un intérêt médiatique tout autant qu'un caractère qu'on pourrait qualifier de narcissique. La nouveauté, même supposée, attire les journalistes et peut

potentiellement favoriser l'écho d'une action et donc servir les buts d'un mouvement. Elle constitue également une vitrine, une sorte d'« argument de vente » qui renforce l'attrait de l'engagement pour des acteurs soucieux de distinction et d'épanouissement personnel. Mais la célébration trop rapide de la nouveauté a généralement laissé place à des rappels des précédents historiques. Comme le souligne Daniel Mouchard, « tout sociologue ou politiste qui se respecte sait que face à un constat de nouveauté, de rupture, il faut faire preuve d'une prudente défiance et y regarder à deux fois pour dépister des continuités, des filiations, des héritages, qu'un regard hâtif ne perçoit pas. Ce principe d'investigation, maintes fois rappelé par l'épistémologie, est tout particulièrement crucial dans le domaine des mobilisations, où chacun est prompt à voir des crises, des événements, des situations exceptionnelles.¹ » Le caractère transnational du mouvement altermondialiste n'est ainsi en rien une innovation récente : un mouvement comme la Réforme au XVI^{ème} siècle, le Printemps des peuples de 1848 ou l'Association Internationale des travailleurs dans la deuxième moitié du XIX^{ème} constituent des exemples déjà fort anciens de mobilisations reliant des acteurs de différentes nations². En outre, nombreux sont les auteurs³, voire les militants⁴, à avoir retracé les filiations entre les mouvements actuels et les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) des années 1970-1980. Les activistes actuels ont en effet bien davantage « exhumé »⁵ des traditions militantes datant de quelques décennies qu'inventé *ex nihilo* leurs propres façons de faire.

Les NMS étaient supposés se démarquer des anciens mouvements, et en particulier du mouvement ouvrier, par leur idéologie postmatérialiste et libertaire, leur structuration fluide, décentralisée et démocratique, leur base sociale diversifiée ou encore leur « style politique » mettant en avant l'action directe et l'autonomie, voire la défiance, vis-à-vis du pouvoir

¹ MOUCHARD, Daniel. « Sur la “nouveauté” des mobilisations : quelle pertinence pour une problématique de l'émergence ? », in CADIOU, Stéphane, DECHEZELLES, Stéphanie, ROGER, Antoine (dir.). *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*. Paris, L'Harmattan, 2007, p. 291.

² MATHIEU, Lilian. *Comment lutter ? Op. cit.*, p. 155-156 ; SOMMIER, Isabelle, FILLIEULE, Olivier, AGRİKOLIANSKY, Eric. « Les altermondialismes entre national et global », in SOMMIER, Isabelle, FILLIEULE, Olivier, AGRİKOLIANSKY, Eric. *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*. Paris : Karthala, 2008, p. 11-39.

³ Cf. par exemple SOMMIER, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires...* *Op. cit.*, ou HATZFELD, Hélène. *Faire de la politique autrement...* *Op. cit.*

⁴ PATTIEU, Sylvain. « Expériences et pratiques des nouvelles générations altermondialistes ». *Contretemps*, n° 11, 2004, p. 16-24.

⁵ *Ibid.*, p. 18.

politique¹. Mais ces caractéristiques elles-mêmes peuvent être retrouvées à des degrés variables dans des mobilisations antérieures². Après avoir connu un succès certain, la notion de « nouveau mouvement social » a donc été remise en cause elle aussi. Craig Calhoun a par exemple montré que chacune des caractéristiques réputées faire la nouveauté des NMS dans les années 1970 pouvait être décelée dans des mouvements du siècle précédent³. On peut tout à fait faire le même type de remarques concernant le mouvement libertaire : ni ses modes d'organisation horizontaux, ni ses modes de délibération basés sur des normes de démocratie directe, ni ses répertoires d'action ne peuvent être considérés aujourd'hui comme novateurs. Comme on l'a vu dans les chapitres qui ont précédé, les éléments constitutifs du militantisme anarchiste sont demeurés à peu près stables depuis la 1^{ère} Internationale ; en outre, les premiers libertaires étaient déjà porteurs de revendications plus tard qualifiées de post-matérialistes (critique du travail, défense des droits des femmes, contestation des élites et de la délégation politique, etc.). Les groupements de la gauche radicale quant à eux, s'ils aspirent à renouveler l'agir politique, s'inscrivent directement dans la filiation de NMS qui ont eux-mêmes repris, compilé et actualisé des traditions contestataires plus anciennes.

Si le mouvement libertaire actuel n'apparaît pas réellement nouveau dans ses modes d'action et ses revendications, en est-il de même des formes d'investissement affranchi basées sur l'autonomie des individus et la préservation de leur identité au sein de l'organisation ? Bien qu'engagement affilié et engagement affranchi soient présentés comme des types idéaux entre lesquels diverses formes de rapport au collectif peuvent être rencontrées⁴, il ressort clairement de la conceptualisation de Jacques Ion l'idée d'une transformation globale de l'engagement dans le sens d'une émancipation toujours plus grande des acteurs vis-à-vis des contraintes et identifications collectives. Porté par le processus d'individuation, le mouvement vers l'affranchissement peut ainsi sembler inéluctable. L'engagement distancié, distinct des modes d'engagement passés, les ferait peu à peu disparaître, le militantisme classique laissant

¹ DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred, BÜRKLIN, Wilhelm. « The Challenge of New Movements », in DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred (eds). *Challenging the Political Order...* Op. cit., p. 3-20.

² HATZFELD, Hélène. *Faire de la politique autrement...* Op. cit., p. 126.

³ CALHOUN, Craig. « "New Social Movements" of the Early Nineteenth Century », in TRAUGOTT, Mark (ed.). *Repertoires and Cycles of Collective Action*. Durham : Duke University Press, 1995, p. 173-215. On pourra citer également les travaux de Cécile Péchu qui étudient la genèse du squat comme mode d'action et montrent que l'action directe festive et médiatique était déjà l'apanage des entreprises contestataires de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle (cf. PECHU, Cécile. *Droit Au Logement...* Op. cit.)

⁴ ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. Op. cit., p. 72.

place à un « néo-militantisme¹ ». Le modèle a été abondamment commenté et surtout critiqué, généralement moins pour sa capacité à rendre compte de réalités sociales que pour le fait qu'il oppose plus ou moins explicitement l'ancien et le nouveau. Annie Collovald, en particulier, a consacré de longs développements à la discussion de la théorie de Jacques Ion². Elle lui reproche son caractère normatif, qui présenterait l'engagement affranchi comme une évolution nécessairement positive et les formes d'engagement précédentes comme dépassées³. Elle cherche à démontrer que la thèse de la nouveauté n'est pas fondée, prenant notamment appui sur le fait que les mêmes types de rapports au collectif se trouvaient déjà dans les NMS⁴. La théorie des nouvelles formes d'engagement serait de plus une manière de valoriser aujourd'hui ce que les anciennes formes d'implication discréditaient : réticence à s'engager, attachement purement instrumental au groupe, etc. Poser comme bon et nouveau la recherche d'autonomie constituerait une tentative de disqualifier l'engagement populaire et le fonctionnement des vieilles organisations, comme cherchaient déjà à le faire au début du XX^{ème} siècle les libéraux contre les organisations ouvrières. En outre, voir dans l'engagement affranchi une nouveauté reviendrait à occulter le fait que l'action collective des classes populaires avait elle aussi une dimension de revendication d'autonomie. Ainsi, l'intégration de ses membres dans le collectif, loin d'effacer leur individualité, avait pour but de leur permettre de retrouver une estime de soi et de réassurer leur identité.⁵ La vision de Ion de l'ancien militantisme serait alors une « fiction rétrospective », les « anciens » rapports à l'engagement étant bien moins homogènes que ce que postule la théorie⁶. Au final, elle permettrait surtout de valoriser les ressources individuelles par rapport aux ressources

¹ GRANJON, Fabien. « Les répertoires d'action télématique du néo-militantisme ». Article cité.

² « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in COLLOVALD, Annie (dir.). *L'humanitaire ou le management des dévouements...* Op. cit., p. 177-229.

³ *Ibid.*, p. 179-181.

⁴ *Ibid.*, p. 183. Ce constat est confirmé par Alberto Melucci, analyste de ces « nouveaux mouvements sociaux », qui note que leur « structure de mobilisation est provisoire et réversible ; elle est basée sur la participation directe [...] Par-delà le contenu concret de mobilisations, cette structure renvoie au système d'autres codes qui concernent la définition de l'individu dans la collectivité. [...] La participation est vue comme un engagement et non comme un devoir ; elle a des implications sectorielles et non globales, mais avec une préoccupation globale ; un engagement provisoire et non à vie, la circulation des individus dans différents groupes et organisations, sont également des indicateurs de ce bouleversement des codes. [...] Les gens ne sont pas ce qu'ils sont mais ce qu'ils choisissent d'être. Ils n'appartiennent pas à un groupe ou un projet parce qu'ils partagent une condition objective ou parce qu'ils ont fait un choix définitif et irréversible. Ils ont cette appartenance parce qu'ils continuent à choisir et à assumer la responsabilité de leur choix. » (« A Strange Kind of Newness : What's New in New Social Movements ? », in LARAÑA, Enrique, JOHNSTON, Hank, GUSFIELD, Joseph R. (eds.). *New Social Movements : From Ideology to Identity*. Philadelphia : Temple University Press, 1994, p. 123-124).

⁵ COLLOVALD, Annie. « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants ». Article cité, p. 183-189.

⁶ *Ibid.*, p. 186.

collectives, ce qui est acquis dans les parcours personnels (idéal méritocratique) au détriment des ressources apportées par le collectif. En ceci, elle suivrait plus généralement le mouvement médiatique de valorisation du privé, de l'intime, des personnalités marquantes¹.

Cette critique de la prétention de la théorie de l'engagement distancié à indiquer ce qui est neuf et ce qui est ancien (qui s'accompagne chez Collovald d'une remise en cause sur le fond de la validité du modèle²) ne peut que nous mettre en garde contre la tentation de diagnostiquer trop rapidement des transformations ou l'apparition de phénomènes nouveaux³. Un rapide détour par l'histoire du mouvement anarchiste confirme cet avertissement. La forme d'engagement que l'on qualifie aujourd'hui d'affranchi ne semble en effet pas y être apparue récemment. On peut rappeler ici l'influence historique des conceptions individualistes sur le mouvement anarchiste. Le courant anarchiste-individualiste a été représenté notamment par Max Stirner, dont les propos peuvent aujourd'hui paraître annonciateurs d'un rapport émancipé au collectif : « l'individu est *unique*, et non pas membre d'un parti. Il s'unit librement et se sépare à nouveau librement. » « Faut-il alors ne s'engager avec aucun parti ? En y adhérant, en y entrant, on contracte avec [les autres individus] une association, qui dure autant que le parti considéré et Moi poursuivons le même but. Mais si Je partage aujourd'hui encore ses tendances, il se peut que, dès demain, cela ne Me soit plus possible et que Je lui devienne "infidèle". Le parti n'a pour Moi aucun caractère astreignant, Je ne le respecte pas : dès qu'il ne Me plaît plus, Je lui suis hostile. Les membres de chaque parti qui tient à lui-même et à son existence, ne sont pas libres ou plutôt il ne s'appartiennent pas en propre et manquent d'égoïsme dans la mesure où ils s'emploient au service de ce désir du parti. Autrement dit, l'indépendance du parti suppose la dépendance de ses membres.⁴ » Rappelons également que les conceptions farouchement individualistes des premiers libertaires avaient conduit, fin XIX^{ème} siècle, à un éclatement du mouvement en petits groupes affinitaires. Si l'engagement libertaire peut bien être qualifié d'affranchi, on ne saurait affirmer que cette caractéristique fait sa nouveauté.

¹ *Ibid.*, p. 192-193.

² *Ibid.*, p. 195-220. On pourra trouver une rapide discussion du débat Ion-Collovald dans l'article de Philippe Corcuff « Le pari démocratique à l'épreuve de l'individualisme contemporain ». *Revue du MAUSS*, n° 25, 2005, p. 65-78.

³ Jacques Ion lui-même a explicitement pris en compte cette mise en garde, puisqu'il écrit récemment que « [L]es façons de militer qui apparaissent aujourd'hui sur le devant de la scène ne sont pas entièrement nouvelles. [...] il n'est pas exact de prétendre opposer nouveaux et anciens militants, nouveaux et anciens mouvements. Il y a seulement plusieurs façons légitimes aujourd'hui d'être militant. » (« Individualisation et engagements publics », in CORCUFF, Philippe, ION, Jacques, De SINGLY, François. *Politiques de l'individualisme... Op. cit.*, p. 101).

⁴ STIRNER, Max. *L'unique et sa propriété... Op. cit.*, p. 279 et 280-281. Souligné par l'auteur.

L'adjectif « nouveau » apparaît donc problématique si l'on veut qualifier avec rigueur les groupements que nous étudions. On pourrait considérer, avec Isabelle Sommier, que « l'originalité des groupes — et c'est ce qui fait leur nouveauté — s'ancre dans la synthèse qu'ils opèrent entre plusieurs strates historiques de l'action collective.¹ » Les organisations libertaires actuelles se distingueraient alors par le fait qu'elles tiendraient à la fois du groupement anarchiste affinitaire de la fin du XIX^{ème} siècle — voire de l'association de militants socialistes antiautoritaires fédérée dans la 1^{ère} Internationale — et du NMS des années 1970. Mais nous ferons plutôt le choix ici d'abandonner complètement l'idée de nouveauté et la tentation de confronter des modèles historiques. Suivant Jean Cohen ou Alberto Melucci, il nous semble préférable de parler de mouvements « contemporains » ou « actuels » (*contemporary movements*)², appellations qui ont le mérite de ne supposer ni rupture, ni continuité ou identité particulière. Mais s'il est clair qu'il ne peut être considéré comme nouveau, le mode d'engagement libertaire n'apparaît-il pas relativement moderne, au sens où il incarnerait aujourd'hui un certain esprit du temps ?

2) Le militantisme libertaire et l'esprit du temps : une affinité élective ?

L'engagement affranchi est bien davantage « sur le devant de la scène³ », particulièrement exposé ou visible, qu'il n'est nouveau. On peut émettre l'hypothèse alors que cette forme de rapport au collectif, aussi ancienne soit-elle, tend aujourd'hui à gagner en importance. C'est la position que soutient Jacques Ion, qui voit dans ce mouvement le résultat d'un processus d'individuation qui toucherait une part croissante de la population. On pourrait pousser l'hypothèse plus loin, et estimer que la progression de l'individualisme, qui prépare un terreau favorable au développement de rapports distanciés à la politique et à l'engagement, constituerait une forme d'« esprit du temps »⁴ au fondement de l'idéologie des nouvelles

¹ SOMMIER, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires...* Op. cit., p. 21.

² COHEN, Jean L. « Strategy or Identity... ». Article cité ; MELUCCI, Alberto. « A Strange Kind of Newness... ». Article cité.

³ ION, Jacques. « Individualisation et engagements publics », in CORCUFF, Philippe, ION, Jacques, De SINGLY, François. *Politiques de l'individualisme...* Op. cit., p. 101.

⁴ « L'ordre public semble travaillé par la *conjonction d'une culture démocratique et d'une logique sociale individualiste*, qui se nourrissent mutuellement, en proposant un rabetage perpétuel, et donc toujours plus mordant, de l'autorité politique. A chaque fois, l'autorité ne paraît pouvoir se sauver qu'en cédant quelques pouvoirs supplémentaires, nourrissant en retour le déploiement d'une culture politique portée à confondre

générations¹. Si l'on suit cette idée, en réaffirmant que l'engagement libertaire est assimilable à un engagement affranchi, peut-on alors considérer qu'il existe une forme d'affinité élective entre l'esprit du temps individualiste et les valeurs et pratiques libertaires ? Par affinité élective, on entend, avec Michael Löwy, le « processus par lequel deux formes culturelles — religieuses, littéraires, politiques, économiques, etc. — entrent, à partir de certaines analogies ou correspondances structurelles, en un rapport d'influence réciproque, choix mutuel, convergence, symbiose et même, dans certains cas, fusion.² » La recherche de cette affinité s'inscrit dans le même type de démarche que celle par laquelle Max Weber a dégagé les correspondances entre l'ethos religieux protestant et l'esprit du capitalisme³ ; elle consiste à repérer en quoi des valeurs (individualistes) et les pratiques qui leurs sont liées trouvent un écho dans les valeurs et pratiques d'un mouvement politique (libertaire). Nous ne pouvons toutefois pas ici nous lancer dans cette tâche qui justifierait à elle seule une autre recherche et nécessiterait probablement un recul historique important. Nous nous limiterons donc à l'évocation des arguments qui vont dans le sens de la thèse de l'individuation de la société⁴ et au repérage des correspondances entre individualisme et valeurs libertaires. Nous tenterons dans un second temps de montrer quels peuvent être les effets d'une progression de l'individualisme sur la vitalité du mouvement libertaire.

La progression de l'individualisme peut être mesurée à grande échelle à travers l'expression de valeurs (libéralisme culturel, permissivité sexuelle, non adhésion aux valeurs traditionnelles...) qui traduisent le fait que le fondement de la légitimité des actes et croyances individuels tend à se situer de moins en moins dans la tradition ou la transcendance

l'exercice du pouvoir avec la détention d'un "privilège". L'origine démocratique du pouvoir politique ne suffit plus à autoriser son exercice légitime. Tout se passe comme s'il demeurerait scandaleux de gouverner, dans un *mouvement général de suspicion* emportant plus largement tout exercice d'une autorité sur des semblables. [...] L'exercice de l'autorité devient le symptôme de l'excès de pouvoir. *Un cycle historique se déploie qui voit un dogme libertaire simple et sincère emplir la culture démocratique.* » REYNIÉ, Dominique, « La crise démocratique de l'obéissance », in PERRINEAU, Pascal (dir.). *Le désenchantement démocratique. Op. cit.*, p. 62. C'est nous qui soulignons.

¹ Nous donnons au terme génération un sens proche du concept de Karl Mannheim d'« ensemble générationnel ». Selon le sociologue allemand, un ensemble générationnel se forme lorsque des individus d'une même classe d'âge sont marqués par des socialisations (courants sociaux et intellectuels) semblables et développent par conséquent un lien et un même type de sensibilité (*Le problème des générations. Op. cit.*, p. 58-59).

² LÖWY, Michael. « Le concept d'affinité élective en sciences sociales ». *Critique Internationale*, n° 2, 1999, p. 44.

³ WEBER, Max. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Flammarion, 2002 (1905).

⁴ Pour une étude approfondie du processus d'individuation, cf. par exemple KAUFMANN, Jean-Claude. *Ego...* *Op. cit.*

et de plus en plus dans l'individu lui-même¹. Les travaux de Ronald Inglehart sur le développement des valeurs post-matérialistes et post-modernes au niveau international attestent de cette évolution², que l'on constate également en matière religieuse, dans l'individualisation des croyances et leur détachement des appartenances³. Encore faut-il s'interroger sur les causes de tels changements. L'« idéal du moi » résulte en effet d'un apprentissage social⁴ ; aborder le phénomène en termes générationnels nous invite donc à prêter attention aux conditions de socialisation qui rapprochent différents individus et les portent à développer des valeurs similaires. Inglehart insiste sur l'importance du niveau d'instruction, ainsi que sur le fait d'avoir grandi dans un milieu à l'abri des besoins matériels et des contraintes économiques les plus rudes. On peut énumérer d'autres facteurs, qui jouent plus directement dans le sens d'une valorisation de l'individu : le travail d'éducation effectué par les parents, d'abord, dans lequel l'individuation serait devenue un objectif élevé au rang de norme⁵. Le souci de l'épanouissement de leur enfant pousserait les parents à favoriser son individualisation précoce en le laissant disposer de sa propre chambre ou en lui ménageant des espaces personnels⁶. En parallèle, le partage de l'enfant entre diverses instances de socialisation (parents, grands-parents, nourrices, école...) tendrait à renforcer son autonomie⁷ et sa perception de sa propre singularité⁸. En outre, l'usage d'Internet ou d'un téléphone portable contribuerait également à autonomiser les jeunes⁹. L'école, quant à elle, en promouvant l'originalité, renforcerait la tendance des élèves à la distinction¹⁰. D'un point de vue plus macrosocial, « l'individualisme contemporain serait le produit d'une pluralité de logiques en interaction : logique économique de l'individualisme marchand approfondie par le néolibéralisme et le management néocapitaliste de ces dernières années, mais aussi logique

¹ SCHWEISGUTH, Etienne. « La montée des valeurs individualistes ». *Futuribles*, n° 200, 1995, p. 131-160.

² INGLEHART, Ronald. *Modernization and Postmodernization... Op. cit.*

³ Cf. HERVIEU-LEGER, Danièle. *La religion en mouvement. Op. cit.*

⁴ ELIAS, Norbert. *La société des individus. Op. cit.*, p. 192.

⁵ « La socialisation primaire s'inscrit aujourd'hui dans un contexte où la psychologisation de la relation pédagogique et les évolutions juridiques caractérisent l'enfant comme un "individu à part entière", qui est défini d'abord en référence à lui-même. L'enfant est donc tout à la fois en droit et sommé de "devenir lui-même" — et non d'être programmé pour correspondre à des modèles exigés par ses parents ou la société. » DARMON, Muriel. *La socialisation. Op. cit.*, p. 58.

⁶ CUSSET, Pierre-Yves. « Avant-propos » du dossier « Individualisme et lien social ». *Problèmes politiques et sociaux*, n° 911, 2005, p. 8.

⁷ DARMON, Muriel. *La socialisation. Op. cit.*, p. 58.

⁸ On peut encore une fois renvoyer ici à l'idée d'une multiplication des cercles sociaux d'appartenance qui fait naître chez l'individu un sentiment d'être unique. SIMMEL, Georg. *Sociologie. Op. cit.* ; ELIAS, Norbert. *La société des individus. Op. cit.* ; KAUFMANN, Jean-Claude. *Ego... Op. cit.*

⁹ CUSSET, Pierre-Yves. « Avant-propos ». Article cité, p. 8.

¹⁰ BOURDIEU, Pierre. *La distinction... Op. cit.*, p. 486-487.

politique de l'individualisme démocratique, dynamique juridique des droits individuels ou logiques sociétales associées aux transformations de la famille et de l'intimité, notamment.¹ » L'ensemble de ces facteurs conduiraient aujourd'hui à une situation dans laquelle les individus se sentent distincts les uns des autres et réticents à sacrifier leur spécificité dans un groupe, lorsqu'ils n'estiment pas que cette spécificité implique que leurs intérêts soient nécessairement différents ou opposés à ceux des autres. Mais individualisme ne signifie pas nécessairement égoïsme, et peut tout à fait être compatible avec un universalisme soucieux de la liberté et de l'égalité de tous². C'est précisément cet individualisme universaliste qui entretient une affinité avec l'engagement libertaire. Nourri de valeurs libérales ou post-matérialistes, il conduit en effet à rejeter le poids des traditions et toute forme d'autoritarisme et à prôner une réduction des inégalités. Parce qu'il repose généralement sur un niveau d'instruction élevé, il favorise le sentiment de compétence politique, ce qui implique corrélativement une certaine défiance vis-à-vis de la délégation qui remet en cause la capacité des individus à se gérer de façon autonome. A ceci s'ajoutent les déceptions vis-à-vis des partis, et notamment ceux de gauche dont l'arrivée au pouvoir en 1981 en France n'a pas provoqué les bouleversements sociaux que certains espéraient³. On comprend alors pourquoi un militant de la gauche radicale peut écrire aujourd'hui que « les jeunes altermondialistes éprouvent une méfiance presque "générationnelle" envers la politique.⁴ »

Il n'est plus besoin de détailler ici les fondements de l'engagement libertaire. Les similitudes qu'il présente avec un individualisme post-matérialiste et universaliste apparaissent claires. Elles laissent supposer des rapprochements possibles, un attrait renouvelé des idées et pratiques libertaires. Hélène Pernot note ainsi que « des croisements s'opèrent aujourd'hui entre une mutation sociale générale dans le sens d'une individualisation et les idées libertaires. Les idées libertaires doivent constituer une source d'inspiration notamment pour (re)penser le fonctionnement des organisations militantes et elles peuvent contribuer à l'élaboration de solutions pour reconstruire le rapport individu/collectif de manière plus

¹ CORCUFF, Philippe, ION, Jacques, De SINGLY, François. *Politiques de l'individualisme...* Op. cit., p. 11.

² SCHWEISGUTH, Etienne. « La montée des valeurs individualistes ». Article cité.

³ Sans parler de la perte de repères liée à la conversion du *Parti socialiste* au libéralisme économique et aux vertus de la privatisation et du jeu du marché. Les déceptions peuvent ainsi conduire certains à affirmer qu'« on a eu l'expérience de la gauche. On a celle de la droite. C'est du pareil au même » ou que le « manque de réactivité [du PS] cache une absence flagrante de projet de société. Les socialistes ne refusent pas la société libérale. » (« La rue place peu d'espoir à gauche ». *Libération*, 20 juin 2003).

⁴ PATTIEU, Sylvain. « Expériences et pratiques des nouvelles générations altermondialistes ». Article cité, p. 18.

équilibrée et plus conforme aux exigences contemporaines et matière d'autonomie.¹ » On constate également des rapprochements avec la mouvance libertaire dans les Propos d'Olivier Besancenot, porte parole de la LCR, sur l'importance de l'individu dans sa génération², ou à travers les références à l'autogestion ou à la culture libertaire qu'il fait dans ses écrits³. Mais si l'individualisme universaliste rend attractives les idées libertaires, suscite-t-il pour autant un regain de l'engagement dans le mouvement ?⁴ La réponse ne peut être que nuancée. Il est délicat de mesurer objectivement la participation à un mouvement social quel qu'il soit. De surcroît, nous ne disposons pas de données statistiques portant sur l'implication individuelle dans des groupements de la nébuleuse libertaire⁵. Tout juste peut-on noter que des événements protestataires comme les contre-sommets marquent un retour des jeunes générations, qui « semblent préférer un mode de participation moins structuré en termes organisationnels.⁶ » Les groupements de la gauche radicale ont sans doute connu un essor lors des dernières années. La création de groupes comme *Vamos!* ou le *Crep*, mais aussi la *Brigade activiste des clowns*, les *Panthères roses*, ou encore le mouvement zapatiste ou *l'Assemblée mondiale des peuples*⁷ témoignent de cette poussée. Il faut cependant se garder d'y voir une progression nécessaire des idées et du mouvement anarchistes. Si une partie croissante de la population est disposée à adopter les modes d'organisation et d'action libertaires, la gauche radicale semble davantage en profiter que les organisations issues de la tradition socialiste antiautoritaire. Bien qu'il soit difficile de mesurer l'influence et la force organisationnelle des anarchistes en termes de nombres d'adhérents, il nous apparaît douteux

¹ PERNOT, Hélène. « Des thématiques marxistes, un esprit libertaire... ». Article cité, p. 34.

² BESANCENOT, Olivier, « Ma génération et l'individualisme : la gauche radicale face à de nouveaux défis ». *Contretemps*, n°11, septembre 2004, p. 96-105.

³ BESANCENOT, Olivier. *Révolution, 100 mots pour changer le monde*. Paris : Flammarion, 2003.

⁴ Il va de soi que nous ne considérons pas que l'individualisme va inciter l'ensemble de la population — ou des nouvelles générations — à militer. L'hypothèse est plutôt que ceux qui sont le plus susceptibles de s'engager, en fonction de leurs socialisations, de leur parcours et des réseaux sociaux dans lesquels ils sont insérés, vont avoir davantage tendance à le faire dans un cadre libertaire.

⁵ Si l'on se réfère aux chiffres existants sur le mouvement altermondialiste, on constate que les organisations libertaires ou anarchistes ne constituent jamais une catégorie de classement, les militants de la mouvance libertaire se répartissant par conséquent dans les autres catégories proposées par les questionnaires : mouvement altermondialiste, mouvement écologiste, organisation antiraciste ou féministe, organisation étudiante, etc. Cf. par exemple FILLIEULE, Olivier, BLANCHARD, Philippe. « Carrières militantes et engagement contre la globalisation », in AGRİKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.). *Radiographie du mouvement altermondialiste*. *Op. cit.*, p. 157-183.

⁶ DELLA PORTA, Donatella, « Démocratie en mouvement... ». Article cité, p. 54.

⁷ Réseau militant altermondialiste créé en 1998 à la suite de l'insurrection zapatiste du Chiapas et reposant « sur l'utilisation de l'action directe comme moyen de lutte, sur une philosophie organisationnelle basée sur la décentralisation et l'autonomie, ainsi que sur la construction d'alternatives basées sur la démocratie directe » (http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/fr/lamp_cest_quoi.htm)

que le mouvement ait connu ces dernières années une forte croissance. Ceci s'explique sans doute par les facteurs identitaires que nous avons abordés lors du chapitre précédent. L'image violente et parfois machiste des anarchistes contribue certainement à lui aliéner une partie des recrues de la mouvance libertaire. Celles-ci sont en outre généralement soucieuses de distinction et de nouveauté : si l'individualisme porte à choisir des organisations égalitaires et participatives, il conduit également à refuser les doctrines et les traditions militantes. Il tend par conséquent à rendre plus attractifs les collectifs de la gauche radicale que les organisations anarchistes, qui passent pour surannées. L'effet du processus d'individuation n'est donc pas équivoque en ce qui concerne la nébuleuse libertaire. Les idées et pratiques libertaires, devenues aujourd'hui d'actualité, n'impliquent pas nécessairement un renouveau de l'anarchisme, mais bien plutôt la dilution de ses principes de base dans les mouvements contestataires contemporains.

L'engagement libertaire s'apparente clairement à un engagement affranchi, qui se nourrit de logiques individualistes qui tendent à être de plus en plus présentes aujourd'hui dans la société, et en particulier chez les jeunes générations. Ce type de rapport au collectif ne peut être présenté comme nouveau, mais il apparaît par conséquent particulièrement en phase avec les aspirations actuelles des militants. Mais si l'attrait pour un militantisme autorisant chacun à préserver son autonomie peut favoriser l'engagement dans la mouvance libertaire, ne risque-t-il pas tout autant de le rendre instable et nécessairement éphémère ? C'est ce que nous allons voir dans la prochaine section, en nous penchant sur les phénomènes de désengagement.

II. Pérennité des engagements et des organisations

L'engagement libertaire peut sembler intrinsèquement fragile : plutôt que le dévouement pour le collectif, il met en avant l'autonomie des individus et le refus des contraintes organisationnelles. Parce que « résiliable à tout moment », ce type d'investissement affranchi a toutes les chances d'être éphémère¹. Herbert Kitschelt montre

¹ « Avec l'avènement de ce modèle [de l'engagement affranchi/distancié], viendrait la fin de l'adhésion — du moins au sens où ce terme implique adhésion totale — et le début effectif de l'association, au sens où ce terme dit en même temps la reconnaissance d'un lien et laisse possible une distance. A l'engagement symbolisé par le

ainsi que les partis libertaires (*left-libertarian parties*) connaissent des rotations d'effectif importantes et pâtissent en conséquence d'un faible nombre d'adhérents. Il explique ceci par la défiance des libertaires vis-à-vis des organisations et en particulier des partis¹. Les militants, peu attirés par les rétributions que peut offrir l'organisation, chercheraient alors à limiter et encadrer les types de récompenses traditionnellement offertes par les partis, tels que des postes de permanents ou de porte-parole, qui se trouvent par exemple limités dans le temps et soumis à rotation. Mais l'absence de ces rétributions traditionnelles du militantisme ne serait pas compensée par la mise en place d'autres mécanismes favorisant la loyauté des membres². En l'absence de tels mécanismes, l'engagement serait nécessairement éphémère. L'étude de Kitschelt a le mérite d'allier la question du rapport au collectif à celle des rétributions du militantisme, que l'on peut définir comme les bénéfices que les individus tirent de leur investissement³. La question des rétributions a été développée en particulier par Daniel Gaxie, qui a parmi les premiers souligné son importance pour la compréhension des processus favorisant l'engagement et permettant d'en expliquer l'intensité ou la pérennité⁴. Il a montré la diversité des types de gratifications tirées de l'activité militante, qui va bien au-delà des simples motivations et satisfactions idéologiques. L'acquisition d'une culture, de connaissances ou de compétences, l'ascension sociale, la camaraderie et le plaisir d'être en groupe, font ainsi partie de ce qui attache les individus à leur collectif. Les recherches ultérieures ont, elles aussi, souligné l'importance de ces rétributions dans les phénomènes

timbre renouvelable et collé sur la carte, succéderait l'engagement symbolisé par le post-it, détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment. » ION, Jacques. *La fin des militants ?*. *Op. cit.*, p. 81.

¹ « Puisque les idéologies libertaires sont dirigées contre les organisations et les hiérarchies formelles, les activistes développent généralement un faible sentiment de "patriotisme organisationnel" et de loyauté envers leur parti. En fait, beaucoup voient l'appartenance partisane avec dédain. Les militants font fréquemment preuve d'une certaine ambivalence, voire d'un cynisme affirmé, à l'égard de la valeur de la vie partisane et de l'activisme partisan. Puisque beaucoup d'activistes sont des intellectuels avec des conceptions hautement individualistes et idéologiques de la politique, il est difficile de maintenir la viabilité organisationnelle des partis libertaires. Les activistes témoignent du fait que les intellectuels, en particulier, sont réticents à assumer des responsabilités. Une part importante des membres du parti souscrit à un radicalisme anarchiste hostile à toute forme de travail organisationnel. D'autres, qui viennent des mouvements sociaux, sont plus préoccupés par les questions spécifiques qu'ils veulent promouvoir dans le mouvement et le parti que par l'organisation et le programme du parti en général. » KITSCHOLT, Herbert. « New Social Movements and the Decline of Party Organization », in DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred (eds). *Challenging the Political Order... Op. cit.*, p. 190.

² *Ibid.*, p. 191-193.

³ FILLIEULE, Olivier. « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. *Op. cit.*, p. 44.

⁴ GAXIE, Daniel. « Economie des partis et rétributions du militantisme ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154 ; « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective ». *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 157-188.

d'engagement ou de désengagement. Olivier Fillieule montre que leur prise en compte est indispensable pour comprendre les processus qui amènent les individus à s'impliquer, ou au contraire à délaissier la politique pour se reconcentrer sur d'autres sphères de leur existence¹. Il insiste par conséquent sur la nécessité d'opter pour une approche globale qui prenne en compte les rétributions trouvées dans chacune de ces sphères à chaque étape d'une carrière².

C'est une approche convergente que nous voudrions adopter ici pour étudier la durabilité des engagements libertaires. Plutôt que de postuler un attachement nécessairement faible des libertaires à leur organisation, lié à un mode d'engagement affranchi, il faut être attentif à la multiplicité des bénéfices que les enquêtés tirent de leur implication et qui peuvent en favoriser le maintien. Il convient toutefois de noter d'emblée une limite importante de notre démarche : nous n'avons pas rencontré, pour chaque groupe étudié, de militants désengagés dont le témoignage aurait permis de mieux cerner les logiques menant à la défection, tout en éclairant celles qui assurent la persistance du militantisme. Notre enquête nous a cependant conduit à faire l'étude d'un groupement disparu (*Aarrg!* Paris) ainsi que d'un autre qui a failli connaître le même sort mais a finalement perduré avec l'arrivée de nouveaux militants (le *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*). Nous sommes par conséquent en mesure de décrire et analyser des phénomènes de désengagement et donc de tirer des conclusions sur la question de la durabilité de l'engagement libertaire.

Notre étude de la durabilité des engagements libertaires se déroulera en trois grandes étapes. Dans la première, nous aborderons spécifiquement la question des divers types de rétributions que les militants retirent de leur participation à l'activité de leur collectif. La seconde étape consistera à faire le récit des événements et difficultés qui ont conduit des groupes libertaires à disparaître ou à voir une partie importante de leurs membres faire défection. Ceci nous permettra enfin de tirer quelques conclusions générales sur les phénomènes d'*exit* militant.

¹ FILLIEULE, Olivier. « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant. Op. cit.*, p. 44 sq.

² Il suggère ainsi « que l'on identifie d'abord, dans les différentes sphères de vie, des successions de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu, ce que permet l'analyse biographique. Ces moments critiques se traduisent par une nouvelle cotation des rétributions attendues, sachant que la valeur de celles-ci dans une sphère co-varie avec la valeur qu'on leur prête dans toutes les autres sphères. » *Ibid.*, p. 45-46.

A. Les rétributions de l'engagement.

L'étude des gratifications tirées de l'engagement doit éviter tout économicisme et toute vision morcelée. La définition des rétributions du militantisme partisan donnée par Daniel Gaxie en 1977 met bien sûr en avant la conquête de positions électives, ainsi que la possibilité d'occuper un poste de permanent¹. Il rejoint en ceci la conception Weberienne du métier politique². Mais il évoque également d'autres formes de bénéfices, qui ne sont pas directement liées à des considérations économiques ou des enjeux de pouvoir, comme le plaisir d'être ensemble ou la formation intellectuelle. Il s'inscrit en ceci dans la perspective de Pierre Bourdieu, qui invite à ne pas limiter la notion d'intérêt à des critères purement économiques et matériels, qui rendent difficilement compte des motivations d'une action ; selon lui, on ne peut opposer intérêt et altruisme, et les pratiques peuvent tout à fait s'orienter « vers des enjeux non matériels et difficilement quantifiables »³. On ajoutera qu'une vision strictement économique ou utilitariste ignorera le fait que le coût d'une entreprise peut très bien être perçu comme un bénéfice, l'action étant alors d'autant plus gratifiante que ce coût est élevé⁴. Cette définition ouverte des intérêts expliquant l'action laisse entrevoir la grande variété de ce qui peut constituer une rétribution, et interdit d'en avoir une vision réductrice ou morcelée. Michel Offerlé note que l'activité des groupes d'intérêt peut procurer à ses membres des biens tant divisibles ou indivisibles (personnels ou collectifs) qu'internes ou externes (au sein même de l'organisation ou en dehors), qui ne sont pas mutuellement exclusifs⁵. Ceci signifie que chaque individu peut retirer des bénéfices variés de son engagement. Le militantisme libertaire, dans la mesure où il ne donne pas accès à des postes électifs ou des emplois, ne propose guère de rétributions externes ; il convient toutefois de ne pas exclure de catégorie de l'analyse et d'être attentif aux arguments et points de vue des

¹ GAXIE, Daniel. « Economie des partis et rétributions du militantisme ». Article cité.

² WEBER, Max. *Le Savant et le politique*. *Op. cit.*

³ BOURDIEU, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique*. *Op. cit.*, p. 362. « On ne peut échapper en effet aux naïvetés ethnocentristes de l'économicisme sans tomber dans l'exaltation populiste de la naïveté généreuse des origines qu'à condition d'accomplir jusqu'au bout ce qu'il ne fait qu'à moitié et d'étendre à tous les biens, matériels ou symboliques, sans distinction, qui se présentent comme rares et dignes d'être recherchés dans une formation sociale déterminée — s'agirait-il de "bonnes paroles" ou de sourires, de serremments de mains ou de haussemments d'épaules, de compliments ou d'attentions, de défis ou d'injures, d'honneur ou d'honneurs, de pouvoirs ou de plaisirs, de "ragots" ou d'informations scientifiques, de distinction ou de distinctions, etc. —, le calcul économique [...]. » (*idem*).

⁴ Albert Hirschman indique ainsi que « le bénéfice individuel de l'action collective n'est pas la différence entre le résultat espéré et l'effort fourni, mais la somme de ces deux grandeurs ! » HIRSCHMAN, Albert O. *Bonheur privé, action publique*. *Op. cit.*, p. 150, souligné par l'auteur.

⁵ OFFERLE, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt*. *Op. cit.*, p. 98

acteurs eux-mêmes. La diversité et la multiplicité des rétributions qu'un individu peut retirer de son engagement rendent difficile l'établissement d'une typologie qui permette de les présenter séparément, alors qu'elles sont souvent perçues par les enquêtés comme formant un tout. Nous allons toutefois, pour la clarté de l'exposé, distinguer quelques catégories larges que nous présenterons successivement : les rétributions idéologiques, l'épanouissement individuel, l'enrichissement intellectuel, l'amitié ou encore la communion identitaire. On pourra alors voir que si anarchistes et libertaires retirent généralement les mêmes gratifications de leur engagement, certains types les distinguent.

De même que les *motivations idéologiques* sont supposées premières dans la démarche d'engagement, ce sont elles qui viennent le plus facilement à l'esprit lorsqu'il s'agit de comprendre ce qui permet à l'engagement de durer. L'attachement à la cause, l'adhésion à une doctrine et le souci de la diffuser, sont effectivement cités parmi les facteurs qui poussent les libertaires à continuer à militer. C'est souvent la persistance des motivations idéologiques de départ qui explique la persistance de l'engagement :

« Même si la situation politique est un peu... n'est pas propice du tout à l'anarchisme, enfin c'est quelque chose... j'y crois toujours, enfin j'ai toujours... Je pense que c'est quelque chose... j'ai envie de voir l'anarchisme un jour, donc j'ai pas envie de me... de laisser tomber. » (Brice, 26 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« Tous les jours tu as des choses qui te mettent en colère, tu te dis on ne peut pas laisser faire les choses. Tous les jours tu as des choses qui te choquent, qui te mettent en colère et... Et c'est pas possible que ce soit toujours les mêmes qui gagnent et à un moment donné il faut se lever, il faut faire des choses pour que ça change. Je pense que tous les jours c'est ça, tu as des petites colères, et ça te motive. Alors certains jours c'est sûr, tu n'es pas bien, machin, tu es un peu moins motivé, tu vas te mettre un peu en retrait, mais ça repart forcément. Il y a forcément quelque chose, une discussion avec quelqu'un, ou bien un truc qui t'énerve, ou je sais pas, tu vas lire un truc dans les journaux, ça va te choquer. Tu dis il faut faire quelque chose. » (Marina, 34 ans, militante au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Quand j'avais, je sais pas, 18 ans, on était à la fin des 30 glorieuses, on trouvait du boulot du jour au lendemain, tout le monde pouvait travailler... alors pas toujours les boulots les plus satisfaisants mais suffisant pour se nourrir se loger et éventuellement se soigner quoi. Et donc on considérait à l'époque que bien qu'on soit arrivé à ce niveau de développement dans la société il était normal, logique de se révolter. Bon c'est pas nécessairement logique d'être

anarchiste, parce qu'on est toujours un peu bizarre, mais... d'être de gauche, éventuellement être pour le socialisme et toutes ces choses-là... Et la société en trente quarante ans, trente ans, s'est très largement dégradée, et si la révolte était logique quand on avait 18 ans et qu'on était plutôt mieux loti qu'on ne l'est aujourd'hui, ma révolte est encore plus légitime aujourd'hui où même en travaillant on vit dans des cartons, où il y a des gens sous des toiles de tente depuis trois mois sur le Canal St Martin, où les travailleurs pauvres existent, où les sans-logis sont plus nombreux qu'en 54, tu vois... » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Lorsque perdurent les motivations idéologiques originelles, c'est parfois le sentiment que la cause progresse qui encourage à maintenir son engagement :

« Ce qui me donne envie de continuer, je sais pas [il rit]. Je commence à être un peu fatigué. Physiquement. C'est dur. Ce qui me donne envie de continuer c'est qu'on avance. Pas vite, pas très, très vite, mais on avance, finalement, voilà. » (Gilbert, 56 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« Ce qui pousse à continuer, c'est que ça marche, tout simplement. Que ça marche, alors dans un premier temps, il y a eu un mot dans le flash sur France Info... Et puis il y a des choses qui motivent bien, par exemple les luttes qu'on a faites avec les *Mc Do*, les employés de *Mc Do*. De fait, ça a servi à quelque chose, ça a contribué à faire de la précarité un sujet médiatique, à ce qu'on en parle, à ce que eux gagnent des luttes... Là on a vraiment l'impression de faire quelque chose. » (Benoît, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

L'idéologie, la cause, constituent des facteurs importants du maintien de l'engagement, parce qu'elles entretiennent la flamme qui avait justifié l'implication dès l'origine. On comprend par conséquent que ce type de justifications est bien davantage évoqué par les anarchistes que par les radicaux, puisque c'est pour eux que la question idéologique était la plus explicitement prégnante dans le parcours d'engagement. Ce serait toutefois une erreur que de considérer que les motivations idéologiques rendent compte à elles seules de la persistance des implications militantes anarchistes. On constate rapidement que ces motivations ne sont pas les plus citées. Ceci peut tenir au fait qu'elles iraient de soi pour les

enquêtés ; mais il s'agit surtout d'une preuve du fait que l'engagement repose également, et peut-être avant tout, sur d'autres dynamiques¹ :

« Moi, je dis toujours que je ne suis pas un martyr. Si je milite, ce n'est pas que pour la cause, c'est qu'à un moment donné je m'y retrouve. C'est-à-dire que ça me fait plaisir de faire les trucs quoi. On a assez d'emmerdes dans la vie pour essayer de pas en rajouter quoi. »
(Nathalie, 23 ans, militante au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

L'idée d'*épanouissement individuel* est extrêmement large, et pourrait englober la plupart de types de rétributions du militantisme ; nous lui donnons cependant un sens relativement restreint, qui se rapporte directement à la valorisation de l'individu et de l'autonomie personnelle dans les organisations libertaires. Par *épanouissement individuel*, nous entendons donc les satisfactions liées au fait d'être investi dans un collectif qui permet à chacun d'agir et de s'exprimer en toute liberté. Ce type de rétributions est évoqué tant par les radicaux que par les anarchistes, quelles que soient leurs caractéristiques personnelles. Ils mettent notamment en avant la satisfaction de pouvoir laisser libre cours à leurs initiatives personnelles :

« J'ai à peu près trouvé ce que je pensais trouver [...]. Un fonctionnement qui correspondait à ce que j'attendais, c'est à dire qu'on m'a jamais mis la pression pour que je milite, et ainsi de suite. Effectivement, c'est clair qu'en face ils étaient contents si je participais plus, mais il y avait pas de pression, chacun s'impliquait autant qu'il voulait, on m'a laissé le temps de m'intégrer, de m'adapter, de m'appliquer, j'étais nouveau... » (Sylvain, 23 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« La FA te laisse faire ce que tu veux, dans le sens où il n'y a pas de cadre obligé, il n'y a pas de domaine de travail interdit à la FA [...] et au *groupe Louise Michel* c'est pareil, hein. A partir du moment où tu as un projet, tu as un truc où tu te sens bien, tu te réalises, et puis on te fout... en gros on te fout la paix. Alors évidemment, si tu fais une énorme connerie, tu te fais

¹ Que les motivations et rétributions idéologiques ne soient pas les seules ou ne soient pas toujours citées ne signifie pas qu'elle soient nécessairement absentes, secondaires, ou qu'elles constituent une justification purement rhétorique. Comme le note Daniel Gaxie, « les rétributions du militantisme interviennent dans la logique des finalités de l'action collective. C'est en agissant pour la cause que les militants retirent diverses satisfactions. L'investissement dans la cause n'est donc pas un élément indépendant et distinct des intérêts militants qui serait invoqué pour les justifier ou les occulter, mais un élément le plus souvent intrinsèquement attaché à tout ce qui donne du prix au militantisme. Ce sont les finalités officielles de l'action collective, telles qu'elles sont perçues par chaque participant ou sympathisant, qui donnent du sens et de la valeur aux rétributions du militantisme. » (« Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective ». Article cité, p. 174).

tailler dessus, mais en fait, l'initiative, elle n'est jamais bridée à la FA, c'est-à-dire que tu peux faire des trucs. La preuve : deux trois mecs ont fait Radio libertaire à l'époque, ou les éditions, ou plein de trucs. Et donc en fait t'es jamais, t'es jamais bridé à la FA, donc tu peux te réaliser en tant qu'individu dans plein de trucs, dans plein de trucs, à la FA. De ce point de vue-là, c'est extraordinaire, il n'y a aucun parti capable de faire ça. » (Gilbert, 56 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

La possibilité donnée à tous de s'exprimer, complétée par la qualité de l'écoute des autres militants, est également citée comme une rétribution :

« Ce qui me plaît à *Chiche!* c'est évidemment le côté autogestionnaire, le côté euh... non hiérarchisé, je l'oublie souvent, c'est vraiment une évidence pour moi, mais c'est... Le côté... Enfin tu vois, quand je suis arrivée à la réunion la première fois, c'était tout le monde s'écoute, il y a un tour de parole, il y a... ouais, ouais, il y a un vrai respect de l'autre... Et puis tu vois, quand je te disais... tu sens que tu mets la pierre à l'édifice comme les autres, c'est le côté... le côté super, ouais, ouais, non hiérarchisé... » (Charlotte, 27 ans, militante à *Chiche!*).

« Vraiment j'ai l'impression que tout le monde a sa place pour parler, pour prendre les décisions, et en fonction de ce que tu as envie, tu peux t'investir vraiment, ou moins, mais tu as toujours la possibilité de faire les choses si tu as envie et que tu as le temps... Et puis ouais, au niveau de la prise de décision... Enfin j'ai l'impression qu'on a vraiment... Enfin que c'est pas comme une orga où tu as le bureau qui décide et puis toi qui suis, quoi. Mais justement on est acteurs du truc, quoi. » (Clémence, 27 ans, militante à *Vamos!*).

L'ensemble de ces satisfactions procure aux militants le sentiment de pouvoir agir réellement, en toute autonomie :

« Même quand tu t'exprimes mal, les gens ils t'écourent et... ouais, c'est satisfaisant, quoi. On a l'impression vraiment d'être plus acteur. Quand on en a envie aussi. Enfin quand on n'a pas le temps, il n'y a personne qui te reproche de ne pas être là... » (Ninon, 22 ans, militante à *Vamos!*).

« Ce qui est positif c'est déjà de devenir acteur, au sens de bouger par soi-même, tu as au moins l'impression que, sur ce truc-là, "c'est moi qui m'implique, c'est moi qui décide", donc tu n'es pas dans un positionnement passif et ça montre aussi qu'il y a moyen, de bouger, et que c'est faisable. » (Gaël, 22 ans, militant au groupe de *Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

Ces rétributions que les enquêtés disent tirer de leur activité militante sont directement liées aux modes d'organisation et d'action des collectifs libertaires, qui sont conçus dans un but d'émancipation individuelle et collective. Les témoignages laissent penser que cet objectif est atteint : l'engagement libertaire apparaît satisfaire le besoin d'expression et de reconnaissance personnelle mis en avant par les militants ; en ceci, il semble « aider à la réalisation de l'idéal du moi contemporain¹ ». Parce qu'il donne à chacun le sentiment de se réaliser pleinement en tant qu'individu, le militantisme est une source de plaisir, qui justifie en retour le maintien de l'engagement.

L'enrichissement personnel est une autre forme de plaisir procuré par l'engagement. Contrairement à ce que l'on pourrait spontanément supposer, ce phénomène ne concerne pas uniquement les individus les plus dépourvus de ressources : de l'ouvrier sans diplôme à l'enseignant du supérieur, tous évoquent la satisfaction de connaître de nouvelles personnes et d'expérimenter de nouvelles situations. L'idée d'enrichissement englobe en pratique plusieurs dimensions, dont la principale tient sans doute aux rencontres, jugées précieuses, que permet l'engagement :

« Le noyau de la bande de copains que j'ai ici [le *Crep*], c'est des gens rencontrés à *Attac*. Après, voilà un peu comment on y rentre. C'est des raisons pas plus valables que d'autres. Mais après, on y reste parce qu'on y rencontre des gens particulièrement intéressants [...]. Il y a souvent des discussions. » (Denis, 25 ans, militant au *Crep*).

« Vamos!, ce que ça m'apporte, comment je me sens dedans ?

— *Ce qui t'y plaît, te donne envie de rester...*

Ben déjà des rencontres super intéressantes, quoi. Même personnellement. Je parle avec des éducateurs, qui apparemment gèrent vachement sur leur métier. C'est super intéressant. Je parle avec des gens beaucoup plus âgés que moi, je parle avec des étudiants, je parle avec... Enfin voilà, cette diversité à la fois d'avis politiques, de milieux on va dire professionnels [...]

¹ VERMEERSCH, Stéphanie. « Entre individualisation et participation... » Article cité, p. 697. « Le plaisir est en partie l'expression d'une négociation identitaire, dont l'engagement associatif est envisagé comme l'un des lieux possibles : en tant qu'espace d'exercice et de valorisation de l'autonomie, l'association constitue ainsi potentiellement un lieu privilégié d'étayage de l'identité, dont le plaisir est l'expression ainsi que le support. » (*idem*).

et d'étudiants, enfin du moins dans le monde universitaire, je trouve ça super intéressant. » (Antoine, 24 ans, militant à *Vamos!*).

« Souvent tu rencontres des gens très intéressants au niveau du milieu militant. Pendant une grève, j'ai parlé à des gens avec qui certainement je n'aurais jamais parlé si ça n'avait pas été dans ce contexte là, et ben tu vois un peu d'autres réalités et tu vois des gens que tu n'aurais certainement jamais vu si tu n'avais pas milité. C'est aussi un peu pour ça que c'est intéressant. » (Gaël, 22 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

« Pour moi, la FA, elle arrive — pas facilement, mais elle arrive — à ce qu'il y ait des gens très différents qui cohabitent. Et ça c'est une richesse exceptionnelle qu'on a à la FA, tu as dû t'en rendre compte un peu en parlant avec les gens. Tu rencontres vraiment des gens mais totalement différents et tu arrives à être dans la même orga. A mon avis ce ne serait pas possible ailleurs, il n'y a qu'à la FA, enfin ailleurs, dans les autres orgas existantes. C'est pas possible, parce que le mode de fonctionnement est tel dans les autres orgas que tu ne peux pas, tout simplement, et je pense que ça c'est une richesse du mouvement anar, et donc de la FA, qui a su, encore, garder ça. Et le jour où on n'aura plus ça à la FA, à mon avis, on sera mal barré, quoi. Et là je pense qu'avoir des individualistes, des anarcho-communistes, des anarcho-syndicalistes et des rien-du-tout-... enfin des rien du tout... [...] Il y a des gens qui sont anar mais qui ne se définissent pas dans une chapelle particulière, et je trouve que c'est une vraie richesse. C'est pas facile, mais c'est une vraie richesse. » (Geneviève, 47 ans, militante à la *liaison Albert Camus* de la *Fédération anarchiste*).

Les contacts noués dans le cadre du militantisme sont également une source de rétribution dans le sens où ils permettent d'accroître ses connaissances et d'approfondir sa réflexion :

« A la FA, la richesse des individus, des actions, des... modes de réflexion, d'intervention et d'action que portent les différentes personnes, font que de plus en plus, plus je connais des gens à travers ce champ de militance et plus je fais plein de liens, ça foisonne de partout. Et donc sur un plan intellectuel c'est extrêmement stimulant. Et donc comme c'est pour moi un mode d'appréhension du monde, c'est le sentiment de maîtriser un peu, malgré tout, mon environnement. » (Edouard, 40 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« C'est une activité de... au-delà des effets sociaux que ça peut avoir, euh, sur les sociétés quelles qu'elles soient, c'est aussi une forme de socialisation qui n'est pas inintéressante. Tu apprends beaucoup de choses. Surtout dans... [...] dans le mouvement anarchiste et dans la tradition dans laquelle moi je m'inscris, tu sais on est... je m'inscris dans la tradition de Fernand Pelloutier, "connaître la science de son malheur", et c'est vrai que... Du fait de ma militance anarchiste j'ai appris beaucoup de choses sur beaucoup de secteurs que je n'aurais peut-être pas... pas côtoyé autrement. Enfin je ne me suis pas obligé à lire, j'ai toujours aimé beaucoup ça, mais... ouais, à lire des choses, à m'intéresser à des trucs qui n'étaient pas soit la littérature, soit la sociologie. M'ouvrir sur des tas de champs intellectuels pour essayer de mieux connaître le monde et raconter le moins de conneries possibles aux gens que j'essaye de convaincre ou... de manière à donner le maximum de chances de réussite aux actions que j'entreprends, de façon à fonder ça sur des connaissances et pas seulement des affects, des opinions, et café du commerce quoi. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

Pour les individus les moins dotés de ressources, le militantisme peut enfin constituer un enrichissement en ce qu'il permet d'acquérir de nouvelles compétences. Ca a par exemple été le cas pour Sébastien, sans diplôme, salarié dans la restauration rapide, ou pour Gilbert, issu d'un milieu ouvrier et qui a commencé sa carrière comme simple technicien :

« Je suis très content... En fait, je suis formé à plein de choses en fait. J'ai appris à écrire... Mon premier tract ça a été fait à *Idées noires*, c'est un appel à la grève générale, un tract qu'on avait fait pour une manif, c'était pour... c'est la période des retraites, un truc comme ça... Et donc euh, j'avais fait ce tract, et ce qui m'a vraiment plu dans ce groupe et ce qui me plaît toujours c'est que j'ai appris à bosser, j'ai appris à ... ce que je n'arrivais pas à faire en cours, en fait, c'est-à-dire bosser chez moi. J'ai appris à savoir m'y mettre, à me faire violence, à faire quelque chose. CRML [Comité de rédaction du *Monde Libertaire*], c'est pareil, j'ai appris à me faire violence, et à faire les choses. C'est ce qui fait que j'aime beaucoup l'anarchisme aussi. Parce que ça t'apprend à te responsabiliser. Ca t'apprend à te faire prendre conscience de ce qui se passe et d'agir en conséquence, de s'y mettre de soi-même en fait. Et en ce sens je suis très content d'être au groupe et d'être à la FA. » (Sébastien, 20 ans, militant au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Quand tu rentres à la FA, c'est une école de formation, de prise de parole et de militantisme extraordinaire, qui fait qu'après tu n'as peur de rien ni de personne. Assez rapidement, tu

acquièrent... [...] Donc ça c'est vrai que la FA ça m'a dégrossi de manière... extrêmement rapidement. [...]

[Dans mon travail] j'ai fait de la communication... Je suis rentré comme technicien, et puis après, à partir des années 82-83, tout le monde s'est mis un peu... ils cherchaient des gens qui avaient des aptitudes à la communication. C'est sûr que moi, ça faisait déjà quinze ans que je militais, alors faire une affiche, faire un journal... tu vois j'avais des notions... que les militants avaient. D'ailleurs on s'est retrouvé à pas mal de militants [rire]. » (Gilbert, 56 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

Militer ouvre de nouveaux horizons en permettant de rencontrer d'autres militants ou d'autres populations ; la richesse de ces contacts favorise la réflexivité, offre des occasions d'approfondir ses connaissances ou de travailler son argumentation et procure donc des satisfactions intellectuelles. Par ses mécanismes mêmes, le militantisme permet en outre d'acquérir de nouveaux savoir-faire¹ — ou de progresser dans les compétences déjà possédées — qui pourront être mis à profit dans de nouveaux domaines. Le capital militant, ensemble de ressources acquises dans l'action collective et susceptibles d'être reconverties dans d'autres sphères que militantes, constitue donc bien une rétribution de l'engagement². L'ensemble des « effets secondaires » que nous venons de décrire, lorsqu'ils sont subjectivement perçus comme des bénéfiques, contribuent à assurer la pérennité de l'investissement individuel. Mais quand les rencontres se muent en amitiés et que l'enrichissement intellectuel devient lien affectif, c'est l'attachement à l'organisation elle-même qui se trouve renforcé.

L'*amitié* et les liens d'affection constituent une part importante des satisfactions liées à l'engagement libertaire. Il s'agit, là encore, d'une forme de rétribution qui traverse toutes les catégories sociales et concerne l'ensemble des militants libertaires. Le militantisme, parce qu'il repose sur un sentiment d'appartenance, peut parfois être considéré comme gratifiant par les relations de proximité qu'il permet de nouer avec des individus d'autres organisations s'inscrivant dans le même mouvement :

¹ Le fait que l'acquisition de compétences nouvelles (comme l'écriture ou l'expression orale) soit surtout évoquée par les militants anarchistes s'explique par la différence de niveau d'instruction moyen entre anarchistes et radicaux, qui fait que ces derniers dépendent souvent moins des ressources collectives pour faire face au travail militant quotidien.

² MATONTI, Frédérique. « Crises politiques et reconversions : mai 68 ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 158, 2005, p. 6.

« A la *Fédération anarchiste* et dans le milieu libertaire en général, il y a quand même cette fraternité qui n'est pas qu'un mot. Il y a un peu d'émotion derrière, enfin, il y a... pour la plupart, il y a une chaleur... Enfin derrière cette fraternité il y a une chaleur humaine faite d'ouverture et d'intérêt pour l'autre, d'intérêt et d'estime réciproque pour l'autre, qui est... voilà, qui est la composante émotionnelle positive, que je trouve assez séduisante par rapport à d'autres champs où je pense qu'elle n'existe pas ou peu. » (Edouard, 40 ans, militant au *groupe Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

C'est plus concrètement et plus directement au sein même du groupe militant que peut s'éprouver la satisfaction de côtoyer des proches, d'agir avec des personnes animées par les mêmes valeurs et ayant vécu le même type d'expériences ou des expériences communes. Envisager l'amitié comme une rétribution, c'est mettre l'accent sur le plaisir de l'entre-soi. L'action collective est plaisante parce qu'elle permet de fréquenter des personnes avec qui l'on s'entend et se sent bien :

« — *Finale*ment tu es restée jusqu'à la fin de *Aarrg!* ? *Qu'est-ce qui t'avait motivée à rester, qu'est-ce qui t'avait plus dans le fonctionnement pour que tu restes jusqu'au bout ?*

Euh, ben... Un truc tout bête, hein, c'était un groupe qui... c'était des rencontres, tout bêtement. Des rencontres fortes, en terme d'amitié, je ne sais pas dire autrement, d'amitié et puis d'échanges de savoir. Enfin la dimension du plaisir à être ensemble est à mon avis vraiment pas à sous-estimer, dans la possibilité concrète de faire des choses. » (Christine, 29 ans, militante à *Aarrg!* Paris).

« Pour ce qui est du *groupe d'Ivry*, ben j'ai beaucoup de satisfaction effectivement à être dans ce groupe-là. Bon, ben c'est pas un gros groupe, hein, c'est un petit groupe, on est sept ou huit adhérents, et euh... Je suis pour ma part assez satisfait de ce qu'on vit, autant d'un point de vue militant que d'un point de vue relationnel. Pour ma part j'y trouve... j'y trouve beaucoup de choses. Je m'y sens vraiment bien et c'est aussi... bon, c'est pas que par nécessité, c'est aussi par plaisir d'être avec les autres. » (Patrice, 49 ans, militant au *groupe d'Ivry* de la *Fédération anarchiste*).

De fait, militer permet de rencontrer des personnes avec qui se noueront des liens de proximité puis d'affection : si l'amitié n'est pas nécessairement un fondement ou une

motivation de l'engagement, elle en devient souvent le moteur. Pour reprendre les termes de Weber, les « sociations » originelles deviennent alors des « communalisations »¹, les individus réunis sur la base de fins partagées devenant des amis dans le cours même de l'action. Ceci permet des relations apaisées, favorise les témoignages de considération, et renforce la confiance² et donc les solidarités :

« J'ai rencontré des gens très intéressants, et qui sont aussi devenus des amis. Et ça c'est quelque chose qui ne me gêne pas, parce qu'il y a des gens qui sont gênés par ça, par le fait de mélanger amitié et politique ou sentiments et politique. Je pense que quand on parle politique, on ne mélange pas, je ne vais pas me dire "ah mais c'est ma copine qui dit ça donc c'est fabuleux ce qu'elle dit, je suis d'accord", "elle ou lui je ne l'aime pas donc de toute façon ce qu'il dit c'est nul". C'est pas ça. Quand je dis mélanger, ça veut dire qu'on peut aussi... ben avoir des échanges plus affectueux, tout simplement, et du coup, les réunions elles peuvent être plus sympa. » (Audrey, 30 ans, militante à *Vamos!*).

« C'est bien, parce qu'on est bien ensemble, qu'on... Si on s'est rencontré sur des bases militantes, on est vite devenu des amis. Et une des choses importantes qu'on trouve à *Chiche!* c'est qu'on essaye de mêler le politique au personnel. C'est-à-dire que... dans nos réunions, on essaye que quand il y a des personnes qui ont des problèmes personnels, par exemples des trucs aussi bêtes, ou non, quotidiens, que la relation qu'untel peut avoir avec une patiente ou un patient, son patron, ou un client, ou bref, dans un milieu plus ou moins professionnel, d'interactions plus ou moins professionnelles, qu'est-ce que ça veut dire en termes de rapport à l'argent, en termes de rapport à l'autorité, en termes de rapports à l'étranger, à l'inconnu... Pareil pour des questions de couple, pareil pour des questions de... et le rapport à la technique, le rapport à la consommation, le rapport à l'alimentation, le rapport à la sexualité, le rapport à... à l'engagement, tout ça. Il y a quand même une volonté de mêler les expériences personnelles et les expériences politiques... Donc ça c'est très important. » (Cécile, 25 ans, militante à *Chiche!*).

« Le groupe, ici, c'est... il y a beaucoup de gens, c'est des copains, c'est plus que simplement des gens qu'on côtoie dans le militantisme. Donc je pense que ça aussi ça tient, enfin ça te tient. Parce que... parce qu'on a noué des relations interpersonnelles plus fortes, des fois, que simplement militer. [...] C'est important cet aspect-là. Ce qui fait qu'après, les copains, on ne

¹ *Economie et société*. Tome 1. *Op. cit.*

² Sur l'idée de confiance dans l'amitié, cf. BIDART, Claire. *L'amitié, un lien social*. *Op. cit.*

les abandonnerait pas, enfin moi je ne les abandonnerais pas quand bien même je dirais la FA ça me fait chier quoi. [...] Parce qu'ici il y a des gens qui arrivent dans le groupe, qui n'y sont pas depuis forcément très longtemps, mais bon, petit à petit, desquels on se rapproche, parce qu'après on se rend compte qu'on a des affinités avec eux, et c'est plus que simplement des gens avec qui on milite. » (Agnès, 46 ans, militante au *groupe de Rouen* de la *Fédération anarchiste*).

La sociabilité de groupe, les liens d'affection ou d'amitié qui se nouent à travers le militantisme, en constituent un élément essentiel. L'amitié est non seulement une forme de récompense de l'action collective qui justifie la pérennité de l'investissement personnel, mais également, comme en témoigne le dernier extrait d'entretien, une attache psychologique qui implique de rester fidèle à ses engagements. En effet, comme le note Eric Agrikoliansky à propos de la *Ligue des droits de l'homme*, « ce que produisent les liens sociaux noués au sein de telles associations, ce ne sont pas que des gratifications (se faire des amis) mais surtout des formes de rationalité qui échappent justement aux logiques du calcul. Les relations nouées entre les activistes conduisent en effet à penser l'engagement comme une obligation à l'égard des autres et à raisonner à partir des règles qui prévalent dans les échanges entre amis ou proches, c'est à dire à raisonner en termes de don et de solidarité réciproque. Les militants ne se pensent ainsi pas comme en compétition pour des biens rares, mais comme des amis solidaires face à une charge : l'animation du collectif. [...] Pour les militants, se trouver pris au jeu de l'engagement ne signifie donc pas éprouver un intérêt pour des rétributions potentielles, mais se trouver engagé à l'égard d'autrui par une logique de réciprocité.¹ » On ajoutera que ces mécanismes affectifs peuvent potentiellement renforcer l'engagement dans une forme de cercle vertueux : la proximité sociologique et/ou idéologique et les expériences vécues en commun renforcent les affinités et le sentiment individuel d'appartenance à un groupe. Ce sentiment d'appartenance, en retour, facilite le développement ultérieur de liens d'affection avec de nouveaux militants. Au final, le capital social ainsi créé permet et soutient l'engagement réciproque².

¹ AGRIKOLIANSKY, Eric. *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945... Op. cit.*, p. 219

² Sur les notions de capital social et les liens de réciprocité et de confiance, cf. PUTNAM, Robert D. *Bowling Alone... Op. cit.*

Les liens affectifs, en favorisant les socialisations croisées, contribuent à l'homogénéisation des collectifs. La fréquentation du groupe a alors pour effet de soutenir des convictions et de renforcer des auto-compréhensions :

« — Depuis que tu es engagée, en fait, qu'est-ce qui te plaît dans ton engagement, que ce soit dans ton groupe ou la FA en général...

Moi je pense, il y a plusieurs choses, si tu veux, il y a le côté euh, humain, enfin affectif, on va dire, de militer à la FA, qui est important, et que plus tu avances, plus tes copains ils sont dans ce cercle là, en fait. Ce qui peut, d'ailleurs, poser des problèmes. Mais c'est vrai que... moi j'essaye de ne jamais m'isoler complètement dans un milieu militant, si tu veux, parce que je pense que c'est sclérosant aussi de ne fréquenter que des gens qui sont militants, tu finis par croire que tout le monde est militant et que le monde il est merveilleux, et que... [...] Euh, et en même temps, j'ai besoin de ça, si tu veux, d'avoir... Je pense qu'il y a un petit effet cocon, quand même à la FA, si tu veux. C'est-à-dire, les gens que tu côtoies à la FA, il sont globalement, ils pensent comme toi, quoi, dans les grandes lignes. Après, évidemment, on s'engueule sur certains trucs, mais c'est quand même rassurant parce que ça te permet de te sentir appartenir euh, à, euh, à quelque chose d'un peu plus global, que tu n'es pas tout seul. Moi je pense que ça joue, aussi, dans le fait de rester à la FA. Et puis je suis restée à la FA aussi parce que, au bout d'un moment, je pense que c'est difficile de sortir aussi pour tous les attachements que tu as créés avec les gens. Et je pense que ça y fait. Donc il y a cet aspect là, qui est important. » (Geneviève, 47 ans, militante à la *liaison Albert Camus* de la *Fédération anarchiste*).

A travers les liens affectifs, c'est une forme de *communion identitaire* que peut apporter l'engagement. Le sentiment d'agir en accord avec soi-même et ses convictions profondes, la satisfaction de s'insérer dans un collectif dans lequel on peut pleinement assumer son identification constituent clairement des rétributions du militantisme libertaire, et en particulier anarchiste. Venus chercher à la FA un espace dans lequel ils pourraient rencontrer des individus animés de valeurs semblables aux leurs, un certain nombre de militants y trouvent les satisfactions identitaires espérées. La force de l'identification va de pair avec l'attachement au collectif ; elle va parfois jusqu'à donner un sens à la vie.

« Le fait de voir qu'on n'est pas le seul à avoir une rage pour nous, on n'est pas tout seul à être vraiment acharné... Voir qu'on est un peu, voilà. C'est assez plaisant de rencontrer des gens qui ont les mêmes conceptions politiques que toi et qui bon, qui ont envie de faire des choses comme toi. » (Bruno, 25 ans, militant au *groupe Idées noires* de la *Fédération anarchiste*).

« Pour la première fois, quand même, je me trouve avec des gens que je comprends quand ils parlent, quand ils disent quelque chose, ben je sens comme eux, je ressens les choses comme eux. C'est la première chose, parce que quand on est tout le temps toute seule à se dire dans son coin "mais là, ce raisonnement là il ne tient pas, mais je ne sais pas pourquoi"... Tandis qu'avec les anars, bon, les raisonnements que je ne comprends pas pourquoi ça ne tient pas, eux ils savent pourquoi ça ne tient pas. Et quand je pose la question, toc, la réponse tombe. » (Thérèse, 55 ans, militante au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

« — *Et qu'est-ce qui te plait dans ton militantisme et qui te donne envie de continuer ?*
... Eh ben... Euh... Ben déjà le fait de rencontrer des gens de qui je me sens proche au niveau des idées, parce que dans la vie civile, entre guillemets [rire] on n'en rencontre pas forcément quoi. Dans le cadre de ton boulot, on parlait du milieu familial tout à l'heure, dans le cadre des amis, parce qu'il faut bien qu'on ait des amis de tous horizons, euh, on n'a pas forcément l'occasion de... Parce qu'avec les libertaires, des fois si on n'est pas, si on a des divergences idéologiques, on parle un langage commun quoi. Tout de suite, quoi, on arrive on a un truc qui nous tient, on sent... Même si c'est un programme minimum qui est le refus de toute autorité, c'est ce qui lie les anarchistes entre eux, ben après il y a toutes les déclinaisons comme on a pu l'évoquer entre individualistes et tout le truc, mais ce qui nous lie ensemble c'est ce refus de cette société, autoritaire, quoi. Le refus de l'autoritarisme, et ça euh, on ne rencontre pas... beaucoup de gens, dans la vie courante, avec qui on peut... Parce qu'en fait avec les gens, on est toujours obligé, on est sommé de s'expliquer. Quand on est, une fois qu'on est étiqueté anarchiste, "ah ben oui, mais toi, l'anarchiste, ben oui, toi..." et en fait on est toujours obligé de se justifier par rapport à ce qu'on fait, par rapport à... Alors que évidemment quand on est dans un milieu anarchiste on n'a pas besoin de se justifier à ce point-là, quoi, c'est... Je veux dire, le courant passe beaucoup plus facilement. » (Georges, 45 ans, militant au groupe *Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

« C'est vrai que je ne fais pas de segmentation, il n'y a pas ma vie professionnelle, ma vie privée, et dans ma vie privée des parcours intellectuels, des machins physiques, des trucs sentimentaux... La manière avec laquelle je vis mon boulot est liée... L'intérêt qu'a aujourd'hui mon boulot à la SNCF... n'a d'intérêt que dans la perspective de ma militance anarchiste. J'ai un poste à la SNCF qui me permet d'avoir une compréhension de la SNCF très intéressante, mais sans ça mon boulot [de cadre] est un non-sens, enfin sur un plan d'organisation interne de la SNCF c'est un non-sens. Donc heureusement que je milite ailleurs, la militance me permet de trouver un intérêt au boulot, et mon poste à la SNCF n'a

d'intérêt qu'à travers les articles que ça me permet d'écrire pour le *Monde Libertaire*... Mais tout ça pour dire qu'il n'y a pas de séparation, et voilà, quand je te disais que la *Fédération anarchiste* me plaît, enfin ma militance me plaît parce que je trouve une cohérence à cet... à cet endroit-là, eh ben c'est la cohérence des différents champs de ma vie. » (Edouard, 45 ans, militant au groupe *Louise Michel* de la *Fédération anarchiste*).

Lorsque le militantisme donne un sens à l'existence, ou quand il permet de se sentir à sa place et de s'épanouir dans son auto-compréhension, il apporte d'importantes rétributions individuelles. Le sentiment d'évidence voire de nécessité de l'engagement qui naît de ses phénomènes apparaît comme un puissant moyen de fidéliser les militants. On se situe ici en quelque sorte en marge de l'engagement affranchi décrit par Jacques Ion, qui suppose une distanciation identitaire vis-à-vis du collectif. Cependant, ces identifications ne remettent pas forcément en cause l'autonomie individuelle ; elles sont vécues comme libératrices bien plus que comme une aliénation, et elles cohabitent fort bien avec une prise de liberté importante vis-à-vis des organisations : le sentiment d'appartenance, s'il peut influencer l'ensemble des sphères de vie individuelles, n'implique ni l'abandon de son individualité ni le dévouement perpétuel à la cause. Et c'est dans cette liberté même que réside la potentialité du désengagement, parce que s'identifier ne signifie pas nécessairement s'obliger à la fidélité. Si l'on ne peut concevoir d'organisations libertaires sans militants, on peut très bien imaginer des libertaires sans organisation.

Au-delà des motivations et rétributions idéologiques classiquement évoquées, l'amitié et l'épanouissement individuel — à travers l'expression personnelle, l'enrichissement intellectuel et l'acceptation de son auto-compréhension — représentent des bénéfices non négligeables du militantisme libertaire. L'affranchissement vis-à-vis des contraintes collectives n'implique pas automatiquement un détachement émotionnel ou identitaire : une volonté farouche d'autonomie peut clairement cohabiter avec une profonde identification à une cause et à un groupe, et n'empêche en rien de nouer des liens affectifs forts avec des individus partageant les mêmes aspirations. L'engagement libertaire, aussi « distancié » puisse-t-il apparaître sous certains aspects, entraîne généralement des investissements émotionnels forts qui peuvent en retour offrir d'importantes gratifications et entretenir les

liens des individus avec le collectif. Ceux-ci ne suffisent toutefois pas toujours à prévenir les défections, dont la logique reste à préciser.

B. Radicaux et anarchistes face au découragement militant

Pour analyser les logiques qui favorisent la pérennité de l'engagement libertaire ou qui au contraire aboutissent à des phénomènes de désengagement, nous disposons de deux exemples de collectifs qui ont été dans leur histoire confrontés au découragement militant. Le groupe *Aarrg!* de Paris s'est dissout à la suite de ces difficultés, tandis que le *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste* a réussi à perdurer, mais seulement après avoir perdu plusieurs membres. Avant de pouvoir tirer des conclusions générales sur les conditions de possibilité de la pérennité des engagements et des organisations libertaires, il nous faut donc présenter ces deux exemples, en soulignant les facteurs qui ont perturbé le fonctionnement militant et suscité des défections.

1) *Aarrg!* Paris ou l'autodissolution d'un groupe affinitaire

L'histoire du groupe *Aarrg!* de Paris pourrait être analysée en adoptant l'approche du processus politique développée par Doug McAdam. En effet, cette approche montre que ce sont les mêmes types de facteurs que ceux qui ont abouti à la naissance et au développement d'un mouvement¹ qui sont à l'origine de son déclin et de sa disparition. Plus précisément, c'est le retournement de ces facteurs qui précipite la fin du mouvement : la force du groupe, les conceptions partagées, les opportunités d'action et l'attitude d'autres groupes peuvent aussi bien impulser une dynamique militante que la remettre en cause lorsque des changements viennent les affecter. C'est clairement ce qui s'est passé dans le cas du collectif des *Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale*.

¹ « Trois séries de facteurs sont en particulier identifiés comme affectant la production d'un soulèvement [*insurgency*]. C'est la conjonction de l'extension des opportunités politiques, de la force organisationnelle indigène et de la présence de certaines conceptions partagées [*shared cognitions*] au sein de la communauté minoritaire [*minority community*] qui est tenue pour faciliter l'émergence d'un mouvement. Avec le temps, ces facteurs continuent de façonner le développement du soulèvement en combinaison avec un quatrième facteur : les changements dans le contrôle d'autres groupes en réponse au mouvement. » McADAM, Doug. *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*. 2nde édition. Chicago : University of Chicago Press, 1999, p. 58.

Le groupe *Aarrg!* est né à Paris au début de l'année 2001¹. Ses fondateurs à l'époque avaient pour ambition de s'inscrire dans le mouvement anti-mondialisation en développement, et notamment de préparer la mobilisation pour le contre-sommet du G8 à Gênes en juillet de la même année. Le collectif originel reposait essentiellement sur un groupe d'amis, dont il constituait la formalisation politique. La prégnance de l'aspect affinitaire dans *Aarrg!* est un élément fondamental pour la compréhension de son fonctionnement. Entrer dans le mouvement signifiait entrer dans un groupe d'amis et, dans la plupart des cas, c'était en faire déjà partie. Il allait de soi qu'un de ces amis suive les autres dans la création de ce mouvement politique qui ne se démarquait pas réellement des frontières du groupe affinitaire.

« Ca s'est fait très naturellement. D'abord parce que ça consistait en fait à formaliser très légèrement quelque chose qui existait déjà. C'est vrai que la plupart des gens qui ont fait *Aarrg!* au départ, c'était des gens qui... On se voyait déjà très souvent. Quand il y a eu la première réunion, je connaissais quasiment tout le monde. Parce qu'on se voyait dans des actions, "tiens il y a une occupation, est ce que tu viens ?". On s'était connus par d'autres biais que militants bien sûr. Donc ça s'est fait très naturellement. Il y a à peine eu la question du choix. [...] C'était la formalisation politique d'un groupe d'amis, c'était comme ça au départ. » (Benoît, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

La présence d'amis proches dans le groupe a été fréquemment citée lors des entretiens comme un des facteurs ayant facilité l'engagement. L'attrait du militantisme entre amis se couplait à celui que présentaient l'invention de nouvelles pratiques tournées vers le concret et la promesse que le groupement échapperait à l'organisation lourde et hiérarchisée des mouvements traditionnels. L'idée de mettre en commun des pratiques, de créer un réseau militant, si elle fut abandonnée par la suite par les « Aarrgonauts » parisiens, constituait également, au début, une source de curiosité et d'enthousiasme chez des individus qui avaient été impressionnés par l'émergence du mouvement anti-mondialisation sur la scène internationale. La question de la ligne politique, n'a jamais été citée comme une incitation à l'engagement : la volonté d'action et l'appartenance à un groupe d'amis l'emportèrent d'emblée sur l'identification à une cause. De fait, la dynamique collective était basée sur l'entente entre les membres et sur les accords politiques tacites que permettait leur grande

¹ Pour une étude approfondie de la naissance, de la vie et de la mort du groupe, cf. LUCK, Simon. *Le militantisme à Aarrg! Paris... Op. cit.*

proximité sociologique et leurs liens d'affection ; elle ne reposa jamais sur une doctrine ou une cause explicitement définie.

Vite porté par des succès (médiatiques), le collectif parisien essaima en province, et notamment à Toulouse où un groupe *Aarrg!* se développa rapidement. Les militants des différentes villes, s'ils agissaient au quotidien dans leur zone géographique, se retrouvaient tous ensemble lors des événements anti-mondialisation, et en premier lieu lors des manifestations de Gènes de juin 2001. Suite à cette mobilisation, durant laquelle il subit une sévère répression, le groupe parisien choisit de se recentrer peu à peu sur l'action locale, et notamment le soutien aux luttes de travailleurs précaires.

Pour ses membres, l'attrait du militantisme de *Aarrg!*, tourné vers l'action spectaculaire, provenait en grande partie du plaisir lié à l'activité en groupe et à la réalisation d'objectifs concrets entre amis (qu'ils l'aient été dès le début — pour la plupart — ou qu'ils le soient devenus au cours de l'action collective). C'est autour de leurs liens d'amitié que se retrouvaient les « Aarrgonauts », d'avantage que dans la poursuite d'une cause politique qui aurait réuni des individus autour d'un projet clair. C'est la raison pour laquelle les rétributions de l'engagement, le plaisir retiré de l'activité militante, étaient bien plus dépendants de l'alchimie régnant entre les membres que de l'avancement d'un projet idéologique. En outre, les militants considéraient la médiatisation de leurs actions et de leur message comme leur principal critère de réussite. La résonance médiatique était primordiale, dans la mesure où la diffusion du message en était dépendante¹. Par conséquent, le fait que les médias relatent une intervention de *Aarrg!* constituait en soi une forme de rétribution, puisqu'il procurait aux militants le sentiment de l'efficacité de leur action.

« — Une fois qu'*Aarrg!* était en route, qu'est-ce qui t'a motivé à rester, qu'est-ce qui t'a plu ? Euh, il y a plusieurs choses. D'une part, il y a la dynamique interne du groupe, le fait de se sentir bien à faire des choses avec des gens. Moi c'est pas une chose à laquelle je suis prêt à renoncer dans le rôle de militant. Enfin il y a une sorte de plaisir, à travailler avec des gens, à voir qu'on arrive vraiment à construire des choses ensemble...avec des horizons divers mais aussi avec des intérêts communs. C'est vraiment un plaisir de faire ça. Et puis d'autre part, ce qui pousse à continuer, c'est que ça marche, tout simplement. Que ça marche. Alors, dans un premier temps, il y a eu un mot dans le flash sur France Info...Et puis il y a des choses qui

¹ « Structurellement, *Aarrg!* était fait pour être médiatisé. S'il n'est pas médiatisé il meurt quoi. » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

motivent bien, par exemple les luttes qu'on a faites avec les *Mc Do*, les employés de *Mc Do*. De fait, ça a servi à quelque chose, ça a contribué à faire de la précarité un sujet médiatique, à ce qu'on en parle, à ce que eux gagnent des luttes... Là on a vraiment l'impression de faire quelque chose. C'est ces deux choses là. D'une part le plaisir qu'on a à faire des choses avec les copains, et puis d'autre part, l'utilité qu'on a. » (Benoît, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

C'est une véritable relation de dépendance unilatérale qui unissait *Aarrg!* aux médias. La réussite des actions et, par conséquent, la motivation qu'en tiraient les « *Aarrgonautes* », dépendait largement de ces acteurs sur lesquels ils n'exerçaient aucun contrôle. Le désintérêt médiatique dont ils furent les victimes précipita les « *Aarrgonautes* » dans le découragement. Ce désintérêt, s'il relevait clairement de la conjoncture, tenait aussi, dans une certaine mesure, à des logiques de plus long terme. En effet, la banalisation d'une forme d'activisme spectaculaire telle qu'*Aarrg!* pouvait la représenter, contribua à saper son attractivité. Le changement déterminant de conjoncture médiatique s'accompagna, en France, d'un bouleversement de la conjoncture politique. En mai 2002, la majorité politique passa à droite de manière très large. Ceci modifia considérablement l'espace d'opportunités exploité par les activistes : avec le changement de gouvernement, ils eurent le sentiment que le ressort de la scandalisation, utilisé abondamment dans le cadre de leurs actions, ne pouvait plus fonctionner. Né sous un gouvernement de gauche, le groupe s'était développé avec l'idée que, par son action, il pourrait trouver un écho auprès de pouvoirs publics partageant des conceptions politiques proches. Lorsque la majorité parlementaire et gouvernementale bascula à droite de l'échiquier politique, les militants connurent une forme de démotivation.

De surcroît, la question des contre-sommets et de la constitution de réseaux militants a représenté un point d'achoppement majeur entre le groupe parisien et les Toulousains. Ces derniers, partisans d'un investissement international plus soutenu, entrèrent en conflit avec les membres fondateurs qui préféraient l'action locale à l'investissement dans des événements internationaux où ils estimaient ne pouvoir faire que de la « figuration ». Les militants toulousains, désireux de pouvoir s'investir dans les mobilisations à l'étranger, voulaient mettre sur pied une association leur permettant de récolter des fonds qui auraient rendu possibles les voyages. Les « *Aarrgonautes* » parisiens, de leur côté, étaient depuis le début farouchement hostiles à la création d'une structure qui aurait, selon eux, formalisé le groupe et créé des hiérarchies et qu'ils jugeaient donc inutile et néfaste. Ce conflit, qui débuta dès le Sommet de Gênes et s'envenima peu à peu après les manifestations de Bruxelles fin 2001,

contribua à accélérer le découragement des militants parisiens. Le plaisir ressenti dans les réunions et les actions collectives faisait une grande partie du ciment qui maintenait ensemble les membres d'*Aarrg!* Paris. Or, lorsque les controverses sur des problèmes d'orientation générale du mouvement, à travers les questions des contre-sommets et de l'association, devinrent importantes, l'entente qui permettait l'action fut remise en cause. Le consensus rompu, les militants de la capitale se sentirent quelque peu dépossédés de l'objet qu'ils avaient contribué à construire.

« La découverte du différend. Je pense que ça démoralise aussi les gens. On espérait, en étant sur des bases de consensus super minimal, ne jamais avoir à aborder des questions qui nous divisent quoi, vraiment... Ca ça tourne autour des mêmes dates, toujours. Je crois que c'est en mai 2002, euh, on a constaté qu'il y avait pour un certain nombre de gens des choses qui pour nous étaient évidentes et qui pour eux [les Toulousains] était parfaitement indéterminé. [...] La question de l'association est complètement restée en suspens. Là-dessus, les Toulousains ont essayé de faire le forcing genre "oh ben on a pas bien compris que vous étiez contre et on va la monter finalement..." Et voilà, du coup on s'est engueulés, machin. Et donc on était un peu piteux, on savait plus quoi faire de ce nom [*« Aarrg! »*], on savait plus quoi penser de ce truc. Et on s'est dit ben voilà, maintenant nous on va être utilisé, sur ces trucs là, et ça, ça nous va pas quoi. Ca nous va pas en tout cas de participer à cette économie symbolique enfin de, voilà... on va faire des groupes des gens, les gens vont être séduits, ils vont venir faire la n+1^{ème} unité numérique qui participe à la foule de l'action... Aucun intérêt. Et du coup explosion, ouais, voilà, l'explosion interne qui correspond vraiment à quelques mois près aux conditions conjoncturelles internes quoi. Je pense c'est assez inséparable en fait. » (Martin, 29 ans, militant à *Aarrg!* Paris).

A ces conflits internes à *Aarrg!* s'ajoutèrent des changements affectant les relations des « Aarrgonautes » parisiens avec les différents groupes pour lesquels ils étaient devenus des prestataires de services. En effet, certains des principaux partenaires des activistes de *Aarrg!*, des syndicalistes et des travailleurs précaires, cessèrent progressivement de faire appel au groupe, qui n'était plus le seul acteur sur le « marché » de la lutte contre la précarité. Les militants durent donc faire face à une baisse importante de la demande d'actions, de la part des mouvements de précaires auxquels ils apportaient leur aide ainsi que de celle des médias qui n'étaient plus réceptifs à leurs agissements. Dans un même temps, le changement de conjoncture politique jouait négativement sur l'idée que les « Aarrgonautes » se faisaient de leurs propres opportunités et donc sur leur capacité à jouer du ressort de la scandalisation. Ces

trois changements lourds, accompagnés chez certains militants d'une disponibilité moins grande liée à l'entrée dans la vie active ou au fait de fonder une famille, affectèrent grandement leur motivation. L'action du groupe, ralentie dès la moitié de l'année 2002, s'éteignit peu à peu début 2003, favorisant chez certains l'investissement dans de nouveaux groupes¹, tandis que d'autres, notamment parce qu'il entraient dans une phase de leur vie peu propice à l'action politique², cessèrent, au moins temporairement, de militer.

L'exemple de la brève existence du groupe *Aarrg!* de Paris témoigne du fait que « le désengagement militant est un révélateur des conditions de possibilité de l'engagement lui-même, plus exactement, un révélateur du tarissement de ses conditions de possibilité.³ » C'est la remise en cause de tout ce qui faisait l'attrait du militantisme qui a suscité la dissolution du collectif : lorsque le plaisir d'agir avec des amis avec qui on partage un accord politique profond s'est tari, que la conjoncture est devenue moins favorable à la réussite d'actions qui en outre ne parvenaient plus à attirer les médias, que l'accroissement de la concurrence entre organisations a réduit les débouchés de l'investissement militant, c'est l'ensemble des rétributions de l'engagement qui disparaissaient et avec elles le sens même de l'action collective. Lorsque la dynamique militante s'est brisée, le poids des contraintes individuelles est apparu plus fort, précipitant le retrait de plusieurs membres sur la sphère privée et marquant ainsi la fin définitive du groupe.

2) Déclin et renouveau du groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste

A l'instar de *Aarrg!*, le groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste a connu en 2002-2003 des bouleversements qui ont sérieusement affecté la motivation de ses membres.

¹ Quelques militants se sont par exemple investis dans le mouvement *Jeunes chercheurs contre la précarité*.

² « — Et maintenant, est-ce que tu as des envies ou des projets en termes de militantisme ?

Non, j'étais plus dans le rêve petit bourgeois en fait.

— C'est-à-dire ?

Ben, je suis enceinte, je me demande où je vais habiter, tout ça... Je suis dans une période pas du tout... C'est un peu entre parenthèses tout ça pour le moment. » (Christine, 29 ans, militante à *Aarrg!* Paris).

« — Est-ce que maintenant tu as des projets ou des envies en termes de militantisme ?

*Ouais, ça revient. Par phases. Non, non, j'ai toujours pas digéré, je crois la fin de *Aarrg!* Donc j'oscille toujours entre le il faut que je fasse des trucs quoi, et puis... Ca serait facile de me réengager, je connais plein de monde... et puis des moments où je me dis, pff, ras le bol, pas envie de recommencer, et puis j'ai beaucoup moins de temps. »* (Renaud, 27 ans, militant à *Aarrg!* Paris, doctorant en fin de thèse).

³ GOTTRAUX, Philippe. « Autodissolution d'un collectif politique. Autour de *Socialisme ou Barbarie* », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant. Op. cit.*, p. 77.

Là encore, la perturbation des liens amicaux a joué un rôle important en privant l'engagement d'une rétribution non négligeable. Cependant, bien que le collectif ait traversé des difficultés qui ont conduit à des désengagements, il ne s'est pas dissout et quelques militants ont trouvé la force de le reconstruire sur de nouvelles bases¹.

Fondé à la fin des années 1990, l'actuel *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste* est un collectif généraliste travaillant à faire avancer les idées anarchistes. En 2002, il était composé de 8 membres, dont 5 en particulier formaient un groupe d'amis soudés autour du fondateur, Reynald. L'activité militante y était très soutenue : de nombreux collages d'affiches étaient organisés, auxquels s'ajoutaient des permanences, les tables de presse hebdomadaires et la participation aux réunions et actions du *Réseau sortir du nucléaire*, qui travaillait à l'époque au blocage des convois de déchets nucléaires voyageant de la France vers l'Allemagne. Il arrivait alors fréquemment que les militants se rencontrent deux fois par semaine pour une réunion, sans compter les moments d'action. L'activité s'intensifia encore lorsque un campement *No border*² s'installa à Strasbourg. Les membres du groupe s'investirent dans la préparation de l'événement, puis en juillet 2002 dans l'événement lui-même, qui fut marqué par plusieurs manifestations qui opposèrent violemment la police et les protestataires et donnèrent lieu à de nombreuses arrestations. Lors de ces manifestations, Reynald fut blessé par un tir de balle en caoutchouc de la police. Une action d'occupation d'un bâtiment administratif fut par la suite entreprise pour protester contre les conditions de détention (mise à l'isolement) d'un militant arrêté lors des manifestations. Bien que pacifique, l'action fut sévèrement réprimée. La police, en alerte depuis le début du campement, intervint avec violence pour évacuer les occupants — dont Sylvain et Louis, membres du groupe — qui furent mis en garde à vue, de même que leurs soutiens restés à l'extérieur. Les occupants dormirent en outre une nuit en prison avant de passer devant le tribunal en comparution immédiate, et d'écoper de fortes amendes. Sabrina, militante au *groupe de Strasbourg* qui faisait partie du comité de soutien resté à l'extérieur du bâtiment occupé, fut elle aussi traduite en justice.

¹ Le récit qui suit est fondé sur le témoignage de deux membres du *groupe de Strasbourg* (Sylvain et David) qui ne se sont pas désengagés. Nous n'avons malheureusement pas pu recueillir les propos de militants qui ont quitté la FA ou cessé de militer après les événements qui ont déstabilisé le collectif.

² *No border* est un réseau de collectifs d'inspiration anarchiste luttant pour la liberté de circulation et contestant les frontières, les nations et des politiques de refoulement des immigrés sans-papiers. Le réseau organise régulièrement des campements militants à proximité des frontières entre états européens. Pour plus d'informations, cf. le site <http://www.noborder.org>.

Cette répression marqua un net coup d'arrêt dans la dynamique qui animait depuis plusieurs mois le groupe FA. A l'issue du mois de juillet, les membres cessèrent toute activité militante pour se concentrer sur la gestion des problèmes judiciaires, qui demeurèrent d'actualité jusqu'au dernier procès, qui eut lieu en mars 2003. De plus, la crainte de la répression les incitait à la prudence et, par conséquent, à limiter leurs sorties publiques et notamment les activités — illégales — de collages d'affiches. Peu à peu, l'ambiance conviviale qui régnait auparavant dans le groupe se dégrada. Les débats politiques de fond et la préparation d'actions étaient éclipsés par les questions judiciaires, empêchant les militants de relancer une dynamique positive.

« On était arrivé à ne gérer que du judiciaire, quoi. Et puis des états psychologiques, parce que nous dans le groupe, on avait quand même pas mal de gens qui s'en sont pris plein la gueule. Reynald lui il s'est pris une balle. Non létale, en caoutchouc, comme ils disent. Et il s'est cassé deux mois après No Border, c'était purement personnel, mais ça l'arrangeait bien, il ne voulait plus être à Strasbourg. Il y avait Sylvain qui lui avait été emprisonné, deux jours de garde-à-vue et un en prison. Après, le tribunal, comparution immédiate et tout le toutim avec tous les rebondissements, les différents appels, Louis pareil. Qui est-ce qu'il y avait d'autre ? Sabrina qui a été très marquée... Parce qu'elle elle s'est fait prendre à l'extérieur, elle avait 24 heures de garde à vue, plus encore un tribunal à venir... Moi qui étais très marqué parce que j'étais... de l'extérieur j'ai vu à peu près tout le monde partir en taule là, en peu de temps. Donc en fait on était dans un état de choc. [...] Voilà, donc on a eu... Ca a commencé à déconner à partir de *No Border*, la suite où on était dans l'émotionnel, le psychologique, tout ça, ce qui faisait qu'on ne faisait plus rien, on gérait plus les coups durs, les tribunaux, les affaires... On n'arrivait plus à avoir de truc qui avance. On avait peur des flics donc on ne sortait plus pour faire des collages. Ca agaçait Louis à l'époque parce que lui disait que c'était une façon de se faire connaître énorme... Et il n'y avait plus de discussion de fond puisque quasiment c'était autour de *No Border*. [...] On essayait constamment de relancer la bécane, on n'était pas... pas tous d'accord. » (David, 28 ans, militant au *groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste*).

A la fin de l'été, le départ de Reynald de Strasbourg pour des raisons professionnelles précipita le déclin du collectif. Militant le plus expérimenté, c'était en effet lui qui assurait la cohésion du groupe, en travaillant à la construction des consensus et, souvent, en apportant de nouveaux projets politiques. Les désaccords entre les membres restants se cristallisèrent ensuite progressivement. Ils opposaient, *grosso modo*, Sylvain et David, d'un côté, à Louis et

Sabrina de l'autre. Les premiers étaient attachés à l'organisation fédérale et soucieux d'une action locale à travers l'investissement dans les différents mouvements sociaux. Les seconds, qui voyaient surtout la FA comme un outil, adoptaient une position plus internationaliste et classiste. Ces deux positions, qui trouvaient à s'accorder dans l'intense activité du groupe qui avait précédé l'été 2002, provoquaient désormais des tensions importantes qui remettaient en cause l'unité du groupe¹ et, du même coup, le plaisir de militer ensemble qui constituait auparavant une rétribution importante. Les trois autres membres se mirent en retrait sans prendre part aux conflits qui commençaient à voir le jour.

Le début de l'année 2003 marqua un tournant. Les événements furent précipités par les manifestations contre la guerre en Irak, lors desquelles un désaccord fondamental opposa les militants : Louis et Sabrina décidèrent de suivre, avec des drapeaux noirs, le cortège du *Parti des musulmans de France* (PMF), dont le positionnement antisioniste et axé sur la lutte des classes avait séduit quelques manifestants. Sylvain et David, rejetant toute association avec un parti religieux et traditionaliste, refusèrent de défiler à proximité du PMF. Suite à ces manifestations et après avoir fait le constat d'un désaccord insurmontable, David rejoignit Sylvain, qui avait d'abord envisagé de quitter le groupe pour militer en adhérant FA individuel. Ils décidèrent de créer un nouveau groupe de la *Fédération anarchiste*, qu'ils nommèrent *groupe Juillet 36*, en référence à la révolution espagnole. Se posa alors la question de l'héritage de l'ancien *groupe de Strasbourg*, que les tensions entre les anciens membres rendaient quasiment insoluble : qui récupérerait les cotisations, la table de presse, les drapeaux, etc. ? En dépit de l'intervention d'un militant FA servant de relais local au Secrétaire aux relations intérieures, aucune solution négociée ne put être trouvée. De fait, Sylvain et David possédaient l'essentiel des ressources du collectif : l'argent, l'association « écran » qui leur permettait de disposer d'une salle à la maison des associations de Strasbourg, ainsi que la trésorerie. Sabrina et Louis n'avaient de leur côté que les drapeaux.

¹ « Il n'y avait plus de réelle cohésion, il y a eu en gros deux options au sein du groupe. En gros, qui correspondaient à des positions individuelles qui existaient déjà auparavant mais qui réussissaient à cohabiter du fait de la présence notamment de Reynald. La position de Louis qui était très internationaliste, à la fois très lutte des classes mais très intellectuel [...] parce que c'est pas nécessairement issu de son propre vécu, ou de son vécu personnel en tout cas. Et... donc à la fois cet aspect-là et le fait que ce qu'il cherchait, c'était un groupe pour militer. Il est très certainement libertaire, Louis, et ainsi de suite. Mais l'organisation, *Fédération Anarchiste*, pour lui, c'était quelque chose de secondaire. Alors que... Moi j'étais plus sur une position... essayer de... on est un groupe local, effectivement l'international c'est quelque chose d'important, mais ça ne doit pas être quelque chose de central, avec sûrement un beaucoup plus fort attachement à la FA, en tant qu'organisation. [...] Donc de temps en temps on se prenait la tête. Moi je sentais qu'il n'y avait plus de dynamique au sein du groupe. » (Sylvain, 23 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*).

La scission ne déboucha finalement pas sur la création de deux entités distinctes : profondément déçus par l'attitude de leurs compagnons et de la FA, Louis et Sabrina se mirent en retrait et profitèrent d'une occasion professionnelle pour quitter la ville. Ils ne militent plus aujourd'hui dans le cadre de la FA. David et Sylvain, de leur côté, assumèrent la reconstruction du *groupe de Strasbourg*, bientôt rejoints par Ivan, un ancien du groupe qui avait pris ses distances lorsque les premières tensions s'étaient déclarées. Les deux autres anciens membres, qui étaient déjà moins investis dans les activités du groupe, s'éloignèrent progressivement jusqu'au désengagement. Les trois militants du nouveau *groupe de Strasbourg* trouvèrent rapidement du renfort avec l'arrivée de Gaël, Edith, Nathalie et André, qui furent plus tard suivis par d'autres encore.

A travers cet exemple, on constate encore une fois l'importance des relations d'amitié entre militants comme facteur de cohésion du groupe et comme rétribution de l'engagement. Dans le cas du *groupe de Strasbourg*, la bonne entente entre les membres était favorisée par l'intensité de l'activité politique qui permettait d'occulter les désaccords. Ceux-ci se sont par conséquent cristallisés lorsque le rythme militant a été perturbé par la répression. Une fois la dynamique grippée et les liens interpersonnels distendus, le plaisir d'agir ensemble a laissé place aux contrariétés. Cependant, les constats de désaccord n'ont pas toujours abouti à un désengagement, mais plutôt à une reconfiguration de l'engagement. On pourra noter que sur les sept membres restant après le départ du fondateur, trois ont choisi de continuer à militer dans le cadre d'un *groupe de Strasbourg* fédéré au sein de la FA. Les autres n'ont pas tous cessé de militer, mais plutôt choisi de s'engager dans un autre cadre. Ceci est vrai également de quelques anciens de *Aarrg!* qui se sont réinvestis dans d'autres luttes ou vivent désormais leur engagement à travers leur activité professionnelle. Quitter une organisation ne signifie pas nécessairement cesser d'agir politiquement. Cependant, la facilité et la rapidité avec laquelle des collectifs comme *Aarrg!* ou le *groupe de Strasbourg* ont pu s'autodissoudre ou perdre l'essentiel de leurs membres suggère une fragilité des collectifs libertaires, qu'il nous appartient maintenant de discuter.

C. Désengagement et processus d'*exit* : quelques conclusions

L'engagement libertaire est-il particulièrement fragile ? L'étude des rétributions qu'il procure pourrait le suggérer. En effet, bien que plusieurs d'entre elles (idéologie, amitié, identification) supposent un attachement au groupe parce qu'elles dépendent spécifiquement du collectif et ne pourraient être obtenues en dehors de lui¹, les organisations libertaires n'offrent pas d'avantages, tels que des emplois² ou positions électorales, qui seraient susceptibles d'instaurer entre leurs membres et elles un lien de dépendance. De plus, comme on vient de le voir avec les exemples de *Aarrg!* Paris et du *groupe de Strasbourg*, les rétributions affectives peuvent être assez rapidement remises en cause, que ce soit par la mise à jour d'un désaccord latent, à cause de l'intervention d'un élément venant semer le trouble, ou suite au recrutement de nouveaux militants qui viennent perturber l'harmonie régnant précédemment³. Dans ces cas, le maintien de l'engagement ou le désengagement résultent d'arbitrages conscients ou inconscients entre les rétributions que continue de procurer le militantisme et celles que pourrait procurer le recentrage sur d'autres sphères de vie, ou éventuellement le passage à d'autres organisations. Dans ces arbitrages doivent également être pris en compte les coûts du désengagement. Dans la mesure où ceux-ci sont proportionnels aux « sacrifices consentis pour entrer dans le groupe » et qu'ils dépendent de la probabilité que l'ancien militant soit « pourchassé comme traître »⁴, il peuvent être objectivement considérés comme faibles. En effet, comme on l'a vu, l'intégration dans les collectifs libertaires n'implique pas de mise à l'épreuve particulière⁵. De plus, le principe même d'un engagement affranchi des contraintes organisationnelles et « résiliable à tout moment » suppose l'absence d'obstacles structurels à la défection. L'accord de départ sur cette règle de fonctionnement fondamentale des collectifs implique donc théoriquement que soit laissée à chacun une totale liberté de s'éloigner du groupe. Dans la pratique, les cas de désengagement que nous avons étudiés ou dont nous avons eu connaissance suggèrent généralement une séparation sans douleur, bien que pas toujours sans regrets ou déceptions.

¹ Nous ne voulons pas dire ici que nul lien d'amitié n'est possible en dehors du groupe militant, mais bien que les liens d'affection noués avec les autres activistes contribuent à attacher l'individu au groupe.

² A l'exception des deux militants de la *Fédération anarchiste* salariés de la Librairie du Monde Libertaire.

³ La perturbation des relations entre activistes peut également être l'effet d'une combinaison de ces trois facteurs.

⁴ FILLIEULE, Olivier. « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant. Op. cit.*, p. 19.

⁵ Cf. chapitre 3, p. 281 *sq.* et introduction de la deuxième partie.

Faut-il pour autant voir dans l'engagement affranchi un obstacle à la pérennité des engagements, voire des organisations ? Il n'est pas, en la matière, de réponse tranchée et définitive. La grande liberté qui est laissée à chaque individu implique une défection aisée. Ceci est d'autant plus vrai qu'un tel type d'engagement autorise une prise de distance avec le collectif qui peut constituer un prélude au désengagement total. Nous ne disposons malheureusement pas de chiffres ou d'estimations sur le nombre de militants quittant chaque année les groupes libertaires. On peut toutefois douter que les départs y soient nécessairement plus nombreux que dans d'autres types d'organisations reposant sur des rapports individu-collectif différents. Le fait que le Parti communiste français ait pu être considéré dans les années 1930 comme un « parti passoire »¹ suggère que l'engagement affranchi ne se distingue pas particulièrement par sa volatilité. Au contraire on pourrait soutenir qu'il permet dans une certaine mesure de prévenir les défections. Ainsi, alors que les exigences du militantisme communiste (« on est communiste 24 heures sur 24 ») pouvaient conduire à l'épuisement et au départ de nombreux militants², la possibilité d'adapter son rythme militant à ses autres rythmes de vie constitue une soupape de sécurité qui peut favoriser la pérennité de l'engagement libertaire. Nous n'avons pas connaissance de libertaires qui auraient cessé de militer en raison de phénomènes de *burn out*. La fatigue militante aboutit généralement à un ralentissement de l'engagement plutôt qu'à son arrêt.

Les deux exemples de phénomènes de désengagement que nous avons présentés précédemment mettent en avant l'importance de facteurs conjoncturels et contextuels : un changement de gouvernement, une moindre réceptivité des médias, une répression accrue. Il convient cependant de ne pas en tirer de conclusion générale sur la dépendance du militantisme libertaire à ces types de variables. Il faut au contraire, pour chaque cas, prêter attention à la façon dont le contexte pèse sur les représentations individuelles et collectives et donc affectent, directement ou indirectement, les rétributions que les acteurs retirent de leur militantisme. Plutôt qu'être immédiatement dépendant de facteurs extérieurs, l'engagement libertaire semble tributaire d'une dynamique collective qui permet de soutenir l'intérêt des militants pour la cause collective et de souder le groupe. Lorsque l'activité ralentit, et quelles qu'en soient les raisons, le collectif est potentiellement menacé : si personne ne fait plus rien pendant quelque temps ou que trop peu de monde est actif, le groupe peut disparaître

¹ KRIEGEL, Annie. *Les communistes français dans leur premier demi-siècle...* Op. cit., p. 57.

² *Idem*.

purement et simplement. Ceci ne signifie pas qu'il est officiellement dissous, mais il cesse d'exister dans l'espace public et militant¹. Ce risque pèse sur l'ensemble des collectifs libertaires, et ce d'autant plus qu'ils ne reposent pas sur une structure stable mais sur un rassemblement informel d'individus partageant certaines motivations. On peut toutefois nuancer cette idée en distinguant les organisations anarchistes de celles de la gauche radicale.

La question du mode de structuration des organisations de mouvement social est généralement considérée comme d'une importance capitale pour leur pérennité². L'observation des collectifs libertaires ne remet pas en cause cette idée : plus l'organisation est formalisée et moins le militantisme est susceptible de connaître un reflux ou un arrêt. La durée d'existence de la *Fédération anarchiste*, aujourd'hui plus que cinquantenaire, tend à prouver que ce type de formation, dotée de statuts et de rôles spécialisés, même si elle est structurellement dépourvue de hiérarchie, est plus durable que les collectifs d'individus comme ceux qu'on trouve dans la gauche radicale et alternative. Les ressources qu'une organisation comme la FA a pu capitaliser au fil du temps apparaissent en effet en mesure de favoriser sa pérennité, de même que celle des engagements individuels³. Ainsi, l'attachement à la FA et à ses moyens d'actions a été parfois citée parmi les facteurs assurant la persistance du militantisme :

¹ « — Toi tu es resté à Aarrg! jusqu'à la fin des actions ?

Ouais, ouais, c'est dur de s'en aller...

— Qu'est-ce qui t'avait plu ?

Ben je veux dire t'as pas à t'en aller parce que c'est qu'une liste [de diffusion électronique]...

— Mais tu aurais pu t'en aller, ne plus suivre le truc...

Ah, oui, mais je trouve toujours que l'idée est bonne, que les gens qui étaient là bas étaient bien. Et après, pour Aarrg! Paris, il y avait un groupe informel, puisqu'on était tous abonnés au théâtre de la ville, donc voilà, on se voyait, on discutait de trucs, on discutait des actions, il y a juste un moment où il n'y a plus personne qui a embrayé, qui a initié les actions... Donc voilà, mais pour moi ça s'est pas vraiment arrêté, ça s'est dilué. Mais je suis pas sûr, s'il y avait un petit truc, que ça ne pourrait pas repartir assez vite, hein. Enfin moi j'espère. Il y a eu une réunion un peu bizarre, en début d'année, chez Christine, genre qu'est-ce qu'on pourrait faire ? Et ça a un peu foiré. Bon, tu vois, comme on n'avait pas signé d'acte de naissance, on n'était pas obligé de signer d'acte de décès. Donc j'espère que ça repartira aussi. » (Michel, 30 ans, militant à Aarrg! Paris).

² « Tout mouvement social qui tente de s'inscrire dans la durée pour atteindre ses objectifs est confronté à la question de l'organisation. L'existence d'une organisation qui coordonne les actions, rassemble des ressources, mène un travail de propagande pour la cause défendue ressort comme une *nécessité* pour la survie du mouvement, ses succès. » NEVEU, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. *Op. cit.*, p. 23.

³ On pourrait également envisager cette relation en sens inverse : c'est la relative pérennité de l'engagement anarchiste, ainsi que le souci d'inscrire l'action propagandiste dans la durée, qui a permis la constitution d'une organisation en mesure d'accumuler des ressources. Ceci distingue les anarchistes des radicaux, dont l'ancrage dans le court terme, l'absence de référents doctrinaux et l'instabilité de l'engagement ne favorise pas la construction d'organisations durables.

« Ben ce qui me plaît [...] c'est la capacité d'une organisation sans chef à fonctionner, à avoir une radio, à avoir un journal, à avoir un local aussi bien que [la Librairie du Monde Libertaire], aussi bien achalandé... Sans faire de la propagande, hein, c'est... Franchement, ça mérite d'être vu une fois dans sa vie, quoi, hein, c'est... C'est super. Moi à chaque fois que j'ai un copain étranger qui vient, direct, la première chose que je fais, je l'emmène à [la librairie] voir ce que c'est... Je veux dire, ouais, c'est... C'est super quoi. Et puis tu sais... ouais, c'est ça, je veux dire c'est vraiment une grosse orga, et puis il y a plein de trucs qui se font, il y a plein de débats, enfin c'est vachement interactif et tout. Non, je trouve ça super, il y a plein de choses qui sont vachement bien. » (Martial, 20 ans, militant au *groupe Claaaaaash* de la *Fédération anarchiste*).

« Ce qui est énorme à la FA c'est qu'il y a une librairie, il y a un journal qui est... Le *Monde Libertaire* c'est un journal qui est super correct. Par rapport à la presse militante... c'est un tas de merde en général. [...] Le *Monde Libertaire* c'est quand même le seul journal militant dans le milieu anar qui soit vraiment lisible. Et il y a la radio. C'est génial aussi. Radio libertaire, nous on avait l'autre jour un copain qui était en garde à vue, un sans-papiers, j'ai appelé radio libertaire en disant "voilà, on a un copain en garde à vue on se rassemble maintenant devant ce truc-là". Euh, en une demie heure il y a trois personnes qui sont venues parce qu'elles écoutaient Radio libertaire, elles ont entendu qu'il y avait un mec à l'intérieur. C'est quand même vachement bien. Et c'est pareil pour les occupations, j'appelle Radio libertaire, tu as deux ou trois personnes qui vont venir. Tu as d'autres qui vont venir parce qu'on a fait des listes de diffusion qui ne marchent pas trop mal d'ailleurs, le truc qu'on avait fait, une liste de téléphones, ça, ça marche pas mal. Et donc on arrive globalement... Enfin ces outils-là ils sont super importants et il n'y a que la FA qui les a. » (Joël, 22 ans, militant individuel à la *Fédération anarchiste*).

Les ressources collectives, les services et les possibilités d'action offertes par la *Fédération anarchiste* font clairement partie des facteurs qui créent des liens d'attachement des militants à leur organisation. Ces liens sont susceptibles d'assurer la pérennité de l'engagement, tout comme ils favorisent la fidélité à l'organisation et réduisent donc les probabilités de défection vers d'autres groupements. Lorsque le groupe de Strasbourg a connu des difficultés, c'est cet attachement à la FA qui a permis de faire perdurer un groupe plutôt que d'aboutir à une dissolution pure et simple :

« Moi je voulais faire perdurer un noyau, quelques personnes, et faire perdurer un groupe FA sur Strasbourg. Ca c'était clair, je me sentais vraiment FA. [...] »

On savait que ça allait être dur, mais on savait que ça pouvait marcher. Parce qu'on avait aussi cette énergie, on croyait à ce qu'on faisait au niveau FA. » (David, 28 ans, militant au *groupe de Strasbourg* de la *Fédération anarchiste*)

L'organisation ne fidélise pas ses militants parce qu'elle offre des rétributions qui les rendent dépendants des ressources collectives, mais par ce qu'elle représente, par son histoire et ce qu'elle a réussi à construire. Pour beaucoup de militants, une telle entreprise collective doit être préservée. Mais il ne faut pas confondre la fédération et ses groupes. Ceux-ci s'apparentent aux collectifs radicaux dans leur forme, et leur durée de vie est généralement sans commune mesure avec celle de la fédération. Le fait que la FA perdure ne signifie donc pas que les engagements individuels ou les groupes en font autant. Seul le *groupe Louise Michel* a traversé les décennies et peut aujourd'hui se targuer d'exister depuis les premières heures de la fédération. Les autres groupes connaissent des existences plus ou moins longues, et sont affectés par un *turnover* plus ou moins important. La disparition d'un groupe ne signifie toutefois pas la fin de l'engagement de ses membres. Il arrive en effet souvent que des militants quittent un groupe pour en rejoindre ou en former un autre. L'âge moyen des militants anarchistes (39 ans) suggère en outre que l'engagement peut dans de nombreux cas s'inscrire dans le long terme. Cette pérennité s'explique tant par les motivations que par les rétributions du militantisme, qui forment un ensemble inséparable. L'attachement à l'organisation, qui favorise la loyauté au sens d'Hirschman¹, n'a de sens que rapporté à la motivation idéologique de l'engagement anarchiste. Le militantisme à la FA est perçu comme important ou primordial parce qu'il est un bon moyen — si ce n'est le meilleur ou le seul — de faire progresser les idées anarchistes :

« Je crois qu'ensuite jamais je lâcherais la FA parce que c'est trop important que ça existe, je me dis mais s'il n'y avait plus ces gens-là, s'il n'y avait plus la FA, s'il n'y avait plus... Je dis la FA, mais il y a aussi d'autres mouvements libertaires, hein. Enfin bon. Mais s'il n'y avait pas tous ces mouvements libertaires et tout, mais ce serait l'horreur, la pensée unique, le fascisme, enfin... Heureusement il y a encore des gens qui s'autorisent à penser. Hein, euh, parce que tu as l'impression quand même que ça devient difficile. Donc euh... Et puis, quand

¹ HIRSCHMAN, Albert O. *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, Paris, Fayard, 1995 (1970).

je vois le... à un moment, je me suis posé la question, je me suis dit “oh, le *groupe Pierre Besnard*, la FA, j’y vais plus”... c’est une période où ça n’allait plus trop au groupe et tout ça, et je me disais “oh, je vais arrêter, ça ne rime plus à rien et tout”. Et, qu’est-ce qui s’est passé, il y a eu un souci pour la radio, je sais plus, et on a entendu parler, peut-être la radio allait être supprimée, et quand j’ai vu le choc que ça me faisait, je me suis dit “non... bon, ben, il faut que j’y reste”. Parce que c’était insupportable pour moi qu’on puisse s’attaquer à la radio, à la FA. Parce que même si je milite pas, si au moins ça existe, c’est un îlot de droit de penser, c’est hyper important en fait, même si je ne suis pas en train de militer tout le temps. Et donc je ferai tout pour que ça continue à vivre.» (Claire, 53 ans, militante au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).

La persistance de l’adhésion à la doctrine — qui va de pair avec l’inscription du travail de propagande dans le long terme¹ — constitue le facteur majeur du maintien de l’engagement anarchiste², celui qui, comme le souligne Daniel Gaxie, donne du sens et de la

¹ « *Un mouvement social fort se construit sur trois ou quatre générations. [...] Avant 68 le mouvement anarchiste n’existait pas quoi, il était complètement pff... Je me rappelle les premières manif que j’ai faites avec un drapeau noir on n’avait même pas de drapeau, quoi, on avait un parapluie. Et on se prenait des claques de la CGT, du PC, c’était épouvantable, hein, ils nous ont battu ces connards. On leur rendait, hein, mais... on était vraiment très... ouais, très maltraité quoi. Donc c’est cette première génération-là, je pense, la FA était toute petite, on a réussi à reconstruire quelque chose qui vaut ce qu’il vaut, la CNT a quand même repris un petit peu de poil de la bête, même s’il y a beaucoup à dire sur la CNT aujourd’hui... Les idées libertaires malgré tout sont un petit peu plus interrogées par les gens, parce que le bloc dit socialiste s’est effondré et que le capitalisme est florissant et qu’on voit dans les deux cas les effets catastrophiques que ça produit. Donc il y a quelque chose qui fait que les jeunes ont peut-être une chance de faire progresser le machin, quoi. Moi je me sens un peu la mission... je n’aime pas ce mot... le devoir, non plus, enfin une espèce de... oui, de leur passer le maximum de choses, aussi bien du point de vue des moyens, parce que ça c’est important, que du point de vue des idées, quoi. Voilà, c’est passer, et puis après, basta. Après on ira mourir comme les autres. Et surtout expliquer aux militants jeunes qu’il y a une économie de la militance, c’est-à-dire qu’il faut militer... Alors une économie, propre si tu veux, quelque chose qui est de l’ordre de l’écologie personnelle, il ne faut pas se brûler les ailes. [...] Moi je pense qu’il vaut mieux militer une heure par semaine pendant 40 ans que militer quarante heures par semaine pendant trois ans. Tu vois, cette espèce de... il faut durer dans le mouvement quoi, et pour durer dans le mouvement il faut militer à son rythme. Comme on est pas chez les bolcheviks, en plus, c’est pas un problème, les copains qui disent “je peux consacrer une heure”, on leur demandera pas d’en consacrer deux, enfin sauf voilà... C’est simplement dire ma responsabilité c’est une heure. Tu assumes tes responsabilités. Si tu dis trois c’est trois, si tu dis cinq c’est cinq, si tu dis douze c’est douze, mais chacun à sa mesure quoi. Chacun sa mesure et puis dans le temps, c’est-à-dire qu’il y a des époques où tu es plus libre ou plus agité, j’en sais rien, et tu peux militer dix ou quinze heures. Et puis après tu vas militer trois, puis tu vas revenir à sept, tu vas repasser à une et puis éventuellement t’arrêter un an. Tu vois, c’est une espèce de rythme comme ça qu’il faut absolument se construire pour durer. Moi je pense que les militants ils doivent durer. » (Serge, 54 ans, militant au *groupe Pierre Besnard* de la *Fédération anarchiste*).*

² Dans son étude des organisations dormantes, Verta Taylor réaffirme l’importance de l’attachement à la cause dans le maintien des engagements. Elle montre que cet attachement, ainsi que la préservation d’une identité collective exclusive, peuvent permettre à un groupement de perdurer en dépit du fait que ses chances de succès immédiat ou proche sont faibles ou nulles. En ceci, la *Fédération anarchiste* peut apparaître comme une organisation dormante maintenant vivante la doctrine anarchiste en vue d’un prochain cycle de mobilisation dans lequel l’organisation s’ouvrira à une population militante plus large (« La continuité des mouvements sociaux.

valeur aux autres rétributions que procure le militantisme¹. On peut en effet se demander si l'engagement perdurerait si l'attachement à la cause venait à disparaître : si on ne peut pas totalement écarter cette possibilité, on peut douter du fait que les liens d'amitiés ou le sentiment d'enrichissement personnel suffiraient à faire mener un combat en lequel on ne croit plus. De plus, la satisfaction d'agir pour la diffusion d'une doctrine à laquelle on adhère s'accompagne, on l'a vu, du plaisir de s'intégrer dans un groupe partageant les mêmes valeurs et dans lequel on a le sentiment de pouvoir se réaliser pleinement en assumant ce que l'on est. Cette forme de rétribution identitaire joue un rôle d'autant plus déterminant dans la poursuite de l'engagement qu'elle ne peut pas être obtenue hors du groupe.

La force de la croyance en l'idéal poursuivi, accompagnée d'une identification collective valorisante, constitue la différence majeure entre l'engagement des anarchistes et celui des radicaux. C'est elle qui permet le maintien de l'engagement lorsque les liens affectifs ont été distendus ou que le groupe traverse des difficultés conjoncturelles. Ceci explique notamment que des militants anarchistes puissent quitter leur groupe tout en continuant à militer à la FA, en individuel ou dans un autre groupe. L'engagement radical, parce qu'il est peu basé sur des rétributions idéologiques et identitaires, apparaît plus aisément remis en cause. Les défections n'impliquent pas nécessairement la fin de tout investissement politique, mais semblent signifier plus rarement que chez les anarchistes un simple changement de collectif et la poursuite du même type d'engagement dans un autre cadre. Nous avons eu l'occasion de rencontrer certains anciens militants de *Vamos!* qui, après avoir milité en parallèle dans le collectif et à la LCR, se sont reconcentrés sur leur engagement dans le parti trotskiste. Pour d'autres, la sortie de *Vamos!* a correspondu à la fin d'une période de jeunesse et au passage vers un engagement plus classique mais aussi moins prenant, dans le cadre de leur profession, par exemple. Une étude plus systématique des parcours des « désengagés » permettrait de tirer davantage de conclusions sur les éventuelles reconversions.

Dans le cas où l'*exit* ne signifie pas la fin de l'engagement ou le passage à une forme d'engagement différente (partisane, associative, humanitaire, professionnelle), le milieu libertaire est suffisamment large pour permettre à un militant qui quitte un groupe d'en

La mise en veille du mouvement des femmes », in FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. Op. cit., p. 238-241).

¹ GAXIE, Daniel. « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective ». Article cité.

rejoindre un nouveau. En dehors des simples cas de déménagement liés à des contraintes personnelles, les raisons pour lesquelles un individu va préférer un nouveau groupe à celui dans lequel il militait jusqu'alors sont liées aux rétributions qu'il attend de son engagement. La défection peut alors signifier un changement de priorités ou la découverte d'un cadre qui apparaît plus susceptible d'apporter les satisfactions recherchées, que ce soit en raison des membres qui le composent, parce qu'il apparaît plus efficace, parce que son idéologie semble plus juste, parce qu'il offre plus d'opportunités de s'investir, etc. Le cas spécifique des scissions doit selon nous s'expliquer selon ce schéma. L'idéologie et l'identité collective constituent dans ce cas des facteurs de distinction non négligeables, le groupe qui cherche à faire défection pouvant se retrouver dans une auto-compréhension basée sur une ligne idéologique jugée incompatible avec celle de l'organisation de départ. Mais chez les libertaires, la question des formes organisationnelles et des stratégies d'action revêt également une grande importance¹. Le phénomène des scissions s'observe surtout dans le milieu anarchiste. La FA a ainsi été marquée en 2002 par le départ d'un grand nombre de ses militants qui ont formé la *Confédération des groupes anarchistes*. Dans ce cas, comme dans d'autres qui l'ont précédé (scission de l'*Organisation révolutionnaire anarchiste* en 1970, par exemple), la séparation résulte moins d'un désaccord sur la doctrine et les buts de l'action que sur les moyens les plus efficaces de les atteindre : décisions à l'unanimité ou à la majorité qualifiée, investissement dans les syndicats ou dans les mouvements sociaux, etc. La question de l'efficacité de l'action peut être rangée dans la catégorie des rétributions idéologiques du militantisme, dans la mesure où elle est liée au sentiment que l'on parvient ou non à bien servir la cause. Mais derrière ces considérations réside également la question du sentiment d'efficacité personnelle, lié à celui d'être écouté et pris en compte : la scission a lieu lorsque plusieurs militants, porteurs d'une vision de l'action différente de la majorité, ont le sentiment qu'ils ne peuvent pas faire triompher leurs vues. Ces rétributions, que nous avons identifiées plus haut sous la notion d'épanouissement individuel, apparaissent donc déterminantes. Les liens d'amitié noués peuvent alors constituer un frein à l'exit, ou le favoriser en encourageant certains militants à suivre leurs proches dans leur scission. L'observation des organisations libertaires ne permet pas d'affirmer qu'elles seraient beaucoup plus sujettes à scission que les

¹ Cette vision s'applique ici au cas particulier de l'engagement libertaire et des rétributions qu'il est le plus susceptible d'offrir. Il va de soi que dans d'autres milieux militants, les rétributions sont différentes et qu'un changement d'organisation ou une scission peut se justifier par la volonté d'occuper une position dominante ou un emploi dans le nouveau groupement. La possibilité d'occuper une position dominante dans un groupe radical ou anarchiste n'est toutefois pas à exclure, mais il ne s'agit dans ce cas que d'un ascendant informel.

autres organisations d'extrême gauche (on pense en particulier aux groupes communistes, maoïstes et trotskistes, depuis les années 1960 notamment). Si le phénomène touche les anarchistes bien plus que les militants de la gauche radicale, c'est surtout en raison de la structuration fédérale de la FA : les scissions résultent en général du départ de groupes entiers, plutôt que de divisions au sein même des groupes. Le fait de se dé-fédérer permet de maintenir l'unité et l'auto-compréhension du collectif. *De facto*, les groupes anarchistes et radicaux fonctionnent comme des groupes d'affinité soucieux de préserver leur totale autonomie ; les défections en leur sein ne constituent généralement pas des scissions mais des départs ou désengagements individuels.

Au terme de ces développements, on peut affirmer que l'engagement libertaire n'est pas nécessairement frappé d'une instabilité très forte. Il n'offre certes pas, au contraire des partis, de rétributions telles des emplois ou positions électives qui pourraient fidéliser un certain nombre de militants. Mais sa forme affranchie des contraintes collectives n'implique pas pour autant une volatilité extrême ; elle peut au contraire prévenir l'épuisement militant et donc favoriser le maintien de l'engagement. La question des défections ne se pose en réalité pas exactement dans les mêmes termes chez tous les groupes libertaires. L'engagement des anarchistes apparaît plus durable que celui des radicaux parce qu'il repose généralement sur d'avantage de types de rétributions ; l'adhésion à une doctrine et la force de l'identité collective favorisent la fidélité des premiers à la cause et au collectif, alors que le militantisme des seconds, plus tributaire des relations de convivialité au sein du groupe, est plus sensible aux changements conjoncturels et contextuels. Mais la sortie du collectif ne signifie pas la fin de tout investissement politique ; elle peut conduire à un simple changement de groupe où à la redéfinition de la forme de l'engagement. Cas particulier de défection, les scissions reposent généralement sur des conceptions conflictuelles concernant les moyens de l'action. Elles révèlent l'importance du sentiment de pouvoir influencer individuellement le collectif comme rétribution du militantisme. Elles rappellent également que l'organisation libertaire repose avant tout sur des groupes d'affinités autonomes, au sein duquel chaque militant a son mot à dire. Ceci soulève alors la question de la possibilité pour une organisation libertaire de fédérer un grand nombre de groupes : si le souci individuel d'être un acteur du mouvement et d'être en capacité d'influencer l'activité du collectif revêt une importance aussi déterminante que le laisse croire notre étude et qu'il exige une grande indépendance de chaque groupe affinitaire,

on peut alors penser que la mouvance libertaire ne sera jamais constituée que de groupuscules épars mus par leurs logiques propres.

Conclusion

L'assimilation progressive d'une culture militante partagée s'accompagne du développement d'un sentiment d'appartenance au groupe. Mais appartenance ne signifie pas fusion avec le groupe. Notre étude des rapports que les militants libertaires entretiennent avec leur organisation a souligné l'importance qu'ils attachent à la préservation de leur autonomie et à l'émancipation des contraintes collectives. La notion d'engagement affranchi développée par Jacques Ion, débarrassée de sa dimension évolutionniste, permet de rendre compte des formes que prennent les investissements individuels. Elle montre que le souci d'être acteur et le refus de remise de soi qui a guidé le parcours d'engagement des militants se traduit bien dans les faits par un rapport fortement distancié à l'organisation. Mais si l'autonomie laissée aux individus fait partie des facteurs qui ont facilité leur entrée dans un collectif libertaire, elle peut aussi poser la limite de leur engagement voire favoriser les phénomènes de défection. En effet, la liberté de chacun s'oppose parfois à l'intérêt du collectif, et la discipline individuelle ne parvient pas toujours à se substituer à la contrainte collective pour assurer qu'un effort suffisant sera fourni pour mener à bien les activités militantes. De même, la possibilité de s'éloigner librement du groupe, sans subir de reproches, fragilise des investissements personnels que les organisations ne peuvent garantir par les rétributions qu'elles offrent. Volontairement opposé à la politique des partis et à l'électoratisme, le militantisme libertaire repose essentiellement sur des convictions et des relations humaines. Les mécanismes de sociabilité qui sont mis en place dans les collectifs permettent, dans une certaine mesure, de souder leurs membres, mais ces équilibres ne sont pas à l'abri de remises en cause liées à des facteurs extérieurs (répression, rétrécissement des opportunités, changements conjoncturels qui affectent l'efficacité des actions...) ou à d'éventuels conflits de personnes. Ces remises en cause peuvent menacer tant les engagements individuels que la viabilité des organisations elles-mêmes, dont la durée de vie repose fortement sur la capacité des militants à faire perdurer une dynamique collective. L'enquête a toutefois confirmé l'idée qu'une forte identification au collectif et un attachement à la cause défendue par l'organisation favorisaient la pérennité de l'engagement. Les anarchistes, fidèles à leur doctrine et porteurs d'un projet de changement social de long terme, apparaissent ainsi moins susceptibles de se démobiliser que

les radicaux, dont l'engagement, davantage ancré dans l'immédiateté, repose plus encore sur le plaisir d'agir avec des proches et sur des gratifications très sujettes à variations. En fonction des parcours, des socialisations et des cultures militantes acquises, on voit donc que l'autonomie individuelle pourra prendre un sens différent dans un contexte collectif. Reste chez l'ensemble des militants libertaires une volonté commune de maîtriser son action et de faire valoir sa volonté au sein du groupe. Si cette caractéristique n'est pas nécessairement un frein à l'engagement, elle le contraint dans une certaine mesure à se cantonner dans de petits groupes affinitaires, et le condamne sans doute à n'être que d'une portée limitée.

Conclusion de la troisième partie

La question originelle qui a guidé notre réflexion durant toute cette étude a trouvé une réponse contrastée : les différentes manifestations d'une forme d'engagement libertaire reposent certes sur des valeurs et des représentations partagées, mais celles-ci occultent des divergences culturelles marquées au sein de la nébuleuse protestataire. Il n'existe pas une culture libertaire homogène qui unirait l'ensemble des militants dans une même auto-compréhension collective. Au contraire, la nébuleuse est scindée en deux grands groupes dont les parcours, les apprentissages et, par conséquent, les identifications, sont clairement différenciés. Dès l'origine, les anarchistes se distinguent des radicaux par leur attrait pour un corpus doctrinal qui sert d'aiguillon à leur engagement. Par leur adhésion à une organisation politique, ils s'inscrivent en outre dans un univers de significations marqué par la présence d'une tradition issue du mouvement ouvrier socialiste. La référence ouvrière, et l'attrait qu'elle peut susciter chez certains militants objectivement ou subjectivement proches du monde ouvrier s'opposent résolument à l'aspiration des activistes de la gauche radicale à renouveler le militantisme et le débarrasser de ses habits traditionnels, jugés dépassés. Ces divergences imprègnent profondément les systèmes de représentations que vont bâtir et acquérir les deux ensembles de militants : si c'est l'idée de fidélité qui caractérisera le mieux la culture anarchiste, ce sont les notions de distinction et d'hétérodoxie qui définiront l'engagement des radicaux.

Les différences n'empêchent pourtant pas toute similitude, et c'est sur la base d'aspirations partagées qu'anarchistes et radicaux forgent des modèles militants disparates. Chaque camp élabore sa façon propre de concrétiser des idéaux communs : une manière spécifique de concevoir la démocratie interne, spontanée et conçue comme allant de soi chez les uns, ou procédurière et travaillée chez les autres ; un style particulier de pratique de l'action directe, également, inscrite dans la tradition ou résolument orientée vers l'innovation. Alors que tout ou presque concourt à inscrire les anarchistes dans une lignée qu'il convient de perpétuer et dont il faut par conséquent maîtriser l'histoire et les codes, les radicaux fondent leur activité sur leur conscience personnelle, leur formation militante constituant alors une manière d'affirmer et de développer leur individualité et non une appropriation d'un patrimoine commun. Les expériences collectives qui suivent des parcours d'engagement

individuels ont donc pour effet d'affirmer et de renforcer les divergences originelles, au point que les cultures finalement appropriées deviennent des obstacles aux mobilisations communes.

A l'issue de ces apprentissages, bien que les libertaires partagent un rapport de défiance vis-à-vis de la politique institutionnelle et un mode d'engagement très individualiste, ils se séparent en effet clairement par les représentations et les identifications qu'ils développent. Les anarchistes se retrouvent dans une culture héritée et organisée autour de références historiques et d'un projet idéologique explicite, alors que les radicaux entendent construire de façon autonome et déshistoricisée leur action politique. Ces cultures influencent en outre les rapports individuels aux collectifs et donc la stabilité des engagements. Ceux-ci se révèlent d'autant plus durables qu'ils sont davantage basés sur une cause et une identification fortes. La dimension historique de la culture anarchiste s'incarne dans un attachement à un projet révolutionnaire, ainsi qu'à une organisation ancienne et pérenne, qui contraste avec la jeunesse des collectifs de la gauche radicale, dont le caractère parfois éphémère renvoie à l'inscription du militantisme de leurs membres dans l'immédiateté. Mais qu'ils s'inscrivent ou non dans une perspective de long terme, les engagements des uns et des autres semblent intrinsèquement fragiles, car fortement dépendants d'une dynamique militante et de rétributions affectives permettant de surmonter l'antinomie entre discipline collective et aspiration à l'autonomie personnelle.

Affectés par les divisions qui empêchent leur collaboration et par la labilité de leurs engagements, les libertaires apparaissent en position de faiblesse, voire condamnés à l'impuissance. Cependant, le militantisme libertaire représente peut-être aujourd'hui un modèle en expansion. Nombre de ses caractéristiques fondamentales (post-matérialisme, égalitarisme, autonomie...), si elles ne sont pas nouvelles, apparaissent éminemment actuelles et susceptible de séduire une part croissante de militants. On peut douter toutefois que l'esprit du temps saura profiter également aux radicaux et aux anarchistes, ces derniers pâtissant souvent d'une image surannée, en raison notamment de leur fidélité à une culture et des modes d'action hérités du passé. Reste à savoir alors si des hybridations sont possibles entre un projet anarchiste marqué par une sorte de folklore que de nombreux militants rejettent aujourd'hui et un engagement radical qui ne parvient pas à construire des identifications collectives suffisamment fortes pour assurer sa pérennité. La construction d'une forme de culture militante commune à l'ensemble des libertaires, bien qu'elle apparaisse difficilement

envisageable actuellement, constitue probablement une condition nécessaire aux futurs succès du mouvement.

Conclusion générale

Il n'est pas aisé de s'inscrire dans la continuation et le prolongement des très nombreuses études françaises et étrangères qui ont apporté, depuis plusieurs dizaines d'années maintenant, une somme considérable de connaissances, mais aussi de théories et de concepts, sur les conditions et les formes de l'action collective. En matière de sociologie de la protestation et des mouvements sociaux, comme dans d'autres champs de spécialisation, on est tiraillé entre la nécessité de distinction, voire d'innovation, et le souci de cumulativité de la recherche qui doit conduire à participer à la validation ou à la réfutation de résultats antérieurs.

Ces exigences peuvent apparaître largement contradictoires, voire constituer une véritable aporie. Jean-Claude Passeron souligne ainsi l'incapacité quasi intrinsèque de la sociologie de prendre la forme d'un savoir cumulatif¹. Pour lui, « la succession historique des théories sociologiques se présente, non pas comme le progrès d'une économie rationnelle réensemencant empiriquement avec patience le même champ théorique, mais comme une *agriculture sur brûlis successifs*. L'histoire de la sociologie montre qu'une théorie s'y révèle d'autant plus fertile en connaissances qu'elle conduit à mettre en exploitation un terrain encore vierge ou mal cadastré : la fécondité d'une théorie sociologique se mesure d'abord à sa capacité à rendre empiriquement productives les catégories d'un inventaire original ou inattendu.² » S'il ne partage pas les conclusions ultimes de Passeron, Pierre Favre s'inscrit dans un point de vue proche lorsqu'il souligne, à regret, à quel point la multiplication et la diversification des méthodes et des terrains empiriques remet en cause, dans les sciences sociales, toute aspiration à consolider ou nuancer les résultats antérieurement obtenus³. Il y voit l'effet de mécanismes propres à un champ scientifique qui impose pratiquement l'exclusivité des objets et des terrains d'étude⁴. Cette « absurdité épistémologique⁵ » lui

¹ PASSERON, Jean-Claude. *Le raisonnement sociologique : un espace non poppérien de l'argumentation*. Nouvelle édition. Paris : Albin Michel, 2006 (1991), p. 551 sq.

² *Ibid.*, p. 552-553. Souligné par l'auteur.

³ FAVRE, Pierre. *Comprendre le monde pour le changer : épistémologie du politique*. Paris : PFNSP, 2005, p. 189-193.

⁴ *Ibid.*, p. 192-193. « Il est le plus souvent malvenu, dans les sciences sociales, de travailler sur le même objet empirique. C'est exactement l'inverse qui se passe dans les sciences "dures" où de nombreuses équipes travaillent simultanément sur la même énigme et font connaître en permanence où elles en sont de leurs découvertes. [...] [Le] contrôle croisé des résultats est, sauf exception, soigneusement évité dans les sciences sociales puisque normalement personne n'entre en concurrence avec un autre chercheur sur le même terrain. La non-cumulativité est même érigée en principe sinon légal, du moins coutumier s'agissant des thèses, puisque tout doctorant qui choisit un sujet doit vérifier au fichier central que ce sujet ne fait pas l'objet d'une thèse en cours, et il doit même régulièrement, jusqu'avant sa soutenance, s'assurer qu'il est bien le seul à travailler sur la question choisie. » (Souligné par l'auteur).

⁵ *Ibid.*, p. 193.

apparaît comme un des obstacles à la prétention de la science politique à expliquer le monde et à justifier de son utilité sociale. En ceci, Favre se monte donc plus pessimiste que Passeron, pour qui le souci d'originalité et la recherche de nouveaux objets donnent souvent l'occasion de démontrer la fécondité des approches plutôt qu'ils ne nuisent à la capacité explicative de la discipline ou à sa crédibilité. C'est en quelque sorte une voie moyenne entre les perceptions des deux auteurs que nous souhaiterions mettre en avant avec notre travail de thèse. En effet, alors que nous contestons avec Pierre Favre l'idée de Passeron d'incapacité essentielle des sciences sociales à obtenir des résultats cumulatifs, nous ne partageons pas entièrement sa vision selon laquelle seule la multiplication des recherches sur un même objet devrait garantir la progression du savoir. Nous sommes en outre sceptiques face à la conviction de Favre que la science politique devrait s'attacher à des objets qui lui permettent d'alimenter le débat public rationnel sur les fins collectives et la justice¹, l'« inquiétude axiologique » devant alors pour lui se substituer à la traditionnelle neutralité axiologique². Notre étude de l'engagement libertaire n'a pas eu pour objectif de produire des effets dans le champ politique (même si elle peut sans doute être interprétée ou instrumentalisée par le milieu militant dans lequel elle a puisé ses informations) ; elle nourrit avant toute chose une ambition scientifique, et vise à faire progresser la connaissance sociologique et politologique. Notre recherche, dans ce qu'elle présente d'original, ne constitue pas une quête de théorisations nouvelles mais bien plutôt, dans un souci de cumulativité détaché d'une finalité politique, une tentative d'éprouver la fécondité d'approches déjà balisées sur des terrains souvent ignorés. Il s'est agi, pour nous, d'apporter une nouvelle pièce au puzzle de la réalité sociale et, plus particulièrement, du monde protestataire, dans le but de parvenir à la connaissance la plus complète des logiques qui les sous-tendent. Sans ignorer que les différences d'approches interdisent de comparer terme à terme des études de secteurs différents, nous pensons que chaque recherche contribue, dans ses propres questionnements, à étendre et unifier notre compréhension du social.

Notre thèse se veut une contribution à la compréhension des phénomènes par lesquels des individus en viennent à agir ensemble pour faire advenir des fins partagées. Elle vise avant tout à élargir la connaissance par l'extension qu'elle opère vers de nouveaux terrains, en faisant porter l'attention sur des acteurs peu ou pas étudiés³. Mais elle ne renonce pas pour

¹ *Ibid.*, « Epilogue ».

² *Ibid.*, p. 370.

³ Nos résultats confirment largement les quelques données disponibles sur la sociographie des militants radicaux et anarchistes (cf. notamment AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.). *Radiographie du*

autant à proposer une hybridation des approches classiques. Notre manière propre d'aborder notre objet n'a pas pour ambition de modifier radicalement les perspectives de la recherche sur l'action collective, qui ont pour la plupart une portée heuristique et des propriétés explicatives indéniables, mais elle cherche à déplacer certains questionnements. Nous avons ainsi choisi de ne pas nous concentrer sur la problématique de l'émergence et du développement de mouvements de contestation. D'une part parce que ces champs d'investigation, bien labourés par des années de recherches, n'offrent sans doute plus de perspective forte de progression de la connaissance (même s'il n'est jamais inutile de montrer que de nouveaux terrains confirment ou confortent la pertinence d'une théorisation classique), mais surtout parce que notre objet suggérait l'intérêt de prêter attention aux expériences collectives et aux interactions dans le cadre d'organisations plutôt que de se focaliser sur la question des ressources matérielles et des incitations identitaires qui rendent possible l'action. Le parti pris d'appliquer à des groupes protestataires un type d'approche qui a traditionnellement plutôt été consacré à l'étude des partis politiques constitue un rappel du fait qu'avant d'étudier une « institution » ou un « groupement », on observe une action collective. La relative proximité structurelle (c'est-à-dire la similarité des modes d'organisation) entre les partis et les organisations de mouvement social que nous avons étudiées favorise cette perspective unifiée. Il ne s'agit pas d'occulter le fait que les deux types d'organisations se différencient largement par les questions de la participation aux élections, de la professionnalisation, et par l'importance corrélative des relations internes de concurrence entre militants, mais d'insister sur leurs ressemblances en termes de formation (socialisation volontaire, transmission de connaissances et de compétences spécifiques), de développement d'une culture et d'identification à un groupe et à un label collectif. Plus encore, parce que l'étude portait d'abord sur des groupes déjà constitués et dont les frontières étaient déjà marquées, l'intérêt d'une analyse de type organisationnel ou institutionnel plutôt que d'un questionnement sur les mécanismes aboutissant à la mobilisation prenait tout son sens. Dans un certain nombre de cas empiriques comme dans celui des organisations libertaires, la problématique de la construction de la mobilisation, des entrepreneurs de cause et des incitations à la participation perd de sa centralité. Ce n'est pas le caractère protestataire et non

mouvement altermondialiste. Op. cit. ; POLLETTA, Francesca. Freedom is an Endless Meeting... Op. cit. ; PUCCIARELLI, Mimmo. L'imaginaire des libertaires aujourd'hui. Op. cit. ; CAIRE, Thierry. « Militants à la Fédération Anarchiste ». Article cité) quant à leur appartenance massive aux classes moyennes éduquées, avec en moyenne une proximité un peu plus forte des anarchistes aux classes populaires, qu'elle se constate dans leur position actuelle ou leurs origines sociales.

institutionnel de l'entreprise qui doit dicter l'approche à laquelle il est fait recours, mais bien l'aspect particulier de l'entreprise qu'on choisit de prendre en considération. On ne peut totalement séparer méthodologiquement partis politiques et mouvements sociaux, approches des partis et étude des mouvements : parce qu'il s'agit dans les deux cas d'étudier le militantisme, toutes les approches peuvent être utiles selon le moment ou le phénomène particulier observé. Dans notre cas, il n'apparaissait guère pertinent d'étudier des organisations généralistes, explicitement politiques et relativement pérennes comme on envisagerait une mobilisation de type NIMBY (« *Not in my backyard* », « pas dans mon jardin ») se développant en réaction à un désagrément quelconque. Dès lors qu'émergent des structures durables, et plus encore lorsque celles-ci sont peu susceptibles de disparaître parce que leur objectif, précis et limité, serait atteint, une analyse proche de celles appliquées aux partis politiques peut se révéler appropriée et fructueuse. Elle permet, en particulier, de s'intéresser plus directement à la façon dont des individus en interaction développent une culture commune.

Parce que des pratiques spécifiques doivent s'étudier dans les configurations sociales et surtout culturelles qui les font exister¹, nous avons pris le parti d'envisager l'engagement libertaire à travers ses acteurs et leurs représentations. Notre intérêt pour les systèmes de signification et les valeurs qui conduisent des individus divers à adopter des modes d'organisation et d'action similaires nous a conduit à opter pour une approche inspirée de la façon dont Bernard Pudal avait étudié le *Parti communiste français* et, plus généralement, à rapprocher notre point de vue de celui mis en œuvre dans des analyses culturelles des partis. Dans la même perspective, nous nous sommes moins intéressé à la naissance de l'organisation qu'à son fonctionnement, à la façon dont une multiplicité d'interactions la faisaient exister, lui donnaient une consistance, une auto-compréhension collective et une image spécifiques. Nos questionnements initiaux portaient sur la façon dont se construisaient et divergeaient des cultures politiques, et sur les effets de ces cultures en termes de mobilisations et de rapports à

¹ Sur ce type d'approche, cf. NEVEU, Catherine (dir.). *Cultures et pratiques participatives... Op. cit.* (notamment la préface et l'introduction de l'ouvrage). « [N]i les significations, ni les effets de pratiques participatives dans une société ou un environnement donné ne peuvent être pleinement saisis à moins de prendre en compte les "catégories de pensée vernaculaires", pour reprendre les termes de C. Ghasarian. Il ne s'agit pas simplement ici de prendre en considération, par exemple, les conditions sociales de possibilité d'un engagement dans un conseil de quartier ou une assemblée villageoise [...] mais bien de saisir les "circuits de significations" à l'œuvre, les sens attribués tant à des mots qu'à des pratiques, leurs articulations comme leurs dissonances avec des ensembles de significations socialement, politiquement et culturellement construits. » (p. 14-15).

l'action politique et au collectif. L'approche par les socialisations successives a permis de montrer le long cheminement d'expériences qui conduisent des individus à s'inscrire dans un univers culturel particulier et à s'en approprier les codes. Sans nier l'importance des propriétés sociales de départ, il convient de noter à quel point des parcours individuels émaillés d'événements et de rencontres divers peuvent orienter un acteur vers un groupe ou un autre. C'est souvent la découverte des doctrines anarchistes qui constitue un tournant décisif dans le cheminement d'un individu vers une organisation anarchiste, la probabilité de la rejoindre étant d'autant plus forte qu'il aura préalablement été sensibilisé à la « question sociale », aux problématiques du monde du travail et à la condition ouvrière. *A contrario*, les futurs militants de la gauche radicale sont subjectivement et objectivement plus éloignés du monde ouvrier, et n'ont pas dans leur parcours été initiés à la pensée anarchiste, à l'égard de laquelle ils demeurent par conséquent distants et méfiants, quand bien même ils en partageraient l'essentiel des prémices. C'est sur la base de ces différences que divergent les orientations d'acteurs pourtant souvent proches originellement d'un point de vue sociologique (ceci est d'autant plus vrai que les militants sont plus jeunes, beaucoup de jeunes anarchistes ne se différenciant guère dans leur position ou leur origine sociale des militants de la gauche radicale) et partageant bon nombre de valeurs antiautoritaires et individualistes et d'aspirations à une expression et une émancipation personnelle. Mais c'est surtout dans leur organisation militante que les individus acquièrent et renforcent les visions du monde qui vont conduire à les séparer. Alors que les radicaux apprennent à valoriser l'individu comme fondement de toute appréhension de la réalité et de toute action, et s'emploient à renouveler l'agir politique dans un sens adapté à leurs aspirations à l'épanouissement personnel et à la distinction, les anarchistes s'inscrivent peu à peu dans une tradition qui leur permet de justifier leur combat à contre-courant des valeurs sociales et politiques dominantes. Parce qu'ils entendent fonder leur action sur une vision et un projet social éprouvés, ils assimilent des références théoriques et historiques qui leur servent de repères et dont la diffusion constitue l'objet principal de leur action. La doctrine anarchiste, base de l'engagement, devient en quelque sorte aussi sa finalité, par la nécessaire propagande qu'elle suppose. C'est ce travail de propagande, désormais rôdé, qui contribue à la stabilité de l'éventail d'actions classique des anarchistes. Alors même que les libertaires dans leur ensemble favorisent les modes d'organisation égalitaires, la démocratie directe et délibérative et les actions autonomes du pouvoir politique, leur inscription dans des cultures divergentes rend difficile leur entente et leurs collaborations : les uns s'appuient sur des traditions militantes et des

grilles de lecture de la réalité que les autres rejettent au nom de la souveraineté de l'individu. Deux groupes se distinguent donc nettement, qui ne partagent pas entièrement les mêmes conceptions de l'action, protestataire ou conventionnelle, et dont les finalités divergent bien souvent. Peut-on alors réellement estimer que tous se retrouvent dans une forme d'engagement libertaire ? Nous tendons à répondre à cette question par l'affirmative. Anarchistes et radicaux diffèrent certes par des aspects importants de leur militantisme, mais on repère chez eux une éthique (c'est-à-dire un système de valeurs), des aspirations et des comportements identiques : une profonde volonté d'égalité qui participe du souci de laisser chacun exprimer son individualité et sa subjectivité ; une révolte quasi viscérale contre toutes les ruptures à cette égalité et toutes les remises en cause de l'autonomie individuelle, perçues comme autant d'injustices ; un souci constant d'agir par soi-même et de demeurer maître de son destin ; un même rapport au collectif, pensé comme un lieu d'épanouissement tant qu'il n'est pas perçu comme portant atteinte à l'autonomie personnelle. En dépit des cultures politiques spécifiques que peuvent acquérir les libertaires et du rôle que l'idéologie et la force des croyances peuvent jouer dans le maintien de leur investissement, ils sont tous caractérisés par la fragilité de leur engagement, sans cesse pris entre les logiques contradictoires de la volonté d'indépendance et de la recherche d'une validation collective de leurs convictions et de leur spécificité. En outre, il n'est pas certain que les nouvelles générations militantes, attirées par l'aspect post-matérialiste et individualiste des engagements libertaires, ne vont pas contribuer à ce que les différences culturelles s'estompent, renforçant l'homogénéité de la mouvance. C'est ce que de futures recherches pourraient chercher à vérifier, en s'intéressant au renouvellement militant dans les organisations et en étudiant les effets sur les représentations et pratiques collectives.

Plus généralement, on peut suggérer un certain nombre de recherches qui permettraient tant de remédier aux faiblesses inhérentes à notre travail, nécessairement limité, que de prolonger et renforcer la réflexion que nous avons entamée. Il pourrait d'abord être intéressant d'étendre l'observation à d'autres collectifs de la gauche radicale et d'autres groupes et organisations du mouvement anarchiste. Il convient en effet de voir si nos conclusions demeurent valables lorsqu'on les confronte à un terrain plus large : il serait particulièrement intéressant de pratiquer une analyse (dé)localisée et d'observer des collectifs radicaux et des groupes de la *Fédération anarchiste* que notre enquête n'a pu toucher (et en particulier des groupes du sud de la France) ; de même, il faudrait idéalement faire porter l'attention sur

l'organisation *Alternative libertaire*¹, ainsi que d'autres regroupements anarchistes (*Confédération des groupes anarchistes, Offensive libertaire et sociale, Organisation communiste libertaire...*). De plus, parce que la logique de la démonstration nous a sans doute conduit à homogénéiser un peu trop fortement le groupe des anarchistes et celui des militants de la gauche radicale, de nouveaux travaux pourraient s'attacher à retracer les nuances et différences qui traversent chaque ensemble. Enfin, une comparaison internationale serait évidemment souhaitable, en ce qu'elle permettrait de voir ce qui, dans la culture des anarchistes et des radicaux, relève de traditions nationales ou de traits généraux. Si nos lectures et les quelques connaissances que nous avons pu acquérir en la matière nous laissent supposer une forte ressemblance des mouvements étrangers à ce que l'on peut trouver en France, il apparaît évident qu'ils ne peuvent être identiques et que chaque pays a vu se développer des mouvements contestataires s'inscrivant à chaque fois dans une configuration historique locale². Notre étude (ou des travaux similaires) gagnerait également à être enrichie par un travail systématique sur les phénomènes de désengagement, ce qui suppose en particulier d'interroger d'anciens militants libertaires ayant quitté leur organisation, afin de mieux cerner les facteurs qui favorisent ou au contraire nuisent à la pérennité des investissements individuels ainsi que des expériences collectives.

En dépit des limites qu'implique un travail de thèse, par définition solitaire et circonscrit dans le temps, qui appellent de nouvelles recherches pour en étendre et en affiner les résultats, il importe de souligner les éléments de connaissance que notre étude nous semble apporter à la science politique et à la sociologie de l'action collective. L'ethnographie donne à voir des unités « inscrites dans les structures générales d'une organisation sociale, [qui] relèvent aussi, et à tout moment, de ses logiques globales.³ » Ainsi, si l'étude de micro-cultures très particulières peut se justifier par sa singularité propre, dans un souci comparatif et récapitulatif⁴, nous pensons, comme Clifford Geertz, que les micro-terrains peuvent être le

¹ Le travail en cours d'Irène Pereira au GSPM devrait apporter de précieuses informations sur ce point.

² Sur le développement de mouvements altermondialistes propres aux traditions militantes de chaque pays, cf. SOMMIER, Isabelle, FILLIEULE, Olivier, AGRİKOLIANSKY, Eric. *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Op. cit.*

³ SCHWARTZ Olivier. « L'empirisme irréductible », postface à ANDERSON Niels. *Le hobo : sociologie du sans-abri*. Paris : Nathan, 1993, p. 299.

⁴ C'est le point de vue défendu par Guy Barbichon : « Dans quelle mesure l'étude des cultures particulières concourt-elle à la connaissance des réalités culturelles les plus fondamentales ? L'interrogation s'appuie sur l'affirmation implicite du primat d'intérêt de la connaissance du général par rapport à celle du particulier. Il n'est rien là que de très conventionnel dans une démarche scientifique. » « [I] n'est point question, au nom du grand principe "qu'il n'y a de science que du général", de récuser toute étude de formation particulière ou de processus

lieu où s'incarnent les « méga-concepts » des sciences sociales, que le local et le circonstancié offrent une compréhension du général et de l'abstrait¹. Les groupuscules libertaires constituent ainsi un des lieux où peuvent se rencontrer et se travailler les grands questionnements de notre discipline. Le premier d'entre eux est sans doute celui de la socialisation, ou plutôt des socialisations et de leurs effets sur des rapports au politique et des comportements politiques. Notre étude a ainsi confirmé l'importance déterminante des expériences vécues individuellement et collectivement : les valeurs et aspirations spécifiques des individus, mais aussi leur propension même à recourir à des modes d'action non conventionnels pour les exprimer naissent de ces apprentissages implicites ou explicites. On peut donc chercher à retracer les contenus éducatifs, investissements associatifs, interactions, événements, rencontres et, d'une façon générale, l'ensemble des phénomènes qui ont conduit un individu à développer un ensemble de valeurs et de convictions, à se rapprocher de la nébuleuse libertaire (ou de tout autre ensemble idéologique) et à s'y investir. Il faut souligner dans ces processus l'importance de l'entourage familial militant, qui contribue à naturaliser la solution protestataire comme mode légitime, sinon banal, d'expression de ses préférences, ainsi que rappeler le rôle des réseaux sociaux qui peuvent venir pallier ultérieurement l'absence de familiarisation précoce à l'action collective. Dans chacun des cas, c'est bien parce qu'il y a une socialisation à la protestation que l'engagement est facilité. Quel que soit l'agent socialisateur, les expériences vécues ont une influence déterminante sur les attentes et les préférences, sur les objectifs que poursuivent les acteurs et les moyens qu'ils entendent se donner pour les atteindre. Il ne s'agit pas d'ignorer le rôle des ressources qui contraignent l'action, mais de montrer en quoi elles ne peuvent expliquer à elles seules les façons de procéder. Voir dans les petits groupes d'affinité libertaires le signe manifeste d'un manque de ressources permettant de bâtir des organisations fortes, pérennes et « efficaces », revient à

de particularisation qui ne viserait pas à servir le grand dessein de contribuer à la compréhension de choses qui se nouent dans les hautes altitudes de l'anthropologie sociale. La curiosité de voir comment sont ou furent les choses et les événements singuliers ne peut-elle se justifier, pour ceux qui ne lient point un contrat avec un commanditaire de la science, par un hédonisme du savoir sans horizon transcendantal, qui préfère l'unique à l'unité ? Cette curiosité se justifie en tout cas sans conteste quand elle participe du souci de connaître afin d'agir sur des réalités analogues, plus éloignées. Mais l'intuition pratique qui inspire l'application immédiate ou la transposition implique déjà une démarche de généralisation. Et la description qui ne vise pas à rapporter son produit à des régularités plus générales, pourvu qu'elle satisfasse à certaines exigences de rigueur, sert, discrète mais efficace, l'entreprise comparative et récapitulative et sa lente avancée vers une compréhension des choses humaines et sociales plus étendue. » (BARBICHON, Guy, « Culture et universalité du particulier », in SEGALIN, Martine (présenté par). *L'autre et le semblable*. Paris, Presses du CNRS, 1989, p. 176 et 177-178).

¹ GEERTZ, Clifford. « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture ». *Enquête*, n° 6, 1998, p. 73-105.

manquer une partie essentielle de la spécificité des engagements, que seule l'attention aux représentations individuelles permet de saisir. Qui dit valeurs et représentations dit toujours ensemble de socialisations qui orientent les acteurs dans des directions spécifiques. Ce rappel permet de remettre en perspective les approches mettant l'accent sur le rôle des structures sociales ou des trajectoire individuelles dans le rapport au politique. On ne peut nier l'importance du milieu d'origine dans les attitudes ultérieures, mais celui-ci n'est pertinent dans l'explication des comportements actuels qu'en ce qu'il renseigne sur la ou les socialisation(s) primaire(s). Préciser ceci revient alors nécessairement à souligner également le rôle des socialisations ultérieures qui peuvent en limiter considérablement la portée, sans toutefois en général faire table rase du passé. L'engagement anarchiste (comme du reste, mais peut-être en de moindres proportions, l'engagement communiste) ne peut s'expliquer par un strict rapport initial aux classes populaires et en particulier au monde ouvrier. Une simple attention à la diversité sociologique du mouvement tend à le prouver. De même, la théorie mettant l'accent sur les « homologues de position » comme principe d'une solidarité avec les dominés n'a de sens que mise en relation avec d'autres expériences sans lesquelles on ne pourrait comprendre pourquoi deux acteurs similairement situés ont un rapport tout différent à la politique. Enfin, la question des pentes des trajectoires individuelles et des déclassements implique trop de subjectivité pour pouvoir rendre compte de comportements politiques sans les rapporter à des valeurs développées à travers les différentes socialisations. Rappelons en effet que le déclassement (par le bas) peut être choisi, autant que subi, ou n'être perçu et perceptible comme un déclassement problématique que par le chercheur. Là encore, il ne s'agit pas de dénier toute capacité explicative au concept de trajectoire, mais de montrer qu'il ne peut être fécond que s'il s'accompagne d'une attention aux parcours concrets. Ces remarques valent également pour l'approche post-moderne qui prête une attention toute particulière aux expériences dans le cadre du travail (insertion dans le marché et la concurrence, contacts avec du public, autonomie ou soumission à un supérieur...) et au niveau d'éducation : aussi instructifs qu'ils soient, ces points de focalisation ne disent pas tout ce que l'attention à des biographies permet, elle, de comprendre. Cette importance des socialisations dans la construction des valeurs et rapports au politique appelle donc une analyse de type processuel¹ basée, dans l'idéal, sur des récits de vie aussi précis et détaillés

¹ FILLIEULE, Olivier. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 199-215.

que possible. C'est sans doute là que réside une des difficultés principales, ce type de travail étant à la fois coûteux et délicat à réaliser. Pour autant, une attention minimale aux différentes expériences vécues par un enquêté, basée sur des méthodes qualitatives, apparaît nécessaire au moins pour valider ou préciser d'éventuelles régularités statistiques.

Notre étude des socialisations nous a conduit à nous intéresser aux apprentissages faits dans un cadre collectif. Si notre observation confirme l'hypothèse selon laquelle ceux-ci jouent un grand rôle dans l'acquisition d'une culture politique spécifique et la construction de liens de solidarité et de sentiments d'appartenance, elle nous a également permis de voir en quoi ils contribuent grandement à l'accumulation d'un capital militant qui peut être potentiellement réinvesti en dehors du militantisme. Qu'il soit acquis à travers des formations de type formel ou par des apprentissage plus diffus et implicites, ce capital constitue un enrichissement personnel souvent perçu comme tel par les militants et qui contribue parfois à modifier leurs pratiques et leurs goûts, et ce notamment en matière de consommation culturelle. Le militantisme peut à ce titre être vu comme une véritable école qui permet ou encourage les comportements hétérodoxes par rapport à un groupe d'appartenance envisagé dans son ensemble. Ainsi des ouvriers sans diplômes qui deviennent lecteurs de travaux sociologiques et amateurs de films d'auteurs engagés. Bien qu'indépendants des réseaux de pouvoir et dépourvus de positions d'autorité ou de postes rémunérateurs, en dépit, donc, de la faiblesse de leurs ressources, les groupes libertaires permettent à leurs membres de développer des connaissances et compétences qui gardent leur valeur au-delà de leurs frontières : capacités d'analyse et d'expression, mais aussi parfois savoir-faire techniques (écriture, mise en page, graphisme...). Notre étude permet de voir que le militantisme libertaire comme expérience collective peut être une source de capitaux nouveaux, comme dans d'autres organisations plus structurées (partis, syndicats, etc.), mais elle permet aussi de confirmer l'idée d'une appropriation différenciée du capital militant en fonction des ressources (notamment culturelles) préalables : parce que se côtoient dans le milieu libertaire des individus au profil et au niveau d'instruction très différents, on peut comparer l'effet du militantisme sur les uns comme sur les autres, ce qui nous amène à constater que ce sont bien les plus « modestes » qui profitent le plus des apprentissages collectifs.

La question des mécanismes de démocratie interne aux groupes constitue un troisième objet de la science politique que notre thèse nous a conduit à aborder. Il s'insère dans la problématique plus large des modes de structuration des organisations politiques. Notre

travail confirme, d'une part, la tendance actuelle de nombreux groupements contestataires à mettre en place des procédures de démocratie délibérative proches des visions idéalisées de certains philosophes du politique. Il fait voir comment ce mode de prise de décision naît d'aspirations collectivement éprouvées à l'expression personnelle et au respect des individualités qui ne sont pas nécessairement consciemment théorisées comme une recherche de démocratie. D'autre part, nos observations montrent que la possibilité de s'organiser de façon égalitaire et de prendre des décisions sur la base de la participation et du consentement de tous est très tributaire du degré de proximité entre les participants, proximité souvent liée à des profils sociologiques similaires, mais surtout à des valeurs ou une culture partagées. La délibération semble en effet ne fonctionner que dans la mesure où chacun a assimilé et accepté son principe, mais aussi où il a en commun avec les autres participants un ensemble de représentations qui permettent de construire et d'atteindre des accords unanimes. Encore ceux-ci n'apparaissent-ils envisageables que parce que l'autonomie de chacun permet à ceux qui ne se retrouvent pas dans une décision de faire jouer leur abstention en se retirant provisoirement de l'action collective. Au final, il n'y a réellement d'accord unanime que sur la capacité de chacun à se soustraire aux contraintes collectives et donc, *de facto*, à ignorer pour soi les effets d'une décision prise par le groupe. A ceci s'ajoutent, même dans les milieux les plus homogènes socialement comme les groupes de la gauche radicale, l'inévitable disparité de ressources qui remet en cause le principe idéal de transparence et de participation égale à la décision, pour ne conserver réellement que celui de son approbation collective, avec les limites que nous venons de souligner. Si l'usage de la raison dans la prise de décision ne fait pas de doute, on ne peut en revanche qu'être sceptique quant au fait que le mode d'organisation libertaire puisse constituer un modèle aisément transposable à d'autres structures et pour d'autres propos (débat public, etc.). Parce qu'il est basé sur une forme d'engagement spécifique, à la fois attaché aux libertés de chacun et à l'égalité de tous, mais surtout parce qu'il ne semble possible que grâce à des valeurs et des conceptions de l'action partagées, il apparaît difficile à élargir à des communautés plus hétérogènes. L'exemple libertaire tend donc à questionner l'hypothèse selon laquelle l'universalité de la raison devrait permettre l'adoption à plus grande échelle de procédures de démocratie délibérative ayant pour but la construction d'un consensus¹ ; il tend surtout à montrer l'importance des valeurs dans les choix démocratiques.

¹ Le fait que certains, comme Bernard Manin, associent délibération et prise de décision à la majorité tend à

De même que les modes d'organisation et de prise de décision reposent sur des traits culturels partagés, on a pu montrer que les registres d'action étaient clairement liés à des systèmes collectifs de signification. L'étude des façons d'agir libertaires participe à la remise en cause d'une vision stratégeste et calculatrice de l'action protestataire. Contre une tendance à oublier les questions culturelles pour mettre en avant les habitudes prises, les contraintes structurelles et les calculs rationnels, nous voudrions rappeler que le choix d'une tactique peut exprimer des valeurs bien plus que résulter d'une adaptation au contexte et viser l'efficacité maximale. Contraintes et calculs influencent certes les actions mises en œuvre, de même que les habitudes prises — ce qu'on a pu observer dans la forte stabilité de l'éventail d'action des anarchistes —, mais ces facteurs ne prennent sens qu'à travers un filtre culturel qui rend certaines interventions impossibles et d'autres fort probables, alors même que toutes seraient appropriées en pratique. L'objectif recherché délimite un certain spectre de tactiques envisageables, que les valeurs des militants contribuent à réduire largement. Parce que l'action publique protestataire engage des convictions et expose les personnes, elle implique quasi nécessairement l'investissement de sa propre individualité et donc la recherche d'une adéquation avec ses propres sensibilités. L'action directe, comme technique destinée à assurer l'expressivité et l'autonomie de l'intervention, répond à des considérations de l'ordre de l'éthique et d'un rapport spécifique au politique. Ce qui vaut pour les libertaires vaut également pour d'autres protestataires, même si l'on peut supposer que le choix du mode d'action sera d'autant plus contraint que les valeurs seront plus fortement partagées. Toujours est-il qu'étudier l'action sans prendre en compte les valeurs et les cultures que les individus ont assimilées prive l'analyse d'une dimension souvent essentielle. Les stratégies militantes ne sont des calculs rationnels que dans le cadre de conceptions plus ou moins larges de ce qu'est une action légitime, des buts qu'elle doit se fixer et de la manière dont on peut évaluer sa réussite.

La question du rapport aux élections des libertaires illustre bien la façon dont une culture politique et un ensemble de valeurs collectivement partagées peuvent délimiter les contours de ce qu'est un acte politique légitime et efficace. Largement perçu comme inefficace par les radicaux, le vote est clairement tenu pour illégitime par les anarchistes. Nous avons cherché à montrer dans notre thèse comment le rapport à la participation politique

prouver qu'une conception exigeante (unanimiste) de la démocratie délibérative leur apparaît pratiquement hors de portée. MANIN, Bernard. « Volonté générale ou délibération ?... ». Article cité.

conventionnelle s'intégrait dans une conception plus large de ce que doit être l'action politique. Si les divers modes de participation s'inscrivent sur un même *continuum*, c'est d'abord parce qu'ils ont une même nature et qu'il y a par conséquent tout lieu de penser qu'ils sont affectés par le même type de représentations — même si entre les représentations et les actes peuvent s'interposer des habitudes et des automatismes plus ou moins conscients et justifiés discursivement : ceci confirme, encore une fois, le rôle des socialisations, primaires et secondaires, et l'intérêt de tenter d'en démêler les effets respectifs. Si l'action protestataire et la participation électorale sont statistiquement corrélées, il serait erroné de penser que les deux jouissent toujours aux yeux des activistes de la même légitimité et de la même valeur, ou que les modes conventionnels d'expression apparaissent nécessairement comme les plus légitimes et les plus efficaces. Ce constat invite à ne pas prendre l'acte électoral comme allant de soi et donc à envisager plus systématiquement participation et protestation de façon conjointe, afin de repérer les logiques éthiques qui organisent le rapport à l'expression politique individuelle. Ce faisant, on s'autorise à percevoir l'effet de cultures politiques que l'on peut alors chercher à délimiter et dont on peut retracer la genèse.

C'est bien le concept de culture politique qui occupe la place la plus centrale dans notre thèse. Il permet de saisir sous un même nom un ensemble de phénomènes politiques liés : des rapports à l'action, comme on vient de l'évoquer, mais aussi des croyances et des filiations, des solidarités et des inimitiés, des auto-compréhensions et des appartenances. Notre travail a consisté à étudier comment les cultures se construisaient et quel rôle elles jouaient. Nous avons montré comment elles se basaient sur des socialisations initiales prolongées et transformées par des expériences collectives dans les organisations militantes. Il importe de ne pas ignorer le rôle socialisateur de l'engagement : notre étude rappelle que les effets du militantisme ne se limitent pas au succès ou à l'échec d'un mouvement mais peuvent modifier, parfois profondément, des rapports individuels à la politique. Les cultures englobent ensuite un ensemble de rapports aux pratiques, qui ne sont pas étrangers aux identifications qu'elles contribuent à forger. Car l'effet le plus important, peut-être, de l'inscription dans une culture, est de stimuler des sentiments d'appartenance, ce qui s'accompagne quasi nécessairement de frontières qui excluent. L'idée de culture permet d'envisager les phénomènes d'identification en les mettant en rapport avec des systèmes de croyances, de références et de pratiques. Elle en souligne ainsi les multiples sources. L'aspect identitaire de l'engagement est particulièrement décisif dans la compréhension des capacités de

mobilisation des groupes, puisqu'il joue sur les possibilités d'alliance et de collaboration. De fait, on ne peut automatiquement déduire de la proximité des modes d'action, des modes d'organisation, voire des revendications de différents groupes la possibilité de leur mobilisation commune, qui est notamment conditionnée par des phénomènes d'auto-compréhension et de catégorisation. Les similitudes objectives ne suffisent pas aux rapprochements subjectifs. S'ils diffèrent souvent dans leurs pratiques, les libertaires partagent tout de même un certain nombre de rapports à l'action et un certain nombre d'objectifs qui pourraient rendre possible leur collaboration. Celle-ci n'est cependant réellement possible que lorsque chacun a abandonné son étiquette et renoncé à sa spécificité dans le cadre d'un collectif pluriel où les identifications s'effacent derrière l'objectif commun (c'est le cas, par exemple, à Paris, dans les mobilisations ponctuelles du *Réseau pour l'abolition des transports payants*, qui pratique l'action directe dans les stations de métro : ouverture des portes pour laisser les voyageurs entrer sans ticket, par exemple). Les cultures politiques sont non seulement en lien direct avec les capacités de mobilisation d'un groupe parce qu'elles jouent sur sa faculté de nouer des alliances, mais aussi parce qu'elles façonnent des rapports au collectif et des conceptions de la discipline individuelle, en fixant la norme théorique de la fidélité et du dévouement des militants à l'organisation. Elles influencent ainsi les investissements personnels au service de la cause commune et les possibilités de désengagement. Par conséquent, elles permettent de rendre compte de l'efficacité ou de la faiblesse d'un groupe dans la réalisation de ses objectifs. La variété de leurs effets peut sembler faire des cultures politiques une sorte de principe explicatif total, une « superstructure » au sens de Marx. Cependant, il convient de garder à l'esprit qu'elles ne constituent qu'un instrument pour repérer, comprendre et mettre en relation un ensemble de phénomènes divers. Elles ne sauraient être perçues comme des déterminations absolues qui pèseraient sur les individus, parce qu'elles ne sont ni totalement homogènes ni véritablement contraignantes. Elles naissent des expériences des acteurs et leurs permettent de donner du sens à ce qu'ils font. Mais si elles permettent de comprendre des actes, elles n'ont de caractère explicatif qu'associées à d'autres facteurs : contextes, ressources, activité dans les différentes sphères de vie individuelles, etc. Une culture politique renvoie certes à des réalités qui produisent des effets concrets, mais elle est, surtout, un outil pour le chercheur, en ce qu'elle invite à voir ce que les convictions et les pratiques (et les conceptions des pratiques) doivent à des valeurs, des histoires personnelles, des traditions et mémoires collectives. En ceci, la

notion de culture permet de repérer l'unité et la dissemblance, et de penser le politique dans les termes des populations étudiées.

La mouvance libertaire, microcosme militant très spécifique et circonscrit, pèse de façon infime sur la vie politique française et internationale. Elle n'en constitue pas moins un terrain où peuvent s'observer des phénomènes politiques essentiels et universels : la façon dont se construisent des perceptions du politique et par conséquent les relations de confiance ou de défiance qui lient la population à ses dirigeants, les manières par lesquelles des profanes s'approprient la politique et envisagent leur participation, ou encore les mécanismes qui rendent possible ou entravent l'action collective. En outre, aussi restreint que soit actuellement le milieu libertaire, et en dépit de sa relative impuissance née de sa désunion, on peut émettre l'hypothèse qu'il va être en mesure de progressivement gagner en importance et en influence à la faveur d'un mouvement général d'individuation, accentué par le fonctionnement du capitalisme moderne, qui s'accompagne bien souvent d'une défiance accrue à l'égard des élites. Si anarchistes et radicaux peinent aujourd'hui à trouver des points d'entente, il est possible d'imaginer que le creuset altermondialiste saura faciliter les regroupements contre des ennemis communs sur la base d'affinités réelles. Au prix de rapprochements culturels sans doute délicats mais peut-être pas inaccessibles, les libertaires pourraient représenter, dans un futur proche, une force politique alternative crédible, telle que le fut en son temps le mouvement socialiste international.

Annexes

Annexe n° 1 : Questionnaire Congrès de la Fédération anarchiste Ganges 2007

Je fais passer ce questionnaire (anonyme) pour recueillir quelques informations sur vous et votre milieu d'origine en vue d'établir des statistiques pour ma thèse de science politique sur les libertaires dans la France contemporaine (Université Paris1). Merci d'avance de bien vouloir prendre 5 minutes pour le remplir, et faire avancer la science... Fraternellement, Simon, groupe Louise Michel (Paris).

1.1) **Dans quel(le) groupe/liaison de la FA (dépt. si individuel) militez vous ?**

1.2) **Depuis combien de temps militez-vous à la FA** (précisez de quand à quand si vous l'avez quittée avant de revenir) ?

1.3) **Militiez vous ou avez-vous milité dans une autre organisation/association ?**

Oui Non

Si oui laquelle/lesquelles ?

1.4) **Adhérez-vous à un syndicat ?** Oui Non J'ai été adhérent dans le passé

Si oui, précisez à quel(s) syndicat(s) vous adhérez ou avez adhéré :

2.1) **Vous êtes** un homme une femme

2.2) **Quelle est votre profession ?**

2.3) **Merci de classer votre profession dans une des catégories suivantes :**

- | | | |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Enseignant (du primaire au supérieur) | <input type="checkbox"/> Agriculteur | <input type="checkbox"/> Profession libérale, chef d'entreprise |
| <input type="checkbox"/> Cadre et prof. intellectuelle supérieure | <input type="checkbox"/> Ouvrier | <input type="checkbox"/> Profession interm., technicien |
| <input type="checkbox"/> Artisan, Commerçant | <input type="checkbox"/> Employé | <input type="checkbox"/> Inactif, Chômeur |

2.4) **Niveau de diplôme le plus élevé que vous ayez atteint :**

- | | | | |
|-----------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Aucun diplôme | <input type="checkbox"/> CAP, BEP | <input type="checkbox"/> Baccalauréat | <input type="checkbox"/> Bac+2, BTS |
| <input type="checkbox"/> Licence, Bac+3 | <input type="checkbox"/> Maîtrise, Bac+4 | <input type="checkbox"/> Bac+5 | <input type="checkbox"/> Doctorat |

2.5) **Vous habitez :** Un village Une ville de moins de 10 000 hab.
 Une ville entre 10 000 et de 50 000 hab. Une ville entre 50 000 et 100 000 hab.
 Une ville de plus de 100 000 hab.

3.1) **Quelle est/était la profession de vos parents ?**

3.2) Quel est le niveau d'étude atteint par vos parents ?

- Mère : Aucun CAP, BEP Baccalauréat Bac+2, BTS
 Licence, Bac+3 Maîtrise, Bac+4 Bac+5 Doctorat
- Père : Aucun CAP, BEP Baccalauréat Bac+2, BTS
 Licence, Bac+3 Maîtrise, Bac+4 Bac+5 Doctorat
-

4.1) L'un ou l'autre de vos parents sont/étaient ils militants dans un(e) parti/syndicat/organisation/association ?

- Aucun parent Ma mère Mon père Les deux

4.2) Dans quel(le)s parti(s)/syndicat(s)/organisation(s)/association(s) ?

4.3) Vos parents votent/votaient-ils régulièrement ? Oui Non

4.4) Comment sont/étaient ils politiquement orientés ? Mère : Gauche Droite
Père : Gauche Droite

4.5) Pour quel(s) partis vot(ai)ent-ils ?



Principes de base de la Fédération Anarchiste



Préambules

Nous, anarchistes, réunis à la Fédération anarchiste, sommes conscients de la nécessité de l'organisation spécifique. Nous propageons nos idées et voulons réaliser une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale, afin que soient détruites les sociétés fondées sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de la distribution, toutes les exploitations, l'ignorance et la misère, ainsi que les rapports d'autorité.

Nos objectifs

Les anarchistes luttent pour une société libre, sans classe ni État, ayant comme buts premiers :
L'égalité sociale, économique de tous les individus.

La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution, excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres.

L'égalité dès la naissance des moyens de développement, c'est-à-dire d'éducation et d'instruction dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts.

L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs, faite et modifiable selon la volonté de leurs composants.

La libre union des individus selon leurs convenances et leurs affinités.

Le droit absolu pour tout individu d'exprimer ses opinions.

L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques et formes d'oppression qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui implique la lutte contre les religions et les mysticismes, même s'ils se cachent sous le manteau de la science, contre le patriotisme et pour la fraternisation de tous les groupes humains, et l'abolition des frontières.

C'est la société entière que nous voulons reconstruire sur une base de respect et d'entraide, non pour un individu, une classe ou un parti, mais pour tous les individus ; la question sociale ne pouvant être résolue définitivement et réellement qu'à l'échelle mondiale.

Notre rôle

L'anarchisme est un objectif de société globale, un idéal, mais aussi les moyens pour y parvenir, ceux-ci étant basés sur les mêmes principes organisationnels et éthiques : fédéralisme et entraide. En tant qu'individus conscients de leur exploitation, les anarchistes entendent lutter avec tous les exploités contre tous les gouvernements, reconnaissant ainsi l'existence de la lutte des classes dont la finalité doit être l'instauration d'une société anarchiste.

Nous devons faire en sorte que les classes sociales exploitées accèdent à la capacité politique nécessaire à leur émancipation. Ce sont les classes exploitées qui réaliseront la société anarchiste, car

les exploités ne se laisseront jamais déposséder et emploieront toutes leurs forces, même brutales, contre l'émancipation des travailleurs.

La seule propagande des idées étant insuffisante, la participation aux luttes continuelles revendicatives et émancipatrices s'avère nécessaire pour que les individus veuillent toujours plus et mieux, jusqu'à atteindre une situation de rupture qui permettra leur émancipation totale.

Nous devons inciter les travailleurs et l'ensemble des exploités à combattre les médiations qui vont à l'encontre de leurs intérêts de classe, et à opter pour l'action directe (c'est-à-dire pour des actions décidées et menées sans intermédiaire), et sa coordination sur le mode fédéraliste.

Ennemis de tout despotisme, les anarchistes repoussent toutes les théories autoritaires dont celles inspirées du marxisme, du cléricanisme, du monarchisme, du fascisme, du libéralisme bourgeois et de tout autre.

La révolution est nécessairement constituée de phases destructrices des institutions d'oppression et de phases constructives de la société nouvelle. Cette société, nous voulons qu'elle soit gérée par tous et qu'elle s'instaure dès le début sur la base de structures anarchistes.

C'est pourquoi la Fédération anarchiste se doit être un outil adapté pour la révolution, jusqu'à la concrétisation des objectifs précédemment définis.

Engagement militant

La Fédération anarchiste est une organisation regroupant des militants conscients idéologiquement et pratiquement, ayant connaissance des différents aspects de l'anarchisme et de la Fédération anarchiste. Elle est organisée sur le principe du libre fédéralisme conservant aux groupes et individus qui la composent leur autonomie dans le cadre des Principes de Base. C'est à tous les militants qu'il appartient de la faire progresser, car elle ne reconnaît pas en son sein la division dirigeant/exécutant.

La participation effective des militants aux œuvres collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité qui ne nuit pas pour autant au principe de liberté.

Le fédéralisme de la Fédération anarchiste permet le pluralisme des idées et actions compatibles avec ses principes.

Tout ce qui précède ne peut évidemment indiquer que les grandes lignes des buts poursuivis par les anarchistes. Il sera nécessaire, pour les approfondir, de prendre connaissance des écrits anarchistes et de suivre les travaux des groupes.

L'action de la Fédération anarchiste

L'action de la Fédération anarchiste est basée avant tout sur la défense des exploités et sur leurs revendications révolutionnaires ; mais sans que soit perdu de vue le fait que ce sont à la fois les classes et les positions d'esprit qui s'opposent à l'anarchie.

Cette action est menée sur tous les plans de l'activité humaine, selon les vues et les moyens de chaque tendance.

Pour cette raison, la Fédération anarchiste reconnaît :

La possibilité et la nécessité de l'existence de toutes les tendances libertaires au sein de l'organisation.

L'autonomie de chaque groupe.

La responsabilité personnelle et non collective.

L'organe du mouvement, le Monde Libertaire, ne peut être l'organe d'une seule tendance ; celles-ci ont donc toute possibilité d'éditer des organes particuliers, avec l'assurance que l'organe du mouvement leur accordera toute publicité, ainsi d'ailleurs qu'à toute activité s'exerçant dans le cadre de la culture, de la recherche, de l'action ou de la propagande anarchiste.

Des relations cordiales, compréhensives, avec les mouvements allant dans le sens anarchiste sur un point particulier.

La révocabilité des secrétaires et mandatés.

Enfin, lorsqu'une tendance engage une action, dès que cette action n'est pas contraire aux idées de base de l'anarchisme, les autres tendances, si elles ne sont pas d'accord pour participer à cette action, observent à son égard une abstention amicale. La critique de cette action demeure libre après l'événement.

Les groupes ont la faculté de se donner l'orientation de leur choix : anarcho-syndicalisme, communiste-anarchiste, néo-malthusienne, anarcho-pacifiste...

Ils ont naturellement la possibilité de cumuler toutes ces tendances ou de ne se déclarer d'aucune.

Des régions peuvent être formées et ne peuvent être que sur l'initiative des groupes la composant, le Comité des Relations ne pouvant apporter que des suggestions dans ce domaine.

Organisation

Le Comité de relations

Un comité de coordination existe dans le but de faire connaître les informations, suggestions, propositions pouvant émaner d'un individu ou d'un groupe, sans autre droit, pour les camarades composant ce comité, que celui de n'importe quel autre militant de présenter propositions, suggestions, informations.

La seule dérogation à cela peut être constituée par des initiatives touchant l'adhésion à un congrès, cartel, comité (exemples : congrès anarchiste international, Forces libres de la Paix).

Il va de soi que, dans ces divers organismes, le fond même de notre idéologie ne doit pas être remis en cause et que notre présence ne doit viser qu'à des buts précis : opposition à la guerre, efforts pour arracher des militant-e-s à la mort, protestations contre une agression contre le peuple.

Le Comité de relations élargi

Il se réunit sur convocation du secrétaire général au moins trois fois par an. L'initiative peut venir du secrétaire général ou d'un comité de relations. L'ordre du jour est élaboré en fonction des demandes des groupes, liaisons, individuel-les, ou commissions. Ces demandes touchent tous les sujets concernant la vie de l'organisation. Le Comité de relations élargi est décisionnaire quant à la mise en place des campagnes fédérales. Qu'une campagne soit déclarée en congrès ou par un Comité de Relations Élargi, présentation des travaux doit être faite en comité de relations élargi et/ou dans le bulletin intérieur.

Secrétaire général

Son rôle est de répartir le courrier et les responsabilités entre les différents membres, de veiller à la bonne entente au sein de ce comité, d'assurer la tenue du congrès selon le vœu du précédent, par des rapports en temps voulu avec les camarades qui en sont chargés.

Secrétaire aux Relations intérieures

Son rôle est d'assurer la correspondance avec les groupes, de les tenir au courant des lettres des sympathisants de leurs régions désireux de se joindre à nous, de diffuser les suggestions intéressantes, qu'elles émanent d'une région, d'un groupe ou d'une individualité, de renseigner le mouvement dans son entier des possibilités d'actions dont il dispose : noms de propagandistes par la parole, leurs sujets de conférence, leur possibilité de déplacement, d'assurer la propagande par des campagnes dont les thèmes peuvent être suggérés par d'autres militants, comme ils peuvent émaner de lui (les groupes en désaccord avec l'efficacité de celle-ci ont toujours la possibilité de ne pas y participer), de développer partout où il le peut la Fédération anarchiste par la création de nouveaux groupes, de présenter le bilan, lors de chaque congrès, de la progression, de la stagnation ou du recul de notre organisation en raisons des rapports des groupes.

Le secrétaire aux RI, lors de la constitution d'un groupe, prendra un contact direct avec celui-ci, soit en l'établissant lui-même, soit en déléguant, pour le représenter et lui en rendre compte, un camarade connu, habitant un lieu géographique proche du nouveau groupe.

Ces contacts, outre leur caractère humain, constitueront par le dialogue engagé une mesure de probité intellectuelle, tant de la part du groupe postulant vis-à-vis de la Fédération anarchiste, que de la Fédération anarchiste vis-à-vis du groupe postulant.

Secrétaire aux Relations extérieures

Son rôle est d'assurer des contacts amicaux avec des groupements parallèles, sympathisants ou même simplement indépendants, faire connaître dans leur sein notre mouvement, notre journal, en un mot, nous montrer à eux sous notre vrai jour, d'envisager des actions communes avec eux sur des objectifs précis à la faveur de cartels, d'organismes de liaison ou simplement de campagnes sans lendemain. Un tel effort peut nous permettre la diffusion de notre presse à leurs manifestations, l'apposition de nos affiches dans leurs locaux, le reproduction de nos communiqués et de nos articles dans leurs journaux, voire notre participation à leurs meetings. Il va sans dire que de tels résultats ne peuvent être obtenus sans réciprocité.

Secrétaire aux Relations internationales

Ses contacts s'exercent avec les organisations anarchistes de langues étrangères. Il se tient en rapport avec elles pour tout ce qui concerne les événements mondiaux et les actions des anarchistes, et se documente sur la mesure dans laquelle ils ont pu les inspirer et les impulser. Il renseigne les camarades de tous les pays sur le climat et l'activité des anarchistes dans le monde. Il permet également d'apporter des informations correctives à celles que donne la presse officielle. Enfin, il peut alimenter la rubrique internationale de notre journal, le Monde libertaire.

Secrétaire à la trésorerie

Le trésorier perçoit directement des groupes ou individualités appartenant à la Fédération anarchiste une cotisation annuelle minimum (somme fixée volontairement peu élevée pour permettre à tous d'y souscrire et généralement la dépasser).

Dans le respect de l'autonomie des groupes, le trésorier n'a pas à connaître les noms et adresses des adhérents de chaque groupe, mais simplement leur nombre, confiance étant faite au trésorier du groupe qui le déclare.

Le trésorier tient au courant le secrétaire du Bulletin intérieur de la liste des adhérents (groupes ou individualités) à qui adresser ledit bulletin (réservé aux seuls membres de la Fédération anarchiste). La trésorerie permet d'assurer les frais de correspondance, les frais de déplacements des membres du comité au congrès, l'adhésion à des cartels, d'aider éventuellement à la sortie d'une affiche, à la propagation d'une campagne ou au soutien de notre journal.

Administration

Les administrateurs sont nommés par le congrès. Leur rôle est de veiller à la parution régulière du journal et à la bonne marche des œuvres du mouvement : Monde libertaire, librairie, etc...

Comme tous les autres responsables nommés par le congrès, ils peuvent s'entourer, pour les aider dans leur tâche, d'un ou plusieurs militant-e-s appointé-e-s ou non.

Comité de rédaction

Le Comité de rédaction a pour fonction d'assurer la rédaction régulière du Monde libertaire. Tous les articles soumis à son appréciation, sauf opposition de principe motivée de l'un de ses membres, sont publiés.

Un article refusé est renvoyé à son auteur avec les raisons du refus.

Nommés et révocables par le congrès, les membres du Comité de rédaction peuvent coopter en cours de mandat, à l'unanimité, un ou plusieurs camarades en cas de défection d'un ou plusieurs de ses membres.

Radio libertaire

Le secrétariat de Radio libertaire participe comme les autres secrétariats au Comité de relations.

Quatre postes sont établis pour assurer le bon fonctionnement de la station :

Le secrétaire à la programmation : il est responsable de la grille, de l'agencement des programmes, de leur parution dans le Monde libertaire et de la qualité des émissions. Il se tient en relation avec les différents secrétariats Fédération anarchiste pour assurer le passage des informations et des communiqués sur Radio libertaire

Le secrétaire aux finances : il est chargé de gérer le budget de la radio et de veiller à l'autofinancement de Radio libertaire

Le secrétaire à la technique et à l'entretien : il est responsable de la maintenance du matériel et du studio, présente des prévisions d'investissement au secrétaire aux finances

Le secrétaire de l'association : il s'occupe du fonctionnement de l'association "Diffusion des moyens de communication", garante de Radio libertaire au niveau légal.

Secrétaire à l'Histoire et aux archives

Sa fonction est de rassembler, d'archiver différents documents (affiches, brochures, tracts, livres, etc.) ayant trait au mouvement anarchiste en général et à la Fédération anarchiste en particulier, dans le but de sauvegarder notre mémoire militante. Pour assurer ces fonctions, le secrétaire peut s'entourer de militants.

Secrétaire aux Editions

Son rôle est de contribuer à l'édition ou à la réédition de textes particulièrement importants pour l'anarchisme et sa propagande. Il doit assurer la promotion et la diffusion des productions des éditions du Monde Libertaire.

Fonctionnement du Comité de relations

La lecture de ce qui précède indique assez clairement l'interpénétration des différents postes, et notamment la liaison qui ne peut cesser d'exister entre les secrétaires aux Relations intérieures et aux Relations extérieures, cela en contact avec le secrétaire à la trésorerie, qui règle en fonction de ses possibilités l'envergure et la périodicité des actions à entreprendre.

Ce comité se réunit de façon régulière et sur convocation du secrétaire général.

Chaque secrétaire est responsable de son poste et, par conséquent, est seul à décider des mesures à prendre en ce qui le concerne.

Toutefois, il ne peut le faire, tant pour des raisons pratiques que morales, sans en avoir débattu avec tous et sans avoir tenu compte des objections, oppositions qui peuvent lui avoir été apportées.

Ainsi, si le travail s'accomplit en équipe, les décisions en dernier ressort sont prises par les ressortissants à chacun des postes, seuls responsables devant le congrès pour ce qui les concerne.

Chaque secrétaire peut s'entourer d'une commission de son choix pour l'aider dans sa tâche et dont il prend l'entière responsabilité.

Le Bulletin intérieur

Le Bulletin intérieur est indépendant du Comité de relations, et pour son contenu, et pour son financement. Le CR ne peut y exercer un droit quelconque de censure ou d'interdit. Il est ouvert à tous sans que joue la moindre censure de la part de ceux qui en ont la charge.

Tous les articles y ont leur place, sauf ceux qui pourraient avoir un caractère de calomnie.

Tout article refusé par le Comité de rédaction du Monde libertaire peut paraître avec cette mention dans le BI.

Enfin, le Comité de relations y a recours lui-même pour ses communiqués aux groupes, ses actions, ses rapports d'activité lors de chaque congrès.

Le chapeutage de textes (groupes et individuels) ne doit pas exister dans le BI.

Le groupe gestionnaire du BI doit attendre le numéro suivant pour donner sa position, au même titre que les autres groupes.

Les abonnements au BI

Lorsque le groupe gestionnaire du BI reçoit une demande d'abonnement au BI, il demandera la conformité de l'appartenance à l'organisation du demandeur à la trésorerie. Les mêmes contrôles s'effectueront pour les adhésions au travers du groupe, afin que les groupes ne reçoivent pas un nombre supérieur de BI au nombre adhérents, plus un pour les archives. En cas de démissions, la trésorerie informe les gestionnaires des démissions d'individuels ou de groupes. Les secrétaires de groupes signaleront directement les démissions dans leurs groupes pour rectifier le nombre de BI à recevoir.

La parution du BI sera mensuelle (sauf s'il n'y a pas d'articles).

Sauf impossibilité, son siège est fixé en province, tant pour décongestionner la capitale que pour permettre à cet organe une parfaite autonomie.

En cas de défaillance du groupe responsable, le Secrétaire général peut en confier provisoirement la tâche à un autre groupe.

Le congrès

Le congrès, ouvert aux seuls membres de la Fédération anarchiste (sauf invitation du Comité de relations), organisé par le groupe proposé et désigné par le précédent congrès, en liaison avec le Secrétaire général, a pour objet :

De faire le point de la situation morale et financière de la Fédération anarchiste et de ses œuvres

De débattre des motions, propositions, études, présentées par les groupes, individuels ou organisme de la Fédération anarchiste, et d'en tirer les grandes lignes des campagnes à mener au cours de l'année, ainsi que les décisions nécessaires à la bonne marche de la Fédération.

L'adhésion

L'adhésion à la Fédération Anarchiste repose sur deux facteurs :

l'un matériel : le règlement des cotisations

l'autre moral : l'acceptation sans réserve des principes énoncés par la présente déclaration.

Il en résulte que leur remise en cause publique consiste par là même le contrat de rupture de l'auteur de cette remise en cause avec la Fédération anarchiste.

Les principes de base ne peuvent être complétés ou modifiés (après proposition de textes soumis quatre mois avant le congrès) que par l'unanimité de celui-ci, mais sans que puissent être remis en cause nos concepts indiqués dans les préambules : autonomie des groupes et pluralité des tendances.

Tout membre de la Fédération Anarchiste a le droit et non l'obligation d'adhérer à des organisations culturelles, philosophiques, syndicales, pacifistes, de loisirs de son choix, dans la mesure où ces adhésions sont compatibles avec l'anarchie.

Cependant, toute liberté est laissée sur le plan de l'organisation du groupe de mener avec ces mouvements des actions communes.

Quiconque souscrit à cette déclaration peut adhérer à la Fédération anarchiste, soit par le canal d'un groupe, soit individuellement (en raison de son éloignement de tout groupe ou simplement parce qu'il désire rester isolé).

Annexe n° 3 : L'animodération et la prise de décision au consensus (textes mis à disposition par l'association *Chiche!* sur son ancien site internet)

L'animodération

Proposition de pratiques pour un groupe.
juillet 2001.

Compilation réalisée par la Commission de Conciliation de Chiche !

INTRODUCTION

Dans le cadre de réunions ou de séminaires européens et internationaux, on se retrouve souvent à essayer de faciliter au maximum les débats, pour que tous puissent y prendre part, en passant au-dessus des barrières de la langue. C'est au cours de nos expériences ici ou ailleurs que nous avons réalisé que ces méthodes alternatives devaient bien pouvoir être utilisées par des personnes qui (croient qu'elles) parlent la même langue.

Toute une série de techniques, véritables " petits trucs ", permettent, si elles sont appliquées totalement ou partiellement, en fonction du type de réunion, du nombre de participants, de débattre dans les meilleures conditions possibles. Les meilleures conditions possibles, c'est l'équité dans les prises de parole, la compréhension par tous de l'enjeu des débats, la parité favorisée, éviter que les " grandes gueules " monopolisent la discussion. C'est la possibilité pour tous de s'exprimer, pour que la discussion soit vraiment constructive, car elle sera élaborée collectivement.

Par exemple, on utilisera des signes visuels, à la fois faciles à faire et à comprendre et sympathiques, et qui positionnent tous les participants sur un pied d'égalité. Ce sont des signes " de main " (hand signs en anglais), qui permettent à tous de s'impliquer, de façon non-intrusive, lors des interventions de chacun. Ils permettent un débat dynamique, avec des retours de la salle, en évitant les monologues qui sont toujours fatigants pour tous. Ils permettent de " sentir l'ambiance " d'une réunion. Une règle d'or : on évitera toujours les attaques personnelles, en faisant la part entre ce que les gens disent et eux-mêmes.

a) " Je suis d'accord avec ce que tu dis " Les deux mains en l'air, je les agite comme des marionnettes. C'est un retour encourageant pour la personne qui parle, et permet de voir si une proposition est majoritairement acceptée (il y a moins de rupture dans la discussion que si l'on doit organiser un vote indicatif). Plus bruyant, mais avec le même effet, on peut claquer des doigts pour signifier son accord avec ce qui est dit. Ces signes évitent d'avoir à prendre la parole un grand nombre de fois par des interlocuteurs-trices différentEs pour dire la même chose. D'une certaine manière, ça évite de perdre du temps, et surtout de se répéter.

b) " Je ne suis pas d'accord avec ce que tu dis " Pas de signe spécifique avec un sens, sauf lever la main pour demander la parole. On attendra alors son tour pour exprimer son désaccord.

c) " Je suis perdu, je ne comprends plus " J'agite énergiquement la main devant mes yeux, pour illustrer le brouillard que je ressens. Ce signe évite les interventions intempestives. Si l'orateur-trice le souhaite, il-elle peut demander ce qui n'est pas clair dans son intervention, mais en aucun cas un débat ne doit s'instaurer seulement entre l'orateur-trice et celui ou celle qui ne comprends pas.

d) " Parle moins vite, parle moins fort, ne deviens pas agressif " Les paumes tournées vers le bas, on effectuera un mouvement descendant. L'énervement et l'agressivité sont des sentiments qui sont souvent ressenties par les participants d'une réunion un peu tendue. Avec ce signe, tout le monde peut exprimer son mécontentement face à la tournure que prend le débat. Chacun devra en tenir compte, quitte à s'arrêter un peu pour se calmer et reprendre la parole plus tard.

e) " Parle plus fort, on n'entend rien ici " Les paumes tournées vers le haut, on effectuera un mouvement ascendant. On n'ose pas toujours dire que l'on entend pas, ou mal, car on sait que, d'une certaine façon, il va falloir interrompre l'orateur-trice. Avec ce signe, tout le monde peut s'exprimer, en s'interdisant d'utiliser l'ancienne méthode (crier du fond de la salle). Chacun devra en tenir compte.

f) " Où veux-tu en venir ? " Avec les deux mains, je mime un moulinet. " T'as déjà dit ça ", " C'est bon, on a compris, tu te répètes ", "T'aurais pas envie de conclure ? ". Le mieux est d'accompagner ce signe

d'un grand sourire, car il peut être mal pris, mais souvent il est quand même bien compris par l'orateur-trice qui ressasse un argument car il ou elle veut prouver qu'il ou elle a raison.

g) Point d'ordre Je forme un angle droit au dessus de ma tête avec les mains tendues. Ce signe permet d'intervenir à tout moment dans le débat, sans avoir demandé auparavant son tour de parole. L'intervention aura lieu après celle de celui ou celle qui est en train de parler, mais elle n'aura pas de rapport avec le débat à proprement parler. Ce n'est pas un moyen pour placer ses arguments, mais de proposer une réflexion ou des conseils sur le processus et l'organisation du débat lui-même, son déroulement. Ce signe permet aussi d'intervenir pour dire des trucs du genre " Y'a le feu ! ! ! ! ", ou moins grave, de demander de l'aide pour éplucher des légumes ou porter une table, par exemple. On peut aussi s'en servir pour rappeler régulièrement l'heure qu'il est, et donc le temps qu'il reste avant de conclure.

h) " Je connais la réponse à cette question précise " Je lève mes deux index. Ce signe sert à indiquer qu'on connaît la réponse précise à une question qui est soulevée pendant une intervention. Je ne prends la parole que si l'orateur-trice me la donne. Et je me contente de répondre effectivement à la question.

i) " Je suis absolument contre " Je lève un poing. Ce signe est très fort, il ne doit pas être utilisé à tout bout de champs. Il signifie que si une telle décision est prise, celui ou celle qui a levé le poing ne pourra rester plus longtemps dans le groupe. Si ce signe est fait, n'importe qui dans l'assemblée peut demander pourquoi. Mais souvent, simplement demander la parole permet de s'expliquer plus sereinement.

AUTRES TECHNIQUES

A- Préliminaires

a) Il existe de nombreux " jeux ", appelés energizers, ou motivateurs (on n'a pas trouvé de meilleure traduction). Ces petites activités permettent de marquer le début ou la fin d'un débat, en évacuant les mauvaises ondes et en faisant le plein de bonnes, et de renforcer la cohérence du groupe (voir exemples - Annexe 1).

b) Avant tout débat, il faut se répartir les tâches, en impliquant plusieurs personnes, et en changeant à chaque session de débat. Pour faire un bon débat, il faut : - une ou deux personnes pour prendre des notes, dans le but de faire une synthèse du débat ; - unE présidentE de séance, ou animodérateur-trice, qui distribue les tours de parole. Son autorité n'est pas remise en cause. Il ou elle s'interdit de prendre trop souvent la parole, et trop longtemps. Des petites étiquettes avec son nom (pour les trucs officiels) ou son prénom peuvent faciliter sa tâche, ça lui évitera d'avoir à demander le nom de chaque personne qui demandera la parole en levant la main ; - unE gardienNE du temps, qui veillera au respect de l'ordre du jour fixé, à proposer des pauses régulièrement, et éventuellement à indiquer, en levant un papier ou un objet, que le temps imparti à chaque intervenant arrive à sa fin. En effet, si beaucoup de personnes veulent intervenir, l'animodérateur-trice peut proposer que chaque intervenant ait 3, 4, 5 minutes pour parler, pas plus. Pour que chacun puisse s'exprimer, on s'attachera à respecter cette règle ; - unE observateur-trice des ondes, pour observer que l'ambiance ne tourne pas mal, que ce ne sont pas toujours les mêmes qui parlent, pour proposer des pauses régulièrement avec le-la gardienNE du temps, des tours de table.

c) Il existe quelques techniques simples et amusantes pour faciliter la bonne tenue du débat. Par exemple, tenir une double liste de tours de parole filles/garçons. Ça permet d'avoir un début de parité, en faisant intervenir successivement une fille et un garçon, et souvent, à la fin il n'y a plus que des garçons qui causent mais bon... On peut aussi se munir d'un bâton de parole (ou une balle), objet symbolisant la parole. Celui ou celle qui l'a peut parler, pas les autres. Ça permet d'éviter que tout le monde parle en même temps. A utiliser si les gens visent bien, parce que sinon, ça peut troubler le débat, tout le monde se dissipe car on observe plus le bâton que le silence. Et encore, on peut aussi utiliser une bobine de fil : celui ou celle qui parle reçoit la bobine quand il ou elle prend la parole, mais garde un bout de la ficelle lorsqu'il ou elle la passe. A la fin de la bobine, on peut observer qui a pris de nombreuses fois la parole, qui ne l'a pas du tout prise. Dans ce cas-là, on peut proposer que ceux qui ne se sont pas exprimé le fassent. La bobine sert de bâton de parole également.

B - Pendant

On tâchera d'aménager régulièrement des pauses, pas forcément longues mais souvent. Rappel : en Allemagne, les cours durent 45 minutes à l'école. D'après eux, l'attention échappe aux élèves après 45

min. ; quand on fait de la politique, on est habitué à rester des heures assis en réunion, mais c'est pas une raison pour en abuser... Il n'y a aucun intérêt à poursuivre une réunion où plus de la moitié des participants ont décroché. On affectionne particulièrement les tours de table, exercice qui consiste à donner la parole successivement à tout le monde.

Le bâton de parole tourne dans un sens (celui des aiguilles d'une montre, ou l'inverse), passant d'un voisin à l'autre. Il permet à tous de s'exprimer, comme un exercice imposé, ce qui peut permettre à ceux qui ne s'étaient pas exprimés de le faire. Ce peut être l'occasion de voir qu'un certain nombre de personnes n'a rien compris au débat. Mais surtout, ce peut être l'occasion d'entendre des idées modestes et géniales, que la nouvelle ou le nouveau n'avait pas dites, parce que bon, " je sais pas parler en public, moi... ". Le travail en petits groupes est à la fois plus convivial et plus efficace. Mais il faut de l'autodiscipline. L'intérêt, c'est que dans un groupe de 5 à 10, on parle plus facilement que dans un groupe de 20 à 100. Tout le monde est sollicité, le débat est plus " à bâton rompu ", on déballe le sujet, en créant les conditions du débat. A la fin, on a quelques propositions à soumettre au reste de l'assemblée, en général les propositions sur lesquelles on n'a pas réussi à se mettre d'accord, même au sein du petit groupe. Chacun se sera approprié les arguments des uns et des autres, et seront présentés, de retour en réunion plénière, les arguments pour et contre de chaque proposition. Encore une fois, les grandes gueules ne sont pas favorisées par ce système, mais les timides oui.

Dans tous les cas, lors d'une réunion, d'un débat, d'une discussion, on utilisera beaucoup l'écrit. En effet, régulièrement, on notera les idées-forces du débat sur des grandes feuilles de papier fixées au mur. On s'équipera de rouleaux de papier (kraft, nappe), ou d'affiches obsolètes dont on utilisera le verso, ainsi que de marqueurs de différentes couleurs. Ecrire régulièrement de sortes de " synthèse en cours " permettent de clarifier pour tous les enjeux du débat, et le point où on en est dans la discussion.

Les brainstorming : on prend beaucoup de papier, plein de stylos, et on note toutes les idées qui nous passent par la tête, en fonction d'un thème défini. Association d'idées, suite logique, idées folles...à la fin, sous nos yeux ébahis apparaissent des idées formidables que seule l'émulation collective pouvait faire naître. Pour faire d'une " tempête de cerveau " une réussite, on s'écouterà tous parler, quitte à hausser un peu la voix si vraiment l'excitation monte, mais en respectant toutes les idées dites, parce qu'elles peuvent faire rebondir les autres participants... On s'abstiendra de juger, parce que ça bousille l'ambiance.

C - Après

Si on affectionne les tours de table, exercice qui consiste à donner la parole successivement à tout le monde, on commence à faire de plus en plus souvent des tours de table de conclusion. Après plusieurs heures ou plusieurs jours de débats, pendant lesquels des conflits seront peut-être advenus, ou des frustrations et des insatisfactions se seront peut-être accumulés, il est important de faire un bilan. On se donnera collectivement la chance de parler publiquement une dernière fois. On s'arrange pour que personne ne soit à une position excentrée par rapport au reste du groupe, et on minimise les distractions extérieures.

A ce moment-là, on peut arrêter les prises de notes, car il s'agit plus de sentiments. Ce sera là l'occasion non pas de poursuivre les interventions politiques, mais plutôt d'essayer de faire le bilan de ce qu'on a vécu. On peut parler de ce qui était formidable et ce qui ne l'était pas, des idées pour les prochains débats, un peu plus de soi et un peu moins de politique. Ce tour de table final, bien que pas évident à mettre en place, à l'énorme avantage d'éviter entre autres que l'on se retrouve frustréE par telle idée extraordinaire dont on a oublié de parler, ou par l'envie de dire à tous les autres qu'on aime beaucoup ce qu'on fait ensemble, ou qu'on ne se sent pas satisfaitE par la direction prise par le groupe.

La prise de décision par Consensus

juillet 2001.

A) Introduction

Il y a de nombreuses façons, pour un groupe, de prendre des décisions, et aucune d'elles n'est parfaite. La plupart d'entre nous ont été élevés dans une culture qui considère que la démocratie occidentale est la meilleure, et que le vote est le seul pouvoir qui peut servir aux gens. Il apparaît pourtant une grande désillusion quant aux potentiels de ce système pour une collégialité dans la prise de décision, et encore plus, à une plus grande échelle, pour changer quoi que ce soit dans le système. La démocratie devient le système qui permet soit d'élire un gouvernement, soit un exécutif ou comité de pilotage, qui prend toutes les décisions, et déçoit trop souvent.

Habituellement, lors d'un vote démocratique, à n'importe quelle échelle, une minorité importante est mécontente du résultat. Et même si cette minorité accepte la décision prise, parce qu'elle accepte la "règle du jeu", elle résistera activement ou essaiera d'atténuer les conséquences de cette décision jusqu'à la prochaine opportunité de vote.

Le compromis est une autre méthode pour prendre une décision, habituellement par la négociation. Deux parties, ou plus, annoncent leur position respective et la changent petit à petit, par des concessions mesurées. La négociation peut conduire à une insatisfaction des deux parties, car personne n'est totalement satisfait.

A côté de ça, le consensus est un moyen de prendre une décision bien plus alternatif, et qui fait appel à la créativité de chacun. C'est un processus dans lequel aucune décision ne peut être prise tant que tous les participants ne l'acceptent pas. Ca peut être long à mettre en place, car le consensus est le produit patient de toutes les meilleures idées et volontés dans un groupe, dans un esprit de cohésion et d'équilibre. Les minorités sont entendues au cours du processus, et pas seulement à la fin : la décision est élaborée collectivement.

B) Mise en place du processus

Il y a de nombreuses façons pour trouver un consensus, mais nous vous proposons cette procédure simplifiée, pour comprendre les mécanismes.

1. Le problème, ou la décision à prendre, est défini et nommé. Cette étape préliminaire aide à séparer la problématique à traiter des enjeux personnels.
2. Faire fuser toutes les solutions possibles (brainstorming) pour résoudre le problème ou répondre à la question. Les écrire toutes, même les plus folles.
3. Se réserver un moment dans le processus pour les questions diverses et la clarification de la situation.
4. Discuter et débattre des propositions écrites, les modifier, les regrouper, et en faire une liste, la plus courte possible. Lesquelles sont les préférées du groupe ?
5. Bien expliquer toutes les propositions, et leurs différences pour que tout le monde comprenne bien (on peut utiliser là l'ancienne méthode qui consiste à donner un temps égal à quelqu'un qui est pour et quelqu'un qui est contre la proposition pour s'exprimer).
6. Discuter les " pour " et les " contres " de chaque proposition. Faire en sorte que chacun puisse s'exprimer (tour de table, petits groupes,...).
7. S'il y a une opposition majeure, recommencer au point 6. Des fois, il faut recommencer au point 4.
8. S'il n'y a pas d'opposition majeure, faire état de la décision et voir s'il peut y avoir un accord.
9. Reconnaître les objections mineures et incorporer des petits amendements.
10. Discuter de la proposition, et vérifier le consensus.

C) Le droit de veto

Le droit de veto, détenu par chacun sur une proposition du reste du groupe, est la pierre angulaire de la méthode du consensus. La " permission " de chaque membre du groupe est indispensable pour prendre une décision, c'est pourquoi écouter et répondre à tous les participants et prendre en compte tous les avis devient la préoccupation du groupe dans son ensemble.

Ce qui fait que le résultat n'est pas seulement un groupe plus égalitaire, mais aussi un groupe plus " satisfait ", dans lequel chaque membre a une chance de se sentir important au sein du groupe. Les responsabilités sont mieux partagées, les membres sont plus réceptifs aux autres, et l'envie de faire des choses ensemble est partagée. Le veto sur une proposition qui a demandé de longues discussions et une

synthèse ardue est un acte sérieux. Il peut être fait en ayant bien pesé le pour et le contre, comme un ultime recours, sur des bases éthiques, ou à cause des conséquences qu'une décision peut avoir. Il peut aussi être fait à cause d'une émotion forte (peur, dégoût), mais en aucun cas à cause de préférences personnelles ou d'impulsions égocentriques.

Quand la prise de décision a fait son chemin, prenant en compte des opinions diverses, se modifiant, et que quelqu'un est toujours en désaccord avec la solution trouvée, il y a d'autres formes que le veto à envisager, qui ne contrent pas le processus. Par exemple, ne pas soutenir une décision : " Je ne ressens pas le besoin de ça, mais je peux quand même participer ". Ou encore rester réservé : " Je pense que ça peut être une erreur, mais je peux l'assumer ". Ou ne pas s'impliquer : " Je ne participerai pas, mais je n'empêcherai pas les autres de le faire ". Et pour finir, se retirer du groupe, au moins pour un temps.

* * * * * ANNEXE 1 - ENERGIZERS

► Jeux de présentation -----

>Le tour de présentation Tout le monde est assis, en rond, prêt à commencer la réunion. Chacun à son tour va dire son nom, et un adjectif qui le/la qualifierait qui commence par la même lettre que son nom. On peut aussi dire son dessert préféré, ou son âge, ou pourquoi on est venu. C'est un exercice très rapide.

>Balade de présentation Même si tout le monde se connaît, on se lève, et on marche dans un périmètre donné (exigu) en se présentant à tous ceux et celles que l'on croise, en se faisant la bise ou se serrant la main : " Bonjour. Enchantée, moi c'est Alice. Et toi ? ". On essaye de croiser tout le monde.

>Balle au bond Tout le monde en cercle, une personne au milieu, avec une balle. Chacun à son tour se retrouvera au milieu, et dira le nom de quelqu'un d'autre en envoyant la balle le plus haut possible. La personne appelée devra rattraper la balle et ainsi de suite.

► Motivateurs (" ENERGIZERS ") -----

>La salade de fruits : Une personne au milieu, tout le monde assis sur des chaises en cercle autour, une chaise de moins que le nombre de participants. La personne au milieu va donner une indication qui la concernera elle, et ceux qui sont concernés aussi dans le cercle doivent se lever et changer de place. Exemples d'indication : ceux qui ont des plantes dans leur appartement, ceux qui aiment le chocolat, ceux qui portent des chaussettes, ceux qui ont les cheveux colorés... La place juste à côté, à gauche ou à droite, n'est pas considérée comme une place valable. La dernière personne debout, qui n'a pas été assez rapide pour trouver une place libre, se retrouve au milieu, et ainsi de suite. Au signal de " salade de fruit ", tout le monde doit changer de place. L'animodérateur-trice, quand il-elle estimera qu'il faut arrêter, s'arrange pour perdre et se retrouver debout au milieu du cercle. Il ou elle dit " salade de fruit ", et sort du cercle. Il n'y a alors plus personne au milieu du cercle, le jeu est fini et la réunion peut commencer.

>Le massage : Tout le monde est assis, en rond, prêt à commencer la réunion. L'animodérateur-trice leur demande de se lever, de se tourner et de mettre leurs deux mains sur les épaules de leur voisin de gauche (ou de droite). On laisse un peu planer le doute sur la suite. Puis on demande à tout le monde de faire un massage. Effet de surprise (et de relaxation) garanti !

>Le jeu de mains : A utiliser en guise de pause. Tout le monde reste assis, on met ses mains sur la table. Chacun doit avoir son bras droit au-dessus du bras gauche de son/sa voisinE, et ainsi les mains s'intercalent. Quelqu'un commence et frappe la table, son/sa voisinE de gauche tape la table, et chaque main ainsi à son tour. Un double coup frappé fait changer le sens. Le/la premierE qui se trompe enlève sa main et ainsi de suite.

>Le grille-pain et l'éléphant : Il faut un peu de place. Une personne au milieu, les autres debout en cercle autour. Il existe un certain nombre de figures (composées obligatoirement de trois personnes) qu'il faudra réaliser le plus vite possible sans se tromper, sinon celui ou celle qui se sera trompé-e ou qui aura réfléchi trop longtemps se retrouvera au milieu. C'est la personne du milieu qui désigne une personne du cercle en nommant une figure (qui concernera cette personne et ses voisins directs de gauche et de droite). Il faut aller vite. On peut renforcer le jeu en mettant deux personnes au milieu. Exemples de figures : le MIXEUR (la personne du milieu lève ses deux bras en faisant un bruit de moteur et ses deux voisins tournent sur eux-mêmes comme s'ils étaient activés par la main qu'ils ont au-dessus de la tête), l'ELEPHANT (la personne du milieu mime la trompe avec son bras et ses deux voisins figurent les oreilles avec leurs bras), le GRILLE-PAIN (la personne du milieu saute en l'air

pendant que deux voisins se tiennent les mains en entourant " la tartine "), la DOUCHE (la personne du milieu mime qu'elle se douche en chantonnant, et ses deux voisins miment, en levant les bras au dessus de sa tête, l'eau qui coule), le KANGOUROU (la personne du milieu joint ses deux mains devant elle, et ses voisins font mine de vomir dans la poche de kangourou mimée). On peut en inventer beaucoup d'autres...

>Le double tour : Tout le monde debout, en cercle. Le nombre de participants doit être pair. Deux balles passent entre les " pairs " et les " impairs ", dans le même sens, l'une devant dépasser l'autre. Pour commencer, on peut commencer à faire un tour " pour rien ", ou chacun, successivement, se dira " pair " ou " impair ".

>Le nœud : Tout le monde debout en cercle, les yeux fermés. Chacun lève les mains, dont l'une sera poing fermé. Le but du jeu est d'attraper un poing avec sa main libre et de se faire attraper le poing. Ensuite, on ouvre les yeux, et on essaye de revenir en cercle, en défaisant le " noeud ".

► Jeux coopératifs -----

>La banque fond ! : Il faut unE animateur-trice. On imagine qu'on est tous des pingouins en danger car la banque fond et s'amenuise. On peut figurer la banque par des feuilles de papier journal entre lesquelles on peut circuler : autour de chaque feuille, il y a la mer. Au début, il y a environ une feuille de journal par personne. Au fur et à mesure, on ôte des feuilles, pour n'en laisser plus qu'une. Personne ne doit tomber à l'eau.

>La bouteille à la mer : Au moins 8 participantEs, debout en cercle, dont unE au milieu du cercle. Les gens qui forment le cercle doivent être très serrés, car ils doivent rattraper et repousser délicatement avec les mains la personne du milieu qui se laissera tomber en gardant les pieds joints au milieu du cercle (yeux ouverts ou fermés). Ce jeu renforce la confiance dans un groupe.

Fédération anarchiste

**145, rue Amelot, 75011 Paris
www.federation-anarchiste.org**

Grève générale!

DEPUIS MAINTENANT PLUSIEURS SEMAINES, LES ÉTUDIANTS LUTTENT DANS LA RUE ET DANS LEURS UNIVERSITÉS CONTRE LA PRÉCARITÉ ET LA MISÈRE QUE VEUT LEUR IMPOSER LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT. LE MOUVEMENT S'AMPLIFIE DE JOUR EN JOUR DANS LES FACS, ET MAINTENANT DANS LES LYCÉES ET CE, MALGRÉ LA RÉPRESSION QUI S'ABAT SUR EUX. POURTANT, NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS, LA LUTTE ISOLÉE DES ÉTUDIANTS NE POURRA SUFFIRE À L'EMPORTER. CE N'EST QUE TOUS ENSEMBLE, JEUNES, CHÔMEURS, PRÉCAIRES ET TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ QUE NOUS POURRONS GAGNER, ET POUR CELA IL EST IMPÉRATIF DE S'UNIR AU PLUS VITE.

NOUS N'AVONS RIEN À ATTENDRE DES PARTIS POLITIQUES OBNIBILÉS PAR LES PROCHAINES ÉLECTIONS. DEPUIS 30 ANS, LA DROITE COMME LA GAUCHE (MÊME PLURIELLE) NOUS PRÉCARISENT À TOUT VA (CIP DE BALLADUR, EMPLOI JEUNES DE JOSPIN...) ET DÉTRUISENT NOS SERVICES PUBLICS, NOTRE SYSTÈME DE RETRAITE ET DE SÉCURITÉ SOCIALE...

POURTANT IL EST POSSIBLE D'AGIR DIRECTEMENT DEVANT LE MÉPRIS OBSTINÉ DU GOUVERNEMENT AU SERVICE DES PATRONS. LA GRÈVE GÉNÉRALE RESTE LE MEILLEUR MOYEN DE DÉFENDRE NOS ACQUIS ET D'OBTENIR CE QUE NOUS DÉSIRONS. L'HISTOIRE NOUS L'A MONTRÉ COMME EN 1936, EN MAI 68, VOIR MÊME EN DÉCEMBRE 1995.

NOUS DEVONS À TOUT PRIX ÉVITER DE REPRODUIRE L'ÉCHEC DU MOUVEMENT DES RETRAITES DE MAI-JUIN 2003 OÙ NOUS AVONS ATTENDU VAINEMENT L'APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE. LES GRANDES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LEURS BUREAUCRATIES, ENGLUÉES DANS LA COGESTION ET FINANCÉES PAR L'ÉTAT ET LES ENTREPRISES, SONT INCAPABLES DE S'OPPOSER EFFICACEMENT AUX ATTAQUES RÉPÉTÉES QUE NOUS SUBISSONS. ALORS QUE LA JEUNESSE SE BAT SEULE, DEPUIS PLUS D'UN MOIS, LES SYNDICATS N'ONT APPELÉ QU'À UNE SEULE JOURNÉE DE GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE LE 7 MARS, ET À 3 JOURNÉES D'ACTION NATIONALE... QU'ATTENDENT-ELLES, SINON LE POURRISSÉMENT DU CONFLIT? POURRA T-



ON FAIRE RECULER LE PATRONAT ET L'ÉTAT SANS LES FRAPPER LÀ OÙ CELA LEUR FAIT LE PLUS MAL, AU PORTEFEUILLE, AUX PROFITS?

SI FAIRE GRÈVE EST TOUJOURS UN CHOIX DIFFICILE, CELA RESTE LE SEUL MOYEN DE RENV-

SER LE RAPPORT DE FORCE EN NOTRE FAVEUR. LA GRÈVE GÉNÉRALE, SI ELLE NE SE DÉCRÈTE PAS, ELLE SE PRÉPARE ET S'ORGANISE, PAR NOUS MÊMES, DANS NOS LYCÉES, NOS UNIVERSITÉS, NOS QUARTIERS ET SUR NOS LIEUX DE TRAVAIL, EN CRÉANT DES RÉSEAUX DE LUTTES ET D'ENTRAIDES AUTONOMES, FÉDÉRÉS ENTRE EUX, SANS LEADER, ORGANISÉS DÈS LA BASE, ET EN DÉMOCRATIE DIRECTE.

NOUS NE POURRONS SUPPRIMER LA MISÈRE ET LA PRÉCARITÉ SANS REMETTRE EN CAUSE LE SALARIAT, QUI N'EST RIEN D'AUTRE QUE LE VOL ORGANISÉ, ET LÉGALISÉ, DU FRUIT DE NOTRE TRAVAIL, SANS EXPROPRIER LE PATRONAT. NOUS NE POURRONS CONQUÉRIR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE SANS SUPPRIMER L'ÉTAT, VÉRITABLE CHIEN DE GARDE DES RICHES ET DES PUISSANTS ET GARANT DES PRIVILÈGES ET DE L'INJUSTICE, SANS AUTOGÉRER LA SOCIÉTÉ.

LE GOUVERNEMENT NE MANQUERA PAS DE CRIMINALISER ET DE RÉPRIMER LES JUSTES REVENDICATIONS DE LA JEUNESSE. NOUS DEVONS IMPÉRATIVEMENT FAIRE PREUVE DE SOLIDARITÉ DANS TOUTES NOS ACTIONS, DANS TOUTES NOS DÉCISIONS. IL EST PRIMORDIAL DE PRÉSERVER L'AUTONOMIE DES LUTTES CONTRE TOUTES LES RÉCUPÉRATIONS POLITIENNES. POUR CELA, NOUS DEVONS DÉVELOPPER DES PRATIQUES ANTIAUTORITAIRES D'ACTION, DE GESTION ET DE DÉMOCRATIE DIRECTE.

BATTONS NOUS JUSQU'AU BOUT ET CONSTRUISONS LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE!

NI CPE, NI CDI: ABOLITION DU SALARIAT!

**EXPROPRIATION!
Autogestion!**

(Verso)

Qui sommes nous ?

Les anarchistes luttent pour une société libre, sans classe ni État, ayant comme buts premiers :

- l'égalité sociale, économique de tous les individus.

- la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution, excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres.

- l'égalité dès la naissance des moyens de développement, c'est-à-dire d'éducation et d'instruction dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts.

- l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs, faite et

modifiable selon la volonté de leurs composants.

- l'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques et formes d'oppression qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui implique la lutte contre les religions et les mysticismes, même s'ils se cachent sous le manteau de la science, contre le patriotisme et pour la fraternisation de tous les groupes humains, et l'abolition des frontières.

- C'est la société entière que nous voulons reconstruire sur une base de respect et d'entraide, non pour un individu, une classe ou un parti, mais pour tous les individus; la question sociale ne pouvant être résolue définitivement et réellement qu'à l'échelle mondiale.

Lisez

le monde
libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
Chaque jeudi, 2€ en kiosque ou par abonnement

Je souhaite

- Rencontrer des militants de la Fédération anarchiste
- Recevoir trois numéros du *Monde libertaire* gratuitement

Nom et prénom

Adresse

Merci de retourner ce bon à : FA, 145, rue Améot, 75011 Paris.

Fédération anarchiste

**CELUI QUI SE BAT PEUT GAGNER,
CELUI QUI NE SE BAT PAS A DÉJÀ PERDU !**

La commune libertaire



La feuille d'information du groupe libertaire Louise-Michel

Ils ont bon dos les sans-papiers !

Dans sa pitoyable chasse aux sans-papiers, le gouvernement de Sarkozy reprend les thèses de l'extrême droite et les méthodes de Vichy : contrôle au faciès, arrestation dans les écoles, à la sortie des soupes populaires, rendez-vous pièges en préfecture...

En France, prétendument "terre d'asile", "pays des droits de l'homme" et à Paris, ville cosmopolite et multiculturelle, la situation des personnes immigrées pauvres ne cesse de s'aggraver. Problèmes administratifs, rafles et traques se sont multipliés ces dernières années. En matière d'expulsions, le nouveau gouvernement affiche ainsi sa volonté de "faire du chiffre" (25 000 expulsions annoncées pour 2007 soit une hausse notable par rapport aux années précédentes). Mais derrière les chiffres, ce sont des vies humaines, dont les gouvernements des pays riches en général — et le gouvernement français en particulier — font abstraction. Les personnes qui ne possèdent pas la nationalité française se trouvent ainsi en butte à une situation kafkaïenne où l'Etat crée les conditions du délit qu'il punit.

Ainsi, dans un premier temps, l'administration française ou le consulat du pays d'origine rejette une demande d'asile, refuse de délivrer ou de renouveler le titre de séjour, le visa, les papiers d'identité. Les justifications données sont obscures et relèvent de l'arbitraire le plus total : on constate partout un durcissement des conditions d'obtention. Dans un deuxième temps, la police procède à des arrestations dans les quartiers populaires (gares, stations de métro, lieux de passage...) sur la base de contrôle au faciès. Confrontée à une résistance collective spontanée et efficace, les flics ont cependant dû revoir leurs méthodes. Les arrestations massives fixes tendent ainsi à être remplacées par des opérations plus discrètes (petits groupes mobiles rabattant les personnes qui n'ont pas leurs papiers d'identité vers une rue discrète où stationnent des cars vides ; arrestation au domicile ou sur le lieu de travail ; pressions pour que collaborent les inspecteurs du travail, les éducateurs, les assistantes sociales...) A partir de là, les personnes que l'administration avait déboutées sont en proie à la violence policière, traitées comme des criminels : mesures d'emprisonnement (en centres de rétention) et d'éloignement. >>>>

Le rugby, un nouveau terrain pour la chasse aux pauvres

Dès fin août, à Paris, la plupart des tentes et campements de SDF avaient disparus : victimes d'un véritable harcèlement de la part des forces de l'ordre, chargés de nettoyer la ville avant le début de la coupe du monde, la plupart des sans domicile ont préféré plier bagage d'eux-mêmes. Ceux qui hésitaient se sont vu infliger des amendes de 135 euros, ce qui fut dissuasif.

Les sans-logis provisoirement hébergés à l'hôtel ont été eux priés de se trouver une chambre ailleurs, en grande banlieue de préférence, de manière à faire de la place pour la vague des supporters étrangers attendus. Seront-ils accueillis de nouveau dans la capitale une fois la coupe du monde achevée ? Qu'on nous permette d'en douter. Mais le grand nettoyage ne concerne pas seulement Paris. En Seine-Saint-Denis, dans le Val d'Oise, dans le département du Rhône, des campements de Roms ont également fait l'objet de visites répétées des forces de l'ordre, avec menaces réitérées d'expulsions et de destruction de biens. De sorte qu'ils préférèrent évacuer d'eux-mêmes les camps, dans les jours précédant l'intervention de la police. A Vénissieux, le 29 août, 80 personnes furent ainsi contraintes de quitter leur campement, et de partir en quête d'un nouveau terrain. La veille, à Saint-Denis, c'est plus de 400 Roms qui s'étaient retrouvés dans la même situation. Il va sans dire que ces déplacements réduisent à néant le travail d'associations qui, souvent depuis des années, travaillaient sur ces lieux. Aujourd'hui des enfants ont quitté leur école, contraints, sous le prétexte que quelques matchs de rugby se déroulent dans les environs.

Il est révoltant de voir que ce pays cache la misère pour ne pas "gâcher" le spectacle médiatique du sport business. Il est plus facile d'éloigner les pauvres du regard que d'éradiquer la pauvreté une bonne fois pour toute — ce dont on peut douter qu'aucun élu ait jamais voulu le faire. Gageons que tant que les richesses seront entre les mains de quelques patrons et les logements en possession de quelques propriétaires on reverra se développer partout ces bidonvilles qu'on expulse à la moindre occasion. Il est temps d'agir.

(Verso)

>>>>

L'Etat justifie cette politique par la nécessité d'être ferme face à ces hordes de clandestins qui seraient en train de nous envahir et menaceraient l'identité nationale. Le but serait, à en croire nos élites, de décourager les futurs immigrants pauvres. Car bien évidemment, « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ».

Si on gratte un peu, la réalité est toute autre. Les responsables patronaux ne se privent pas de dire qu'il faut avoir recours à l'immigration pour faire les travaux qu'ils prétendent que les Européens ne veulent pas faire. Juppé lui-même disait il y a quelques temps publiquement que l'Europe avait besoin de 30 millions d'immigrés. Mais c'est inverser la cause et l'effet. Ce ne sont pas les Européens qui ne voudraient pas faire certains travaux. Ce sont les entreprises qui construisent leur profits sur des emplois difficiles (tout le BTP notamment) ou dangereux (travaux agricoles avec les pesticides, désamiantage, etc.), voire des métiers que le respect de ce qui reste des règles du code du travail interdirait purement et simplement. C'est une logique : en organisant des emplois aux conditions "illégales", on a besoin d'"illégaux" pour les tenir. Et puis des tâcherons taillables et corvéables à merci, qu'on peut virer d'un claquement de doigts, payer au lance-pierre, et qui en redemandent (car c'est plusieurs personnes au pays qui dépendent du travailleur clandestin), c'est le vieux rêve de beaucoup de patrons : abolir toute protection sociale. Sans parler du plaisir d'avoir une personne humaine à sa merci...

Poudre aux yeux que cette chasse aux immigrés: il s'agit de satisfaire un électorat dont Sarkozy a largement réveillé les sentiments racistes et xénophobes. Ne vous y trompez pas : au delà des enjeux électoraux, un effet bien réel de cette politique est de nous habituer au contrôle, au flicage, à la surveillance généralisée, qui constituent les bases d'une société totalitaire.

Pendant qu'au Sud on crève de faim, les pays du Nord ferment leurs frontières et expulsent à tout va. Le comble est que notre bien-être repose en partie sur l'exploitation des richesses des pays que finissent par fuir ceux qu'on stigmatisera ici comme "clandestins". Face à cette situation révoltante, il est nécessaire et urgent de combattre le capitalisme ici et partout et de laisser et les travailleurs et les peuples en général gérer eux-mêmes leurs affaires.

Qui sème la misère récolte la colère. *Révolution sociale et libertaire!*

<p>Retrouvez le groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste sur Radio Libertaire (89.4 MHz en FM à Paris) dans l'émission « Pas de quartier », un mardi sur deux, de 18h à 19h30.</p>	<p>Lisez Le Monde Libertaire Tous les jeudis en kiosque Et le dimanche au marché de la rue du Poteau Vous le trouverez également à la Librairie du monde Libertaire, 145 rue Amelot Paris 11^{ème}.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

LA RUE

C'est dans la rue que l'on peut changer le monde, mais c'est aussi dans les livres que l'on trouve de quoi se changer soi-même... Le passé (tant par ses expériences réussies que par ses révolutions vaincues ou trahies) éclaire notre compréhension du présent, la lecture des écrivains d'hier et d'aujourd'hui nous aide à construire notre argumentation, les livres nous donnent autant de raisons que d'idées pour démonter tous les systèmes qui nous oppriment et tous les pouvoirs en place.

La bibliothèque anarchiste La Rue a pour ambition de proposer une contre-culture, qui échappe à l'idéologie dominante. On y trouve des livres, des revues, des brochures... sur les anarchistes (leur pensée, leur mouvement, leur vie), l'histoire des luttes sociales et des révolutions, le féminisme, l'écologie... La bibliothèque est aussi un lieu de rencontre, de discussion, de débat: la culture est vivante ou elle ne l'est pas !

La bibliothèque La Rue vous attend : le samedi de 15h30 à 18h et le jeudi de 18h à 19h30 – 10 rue Robert Planquette – 75018 Paris (Métro Blanche ou Abbesses)

Sources et bibliographie

I. Sources

Entretiens

- 02/12/2003 : Thierry, 27 ans, *Aarrg! Paris*, dans un bar.
- 09/12/2003 : Martin, 29 ans, *Aarrg! Paris*, à mon domicile.
- 21/01/2004 : Hugo, 25 ans, *Aarrg! Paris*, dans un bar.
- 23/01/2004 : Béatrice, 30 ans, *Aarrg! Paris*, à son domicile.
- 02/02/2004 : Thibault, 30 ans, *Aarrg! Paris*, à son domicile.
- 11/02/2004 : Luc, 29 ans, *Aarrg! Paris*, dans un bar.
- 16/02/2004 : Amandine, 27 ans, *Aarrg! Paris*, sur son lieu de travail.
- 02/03/2004 : Benoît, 27 ans, *Aarrg! Paris*, à son domicile.
- 15/03/2004 : Alain, 29 ans, *Aarrg! Paris*, sur son lieu de travail.
- 17/03/2004 : Renaud, 27 ans, *Aarrg! Paris*, à son domicile.
- 26/03/2004 : Damien, 263 ans, *Aarrg! Paris*, à son domicile.
- 29/04/2004 : Christine, 29 ans, *Aarrg! Paris*, dans un bar.
- 11/05/2004 : Bérangère, 26 ans, *Aarrg! Toulouse*, dans un bar.
- 14/05/2004 : Michel, 30 ans, *Aarrg! Paris*, dans un bar.
- 20/05/2004 : Jérôme, 23 ans, *Aarrg! Toulouse*, à mon domicile.
- 23/06/2004 : Flora, 31 ans, *Aarrg! Paris*, dans un bar.
- 02/03/2005 : Sylvain, 23 ans, *groupe de Strasbourg* de la FA, à son domicile.
- 09/03/2005 : Nathalie, 23 ans, *groupe de Strasbourg* de la FA, dans un bar.
- 06/04/2005 : Pascal, 40 ans, *Action Logement*, à son domicile.
- 29/04/2005 : Edith, 28 ans, *groupe de Strasbourg* de la FA, à son domicile.
- 16/05/2005 : Rémy, 32 ans, *Action Logement*, à son domicile.
- 02/06/2005 : Ferdinand, 39 ans, *Crep*, à son domicile.
- 20/06/2005 : Gaël, 22 ans, *groupe de Strasbourg* de la FA, à son domicile.
- 04/07/2005 : David, 28 ans, *groupe de Strasbourg* de la FA, à son domicile.
- 05/07/2005 : Xavier, 28 ans, *Crep*, dans un bar.
- 18/07/2005 : Olivier, 27 ans, *Crep*, dans un bar.
- 20/07/2005 : Elisabeth, 53 ans, *Action Logement*, dans un bar.
- 28/07/2005 : Christian, 30 ans, *Action Logement*, dans un bar.
- 23/08/2005 : Charles, 30 ans, *Crep*, dans un bar.
- 01/12/2005 : Thérèse, 55 ans, *groupe Louise Michel* de la FA, à son domicile.
- 11/01/2006 : Julien, 24 ans, *Vamos!*, à mon domicile.
- 02/02/2006 : Victor, 40 ans, *groupe Louise Michel*, à la librairie du Monde Libertaire.
- 11/02/2006 : Clarisse, 24 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 13/02/2006 : Sébastien, 20 ans, *groupe Idées noires* de la FA, dans un bar.
- 11/03/2006 : Clémence, 27 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 25/03/2006 : Edouard, 40 ans, *groupe Louise Michel* de la FA, à son domicile.

- 31/03/2006 : Marianne, 27 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 05/04/2006 : Alban, 27 ans, *Chiche!*, à son domicile.
- 11/04/2006 : Geoffroy, 30 ans, *Vamos!*, dans un parc.
- 13/04/2006 : Lucie, 32 ans, *groupe La Rue* de la FA, à son domicile.
- 04/05/2006 : Cécile, 25 ans, *Chiche!*, dans un local militant.
- 09/05/2006 : Antoine, 24 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 15/05/2006 : Charlotte, 27 ans, *Chiche!*, à son domicile.
- 23/05/2006 : Nicolas, 28 ans, *groupe Louise Michel* de la FA, à son domicile.
- 31/05/2006 : Ninon, 22 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 05/05/2006 : Manuel, 23 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 01/06/2006 : Grégoire, 30 ans, *Chiche!*, à son domicile.
- 21/06/2006 : Roland, 62 ans, *groupe Louise Michel* de la FA, au local du CRML.
- 29/06/2006 : Audrey, 30 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 29/06/2006 : Quentin, 20 ans, *groupe Claaaaaash* de la FA, dans un bar.
- 12/07/2006 : Claude, 50 ans, *groupe Claaaaaash* de la FA, à son domicile.
- 25/07/2006 : Didier, 35 ans, *groupe d'Ivry* de la FA, à la librairie du Monde Libertaire.
- 27/07/2006 : Patrice, 49 ans, *groupe d'Ivry* de la FA, à la librairie du Monde Libertaire.
- 31/08/2006 : Elodie, 22 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 31/08/2006 : Gilles, 38 ans, *groupe Claaaaaash* de la FA, à son domicile.
- 14/09/2006 : Brice, 26 ans, *groupe Claaaaaash* de la FA, à la librairie du Monde Libertaire.
- 17/09/2006 : Hervé, 35 ans, *groupe Idées noires* de la FA, dans un bar.
- 25/09/2006 : Jean-Luc, 51 ans, *groupe Louise Michel* de la FA, au local du CRML.
- 04/10/2006 : Marina, 34 ans, *groupe Idées noires* de la FA, au local La Rue.
- 20/10/2006 : Martial, 20 ans, *groupe Claaaaaash* de la FA, à la librairie du Monde Libertaire.
- 04/11/2006 : Geneviève, 47 ans, *liaison Albert Camus* de la FA, dans un bar.
- 08/11/2006 : Bruno, 25 ans, *groupe Idées noires* de la FA, dans un bar.
- 23/11/2006 : Georges, 45 ans, *groupe Pierre Besnard* de la FA, au local La Rue.
- 27/11/2006 : Thomas, 18 ans, *groupe de Rouen* de la FA, au local La Rue.
- 06/12/2006 : Gilbert, 56 ans, *groupe Louise Michel* de la FA, sur son lieu de travail.
- 13/12/2006 : Claire, 53 ans, *groupe Pierre Besnard* de la FA, à son domicile.
- 13/12/2006 : Marcel, 54 ans, *groupe Pierre Besnard* de la FA, à son domicile.
- 13/01/2007 : Joël, 22 ans, *individuel FA Paris*, dans un bar.
- 18/01/2007 : Alice, 58 ans, *groupe Pierre Besnard* de la FA, à son domicile.
- 29/01/2007 : Dimitri, 28 ans, *groupe Claaaaaash* de la FA, à son domicile.
- 03/02/2007 : Serge, 54 ans, *groupe Pierre Besnard* de la FA, à son domicile.
- 13/02/2007 : Alexandre, 26 ans, *Vamos!*, à son domicile.
- 05/03/2007 : André, 65 ans, *groupe de Strasbourg* de la FA, à son domicile.
- 05/03/2007 : Jacques, 41 ans, *groupe de Strasbourg* de la FA, sur son lieu de travail.
- 06/03/2007 : Juliette, 30 ans, *Crep*, à son domicile.
- 06/03/2007 : Inès, 25 ans, *Crep*, à son domicile.
- 10/04/2007 : Frank, 31 ans, *Vamos!*, dans un bar.
- 18/04/2007 : Denis, 25 ans, *Crep*, dans un bar.
- 19/04/2007 : Anne, 29 ans, *Crep*, à son domicile.
- 02/06/2007 : Agnès, 46 ans, *groupe de Rouen* de la FA, au local du groupe.
- 02/06/2007 : Paul, 34 ans, *groupe de Rouen* de la FA, au local du groupe.
- 02/06/2007 : Marie, 45 ans, *groupe de Rouen* de la FA, au local du groupe.
- 02/06/2007 : Bertrand, 52 ans, *groupe de Rouen* de la FA, au local du groupe.

Observations

NB : Sont mentionnés dans la liste suivante les principaux événements observés, qui ont fait l'objet d'une prise de notes. Les occasions de sociabilité informelle ne sont pas comprises, de même qu'un certain nombre de réunions, d'actions, de collages d'affiches et de ventes du Monde Libertaire.

- 13-14/11/2003 : Espace autogéré de Globalisation des luttes et des actions de désobéissance (GLAD), organisé par *Vamos!* et *Aarrg!* en marge du FSE.
- 29/01/2005 : Table de presse et vente du *Monde Libertaire* par le *groupe de Strasbourg* de la FA.
- 19/02/2005 : Table de presse et vente du *Monde Libertaire* par le *groupe de Strasbourg* de la FA.
- 21/02/2005 : Permanence du *groupe de Strasbourg* de la FA à la maison des associations.
- 24/02/2005 : Conférence sur la bourse du travail de Lyon organisée par le *groupe de Strasbourg* de la FA.
- 02/03/2005 : Permanence du *groupe de Strasbourg* de la FA à la maison des associations.
- 09/03/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 10/03/2005 : Réunion d'*Action Logement*, dans un bar.
- 23/03/2005 : Action *Vamos!* contre la constitution européenne, place de la Bourse à Paris.
- 30/03/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 04/04/2005 : Permanence du *groupe de Strasbourg* de la FA à la maison des associations.
- 06/04/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 09/04/2005 : Manifestation du *groupe de Strasbourg* de la FA contre le FN, puis Table de presse et vente du *Monde Libertaire*.
- 13/04/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 16-17/04/2005 : Centre de formation anarchiste (CFA) à Merlieux (02).
- 18/04/2005 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, dans un bar.
- 26/04/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 01/05/2005 : Manifestation du 1^{er} mai du *groupe de Strasbourg* de la FA, à Mulhouse avec la CNT locale.
- 02/05/2005 : Permanence du *groupe de Strasbourg* de la FA à la maison des associations.
- 07-08/05/2007 : Rencontres libertaires sur la décroissance à Nancy : week-end de débats organisés par les groupes locaux de la *Fédération anarchiste*.
- 09/05/2005 : Action *Vamos!* contre la constitution européenne, place de la Sorbonne à Paris.
- 19/05/2005 : Réunion d'*Action Logement*, dans un bar.
- 25/05/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 26/05/2005 : Réunion d'*Action Logement*, dans un bar.
- 01/06/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 02/06/2005 : Table de presse et vente du *Monde Libertaire* par le *groupe de Strasbourg* de la FA.
- 08/06/2005 : Réunion *Vamos!* à la Maison des initiatives étudiantes de Paris.
- 20/06/2005 : Permanence du *groupe de Strasbourg* de la FA à la maison des associations.
- 29/06/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 04/07/2005 : Permanence du *groupe de Strasbourg* de la FA à la maison des associations.
- 07/07/2005 : Soirée débat sur la décroissance organisée par le *Crep*.
- 21/07/2005 : Réunion *Action Logement*, dans un bar.
- 25/07/2005 : Action d'*Action Logement* contre la fermeture estivale d'un foyer d'hébergement.

- 27/07/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 16/08/2005 : Réunion *Action Logement*, chez un militant.
- 23/08/2005 : Action d'*Action Logement* sur la fermeture estivale d'un foyer d'hébergement.
- 24/08/2005 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, dans un bar.
- 05/09/2005 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 07/09/2005 : Réunion *Vamos!* à la Maison des initiatives étudiantes de Paris.
- 19/09/2005 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 22/09/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", chez un militant.
- 03/10/2005 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 03/10/2005 : Projection débat sur le thème de l'OMC organisée par *Vamos!* dans un bar.
- 10/10/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", puis assemblée générale, à la Maison des initiatives étudiantes de Paris.
- 12/10/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", à la Bourse du travail de Paris.
- 15/10/2005 : Participation de la batucada de *Vamos!* à une manifestation contre les expulsions locatives et pour le droit au logement.
- 17/10/2005 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 31/10/2005 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 03/11/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", chez un militant.
- 06/11/2005 : Tournage du film de promotion de l'action *Vamos!* "Zombies contre l'OMC".
- 07/11/2005 : Projection débat sur le thème de la désobéissance et de la répression organisée par *Vamos!* dans un bar.
- 09/11/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", dans un squat de Belleville.
- 14/11/2005 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 16/11/2005 : Participation de *Vamos!* à une manifestation contre l'état d'urgence, à Saint-Denis.
- 19/11/2005 : Participation de la batucada de *Vamos!* à une manifestation pour la défense du service public.
- 23/11/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", dans un squat de Belleville.
- 28/11/2005 : Réunion *Vamos!*, à la Maison des initiatives étudiantes de Paris.
- 30/11/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", dans un bar.
- 04/12/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", dans un squat de Belleville.
- 10/12/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation de l'action "Zombies contre l'OMC", chez un militant.
- 10/12/2005 : Participation des groupes FA de la région parisienne à une manifestation anti-religieuse.
- 11/12/2005 : Action *Vamos!* "Zombies contre l'OMC".
- 12/12/2005 : Réunion *Vamos!* de préparation du FSE 2006.
- 14/12/2005 : Projection publique d'un documentaire sur le VAAAG, suivie d'un débat, au local parisien d'*Alternative libertaire*.
- 19/12/2005 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 06/01/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 16/01/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.

- 16/01/2006 : Projection débat sur le thème des logiciels libres organisée par *Vamos!* dans un bar.
- 23/01/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 29/01/2006 : Réunion *Vamos!*, dans un squat de Belleville.
- 06/02/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 12/02/2006 : Réunion *Vamos!*, chez une militante.
- 17/02/2006 : Réunion *Vamos!*, dans un squat de Belleville.
- 18/02/2006 : Participation de la batucada de *Vamos!* à une manifestation de soutien aux sans-papiers.
- 25/02/2006 : Manifestation de soutien aux sans papiers organisée par les groupes parisiens de la *Fédération anarchiste*.
- 26/02/2006 : Réunion *Vamos!*, à la Serre-Volante.
- 27/02/2006 : Assemblée générale des groupes de la région parisienne de la *Fédération anarchiste*, à la librairie du Monde Libertaire.
- 06/03/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 07/03/2006 : Participation de la batucada de *Vamos!* à une manifestation contre le CPE.
- 13/03/2006 : Distribution de tracts par le *groupe Louise Michel* de la FA.
- 23/03/2006 : Réunion *Chiche!*, dans un local militant.
- 09/04/2006 : Assemblée générale interne du squat la Serre-Volante, cogéré par *Vamos!*.
- 15-16/04/2006 : Manifestation anti-nucléaire et village autogéré (VAAAN) à Cherbourg, avec la participation de la FA, de *Vamos!*, de *Chiche!* et de la BAC.
- 01/05/2006 : Manifestation du 1^{er} mai des libertaires de la région parisienne.
- 01/05/2006 : Participation de *Vamos!* à a manifestation EuroMayday, avec la BAC et les *Panthères roses*.
- 13/05/2006 : Participation de la FA, de *Chiche!*, de *Vamos!* et d'autres groupes radicaux à la manifestation parisienne contre la loi sur la prévention de la délinquance.
- 25/05/2006 : Réunion *Vamos!*, à la Serre-Volante.
- 29/05/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 03-05/06/2006 : 63^{ème} congrès de la *Fédération anarchiste*, à Merlieux (02).
- 12/06/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 17-18/06/2006 : Salon du livre libertaire organisé par la *Fédération anarchiste* à la Villette à Paris.
- 20/06/2006 : Assemblée générale interne du squat la Serre-Volante, cogéré par *Vamos!*.
- 26/06/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 12/07/2006 : Réunion *Vamos!*, à la Serre-Volante.
- 14/07/2006 : Participation de *Vamos!* au défilé anti-militariste organisé par la BAC.
- 29/08/2006 : Réunion du *groupe Idées noires* de la FA, au local La Rue.
- 29/08/2006 : Réunion *Vamos!*, dans un bar.
- 03/09/2006 : Réunion du comité de relations de la *Fédération anarchiste*, à la librairie du Monde Libertaire.
- 03/09/2006 : Participation de *Vamos!* à l'action des *Panthères roses* contre l'inauguration de la place Jean-Paul II de Paris.
- 04/09/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La rue.
- 05/09/2006 : Projection débat sur le thème des nouvelles formes de lutte, organisée par *Vamos!* dans un bar.
- 08/09/2006 : Réunion des libertaires parisiens (AL, CNT, FA, *SCALP*, etc.) autour d'une campagne antifasciste, à l'invitation de la CNT, dans son local.
- 12/09/2006 : Réunion *Vamos!*, dans un bar.
- 02/10/2006 : Collage d'affiches par le *groupe Louise Michel* de la FA.

- 13/10/2006 : Réunion du *groupe Claaaaaash* de la FA, chez un militant.
- 15/10/2006 : Fête du livre à la Librairie du Monde Libertaire.
- 17/11/2006 : Réunion du *groupe Pierre Besnard* de la FA, chez une militante.
- 21/11/2006 : Réunion *Vamos!*, dans un bar.
- 11/12/2006 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue, puis collage d'affiches.
- 19/12/2006 : Réunion *Vamos!*, dans un bar.
- 16/01/2007 : Réunion *Vamos!*, dans un bar.
- 18/01/2007 : Réunion *Vamos!* de préparation d'une action contre le projet de loi sur la prévention de la délinquance, chez un militant.
- 28/01/2007 : Action *Vamos!* contre le projet de loi sur la prévention de la délinquance.
- 04/02/2007 : Réunion du comité de relations de la *Fédération anarchiste*, à la librairie du Monde Libertaire.
- 05/02/2007 : Distribution de tracts du *groupe Louise Michel* de la FA, puis collage d'affiches.
- 19/02/2007 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 05/03/2007 : Réunion du *groupe de Strasbourg* de la FA, chez un militant.
- 12/03/2007 : Réunion de formation anarchiste organisée par les groupes FA de la région Parisienne, à la librairie du Monde Libertaire.
- 20/03/2007 : Réunion *Vamos!*, dans un bar.
- 30/03/2007 : Réunion de formation anarchiste organisée par les groupes FA de la région Parisienne, à la librairie du Monde Libertaire.
- 31/03/2007 : Journée de conférences, projections et débats, organisée par le *groupe de Rouen* de la FA.
- 02/04/2007 : Réunion du *groupe Louise Michel* de la FA, au local La Rue.
- 17/04/2007 : Réunion du *Crep*, dans un local militant.
- 23/04/2007 : Collage d'affiches par le *groupe Louise Michel* de la FA.
- 26-28/05/2007 : 64^{ème} congrès de la *Fédération anarchiste*, à Ganges (34).
- 18/06/2007 : Réunion de formation anarchiste organisée par les groupes FA de la région Parisienne, à la librairie du Monde Libertaire.
- 02/07/2007 : Réunion de formation anarchiste organisée par les groupes FA de la région Parisienne, à la librairie du Monde Libertaire.
- 18/07/2007 : Collage d'affiches par le *groupe Louise Michel* de la FA.
- 30/09/2007 : Vente du *Monde Libertaire* par le *groupe Louise Michel* de la FA.
- 22/10/2007 : Réunion de formation anarchiste organisée par les groupes FA de la région Parisienne, à la librairie du Monde Libertaire.
- 11/11/2007 : Vente du *Monde Libertaire* par le *groupe Louise Michel* de la FA.
- 02/12/2007 : Vente du *Monde Libertaire* par le *groupe Louise Michel* de la FA.

Presse

Presse militante

- *Monde libertaire* : du n° 1386 (17 février 2005) au n° 1522 (26 juin 2008), ainsi que les numéros hors série : n° 26 (numéro anniversaire regroupant des articles parus depuis la création du journal) et n° 28 à 34.
- *CNT info* : juin 2006.

Presse généraliste

- *Le Monde* : 25 mars 2006 ; 26 mars 2006 ; 28 août 2006.
- *Libération* : 20 juin 2003 ; 28 juin 2003 ; 12 avril 2005.

Sources électroniques

- Action mondiale des peuples/Peoples' global action : <http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp>.
- ARMAND, E.. *Petit manuel anarchiste individualiste*, 1911 :
<http://www.panarchy.org/armand/anarchiste.individualiste.html>.
- BAC : <http://www.brigadecloans.org>.
- CGA : <http://www.c-g-a.org>.
- CNT : Présentation du syndicat sur le site Internet de la CNT :
http://www.cnt-f.org/article.php3?id_article=12.
- Crep : <http://crep.strasbourg.free.fr>.
- DEJACQUE, Joseph. « De l'Être-Humain mâle et femelle. Lettre à P. J. Proudhon »
<http://joseph.dejacque.free.fr/ecrits/lettreatjp.htm>.
- Dictionnaire biographique du mouvement anarchiste en ligne : <http://militants-anarchistes.info>.
- FA : <http://federation-anarchiste.org>.
- FREEMAN, Jo. « The Tyranny of Structurelessness » :
<http://www.jofreeman.com/joreen/tyranny.htm>.
- Increvables anarchistes, <http://increvablesanarchistes.org>.
- Mythes et légendes marxistes : <http://marxmyths.org>.
- Réseau No Border : <http://www.noborder.org>.
- OCL : <http://oclibertaire.free.fr>.
- OLS : <http://offensive.samizdat.net>.
- Panthères roses : <http://www.pantheresroses.org>.
- PELOSSE, Valentin. « Joseph Déjacque et la création du néologisme "libertaire" ». *Economies et sociétés* (série S), vol. 6, n° 15, 1972.
<http://joseph.dejacque.free.fr/etudes/neologisme.htm>.
- PEREIRA, Irène. « Proudhon pragmatiste ». *Recherches sur l'anarchisme*.
http://raforum.info/article.php3?id_article=3973&lang=eo.
- Wikipedia : <http://fr.wikipedia.org>.

Littérature d'acteur, Essais, Récits journalistiques

- BABA, Morjane. *Guérilla Kit, Ruses et techniques des nouvelles luttes anticapitalistes*. Paris : La Découverte, 2003, 279 p.
- BESANCENOT, Olivier. *Révolution, 100 mots pour changer le monde*. Paris : Flammarion, 2003, 320 p.
- BEY, Hakim. *TAZ, zone autonome temporaire*. Paris : Editions de l'Eclat, 2000, 91 p.
- BOOKCHIN, Murray. *Social Anarchism or Lifestyle Anarchism : an Unbridgeable Chasm*. San Francisco : AK Press, 1995, 86 p.
- Collectif. *Le hasard et la nécessité : comment je suis devenu libertaire*. Paris : Editions du Monde Libertaire, Bruxelles : Editions Alternative Libertaire, 1997, 92 p.
- Collectif. *Annemasse. Contre les saigneurs du G8 28 mai - 3 juin 2003. Expériences libertaires. Village alternatif anticapitaliste et anti-guerres, Textes collectifs et témoignages*. Paris : Editions No Pasaran, Editions du Monde Libertaire, 2003, 143 p.
- Collectif. *Espagne 36 : les affiches des combattant-e-s de la liberté*. 2nde édition. Saint-Georges-d'Oléron : Editions libertaires, 2006, 157 p.
- FONTENIS, Georges. *Changer le monde : histoire du mouvement communiste libertaire, 1945-1997*. Toulouse : Le Coquelicot, 2000, 267 p.
- GOLDNER, Loren. « Ce que raconte et surtout ce que ne raconte pas l'Histoire générale de l'Ultra-gauche de Christophe Bourseiller ». *Agone*, n°34, 2005, p. 237-253.
- GRAEBER, David. « The New Anarchists ». *New Left Review*, n° 13, 2002, p. 61-73.
- GRAEBER, David. *Fragments of an anarchist anthropology*. Chicago : Prickly Paradigm Press, 2004, 105 p.
- JORDAN, Tim. *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...* Paris : Autrement, 2003, 136 p.
- JOYEUX, Maurice. *Historique du groupe libertaire Louise Michel*. Paris, La Rue, s. d., 12 p.
- JOYEUX, Maurice. « La Fédération anarchiste et la révolte de la jeunesse (1966-1968) ». *La Rue*, n° 32, 1983, p. 70-84.
- KLEIN, Naomi. *No Logo, La tyrannie des marques*. Paris : Actes Sud, 2002, 744 p.
- LOSSON, Christian, QUINIO, Paul. *Génération Seattle Les rebelles de la mondialisation*. Paris : Grasset, 2002, 316 p.
- MICHEL, Louise. *Mémoires*. Bruxelles : Editions Tribord, 2005, 583 p.
- PURKIS, Jon, BOWEN, James (eds.). *Twenty-first century anarchism*. Londres : Cassel, 1997, X-214 p.
- STIRNER, Max. *L'unique et sa propriété et autres récits*. Lausanne : L'Age d'homme, 1972 [1844], 437 p.
- TERTRAIS, Jean-Pierre. *Du développement à la décroissance : de la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme*. Paris : Éditions du Monde libertaire, 2006, 228 p.

II. Bibliographie

- ABRAMSON, Paul R., INGLEHART, Ronald. « The development of systemic support in four western democracies ». *Comparative Political Studies*, vol. 2, n° 4, 1970, p. 419-442.
- ACHIN, Catherine, et al. *Sexes, genre et politique*. Paris : Economica, 2007, 184 p.
- ACHIN, Catherine, LEVEQUE, Sandrine. *Femmes en politique*. Paris. La Découverte, 2006, 122 p.
- AGRIKOLIANSKY, Eric. « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 27-46.
- AGRIKOLIANSKY, Eric. *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945 : Sociologie d'un engagement civique*. Paris : L'Harmattan, 2002, 387 p..
- AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005, 371 p.
- AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.). *Radiographie du mouvement altermondialiste*. Paris : La Dispute, 2005, 318 p.
- ANSART, Pierre. *Naissance de l'anarchisme. Esquisse d'une explication sociologique du proudhonisme*. Paris : PUF, 1970, 264 p.
- ANSART, Pierre, *Les idéologies politiques*. Paris : PUF, 1974, 213 p.
- ANSART, Pierre. *Idéologies, conflits et pouvoir*. Paris : PUF, 1977, 275 p.
- AVANZA, Martina, LAFERTE, Gilles. « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance ». *Genèses*, n° 61, 2005, p. 134-152.
- AVRICH, Paul. *Anarchist Voices : an oral history of anarchism in America*. Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1995, XIII-574 p.
- BADIE, Bertrand, *Culture et politique*, 3^{ème} édition, Paris, Economica, 1993, 169 p.
- BAECHLER, Jean. *Qu'est-ce que l'idéologie ?*. Paris : Gallimard, 1976, 405 p.
- BARBICHON, Guy, « Culture et universalité du particulier », in SEGALEN, Martine (présenté par). *L'autre et le semblable*. Paris, Presses du CNRS, 1989, p. 159-178.
- BARTHÉLEMY, Martine, MICHELAT, Guy. « Dimensions de la laïcité dans la France d'aujourd'hui ». *Revue française de science politique*, n° 5, vol. 57, 2007, p. 649-698.
- BEAUD, Stéphane, WEBER, Florence. *Guide de l'enquête de terrain*. Nouvelle édition. Paris : La Découverte, 2003, 357 p.
- BEAUDET, Céline. *Les milieux libres : vivre en anarchiste à la belle époque*. St Georges d'Oléron : les Editions Libertaires, 2006, 244 p.
- BECKER, Howard, S. *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Paris : Métailié, 1985 (1963), 248 p.
- BECKER, Howard S. *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Paris : La Découverte & Syros, 2002, 354 p.
- BELL, Daniel. *La fin de l'idéologie*. Paris : PUF, 1997 (1960), VII-403 p.
- BERGER, Peter, LUCKMANN, Thomas. *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin, 2003 (1966), IV-288 p.
- BERNARDEAU-MOREAU, Denis, HÉLY, Matthieu. « Transformations et inerties du bénévolat associatif sur la période 1982-2002 ». *Sociologies Pratiques*, n° 15, 2007, p. 9-23.
- BERSTEIN, Serge. « L'historien et la culture politique ». *Vingtième siècle*, vol. 12, n° 35, 1992, p. 67-77.
- BERSTEIN, Serge (dir.). *Les cultures politiques en France*. Paris : Seuil, 1999, 407 p..
- BESANCENOT, Olivier, « Ma génération et l'individualisme : la gauche radicale face à de nouveaux défis ». *Contretemps*, n°11, septembre 2004, p. 96-105.
- BIDART, Claire. *L'amitié, un lien social*. Paris : La Découverte, 1997, 410 p.
- BIZEUL, Daniel. « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe ». *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 1, 2007, p. 69-89.

- BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*. Paris : Seuil, 2008, 112 p.
- BOUMAZA, Magali, CAMPANA, Aurélie. « Enquêter en milieu difficile : introduction ». *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 1, 2007, p. 5-25.
- BOUMAZA, Magali, HAMMAN, Philippe (dir.). *Sociologie des mouvements de précaires. Espaces mobilisés et répertoires d'action*. Paris : L'Harmattan, 2007, 268 p.
- BOURDIEU, Pierre. *La distinction, critique sociale du jugement*. Paris : Minuit, 1979, 670 p.
- BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Paris : Minuit, 1980, 477 p.
- BOURDIEU, Pierre. « Le mort saisit le vif ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32-33, 1980, p. 3-14.
- BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Paris : Minuit, 1980, 477 p.
- BOURDIEU, Pierre. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil, 1994, 248 p.
- BOURDIEU, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris : Seuil, 2000 (1972), 432 p.
- BOURDIEU, Pierre. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris : Seuil, 2001, 426 p.
- BOURDIEU, Pierre. *La domination masculine*. Paris : Seuil, 2002, 182 p.
- BOURSEILLER, Christophe. *Histoire générale de l'ultra-gauche*. Paris : Denoël, 2003, 546 p.
- BOY, Daniel, MAYER, Nonna. « Que reste-t-il des variables lourdes ? » in BOY, Daniel, MAYER, Nonna, *L'électeur a ses raisons*. Paris : PFNSP, 1997, p. 101-138.
- BOZOKI, András, SUKOSD, Miklos. *Anarchism in Hungary : theory, history, legacies*. Boulder (Colo.) : Social Science Monographs, 2006 (1994), IX-364 p.
- BRACONNIER, Céline, DORMAGEN, Jean-Yves. *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*. Paris : Gallimard, 2007, 460 p.
- BROQUA, Christophe. *Agir pour ne pas mourir : Act Up, les homosexuels et le sida*. Paris : PFNSP, 2005, 450 p.
- BROQUA, Christophe, FILLIEULE, Olivier. *Trajectoires d'engagement : Aides et Act Up*. Paris : Textuel, 2001, 94 p.
- BRUBAKER, Rogers. « Au-delà de l'«identité» ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 139, sept. 2001, p. 66-85.
- BRUNEAU, Ivan. *La confédération Paysanne : s'engager à « juste » distance*. Thèse de doctorat de science politique, Université Paris X, 2006, 2 vol.
- CADIOU, Stéphane, DECHEZELLES, Stéphanie, ROGER, Antoine (dir.). *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*. Paris, L'Harmattan, 2007, 315 p.
- CAIRE, Thierry. « Militants à la Fédération Anarchiste ». *L'Homme et la société*, n° 123-124, 1997, p. 91-103.
- CAPDEVIELLE, Jacques. *Démocratie : la panne*. Paris : La Discorde, coll. Textuel, 2005, 187 p.
- CAPDEVIELLE, Jacques, REY, Henri (dir.). *Dictionnaire de mai 68*. Paris : Larousse, 2008, 480 p.
- CEFAÏ, Daniel (dir.). *Cultures politiques*. Paris : PUF, 2001, 525 p.
- CEFAÏ, Daniel (Textes réunis, présentés et commentés par). *L'enquête de terrain*. Paris : La Découverte/MAUSS, 2003, 621 p.
- CHESSEL, Marie-Emmanuelle. « Consommation et réforme sociale à la Belle Epoque : la Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs en 1908 ». *Sciences de la société*, n° 62, 2004, p. 44-67.
- CITRIN, Jack, McCLOSKEY, Herbert, SHANKS, J. Merrill, SNIDERMAN, Paul M. « Personal and Political Sources of Political Alienation ». *British Journal of Political Science*, vol. 5, n° 4, 1975, p. 1-31.
- CLEMENS, Elizabeth S. « Organizational form as frame : Collective identity and political strategy in the American labor movement, 1880-1920 », in McADAM, Doug, McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. (eds.). *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p. 205-226.
- COHEN, Jean L. « Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements ». *Social Research*, vol. 52, n° 4, 1985, p. 663-716.

- Collectif. *L'organisation anarchiste : textes fondateurs*. Paris : Les éditions de l'Entr'aide, 2005, 175 p.
- COLLOVALD, Annie (dir.). *L'humanitaire ou le management des dévouements : Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001, 233 p.
- COLLOVALD, Annie, NEVEU, Erik. « La critique du "néo-polar" » in BRIQUET, Jean-Louis, GARRAUD, Philippe. *Juger la politique : Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001, p. 193-216.
- CONTAMIN, Jean-Gabriel. « Le vote réapproprié », in MATONTI, Frédérique (dir.). *La démobilisation politique*. Paris : La dispute, 2005, pp. 145-176.
- CORCUFF, Philippe, *Bourdieu autrement, fragilités d'un sociologue de combat*. Paris : Textuel, 2003, 143 p.
- CORCUFF, Philippe, ION, Jacques, De SINGLY, François. *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*. Paris : Textuel, 2005, 183 p.
- CORCUFF, Philippe. « Le pari démocratique à l'épreuve de l'individualisme contemporain ». *Revue du MAUSS*, n° 25, 2005, p. 65-78.
- COTON, Guillaume. *L'organisation anarchiste : entre autonomie et régulation, le cas de la Fédération Anarchiste*. Mémoire de DEA « Dynamique des organisations et transformations sociales », Université Paris 9, 2002, 95 p.
- COUVIDOU, Solange. *L'anarchisme et son fondement: l'esprit libertaire*. Thèse de troisième cycle, Faculté des sciences humaines de Tours, 1981, 242 p.
- CREAGH, Ronald. « La déférence, l'insolence anarchiste et la postmodernité ». *L'homme et la société*, n° 123-124, 1997, p. 131-148.
- CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle (dir.). *La France rebelle. Tous les foyers, mouvements, acteurs de la contestation*. Paris : Editions Michalon, 2002, 569 p.
- CRUZEL, Elise. « Passer à l'Attac : éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste ». *Politix*, vol. 17, n° 68, p. 135-163.
- CUCHE, Denys. *La notion de culture dans les sciences sociales*. 3ème édition. Paris : La Découverte, 2004, 123 p.
- CURAPP. *L'identité politique*. Paris : PUF, 1994, 496 p.
- CUSSET, Pierre-Yves. « Avant-propos » du dossier « Individualisme et lien social ». *Problèmes politiques et sociaux*, n° 911, 2005, p. 5-10.
- DALTON, Russel J. « Cognitive Mobilization and Partisan Dealignment in Advanced Industrial Democracies ». *The Journal of Politics*, vol. 46, n° 1, 1984, p. 264-284.
- DALTON, Russel J., KUECHLER, Manfred (eds). *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*. Cambridge : Polity Press, 1990, XII-329 p.
- DARMON, Muriel. *Devenir anorexique. Une approche sociologique*. Paris : La Découverte, 2003, 350 p.
- DARMON, Muriel. *La socialisation*. Paris : Armand Colin, 2006, 128 p.
- DATCHARY, Caroline, PAGIS, Julie. « Regards croisés sur la constitution de trois réseaux altermondialistes ». Communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes », AFSP-GERMM, Paris, 3-5 décembre 2003.
- De BLIC, Damien, LEMIEUX, Cyril. « Le scandale comme épreuve. Eléments de sociologie pragmatique ». *Politix*, vol. 18, n° 71, 2005, p. 9-38.
- DECHEZELLES, Stéphanie. *Comment peut-on être militant ? Sociologie des cultures partisans et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir*. Thèse de doctorat de science politique, IEP de Bordeaux, 2006, 848 p.
- DELLA PORTA, Donatella. « Globalisation et mouvements sociaux. Hypothèses à partir d'une recherche sur la manifestation contre le G8 à Gênes ». *Pôle Sud*, n° 19, 2003, p. 175-195.
- DELLA PORTA, Donatella. « Démocratie en mouvement. Les manifestations du forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, vol. 17, n°68, 2004, p. 49-79.
- DELLA PORTA, Donatella. « Deliberation in Movement : Why and How to Study Deliberative Democracy and Social Movements ». *Acta Politica*, n° 40, 2005, p. 336-350.

- DELLA PORTA, Donatella, RUCHT, Dieter. « Left-Libertarian Movements in Context: A Comparison of Italy and West Germany, 1965-1990 », in JENKINS, J. Craig, KLANDERMANS, Bert (eds.). *The Politics of Social Protest: Perspectives on States and Social Movements*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995, p. 229-272.
- DELLA PORTA, Donatella, DIANI, Mario. *Social Movements. An Introduction*. 2nd édition, Malden (Mass.) : Blackwell, 2006, IX-345 p.
- DELOYE, Yves. « L'élection au village. Le geste électoral à l'occasion des scrutins cantonaux et régionaux de mars 1992 ». *Revue française de science politique*, vol. 43, n° 1, 1993, p. 83-106.
- DELOYE, Yves. *Ecole et citoyenneté : l'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*. Paris : PFNSP, 1994, 431 p.
- DELOYE, Yves, IHL, Olivier. « Des voix pas comme les autres. Votes blancs et nuls aux élections législatives de 1881 ». *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 2, 1991, p. 141-170.
- DENIS, Jean-Michel. *Les coordinations : recherche désespérée d'une citoyenneté*. Paris : Syllepse, 1996, 205 p.
- DERVILLE, Jacques, CROISAT, Maurice. « La socialisation des militants communistes français : éléments d'une enquête dans l'Isère ». *Revue française de science politique*, vol. 29, n° 4, 1979, p. 760-790.
- DESBROUSSES-PELOILLE, Hélène. « Représentations de l'autogestion ». *Revue française de science politique*, vol. 36, n° 5, 1986, p. 606-632.
- DEVILLARD, Valérie, LAFOSSE, Marie-Françoise, LETEINTURIER, Christine, RUEFFEL, Rémy. *Les journalistes français à l'aube de l'an 2000. Profils et parcours*. Paris : Editions Panthéon-Assas, 2001, 169 p.
- DIANI, Mario, McADAM, Doug. *Social Movements and Networks, Relational approaches to collective action*. Oxford: Oxford University Press, 2003, XIX-348 p.
- DOGAN, Mattei. « Méfiance et corruption : discrédit des élites politiques ». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, n° 3, 2003, p. 415 à 432.
- DOHERTY, Brian, PLOWS, Alexandra, WALL, Derek. « The Preferred Way of Doing Things' : The British Direct Action Movement ». *Parliamentary Affairs*, vol. 56, 2003, p. 669-686.
- DOLLO, Christine, JOSHUA, Samuel. « Savoirs militants, une approche didactique ». *Contretemps*, n° 19, 2007, p. 16-24.
- DONEGANI, Jean-Marie. *La liberté de choisir : pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*. Paris : PFNSP, 1993, 485 p.
- DONEGANI, Jean-Marie. « Religion et politique », in PERRINEAU, Pascal, ROUBAN, Luc (dir.). *La politique en France et en Europe*. Paris : PFNSP, 2007, p. 61-94.
- DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, BARRIER, Julien. « Protester contre le marché : du geste individuel à l'action collective. Le cas du mouvement anti-publicitaire ». *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 2, 2007, p. 209-237.
- DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, LAMINE, Claire « Faire le marché autrement : l'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs ». *Sciences de la société*, n° 62, 2004, p. 44-67.
- DUPUIS-DERI, Francis. « Manifestations altermondialisation et "groupes d'affinité". Anarchisme et psychologie des foules rationnelles ». Communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes », AFSP-GERMM, Paris, 3-5 décembre 2003.
- DUPUIS-DERI, Francis. « Penser l'action directe des Black Blocs ». *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 79-109.
- DUPUIS-DERI, Francis. *Black Blocs, La liberté et l'égalité se manifestent*. Lyon : Atelier de création libertaire, 2005, 125 p.
- DURAND, Cédric. « Le mouvement altermondialiste : de nouvelles pratiques organisationnelles pour l'émancipation ». *Mouvements*, n° 42, 2005, p. 103-114.
- DURIER, Sébastien, POULET-COULIBANDO, Pascale. « Formation initiale, orientations et diplômes de 1985 à 2002 ». *Economie et statistique*, n° 378-379, 2005, p. 15-33.
- DURIEZ, Bruno, SAWICKI, Frédéric. « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale : le cas de la CFDT ». *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, p. 17-51.

- DURKHEIM, Emile. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris : Flammarion, 1988 (1895), 255 p.
- DURKHEIM, Emile. *De la division du travail social*. Paris : Quadrige/PUF, 1998 (1893), XLIV-416 p.
- EAGLETON, Terry. *Ideology, an introduction*. Londres : Verso, 1991, XV-242 p.
- ELIAS, Norbert. *La société des individus*. Paris : Pocket, 1997, 303 p.
- EPSTEIN, Barbara. *Political protest and cultural revolution : nonviolent direct action in the 1970s and 1980s*. Oxford : University of California Press, 1991, 327 p.
- ETHUIN, Nathalie. « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) ». *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, p. 145-168.
- FALQUET, Jules. « Trois questions aux mouvements sociaux "progressistes". Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, n° 3, 2005, p. 18-35.
- FAVRE, Pierre (dir.). *La manifestation*. Paris : PFNSP, 1990, 391 p.
- FAVRE, Pierre. *Comprendre le monde pour le changer : épistémologie du politique*. Paris : PFNSP, 2005, 389 p.
- FILLIEULE, Olivier. *Stratégies de la rue : les manifestations en France*. Paris : PFNSP, 1997, 435 p.
- FILLIEULE, Olivier. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 199-215.
- FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005, 319 p.
- FILLIEULE, Olivier, BLANCHARD, Philippe, AGRIKOLIANSKY, Eric, BANDLER, Marko, PASSY, Florence, SOMMIER, Isabelle. « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian ». *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 13-48.
- FILLIEULE, Olivier, PECHU, Cécile. *Lutter ensemble, Les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, 1993, 221 p.
- FILLIEULE, Olivier, TARTAKOWSKY, Danielle. *La manifestation*. Paris : PFNSP, 2008, 184 p.
- FRANCERIES, Frank. « Des votes aveugles. L'exemple des électeurs FN en milieu populaire ». *Politix*, vol. 6, n° 22, 1993, p. 119-137.
- FRANCOIS, Bastien, NEVEU, Erik (dir.). *Espaces publics mosaïques : Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 1999, 322 p.
- FRANKLIN, Mark N. *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies Since 1945*. Cambridge : Cambridge University Press, 2004, XV-277 p.
- FRANKS, Benjamin. *Rebel alliances. The means and ends of contemporary British anarchism*. Oakland (Cal.) : AK Press, 2006, 475 p.
- FREOUR, Nadège. « Le positionnement distancié de Greenpeace ». *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 3, 2004, p. 421-442.
- FREOUR, Nadège. « Le répertoire d'action collective comme répertoire d'offre d'engagement : un éclairage sur les contraintes liées aux processus de mobilisations contemporains ». Communication au Congrès de l'Association française de science politique, Lyon, septembre 2005.
- FRETEL, Julien. « Quand les catholiques vont au parti : de la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les "militants" de l'UDF ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, décembre 2004 p. 77-90.
- FRETEL, Julien. *Militants catholiques en politique: la Nouvelle UDF*. Thèse de doctorat de science politique, Université Paris 1, 2004, 662 p.
- FUKUYAMA, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris : Flammarion, 1992, 452 p.
- GAMSON, William A. *The Strategy of Social Protest*. Homewood (Ill.) : the Dorsey press, 1990, XIV-217 p.
- GARRAUD, Philippe. « Politiques nationales, l'élaboration de l'agenda ». *L'Année Sociologique*, vol. 40, 1990, p. 17-41.
- GAXIE, Daniel. « Economie des partis et rétributions du militantisme ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154.

- GAXIE, Daniel. *Le cens caché : Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris : Seuil, 1978, VIII-275 p.
- GAXIE, Daniel. « Les logiques du recrutement politique ». *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 1, 1980, p. 5-45.
- GAXIE, Daniel. « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements » in BRIQUET, Jean-Louis, GARRAUD, Philippe, *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001, p. 217-240.
- GAXIE, Daniel. « Appréhensions du politique et mobilisation des expériences sociales ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, p. 145-178.
- GAXIE, Daniel. *La démocratie représentative*. 4^{ème} édition. Paris : Montchrestien, 2003, 157 p.
- GAXIE, Daniel. « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective ». *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 157-188.
- GEERTZ, Clifford. « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture ». *Enquête*, n° 6, 1998, p. 73-105.
- GLICKMAN, Lawrence B. « Consommer pour réformer le capitalisme américain : le citoyen et le consommateur au début du XX^e siècle ». *Sciences de la société*, n° 62, 2004, p. 16-43.
- GOBILLE, Boris. « La vocation d'hétérodoxie », in DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique, PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Editions de l'Atelier, 2008, p. 274-291.
- GOFFMAN, Erving. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Minuit, 1975 (1963), 177 p.
- GOFFMAN, Erving. « La "distance au rôle" en salle d'opération ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 143, n° 1, 2002, p. 80-87.
- GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. *The Social Movements Reader : cases and concepts*. Malden, (Mass.) : Blackwell, 2003, XII-394 p.
- GOMBIN, Joël. « L'influence libertaire chez les Verts français ». Mémoire de l'IEP d'Aix-en-Provence, 2003, 206 p.
- GONZAGUE, Arnaud, JAPY, Bruno. *Qui veut la peau de la pub ?*. Paris : Mango Documents, 2002, 96 p.
- GOULD, Roger. V. *Insurgent Identities. Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*. Chicago, University of Chicago Press, 1995, VIII-253 p.
- GOTTRAUX, Philippe, VOUTAT, Bernard. « Anarchisme et marxisme : vrai contentieux et faux clivage ». *Contretemps*, n° 6, 2003, p. 174-184.
- GRANJON, Fabien. « Les répertoires d'action télématique du néo-militantisme ». *Le Mouvement Social*, n° 200, 2002, p. 11-32.
- GROUX, Guy, PERNOT, Jean-Marie. *La Grève*. Paris : PFNSP, 2008, 149 p.
- GUERIN, Cédric. *Pensée et action des anarchistes en France : 1950-1970*. Mémoire de maîtrise d'Histoire contemporaine, Université Lille 3, 2000, 188 p.
- GUERIN, Daniel. *L'anarchisme, de la doctrine à la pratique*. Nouvelle édition. Paris, Gallimard : 1987, 286 p.
- GUERIN, Daniel. *Ni Dieu ni Maître, Anthologie de l'anarchisme*. Paris : La Découverte, 1999. Tome 1, 414 p.
- GURR, Ted R. *Why Men Rebel ?*. Princeton : Princeton University Press, 1970, XI-421 p.
- GUTMANN, Amy, THOMPSON, Dennis. « Pourquoi le démocratie délibérative est-elle différente ? ». *Philosophiques*, vol. 29, n° 2, 2002, p. 193-214.
- HABERMAS, Jürgen. *Droit et démocratie : entre faits et normes*. Paris : Gallimard, 1997 (1992), 554 p.
- HAEGEL, Florence (dir.). *Partis politiques et système partisan en France*. Paris : PFNSP, 2007, 452 p.
- HASSENTEUFEL, Patrick. « Pratiques représentatives et construction identitaire, une approche des coordinations », *Revue Française de Science Politique*. vol. 41, n° 1, 1991, p. 5-27.
- HATZFELD, Hélène. *Faire de la politique autrement : les expériences inachevées des années 1970*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, 328 p.

- HERVIEU-LEGER, Danièle. *La religion en mouvement : le pèlerin et le converti*. Paris : Flammarion, 1999, 291 p.
- HIRSCHMAN, Albert O. *Défection et prise de parole. Théorie et applications*. Paris : Fayard, 1995 (1970), 212 p.
- HIRSCHMAN, Albert O. *Bonheur privé, action publique*. Paris : Hachette littératures, 2006 (1982), 256 p.
- HOGGART, Richard. *La culture du pauvre: étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris : Minuit, 1970, 423 p.
- HORELLOU-LAFARGE, Chantal, SEGRÉ, Monique. *Sociologie de la lecture*. Paris : La découverte, 2003, 124 p.
- IHL, Olivier. « Socialisation et événements politiques ». *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, p. 125-144.
- ION, Jacques. *La fin des militants ?*. Paris : Les Editions de l'Atelier, 1997, 124 p.
- ION, Jacques (dir.). *L'engagement au pluriel*. St Etienne : Publications de l'Université de Saint Etienne, 2001, 228 p.
- ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros, VIOT, Pascal. *Militer aujourd'hui*. Paris : Autrement, 2005, 143 p.
- INGLEHART, Ronald. *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton : Princeton University Press, 1977, XII-482 p.
- INGLEHART, Ronald. *Modernization and Postmodernization : Cultural, Economic and Political change in 43 Societies*. Princeton : Princeton University Press, 1997, X-453 p.
- JAFFRE, Jérôme, MUXEL, Anne. « S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? » in BRECHON, Pierre, LAURENT, Annie, PERRINEAU, Pascal (dir.). *Les cultures politiques des Français*. Paris : PFNSP, 2000, p. 19-52.
- JENKINS, J. Craig. « Ressource mobilization Theory and the Study of Social Movements ». *Annual Review of Sociology*, vol. 9, 1983, 527-553.
- JOHNSTON, Hank, KLANDERMANS, Bert (eds). *Social Movements and Culture*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995, 281 p.
- JOHSUA, Florence. « La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire ». *Cahiers du CEVIPOF*, n° 37, 2004, p. 3-211.
- JOIGNANT, Alfredo. « La socialisation politique: stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche ». *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 5, 1997, p. 535-559.
- JOSSIN, Ariane. « Se former à l'altermondialisation. Réseaux internationaux et parcours de jeunes ». Communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes », AFSP-GERMM, Paris, 3-5 décembre 2003.
- JUHEM, Philippe. « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 131-153.
- JULLIARD, Jacques. *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*. Paris : Seuil, 1985, 294 p.
- JULLIARD, Jacques. *Autonomie ouvrière : études sur le syndicalisme d'action directe*. Paris : Seuil, 1998, 298 p.
- KAUFMANN, Jean-Claude. *Ego, pour une sociologie de l'individu*. Paris : Nathan, 2001, 288 p.
- KITSCHOLT, Herbert. « La gauche libertaire et les écologistes français ». *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 3, 1990, p. 339-365.
- KITSCHOLT, Herbert. « Social Movements, Political Parties, and Democratic Theory ». *Annals of the AAPSS*, vol. 528, 1993, p. 13-29.
- KITSCHOLT, Herbert. *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press, 1994, XVII-345 p.
- KLANDERMANS, Bert, MAYER, Nonna (eds.). *Extreme Right Activists in Europe: Through the Magnifying Glass*. Londres : Routledge, 2006, XVII-309 p.
- KLINGEMANN, Hans-Dieter, FUCHS, Dieter. *Citizens and the State*. Oxford : Oxford University Press, 2004, XXI-474 p.

- KRIEGEL, Annie. *Aux origines du communisme français : contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*. Paris : Flammarion, 1969, 444 p.
- KRIEGEL, Annie. *Les communistes français dans leur premier demi-siècle. 1920-1970*. Paris : Seuil, 1985, 400 p.
- KRIESI, Hanspeter. « The organizational structure of new social movements in a political context » in McADAM, Doug, McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. (eds.). *Comparative Perspectives on Social Movements Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p. 152-184.
- LABBÉ, Daniel, LANDIER Hubert. *L'entreprise face au nouveau radicalisme syndical, les nouvelles formes d'actions militantes*. Rueil Malmaison : Liaisons, 2001, 176 p.
- LACROIX, Bernard. *L'utopie communautaire : Histoire sociale d'une révolte*. Paris : PUF, 1981, 225 p.
- LAGROYE, Jaques, avec FRANCOIS, Bastien et SAWICKI, Frédéric. *Sociologie politique*. 4ème édition. Paris : PFNSP et Dalloz, 2002, 599 p.
- LAGROYE, Jacques, SIMEANT Johanna. « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in FAVRE, Pierre, HAYWARD, Jack, SCHEMEIL, Yves (dir.). *Être gouverné, Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 53-71.
- LAHIRE, Bernard. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris : Hachette, 2006, 397 p.
- LANCELOT, Alain. *L'abstentionnisme électoral en France*. Paris : Armand Colin, 1968, XIV-290 p.
- LARAÑA, Enrique, JOHNSTON, Hank, GUSFIELD, Joseph R. *Social Movements: From Ideology to Identity*. Philadelphie : Temple University Press, 1994, 368 p.
- LAURENT, Alain. *Le libéralisme américain : histoire d'un détournement*. Paris : Les Belles Lettres, 2006, 271 p.
- LAVABRE, Marie-Claire. *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*. Paris : PFNSP, 1994, 319 p.
- LAZAR, Marc. *Le communisme, une passion française*. Paris : Perrin, 2002, 243 p.
- LEFEBVRE, Rémi, SAWICKI, Frédéric. *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*. Bellecombe-en-Bauges : Editions du Croquant, 2006, 255 p.
- LEHUEDE, Steven. *Militantisme syndical et socialisation militante. Etude qualitative des rapports entre fédérations à l'Union Syndicale Solidaires et à SUD-PTT*. Mémoire de master de science politique de l'IEP de Paris, 2006, 131 p.
- LÖWY, Michael. « Le concept d'affinité élective en sciences sociales ». *Critique Internationale*, n° 2, 1999, p. 42-50.
- LUCK, Simon. *Le militantisme à Aarrg! Paris : Les limites d'une engagement pragmatique et distancié*. Mémoire de DEA de Sociologie Politique, Université Paris 1, 2004, 176 p.
- LUCK, Simon. « Entre contestation et participation : l'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire ». *Revue Française de science politique*, vol. 58, n° 2, 2008, p. 231-256.
- MAGET, Marcel. *Guide d'étude directe des comportements culturels*. Paris : Civilisations du Sud, 1953, XXXV-260 p.
- MAITRON, Jean. « Un "anar", qu'est-ce que c'est ? ». *Le Mouvement social*, n° 83, 1973, p. 23-45.
- MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France*. Paris : Gallimard, 1992 (1975). 2 tomes.
- MANFREDONIA, Gaetano. *L'anarchisme en Europe*. Paris : PUF, 2001, 128 p.
- MANFREDONIA, Gaetano. *Anarchisme et changement social : insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur*. Lyon : Atelier de création libertaire, 2007, 350 p.
- MANIN, Bernard. « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique ». *Le Débat*, n° 33, 1985, p. 72-93.
- MANNHEIM, Karl. *Idéologie et utopie*. Paris : Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956, 233 p.
- MANNHEIM, Karl. *Le problème des générations*. Paris : Nathan, 1990, 125 p.
- MARTIN, Denis-Constant. « Identités et politique. Récit, mythe et idéologie » in MARTIN, Denis-Constant (dir.). *Cartes d'identité. Comment dit-on "nous" en politique ?*. Paris : PFNSP, 1994, p. 13-38.

- MATHIEU, Lilian. « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux ». *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100.
- MATHIEU, Lilian. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Textuel, 2004, 206 p.
- MATHIEU, Lilian. « L'espace des mouvements sociaux ». *Politix*, vol. 20, n° 77, 2007, p. 131-151.
- MATHIEU, Lilian, ROUSSEL, Violaine. « Pierre Bourdieu et le changement social ». *Contretemps*, n° 4, 2002, p. 140-152.
- MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck. « Le capital militant, essai de définition ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004 p. 4-11.
- MATONTI, Frédérique. « Crises politiques et reconversions : mai 68 ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 158, 2005, p. 5-7.
- MATUSZAK, Céline. *Stratégies cybermédiatiques des mouvements anarchistes et nationalistes révolutionnaires : parcours sémiotique dans l'Internet des mouvements transgressifs*. Thèse de doctorat de Sciences de l'information et de la communication, université Lille 3, 2006, 385 p.
- MAUGER, Gérard. « Les "invariants" de la jeunesse ». *Panoramiques*, vol. 4, n° 16, 1994, p. 182-186.
- MAUGER, Gérard, POLIAK, Claude F., PUDAL, Bernard. *Histoires de lecteurs*. Paris : Nathan, 1999, 446 p.
- MAURER, Sophie, PIERRU, Emmanuel. « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un "miracle social" ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n°3, 2001, p. 371-407.
- MAYER, Nonna (dir.). *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997, 287 p.
- MAYER, Nonna. « Les dimensions de la confiance », in GRUNBERG, Gérard, MAYER, Nonna, SNIDERMAN, Paul M. (dir.). *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des français*. Paris : PFNSP, 2002, p. 87-107.
- MAYER, Nonna. « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français ». *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 10, n° 3, 2003, p. 381-395.
- MAYER, Nonna, SCHWEISGUTH, Etienne. « Classe, position sociale et vote », in GAXIE, Daniel (dir.). *Explication du vote : un bilan des études électorales en France*. 2nde édition, Paris : PFNSP, 1989, p. 263-290.
- MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal. *Les comportements politiques*. Paris : Armand Colin, 1992, 160 p.
- McADAM, Doug. « Recruitment to High-Risk Activism : The Case of Freedom Summer ». *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, p. 64-90.
- McADAM, Doug. *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*. 2nde édition. Chicago : University of Chicago Press, 1999 (1982), XLIV-304 p.
- McADAM, Doug, RUCHT, Dieter. « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas ». *Annals of the AAPSS*, vol. 528, 1993, p. 56-74.
- McCARTHY, John D. « Persistence and Change Among Nationally Federated Social Movements », in DAVIS, Gerald F., McADAM, Doug, SCOTT, W. Richard, ZALD, Mayer N. (eds.), *Social Movements and Organization Theory*, New York : Cambridge University Press, 2005, p. 193-225.
- McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. « Ressource mobilization and social movements : a partial theory ». *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, 1977, p. 1212-1241.
- MELUCCI, Alberto. *Challenging codes : collective action in the information age*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, XIII-441 p.
- MEMMI, Dominique. « L'engagement politique », in GRAWITZ, Madeleine, LECA ? Jean (dir.). *Traité de science politique*. Volume 3. Paris : PUF, 1985, p. 310-366.
- MEYER, David S., WHITTIER, Nancy. « Social Movement Spillover ». *Social Problems*, vol. 41, n° 2, 1994, p. 277-298.
- MICHELAT, Guy. « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie ». *Revue française de sociologie*, vol. 16, n° 2, 1975, p. 229-247.

- MICHELAT, Guy. « Intégration au catholicisme, attitudes éthico-politiques et comportement électoral » in BRECHON, Pierre, LAURENT, Annie, PERRINEAU, Pascal (dir.). *Les cultures politiques des Français*. Paris : PFNSP, 2000, p. 209-239.
- MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. *Classe, religion et comportement politique*. Paris : PFNSP, 1977, XII-498 p.
- MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. « Déterminations socio-économiques, organisation symbolique et comportement électoral ». *Revue française de sociologie*, vol. 26, n° 1, 1985, p. 32-69.
- MICHELAT, Guy, SIMON, Michel. *Les ouvriers et la politique : permanence, ruptures, réalignements*. Paris : PFNSP, 2004, 373 p.
- MICHELETTI, Michele. *Political Virtue and Shopping : Individuals, Consumerism and Collective Action*. New York : Palgrave Macmillan, 2003, XIV-247 p.
- MIQUEL, Pierre. *Les anarchistes*. Paris : Albin Michel, 2003, 329 p.
- MISCHI, Julian. « Travail partisan et sociabilités populaires : Observations localisée de la politisation communiste ». *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, p. 91-119.
- MISCHI, Julian. « Les usages politiques de l'histoire dans la dynamique de mobilisation communiste ». Communication au colloque GERMM-GRHISPO « Protester XIX^{ème}-XX^{ème} Siècle. Histoire et sociologie des mouvements sociaux », Paris, 28-29 septembre 2006.
- MOSSE, George. *L'image de l'homme : l'invention de la virilité moderne*. Paris : Abbeville, 1997, 216 p.
- MOSSUZ-LAVAU, Janine. « Genre et politique », in PERRINEAU, Pascal, ROUBAN, Luc (dir.). *La politique en France et en Europe*. Paris : PFNSP, 2007, p. 95-121.
- MOUCHARD, Daniel. *Les exclus dans l'espace public : mobilisations et logiques de représentation dans la France contemporaine*. Thèse de doctorat de science politique, IEP de Paris, 2001, 2 volumes, 551 p.
- MOUCHARD, Daniel. « “Politique délibérative” et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage ». *Politix*, vol. 15, n° 57, 2002, p. 125-145.
- MUXEL, Anne. « Le moratoire politique des années de jeunesse » in PERCHERON, Annick, REMOND, René (dir.). *Age et politique*. Paris : Economica, 1991, p. 203-332.
- MUXEL, Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, PFNSP, 2001, 190 p.
- MUXEL, Anne. « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements ». *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5-6, 2002, p. 521-544.
- MUXEL, Anne. « La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction » in PERRINEAU, Pascal, YSMAL, Colette (dir.). *Le vote de tous les refus : Les élections présidentielle et législative de 2002*. Paris : PFNSP, 2003, p. 125-160.
- NELSON, Michelle R., RADEMACHER, Mark A., PAEK, Hye-Jin. « Downshifting Consumer = Upshifting Citizen ? An Examination of a Local Freecycle Community ». *Annals of the AAPSS*, vol. 611, 2007, p. 141-156.
- NEVEU, Catherine (dir.). *Cultures et pratiques participatives : perspectives comparatives*. Paris : L'Harmattan, 2007, 396 p.
- NEVEU, Erik. « Médias, mouvements sociaux, espaces publics ». *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 17-85.
- NEVEU, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. 2^{nde} édition. Paris : La Découverte, 2000, 125 p.
- NICOURD, Sandrine. « Parcours d'engagement en sociologie ». *Sociologies Pratiques*, n°15, 2007, p. 25-38.
- NORRIS, Pippa. *Democratic Phoenix : Reinventing Political Activism*. Cambridge : Cambridge University Press, 2002, XIV-290 p.
- OBERSCHALL, Anthony. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs (NJ) : Prentice Hall, 1973, XI-371 p.
- OFFE, Clauss. « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics ». *Social Research*, vol. 52, n° 4, 1985, p. 817-868.
- OFFERLE, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt*. 2^{nde} édition. Paris : Montchrestien, 1998, 158 p.
- OFFERLE, Michel, *Les partis politiques*. 5^{ème} édition. Paris, PUF, 2006, 127 p.

- OFFERLE, Michel. « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles) ». *Politix*, vol. 21, n° 81, 2008, p. 181-202.
- ORFALI, Birgitta. *Sociologie de l'adhésion. Rêver, militer, changer le monde*. Paris : Editions Zagros, 2005, 247 p.
- OLSON, Mancur. *Logique de l'action collective*. Paris : PUF, 1987 (1965), 199 p.
- PAGIS, Julie. « Filles et fils de "soixante-huitards" : quel(s) héritage(s) politique(s) ? ». Communication au congrès de Lyon de l'Association française de science politique, septembre 2005.
- PARODI, Jean-Luc. « Les mystères de l'abstentionnisme ». *Autrement*, n° 122, 1991, p. 18-22.
- PASSERON, Jean-Claude. *Le raisonnement sociologique : un espace non poppérien de l'argumentation*. Nouvelle édition. Paris : Albin Michel, 2006 (1991), 670 p.
- PASSY, Florence. *L'action altruiste, contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*. Genève : Droz, 1998, XXII-270 p.
- PATTIEU, Sylvain. « Expériences et pratiques des nouvelles générations altermondialistes ». *Contretemps*, n° 11, 2004, p. 16-24.
- PECHU, Cécile. « Les générations militantes à *Droit au logement* ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 73-103
- PECHU, Cécile. « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action ». Communication au congrès de Lyon de l'Association française de science politique, septembre 2005.
- PECHU, Cécile. *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*. Paris, Dalloz, 2006, XII-539 p.
- PELLETIER, Willy. « Les anarchistes et la reproduction de l'anarchisme ». *Contretemps*, n° 6, 2003, p. 164-173.
- PEDRETTI, Mario. *La figure du désobéissant en politique. Etudes de pratiques de désobéissance civile en démocratie*. Paris : L'harmattan, 2001, 336 p.
- PERCHERON, Annick. « Préférences idéologiques et morale quotidienne d'une génération à l'autre ». *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 2, 1982, p. 185-209.
- PERCHERON, Annick. « La socialisation politique : défense et illustration » in Madeleine GRAWITZ, Jean LECA (dir.). *Traité de science politique*. Paris : PUF, 1985, tome 3, p. 165-235.
- PERCHERON, Annick. *La socialisation politique*. Paris, Armand Colin, 1993, 226 p.
- PERNOT, Hélène. « Des thématiques marxistes, un esprit libertaire : l'exemple de SUD-PTT ». *Contretemps*, n°6, 2003, p. 23-35.
- PERRINEAU, Pascal (dir.). *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*. Paris, PFNSP, 1994, 444 p.
- PERRINEAU, Pascal (dir.). *Le désenchantement démocratique*. La Tour-d'Aigues : Editions de l'Aube, 2003, 311 p.
- PESSIN, Alain. *La rêverie anarchiste. 1848-1914*. Lyon : Atelier de Création Libertaire, 1999, 225 p.
- PESSIN, Alain, PUCCIARELLI, Mimmo D. *La culture libertaire. Actes du colloque international, Grenoble, mars 1996*. Lyon : Atelier de Création Libertaire, 1997, 469 p.
- PEUGNY, Camille. « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane ». *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 3, 2006, p. 443-478.
- PIZZORNO, Alessandro, « Sur la rationalité du choix démocratique », in BIRNBAUM, Pierre, LECA, Jean (dir.). *Sur l'individualisme*. Paris : PFNSP, 1986, p. 330-369.
- PIZZORNO, Alessandro. « Considérations sur les théories des mouvements sociaux ». *Politix*, vol. 3, n° 9, 1990, p. 74-80.
- POLLETTA, Francesca. *Freedom is an Endless Meeting : Democracy in American Social Movements*. Chicago : University of Chicago Press, 2002, XI-283 p.
- POLLETTA, Francesca, JASPER, James M. « Collective Identity and Social Movements ». *Annual Review of Sociology*, vol. 27, 2001, p. 283-305.

- PORTIS, Larry. « La sociologie consensuelle et le terrorisme. De la propagande par le fait à Unabomber ». *L'homme et la société*, n° 123-124, 1997, p. 57-74.
- PREPOSIET, Jean. *Histoire de l'anarchisme*. Nouvelle édition. Paris : Tallandier, 2002, 510 p.
- PUCCIARELLI, Mimmo. *L'imaginaire des libertaires aujourd'hui*. Lyon : Atelier de création libertaire, 1999, 365 p.
- PUDAL, Bernard. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris : PFNSP, 1989, 329 p.
- PUTNAM, Robert D. « Bowling Alone : America's Declining Social Capital ». *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, 1995, p. 65-78.
- PUTNAM, Robert D. *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon and Schuster, 2000, 541 p.
- RAPPE, David. *La bourse du travail de Lyon : une structure ouvrière entre services sociaux et révolutions sociale*. Lyon : Atelier de création libertaire, 2004, 223 p.
- RECCHI, Ettore. « L'entrée en politique des jeunes italiens : modèles explicatifs de l'adhésion partisane ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 155-174.
- RENOU, Gildas. « L'institution à l'état vif : sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés ». *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, p. 53-77.
- RIZET, Stéphanie. « Qu'est-ce qui fait courir les militants de la Ligue communiste révolutionnaire ? ». *Sociologies Pratiques*, n° 15, 2007, p. 69-81.
- RODRIGUEZ, Michel. *Le 1^{er} mai*. Paris : Gallimard/Julliard, 1990, 274 p.
- ROUX, Jacques. « Mettre son corps en cause : la grève de la faim, une forme d'engagement public » in ION, Jacques, PERONI, Michel (coordonné par). *Engagement public et exposition de la personne*. La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, 1997, p. 111-134.
- ROUX, Patricia, PERRIN, Céline, PANNATIER, Gaël, COSSY, Valérie. « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, n° 3, 2005, p. 4-16.
- RUELLAN, Denis. « A l'entrée dans la profession Les nouveaux titulaires de la carte d'identité professionnelle en 1990 et 1998 », in Direction du développement des médias et CRAP. *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail*. Paris : La Documentation française, 2001, p. 35-120.
- RUSSIER, Jean-Paul. « Le cercle vicieux de la démocratie moderne : l'individu contre le collectif ? ». *Revue du MAUSS*, n° 25, 2005, p. 305-321.
- SAINSAULIEU, Ivan. « La Fédération Solidaires unitaires démocratiques des PTT (SUD-PTT) : creuset d'une contestation pragmatique ». *Revue française de science politique*, vol. 48, n° 1, 1998, p. 121-41.
- SAPORTA Isabelle. *Un militantisme rénové ? Image réflexive des nouveaux comportements politiques à travers l'étude de quatre associations*. Thèse de doctorat de science politique, Université de Versailles-St Quentin en Yvelines, 2002, trois volumes.
- SAPORTA Isabelle. « Les idées politiques au secours de la sociologie de la mobilisation ». *Le Banquet*, n° 18, 2003, p. 177-189.
- SAWICKI, Frédéric. « Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE, Jacques (dir.). *La politisation*. Paris : Belin, 2003, p.123-146.
- SCHLOZMAN, Kay Lehman. « Citizen Participation in America : What Do We Know? Why Do We Care » in KATZNELSON, Ira, MILNEK, Helen V. (eds.). *Political Science: The State of the Discipline*. New York : W.W. Norton & Company, 2002, p. 432-461.
- SCHNITTKER, Jason, FREESE, Jeremy, POWELL, Brian. « Who Are Feminists and What Do They Believe ? The Role of Generations ». *American Sociological Review*, vol. 68, 2003, p. 607-622.
- SCHWARTZ Olivier. « L'empirisme irréductible », postface à ANDERSON Niels. *Le hobo : sociologie du sans-abri*. Paris : Nathan, 1993, p. 265-308.
- SCHWEISGUTH, Etienne. « La montée des valeurs individualistes ». *Futuribles*, n° 200, 1995, p. 131-160.
- SIBLOT, Yasmine. « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF : la constitution des écoles élémentaires (1925-1936) ». *Politix*, vol. 15, n° 58, 2002, p. 167-188.
- SIMEANT, Johanna. *La cause des sans papiers*. Paris : PFNSP, 1998, 504 p.

- SIMEANT, Johanna. « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 47-72.
- SIMMEL, Georg. *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*. Paris : PUF, 1999 (1908), XII-756 p.
- SNOW, David A., ROCHFORD (Jr.), E. Burke, WORDEN, Steven K., BENFORD, Robert D. « Frame Alignment Process, Micromobilization and Movement Participation ». *American Sociological Review*, vol. 51, 1986, p. 464-481.
- SNOW, David A., BENFORD, Robert D. « Master Frames and Cycles of Protest », in MORRIS, Aldon, McCLURG, Carol (eds.). *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven : University of Yale Press, 1992, p. 133-155.
- SNOW, David A., SOULE, Sarah A., KRIESI, Hanspeter. *The Blackwell Companion to Social Movements*. Malden (Mass.) : Blackwell, 2004, XVII-754 p.
- SOMMIER, Isabelle. « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT ». *Cultures et Conflits*, n° 9-10, 1993, p. 341-366.
- SOMMIER, Isabelle. « Un espace politique non homologué : les centres sociaux occupés et autogérés en Italie », in CURAPP. *La politique ailleurs*. Paris : PUF, 1998, p. 116-129.
- SOMMIER, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris : Flammarion, 2003, 342 p.
- SOMMIER, Isabelle. « Les gauchismes », in DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique, PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Editions de l'Atelier, 2008, p. 295-304.
- SOMMIER, Isabelle, FILLIEULE, Olivier, AGRIKOLIANSKY, Eric. *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*. Paris : Karthala, 2008, 293 p.
- SOUTRENON, Emmanuel. « Le corps manifestant : la manifestation entre expression et représentation ». *Sociétés Contemporaines*, n° 31, 1998, p. 37-58.
- STURGEON, Noël. « Theorizing Movements : Direct Action and Direct Theory » in DARNOVSKY, Marcy, EPSTEIN, Barbara, FLACKS, Richard (eds.). *Cultural Politics and Social Movements*. Philadelphie : Temple University Press, 1995, p. 35-51.
- STOLLE, Dietlind, HOOGHE, Marc, MICHELETTI, Michele. « Politics in the Supermarket: Political Consumerism as a Form of Political Participation ». *International Political Science Review*, vol. 26, n°3, 2005, p. 245-269.
- STRUDEL, Sylvie. « L'électorat de Nicolas Sarkozy : "rupture tranquille" ou syncrétisme tourmenté ? ». *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3-4, 2007, p. 459-474.
- SWIDLER, Ann. « Culture in action : symbols and strategies ». *American Sociological Review*, vol. 5, 1986, p. 273-286.
- TARROW, Sidney G. *Power in movement : Social Movements, Collective Action and Politics*. 2^{nde} édition. Cambridge : Cambridge University Press, 1998, XV-271 p.
- TARTAKOWSKY, Danielle. *La part du rêve : histoire du 1^{er} Mai en France*. Paris, Hachette, 2005, 334 p.
- TENENBAUM, Nathalie. *Désobéissance non-violente et nouvelles formes de militantisme : enquête au sein du groupe Vamos !*. Mémoire de DEA de sociologie, EHESS, 2003, 131 p.
- TESKE, Nathan. *Political Activists in America : the Identity Construction Model of Political Participation*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, IX-180 p.
- TILLY, Charles. *From Mobilization to Revolution*. Reading (Mass.) : Addison-Wesley Publishing, 1978, XIII-349 p.
- TILLY, Charles. « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne ». *Vingtième siècle*, vol. 4, n° 4, 1984, p. 89-108.
- TILLY, Charles. *La France conteste de 1600 à nos jours*. Paris : Fayard, 1986, 622 p.
- TILLY, Charles. *Regimes and Repertoires*. Chicago : the University of Chicago Press, 2006, 256 p.
- TILLY, Charles, TARROW, Sidney. *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris : PFNSP, 2008, 396 p.
- TRAÏNI, Christophe. *La musique en colère*. Paris : PFNSP, 2008, 122 p.

- TRAUGOTT, Mark. *Repertoires and cycles of collective action*. Durham : Duke University Press, 1995, 250 p.
- VERBA, Sidney, SCHLOZMAN, Kay Lehman, BRADY, Henry E. *Voice and Equality : Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 1995, 640 p.
- VERBA, Sidney, SCHLOZMAN, Kay Lehman, BURNS, Nancy. « Family Ties : Understanding the Intergenerational Transmission of Political Participation », in ZUCKERMAN, Alan S., *The Social Logic of Politics : Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, p. 95-114.
- VERMEERSCH, Stéphanie. « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole ». *Revue française de sociologie*, vol. 45, n°4, 2004, pp. 681-710.
- VERRET, Michel. *La culture ouvrière*. 2nd édition. Paris : L'Harmattan, 1996, VII-296 p.
- VINSONNEAU, Geneviève. *L'identité culturelle*. Paris, Armand Colin, 2002, 234 p.
- VOYÉ, Liliane. « Mutations normatives dans la socialisation religieuse. De la transmission à l'invention : normes en transaction et paradigme identitaire ». *Education et sociétés*, n° 11, 2003, p. 35-46.
- WEBER, Max. *Economie et Société*. Tome 1, Paris : Pocket, 1995 (1921), 411 p.
- WEBER, Max. *Le Savant et le politique*. Paris : 10/18, 2002 (1919), 223 p.
- WEBER, Max. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Flammarion, 2002 (1905), 394 p.
- WHITTIER, Nancy. « Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements ». *American Sociological Review*, vol. 62, n° 5, p. 760-778.
- WOODCOCK, George. *Anarchism. A history of libertarian ideas and movements*. Harmondsworth : Penguin, 1963, 480 p.
- YON, Karel. « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 ». *Politix*, vol. 18, n° 70, 2005, p. 137-167.
- ZALD, Mayer N., McCARTHY, John D. (eds.). *The Dynamics of Social Movements : Ressource Mobilization, Social Control and Tactics*. Cambridge (Mass.) : Winthrop, 1979, VIII-274 p.
- ZARROW, Peter Gue. *Anarchism and Chinese political culture*. New York : Columbia University Press, 1990, XI-343 p.
- ZULFIKARPASIC, Adélaïde. « Le vote blanc : abstention civique ou expression politique ? ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 247-268.

Table des abréviations

- Aarrg! : Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale
- AC! : Agir ensemble contre le chômage
- Act Up : *AIDS coalition to unleash power* (Coalition pour déchaîner les forces contre le SIDA)
- AL : Alternative libertaire
- AREV : Alternative rouge et verte
- Attac : Association pour la taxation des transaction financière et l'aide aux citoyens
- BAC : Brigade activiste des clowns
- CARGO : Collectif d'agitation pour un revenu garanti optimal
- CDSL : Comité des sans-logis
- CFDT : Confédération française du travail
- CGT : Confédération générale du travail
- CGT-SR : Confédération générale du travail – Syndicaliste révolutionnaire
- CGT-U : Confédération générale du travail unitaire
- CIRA : Centre international de recherches sur l'anarchisme
- CLAAAC G8 : Convergence des luttes antiautoritaires et anticapitalistes contre le G8
- CML : Comité des mal logés
- CNAS : Comité national d'action sociale
- CNT : Confédération nationale du travail
- CNT-AIT : Confédération nationale du travail adhérente de l'Association internationale des travailleurs
- Crep : Collectif de réappropriation de l'espace public
- CRML : Comité de rédaction du *Monde libertaire*
- CSPCL : Comité de soutien des peuples du Chiapas en lutte
- DAL : Droit au logement
- DD! : Droits devant !
- EZLN : *Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (Armée zapatiste de libération nationale)
- FA : Fédération anarchiste (francophone)
- FAI : Fédération anarchiste ibérique
- FCL : Fédération communiste libertaire
- FCRA : Fédération communiste révolutionnaire anarchiste
- FHAR : Front homosexuel d'action révolutionnaire
- FMI : Fonds monétaire international
- FO : Force ouvrière
- FRAP : Festival des résistances et des alternatives de Paris
- FSE : Forum social européen
- FSGT : Fédération sportive et gymnique du travail
- FSL : Forum social libertaire
- FSM : Forum social mondial
- G8 : Groupe des 8 (chefs d'Etat des pays parmi les plus puissants du monde)
- GASPARG : Groupe anarcho-syndicaliste de Paris
- IFA : Internationale des fédérations anarchistes
- JCR : Jeunesses communistes révolutionnaires
- LCR : Ligue communiste révolutionnaire
- LDH : Ligue des droits de l'homme
- LO : Lutte ouvrière
- ML : *Monde libertaire*
- MLAC : Mouvement de libéralisation de l'avortement et de la contraception
- OAS : Organisation de l'armée secrète

- OCI : Organisation communiste internationaliste
- OCL : Organisation communiste libertaire
- OLS : Offensive libertaire et sociale
- OMC : Organisation mondiale du commerce
- ONG : Organisation non gouvernementale
- OPB : Organisation pensée-bataille
- ORA : Organisation révolutionnaire anarchiste
- PC(F) : Parti communiste (français)
- POUM : Parti ouvrier d'unification marxiste
- PT : Parti des travailleurs
- RASH : *Red and anarchist skinheads*
- RATP : Réseau pour l'abolition des transports payants
- SCALP : Sections carrément anti-Le Pen
- SPEB : Socialisme par en bas
- SUD : Solidaire, unitaires, démocratiques
- TAZ : *Temporary autonomous zone* (Zone autonome temporaire)
- UNEF : Union nationale des étudiants de France
- UTCL : Union des travailleurs communistes libertaires
- VAAAG : Village alternatif anticapitaliste et anti-guerres
- Vamos! : Vive l'action pour une mondialisation des solidarités
- VIG : Village intergalactique

Index des noms et notions

A

ABRAMSON, Paul, 474, 731
abstention, 411, 413, 479, 482, 487, 488, 490, 491, 492, 494, 496, 501, 502, 503, 504, 505, 508, 509, 510, 598, 681, 688, 689, 691, 694, 696, 700, 708, 732, 744
ACHIN, Catherine, 77, 342, 731
action directe, 8, 12, 13, 15, 28, 42, 44, 90, 114, 137, 145, 148, 151, 153, 154, 160, 188, 191, 196, 233, 275, 277, 278, 301, 314, 356, 364, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 386, 387, 388, 391, 392, 412, 421, 423, 424, 436, 438, 440, 447, 497, 513, 522, 578, 617, 618, 619, 626, 666, 682, 684, 708, 734, 737
adhésion à un collectif, 27, 49, 61, 87, 90, 177, 181, 193, 199, 206, 228, 230, 232, 242, 255, 293, 294, 295, 296, 297, 365, 471, 472, 498, 524, 526, 591, 603, 712; adhésion à géométrie variable, 601
AGRIKOLIANSKY, Eric, 12, 13, 41, 49, 76, 123, 133, 148, 150, 206, 232, 248, 303, 328, 387, 440, 527, 584, 618, 626, 641, 672, 677, 731, 735, 743
Alternative libertaire, 36, 136, 138, 142, 144, 145, 164, 171, 283, 542, 591, 592, 593, 595, 677, 745
ANSART, Pierre, 328, 525, 609, 731
appareils, 236, 463, 464, 469, 473, 519
ARMAND, E., 527, 729
Attac, 61, 126, 127, 133, 150, 151, 188, 189, 192, 193, 194, 208, 224, 231, 232, 233, 237, 240, 246, 253, 280, 281, 315, 422, 520, 521, 579, 581, 583, 591, 594, 595, 614, 635, 692, 693, 694, 695, 696, 733, 745
autogestion, 71, 136, 143, 148, 149, 164, 199, 278, 279, 327, 331, 332, 369, 371, 377, 385, 396, 404, 405, 409, 413, 422, 424, 428, 475, 535, 553, 564, 573, 574, 575, 590, 594, 626, 734
autorité, 8, 10, 13, 26, 69, 114, 120, 135, 181, 268, 279, 280, 281, 328, 336, 339, 374, 377, 430, 432, 463, 465, 474, 481, 528, 538, 539, 540, 545, 552, 566, 622, 640, 643, 680, 707, 714
AVANZA, Martina, 262, 731
AVRICH, Paul, 38, 731

B

BABA, Morjane, 314, 318, 730
BADIE, Bertrand, 458, 731
BAECHLER, Jean, 610, 731
BARBICHON, Guy, 677, 678, 731
BARRIER, Julien, 160, 275, 444, 734
BARTHÉLEMY, Martine, 87, 731
BEAUD, Stéphane, 25, 29, 352, 731
BEAUDET, Céline, 566, 568, 731
BECKER, Howard, 205, 207, 208, 209, 504, 731
BELL, Daniel, 610, 731
BENFORD, Robert, 15, 21, 132, 225, 743
BERGER, Peter, 52, 53, 731
BERNARDEAU-MOREAU, Denis, 81, 731
BERSTEIN, Serge, 39, 497, 525, 526, 528, 731
BESANCENOT, Olivier, 133, 134, 533, 577, 626, 730, 731
BEY, Hakim, 396, 730
BIDART, Claire, 522, 640, 731
BIZEUL, Daniel, 31, 731
BLANCHARD, Philippe, 626
BLONDIAUX, Loïc, 325, 732
BOOKCHIN, Murray, 387, 572, 730
BOUMAZA, Magali, 25, 152, 392, 396, 732
BOURDIEU, Pierre, 50, 87, 109, 111, 112, 202, 215, 255, 274, 277, 328, 352, 358, 359, 455, 474, 520, 537, 624, 630, 732
BOURSEILLER, Christophe, 171, 732
BOWEN, James, 36, 730
BOY, Daniel, 72, 87, 732
BOZOKI, András, 38, 732
BRACONNIER, Céline, 504, 732
BRADY, Henry, 203, 244, 744
BRECHON, Pierre, 72, 88, 492, 737, 740
BRIQUET, Jean-Louis, 475, 560, 733, 736
BROQUA, Christophe, 157, 391, 732
BRUBAKER, Rogers, 262, 298, 732
BRUNEAU, Ivan, 109, 112, 214, 468, 732

C

CADIOU, Stéphane, 19, 30, 618, 732
cadres de l'action collective, 21, 35, 225, 395, 398, 400
CAIRE, Thierry, 40, 97, 102, 243, 336, 672, 673, 732
CAMPANA, Aurélie, 25, 732
CAPDEVIELLE, Jacques, 8, 475, 732
capital militant, 344, 360, 378, 451, 561, 638, 680, 739
CEFAÏ, Daniel, 17, 24, 25, 29, 30, 42, 458, 459, 525, 732
CHESSEL, Marie-Emmanuelle, 562, 732
CITRIN, Jack, 474, 732
CLEMENS, Elizabeth, 16, 278, 301, 524, 574, 732
COHEN, Jean, 19, 262, 512, 622, 732
COLLOVALD, Annie, 257, 560, 620, 733
communalisations, 344, 377, 640
compétence politique, 78, 81, 98, 123, 129, 203, 278, 328, 391, 425, 475, 477, 491, 625
consumérisme politique, 562, 585, 612
CONTAMIN, Jean-Gabriel, 482, 733
continuum de la participation, 460, 462, 683
CORCUFF, Philippe, 10, 257, 258, 533, 611, 621, 622, 625, 733
COSSY, Valérie, 586, 742
COTGROVE, Stephen, 114
COTON, Guillaume, 40, 530, 531, 733
COUVIDOU, Solange, 510, 733
CREAGH, Ronald, 89, 733
CRETTEZ, Xavier, 136, 143, 145, 147, 148, 150, 151, 154, 155, 156, 159, 160, 185, 733
CROISAT, Maurice, 61, 318, 734
CRUZEL, Elise, 150, 733
CUCHE, Denys, 457, 733
CUSSET, Pierre-Yves, 624, 733

D

DALTON, Russel, 8, 11, 113, 124, 262, 619, 628, 733
DAMAMME, Dominique, 8, 736, 743
DARMON, Muriel, 50, 68, 209, 210, 298, 360, 624, 733
DARNOVSKY, Marcy, 522, 743
DATCHARY, Caroline, 35, 733
DAVIS, Gerald, 163, 739
De BLIC, Damien, 394, 395, 733

DECHEZELLES, Stéphanie, 19, 30, 574, 602, 618, 732, 733
décision, 17, 90, 117, 128, 139, 159, 175, 192, 204, 224, 225, 240, 248, 250, 252, 263, 279, 281, 282, 287, 296, 310, 311, 318, 319, 321, 323, 324, 325, 326, 335, 340, 367, 387, 518, 523, 547, 588, 681, 714, 716, 717; mode de prise de décision, 41, 44, 114, 124, 142, 146, 151, 156, 161, 166, 235, 279, 300, 301, 302, 303, 305, 314, 316, 318, 322, 323, 326, 339, 341, 368, 377, 477, 523, 588, 634, 681, 682, 713, 716
DEJACQUE, Joseph, 9, 10, 141, 729
délégation, 8, 11, 278, 322, 328, 382, 383, 475, 482, 497, 546, 591, 602, 619, 625
délibération, 319, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 374, 553, 619, 681, 738
DELLA PORTA, Donatella, 9, 26, 76, 78, 324, 325, 733, 734
DELOYE, Yves, 481, 482, 734
démocratie, 9, 13, 18, 63, 120, 159, 170, 322, 323, 378, 388, 461, 462, 470, 476, 477, 480, 490, 495, 497, 498, 510, 575, 596, 610, 666, 680; démocratie délibérative, 322, 323, 325, 327, 377, 553, 681, 682, 736; démocratie directe, 8, 11, 28, 41, 164, 324, 326, 328, 428, 470, 473, 477, 481, 482, 483, 506, 594, 619, 626, 675; démocratie participative, 12, 41, 42, 325, 461, 462, 464, 732
DENIS, Jean-Michel, 473, 599, 734
DERVILLE, Jacques, 61, 318, 734
DESBROUSSES-PELOILLE, Hélène, 575, 734
désengagement, 21, 45, 168, 206, 207, 244, 298, 487, 599, 606, 613, 627, 628, 629, 644, 645, 650, 654, 655, 656, 660, 677, 684, 735
DEVILLARD, Valérie, 397, 734
DIANI, Mario, 20, 26, 225, 324, 734
dispositions, 23, 43, 44, 50, 51, 52, 59, 60, 61, 71, 74, 109, 111, 118, 129, 130, 131, 202, 203, 204, 205, 215, 216, 220, 225, 226, 230, 275, 277, 282, 287, 290, 328, 330, 344, 433, 443, 448, 451, 452, 455, 474, 489, 522, 523, 546, 549, 573, 577, 585, 614
DOHERTY, Brian, 12, 734
DOLLO, Christine, 352, 360, 734
DONEGANI, Jean-Marie, 87, 89, 90, 734
DORMAGEN, Jean-Yves, 504, 732

DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, 160, 275, 444, 563, 564, 734
DUFF, Andrew, 114
DUPUIS-DERI, Francis, 13, 148, 188, 387, 421, 527, 734
DURAND, Cédric, 12, 513, 734
DURIER, Sébastien, 78, 734
DURIEZ, Bruno, 240, 734
DURKHEIM, Emile, 519, 544, 598, 610, 735

E

EAGLETON, Terry, 610, 735
égalité, 9, 10, 11, 27, 90, 129, 137, 148, 183, 188, 281, 282, 312, 313, 314, 316, 317, 320, 322, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 334, 335, 341, 342, 377, 428, 474, 475, 477, 504, 512, 526, 539, 544, 551, 552, 556, 567, 586, 587, 588, 625, 676, 681, 707, 713, 734
élections, 8, 124, 125, 133, 135, 136, 142, 146, 149, 151, 224, 233, 234, 236, 404, 405, 409, 467, 476, 477, 479, 481, 483, 487, 488, 491, 493, 495, 496, 497, 498, 500, 501, 502, 503, 505, 506, 508, 510, 673, 682, 688, 692, 694, 695, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 734, 740
ELIAS, Norbert, 610, 624, 735
EPSTEIN, Barbara, 90, 387, 522, 735, 743
Etat, 9, 11, 13, 135, 136, 144, 170, 256, 269, 327, 333, 347, 359, 380, 382, 383, 396, 428, 430, 435, 440, 463, 525, 539, 540, 554, 562, 566, 587, 593, 698, 721, 722, 745
ethnographie, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 34, 677
ETHUIN, Nathalie, 267, 344, 366, 735

F

FALQUET, Jules, 585, 735
FAVRE, Pierre, 300, 395, 413, 443, 671, 735, 738
FILLIEULE, Olivier, 12, 13, 17, 21, 41, 76, 77, 123, 148, 150, 168, 206, 207, 232, 244, 298, 387, 388, 397, 440, 461, 462, 527, 613, 618, 626, 628, 629, 650, 655, 660, 677, 679, 731, 732, 735, 743
FLACKS, Richard, 522, 743
FONTENIS, Georges, 141, 142, 143, 168, 170, 174, 368, 530, 532, 540, 730
FRANCERIES, Frank, 489, 735

FRANCOIS, Bastien, 50, 120, 123, 413, 500, 504, 735, 738
FRANGUIADAKIS, Spyros, 301, 302, 396, 441, 600, 601, 608, 609, 611, 619, 737
FRANKS, Benjamin, 38, 735
FREEMAN, Jo, 615, 729
FREESE, Jeremy, 524, 742
FREOUR, Nadège, 153, 275, 735
FRETEL, Julien, 52, 90, 735
FUCHS, Dieter, 462, 737

G

GAMSON, William, 16, 395, 615, 735
GARRAUD, Philippe, 394, 475, 560, 733, 735, 736
GAXIE, Daniel, 58, 113, 117, 123, 131, 203, 249, 251, 278, 303, 475, 492, 495, 524, 628, 630, 660, 661, 735, 736, 739
GEERTZ, Clifford, 25, 678, 736
GLICKMAN, Lawrence, 562, 736
GOBILLE, Boris, 8, 78, 79, 96, 474, 475, 736, 743
GOFFMAN, Erving, 312, 544, 576, 736
GOLDNER, Loren, 171, 730
GOMBIN, Joël, 465, 736
GONZAGUE, Arnaud, 160, 736
GOODWIN, Jeff, 12, 16, 114, 257, 301, 364, 387, 524, 574, 736
GOTTRAUX, Philippe, 540, 650, 736
GOULD, Roger, 20, 736
GRAEBER, David, 13, 331, 730
GRANJON, Fabien, 396, 514, 620, 736
GROUX, Guy, 598, 736
GUERIN, Cédric, 141, 142, 149, 168, 170, 171, 172, 173, 532, 540, 736
GUERIN, Daniel, 143, 229, 260, 264, 266, 268, 283, 346, 349, 504, 540, 736
GURR, Ted, 19, 109, 474, 736
GUSFIELD, Joseph, 21, 524, 620, 738, 739
GUTMANN, Amy, 325, 736

H

HABERMAS, Jürgen, 324, 736
habitus, 215, 255, 300, 303, 523, 531, 744
HAEGEL, Florence, 133, 465, 736

HAMMAN, Philippe, 152, 392, 396, 732
HASSENTEUFEL, Patrick, 295, 599, 736
HATZFELD, Hélène, 464, 575, 618, 619, 736
HAYWARD, Jack, 300, 738
HELY, Matthieu, 81, 731
HERVIEU-LEGER, Danièle, 547, 624, 737
HIRSCHMAN, Albert, 248, 599, 606, 630, 659, 737
histoire, 37, 45, 135, 139, 142, 149, 167, 320, 352, 359,
362, 368, 369, 398, 409, 412, 425, 442, 445, 510, 511,
520, 524, 525, 528, 529, 530, 533, 545, 546, 581, 590,
596, 610, 617, 621, 659, 666
HOGGART, Richard, 534, 535, 737
HOOGHE, Marc, 562, 585, 743
HORELLOU-LAFARGE, Chantal, 561, 737
horizontalité, 158, 188, 278, 301, 314, 316, 317, 327,
328, 329, 332, 334, 336, 337, 339, 343, 362, 374, 424,
463, 564, 575

I

identification, 16, 18-29, 37, 42, 43, 44, 45, 51, 52, 72,
75, 95, 103, 106, 110, 113, 136, 141, 144, 146, 158,
162-164, 167, 180, 189, 196, 198, 199, 204, 211, 220,
223, 225, 228, 250, 261-273, 277, 281, 288, 290, 293,
295, 298, 299, 303, 324, 344, 375, 377, 378, 382, 395,
397, 400, 407, 411, 413, 433, 440, 443, 444, 445, 450,
452, 455-460, 485, 494, 497, 499, 500, 504, 509-511,
514, 517, 523, 525, 528, 532, 533, 538-548, 561, 567,
574, 575, 579, 581, 583, 590, 596-608, 611, 619, 620,
622, 627, 631, 635, 642, 644, 646, 655, 660-667, 673,
683, 684, 690, 692, 721, 722, 731, 732, 733, 736, 738,
742, 744; auto-compréhension, 263, 329, 436, 444,
446, 456, 458, 459, 462, 499, 505, 510, 511, 520, 522,
524, 533, 543, 547, 550, 565, 574, 642, 644, 662, 666,
674, 683, 684; catégorisation, 24, 298, 446, 515, 516,
517, 575, 584, 606, 684; sentiment d'appartenance,
18, 99, 216, 344, 374, 456, 457, 458, 459, 462, 528,
536, 537, 538, 545, 597, 607, 638, 641, 644, 663, 680,
683, 692, 701
idéologie, 12, 15, 50, 61, 89, 134, 137, 153, 168, 188,
250, 251, 263, 265, 273, 299, 301, 328, 330, 354, 377,
441, 470, 474, 475, 496, 510, 511, 514, 517, 518, 522,
541, 583, 608, 609, 610, 618, 622, 632, 654, 661, 676,
709, 722, 731, 738; doctrine, 13, 134, 135, 137, 139,

141, 163, 175, 228, 230, 244, 283, 290, 297, 298, 344,
345, 347, 355, 362, 364, 393, 395, 405, 425, 426, 436,
441, 444, 446, 447, 449, 498, 499, 502, 504, 509, 517,
519, 522, 524, 526, 527, 528, 533, 534, 538, 546, 583,
609, 631, 647, 660, 662, 663, 664, 675, 736
IHL, Olivier, 211, 220, 481, 482, 487, 734, 737
illusio, 90, 455, 735
individualisme, 20, 37, 133, 140, 161, 166, 262, 371, 490,
527, 546, 581, 598, 611, 617, 621, 622, 623, 625, 626,
731, 733, 734, 741; individuation, 599, 601, 602, 617,
619, 622, 623, 624, 627, 685
INGLEHART, Ronald, 117, 124, 435, 474, 624, 731, 737
Internet, 10, 36, 38, 137, 143, 145, 146, 158, 168, 173,
183, 185, 194, 221, 238, 241, 243, 266, 285, 293, 305,
341, 346, 393, 400, 401, 416, 417, 418, 421, 424, 434,
438, 527, 557, 609, 615, 624, 693, 729, 739
ION, Jacques, 295, 301, 302, 319, 394, 396, 441, 478,
600, 601, 602, 608, 609, 611, 619, 621, 622, 625, 628,
733, 737, 742

J

JAFFRE, Jérôme, 492, 495, 496, 737
JAPY, Bruno, 160, 736
JASPER, James, 12, 16, 114, 257, 301, 364, 387, 444,
459, 524, 574, 736, 742
JENKINS, J. Craig, 9, 19, 734
JOHNSTON, Hank, 21, 22, 395, 458, 509, 524, 548, 569,
620, 737, 738, 739
JOHSUA, Florence, 133, 737
JOIGNANT, Alfredo, 479, 737
JORDAN, Tim, 330, 331, 730
JOSHUA, Samuel, 352, 360, 734
JOSSIN, Ariane, 296, 584, 737
JOYEUX, Maurice, 67, 142, 168, 169, 170, 173, 174,
579, 730
JUEM, Philippe, 216, 737
JULLIARD, Jacques, 356, 380, 381, 382, 383, 384, 388,
737

K

KATZNELSON, Ira, 461, 742
KAUFMANN, Jean-Claude, 499, 519, 623, 624, 737
KITSCHOLT, Herbert, 114, 124, 324, 628, 737

KLANDERMANS, Bert, 9, 202, 250, 263, 500, 509, 569,
734, 737
KLEIN, Naomi, 151, 519, 730
KLINGEMANN, Hans-Dieter, 462, 737
KRIEGEL, Annie, 139, 333, 344, 364, 367, 656, 738
KRIESI, Hanspeter, 16, 17, 187, 257, 278, 301, 432, 615,
738, 743
KUECHLER, Manfred, 8, 11, 113, 124, 262, 619, 628,
733

L

LABBÉ, Daniel, 154, 738
LACROIX, Bernard, 109, 331, 738
LAFERTE, Gilles, 262, 731
LAFOSSE, Marie-Françoise, 397, 734
LAGROYE, Jaques, 50, 500, 504, 738
LAHIRE, Bernard, 480, 549, 738
LAMINE, Claire, 563, 564, 734
LANCELOT, Alain, 482, 738
LANDIER Hubert, 154, 738
LARAÑA, Enrique, 21, 524, 620, 738, 739
LAURENT, Alain, 11, 738
LAURENT, Annie, 72, 88, 492, 737, 740
LAVABRE, Marie-Claire, 525, 528, 530, 738
LAZAR, Marc, 535, 738
LEFEBVRE, Rémi, 293, 296, 738
LEHUEDE, Steven, 61, 367, 738
LEMIEUX, Cyril, 394, 395, 733
LETEINTURIER, Christine, 397, 734
LEVEQUE, Sandrine, 77, 342, 731
listes de diffusion électronique, 27, 35, 239, 306, 341,
342, 365, 370, 410, 444
LOSSON, Christian, 12, 730
LÖWY, Michael, 623, 738
LUCKMANN, Thomas, 52, 53, 731

M

MAGET, Marcel, 548, 738
MAITRON, Jean, 10, 37, 39, 98, 135, 139, 141, 142, 168,
169, 173, 380, 381, 386, 411, 434, 446, 497, 526, 527,
535, 738
MANFREDONIA, Gaetano, 13, 39, 139, 140, 141, 166,
497, 525, 526, 534, 545, 738

MANIN, Bernard, 324, 325, 682, 738
MANNHEIM, Karl, 204, 519, 623, 738
MARTIN, Denis-Constant, 541, 738
MATHIEU, Lilian, 21, 61, 113, 132, 479, 618, 739
MATONTI, Frédérique, 8, 344, 360, 378, 418, 482, 561,
638, 736, 739, 743
MATUSZAK, Céline, 401, 739
MAUGER, Gérard, 110, 347, 739
MAURER, Sophie, 63, 224, 284, 739
MAYER, Nonna, 12, 13, 41, 58, 72, 87, 88, 148, 150,
202, 232, 250, 387, 388, 440, 461, 462, 464, 481, 500,
527, 598, 731, 732, 737, 739
McADAM, Doug, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 224, 225, 231,
244, 284, 445, 524, 615, 645, 734, 738, 739
McCARTHY, John D., 16, 19, 26, 163, 187, 278, 301,
615, 738, 739, 744
McCLOSKEY, Herbert, 474, 732
médias, journalistes, 127, 135, 137, 157, 189, 191, 195,
220, 241, 277, 363, 378, 390, 391, 392, 393, 394, 395,
396, 397, 398, 399, 400, 411, 417, 418, 423, 426, 427,
428, 438, 439, 440, 447, 448, 464, 479, 480, 482, 487,
502, 583, 608, 617, 647, 648, 649, 650, 656, 734, 742
MELUCCI, Alberto, 8, 22, 458, 620, 622, 739
MEMMI, Dominique, 461, 463, 739
mémoire, 25, 40, 103, 206, 211, 249, 353, 368, 383, 523,
525, 528, 530, 531, 533, 534, 546, 684, 711, 738
MEYER, David S, 15, 740
MICHEL, Louise, 141, 533, 538, 730
MICHELAT, Guy, 32, 72, 87, 88, 90, 99, 547, 731, 740
MICHELETTI, Michele, 548, 562, 572, 585, 740, 743
MILNEK, Helen, 461, 742
MIQUEL, Pierre, 38, 740
MISCHI, Julian, 357, 367, 373, 530, 740
mobilisation des ressources, 19, 20, 21, 24, 205, 240,
262, 599, 615
modes d'action, 12, 14-16, 27, 37, 133, 140, 148, 151,
152, 153, 155, 156, 160, 161, 185, 186, 187, 188, 189,
197, 198, 250, 273, 275, 277, 278, 298, 299, 300, 301,
328, 378-451, 459, 460, 469, 472, 473, 513, 521, 580,
582, 584, 589, 592, 619, 667, 678, 682, 684, 741
modes d'organisation, 8, 12, 13, 14, 15, 16, 41, 131, 134,
135, 141, 151, 155, 156, 157, 161, 163, 164, 199, 261,
274, 277, 278, 300, 301, 303-343, 335, 363, 377, 387,

451, 457, 476, 489, 492, 513, 521, 522, 524, 574, 589,
590, 595, 596, 619, 626, 635, 673, 674, 681, 682, 684
Monde Libertaine, 36, 67, 69, 97, 138, 142, 144, 169,
170, 171, 175, 177, 181, 183, 184, 228, 229, 238, 241,
242, 246, 264, 267, 271, 282, 283, 285, 310, 312, 347,
366, 372, 384, 401, 402, 403, 404, 407, 408, 409, 410,
411, 412, 414, 415, 434, 436, 438, 448, 469, 472, 497,
531, 535, 544, 557, 579, 586, 587, 595, 637, 644, 655,
657, 658, 697, 698, 708, 711, 722, 730
MORRIS, Aldon, 15, 132, 187, 740, 743
MOSSE, George, 586, 740
MOSSUZ-LAVAU, Janine, 77, 740
MOUCHARD, Daniel, 156, 232, 301, 325, 334, 618, 740
mouvements sociaux, 8, 13, 14, 19, 20, 21, 24, 26, 27, 42,
61, 76, 77, 78, 88, 90, 113, 116, 124, 129, 133, 135,
137, 138, 143, 144, 145, 148, 149, 153, 155, 172, 185,
187, 196, 208, 211, 217, 220, 221, 225, 253, 262, 301,
324, 342, 367, 378, 384, 394, 398, 401, 404, 422, 435,
440, 458, 461, 478, 479, 491, 496, 509, 513, 533, 548,
585, 591, 592, 617, 618, 620, 628, 653, 657, 660, 662,
671, 674, 695, 733, 735, 739, 740, 741, 742
multipositionnalité, 15, 76, 236, 445, 735
MUXEL, Anne, 60, 223, 479, 480, 492, 494, 495, 496,
737, 740
mythes, 40, 461, 530, 531, 540, 541, 738

N

NELSON, Michelle, 563, 740
NEVEU, Catherine, 303, 316, 328, 331, 338, 575, 674,
740
NEVEU, Erik, 19, 120, 123, 398, 413, 560, 657, 733,
735, 740
NICOURD, Sandrine, 85, 740
NORRIS, Pippa, 88, 461, 462, 740

O

OBERSCHALL, Anthony, 19, 224, 448, 599, 741
OFFE, Clauss, 262, 301, 741
OFFERLE, Michel, 16, 24, 49, 299, 344, 392, 393, 431,
455, 613, 630, 741
OLSON, Mancur, 20, 249, 741
ORFALI, Birgitta, 270, 288, 741

P

PAEK, Hye-Jin, 563, 740
PAGIS, Julie, 35, 202, 569, 575, 733, 741
PANNATIER, Gaël, 586, 742
parcours, 22, 24, 25, 31, 32, 33, 34, 41, 44, 49, 50, 51, 53,
59, 85, 103, 106, 112, 121, 129, 130, 131, 163, 166,
196-249, 263, 277, 281, 285, 287, 289, 293, 296, 357,
397, 401, 405, 410, 413, 455, 465, 472, 477, 546, 621,
626, 632, 643, 661, 664, 666, 675, 679, 734, 737, 739
PARODI, Jean-Luc, 488, 741
participation politique, 41, 49, 50, 59, 62, 63, 70, 114,
120, 130, 202, 208, 209, 221, 249, 255, 334, 364, 459,
460, 461, 464, 479-511, 562, 573, 598, 599, 682, 740
partis, 8, 17, 24, 27, 28, 42, 49, 79, 112, 122, 123, 124,
125, 126, 127, 128, 129, 130, 132, 133, 135, 149, 151,
152, 154, 155, 156, 159, 162, 185, 191, 195, 218, 224,
233, 236, 249, 251, 274, 299, 303, 321, 330, 333, 344,
385, 405, 440, 447, 455, 458, 462, 463, 464, 465, 466,
467, 468, 469, 470, 473, 476, 478, 480, 482, 483, 488,
489, 490, 492, 494, 512, 513, 539, 545, 574, 578, 595,
606, 613, 625, 628, 630, 663, 664, 673, 674, 680, 689,
690, 694, 700, 706, 735, 741
PASSERON, Jean-Claude, 671, 741
PASSY, Florence, 20, 76, 123, 225, 226, 230, 231, 237,
239, 243, 244, 245, 249, 283, 613, 735, 741
PATTIEU, Sylvain, 618, 625, 741
PECHU, Cécile, 120, 155, 381, 386, 424, 461, 479, 524,
619, 735, 741
PEDRETTI, Mario, 391, 741
PELOSSE, Valentin, 10, 729
PERCHERON, Annick, 52, 60, 72, 211, 223, 299, 740,
741
PEREIRA, Irène, 326, 333, 729
PERNOT, Hélène, 11, 154, 626, 741
PERNOT, Jean-Marie, 598, 736
PERONI, Michel, 394, 742
PERRIN, Céline, 586, 742
PERRINEAU, Pascal, 72, 77, 87, 88, 388, 461, 464, 474,
479, 492, 598, 599, 600, 611, 623, 734, 737, 740, 741
PESSIN, Alain, 39, 97, 511, 526, 528, 532, 572, 741
PEUGNY, Camille, 111, 741
PIERRU, Emmanuel, 63, 224, 284, 739
PIZZORNO, Alessandro, 20, 262, 484, 741, 742

PLOWS, Alexandra, 12, 734
 politisation, 50, 68, 69, 85, 90, 106, 123, 153, 208, 209,
 211, 212, 214, 215, 220, 223, 241, 242, 243, 254, 266,
 277, 278, 282, 287, 356, 483, 548, 740, 742
 POLLETTA, Francesca, 41, 257, 301, 314, 323, 444,
 459, 588, 673, 741
 PORTIS, Larry, 438, 742
 position sociale, 50, 54, 58, 81, 91, 98, 106, 107, 108,
 112, 113, 116, 118, 119, 289, 334, 436, 475, 546, 552,
 583, 605, 739
 POULET-COULIBANDO, Pascale, 78, 734
 POUPEAU, Franck, 344, 360, 378, 418, 561, 739
 pouvoir, 8, 10, 12, 13, 28, 106, 124, 126, 128, 179, 234,
 235, 252, 269, 312, 328, 337, 338, 362, 374, 382, 463,
 464, 466, 478, 488, 497, 514, 515, 529, 555, 564, 588,
 630
 POWELL, Brian, 524, 742
 PREPOSIET, Jean, 37, 527, 742
 PUCCIARELLI, Mimmo, 40, 97, 263, 511, 532, 572,
 672, 741, 742
 PUDAL, Bernard, 8, 23, 105, 268, 333, 344, 347, 349,
 509, 674, 736, 739, 742, 743
 PURKIS, Jon, 36, 730
 PUTNAM, Robert, 598, 641, 742

Q

QUINIO, Paul, 12, 730

R

RADEMACHER, Mark, 563, 740
 RAPPE, David, 356, 742
 rationalité, 20, 249, 262, 484, 641, 741
 RECCHI, Ettore, 60, 742
 religion, 53, 70, 72-75, 81-91, 99, 129, 135, 266, 267,
 327, 347, 463, 519, 534, 544, 546, 581, 624, 688, 689,
 690, 691, 692, 693, 695, 696, 699, 737, 740
 REMOND, René, 223, 740
 RENOUE, Gildas, 375, 742
 réseaux sociaux, 20, 44, 51, 130, 203, 204, 205, 210, 222,
 223, 224, 225, 226, 228, 231, 240, 243, 245, 248, 283,
 598, 613, 626, 678
 RIZET, Stéphanie, 401, 742
 ROCHFORD (Jr.), E. Burke, 21, 225, 743

RODRIGUEZ, Michel, 383, 742
 ROGER, Antoine, 19, 30, 618, 732
 rôle, 29, 31, 295, 312, 499, 504, 608; prise de rôle, 499,
 504
 ROUBAN, Luc, 77, 87, 734, 740
 ROUSSEL, Violaine, 113, 739
 ROUX, Jacques, 394, 742
 ROUX, Patricia, 586, 742
 RUCHT, Dieter, 9, 15, 16, 445, 734, 739
 RUEFFEL, Rémy, 397, 734
 RUELLAN, Denis, 397, 742
 RUSSIER, Jean-Paul, 317, 742

S

SAINSAULIEU, Ivan, 154, 742
 SAPORTA Isabelle, 156, 296, 326, 336, 393, 475, 512,
 519, 742
 savoir-faire, 52, 189, 344, 360, 364, 378, 397, 398, 399,
 439, 443, 451, 455, 499, 608, 638, 680
 SAWICKI, Frédéric, 17, 50, 240, 282, 293, 296, 500,
 504, 734, 738, 742
 SCHEMEIL, Yves, 300, 738
 SCHLOZMAN, Kay Lehman, 59, 203, 221, 244, 742,
 744
 SCHNITTKER, Jason, 524, 742
 SCHWARTZ Olivier, 31, 677, 743
 SCHWEISGUTH, Etienne, 58, 624, 625, 739, 743
 scissions, 136, 138, 139, 141, 142, 146, 155, 171, 182,
 214, 234, 268, 310, 368, 381, 528, 534, 540, 653, 662,
 663, 697
 SEGALEN, Martine, 678, 731
 SEGRE, Monique, 561, 737
 sens pratique, 255, 489, 732
 SHANKS, J. Merrill, 474, 732
 SIBLOT, Yasmine, 344, 364, 743
 SIMEANT, Johanna, 71, 81, 113, 250, 300, 738, 743
 SIMMEL, Georg, 519, 624, 743
 SIMON, Michel, 90, 99, 547, 740
 SNIDERMAN, Paul, 474, 598, 732, 739
 SNOW, David, 15, 16, 17, 21, 132, 187, 225, 257, 278,
 301, 432, 740, 743
 socialisation(s), 20, 24, 26, 33, 40, 43, 44, 49, 79, 85, 86,
 106, 112, 116, 118, 119, 123, 124, 127, 129, 131, 149,

196, 202, 203, 204, 208, 209, 211, 212, 215, 217, 220,
223, 225, 228, 230, 231, 241, 248, 249, 254, 263, 267,
288, 290, 298, 299, 300, 303, 318, 324, 328, 376, 377,
439, 452, 455, 457, 460, 469, 472, 475, 477, 479, 480,
483, 487, 489, 490, 491, 492, 496, 500, 509, 519, 522,
547, 561, 570, 573, 610, 613, 614, 623, 624, 626, 637,
642, 664, 673, 674, 678, 679, 680, 683, 733, 734, 737,
738, 741, 743, 744; socialisation(s) primaire(s), 53-
75; formation, 343-372
sociations, 344, 372, 377, 451, 640
solidarité, 18, 19, 43, 44, 45, 105, 112, 159, 196, 197,
235, 257, 262, 282, 303, 377, 378, 387, 392, 417, 451,
455, 457, 458, 520, 528, 535, 536, 537, 544, 545, 552,
589, 598, 640, 641, 679, 680, 683, 708, 733, 746
SOMMIER, Isabelle, 8, 11, 41, 76, 77, 123, 133, 136,
143, 145, 147, 149, 150, 151, 154, 155, 156, 159, 160,
185, 328, 391, 424, 584, 586, 618, 622, 626, 672, 677,
731, 733, 735, 743
SOULE, Sarah, 16, 17, 187, 257, 278, 301, 432, 740, 743
SOUTRENON, Emmanuel, 549, 743
STAGGENBORG, Suzanne, 187, 740
STIRNER, Max, 166, 527, 621, 730
STOLLE, Dietlind, 562, 585, 743
STRUDEL, Sylvie, 58, 743
STURGEON, Noël, 522, 743
SUKOSD, Miklos, 39, 732
SWIDLER, Ann, 251, 743

T

TARROW, Sidney, 11, 431, 432, 434, 743, 744
TARTAKOWSKY, Danielle, 383, 397, 462, 735, 743
TENENBAUM, Nathalie, 512, 743
TERTRAIS, Jean-Pierre, 565, 730
TESKE, Nathan, 262, 461, 743
THOMPSON, Dennis, 325, 736
TILLY, Charles, 19, 220, 224, 382, 429, 430, 431, 432,
434, 436, 437, 446, 599, 743, 744
tradition, 8, 9, 13, 41, 72, 85, 127, 166, 167, 186, 289,
314, 367, 384, 398, 413, 438, 443, 446, 448, 449, 490,
512, 529, 540, 546, 567, 618, 619, 623, 625, 626, 627,
637, 666, 675, 677, 684, 693, 696, 702, 703
TRAJINI, Christophe, 533, 744
TRAUGOTT, Mark, 14, 382, 430, 619, 744

V

VERBA, Sidney, 59, 203, 221, 244, 744
VERMEERSCH, Stéphanie, 476, 519, 607, 635, 744
VERRET, Michel, 438, 534, 744
VINSONNEAU, Geneviève, 575, 744
violence, 15, 85, 90, 137, 145, 147, 148, 160, 181, 188,
194, 197, 270, 327, 339, 364, 371, 387, 388, 389, 390,
417, 435, 440, 446, 460, 511, 512, 520, 544, 575, 580,
581, 582, 583, 584, 627, 637, 651, 692, 721, 743
VIOT, Pascal, 301, 302, 396, 441, 600, 601, 608, 609,
611, 619, 737
vote, 58, 62, 63, 68, 87, 88, 123, 144, 169, 224, 234, 275,
315, 326, 368, 460, 462, 471, 476, 477, 479-510, 515,
596, 682, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696,
697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 713, 716, 733,
738, 739, 740, 744
VOUTAT, Bernard, 540, 736
VOYÉ, Liliane, 72, 75, 744

W

WALL, Derek, 12, 734
WEBER, Florence, 25, 29, 731
WEBER, Max, 251, 257, 344, 413, 486, 490, 612, 623,
630, 640, 744
WHITTIER, Nancy, 15, 524, 525, 548, 740, 744
WOODCOCK, George, 15, 38, 744
WORDEN, Steven, 21, 225, 743

Y

YON, Karel, 299, 303, 531, 744

Z

ZALD, Mayer, 16, 19, 26, 187, 278, 301, 615, 738, 739,
744
ZARROW, Peter Gue, 38, 744
ZUCKERMAN, Alan, 60, 744
ZULFIKARPASIC, Adélaïde, 483, 744

Tables des tableaux, graphiques, images

Tableau 1 : Répartition des enquêtés par groupes.....	35
Tableau 2 : Répartition des parents des enquêtés par profession.....	55
Tableau 3 : Répartition détaillée des parents des enquêtés en fonction de leur profession	57
Tableau 4 : Répartition des parents des enquêtés par secteur d'activité (N=83)	57
Tableau 5 : Orientation politique des parents (N=75).....	58
Tableau 6 : Militantisme des parents (N=83).....	59
Tableau 7 : Répartition des enquêtés par âge (N=83).....	77
Tableau 8 : Répartition des enquêtés par diplôme et par genre (N=83).....	78
Tableau 9 : Répartition des enquêtés par profession (N=83).....	80
Tableau 10 : Répartition des anarchistes et autres militants libertaires par profession (N=83).....	91
Tableau 11 : Répartition des anarchistes et des militants de la gauche radicale en fonction de l'âge et du niveau de diplôme (N = 83).....	93
Tableau 12 : répartition des anarchistes et militants de la gauche radicale en fonction du niveau de diplôme et de l'âge (N= 83 ; Anarchistes=39 ; Radicaux=44).....	94
Tableau 13 : Répartition des militants anarchistes par âge, genre, niveau de diplôme et profession (N=39)	95
Tableau 14 : Comparaison entre les positions professionnelles de nos enquêtés militants de la gauche radicale (N=44) et les militants du FSE 2003 (pourcentage des actifs).....	96
Tableau 15 : Comparaison entre sources statistiques sur les militants anarchistes.....	97
Tableau 16 : Répartition des militants anarchistes et radicaux par nombre d'attributs ouvriers	100
Tableau 17 : Positions sociales des militants anarchistes et de leur père (Données questionnaire congrès FA 2007)	101
Tableau 18 : Positions sociales des militants anarchistes et de leur père (Données entretiens)	101
Tableau 19 : Répartition détaillée par profession selon le niveau d'étude (N=83).....	107
Tableau 20 : Tableau synthétique : les enquêtés et leur milieu d'origine (pourcentages par colonnes)	108
Tableau 21 : Les organisations étudiées et les enquêtés	200
Tableau 22 : Comparaison des modes d'action des anarchistes et des radicaux.....	427
Tableau 23 : Propriétés respectives des modes d'action des anarchistes et des radicaux.....	447

Graphique 1 : Répartition des parents des enquêtés par profession.....	56
Graphique 2 : Répartition des enquêtés par âge (N=83)	77
Graphique 3 : Répartition des enquêtés par diplôme et par genre	79
Graphique 4 : Répartition des enquêtés par profession.....	80
Graphique 5 : Répartition des anarchistes et des autres militants libertaires par profession ...	92
Graphique 6 : Répartition des radicaux et anarchistes par niveau d'étude	93
Graphique 7 : Répartition des radicaux et anarchistes par âge	93
Graphique 8 : Répartition des militants anarchistes et radicaux par nombre d'attributs ouvriers	100
Graphique 9 : Répartition des militants anarchistes actifs et de leur père par profession (Source : entretiens. N=39)	102
Graphique 10 : Le milieu libertaire français et les organisations proches	162
Image 1 : Affiche/autocollant « grève générale » de la <i>Fédération anarchiste</i>	385
Image 2 : Vente du Libertaire au marché aux puces de Saint-Ouen, années 1950	403
Image 3 : Affiche FA anti-élection	406
Image 4 : Affiche FA contre les expulsions.....	406
Image 5 : Affiche FA décroissance	407
Image 6 : Affiche FA Antireligion.....	407
Image 7 : Affiche FA de promotion du <i>Monde Libertaire</i>	408
Image 8 : Affiche du <i>groupe de Chambéry</i> de la <i>Fédération anarchiste</i>	408
Image 9 : Affiche/autocollant de l'action Zombies contre l'OMC	416
Image 10 : Action « Marché de Noël » du Crep	421
Image 11 : Affiche FA antiélectorale	497
Image 12 : Une du <i>Monde Libertaire</i> n° 1508, mars 2008	497
Image 13 : Affiche de la CNT invitant à une journée de commémoration de la révolution espagnole.....	532

Table des matières

Sommaire	5
Introduction	7
<i>Penser les similarités</i>	14
<i>Appréhender l'engagement libertaire</i>	18
<i>Pratiques et représentations au concret.....</i>	24
<i>Les matériaux de l'enquête</i>	34
<i>Les étapes de la démonstration</i>	42
Première partie : Des individus aux groupes : devenir militant libertaire.....	47
Chapitre premier : Des profils libertaires.....	52
I. Origines sociales et socialisations.....	53
A. Sociographie des parents des militants libertaires.....	54
B. La socialisation politique des militants libertaires	60
1) Une éducation politique	62
2) Religion et socialisation.....	72
II. Les militants libertaires	75
A. Eléments de sociographie.....	76
B. Un rapport homogène à la religion	81
C. De la diversité dans l'unité	91
III. Trajectoire, position sociale et engagement.....	106
IV. Désaffiliation partisane et rapport à la participation politique.....	120
Conclusion.....	129
Chapitre 2 : Le milieu libertaire	131
I. La gauche radicale et anarchiste en France.....	132
A. Les organisations anarchistes	135
1) La CNT entre syndicat et organisation politique	136
2) AL et FA ou la permanence du débat sur l'organisation anarchiste	138
3) La nébuleuse libertaire et antifasciste française.....	145
B. La gauche radicale et alternative	148
1) Les organisations altermondialistes	149
2) Les acteurs des luttes locales	153
II. Les organisations étudiées	163
A. La <i>Fédération anarchiste</i> et ses groupes.....	163
1) Quelques mots sur l'histoire de l'organisation	167
2) Le <i>groupe Louise Michel</i> (Paris).....	173
3) Le <i>groupe de Rouen</i>	177
4) Le <i>groupe Pierre Besnard</i> (Paris).....	178
5) Le <i>Claaaaaash</i> (Paris)	180
6) Le <i>groupe de Strasbourg</i>	182
7) Le <i>groupe Idées noires</i> (Paris).....	183
8) Les autres groupes.....	184
B. Les collectifs de la gauche radicale	185
1) Les <i>Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale</i> (Paris et Toulouse).....	186
2) <i>Action Logement</i> (Strasbourg)	190

3) <i>Le Collectif de réappropriation de l'espace public</i> (Strasbourg).....	193
4) <i>Chiche!</i> Paname (Paris).....	194
5) <i>Vive l'action pour une mondialisation des solidarités</i> (Paris).....	196
Conclusion.....	200
Chapitre 3 : Rejoindre un collectif	202
I. Parcours d'engagement et réseaux sociaux de mobilisation.....	205
A. Le rôle des événements	210
B. Réseaux sociaux et mobilisation.....	223
1) Les réseaux informels	226
2) Réseaux formels et socialisation militante.....	230
3) Les contacts décisifs	236
4) Les démarches individuelles d'engagement	240
C. Engagement et cycle de vie	244
II. Les motivations de l'engagement.....	249
A. Valeurs, émotions, idées.....	251
B. Les motivations identitaires.....	262
1) Révélation idéologiques	263
2) Rencontrer des semblables.....	270
C. Les modes d'action et d'organisation comme motivation.....	273
III. Des motivations à l'adhésion	281
Conclusion.....	287
Conclusion de la première partie	289

Seconde partie : S'organiser et agir collectivement

Chapitre 4 : Organisation et relations internes	301
I. Modes d'organisation et de prise de décision.....	303
A. Horizontalité et consensus : les réunions dans les groupes libertaires	304
1) Périodicité des réunions et rapport au militantisme.....	305
2) Déroulement des réunions.....	308
3) Les modes de prise de décision.....	318
B. Un modèle d'organisation sociale alternatif ?	322
1) Une démocratie délibérative	323
2) L'organisation comme modèle pour la société future.....	328
3) Les limites de l'horizontalité	334
II. Pratiques et lieux de socialisation et de sociabilité militante	343
A. Formations militantes	344
1) Autodidaxie.....	345
2) La formation informelle.....	360
3) Stages et réunions de formation.....	364
B. Les occasions de convivialité	372
Conclusion.....	376
Chapitre 5 : L'action vers l'extérieur.....	378
I. Les interventions publiques entre action directe et propagande	379
A. Théories de la pratique	379
1) De l'action directe à la désobéissance civile.....	380
2) Interpeller l'opinion et diffuser des idées	392
B. Les actions au concret.....	401
1) Diffuser les idées : les modes d'intervention des anarchistes.....	401

2) « Il faut agir » : les actions des militants de la gauche radicale.....	415
3) Similitudes et divergences pratiques dans la mouvance libertaire.....	425
II. Modes d'action et culture militante.....	429
A. La culture militante de la <i>Fédération anarchiste</i>	433
B. Les modes d'action, fondements de l'identification de la gauche radicale ?	440
C. Des choix tactiques entre tradition et innovation	446
Conclusion.....	449
Conclusion de la deuxième partie	451

Troisième partie : Cultures et engagements libertaires..... 453

Chapitre 6 : Cultures, identifications et appartenances 457

I. Rapports à la politique et participation conventionnelle.....	460
A. Rejet des appareils et anti-institutionnalisme.....	463
1) Le rejet des appareils	464
2) L'action politique opposée à la représentation	474
B. L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche radicale	479
1) Aspects politiques et symboliques du vote	481
2) Du vote « automatique » au désengagement électoral.....	487
C. L'abstentionnisme anarchiste ou un rapport culturel et identitaire à la pratique électorale	494
1) Un abstentionnisme culturel	496
2) Pratiques individuelles et normes collectives	502
II. Les cultures politiques comme matrices d'identifications et de pratiques	510
A. La souveraineté de l'individu, fondement de l'unité des radicaux.....	511
1) Le rejet des modèles militants traditionnels.....	512
2) Le refus des hétéro-définitions.....	514
3) La question des références théoriques et doctrinales.....	517
4) Les bases ténues d'une auto-compréhension collective.....	520
B. La culture des anarchistes ou l'histoire en héritage.....	524
1) Des origines à aujourd'hui : la filiation historique	525
2) Culture ouvrière et lutte des classes.....	534
3) Les ressorts culturels d'une identification collective.....	539
C. Le périmètre des cultures politiques : militantisme et style de vie.....	547
1) Visibilisation et collectivisation des convictions individuelles	549
2) Politisation de la vie privée et de l'intime	556
3) La question des rapports entre l'acteur et le système	569
III. Les collaborations improbables : anarchistes, radicaux, et le problème des mobilisations	574
A. Anarchistes et radicaux : images publiques, catégorisations réciproques et incompréhensions mutuelles	575
1) Les anarchistes face à la mouvance radicale et altermondialiste.....	576
2) L'image stigmatisante des anarchistes dans la gauche radicale.....	579
3) La question du genre dans le militantisme libertaire	584
B. Sur l'improbabilité des mobilisations communes	589
1) Incompatibilités militantes et mobilisations parallèles	590
2) La rupture entre anarchistes et radicaux lors du G8 2003	593
Conclusion.....	596

Chapitre 7 : Faire collectif	598
I. Rapports au collectif et transformation de l'engagement	600
A. Un engagement affranchi ?.....	601
1) Un militantisme marqué par la recherche d'autonomie individuelle.....	602
2) Sur l'intensité et la portée des engagements	611
B. Nouveauté et actualité de l'engagement libertaire	617
1) Une nouvelle forme d'engagement ?	617
2) Le militantisme libertaire et l'esprit du temps : une affinité élective ? ...	622
II. Pérennité des engagements et des organisations	627
A. Les rétributions de l'engagement.	630
B. Radicaux et anarchistes face au découragement militant	645
1) <i>Aarrg!</i> Paris ou l'autodissolution d'un groupe affinitaire.....	645
2) Déclin et renouveau du <i>groupe de Strasbourg</i> de la <i>Fédération anarchiste</i>	650
C. Désengagement et processus d' <i>exit</i> : quelques conclusions.....	655
Conclusion.....	664
Conclusion de la troisième partie	666
Conclusion générale	669
Annexes	687
Sources et bibliographie	706
I. Sources	706
Entretiens.....	706
Observations	708
Presse.....	712
Presse militante	712
Presse généraliste	712
Sources électroniques	712
Littérature d'acteur, Essais, Récits journalistiques	713
II. Bibliographie	714
Table des abréviations	728
Index des noms et notions	730
Tables des tableaux, graphiques, images	738
Table des matières	740